



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 14 janvier au 27 février 1948

1948

**Texte établi par Frédéric Roussel-Beaulieu, Donald Chouinard
et Josée Levasseur**

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

22e Législature - 4e session

Vol. 1 - Séances du 14 janvier au 27 février 1948

1948



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 14 janvier au 27 février 1948

1948

**Texte établi par Frédéric Roussel-Beaulieu, Donald Chouinard
et Josée Levasseur**

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Frédéric Roussel-Beaulieu Donald Chouinard Josée Levasseur
Introduction :	Christian Blais
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Marthe Buissière Rénald Buteau Gilles Gallichan Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23879-8

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec de 1948, un tour d'horizon

L'heure est à la prospérité en 1948. Au Québec, l'agriculture continue de faire des progrès techniques et mécaniques – grâce aux tracteurs, à l'électricité et aux fertilisants chimiques –, mais ce secteur économique n'a plus l'importance qu'il avait autrefois; de plus, l'agriculture de subsistance cède rapidement le pas à la production spécialisée. Quant à l'activité industrielle, en constante expansion dans le domaine du textile et de l'exploitation des ressources naturelles, elle peut compter sur une main-d'œuvre abondante. Ces ouvriers et ces ouvrières, de plus en plus syndiqués, gagnent cependant des salaires relativement bas.

Tous ne profitent pas de la prospérité de la même façon. Le taux de chômage est peu élevé, il est vrai, mais les grèves demeurent un moyen de pression plutôt inefficace pour améliorer le sort des travailleurs. Le patronat, a priori, peut compter sur le gouvernement de la province pour mettre les ouvriers « à leur place »; et ce climat de « paix sociale », tant souhaité par le premier ministre Maurice Duplessis, a pour objectif d'attirer les investisseurs étrangers pour créer davantage d'emplois.

C'est dans un climat empreint de conservatisme économique et politique que le Québec poursuit sa marche vers la modernité. Le boom démographique d'après-guerre n'est pas étranger non plus à la transformation de la société québécoise. L'exode rural se poursuit et, depuis 1921, les Québécois vivent en majorité en ville. Le paysage urbain se transforme : on assiste au développement des banlieues et à l'essor de l'automobile. On assiste même à la disparition du tramway dans les rues de la capitale.

L'Église demeure une force importante au Québec, mais le pouvoir clérical ne peut en rien freiner cette volonté de changement qui s'exprime dans certains milieux. Plusieurs intellectuels questionnent les valeurs traditionnelles de la société québécoise. C'est dans ce contexte que le manifeste artistique *Refus global* est publié le 9 août 1948, ce qui amènera le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, à suspendre Paul-Émile Borduas de son poste à l'École du meuble.

Le Québec vit un réveil culturel. C'est l'avènement d'une société de consommation, presque une société de loisirs. Si le cinéma américain demeure le divertissement par excellence (avec les acteurs Ronald Reagan, Shirley Temple et l'acteur québécois Glenn Ford, entre autres), en 1948, les cabarets font place à la chansonnette française avec Charles Trenet, Édith Piaf et les Compagnons de la chanson. À la radio, les chansons d'Alys Robi (qui est victime d'un grave accident de la route en 1948 alors qu'elle se rend à Hollywood) et de Fernand Robidoux partagent les ondes avec le radio-roman *Un homme et son péché*, diffusé depuis 1939. Dans les foyers, le mensuel le plus répandu est le *Sélection du Reader's Digest*, dont l'édition en langue française fait son apparition en 1947; pour 10 ¢, on lit *Les aventures étranges de l'agent IXE-13*, *l'as des espions canadiens* – une série de récits de l'auteur Pierre Saurel qui connaissent aussi un franc succès. Puis, le 11 octobre 1948, le roman *Les Plouffe*, de Roger Lemelin, sort des presses et connaît un accueil chaleureux.

En ces années d'après-guerre, le temps est à la stabilité politique. Les Québécois, qui votaient majoritairement pour le Parti libéral à Ottawa depuis 1935, assistent à un changement de garde à la Chambre des communes. Le 20 janvier 1948, le premier ministre William Lyon Mackenzie King, à la tête du Parti libéral du Canada depuis 1919, annonce qu'il se retire de la vie politique. C'est Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice et procureur général du Canada, qui lui succédera. Les conservateurs en font autant : le 2 octobre 1948, George Drew est choisi pour remplacer John Bracken à la tête de leur parti.

Sur la scène provinciale, les travaux de la 4^e session de la 22^e Législature se déroulent dans un climat préélectoral. Le 14 janvier 1948, lors de la première séance, le premier ministre Duplessis s'exprime ainsi: « J'espère que la session sera active, fructueuse et même combative, j'aime ça, car on sait que je ne déteste pas la lutte. Mais j'espère que la session sera aussi expéditive! » Car, de l'avis de Duplessis, les travaux de la Chambre sont toujours trop longs.

Au cours de cette session parlementaire, nombreux sont les points d'ordre soulevés par les députés de la droite et de la gauche. Tel que rapporté dans un éditorial du *Soleil* :

Personne ne peut assister aux débats de l'Assemblée législative, ou en lire un compte rendu complet et objectif, sans se scandaliser du nombre de « points d'ordre » que l'on soulève à tout propos et hors de propos pour empêcher ses adversaires de s'exprimer, les dérouter, leur faire prendre des tangentes, les forcer à s'écarter du sujet de la discussion et pouvoir en appeler avec un semblant de raison à l'Orateur¹.

Si les joutes oratoires qui s'ensuivent ralentissent peut-être les travaux de la session, ces échanges permettent toutefois à certains députés d'exprimer leurs opinions avec verve et émotion. En retour – comme le mentionne un autre correspondant parlementaire –, par moments, au Salon vert, « on se serait cru dans une vaste classe de collège... quand le professeur n'y est pas² ! »

Deux mois après la prorogation, le 9 juin 1948, Duplessis annoncera des élections pour le 28 juillet suivant³.

Les parlementaires

La répartition des sièges à l'Assemblée législative a quelque peu évolué depuis les élections générales de 1944⁴; car les quatre élections complémentaires tenues dans les circonscriptions de Beauce (1945), Compton (1946), Bagot (1946) et Huntingdon (1947) avaient été des « écrasantes victoires pour les forces de l'Union nationale », note Duplessis. En 1948, la composition de la Chambre basse est la suivante : 52 unionistes, 33 libéraux, deux Bloc populaire, deux indépendants et un CCF, pour un total de 90 sièges⁵. Seul le siège de Montréal-Saint-Louis demeure vacant durant la session puisque le député libéral Maurice Hartt a démissionné, le 18 mars 1947, pour se faire élire comme député fédéral de Montréal-Cartier.

Après quatre années passées au pouvoir, ce sont les mêmes figures qui occupent les fonctions ministérielles. Il faut dire que les remaniements du cabinet ne font pas partie des traditions politiques unionistes. En 1948, on assiste tout de même au retour de deux ministres qui, pour des raisons de santé, n'avaient pu siéger depuis 1947 : sous les applaudissements de leurs collègues, les honorables John S. Bourque, ministre des Ressources hydrauliques, et Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé, reviennent siéger au cours de la session⁶. Il y a aussi Maurice Tellier, Orateur suppléant de l'Assemblée législative, qui revient à son poste après avoir été malade⁷. Signalons enfin qu'il s'agit de la dernière session du ministre des Mines Jonathan Robinson. Ce dernier rendra l'âme le 11 octobre 1948. Robinson aura tout de même eu le temps de faire adopter son projet d'aménagement de l'Ungava.

Au Conseil législatif, l'Union nationale demeure minoritaire avec seulement six membres sur un total de 24. L'un d'eux, Pierre Bertrand, conseiller législatif de la division de La Salle, va mourir en fonction le 22 décembre 1948. Joseph-Théophile Larochelle, ministre sans portefeuille dans le cabinet Duplessis depuis 1944, démissionnera le 29 décembre 1948 et, le lendemain, sera nommé conseiller législatif de cette même division⁸. Fidèle à son habitude, au cours de la session de 1948, la Chambre haute travaille en étroite collaboration avec la Chambre basse. On retient aussi la venue du major Pierre Gelly qui vient remplacer Arthur Saint-Jacques comme gentilhomme huissier de la verge noire.

Dans le « Salon de la race », un seul nouveau député fait son entrée en 1948. Il s'agit de John Gillis Rennie, élu député de l'Union nationale dans Huntingdon à l'élection partielle du 23 juillet 1947. Il succède au député libéral Dennis James O'Connor décédé en fonction.

Dans les rangs des tiers partis, il ne reste plus que deux députés au Bloc populaire, c'est-à-dire Ovila Bergeron, représentant de Stanstead, et Albert Lemieux, représentant de Beauharnois⁹. C'est qu'au premier plan André Laurendeau démissionna comme chef de l'aile québécoise du Bloc populaire, le 6 juillet 1947, pour siéger comme député indépendant; ce qui ne l'empêche pas de prendre part à plusieurs débats et de signer des billets dans les principaux quotidiens. Bergeron annonce finalement, le 2 février 1948, qu'il siégera dorénavant comme indépendant¹⁰. D'ailleurs, aucun de ceux qui avaient été élus sous cette bannière en 1944 ne se

représentera aux élections de 1948. Il reste enfin le « cécéfiste » David Côté pour représenter le comté de Rouyn-Noranda.

Quant à René Chaloult, il siège comme indépendant, bien que des membres de la Tribune de la presse le présentent à tort comme un membre du Parti nationaliste¹¹. Il entretient une profonde rancœur envers le Parti libéral et contre le chef de l'opposition Adélard Godbout qui, dit-il, « manque de cran, d'épine dorsale¹² ». Sentant venir les élections, Chaloult affirme qu'il « préfère l'Union nationale au Parti libéral » (31 mars)¹³. Aussi invite-t-il les électeurs des autres comtés que le sien à voter massivement pour Maurice Duplessis; en retour, l'Union nationale lui laissera le champ libre dans le comté de Québec aux élections de 1948.

Alexandre Taché demeure président de l'Assemblée législative. Il demeure toujours autant partial lorsque vient le temps de trancher un différend : en fait, durant sa carrière, il ne rendra jamais une seule décision à l'encontre des membres de l'Union nationale. Daniel Johnson résumera bien le propos, un jour, lorsqu'il dira que « pour le Président de la Chambre, la règle est la même que pour l'automobiliste : protéger sa droite¹⁴ ». Les présidents des comités pléniers font de même.

Le débat des chefs

Selon André Laurendeau, à l'ouverture de la session, « M. Duplessis s'est déclaré satisfait de son gouvernement, et M. Godbout, très peu satisfait de M. Duplessis; de part et d'autre, l'accent était sincère¹⁵ ». Il va sans dire, Maurice Duplessis et Joseph-Adélard Godbout ne partagent pas les mêmes idéaux; et, à l'approche des élections, les deux chefs attaquent et dénoncent les politiques adverses durant les débats de l'Assemblée législative.

Maurice Duplessis domine la scène politique. Âgé de 57 ans, le premier ministre répète son credo autonomiste. Il cherche à défendre les droits constitutionnels du Québec contre les volontés d'empiétements du gouvernement fédéral. À Ottawa, les libéraux au pouvoir continuaient, depuis les années 1930, à vouloir centraliser les finances publiques pour favoriser le développement économique et social de l'ensemble du Canada. C'est dans ce contexte que la commission royale sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois) dépose son rapport en 1940.

En 1945-1946, les neuf provinces avaient été convoquées à une conférence fédérale-provinciale pour mettre en œuvre ce projet d'État-providence. En 1947, toutes les provinces, à l'exception du Québec et de l'Ontario, avaient accepté de signer une entente fiscale avec le fédéral. Duplessis, en vertu de la Constitution de 1867, refuse mordicus d'abandonner tout ce qui est de compétence provinciale. Dans les divers débats de l'Assemblée législative, Duplessis joue habilement la corde nationaliste et, sur cette question particulière, tente continuellement de pousser le chef de l'opposition dans ses derniers retranchements. (Voir les débats sur la loi concernant les relations provinciales-fédérales, bill 4¹⁶.)

Joseph-Adélard Godbout, âgé de 55 ans, critique l'isolationnisme du premier ministre. Progressiste, le chef de l'opposition adhère à ce que propose le gouvernement fédéral, surtout en ce qui concerne les mesures sociales. Selon Godbout, il est clair que « le gouvernement actuel ne comprend rien aux problèmes sociaux et que ça n'intéresse pas le premier ministre » (24 février). En réponse au discours autonomiste de Duplessis, l'opposition lui demande quels sont les gestes concrets que l'Union nationale entend poser : pour les libéraux, le gouvernement « devrait agir et poser des gestes autonomistes, au lieu de se contenter de crier à l'autonomie » (20 février).

Avec la même rengaine, Duplessis rétorque que le Parti libéral provincial et son chef sont entièrement à la remorque du Parti libéral fédéral. Il appert en effet que les troupes de Godbout éprouvent alors de la difficulté à s'afficher comme une formation vouée d'abord aux intérêts du Québec.

Le discours du trône

« Voilà le rideau levé. La pièce commence aujourd'hui. » Ce sont les termes employés par André Laurendeau pour qualifier la cérémonie traditionnelle entourant l'ouverture de la session. Pendant que tonne une salve de 15 coups de canon sur les hauteurs du Cap-aux-Diamants et que l'arrivée du lieutenant-gouverneur Eugène Fiset est saluée par une garde d'honneur, le député de Montréal-Laurier questionne la pertinence de ces « friperies moyenâgeuses¹⁷ ».

Il s'agit du neuvième discours inaugural de Fiset. Comme le veut l'usage, le lieutenant-gouverneur commence par offrir ses meilleurs souhaits à la population pour la nouvelle année et offre ensuite ses vœux de bonheur à la princesse Elizabeth et au duc d'Édimbourg qui se sont mariés le 20 novembre 1947.

Sommairement, il annonce le programme législatif du gouvernement. Il fait état des menées communistes et des progrès « des idéologies malsaines » parmi plusieurs nations européennes. Dans la réponse au discours du trône, Duplessis reviendra sur le propos. Pour lui, « il n'y a pas à l'heure actuelle de danger plus grave dans le monde entier que celui du communisme. Les plus hautes autorités dans le monde proclament cette vérité, dit-il. Le communisme se répand par la force et doit être repoussé par la force. Le communisme, c'est l'athéisme, le nihilisme, les sans-Dieu, la trahison, le mensonge, l'hypocrisie, l'infamie... » (20 janvier).

Le lieutenant-gouverneur parle aussi d'agriculture pour vanter les mérites du crédit agricole et les saines retombées de l'électrification rurale. En matière économique, il insiste sur le développement minier du Nouveau-Québec.

Au cœur de ce discours inaugural, Fiset adopte le principe de la défense de l'autonomie provinciale. Le gouvernement, dit-il, « considère qu'il est juste, qu'il est indispensable que la province de Québec puisse exercer dans leur plénitude les droits, prérogatives et libertés qui nous appartiennent, qui sont nécessaires à notre avenir et qui nous sont, par surcroît, reconnus par notre Constitution ».

L'adresse en réponse au discours du trône est adoptée le 23 janvier. Duplessis aurait voulu passer plus rapidement à l'étude de la législation. Les discours sur l'adresse ne sont, soutient-il, qu'une simple formalité, « une perte de temps et une répétition d'arguments maintes fois employés » (20 janvier). « C'est la seule occasion qu'ont les députés de discuter la politique du gouvernement », rétorque l'opposition (22 janvier). À cet argument, Duplessis répond que « chaque journée perdue de la session coûte 6 000 \$ à la province » et qu'il y a lieu d'épargner l'argent du peuple.

Les finances publiques

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province, lit son discours sur le budget le 27 février. Féru d'histoire, il ne manque pas de souligner le centième anniversaire de la reconnaissance officielle du français au Parlement du Canada-Uni par l'abrogation de la clause 41 de l'Acte d'Union en 1848.

Cet exercice financier se termine, comme les deux précédents, par un surplus et par une diminution de la dette. Les revenus ordinaires du Québec totalisent 166 980 000 \$ alors que les dépenses ordinaires sont chiffrées à 107 788 000 \$. Puisque 16 180 000 \$ iront au service de la dette publique, il reste un surplus global de 1 640 000 \$.

Il s'agit d'un budget préélectoral. Les investissements en voirie sont en tête de liste avec 44 millions de dollars, soit 29,7 % de l'état provisoire des dépenses ordinaires¹⁸. Avec ses 16 millions de dollars, le Bien-être social et Jeunesse accaparent 11 % du budget. Les dépenses inhérentes à la santé représentent alors 9 % du budget et, respectivement, la colonisation, les travaux publics et l'instruction publique constituent moins de 8 % des dépenses de l'État. Et, l'agriculture – qui fait pourtant naître tant de discours chez l'Union nationale – correspond à 6,6 % des dépenses.

Pour finir, le gouvernement de l'Union nationale souscrit, sous forme de garantie de remboursement (bill 49), 4 000 000 \$ à l'Université Laval, 2 800 000 \$ à l'Université de Montréal et 1 000 000 \$ à l'Université Bishop. Malgré certaines critiques de l'opposition, cette mesure est accueillie favorablement dans le public : on peut lire dans *Le Soleil* que « les octrois aux universités sont les meilleurs placements que l'honorable Maurice Duplessis a proposés depuis qu'il dirige les destinées du Canada français¹⁹ ». En même temps, le premier ministre continue de refuser les sommes d'argent que le gouvernement fédéral souhaite donner aux universités québécoises.

Les faits marquants de la session

Au total, 144 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative et, sur ce nombre, 128 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. Pendant cette session, Duplessis presse l'opposition, à maintes reprises, d'adopter les lois inscrites au *Feuilleton*. Lorsque les travaux ne se déroulent pas selon son gré, le premier ministre menace de siéger plusieurs séances par jour, du lundi au samedi de chaque semaine. Godbout trouve que Duplessis exagère :

Le premier ministre sait fort bien qu'aucun d'eux [les députés] ne pourrait vivre uniquement avec son indemnité parlementaire et tous ont des responsabilités, en dehors de la session. Ils sont obligés de s'occuper de leurs affaires professionnelles ou industrielles, dont ils ont surtout besoin pour vivre. Les députés ont le droit de savoir comment on entend disposer de leur temps. Ils doivent savoir à quel moment ils pourront quitter Québec en fin de semaine et réserver leurs billets sur les trains. (15 janvier)

Le député libéral de Québec-Centre, Joseph-William Morin, résume autrement la pensée de ses collègues en disant : « lorsque nous nous levons pour parler à cette Chambre, comme nous avons le droit légitime de le faire, le premier ministre nous menace de nous garder en retenue. Le premier ministre veut nous traiter comme des enfants d'école du cinquième rang, à qui on dit qu'ils n'auront pas d'images et de médailles s'ils n'agissent pas comme on leur dit et ne donnent pas satisfaction au maître » (4 février)²⁰.

Quoi qu'il en soit, les libéraux continuent de questionner les projets de loi du gouvernement, car, souligne Godbout, « d'une façon générale, les lois de l'Union nationale ne sont bonnes que dans le titre » (24 février). Le titre des lois est ambitieux, note également Chaloult, ajoutant qu'il reste « indulgent à l'endroit du gouvernement qui donne des titres ronflants à ses lois à la veille des élections » (13 février).

Le fleurdelisé

Le 21 janvier 1948 est une date importante de l'histoire du Québec. Ce jour-là, Duplessis annonce aux députés qu'un arrêté ministériel a été proposé, en avant-midi, par Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce. Cet arrêté, précise-t-il, a été adopté à l'unanimité par les membres du cabinet exécutif et sanctionné immédiatement par le lieutenant-gouverneur. À 15 h 10 exactement, Duplessis annonce :

En vertu de cet arrêté ministériel, un drapeau officiel est donné à notre province et, au moment même où je vous parle, ce drapeau, qui est en conformité avec nos traditions et nos aspirations, est déjà arboré sur la tour centrale du parlement. L'an dernier, la Législature a adopté à l'unanimité une motion demandant l'adoption d'un drapeau distinctif pour symboliser les aspirations de la province de Québec. Depuis, l'opinion publique a eu le temps de se manifester clairement et avec force. Nous avons reçu de toutes les parties de la province, un grand nombre de résolutions, de requêtes nous recommandant l'adoption du drapeau fleurdelisé²¹. C'est sur ces sollicitations de toutes sortes qu'est basé l'arrêté ministériel que nous avons adopté. Nous nous rendons avec une grande joie au désir de la population, et c'est le drapeau fleurdelisé que nous avons hissé sur la tour du parlement. Suivant les conseils des experts en art héraldique, nous avons cependant fait subir certaines modifications au dessin du drapeau. Nous avons fait redresser les fleurs de lis. Comme elles apparaissaient légèrement

penchées aux quatre coins du drapeau, ordre a été donné pour qu'elles se dressent à l'avenir bien droites vers le ciel, afin de bien indiquer la valeur de nos traditions et la force de nos convictions.

Le chef de l'opposition se réjouit de cette nouvelle, mais émet certaines réserves quant aux modifications au dessin du drapeau.

René Chaloult, qui avait été prévenu de cette annonce un peu plus tôt en journée, est le seul député de l'opposition qui ait eu le temps de préparer un discours²². Il salue le premier ministre « qui vient de poser là un geste digne d'Honoré Mercier ». Depuis plusieurs années, Chaloult militait pour faire adopter ce drapeau. Il termine en disant : « Désormais, lorsque nous viendrons au parlement et que nous verrons notre drapeau flotter sur la tour centrale de la Législature, nous nous sentirons plus chez nous, nous nous sentirons encore plus fiers d'être Québécois. »

Les autres députés qui prennent la parole sont les représentants de Beauharnois, Albert Lemieux, de Montréal-Laurier, André Laurendeau, et de Montmorency, Jacques Dumoulin. Ceux-ci improvisent de brefs discours pour féliciter le premier ministre et pour inviter le gouvernement canadien à suivre l'exemple du Québec.

Plus tard au cours de la session, des députés ministériels félicitent Duplessis pour avoir donné un drapeau au Québec. En outre, l'honorable Beaulieu remercie le premier ministre de l'avoir choisi pour signer cet ordre en conseil. « C'est là, dit-il, un événement que je me rappellerai toute ma vie. » Il poursuit :

À la face de l'univers, la province de Québec affirme son autonomie, sa volonté de vivre comme elle l'entend, de vivre fidèle à son passé et de puiser dans ce passé l'inspiration qui lui permettra de bâtir sa patrie à la taille de son rêve et de ses aspirations. C'est le signe de ralliement de tout un peuple que l'on voit maintenant flotter au sommet des édifices du parlement qui abritent le seul gouvernement français et catholique de l'Amérique du Nord. Les découvreurs, les colonisateurs, les évangélisateurs ont vécu et sont morts pour que vive, un jour au cœur de tous les citoyens, cette union sacrée indispensable à la grandeur et à la force d'un peuple. Les étrangers qui ont voulu vivre au milieu de nous trouveront dans ce drapeau des raisons de fierté. Ils seront fiers d'appartenir à une race fidèle; ils seront fiers d'appartenir à une race d'hommes décidés à vivre sur un plan d'égalité avec tous les autres hommes et respectueux des droits de chacun.

Que l'on ne dise point que c'est là une attaque contre qui que ce soit. C'est, au contraire, un acte de solidarité nationale que nous venons de poser. Celui qui aime sa paroisse et sa ville, celui qui chérit sa province aimera encore mieux, comprendra encore mieux la grandeur et la noblesse de son pays, le Canada. Il ne peut aimer sa province, celui qui n'aime pas son pays. Et dans le même ordre d'idées, il ne peut aimer son pays, celui qui n'aime pas sa province. Et ce drapeau, c'est tout notre passé qu'il reflète. La croix évoque le geste de Cartier, le premier geste civilisé posé sur notre terre; le champ d'azur évoque l'écusson de Cartier, les drapeaux de Champlain et des ancêtres. Les fleurs de lis remémorent l'éclatante épopée canadienne. C'est toute la province qui est, aujourd'hui, dans la joie. C'est toute la province qui retrouve sa fierté. C'est toute la province qui tend la main à tout le Canada dans l'un des plus émouvants gestes d'union nationale que l'on n'ait jamais vu. (22 janvier)

À son tour, Onésime Gagnon, durant la lecture de son discours sur le budget, interprète à sa façon les symboles contenus dans le drapeau officiel du Québec :

La croix blanche de ce drapeau qui remonte à l'époque des croisades, alors que les rois de France et d'Angleterre la placèrent sur leur drapeau respectif, nous rappelle nos origines catholiques. Le champ d'azur, couleur du ciel et de nos montagnes à la fin d'un beau jour, nous incite à regarder vers les sommets, vers l'idéal, vers l'avenir. Il symbolise notre fidélité aux leçons héroïques de notre

histoire, à nos traditions les plus chères aussi bien que notre désir d'accroître l'héritage matériel et spirituel légué par nos ancêtres et que nous voulons conserver avec une précieuse ferveur pour nos descendants.

Les fleurs de lis semées aux quatre coins du champ d'azur et qui illuminaient les drapeaux des rois de France et d'Angleterre, ces fleurs de lis chères à toutes les races qui habitent notre province et qui, au temps des peuples anciens, constituaient déjà l'émouvant symbole de la renaissance et de la survivance, signifient qu'au pays de Québec « où rien ne doit mourir et rien ne doit changer », les Canadiens de langue française veulent étayer la prospérité de la patrie sur la protection intégrale des droits des minorités et la coopération des deux grandes races qui veulent assurer sa grandeur. (27 février)

Lors de l'adresse en réponse au discours du trône, Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup, prononce également des paroles bien senties sur l'adoption du drapeau (22 janvier).

La crise du logement

Dans les années 1940, il y a plusieurs taudis au Québec. Le surpeuplement dans les logements est causé alors par le nombre insuffisant d'appartements et leur coût trop élevé par rapport aux salaires des ouvriers²³. Des familles s'entassent et des problèmes d'insalubrité en découlent, ce qui explique en partie pourquoi la tuberculose fait tant de ravages dans la province.

La situation préoccupante du logement est un thème récurrent de la 22^e Législature. Durant cette 4^e session, quatre projets de loi sont présentés pour tenter de résorber ce problème qui s'aggrave année après année. Il s'agit du bill 7 pour accorder « aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement », du bill 8 « pour améliorer les conditions de l'habitation²⁴ », du bill 9 pour instituer « une enquête sur le problème du logement » et du bill 21 « autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés ».

En substance, le premier ministre croit qu'il ne faut aider que ceux qui sont intéressés à devenir propriétaires de maisons unifamiliales (bungalows). Proprement dit, le gouvernement n'a nullement l'intention de tout payer pour la construction de nouvelles maisons. Une telle mesure pourrait, selon lui, favoriser l'avènement d'un gouvernement socialiste au Québec. Laurent Barré, ministre des Affaires municipales, est du même avis (17 février) :

Il est faux de croire que, pour protéger la paix sociale, le gouvernement doit prêter 100 % pour qu'un individu se bâtisse et s'achète un ménage par-dessus le marché. Il est illusoire et c'est une grave erreur de faire croire aux ouvriers que le gouvernement, qu'il soit fédéral, provincial ou municipal, doit tout faire et tout payer pour eux et qu'eux n'ont rien à faire. Ce serait l'abîme. Le gouvernement serait impuissant à rencontrer ses obligations. Tout le monde doit contribuer à sa juste part de l'effort et des coûts pour que le tout soit un succès.

Pour Duplessis, « il ne faut pas oublier la nécessité de l'effort personnel. L'idéal, c'est de mettre en pratique la vieille théorie: Aide-toi et le Ciel t'aidera »!

Au dire de l'opposition, les mesures proposées par le gouvernement n'apporteront pas une solution définitive à la crise du logement. D'une part, les députés libéraux critiquent l'Union nationale pour avoir négligé cette question au cours des quatre dernières années et, d'autre part, ils déplorent que ces lois soient présentées à la veille des élections. Pour remédier à la crise du logement, les libéraux plaident plutôt en faveur d'un « crédit urbain » pour les ouvriers, un modèle calqué en somme sur celui du crédit agricole.

L'opposition doute de l'efficacité de ces quatre lois. On fait même de l'humour avec le propos. Alors que Duplessis reproche au député de Montmagny de manquer de gentilhommisme à son égard, il lui rappelle que lorsqu'on « habite une maison de verre, on ne jette pas de pierre dans la maison du voisin » (15 mars). Fernand Choquette lui répond : « Quant à ma prétendue maison de verre, ce n'est certes pas la loi du logement du gouvernement qui aurait pu me la construire! »

Dictaphone à l'Assemblée

Officiellement, c'est en 1963 qu'un système d'enregistrement est testé pour la première fois à l'Assemblée législative afin de produire, l'année suivante, un hansard, c'est-à-dire un journal des débats. Or, une rumeur circule dans l'hôtel du Parlement en 1948 : Duplessis aurait fait installer un dictaphone dans son pupitre pour enregistrer ses discours et ceux de ses collègues²⁵.

Le 20 janvier, Godbout se lève sur une question de privilège. Il demande au premier ministre s'il a bel et bien l'intention de doter la Chambre d'un hansard. Il veut savoir également si la rumeur à propos du dictaphone est fondée. D'office, le chef de l'opposition est d'accord avec le principe de créer un journal officiel des débats mais, par souci de justice, il redoute que celui-ci soit contrôlé par l'organisateur en chef de l'Union nationale, l'honorable Joseph-Damase Bégin. Évasif, Duplessis refuse d'infirmer ou non la rumeur.

Godbout revient à la charge le 3 février. Il estime cette fois que la présence d'un dictaphone entrave « la liberté et l'égalité du droit de parole ». Il termine son exposé par une motion stipulant que « l'installation dans l'enceinte de l'Assemblée d'un dictaphone, contrôlé par un membre du gouvernement et réservé à l'usage exclusif d'un député, viole les droits de la Chambre prise comme corps, en plaçant les membres de celle-ci sur un pied d'inégalité ».

Duplessis s'amuse. Il réplique : « si je m'en tiens aux paroles du chef de l'opposition, on aurait placé un dictaphone dans mon pupitre pour enregistrer ce que je dis; je ne le sais pas, ce n'est pas moi qui l'ai mis là. » Rien donc pour satisfaire l'opposition. La suite du débat concerne la légitimité de la question de privilège soulevée par Godbout. Le premier ministre soulève un point d'ordre à ce propos, alléguant que celle-ci est irrégulière « parce qu'elle énonce des faits qui ne sont pas conformes à la vérité ».

Le président met fin à ce long débat en prenant le point d'ordre en délibéré. Il rendra sa décision lors de la séance du 11 février.

L'affaire des trésors polonais

Le gouvernement polonais, lors de l'invasion allemande de 1939, fait évacuer les richesses du palais royal de Wavel, à Cracovie. Cette collection – constituée de tapisseries, des bijoux de la couronne, des services de céramique et d'orfèvrerie, l'épée du couronnement des rois de Pologne et des manuscrits précieux – passe d'abord en Angleterre puis au Canada pour se retrouver, en partie, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Après la guerre, la Pologne se trouve dans la zone d'influence soviétique et le nouveau gouvernement souhaite récupérer ses biens nationaux. Le 21 février 1948, le chargé d'affaires de Pologne écrit à la supérieure de l'Hôtel-Dieu pour que les trésors lui soient livrés d'ici quatre jours, faute de quoi, il les fera saisir par la Gendarmerie royale du Canada²⁶. Le 25 février, mère Saint-Henri s'adresse à Duplessis et lui demande de bien vouloir transférer ailleurs les 24 colis litigieux²⁷.

Au cours de la séance du 4 mars, Chaloult soulève une question de privilège pour que le premier ministre fasse une déclaration à propos des trésors polonais qui ont été confiés au Musée de la province. Du même souffle, il désire savoir s'il est exact que la Gendarmerie patrouille dans le voisinage du musée provincial. « Voyez-vous ça, dit-il: les habits rouges sur les plaines d'Abraham! C'est pittoresque. » Il demande quelle sera l'attitude du gouvernement à cet égard.

Duplessis enchaîne en parlant des tentatives de la part d'Ottawa pour remplacer les corps de police de toutes les provinces par la police montée fédérale. « Je puis assurer l'honorable député de Québec et cette Chambre que tant que je serai premier ministre – et je le serai au moins un autre 25 ans – cela n'arrivera pas ici. Nous verrons, d'une façon convenable qui n'exclut pas l'énergie, à faire prévaloir les droits de la province à l'encontre des empiétements de la police montée et de ses supérieurs. »

L'affaire des trésors polonais rebondit de nouveau en Chambre lors de l'étude des crédits (22 et 23 mars). Cette fois, les députés de l'opposition cherchent à savoir si M. Walter

Duchesnay, le garde du corps du premier ministre, et ses agents qui sont allés chercher la collection d'objets précieux ont bel et bien « violé » le cloître des religieuses de l'Hôtel-Dieu.

Cet épisode donne lieu à plusieurs débats animés à l'Assemblée législative²⁸.

Le pouvoir du lieutenant-gouverneur

Un jugement du Conseil privé, rendu en 1892, reconnaît que la fonction de lieutenant-gouverneur n'est nullement subordonnée à celle du gouverneur général du Canada²⁹. Or, l'affirmation du caractère exclusif du pouvoir du lieutenant-gouverneur dans les sphères provinciales est parfois remise en doute par les autorités fédérales.

Le 23 mars 1948, le député libéral de Lotbinière, Guy Roberge, est fier d'annoncer le jugement de la Cour suprême relativement aux attributions du lieutenant-gouverneur. Le plus haut tribunal canadien a tranché en faveur des héritiers de l'ancien lieutenant-gouverneur Henry George Carroll. Les juges ont décidé que le lieutenant-gouverneur d'une province est le représentant personnel de Sa Majesté et non un fonctionnaire fédéral. Cette décision, explique Roberge, implique que les provinces sont souveraines dans les limites de leur juridiction et qu'elles ne sont aucunement subordonnées au pouvoir central. Roberge en conclut qu'il s'agit, sur le plan judiciaire, d'une reconnaissance de l'autonomie provinciale.

Les bibliothèques au Québec

Deux députés du Parti libéral, attirent l'attention de la Chambre sur la piètre situation des bibliothèques au Québec.

De l'avis de Joseph-William Morin, il n'y a pas assez de bibliothèques dans la province (28 janvier). Il déplore également que les Québécois ne lisent pas suffisamment et il s'élève contre la vogue que connaît le *Rider's Digest*. Il salue tout de même l'œuvre accomplie par l'Institut canadien dans la ville de Québec « pour répandre le culte des beaux livres et le goût de la culture », et ce, malgré des ressources fort limitées.

Morin demande que le gouvernement accorde des subventions spéciales aux hôpitaux de la province pour leur permettre d'organiser des bibliothèques. Il fait le constat que les personnes hospitalisées ne peuvent obtenir les livres qu'ils voudraient lire. « Ils devraient, dit-il, pouvoir se récréer et se confier à ce compagnon incontournable qu'est un livre. Bien des malades pourraient prendre à l'hôpital le goût de l'étude et de la culture si l'on mettait à leur disposition des livres utiles et bien faits. » Mais pour damer le pion à la motion de Morin, Germain Caron, député unioniste de Maskinongé, propose que la Chambre passe maintenant à un autre item de l'ordre du jour; cette procédure a pour effet de supprimer tout discours ultérieur sur cette question particulière.

Plus loin, Guy Roberge, député libéral dans Lotbinière, revient à la charge en présentant une autre motion recommandant « au gouvernement d'adopter une politique générale qui faciliterait l'établissement et le progrès de bibliothèques publiques, particulièrement dans les régions rurales » (10 mars). En guise d'arguments, il recourt aux statistiques fédérales de 1943 pour montrer qu'il y avait dans la province de Québec 11 bibliothèques publiques gratuites, contre 210 en Ontario et qu'il y avait en Ontario 245 bibliothèques publiques associées, contre 20 dans la province de Québec. Cette motion sera adoptée. *Le Soleil* conclut que « si M. Duplessis reste au pouvoir et donne suite, comme il paraît en avoir l'intention, à la motion de M. Roberge, il aura raison de se vanter d'une bonne œuvre³⁰ ».

De choses et d'autres...

Des thèmes récurrents sont abordés durant la session. Les dangers du communisme et le fait que le gouvernement ne fasse jamais de soumissions pour les travaux publics sont de ceux-là. Sur ce dernier aspect, Wilfrid Hamel, député libéral de Saint-Sauveur, résume le régime de l'Union nationale dans une simple formule (11 mars): « Richesses dilapidées, amis gavés. » (Voir le débat sur le bill 10 sur l'amélioration des ponts publics.)

Les rumeurs voulant que Louis Saint-Laurent succède à William Lyon Mackenzie King, faisant de lui le deuxième Canadien français à devenir premier ministre du Canada, font également l'objet de discussions. C'est Chaloult qui exprime le plus de réserves à cet égard. De même, l'entrée prochaine de Terre-Neuve au sein de la confédération canadienne soulève quelques questions (20 et 22 janvier).

À propos de l'agriculture, le crédit agricole demeure une préoccupation du gouvernement avec l'injection d'une somme additionnelle de cinq millions de dollars (bill 2). Le drainage des terres obtient, quant à lui, un crédit additionnel de trois millions de dollars (bill 3). Dès qu'il est question d'agriculture, le premier ministre Duplessis en profite presque toujours pour égratigner, au passage, la betteraverie à sucre de Saint-Hilaire mise sur pied par le gouvernement de Godbout en 1943. Il n'est pas rare d'ailleurs que les députés de la droite terminent la séance en chantant avec entrain « Sans la betterave, tout ne nous servira de rien », modifiant ainsi le cantique *Chrétien, travaille à ton salut*.

Dans un autre registre, soulignons que la guerre froide amène Chaloult à s'interroger sur les véritables motifs d'un possible conflit avec l'U.R.S.S. Il affirme que les « Canadiens français n'entend[ent] pas participer à une croisade maudite pour sauver les puits de pétrole de l'Irak et de l'Iran, pour sauvegarder la domination anglaise dans le monde » (31 mars). Force est de constater que l'enjeu des guerres aux XX^e et XXI^e siècles est souvent le même.

La question des salaires des fonctionnaires est aussi l'objet de critique à la suite de la transformation de la Commission du service civil par le gouvernement de Duplessis en 1945 (11 février)³¹. De même, l'affaire Roncarelli ne fait pas encore grand bruit à la Chambre, mais un député aborde le sujet lors de la séance du 23 mars. C'est plutôt le commerce de frites et d'huile du directeur adjoint de la Sûreté provinciale à Montréal, Hilaire Beauregard, qui fait les choux gras du Parti libéral et fait mal paraître l'Union nationale (22 mars).

Pour terminer, au lendemain de la prorogation, André Laurendeau fait le bilan de sa dernière session à titre de député de l'Assemblée législative :

La session est morte un peu comme elle a vécu : turbulente, superficielle, débraillée, avec de courts incidents tragi-comiques. Puis tout s'est terminé par des chansons. [...] L'atmosphère se détend, la bonne humeur revient. Chaque parti se retire, sûr de prendre le pouvoir aux prochaines élections. De la session, que reste-t-il? D'abord c'est avant tout, un drapeau provincial. C'est l'acte le plus significatif qu'ait posé le gouvernement, celui qui lui a valu d'ailleurs une approbation à peu près unanime.

La Législation proprement dite reste maigre. Énumérons de mémoire : l'aide généreuse aux Universités, l'enquête et l'arbitrage relatif à la Montreal Tramways, quatre lois très discutées sur le logement, des amendements mineurs à notre régime du travail : et c'est presque tout. L'autonomie a suscité beaucoup de discours, mais aucune action constructive. Nous avons voté le budget québécois le plus considérable de la Confédération, mais il importe peu d'initiatives nouvelles; pour une fois les libéraux l'ont examiné avec acharnement. [...]

En somme, un bilan très pauvre. [...] N'était le drapeau, je doute que l'histoire aurait grand-chose à en retenir³².

Faits cocasses, faits divers...

Une panne d'électricité

Au grand dam de plusieurs députés, les travaux parlementaires se poursuivent pendant la Semaine sainte, exception faite du Vendredi saint. Le samedi 27 mars, la nature se déchaîne à l'extérieur : c'est une journée de pluie et de verglas, un « véritable ouragan », note un journaliste de la Tribune de la presse. Les débats sur les crédits sont tout aussi orageux sur le parquet du Salon vert. En début d'après-midi, survient une panne d'électricité à l'hôtel du Parlement :

Le spectacle qu'offrait alors la chambre verte, toujours resplendissante de lumière, pendant les sessions, était pour le moins impressionnant. La lueur blafarde et vacillante des chandelles, allumées sur quelques pupitres, l'électricité

qu'on sentait dans l'air, sans qu'il y en ait sur les fils, la nervosité grandissante sur le parquet comme dans les couloirs, tout cela avait quelque chose d'étrange et de tout à fait spécial. M. Godbout émit le vœu que Pâques soit véritablement un passage [des ténèbres à la lumière]. M. Duplessis agrémenta aussi ses souhaits de commentaires appropriés, pour la gauche, comme pour la droite. Et la Chambre s'ajourna alors, faute de lumière, à onze heures, lundi matin³³.

La séance se termina dans l'obscurité, mais aussi dans la gaieté, puisque les députés entonnèrent à mi-voix différentes chansons. Un groupe de députés libéraux entonnèrent, entre autres, *La Marseillaise*.

Les commissions

Le projet de loi 9 instituant une enquête sur le problème du logement soulève des interrogations du côté de la gauche. Le 26 février, lors de la deuxième lecture, Joseph-William Morin, avec ironie, s'exprime ainsi : « La meilleure façon de retarder la solution d'un problème, c'est de créer une commission. Si le bon Dieu avait créé une commission avant de créer le monde, il est probable que le monde ne serait pas encore créé. »

Duplessis, célibataire

Le statut civil du premier ministre fait l'objet de multiples blagues. Certaines sont de bon goût, d'autres non. On en dénombre plusieurs en 1948. Par exemple, le 24 février, Joseph-Émile Dubreuil, député de Montréal-Jeanne-Mance, se vante qu'il a pu se marier, au moins. « Il se trouve des femmes qui sont prêtes à tous les sacrifices », de rétorquer Duplessis avec son sens de la répartie légendaire.

Le chef de l'opposition se met lui aussi de la partie. À la dernière séance du 1^{er} avril, pendant l'adoption des crédits du Conseil exécutif :

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas d'objection à voter sans discussion tous les subsides du département que dirige le premier ministre si seulement il accepte notre condition. Je voudrais que le premier ministre se soumette, d'ici la prochaine session, au contrôle d'une excellente épouse qui pourrait lui dompter le caractère.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça m'étonne que quand j'imité M. King, le chef de l'opposition n'aime pas cela.
(Rires)

J'avais déjà songé à convoler, mais certaines épouses que les membres de l'opposition connaissent bien, ont tellement à se plaindre que les autres sont découragées. Bien des femmes désireraient cette solution, mais je n'ai pas encore fait mon choix.

M. Choquette (Montmagny): Si le premier ministre demandait des soumissions, il aurait peut-être une chance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Montmagny en avait demandé, il n'y aurait pas eu de soumissionnaire.

La résolution est alors adoptée.

Jeux de mots

M. Godbout (L'Islet): Où on en est rendu avec les recherches entreprises au temps de l'honorable Auger dans la baie de Gaspé pour retrouver des trésors.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous poursuivons des recherches très dispendieuses dans tous les musées de la province afin de retrouver les promesses anticonscriptionnistes du Parti libéral.

M. Godbout (L'Islet): Il faudrait agrandir les musées pour y placer toutes les promesses non remplies de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne trouve que des promesses libérales aux musées. C'est pourquoi le gardien d'un musée est toujours un conservateur.

En marge des débats parlementaires

Au cours de la session de 1948, René Chaloult se montre souvent incisif envers Godbout. Il n'en demeure pas moins que le député de Québec respecte l'intelligence, l'éloquence et l'affabilité du député de L'Islet. Dans son livre *Mémoires politiques*, publié en 1969, Chaloult parle de sa relation avec le chef de l'opposition :

Enfin voici une anecdote tragi-comique. À la fin de la session de 1948, un peu avant trois heures de l'après-midi, j'attendais en Chambre l'entrée du premier ministre en causant avec des collègues. Adélard Godbout se présente et m'aperçoit soudain. Il me lance un regard furibond et se précipite vers moi avec des gestes colériques et menaçants. « Vous n'êtes qu'un ingrat », commence-t-il. Très surpris et constatant l'agitation extrême du chef de l'opposition, André Laurendeau, George Marler et Louis-Philippe Lizotte, avec lesquels je m'entretenais, s'éloignèrent par discrétion. Godbout continue et je résume : Vous me devez personnellement votre élection de 1939³⁴, (en 1944 j'avais été élu contre les deux partis) et c'est ainsi que vous me traitez... Tous les jours on me reproche mes complaisances envers vous... Vous ne comprenez donc pas combien je souffre, même physiquement, à cause de vous? Vous êtes un sans-cœur... J'en passe, des meilleures ou des pires! Plus il parle plus il se déchaîne. Je l'écoute d'abord puis je tente de l'apaiser. J'avais compris qu'il éprouvait depuis des années le besoin de se soulager. J'admets l'efficacité de son support dans Lotbinière, ajoutant qu'à cette époque il m'avait manifesté beaucoup de loyauté; qu'il s'était montré un véritable gentilhomme, suivant son expression préférée. Avec calme, je tâche de le raisonner, de lui expliquer que ni le sentiment ni l'intérêt ne sauraient me dicter mes attitudes politiques, que bien naïvement peut-être, je persistais à croire aux engagements électoraux. Je termine : « Pourquoi nous quereller ainsi? » Il s'adoucit, son ton baisse et il finit par m'avouer : « Je comprends votre point de vue. » Le premier ministre rentrait ainsi que le Président de la Chambre. La séance allait débiter. Il me quitta avec son sourire charmeur. C'est la dernière fois que je lui parlai. Sa vie parlementaire allait se terminer avec la session³⁵.

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse à Québec en 1948³⁶

Le 14 janvier 1948, Abel Vineberg, du journal *The Gazette* est élu président de la Tribune de la presse. Les présidents d'honneur de la « Galerie » sont l'honorable Alphonse Raymond, président du Conseil législatif, et l'honorable Alexandre Taché, président de l'Assemblée législative³⁷.

Les 19 autres membres de la Tribune sont : E. Bantley, du *Montreal Herald*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Paul Bouchard, de *La Nation*; Edmond Chassé, du *Canada*; Ewart E. Donovan et Jack Dunn, du *Quebec Chronicle Telegraph*; Henri Dutil, du *Soleil*; Fernand Gagnon, du *Nouvelliste*; Amédée Gaudreault, de *La Tribune*; Marcel Inkel, de *L'Événement-Journal*; Arthur-W. Langlais, de *La Presse*; Pierre Laporte et Marcel Thivierge, du *Devoir*; Joseph Lavergne³⁸ et Dostaler O'Leary, de *La Patrie*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*; Jacques Verrault et Calixte Dumas, de *L'Action Catholique*³⁹.

À cela s'ajoute les chroniques publiées périodiquement dans *Le Nouvelliste*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Clairon*, *La Voix de l'Est*, *La Terre de chez nous*, *Le Bien Public*, *L'Écho de Frontenac*, *Le Canadien de Thetford*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Autorité*, *Le Peuple*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Bien Public*, *L'Homme libre*, *La Chronique de Magog*, *Le Progrès du Golfe*, *le Joliette Journal*, *L'Écho du Nord*, *L'Étoile du Nord*, *L'Avenir du Nord*, *Le Progrès du Saguenay*, *le Sherbrooke Daily Record*, *Le Temps*, *Le Guide*, *La Voix de Shawinigan*, *L'Étoile du Lac*, *le Dorchester*, *Le Canadien libéral*, *The Standard*, et *La Parole*⁴⁰.

Fait à noter, en 1948, le conseil des courriéristes parlementaires refuse de prendre une décision quant à donner ou non à Pierre Gélinas, rédacteur du journal communiste *Combat*, le privilège d'obtenir un siège dans la « Galerie ». Ce fut au président Alexandre Taché de trancher. Pour refuser une place à Gélinas, Taché n'eut « qu'à appliquer la règle générale qui veut que seuls les quotidiens aient des représentants dans la tribune des journalistes, bien que l'on permette parfois, à des hebdomadaires, d'obtenir un siège dans la deuxième galerie⁴¹ ».

Le manque d'espace est un autre argument pour refuser des places aux journalistes des hebdomadaires. « Tout cela remet en lumière la nécessité absolue d'agrandir, un jour ou l'autre, l'espace réservé aux journalistes qui suivent les séances de l'Assemblée législative », de préciser *Le Soleil*⁴². Le quotidien ne peut prédire toutefois si un journal communiste comme le *Combat* pourrait, un jour sous d'autres auspices, obtenir la permission de faire partie de la Tribune de la presse. Toujours est-il que le 16 février 1948, les locaux du journal le *Combat* seront fermés et mis sous scellés en vertu de la loi du cadenas.

Les sources par elles-mêmes

« La Tribune de la presse est l'oxygène des parlements modernes », écrit André Laurendeau dans *Le Devoir*. Le député en vient à cette réflexion lorsque la Chambre s'ajourne, le 6 février 1948, afin de permettre aux courriéristes parlementaires d'assister à un dîner en leur honneur. Il écrit : « Que trente députés, cinq ministres ou le chef même du gouvernement (admirez la judicieuse progression) doivent s'absenter, la Chambre peut siéger quand même. Mais que les journalistes manquent: alors rien ne va plus, on ajourne. Sans la presse, pas de session, sans galerie, pas de discours⁴³. »

La réalisation des chroniques parlementaires est un travail de longue haleine. Dans *L'Événement-Journal* du 14 janvier 1948, on signale que ce journal « et son confrère *Le Soleil* » publieront des comptes rendus aussi complets et aussi objectifs que possible des délibérations de l'Assemblée législative :

Cela demande beaucoup de temps et de travail de la part des journalistes chargés de renseigner le public, et une dépense très appréciable de la part des journaux. Le citoyen qui entend exercer son droit de vote aux prochaines élections, et en attendant son droit de critique, doit d'abord se renseigner sur la politique, et il n'a pour cela qu'un moyen à sa disposition, à moins d'assister à toutes les séances de

la Chambre, c'est de lire les comptes rendus. Comment savoir ce qui se passe, comment ensuite voter intelligemment, si l'on ne fait que jeter un rapide coup d'œil sur les titres et les sous-titres des journaux? Aussi recommandons-nous très vivement à tous de suivre de près les débats de l'Assemblée législative. D'autant plus que personne ne peut échapper aux conséquences des actes, c'est-à-dire des votes, des représentants du peuple⁴⁴.

Le même jour, *L'Action catholique* publie qu'il entend suivre les débats « avec une attention spéciale, avec impartialité et en toute objectivité ». Le rédacteur en chef du quotidien, Louis-Philippe Roy, explique ensuite la procédure qui sera suivie :

Nous entendons accorder la même mesure de justice à tous les partis, les traiter avec équité et ayant comme souci principal de renseigner nos lecteurs sans chercher à les influencer en faveur de tel homme ou de tel groupe. Il ne faudrait pas en conclure que, chaque jour, chaque parti aura nécessairement le même nombre de colonnes et que chaque orateur pourra compter sur un compte rendu de même longueur. Il peut arriver des circonstances où la droite ministérielle ait plus d'espace et que le lendemain ce soit l'inverse. Si, un jour, notre courriériste doit résumer cinq discours des députés de l'Union nationale contre deux du Parti libéral, il est probable que l'espace consacré aux premiers sera plus considérable que celui consacré aux autres. Mais, un autre jour, le contraire pourra se produire. Dans l'ensemble, et compte tenu des circonstances particulières, nous traiterons les partis de la même façon, leur accordant la même hospitalité.

Est-il besoin de préciser que tout journal accorde plus d'importance aux discours des chefs? Ainsi un simple député ne peut tout de même pas prétendre avoir droit au même nombre de colonnes que les honorables Duplessis et Godbout. Un simple député doit admettre que les déclarations des ministres, ou bien encore de députés qui sont chefs de ce groupe, ont droit à plus d'attention. Cependant, si un membre de la Législature, fut-il simple député, présente un jour une étude particulièrement fouillée sur un problème spécial, nous devons évidemment en tenir compte. [...]

Quant aux textes mêmes des discours, nous ne pouvons songer à les publier gratuitement sauf s'il s'agit du premier ministre, du chef de l'opposition, ou d'un discours spécial, tel le discours du Budget. Si un orateur tient absolument à la reproduction intégrale de son discours, nous nous rendrons à son désir moyennant paiement. Le taux est d'ailleurs le même pour tous les députés, qu'ils siègent à droite à gauche ou au centre.

Que nos lecteurs soient assurés d'une chose : nos comptes rendus seront le reflet fidèle, objectif de ce qui se passera en Chambre, la rédaction se réservant le droit d'apprécier elle-même les déclarations importantes des députés ou les projets de loi soumis à l'Assemblée législative⁴⁵.

L'Action catholique était l'organe officieux de l'archevêché de Québec et la rivalité était féroce entre ce journal, d'une part, et *Le Soleil* et *L'Événement-Journal*, d'autre part⁴⁶. Il n'en demeure par moins que la méthodologie appliquée par les courriéristes parlementaires pour couvrir les débats demeure sensiblement la même.

La critique des sources⁴⁷

Règle générale, les courriéristes parlementaires rapportent les propos des députés en toute honnêteté. S'il arrive que certains passages divergent quelque peu d'un quotidien à l'autre, il faut souvent mettre au banc des accusés la piètre acoustique de l'Assemblée législative.

À titre d'exemple, une phrase du député André Laurendeau est rapportée différemment dans *L'Action catholique* et dans *Le Devoir* du 22 janvier 1948. Dans le premier journal, on fait dire au député : « Je me réjouis d'apprendre que Québec, **État autonome**, aura désormais son drapeau », alors que dans le second, il est écrit : « Québec **étant autonome**, se devait d'avoir son drapeau. »

Le *Quebec Chronicle* du jeudi 5 février 1948 fait également état d'un problème semblable. On peut y lire que : « Members of the Press Gallery at the far end of the room, in the midst of the noisy controversy, were divided as to the Speaker's declaration. Some thought Mr Tache said "I recall to order Mr Leon Casgrain, the member for Riviere-du-Loup". Others understood the Speaker to say "I name Mr Leon Casgrain, the member for Riviere-du-Loup". The uncertainty about the exact words lasted until the House adjourned. The Speaker, seen after sitting, confirmed the report that he actually had named Mr. Casgrain ».

À d'autres occasions, ce sont les courriéristes qui – inconsciemment ou non – choisissent un synonyme plutôt qu'un autre. Ainsi, lors de l'adoption du drapeau officiel du Québec, Chaloult termine son discours en disant : « ...nous nous sentirons encore plus fiers d'être Québécois ». Selon *La Patrie* du 22 janvier 1948, Chaloult aurait plutôt dit : « ... d'être Canadiens français, et de la province de Québec. » D'après *Le Soleil* du même jour, Chaloult a dit : « ...nous serons plus fiers d'être Canadiens français. » Il nous est bien sûr impossible de savoir quelle version est la bonne. Nous devons nous rallier avec la majorité des courriéristes; mais, en fin de document, des notes sont là pour mettre toutes les versions à la disposition des chercheurs.

Exceptionnellement, il arrive que des députés soulèvent des questions de privilège pour corriger les comptes rendus qui ont été publiés. C'est ce que fait le premier ministre à la séance du 29 mars 1948 :

Je n'ai pas l'habitude de me plaindre des comptes rendus des journaux. J'ai beaucoup d'autres choses à faire et d'ailleurs ce n'est pas dans ma nature. Mais les tactiques déloyales employées par M. Henri Saint-Pierre, dans le *Montreal Daily Star*, ne peuvent être passées sous silence. Bien que le *Montreal Star* soit un journal à tendances libérales, ce n'est pas lui que je tiens responsable. Je le considère plutôt comme une victime du zèle partisan de son correspondant à Québec. M. Saint-Pierre a prétendu que le coût des travaux exécutés sur la route de Chicoutimi avait été estimé à \$3,000,000 par les ingénieurs. Or, à plusieurs reprises, car le débat sur l'item en discussion a débuté il y a cinq ou six jours, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et des membres de la droite ont démontré clairement que les estimés préliminaires et forcément approximatifs des ingénieurs ne s'élevaient pas à \$3,000,000 mais à plus de \$6,500,000. Le chiffre cité par M. Saint-Pierre ne représente donc pas 50 pour cent du montant réel des estimées. Il ne peut être inspiré par la bonne foi ou le souci de la vérité. Le procédé de M. Saint-Pierre n'est certainement pas honnête ni à son honneur. Encore une fois, ce n'est pas le journal lui-même que je blâme. Il n'est probablement pas responsable des fantaisies partisans de M. Saint-Pierre. Il en est plutôt victime.

En bien des circonstances cependant, les parlementaires critiquent plutôt la ligne éditoriale des principaux quotidiens. En Chambre, Duplessis ne se gêne pas pour dire que *Le Devoir* « fausse les faits » (12 mars) ou encore qu'il a publié « une fausseté, comme c'est son habitude depuis quelques mois » (23 mars)⁴⁸.

D'autres fois, les députés insistent pour souligner à grands traits les allégeances partisans de certains journaux, tel que l'illustre ce passage de la séance du 30 mars :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le *Temps* n'est pas mon journal et il est libre de publier ce qu'il veut. Mais il est beaucoup plus propre que la saleté qu'on appelle le *Canadien libéral*.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le *Temps* est un journal du premier ministre tout comme le *Moraliste*.

En marge enfin, prenons un cas particulier : celui de Pierre Laporte, journaliste et correspondant parlementaire au *Devoir* pendant 16 années. Au cours de sa riche carrière, les contacts répétés qu'il a eus avec le premier ministre lui ont permis d'accumuler de nombreuses anecdotes et de colliger un grand nombre de ses déclarations. Dans *Le vrai visage de Duplessis*, qu'il publie aux Éditions de l'Homme en 1960, il rédige les impressions que lui a laissées

Maurice Duplessis. À l'occasion, il fait référence à la session de 1948. Certains passages qu'il reproduit dans son livre ne se retrouvent dans aucune chronique parlementaire. Ainsi, dans le chapitre 6, intitulé « Maurice Duplessis et ses ministres », il rapporte quelques anecdotes pour monter l'ascendance de Duplessis sur ses ministres. Il écrit :

En 1948, feu monsieur Joseph Francoeur, libéral, représentait le comté de Montréal-Laurier. Il n'était pas, loin de là, un foudre d'éloquence, mais il avait la manie d'interrompre les orateurs adverses. Pendant un discours de monsieur Paul Beaulieu, il s'écria soudain :

« Parlez-nous du *Pingouin*! »

Le *Pingouin*, apparemment, c'était un club de nuit situé dans le comté du ministre.

M. Beaulieu répondit : « Oui, monsieur, je vais vous en parler du *Pingouin*. »

M. Duplessis : « Parle pas de ça, Paul! »

Le ministre a brusquement changé de sujet comme si jamais personne, ni monsieur Francoeur, ni lui-même n'avait prononcé le nom *Pingouin*⁴⁹.

Dans un cas comme celui-ci, il y avait assez d'éléments d'information pour situer ces échanges dans les débats reconstitués. En revanche, Laporte relate un autre épisode qu'il ne nous a pas été possible de situer nulle part. Le voici :

Monsieur Duplessis faisait du chantage avec l'ajournement du vendredi. [...] Les députés avaient hâte de rentrer chez eux. Ils se pliaient parfois aux exigences du premier ministre. Un jour en 1948, – sous monsieur Godbout, – les libéraux avaient capitulé honteusement. Devant le chantage de monsieur Duplessis, – qui voulait forcer l'adoption d'un projet de loi en troisième lecture, – monsieur Godbout s'était écrié : « Jamais! Nous siégerons cet après-midi, ce soir, demain et dimanche s'il le faut! » Les députés libéraux avaient acclamé leur chef. Quelques minutes plus tard, après d'étranges conciliabules derrière le trône du président, le chef de l'opposition revenait sur sa décision et acceptait de voter le projet de loi en troisième lecture. Les libéraux avaient perdu l'honneur... mais non leur train⁵⁰!

Les pools et la reconstitution des débats

Dans son *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, l'historien Jocelyn Saint-Pierre explique en détail la méthode employée par les courriéristes parlementaires pour rédiger leurs comptes rendus. Il montre qu'à la fin de 1949, les journalistes avaient formé deux *pools* distincts pour noter, à tour de rôle, les paroles prononcées par les députés en Chambre⁵¹. Amédée Gaudreault, dans son livre *Trente ans de journalisme* parle, pour la même époque, de cette cordiale rivalité qu'il y avait entre les deux équipes:

Le duo [Calixte] Dumas-[Charles-Eugène]Pelletier ne créa jamais de problème à Duplessis, chaperonné par [Jacques] Verreault mais donnant du compte rendu correct. Mais de critique, point. Il arrivait que le "pool" de Dumas ait de meilleurs "bouts" que celui de Dutil, ceci résultant évidemment du fait qu'un confrère "en devoir" avait trop résumé ou avait été distrait durant un débat ou un discours en Chambre, tandis que le texte de "l'autre" avait été plus fidèle et complet. Une rivalité amicale et stimulante existait entre les deux clans et il arrivait même d'aller chez l'autre pour vérifier ou compléter un passage. Les textes de Dumas et Pelletier en étaient donc de qualité mais il faut se souvenir qu'à cette époque, sauf pour les journaux de parti comme "*Le Canada*" et "*Montréal-Matin*", ou encore exceptionnellement comme "*Le Devoir*", les reportages sur les débats parlementaires n'avaient pas encore le caractère analytique ou même éditorialiste qu'on leur trouve souvent et sans étonnement aujourd'hui⁵².

Malgré la présence de pools, la reconstitution des débats de 1948 se fait systématiquement avec tous les journaux publiés à travers le Québec. De sorte que les débats

reconstitués sont un amalgame de toutes les chroniques parlementaires publiées à l'époque. En voici un exemple, extrait de la séance du 21 janvier 1948 :

En vertu [L'*Action catholique*, p. 1] de cet arrêté ministériel, un drapeau officiel est [Montréal-Matin, p. 3] donné à notre province [L'*Action catholique*, p. 1] et au moment même où [Montréal-Matin, p. 3] je vous parle [La Patrie, p. 4], ce drapeau, [L'*Action catholique*, p. 1] qui est en conformité avec nos traditions et nos aspirations, [Le Devoir, p. 12] est déjà arboré sur la tour [L'*Action catholique*, p. 1] centrale [La Presse, p. 7] du parlement. (Applaudissements prolongés de la droite) [L'*Action catholique*, p. 1] L'an dernier, la législature a adopté à l'unanimité une motion [L'*Action catholique*, p. 1] demandant [La Patrie, p. 4] l'adoption d'un [L'*Événement*, p. 1] drapeau distinctif pour symboliser les aspirations de la province de Québec. [L'*Action catholique*, p. 1] Depuis, [L'*Action catholique*, p. 1] l'opinion publique a eu le temps de se manifester clairement [Montréal-Matin, p. 3] et avec force. [L'*Événement*, p. 1] Nous avons reçu [L'*Action catholique*, p. 1] de toutes les parties de la province, [L'*Événement*, p. 1] un grand nombre [L'*Action catholique*, p. 1] de résolutions, [L'*Événement*, p. 1] de requêtes [L'*Action catholique*, p. 1] nous recommandant [La Patrie, p. 4] l'adoption du [L'*Événement*, p. 1] drapeau fleurdelisé. [La Patrie, p. 4] C'est sur ces sollicitations [Montréal-Matin, p. 3] de toutes sortes [L'*Événement*, p. 1] qu'est basé l'arrêté ministériel que nous avons adopté. [Montréal-Matin, p. 3] Nous nous rendons avec une grande joie au désir de la population, [Le Devoir, p. 12] et c'est [La Patrie, p. 4] le drapeau fleurdelisé [L'*Action catholique*, p. 1] que nous avons hissé sur la tour du parlement. [Montréal-Matin, p. 3]

La ligne éditoriale des principaux quotidiens

D'ordinaire, la ligne éditoriale partisane ne transparait pas trop dans les chroniques parlementaires. Les titres et les sous-titres de même que les premiers paragraphes des comptes rendus (un préambule personnalisé qui donne en substance le contenu des séances) permettent parfois de reconnaître l'allégeance des grands quotidiens. En revanche, le texte des débats n'est pas ponctué de propos partisans pour autant.

Le *Montréal-Matin* est un organe de l'Union nationale qui, pour la première fois lors de la session de 1948, compte un correspondant parlementaire. Ce quotidien souligne avantageusement les réalisations du gouvernement de Duplessis et ne manque pas de présenter l'opposition libérale sous un jour défavorable. Dans les comptes rendus de ce journal, la différence de traitement se manifeste surtout dans les commentaires que l'on glisse, en incise, avant ou après les interventions des députés ministériels pour relever leurs arguments. Quant aux députés de l'opposition, les commentaires cherchent à les présenter sous un angle défavorable, souligner l'ambiguïté d'une remarque ou ce qui semble être des contradictions. De sorte qu'on commente le discours prononcé par Duplessis en disant qu'« il était à son mieux et a eu recours avec le plus grand succès à toutes ses ressources oratoires ». Par comparaison, on écrit que Godbout, « a prononcé un discours plutôt faible, sûrement moins agressif que ses précédents dans les mêmes circonstances⁵³ ». Il n'en demeure pas moins que les comptes rendus de ce journal, une fois épuré de ses commentaires, demeure une source fiable et crédible.

Le *Canada* demeure un journal de tendance libérale. C'est dans ce quotidien que le lecteur est le plus en mesure de sentir l'ambiance qui régnait sur le parquet de l'Assemblée législative durant les débats. Edmond Chassé, le correspondant du *Canada* à la Tribune de la presse, ne manque pas de noter les rires, les applaudissements, les chahuts, les exclamations à haute voix, les bruits et même les silences des parlementaires. Toutes les interruptions qui lancent les députés – sans se lever – sont relevées et, pareillement, les exclamations du public venu assister aux séances dans les tribunes.

Le *Soleil* et *L'Événement-Journal* sont également d'allégeance libérale. Ces deux quotidiens appartiennent au même propriétaire depuis 1936. Il était cependant entendu, note Gaudreault, « que *L'Événement* ne devait pas porter ombrage au grand journal de la famille, *Le Soleil*, qui avait droit aux plus longs comptes rendus et, à l'occasion, aux primeurs⁵⁴ ».

L'Action catholique fut longtemps le quotidien préféré des régions rurales. Très conservateur, la ligne éditoriale de ce journal rejoint les idées de l'Union nationale.

La Presse et *La Patrie* appartiennent au même propriétaire depuis 1933. Souvent, *La Presse* est plutôt favorable au Parti libéral et *La Patrie*, un journal de tendance conservatrice, prétend afficher une certaine neutralité politique.

Le Montreal Daily Star est un journal monarchiste lié au milieu de la finance. J. W. McConnel, son propriétaire, est un ami intime du premier ministre et, après 1944, ce journal adhère au conservatisme économique qui caractérise le gouvernement Duplessis. Le premier ministre, qui se fait l'apôtre du laisser-faire économique, s'attire également les bonnes grâces de la *Gazette*. Ce journal, qui approuvera notamment l'adoption du fleurdelisé, va d'ailleurs prendre clairement position en faveur de Duplessis lors des élections générales de 1948⁵⁵.

Le Devoir se présente toujours comme un journal indépendant. D'allégeance nationaliste, ce quotidien, sous la plume d'André Laurendeau, reconnaît à Duplessis le mérite de défendre l'État provincial. Il lui reproche en même temps son conservatisme social. Mais, lors des élections de 1948, parce que *Le Devoir* est outragé par « la capitulation sans condition » du Parti libéral du Québec face au gouvernement fédéral, ce journal va donner son appui « à la résistance même imparfaite » de l'Union nationale⁵⁶.

Christian Blais

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. « Un début de session », *Le Soleil* du 14 janvier 1948, p. 4.
2. « Le rideau se lève », *Le Devoir* du 5 février 1948, p. 2.
3. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, 692 p.; John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 2003, 452 p.; Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, tome 2; Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, 547 p.; Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, 2 tomes; Bilan du siècle, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>.
4. L'Union nationale avait été portée au pouvoir en 1944, avec 38 % du vote contre 39,4 % chez les libéraux, le reste ayant été récolté par les tiers partis.
5. Lors des élections qui s'étaient déroulées le 8 août 1944, même s'il n'avait pas remporté la majorité des voix, sur un total de 91 sièges, l'Union nationale comptait 48 députés, le Parti libéral 37, députés, le Bloc populaire quatre députés, un député indépendant et un seul député pour le Cooperative Commonwealth Federation.
6. Bourque revient le 15 janvier et Paquette, le 10 mars. Le 29 mars, Godbout, par gentillesse pour le ministre de la Santé, consent d'ailleurs à voter les crédits de la santé sans discussion.
7. Il revient le 9 mars.
8. En 1948, les autres conseillers législatifs d'allégeance unionistes sont : Joseph-Olier Renaud fils, Gérard Martineau, Jean-Louis Baribeau, George Buchanan Foster et Édouard Asselin.
9. Il ne faut pas compter Édouard Lacroix qui n'a jamais siégé à l'Assemblée législative.
10. *Le Soleil* du 3 février 1948, p. 9, rapporte qu'Óvila Bergeron « a annoncé à Magog, le 2 février 1948, sa démission du Bloc populaire et de ses fonctions de directeur national du même parti ».
11. De grands événements sont survenus dans le monde, signale Chaloult le 20 janvier 1948, « L'Inde, le Pakistan et la Birmanie se sont séparés de l'Empire. Ces pays, signale-t-il, se sont hâtés de se choisir des drapeaux distinctifs. Un mineur qui devient majeur dans la famille des nations, c'est un progrès pour l'humanité. N'est-il pas d'ailleurs prouvé que le démembrement d'un empire est toujours favorable à la civilisation? »
12. Le 31 mars, Chaloult se vide le cœur. Lui qui avait été élu sous la bannière libérale en 1939, explique les raisons de sa rupture avec ce parti : « Ce sont les libéraux qui ont changé en juin 1940. Le Parti libéral avait promis solennellement un effort de guerre libre et modéré. En juin 1940 on eut la mobilisation. J'ai inscrit une motion demandant qu'on s'en tienne à l'effort libre et modéré, mais le Parti libéral a voté contre pendant que les libéraux d'Ottawa poussaient à l'effort total, absolu et non-libre. Ce fut un reniement flagrant de l'engagement formel pris. J'avais à choisir entre la loyauté envers le parti. Je n'ai pas hésité. J'ai opté pour le peuple. C'est vrai que le chef de l'opposition, alors premier ministre, a été loyal et même chic envers moi. Mais je n'ai fait que mon devoir. »
13. Le 11 mars, Chaloult dit : « Il est révélateur que les centralisateurs, les communistes, les anticléricaux, les athées, les témoins de Jéhovah préfèrent donner leur appui au Parti libéral et combattre l'Union nationale. Aux prochaines élections, le peuple aura à choisir entre l'Union nationale et le Parti libéral. Entre ces deux partis, le choix sera facile et il n'y a pas l'ombre d'une hésitation. Comment pourrait-on hésiter entre un parti comme l'Union nationale qui défend l'autonomie et toutes nos traditions à laquelle on n'a rien à reprocher à ce sujet et le Parti libéral qui a cédé en 1942 une partie des droits de la province, qui préconise la centralisation et qui "irrepentant" se déclare prêt tous les jours à de nouvelles concessions? Dans les circonstances actuelles, c'est le devoir de tout bon catholique et de tout bon Canadien français, d'appuyer la politique autonomiste du premier ministre et pour ma part je demande au peuple de la province de voter pour l'Union nationale. »
14. Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1960, p. 56.
15. « Un début de session », *Le Devoir* du 15 janvier 1948, p. 1.
16. Duplessis n'y va pas de main morte dans son discours du 11 mars : « Le régime unitaire et la centralisation conduit au bolchevisme, au fascisme, à l'autocratie, à la dictature, la tyrannie. Qu'on parcoure l'histoire du monde et on en arrivera toujours à la conclusion que les régimes dictatoriaux et les tyrannies ont pu se former à la faveur de la centralisation administrative. Qu'on étudie la situation de tous les pays moins grands que le Canada, et où les problèmes sont moins nombreux, et l'on verra que partout où il y a une union législative, c'est la bureaucratie qui règne et non la démocratie. Et dans un pays aussi vaste que le Canada, est-il possible qu'un seul homme ait suffisamment d'intelligence pour étudier tous les problèmes, qu'un gouvernement unique puisse régler tous les problèmes compliqués par les divergences de races et de religions? Notre pays est trop vaste et les problèmes y sont trop différents pour que tout puisse être réglé d'Ottawa par ces centralisateurs saouls de pouvoir qui veulent tout contrôler au Canada. [...] Rappelons-nous d'ailleurs que les Législatures ne sont pas nées de la volonté d'Ottawa, mais que c'est Ottawa qui tient son existence de la volonté des gouvernements provinciaux, il est l'enfant des Législatures. Les quatre provinces pionnières ne se sont pas unies pour s'affaiblir, ni pour se faire dévorer ou assimiler. »
17. *Ibid.* Sur la cérémonie d'ouverture, voir : Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Les Publications du Québec, 2005, p. 353-356.
18. « L'année précédant une élection, les dépenses de voirie atteignent un niveau record pour retomber ensuite à un niveau plus modeste pendant les trois premières années du mandat suivant. Le manège se répète en 1948, 1952 et 1956. Par ailleurs, les travaux de voirie sont un canal privilégié pour l'exercice du patronage. » Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 275.
19. « De bons placements », *Le Soleil* du 16 mars 1948, p. 4.
20. Le 15 janvier 1948, Godbout donne d'autres arguments : « Le premier ministre sait fort bien qu'aucun d'eux (les députés) ne pourrait vivre uniquement avec son indemnité parlementaire et tous ont des responsabilités, en dehors de la session. Ils sont obligés de s'occuper de leurs affaires professionnelles ou

industrielles, dont ils ont surtout besoin pour vivre. Les députés ont le droit de savoir comment on entend disposer de leur temps. Ils doivent savoir à quel moment ils pourront quitter Québec en fin de semaine et réserver leurs billets sur les trains. »

Il semble qu'une pression de plus en plus vive s'exerçait sur le premier ministre et le gouvernement au moment de l'adoption du drapeau. Dans "Jeunesse, autonomie, fleurdelysé", *L'Action catholique*, 20 janvier 1948, p. 1, on peut lire : "Jamais nous n'aurions osé espérer que le mouvement de pétitions en faveur d'un drapeau provincial et du fleurdelysé aurait pris une telle envergure aussi rapidement. Si le chef du gouvernement, le chef de l'opposition et les députés ont reçu autant de résolutions, de requêtes, de lettres et de messages télégraphiques que nous en avons reçu au journal, nous aurons certainement notre drapeau. [...] Hé bien! je crois que l'opinion publique est en train de s'exprimer, et bellement. Les sections de la St-Jean-Baptiste de plusieurs diocèses, les cercles Lacordaire et Ste-Jeanne d'Arc, des conseils municipaux urbains et ruraux, des commissions scolaires, des cercles de fermières, des cercles d'U.C.C., des sections de l'Union des électeurs, des Liges du Sacré-Coeur, des Caisses Populaires, des ligues de citoyens, un grand nombre de mouvements spécialisés d'Action catholique [...] des Guides, des Scouts, la Fédération Générale des Étudiants de Laval, des syndicats professionnels, plusieurs institutions d'enseignement, autres groupements sportifs, sociaux, patriotiques dont les Jeunesses Laurentiennes, et nombre d'autres ont donné dans la campagne avec entrain, sans parler des milliers et des milliers de personnes agissant individuellement."

Duplessis aurait téléphoné à Chaloult pour lui annoncer sa décision. Il aurait terminé en disant : « Pas un mot à Godbout et à Laurendeau, je veux voir la tête qu'ils vont faire. » R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 211.

C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*..., p. 445.

Pour en savoir plus, voir : R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 214.

Frédéric Roussel Beaulieu, « Une tentative d'enregistrement des débats à l'Assemblée législative en 1948? », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 34, nos 1-2, mai 2005, p. 11-16.

R. Rumilly, *Maurice Duplessis*... p. 216-217.

« M. Duplessis poursuit sa polémique au sujet des trésors de la Pologne », *Le Soleil* du 11 mars 1948, p. 15. Voir : *Le retour des trésors polonais*, Québec, Musée du Québec, 2001, 103 p.

F. Lemieux, C. Blais et P. Hamelin, *L'histoire du Québec*..., p. 45-47.

« À propos de bibliothèques », *Le Soleil* du 13 mars 1948, p. 4.

Chaloult tient ces propos : « Paraît-il, des ministres, des députés, des curés interviendraient pour faire placer un homme qui n'a pas réussi à se placer ailleurs. Il y a trop de recommandations politiques. Les bons employés souffrent du fait que la province doit payer tous ces gens. Il ne faut pas oublier que le gouvernement ce n'est pas un hôpital ni une Saint-Vincent-de-Paul. Les incompetents nuisent aux compétents. On ne peut héberger les premiers au détriment des seconds. [...] On dit aussi qu'il y a des sténodactylos dont le charme et la grâce tiennent lieu de compétence. »

« Bilan », *Le Devoir* du 2 avril 1948, p. 1.

L'Action catholique du 29 mars 1948, p. 3 et 8.

Chaloult avait été élu député libéral dans Lotbinière en 1939.

René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 142-143.

Voir Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.

« Abel Vineberg élu président », *L'Événement* du 15 janvier 1948, p. 3.

Joseph Lavergne meurt le 24 mars 1948.

Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la Tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.

Pour la reconstitution des débats de 1948, des échanges originaux ont été retracés dans *Le Nonvelliste*, *La Tribune* et *Sherbrooke Daily Record* surtout, mais aussi dans *l'Étoile du Nord*, *Le Temps*, la *Gazette de Valleyfield*, le *Dorchester*, *L'Autorité*, *Le Messenger*, *L'Écho de Frontenac*, *La voix de l'Est* et *Le Clairon*.

« Le cas de Pierre Gélinas », *Le Soleil* du 6 avril 1948, p. 3.

Ibid.

Le Devoir, 6 février 1948, p. 1.

« Attention! », *L'Événement-Journal* du 14 janvier 1948, p. 1.

« L'Action et la session provinciale », *L'Action catholique* du 14 janvier 1948, p. 1.

Jean-Paul Desbiens, *Comme un vendeur : journal : années 2002-2003*, Sillery, Septentrion, 2004, p. 193.

Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296.

Malgré tout, *Le Devoir* appuya Duplessis aux élections générales de 1948. C. Black, *Maurice Duplessis*..., p. 277.

P. Laporte, *Le vrai visage*..., p. 66.

Ibid., p. 63.

J. Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune*..., p. 95-101.

Amédée Gaudreault, *Trente ans de journalisme. Souvenirs, portraits et anecdotes*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, p. 51-52.

Montréal-Matin du 21 janvier 1949, p. 2 et 3.

A. Gaudreault, *Trente ans de journalisme*..., p. 50.

Alain-G. Gagnon et Louise Lévêque, « Le Devoir et la Gazette face aux gouvernements Duplessis », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis : entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Édition Québec Amérique, 1996, p. 71.

R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 227; Gérard Filion, « Pour qui voterons-nous? », *Le Devoir* du 14 juillet 1948, cité par A-G. Gagnon et L. Lévêque, *Le Devoir et la Gazette*..., p. 72-73.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Cap, L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien liberal, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dolbeau Journal, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'

Feuille d'érable, La
Front, ouvrier, Le
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette des campagnes, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 27 février 1948.* [s.l.]: 1948. 55 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1948, Québec 1948.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1948, Québec 1948.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1948.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1948, Vol. LXXXIII*, Québec, 1948, viii, 555, lvi, liii p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 12 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1948, xiv, 613 p.

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1948.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique	vii
Critique des sources	xix
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxxix
L'Exécutif en 1948.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du mercredi 14 janvier 1948	1
2 Séance du jeudi 15 janvier 1948	9
3 Séance du mardi 20 janvier 1948	25
4 Séance du mercredi 21 janvier 1948	51
5 Séance du jeudi 22 janvier 1948	71
6 Séance du vendredi 23 janvier 1948	91
7 Séance du mardi 27 janvier 1948	111
8 Séance du mercredi 28 janvier 1948	133
9 Séance du jeudi 29 janvier 1948	153
10 Séance du vendredi 30 janvier 1948	175
11 Séance du mardi 3 février 1948.....	195
12 Séance du mercredi 4 février 1948.....	217
13 Séance du jeudi 5 février 1948.....	241
14 Séance du vendredi 6 février 1948.....	253
15 Séance du mardi 10 février 1948.....	279
16 Séance du mercredi 11 février 1948.....	303
17 Séance du jeudi 12 février 1948.....	325

18 Séance du vendredi 13 février 1948.....	351
19 Séance du mardi 17 février 1948.....	367
20 Séance du mercredi 18 février 1948.....	391
21 Séance du jeudi 19 février 1948.....	413
22 Séance du vendredi 20 février 1948.....	435
23 Séance du mardi 24 février 1948.....	463
24 Séance du mercredi 25 février 1948.....	487
25 Séance du jeudi 26 février 1948.....	501
26 Séance du vendredi 27 février 1948.....	521
27 Séance du mardi 2 mars 1948.....	569
28 Séance du mercredi 3 mars 1948.....	587
29 Séance du jeudi 4 mars 1948.....	595
30 Séance du vendredi 5 mars 1948.....	613
31 Séance du mardi 9 mars 1948.....	639
32 Séance du mercredi 10 mars 1948.....	663
33 Séance du jeudi 11 mars 1948.....	673
34 Séance du vendredi 12 mars 1948.....	705
35 Séance du lundi 15 mars 1948.....	741
36 Séance du mardi 16 mars 1948.....	765
37 Séance du mercredi 17 mars 1948.....	787
38 Séance du jeudi 18 mars 1948.....	803
39 Séance du vendredi 19 mars 1948.....	825
40 Séance du samedi 20 mars 1948.....	849
41 Séance du lundi 22 mars 1948.....	867
42 Séance du mardi 23 mars 1948.....	883
43 Séance du mercredi 24 mars 1948.....	903
44 Séance du jeudi 25 mars 1948.....	927
45 Séance du samedi 27 mars 1948.....	947

46	Séance du lundi 29 mars 1948.....	963
47	Séance du mardi 30 mars 1948	985
48	Séance du mercredi 31 mars 1948.....	1007
49	Séance du jeudi 1 ^{er} avril 1948	1031
	Index des participants	1045
	Index des sujets	1091
	Index des bills publics et privés	1123

L'HONORABLE EUGÈNE FISET

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1948

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Jonathan Robinson, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Joseph-Hormidas Delisle, ministre sans portefeuille

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Tancrede Labbé, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Théophile Larochelle, ministre sans portefeuille

L'honorable Patrice Tardif, ministre sans portefeuille

L'honorable Marc Trudel, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERGERON, Ovilá	BP	Stanstead
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Camille	UN	Montréal-Sainte-Marie
CÔTÉ, David	CCF	Rouyn-Noranda
CÔTÉ Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DROUIN, Henri	L	Abitibi-Est
DROUIN, Henri-Paul	L	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GODBOUT, Joseph-Adélaré	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUERIN, Thomas	L	Montréal-Sainte-Anne
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LABBÉ, Tancred	UN	Mégantic
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAURENDEAU, André	BP	Montréal-Laurier
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LEMIEUX, Albert	BP	Beauharnois
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Louis-Philippe	L	Kamouraska
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MERCIER (petit-fils), Honoré	L	Châteauguay
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PLOURDE, Pierre-Horace	L	Arthabaska
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RENNIE, John Gillies	UN	Huntingdon
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
ROBERGE, Guy	L	Lotbinière
ROBIDOUX, Joseph-Willie	L	Richelieu
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAMSON, Wilfrid	L	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SYLVESTRE, Armand	L	Berthier
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	L	Drouin, Henri
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	L	Plourde, Pierre-Horace
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	BP	Lemieux, Albert
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BERTHIER	L	Sylvestre, Armand
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, (petit-fils) Honoré
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Rennie, John Gillies
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	L	Lizotte, Louis-Philippe
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Roberge, Guy
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTRÉAL-LAURIER	BP	Laurendeau, André

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Mathewson, James Arthur
MONTRÉAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTRÉAL-SAINT-ANNE	L	Guerin, Thomas
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	UN	Côté, Camille
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTRÉAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	I	Chaloult, René
QUÉBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUÉBEC-EST	L	Drouin, Henri-Paul
QUÉBEC-OUEST	L	Samson, Wilfrid
RICHELIEU	L	Robidoux, Joseph-Willie
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	CCF	Côté, David
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	BP	Bergeron, Ovila
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 14 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 10 mai 1947, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la quatrième session de la vingt-deuxième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Messages du lieutenant-gouverneur²:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant.

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée³.

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections le certificat d'élection suivant:

District électoral de Huntingdon

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative
Hôtel du Gouvernement
Québec

Québec, 2 août 1947

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le 4 juin mil neuf cent quarante-sept

et adressé à monsieur James E. Barrett, secrétaire-trésorier, domicilié à Huntingdon, monsieur John Gillies Rennie, agent d'assurances, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Huntingdon, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Dennis James O'Connor, décédé.

François Drouin,
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:

**Député de
Huntingdon**

Le nouveau député de Huntingdon, accompagné du représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) et du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), se rend au bureau de la Chambre.
(Applaudissements de la droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. John Gillies Rennie, député du collège électoral de Huntingdon. M. Rennie a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment d'office prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.

M. Rennie (Huntingdon) s'avance vers la gauche de la table du greffier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Robinson (Brome)** lui indiquent de passer à droite.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (En souriant) Bravo! Il s'en vient avec l'opposition! Il a tendance à aller à gauche.

Des députés rient.

M. Rennie (Huntingdon) présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le député de Saint-Louis va être présenté cet après-midi⁴?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, nous avons du travail sérieux à faire et je vous demanderais de ne pas tenir compte des remarques du député de Rivière-du-Loup. C'est ce que nos amis d'en face ne comprennent pas.

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Des députés de l'opposition lancent des blagues.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) fait une réflexion⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ailleurs, c'est un bill qui doit faire particulièrement mal à l'opposition, puisqu'il traite de la valeur du serment!

(Applaudissements à droite)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône⁶

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

L'ouverture de la quatrième session de notre vingt-deuxième législature coïncidant avec les premiers jours de la nouvelle année, il me fait plaisir de vous offrir mes meilleurs souhaits.

Le mariage de Son Altesse Royale la princesse Elizabeth a été célébré récemment. À leurs Altesses Royales, la princesse Elizabeth et le duc

d'Édimbourg, la population de la province de Québec offre ses vœux de bonheur.

Au nouvel archevêque de l'église-mère de Québec, Son excellence monseigneur Maurice Roy, nous présentons nos hommages et nos respectueuses félicitations.

Le progrès et l'existence même de plusieurs nations sont actuellement ébranlés par le chaos économique et menacés par des idéologies malsaines qui causent des misères sans nombre. Fait remarquable, notre province jouit d'une prospérité constante et donne au monde l'exemple de la stabilité, résultat du respect de l'ordre et de l'autorité, car, dans Québec, l'attachement invincible à nos traditions et la pratique d'une saine politique familiale, sociale et nationale, ont été et demeurent une excellente garantie de bien-être réel et de progrès durable.

Nous savons que l'agriculture est le réservoir de nos forces vives et la forteresse de l'ordre. Mon gouvernement lui conserve la place prépondérante qu'elle occupe et doit occuper dans notre économie.

Vous serez donc appelés à voter des sommes additionnelles pour continuer l'œuvre du prêt agricole, instituée en 1936, et assurer à nos cultivateurs les bienfaits permanents de cette grande institution provinciale.

Mon gouvernement note avec satisfaction que le prêt agricole s'est avéré profitable à tous les points de vue. De la somme d'environ soixante millions de dollars prêtée aux cultivateurs, depuis onze ans, seuls cent cinquante dollars ont été perdus, soit à peine un quart de cent par mille dollars. C'est là une manifestation de l'honorabilité de notre classe agricole et un certificat de haute compétence administrative.

Afin d'assurer la pérennité de notre héritage agraire de donner du travail permanent à notre main-d'œuvre agricole et d'atténuer les effets de la crise du logement dans les villes, mon gouvernement vous demandera de voter des subsides substantiels pour compléter l'œuvre salubre et féconde de la récupération, par le drainage, des terrains marécageux susceptibles d'être cultivés.

Une politique de colonisation réaliste et progressive est un complément indispensable à l'agriculture, à l'équilibre de notre population et au progrès de la province.

Des mesures appropriées ont donc été prises et seront perfectionnées pour agrandir de beaucoup notre domaine agricole, en particulier dans la région du lac Matagami où le développement de ressources naturelles très riches laisse prévoir un magnifique essor.

Selon l'inventaire auquel il a été procédé, la mise en valeur de ce territoire rendra possible la fondation de 225 nouvelles paroisses de colonisation et l'établissement de plusieurs centaines de mille personnes.

La région est très riche en ressources forestières, minières et hydrauliques; le potentiel d'énergie électrique est estimé à trois millions de chevaux-vapeur.

Mon gouvernement s'occupe avec beaucoup d'attention à compléter son programme bienfaisant d'électrification rurale, qui garantit le bien-être et le progrès de notre classe agricole et le développement de notre petite industrie.

Nous attachons une grande importance à la santé, le plus précieux de tous les biens terrestres. Pour protéger et sauvegarder la santé physique de notre peuple, mon gouvernement continuera d'aider les hôpitaux existants et réalisera l'établissement de nouveaux centres hospitaliers, lorsque les besoins le justifieront. Nous continuerons aussi d'assurer les services médicaux nécessaires à celles de nos campagnes qui en seraient encore privées.

La santé de l'âme et de l'esprit est d'une importance primordiale; mon gouvernement entend la sauvegarder en contribuant généreusement au succès de l'éducation et en faisant une lutte énergétique et sans compromis aux théories subversives et aux idéologies malsaines qui n'ont pas leur place dans la province de Québec.

L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire nous intéressent au plus haut degré et nous avons beaucoup fait pour faciliter l'enseignement universitaire. Nous nous proposons de faire encore davantage dans ces domaines.

Nous savons que l'entreprise privée bien entendue est la meilleure méthode de favoriser le talent, de lui faire donner son plein rendement et d'assurer l'établissement de notre jeunesse pour laquelle nous avons établi de nombreuses écoles spécialisées et multiplié les facilités d'éducation.

Nous sommes d'opinion que le paternalisme d'état est l'ennemi du progrès véritable. Nous croyons que la province de Québec sera développée plus rationnellement et plus rapidement par l'initiative privée bien comprise, c'est-à-dire saine et juste, consciente de ses devoirs et de ses droits, respectueuse de ses obligations envers le peuple, envers la province et envers la nation.

La coopération entre le capital et le travail est indispensable au véritable progrès. Les employeurs et les employés ont des droits, mais tous deux ont des devoirs. Nous considérons que la meilleure garantie des droits de chacun se trouve dans l'accomplissement du devoir par chacun.

Mon gouvernement est d'opinion que nos ressources naturelles constituent une garantie matérielle certaine de sécurité nationale et qu'il est de son devoir d'en assurer la mise en valeur pour le bénéfice de la population et leur conservation pour les générations futures.

Il continuera à réaliser la permanence de nos forêts et à encourager l'utilisation intégrale de nos ressources forestières.

La crise du logement, due à des conditions qui échappent au contrôle du gouvernement, crée un problème très grave. Au cours de la session, vous serez appelés à étudier des législations importantes capables de remédier, dans toute la mesure du possible raisonnable, à cette situation malheureuse.

Nous favorisons les progrès de la petite industrie, convaincus que la décentralisation industrielle et la diversité de nos entreprises faciliteront l'établissement de la jeunesse.

Mon gouvernement est toujours désireux de coopérer à la grandeur du Canada. Il est d'opinion que la meilleure sauvegarde d'une véritable unité nationale réside dans l'application d'une politique de décentralisation législative et administrative.

Il considère qu'il est juste, qu'il est indispensable que la province de Québec puisse exercer dans leur plénitude les droits, prérogatives et libertés qui nous appartiennent, qui sont nécessaires à notre avenir et qui nous sont, par surcroît, reconnus par notre Constitution.

Une législation vous sera soumise pour faciliter la collaboration intergouvernementale canadienne.

Les développements miniers dans la province, particulièrement ceux du Nouveau-Québec, autorisés il y a près de deux ans par une loi de la Législature, et la construction récente de la route de Chibougamau contribueront puissamment à la prospérité de la province ainsi qu'au bien-être de sa population.

Mon gouvernement réalise l'importance primordiale d'une excellente voirie, en particulier d'une voirie rurale destinée à servir la population de nos villages et de nos paroisses. Il affectera donc toutes les sommes nécessaires au perfectionnement de notre système routier.

Mon gouvernement a procédé à la réfection et à la construction de nombreux ponts faisant partie intégrante de nos routes; vous serez appelés à voter les subsides nécessaires à la continuation et au perfectionnement de cette politique progressive.

Le succès de nos pêcheries maritimes, le maintien de marchés avantageux pour nos pêcheurs, et l'ouverture de nouveaux marchés, reçoivent la meilleure attention du gouvernement.

Le gouvernement connaît l'importance de nos pêcheries sportives qui sont un des nombreux attraits de notre province. Il fera en sorte d'en assurer la permanence.

Plusieurs projets de loi susceptibles d'améliorer le sort de toutes les classes de notre population vous seront soumis.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués, et vous voudrez bien voter les dépenses nécessaires à l'administration.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations, j'en suis certain, seront fructueuses. Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de répandre Ses bienfaits sur la province.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communications;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces

matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Bourque, Élie, Robinson, Delisle, Godbout, Mathewson, Casgrain et MM. Langlais, Vachon et Lemieux forment ledit comité spécial.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit comme suit le premier message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 14 janvier 1948
(Document de la session no 3)

Nominations et promotions dans le service civil

M. l'Orateur lit comme suit le deuxième message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative une copie des arrêtés en conseil concernant les nominations et promotions faites dans le service civil depuis la dernière session.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 14 janvier 1948
(Document de la session no 4)

Législation à l'ordre du jour

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je siège à l'Assemblée législative depuis 21 ans. On remarquera que c'est la première fois dans l'histoire de la Législature de notre province qu'un gouvernement imprime et distribue le jour même de l'ouverture de la session, à l'intention des députés, un nombre si imposant de projets de loi. Cela ne s'est jamais vu. Il y a sur l'ordre du jour 24 importantes mesures ministérielles. Et huit de ces bills sont déjà aux mains des députés.

D'autre part, le gouvernement a inscrit à l'ordre du jour une motion quant au nombre de séances pour que les travaux de la Chambre marchent rondement et qu'il ne se perde pas un temps précieux. C'est dire que nous sommes prêts à procéder et j'espère que tout en exerçant leurs prérogatives, tout en conservant leur droit de critique, et tout en respectant et en protégeant intégralement les droits parlementaires de tous et chacun, les députés sauront faire diligence et hâter le travail de la Chambre.

Tout le monde comprend bien qu'il faut étudier la législation avec diligence. Cela n'empêchera aucunement chacun des députés d'avoir tout le temps voulu pour étudier les lois. J'espère que tous les membres de la Chambre auront toujours en vue l'intérêt public et n'oublieront pas que les dépenses de la session sont payées non pas par les députés, mais par le peuple. Nous espérons que les députés apprécieront cette manière d'envisager les choses et concourront dans cet esprit.

Comme nous sommes au début d'une nouvelle année, qu'il me soit donc permis de profiter de l'occasion pour exprimer mes souhaits de bonne année à tous les membres de la Chambre, à qui j'offre mes vœux personnels et mes vœux officiels. Je souhaite que la nouvelle année apporte, à tous les députés et à toute la province, de la santé, du bonheur et une prospérité durable. Le meilleur moyen d'atteindre cette prospérité durable dans la

province, (avec un sourire) c'est évidemment que l'Union nationale soit longtemps au pouvoir!

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

Et le meilleur moyen d'atteindre le bonheur, c'est de collaborer aux bonnes actions du gouvernement.

J'espère que la session sera active, fructueuse et même combative, j'aime ça, car on sait que je ne déteste pas la lutte. Mais j'espère que la session sera aussi expéditive! (Avec un large sourire) Et que la province en retirera profit.

(Applaudissements à droite)

M. Godbout (L'Islet): (Applaudissements à gauche) M. le Président, je veux d'abord remercier le chef du gouvernement de ses bons souhaits et de ses bons sentiments à l'égard de la députation. Il peut être assuré qu'à son égard, à l'égard de tous les membres de la Chambre et de toute la députation, je formule des vœux de santé et de bonheur.

Cependant, lorsque le premier ministre dit que la prospérité du Québec est liée au gouvernement de l'Union nationale, il s'adresse des compliments et des félicitations à lui-même. Je regrette que le chef du gouvernement soit ainsi obligé de s'adresser des félicitations pour ce qu'il pense de lui. Je voudrais bien partager le même enthousiasme. Mais avant de remercier le gouvernement pour la célérité qu'il apporte dans la présentation des mesures, je préfère attendre encore quelque peu sa façon de procéder pour voir réellement ce qui se fera dans ce domaine.

Ce n'est pas tout de se vanter d'avoir déposé 25 ou 30 bills à la fois sur la table de la Chambre, à l'ouverture de la session. Cela ne veut rien dire. Encore faut-il que les députés de l'opposition sachent préalablement quel est celui que le premier ministre veut appeler le lendemain, s'ils veulent avoir le temps d'en prendre connaissance et d'en faire une étude sérieuse. Cela ne veut pas dire que nous allons procéder plus vite.

Le chef du gouvernement garde toujours son droit d'appeler ces bills quand il lui plaira. Il faudra alors nous préparer sur toutes. Je ne veux pas soupçonner les intentions du chef du gouvernement, mais j'espère que le premier ministre nous avertira la veille des lois qu'il discutera le lendemain. Cela ira plus vite.

Pour notre part, nous assurons le gouvernement de toute notre coopération. Nous ne voulons rien faire pour retarder indûment les travaux de la session. Mais nous remplissons notre devoir qui est d'étudier avec soin la législation et de scruter avec prudence les lois et les actes de l'administration. Nous n'y faillirons pas. Nous avons d'ailleurs été élus pour cela et nous allons accomplir notre devoir.

Jamais nous ne porterons atteinte à la liberté de parole de nos amis ministériels, et j'espère qu'on respectera également la nôtre. Nous n'avons jamais nié ses droits à mon honorable ami quand il siégeait ici, et j'espère donc qu'il ne les niera pas à l'opposition cette année. Nous désirons, nous aussi, une session fructueuse.

J'espère que le premier ministre gardera les bonnes dispositions qui ont dû être les siennes à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'An. J'offre à mon tour des vœux sincères de santé, de bonheur et de prospérité à toute la province. Je n'ai pas à souhaiter le retour au pouvoir de mon parti, car l'immense majorité de la population réclame un changement de gouvernement à Québec.

(Applaudissements de la gauche)

Tout le monde reconnaît que le Parti libéral est assuré d'obtenir la confiance du peuple lors des prochaines élections, et les gens de notre parti ont, avec justesse, la conviction d'être au pouvoir avant la fin de la présente année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'invite une fois de plus l'opposition à concourir avec le gouvernement dans une expédition rapide des travaux sessionnels. Tous les membres de l'opposition auront amplement le temps d'étudier les projets de loi à mesure qu'ils seront présentés par le gouvernement en première lecture, puis en deuxième lecture et devant les comités, puis en comité plénier, et enfin, en troisième lecture. Sur chaque mesure, les députés auront donc tout le loisir d'exprimer leurs vues.

Demain, la Chambre entendra les discours des proposeur et second de l'adresse. Nous ne voulons pas précipiter les choses, mais si le chef de l'opposition veut que nous prenions dès demain l'une des lois dont nous venons, aujourd'hui, de faire distribuer les textes, nous sommes prêts à le faire. Il passe à peine 4 heures, et j'imagine que les députés de l'opposition auront tout le temps voulu pour étudier l'une ou l'autre des mesures que nous venons de présenter.

M. Godbout (L'Islet) fait signe que non.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15⁷.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1948, à la page 7, MM. Duplessis et Godbout furent ovationnés lorsqu'ils prirent leurs sièges respectifs. Le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1948, à la page 2, nous apprend que l'honorable John S. Bourque, absent de la session de 1947 pour des raisons de santé, est également applaudi par les députés lors de son entrée en Chambre.

2. Selon *Le Droit* du 14 janvier 1948, à la page 21, le lieutenant-gouverneur s'est rendu au Parlement de Québec escorté d'une escouade de la Police provinciale. Devant la tour du Parlement, il a fait la revue d'une garde d'honneur, formée de soldats du Royal 22^e, pendant qu'un détachement du Corps Royal Canadien d'artillerie tirait 15 coups de canon du Cap Diamant.

Soulignons également que Sir Eugène Fiset agit en qualité de lieutenant-gouverneur pour la huitième année consécutive. Il a commencé son deuxième mandat à la fin de l'année 1945. Fiset occupe en tout cette charge de 1939 à 1950. Il faut remonter à Sir Louis-Amable Jetté pour retrouver un aussi long mandat. Ce dernier a en effet occupé la fonction de lieutenant-gouverneur de 1898 à 1908, selon *Le Devoir* du 14 février 1946, à la page 3.

3. Selon *Le Canada* du 15 janvier 1948 à la page 1, les députés reviennent en Chambre à 3 h 45 et commencent la séance à 4 heures. *Le Devoir* du 15 janvier 1948, à la page 2, explique que le premier ministre ne s'est pas présenté immédiatement en Chambre après le discours trône, car il a reconduit le lieutenant-gouverneur à ses appartements. L'Orateur n'étant pas encore à son siège, les députés ont profité de l'occasion pour échanger des poignées de mains et causer entre eux. À 3 h 55, M. Duplessis a fait son entrée dans la Chambre et les députés de l'Union nationale ont applaudi.

4. Le siège de Montréal-Saint-Louis est vacant depuis que M. Maurice Hartt a démissionné pour se faire élire comme député fédéral de Montréal-Cartier.

5. Le journaliste du *Montréal-Matin* écrit, le 15 janvier 1948, à la page 2, que personne ou à peu près, n'a compris les propos du député.

6. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une

première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 3, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

7. D'après *Le Soleil* et *L'Événement* du 15 janvier 1948, respectivement aux pages 8 et 7, la séance est levée à 4 heures.

Séance du jeudi 15 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Bellemare);

- de Marie-Eugénie Labrecque, demandant l'adoption d'une loi lui donnant acte de la validité de son mariage avec Georges Couillard de l'Épinay (M. Bellemare);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bellemare);

- de Jean-M. Côté et Lucien Lambert, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec à les admettre comme membres dudit Institut (M. Bellemare);

- de Lucien Larocque et Berthe Williams, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel (M. Bernard);

- de la municipalité du village de Durham-Sud, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à annexer à son territoire certains terrains ou lots (M. Bernard);

- des légataires universels résiduels de la succession de J.-Augustin Leblanc, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament et codicile de J.-Augustin Leblanc (M. Blanchard);

- de Raymond Labrèche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude du notariat et à l'exercice de la profession de notaire après examen (M. Blanchard);

- de Cost and Management Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec (La Société des comptables en administration industrielle de Québec) (M. Blanchard);

- de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (The Montreal City and District Savings Bank), demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant son droit de propriété sur certains lots (M. Chartier);

- de Wolfe Mendelzys *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Coté, Montréal-Sainte-Marie);

- de St. Andrew's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. French);

- de Guaranty Trust Company of Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre ledit Guaranty Trust Company of Canada et Capital Trust Corporation, Limited (M. French);

- de l'honorable Élie Beaugard *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Centre médical de Montréal (M. Gatién);

- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte (M. Gatién);

- de Paul Leduc *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du conseil Maisonneuve (no 1787) (M. Gatién);

- de Interior Decorator Society of Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Interior Decorators Society of Quebec, La Société des décorateurs-ensembliers du Québec (M. Johnson);

- de l'honorable Léon-Mercier Gouin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation sous le nom de "Le Comité au Canada de la maison des étudiants canadiens à Paris" (M. Johnson);

- de Roderick B. Masson *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Johnson);

- de Alain-François de Bellefeuille, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Johnson);

- de Charles-Eugène Frenette, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec (M. Johnson);

- de Joseph McAbbee, demandant l'adoption d'une loi remplaçant une substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee (M. Johnson);

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et le constituant en corporation sans capital-action (M. Johnson);

- de Dominion Alkali & Chemical Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant des résolutions adoptées par la corporation municipale de la ville de Beauharnois ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la ville de Beauharnois (M. Johnson);

- de Lawrence Henry Melville *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire détaché de la ville de Châteauguay et qui sera connu sous le nom de Châteauguay Heights (M. Johnson);

- de la ville de Gatineau et la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de la ville de Gatineau ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney (M. Larivière);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larivière);

- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Gouglas Watson Ogilvie (M. Rennie);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. (M. Tellier);

- de Côte Cartier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier (M. Blanchard);

- de Raymond Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat (M. Bellemar);

- de la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bellemar);

- de Jean-Georges Peloquin, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il soit admis comme membre de l'Institut des comptables agréées de Québec (M. Bernard);

- de Joseph Healy *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec (The College of Naturopaths of the Province of Quebec) (M. Langlais).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

Les honorables MM. Larochelle, Trudel, Hamel, Bienvenue; MM. Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dubé, Dumoulin, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Joyal, Langlais, Lemieux, Poulin, Rennie, Roberge, Sylvestre, Vachon.

Nombre des membres: 21.

Quorum: 5.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Delisle, Gagnon, Lorrain, Paquette, Talbot, Dansereau, Leduc, Mathewson; MM. Bellemar, Bergeron, Bernard, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dupré, Fillion, Fleury, French, Gosselin, Guerin, Langlais, Larivière, Lawn, Leclerc, Marcotte, Marler, Plourde, Poulin, Sabourin.

Nombre des membres: 33.

Quorum: 8.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Duplessis, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Élie, Gagnon, Lorrain, Sauvé, Talbot, Tardif, Bienvenue, Casgrain, Francoeur; MM. Caron, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Québec-Est), Ducharme, Johnson, Kirkland, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Nadon, Rennie, Robidoux.

Nombre des membres: 29.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Duplessis, Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Larochelle, Lorrain, Paquette, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Bienvenue, Casgrain, Francoeur, Godbout, Hamel, Leduc, Mathewson; MM. Bellemar, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Choquette

(Montmagny), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fleury, French, Gatien, Goudreau, Guerin, Johnson, Jolicoeur, Joyal, Langlais, Larivière, Laurendeau, Lesage, Marcotte, Marler, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Rennie, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 62.

Quorum: 15.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Élie, Sauvé, Tardif, Casgrain, Hamel; MM. Bellemare, Bernard, Caron, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Ducharme, Dumoulin, Fleury, French, Johnson, Joyal, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Lizotte, Morin, Poulin, Riendeau, Robidoux, Sylvestre, Tellier.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 9.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: l'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Élie, Labbé, Larochelle, Paquette, Sauvé, Tardif, Trudel, Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Godbout, Hamel; MM. Bergeron, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Dupré, Fillion, Fleury, French, Gosselin, Goudreau, Johnson, Langlais, Larivière, Lawn, Leclerc, Lesage, Lizotte, Marcotte, Mercier petit-fils, Nadon, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Poulin, Rennie, Riendeau, Robidoux, Sabourin, Sylvestre, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 49.

Quorum: 12.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Thuot.

Les honorables MM. Duplessis, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Gagnon, Paquette, Sauvé, Talbot, Casgrain, Francoeur, Mathewson; MM. Bernard, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Dubreuil, Fillion, French, Gatien, Laurendeau, Mercier petit-fils, Poulin, Riendeau, Vachon.

Nombre des membres: 26.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Élie, Gagnon,

Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Bienvenue, Casgrain, Godbout, Groulx, Mathewson; MM. Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Rouyn-Noranda), Fillion, Fleury, French, Goudreau, Johnson, Langlais, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Marler, Morin, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Riendeau, Sylvestre, Tellier.

Nombre des membres: 45.

Quorum: 12.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Élie, Labbé, Lorrain, Paquette, Robinson, Bienvenue, Dansereau, Groulx, Hamel, Leduc; MM. Bergeron, Chartier, Chartrand, Drouin (Abitibi-Est), Dupré, Fleury, French, Gatien, Guerin, Johnson, Kirkland, Langlais, Larivière, Lawn, Lesage, Marcotte, Morin, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Roberge, Samson, Tellier, Thuot.

Nombre des membres: 37.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

Messages au Conseil législatif:

**Comité mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette, Groulx, Hamel et Mathewson; MM. Bergeron, Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Gatien, Jolicoeur, Larivière, Laurendeau, Pelletier (Gaspé-Nord) et Riendeau constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

**Comité mixte
des impressions législatives**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un

message l'invitant à se joindre à l'Assemblée pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Barrette, Bienvenue et Casgrain; et MM. Bellemare, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Lemieux, Leclerc, Marcotte, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Projets de loi:

Prêts aux cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi concernant les relations provinciales-fédérales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Petite industrie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 pour stabiliser la petite industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Amélioration des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Enquête sur le problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Amélioration des ponts publics

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Modes et formalités de l'enregistrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 concernant le mode et les formalités de l'enregistrement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ventes à tempérament

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant l'article 1561*b* du Code civil concernant les ventes à tempérament.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Produits agricoles saisonniers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection des arbres et Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 concernant la loi de la protection des arbres et la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Répartition des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Indemnisation des jurés et témoins

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 pour indemniser les jurés et les témoins aux enquêtes des coroners.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Greffes de notaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 concernant la cession et la transmission des greffes de notaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des constituts

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 modifiant la loi des pensions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pensions aux employés de compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts d'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des paroisses et des fabriques

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi des paroisses et des fabriques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tramways de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts aux cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars.

Adopté.

Drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres.

Adopté.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

Petite industrie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 pour stabiliser la petite industrie.

Adopté.

Amélioration des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Enquête sur le problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement.

Adopté.

Amélioration des ponts publics

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province.

Adopté.

Produits agricoles saisonniers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers.

Adopté.

Répartition des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre deux séances par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine: la première, de trois à six heures de l'après-midi, et la deuxième, de huit à onze heures du soir; et trois séances par jour les vendredi et samedi de chaque semaine: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi, et la troisième, de huit à onze heures du soir, et qu'à chacune de ces séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf le mercredi, où l'ordre des affaires sera réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui donnent préséance aux lois et motions annoncées par les députés.

La motion est claire, dit-il, et la Législature de Québec occupe une situation particulière dans l'économie de notre pays. Et elle se doit donc de procéder rapidement aux affaires de l'État suivant les méthodes les plus expéditives, avec toute la diligence compatible avec les droits, les prérogatives et les libertés des députés.

Une session est nécessaire, au moins une fois par douze mois. La principale prérogative des députés, c'est de siéger, d'assister régulièrement aux séances et de participer aux travaux de la session. Nous sommes élus pour légiférer. C'est pourquoi il me paraît inconvenant, inconcevable, pour ne pas dire incongru, que les représentants du peuple se permettent de procéder à des travaux étrangers à ceux de la session, durant le temps que celle-ci dure. Il faut mettre de côté tout le reste, les intérêts et les affaires personnels pour assister avec assiduité aux séances de la Législature. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de discussion possible sur ces principes incontestables, même s'ils sont parfois contestés.

Dans le passé, les députés ne siégeaient que du mardi après-midi au vendredi midi. Or, dans les circonstances actuelles, il est absolument insuffisant que la Législature ne siège que trois jours et demi par

semaine à une époque où la production est nécessaire, où la loi du travail est de plus en plus importante et doit être de mieux en mieux observée. Il appartient aux députés de donner l'exemple de l'assiduité d'un effort soutenu et d'un travail effectif en acceptant des semaines de travail plus longues. Il faut nécessairement y mettre maintenant plus d'ardeur, car il n'y a pas de raison pour que la session de la Législature de Québec dure plus de quatre à cinq semaines.

Dans les autres provinces, les sessions durent trois, quatre ou cinq semaines, tout au plus. Même en Ontario, où les affaires matérielles à décider sont aussi importantes que celles du Québec, les plus longues sessions durent à peine quatre ou cinq semaines. Pourtant, la province voisine a un budget beaucoup plus considérable qu'en notre province et ses problèmes sont nombreux. Il n'est aucunement convenable que nous prenions plus de temps et que la Législature de Québec donne le spectacle des répétitions, des rabâcheries et de l'inaction. Nous avons 24 lois sur l'ordre du jour, 24 lois imprimées et distribuées, ce qui ne s'est jamais vu dans aucun Parlement du Canada.

Nous donnons donc là, la preuve de notre désir de procéder avec diligence. On serait tenté de dire que je me vante, mais ce ne sont pas là des vantardises; l'éloquence des faits seule distribue des louanges. On ne doit pas oublier non plus que les sessions coûtent cher. Plus les sessions des deux Chambres durent longtemps, plus elles coûtent d'argent à la province.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Ça coûte moins cher que les travaux de voirie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand les dépenses sont consacrées à des fins utiles, si les discussions y sont constructives, c'est un bon placement; mais si ces dépenses occasionnent des répétitions de discours, si l'on y passe trop de temps, si elle est de nature à causer de l'obstruction, cela devient du gaspillage des deniers du peuple. Donc, en procédant avec diligence, la Chambre fera un bon placement et donnera un bon exemple à toute la province. Nous avons là l'occasion de prouver que la seule Législature canadienne-française d'Amérique est capable de procéder à l'expédition de ses affaires aussi vite et aussi bien que n'importe quelle autre Législature. C'est pourquoi je propose que la Chambre siège tous les jours comme ça se fait à Ottawa. Je propose que nous tenions deux séances par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et trois séances par jour les vendredi et samedi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'y a pas de séance le samedi à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette motion n'exigera que neuf heures de travail par jour sur 24, ce qui n'est certes pas trop pour des députés qui veulent faire leur devoir. Il y aura un jour par semaine pour les députés, le mercredi. Tout projet de loi subit trois lectures. Les députés ont donc trois occasions pour exprimer leurs vues, donner leurs opinions et discuter sagement tous les bills présentés.

Ils peuvent parler en deuxième lecture, en comité plénier, trois ou quatre fois s'ils le veulent, puis en troisième lecture. Et contrairement à ce qui se passe à Ottawa, où la procédure est plus expéditive, où les discours sont limités à 40 minutes, les députés ont une heure à leur disposition, ici.

S'il n'est pas nécessaire de siéger six jours par semaine, nous ne siégerons pas le samedi. Nous voulons travailler, procéder, réaliser. C'est là le programme du gouvernement. Il ne faut pas oublier que ceux qui sont le plus occupé, durant les sessions, ce sont les ministres, qui doivent s'occuper, en outre, de l'administration de leur ministère, assister aux séances du cabinet et recevoir des délégations. Pourtant, nous ne nous plaignons pas.

Si les députés travaillent avec diligence, nous pourrions siéger le moins longtemps possible; mais si le travail ne se fait pas avec diligence, nous pourrions siéger le plus longtemps possible.

(Rires à gauche)

M. Godbout (L'Islet): Je ne vois aucune raison pour que le travail de la Chambre ne se fasse pas avec diligence. Je ne connais aucun député qui soit disposé à perdre son temps. La motion est tellement claire qu'elle s'impose. Je suis entièrement d'accord avec le principe général présenté par le premier ministre. Le premier ministre a déjà fait perdre assez de temps à la Chambre et je me demande d'ailleurs pourquoi il a parlé si longuement, si sa motion est aussi nécessaire qu'il le dit.

Le véritable objet de cette procédure, il nous l'a révélé dans ses derniers mots; c'est de placer les députés dans l'incertitude de façon à pouvoir leur dire en somme: "Si vous êtes gentils, si vous ne critiquez pas trop, si vous laissez passer nos mesures rapidement et si vous vous conduisez bien, nous pourrions nous entendre, et peut-être ajourner vendredi matin ou dans l'après-midi, mais si vous êtes trop sévères, trop précis dans vos critiques, pour le gouvernement, nous vous garderons ici jusqu'au

samedi soir". Le premier ministre a tort de se comporter devant la Chambre comme un maître d'école.

Que les députés travaillent, que la session soit rapide, nous en sommes tous. C'est à l'avantage de tout le monde. Mais je suis d'avis que les députés doivent non seulement siéger à la Chambre mais qu'ils doivent avoir le loisir d'étudier les lois qu'on leur soumet. Le premier ministre ne peut citer l'exemple d'Ottawa, où on ne siège pas le samedi. Mais nous devrions siéger à des heures fixées d'avance, comme cela se fait à Ottawa, et savoir à quel moment les bills seront appelés. À Ottawa, les députés siègent invariablement aux mêmes heures. Ils savent à quoi s'en tenir.

Je ne crois pas qu'il convienne de laisser au premier ministre la possibilité de déterminer les heures au gré de son caprice. Il est entendu que les députés sont prêts à sacrifier leur temps, mais il n'y a aucune raison pour laquelle les députés devraient donner toute leur attention au travail parlementaire. Le premier ministre sait fort bien qu'aucun d'eux ne pourrait vivre uniquement avec son indemnité parlementaire et tous ont des responsabilités, en dehors de la session. Ils sont obligés de s'occuper de leurs affaires professionnelles ou industrielles, dont ils ont surtout besoin pour vivre. Les députés ont le droit de savoir comment on entend disposer de leur temps. Ils doivent savoir à quel moment ils pourront quitter Québec en fin de semaine et réserver leurs billets sur les trains.

C'est les placer dans une situation extrêmement embarrassante que de les placer, comme le fait cette motion, à la merci du premier ministre. Les députés ne savent jamais si le gouvernement va réellement appliquer sa motion ou s'il va se contenter de l'utiliser au gré de son caprice. Il n'a pas le droit de leur imposer une telle situation.

Mais ce qu'il y a de particulièrement mauvais dans cette motion, c'est que le premier ministre fait une proposition intenable, parce qu'il enlève aux députés leurs prérogatives et leurs privilèges. On augmente le nombre de séances, mais le premier ministre n'accorde qu'un jour sur six aux députés qui doivent faire entendre les revendications de leurs mandataires et qui peuvent avoir des suggestions et des propositions à faire au gouvernement; ils en ont besoin, des motions, des bills à présenter qui sont souvent très importants pour la province. Jadis ils avaient une journée et demie par semaine pour discuter leurs motions. Le projet de motion du gouvernement diminue ce laps de temps à une seule journée. C'est violer les droits de la Législature.

Je ne veux pas être acrimonieux, car j'espère que le premier ministre se raviserait et qu'il retirerait cette motion pour donner préséance au moins trois jours sur six par semaine aux matières présentées par les députés et pour étudier les lois du gouvernement, afin de se prononcer en connaissance de cause. C'est surtout au début de la session que les députés doivent faire leurs suggestions s'ils veulent qu'elles aient une chance de passer dans la législation.

Cette motion vient au mauvais moment. Le premier ministre ne devrait pas la présenter au début de la session. Que cette motion vienne un peu plus tard quand la session sera plus avancée, alors que les motions des députés seront à peu près épuisées et lorsque les bills privés auront été présentés, je n'aurai pas d'objection, mais pas au début.

Dans le cas actuel, il s'agit d'étudier en même temps 20 législations. Cela n'est pas raisonnable. Cette motion ne hâtera pas le travail, elle va le retarder, car les députés, bourrés de travail, n'auront pas suffisamment le temps d'étudier convenablement 20 bills qui nous arrivent d'un seul coup; ils devront demander de multiples explications et c'est inutile si le premier ministre ne nous dit pas quel est celui qu'on étudiera demain. Je ne pense pas que le premier ministre veuille réellement nous faire siéger six jours par semaine. Le seul effet de cette motion, ce sera d'embarrasser les députés inutilement et causer des ennuis à tout le monde. Il ne devrait pas oublier que les députés ont tous les mêmes droits et les mêmes privilèges. J'espère qu'on retirera cette motion, qui sera une menace constante sur la tête des députés.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec): Nous sommes tous d'accord pour souhaiter que les sessions soient courtes et que les abus du passé, comme ceux où la Chambre ne siégeait que deux jours par semaine, ne se répètent pas. Mais à mon sens, pour corriger les abus du passé, nous ne serions pas justifiés de faire des abus en sens contraire. Il n'est pas mieux de siéger six jours par semaine à raison de trois séances par jour que de siéger trois jours en tenant seulement deux séances. Sous prétexte de remédier à un mal, on tomberait dans un autre mal. Il y a une qualité bien française qui s'appelle la mesure.

J'attire spécialement l'attention de la Chambre sur la situation faite aux députés indépendants, comme mon ami le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et moi. Nous n'avons pas de collaborateurs, pas même de secrétaires, pour étudier les bills présentés. Le

gouvernement connaît sa législation et ne peut pas être pris par surprise. Quant aux membres de l'opposition officielle, ils peuvent se partager le travail. Mais quand on est indépendant, on est seul pour étudier toute la législation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas de notre faute si vous êtes indépendants.

M. Chaloult (Québec): Je suis indépendant, mais je suis des plus assidus en Chambre. Et même si les députés sont élus pour légiférer, ils sont bien obligés de faire autre chose pendant la session. Je dois gagner la vie de ma famille. Si je n'avais pas mon bureau d'avocat, j'avoue que je n'aurais même pas le moyen d'être député. Et nous avons des électeurs qui nous rendent visite pendant la session. De sorte qu'il nous faut du temps pour étudier les lois et si nous voulons nous prononcer en connaissance de cause. Un bill comme celui qu'on nous présente sur le logement demande de 10 à 12 heures d'étude. Il nous faut les étudier, consulter des spécialistes, se renseigner.

J'admets qu'au cours des trois dernières années, nous avons eu tout le temps voulu pour étudier la législation et la liberté nécessaire pour exprimer nos idées. Si l'on veut continuer de la même façon, je n'ai pas d'objection à formuler; mais ce qui ne me va pas, c'est cette épée de Damoclès qu'on suspend sur la tête de tous les députés. Je crains que la motion ne force les députés à prolonger leur séjour indûment en Chambre. J'estime qu'il faudrait siéger à des heures déterminées et à des jours fixés d'avance.

Et nous devrions toujours savoir à quoi nous en tenir et savoir quelle question sera étudiée le lendemain. Je crois d'ailleurs que le gouvernement devrait donner à l'opposition la situation qu'elle mérite et se montrer plus clément. Nous n'avons pas tous le même tempérament, mais, pour ma part, si j'étais le chef de l'opposition officielle, je réagis violemment contre ce procédé. Le chef de l'opposition semble avoir un caractère plus amène que le mien.

Des députés rient.

M. Chaloult (Québec): Nous voulons tous le bien de la province. Le gouvernement est sans doute convaincu que les lois sont bonnes; alors pourquoi ne pas donner tout le temps voulu pour les étudier? Il n'est pas bien de chercher à rudoyer les gens. On obtient souvent l'effet contraire. L'opposition a bien

des moyens pour prolonger les débats. Je crois que la menace est plus apparente que réelle et je souhaite une harmonie complète entre l'opposition et le gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande au premier ministre de ne pas perdre de temps et de siéger également, le dimanche, dans l'après-midi et le soir, après l'accomplissement des devoirs religieux. L'honorable chef de l'opposition a signalé, dit-il, un point important. Les députés n'auront qu'un jour à eux par semaine; la motion ne mentionne que le mercredi et ce n'est pas suffisant. Ils ont le droit d'avoir au moins trois jours par semaine pour étudier les lois du gouvernement et discuter les motions qu'ils inscrivent à l'ordre du jour. Il est contre l'obligation que l'on impose aux députés de siéger du lundi au samedi soir.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la seizième ligne les mots "sauf le mercredi" par les mots "sauf les lundi, mercredi et vendredi", de façon à ce que ce soient jours pour les députés.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition manque de logique. Comment comprendre les oppositionnistes? Ils commencent par déclarer qu'ils sont prêts à siéger et se plaignent ensuite qu'ils siègent trop. Si nous avions déposé quatre ou cinq lois, l'opposition nous aurait demandé "Pourquoi une session?" Ils demandent au gouvernement de présenter ses lois de bonne heure, nous en présentons 24; ces messieurs se plaignent ensuite en disant qu'il y en a trop. La session est convoquée pour étudier des lois et voter le budget, et la province a le droit d'exiger que les députés lui consacrent tout leur temps.

On nous reproche de faire des menaces et on nous en fait. Le député de Québec (M. Chaloult) a été même jusqu'à dire que l'opposition a des moyens de menacer le gouvernement de prolonger les débats. Qu'est-ce à dire? Nous ne faisons pas de menaces, nous ne demandons à la Chambre, pourtant, que de donner le spectacle du travail. Nous ne prenons pas les députés par surprise, car nous leur soumettons les lois d'avance.

Nous avons trop souffert de la théorie des grands parleurs et des petits faiseurs. C'est maintenant le temps de passer à l'action, nous voulons réaliser. L'opposition n'est pas sérieuse quand elle demande trois jours pour les motions des

députés qui donnent toujours lieu à des discours académiques et qui n'aboutissent à rien, quand il y a tant de choses à faire. C'est parfois intéressant, les discours académiques, mais c'est souverainement ennuyeux quand on est élu pour légiférer et non pour pérorer.

L'opposition se plaint qu'elle a trop d'ouvrage et qu'il y a trop de jours pour travailler. Ça ne marche pas ensemble. Ce n'est pas trop exiger que de consacrer 9 heures sur 24 aux affaires de la province de Québec, six jours par semaine. Le député de Québec (M. Chaloult) a été obligé d'admettre que le gouvernement a été très large. S'il y a trois ou quatre retardataires qui n'avancent pas, on n'est pas pour retarder le char de l'État pour eux.

Quand je vois le chef de l'opposition et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) lever les bras au ciel en protestant, je trouve la chose étrange. Ne se rappellent-ils pas que, lorsque nous étions dans l'opposition, au nombre de 10 seulement, le Parti libéral nous obligeait à siéger une partie de la nuit, parfois même jusqu'à quatre heures du matin? Nous n'avons pas pleurniché. Eux, ils sont 33, avec quelques indépendants, et ils ne veulent pas siéger.

M. Bienvenue (Bellechasse): Plus on écoute le premier ministre, plus on est convaincu du but véritable de la motion. Le premier ministre prétend qu'il ne fait pas de menace, mais sa motion est elle-même une menace non justifiée aux membres de la Chambre. Cette motion, si elle est adoptée, restera en vigueur longtemps après que le premier ministre ait terminé son discours et qu'il ait regagné son siège. Elle nous rappelle le temps où nous étions au collège. Les professeurs disaient: "Si vous ne faites pas votre devoir, vous resterez à la retenue le samedi." La motion crée une retenue de trois séances le samedi.

Ou les lois contiennent quelque chose, ou elles ne contiennent rien. Si elles contiennent quelque chose, elles valent d'être étudiées convenablement. Le premier ministre déclare: "On a souffert des grands parleurs". Si l'on faisait un concours pour désigner le plus grand parleur de la province? Je n'ai pas besoin de le nommer.

(Rires à gauche)

Le plus grand pérorateur dans la province, c'est le premier ministre. Ce n'est pas lui qui en souffre, mais il fait souffrir les autres.

(Rires à gauche)

Si nous siégeons six jours par semaine, quand les députés auront-ils le temps d'étudier les lois?

(Applaudissements à gauche)

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Leduc, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 27.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 29.

Ainsi, la motion principale est adoptée¹.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon

(M. Rennie), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il présente ses vœux et rend hommage au président de la Chambre (l'honorable M. Taché). L'honneur qui lui est fait, précise-t-il, de proposer l'adresse en réponse au discours du trône rejaillit sur l'immense comté qu'il représente.

Charlevoix-Saguenay, dit-il, est un vieux coin de terre chargé de souvenirs parmi les plus beaux et les plus sacrés qui soient en Amérique. C'est le pays d'une population fidèle à sa foi, saine dans ses mœurs, et comme en témoignent les enquêtes d'un Marius Barbeau, d'un abbé Savard et d'un Luc Lacourcière, conservatrice des plus nobles et des plus chères traditions. C'est le pays fondateur du Lac-Saint-Jean, fondateur aussi de quelques jeunes et prospères paroisses dans les terres neuves de l'Abitibi. Honneur à ce comté.

C'est de Charlevoix-Saguenay que sont partis les 21 pionniers qui allèrent fonder le Royaume du Saguenay dont on fêtait le centenaire en 1938. L'histoire a de ces nombres, de ces chiffres mystérieux. Chez nous, quand on parle des 21, tout le monde sait de qui il s'agit parce qu'il s'agit de héros. Mais dans 100 ans, il y aura ambiguïté. Quand on parlera des 21, on se demandera s'il s'agit des 21 pionniers ou des 21 ministres de l'Union nationale, tellement les deux groupes auront été tous les deux un jalon dans notre histoire, le point de départ d'une ère de prospérité.

(Applaudissements à droite)

Nous avons un devoir très grave. On nous a confié la sauvegarde et le progrès d'un pays catholique dans sa foi et français par sa langue. Nous nous sentons invinciblement liés à un passé qui fut très grand et à un avenir qui nous promet de l'être. Il nous faut donc nous demander en toute conscience, après quelques années d'administration, si nous conservons bien ce que nous avons reçu en dépôt et si nous le faisons fructifier. Nous vivons à une

époque où le monde semble avoir perdu la raison, le sens de la réalité et des proportions. Le niveau de la morale publique a baissé. Le vol sous toutes ses formes est devenu monnaie courante. La justice et l'honnêteté sont en train de se perdre. Le droit lui-même a perdu la notion du devoir, et le devoir, la notion du droit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Écoutez, écoutez!

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Le plus grave est que les doctrines les plus subversives ont libre cours et sont acceptées avec enthousiasme parfois, par une jeunesse et même une vieillesse insuffisamment averties. Les théories les plus opposées à nos principes sont accréditées même au sein des classes dirigeantes. L'Europe tout entière se débat sous l'étreinte bolchevique. Le communisme sous toutes ses formes ne reçoit pas de notre population sans défiance la réprobation qu'il mérite. Il exploite les misères et les difficultés de nos ouvriers. Il entretient chez eux la haine et l'envie. Il s'infiltre même dans l'art où le snobisme le plus goujat nous incite aujourd'hui à admirer et à applaudir des œuvres où la laideur le dispute au mensonge.

Le communisme existe pour tout le monde, mais il est un corps public, un corps politique pour qui le communisme n'existe pas; c'est le Parti libéral. Est-ce la crainte de perdre ses bonnes grâces, si utiles en temps d'élection? Est-ce parce qu'avec Tim Buck, il considère l'honorable premier ministre comme l'ennemi numéro un qu'il faut abattre à tout prix? Est-ce naïveté, aveuglement, consigne secrète? Je l'ignore. Mais il y a certainement solidarité pernicieuse avec un Parti fédéral qui s'est laissé grossièrement aveugler par des doctrines dont la virulence n'échappait à personne et qui, pour obéir servilement aux ordres d'un monstrueux opportunisme impérialiste, a laissé se contaminer dangereusement le fonctionnarisme de l'État.

Le chef de l'opposition veut sacrifier pour \$65,000,000 par an nos droits, notre langue et notre foi. Heureusement, dit-il, un chef s'est levé dans la province, qui a vu clair et qui n'a pas attendu les révélations d'un Gouzenko² pour combattre cette doctrine et dire halte-là! aux ennemis de notre pays, un chef perspicace, incorruptible, qui, armé de la puissance de la loi, a affirmé que la liberté régnera dans la province. Il a dit qu'il y aura de la liberté pour tous ceux qui veulent que l'ordre et le bien règnent dans le respect de nos droits constitutionnels, mais pas pour ceux qui veulent et qui cherchent à

répandre la haine et la discorde. Il a su défendre le berceau de la démocratie au Canada.

J'avoue fièrement que je m'incline devant celui qui, une fois la semaine, même si cette journée est un mercredi, s'agenouille devant son Créateur, s'humilie devant son Juge suprême, autant que je me redresse violemment contre ceux qui, une fois par mois, s'en vont dans un institut soi-disant démocratique³, ou dans une loge quelconque, conspirer contre la religion, l'ordre et le bien commun de leur patrie. Sous un tel chef sont nées les plus belles œuvres qu'un gouvernement ait accomplies dans cette province. C'est un monument d'ordre, de sagesse et d'équité.

Il (M. Leclerc) mentionne le crédit agricole et reproche à l'administration libérale d'avoir augmenté le taux d'intérêt et diminué du même coup le nombre de prêts de 1939 à 1944. Notre gouvernement, dit-il, a compris qu'il devait rendre la vie rurale non seulement supportable, mais gaie et attrayante. Il a compris que les commodités urbaines ne devaient pas être le partage des citadins seulement, et il a fait la loi de l'électrification rurale par le moyen des coopératives. Si l'administration libérale a exproprié la Montreal Power, elle a laissé au gouvernement national le soin de régler le problème. Le premier ministre a saisi le trust de la Montreal Power par les cornes.

Il félicite, dit-il, le premier ministre de n'avoir pas consacré aux usagers électriques de Montréal les profits de l'Hydro-Québec et d'avoir versé ces profits de plusieurs millions au fonds consolidé du revenu de la province. J'estime que sans être anathème, on peut fort bien faire servir les profits de l'Hydro à des œuvres sociales vitales comme la lutte à la tuberculose. J'aime mieux payer l'électricité 3 cents le kilowatt-heure et voir les tuberculeux soignés à 100 % par la province que de ne payer qu'un sou et obliger ces malheureux à déboursier \$2.50 et \$3.00 par jour durant des mois et des années dans un hôpital.

L'on connaît la sollicitude de l'Union nationale à l'endroit de la colonisation et de l'agriculture qui ne font qu'un. Pourquoi ne pas garder à la colonisation sa noblesse primitive? Les critiques les plus erronées, des plus indiscretes, ont créé même dans le peuple cette opinion, cette mentalité funeste que la colonisation était synonyme de misère et d'infériorité. Les temps actuels sont peu propices à la colonisation. L'argent circule à flot partout et la jeunesse est comme désaxée par le gain facile. Elle se soucie peu, pour le moment, de se fixer sur les terres.

Au clergé qui a assumé la tâche et la responsabilité de recruter les colons, nous nous permettons de dire: "Intensifiez votre propagande." C'est à vous qu'il appartient d'arracher aux séductions de l'industrie toute une jeunesse dangereusement séduite par les appâts des villes. Nous comptons sur vous, d'abord, pour le salut d'œuvres où, sans vous, s'épuiseraient les forces de l'État.

Nos colonies d'aujourd'hui sont très prospères et le gouvernement a su faire des chemins convenables dans les paroisses nouvelles et mettre de puissantes machines là où les reins et le courage du défricheur s'épuisaient trop souvent; particulièrement dans la région de Matagami et en Abitibi, où le gouvernement veut dépenser de fortes sommes pour ouvrir ce territoire très riche à la civilisation. Je prévois que bientôt, dans ce nord presque illimité que notre premier ministre veut ouvrir à sa province, où il y aurait placé pour 200 paroisses, nous pourrions bientôt admirer les bienfaits d'une politique de conquête.

C'est sous l'Union nationale que la législation ouvrière est devenue vraiment protectrice de l'ouvrier. Jamais auparavant, on n'avait eu le courage de poser les actes énergiques que réclame la complexité des questions ouvrières. Qu'il me soit permis de féliciter le premier ministre et en particulier le ministre du Travail, l'honorable Antonio Barrette, de leur dévouement à la classe ouvrière.

(Applaudissements de la droite)

Je parle de leur attitude en face des grèves. Je les félicite d'avoir fait comprendre qu'il faut réclamer dans la légalité. Les conditions de travail n'ont pas été et ne sont pas encore parfaites. Les salaires ne sont pas proportionnels au coût toujours montant de la vie. La plupart des revendications ouvrières sont donc justes et raisonnables. Mais la paix sociale et la justice sociale ne peuvent s'établir que dans l'ordre. Le droit de l'ouvrier et le droit du patron sont corrélatifs.

Il appartient au chef de l'État qui voit le problème dans son ampleur, dans leur complexité et leurs conséquences, de légiférer pour la sauvegarde de la saine liberté du capital et de la saine liberté du travail. Que les ouvriers comprennent, comme ceux du textile l'ont compris, que leurs véritables amis et protecteurs ne sont pas les communistes notoires et certains avocats qui les défendent, ni les semeurs de mécontentement, mais ceux qui, n'ayant pas oublié que le travail est une sanction, s'inspirent dans leurs lois de celui qui a régénéré le travail dans la liberté et la joie.

Les bûcherons ont été si crapuleusement exploités que les salaires de ces travailleurs de la forêt ont été augmentés de beaucoup, en 1936, sous le premier gouvernement du premier ministre actuel.

Un autre point où le gouvernement mérite des félicitations, c'est la voirie. Autrefois, les gouvernements ne s'occupaient pas du comté de Charlevoix-Saguenay, qui s'étend sur une longueur de 700 milles le long du fleuve. Tout a changé depuis l'avènement de l'Union nationale et, grâce à lui, les anciennes routes ont été pavées; ainsi, Charlevoix sera enfin relié à Québec par une route convenable, puisque d'ici à un an ou deux au plus, nous roulerons sur l'asphalte de Québec à la Pointe-au-Pic. De plus, de nouvelles routes ont été ouvertes. Le comté compte présentement au-delà de 200 milles de chemins qui n'existaient pas avant l'Union nationale.

Grâce à de meilleures voies de communication, on a pu commencer l'exploitation des grandes richesses minières du Nouveau-Québec. Sans l'Union nationale, jamais ces régions n'auraient été ouvertes. Ce n'est là que le début de ce que le gouvernement a entrepris pour libérer et développer le grand Nord au moment où il entre dans une phase de grand développement industriel. Il se réjouit, dit-il, de l'exploitation par des étrangers des richesses de l'Ungava et se moque de ceux qui voient un scandale là-dedans⁴.

Sous l'Union nationale, c'est encore la multiplication des hôpitaux. Le gouvernement a multiplié les hôpitaux et a fait une guerre sans merci au cancer, aux cardiopathies, à la tuberculose, et aux autres maladies de toutes sortes qui sapent la santé de nos populations. Québec fournit 50 % des décès de tout le pays par la tuberculose. Jamais nous ne pourrions trop faire pour protéger la santé des nôtres. Que le ministère de la Santé multiplie ses efforts dans le sens de la prévention. Je demande la construction dans Charlevoix-Saguenay d'un hôpital pour soulager les tuberculeux de mon comté.

J'aimerais insister sur nos lois sociales, car elles constituent d'admirables gestes de justice distributive. Entre le luxe et la faim, il y a place pour des lois qui s'inspirent de Dieu en même temps que de la dignité humaine. Il (M. Leclerc) énumère les nombreuses mesures de l'Union nationale pour venir en aide aux mères nécessiteuses, aux aveugles, aux jeunes de chez nous.

Nos œuvres de jeunesse méritent aussi l'éloge. Que d'ateliers nouvellement ouverts dans cette province! Que d'encouragements prodigués à la petite industrie, la plus solide peut-être et certainement la plus traditionnelle! Nos pères furent

d'admirables artisans. J'en vois tous les jours les preuves dans le comté que je représente. Multiplions donc les centres d'artisanat. Je profite de ce lieu de mon discours pour féliciter le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu).

Quant au domaine de l'éducation, le gouvernement de l'Union nationale s'en est occupé de particulière façon. Je remercie, dit-il, le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) d'avoir apporté une attention particulière aux écoles de mon comté. J'estime que la fondation d'une cité universitaire à Québec permettra de dispenser aux nôtres les connaissances qui assureront l'indépendance économique des Canadiens français. Nous félicitons le gouvernement, dit-il, pour ses dons magnifiques aux universités de chez nous et de comprendre que celles-ci doivent être libres, mais qu'elles ont aussi besoin d'être soutenues avec une magnificence adéquate pour accomplir leur souveraine mission.

Les finances de la province sont en excellent état. Le nom de l'honorable premier ministre devra passer à l'histoire pour tout ce qu'il a accompli pour sa province, pour ses mérites et pour ses talents d'administrateur. Il est celui qui s'est dressé parmi les siens comme l'invincible champion de leur liberté, le gardien vigilant et invincible du patrimoine que nos pères nous ont remis. L'histoire flétrira les noms de ceux qui rampent, mais elle célébrera les noms de ceux qui se tiennent debout. Elle révélera que des politiciens qui s'enveloppaient d'un faux libéralisme ont été les esclaves d'une oligarchie centralisatrice et d'un impérialisme ruineux et méprisant. Elle dira par contre que toutes les fois qu'il s'est agi de promouvoir le bien de la province, de défendre la liberté de son âme et de ses institutions, l'Union nationale et son chef, Maurice Duplessis, étaient là fiers, justes et incorruptibles⁵.

M. Rennie (Huntingdon): Me serait-il permis de remercier l'honorable premier ministre pour l'honneur qu'il m'a fait en me confiant la tâche de seconder et de répondre à l'adresse en réponse au discours du trône? Ceux d'entre nous qui représentent la minorité de langue anglaise de cette province peuvent être justement fiers, M. l'Orateur, de trouver, en la personne de l'honorable chef de ce gouvernement, un infatigable défenseur de nos droits et de nos libertés⁶.

Il désire assurer le premier ministre, dit-il, de la constante loyauté de la minorité anglaise de cette province et de son appui dans la réalisation du programme de restauration sociale que le gouvernement a jusqu'ici mis en pratique et qu'il

entend continuer, comme le spécifiait le discours du trône.

Fiers de notre pays, nous le sommes également de notre province, surtout parce que la divine Providence a enrichi notre génération d'un chef dont la prévoyance, l'activité, la sincérité et l'intégrité assurent à la province de Québec une place d'honneur parmi les autres provinces du Canada. Au nom de ses électeurs et de l'électorat anglais de cette province, ajoute-t-il, il est heureux de l'occasion qui lui est fournie de l'acclamer publiquement comme un grand Canadien.

Rendant hommage à son prédécesseur, M. D.-J. O'Connor, il (M. Rennie) n'attribue aucunement à son mérite personnel la majorité substantielle que les électeurs lui ont accordée en juillet dernier, mais il y voit plutôt l'endossement collectif de la politique de l'Union nationale, et de son chef l'honorable Maurice Duplessis.

Le gouvernement dote la province d'un programme de législation bien équilibré. C'est le gouvernement du premier ministre Duplessis qui, par suite de certains changements dans l'économie mondiale et la crise de 1930, a reconnu la nécessité d'une assistance aux cultivateurs, assistance que le gouvernement d'avant 1936 refusa. Depuis l'institution du prêt agricole par l'Union nationale, en 1936, environ \$60,000,000 ont été prêtés aux cultivateurs de la province. Prêtés et non pas donnés. Après cette expérience qui dure depuis 11 ans, nous avons la preuve que les cultivateurs de la province sont aussi des hommes d'affaires honnêtes.

Ils ont honoré leurs obligations, ils ont assuré la survie de l'agriculture et ils ont démontré que la confiance que le premier ministre avait mise en eux était parfaitement justifiable. Mais les œuvres accomplies par le gouvernement en faveur des cultivateurs ne se sont pas bornées au prêt agricole. Mentionnons en passant l'aide mécanique accordée aux cultivateurs et aux colons pour l'essouchage des terrains cultivables et aussi l'aide considérable apportée pour rendre à l'agriculteur, par le drainage, les terres susceptibles d'être cultivées. Il exprime, dit-il, ses remerciements et son appréciation au ministre de l'Agriculture.

Ayant commencé à enseigner en 1925, époque où les commissions scolaires étaient à la merci de la situation financière la plus précaire, je félicite l'Union nationale d'avoir fixé le minimum des salaires, pour les institutrices, à \$250, d'abord, puis à \$350, et à \$600. Il (M. Rennie) commente les bienfaits dans la province des écoles techniques, des écoles d'orientation, des écoles de métiers, des écoles d'arts, toutes les formes d'éducation

spécialisée. Avant 1936, dit-il, on semblait surtout éduquer les étudiants en vue de leur entrée à l'université. On ne pensait pas aussi que ce n'est qu'un petit pourcentage des gradués des écoles supérieures qui franchit les portes de l'université.

La plupart des gradués étaient laissés à leurs propres moyens de gagner leur vie avec le maigre bagage scolaire dont ils disposaient. Quand je compare notre situation d'aujourd'hui avec celle d'il y a 20 ans, en ce qui concerne les écoles techniques, d'orientation et autres, je ne puis m'empêcher d'employer le mot "merveilleux". La création du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social, en 1945, a donné un nouvel essor à l'instruction spécialisée, un essor comme jamais notre province n'en avait connu, et tout cela ne fait que commencer.

La dette globale des commissions scolaires était de \$100,000,000. Vous avez une idée de l'abîme où étaient plongées les commissions scolaires, par la négligence des gouvernements antérieurs. C'est encore le gouvernement Duplessis qui s'est porté à leur secours avec une loi passée en 1946. Au sujet de la législation sociale de notre province, il déplore, dit-il, les neuf années de retard que gouvernement libéral a mis pour adopter la loi des pensions de vieillesse, faisant ainsi perdre aux vieillards une somme de \$60,000,000. L'histoire enregistrera le nom de celui qui fit adopter cette loi des pensions de vieillesse dans les derniers jours du gouvernement moribond, à la session de 1936: l'honorable premier ministre actuel de la province. C'est aussi son gouvernement qui émit les premiers chèques de pension dans la province.

Il s'agit du même gouvernement de l'Union nationale, M. l'Orateur, qui a adopté à la session de 1937 une législation accordant des pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Je suis convaincu que l'homme qui s'est fait le champion de nos classes sociales nécessiteuses continuera à travailler au bien-être social de notre province.

Il (M. Rennie) remercie les ministères de la Voirie et des Travaux publics pour l'amélioration qu'ils ont apportée aux routes et aux ponts de son comté, depuis l'avènement du gouvernement actuel. Les programmes de ces deux ministères sont énormes. Au nom de ses électeurs, il remercie les ministres respectifs de ces deux ministères.

Au cours des récentes années, poursuit-il, il a été très clair que le gouvernement fédéral à Ottawa, en dépit des garanties de notre Constitution et contrairement aux meilleurs intérêts du Canada, suit une ligne de conduite qui vise à augmenter constamment le pouvoir du gouvernement central

aux dépens de chacune des provinces. Le gouvernement de l'Union nationale doit être hautement félicité de sa vaillante défense de nos droits provinciaux. Le gouvernement de la province de Québec n'a nullement l'intention d'envahir le domaine fédéral, il veut simplement le respect mutuel des droits de chacun. Il veut sauvegarder, en faveur des citoyens de notre province, les droits et les privilèges qui nous ont été reconnus il y a 80 ans.

Nous voulons coopérer, mais la collaboration ne peut se faire à sens unique. Il doit y avoir respect mutuel et garantie mutuelle de discuter nos problèmes en respectant les droits de tous ceux qui sont concernés. C'est tout ce que nous demandons, et rien de plus. Je souhaite que la politique de l'Union nationale continue à être ferme, définie et vigoureuse contre une bureaucratie centralisatrice, et j'ai entièrement confiance, M. l'Orateur, qu'à l'avenir elle ne va pas dévier de son parcours.

Les prédictions d'élections provinciales finiront sûrement par se réaliser, dit-il. Je souhaite que le peuple de cette province renouvelle à l'honorable premier ministre et à son gouvernement de l'Union nationale le mandat de continuer de diriger avec toute la compétence qui les caractérise les affaires de notre province.

(Applaudissements de la droite)

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit maintenant ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après les deux discours éloquentes et convaincants que nous venons d'entendre, il ne faut pas gâter la sauce par un discours de l'opposition. J'espère que tous les députés qui ont dit qu'ils voulaient étudier la législation présentée pour la comprendre auront compris la semaine prochaine. Il n'y a donc pas d'objection à ce que le débat soit ajourné à mardi après-midi⁷.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. Selon *The Quebec Chronicle Telegraph* du 16 janvier 1948, à la page 12, cette discussion sur la motion de M. Duplessis a duré une heure et quart.

2. Il s'agit de Igor Sergeievich Gouzenko, un officier de l'ambassade soviétique à Ottawa durant la Seconde Guerre mondiale qui obtint l'asile politique au Canada en 1945. Il révéla l'existence de réseaux d'espionnage intéressés à la recherche nucléaire.

3. Il est possible que le député fasse allusion à l'Institut Démocratique Canadien fondé et soutenu par le sénateur libéral T.-D. Bouchard. Cet institut était un forum où il était possible d'entendre des conférenciers.

4. Le texte exact du *Canada* 16 janvier 1948, à la page 3, a une connotation partisane et dit que le député se "réjouit du don à des étrangers des richesses de l'Ungava et se moque de ceux qui voient un scandale là-dedans."

5. *Le Canada* du 16 janvier 1948, à la page 3, écrit, dans un style partisan, que le Dr Leclerc, visiblement fatigué de cette tâche si peu de son genre, reprend son siège. Des collègues sympathiques lui serrent alors la main. *Le Montréal-Matin* du 16 janvier 1948, à la page 3, souligne, dans un style également partisan, que le Dr Leclerc est longuement ovationné en reprenant son siège. *Le Soleil* du même jour, à la page 12, souligne que le Dr Leclerc est un des orateurs de l'Union nationale dont la voix est la plus puissante.

6. *L'Action catholique* du 16 janvier 1948, à la page 6, souligne que M. Rennie a prononcé son discours en français et en anglais. *Le Canada* du 16 janvier 1948, à la page 3, ajoute que comme il parle le français avec facilité, on l'applaudit chaleureusement.

7. *Le Canada* du 16 janvier 1948, à la page 3, explique que la Chambre s'est ajournée au milieu d'un éclat de rire général. Les députés ministériels riaient de la plaisanterie du premier ministre, les députés de l'opposition aussi, mais pas pour la même raison. Tout en étant député de Montréal-Laurier, André Laurendeau publiait des billets dans *Le Devoir*. Le 16 janvier, il écrivait: "Au bout du compte, [...] M. Duplessis a fait voter sa motion. [...]"

Mais à quoi les règles serviraient-elles, si on ne pouvait pas les violer? Après avoir fait voter cette motion draconienne, hier, jeudi, M. Duplessis ajournait donc la Chambre... à mardi prochain." "Le temps perdu à se dépêcher", dans *Le Devoir* du 16 janvier 1948, à la page 1.

Première séance du mardi 20 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubé);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine de Montréal (M. Gatién);
- de Mary-Rose Williams *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur-J. Grubert (M. Tellier);
- des commissaires d'écoles de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'inclure dans ses limites territoriales certains lots (M. Fleury);
- de Gerald W. Birks *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corps politique et les incorporant sous le nom de Sir George Williams College (M. Rennie);
- de François Dassise Vanier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation ecclésiastique et politique (M. Johnson);
- d'Antoni Carbonneau, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables de Québec (M. Johnson);
- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la corporation de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la corporation de la ville de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett King (M. Gatién);
- de la ville de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- de Pauline Mercier-Marois *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la permission de

faire modifier la loi 10, George VI, chapitre 107 (M. Tellier);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de cité de Noranda (M. Langlais).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Bellemare);
- de Marie-Eugénie Labrecque, demandant l'adoption d'une loi lui donnant acte de la validité de son mariage avec Georges Couillard de l'Épinay (M. Bellemare);
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bellemare);
- de Jean-M. Côté et Lucien Lambert, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec à les admettre comme membres dudit Institut (M. Bellemare);
- de Lucien Larocque et Berthe Williams, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel (M. Bernard);
- de la municipalité du village de Durham-Sud, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à annexer à son territoire certains terrains ou lots (M. Bernard);
- des légataires universels résiduels de la succession de J.-Augustin Leblanc, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc (M. Blanchard);
- de Raymond Labrèche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude du notariat et à l'exercice de la profession de notaire après examen (M. Blanchard);
- de Cost and Management Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de: The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec (La Société des comptables en administration industrielle de Québec) (M. Blanchard);

- de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (The Montreal City and District Savings Bank), demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant son droit de propriété sur certains lots (M. Chartier);

- de Wolfe Mendelzys *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Coté, Montréal-Sainte-Marie);

- de St. Andrew's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. French);

- de Guaranty Trust Company of Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre ledit Guaranty Trust Company of Canada et Capital Trust Corporation, Limited (M. French);

- de l'honorable Élie Beaugard *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Centre médical de Montréal (M. Gatien);

- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte (M. Gatien);

- de Paul Leduc *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du conseil Maisonneuve (no 1787) (M. Gatien);

- de Interior Decorator Society of Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Interior Decorators Society of Quebec, La Société des Décorateurs-Ensembliers du Québec (M. Johnson);

- de l'honorable Léon-Mercier Gouin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation sous le nom de "Le Comité au Canada de la maison des étudiants canadiens à Paris" (M. Johnson);

- de Roderick B. Masson *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Johnson);

- de Alain-François de Bellefeuille, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Johnson);

- de Charles-Eugène Frenette, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec (M. Johnson);

- de Joseph McAbbee, demandant l'adoption d'une loi remplaçant une substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee (M. Johnson);

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et le constituant en corporation sans capital-action (M. Johnson);

- de Dominion Alkali & Chemical Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant des résolutions adoptées par la corporation municipale de la ville de Beauharnois ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la ville de Beauharnois (M. Johnson);

- de Lawrence Henry Melville *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire détaché de la ville de Châteauguay et qui sera connu sous le nom de Châteauguay Heights (M. Johnson);

- de la ville de Gatineau et la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de la ville de Gatineau ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney (M. Larivière);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larivière);

- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Gouglas Watson Ogilvie (M. Rennie);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. (M. Tellier);

- de Côme Cartier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Sir Georges-Étienne Cartier (M. Blanchard);

- de Raymond Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat (M. Bellemarre);

- de la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bellemarre);

- de Jean-Georges Peloquin, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il soit admis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Bernard);

- de Joseph Healy *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec (The College of Naturopaths of the Province of Quebec) (M. Langlais).

Dépôt de documents:

Comptes publics 1946-1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1947*. (Document de la session no 5)

**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose
sur le bureau de la Chambre le document suivant:
(Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 16 janvier 1948		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Conseil exécutif:			
	<i>Divers octrois:</i>			
	Congrégation des sœurs de Sainte-Croix.....	\$ 25,000.00	.....	.....
	Communauté des Ursulines des Trois-Rivières.....	25,000.00	.....	.....
	Comité des fêtes du tricentenaire de Lévis- Lauzon.....	15,000.00	.....	.....
	Comité du site historique de Métabetchouan, pour les fêtes du tricentenaire de la découverte du Lac-Saint-Jean.....	15,000.00	.....	.....
	Comité des fêtes du centenaire de Jonquière.....	20,000.00	.....	.....
	Congrès marial, Ottawa.....	<u>20,000.00</u>	.....	.....
	(A. C. no 938, du 11 juin 1947)			
		120,000.00	120,000.00	.....
2.	Chasse et Pêcheries:			
	Acquisition et aménagement de la propriété qui donne accès au cap Bon-Ami, dans la paroisse de Cap-des-Rosiers, dans le but d'en faire un parc provincial.....	10,000.00	.....	10,000.00
	(A. C. no 1263, du 7 août 1947)			
3.	Industrie et Commerce:			
	Subventions pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.....	200,000.00	8,827.33	191,172.67
	(A. C. no 1693, du 17 octobre 1947)			
4.	Terres et Forêts:			
	Protection des forêts.....	320,000.00	308,126.11	11,873.89
	(A. C. no 1711, du 23 octobre 1947)			
5.	Travaux publics:			
	Construction et entretien des ponts.....	1,500,000.00	931,789.70	568,210.30
	(A. C. no 1937, du 27 novembre 1947)			

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 16 janvier 1948		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
6.	Procureur général: Administration des palais de justice et prisons (A. C. no 2042, du 18 décembre 1947)	100,000.00	67,793.91	32,206.09
7.	Procureur général: Juges de la Cour des sessions de la paix: dépenses de voyage (A. C. no 2041, du 18 décembre 1947)	2,000.00	888.16	1,111.84
8.	Procureur général: Sûreté provinciale: Dépenses diverses (A. C. no 2043, du 18 décembre 1947)	100,000.00	33,901.68	66,098.32
9.	Colonisation: Dépenses de voyage (A. C. no 2063, du 18 décembre 1947)	75,000.00	.....	75,000.00
10.	Agriculture: Dépenses différées à l'exercice financier 1948-49 pour achat, entreposage, distribution, transport et vente de grains de semence, au bénéfice des cultivateurs de la province (A. C. no 2108, du 23 décembre 1947)	1,500,000.00	.....	1,500,000.00
11.	Travail: Conventions collectives, arbitrages et enquêtes (A. C. no 2111, du 23 décembre 1947)	40,000.00	2,207.60	37,792.40
		3,967,000.00	1,473,534.49	2,493,465.51

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 16 janvier 1948

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

(Document de la session no 6)

Explications sur des faits publiés:**Installation d'un dictaphone
à l'Assemblée**

M. Godbout (L'Islet): Je parle sur une question de privilège. Depuis quelques jours, une rumeur circule à l'effet que le premier ministre va peut-être donner suite à la demande de nombreux députés de cette Chambre, en particulier le député de Québec (M. Chaloult), qui réclament un *Hansard* des débats. Il paraît qu'un instrument sera bientôt installé dans la Chambre, s'il ne l'est déjà, pour enregistrer les discours que le premier ministre prononcera au cours de la session et les délibérations de la Chambre. S'il faut en croire certaines rumeurs, le premier ministre aurait fait installer l'appareil pour enregistrer à son pupitre. Depuis quelques jours, la radio et les journaux parlent de cette affaire¹.

La rumeur dit aussi que le contrôleur de cet instrument sera le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), qui est en même temps l'organisateur en chef de l'Union nationale. Comme je ne sais rien du bien-fondé de cette rumeur, ce n'est peut-être pas le temps de protester, mais je veux exposer tout de suite un principe démocratique qui doit régir la publicité des débats. Que le premier ministre fasse enregistrer ses propres discours, c'est de son affaire. Il n'y a peut-être pas là d'injustice si considérable.

Je ne m'occupe que de la question de savoir si le premier ministre veut doter la Chambre d'un *Hansard*. Si l'appareil dont on parle partout est pourvu d'un microphone d'une sensibilité telle que les délibérations de toute la Chambre doivent être enregistrées, je n'ai aucune objection, mais à condition que l'appareil ne soit pas contrôlé par l'organisateur en chef de l'Union nationale. S'il est sous le contrôle de l'organisateur d'un parti, cela ne va plus; je me réserve le droit de dire ce que j'en pense.

Le procédé, s'il existe, ne serait pas démocratique. En Chambre, tous les députés sont égaux quand le gouvernement paye les dépenses. Les députés, des deux côtés, ont les mêmes droits et il n'est pas juste de les placer à la merci d'un organisateur adverse. Les députés pourraient voir leurs discours rapportés de façon absolument injuste. On pourrait ainsi coupailler les disques et, par la suite, tronquer la teneur des répliques des adversaires et déformer toutes les délibérations de la Chambre. Ce serait odieux et je m'oppose à cette manière de procéder. Je n'en dirai pas plus long pour le moment, parce que je ne sais pas exactement ce dont il s'agit. Mais il faut laisser aux députés leur pleine liberté.

Nous ne craignons pas la publicité. Si on veut donner un *Hansard* à la Chambre, si on veut publier les délibérations totales de la Chambre par ce moyen, j'en suis. Mais qu'on le fasse en plaçant cette matière sous contrôle d'un employé civil assermenté. Le gouvernement n'a pas le droit d'organiser un système incompatible avec les privilèges des membres de cette Chambre. Je suis en faveur de faire toute la publicité possible à nos délibérations, mais encore faut-il que cette publicité soit juste et complète.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme vous avez pu le constater, M. le Président, c'est un hors-d'œuvre que l'on vient de nous servir. Le chef de l'opposition n'a pas parlé sur une question de privilège. Il est absolument contraire aux règlements. Il n'a pas le droit de faire perdre le temps de la Chambre pour l'entretenir, et discuter de simples rumeurs, de choses dont le chef de l'opposition lui-même admet ne rien connaître. C'est absolument contraire aux règlements. Je regrette cette attitude et j'espère qu'à l'avenir, les règlements seront suivis.

On remarquera que les *Comptes publics* viennent d'être produits. Si c'est le désir de la Chambre, vu que 24 législations sont prêtes depuis la semaine dernière et que les députés, en fin de semaine, ont eu tout le temps voulu, quatre jours et demi, pour y penser et pour en étudier au moins quelques-unes, nous sommes prêts à suspendre immédiatement le débat sur l'adresse, à le remettre à plus tard, pour procéder tout de suite à l'étude et à la discussion de n'importe quelle loi qui est à l'ordre du jour, au choix de l'opposition.

M. Godbout (L'Islet): Jusqu'à présent les règles ordinaires qui régissent les débats de la Chambre ont donné des résultats efficaces. Mais je ne vois aucune raison pour passer tout de suite à la législation. Le débat sur l'adresse est chose des plus utiles et je désire user tout de suite de ce droit. S'il y a eu des longueurs, le premier ministre en a peut-être été le premier responsable. Le débat sur l'adresse doit se faire au commencement des sessions et non à la fin. Si le gouvernement ne veut pas éluder ses responsabilités, le débat sur l'adresse ne sera pas inutile et les discours que les députés prononceront ne seront pas stériles. C'est la meilleure occasion qu'ont les députés de faire, en face d'un gouvernement conscient de ses devoirs et désireux de procéder dans l'ordre aux travaux de la session, les suggestions, les recommandations qu'ils jugent opportunes pour l'amélioration de l'administration².

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 15 janvier courant, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Godbout (L'Islet): (Applaudissements de la gauche) M. le Président, il me fait plaisir de me conformer à l'usage qui veut que l'on vous offre les hommages de la députation au début d'une session, en formulant les vœux que vous présiderez à nos délibérations avec impartialité. Je souhaite la bienvenue au député de Huntingdon (M. Rennie) et il me fait particulièrement plaisir de le féliciter de s'exprimer si bien dans une langue qui n'est pas la sienne pour seconder l'adresse en réponse au discours du trône. Il a débuté en gentilhomme. Il ira plus loin que d'autres députés qui n'ont pas sa manière.

J'offre mes condoléances à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), qui vient de perdre sa mère, à l'honorable Élisée Thériault,³ conseiller législatif de Kennebec, et au sergent d'armes de l'Assemblée législative, éprouvés pas des deuils cruels. Je regrette, dit-il, que la maladie empêche le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) et le représentant de Montcalm (M. Tellier) de prendre part aux travaux de la session. Saluons le retour du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), après une cruelle maladie; en autant qu'il l'administrera, j'espère que son département fera du progrès.

(Rires)

Hommages respectueux à Mgr l'archevêque de Québec et à Mgr l'évêque de Trois-Rivières. Il rappelle le souvenir de Son Excellence le cardinal Villeneuve, il souligne l'accession de Son Excellence Mgr Maurice Roy au siège archiepiscopal de Québec

et lui présente ses hommages ainsi qu'à Mgr Georges-Léon Pelletier pour sa récente nomination.

Nous commençons cette session, dit-il, à un moment où le monde entier vit d'une façon générale des heures graves et est dans une situation bouleversée. L'Europe est aux prises avec la misère. La famine, la guerre, les tristesses de toutes sortes affligent une grande partie de l'humanité. Il convient de remercier la Providence de la situation dans laquelle se trouve la province de Québec et le Canada. Nous jouissons ici de la paix dans le domaine économique et social, et nous vivons dans un pays d'abondance, dans le pays le plus heureux et le plus stable de l'univers. Mais pour conserver cette stabilité, c'est notre devoir de travailler en collaboration avec tous les citoyens canadiens, à la grandeur de notre pays, même la province de Québec, si nous voulons que le Canada continue sa marche ascendante dans l'ordre et dans la paix.

Pas un pays au monde n'a plus de promesses d'avenir que le Canada et la province de Québec. Elle a le grand avantage de posséder une population stable et des ressources presque illimitées, qui font espérer les plus merveilleux développements, nos populations sont religieuses et travailleuses; bref, nous vivons dans un pays stable, et qui le restera si nous exploitons nos ressources sagement, de façon rationnelle, et il nous faut voir à leur renouvellement. Le Canada doit songer immédiatement à prendre sa place dans un monde qui se réorganise, et pour que notre province l'aide à atteindre cette fin, il lui faut exploiter ses ressources avec agressivité pour l'avantage des nôtres. La génération qui monte a le droit d'exiger que nous en fassions une exploitation intelligente et que nous les lui conservions.

(Applaudissements à gauche)

À l'heure actuelle, malheureusement, on continue d'exploiter, de piller, au détriment de l'avenir, nos ressources naturelles. Nos ressources forestières devraient être mieux sauvegardées. Les experts disent que nos forêts seront épuisées dans 25 ans et on laisse exploiter, entre autres, des forêts beaucoup trop jeunes, dans beaucoup d'endroits de la province, en particulier dans le Nord, lorsque l'attention devrait se tourner vers les arbres de l'Abitibi en raison de la coupe.

À tel point qu'un ingénieur français qui nous a visités l'automne dernier disait que les Allemands n'avaient pas exploité plus sauvagement les provinces françaises pendant l'occupation allemande durant la guerre. Il faudrait utiliser de préférence les vieilles forêts qui couvrent tout le nord de la province. Il y a là des boisés immenses qui se

perdent quand on coupe avant maturité à des endroits où le bois est devenu excessivement rare.

Nos richesses doivent donc être exploitées avec prudence, mais aussi avec agressivité. Le nord du Québec doit être développé, mais c'est notre devoir de le développer pour l'avancement des nôtres. Nous avons commencé l'exploitation des immenses ressources minières du Labrador et de l'Ungava. Comment le gouvernement actuel a-t-il commencé ce développement de nos ressources du nord? Malheureusement, en les donnant d'avance aux étrangers, comme cela a été fait par le gouvernement depuis deux ans. Des mines d'une valeur inestimable ont été découvertes et le gouvernement de l'Union nationale les a cédées à une compagnie étrangère pour une maigre pitance.

Il a accepté \$100,000 par année, pendant 99 ans pour le fer de l'Ungava, alors que ces richesses sont aussi importantes que celles de l'État du Minnesota qui retire \$20,000,000 par année des mines de fer de Mesabi. Ce que le gouvernement a fait là est un crime, parce que le peuple a le droit qu'on le fasse profiter de ses richesses au lieu de les donner aux étrangers. Ces richesses nous ont été données à nous et non à nos voisins. Le gouvernement n'a pas fait son devoir dans ce domaine et il a même permis de construire un chemin de fer qui transportera le minerai de fer qui sort du sol du Québec à l'océan pour qu'il soit expédié hors du pays.

Si les Canadiens français ne sont pas plus spécialisés dans l'industrie, c'est que trop souvent nos ressources naturelles ont été exploitées par les étrangers. Je voudrais qu'elles soient exploitées pour nous et nos fils, de façon que nous puissions jouer un autre rôle que celui de mineurs ou de bûcherons. Nous avons été trop longtemps des bûcherons dans la forêt et des mineurs dans les mines. Les tâches faciles et les profits sont allés aux étrangers. Il faut donc s'attaquer d'une façon agressive à ce problème.

Le gouvernement laisse faire et ne se préoccupe pas de l'immigration. La province de Québec est en concurrence avec la province d'Ontario, et celle-ci est une concurrente excessivement redoutable pour nous. Or, le premier ministre d'Ontario a une politique agressive, il organise une immigration massive qui pourra peut-être en 20 ans doubler la population de sa province. Il a décidé de faire immigrer 20,000,000 d'Anglais. Si nous n'y prenons pas garde, ce nouvel apport humain dans l'Ontario noiera ainsi notre influence. Je dis que c'est le devoir impérieux et urgent du gouvernement de la province de Québec de prendre également ses

responsabilités et de s'intéresser à l'immigration, et non laisser faire nos voisins. Il nous faudrait dans la province de Québec une immigration plus intense.

Je ne suis pas en faveur d'une immigration massive faite à l'aveuglette, mais je voudrais que l'on fasse contre-poids à ce qui se produit dans la province voisine, en amenant chez nous une population bien choisie, qui peut comprendre l'esprit de notre province, qui comprenne notre mentalité et puisse s'y adapter, si jamais le gouvernement se décide à agir. Si nous continuons à nous désintéresser de ce problème, nous aurons avant longtemps, dans le Québec, les déchets de l'immigration des populations étrangères qui se fait en Ontario.

C'est d'ailleurs ce qu'on constate déjà dans certains de nos districts miniers du nord de la province, où l'on retrouve une foule de races les moins désirables. Le gouvernement doit être prudent. Il doit sélectionner avec précautions les immigrés. Mais il lui appartient de lancer un mouvement de façon à maintenir la place du Québec dans la Confédération canadienne.

Il nous faut collaborer avec les autres provinces et le gouvernement central à la grandeur du Canada. Je ne voudrais pas que Québec se cantonne dans une réserve. Il ne faut pas donner l'exemple de l'isolement. Québec ne doit pas s'isoler du reste de la Confédération, car je considère que les Canadiens français⁴ sont partout chez eux, d'un bout à l'autre du Canada; nos pères ont découvert le Canada. Il faut que cesse la lutte avec le gouvernement d'Ottawa qu'on considère à Québec comme le gouvernement d'un pays étranger.

Le gouvernement du Canada n'est pas le gouvernement d'un pays ennemi. Nous devons collaborer avec lui pour que la province de Québec garde sa place dans la Confédération. En luttant constamment contre Ottawa, la province de Québec ne donne pas son effort maximum. Ce n'est pas par une lutte incessante contre le pouvoir central que l'on travaillera à l'agrandissement du pays. Les provinces doivent aider l'autorité centrale à faire progresser le pays. Je pense, dit-il, que le premier ministre était trop enclin à traiter de communistes et de centralisateurs ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Le plus grand danger de l'heure, c'est le communisme. Si nous voulons résister à la grande menace des idées subversives, il faut que l'autorité du pays soit renforcée par la collaboration de tous les Canadiens, par tous les corps politiques et sociaux de la nation canadienne.

Je ne veux pas protéger les centralisateurs. Cependant la première condition essentielle pour

assurer la grandeur du pays, c'est que les provinces soient fortes et libres, qu'elles aient leur autonomie parfaite dans les domaines qui sont de leur ressort. Mais ces mêmes prérogatives, on ne devrait pas les refuser au gouvernement central dans ses domaines à lui. Il faut que les provinces donnent au Canada une coopération généreuse et constante.

Notre population commence à réclamer que Québec prenne véritablement dans la Confédération canadienne la place qui lui revient. Il ne faut pas que les fils de la province de Québec soient considérés, dans les autres provinces, comme des traîtres à leur pays, mais qu'ils soient admis partout comme étant à leur place partout.

(Applaudissements à gauche)

Quand il a été question de l'entrée possible de Terre-Neuve dans la Confédération, le premier ministre s'est opposé au projet. Il a craint que, par l'addition d'une dixième province à la Confédération, l'influence du Québec ne soit noyée. Je dis que la province de Québec, dans cette affaire, est capable de faire valoir et doit porter sa part de responsabilités pour pouvoir retirer sa part de bénéfices dans la Confédération. Mais pour cela, il faut qu'elle comprenne son devoir de collaboration.

Il y a danger à se quereller au sujet de l'annexion de Terre-Neuve. Pendant la guerre, nos voisins du sud ont fait des efforts pour se rapprocher de Terre-Neuve en vue d'une annexion aux États-Unis, mais ils ont manqué leur coup. Il ne faut pas qu'ils réussissent cette fois-ci, à la faveur de nos dissensions, parce que le contact avec les Américains pendant la guerre représentait un danger; les États-Unis pourraient en profiter pour s'y introduire, et les gens de Terre-Neuve, lorsqu'ils retrouveront leur autonomie, peuvent être enclins à joindre les États-Unis plutôt que de s'annexer à notre pays. Et pour ma part, j'aime mieux voir Terre-Neuve s'annexer au Canada qu'aux États-Unis.

(Applaudissements à gauche)

Ceux qui s'opposent à son annexion au Canada le regretteront amèrement un jour. Ils s'en mordront les pouces. Il s'agit là d'un territoire important pour la défense de notre pays. Oh, je comprends, ça fait mal au cœur, à moi le premier, qu'une partie du territoire de la province de Québec ait été cédée à Terre-Neuve pour la rattacher au Labrador. Mais cela ne dépendait pas du gouvernement canadien, mais d'un jugement du Conseil privé rendu au détriment de la province de Québec qui nous a privés de cette propriété merveilleuse.

Dans cette affaire, comme dans bien d'autres, le Conseil privé a rendu un jugement politique, et

nous devrions plus jamais en appeler à ce tribunal. Cela a fait mal au cœur de tous les Québécois, mais quand nous réclamons l'abolition des appels à ce tribunal anglais, c'est le premier ministre et le gouvernement qui s'y opposent. Mais cela n'est pas une raison pour que nous nous opposions à l'annexion de Terre-Neuve au Canada.

Ne devons-nous pas souhaiter l'annexion de Terre-Neuve au Canada, pour augmenter notre population, accroître nos ressources, au lieu de laisser tout cela aller aux Américains, qui sont bons voisins, mais n'ont pas besoin de nos richesses. Si Terre-Neuve passait aux États-Unis, avec le Labrador, c'est la province de Québec qui perdrait le plus; il y aurait danger que toutes nos richesses du nord soient drainées ailleurs, au lieu de venir à la province ou, au moins, à notre pays.

C'est l'avenir qui m'intéresse. Nous avons le devoir de continuer d'agrandir le patrimoine de notre province, et ceci, pour nos jeunes. Un domaine prime tous les autres, c'est celui de l'agriculture. Notre patrimoine agricole est extrêmement important. Il faut le traiter avec sympathie et compréhension, avec une attention constante, et voir à sa conservation et à son expansion, car il est à la base de nos richesses matérielles, un facteur de stabilité et de préservation de nos valeurs morales et familiales. Notre patrimoine agricole, c'est la garantie de notre développement.

Aujourd'hui, sous le gouvernement actuel, notre agriculture connaît des heures difficiles. Je suis au regret d'affirmer que non seulement l'agriculture est dans un temps d'arrêt, dans un état de marasme et de stagnation, mais qu'elle est même en régression. Elle connaît une période de désagrégation et de désorganisation complète en raison du manque de direction, venant de la désorganisation du ministère de l'Agriculture. Les agronomes n'ont devant eux aucun programme. Ils ont été décimés.

Depuis trois ans, le ministère de l'Agriculture a remercié au moins 100 de ses meilleurs agronomes que l'on ne pourra remplacer, créant ainsi une situation qui ne pourra être corrigée avant 20 ans, et elle survient au moment où tout se transforme en agriculture. On a laissé partir des agronomes de 15 et 20 ans d'expérience, qui seraient seuls en mesure de préparer les cadres d'un programme adapté aux diverses productions agricoles nécessaires pour répondre aux exigences d'un marché mondial évolué. Il (M. Godbout) cite en exemple les méthodes techniques mises au service des agriculteurs aux États-Unis.

Jamais les cultivateurs, poursuit-il, n'ont été plus découragés que présentement. La production

agricole est à la baisse, et c'est par millions de dollars que cette diminution nous affecte d'année en année, depuis les trois dernières années. C'est là une des causes principales et un des effets déplorables de la désertion de nos campagnes par les fils de cultivateurs parce qu'ils sont découragés de pouvoir exercer la profession de leurs pères.

L'industrie laitière est menacée. Le gouvernement a augmenté le prix du lait d'un sou par pinte à Montréal et il a donné les deux-dixièmes seulement de cette augmentation au producteur de lait, les huit autres dixièmes étant absorbés par le distributeur. Cela rend la position du producteur intenable. On blâme le fédéral d'avoir établi le contrôle des prix pendant la guerre. En imposant le contrôle des prix agricoles, le gouvernement fédéral voulait protéger le consommateur, mais il distribuait une prime au cultivateur, pour lui permettre d'absorber ses déficits.

Maintenant que le fédéral a enlevé le plafond, c'est la responsabilité absolue du gouvernement provincial d'exercer un contrôle adéquat, de fixer les prix qui permettent aux cultivateurs d'écouler leurs produits à des prix qui leur permettent de vivre convenablement, sans qu'ils aient pour cela à surcharger les consommateurs, et de pratiquer à bon escient son autonomie.

Au lieu d'une action bienfaisante, c'est l'inertie la plus complète. Dans nos campagnes, les troupeaux sont décimés, et déjà, il y a insuffisance de produits laitiers. La production laitière baisse, parce que les prix ne sont pas assez élevés pour les producteurs. Elle a baissé dans la province, à tel point que d'ici quelques années, de l'avis des experts, on se trouvera bientôt en face d'une production nulle; les cultivateurs ne produiront plus suffisamment de lait pour les besoins de la population.

Du train où vont les choses, d'ici dix ans, non seulement on ne pourra plus acheter de lait sur nos marchés à 17 cents, mais ni même à 35 cents la pinte ou plus, car il n'y en aura plus sur le marché, nos cultivateurs étant bientôt incapables de faire face à la situation. Ils se seront désintéressés de cette culture. Ceux-ci s'organisent ailleurs et, faute de législation en ce sens, nous serons bientôt incapables de faire face à la situation. Il sera alors trop tard pour y remédier.

Les cultivateurs ne peuvent vivre dans les conditions actuelles. Le gouvernement devrait faire comme nous avons fait et donner des primes saisonnières aux cultivateurs. Nous en avons instituées. D'autres gouvernements nous ont imités,

mais le gouvernement actuel les a supprimées, de sorte que la désorganisation règne dans tout le domaine agricole. La province de Québec est la seule à ne pas donner de primes sur la production laitière, pour protéger le marché.

Les jeunes ruraux, si l'état de choses actuel continue, préféreront bientôt aller travailler dans les mines ou les industries des villes, plutôt que de demeurer sur les fermes et de gagner un revenu insuffisant à la campagne. C'est un état de choses qu'il faut déplorer et contre lequel il faut agir tout de suite. Les cultivateurs ont droit à une vie plus stable. C'est la responsabilité du gouvernement de rendre l'agriculture plus rémunératrice et la placer en bonne situation dans l'économie canadienne.

(Applaudissements à gauche)

Ce qu'il faut faire, pour remédier à cela, c'est tout d'abord agrandir le domaine de l'agriculture. La colonisation a sa grande importance, mais n'est pas la première. Il vaut mieux consolider les vieilles paroisses où il y a moyen de récupérer des lopins de terre pour la culture. Il s'y trouve de vieilles terres abandonnées, faute de drainage, d'érochement et de nivellement. Le gouvernement devrait surtout prendre à sa charge les grands cours d'eau de la province, les creuser, les drainer. Les cultivateurs ne peuvent faire eux-mêmes ces travaux urgents. Il existe également des terres auxquelles nous n'avons pas songé dans les comtés de Huntingdon et de Châteauguay.

On pourrait ainsi mettre en culture pour les légumes ce sol, d'une superficie de 50 milles carrés, qui est le plus propice à la culture maraîchère. Ces acres de terre, les plus riches au monde, ne demandent pour être mises en valeur qu'à être drainées. Nous avons inauguré une politique de drainage. Nous préparons une grande œuvre à Sainte-Clothilde, des travaux de drainage avaient été commencés par l'administration libérale, et le gouvernement de l'Union nationale les a abandonnés.

Nous ne préparons pas des maraîchers. Avant longtemps, un jour viendra où il faudra en faire venir de l'étranger. Ces terres magnifiques passeront aux mains de gens venus de l'Europe. Ce seront eux qui prendront possession du sol riche de Sainte-Clothilde, dans le comté de Châteauguay, et de sa région, et qui profiteront ainsi des terres les plus lucratives que nous ayons dans les provinces.

Le gouvernement devrait subventionner de grands marchés publics dans les grandes villes, car le marché local est encore le meilleur. On pourrait ainsi alimenter la ville de Montréal, qui achète au moins en dehors de chez nous 80 % des légumes nécessaires à l'alimentation de sa population.

Il faut que l'agriculture se transforme et progresse. Il faut préparer une classe de cultivateurs qui ne sera pas celle d'aujourd'hui. Le gouvernement doit aider l'agriculture à se transformer, à se mécaniser, à se renouveler. Dans le domaine des recherches, le gouvernement actuel ne fait absolument rien au point de vue de l'agricole. Des recherches devraient être faites pour introduire sur notre sol des variétés et des races nouvelles de plantes.

Il faut aider le cultivateur à fertiliser sa terre par l'engrais chimique. On ne s'occupe plus de la fabrication à bon marché de ces engrais chimiques. Nous pourrions faire dans notre province les engrais dont nous avons besoin. Nous avons commencé une œuvre en ce sens là, quelque chose surtout en vue de produire des engrais azotés, le gouvernement l'a arrêtée. C'est même là une des principales raisons pour laquelle nous avons exproprié la Montreal Light, Heat and Power. Le gouvernement libéral avait l'intention d'établir une usine d'engrais, actionnée par le pouvoir électrique.

Il faut trouver à nos cultivateurs de meilleurs marchés, au lieu de faire comme le premier ministre qui a fait fermer les agences commerciales que mon administration avait ouvertes à Londres et ailleurs, pour protéger le marché d'après-guerre. Il faut non seulement entretenir, mais développer le marché agricole domestique, le plus important et le plus sûr, et ouvrir de nouveaux débouchés. Il nous faut des agences à l'étranger pour écouler nos produits. On devrait rouvrir celle de Londres tout de suite, activer celle de New York, en ouvrir dans l'ouest des États-Unis. L'Ouest américain et l'Amérique du Sud seraient d'excellents clients pour nos produits de toute sorte. Autrement, Québec restera en arrière des autres provinces, nous allons reculer de 35 ans. Je blâme le gouvernement d'avoir abandonné des primes saisonnières instituées sur le beurre et le bacon, alors que les autres provinces les ont continuées.

Il faut trouver, dit-il, de nouvelles productions, des cultures nouvelles, surtout industrielles, telles que la betterave à sucre et le lin. Nous avons assuré la production du tabac jaune à Joliette; nous avons fondé la fabrique de sucre de betterave de Saint-Hilaire. Cette culture nouvelle rapporte des revenus substantiels aux cultivateurs de la région. M. Pasquier est d'opinion que cette usine a sa raison d'être, qu'elle a été bien établie et que le centre de la culture de la betterave est bien choisi. Malgré cela, le gouvernement la boude, parce qu'elle est une institution libérale.

Le ministre l'encourage en disant: "Nous allons l'essayer encore une année mais c'est peut-

être la dernière tentative dans ce domaine." Drôle d'encouragement aux cultivateurs qui doivent acheter tout un équipement pour cultiver la betterave. C'est un cas où l'on essaie de détruire une entreprise parce que ce sont les Libéraux qui l'ont créée. Non seulement il faut que cette œuvre vive, mais il faudrait en créer de nouvelles, ailleurs dans la province.

Eh bien, M. le Président, malgré le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), malgré le gouvernement, la culture de la betterave à sucre est implantée dans la province de Québec à l'avantage des habitants; elle va y rester et y grandir.

(Applaudissements à gauche)

Quant à l'industrie du lin, source possible de revenus importants pour le cultivateur, il est grand temps d'organiser des coopératives pour la préparation de ce textile dans la province. Celle-ci se fait actuellement au pays voisin.

On doit aussi rendre la vie rurale plus attrayante pour y attacher nos jeunes. Je parle, dit-il, de l'embellissement des fermes, nécessaire à l'agriculture. Nous avons ouvert des concours d'architecture, en vue de conserver à la province son caractère distinctif, et nous avons offert à la population des plans gratuits pour la construction de maisons, pour que le cultivateur ait de belles et bonnes maisons, peu coûteuses et agréables à habiter. Tout cela a été abandonné.

Il faut que le gouvernement organise également les loisirs des jeunes ruraux s'il veut les retenir sur la terre. Il faut aux jeunes ruraux des organisations saines de loisirs, des bibliothèques et des terrains de jeux, etc. Enfin, les jeunes de la campagne ont besoin d'instruction spécialisée, en vue de leur avenir. On pourrait, dans ce but, organiser des centres d'art paysan où nos jeunes garçons et jeunes filles passeraient utilement leur temps.

Nos lois ouvrières, bien que perfectibles, sont les meilleures peut-être de l'Amérique du Nord. Je me demande ce qu'a fait le gouvernement actuel pour améliorer les relations industrielles. Le capital est nécessaire, mais la classe ouvrière est bien plus importante, et elle est toujours soulevée par le gouvernement qui se fait l'agent provocateur constant entre le capital et le travail. Les deux ont leurs droits, pourquoi ne reconnaître que ceux d'une classe? La classe la plus faible devrait avoir la sympathie du gouvernement. Le gouvernement n'a pas le droit de prendre constamment la part de l'employeur.

(Applaudissements à gauche)

La classe ouvrière québécoise est plus travailleuse, plus ordonnée et plus respectueuse des lois que toute autre partout ailleurs dans le monde,

mais les relations ne seront harmonieuses entre les deux groupes que si patrons et ouvriers peuvent jouir également de la protection du gouvernement. La classe la plus faible, les ouvriers, était en droit de s'attendre à une protection spéciale de la part du gouvernement. Au lieu d'offrir de la sympathie aux travailleurs, le gouvernement ne leur a servi que des rebuffades et insultes. Le premier ministre lui-même a traité les ouvriers de communistes, parce qu'ils demandaient leur part de bien-être, comme il nous traite de communistes parce que nous réclamons justice pour les ouvriers et que nous condamnons le don de nos ressources aux étrangers.

Il faut de la justice sociale si on veut que la paix règne dans le Canada et la province de Québec. Ce ne semble pas être l'avis du gouvernement, puisque le cardinal Gerlier⁵, pour avoir réclamé la justice sociale et la protection du gouvernement pour les faibles, s'est fait insulter et a été vilipendé par l'organe⁶ de l'Union nationale. Le cardinal Gerlier, dans un discours prononcé récemment à Besançon, disait: "Le vrai chrétien ne saurait s'en tenir à un anticommunisme purement négatif qui risquerait d'être entaché à son tour comme le marxisme lui-même d'une tare matérialiste. Ce n'est pas avec des paroles échevelées, mais avec des actes et des réformes sociales que l'on combat le communisme."

La classe ouvrière n'a pas obtenu la justice ni la charité qu'elle méritait du gouvernement. Toutes les grandes lois sociales, dont la classe ouvrière bénéficie aujourd'hui, même si le premier ministre les réclame, sont l'œuvre du Parti libéral. Mais ces lois doivent être rendues encore plus généreuses aujourd'hui, à la lumière des événements. Le gouvernement devrait cesser de rogner sur les droits des ouvriers. Il devrait regarder aussi les profits des employeurs.

J'ai confiance dans les ouvriers de ma province, mais j'ai aussi confiance aux employeurs. Nous avons une classe d'employeurs compréhensive. Nous les avons rapprochés des employés et l'entente était faite. Les conditions de travail se sont beaucoup améliorées depuis 15 ans grâce à la bonne entente. Le gouvernement a tout défait.

La Police provinciale n'a rien à faire dans les relations ouvrières, et c'est là un crime de traiter les ouvriers comme on les a traités en certains endroits de la province. Je réproue l'attitude du chef du gouvernement envers la classe ouvrière. Le gouvernement ne devrait pas provoquer la main-d'œuvre, parce que c'est le moyen de favoriser le communisme.

Depuis que les plus hautes autorités ont donné leur avis, on comprend mieux la politique

libérale. Le gouvernement parle souvent de communisme. Cette menace existe, c'est vrai, mais on la vaincra non pas par des lois, des interventions de la police ou des déclarations publiques, mais par la justice et la charité sociales.

(Applaudissements)

Un problème urgent est celui de l'hospitalisation. Nous avons institué une Commission d'assurance-santé, chargée de ce problème. Le présent gouvernement l'a stupidement abolie. Quand nous aurons repris le pouvoir, ce sera bientôt, nous rétablirons la Commission d'assurance-santé dans l'intérêt du peuple.

(Applaudissements à gauche)

L'hospitalisation doit être élargie, subventionnée, et on doit en diminuer le coût, afin de permettre aux pauvres de recevoir l'assistance requise et les soins appropriés à leur état. Le gouvernement devrait également surveiller la santé publique.

S'il est un point dont doit se préoccuper le gouvernement, c'est bien celui de l'éducation. Le pays, demain, sera tout autre, et nous devons prendre en main l'exploitation de nos ressources naturelles, jusqu'ici exploitées par des étrangers. Il nous faut préparer des jeunes qui pourront exploiter pour nous nos richesses naturelles. Nous aurons besoin non seulement de gens cultivés, mais d'ingénieurs et de techniciens pour tous les domaines de l'industrie. Jamais la jeunesse n'a été plus désireuse de s'instruire; elle est plus prête que jamais à entreprendre des activités d'envergure et à prendre ses responsabilités.

On a bien créé un ministère de la Jeunesse, mais je cherche en vain ses œuvres. La politique du gouvernement actuel est une politique négative dans tous les domaines. Le gouvernement n'a aucune œuvre substantielle à démontrer. Il n'y a rien de créateur, il ne fait rien en vue de préparer l'avenir.

L'Union nationale attaque sans cesse le gouvernement fédéral. Puis les ministres se vantent des œuvres de King et du Parti libéral qui ont bâti la province de Québec. Le gouvernement ne cesse de blâmer les autorités fédérales de donner des milliards aux étrangers parce que celui-ci maintient par des crédits notre commerce international, mais il laisse toute l'exploitation de nos ressources naturelles pour une bouchée de pain aux Américains. C'est également lui qui donne les postes les plus avantageux dans l'industrie à des étrangers, les meilleurs contrats de la voirie aux entrepreneurs de l'Ontario, même si l'on change le nom de Garter Construction en Cartier Construction. Ceux qui ne sont pas des étrangers sur les chantiers de la voirie, ce sont ceux qui ont le pic et la pelle à la main.

Il parle d'autonomie, mais il méprise la liberté des maisons d'enseignement et cherche à leur imposer ses volontés. La première des libertés que le gouvernement devrait respecter, c'est celle des organismes d'éducation. Le gouvernement actuel s'introduit et impose sa ligne de conduite partout, jusque dans les maisons d'éducation et d'enseignement supérieur. Il doit en aider toutes les phases, mais en leur laissant leur liberté d'action sans tenter de tout contrôler comme il le fait. Le gouvernement a aussi forcé les commissions scolaires à augmenter leur taxe partout dans la province et tente de les conduire à sa guise. Il impose sa dictature partout. J'y vois un danger pour l'avenir de l'éducation de la jeunesse. Mais le peuple n'est pas prêt pour la dictature dans la province de Québec.

Les conseils municipaux, les commissions scolaires et les maisons d'enseignement en ont assez de se laisser dicter leur conduite. Elles n'abdiqueront pas et verront, j'en suis certain, à sauvegarder leur autonomie, car les collèges et les universités, pour la formation de la jeunesse, ont besoin de leur pleine autonomie et liberté absolue d'action. Au-delà des richesses matérielles, il y a la génération actuelle, courageuse et ambitieuse qui, avec l'aide de l'enseignement, veut se créer un avenir. Le gouvernement regrettera de s'être introduit dans des domaines où il n'a fait que paralyser les meilleurs efforts.

(Applaudissements à gauche)

L'avenir de notre province ne sera pas dominé par l'intérêt d'un parti politique. Il ne sera pas basé sur l'avenir et la dictature d'un parti politique. Il ne sera pas lié à la corruption électorale d'un parti, à l'achat des consciences par l'argent qu'on prélève sur les contrats et les licences. Il est lié à la justice sociale qui a caractérisé les actes du Parti libéral. Notre avenir ne sera jamais grand s'il est basé sur des chicanes entre nous, les autres provinces, et le gouvernement central, car l'avenir d'un pays ou d'une province ne se bâtit pas avec de la chicane, mais bien plutôt sur un sain esprit de compréhension, de coopération et de collaboration pour le bien de notre patrie qui est tout le Canada. J'aime mieux les miens que les autres, mais l'harmonie doit régner entre tous les citoyens de ce pays. On n'obtient rien sans cela.

J'aime ma petite patrie, mais je reconnais le mérite de ceux qui donnent pour la grandeur du pays. Il y a une province qui refuse toute entente, qui ne veut pas collaborer avec le pouvoir central et c'est la plus vieille province de la Confédération. C'est Québec qui a le devoir de coopérer, de collaborer

avec tout le monde et accepter les ententes proposées par le gouvernement central.

Notre province a besoin d'Ottawa pour alléger les taxes et le fardeau des impôts des contribuables. Elle perd chaque année un revenu de \$60,000,000 à 65,000,000¹, par la faute du gouvernement actuel qui ne veut pas s'entendre avec Ottawa, que la province pourrait employer à l'agriculture et aux œuvres sociales sans se lier, sans que nous ayons à renoncer à aucune parcelle de notre autonomie pour les accepter.

Avec un montant aussi considérable qui équivaut à deux fois le budget global de la province, il y a 15 ans, le gouvernement provincial aurait pu dépenser davantage pour l'instruction publique, pour la voirie, pour la santé. Il aurait pu consacrer une forte proportion de ce montant à accorder des subsides aux cultivateurs. La population sera bientôt lasse de perdre ce montant. Les cultivateurs ne permettront pas que le gouvernement de la province les prive de cette somme dont ils ont besoin. La province ne laissera pas plus longtemps barrer son avenir par un gouvernement imprévoyant.

Un jour ou l'autre, la province sera obligée, sous quelque gouvernement que ce soit, de signer une entente à l'élaboration de laquelle elle n'aura pas participé. Si le gouvernement de Québec ne change pas d'attitude, il devra accepter des conditions et des propositions préparées par les autres gouvernements. Nous ne serons plus maîtres alors de discuter. C'est déjà commencé.

Le peuple aussi attend sa revanche; il désire une entente et il y en aura une, car il nous portera au pouvoir bientôt. Demain, après les élections provinciales, je puis vous assurer que la province aura signé une entente avantageuse pour elle, et qui est nécessaire, avec le gouvernement central. Nous ne perdrons pas indéfiniment, pour le caprice du premier ministre, un revenu de \$60,000,000 qui pourrait alléger le fardeau de tous, qui servirait aux cultivateurs et à toutes les classes de la société, ainsi qu'à la jeunesse qui monte et qui ne veut pas se voir barrer son avenir.

Comme dans les autres provinces, cet argent sera utilisé pour promouvoir la santé, l'éducation, l'industrie et l'agriculture. Les cultivateurs auront des primes. Protéger l'autonomie ce n'est pas boudier le gouvernement d'Ottawa. La province de Québec ne peut pas se mettre en dehors de la vie économique du Canada parce que le premier ministre actuel refuse de faire son devoir. Chaque province qui boude le gouvernement central, c'est en payant qu'elle le fait. Les ententes séparées ont été nuisibles à la province de Québec. La première entente proposée par Ottawa

aurait dû être acceptée. Il faut conserver l'autonomie de la province, mais il faut aussi conserver son autonomie, sa liberté à chacun des citoyens de la province; nous collaborerons dans l'intérêt de tous.

M. l'Orateur, j'en ai dit suffisamment pour aujourd'hui. Toutes les grandes lois de cette province ont été votées par des libéraux, et l'entente qui s'impose entre le gouvernement du pays et la province sera signée par des libéraux. Nous sommes en faveur de l'autonomie et nous l'avons toujours sauvegardée, nous les libéraux. Nous ne sommes pas autonomiste à la manière du trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) qui, lorsqu'il était dans l'administration fédérale, voulait que les provinces acceptent l'argent du fédéral sans ce souci de leur autonomie. Nous assurerons le respect de l'autonomie et de la liberté de la province de Québec dans l'entente que nous conclurons avec le fédéral. C'est nous qui rétablirons l'harmonie et la concorde dans les relations intergouvernementales, car je suis sûr du résultat de la prochaine élection⁸.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Applaudissements prolongés de la droite) Ceux qui viennent d'entendre le discours du chef de l'opposition, ont obtenu des explications sur beaucoup de choses qui paraissaient auparavant inexplicables. Chacun sait que le chef de l'opposition multiplie les contradictions, les variations, les changements. À l'entendre parler, tous ses auditeurs ont eu d'un seul coup une réponse à ces trois questions: "Veut-il massacrer la vérité? Sait-il ce dont il parle? Sait-il ce qui se passe?"

Le chef de l'opposition vient de terminer un grand discours par une péroraison. Il a parlé avec emphase du triomphe électoral prochain du Parti libéral. La péroraison, c'est généralement la meilleure partie du discours. Et le chef de l'opposition a voulu donner là la pleine mesure de sa vision, de sa prévoyance et de son instinct politique. Nous allons en juger.

Quel est celui qui a prédit il y a trois ans dans la Beauce que le candidat du gouvernement serait battu, que nous aurions des élections et qu'il serait au pouvoir dans six mois? La Beauce lui a répondu et a donné une majorité écrasante au candidat de l'Union nationale, avec le résultat que le dépôt du candidat du chef de l'opposition a été transporté dans une chaudière vers les profondeurs du Saint-Laurent.

(Rires de la droite)

Depuis, le chef de l'opposition a multiplié ses prophéties dans Compton, Bagot et Huntingdon. Partout, le chef de l'opposition a été écrasé et répudié

par l'électorat, et l'Union nationale a multiplié ses victoires. Depuis les élections générales de 1944, nous avons eu cinq élections complémentaires dans tous les coins de la province, et cinq écrasantes victoires pour les forces de l'Union nationale.

Partout, ce fut l'écrasement du parti dirigé par mon honorable ami, le chef de l'opposition. Et ces victoires retentissantes de l'Union nationale ne sont qu'un petit échantillon, qu'un prélude, qu'un symbole de l'écrasement définitif, de l'amoindrissement total qui l'attend aux prochaines élections générales.

Il offre ses félicitations au proposeur et au second de l'adresse en réponse au discours du trône. Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dit-il, est un député dévoué et un parlementaire éminent. Du député de Huntingdon (M. Rennie), il célèbre les qualités du jeune homme de talent, du parfait bilingue, du député populaire.

Le gouvernement, poursuit-il, était prêt et est encore prêt à passer immédiatement à l'étude de la législation et à suspendre, à cette fin, le débat sur l'adresse parce que ce débat, d'une façon générale, n'est pas un débat essentiel, c'est une perte de temps et une répétition d'arguments maintes fois employés. Quand j'étais chef de l'opposition, il m'est arrivé à deux ou trois reprises de ne pas prendre la parole sur l'adresse, qui n'est, en somme, qu'une motion de remerciement à l'endroit du lieutenant-gouverneur, que les règlements de la Chambre nous obligent d'accepter et de voter. On aurait pu faire de même aujourd'hui quand il y a tant de choses à réaliser.

J'espérais que le chef de l'opposition manifesterait sa collaboration, qu'il donnerait un exemple qui eût été à son honneur en abordant tout de suite l'étude de la législation. Mais non. Sur une motion qui ne veut pas dire autre chose que merci au lieutenant-gouverneur d'avoir bien voulu faire la lecture du discours du trône, le chef de l'opposition a parlé pendant une heure et trois-quarts, pour retarder le travail de la Chambre dans l'accomplissement de son devoir qui est de faire des lois et de voter des argents.

Le chef de l'opposition a parlé d'immigration. Il veut de l'immigration. Cela ne me surprend pas. Lorsqu'il était chef du gouvernement à Québec, il a émigré souvent à Ottawa, voire même trop souvent, pour y recevoir des ordres de ses chefs, pour le malheur de notre province qui aurait eu besoin de lui. Cela nous a coûté cher. Il a dit que le gouvernement de Québec devrait faire venir ici des immigrants choisis pour suivre l'exemple de la province d'Ontario. Quelle logique chez le chef de l'opposition! Voici un homme qui me reproche, maintenant, de ne pas imiter le premier ministre de

l'Ontario après avoir fait le tour de la province en disant que j'étais l'esclave de ce premier ministre, que je prends mes instructions de M. Drew.

M. Drew obtient son mandat des gens de l'Ontario et il administre les affaires de l'Ontario. Nous, nous administrons celles de Québec. De l'immigration, non! Je déclare que nous avons un mandat du peuple et tant que nous n'aurons pas réglé dans notre province l'angoissante question du logement pour nos Canadiens, aussi longtemps que nos gens d'ici n'ont pas les logements dont ils ont besoin, répondu aux besoins de la population et aussi longtemps que nous n'aurons pas réglé nos autres problèmes urgents et importants, il ne saurait être question pour nous de faire venir ici des immigrants, fussent-ils les plus désirables.

(Applaudissements à droite)

Nous estimons que ce n'est pas le temps de le faire. Nous n'avons pas d'espace pour loger ceux qui sont ici et le chef de l'opposition voudrait qu'on fasse venir des gens de l'étranger. Voudrait-on alors déplacer ceux qui sont logés! Ça ne tient pas debout. C'est un non-sens que l'Union nationale ne commettra pas. La manière de voir du chef de l'opposition est un manque de compréhension absolu.

De là, le chef de l'opposition est aussi allé, par son discours, planer sur l'île de Terre-Neuve. Il s'est déclaré, suivant le désir de ses chefs d'Ottawa, en faveur de l'annexion de Terre-Neuve au Canada; il approuve l'attitude des autorités fédérales à ce sujet. Je ne sais pas quel est exactement son but. M. Saint-Laurent (ministre fédéral des Affaires étrangères) a dit que payer \$180,000,000 pour l'annexion de Terre-Neuve, c'était des peanuts.

Nous considérons que la somme de \$180,000,000 qui va être payée pour cette annexion, en grande partie par la province de Québec, ne représente pas seulement des peanuts, comme dit M. Saint-Laurent, mais représente plutôt un montant assez considérable qu'on pourrait employer à de meilleures fins, qu'à celle de l'annexion de Terre-Neuve. Nous croyons qu'il vaut mieux employer cet argent, pour le bien du peuple du Canada et de Québec, pour l'agriculture, pour la colonisation et pour régler le problème du logement, entre autres choses.

J'ai dit, et je redis que l'annexion de Terre-Neuve ne peut pas se faire convenablement, décemment sans que toutes les provinces ne soient consultées et en particulier la province de Québec qui est hautement intéressée à cette question. Terre-Neuve a ses problèmes et nous avons aussi les nôtres. Commençons donc par régler nos problèmes et, s'il nous reste du temps,

nous pourrions régler ceux des autres. Il y a une situation à Terre-Neuve qui ne nous convient pas. Nous ne sommes pas prêts à accepter l'oléomargarine. La fabrication de cette dernière, qui est permise à Terre-Neuve, ne convient pas à la province de Québec. Il y a aussi la situation créée par le développement des ressources naturelles du Labrador.

Le chef de l'opposition a déclaré que le Conseil privé a rendu un jugement politique dans l'affaire du Labrador, enlevé à la province. Moi je dis que les membres du Conseil privé ont rendu un jugement en se basant sur les cas qui leur ont été présentés et sur les évidences qu'ils ont entendues venant des deux côtés. Cette cause particulière pour le Québec fut présentée par M. Doherty, un conservateur, et par M. Taschereau, un rouge, et je n'ai aucune hésitation à dire qu'elle fut mal préparée et mal présentée.

Je ne suis pas le seul à le dire. On aurait dû faire appel à des experts et de meilleurs résultats auraient été obtenus. Le frère Marie-Victorin, de son vivant, a lui-même signalé que les botanistes auraient pu fournir une preuve convaincante, qui a été omise, en faveur de la province de Québec.

À l'heure actuelle, le chef de l'opposition ne fait pas son devoir et ne représente pas la tradition libérale en se prononçant pour l'annexion de Terre-Neuve, surtout quand il ne connaît aucunement la question. Mais le chef de l'opposition a voulu faire plaisir à ses amis d'Ottawa qui le maintiennent comme chef.

Celui qui parle et le gouvernement qu'il dirige sont absolument indépendants de n'importe quel parti fédéral. Nous voulons sauvegarder notre liberté d'action et défendre les droits de la province. Je puis dès maintenant informer la Chambre, et sans en dire davantage pour le moment, qu'au cours de la présente session il sera présenté par le gouvernement, un projet de loi concernant l'annexion de Terre-Neuve et la question du Labrador, dont l'étude permettra aux membres de la Chambre de dire ce qu'ils pensent de ces questions. Le chef de l'opposition et ses amis auront alors toute liberté d'en parler.

Voyons ce que nous avons fait depuis 1944. Le chef de l'opposition dit que l'agriculture est le réservoir. Comment a-t-il traité le réservoir? Le chef de l'opposition qui se dit être champion de la classe agricole n'a rien fait, lorsqu'il était au pouvoir pour améliorer les conditions de vie sur les fermes du Québec, dans le but de prévenir l'exode des fils d'agriculteur vers les villes. Il fait mine de témoigner de l'amitié aujourd'hui à ceux pour lesquels il a fait preuve de négligence, notamment en s'objectant pendant des années et des années à ce qu'un crédit

agricole provincial, une mesure de justice sociale, soit mis au service de la classe agricole. Ce système de crédit agricole instauré par l'Union nationale s'avère présentement, de l'avis de tous, un succès merveilleux, malgré les prédictions du chef de l'opposition sur sa faillite. Il a annoncé que les fermiers ne rembourseraient jamais un sou. Les résultats parlent d'eux-mêmes.

Se rend-on compte que le crédit agricole a permis à plus de 150,000 personnes de rester sur leurs terres, qu'il a permis à des centaines de municipalités de traverser la crise, de les sauver de la banqueroute et qu'il a garanti l'existence des contribuables. Des corporations municipales, des corporations scolaires, des corporations paroissiales ont eu la garantie de leur solvabilité. Ce fut une œuvre familiale et sociale et, par surcroît, une œuvre nationale, parce que nous sommes restés maîtres de la propriété du sol de la province.

Cartier et Mercier disaient à leurs compatriotes: "Emparons-nous du sol." L'Union nationale a fait mieux encore: elle a donné aux nôtres la propriété du sol. C'est par l'entremise de ce prêt que les Canadiens français se sont emparés du sol. Pendant ce temps-là, le chef de l'opposition et ses amis combattaient notre projet. Quand le chef de l'opposition était au pouvoir en 1940, il a porté le taux de l'intérêt et le fonds d'amortissement à 5.71 %, rendant ainsi le taux provincial plus élevé que le taux fédéral. Il est évident que l'administration de 1939 à 1944 voulait dissuader les cultivateurs de bénéficier du prêt agricole provincial.

Le chef de l'opposition a traité de la question du drainage. Pendant que les libéraux en parlent, nous, nous en faisons. Nous en faisons même dans les comtés des adversaires comme, par exemple, dans le comté de Châteauguay. C'est encore le meilleur moyen de récupération des terres. Mon gouvernement a bien servi la cause agricole en faisant drainer, depuis trois ans, des centaines de milliers d'acres de terre et en agrandissant le domaine cultivable.

Nous avons fait plus. Nous avons contribué, aussi à rendre la vie rurale plus attrayante en donnant aux cultivateurs la propriété du sol et en protégeant les campagnes contre les risques d'incendie. À ce propos, il est bon de rappeler que, de 1940 à 1943⁹, le gouvernement libéral d'alors a donné \$32,816.33 pour installer des systèmes de protection des fermes contre les incendies, dans les campagnes, tandis que l'Union nationale a donné pour les mêmes fins \$464,129.80 de 1936 à 1939 et \$502,675.85 depuis 1944, soit en tout près de \$1,000,000. Voilà par quoi on juge de la sincérité des hommes publics.

Nous réalisons et nous multiplions les réalisations. En vertu d'une loi adoptée l'an dernier, nous avons créé un comité d'étude chargé de recueillir tous les renseignements au sujet de l'installation de systèmes d'aqueduc convenables et propres à la santé publique et de drainage, dans les campagnes. Pendant que l'opposition parle d'embellir les campagnes, nous agissons.

L'un des problèmes qui paralysaient le plus l'amélioration des conditions dans les campagnes, c'était l'absence de l'électricité. Il fallait l'électrification rurale. Qui a donné l'électrification rurale? L'Union nationale, qui, en l'espace de trois ans, a fait mille fois plus dans ce domaine que le régime précédent en 15 ans. Et ce ne fut pas comme sous le règne de mes bons amis, où les compagnies écrémaient, c'est-à-dire ne prenaient que la partie la plus payante. Ce fut une électrification complète d'un bout du rang à l'autre bout.

Nous voulons aussi doter les campagnes d'un système pour permettre aux cultivateurs d'entreposer leurs produits. En agissant ainsi, nous voulons conserver à la classe agricole la place prépondérante qui lui revient parce que, sans la population agricole, il n'y a pas de survivance possible. Nous avons besoin de la classe agricole comme l'individu a besoin de son âme et de son cœur.

Nous croyons travailler ainsi au progrès et au maintien de nos traditions indispensables. Nous avons conscience que travailler pour la stabilité et la prospérité de la classe agricole, c'est du même coup travailler pour la stabilité et la prospérité de toute la province.

Le chef de l'opposition n'a presque rien dit contre le communisme. Il a surtout dénoncé le chef actuel du gouvernement provincial. Pour lui, l'homme dangereux, c'est le chef du gouvernement qui combat les communistes. C'est un moyen comme un autre de remercier les communistes de l'appui qu'ils donnent au Parti libéral à toutes les élections. On sait que les orateurs communistes demandent de voter pour le chef de l'opposition et ses candidats.

Il n'y a pas à l'heure actuelle de danger plus grave dans le monde entier que celui du communisme. Les plus hautes autorités dans le monde proclament cette vérité. Le communisme se répand par la force et doit être repoussé par la force. Le communisme, c'est l'athéisme, le nihilisme, les sans-Dieu, la trahison, le mensonge, l'hypocrisie, l'infamie...

M. Choquette (Montmagny): C'est l'Union nationale, ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le devoir d'un communiste, c'est de mentir, combattre Dieu, détruire les églises, les prêtres, faire arrêter et fusiller les évêques. Pas un mot du chef de l'opposition contre ces gens-là.

M. Godbout (L'Islet) demande la permission de faire une mise au point. Le premier ministre, dit-il, n'a pas le droit de prétendre que je n'ai pas dit un mot contre le communisme. Au début de mon discours, j'ai commencé par dire que la plus grande menace qui pesait sur le monde, c'était le communisme. Je demande le rappel à l'ordre du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pendant que le chef de l'opposition a parlé, je ne l'ai pas interrompu une seule fois.

M. Godbout (L'Islet): J'ai dit la vérité.**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mais vous m'avez attaqué. Ceux qui ont assez de temps à perdre pour lire ses discours savent qu'il a dit souvent que le communisme n'était pas un danger. Ils savent qu'il s'est toujours attaqué violemment au premier ministre, mais très peu aux communistes.

À l'heure actuelle, la province de Québec connaît un développement qui n'a pas son pareil en aucune partie du monde. Pourquoi cela? C'est dû à la Providence, sans doute, mais il est tout de même heureux, dit-il, que la province possède un gouvernement qui a la Providence avec lui. La province bénéficie de ce développement parce que, dans Québec, nous sommes stables et avons la sécurité, parce que nous sommes un peuple qui croit, qui aime l'ordre, qui aime aussi la liberté, mais dans le respect de l'autorité.

Ce développement est dû au fait que les gens ont réalisé que, dans la province de Québec, les industriels et leurs employés vivent en paix et en harmonie. Cette condition va exister aussi longtemps que toutes les parties s'entendent à appliquer les lois de la province à toutes les tranches de la population. Et je veux garder à la province notre excellente réputation de peuple sain, exemplaire, traditionaliste, qui croit en Dieu et a le respect de l'autorité.

Notre peuple est contre le communisme. Mais il y a des gens qui veulent saboter tout cela; il y a des gens qui se faufilent dans les syndicats dans le but d'empoisonner les honnêtes travailleurs et pour ruiner notre bonne réputation, pour saccager nos

perspectives de développement phénoménal, pour imposer leur politique de trahison et implanter ici les doctrines athées. Nous nous opposons au communisme parce que le communiste n'aime pas son pays et qu'il le renie, dit-il.

Le communisme est un défi à nos croyances religieuses sacrées et à nos traditions familiales. Il ne peut pas être toléré par les citoyens respectueux des lois. Nous les combattons et nous allons continuer de les combattre aussi longtemps que nous serons au pouvoir.

(Applaudissements à droite)

Nous le faisons dans l'intérêt de la province et du pays, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes, dont l'immense majorité sont d'excellents citoyens.

Nous avons l'exemple de ce qui se passe ailleurs. Il ne peut y avoir de compromis avec le communisme. Le meilleur allié du communisme, c'est l'apathie, l'insouciance. En Yougoslavie, en Hongrie, les communistes n'ont eu que 10 % des votes et, quelques mois après, ils prenaient le pouvoir par l'intrigue et le mensonge. Pourquoi? Chez nous comme ailleurs, la force des communistes n'est pas dans leur nombre; l'emprise communiste se base sur l'apathie, l'insouciance, et l'inconscience des bons éléments de la société qui se font ainsi leurs complices. C'est cela que nous voulons combattre.

Je regrette de dire que, pendant que je combats le communisme, les membres de l'opposition, parce que les communistes votent pour eux, se font les complices inconscients des communistes et les aident. Je ne dis pas que les députés de l'opposition sont des communistes, je sais qu'il n'y a pas de communistes parmi les gens de l'opposition, quoiqu'il y ait peut-être des gens communs, mais pas de communistes.

On dira que la meilleure façon de le combattre, c'est de faire disparaître l'injustice. C'est un bon moyen, un moyen nécessaire. Mais il faut aussi faire disparaître la contagion. Je n'ai jamais entendu dire que le meilleur moyen de combattre la tuberculose, c'est de donner à manger aux voisins. Le communisme s'implante de façon insidieuse et il faut toujours être aux aguets.

Dans certaines grèves, nous avions la preuve que la bonne foi de la classe ouvrière avait été surprise et que des fauteurs de désordre cherchaient à s'infiltrer dans les unions pour y implanter leurs doctrines. Ces fauteurs de désordre s'ingénient à provoquer le chaos nécessaire à l'éclosion des idées subversives. Tim Buck¹⁰, le chef communiste, a dit lui-même, il y a quelques mois, que le devoir d'un

chef communiste était de provoquer autant de grèves que possible, et de maintenir le désordre, afin que les idées communistes puissent germer à la faveur de ce malaise. C'est ce que l'on fait partout, ce sont leurs tactiques ici comme aux États-Unis, en France, en Italie et ailleurs. C'est ce que j'ai voulu empêcher et c'est ce que j'empêcherai.

Un chef de l'opposition qui respecte ses responsabilités ne commence pas par critiquer la Police provinciale qui arrête les malfaiteurs. En critiquant la police, l'opposition défend indirectement les malfaiteurs. Nous avons fait arrêter des chefs comme Kent Rowley¹¹; il a été trouvé coupable par 12 jurés et le verdict a été confirmé en appel. Un certain Jacques Casgrain, qui était l'auteur d'un attentat odieux commis à Chambly-Bassin, a plaidé coupable à une offense d'assaut grave qui le rendait passible de trois ans de pénitencier. C'était du banditisme de la pire espèce d'assommer un pauvre homme du nom de Mercier. Il a été condamné à 12 mois de prison. On est venu intercéder auprès de moi en sa faveur. Nous avons eu du cœur. Nous avons suspendu la sentence. Nous avons fait de même pour d'autres.

Un autre chef ouvrier, dont j'oublie le nom a également plaidé coupable; il était accusé d'avoir jeté de la dynamite. D'autres ont été arrêtés et ils seront poursuivis en justice aussi longtemps qu'ils continuent à faire de la propagande communiste dans les rangs des syndicats. Avons-nous eu tort de les faire arrêter? Est-ce que la police a eu tort d'agir comme elle l'a fait? Je pose la question. Pourquoi faire de la petite politique avec ces grandes questions? Il ne s'agit pas de politique, mais d'une question d'ordre. Nous devrions plutôt nous unir afin de protéger ce que nous avons de plus cher, dans la province, de conserver le respect de l'ordre et de l'autorité et de sauvegarder la population contre les empoisonneurs véreux et les meurtriers. L'opposition devrait seconder le gouvernement, au lieu de prendre des moyens détournés pour encourager les communistes.

Nous sommes en faveur des syndicats, mis sur pieds pour protéger leurs membres, et des syndicats qui exercent tous leurs droits, du moment qu'ils respectent les lois des provinces. Nous sommes également en faveur de l'exercice de tous les droits de toute la population. Nous vivons en démocratie. Tous les droits doivent être protégés et aucune classe ne devrait enfreindre les droits des autres.

La démocratie comprend toutes les classes de la société et le cabinet de l'Union nationale est à l'image des droits de la démocratie. Il représente tous les groupes, toutes les professions, toutes les parties

de la province. Nous voulons que les ouvriers soient traités avec justice et avec générosité. Nous avons à la tête du département du Travail un ouvrier. Est-ce nécessaire de rappeler qu'il a été identifié comme étant le meilleur ministre du Travail du Canada par les représentants des autres provinces lors d'une conférence à Toronto. Le président de la Fédération provinciale du Travail¹², M. Elphège Beaudoin, a déclaré récemment que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) (En se tournant vers le ministre) est le meilleur qu'ait encore eu la province?

Des députés: On ne nie pas cela¹³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais qui l'a nommé? Nous avons un gouvernement qui compte trois cultivateurs pratiques et authentiques qui dirigent le ministère de l'Agriculture. Ce ne sont pas des cultivateurs en "draught". Sous l'Union nationale, les salaires ont été augmentés dans toute la province. Nous réglons les grèves. La grève du textile a été réglée grâce au ministre du Travail et à la politique de l'Union nationale. Et pendant ce temps là, on a vu un petit politicien de carrefour se promener dans la province pour dire que la grève avait été organisée par le gouvernement qui voulait se payer le plaisir de dire qu'il l'avait réglée.

(Rires de la droite)

Y a-t-il quelque chose de plus petit qu'un politicien qui va prétendre qu'une grève des syndicats catholiques affectant 4,000 ouvriers a été organisée pour tromper les ouvriers, pour avoir le plaisir d'insulter les chefs ouvriers? Est-ce qu'il y a quelque chose de plus mesquin? Une telle bassesse ne peut évidemment venir du chef de l'opposition. Elle est plutôt d'un petit politicien de carrefour. Pouvez-vous vous faire à l'idée que cette personne n'est nulle autre que le chef de l'opposition? C'est indigne!

Jamais un membre de l'Union nationale n'eût voulu descendre aussi bas. Et dans le temps où il faisait cette déclaration, la grève était déjà réglée. Et de l'aveu même des ouvriers, jamais un règlement n'a été aussi avantageux n'a été obtenu que lors de la grève du textile. Les vrais amis des ouvriers, ils sont de ce côté-ci de la Chambre. Nous, nous réglons les grèves. De l'autre côté, on insulte les ouvriers.

(Sur un ton humoristique) La betterave! Le chef de l'opposition est revenu à son dada favori, il a reparlé de la betterave à sucre. Pour lui, c'est la grosse affaire. Lorsque j'étais au collège, nous apprenions qu'un homme fameux, Archimède, disait: "Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde."

Le chef de l'opposition, lui, veut se servir de la betterave à sucre comme point d'appui pour soulever le monde. Il trouve à en parler avec frénésie, avec un enthousiasme qu'on ne lui voit pas quand il s'agit des droits de la province. Pour lui, la betterave est le seul espoir du monde, son dernier espoir.

Or, qu'est-ce, au juste, que la betterave de Saint-Hilaire? C'est un des enfants politiques du chef actuel prolifique de l'opposition. Ceci provenait d'un rêve dans une mansarde dans l'État américain du Wisconsin, 40 ans auparavant et qui a été transporté ensuite à Saint-Hilaire, en 1941, par un découvreur bien supérieur à Jacques Cartier. Jacques Cartier a découvert le Canada, le chef de l'opposition a découvert la betterave.

Je l'entends encore parler en Chambre de la betterave à sucre. Tout devait être transformé par la betterave. Il a commencé par acheter de vieilles machines aux États-Unis, puis il a construit un hangar, et on ne s'est pas aperçu qu'il l'avait construit sur la glaise, avec le résultat que le hangar s'est enlisé. Il fallait enfouir des pilotis à 90 pieds sous terre pour soutenir le hangar, cela a coûté \$100,000 pour le reconstruire. En tout et partout, le chef de l'opposition a englouti \$4,000,000 pour maintenir l'industrie en vie.

Le déficit annuel de la raffinerie de Saint-Hilaire s'élève à \$500,000 par année, malgré les efforts du ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour la sauver. Ce n'est pas notre faute, les cultivateurs n'en veulent pas. Les gens ne veulent pas croire au miracle de la betterave de Saint-Hilaire. Avec ces \$4,000,000 que le chef de l'opposition a engloutis, on aurait pu faire pour \$100,000 de travaux de drainage dans 40 comtés de la province. Il eût été plus profitable de drainer des terres que de drainer l'argent du peuple dans la fameuse betteraverie du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition prétend que nous attaquons Ottawa. Il accuse le gouvernement actuel de ne pas coopérer avec Ottawa. Je lui répondrai que ses amis politiques, ses amis d'autrefois, car il en a perdu plusieurs, m'ont écrit des lettres pour me remercier de ma collaboration avec le fédéral. Il affirme n'avoir jamais refusé la coopération du fédéral au sujet des intérêts et des avantages des deux parties concernées.

Il (M. Duplessis) cite des lettres de l'honorable Philippe Brais¹⁴, pour remercier la province de sa collaboration aux emprunts de la Victoire, et du très honorable M. Louis Saint-Laurent, pour le remercier de sa coopération dans l'organisation du congrès de

l'Organisation des vivres et l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies à Québec. Plus récemment, dit-il, M. Thompson, du Service fédéral de l'aide à la jeunesse, a déclaré que c'est la province de Québec qui collaborait le mieux avec le fédéral dans le domaine social et était la plus avancée pour l'établissement des jeunes. Il en profite pour rendre hommage à l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

Nous n'acceptons pas de compromissions dans ce domaine, dit-il. Mais collaboration ne signifie pas complicité. Le chef de l'opposition a dit: "Vous faites perdre \$60,000,000 par année à la province." Il est faux de dire que la province perd \$60,000,000 par année parce qu'elle refuse les offres fédérales¹⁵. M. Angus Macdonald, premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, et M. Manning, premier ministre de l'Alberta, ont tous deux signé l'entente, mais ils ont tous deux déclaré que l'entente n'était pas juste pour les provinces et qu'ils avaient accepté parce qu'ils avaient le couteau sur la gorge.

Il y a d'ailleurs des chefs libéraux honnêtes qui ne sont pas en faveur de l'arrangement proposé par Ottawa. L'honorable Jacob Nicol¹⁶, un chef rouge, s'est prononcé contre ça à Ottawa quand il a dit que ce n'est jamais le temps de vendre les droits de la province de Québec. Y a-t-il un seul Canadien qui aime sa race et qui va nous reprocher de n'avoir pas vendu le passé, le présent et l'avenir même pour \$100,000,000? Avec ce principe-là, Judas aurait pu dire: j'ai perdu 30 deniers. Il eût été préférable pour lui de perdre 30 deniers que de perdre son nom. Judas est un traître non pas parce qu'il a pris 30 deniers au lieu de 20 ou de 50, mais parce qu'il a trahi son maître. Plus le prix de la trahison est élevé, plus la trahison descend dans l'ignominie. Ce n'est pas le chiffre qui importe.

Ce n'est pas à l'aurore d'une prospérité extraordinaire que nous allons vendre nos droits. Dieu merci, la province de Québec ne chantera pas tant que l'Union nationale sera au pouvoir. Le chef de l'opposition et moi, nous sommes de vieux collègues. Il est entré ici trois ans seulement après moi. Ça me fait de la peine franchement d'entendre un compatriote comme le chef de l'opposition aller jusqu'à dire: "Vous allez être obligé d'accepter les conditions d'Ottawa et Ottawa forcera Québec à signer."

M. Godbout (L'Islet): (Bondissant) Je n'ai jamais dit cela. Ce que j'ai dit, tout à l'heure, c'est que le gouvernement de Québec, quel qu'il soit, devra signer une entente. Je n'ai jamais dit que le

gouvernement d'Ottawa forcera Québec à signer, mais le peuple va le forcer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La version corrigée du chef de l'opposition n'est pas meilleure que l'autre. Il ne s'améliore pas en ayant l'audace de dire que le peuple de Québec est à vendre. C'est faux. Le peuple de la province de Québec n'est pas à vendre.

Jamais il ne consentira à céder son droit d'aînesse, à vendre ses garanties de survivance nationale, la foi, les traditions et les intérêts de la province pour un plat de lentilles, fût-il doré ou diamanté. En disant cela, je me fais l'écho bien sincère de ce qui a été dit par d'autres hommes, comme des grands chefs politiques libéraux comme Mercier, Laurier, David, Mowatt et même Ferguson¹⁷.

Un député de l'opposition: Et Drew¹⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui et Drew.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):

M. King lui-même a condamné lui aussi la politique des subsides. Il a dit que c'était un système vicieux, qu'un gouvernement qui perçoit les taxes ne doit pas les donner à un autre pour les dépenser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En effet, en 1930, le premier ministre King lui-même a déjà admis que le système voulant qu'un gouvernement perçoive les taxes et qu'un autre les dépenses était radicalement faux et illogique. La meilleure façon d'en venir à une entente avec Ottawa, c'est par la délimitation des pouvoirs de taxation entre les deux domaines.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Que dites-vous des dettes scolaires? Le même principe s'applique-t-il aux dettes des commissions scolaires dans notre province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis heureux que mon honorable ami parle de l'école. Peut-être qu'il va finir par retourner à l'école? Peut-être qu'il devrait terminer en retournant à l'école? Nous avons été élus en 1944 pour protéger l'autonomie de la province. Nous allons protéger l'autonomie de la province avec n'importe quel gouvernement fédéral qui voudrait respecter les droits, les prérogatives de la province et travailler à

sa grandeur comme à la grandeur de toutes les provinces. M. le Président, nous remplissons notre devoir envers et contre tous¹⁹.

(Applaudissements de la droite)

M. Chaloult (Québec): Le chef de l'opposition s'est exprimé comme d'habitude avec beaucoup de charme et de séduction. Je partage partiellement son opinion sur plusieurs points de vue, mais je ne puis m'entendre avec lui sur la question des relations fédérales-provinciales. Il reproche au premier ministre, dit-il, de considérer Ottawa comme un gouvernement ennemi. S'il eût dit de moi la même chose, c'eût été vrai. C'est une situation malheureuse et anormale, je le concède. Ce n'est pas le gouvernement de la province de Québec qui se conduit envers Ottawa comme à l'égard d'un gouvernement ennemi, comme l'a laissé entendre le chef de l'opposition. Mais c'est plutôt le gouvernement d'Ottawa lui-même qui s'est comporté envers Québec comme envers une province ennemie.

Je suis profondément convaincu que plusieurs des attitudes d'Ottawa ont été au détriment de la province de Québec et des Canadiens français. Ottawa veut notre assimilation et la disparition de notre peuple. Si le Parti libéral, par malheur, reprenait le pouvoir, il abandonnerait nos droits fiscaux. Or, ces pouvoirs sont la vie même de la Législature de la province dont la perte de la souveraineté serait proportionnelle à celle de ses pouvoirs de taxation.

Le chef de l'opposition nous a parlé de \$60,000,000. Pour ma part, j'estime que nos pouvoirs de taxation, c'est la vie même de notre Législature. En les perdant, nous perdriions réellement notre souveraineté. Il n'y a pas de prix pour ces pouvoirs de taxation. Et le gouvernement qui refuse les \$60,000,000, malgré que ce ne soit peut-être pas toujours bien compris, fait son devoir. J'appuierai toujours un gouvernement qui saura résister aux offres du gouvernement fédéral de façon à conserver sa souveraineté.

Comme moyen de combattre le communisme, les mesures policières sont nécessaires, en certaines circonstances, mais le gouvernement doit en user avec discrétion. Le moyen le plus efficace de le combattre, ce sont les réformes sociales qui sont essentielles et fondamentales. Supprimer les injustices sociales, c'est supprimer la cause du communisme.

Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et quart ce soir.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 20 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Québec): De grands événements sont survenus dans le monde. L'Inde, le Pakistan et la Birmanie se sont séparés de l'Empire. Ces pays, signale-t-il, se sont hâtés de se choisir des drapeaux distinctifs. Un mineur qui devient majeur dans la famille des nations, c'est un progrès pour l'humanité. N'est-il pas d'ailleurs prouvé que le démembrement d'un empire est toujours favorable à la civilisation?

Les statistiques officielles de 1941 et celles plus récentes de 1944 permettent, poursuit-il, de

croire que les Canadiens français, à moins de circonstances imprévues, constitueront, grâce à leur accroissement naturel, la majorité au pays vers 1971. Ils seront plus nombreux que les Canadiens d'origine anglaise, écossaise et irlandaise réunis.

Nos compatriotes de langue anglaise appréhendent cette échéance. Aussi, ont-ils organisé une immigration raciste intensive, sans se soucier des répercussions économiques, en vue de doubler la population du Canada dans 25 ans, pour combattre l'augmentation naturelle de la population canadienne-française. On reçoit au pays presque sans condition des Britanniques, des protestants facilement assimilables, mais on refuse habituellement l'entrée des catholiques et des Latins. Il s'agit, suivant l'aveu même de M. Mackenzie, ministre des Vétérans, de préserver le caractère homogène du peuple canadiens-français. Le francophone Kenleyside, sous-ministre des Mines, M. Drew, de l'Ontario, et M. Hooke, de l'Alberta, s'emploient à la même tâche.

On sait que la province de Québec est la plus industrialisée du Canada. On n'y trouve plus que 20 % de paysans. Dans les villes, dans les taudis de Montréal notamment, les naissances diminuent d'une manière alarmante, la vitalité de notre race fléchit. Non seulement l'avenir du peuple canadien-français est en cause, mais aussi celui de l'Église canadienne, dont l'élément français fournit 70 % des effectifs. "Si l'Église veut gagner le nombre en Amérique, elle doit cesser de végéter en ville", soutiennent les Américains.

Comment éviter ces nouveaux dangers? La Chambre de commerce de Montréal suggère une immigration française et belge organisée par la province. D'autres veulent que le premier ministre, comme MM. Drew et Ludger Dionne, aille lui-même en Europe chercher des immigrants assimilables. Sans mésestimer ces propositions, j'estime pour ma part que le remède salutaire, la panacée, oserais-je dire, c'est la colonisation. La colonisation, c'est l'autonomie provinciale en action. Les naissances sont encore nombreuses à la campagne, mais deux fils de cultivateurs sur cinq vont s'étioler en ville.

À mon avis, la désertion des campagnes est alarmante. D'après le recensement de 1941, il y a 180,000 jeunes ruraux de 15 à 29 ans. Ce nombre est augmenté aujourd'hui. La moitié de ces jeunes gens ne devraient-ils pas normalement, avec l'aide efficace de l'État, s'établir sur des terres de colonisation? S'il y a des colons possibles, il y aussi des terres à coloniser. Celles-ci ne manquent pas.

Je me limiterai aujourd'hui à parler de l'Abitibi et de Matagami. J'ai visité, dit-il, ces régions au début de septembre et j'en suis revenu

émervillé. J'y ai appris davantage pendant dix jours sur les lieux que pendant plusieurs mois d'études. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) a eu l'amabilité de mettre à ma disposition un avion du gouvernement qui m'a conduit jusqu'à la vallée du lac Matagami. À cause de cela, je passe sous silence certaines critiques que j'aurais pu faire contre le gouvernement. À moins de circonstances imprévues, je serai encore candidat indépendant dans le comté de Québec aux prochaines élections générales. Je remercie le ministre de m'avoir fourni l'occasion de visiter en toute liberté la principale de nos régions de colonisation: l'Abitibi. Je veux faire de ce voyage un récit impartial.

C'est un pays immense, dit-il, un véritable royaume, 30,000 milles carrés de forêts déversent leurs eaux dans le lac. On peut juger de la fertilité des terres par la hauteur et la densité des conifères, des épinettes en particulier, qui couvrent le territoire. Des analyses récentes du sol confirment nettement cette impression. Peut-être le climat est-il moins rigoureux que dans l'Abitibi parce que l'altitude est moindre. L'Abitibi est situé au sommet des terres, à la source des rivières, tandis que le bassin de Matagami s'étend vers le nord, sur le versant de la Baie-James.

De nombreuses rivières, qui ont déjà pris du volume, facilitent le drainage des terres et le flottage du bois. Les ressources naturelles du royaume sont nombreuses: riches forêts, lacs poissonneux, chutes d'eau pour génération d'électricité, mines, etc. Non seulement on pourrait produire de la pulpe en quantité illimitée, mais aussi de la soie artificielle, grâce aux essences forestières très favorables. Il importe de faire immédiatement la conquête de ce riche pays, en y construisant des routes et des chemins de fer.

Le C.N.R. construit actuellement un chemin de fer, de Barraute aux chutes Kiask, qui est manifestement destiné à l'industrie plutôt qu'à la colonisation. Il ira rejoindre la région du Lac-Saint-Jean, en passant par Chibougamau. Il faut continuer cette voie jusqu'au lac Matagami, même si cela doit coûter des millions à l'État. Le gouvernement, de son côté, a entrepris l'ouverture d'une route qui suit à peu près le même tracé le long des rivières Laflamme et Bell. Très bien. Mais il importe d'accélérer les travaux. Rendu au lac Matagami, un chemin de retour s'imposera dans la direction de l'ouest, vers La Sarre par exemple.

Le gouvernement devrait ensuite amorcer le défrichement de cette généreuse région. Il a déjà tracé le plan de certaines paroisses aux endroits les

plus convenables. Il faudrait aussi l'établissement d'une pulperie d'État ou coopérative, afin d'éviter la main mise de l'étranger sur le reste de notre patrimoine. Avec de la publicité, beaucoup de publicité et des millions, on en trouve toujours pour tuer pendant la guerre, je suggère de confier au clergé ce travail difficile; on pourrait établir dans le bassin de Matagami plus de 100 paroisses en dix ans, on pourrait bientôt y semer plus de 100,000 foyers catholiques et français. N'y a-t-il pas là de quoi tenter un véritable chef d'État? Si Talon, si Mercier, si le curé Labelle revenaient... "L'indépendance économique du Canada français n'est possible, a justement affirmé André Siegfried, que par la conquête du Nord."

Pour enjoindre le gouvernement à leur venir en aide, on exagère singulièrement la pseudo-misère des colons. Involontairement, on a ainsi rendu le recrutement plus difficile. Certes, à des époques de crises, on a rencontré des cas très pénibles aggravés par l'incurie de nos gouvernements. Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui.

On nuit à la colonisation en décrivant avec pessimisme le sort des colons dans une propagande fausse et inexacte. J'ai trouvé à Rochebeaucourt, à Palmarole, à Roquemaure etc., de la joie, de la prospérité et de la coopération. Ces paroisses agricoles figurent très bien avec les nôtres. Je suis entré dans bien des maisons et j'ai questionné les colons.

J'étais seul. On ne pouvait les influencer. J'ai causé avec des douzaines d'entre eux. Je leur ai demandé: retourneriez-vous dans votre paroisse d'origine, à Sainte-Anne, à l'Islet, à Saint-Hyacinthe, à Mont-Laurier? Tous m'ont répondu: "Jamais, le sol est bien meilleur ici et c'est un pays d'avenir auquel nous sommes désormais attachés."

Tous m'ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de leur sort et qu'ils ne retourneraient pas dans leur paroisse d'origine. Il faut voir, à la vérité, ces champs touffus de trèfle et qui n'ont pas besoin d'engrais, ces récoltes à pleine clôture, ces légumes géants. Je le répète, le sort de nos colons n'est pas malheureux. L'opposition n'a pas fait mieux et ne ferait pas mieux, si elle reprenait le pouvoir. Le temps, d'ailleurs, n'est pas propice à la colonisation.

Y a-t-il lieu de critiquer la politique de colonisation du gouvernement? Assurément. Mais à quoi bon? Pour fournir, à la veille des élections, un argument électoral à l'opposition qui ne s'est pas montrée supérieure à l'administration actuelle de 1939 à 1944 et qui ne ferait pas mieux si elle la remplaçait? Alors!...

Qu'il me suffise de souligner un jugement capital, synthèse de toutes les opinions que j'ai entendu émettre là-bas par des gens renseignés et de bonne foi. Le gouvernement s'excuse d'établir peu de colons en prétextant qu'un grand mouvement de colonisation est peu propice à cause des hauts salaires. D'une manière générale, il a raison, bien que l'on puisse faire davantage avec de la publicité pour inciter les fils de cultivateur à coloniser ces terres nouvelles, mais il a incontestablement tort de ne pas préparer plus de terre en prévision de la crise économique prochaine. En 1934-1935, on a dû refuser plus de 1,000 colons, faute d'organisation. Le gouvernement laisse entrevoir, dans le discours du trône, une généreuse politique de colonisation à Matagami. Tant mieux, s'il réalise ses projets. Mais nous en avons tant connues de ces promesses à la veille des élections. Elles nous laissent malheureusement septiques.

Après avoir réfléchi au problème de la colonisation pendant plusieurs années, j'exprime, pour la première fois, l'opinion que je viens de me former. Depuis Mercier, aucune politique d'envergure n'a été appliquée, sauf peut-être le louable effort Vautrin qui a permis à 8,000 colons de s'installer dans des paroisses neuves. On a multiplié les congrès, les plans et les lettres pastorales, mais avec peu de résultats pratiques. Nos partis ont joué à la balle avec cette question. Les mémorables colères de Bourassa à la Législature n'ont guère amélioré la situation. Pourquoi en est-il ainsi? C'est que la colonisation n'enrichit pas la caisse électorale et ne rapporte aucun vote. Elle n'intéresse donc pas la politique. Elle n'intéresse pas non plus la presse, ni l'opinion publique. Dans les circonstances, la preuve me paraît concluante: il ne faut pas compter sur nos partis politiques pour appliquer sérieusement et avec continuité un plan de colonisation.

Quelle serait alors la solution? À mon avis, il faut commencer par le début, c'est-à-dire éveiller l'opinion, intéresser la presse et convaincre le public de l'importance vitale du problème. Ce premier but atteint, les intérêts électoraux entreront en jeu, comme dans le cas du logement aujourd'hui, et l'État sera forcé d'agir. Mais seul le clergé peut accomplir cette tâche d'animateur. C'est lui demander beaucoup assurément, mais non pas trop, car, on l'a justement souligné, il est responsable de notre survivance.

L'expérience nous prouve d'ailleurs que c'est à la suite de l'intervention pressante et personnelle du cardinal Villeneuve, auquel la colonisation tenait à cœur, qu'on a élaboré le plan Vautrin, vers 1934, qu'on a voté et dépensé \$10,000,000 pour établir plusieurs milliers de colons. L'expérience nous

prouve également que si l'Université de Montréal peut s'épanouir, après avoir pratiquement atteint l'objectif de sa souscription, c'est grâce au concours très actif de l'archevêque de Montréal et de son clergé.

Comme Paul Gouin, à la Semaine sociale de Rimouski, je me permets, avec toute la déférence qui convient, de supplier nos seigneurs les évêques, qui nous ont guidés avec tant de sagesse dans le passé, de prendre au plus tôt la direction d'une nouvelle croisade nationale en faveur de la colonisation.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) félicite le représentant de Huntingdon (M. Rennie) et le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) pour leur discours sur l'adresse. Il félicite également le chef de l'opposition pour avoir si bien exposé à la Chambre les problèmes de l'heure. Il fait quelques commentaires humoristiques sur certaines déclarations faites par le député de Huntingdon (M. Rennie) et le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), ainsi que par le premier ministre.

Il reproche au premier ministre de laisser vendre de la boisson jour et nuit à Montréal. Rien n'est changé non plus, dit-il, au théâtre Gaity où l'immoralité s'étale comme auparavant, malgré les vantardises de l'Union nationale. Il demande au chef du gouvernement comment il pouvait laisser passer des abus tels que l'installation d'une boîte de nuit, en face de l'École technique de Montréal. Jamais, dit-il, on n'a autant vendu, à Montréal, la conscience populaire, et laissé autant de latitude aux moyens de gâter la jeunesse. Ces faits cadrent mal avec les déclarations de haute inspiration morale du premier ministre.

Si le gouvernement provincial peut se permettre un budget aussi important que celui de cette année, c'est grâce à la prospérité économique apportée au pays et à la province de Québec par l'administration libérale d'Ottawa. Si nous avons une industrie lourde dans la province, c'est une conséquence des "méfais de la guerre", à laquelle nous avons participé pour le salut de la démocratie. Il reproche au gouvernement, dit-il, de rester en arrière dans le domaine de l'aviation, en raison du manque d'écoles de formation en construction d'avions dans la province, et dans l'avancement des jeunes.

Sous le régime actuel, dit-il, ce sont les monopoles qui mènent. Le gouvernement se fait le complice du capital; c'est pour cela que les ouvriers ne touchent pas des salaires convenables et suffisants, et cela force la femme à sortir du foyer pour travailler. Le règlement de la grève du textile, à Valleyfield, n'est pas dû au ministre du Travail

(l'honorable M. Barrette). Ceci ne veut pas dire que je défende la cause de Kent Rowley.

Le gouvernement de l'Union nationale draine l'argent de la province en Ontario en accordant des contrats de voirie à cinq ou six compagnies, entre les mains du même homme de cette province. Si, à la radio et ailleurs, les orateurs de l'Union nationale passent leur temps sur le dos du chef de l'opposition, c'est qu'ils considèrent notre chef comme dangereux. Je trouve que la commission nommée par le gouvernement, pour liquider l'imbroglie de la Cité-Jardin à Montréal, ne va pas vite en affaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les affaires vont bien à Cité-Jardin, depuis le départ de M. Auguste Gosselin.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) exprime le vœu qu'à la prochaine élection, le peuple de la province renvoie l'Union nationale dans l'opposition.

M. Leduc (Laval): La colonisation et l'agriculture, dit-il, ne sont pas les seuls problèmes, et celui de l'industrie prend de plus en plus l'importance qui lui revient, de par la disponibilité de nos ressources naturelles. Nous avons pris bien des années, dit-il, à envisager les problèmes sur tous les angles, et pour constater que seulement 8 % de notre territoire est propice à l'agriculture.

La providence n'a pas voulu que nous soyons ici un peuple essentiellement agricole. Nous avons la mission à Québec de développer pleinement toutes nos ressources pour assurer l'avenir de nos enfants et pour établir les nôtres. Dans certains cas, pourquoi le gouvernement a-t-il insisté pour dépenser autant d'argent, pour essayer d'établir ou de renvoyer à leurs terres les gens qui voulaient y aller? C'est un non-sens de vouloir faire, de tous nos fils, des cultivateurs, s'ils ne sont pas appelés à cette grande vocation, l'une des plus belles et des plus difficiles.

Il n'est pas donné à tous d'être cultivateurs. Je n'ai pas vu encore de différence entre l'homme de la ville et l'homme de la campagne. Il faut que l'industrie, chez nous, se développe sans cesse pour absorber la main d'œuvre qui est prête chaque année, si nous voulons conserver notre jeunesse. Il est aussi nécessaire que cette industrie se développe pour procurer aux gouvernements les taxes dont ils ont besoin pour les lois sociales.

Je déplore, dit-il, l'expatriement de 8 % de nos jeunes techniciens, faute d'un développement suffisant de notre industrie. Tous veulent des services sociaux plus développés, mais seules les

ressources d'une industrie puissante fourniront au gouvernement les revenus suffisants pour en défrayer le coût. Il faut également un commerce prospère. Dans ce domaine même, les pensions de vieillesse ont contribué à garder nos gens sur la terre, et l'assurance-santé, que rétablira le prochain gouvernement libéral, y contribuera largement.

L'Union nationale se vante d'avoir attiré un très grand nombre d'industries nouvelles dans la province de Québec. Sous l'administration Godbout, en cinq ans, 1,284 industries se sont établies au Québec sur un total de 2,688 dans tout le Canada. Et si l'Union nationale réussit à taxer le peuple de \$150,000,000 par année, cela est dû en grande partie à la prospérité qui règne dans le pays. Pour que cette prospérité continue de régner, pour que l'industrie vienne de plus en plus nombreuse chez nous, il faut de bonnes relations entre le capital et le travail. C'est à ce prix seul que les industriels consentiront à s'établir dans nos villes.

La réputation enviable que s'était faite la province de Québec, dans le domaine des relations industrielles entre patrons et ouvriers, a subi des accrocs en ces derniers temps. L'esprit, aujourd'hui, n'est pas ce qu'il était. Chez l'ouvrier, il y a du mécontentement, parce qu'il n'est pas traité convenablement. Au ministère provincial du Travail, il y a du favoritisme. Je me demande, dit-il, s'il n'y a pas lieu de changer certains programmes de l'enseignement pour donner à nos jeunes la préparation requise pour l'avenir de notre industrie. Je demande au ministère de l'Industrie et du Commerce d'instituer un service de recherches industrielles. Je félicite le représentant de Québec (M. Chaloult) d'avoir reconnu les bons résultats du plan Vautrin de colonisation.

M. Choquette (Montmagny): Je félicite les orateurs qui m'ont précédé, notamment les proposeur et second de l'adresse de la dernière session d'un régime qui est sur le bord de l'abîme²⁰. Le jour de la délivrance approche. Les élections générales sont prochaines. Il n'est pas étonnant que l'Union nationale prenne maintenant un nouveau drapeau, celui du communisme, le drapeau de l'autonomie commençant à être usé. Avec les questions de l'autonomie et du communisme, le gouvernement veut faire oublier son administration. J'ai démontré l'an dernier, avec preuves à l'appui, que les libéraux avaient toujours été les défenseurs indéfectibles de l'autonomie et que l'Union nationale avait lamentablement failli à la tâche, en 1937, quand il s'était agi de faire déclarer inconstitutionnelles par le Conseil privé les lois Bennett et de réclamer du

même coup les droits sacrés de la province en matières sociale et ouvrière.

Jamais le gouvernement actuel n'a combattu une seule mesure du fédéral devant nos tribunaux. Si le gouvernement fédéral empiète sur nos droits, que le gouvernement provincial agisse, qu'il s'adresse aux tribunaux pour faire cesser ces empiètements. La défense de l'autonomie du gouvernement actuel n'est que verbiage qui ne se traduit pas en actes. La plus grande menace contre l'autonomie provinciale, elle n'est pas dans les propositions qu'Ottawa peut faire et que les provinces sont libres d'accepter ou de refuser, mais dans la Constitution elle-même qui permet au Parlement fédéral de désavouer les lois provinciales. Il est vrai qu'Ottawa s'en est rarement servi. Cependant, en 1937, une province a même prétendu qu'il (ce pouvoir) était désuet et qu'il devrait cesser d'exister. Le premier ministre est-il de cet avis, croit-il que ce pouvoir de désaveu existe encore?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À cette époque, M. Manning²¹ et moi avons réclamé à Ottawa l'abandon du pouvoir de désaveu. Je crois que c'est un pouvoir limité, qui ne pourrait pas s'appliquer à toutes les lois.

M. Choquette (Montmagny): Donc, ce pouvoir existe encore, dans certaine mesure, d'après le chef du gouvernement. Or, en 1938, le gouvernement de l'Alberta a soumis la question par voie de référence à la Cour suprême. Il s'agissait de savoir si le droit de désaveu, des lois provinciales par le fédéral, existait encore. L'Union nationale était alors au pouvoir à Québec. A-t-elle combattu le droit de désaveu devant la Cour suprême? Le premier ne s'est pas montré devant la Cour Suprême. Avait-il délégué un avocat pour défendre les droits de la province de Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me souviens très bien de la chose. M. Lucien Maynard, alors procureur général de l'Alberta²², est venu me voir. Il s'agissait d'un appel pour désavouer les lois de Crédit social de l'Alberta. Il voulait que la province de Québec, intervienne. J'ai répondu que la province de Québec n'était aucunement intéressée dans les théories du Crédit social.

M. Choquette (Montmagny): Les questions posées par l'Alberta à la Cour suprême touchaient non pas le crédit social, mais uniquement le pouvoir de désaveu du fédéral. Un avis de la cause a été signifié à toutes les provinces. Il s'agissait de savoir si le droit de désaveu continuait d'exister non

seulement dans l'Alberta, mais dans toutes les autres provinces. Chose étonnante, ces messieurs qui se prétendent les champions de l'autonomie ne se sont pas présentés en Cour suprême. Et Québec n'est pas intervenue. Le procureur général est resté muet. Il y a bien d'autres cas où le gouvernement aurait pu prouver sa sincérité sur la question de l'autonomie et il ne l'a pas fait.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a rien fait pour faire abolir le contrôle fédéral sur les loyers, qui de droit appartient aux provinces, maintenant que la guerre est terminée. Je ne dis pas que ce contrôle doit disparaître, mais il devrait être exercé par le gouvernement de Québec, étant donné qu'il s'agit dans ce cas de droits civils. Mais le gouvernement actuel de Québec n'a jamais passé de législation à ce sujet, alors que son devoir était de réclamer ce privilège. Il ne veut rien faire parce qu'il craint de prendre ses responsabilités.

Il y a peut-être moyen d'obtenir d'Ottawa les \$60,000,000 par année, sans sacrifier une parcelle des droits de la province. Si l'entente fédérale ne touche pas à notre autonomie, pourquoi ne pas en profiter, comme nous recevons déjà divers subsides et 75 % des pensions de vieillesse? Il s'agit de propositions que l'on pouvait discuter. Si les propositions fédérales ne sont pas acceptables, que le gouvernement de Québec fasse des contre-propositions.

Qu'est-ce que le premier ministre a fait en ce sens? On se contente tout simplement des discours. La situation n'est pas normale. Je suis tout à fait opposé à ce que l'on cède, que l'on donne ou même qu'on loue nos droits à Ottawa, comme voulait le faire le premier ministre, mais je suis d'avis qu'il y a quand même moyen de s'entendre. Des contre-propositions sont possibles, ce qui nous permettrait de toucher notre quote-part du fédéral. La province pourrait utilement se servir de cette somme.

Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné²³.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Cette affaire est mentionnée dans un article intitulé "Dictaphone, enregistreur de disque, sonnerie?" publié dans *Le Devoir* du mardi 20 janvier 1948, en page 10.

2. *Le Soleil* du 21 janvier 1948, à la page 3 et *The Gazette* du même jour, à la page 1, expliquent que M. Duplessis consent en silence à ce que le débat sur l'adresse se poursuive.

3. M. Thériault fut conseiller législatif du 26 avril 1929 jusqu'à son décès, le 30 juillet 1958.

4. Les journaux ne s'entendent pas sur le terme exact utilisé par M. Godbout. Selon *Le Soleil* du 21 janvier 1948, à la page 3, et *L'Événement* du même jour, à la page 11, le chef de l'opposition aurait utilisé le terme Québécois. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 13, le chef libéral a utilisé le terme Canadiens français. Enfin, *La Presse* du 21 janvier 1948, à la page 29, indique que M. Godbout a plutôt dit: "les Canadiens du Québec".

5. Il s'agit de Pierre Gerlier. Il fut nommé évêque de Tarbes et de Lourdes en 1929, puis archevêque de Lyon et cardinal en 1937.

6. Il s'agit soit de l'hebdomadaire *Le Temps*, soit du *Montréal-Matin*.

7. Il y a un flottement autour de ce montant. Pour une même intervention, les journaux rapportent qu'un député a dit soit \$60,000,000, soit \$65,000,000. Dans *Le Courrier de Montmagny* du 31 janvier 1948, à la page 1, on rapporte plutôt \$40,000,000. Le même journal rapporte: "Si M. Duplessis continue de boudier Ottawa, uniquement dans le but de susciter des embarras au Parti libéral, en deux ans, la province de Québec aura perdu \$80,000,000."

8. Selon *L'Action catholique* du 21 janvier 1948, à la page 3, le discours du chef de l'opposition a duré une heure et trois-quarts. On mentionne aussi qu'une foule nombreuse occupait les tribunes. *Le Devoir* du 22 janvier 1948, à la page 1, fait le commentaire suivant: "Pendant toute la durée du discours de M. Godbout, le premier ministre a semblé distrait, paraissant se désintéresser totalement de ce qui se disait en face de lui. En fait, il ne perdait aucune syllabe du discours de M. Godbout. De temps à

autre, il griffonnait discrètement une note sur un bout de papier, puis reprenait son immobilité."

9. *La Presse* du 21 janvier 1948, à la page 29, écrit que ces montants d'argent versés par les libéraux, pour protéger les campagnes contre le feu, l'ont été de 1939 à 1944.

10. Timothy Buck est l'un des principaux organisateurs du parti communiste au Canada pendant les années 1920. Il devient secrétaire et leader du Parti communiste du Canada au début des années 1930. Il conserve cette fonction jusqu'en janvier 1962, année où il est nommé à titre honorifique "National Chairman" du Parti communiste du Canada.

11. Robert Kent Rowley, un organisateur syndical, est né à Montréal en 1917. Il s'implique très tôt dans le syndicalisme. Il prend part au congrès préparatoire de fondation de la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) à Trois-Rivières en juillet 1937. Lors du congrès de fondation de la FPTQ en juillet 1938, il agit à titre de secrétaire au comité des résolutions. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est emprisonné pendant près de deux ans et demi au camp de Petawawa, en vertu de la loi des Mesures de guerre, pour avoir dénoncé publiquement la loi de Mobilisation pour la défense du Canada au moment de son adoption en juin 1940. Après sa libération à la fin de 1942, il devient organisateur syndical dans les filatures pour le compte des Ouvriers unis du textile d'Amérique (OUTA). En 1946, il est impliqué dans des grèves pour la reconnaissance syndicale que lui et les OUTA gagnent à Montréal et à Valleyfield face à la Dominion Textile. C'est à l'occasion de cette grève qu'il est arrêté et condamné à six mois de prison, suite à de longues procédures judiciaires. En 1952, il est expulsé des OUTA, ainsi que sa compagne de vie, Madeleine Parent, par la direction syndicale internationale pour activités communistes. Une section des OUTA quitte le syndicat et suit Rowley au Syndicat canadien des ouvriers du textile et de la chimie dont il devient l'un des leaders. Il est décédé le 5 février 1978.

12. M. Duplessis fait référence à la Fédération du travail du Québec.

13. Selon *La Patrie* du 21 janvier 1948, à la page 5, cette phrase a été prononcée par des libéraux.

14. François-Philippe Brais fut conseiller législatif de 1940 à 1968, année de l'abolition du Conseil législatif. Il appuya le Parti libéral. Il fut leader du

gouvernement au Conseil législatif et devint ministre sans portefeuille, dans le cabinet d'Adélard Godbout, le 19 février 1940.

15. *Le Canada* du 21 janvier 1948, à la page 2, présente de la manière suivante cette phrase de M. Duplessis: "Il est faux de dire que nous obtiendrons \$60,000,000 d'Ottawa par une entente."

16. Jacob Nicol fut député libéral de 1921 à 1929, ministre des Affaires municipales dans le cabinet de Louis-Alexandre Taschereau de 1921 à 1924 et trésorier provincial dans le même cabinet de 1921 jusqu'à sa démission, le 12 septembre 1929. Nommé conseiller législatif en septembre 1929, il fut président du Conseil législatif de 1930 à 1934. Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau en juillet 1934. Il fut également nommé sénateur en juillet 1944 dont il occupa le poste, tout comme celui de conseiller législatif, jusqu'à son décès en 1958. Il fut aussi propriétaire des quotidiens *Le Soleil* de 1927 à 1948, de *L'Événement* en 1936, de *L'Événement-Journal* de 1938 à 1948, et *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières jusqu'en 1951.

17. Honoré Mercier, Wilfrid Laurier, Laurent-Olivier David et Oliver Mowat (premier ministre de l'Ontario de 1872 à 1896). George Howard Ferguson était l'un des chefs conservateurs de l'Ontario. Il fut premier ministre de cette province de 1923 à 1930.

18. George Alexander Drew était l'un des chefs conservateurs de l'Ontario et il fut le premier ministre de cette province de 1943 à 1948.

19. Selon *La Presse* du 21 janvier 1948, à la page 17, le discours de M. Duplessis a duré moins d'une heure. *La Patrie* du même jour, à la page 5, affirme qu'il a duré exactement 60 minutes.

20. *Le Soleil* du 21 janvier 1948 à la page 5, présente l'intervention de M. Choquette de la manière suivante: "Avec le ton d'un avocat qui plaide une cause, il fait le procès de l'Union nationale."

21. En 1938, Everett C. Manning était secrétaire provincial et ministre du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet créditiste du premier ministre de l'Alberta, William Aberhart.

22. En 1938, Lucien Maynard était ministre des Affaires municipales de l'Alberta dans le cabinet

créditiste de William Aberhart; par contre, il était procureur général dans le cabinet de Everett C. Manning, en 1948.

23. Selon *L'Action catholique* du 21 janvier 1948, à la page 3, M. Choquette a parlé environ un quart d'heure.

Première séance du mercredi 21 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché¹

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de la Survivance, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 128, et la constituant en corporation (M. Chartier);
- de la Compagnie des tramways de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubé);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine de Montréal (M. Gatien);
- de Mary-Rose Williams *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur-J. Grubert (M. Tellier);
- des commissaires d'écoles de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'inclure dans ses limites territoriales certains lots (M. Fleury);
- de Gerald W. Birks *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corps politique et les incorporant sous le nom de Sir George Williams College (M. Rennie);
- de François Dassise Vanier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation ecclésiastique et politique (M. Johnson);
- d'Antoni Carbonneau, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables de Québec (M. Johnson);

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la corporation de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la corporation de la ville de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett King (M. Gatien);
- de la ville de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- de Pauline Mercier-Marois *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la permission de faire modifier la loi 10, George VI, chapitre 107 (M. Tellier);
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de cité de Noranda (M. Langlais).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marie-Eugénie Labrecque, veuve de Georges Couillard de l'Épinay, demandant l'adoption d'une loi donnant acte de la validité de son mariage avec Georges Couillard de l'Épinay;
- de Lucien Larocque et Berthe Williams, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel;
- de la municipalité du village de Durham-Sud, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à annexer à son territoire certains terrains ou lots;
- des légataires universels résiduaux de la succession de J.-Augustin Leblanc, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc;
- de Raymond Labrèche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à

l'admettre à l'étude du notariat et à l'exercice de la profession de notaire après examen;

- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi refondant leur charte;

- de Paul Leduc *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du conseil Maisonneuve (no 1787);

- de Interior Decorator Society of Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Interior Decorators Society of Quebec (La Société des Décorateurs-Ensembliers du Québec);

- de Alain-François de Bellefeuille, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit;

- de Charles-Eugène Frenette, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec;

- du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et le constituant en corporation sans capital-action;

- de Dominion Alkali & Chemical Company, Limited demandant l'adoption d'une loi ratifiant des résolutions adoptées par la corporation municipale de la ville de Beauharnois ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la ville de Beauharnois;

- de la ville de Gatineau et la Commission scolaire de Saint-Jean-Vianney, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de la ville de Gatineau, ainsi qu'une résolution de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Douglas Watson Ogilvie;

- de Côme Cartier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Sir Georges-Étienne Cartier;

- de la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Projets de loi:

Succession de Douglas Watson Ogilvie

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant la succession Douglas Watson Ogilvie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Club Saint-Denis

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant le Club Saint-Denis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charles-Eugène Frenette

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Alain-François de Bellefeuille

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Interior Decorators Society of Quebec

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Les sœurs de l'Espérance

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chevaliers de Maisonneuve

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 constituant en corporation les Chevaliers du conseil Maisonneuve (no 1787).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Sir George-Étienne Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Raymond Labrèche

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament
de J.-A. Leblanc**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de J.-J.-P. Hamel
et de M.-F.-P. Hamel**

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mariage de M.-E. Labrecque et
de G. Couillard de l'Épinay**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drapeau provincial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet avant-midi, nous avons tenu une séance du Conseil des ministres. Un arrêté ministériel a été proposé par le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), accueilli avec beaucoup de satisfaction et d'enthousiasme par tous ses collègues, adopté à l'unanimité puis sanctionné immédiatement par Son Excellence le lieutenant-gouverneur. En vertu de cet arrêté ministériel, un drapeau officiel est donné à notre province et, au moment même où je vous parle, ce drapeau, qui est en conformité avec nos traditions et nos aspirations, est déjà arboré sur la tour centrale du parlement.

(Applaudissements prolongés à droite)

L'an dernier, la Législature a adopté à l'unanimité une motion demandant l'adoption d'un

drapeau distinctif pour symboliser les aspirations de la province de Québec. Depuis, l'opinion publique a eu le temps de se manifester clairement et avec force. Nous avons reçu de toutes les parties de la province, un grand nombre de résolutions, de requêtes nous recommandant l'adoption du drapeau fleurdelisé. C'est sur ces sollicitations de toutes sortes qu'est basé l'arrêté ministériel que nous avons adopté. Nous nous rendons avec une grande joie au désir de la population, et c'est le drapeau fleurdelisé que nous avons hissé sur la tour du parlement.

(Applaudissements prolongés des députés et dans les galeries)²

Suivant les conseils des experts en art héraldique, nous avons cependant fait subir certaines modifications au dessin du drapeau. Nous avons fait redresser les fleurs de lis. Comme elles apparaissaient légèrement penchées aux quatre coins du drapeau, ordre a été donné pour qu'elles se dressent à l'avenir bien droites vers le ciel, afin de bien indiquer la valeur de nos traditions et la force de nos convictions.

La journée du mercredi est habituellement réservée à l'étude des motions des députés. Le représentant de Québec (M. Chaloult) a fait inscrire une motion sur l'ordre du jour qui a trait au choix d'un drapeau spécifique pour la province. La question étant réglée, du point de vue de l'action gouvernementale, il ne devrait pas y avoir de débat sur la motion. Celle-ci n'a plus sa raison d'être. Nous sommes maintenant prêts à l'accepter immédiatement. Je propose donc que la motion soit adoptée sans délai et à l'unanimité³.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Québec), M. Laurendeau (Montréal-Laurier), M. Bergeron (Stanstead) et M. Lemieux (Beauharnois) applaudissent.

M. Godbout (L'Islet): J'estime que la province de Québec toute entière se réjouira d'apprendre que le gouvernement lui a donné un emblème particulier. Cependant, quand le premier ministre dit que le cabinet s'est mêlé d'apporter des modifications au dessin du drapeau fleurdelisé, je suis obligé de faire certaines réserves. Néanmoins il est entendu qu'un drapeau représentant les aspirations de la province de Québec et de toutes les classes de la population, ne peut que rallier toutes les bonnes volontés autour de lui et sera un motif d'unité nationale pour tous ceux qui veulent servir la province de Québec et qui veulent la voir grandir et rayonner dans la Confédération canadienne.

M. Chaloult (Québec): Je sacrifie avec joie, évidemment, le plaidoyer en faveur du fleurdelisé que j'avais préparé à l'appui de la motion en faveur d'un drapeau provincial que j'ai inscrite au *Feuilleton*.

Le gouvernement de ma province vient de nous donner un drapeau, un drapeau que toute la population réclamait et je m'en réjouis profondément. Le gouvernement a fait une légère modification en redressant les fleurs de lis tout au bout du drapeau et je crois que c'est même une amélioration. Ainsi le drapeau sera maintenant en tous points conforme aux règles de l'art héraldique.

L'adoption de ce drapeau constitue pour nous une nouvelle affirmation de l'autonomie provinciale que défendent le premier ministre et son gouvernement. C'est un geste hautement autonomiste. Je remercie très sincèrement le gouvernement, en particulier le premier ministre qui vient de poser là un geste digne d'Honoré Mercier. Toute la province, incontestablement, sera reconnaissante au premier ministre et au gouvernement de lui avoir donné enfin un drapeau. Désormais, lorsque nous viendrons au parlement et que nous verrons notre drapeau flotter sur la tour centrale de la Législature, nous nous sentirons plus chez nous, nous nous sentirons encore plus fiers d'être Québécois⁴.

M. Lemieux (Beauharnois): J'approuve entièrement le premier ministre et le gouvernement et les remercie. Tous ceux qui réclamaient un drapeau québécois se réjouiront d'apprendre que l'État de Québec a maintenant son emblème officiel. C'est la plus belle déclaration autonomiste que le premier ministre n'ait jamais annoncée à la Chambre depuis quatre ans. La province de Québec vient d'affirmer d'une façon éclatante son autonomie. Le fleurdelisé représente bien toutes les aspirations du peuple québécois. Je suis sûr que nos concitoyens de langue anglaise seront fiers, comme nous, de ce nouveau signe de ralliement provincial et d'arborer ce drapeau typiquement québécois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La province de Québec est aujourd'hui à l'honneur. Ayant participé assez activement à la campagne en faveur d'un drapeau provincial, je crois bon de joindre mes félicitations à celles des autres députés de cette Chambre. Je me réjouis d'apprendre que Québec, État autonome, aura désormais son drapeau⁵. La province donne ainsi un magnifique exemple au pays et aux autres provinces. J'espère que cet exemple sera bientôt suivi par le Parlement

d'Ottawa pour doter notre pays d'un drapeau véritablement canadien.

M. Dumoulin (Montmorency): Je me réjouis de la décision du gouvernement. Je suis désireux de saluer le drapeau de la province pour la première fois. Cette décision fera particulièrement plaisir à la jeunesse. J'espère que le pays, qui a déjà sincèrement commencé à étudier le projet d'un drapeau pour tout le Canada, s'inspirera non de cet exemple, puisqu'il avait déjà pris les devants, mais de cette ratification de son attitude⁶.

Motions des députés:

M. Chaloult (Québec) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que:

Attendu que, le 19 mars 1947, l'Assemblée législative de Québec a adopté, à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à arborer un drapeau "qui symbolise les aspirations du peuple de cette province";

Cette Chambre prie le gouvernement de doter cette province, au cours de la présente session et à l'exemple de la Nouvelle-Écosse, d'un drapeau véritablement québécois.

La motion est adoptée à l'unanimité⁷.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 20 janvier courant, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) offre de suspendre le débat sur l'adresse et de passer immédiatement à l'étude de la législation.

M. Godbout (L'Islet) demande que l'on continue ce débat. Le gouvernement, dit-il, a besoin d'être éclairé des suggestions des députés, et l'opposition ne peut laisser passer cette occasion de lui apporter ses lumières.

M. l'Orateur rappelle à tous les députés qu'un règlement de la Chambre, confirmé par plusieurs décisions et la coutume, interdit d'anticiper dans les débats l'étude d'une question déjà couverte par une motion ou un projet de loi inscrit au *Feuilleton*. Ainsi donc, dit-il, il ne peut être question plus longtemps dans les débats sur l'adresse, de la question de l'autonomie provinciale. Il y a sur l'ordre du jour un projet de loi du gouvernement sur les relations fédérales-provinciales. On aura l'occasion de se prononcer à ce sujet lors de l'étude du bill. En attendant, on doit s'abstenir d'en parler.

M. Choquette (Montmagny): Je me réjouis de la décision du gouvernement de donner enfin effet au vœu exprimé à l'unanimité par la Chambre le 19 mars 1947, au sujet d'un drapeau spécifiquement québécois. Ce geste n'est pas l'acte d'un parti ou d'un gouvernement, mais celui de toute la Chambre, des libéraux, des conservateurs et des indépendants qui siègent ici. Le drapeau est une excellente chose. Mais il ne solutionne pas tous les problèmes économiques qui confrontent actuellement le peuple.

Hier, rappelle-t-il, il a parlé de l'autonomie, dont il avait été longuement question dans le discours du premier ministre. Mais par respect pour les décisions du Président, il va s'y conformer et attendre le bill pour exprimer son opinion. Je développerai donc, dit-il, le deuxième point de mon discours: le communisme, deuxième ballon que le gouvernement a lancé pour détourner l'attention de son administration. Comme il n'y a pas de bill sur le communisme inscrit au *Feuilleton*, je pourrai donc en parler.

L'Union nationale fait au communisme une lutte en paroles. Le gouvernement essaie de donner l'impression qu'il est le seul à combattre le communisme dans le Canada et dans la province. Nous sommes tous opposés à cette doctrine dangereuse, M. King l'a dit hier à Ottawa. Nous sommes tous décidés de la combattre. Le Parti libéral est opposé de toutes ses forces à cette idéologie du communisme dans le monde, au Canada et dans la province de Québec.

On connaît le rôle des communistes. On sait le rôle que le Parti libéral a joué à Ottawa contre l'espionnage dans l'arrestation et les procès des

espions. Il a fait condamner les traîtres qui ont conspiré contre la sécurité de l'État et qui ont divulgué des secrets à la Russie.

Les libéraux ont des raisons additionnelles de combattre le communisme parce que ce système ignore la liberté individuelle. Ils savent que, sous le régime communiste, la liberté de parole n'existe plus. En Russie, il n'y a pas de liberté parlementaire, seul le dictateur a le droit d'imposer ses vues à la députation ou plutôt au simulacre de députation qui siège à ses côtés à Moscou. On dit même que Staline songe à se faire installer un microphone sur son pupitre pour être mieux compris de chacun des députés russes! Nous sommes opposés au régime communiste, parce que les partis d'oppositions sont opprimés, les députés sont molestés, expulsés quand ils ne sont pas complètement supprimés.

Nous avons l'exemple de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Pologne où les chefs d'opposition ont été emprisonnés, fusillés ou obligés de se sauver. Sous le régime communiste, les électeurs ne sont pas libres. Ils doivent voter pour le parti au pouvoir. Les chefs communistes ne disent pas, que je sache: "Voulez-vous des écoles, des ponts, des chemins, des octrois? Votez pour le gouvernement." Ils sont plus brutaux. Ils disent: "Si vous voulez vivre, votez pour nous!" Les gens sont obligés d'appuyer les communistes, il leur faut voter pour le gouvernement, autrement ils sont soumis à des sanctions sévères et même à la mort.

Il n'y a pas de liberté scolaire, pas d'autonomie scolaire en Russie. Il y existe un rideau de fer pour cacher les actes de l'administration de la chose publique. Si on découvre des scandales dans l'administration, de la concussion, de la malversation, du péculat, le gouvernement athée et totalitaire refuse toute enquête. Les représentants du peuple ne peuvent jamais réclamer d'enquête, même s'ils mettent leur siège en jeu en accusant le régime. C'est leur vie même qu'ils mettent en jeu s'ils affrontent la volonté du gouvernement communiste. Même s'il est surtaxé, le peuple ne peut protester, il doit ployer sous le joug.

Dans les conférences internationales, les gouvernants communistes se font provocateurs, querelleurs et imposteurs. Ils cherchent à diviser pour mieux régner. Le mensonge est leur arme favorite. Une propagande fallacieuse s'infiltre partout dans leurs journaux, dans leurs sociétés nationales pour faire croire au peuple que leurs adversaires sont des gens indignes et qu'eux seuls sont honnêtes et patriotes. Voilà pourquoi nous, du Parti libéral, nous sommes opposés jusqu'au bout au régime communiste athée.

Dans les pays dominés par les communistes, c'est la dictature et le Parti libéral est complètement opposé à toute dictature. Pour les mêmes raisons, dans la province de Québec, nous nous opposons au régime de l'Union Nationale, parce que le Parti libéral est contre la dictature qu'impose le gouvernement aux commissions scolaires, à nos institutions de toutes sortes et partout dans la province.

(Applaudissements à gauche et dans les galeries)⁸

La politique s'introduit partout en Russie. Mais voyons ce qui se passe dans notre province. Avec le gouvernement actuel, la politique s'introduit partout. L'Union nationale cherche à convaincre toute la province qu'elle constitue le régime politique idéal et ne recule devant aucune mesure à cette fin. S'agit-il d'une réunion de société patriotique, d'assemblées officielles pour fins scolaires ou municipales, d'une bénédiction de ponts ou d'hôpitaux, on fait de la politique, on cherche à faire de la propagande pour l'Union nationale.

Récemment, un incident s'est produit à Joliette où on a béni un hôpital. Il est d'usage d'introduire dans la pierre angulaire un document qui atteste l'événement du jour au profit des générations futures. Sur le document gravé dans la pierre, on fait mention que l'hôpital de Joliette a été construit sous la 20^e année d'épiscopat de Monseigneur Papineau, la septième année du pontificat de Pie XII, de la onzième année du règne de Sa Majesté George VI et l'on ajoute: "Sous le régime de l'Union nationale. (Pointant la droite...)"

Des députés de l'opposition éclatent de rire.

M. Choquette (Montmagny): N'a-t-on pas conscience du ridicule dans lequel on se place? Quand donc ces gens-là auront-ils de la décence? Il y a plus. *Le Temps* l'organe de l'Union nationale, publiait récemment une grande manchette disant: "Le Saint-Père félicite l'Union nationale pour sa lutte contre le communisme." Il faut tout de même de la décence dans la vie publique. J'ai fouillé les encycliques et j'ai cherché dans les journaux. Je n'ai trouvé que le message de Noël du Souverain-Pontife qui, suivant *L'Action catholique*, "est une dénonciation de la malhonnêteté, du mensonge et du manque de sincérité dans les relations entre les hommes et les gouvernements".

(Applaudissements à gauche)

Pareil régime ne peut durer. Il faut rétablir au plus tôt une administration saine, sérieuse, honnête et de bonne foi. Le seul moyen pour cela, c'est de reporter au pouvoir le Parti libéral, le parti de la

stabilité et du bon sens, sous la direction de l'homme intègre et respecté qu'est le chef de l'opposition. C'est le Parti libéral qui a écrit l'histoire du pays depuis 50 ans. Sur 50 ans le Parti libéral a été au pouvoir pendant 35 ans à Ottawa et pendant 45 ans à Québec. C'est le Parti libéral qui a créé l'Hydro, qui a donné la liberté politique à la femme, qui a décrété la scolarité obligatoire, qui a mis de la propreté et de la droiture dans les finances de la province. Je crois que le résultat des prochaines élections ne fait pas de doute.

Des députés ministériels: Non, certain!

M. Choquette (Montmagny): Un député que j'estime par ailleurs a dit hier: "Ottawa est un gouvernement ennemi de la province de Québec." En quoi? Est-ce traiter la province en pays ennemi que de lui accorder des pensions de vieillesse et des allocations familiales, de lui accorder huit députés de plus, de nommer de nombreux fils de Québec à l'étranger à la tête de ses ambassades? C'est le gouvernement fédéral qui a établi la justice et le progrès chez nous. Les ministres de l'Union nationale savent le prestige qu'a donné au Canada le Parti libéral sous la direction du Très Honorable M. King. C'est lui qui a donné au Canada son grand prestige dans le monde. Il suffit de voyager un peu pour constater que le Canada est un des pays les plus respectés de l'univers. Les ministres de la couronne ont dû être à même d'en juger, car ils ont à peu près tous fait des voyages. Lorsque le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est allé en France, en Suisse, en Angleterre, en Italie, il a dû s'en rendre compte; lorsque le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) est allé au Mexique, en Angleterre, en France et en Belgique, il a dû s'en rendre compte; le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a dû s'en rendre compte car il a visité, depuis trois ans, le Brésil, le Pérou, le Mexique, l'Argentine, la France, la Belgique, la Hollande et l'Angleterre, avant le mariage de la princesse Elizabeth; lorsque le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) est aussi allé en France, en Belgique, en Italie, en Angleterre, où on l'appelait le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts⁹, il s'en est rendu compte; lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a aussi fait le tour des États-Unis et du Mexique, où on lui donnait le titre de ministre des Affaires extérieures de la province¹⁰, il s'en est rendu compte. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a visité les États de la Nouvelle-Angleterre et le

ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) s'est rendu à Vancouver. Ces messieurs ont dû se rendre compte du prestige du Canada à l'étranger. Ils sont en mesure de constater partout que seul le Parti libéral est un parti national.

Le chef de l'Union nationale se croit fort. Il se pensait fort aussi en 1939. Et cependant il a été balayé du pouvoir. Ce fut alors pour lui la défaite la plus humiliante. Une vague libérale, qui est partie récemment de l'Île-du-Prince-Édouard, déferle sur tout le pays et une écrasante défaite comme celle de 1939 attend l'Union nationale. Le Parti libéral sera reporté au pouvoir par une énorme majorité. À Montréal, lors des dernières élections municipales, 70 % des conseillers élus sont des libéraux.

Je veux d'ailleurs féliciter notre collègue, le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) de sa réélection au poste de conseiller. Je voudrais féliciter aussi le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté), mais je ne puis accorder les mêmes félicitations, il n'a pas eu la même chance. Ce n'est pas lui qui a été battu, c'est son gouvernement.

(Applaudissements et rires à gauche)

Après les élections, le danger du communisme disparaîtra, car par la stérilité de sa législation et son défaut d'adopter de vraies mesures sociales, le gouvernement actuel est le plus grand fomentateur du communisme qui soit en notre pays. Et vous verrez cela, M. l'Orateur, puisque d'Ottawa vous pouvez embrasser du regard toute la province¹¹, Québec reprendra alors sa marche dans la voie du progrès et de la prospérité.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette) félicite les députés de Charlevoix-Saguenay et de Huntingdon, proposeur et second de l'adresse en réponse au discours du trône. Il relève certaines paroles prononcées par l'honorable chef de l'opposition.

Il était important que l'Union nationale commence sa quatrième session en dépit de la prédiction de l'honorable chef de l'opposition qui, peu de temps après les élections générales de 1944, à la suite de la reprise du pouvoir par l'Union nationale, avait dit que l'administration Duplessis n'en avait que pour six mois. Si le chef de l'opposition vit pendant encore 50 ans, il pourrait y avoir des chances, que de six mois en six mois, sa prévision se réalise éventuellement.

Répondant au discours du chef de l'opposition et à ceux des députés de Montréal-Mercier (M. Francoeur) et de Montmagny, (M. Choquette) il rappelle que c'est l'Union

nationale qui a implanté la culture si payante du tabac jaune, dans la province. L'an dernier, dit-il, les cultivateurs de Joliette ont retiré de la culture du tabac jaune la jolie somme de \$1,500,000 tout en accumulant, depuis quelques années, un actif qui vaut au bas mot \$8,000,000. Les abords de l'École technique ont été embellis et le gouvernement n'a pas ouvert de club de nuit devant celle-ci. Quant au document scellé sur la pierre de l'hôpital de Joliette, ce sont les religieuses qui l'ont rédigé. Et je ne suis jamais allé en Suisse, mais M. King a acheté des cadeaux à New York, avant de partir pour l'Angleterre, au lieu de les acheter à Ottawa pour ménager des dollars américains.

Quant au communisme, rappelle-t-il, sous le premier gouvernement de l'Union nationale, les députés s'occupaient de cette question et il avait lui-même présenté une motion condamnant cette idéologie. Il fut aussi l'un des premiers à dénoncer Fred Rose¹². Sous l'Union nationale le communisme ne fera pas de progrès dans la province de Québec. En janvier 1948, il n'y a plus de danger communiste dans la province de Québec. Les témoins de Jéhovah, autres sans-Dieu, ont disparu aussi. Le travail et le capital coopèrent ensemble. Mais en novembre 1946, les députés de Montréal-Mercier (M. Francoeur) et de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) ont été contre les syndicats catholiques.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):

J'appuyais l'union qui avait été reconnue par la Commission des relations ouvrières, suivant la loi.

L'honorable M. Barrette (Joliette)¹³:

Conformément à la loi sur les accidents du travail sanctionné le 20 avril 1945, le gouvernement a augmenté le minimum des indemnités de \$12.50 à \$15 par semaine pour une incapacité partielle et permanente payée aux victimes d'accidents du travail et qui permettait aux petits salariés de recevoir une somme de \$300,000¹⁴ de plus qu'auparavant. Par des amendements apportés à cette loi le 20 mars 1947, le gouvernement de l'Union nationale a augmenté en moyenne de \$8 par mois les indemnités payées aux veuves des victimes d'accidents du travail, ce qui représente près de \$100,000 de plus par année. Le gouvernement a porté de \$2,000 à 2,500 par année le montant qui sert de base pour établir l'indemnité maximum.

Aujourd'hui, l'ouvrier qui gagne plus de \$2,000 par année jusqu'à concurrence de \$2,500 reçoit en indemnité, durant l'incapacité complète, les deux tiers de son salaire, alors qu'auparavant il ne

pouvait retirer en indemnité que les deux tiers de \$2,000. Ce dernier amendement a pour effet de faire bénéficier 6,900 ouvriers d'une somme de \$210,000 pour une période de six mois environ, les ouvriers, leur veuve ou leurs enfants recevant au moins \$1,000,000 de plus que sous l'ancien gouvernement.

Une des œuvres dont il est fier, dit-il, est l'établissement de la clinique de réhabilitation ouverte l'an dernier à Montréal. L'année précédente, la clinique, la première en son genre, avait admis 95 patients et le total des traitements divers s'élevait à 3,185 seulement. Depuis cette époque, 451 patients sont passés par la clinique et les rapports médicaux indiquent que 294 patients victimes d'accidents graves du travail, qui avaient droit au paiement d'une pleine compensation, ont été réadaptés suffisamment pour retourner au travail.

À la fin de décembre, un total de 75,778 traitements avaient été donnés aux victimes d'accidents. Le service de réadaptation de la Commission des accidents du travail, qui besogne de concert avec la clinique, fait aussi du bon travail. Ce service a réadapté 1,462 ouvriers durant l'année 1947, comparativement à 1,015 ouvriers durant l'année 1945. En 1946, 1,524 ouvriers avaient été réadaptés.

Ceci signifie que, durant ces trois années, 4,001 travailleurs ont reçu une indemnité suite à un accident et, aussi, ils étaient capables d'effectuer un travail de quelque nature pour lequel ils recevaient un salaire pendant leur période de réadaptation. Ainsi avec deux revenus, bon nombre de travailleurs reçoivent plus d'argent maintenant qu'avant leur accident. Sous les anciens gouvernements, ils ne recevaient rien. Avant la création de ce Service, la Commission des accidents du travail payait aux victimes l'indemnité à laquelle ils avaient droit mais les abandonnait à leur sort.

Beaucoup de choses ont été accomplies sur le plan de l'hygiène industrielle, notamment au sujet de la silicose et d'autres maladies provenant des industries de l'amiante, plusieurs hommes ont retrouvé la santé tandis que d'autres ont été traités et ont reçu des indemnités pour leurs familles. Il (M. Barrette) rappelle les débuts des enquêtes conduites par les spécialistes en maladies industrielles qui ont porté surtout dans notre province sur la silicose et l'amiantose. Il met en relief les ravages de cette maladie dénommée l'amiantose. Nous avons considéré celle-ci, dit-il, comme étant notre problème plus encore que la silicose, puisque la province de Québec produit plus de 80 % de l'amiante du monde entier. Nos spécialistes

médicaux et légaux ont multiplié les enquêtes depuis plus d'un an. Elles ont été très fructueuses.

Ils ont rencontré les représentants des unions ouvrières et des compagnies et ont étudié les dossiers et dans les cas douteux, les meilleurs spécialistes de la province ont procédé à des examens dont la valeur monétaire peut s'établir à \$200. Pour chaque cas, c'était donner à l'ouvrier l'assurance que le gouvernement voulait prendre tous les moyens possibles pour corriger la négligence de ceux qui nous ont précédés. Le travail de recherche est si avancé dans les domaines de la silicose et de l'amiantose qu'il peut prédire, dit-il, que d'ici à quelques années ces maladies seront disparues. À la Canadian Pottery, à Saint-Jean, il n'y en a plus depuis quelques mois. Les recherches sont faites dans les usines de la John's Manville, à Asbestos, et à l'Asbestos Corporation à Thetford Mines. Dès que les recherches seront terminées, des cliniques seront établies par le gouvernement dans les différents centres.

Il (M. Barrette) rappelle les entrevues du Dr Bellemare et de l'avocat Cantin à Asbestos, à Thetford-les-Mines et à Québec, à l'automne 1947, leur visite à la clinique de Saranac Lake, dans l'État de New York, au sanatorium de Sherbrooke. Une étude, dit-il, des conditions de travail à Asbestos a été faite et des études du même ordre ont lieu dans les établissements de moindre importance. Il rappelle aussi l'enquête du Dr Lucien Brouha, directeur de l'Institut d'hygiène de l'Université Laval, à l'usine de la Dominion Textile, à Saint-Grégoire de Montmorency.

Bien que les conclusions du rapport ne soient déposées à la Chambre, dit-il, il est possible de dire que 288 ouvriers ont été suivis au point de vue psychologique et que l'enquête médicale a porté sur un total de 245 employés. Avec leur aide, les ingénieurs industriels érigent un système de prévention. Il ne s'agit pas simplement pour nous de verser de l'argent, il nous faut aussi prévenir la maladie.

Lorsque nos enquêtes seront terminées, nous serons en mesure de recommander l'établissement d'une clinique dans les principaux centres miniers et industriels de la province. Il sera alors obligatoire pour les ouvriers exposés aux poussières de silice et d'amiante de subir un examen médical avant d'être admis au travail. Ces mêmes ouvriers subiront ensuite une radiographie pulmonaire. Au cours de ces examens, les travailleurs qui auront été trouvés atteints de maladie industrielle seront traités et recevront pleine indemnité. S'ils sont atteints de tuberculose, ils seront hospitalisés dans les

sanatoriums bâtis depuis trois ans par le gouvernement de l'Union nationale. Durant leur traitement, l'épouse et les enfants de l'ouvrier malade recevront une allocation, l'allocation des mères nécessiteuses.

Il (M. Barrette) parle de l'aide à l'apprentissage et il rappelle qu'à la session de 1947, il soulignait le succès du premier centre d'apprentissage pour les métiers du bâtiment ouvert à Montréal en 1945. Il avait alors informé la Chambre, qu'à la suite de la création de ce premier centre d'apprentissage pour les métiers du bâtiment où, vers le 5 novembre 1945, par suite de l'adoption de la loi sanctionnée le 24 mai de la même année, 310 jeunes gens avaient terminé leur apprentissage. Dans le rapport de l'année 1946, dit-il, au centre de la rue Laurier à Montréal, 481 jeunes gens ont été admis à leur apprentissage; 248 ont terminé leurs études et ont trouvé immédiatement un emploi au salaire minimum de \$0.65 de l'heure. En 1947, 815 élèves ont été admis au centre d'apprentissage; 459 ont terminé leur apprentissage.

Dans toute la province, en 1946, 607 élèves se sont inscrits dans les centres d'apprentissage. En 1947 le nombre a augmenté à 1,085,619 ont terminé leur apprentissage et ont trouvé de l'emploi immédiatement. En plus, 871 apprentis et compagnons ont été admis aux cours du soir. Les unions ouvrières et les employeurs collaborent avec le gouvernement de façon très effective au succès de l'apprentissage.

Le comité paritaire des métiers du bâtiment pour la ville de Montréal dépensera \$125,000 en 1948 pour aider à maintenir le centre de Montréal sur l'avenue Laurier, soit un montant correspondant à la contribution du gouvernement, en subvention ou pour l'usage de la bâtisse occupée par le centre. Des centres semblables seront établis à Hull, à Sherbrooke, à Chicoutimi et à d'autres endroits de la province.

L'objectif que nous nous étions fixés, de fournir 1,000 nouveaux artisans à l'industrie, sera atteint cette année lorsque les centres de Québec et de Joliette fonctionneront. J'insiste surtout sur le fait que les employeurs, de concert avec les unions ouvrières contribuent par un montant égal aux sommes versées par le gouvernement, ce qui, je l'affirme, est un cas unique dans toute l'histoire des relations patronales ouvrières. Ces centres d'apprentissage, formés par 19 commissions autonomes, ne subissent en aucune façon l'ingérence politique. Les professeurs sont choisis par les employeurs et les syndicats. Les employeurs et les travailleurs collaborent comme des alliés naturels, comme ceci devrait toujours être le cas.

Il encourage les travailleurs du Québec à travailler fort, ajoute-t-il. Je pense que je peux dire ça parce que, pendant 23 ans, j'ai été moi-même un travailleur. J'ai fait du cent heures de travail par semaine et je comprends les besoins et les problèmes du prolétariat et les solutions qui pourraient mener à des relations de travail harmonieuses. Ainsi, je n'ai fait que prêcher les mêmes doctrines et appliquer les mêmes théories que je n'ai cessé d'énoncer durant ces 23 ans qui ont précédé mon entrée dans la vie publique.

Au premier janvier 1946, il y avait dans la province de Québec 188,400¹⁵ salariés assujettis à des conventions collectives; au 1^{er} janvier 1947, le nombre de personnes assujetties par décrets ou en vertu de la loi des syndicats professionnels ou encore par ententes particulières après certification par la Commission de relations ouvrières était porté à 317,000¹⁶ et au premier janvier 1948, ce chiffre s'était de nouveau élevé à 336,000. Est-ce là de l'obstruction contre les unions ouvrières? Du 1^{er} septembre 1944 au 31 décembre 1946, la Commission de relations ouvrières avait accordé 1,314 certificats à des salariés des services publics, utilités publiques, commerce et industrie. Ce chiffre représentait une augmentation de 40 % sur ce qui avait été accordé précédemment sous le gouvernement libéral.

Si, d'après des témoignages irréfutables, les augmentations de salaires ont été, au cours des trois dernières années plus considérables dans la province de Québec que partout ailleurs dans le pays, nous devons voir, comme l'une des raisons de cette situation, l'augmentation des contrats de travail et deuxièmement, le désir de l'Union nationale de faire collaborer le travail et le capital en mettant toute l'influence du gouvernement dans les règlements des conflits ou dans les accords qui ont pour but d'améliorer le sort des classes laborieuses.

Il a été actif pendant l'année, rappelle-t-il, il a conduit une médiation personnelle dans différents conflits ouvriers et plus particulièrement dans la crise soulevée par la grève des textiles, en rétablissant la paix et le contentement à l'aide de nouvelles ententes collectives. Les unions ouvrières qui ont réclamé leurs droits dans l'ordre et présenté des revendications dans la légalité et dans le calme ont obtenu entière satisfaction du gouvernement et de son ministère.

Par contre, certains conflits ouvriers qui ont eu lieu en 1946 et en 1947, et qui ont retenu quelque peu l'attention publique par les bagarres qu'elles ont amenées, ont été fomentés dans l'illégalité la plus absolue et les dirigeants de ces conflits refusaient,

pour des raisons politiques ou idéologiques, les services des conciliateurs du gouvernement ou la médiation directe du ministre du Travail. Tous les efforts de certaines personnes n'ont eu pour but que de semer le trouble à cause des considérations politiques ou encore en raison des inspirations idéologiques issues du communisme. Les efforts de ces gens ont été vains devant la stabilité des gens de la province de Québec.

Je suis en faveur d'une saine organisation syndicale, mais pour ce qui était des agitateurs et des communistes. Je n'ai pas peur de dire que je vais me battre contre eux avec toute ma force. Le communisme n'a pas sa place dans le Québec et tant que le gouvernement de l'Union nationale sera au pouvoir et tant que je serai ministre du Travail, il n'y aura aucune composition avec ces gens aux idées malsaines et croches. Il me plaît de dire à cette Chambre que la stabilité et le contentement règnent dans le monde ouvrier, en cette province.

Depuis plusieurs années, on disait partout que l'industrie du textile contrôlait les gouvernements, que les bureaux de direction d'importantes compagnies agissaient à leur guise sans tenir compte des obligations du capital envers les ouvriers ou de leur devoir social. Il était généralement dit, dans le public, que ces employeurs avaient pour unique but de faire des profits et de payer des dividendes. Le gouvernement, depuis trois ans, a apporté toute son attention à ce problème du textile, qui était toujours resté sans solution, et a cherché à faire augmenter les salaires des tisserands.

Il y avait, en 1944, trois contrats de travail dans l'industrie du textile. Au 1^{er} janvier 1948, il y avait 29 contrats de travail et présentement 35,643¹⁷ employés du textile sont assujettis à des conventions de travail, sur un total de 50,000 environ. Le salaire moyen pour tous les employés masculins était de 54.5 cents dans les filatures de la Dominion Textile en 1946, et il était de 79.2 cents à la fin de 1947. Pour les employés féminins, il était de 38.3 cents, et il était de 55.6 en décembre 1947.

À la suite des ententes survenues au cours de 1947, la province de Québec a pris une avance sur toutes les autres provinces dans ce domaine. Nous pouvons affirmer que présentement les employés du textile gagnent des salaires à un taux horaire supérieur à celui qui est payé en Ontario. Nous sommes en position d'affirmer que cette industrie, l'une des plus importantes dans la province de Québec, paie maintenant les plus hauts salaires dans le pays. L'on a prétendu avec raison dans le passé que le textile était une industrie de petits salaires. Au

Québec, aujourd'hui, cette industrie est comparable à toute autre.

De plus, les droits de séniorité ont été reconnus; la formation des comités de griefs, de bonne entente, acceptés; les heures de travail ont été limitées; le surtemps est garanti; les vacances payées sont accordées; un boni de 15 % a été ajouté aux salaires pour les employés nocturnes; les changements de tâches sont considérés en vue d'augmenter les salaires de façon proportionnelle; les fêtes d'obligation religieuses et les fêtes légales, reconnues comme jours fériés.

Et, à titre de ministre du Travail, il me fait plaisir de dire à la Chambre qu'en plus de toutes ces questions réglées et l'augmentation moyenne de 20 cents de l'heure qui a été accordée à la Dominion Textile au cours des négociations du mois de novembre dernier que, pour la première fois dans l'histoire de la province, des relations harmonieuses existeront entre employeurs et employés de cette industrie. Je crois fermement que le capital et le travail sont des alliés naturels et que c'était dans leur intérêt commun qu'ils se rencontrent plus souvent. Ceci amènera une solution aux problèmes de la main-d'œuvre.

Les conditions se sont améliorées depuis les jours où les Libéraux régnaient en 1935, lorsque les travailleurs du textile gagnaient 15 ou 20 cents l'heure, lorsqu'un barbier coupait les cheveux aux enfants pour 5 cents et donnait un crayon de mine comme prime. Le chef de l'opposition a déclaré au cours d'un banquet, à l'occasion de la solution du conflit du textile, que le gouvernement de l'Union nationale organisait des grèves pour les régler ensuite de façon à en retirer le plus de prestige possible. Il cite, à ce sujet, des articles de journaux, des déclarations de chefs ouvriers. Il rappelle les autres cas de grèves et souligne que les ouvriers comme les patrons se sont déclarés satisfaits des ententes conclues.

Je vous pose la question M. l'Orateur, quel est le gouvernement qui aurait reçu le plus d'avantages des puissances d'argent quel est le parti politique qui pourrait davantage se faire aider par elles? Celui qui, mettant toute son influence dans le plateau de la balance, de concert avec les dirigeants ouvriers, conscients de leur devoir et de leurs responsabilités, fait payer des augmentations de salaires et des paiements rétroactifs s'élevant à \$4,000,000 pour une seule année et fait accorder de meilleures conditions de travail aux employés de quatre filatures ou celui qui ne sera jamais intervenu directement dans les règlements des conflits et qui aurait pendant des décades laisser les ouvriers à la merci de la loi de

l'offre et de la demande et qui aurait permis que les salaires demeurent aussi bas qu'aux taux moyen de 25 cents de l'heure?

J'ajoute que l'intervention personnelle du ministre du Travail fut heureuse dans règlement de cette affaire. Elle n'aurait eu aucune valeur si elle n'avait été appuyée par toute l'influence du gouvernement que j'étais autorisé à mettre dans la balance. Le mérite revient d'abord au chef du gouvernement, qu'on accuse parfois d'être antipathique aux unions ouvrières, mais qui a fait beaucoup plus pour les ouvriers de sa province que tous les régimes qui ont précédé le gouvernement de l'Union nationale.

La situation dans le Québec se compare avantageusement à celle de tous les pays du monde et il est heureux, dit-il, d'avoir pu contribuer dans toute la mesure de ses talents à donner au capital et au travail de cette province l'assurance d'une collaboration d'une compréhension et d'un dévouement au-dessus de tous les soupçons¹⁸.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Les allégations de certains orateurs dans les cercles oppositionnistes au sujet d'un octroi de \$60,000,000 à \$65,000,000 que retirerait la province en signant une entente avec le fédéral, sont une façon de jeter de la poudre aux yeux des citoyens de cette province.

Non, non, il n'est pas exact de dire que la province de Québec perd annuellement \$60,000,000 de bénéfices clairs pour n'avoir pas signé d'entente avec le pouvoir fédéral, ce n'est qu'un leurre. Comment, selon la plus simple des logiques, en effet, croire que le gouvernement fédéral nous fasse un cadeau de \$65,000,000. Si les offres d'Ottawa sont si généreuses pour les provinces, comment se fait-il qu'Ottawa se jette littéralement à nos genoux pour que nous l'acceptions, ou encore, comme l'affirmait le premier ministre de l'Alberta, qu'il fait l'offre aux provinces en leur mettant littéralement le couteau sur la gorge.

En fait, en signant une entente avec Ottawa, cette somme de \$65,000,000, en supposant qu'elle soit réellement mise à notre disposition, proviendrait en premier lieu d'impôts que nous percevons actuellement ou d'impôts que nous pourrions percevoir. Nous céderions au fédéral les revenus de certaines taxes dont la province devra cesser la perception. Ces divers impôts représentent annuellement un montant de \$48,000,000. J'estime, que c'est à peine \$14,000,000 à \$17,000,000 tout au plus que nous recevrons vraiment des centralisateurs en échange de notre pouvoir de taxation et de notre autonomie et non \$65,000,000 comme le prétend le chef du Parti libéral.

Et il est très juste d'affirmer que même cette dernière portion de l'octroi serait perçue dans la province, car Ottawa ne crée pas la richesse, mais perçoit, comme tout autre gouvernement, sous forme de taxes. Et puis, pourquoi ce chantage sur les provinces? On les supplie de céder leurs revenus et si elles ne cèdent pas, on leur met le couteau sur la gorge. Il est évident qu'Ottawa espère recevoir plus qu'il ne donne.

Mais puisque nous n'accepterons pas les offres, puisque que le premier ministre ne veut pas céder notre autonomie, il est temps de constater que l'État provincial est actuellement engagé dans une lutte à mort où il joue sa vie et que ce problème ne saurait être réglé par des refus ou par des discours. Devant les offres d'Ottawa, dont certaines ne sont qu'un conte de fée, je crois que la province se doit d'exercer à fond toutes les juridictions qui sont les siennes, surtout dans le domaine social où sont les grandes nécessités de l'heure. C'est là qu'est le salut.

La province doit exercer son autonomie sur les problèmes les plus urgents. La politique sociale a plusieurs aspects. Elle ne se confond pas avec celle du travail, mais elle la comprend; son domaine est aussi vaste que celui de la justice. Cette politique sociale est, pour une part, rurale. Elle comprend l'établissement des jeunes ruraux, devenu d'autant plus urgent que, par suite d'une industrialisation rapide, nous sommes actuellement en face d'une disproportion inouïe entre la population de la campagne et de la ville. La campagne, ne l'oublions jamais, est encore notre meilleure garantie de survie.

Hier, mon collègue, le représentant de Québec (M. Chaloult) a parlé de la colonisation avec trop peu de sévérité peut-être. Mais je représente un comté urbain et c'est pourquoi je vais parler plus spécialement de la politique sociale dans ses rapports avec les centres urbains, car elle s'adresse à une classe de plus en plus importante: la classe ouvrière. Le problème du logement reçoit cette année une attention particulière. Quatre lois sont inscrites au *Feuilleton*. Je remercie le gouvernement d'être passé d'une négation totale à ces réalités. Le problème du logement reçoit cette année une attention particulière.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a fait cet après-midi un exposé impressionnant à certains points de vue, mais à mon avis incomplet. Il faut constater l'importance grandissante du facteur ouvrier. Quelques réalisations ne signifient pas que tout a été accompli et qu'il n'y a plus de choses urgentes à faire. Il n'y a rien de révolutionnaire à constater l'importance sans cesse croissante du prolétariat dans le monde, car Sa Sainteté le pape

Pie XII lui-même l'a reconnue dans un de ses derniers discours.

Le ministre a fait allusion à certaines grèves. Il n'est pas excessif de prétendre que la plupart des grèves, qui ont eu lieu l'automne dernier dans la province, n'ont peut-être pas été dues uniquement à des agitateurs, mais aussi en bonne partie aux lenteurs excessives des arbitrages. On ne peut déclarer à l'avance que toutes les grèves sont bonnes ou mauvaises. Ce sont des cas d'espèce. La série des délais exaspère les ouvriers. Rien dans la loi n'oblige les employeurs de nommer leurs représentants au comité d'arbitrage dans un délai donné. Un employeur qui ne serait pas de bonne foi pourrait se servir de ce silence de la loi pour abuser des ouvriers.

Certaines décisions arbitrales ont été rendues après des délais tels que les contrats auxquels elles devaient s'appliquer, et qui sont tous d'une durée d'un an, étaient périmés. La Chambre de commerce de Montréal a reconnu qu'il y avait des lenteurs trop grandes dans les arbitrages. On a promis de l'amélioration et j'en suis sûr, car cela a une très grande importance pour les ouvriers. Il demande de raccourcir les délais de conciliation. Ceux-ci sont actuellement trop long, dit-il, ce qui permet aux agitateurs d'intervenir, ils pourraient autrement s'en servir pour procéder sciemment en marge de la légalité.

Mais il y a plus. Il faudra nécessairement un jour ou l'autre, remplacer ces comités, qui ont rendu de grands services, par un véritable tribunal du travail, du moins pour trancher certains litiges. La chose est contestée dans certains milieux, mais les syndicats nationaux en ont réclamé la création, ne serait-ce que pour les conflits des droits, par opposition aux conflits d'intérêts. Il pourrait servir, par exemple, dans les cas de congédiements pour activité syndicale ou autres. C'est un des problèmes les plus irritants pour les ouvriers, parce qu'il n'y a présentement personne ni aucun organisme qui puisse juger convenablement et justement pour trancher le cas. On s'adresse à la Commission des relations ouvrières qui, supposons le cas, décide que le renvoi n'est pas justifié. Dès lors l'employé est laissé à lui-même et s'il veut obtenir justice il doit s'adresser aux tribunaux ordinaires, avec toutes les lenteurs et les déboursés que cela comporte. La création d'un tribunal du travail serait un premier pas vers la sagesse.

On note une double tendance dans la politique du gouvernement. Pour les employés des services publics on laisse l'arbitrage, avec décision obligatoire, mais on l'enlève au stade supérieur. S'il

y a appel, on aboutit à la Commission municipale, dont le but principal n'est manifestement pas de régler ces sortes de conflits, mais de s'occuper de problèmes municipaux. La décision rendue est finale, sans appel. Inversement, quand il s'agit des grandes corporations, comme ce sera bientôt le cas pour la Montréal Tramways, on crée une sorte de tribunal suprême, où la compagnie est représentée. En résumé, au stade de l'appel, la tendance semble être la suivante: on permet aux grandes compagnies d'être représentées et on efface les syndicats des employés des services publics.

Or ceci frappe, ou peut frapper, les fonctionnaires provinciaux, qui d'une façon générale ont des traitements insuffisants et n'ont aucun moyen de faire valoir leurs droits - on leur refuse même le recours à l'arbitrage; les fonctionnaires municipaux; les employés des commissions scolaires, ceux des services hospitaliers et des transports. Comme les autres, ils ont droit à la justice sociale, et ils devraient, de plus, avoir droit d'aller jusqu'à l'arbitrage.

Un travail fort intéressant semble avoir été fait dans le domaine de la réhabilitation. J'en félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). La Commission des accidents du travail rend de grands services, mais il y a quand même lieu d'y apporter des améliorations importantes. L'indemnité en argent devrait être non pas de 66%, mais de 100 %. Le barème de la Commission, le pourcentage de l'incapacité résultant d'un accident, devrait être incorporé à la loi et non pas laissé à l'arbitraire de la Commission, car l'accidenté ne sait jamais à quoi s'en tenir. Il y a aussi des délais cruels qui sont imposés aux accidentés dans le versement des allocations, délais justifiables peut-être du point de vue comptable, mais non pas du point de vue humain. Il y a un nombre immense de plaintes de ce côté et il faudrait apporter des corrections à la loi dans le plus bref délai en améliorant les règlements de la Commission des accidents du travail.

Il avait été question d'un code du travail à la dernière session. Cela devrait être réalisé au cours de la session actuelle. Il faudrait avoir dans Québec une loi organique, qui rassemble toutes les lois ouvrières, au lieu de lois éparses, dont certaines parties paraissent se contredire. C'est là une question de justice sociale. Cela est d'autant plus urgent, que si nous n'avancions pas rapidement dans ce domaine contesté, nous serons devancés par Ottawa, qui veut présenter un projet de code national du travail, qui ne s'appliquerait au début qu'aux industries relevant du fédéral, mais qui pourrait par quelques petites modifications bien simples, s'appliquer à d'autres industries. Un coup

de force a été tenté, lors de la grève des salaisons, pour centraliser la législation des grèves.

Il voudrait aussi, dit-il, la création d'un comité parlementaire des relations industrielles, qui serait chargé d'entendre le témoignage des intéressés, tant de l'industrie que les personnes autorisées à parler au nom des ouvriers lorsqu'une loi ou un amendement est présenté devant la Chambre. Ce comité serait une sorte de soupape. Il pourrait empêcher que l'on passe trop vite certaines lois ouvrières, etc. etc.¹⁹.

Aujourd'hui, nous sommes conscients du problème de la santé. Les conditions ont changé, elles se sont améliorées, mais la majorité des gens ne peuvent encore que difficilement profiter des progrès de la médecine dans nos hôpitaux, faute de revenus. Pour bien des familles, pour la majorité des familles devrions-nous dire, une maladie constitue en quelque sorte une catastrophe. Cette incapacité de payer, insuffisamment comblée par les octrois de l'assistance publique qui paie \$4 par jour aux hôpitaux depuis juillet, pour les cas d'hospitalisation, expose les hôpitaux et les dispensaires à ne pas suivre les progrès scientifiques.

Or, une enquête a révélé que le coût réel quotidien d'hospitalisation est de \$6.61 dans un hôpital, de \$7 et de \$9 dans d'autres. Cela signifie que ces hôpitaux sont obligés de trouver ailleurs la différence entre ce que le gouvernement paie et les dépenses qu'ils doivent faire. Dans un seul hôpital le déficit quotidien est de l'ordre de \$1,000. Ajoutez à cela les cas des dispensaires pour les indigents, qui sont généralement traités gratuitement, et qui demandent des organisations coûteuses et vous comprendrez que les hôpitaux sont obligés de surcharger les patients privés, ceux qui ne sont pas de l'assistance publique.

Pourquoi laisser dormir cette question? C'est un problème qui s'aggrave de jour en jour. Le gouvernement a eu tort d'abolir la Commission d'assurance-santé. J'ai déjà exprimé mon regret que cette commission d'enquête sur les problèmes de la santé ait été supprimée. J'avais manifesté certaines réserves à son sujet, mais elle travaillait sur de l'essentiel. Le gouvernement devrait nécessairement reconsidérer l'ensemble de cette question, l'adapter aux circonstances et trouver une solution générale.

Il demande au gouvernement de s'occuper sans tarder du problème de l'hospitalisation des indigents. Là encore, dit-il, la sirène fédérale retentit. Il y a des projets fédéraux d'assurance-santé qui se profilent. Ottawa, qui a le sens de l'opportunisme, qui a à son service des fonctionnaires centralisateurs

qui veillent, profitera peut-être de notre inertie pour occuper la place. Ce fut malheureusement le cas de l'assurance-chômage, des allocations familiales, des pensions de vieillesse, autant de brèches à l'autonomie provinciale. On criera à l'intervention fédérale, mais il sera trop tard. C'est à nous d'aller de l'avant, de créer un système qui sera adapté à notre mentalité et à nos besoins. C'est une affaire de justice sociale et d'autonomie.

L'assistance de l'État aux déshérités de la vie, comporte des dangers, car l'intervention de l'État peut avoir à la longue des répercussions sur l'ensemble de la société. Mais il y a de vrais déshérités, des gens qui sont vraiment diminués par leur infirmité. Ceux-là ont réellement droit à l'intervention de l'État. C'est le cas, par exemple, des aveugles et des invalides. Le gouvernement aide déjà ces malheureux, mais il reste qu'il est inadmissible qu'on ne leur permette de gagner que quelques centaines de dollars avant de les taxer. Leur pension, dans sa totalité, devrait être mise de côté dans le calcul de l'impôt. Il demande au gouvernement d'user de son influence auprès des autorités fédérales, pour qu'elles n'ajoutent pas les subventions accordées aux aveugles à leur revenu taxable.

Il parle en termes élogieux de l'Association canadienne-française des aveugles. Une œuvre admirable, dit-il, qui tente de réhabiliter ses protégés, de donner un sens à leur vie, qui leur aide à s'aider. C'est de l'argent bien placé que de soutenir des œuvres comme celle-là. Les autres grands déshérités devraient également recevoir des allocations pour qu'ils ne soient pas, comme c'est actuellement le cas, entièrement laissés aux soins de la charité publique.

Un des aspects les plus importants, c'est que le plus grand nombre de gens possible devraient bénéficier de l'éducation. Il faut poser le principe que celui qui a du talent devienne capable de l'exercer. Il suggère, dit-il, l'établissement d'un système général de bourses d'études, indépendant du patronage et aidé par un moyen de découvrir les talents réels. Il ne faut plus que les moyens financiers des parents décident de la vocation des enfants. Il est triste de constater que des gens n'ont pu donner toute leur mesure. Actuellement les bourses d'étude ne vont qu'à des personnes privilégiées et surdouées. Il faut déraciner une certaine hostilité du peuple à l'égard de l'enseignement supérieur ou spécialisé.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et quart ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures²⁰.

Deuxième séance du 21 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché²¹

La séance est ouverte à 8 h 15 du soir²².

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'opposition de s'attaquer à l'étude de la législation.

M. Hamel (Saint-Sauveur) se dit fier d'être le premier à parler en Chambre en face du drapeau

officiel de la province, il le salue. Il constate que le vœu que la Chambre exprimait unanimement l'an dernier est enfin réalisé. Mais il n'y a rien de constructif à saluer, dit-il, dans le discours du trône, qui est rempli de vieux clichés à la gloire du gouvernement qui chaque année se vante du crédit agricole, ni dans la politique du gouvernement, qui prend un malin plaisir à hypothéquer les terres des cultivateurs. Le crédit agricole, c'est bien, mais ce ne doit pas être la politique générale d'aide à l'agriculture. Le gouvernement doit aider les cultivateurs et les organiser de façon à vivre du fruit de leur travail et non d'emprunts.

Nos cultivateurs aimeraient mieux gagner de l'argent sur leurs terres que d'emprunter au crédit agricole. Les références à la colonisation sont assez vagues. Le gouvernement n'est pas sérieux en parlant d'établir sous peu 225 paroisses dans la région du lac Matagami. Si le gouvernement réussit seulement à établir 225 colons au cours de l'année, ce sera beau, car il aura alors dépassé tout ce qu'il a fait dans les années antérieures.

Il reproche au gouvernement de Québec, dit-il, de toujours s'attaquer au pouvoir central pour toutes les difficultés que nous rencontrons presque chaque jour. Il se dit prêt à faire des sacrifices pour sauver le monde et combattre le communisme. Malheureusement, un malheur ne vient jamais seul. La province de Québec a deux grands malheurs. Nous avons eu un premier malheur avec la guerre et, au moment où celle-ci allait prendre fin avec ses misères, le second malheur fut un gouvernement de l'Union nationale.

Il y a, note-t-il, une référence à l'autonomie provinciale. Nous avons été élus pour traiter de problèmes provinciaux et personnellement, j'entends traiter exclusivement de problèmes provinciaux parce qu'il y a un autre gouvernement qui siège à Ottawa dont les membres ont été élus par les gens aussi et dont on attend qu'ils protègent les droits des gens de la province.

Le gouvernement de n'a aucune politique bien définie sur les grands problèmes de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Ces trois questions ne reçoivent pas du gouvernement l'attention qu'elles méritent. Il en est de même pour nos ressources forestières. Avons-nous dans Québec une politique forestière? Il n'y a aucune exploitation rationnelle comme le recommandent les experts pour assurer la permanence des essences forestières. Le gouvernement a mis de côté la sage législation libérale qui obligeait de vendre aux enchères publiques les limites à bois.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) accorde maintenant les concessions forestières sans enchères publiques, sans inventaire pour se rendre compte de ce que l'on concède en valeur, sans ordre ni plan, aux favoris du régime, à ceux qui ont le plus beau sourire. On pille nos réserves forestières, qui malheureusement ne sont pas inépuisables mais qui peuvent durer éternellement si des programmes de coupe adéquats sont établis avec prudence et respectés. Des cent corporations qui exploitent nos forêts québécoises, il n'y a en pas dix qui maintenant se soumettent, tel que le veut la loi, au plan d'aménagement, destiné à protéger nos forêts, plan que j'ai fait préparer par des techniciens du ministère.

Quant à la loi passée l'an dernier prohibant l'exportation des bois de commerce coupés sur les terres de la couronne sans un permis spécial du gouvernement et non ouvrés dans la province, elle n'a jamais été mise en vigueur. Elle devait entrer en vigueur seulement sur proclamation, mais le gouvernement n'a jamais proclamé les différentes sections de la loi et le bois sort de la province et du pays en grandes quantités, ce qui prive les générations à venir de ce qu'elles auront besoin. On agit sans considération de l'avenir, on laisse exploiter nos ressources forestières comme si elles ne devaient exister que pour la présente génération. La loi de l'année dernière, étant donné qu'elle n'a pas été proclamée, est devenue pour le gouvernement une loi de chantage. Nous n'avons pas besoin de lois de chantage dans notre province.

Il (M. Hamel) exprime l'espoir que le gouvernement enseignera la Chambre sur les transactions conclues au cours de l'année. Il craint que ces transactions n'aient été faites à l'aveuglette. Il demande au premier ministre s'il est vrai que la compagnie MacLaren a obtenu 100 milles carrés du gouvernement dans la région qu'on appelle le corridor au nord d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La compagnie MacLaren avait vu ses limites inondées, sous le régime libéral, par un barrage sans recevoir une compensation. Un territoire de 100 milles carrés lui a été accordé en échange d'un territoire de même dimension qui avait été inondé. Les conditions de la transaction furent préparées par M. Avila Bédard, sous-ministre des Terres et Forêts, M. Guay assistant sous-ministre et les autres officiers supérieurs du département.

M. Hamel (Saint-Sauveur) n'est pas satisfait de cette réponse. Il veut savoir si on a accordé des

limites boisées de 100 milles carrés à la compagnie MacLaren sans inventaire préalable. Car depuis trois ans, aucun inventaire sérieux n'a été fait de nos ressources forestières dans les concessions.

Le gouvernement actuel a eu tort d'avoir transformé l'école d'avionnerie de la rue Laurier, à Montréal, en une école d'apprentissage. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) fait des comparaisons entre une époque où les budgets de la province ne dépassaient pas \$30,000,000 et la période actuelle où le gouvernement a \$150,000,000 à sa disposition. Le ministre a reproché, dit-il, à deux députés d'avoir appuyé une union certifiée par lui-même et de parler en faveur d'unions de leurs choix. Mais depuis quand un ouvrier dans cette province ne peut-il pas faire partie d'une union de son choix? On nie aux citoyens la liberté du choix de l'union. En réalité, on a entrepris depuis quelques années une campagne contre toutes les unions ouvrières.

La politique régulière du gouvernement et du ministère du Travail, c'est de contester la liberté syndicale de l'ouvrier et de faire une lutte à mort contre les organisations ouvrières. On a profité de l'extravagance de certains chefs pour faire des interventions intempestives. On commence par attaquer les unions les plus vulnérables, à cause des exagérations de leurs chefs, puis on a continué de grignoter les autres. On s'est ingéré dans les décisions de la Commission des relations ouvrières. Il (M. Hamel) cite le cas du Textile.

L'ennemi mortel des unions ouvrières, dit-il, ce sont les unions de boutiques. Le ministère du Travail a accordé à ces genres d'unions des douzaines de certificats, ce qui est contraire aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière qu'on dit vouloir protéger. Le ministre du Travail a deux poids et deux mesures, un pour les ouvriers et l'autre pour les compagnies. Quand les ouvriers ne se soumettent pas à toutes les formalités, on leur envoie la police. C'est la justice à coups de matraque. Mais quand une grande compagnie refuse de se soumettre à un jugement des arbitres, c'est le ministre qui s'y rend. On redore le blason des compagnies. Il est d'accord avec l'Union nationale, poursuit-il, que le communisme doit être combattu implacablement par tout le monde.

Le gouvernement a cédé des richesses naturelles inestimables à des Américains, notamment à la compagnie Hanna, de Cleveland, qui a obtenu pour \$100,000 par année des mines de l'Ungava qui valent des milliards, selon une revue minière américaine qui fait autorité.

Les villes de Québec et Lévis ont versé \$4,000,000 en taxe de vente depuis quatre ans, alors

qu'on avait pris l'engagement d'honneur d'abolir cette taxe qu'on disait antisociale, antifamiliale et antinationale. Et quand ces deux villes réclament un pont, on leur répond de faire un détour de 25 milles, pour passer par le pont de Québec. Le gouvernement pourrait affecter à cette construction les \$4,000,000 qu'il retirera chaque année dans les villes de Québec et de Lévis. Il trouve étrange, dit-il, que le gouvernement de l'Union nationale, malgré ses promesses, ait toujours négligé d'abolir la taxe de vente provinciale de 2 %.

Il invite le gouvernement à faire ses élections au plus tôt et prédit le retour prochain au pouvoir du chef de l'opposition. Celui, dit-il, que nos adversaires attaquent, parce qu'il est trop honnête.

(Applaudissements à gauche)

Il fait un éloge du chef de l'opposition.

M. Sylvestre (Berthier) demande à la Chambre d'envoyer ses plus profondes condoléances aux familles éprouvées récemment par la mort des leurs dans le terrible accident ferroviaire de la semaine dernière à Parent. Quatre des neuf victimes, dit-il, sont des jeunes gens du comté de Berthier, membres de deux familles Guertin et Lavoie.

Il demande au gouvernement de se montrer généreux envers le Collège de Berthierville qui célébrera cette année le centenaire de sa fondation et qui a besoin de s'agrandir considérablement.

Il demande aussi une aide financière pour la municipalité du même endroit, pour l'amélioration de son système d'aqueduc. Ce qui aiderait considérablement cette municipalité, dit-il. Ainsi cette dernière ne sera pas dans l'obligation d'imposer une taxe de municipale de vente de 2 % comme devrait le faire prochainement la ville de Joliette.

Il accuse la police provinciale du Québec de s'immiscer dans le droit légal des travailleurs de faire la grève dans la province et il suggère qu'elle serait beaucoup plus utile si elle veillait au respect des lois sur l'alcool par les clubs de nuit, les tavernes et autres boîtes de nuits.

Lorsque le premier ministre traite les députés libéraux de communistes, poursuit-il, il dit une fausseté et il manque à la justice et à la charité. Il se conduit comme un communiste. En dépit de sa sincérité, il n'est pas le seul à combattre les erreurs subversives du communisme. Il n'est pas le seul qui le combat dans la province. Déjà en 1936, alors que le premier ministre actuel faisait campagne contre ce qu'il appelait les voleurs libéraux, on disait: "Staline tue, Duplessis salit." Aujourd'hui, ce sont ces gens, dont plusieurs étaient alors de ce côté-ci de la

Chambre et sont passés ensuite de l'autre côté, qui viennent nous dire combien ils ont été justes.

D'où vient que le premier ministre sente le besoin de faire des scènes disgracieuse et dramatique contre le communisme? Qu'ont été lors de l'élection (fédérale) de Cartier, les menées de l'Union nationale? Ont-elles été pour défaire le candidat communiste? Non: mais elles ont été pour partager le vote des Canadiens français. Le premier ministre s'oppose aux prêts ou aux dons à l'Europe. Je vous demande, messieurs, qui sont les gouvernements opposés à ces prêts. Ce sont deux dictateurs: Staline et le premier ministre de la province de Québec.

Le gouvernement de l'Union nationale a établi une loi du cadenas. Mais c'est le premier ministre lui-même qui a déclaré récemment qu'il n'a ordonné la fermeture d'aucune maison. On a la loi, mais on ne veut pas s'en servir. D'autre part, ne l'a jamais fait appliquer effectivement lorsqu'il a annoncé la découverte d'un poste radio communiste en Abitibi. Le premier ministre, qui parle toujours du communisme, a simplement dit, à cette occasion, que c'est l'affaire du fédéral. Il n'a pas envoyé la police provinciale. Il préfère la faire intervenir dans des grèves généralement justes. On a vu la police provinciale entrer dans les rangs des ouvriers pour les empêcher de faire la grève.

Je dis que le premier ministre a tort d'accuser les libéraux et le chef de l'opposition d'être communistes. C'est injuste, c'est un manque de charité chrétienne. Nous, du côté libéral, nous sommes contre le communisme mais nous voulons moins de discours et plus de faits. Nous croyons que la meilleure manière de le combattre efficacement consiste plus dans des actes et des mesures sociales que dans les paroles du premier ministre. Il cite, dit-il, le cardinal Gerlier qui disait lors de son passage au Canada que: "L'arme que le communisme craint le plus, c'est la justice sociale dans l'esprit chrétien." C'est là la doctrine que nous voulons appliquer dans la province.

Dans le domaine de l'Agriculture, le gouvernement de l'Union nationale jette encore de la poudre aux yeux. Le gouvernement ignore depuis trois ans, la demande d'un marché central faite par les maraîchers de Montréal et ne répond pas aux cultivateurs qui veulent l'établissement d'octrois pour le lait, le beurre et le fromage. Il demande au premier ministre, dit-il, de rétablir les primes que chef de l'opposition leur avait données. Le gouvernement fait la sourde oreille.

Le premier ministre s'est moqué de la betteraverie de Saint-Hilaire. Voilà comment il traite

une œuvre destinée à la classe agricole. Les gens du comté de Berthier seraient bien disposés, à faire la culture de la betterave à sucre, mais à chaque session, ils en sont découragés par des ministres du gouvernement actuel, qui passent leur temps à critiquer l'usine de Saint-Hilaire. Je demande au chef de l'opposition, lorsque bientôt il sera retourné au pouvoir, de créer de pareilles industries dans la province. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dit qu'il n'en voulait pas à Joliette. Que le premier ministre de demain établisse une usine de betterave à sucre dans le comté de Berthier. Cette culture est appelée à vivre dans la province.

L'Union nationale reproche à l'opposition d'avoir dépensé \$4,000,000 pour l'industrie de la betterave à sucre, mais il en a dépensé autant pour la construction de deux ponts qu'il a fait construire à Trois-Rivières. Cet argent aurait pu servir à la construction de logements ouvriers. Elle aurait été mieux placée dans les mains des cultivateurs de la province.

(Applaudissements à gauche)

Cette industrie va grandir, malgré le premier ministre. J'en demande pour les cultivateurs de ma région.

Le ministre du Travail a dit qu'il a trouvé la formule du tabac à cigarettes. Mais c'est la question du tabac jaune qui revient et la découverte en a été faite par un autre gouvernement que le sien. Le gouvernement actuel n'a fait que distribuer les octrois et ces octrois sont les argents des citoyens de la province.

Il est faux de prétendre que la loi régissant les coopératives d'électrification rurale va sauver les classes rurales. Ce genre d'électrification appliquée par le gouvernement de l'Union nationale est une faillite complète, totale et absolue dans mon comté.

M. Larivière (Témiscamingue) s'objecte.

M. Sylvestre (Berthier): Je réponds au député par une déclaration du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) lui-même. Il cite un article de journal: "Dans le comté de Berthier, la coopérative d'électricité s'est retirée et a laissé le champ libre à la Shawinigan, parce que les clients de la compagnie paieront moins. Par ces constructions de nouvelles lignes, les cultivateurs obtiennent plus, en une année, de la Shawinigan, que ce qu'une coopérative peut faire en trois années".

L'honorable M. Barrette (Joliette) n'a jamais fait de déclaration de ce genre. Point d'ordre.

M. Sylvestre (Berthier) brandit *Le Temps* du 21 juin 1946 qui reproduit les paroles du ministre. Ou le ministre a dit ces paroles, dit-il, ou l'organe du gouvernement a menti.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier doit accepter la parole du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Les règlements de la Chambre obligent le représentant de Berthier à retirer ce qu'il a dit.

M. Drouin (Abitibi-Est): Il n'a rien dit d'offensant.

M. Godbout (L'Islet) proteste contre cette tempête dans un verre d'eau. Il note la nervosité des ministres.

M. l'Orateur: Le Règlement ne fait pas mention de paroles offensantes. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a nié avoir fait cette déclaration. Le député doit retirer ses paroles.

M. Sylvestre (Berthier): La loi du crédit agricole est bonne, mais je dis qu'il n'est pas vrai que le crédit agricole a nécessairement sauvé la classe agricole comme le prétend le gouvernement. Dans le comté de Berthier, par exemple, 260 cultivateurs seulement sur une population de 22,000 s'en sont prévalu. Le crédit agricole provincial, en 11 ans, n'a prêté que \$60,000,000 alors que le gouvernement fédéral, en trois ans, a versé \$252,000,000 aux cultivateurs du Québec²³. Malgré les crédits agricoles, malgré les allocations familiales, les jeunes gens désertent encore nos campagnes. Le gouvernement n'a fait aucune loi qui les aide.

L'administration de l'Union nationale consiste surtout dans des discours et sans plus. L'entretien et l'ouverture des chemins d'hiver, c'est une faillite complète. La province de Québec est en arrière sur toutes les autres. Le gouvernement a manqué à sa mission en dilapidant les fonds publics. Il y aura bientôt des élections. Ce sera une deuxième orgie de dépense qui va amener, malgré les graines de semence dont le gouvernement se prépare à faire la distribution au profit des amis, une deuxième défaite de l'Union nationale.

M. Lawn (Pontiac): Mon comté paye des taxes comme les autres et il ne reçoit rien en retour. Le patronage du comté a été donné au président de cette Chambre (l'honorable M. Taché) qui est un

homme très charmant, mais qui ne fait rien pour Pontiac, spécialement en ce qui concerne les routes. La situation existe depuis les dernières années. Les citoyens de cette partie de la province ont des droits comme les autres. L'an dernier, lorsqu'on a télégraphié à Québec que la route 8 a été inondée et que de l'aide était requise, on a répondu que le rapport était considéré.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) s'est contenté de faire enquête. Les comtés ruraux sont négligés sauf ceux qui sont représentés par des membres du cabinet. Le gouvernement est tombé une fois en 1939 et avec l'aide de Dieu, il est à espérer qu'il tombera encore. Il reproche aussi au ministre des Travaux publics, dit-il, de ne pas s'occuper des ponts de son comté. Le gouvernement coûte trop cher aux contribuables, il multiplie inutilement les commissions et ne donne rien en fait de travaux pratiques.

Les citoyens de la province de Québec sont trop taxés. Il y a trop de taxes sur les corporations, on taxe trop les successions. La taxe de vente, qui devait disparaître, existe encore, malgré la promesse du premier ministre de l'abolir. Le gouvernement prend beaucoup d'argent au peuple, \$150,000,000, mais il lui en rend peu quand on fait le compte. Il multiplie inutilement les commissions qui ne font rien autre chose que dépenser l'argent du peuple et ne donne rien en fait de travaux pratiques. Depuis trois ans, rien n'a été fait sur les ponts. Je regrette l'absence du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On lui fera le message.

M. Lawn (Pontiac): Vous allez vous mêler en route. Le marché de l'Ungava fut un mauvais marché puisque le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) a donné les ressources minières de l'Ungava, les plus importants gisements de minerai de fer, pour presque rien à des intérêts américains.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Voulez-vous les avoir au même prix?

M. Lawn (Pontiac): Que les ministres cessent donc leurs folies.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Robinson (Brome): Je suis fatigué d'entendre parler de ça. Il dit que depuis maintenant 100 ans que les gouvernements de la province ont essayé d'obtenir des capitaux pour ouvrir la région de l'Ungava.

M. Lawn (Pontiac) demande à la province de faire quelque chose pour développer l'industrie dans l'ouest de la province. Pourquoi, dit-il, le gouvernement ne dote pas la province d'une commission hydroélectrique comme dans Ontario, pour vendre l'électricité au prix coûtant. Il se plaint de la façon dont les concessions forestières étaient allouées.

Le peuple, dit-il, ne sait rien des richesses contenues dans ces territoires boisés. À ce sujet, il mentionne les limites affectées à la Saint Lawrence Paper Mills. Pourquoi avez-vous fait cette transaction avec Hanna? Vous n'en entendriez pas parler.

L'honorable M. Robinson (Brome): Nous avons fait une transaction avec la Holinger.

M. Lawn (Pontiac): Si le ministre l'ignore, je lui dirai que Hanna détient les actions de la Compagnie Hollinger.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Robidoux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 2, le président Taché a désigné M. Johnson comme Orateur suppléant, en l'absence de M. Tellier. "M. Johnson a occupé le fauteuil présidentiel sans toge bien entendu mais drapé dans sa dignité" commente le quotidien libéral.

2. Le *Montréal-Matin*, quotidien ministériel de la métropole, décrit en ces termes l'événement dans son édition du 22 janvier 1948, à la page 3: "Cette déclaration du premier ministre a eu l'effet d'une bombe dans l'enceinte de l'Assemblée législative. Elle a provoqué de frénétiques applaudissements non

seulement sur le parquet de la Chambre mais dans les galeries réservées au public, qui étaient bondées. Il y a longtemps qu'on avait assisté à une telle manifestation à la Chambre basse [...] Lorsque M. Duplessis a pris la parole, la rumeur s'était répandue, depuis quelques minutes, qu'un gros événement se produirait et tous les journalistes étaient à leur poste, l'oreille tendue." M. André Laurendeau a aussi noté l'ampleur des applaudissements et les compare à un grondement de tonnerre. "Fleur de Lis", *Le Devoir*, 22 janvier 1948, à la page 1.

3. Selon *The Sherbrooke Daily Record* du 22 janvier 1948, à la page 1, il est 3 h 10 quand le premier ministre propose d'adopter la motion.

4. Selon *La Patrie* du 22 janvier 1948, à la page 4, M. Chaloult aurait plutôt dit: "... d'être Canadiens français, et de la province de Québec." D'après *Le Soleil* du même jour, à la page 6, Chaloult a dit: "...nous serons plus fiers d'être Canadiens français."

5. Ce passage, qui provient de *L'Action catholique* du 22 janvier 1948, à la page 1, diffère de celui du *Devoir* du même jour, à la page 12, qui fait dire à M. Laurendeau: "Québec étant autonome, se devait d'avoir son drapeau." Il est possible que l'acoustique de l'Assemblée législative ait induit en erreur un des deux journalistes.

6. Le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1948, à la page 3, ajoute ce commentaire: "Ces dernières paroles de M. Dumoulin, prononcées avec l'hésitation d'un homme qui essayait de tempérer le compliment qu'il devait au gouvernement, n'a pas manqué de provoquer des murmures désapprobateurs à droite."

7. L'adoption de cette motion sera officialisée par la loi 14 George VI, chapitre 3: "Loi concernant le drapeau officiel de la province" sanctionnée le 9 mars 1950.

8. *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 3, explique que les applaudissements dans les galeries proviennent "de jeunes écoliers, venus pour applaudir le fleurdelisé, qui applaudissent cette condamnation de la dictature, cette revendication de la liberté."

9. D'après *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 2, M. Choquette parlait du secrétaire et registraire de la façon suivante: "... le secrétaire de la province, qui

s'intitulait ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts..."

10. Selon *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 2, M. Choquette, en parlant du ministre de l'Industrie et du Commerce, aurait dit: "...qui se disait ministre des Relations extérieures de la province..."

11. L'Orateur, M. Taché, était représentant du comté de Hull.

12. Fred Rose, né Fred Rosenberg à Lublin en Pologne en 1907 est décédé à Varsovie en 1983. Il immigré au Canada avec ses parents en 1920. Il devient électricien à Montréal et s'implique dans les syndicats. Membre de la Ligue des jeunes communistes au cours des années 1930, il organise des syndicats de chômeurs et d'ouvriers non spécialisés. Candidat lors des élections générales fédérales en 1935 et lors de celles du Québec en 1936, il n'est pas élu. En 1943, il se fait élire député au Parlement fédéral dans la circonscription de Montréal-Cartier sous la bannière des Travailleurs progressistes. Réélu en 1945, il est arrêté en 1946 et condamné à six ans de pénitencier pour avoir fourni des informations secrètes à l'Union soviétique.

13. *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 3, écrit le commentaire suivant à propos du discours de M. Barrette: "La déclaration de M. Barrette à l'effet que le communisme a disparu ne semble pas plaire au premier ministre. Le ministre du Travail retourne à son discours, édition revue et corrigée de celui de l'an dernier, qui est un rapport des activités du département."

14. Cette somme est celle qu'indique *L'Action catholique* du 22 janvier 1948, à la page 3, tandis que le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, écrit qu'il s'agit d'une somme de \$500 000.

15. Nous avons retenu ce chiffre et cette date fournis par le *Montréal-Matin* du 22 janvier 1948, à la page 16. Mais *L'Action catholique*, à la page 11, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, du même jour donne le nombre de 250,000 salariés assujettis à des conventions collectives en septembre 1944. D'après le tableau "Syndicats ouvriers et effectifs déclarés au 31 décembre de chaque année dans la province de Québec, 1911-1949" publié dans *l'Annuaire statistique* du Québec de 1950, page 565, les effectifs syndicaux de 1944 sont de 175,993.

D'après la même source, en décembre 1945 le nombre d'ouvriers syndiqués est de 171,203.

16. La date de janvier 1947 et le chiffre de 317,000 proviennent du *Montréal-Matin* du 22 janvier 1948, à la page 16. Mais *L'Action catholique*, à la page 11, et *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, du même jour donne le nombre de 325,000 salariés assujettis à des conventions collectives en février 1947. D'après le tableau "Syndicat ouvriers et effectifs déclarés au 31 décembre de chaque année dans la province de Québec, 1911-1949" publié dans *l'Annuaire statistique* du Québec de 1950, page 565, les effectifs syndicaux à la fin de l'année 1946 sont de 208,546.

17. *Le Soleil* du 22 janvier 1948, à la page 9, mentionne qu'il s'agit de 35 642 employés.

18. Selon *The Montreal Daily Star* du 22 janvier 1948, à la page 21, le discours de M. Barrette a duré une heure.

19. *Le Canada* du 22 janvier 1948, à la page 2, note que M. Laurendeau prononce avec son accent "Et chochera".

20. Selon *L'Action catholique* du 22 janvier 1948, à la page 1, "à la fin de la séance, les députés de l'Union nationale ont entouré le premier ministre sur le parquet de la Chambre et l'ont acclamé longuement en chantant "Il a gagné ses épaulettes". Des députés indépendants et nombre de spectateurs se sont joints au groupe pour féliciter l'honorable M. Duplessis." *La Patrie* du même jour, à la page 5, souligne que pendant ce temps les députés libéraux "quittèrent tout doucement le parquet de la Chambre".

21. M. Johnson (Bagot) a agi à titre de vice-président au cours de cette séance, voir la note 1.

22. D'après *L'Action catholique* du 22 janvier 1948, à la page 1, *La Presse*, à la page 7, *La Patrie*, à la page 5, et le *Quebec Chronicle Telegraph*, à la page 3, du même jour, à l'ouverture de la séance, deux immenses drapeaux fleurdelisés ornaient le trône de l'Orateur et un autre drapait le pupitre partagé par le premier ministre et le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon). À ce sujet, *Le Canada* de la même journée, à la page 2, écrit le commentaire suivant: "C'est pour cacher le microphone, explique un petit page à un autre petit page. (La vérité sort

quelquefois de la bouche des enfants)." *L'Action catholique* écrit également que les drapeaux ont été offerts en cadeaux à M. Duplessis par le Dr Phillipe Hamel. *Le Canada*, toujours en page 2, rapporte l'incident suivant: "Un photographe bondit dans la galerie de la presse pour croquer le président Alexandre Taché entre les deux drapeaux de Carillon. Mais M. l'Orateur, indigné fait expulser l'artiste... Un député de l'Union nationale le console en lui disant: "Revenez après la séance." Un autre lui dit: "Vas-y quand même. Fais partir ton pétard (le magnésium?) puis sauve-toi."

23. Selon *La Patrie* du 22 janvier 1948, à la page 5 M. Sylvestre aurait dit: "...le gouvernement fédéral, en trois ans, a donné à la province de Québec \$250,000,000 en allocations familiales."

Première séance du jeudi 22 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);
- de Charles Poirier, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Jolicoeur);
- de la corporation du village de Cadillac, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Cadillac (M. Lesage);
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion à son territoire de certaines terres (M. Johnson);
- de la ville de Prévile, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de détacher certains immeubles de ladite ville (M. Johnson);
- de Rolande Lanctôt *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joël Lanctôt (M. Johnson);
- de Jules Gingras *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville, un certain territoire, sous le nom de Lac-Saint-Joseph-Est (M. Jolicoeur);
- de Bruno St-Georges *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Guy Brodeur *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Edward Dillon, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Albert Boulet, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Jolicoeur);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de former

une société de secours mutuels pour ses membres (M. Jolicoeur);

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de la Survivance, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 128, et la constituant en corporation (M. Chartier);
- de la Compagnie des tramways de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mary Rose Williams *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur J. Grubert;
- d'Antoni Carbonneau, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer comme comptable et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables de Québec;
- de la ville de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Pauline Mercier-Marois *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la permission de faire modifier la loi 10 George VI, chapitre 107.

Projets de loi:

**Antoni
Carbonneau**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 relatif à l'admission

d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Beauharnois

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 refondant la charte de la ville de Beauharnois, érigeant en cité et agrandissant son territoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Donation d'Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament d'Arthur-J. Grubert

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mariage de M.-E. Labrecque et de G. Couillard de l'Épinay

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adoption de J.-J.-P. Hamel et de M.-F.-P. Hamel

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de J.-A. Leblanc

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 interprétant le

testament et codicille de J.-Augustin Leblanc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Raymond Labrèche

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de sir George-Étienne Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la succession de sir George-Étienne Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chevaliers de Maisonneuve

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en corporation les Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (no 1787) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Les sœurs de l'Espérance

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Interior Decorators Society of Quebec

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charles-Eugène Frenette

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Club Saint-Denis

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant le Club Saint-Denis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de
Douglas Watson Ogilvie**

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant la succession Douglas Watson Ogilvie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Alain-François de Bellefeuille

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Incendie à Côteau-Rouge

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) attire l'attention du gouvernement sur un problème angoissant, celui des 15,500 personnes qui vivent dans Côteau-Rouge, municipalité située sur la rive sud de Montréal, juste en face de la métropole. Il y a quelques jours à peine, dit-il, un terrible incendie détruisait trois habitations à cet endroit et chassait 50¹ personnes de leurs logis. L'incendie qui a ravagé Côteau-Rouge a été très violent, surtout parce qu'on n'avait à peu près aucun moyen de le combattre; on rapporte que les pompiers durent attendre assez longtemps, ils ont été inutiles, car il n'existe dans cette municipalité ni système d'aqueduc ni service

d'eau d'aucune sorte, donc aucune protection contre l'incendie.

Côteau-Rouge est une municipalité formée de trois agglomérations de maisons, des abris temporaires, qui furent construits assez héroïquement pendant la guerre par des gens qui étaient chassés de la ville de Montréal par la crise du logement. Cette population n'a pas d'aqueduc, ce qui est évidemment très mauvais au point de vue hygiène et expose, de plus, près de 15,500 personnes à des catastrophes dont ne peut prévoir toute la gravité. Le gouvernement de Québec a-t-il l'intention de faire quelque chose pour ces familles en détresse? C'est un cas d'urgence dont le gouvernement devrait s'occuper au plus tôt, s'il veut éviter la répétition de pareils désastres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande qu'on rappelle à l'ordre le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)².

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 21 janvier, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lawn (Pontiac) formule l'espoir que le drapeau officiel du Québec sera un symbole de justice et de "fair play" pour tous les citoyens du Québec, à quelque race qu'ils appartiennent. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), dit-il, est ici et je vais lui demander en quoi consiste l'échange de forêt entre la compagnie MacLaren et la compagnie Singer, pourquoi on a ajouté 400 milles carrés des terres de la couronne dans cette transaction.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) ne répond pas.

M. Lawn (Pontiac): Alors, j'espère que la province sera bientôt administrée par le chef du Parti libéral afin que nous sachions ce qui se passe dans le gouvernement!

(Applaudissements à gauche)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) fait les compliments d'usage. L'un des principaux événements de la semaine a été l'annonce faite par le très honorable M. Mackenzie King au sujet de son intention de se retirer de la direction du parti Libéral. C'est un événement important dans la vie nationale au pays, car cela met fin à une époque de notre histoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer à mon honorable ami que M. King a tout simplement mis son avenir entre les mains du Parti libéral³.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas le premier ministre de la province qui oserait mettre son avenir entre les mains de ses partisans.

(Applaudissements à gauche)

Nous étions tellement habitués à voir M. King diriger les destinées de notre pays que nous ne songions même pas qu'il pourrait un jour nous quitter. Tout le monde s'entend à dire que la décision de M. King représente la perte d'un grand homme d'état pour le pays. Le premier ministre King a eu le privilège assez rare de faire de son vivant l'unanimité autour de son nom tant sur la scène nationale qu'internationale soit dans le pays et dans l'univers entier. Il (M. Gasgrain) rappelle la longue et brillante carrière de M. King. Il fait une revue de celle-ci. Il cite à ce sujet les appréciations de la presse du pays et spécialement une chronique parue dans *L'Action catholique* sous la signature de M. Lorenzo Paré.

Le Québec en particulier va perdre un de ses meilleurs amis. Cette perte va toutefois être atténuée en partie grâce à la nomination d'un grand homme d'État canadien-français comme successeur. Un Canadien français que ne nomme pas le premier ministre du Canada, un homme que le premier ministre de la province de Québec n'aime pas, mais qui est un grand Canadien. Je souhaite pour ma part que le Parti libéral choisisse comme successeur de M. King, ce grand homme d'État, et qui est tout désigné, le très honorable Louis Saint-Laurent.

(Applaudissements à gauche)

Maintenant que nous avons parlé d'un grand premier ministre, revenons à un plus petit premier ministre, celui du Québec. Le premier ministre, nous dit que la motion de l'adresse en réponse au discours du trône est tout simplement pour dire merci, que ce n'est qu'une simple formalité. Si c'est vrai, comment ce fait-il que le gouvernement ait laissé parler le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) et le représentant de Huntingdon (M. Rennie) sur l'adresse, au lieu de proposer seulement l'adoption du document?

Le premier ministre n'a pas toujours été de cet avis que le débat sur l'adresse est inutile. Il me souvient qu'à la première session de 1936 l'adresse n'était certes pas une formalité, puisque le premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition, a fait durer le débat durant cinq ou six semaines. Pourquoi écarter ce débat? Pourquoi ne pas laisser l'opposition parler librement. C'est la seule occasion qu'ont les députés de discuter la politique du gouvernement.

Les ministres du gouvernement ont la maladie de la bougeotte. Il serait intéressant que le gouvernement fasse rapport des voyages qu'ils sont allés faire en Europe et ailleurs. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) est allé en Europe, sans doute pour assister au mariage de la princesse. Je ne sais pas si le ministre a vu la princesse, mais tout de même il est allé en Europe aux frais de la princesse.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il est absolument faux de dire que je suis allé outre-mer aux frais de la princesse. Mon voyage n'a pas coûté un sou à la province. Je suis allé en Europe, à mes frais. J'ai pris des vacances comme tout le monde.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Souriant) Parfait cela confirme mon opinion que les ministres sont riches. On m'avait dit que le ministre était riche. C'est vrai? Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) est aussi allé en Europe. Il a fait des déclarations à Paris. Il a déclaré qu'il ferait un rapport sur l'établissement d'une agence commerciale de la province à Londres. Nous n'avons pas eu à ce sujet la réponse du premier ministre.

Il a fait parler le plus montrable de ses ministres, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Ce dernier n'a pas réussi à nous convaincre qu'il est le père de la culture du tabac jaune dans la région de Joliette. Nous n'avons jamais prétendu que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et que l'Union nationale n'ont rien fait en ce domaine. Ce que nous prétendons, c'est que ce

sont les libéraux qui ont été les initiateurs en notre province de la culture du tabac jaune, au temps du gouvernement de l'honorable M. Taschereau. Mais, nous, de 1939 à 1944, nous n'avons jamais cherché à contrecarrer cette initiative.

La différence qui existe entre l'Union nationale et le Parti libéral, c'est que l'Union nationale lorsqu'elle est au pouvoir, elle tente de détruire les œuvres commencées par les adversaires tandis que nous, les libéraux, nous continuons les travaux déjà commencés. Pourquoi le gouvernement actuel ne fait-il pas de même pour la culture de la betterave à sucre établie par le chef de l'opposition à Saint-Hilaire dans le comté de Rouville. Le gouvernement de l'Union nationale fait tout en son pouvoir pour détruire cette œuvre entreprise par le gouvernement libéral. On veut la tuer parce qu'elle vient des libéraux.

Mais j'avertis le gouvernement qu'en dépit des attaques et des critiques, il ne réussira pas à détruire la betteraverie de Saint-Hilaire, pas plus qu'il ne réussira à faire disparaître le chef de l'opposition comme chef du Parti libéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est là une belle comparaison! Comparer votre chef à une betterave. Si les libéraux me demandent de mettre quelque chose de rouge sur le drapeau provincial, je vais suggérer une betterave sanglante⁴.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel esprit!

Le premier ministre a parlé de victoires. Après les prochaines élections, c'est le chef de l'opposition qui sera au pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

Si les membres du gouvernement actuel ont l'intention d'aider le Parti libéral à retourner au pouvoir au Québec, ils ne pourront pas choisir de meilleures méthodes que leur attitude actuelle. S'ils continuent à minimiser les chefs libéraux et le parti, ils ne font que montrer leur peur face aux prochaines élections provinciales. Il ne veut pas, dit-il, divertir la Chambre avec l'énonciation de ce qui est arrivé lors des élections partielles depuis les élections générales. Que des sommes d'argent ont été versées sous tous les moyens possibles pour inciter les électeurs à voter pour le gouvernement.

Cependant, alors que les Libéraux ont perdu les élections partielles, ils ont maintenu leur position au niveau des votes qu'ils ont obtenus. Aux dernières élections générales, les libéraux ont remporté plus de votes que l'Union nationale et moins de sièges; mais aux prochaines élections, nous aurons à la fois plus

de votes et plus de sièges. En 1944, les gens de l'Union nationale ont gagné les élections en soulevant, par toute la province, une campagne de préjugés et en faisant de la démagogie en temps de guerre. Nos adversaires ne pourront pas nous parler de la guerre. Pendant la guerre, c'est à croire qu'ils souhaitaient la victoire des Allemands à la victoire des Alliés. Et le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dit depuis qu'elle est finie: "Les jeunes gens et les ouvriers demandaient du pain; le gouvernement du Canada leur a mis des fusils entre les mains."

Le premier ministre s'est déclaré opposé à toute immigration tant que la question du problème du logement ne serait pas réglée. Mais, le chef de l'opposition, dans son discours, ne s'est jamais prononcé en faveur de l'immigration pour accroître la population des villes mais celle dans les campagnes. Ce que nous reprochons au premier ministre, c'est que le gouvernement de Québec ne fasse rien pour augmenter la population française du Québec quand M. Drew augmente la population anglaise de l'Ontario par l'immigration. Il ne faut pas compter uniquement sur la revanche des berceaux pour faire contrepoids au mouvement d'immigration lancé par le premier ministre de l'Ontario. À ce rythme, nous perdrons la partie.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dit hier: "Le premier ministre croit à la primauté du capital argent sur le capital humain." Lapsus mais vérité. On a parlé de Mercier. Si Mercier vivait, il demanderait sans doute au curé Labelle de retourner en France et en Belgique et d'amener ici des colons, des immigrants, des gens qui parlent notre langue, de nouveaux citoyens qui augmenteraient notre influence dans le dominion.

Dans le discours du trône, il est question de 225 paroisses nouvelles à fonder dans la région du lac Matagami et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) déplore qu'il n'y ait pas assez de colons. Ce serait le temps de faire un mouvement pour peupler le nord de l'Abitibi.

Le premier ministre dit toujours que l'on ne doit rien changer à la Constitution et que l'Acte de 1867 est un document sacré. Cependant, l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération est prévue dans l'Acte confédératif, et dans ce temps-là, on n'avait pas perdu le Labrador. Les Pères de la Confédération voyaient grand, ils n'étaient pas d'étroits provincialistes comme le premier ministre. Pour sa part, dit-il, il ne veut pas d'annexion de Terre-Neuve, malgré les Pères de la Confédération. Il ne se préoccupe pas que Terre-Neuve finisse par

appartenir aux États-Unis. Les négociations entre Terre-Neuve et le Canada pèsent dans l'esprit du premier ministre, parce qu'elles ont été menées entre un gouvernement Libéral et la colonie. Il a peur que si elles sont concluantes que le résultat sera obtenu sans son aide. Le premier ministre aurait été prêt à l'annexion de Terre-Neuve, si la demande lui avait été faite par M. Bracken⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) nous dit que l'immigration ontarienne aura pour effet de nous faire noyer par les Anglais. Mais ne sait-il pas que l'annexion de Terre-Neuve nous amènerait 385,000⁶ Anglais au Canada?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est là une raison de plus de peupler notre sol avec ceux qui ont notre mentalité. Le premier ministre et le gouvernement font preuve d'un provincialisme étroit en s'opposant à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne. Terre-Neuve est la porte, le rempart du Canada. Il y a des richesses incomparables, que le Canada pourra exploiter. Pourquoi risquer de le laisser tomber en d'autres mains? Si on retarde trop, ces richesses seront exploitées par un pays étranger, les États-Unis.

Le premier ministre faisait des promesses quand il était dans l'opposition. Pas une n'a été remplie. Il fait toujours le contraire de ce qu'il dit et promet. Sous l'Union nationale, on devait diminuer le nombre des ministres et on l'a augmenté; réduire le nombre des commissions⁷, tandis que l'on en a créées de nouvelles; abolir la taxe de vente; faire connaître la provenance des fonds électoraux et ne jamais donner de contrats sans soumissions publiques, tandis que l'on a fait de la caisse électorale le drapeau de l'Union nationale. La caisse électorale de cette dernière provient des puissances d'argent, des grands entrepreneurs, et même des bandits et des criminels.

L'Action catholique a dénoncé sa politique des contrats sans soumissions et de prélèvement des fonds électoraux, aux dépens de communautés religieuses souvent. Il devait combattre les trusts et il a combattu le chef du Parti libéral parce qu'il a mâté la Montreal Power. Il est l'ami des trusts et il ne s'en cache pas. On en organise un formidable dans le Nouveau-Québec au profit des intérêts américains. Je concède que le premier ministre dit ce qu'il pense généralement.

La foi sans les œuvres ne vaut rien. Sans les œuvres, l'autonomie est bien près de mourir, ça ne

conduira à rien, parce qu'il faut autre chose que des discours pour la faire progresser. L'autonomie pour la province de Québec, aujourd'hui, veut dire le droit de taxer, c'est tout ce à quoi elle a servi: augmenter les taxes des Québécois, la taxe sur l'essence, la taxe sur les compagnies. Si l'on veut faire aimer l'autonomie aux Canadiens français, il faut en faire, non pas une machine à collecter les taxes abandonnées par Ottawa, mais un outil propre à forger de grandes œuvres sociales. Il faut que notre autonomie serve à donner à la province des lois sociales importantes comme une assurance-santé convenable et des pensions plus avantageuses aux vieillards.

(Applaudissements à gauche)

Que le premier ministre le veuille ou non, les œuvres sociales sont nécessaires aussi bien en Ontario et au Québec que dans les sept autres provinces du pays. Le jour où la province de Québec s'apercevra qu'elle paie des taxes sans rien retirer d'Ottawa, que les taxes ne profitent qu'aux autres provinces, le peuple ne sera pas content, il dira au premier ministre et à ses collègues qu'ils sont de mauvais administrateurs.

Si c'est aider les communistes que de critiquer la police, que penser de l'attitude du premier ministre qui ne cessait de critiquer la Sûreté quand il était dans l'opposition? Aucun homme n'a plus attaqué la police provinciale que le premier ministre. Tout ce que le premier ministre a fait contre le communisme, c'est la loi du cadenas qui est tellement efficace qu'il ne s'en est pas servi depuis 1944. Le premier ministre admet lui-même que le nombre des communistes a considérablement augmenté dans la province. Le premier ministre a prétendu avoir découvert un poste de radio communiste clandestin en Abitibi. Il n'a pas fait intervenir la police, il a tout simplement réuni les journalistes et il a donné une conférence de presse.

(Rires à gauche)

Pour le faire oublier, il annonce peu de temps après la censure des films de 16 mm.

Le premier ministre a prétendu que les usines de Chicoutimi n'avaient pas été réouvertes parce qu'Ottawa avait livré des secrets aux communistes français. Croit-il vraiment que le peuple va croire des blagues comme cela? Pour combattre le communisme, il y a deux moyens: doter la province d'œuvres sociales, puis ne pas employer les méthodes communistes. Ces derniers se maintiennent au pouvoir en essayant de se débarrasser de l'opposition, en empêchant les adversaires de parler, en centralisant tout entre les mains du premier ministre,

en essayant de s'emparer des leviers de commande, de prendre tous les moyens pour influencer l'opinion publique, en abusant du patronage et en créant une classe de privilégiés. La meilleure manière de propager le communisme, c'est d'en adopter les méthodes. C'est ce que font le premier ministre actuel et l'Union nationale, consciemment ou non. Les méthodes utilisées par le parti communiste à Moscou et celles par l'Union nationale au Québec sont absolument similaires. M. Gérard Filion l'a dit au premier ministre dans son journal, *Le Devoir*. Il ne combat pas le communisme, il le propage.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement a laissé se multiplier les scandales en ne faisant pas observer la loi des liqueurs, en laissant ouverts, et ce, malgré les protestations des Liges du Sacré-Cœur, à Montréal, les grills et les cafés dont les profits vont à des amis du gouvernement, à des amis du premier ministre. C'est dans ces endroits que se corrompt le cœur d'une grande partie de notre jeunesse. Par son administration de la loi des liqueurs, le gouvernement est en train de préparer une génération de dévoyés qui seront ouverts à tous les germes subversifs et aux idées malsaines. Ce qui augmente encore les dangers du communisme. Il réaffirme que le gouvernement fait le trafic de permis d'alcool et il accuse le gouvernement d'avoir ignoré les abus cités par l'opposition et d'avoir refusé à l'opposition sa demande d'une enquête gouvernementale sur l'ensemble de la situation. L'an dernier, dit-il, j'ai réclamé une enquête sur la vente des permis et des licences. Il parle de l'affaire du Samovar, à Montréal. Ce qu'il avait déclaré, à la dernière session, s'est depuis avéré vrai, dit-il. Des procédures ont été prises.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de parler du Samovar, parce qu'il y a à ce sujet une cause pendante devant les tribunaux. Et l'avocat qui a pris les procédures est un avocat à qui l'on a fait remettre \$600 qu'il avait volés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'affaire de Rowley et l'affaire de Parent sont également une cause pendante, mais le premier ministre ne se gêne pas d'en parler. Deux poids, deux mesures. Que le premier ministre donne une commission royale d'enquête immédiate et complète sur l'administration par la province des permis d'alcool, sur le fonctionnement des machines à sous, sur ce qui se passe dans les clubs de nuit dont voici les noms: le Beaver⁸, le Mansfield, le Pingouin, le Night Cap, le

Quai D'Orsay, le Mocambo, qui a remplacé le Yuca, et enfin le Roi des Chiens Chauds et dans les maisons de débauche. Que le premier ministre fasse aussi enquête sur les autres grills, à Montréal. Il se trouvera alors satisfait de réformer tout le système des permis d'alcool de la province.

La province de Québec se rend compte de la bonne administration que le chef de l'opposition lui a donnée de 1939 à 1944. Il n'y avait pas de scandale sous l'administration de mon chef. Si l'opposition avait attaqué le régime libéral comme l'Union nationale a été attaquée cet après-midi, si l'opposition 1939 à 1944 avait porté 10 % des accusations que nous avons portées depuis 1944, une enquête aurait été ordonnée immédiatement comme j'en ai ordonné une dès que le chef de l'opposition du temps a fait des insinuations. Que le premier ministre actuel fasse une enquête lui-même et il verra comment la loi est violée sous son gouvernement.

Nous réclamons des élections à brève échéance pour que le chef de l'opposition reprenne les rênes et administre la province non pas dans l'intérêt d'une clique mais de toute la province. Le jour de colère est proche pour le gouvernement. Le jour de la délivrance approche avec les élections. *Dies Irae*. Le premier ministre sera victime de ses faux amis.

(Applaudissement à gauche)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) fait les vœux d'usage. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) semble bien connaître les clubs de nuit⁹. Il a parlé tout à l'heure de grills et de tous les clubs de nuit qu'il connaît probablement, dans la métropole...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les clubs de nuit de Montréal sont connus dans la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il a entre autres mentionné le grill Pingouin. Je me rappelle qu'un jour, le chef de l'opposition, parlant du même club, me jeta un regard soupçonneux, comme s'il avait voulu me mettre en cause. Je me suis renseigné et j'ai constaté que cet établissement est la propriété d'un libéral, fils, d'un ancien candidat libéral dans le comté de Saint-Jean.

(Applaudissements à droite)

Je l'ai aidé à conserver sa licence.

Les libéraux aiment particulièrement à parler de la loi provinciale des liqueurs alcooliques. On ne les entend parler que de tavernes, de barbottes, de prostitution et de slot-machines. Et il y a du côté de

la gauche certains députés qui ne parlent plus de ces machines. Mais ce n'est pas nous qui avons inventé ces machines. Elles existaient avant notre arrivée au pouvoir. Ce sont nos adversaires qui ont organisé les clubs de nuit. La loi des clubs a été créée et adoptée par les libéraux. Si ça ne va pas exactement à leur goût, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Quant à leurs accusations, au sujet des clubs, ils portent des accusations mais sans donner de noms. Que le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) cite des faits, des noms et des chiffres à l'appui de ses accusations contre les abus des clubs et le trafic des permis d'alcool.

Le député de Rivière-du-Loup devrait se renseigner avant d'accuser les députés de l'Union nationale de recourir au favoritisme. Il y a un député libéral qui a été informé, à la Chambre des communes, par une réponse à une question qu'il avait posée, qu'un avocat libéral a obtenu de ses amis d'Ottawa, durant la seule année 1946, la jolie somme de \$93,569.50 en honoraire et comptes de dépenses. Disons, pour ne pas créer de jaloux parmi les avocats libéraux de Québec, que cet avocat favori d'Ottawa est de Montréal¹⁰. On veut nous salir. Qu'on y aille donc courageusement, qu'on salisse avec des noms et des chiffres. À cette condition, le gouvernement aura d'autres noms, des faits et des chiffres à donner pour montrer que les abus ont existé même pendant que les Libéraux étaient au pouvoir.

Le premier ministre du Canada, dont le représentant de Rivière-du-Loup a fait un si grand éloge, s'en va, il ne s'en va pas; personne ne sait à quoi s'en tenir! Avec toutes les tergiversations du premier ministre du Canada, pendant ce temps tout a monté dans le pays, les régies, les prix, tout sauf un drapeau canadien sur la tour centrale du parlement d'Ottawa.

Un député de l'opposition rappelle un arrêté ministériel récent ordonnant aux soldats des trois armées canadiennes de saluer l'hymne national *Ô Canada*.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le premier ministre de la province de Québec, lui, nous a donné un drapeau. Le député de Rivière-du-Loup se contredit en faisant l'éloge du premier ministre du pays, lui qu'il a désavoué en 1945. Il a oublié de rappeler à la Chambre qu'en 1945 une motion de censure fut présentée par le député de Québec (M. Chaloult) invitant l'Assemblée législative à protester contre l'imposition de la conscription outre-

mer et à exprimer le regret que M. King ait renié ses engagements les plus sacrés. Tous les députés libéraux, dont le député de Rivière-du-Loup lui-même, ont voté pour cette motion, sauf les représentants de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), de Jacques-Cartier (M. Kirkland) et de Montréal-Sainte-Anne (M. Guérin)¹¹.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je rappelle au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) que l'opposition a proposé un amendement pour rayer de cette motion du représentant de Québec (M. Chaloult) les expressions censurant l'attitude de M. King.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La motion est là. Les libéraux sont toujours en faveur des motions populaires, qui peuvent leur valoir des votes, et pendant ce temps-là, ils parlent de choses dont nous sommes en train de réaliser et d'accomplir, mais ils ne les proposent jamais quand ils sont au pouvoir¹². Le député de Rivière-du-Loup a parlé des voyages des ministres. Alors que le marché international se réorganise, à l'heure où il est question de renouer les relations commerciales dans le monde, de reconstruire les pays d'Europe et nourrir les populations affamées et de tracer des plans pour l'avenir économique de l'univers, il est important que nous obtenions tous les renseignements indispensables sur la situation mondiale.

Le gouvernement a fait preuve de prudence et de clairvoyance en prenant les moyens de se bien renseigner sur place. Il ne pouvait avoir de meilleurs représentants que les membres du cabinet. Contrairement à ce qu'ont prétendu les Libéraux, les ministres de la province, qui ont été appelés à voyager en Europe et ailleurs depuis un an, ont fait leur possible pour obtenir des informations précieuses sur la situation en Europe, informations qui se sont ajoutées à celles que nous avons déjà reçues de techniciens et pour obtenir les informations nécessaires pour entreprendre le développement industriel et social qui commence présentement dans la province de Québec.

Il s'objecte, dit-il, aux reproches que l'on fait à ses collègues d'avoir gaspillé l'argent de la province dans leurs voyages. La plupart des ministres ont voyagé à leurs frais, tandis que lorsque le chef de l'opposition était premier ministre, sous l'ancienne administration, il avait envoyé en Europe non pas un ministre mais l'un de ses amis pour savoir s'il serait avantageux d'ouvrir une agence

commerciale, à Londres. L'ami du chef de l'opposition avait fait au gouvernement un compte de \$16,000. La province paya, dans le temps, cette jolie somme à ce monsieur pour savoir s'il fallait établir ce bureau.

Le premier ministre s'est entouré d'une équipe d'hommes qui, s'ils ne sont pas tous des génies, sont loyaux, dévoués et sincères, aussi patriotes que tous les autres hommes publics que l'on peut trouver au Canada. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), le plus loyal au premier ministre, est de ceux-là, de l'aveu même de tous les citoyens de son comté, sans distinction de partis. Il vaut à lui seul tout un gouvernement.

(Rires à gauche)

L'opposition en a contre le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et ses activités alors que les unions ouvrières lui ont fait les plus grands compliments. Pour avoir une opinion fondée, on n'a qu'à référer au mémoire de M. Gérard Picard président de la CTCC¹³ émis après le règlement de la grève du textile et la signature d'une convention collective, la plus avantageuse qui ait jamais été signée dans cette industrie. Ou encore à l'éloge que lui a décerné, il y a quelques semaines, M. Elphège Beaudoin, président de la Fédération provinciale du Travail. Il a déclaré que jamais dans aucune province, on n'avait eu un ministre du Travail aussi compétent et dévoué que celui de la province de Québec. Il a créé dans son comté le plus beau centre agricole de toute la province. Ses électeurs en sont tellement satisfaits qu'ils l'acclament, aujourd'hui, comme l'un de nos plus grands Canadiens.

Cela choque nos adversaires de voir que le premier ministre a une politique ferme. On a voulu présenter ce dernier et le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) comme les ennemis des ouvriers, alors qu'ils sont, au contraire, les plus grands champions des droits de l'ouvrier. Ils l'ont démontré en faisant la lutte aux fauteurs de discorde et aux malfaiteurs qui cherchaient à s'infiltrer dans les rangs des unions ouvrières pour prêcher le désordre et tenter de paralyser l'essor industriel merveilleux de la province de Québec.

Celle-ci est fière et remercie la Providence d'avoir à sa tête un homme qui est plus fort à lui seul que tout un parti. La province possède un homme d'une puissance telle que l'opposition elle-même dit qu'avec sa disparition, nous serions forcés de signer une entente avec le gouvernement central. La province sait qu'avec le chef de l'opposition, il signerait tout ce qu'Ottawa lui demandera parce qu'il serait forcé de le faire. Le jour où le premier ministre manquera à sa province, ce sera une perte irréparable pour elle.

Cet homme ne se contente pas de défendre l'autonomie de la province, il la développe dans tous les domaines et particulièrement dans l'industrie minière qui se dessine dans le Nouveau-Québec. Le développement économique et le progrès industriel et commercial inouï que la province de Québec connaît actuellement, en dépit d'une crise économique mondiale et du fait que la situation est à la baisse dans l'ouest du pays, n'a pas besoin d'apologie. C'est en lui-même le plus bel éloge qui se puisse faire du gouvernement. Les faits parlent d'eux-mêmes.

La province croyait avoir un surplus d'énergie électrique. Mais le développement industriel actuel, qui profite à toutes les classes de la population, dépasse les attentes les plus insensées et il rend insuffisant le formidable potentiel d'énergie électrique additionnel. Pour satisfaire aux exigences de l'industrie, le gouvernement est obligé d'entreprendre le développement de nouvelles ressources pour la production d'énergie dans la province. Il faudra harnacher d'autres chutes d'eau pour accroître ce potentiel et fournir à la province et au Nouveau-Québec toute l'électricité dont ils auront besoin. Le chef actuel du gouvernement a prévu tout cela.

Nos adversaires disent que le développement industriel de la province est dû à M. King et à une vague de prospérité qui déferle sur le Canada tout entier. Cette affirmation serait bien fondée si ce développement industriel se produisait dans les autres provinces. Mais cela n'est pas conforme aux faits, car dans l'ouest du pays la population diminue, la valeur industrielle des provinces n'augmente pas, l'industrie ne fait pas de progrès. Chez nous, au contraire, le capital étranger afflue de toutes les régions; les industriels anglais et américains sont particulièrement intéressés à créer des succursales dans la province de Québec et les industries des autres provinces s'en viennent dans Québec.

Pourquoi? Si l'industrie étrangère veut s'établir dans la province, c'est grâce à la politique ferme du premier ministre, à cause de sa vision, de son patriotisme, grâce au ministre du Travail, grâce à l'excellente réputation de la classe ouvrière et parce qu'il y a chez nous de l'ordre et une population stable. C'est aussi grâce aux ressources que la Providence a données à la province et à cause de son gouvernement énergique et de sa sage administration. Cela inquiète nos adversaires mais réjouit tout le monde.

À ceux qui se préoccupent des méthodes employées par l'Union nationale pour battre les libéraux, il répond que la réputation de probité incontestée et d'énergie de son chef suffit à lui

gagner la confiance de tous. Depuis qu'il a formé le parti de l'Union nationale quelques années auparavant, le premier ministre, dit-il, a toujours soutenu avec fermeté que les Québécois devraient détenir et exploiter eux-mêmes leur propre terre pour assurer la survie du peuple canadien-français. MM. Mercier et Cartier disaient simplement aux leurs: "Emparons-nous du sol." Le premier ministre actuel a fait mieux encore. Il a donné au peuple de cette province les moyens, le crédit nécessaire pour s'emparer du sol et devenir propriétaire de son patrimoine. Le premier ministre dit: "Voici le moyen de le garder, voici le crédit agricole."

L'électrification rurale a fait des progrès de géant depuis quelques années et le drainage des terres permet aux cultivateurs d'utiliser d'excellentes terres. Les cultivateurs sont donc satisfaits.

À ceux qui accusaient le gouvernement de ne pas avoir de politique ouvrière, il répond, dit-il, que l'attitude du premier ministre sera la même à l'égard de la crise du logement, l'un des reliquats de la guerre et dont la solution est la responsabilité du fédéral. Mais dans ce domaine comme dans d'autres, la province va faire plus que sa part. De même que le premier ministre a trouvé la formule qui a permis aux cultivateurs de rester rois et maîtres, chez-eux, de même trouvera-t-il bientôt le moyen d'assurer le droit de propriété d'une habitation familiale à bon marché à notre population ouvrière.

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a dit qu'en 1944, lors des dernières élections provinciales, l'Union nationale s'est conduit comme si elle voulait qu'Hitler gagne la guerre. Je proteste contre ces paroles indignes. L'Union nationale n'a pas voulu la victoire des Allemands puisque, sur les banquettes ministérielles, ici, nous voyons siéger des hommes qui ont fait le coup feu beaucoup plus, durant la guerre en Europe, que ceux qui siègent sur les banquettes de l'opposition. Mon collègue le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a pas attendu après la chute de la France, qu'on vienne le chercher. Il est allé volontairement au feu. (Applaudissements à droite)

Il (M. Beaulieu) défend la politique anticomuniste du premier ministre. La loi du cadenas a été approuvée, dit-il, dans un procès devant une Cour de justice de Montréal par le plaidoyer d'un grand avocat, un conseiller législatif libéral, M. Phillipe Brais. Lorsque je me trouve dans des cercles d'hommes d'affaires que je suis appelé à fréquenter, je suis frappé de les entendre parler de notre premier ministre. On a l'impression qu'ils connaissent aussi bien que nous. Son nom, pour eux,

est synonyme d'honnêteté, de loyauté et de patriotisme. Personne ne doute de sa parole. Ils savent tous que l'on peut transiger avec la province de Québec sous sa direction.

Il ne s'agit pas dans la province à l'heure actuelle d'une lutte politique entre deux partis, mais d'une bataille d'idées. Ce que le peuple veut et réclame, c'est un gouvernement dont les ministres ne sont pas dirigés par des étrangers. Nos compatriotes ont été trop longtemps divisés. Ils savent aujourd'hui qu'il faut des hommes forts, qui ne craignent pas de prendre les décisions qui s'imposent. Lorsque le premier ministre décidera l'appel au peuple dans la province de Québec, on assistera au nettoyage complet de l'opposition libérale actuelle. Le peuple de la province a ratifié la politique autonomiste du gouvernement en élisant des candidats de l'Union nationale. Chaque fois qu'un comté a été libre, nous n'avons pas craint d'aller devant le peuple.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): Excepté dans Montréal-Saint-Louis.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nos adversaires n'ont pas de critiques sérieuses à faire contre notre administration. Il écorche les adversaires du gouvernement provincial pour leur critique non fondée et injuste dans bien des cas. S'ils ne veulent pas apprécier ce que nous faisons, dit-il, c'est de leurs affaires et ils ne sont pas obligés de le faire, mais nos chers amis devraient au moins cesser de ridiculiser le gouvernement du Québec, particulièrement devant les gens venant de l'extérieur de la province. Dans la province tout marche: l'éducation, la voirie, les travaux publics. Jamais un gouvernement n'a donné au peuple une législation sociale aussi complète que celui de l'Union nationale et des comptes publics aussi bien administrés qu'actuellement.

Le développement formidable du Québec s'accomplit avec un budget équilibré, sans augmentation de taxes. Jamais, depuis 1867, un gouvernement provincial n'avait diminué la dette de la province. Il n'y a qu'une seule fois où la dette publique ait diminué et c'est sous l'Union nationale. Les finances de la province ont augmenté à un niveau où le Québec n'a pas à accepter les propositions de taxe du fédéral qui sont considérées comme n'étant pas souhaitables.

Nos moyens électoraux, ce sont nos œuvres. Il (M. Beaulieu) rappelle les travaux qui ont été exécutés dans toutes les parties de la province, cette année, apportant ainsi une nouvelle contribution à l'actif matériel du Québec. Et toutes ces améliorations,

nous avons les moyens de les accomplir et nous ne sommes pas obligés de nous traîner à genoux devant le fédéral ou de signer des ententes qui ne font pas notre affaire mais qui sont si chers au cœur du chef de l'opposition.

Il félicite le premier ministre d'avoir donné à la province un drapeau distinctif et le remercie de l'avoir désigné hier comme proposeur de l'arrêté ministériel décrétant l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel de la province. Il se dit heureux et honoré d'avoir signé cet ordre en conseil. C'est là, dit-il, un événement que je me rappellerai toute ma vie. Je dévoilerai plus tard pourquoi le premier ministre m'a choisi pour ce rôle mémorable. S'il avait eu à parler en cette journée historique du 21 janvier 1948, il aurait prononcé ces paroles, explique-t-il.

Enfin les découvreurs de l'Amérique, les découvreurs du Canada, les défricheurs du pays ont leur drapeau. Les fils de ceux qui ont combattu et qui sont morts pour la liberté ne sont plus traités en étrangers sur la terre que leurs ancêtres ont arrosée de leurs sueurs et de leur sang et conservée au prix de sacrifices et d'actes d'héroïsme. À la face de l'univers, la province de Québec affirme son autonomie, sa volonté de vivre comme elle l'entend, de vivre fidèle à son passé et de puiser dans ce passé l'inspiration qui lui permettra de bâtir sa patrie à la taille de son rêve et de ses aspirations.

C'est le signe de ralliement de tout un peuple que l'on voit maintenant flotter au sommet des édifices du parlement qui abritent le seul gouvernement français et catholique de l'Amérique du Nord. Les découvreurs, les colonisateurs, les évangélistes ont vécu et sont morts pour que vive, un jour au cœur de tous les citoyens, cette union sacrée indispensable à la grandeur et à la force d'un peuple. Les étrangers qui ont voulu vivre au milieu de nous trouveront dans ce drapeau des raisons de fierté. Ils seront fiers d'appartenir à une race fidèle; ils seront fiers d'appartenir à une race d'hommes décidés à vivre sur un plan d'égalité avec tous les autres hommes et respectueux des droits de chacun.

Que l'on ne dise point que c'est là une attaque contre qui que ce soit. C'est, au contraire, un acte de solidarité nationale que nous venons de poser. Celui qui aime sa paroisse et sa ville, celui qui chérit sa province aimera encore mieux, comprendra encore mieux la grandeur et la noblesse de son pays, le Canada. Il ne peut aimer sa province, celui qui n'aime pas son pays. Et dans le même ordre d'idées, il ne peut aimer son pays, celui qui n'aime pas sa province. Et ce drapeau, c'est tout notre passé qu'il

reflète. La croix évoque le geste de Cartier, le premier geste civilisé posé sur notre terre; le champ d'azur évoque l'écusson de Cartier, les drapeaux de Champlain et des ancêtres. Les fleurs de lis remémorent l'éclatante épopée canadienne. C'est toute la province qui est, aujourd'hui, dans la joie. C'est toute la province qui retrouve sa fierté. C'est toute la province qui tend la main à tout le Canada dans l'un des plus émouvants gestes d'union nationale que l'on n'ait jamais vu.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Ross (Montréal-Verdun): M. l'Orateur, au début de cette session, je suis heureux de vous voir encore occuper le fauteuil présidentiel. Je n'oublie pas, le premier ministre non plus, j'en suis assuré, la sympathie si bienveillante que vous m'avez manifestée au cours de la dernière session. Vous serez, M. l'Orateur, au cours des prochains débats, mon espoir unique. *Spesunica*, dirait le premier ministre qui, dans quelques mois, retournera à ses humanités et pourra cultiver tout à son aise la belle langue de Caton.

Comme au sein de cette Législature il est d'usage, j'adresse mes vives félicitations au proposeur et au second de l'adresse. Tous les deux, avec une belle aisance et un débit remarquable, ont tenté de défendre une cause, hélas pour eux, perdue d'avance.

M. l'Orateur, la session s'est ouverte alors que le monde entier est dans une situation troublée, 1947 s'est terminé dans une atmosphère de crainte, sur un horizon lourd d'orages. Nous avons vécu, au cours des derniers mois dans un climat économique, civique et social, fait d'incertitude.

La province entière attend de son gouvernement, dans la limite de sa juridiction, une solution aux grands problèmes de l'heure. La population du Québec a le droit d'attendre de son gouvernement, dans la limite de sa juridiction, une solution afin de régler les grands problèmes de l'heure. La jeune génération qui monte, notre admirable jeunesse, demande à ses gouvernants de préparer la province pour l'avenir. Elle a le droit d'espérer une législation qui les aidera à se tailler une place dans la vie. Quand la province attend des mesures salvatrices, le gouvernement de l'Union nationale, durant ce temps, au lieu de faire son devoir, prépare ses élections. L'Union nationale ne cesse de faire de l'électoralisme partout et toujours. Elle recourt à tout: ruses, faux-fuyants, dissimulation et subterfuges dans sa propagande.

Tout, y compris les montants ratifiés par l'Assemblée législative et qui sont la propriété du

peuple, de toute la population et non pas d'une classe privilégiée, est dépensé pour assurer la victoire aux élections partielles et pour préparer le succès plus complet auquel s'attendent les membres de l'Union nationale aux élections générales imminentes. D'après les partisans du gouvernement, avant l'avènement de l'Union nationale, au pouvoir c'était le déluge. Rien n'était bon. Aujourd'hui, tout ce qui se produit de bon, d'après ces messieurs, c'est uniquement l'œuvre de l'Union nationale.

L'Union nationale ne se gêne pas, elle prend à son compte une foule de lois sociales et autres qui ont été adoptées par les libéraux. (En pointant les 21 ministres) S'il fallait les croire, les libéraux n'auraient pas donné à la province et au pays des allocations familiales, la loi King de pensions de vieillesse; la loi King des pensions aux aveugles; celle de l'abolition des ponts de péage; la loi Taschereau des conventions collectives de travail; la loi libérale des relations ouvrières; la loi libérale du crédit aux colons; la loi libérale du crédit aux pêcheurs; l'initiative libérale de la colonisation motorisée; la loi Taschereau des unités sanitaires; la loi Hamel de la nationalisation de l'électricité; la loi Godbout du suffrage féminin; la loi Taschereau de l'assistance publique; la loi d'aide financière annuelle à nos collègues classiques; les multiples lois libérales d'aide financière à nos universités, sans condition et sans ingérence.

Pendant, M. l'Orateur, que la province attend de son gouvernement des mesures salvatrices, l'Union nationale prépare ses élections. Elle parle d'autonomie et de communisme. M. l'Orateur, la décision que vous avez rendue m'interdit de traiter de la question de l'autonomie. Le sujet m'aurait fourni l'occasion de prononcer un beau réquisitoire contre l'Union nationale. On souffrira, cependant, que je traite d'une question bien chère au premier ministre: le communisme.

L'Union nationale, M. l'Orateur, poursuit, pour fins électorales, sa campagne d'anticommunisme politique, accusant ses adversaires politiques, les libéraux, les nationalistes, les ouvriers, tous ceux qui ne partagent pas ses vues, tous ceux qui se permettent de critiquer sa politique antisociale, tous ceux qui réclament des législations sociales, d'être des communistes ou des complices des communistes. Cette tactique d'accusation à l'adresse des adversaires, n'est pas nouvelle. C'est la tactique favorite des ennemis du principe du gouvernement responsable.

M. l'Orateur, des sociologues éminents, des cardinaux, ont déclaré que l'anticommunisme politique est une formule vaine. Comme l'a si bien dit, l'an

dernier, Son Éminence le cardinal Gerlier, la seule véritable façon de lutter contre le communisme et de lui barrer la route, c'est de lui enlever sa raison d'être qui est la misère et l'injustice sociale. Pour combattre le communisme, le gouvernement de Québec n'a qu'à suivre cette formule au lieu de s'opposer aux justes revendications ouvrières.

Voici d'autres déclarations faites par d'éminents sociologues: "C'est en humanisant nos politiques que nous préviendrons le communisme." Combattre le communisme par des paroles, des écrits ou des actes de violence, comme le fait le gouvernement, ça ne conduit nulle part. Les réformes sociales, M. l'Orateur, sont autrement plus efficaces pour lutter contre le communisme que la matraque ou les déclarations électorales. L'Union nationale, si elle était sincère, quand elle prétend combattre le communisme, verrait à donner à notre province, la justice et la charité sociale. Ce n'est pas en faisant des déclarations ampoulées, en annonçant des complots qui n'existent que dans l'imagination, ce n'est pas en combattant les justes revendications ouvrières, que l'Union nationale pourra lutter efficacement contre la doctrine communiste, mais bien en intervenant pour corriger certains abus du capitalisme, comme l'a fait le Parti libéral, et en accordant des mesures sociales réclamées par toute la population.

Si l'Union nationale était sincère, quand elle prétend combattre le communisme, elle verrait à donner à la province la justice sociale, la charité sociale. Sincère? Malheureusement l'Union nationale ne l'est pas. M. l'Orateur, au lieu de faire de l'électoratisme, le gouvernement devrait plutôt se pencher avec amour sur le sort de notre jeunesse québécoise et l'aider à préparer son avenir. Nous avons dans la province une jeunesse ardente, vibrante, enthousiaste, travailleuse, courageuse qui a les yeux tournés vers son gouvernement pour la préparation de son avenir. Cet avenir, elle se demande ce qu'il sera.

Oh! Elle connaît bien son passé. Elle sait qu'une Première Guerre mondiale a bouleversé le monde; elle a connu les angoisses d'une crise économique épouvantable; elle a senti dans le plus profond de son être les carnages sans nom du grand dernier conflit qui vient de se terminer.

Elle sait que, dans le passé, les tâches les plus dures, les fardeaux les plus lourds, étaient toujours pour elle. Elle sait que ses jeunes professionnels, ses jeunes techniciens, doivent, pour se tailler une petite place au soleil de leur province, livrer une lutte gigantesque. Notre jeunesse sait que, pour vivre et

survivre, elle doit parfois quitter le coin de terre, qui l'a vue naître et grandir, et émigrer sous d'autres cieux plus cléments. Elle sait tout cela, notre admirable jeunesse, et tourne les yeux vers ses gouvernants pour savoir ce que sera son avenir. Elle veut voir les siens recevoir la préparation qui s'impose en plein XX^e siècle. Elle veut que dans une province riche et prospère comme la nôtre, ses membres puissent prendre la place qui, de droit, leur revient, par leurs talents, leur courage et leur ambition, dans les domaines professionnels, technique, industriel et commercial. Elle ne veut plus de promesse, elle veut des réalisations. Sa devise est celle de la Province: "Je me souviens". Elle se souviendra.

M. l'Orateur, pour n'avoir fait que de l'électoratisme, pour avoir failli lamentablement à sa tâche, pour n'avoir pas donné à la population les législations salvatrices que requéraient les grands problèmes de l'heure, pour avoir négligé de préparer l'avenir de notre jeunesse, elle s'en souviendra au jour du scrutin, l'Union nationale voit ses jours comptés. Le cauchemar dans lequel la province vit actuellement ne peut pas toujours durer. L'heure de la délivrance va bientôt sonner. La province entière confiera bientôt ses destinées à un véritable grand homme d'État, le chef du Parti libéral, et avec lui et son parti, elle pourra avancer à pas de géant et glorieusement sur la route de son avenir, car elle aura enfin reconquis sa liberté.

(Applaudissements à gauche)

M. Plourde (Arthabaska): Bien que le gouvernement s'ingénie à détruire les œuvres libérales, il ne réussit pas car elles sont impérissables et mon honorable ami, le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), n'en a énuméré que quelques-unes. Que peuvent nous montrer en regard nos adversaires? Augmentation de \$200,000,000 et plus de la dette de 1936 à 1939; depuis 1944, augmentation des taxes de 100 %; et si l'on compare avec le niveau des taxes de 1933 et 1934 une augmentation de 600 %.

Au lieu de chercher à saboter la fabrique de sucre de betteraves à Saint-Hilaire, le ministre de l'Agriculture devrait donner des subsides aux cultivateurs pour encourager cette culture. Avec le député de Rouville (l'honorable M. Barré) comme ministre de l'Agriculture, on peut s'attendre à ce que l'agriculture dépérisse dans la province. Il réclame des octrois pour les moulées et les grains pour aider les agriculteurs. Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, a promis de payer une prime sur le fromage. Mais il a aboli ces primes.

Et pendant que les cultivateurs demandent que le provincial fasse ce que le fédéral a fait durant huit ans en accordant des primes ou des subventions, le ministre de l'Agriculture réunit des groupes de cultivateurs pour leur faire adopter des résolutions contre le fédéral. Il y a des cultivateurs qui pensent que s'ils avaient promis 50 cents pour chaque prime à la caisse de l'Union nationale, ils recevraient encore des primes sur le fromage.

Il accuse le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) d'avoir désorganisé le département des agronomes. Les meilleurs techniciens sont partis, dit-il, et plusieurs ont été mis à la porte.

Il propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Mercier petit-fils), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et demie ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 22 janvier 1948

Présidence de D. Johnson

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Taché) et M. Johnson prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Antoni Carbonneau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 relatif à l'admission d'Antoni

Carbonneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Donation d'Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament d'Arthur-J. Grubert

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Beauharnois

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le

discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Plourde (Arthabaska): Le communisme, c'est l'athéisme a dit le premier ministre. L'athéisme, c'est d'abord la non-observance de la loi du dimanche. Il est bien exact que c'est dans la province de Québec que la consommation des spiritueux est la moins élevée. Mais le per capita augmente depuis que l'Union nationale est au pouvoir...

Des députés éclatent de rires.¹⁴

M. Plourde (Arthabaska): J'ai fait une enquête, moi aussi, au mois de décembre. J'affirme que partout dans la province, sauf quelques exceptions, on permet aux hôtels, aux clubs et aux grills d'ouvrir et de vendre des liqueurs alcooliques le dimanche et tous les jours de la semaine depuis 8 heures du matin jusqu'au soir. Le premier ministre ne veut pas que les curés parlent de la vente des liqueurs du haut de la chaire. Celui qui a autant de respect pour le mercredi devrait faire respecter le dimanche.

(Applaudissements à gauche)

Il s'est vendu dans la province en 1946 pour \$10,500,000 de boisson de plus que l'année précédente. Et j'ai hâte de voir les chiffres de 1947. Quand le ministre du Commerce parle de 2,700 industries nouvelles, je crois qu'il compte comme industries les nouvelles licences des grills, des clubs et des tavernes. Donnez-nous une enquête royale en ce domaine et sur la Commission des liqueurs. Quand on voit le chef du gouvernement de la province demander que son buste en plâtre soit dans les établissements où l'on vend de la boisson, on peut s'attendre à n'importe quoi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais fait pareille demande et le député doit retirer ses paroles.

M. Plourde (Arthabaska): Je retire mes paroles, mais je l'ai vu moi-même.

Une voix ministérielle: Ce n'est pas retirer ses paroles, ça.

Des voix ministérielles lancent des cris et des menaces.

M. l'Orateur: Dois-je comprendre que l'honorable député d'Arthabaska (M. Plourde) a retiré ses paroles sans restrictions!

M. Plourde (Arthabaska): Oui, Monsieur. Mais on ne m'intimidera pas par des cris. Je n'ai pas peur de dire ce que j'ai vu. Je ne suis pas un peureux et je l'ai prouvé pendant la guerre de 1914.

(Applaudissements à gauche)

Nos routes sont dans un état inouï. On n'a jamais vu une voirie aussi pauvre. Il y a tellement d'accidents sur nos routes que les taux de l'assurance automobile ont doublé depuis quelques années. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), le Beau Brumel du cabinet, devrait y voir. Le gouvernement devrait prendre à sa charge l'entretien des chemins d'hiver des Cantons-de-l'Est et dans toute la province parce que dans mon comté, l'industrie est capable de fonctionner toute l'année depuis que des particuliers ont fait des arrangements pour le déneigement des routes à leurs frais pendant l'hiver.

Le commerce va trop vite aujourd'hui, les besoins de l'industrie sont trop considérables pour qu'on laisse les chemins fermés pendant six mois de l'année. Les chemins fermés, c'est la stagnation des affaires, le chômage pour plusieurs. Les chemins ouverts douze mois par année, ce serait partout l'essor de l'activité industrielle et commerciale, le progrès et la prospérité. Le 5 janvier dernier, j'ai rencontré un ingénieur de la voirie qui a déclaré que, si aux prochaines élections l'Union nationale était maintenue au pouvoir, il s'en irait aux États-Unis, parce que, si une enquête avait lieu, il ne pourrait justifier les dépenses pour le rendement donné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député d'Arthabaska (M. Plourde) veut nommer cet ingénieur, nous allons ordonner immédiatement la tenue d'une enquête.

M. Plourde (Arthabaska): Je ne suis pas pour le nommer. Il y a assez de personnes déjà sur le pavé. L'électrification rurale du gouvernement n'a pas creusé un trou ni posé un poteau dans mon comté. Tout ce qu'on dit là-dessus n'est que du camouflage. Chez nous, il n'y a rien eu d'accompli par le gouvernement en rapport avec l'électrification rurale. Le ministre de la Santé se vante d'avoir versé \$42,000,000 pour les hôpitaux mais, si l'on continue de gâter la jeunesse dans les grills et les bouges, c'est \$75,000,000 qu'il faudra dépenser avant longtemps.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne):

Logiquement Terre-Neuve doit faire partie du Canada. La question relative à l'entrée possible de Terre-Neuve dans la Confédération nécessite une étude en profondeur. Il s'agit là d'un sujet national

qui peut se traduire par une grande source de richesses pour le Québec et tout le Dominion. Il connaît assez bien la colonie, dit-il, depuis une visite de cinq mois pendant la guerre et que sa population est très indépendante. Certains Canadiens pensent à tort que les Terre-Neuviens cognaient à la porte de la Confédération pour y entrer. Les Terre-Neuviens se joindront au Canada s'ils le désirent et sous aucune autre condition. Il (M. Guerin) fait un historique des négociations qui ont eu lieu entre le Canada, l'Angleterre et Terre-Neuve. Tout citoyen du Canada, dit-il, et particulièrement de la province de Québec devrait tendre une main amicale aux citoyens de Terre-Neuve et faire en sorte que l'annexion au Canada se réalise, pour que le Canada ait un jour à sa porte un territoire qui fait partie du dominion au lieu d'un pays étranger.

Il ne s'agit pas là d'une question politique, mais d'une question d'intérêt national qui aura des répercussions sur les générations à venir. L'annexion ne changerait d'ailleurs rien à la situation actuelle comme plusieurs personnes le pensent, car les Terres-Neuviens viennent au Canada sans que rien les en empêche; il y en a déjà quelques 6,000 à Verdun. Un résultat probable serait que les Canadiens français aillent s'installer au nord du Labrador, comme ils l'ont fait dans le nord de l'Ontario.

Le Canada et la province de Québec ont avantage à faire entrer cette île dans la Confédération. D'un point de vue économique, si nous en venons à une entente, l'apport de l'expérience et du travail canadiens au développement des ressources naturelles de cette immense région de plus de 300,000 habitants apporterait non seulement à Terre-Neuve, à Québec, mais à notre pays également, des revenus accrus. Le Canada va profiter de ce nouveau territoire et va entreprendre de nouveaux développements industriels. Du point de vue du Québec, ceci représentera tout le territoire du Labrador dont une partie appartient à Terre-Neuve qui sera réuni en un territoire canadien et son exploitation en sera facilitée considérablement. D'autant plus que les richesses minières du Labrador terre-neuvien sont en quelque sorte connexes à celles du Nouveau-Québec.

Le cas du Labrador terre-neuvien doit être réglé de la même façon qu'a été réglé le problème du Nouveau-Québec. En raison de ces revenus certains et du pouvoir de taxation accru qui en résulterait, le Canada devrait être prêt à consentir des sacrifices momentanés pour s'attacher ce territoire qui, géographiquement, fait partie du pays. Car sur le plan de la défense nationale, la Confédération, suite à une entente mutuelle, signifierait que les portes du Canada sur le Golfe du Saint-Laurent demeureraient

entre les mains du Canada. Le dominion de Terre-Neuve contrôle, à cause de sa situation géographique, les grandes routes maritimes de l'Atlantique et commande en effet l'entrée de notre voie maritime¹⁵.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Abitibi-Est) salue son collègue le député de Bagot (M. Johnson) qui préside la séance en remplacement de l'Orateur. Les journaux disent que vous serez ministre, dit-il. Que l'on se hâte parce qu'après les élections, vous n'aurez pas de chance. La tournée du chef de l'opposition dans l'Abitibi et le Témiscamingue, l'été dernier, fut triomphale et a marqué pour le gouvernement actuel l'aurore de la débâcle qui l'attend lors des prochaines élections générales.

Il est d'avis que le gouvernement devrait amender la loi des mères nécessiteuses pour augmenter considérablement les montants actuels des allocations, les porter à \$10 ou \$15 par mois, pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. \$1 par enfant additionnel, au nombre indéterminé, au-dessus du montant accordé pour la mère, c'est insuffisant et ridicule, dit-il. La loi devrait aussi couvrir le cas des dépenses des épouses abandonnées par leur mari et les épouses nécessiteuses dont le mari est malade.

Il déplore la politique d'éteignoirs du gouvernement à propos de l'électrification de l'Abitibi. Les municipalités manquent d'électricité. À Macamic, ville de mon collègue, le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Lesage), c'est l'obscurité complète. Chez nous, nous avons de l'électricité pendant une demi-heure par deux heures. C'est encore la faute du gouvernement. Des travaux devaient être entrepris en 1944. Pour \$300,000, on aurait construit une ligne de transmission et éclairé toute l'ancienne partie de l'Abitibi. La mine Normétal était prête à en payer \$100,000. Le gouvernement a changé et l'Hydro-Québec, chargée naturellement de l'entreprise, a dû suivre la nouvelle politique du gouvernement qui a confié l'électrification rurale à une nouvelle commission et à des coopératives d'électricité. Ce système, dont a fait si grand état le gouvernement, n'a pas réussi pour cette partie de la province.

Le gouvernement est à construire une ligne de transmission qui va lui coûter \$1,000,000 pour donner de l'électricité à la compagnie Normétal et sa mauvaise politique d'électrification rurale retarde le progrès de notre région. Il insiste pour que l'administration fasse preuve de plus de confiance envers les compagnies minières qui sont prêtes à bâtir des municipalités près de leurs concessions minières respectives, mais qui ne veulent pas permettre aux organisateurs de parti d'intervenir dans ces développements.

Je ne veux pas nuire à la politique forestière de la province, ni me prononcer sur un projet à l'étude de la part du gouvernement quant à l'opportunité ou non de la construction d'un moulin à papier en Abitibi, mais je veux signaler une anomalie. Chose curieuse, alors que le papier se vend \$6 de plus par tonne depuis quelques jours, le prix du bois baissait de \$2 la corde en Abitibi. Pourquoi? C'est la faute du gouvernement. L'an dernier, une loi a été passée décrétant que le bois brut ne pourrait être vendu hors de la province sans un permis du gouvernement. J'ai averti le gouvernement qu'actuellement nos colons de l'Abitibi vendaient environ 50 % de leur bois de pulpe à des compagnies de l'Ontario, qui était leur meilleur marché, et que la loi leur causait un préjudice. C'est ce qui est arrivé. Cette loi du gouvernement va avoir pour effet d'empêcher les compagnies ontariennes d'acheter ce bois.

Entre le temps où les colons vendent et livrent leur bois, il s'écoule une période de six mois durant laquelle les compagnies leur avancent de l'argent. Le prix du bois a baissé parce que les compagnies de l'Ontario craignent que le gouvernement ne permette pas l'exportation du bois de pulpe dans la province voisine. Celles-ci ne sachant pas ce que le premier ministre ferait avec sa loi, craignant ses sautes d'humeur, ont cessé de faire des avances d'argent. De plus, les compagnies d'Ontario ont cessé d'acheter le bois de nos colons et les compagnies québécoises, n'ayant plus à redouter cette concurrence, ont baissé le prix de \$2 la corde. Elles paient maintenant moins cher notre bois de pulpe.

L'augmentation des droits de coupe a aussi nui aux petits contracteurs. Quant aux réserves cantonales de l'Abitibi, nécessaires à la colonisation, elles sont pillées de façon scandaleuse par les amis du régime qui ont des permis spéciaux. Il (M. Drouin) parle de malheureux colons établis depuis 100 ou 125 ans sur des terres¹⁶.

Des députés rient.

M. Drouin (Abitibi-Est): La politique forestière du gouvernement constitue un désastre dans le nord de la province. Une enquête devrait être instituée pour sortir le département des Terres du désordre complet où il est.

Il demande, dit-il, une politique des mines agressive.

Les primes de labour et de défrichement devraient être payées le mois suivant les travaux. La colonisation est menée par la politique et par les organisateurs politiques. La colonisation ne peut se

faire qu'avec de la bonne foi. Depuis 1944, on n'a ouvert qu'une seule nouvelle paroisse à la colonisation en Abitibi, celle de Guyenne. On ne fait de la colonisation que sur des cartes. Au lieu de parler de 225 paroisses nouvelles, comme l'indique le discours du trône, que le gouvernement se fixe un objectif plus limité. Il ferait bien mieux d'en ouvrir une dizaine seulement dans l'Abitibi. Ce serait faire preuve de plus de réalisme. Il fait l'éloge du chanoine E. Couture, grand missionnaire-colonisateur de l'Abitibi. Il conseille au gouvernement de le consulter plus souvent car il est spécialiste en la matière.

Il félicite le gouvernement d'avoir commencé la construction d'hôpitaux à Amos et Val-d'Or. Je félicite, dit-il, aussi le gouvernement pour ce qu'il a fait, en Abitibi au point de vue médical. Il a fait dans ce domaine du beau et excellent travail. Mais, on ne fait pas assez au point de vue de l'éducation. Il demande que l'on construise également des écoles. Que le gouvernement, ajoute-t-il, cesse de faire de petite politique en matière de colonisation et d'instruction publique. Les droits de coupe de bois se vendent à des amis politiques, cependant que les braves colons de cette région sont obligés d'abandonner le bûchage, parce que ce n'est plus assez payant. Pour la construction d'une école dans mon comté, on a accepté un contrat qui coûtait \$300 de plus à la province pour le donner à un ami politique.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Donnez des noms!

M. Drouin (Abitibi-Est) donne le nom de la corporation scolaire, le nom de l'entrepreneur dont a refusé les services, celui de l'entrepreneur accepté et le nom du secrétaire de la Commission scolaire qui avait fourni le renseignement¹⁷. Il assure que prochainement, le peuple du Québec reportera au pouvoir le Parti libéral.

M. Morin (Québec-Centre) présente ses hommages à Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec, pour sa nomination au siège primatial du Canada. Il félicite les deux scouts de son comté, Guy Saucier et Pierre Bernier, qui ont participé au jamboree international de France l'an dernier. Il félicite l'Orateur et les proposeur et second de l'adresse.

Il exprime sa satisfaction de servir sous un chef politique tel que le chef de l'opposition. Il souligne quelques-unes des œuvres réalisées, sans souci électoral, par l'administration libérale de 1939 à 1944: la scolarité obligatoire; la gratuité des livres

de classe; le droit de vote des femmes; la Commission du service civil; le Conseil supérieur du travail; la loi des relations ouvrières; la loi des différends entre les services publics et leurs salariés; le Conseil d'orientation économique; l'assainissement des finances de l'administration précédente, etc. Ces œuvres, dit-il, resteront dans l'histoire de notre province comme des monuments impérissables qui inspireront les générations futures. Il fallait un homme d'État pour réaliser de pareilles choses en pleine guerre.

Le discours du trône de cette année me semble encore plus vide de sens, de réalisme que celui des trois sessions antérieures. Je considère le discours du trône de 1948 comme un document de style gélatineux et ampoulé destiné à la propagande électorale de l'Union nationale qui rappelle celle de Goebbels¹⁸. On prépare les élections. Il n'y a que du favoritisme avec le gouvernement et on en trouve partout. Pour des raisons d'électoratisme le discours du trône ne fait aucune allusion directe aux ouvriers qui méritent autant de respect et d'attention que les cultivateurs et les colons.

Il n'y a presque rien en faveur des populations urbaines. C'est pourquoi les ouvriers des villes et des centres urbains ont toujours soutenu le Parti libéral qui a adopté des mesures sociales telles que les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, la loi des accidents de travail, les allocations familiales et l'assurance-santé; mesures sociales qui profitent à tous. Il ne voit rien pour encourager les employés civils à espérer une amélioration de leur sort en face de la hausse du coût de la vie. Le gouvernement, dit-il, a promis aux fonctionnaires de la province d'améliorer leur sort dans les discours du trône de 1945 et 1946, mais il a gardé un silence coupable cette année sur ces promesses non réalisées...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a au *Feuilleton* une motion concernant les employés civils, on ne peut parler des fonctionnaires dans le débat sur l'adresse.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Québec-Centre (M. Morin) parce qu'il y a une motion au *Feuilleton* se rapportant aux employés civils.

M. Morin (Québec-Centre): Je reviendrai sur le sujet en temps et lieu. J'en suis certain, les gens du Québec ont toujours été contre le communisme, mais ils veulent que leur gouvernement fasse une bataille honnête contre le communisme, non pas une bataille hypocrite à des fins électorales. À entendre le

proposateur de l'adresse, les libéraux seraient des communistes. Depuis quand un parti, un parti de transfuges, de renégats et d'apostats politiques comme l'Union nationale, de conservateurs ayant renié leur parti, de libéraux en mal de promotions, et de mauvais nationalistes n'a-t-il produit que des saints dans le ciel politique d'un pays et peut-il véritablement faire quelque chose pour la province.

Il (M. Morin) critique les méthodes employées par l'Union nationale dans sa lutte contre les idées subversives. Il dénie au gouvernement le monopole des idées saines. Les vrais nationalistes, dit-il, sont dans l'opposition. Il accuse formellement l'Union nationale de favoriser la dictature, l'anarchie et d'encourager le communisme dans le pays et la province par son favoritisme; par son attitude de défiance, de haine, de mépris à l'égard du gouvernement du pays; par la lutte contre le pouvoir central; par sa politique totalitaire à l'égard des commissions scolaires de Montréal et de Québec; par des interventions dictatoriales et coups de garcettes et de matraques contre les ouvriers en grèves; par les infiltrations politiques dans les coopératives; par ses injustices envers les employés civils; par l'injustice flagrante des travaux de voirie; par l'octroi des contrats sans soumission; par le trafic scandaleux des licences et permis de tavernes; par la tolérance du vice pour des fins électorales; par la violation de ses promesses; par l'intimidation des électeurs dans les élections partielles. Le parti unique est un malaise mortel et il va inévitablement mener à la négation de toute la liberté.

(Applaudissements à gauche)

Au sujet de la mise en valeur de nos ressources naturelles, dit-il, et sur les développements miniers de l'Ungava, la loi passée par l'Union nationale est inique et entachée d'un favoritisme dégoûtant. Dans la région de Mesabi, Hibbing, la métropole de la région, dont la population est de 16,000 habitants, a un "High School" de \$4,000,000. L'État du Minnesota touche une taxe annuelle de deux cents la tonne sur le minerai dans le sol, taxe d'occupation et de 10 cents et demi du profit et un droit régalién de 10 cents et demi sur les dividendes payés aux propriétaires de ces mines. Dans le Québec, la compagnie ne paiera que \$100,000 par année. Si ce n'est pas là une trahison nationale, je ne sais pas ce que c'est que la trahison. Il suggère au gouvernement de faire lui-même la prospection dans le Nouveau-Québec et il demande qu'un rapport circonstancié de ce qui a été fait jusqu'ici par le département des mines soit déposé sur la table du greffier de l'Assemblée législative¹⁹.

Il propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique*, à la page 18, et *Le Devoir*, à la page 10, du 23 janvier 1948 le nombre de personnes chassées de leurs foyers est de 50 alors que *La Presse*, à la page 6, et *L'Événement*, à la page 3, du même jour font plutôt mention de 150 personnes laissées sans abri.

2. Selon *La Patrie* du 23 janvier 1948, à la page 5, M. Laurendeau semblait parti pour faire un discours. Après l'intervention du premier ministre, on procéda sans plus à la reprise du débat sur l'adresse. D'après *L'Action catholique* du même jour, à la page 18, cette intervention de M. Laurendeau a eu lieu avant l'adoption en première et deuxième lecture des bills privés.

3. *Le Canada* du 23 janvier 1948, à la page 3, écrit que M. Duplessis interrompt M. Casgrain parce qu'il n'aime pas entendre parler d'un premier ministre qui s'en va.

4. *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 3, rapporte ces propos de M. Duplessis sans préciser à quel moment il a pu les prononcer pendant la séance.

5. Il s'agit de John Bracken, premier ministre du Manitoba de 1922 à 1942. Il est aussi chef du Parti progressiste-conservateur en 1942. Défait lors des élections fédérales de 1945, il démissionne en 1948.

6. À ce chiffre cité par *La Patrie* du 23 janvier 1948, à la page 5, *Le Canada* du même jour, à la page 3, oppose celui de 350,000 habitants. D'après le recensement fédéral de 1951, la population de la

nouvelle province de Terre-Neuve est de 361,416 habitants.

7. Alors que *Le Soleil* du 23 janvier 1948, à la page 6, et *Le Canada* du même jour, à la page 3, parlent d'une réduction du nombre de commissions, *L'Action catholique*, à la page 18, et *La Presse*, à la page 6, du même jour font mention d'une abolition des commissions.

8. D'après *Le Canada* du 23 janvier 1948, à la page 3, le nom de ce club serait le Leader.

9. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 10, M. Beaulieu a pour mission de répondre à M. Casgrain.

10. Ce passage entre parenthèse est cité par le *Montréal-Matin* du 23 janvier 1948, à la page 3, ce quotidien est l'organe de l'Union nationale.

11. D'après les *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, vol. LXXX, page 97, lors de la séance du 1^{er} mars 1945 trois libéraux ont voté contre la motion du représentant de Québec (M. Chaloult). Il s'agit des représentants de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), de Jacques-Cartier (M. Kirkland) et de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin). Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) n'a pas voté sur cette motion. Par contre en 1944, le député de Québec (M. Chaloult) avait présenté une autre motion pour que l'Assemblée législative réaffirme son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation. Lors du vote le 26 avril 1944, d'après les *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LXXIX, page 339, quatre députés ont voté contre cette motion, dont les représentants de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin). Le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland) n'a pas voté sur cette motion. La majorité des correspondants parlementaires s'entendent pour dire que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) fait référence à la motion de 1945 alors que *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 10, affirme que le ministre fait référence à celle de 1944. Le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a voté en faveur de ces motions en 1944 et en 1945.

12. Contrairement à ce que rapportent *Le Canada*, à la page 3, *The Quebec Chronicle Telegraph*, à la

page 3, et *Le Devoir*, à la page 10, du 23 janvier 1948, *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 6, dit que M. Beaulieu n'insiste pas sur cette question après l'intervention de M. Drouin.

13. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

14. *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 10, décrit cette scène de la manière suivante: Un député, "parlant avec fureur de la maladministration de la loi des liqueurs et voulant affirmer que la consommation de boisson *per capita* était à la hausse dans la province, s'est écrié: "Le *per capita* (père capita) augmente". Un formidable éclat de rires a salué cette publicité faite à l'embonpoint du brave "père capita".

15. D'après *Le Soleil* du 23 janvier 1948, à la page 6, M. Guerin commence son discours en français, puis il le continue en anglais pour rendre hommage à la majorité de ses électeurs.

16. Cette phrase est rapportée par *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 10, qui fait une revue des lapsus prononcés par certains députés lors de cette séance. Malheureusement, le journal ne donne pas d'indication sur l'identité du député.

17. D'après *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 10, après cette énumération, M. Côté n'a pas insisté.

18. Il s'agit de Joseph Paul Goebbels, ministre de l'Information et de la Propagande d'Adolphe Hitler.

19. Selon le *The Quebec Chronicle Telegraph* du 23 janvier 1948, à la page 3, M. Morin a parlé pendant 20 minutes avant d'ajourner le débat.

Première séance du vendredi 23 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. (M. Samson).

Adresse en réponse
au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 22 janvier courant, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle qu'il y a 24 lois au *Feuilleton* et qu'il est prêt à procéder à leur étude en commençant par celle que l'opposition désignera. L'opposition est-elle prête, demande-t-il, à suspendre le débat pour cesser de parler inutilement sur l'adresse et commencer l'étude des lois. Chaque journée perdue de la session coûte \$6,000¹ à la province, il y a lieu d'épargner l'argent du peuple.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il vaut mieux terminer le débat sur l'adresse avant de se lancer dans la législation².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans ce cas, si vous n'êtes pas prêts cette semaine, nous n'allons pas nous opposer à la poursuite de discours inutiles pour la journée et pour demain, si nécessaire. Nous allons endurer jusqu'à lundi prochain, ensuite le gouvernement y verra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
et des députés ministériels quittent la Chambre³.

M. Dumoulin (Montmorency)⁴ félicite le gouvernement d'avoir donné un drapeau officiel pour la province. Il est prêt à reconnaître le bien-fondé de l'acte posé par le gouvernement quels que soient les motifs qui l'aient inspiré. S'il est naturel d'offrir des félicitations au premier ministre, dit-il, pour avoir donné un drapeau à la province, il n'en convient pas moins de féliciter et de donner à chacun le mérite qui lui revient. Je félicite mon estimé collègue, l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Hamel), du triomphe de son idée. Il a été le premier à réclamer dans un discours en Chambre, il y a deux ans, le choix d'un drapeau pour la province. Son attitude a été immédiatement endossée par le chef de l'opposition qui approuvait cette idée et il n'a pas cessé de la préconiser depuis.

Nous devons aussi un tribut de félicitations à nos amis le député de Québec (M. Chaloult) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), eux aussi des fervents d'un drapeau pour notre province, et qui ont grandement contribué à la réalisation de ce désir de la population québécoise, en réclamant avec l'ancien ministre des Terres, avec le chef de l'opposition et tous les députés libéraux, un drapeau pour le Québec. Dans le même ordre d'idées, il conviendrait de signaler aussi le beau geste du gouvernement fédéral qui a officiellement reconnu *Ô Canada* comme l'hymne national canadien. On lui doit un tribut de reconnaissance. Le ministre de la Défense nationale du Canada (l'honorable Brooke Claxton) a donné des instructions à nos troupes de rendre les honneurs militaires à la musique et au chant du *Ô Canada*.

(Applaudissements à gauche)

Il déplore la désorganisation graduelle des services agronomiques. Il y avait autrefois, dit-il, un agronome particulier par comté mais on a abandonné cette sage politique du chef de l'opposition. Celui-ci a bien raison de souligner qu'on laisse partir les meilleurs agronomes du département de l'Agriculture

et qu'on ne fait rien pour aider la classe agricole et pour lui préparer un avenir prospère. Les agronomes sont surchargés de travail et difficiles à atteindre, c'est particulièrement vrai des aviculteurs. Les cultivateurs s'en plaignent beaucoup et souhaitent le retour au pouvoir du chef de l'opposition. Ce qui ne saurait tarder.

Le gouvernement doit apporter à la sauvegarde de la santé publique un soin extrême, car la province de Québec ne peut pas compter sur l'apport de l'immigration pour augmenter sa population. Il faut donc qu'elle conserve jalousement les enfants que le bon Dieu lui donne et nous devrions avoir une politique généreuse de la santé publique. Je regrette que le gouvernement ait mis de côté la loi de la protection de l'enfance du gouvernement libéral qui était la législation la plus humaine et la plus patriotique que la Législature ait votée. Cette loi revivra au retour des libéraux au pouvoir.

Les députés de l'Union nationale se vantent d'être les auteurs de la prospérité. Cette prospérité, dont parle le gouvernement de l'Union nationale, n'existe pas seulement dans la province de Québec, mais bien aussi dans presque tout le continent nord américain. La prospérité qui règne en Amérique du Nord est la conséquence directe de la guerre. Il n'y a pas de crise au Canada et dans la province nous affirme-t-on. Mais allez donc demander aux fonctionnaires et aux cultivateurs s'il n'y a pas de crise! Il y a sûrement de l'inflation. La crise viendra peut-être, nous ne la souhaitons pas, mais elle pourrait suivre l'inflation. J'admettrai que l'Union nationale n'est pas responsable de cette inflation. Mais ceci ne veut pas dire que le gouvernement de Québec doive manquer de prévoyance.

L'Union nationale sera prise par surprise, car le régime actuel ne fait rien et son imprévoyance peut avoir des conséquences graves. Son devoir est de trouver des marchés nouveaux pour écouler les produits des cultivateurs et de nos industriels. Il est fort important de prévoir les suites de l'inflation. Pourquoi le gouvernement de Québec avec ses \$150,000,000 et plus de revenus n'a-t-il pas continué les primes sur le lait et réglé ce problème? Le gouvernement, avec ses millions, aurait dû donner des subsides pour empêcher les prix des moulées et des grains de monter si haut. Je crois qu'il est relativement faux de dire qu'il y a rareté de matériaux. Ce qui manque, ce ne sont pas les matériaux, mais l'argent pour en acheter.

Il affirme, dit-il, sa conviction profonde qu'il faut absolument conserver l'autonomie de la province sur les points essentiels. Mais, il demande

au gouvernement de ne pas faire défendre l'autonomie par Judas. Cette autonomie, nous vous aiderons à la défendre, si vous nous prouvez qu'elle est réellement menacée. On a fait une question politique de l'autonomie provinciale. L'autonomie est une question qui doit être maintenue au-dessus des partis. Elle ne se règlera qu'en dehors de la petite politiciaille, car on ne règlera pas ce problème avec du verbiage et du radotage, mais à la lumière des faits, de la justice et de la bonne volonté.

Et puis, si l'Union nationale est si férue d'autonomie, pourquoi a-t-elle mis de côté des lois comme celle de la protection de l'enfance et de l'assurance-santé, invitant ainsi le fédéral à s'immiscer dans des domaines qui sont sous juridiction provinciale. Si le gouvernement voulait protéger l'autonomie, il n'aurait pas donné un empire minier, l'Ungava, à des étrangers pour \$100,000⁵ par année; il ne supprimerait pas d'un trait de plume l'autonomie de 1,900 commissions scolaires dans le seul but de payer les dettes de la Commission scolaire de Montréal. Il demande au gouvernement d'administrer d'abord la chose de la province avant de s'immiscer dans les affaires des commissions scolaires.

Au sujet du communisme, dit-il, Rowley⁶ et Madeleine Parent⁷ jouent un bien petit rôle là-dedans. Le communisme, c'est le confluent de trois maux: l'ignorance, la pauvreté et la persécution. Le gouvernement de l'Union nationale lui pave la voie dans la province de Québec par un favoritisme révoltant. L'Union nationale nous prêche le respect intégral de la morale. Voici un fait entre plusieurs qui prouve que l'on ne respecte rien. On sait que les instituteurs réclament des traitements plus convenables. Le gouvernement refuse de leur donner justice. Mais un instituteur qui enseigne dans une école de Québec, et reçoit \$2,875 par année, est en même temps organisateur de l'Union nationale. Au mois de décembre dernier, le cabinet du premier ministre a nommé ce professeur officier spécial à la Commission des liqueurs au traitement de \$1,404 par année. À l'avenir, quand on parlera de cet instituteur on pourra dire de lui qu'il est diplômé de l'École normale Laval et agrégé de la Commission des liqueurs. Mais franchement, si l'on veut combattre le communisme qu'on envoie nos instituteurs à une autre école.

Si le très honorable Louis Saint-Laurent, qui s'est fait récemment dans l'Ouest le champion de l'unité nationale, est choisi, comme nous l'espérons, pour succéder à M. King, ce sera le second Canadien français à être nommé chef du Parti libéral à Ottawa.

Ce sera la deuxième fois que les libéraux auront porté un fils de Québec au poste de premier ministre du Canada. Et combien de fois, vous, les bleus, en avez-vous nommé un de notre race? Les conservateurs en n'ont jamais fait un. Sous la direction de M. Saint-Laurent, la Canada ira de l'avant, dans la prospérité et l'harmonie, avec le respect de toutes les ambitions légitimes et individuelles et en pratiquant les doctrines libérales et chrétiennes de liberté.

La province de Québec, aux prochaines élections provinciales, aura, à la tête de l'administration, un digne émule du très honorable Saint-Laurent, soit le chef de l'opposition. Noble chef qui en reprenant le pouvoir s'occupera de faire régner partout l'entente, le bon vouloir, qui saura respecter toutes les opinions et toutes les ambitions en pratiquant dans toute l'acceptation du terme la liberté libérale et la liberté chrétienne⁸.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Après avoir entendu ergoter pendant une heure le député de Bellechasse, je me suis demandé à quoi servait d'avoir tant d'instruction pour prononcer des discours aussi vides.

Nous voulons faire des lois au lieu de faire des placotages. Il félicite l'Orateur de la patience angélique avec laquelle il écoute tant de discours répétés, à sa gauche, depuis le commencement de ce débat.

Il se dit davantage très étonné de ce qu'en une semaine, depuis le début du débat sur l'adresse, les orateurs de la gauche n'aient pas réussi à émettre une seule idée nouvelle. Nos amis de la gauche, dit-il, n'ont qu'un but, chercher à nous faire croire, à créer la légende que c'est le Parti libéral qui a tout fait dans la province, qu'il est composé de surhommes et qu'il a le monopole du génie, tout en refusant de prêter un peu de talent à leurs adversaires. Je vais vous montrer, M. l'Orateur - et je sais que si vous n'étiez pas si impartial vous m'approuveriez à cent pour cent - la différence entre les surhommes du Parti libéral et les gens de l'Union nationale. Voyons un peu comment les faits contredisent cette légende.

Prenez les ministres dont le chef de l'opposition s'est entouré lorsqu'il a pris le pouvoir en 1939. Mais ces surhommes, où sont-ils donc? Tous, ou à peu près, ont reçu la prébende qu'ils sollicitaient ou ont été forcés de se retirer de la vie publique. La série des départs a commencé avec M. Wilfrid Girouard puis s'est continuée avec M. P.-E. Côté, M. Edgar Rochette, M. Hector Perrier et M. Bernard Bissonnette⁹. Tous ont été nommés juges. J'espère que le député de Montmagny sera

bientôt nommé juge, parce que c'est sans doute plus intéressant de juger les autres que de se faire juger ici tous les jours.

Vous avez aussi l'honorable M. T.-D. Bouchard¹⁰ qui s'est sauvé au Sénat. Il nous a coûté cher celui-là. Il s'est fait nommer à l'Hydro-Québec au salaire de \$18,000 par année. Ceux qui ne sont pas partis ont suivi leur chef dans la défaite du Parti libéral aux élections. Voilà, M. l'Orateur, nos surhommes. C'est ça, le Parti libéral - auquel je confesse avoir appartenu, ce qui n'est pas mon plus beau titre de gloire - des surhommes qui savent regarder à leurs petites affaires, qui travaillent d'abord pour leurs propres intérêts. J'ai fini comme tous les libéraux honnêtes par quitter le Parti libéral et je suis heureux comme campagnard de lutter dans les rangs de l'Union nationale.

Nos amis d'en face se demandent ce que l'Union nationale a fait. Pour répondre aux détracteurs de l'Union nationale qui affirment qu'elle n'a rien fait, il suffit de citer quelques-unes des lois qu'elle a fait adopter. Les faits sont assez éloquentes pour leur opposer un démenti formel. Depuis 1944, l'Union nationale a fait placer dans les Statuts de la province 409 lois. Alors que chez les libéraux chacun cherche à prendre son trou, les uns après les autres, avec la meilleure prébende possible. Le cabinet actuel s'est mis à la tâche dès le lendemain de l'élection pour préparer des lois en faveur des cultivateurs, des ouvriers, de toutes les classes de la population, avec une attention spéciale à tous les déshérités de la vie.

Il énumère les principales législations votées depuis le début de l'administration actuelle, en commençant par la session de 1945. Il cite la loi concernant l'allocation familiale, celle destinée à sauvegarder les revenus essentiels à la province par une entente avec Ottawa. Le gouvernement actuel, dit-il, a encouragé l'éducation en donnant de nombreux octrois aux collèges et aux universités dont celui de \$450,000 pour venir en aide à l'Université de Montréal. Il cite aussi la loi pour favoriser l'établissement des jeunes, celle pour organiser la colonisation sur un plan progressif au moyen d'un programme de \$16,000,000 réparti sur quelques années. Il parle de la loi relative aux des terres et des millions versés pour leur drainage. Ce qui est bien différent, dit-il, du drainage de nos droits vers Ottawa. Il cite la loi concernant l'amélioration de la voirie provinciale et qui comporte une dépense totale de \$30,000,000, la loi relative à l'élimination des passages à niveau, la loi de l'aide à l'apprentissage et la loi pour le développer les ressources naturelles de l'Ungava¹¹.

Il mentionne la loi de l'électrification rurale. Lorsque cette loi est venue devant la Chambre, dit-il, elle fut bien dénoncée. On a souvenance que, dans le temps, le chef de l'opposition a dit que cette loi serait intolérable. Vous aviez prophétisé, lors de l'adoption de cette loi, que pas une seule coopérative ne serait formée en vertu de cette loi; que la loi resterait inopérante, or, savez-vous qu'une fois de plus vous vous êtes avéré un très mauvais prophète? Ce prophète de malheur, est-il encore prêt à soutenir cette affirmation? Si oui, qu'il examine les résultats de la loi et il verra comment il s'est trompé ou a trompé la province. Pourquoi cette manie de toujours refuser de reconnaître ce que ses adversaires ont accompli de bien, ce n'est pas notre mentalité, à nous. Nous laissons ce petit jeu facile aux démolisseurs professionnels que sont les libéraux.

Il cite des chiffres qui établissent les progrès de l'électrification rurale, depuis juillet 1945. En 1946 et en 1947, dit-il, les coopératives se sont organisées en grand nombre, elles ont construit 1,096 milles de lignes de distribution qui sont terminées à date et apportent actuellement le courant à 5,136 cultivateurs. Le nombre de clients possibles dans le territoire que couvrent aujourd'hui les coopératives d'électricité dépasse 11,000 cultivateurs.

On disait aussi dans le temps que l'Union nationale était l'amie des trusts. Nous n'avons pas craint les compagnies d'électricité. Veut-on savoir quel a été l'effet indirect de la loi? Depuis quatre ans, les compagnies privées ont augmenté de 26,000 le nombre de leurs clients ruraux. En 1943, les compagnies privées de la province ont demandé des permis pour construire en tout 3 milles de lignes rurales desservant 33 cultivateurs.

Les compagnies, voyant la création de coopératives d'électricité, depuis la création de l'office de l'électrification rurale, en 1945, réalisant qu'elles étaient en train de perdre leur popote, ont décidé de marcher. Elles sont décidées de faire aussi de l'électrification rurale. Depuis trois ans, elles ont construit 3,595 milles de lignes et ont raccordé 27,142 clients ruraux. Les compagnies avaient, en construction, en 1947, 1,169¹² milles de lignes rurales desservant une clientèle de 5,845¹³ cultivateurs qui recevront le courant dans un avenir rapproché.

Voilà la différence, sous le régime des rouges, des paroles, des discours, et sous l'Union nationale des actes. Depuis le début de la loi, c'est donc un total de 4,691 milles de lignes de distribution qui desservent 32,878 clients ruraux, des milliers et des milliers de familles, que les coopératives d'électricité et les compagnies ont

construits dans les centres ruraux de la province. Où sont donc les prophéties de nos amis d'en face? Voilà à quoi riment les prophéties du chef de l'opposition. Comment peut-on oser parler d'une vague libérale dans le pays après de telles fadaïses?

Il cite la loi créant une radiodiffusion provinciale dont le gouvernement fédéral empêche l'application. On sait d'ailleurs, dit-il, comment le gouvernement fédéral sait défendre les droits des minorités. Les rouges d'Ottawa, pas plus que ceux de Moscou, ne sont anxieux de donner aux minorités le traitement auquel elles ont droit. Je ne suis pas prêt à dire quel degré de parenté il peut y avoir entre ces deux groupes de rouges. Ottawa veut tout centraliser. C'est vrai, c'est tellement vrai que c'est marqué dans l'*Almanach du peuple*.

Des députés rient.

L'honorable M. Tardif (Frontenac) parle de ceux qui encouragent les centralisateurs d'Ottawa qui cherchent à nous enlever nos droits les plus chers, c'est un geste que l'histoire qualifiera de lâcheté. Le chef de l'opposition dit ne rien voir de tel, s'il est sincère, ceci veut dire qu'il ne voit pas clair et s'il n'est pas sincère, ceci veut dire qu'il mérite le mépris populaire; dans un cas comme dans l'autre, les garanties qu'il nous offre sont nulles.

Il passe à la session de 1946. On y a fait voter, dit-il, des lois assurant l'établissement d'une école forestière à Québec, l'établissement d'une école d'agriculture à Sherbrooke et la formation de spécialistes en génie électrique. L'Hydro est autorisé, par cette loi, à dépenser \$20,000 annuellement à cette fin. On a aussi voté des lois pour autoriser le crédit agricole à prêter \$5,000,000 de plus aux cultivateurs, pour favoriser le drainage des terres par une dépense additionnelle de \$2,000,000. Nous voulons que les gens de la campagne continuent à y demeurer et soient prospères. Lorsque la population rurale aura un maximum d'aisance, la désertion des campagnes sera plus difficile. Le gouvernement actuel prend les moyens pour que les cultivateurs restent chez eux en leur donnant la propriété du sol.

Quand sera venu le moment de l'appel au peuple, nous saurons parler aux cultivateurs avec des faits et ceux-ci sauront où se trouvent leurs bienfaiteurs. Ceci ne veut pas dire que nous ne nous occupons pas de nos excellents amis les ouvriers. Le gouvernement s'est penché sur eux comme sur toutes les classes sociales.

Il parle de la loi destinée à assurer le progrès de l'éducation, par laquelle le gouvernement a

assumé les dettes des municipalités scolaires au montant de \$100,000,000, et créé le fonds d'éducation à même les profits des grandes corporations. Par cette loi, dit-il, nous avons forcé les trusts à payer leur part dans l'intérêt de l'éducation. Nous n'avons pas encouragé les trusts, comme sous le règne de nos amis d'en face, où les trusts ont connu leurs plus beaux jours, mais nous les avons dégonflés.

M. Saint-Laurent...

Des députés de l'opposition applaudissent¹⁴.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): M. Saint-Laurent, en réponse aux suggestions de ceux qui réclamaient d'Ottawa un dégrèvement d'impôt pour les petits salariés en exemptant les revenus de \$1,500 et \$3,000 respectivement, a dit: "Voulez-vous, oui ou non continuer à recevoir des allocations familiales?" Je ne suis pas contre la Loi des allocations familiales, mais voilà des gens qui veulent alimenter le fonds de celles-ci avec les revenus des petits salariés! Ce sont eux qui paient les allocations familiales.

En effet, quand Ottawa verse \$250,000,000 par année aux familles nombreuses, pour tout le pays, il prend, en impôt, \$265,000,000 par année dans les enveloppes de paye des petits salariés. Tandis que le gouvernement du Québec préfère taxer les grandes compagnies.

Il reproche à l'opposition de toujours critiquer de façon destructive et de ne jamais rien approuver, avec ces gens là nous avons tort avant de dire ou faire quoi que ce soit.

Avec la loi créant le ministère de la Jeunesse, le premier du genre au Canada, le gouvernement s'est porté au secours de la jeunesse à laquelle Ottawa avait imposé la conscription. L'honorable chef de l'opposition promet que s'il revient au pouvoir, il fera ceci ou cela. C'est le même homme qui en 1939 s'était engagé solennellement à démissionner comme chef du Parti libéral et même à le combattre si un seul Canadien français était mobilisé contre son gré pour service militaire.

Or, M. l'Orateur, nous avons eu la conscription et mobilisation, lesquels avis de conscription étaient signés par le député libéral de Québec-Est (M. Drouin), et le chef de l'opposition a ignoré son engagement solennel sur l'honneur de quitter son parti, et ne l'a pas combattu. C'est pour cela que son parti, voyant que M. le chef de l'opposition refusait d'accomplir son engagement de la quitter advenant la conscription, son parti, dis-je, voyant que son chef ne le quittait pas, aujourd'hui,

c'est le parti qui quitte monsieur le chef de l'opposition et ses partisans ont commencé à l'abandonner.

En janvier 1947, le gouvernement fédéral tentait un suprême effort pour rallier les provinces à ses propositions en leur offrant un subside de \$18 par tête en échange de la cession de leurs principales sources de revenus. Ce sont toutes ces sources de revenus que le chef de l'opposition est prêt à céder à Ottawa. Il l'a promis à plusieurs reprises.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Parlez-nous donc un peu des petits voyages des ministres.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): On pourrait peut-être parler du grand voyage que le député est à la veille de faire et qui va le conduire lui, et les membres du Parti libéral, hors de la Chambre aux prochaines élections.

Il cite d'autres lois votées pour le drainage des terres. Le gouvernement a érigé de nouveaux hôpitaux, dit-il, pour combattre la tuberculose, il a organisé un prêt pour aider les pêcheurs. Si c'est de l'électoratisme que de travailler pendant quatre ans, à raison de 365 jours par année, en faveur de toute la population, j'en suis.

À la session de 1947, il y a eut des lois pour aider nos collèges classiques et nos maisons d'hospitalisation, pour apporter l'assistance de la province aux déshérités de la vie, créer une école de médecine vétérinaire, prévenir la délinquance juvénile et favoriser l'établissement de médecins dans les campagnes qui en sont dépourvues. Il fait un appel au Collège des médecins et aux universités pour qu'ils convainquent les jeunes médecins à s'établir à la campagne. La vie y est plus heureuse et plus saine dit-il. En dispensant leurs services aux classes rurales, les jeunes médecins seront sûrs de faire œuvre sociale et de rendre mieux service à la société.

(Applaudissements à droite)

Il propose, appuyé par le représentant de Mégantic (l'honorable M. Labbé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 23 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- d'Arthur Gignac *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson).

Dépôt de documents:

Ordres en conseil

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre copies des ordres en conseil présentés devant la Chambre conformément à l'article III, loi 9 George VI, chapitre 34. (Document de la session no 7)

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), dont elle a été saisie jeudi le 15 janvier courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): À la session de cette année, le gouvernement de l'Union nationale continuera son œuvre bienfaisante par un programme législatif qui intéresse encore toutes les classes. Nous avons à Québec, un organisme qui prête aux cultivateurs et qui permet aux fils de cultivateurs de s'établir sur des terres. Des lois sont proposées et le gouvernement demandera à la Chambre de voter d'autres millions pour aider encore l'agriculture, notamment en augmentant encore le fonds mis à sa disposition par le crédit agricole.

Nous faisons aussi voter des millions pour continuer le drainage des terres et doter les municipalités rurales de système d'aqueduc et d'égout. Nos adversaires n'ont jamais pensé à cela eux. Tout ce qui les intéressait, c'était simplement un système de drainage des votes. Nous avons un gouvernement qui agit. On dit que nos lois sont du camouflage. C'est du camouflage payant.

Des députés rient.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): En tout cas, je suis fier de mon chef, je ne regrette pas d'avoir quitté le Parti libéral. Je suis heureux de servir sous la direction d'un homme qui comprend les besoins et les problèmes de chaque groupe de la population et y apporte les solutions appropriées. Il fait l'éloge du premier ministre et le remercie très chaleureusement, dit-il, pour tout ce qu'il a fait pour chacune des classes qui composent notre belle province et particulièrement pour la classe agricole qui est redevable de tant de bienfaits. M. le premier ministre, vous prenez définitivement votre place à côté des grands hommes d'État que furent nos découvreurs et le grand Mercier.

J'espère que du côté de l'opposition on parlera un peu moins et qu'on cessera de dire des sornettes pour permettre enfin à la Chambre de discuter et de voter les projets de loi au *Feuilleton*.

(Applaudissements à droite)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

L'Orateur de la Chambre a été doué par la Providence d'une grande qualité particulière, la patience, dont il fait montre dans la direction des débats de l'Assemblée. Il félicite les proposeur et secondaire de l'adresse de leurs discours. Il félicite particulièrement le député de Huntingdon (M. Rennie) d'avoir parlé en français pour une partie de son discours et souhaite que la population anglaise du Québec devienne aussi parfaitement bilingue que lui.

Je veux parler de la politique de voirie du gouvernement. Le gouvernement a accordé un contrat de \$2,177,159 à la Cartier Construction Co., un autre de \$2,671,461 à la Champlain Construction Co., un autre de \$1,880,699, un autre de \$354,600. Les ministres nous disent que l'on a dépensé \$40,000,000¹⁵ l'an dernier et que l'on dépensera \$45,000,000 cette année. Quand on est rendu à accorder des contrats de cette envergure, si on ne demande pas de soumissions, c'est grave.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Un ministre fédéral a dit que \$180,000,000, c'était des peanuts.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai pas l'intention d'entrer sur ce terrain et le ministre lui-même devrait se limiter à la voirie. Les gens ont le droit de savoir qu'en donnant des contrats, le gouvernement leur obtient ce qu'il y a de mieux pour leur argent, comme ce fut le cas à Montréal pendant les sept dernières années. Il doit y avoir des soumissions. Dans la métropole, aucun contrat de voirie, peu importe son importance, n'a été donné pendant cette période, sauf aux plus bas soumissionnaires, ce qui a sauvé beaucoup d'argent aux contribuables. Le gouvernement épargnerait considérablement l'argent du public en suivant ces méthodes d'affaires.

Les routes sont dans un état épouvantable. Les travaux de voirie sont commencés trop tard. Ils devraient être commencés plus tôt dans l'année. La politique adoptée par le ministre de la Voirie actuel (l'honorable M. Talbot) vise à limiter la construction ou la réparation des routes dans les secteurs de la province qui ont été favorisés par les candidats de l'Union nationale. Le député de Huntingdon (M. Rennie) admettra que, dans son comté, on a commencé les travaux à la veille de son élection. Ce dossier devrait attirer l'attention de tout le gouvernement, étant donné que les électeurs peuvent changer d'allégeance, comme le démontre ce qui est arrivé en 1939, malgré les incitations qu'ils avaient reçues.

Le gouvernement et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) devraient apporter toute leur attention et leur aide à l'égard des municipalités urbaines pour la construction, l'entretien et l'amélioration des rues principales, dites les grandes artères, qui en somme profitent à toute la province.

Mont-Joli, situé dans le comté du trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), a eu sa route principale pavée aux frais de la province, mais la cité de Montréal, qui n'est pas dans le comté de Matane,

doit payer pour le pavage sur toute la longueur des rues Sherbrooke, Western, Notre-Dame et le boulevard Pie-IX qui sont des grandes voies de communications publiques situées sur le réseau provincial. Ce n'est pas juste que la ville de Montréal soit seule à voir à la dépense sur ces grandes voies de communication. Le problème existe également dans d'autres municipalités. Les municipalités ne devraient pas être obligées d'entretenir les routes faisant partie du réseau routier provincial.

Les municipalités de la province entretiennent 3,000 milles de rues qu'elles sont obligées de garder ouvertes aux automobilistes en hiver comme en été sans qu'il en coûte un sou à l'administration provinciale. De plus, le gouvernement obtient plus de revenus provenant de la taxe sur l'essence. Il serait juste qu'en retour, celui-ci apportât sa collaboration à la solution du problème du transport surtout celui des marchandises de consommation. Les problèmes liés à la circulation routière augmentent, ils deviennent de plus en plus graves dans les grandes villes, et on ne peut pas s'attendre à ce que les municipalités s'en occupent elles-mêmes. Nous ne pouvons développer les affaires sans un transport rapide.

Selon les experts, Montréal a besoin de voies souterraines, d'un métro, nécessaires au décongestionnement de son trafic, ce qui représente une somme d'environ \$60,000,000 à \$100,000,000 pour les construire. Québec devrait contribuer aux frais de construction du métro. La métropole n'a pas le moyen de dépenser \$15,000,000 à \$20,000,000¹⁶ pour l'élargissement de ses grandes artères afin d'améliorer la circulation.

Des députés rient.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Rien ne peut se faire sans l'aide du gouvernement provincial qui en a les moyens. Il est urgent que le problème des relations financières entre le gouvernement provincial et les municipalités, en ce qui concerne la répartition des impôts, soit bientôt réglé de façon à déterminer quelle proportion doit aller respectivement à chacune des parties. À cause des conditions actuelles et du pouvoir limité des villes, c'est un fait admis que la plupart des municipalités ne peuvent pas faire face aux coûts des améliorations urgentes qui leur sont imposées, comme protéger la population des dangers liés à la circulation dans les rues étroites et achalandées, soit à l'intérieur ou à l'extérieur des grands centres, et permettre au trafic principal de circuler à un rythme raisonnable. Ce problème affecte

tout particulièrement les grandes villes de Québec et de Montréal et d'autres centres importants, qui sont aussi aux prises avec ce problème qui s'aggrave de plus en plus. À cette fin, une partie des millions que le gouvernement perçoit des taxes provinciales sur les automobiles (sur l'essence, il perçoit une taxe de 11 cents par gallon de gasoline) et sur les amusements, devrait retourner aux principales villes de la province, notamment Montréal et Québec, afin qu'elles puissent, avec ces revenus nouveaux, élargir leurs rues et procéder aux améliorations nécessaires de leur voirie locale. Une partie devrait évidemment aller au gouvernement provincial qui s'occupe de l'ensemble de la population du Québec.

Une juste répartition des taxes entre le gouvernement provincial et les municipalités aiderait à régler bon nombre des problèmes des municipalités, comme ceux de santé, d'hospitalisation et d'autres problèmes locaux. En citant les statistiques officielles, il montre que dans le domaine de l'hospitalisation il faut réviser les tarifs. Car les communautés et les institutions, dit-il, n'arrivent plus à boucler leur budget avec ce que le gouvernement leur donne maintenant. Il voudrait également, ajoute-t-il, qu'une sérieuse enquête sur l'hospitalisation dans la province soit entreprise par le gouvernement afin que la part que doivent payer, en certains cas, les municipalités soit moins onéreuse.

En vertu de la loi de l'assistance publique, Montréal paie une part de l'hospitalisation des indigents. La taxe des amusements a rapporté \$700,000 à Montréal l'an dernier et cependant la cité a versé \$3,500,000 à l'assistance publique. Le gouvernement devrait partager ces dépenses onéreuses et combler les subventions insuffisantes aux chefs de famille rendus inactifs par six ou sept mois d'hospitalisation et de convalescence. Le fardeau est lourd sur les épaules d'un homme qui n'a pas beaucoup d'argent, beaucoup plus lourd que sur un homme qui n'a rien du tout, parce que ce dernier obtient de l'aide de la municipalité et de la province. Le temps est venu pour le gouvernement d'étudier le problème dans le but d'organiser un réseau d'assurance-santé qui réglerait le problème de l'hospitalisation. Il n'y a pas plus important problème que celui de l'aide sociale. C'est d'un intérêt vital pour toute la population. Les problèmes financiers ont toujours été un obstacle à la solution au problème. Le gouvernement n'a rien fait de constructif dans ce domaine pour soulager les municipalités. Pourquoi n'y a-t-il pas de rencontres entre la province et les municipalités dans le but de trouver la meilleure solution à la situation?

Le problème de la délinquance juvénile est du domaine provincial et le gouvernement devrait y apporter plus d'attention. Le gouvernement devrait le régler sans rejeter la responsabilité sur les municipalités. Les municipalités n'ont pas d'autre responsabilité que d'offrir des parcs et des terrains de jeux. Il demande au gouvernement un plan permanent d'ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député se rappelle-t-il qu'en 1944, il a voté pour une loi en vertu de laquelle des maisons et des écoles étaient construites pour les jeunes délinquants et dont les municipalités devaient défrayer la moitié du coût? Cela aurait coûté environ \$2,000,000 aux municipalités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

(Souriant) Disons que nous sommes devenus plus sages en vieillissant. Malheureusement, je ne puis en dire autant du premier ministre. Ce qui importe, c'est une révision des relations fiscales entre la province et les municipalités.

(Se tournant vers les ministériels) Tous les députés de la gauche sont solidement unis derrière leur chef, qui peut compter sur leur plus entière loyauté. Il exprime son entière allégeance à celui-ci. J'espère, dit-il, que le premier ministre consultera le peuple en 1948. Il trouvera un changement.

(Applaudissements à gauche)

M. Bienvenue (Bellechasse): Il est important que les députés de la Chambre puissent se prononcer sur le discours du trône, lors du débat sur l'adresse. Même si les remerciements tardent un peu, le représentant du roi n'en sera nullement offusqué. (En souriant et avec une pointe d'ironie) Ce n'est pas le lieutenant-gouverneur qui a rédigé ce discours. Ce n'est pas son style. Au contraire, je n'y vois que le style déclamatoire, les clichés, les phrases ronflantes qu'affectionne le premier ministre. Le menu que contient le discours de cette année est varié, mais on ne trouve rien de substantiel.

(Rires et applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais si le discours ne dit rien, pourquoi l'opposition passe-t-elle son temps à parler?

M. Bienvenue (Bellechasse): Il faut toujours se lever pour dire que le discours du trône est vide. C'est bien différent du programme que s'était tracé en 1936 le parti de l'Union nationale et dont le premier ministre a répété qu'il n'avait pas été chargé. On en retrouve rien dans le discours du trône. On

devait remplacer le Conseil législatif par un conseil économique, confier les fonctions de lieutenant-gouverneur au juge en chef, rendre public la provenance des fonds électoraux, remplir les vacances dans les trois mois. On n'a pas encore, que je sache, rempli la vacance créée par le départ du député de Montréal-Saint-Louis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comté de Montréal-Saint-Louis est aussi bien représenté aujourd'hui qu'il l'était avant le départ de M. Hartt.

M. Bienvenue (Bellechasse) continue de noter les divergences qu'il constate entre le discours du trône et le programme de l'Union nationale. Au lieu de dire dans le discours du trône que l'enseignement l'intéresse, dit-il, le premier ministre aurait dû annoncer qu'il va payer aux instituteurs des salaires convenables. Nous avons 1,500 à 2,000 instituteurs dans la province et ils reçoivent actuellement des salaires de \$1,500 ou \$1,600 par année. Ce qui est absolument insuffisants pour vivre.

Le traitement des instituteurs et des institutrices, tout comme ceux des fonctionnaires provinciaux, n'est pas assez élevé surtout à cause du coût de la vie. Les gens laissent l'enseignement, parce qu'ils ne sont pas convenablement traités. Le professorat est une profession bien ingrate. Le député de Montmorency (M. Dumoulin) a cité ce matin le cas du professeur Caumartin, qui a dû abandonner l'enseignement pour travailler à la Commission des liqueurs.

M. Dumoulin (Montmorency): Il a deux situations.

M. Bienvenue (Bellechasse): Tous les instituteurs ne peuvent avoir une deuxième situation à la Commission des liqueurs. Pourtant la loi qu'a fait voter le gouvernement lui donne un contrôle direct sur les commissions scolaires de Montréal et de Québec. Il ne faudrait pas qu'il y ait seulement les entrepreneurs de construction d'écoles qui bénéficient de la munificence du gouvernement. Les professeurs devraient profiter avant les entrepreneurs des largesses du gouvernement.

En exigeant d'être consulté sur l'annexion de Terre-Neuve, le premier ministre oublie le texte de la Constitution. L'annexion de Terre-Neuve est avantageuse pour la Canada. Le Canada pourrait ainsi y exploiter les ressources forestières. Si nous n'annexons pas Terre-Neuve, ceci sera fait par les

États-Unis, qui y possèdent déjà plusieurs villes importantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition a peur que Terre-Neuve soit annexée aux États-Unis, mais si les Américains possèdent déjà les villes et centres importants et ont des bases à Terre-Neuve qui les rendent maîtres de l'île, cela ne sert à rien de procéder à l'annexion.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si je raisonnais comme le premier ministre, je pourrais dire que le premier ministre ayant donné les mines de fer de l'Ungava aux Américains, il leur a donné tout le Nouveau-Québec. Il n'a pas consulté Terre-Neuve avant de faire ce don à des étrangers, et pourtant, une partie des mines de fer est située dans Terre-Neuve.

Le programme du premier ministre, qui se dit un grand champion des droits de la province, consiste surtout à dire, quand quelque chose va mal: "C'est la faute du fédéral", ou à blâmer Ottawa sur des problèmes qu'il est incapable de régler. Mais s'il y a une responsabilité à prendre dans l'intérêt de la province il s'écrie: "Ça regarde Ottawa!" Si Ottawa est si dangereux, s'il est vrai qu'il y a des pseudo-centralisateurs à Ottawa, pourquoi le premier ministre ne va-t-il pas les combattre face à face à Ottawa, et mettre à la raison, ceux qu'il accuse ici?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'y suis allé aussi à Ottawa.

M. Bienvenue (Bellechasse): On dirait que le principal travail de la Chambre, depuis quelques années, est de discuter les lois fédérales. Ceux qui veulent discuter de questions provinciales viennent ici à la Législature. C'est l'endroit tout désigné. Ceux qui veulent discuter de questions fédérales devraient aller à Ottawa.

Que les membres du gouvernement de l'Union nationale se présentent dans un comté fédéral, aux élections fédérales. Il conviendrait qu'ils aillent faire là-bas, à la Chambre des communes, face à face, la bataille qu'ils ont commencée ici.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Quand ils se battent là-bas, on leur enlève leur comté comme cela s'est produit pour le député de Laval-Deux-Montagnes (Liguori Lacombe)¹⁷.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le gouvernement devrait, avec Ottawa, agir non pas en paroles, mais en actes. Les discours ça ne donne rien, ça ne règle

rien. Pendant la guerre, le premier ministre n'a cessé d'attaquer le gouvernement du pays. Il s'est montré lui-même opposé à toutes les mesures initiées par Ottawa. Maintenant, il veut semer la zizanie entre le fédéral et les provinces et la division entre les esprits. Aux États-Unis, on ne voit aucune des Législatures des 48 États faire une lutte continuelle contre le gouvernement central de Washington comme le fait ici le premier ministre contre le gouvernement d'Ottawa. Il y a de l'unité aux États-Unis et c'est pour cela que le pays est puissant et prospère. Si le gouvernement de la province voulait coopérer avec Ottawa, dans les mesures qui intéressent particulièrement la province, il s'entendrait. Mais le premier ministre ne veut pas s'entendre avec le gouvernement actuel parce qu'il n'aime pas sa couleur politique. La province et le pays en souffrent. Il donne lecture d'un portrait politique écrit par M. Jean-Paul Robillard dans *L'Action Nationale* du 7 janvier 1947:

"Il faut le dire. Si les tactiques actuelles de l'Union nationale se poursuivent, elles finiront, sur la question de l'autonomie provinciale par exemple, par laisser au peuple une impression semblable à celle que nous apporta la découverte, avec les premières lueurs de la raison, du néant, du ridicule de tous "ces petits riens tout neuf bordés en bleu" que nous promettaient nos mères pour modérer nos tapages d'enfants.

"Par son patriotisme verbal, son autonomisme négatif, ses déclarations échevelées et ses initiatives rétrogrades au sujet de ce qu'elle appelle le maintien de l'Ordre, son attitude anticommuniste simpliste, l'Union nationale parvient peut-être à embrouiller une foule de gens honnêtes et bien intentionnés. Elle réussit aussi probablement à leur cacher que son patriotisme de "husting" ne sert qu'à jeter inutilement de l'inquiétude chez la population anglo-canadienne, que son autonomisme phraséologique n'est qu'une bulle de savon que crèveront bientôt les mesures sociales que se propose de prendre Ottawa, (...).

"Nous parlions tout à l'heure de l'autonomie provinciale. Vidons la question. On sait que l'autonomisme est devenu le grand cheval de bataille de l'Union nationale. (...) Le premier ministre se fend de grandes déclarations qui n'ont seulement pas le mérite de devenir originales en soulignant par exemple les bienfaits, pour la personne humaine, de la décentralisation des pouvoirs et en développant les arguments philosophiques du fédéralisme. Mais, pour aborder la question, par ce côté-là, il faudrait une certaine culture et, tout le monde le sait, la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a.

"Actuellement, le fédéral pense à se lancer dans un grand programme de construction de logements; il médite un plan national d'assurance-santé. Que fait le gouvernement provincial? Dans le domaine du logement, ses initiatives se résument à ce mot en quatre lettres: rien et, dans celui de la santé, il recule depuis qu'il a aboli sans la remplacer, la Commission d'assurance-maladie instituée par le gouvernement Godbout. Et vive l'autonomie provinciale!" (...)

"Tout n'est pas mauvais dans l'Union nationale. C'est entendu. Ce parti a passé quelques bonnes lois, a pris plusieurs bonnes mesures. Mais à peu près rien d'essentiel. Rien de ce que n'aurait pu faire le parti de M. Godbout. Depuis les jours glorieux de l'Action libérale nationale, que de chemin parcouru par M. Duplessis! Aussi nous tenons, dans cette première chronique et pour qu'il ne subsiste aucune équivoque, à titre de nationaliste réformiste et, lâchons le mot, révolutionnaire, à marquer notre désaccord aussi profond qu'essentiel avec l'Union nationale, cette nouvelle "vierge folle" drapée de bleu pâle qui s'avance vers le peuple ayant oublié de mettre de l'huile dans sa lampe, cet autre "vieux parti" dont la chute est commencée vers les marécages de l'opportunisme, de la routine et des caisses électorales."

Je veux faire part à la Chambre de l'approbation enthousiaste de *L'Action catholique* au sujet de la nomination probable du Très Honorable Louis Saint-Laurent au poste de chef du Parti libéral canadien et du gouvernement d'Ottawa. Il cite du journal les paroles de M. Saint-Laurent, sur l'unité nationale, "qui doit être basée sur une égalité absolue des deux principales races, égalité dans les textes constitutionnels sans doute, mais une égalité pratique dans l'application quotidienne de ces lois." Après avoir cité les paroles de M. Saint-Laurent, dit-il, le journal dit: "Voilà une déclaration claire, précise, courageuse, qui mérite une approbation sans réserve de tous les Canadiens. Une telle attitude de M. Saint-Laurent au tout début de sa tournée dans le pays, facilite la réponse à cette question qu'on se pose souvent au journal indépendant que nous sommes: Est-il désirable qu'un Canadien français devienne premier ministre? Nous désirons l'élection de M. Saint-Laurent à la tête du Parti libéral. Si l'électorat juge bon un jour de renouveler à ce parti sa confiance, tous les Canadiens français oublieront leurs préférences partisans et applaudiront l'accession d'un des leurs au poste de premier ministre".

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre et ses amis devraient se réjouir du fait qu'un Canadien français deviendra probablement bientôt, pour la seconde fois en moins de 50 ans, premier ministre du Canada. Pourquoi les ministres du gouvernement du Québec ne se réjouissent pas de cette perspective qui honore tous les Canadiens français? La droite devrait applaudir. Au contraire, ils semblent désappointés. Je regrette qu'ils ne soient pas au nombre de tous les vrais Canadiens dont parle *L'Action catholique*.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Vous n'avez pas applaudi, vous autres, lorsque nous avons donné à la province un drapeau.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, mais les eaux du Saint-Laurent vont laver l'Union nationale.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est par des mesures sociales et non pas par de vaines paroles qu'il faut combattre le communisme.

L'opposition est disposée à adopter l'adresse en réponse au discours du trône. Nous la voterons, mais nous tenions, auparavant, à dire au gouvernement ce que nous pensons des problèmes politiques de l'heure et lui dire combien nous sommes désappointés de l'administration de l'Union nationale. Les libéraux tiennent auparavant à exprimer leurs sentiments sur les problèmes politiques de l'heure.

M. Côté (Rouyn-Noranda) reproche au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) d'avoir escamoté une foule de problèmes ouvriers dans le discours qu'il a prononcé en Chambre. Il a omis particulièrement, dit-il, de traiter au long le problème posé par l'application de la loi des relations ouvrières qui a pour but de forcer les patrons à négocier. Dans la plupart des cas les ouvriers sont prêts à négocier, mais les patrons refusent d'agir. Il s'ensuit des grèves qui pourraient être évitées. Les unions ouvrières ont perdu confiance en la loi des relations ouvrières, dont le principe est bon, mais l'application est parfois mauvaise. Les mouvements ouvriers entretiennent des doutes à son sujet, pour la raison mentionnée plus haut.

Le seul moyen d'empêcher le communisme de faire du progrès, c'est de sortir les gens de la misère et d'aider les unions ouvrières en reconnaissant que les ouvriers ont des droits. Le premier ministre, en tant que procureur général a utilisé la force pour empêcher les travailleurs de défendre leurs droits et par ses déclarations a fait,

l'an dernier, plus qu'aucun chef de gouvernement depuis quatre ans et que les communistes eux-mêmes pour aider à implanter le communisme dans cette province.

Les interventions intempestives de la police provinciale dans certaines grèves sont aussi de nature à nuire à la lutte anticommuniste. La police provinciale, spécialement dans les grèves, ne doit pas faire de l'intimidation, elle ne doit pas servir partialement un seul groupe dans les relations industrielles. Mais elle doit accorder sa protection à tous également. Lorsqu'une grève éclate, qu'elle soit légale ou illégale, au lieu de faire de grandes déclarations contre les ouvriers, le premier ministre et le gouvernement devraient afficher plus de compréhension et plus de charité envers les ouvriers.

Un ancien chef ouvrier de Montréal, qui a déjà été connu comme un communiste est aujourd'hui propriétaire de deux cafés de nuit, et est maintenant un favori du gouvernement. C'est Paul Fournier, un ancien président du Conseil du travail.

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. Fournier est un dirigeant syndical qui a toujours condamné le communisme.

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'affirme que M. Fournier a toujours été connu comme étant communiste et jusqu'en 1943 il a été proscrit et classé comme tel dans le mouvement ouvrier. On a dit qu'un autre chef ouvrier, Elphège Beaudoin, chef de la Fédération provinciale du travail, a été cité pour avoir dit que le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) était le meilleur ministre du Travail que la province ait eu. Cependant, on ne peut qualifier ainsi le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) en raison du trop grand nombre d'interférences entre son ministère et le premier ministre. Si le député de Joliette était le seul à contrôler son ministère, il mériterait le compliment. Je suis même prêt à lui faire un tel compliment.

Il (M. Côté) est d'avis que les grandes corporations sont mieux défendues, dans les cas d'arbitrage, que les unions ouvrières. Lorsqu'un succès est remporté par les syndicats catholiques, dit-il, comme celui de la Dominion Textile, on en fait grand état, mais on oublie de mentionner qu'un succès égal a été remporté par les United Textile Workers, dirigés par Madeleine Parent¹⁸, accusée de communisme.

L'honorable M. Barrette (Joliette) fait une mise au point sur cette dernière affirmation.

M. l'Orateur: La motion sera-elle adoptée?

La motion est mise aux voix et adoptée¹⁹.
Ainsi, l'adresse est adoptée.

Projets de loi:

Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Mi-sérieux)
On va étudier maintenant quelle loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous voulez étudier des lois. Très bien. A votre choix. Nous avons 24 projets de loi sur le *Feuilleton* de la Chambre. Nous sommes prêts à procéder sur n'importe lequel d'entre eux.

M. Godbout (L'Islet) choisit le bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement²⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous allons étudier le principe du bill 7 du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit d'une mesure qui est appelée à rendre des services signalés. Il ne faut pas imposer aux municipalités des charges qu'elles ne peuvent pas supporter; mais il convient de leur accorder des pouvoirs qui leur permettent d'apporter leur contribution au règlement de la crise du logement. Par ce projet de loi, nous donnons à toute corporation municipale le droit de vendre au prix nominal de \$1 l'unité des terrains lui appartenant à ceux qui veulent bâtir des maisons nouvelles, mais seulement lorsqu'il s'agit d'habitations familiales. Ces maisons devront être habitées par le constructeur lui-même. Car ce n'est pas la spéculation que nous voulons encourager.

De plus, nous donnons aux municipalités le droit d'accorder, pour ces mêmes constructions nouvelles, une commutation de taxes de 50 %

pendant 25 ans. Le projet de loi stipule que les municipalités pourront faire des ententes avec Ottawa au sujet des lois sur l'habitation et elle aura aussi pour effet de leur faciliter la démolition des taudis. Nous permettons aux municipalités de faire, si elles le veulent, certains travaux de drainage, de nivellement et pourvoir d'un système d'aqueduc les terrains ainsi vendus. Enfin, les municipalités pourront faire faire des plans de maisons et les distribuer gratuitement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement se libère de ses responsabilités sur le dos des municipalités. La loi comporte des conséquences très grosses pour les municipalités, mais bien petites pour les ouvriers. À l'heure actuelle, les municipalités n'ont pas les moyens d'accepter des charges nouvelles. Les municipalités ont déjà trop d'obligations pour ce qu'elles ont de revenus. La plupart de ces municipalités ont déjà des dettes prohibitives et elles ne seront donc pas à même de se prévaloir et de bénéficier d'une loi qui leur imposerait d'autres sacrifices financiers. Cette loi est une loi de camouflage. Les municipalités ont demandé au gouvernement de leur céder certains impôts, mais sans résultat, et maintenant on propose de leur imposer un plus gros fardeau. Le gouvernement devrait alléger le fardeau de leurs dettes en établissant des arrangements sur le partage de l'impôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ne peut que discuter du principe général de la loi en deuxième lecture, il ne peut pas rentrer dans les détails²¹, précise-t-il. Il ne s'agit pas de discuter d'un système fiscal, mais de l'opportunité d'accorder aux diverses municipalités de la province certains pouvoirs qu'elles ont demandés.

La loi ne fait qu'accorder aux municipalités ces pouvoirs qu'elles peuvent exercer ou non et il n'y a aucun fardeau additionnel. Nous prenons toutes les charges. Loin de leur ôter des revenus, cette loi va leur en procurer. Car les maisons nouvelles vont tout de même payer des taxes sur 50 % de leur évaluation.

M. Godbout (L'Islet): La discussion doit être d'ordre général. Il est impossible d'étudier le principe du bill, dit-il, sans examiner la situation financière des municipalités et sans se demander si elles peuvent se permettre d'accorder des commutations de taxes et de donner des terrains. La situation des municipalités est déjà assez onéreuse sans que l'on

leur impose de nouvelles obligations. Cette loi imposera des charges nouvelles aux municipalités sans leur rien donner en compensation.

Nous avons le droit, et c'est notre devoir de le faire, de discuter dans quelle situation nous plaçons les municipalités par cette loi. Celle-ci, en accordant ce genre d'exemptions de taxes, crée une situation excessivement dangereuse aux municipalités dans laquelle les deux côtés de cette Chambre ont refusé dans le passé de les placer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) appuie ce point de vue, dit-il. La discussion doit être générale, mais non limité à certains points. Les municipalités ne peuvent rendre de services qu'en imposant de nouvelles charges aux propriétaires actuels.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La loi, telle que faite actuellement, sera inefficace. Les villes, qui n'ont pas de lots vacants et qui n'ont pas d'argent, ne pourront acheter des lots pour les revendre à \$1. La ville de Rivière-du-Loup n'a pas de lots vacants à donner et avec sa dette de \$1,500,000, elle n'a pas le moyen d'en acheter.

C'est le cas de presque toutes les villes de la province. Elles seront incapables d'exercer les pouvoirs mentionnés dans le bill aussi longtemps que le gouvernement ne leur donnera pas une compensation efficace.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) peut seulement discuter du principe général de la loi à la deuxième lecture et il ne peut pas rentrer dans les détails²².

M. l'Orateur: Il y a un autre projet de loi à l'ordre du jour qui traite de la situation de l'habitation d'une manière générale et je suis d'opinion que la discussion générale devrait se faire sur ce projet de loi, qui traite des affaires municipales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure gagnerait à être étudiée en même temps que les trois autres bills sur le logement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné²³.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 23 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Prêts aux cultivateurs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, outre les sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs, un montant additionnel de \$5,000,000 de dollars, pour être employé aux fins

prévues par la loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi sauf la disposition qui suit.

Les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunter ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation en totalité ou en partie.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet): Tout le monde admet, et a toujours admis, la nécessité du crédit agricole. L'opposition n'a aucune objection à voter cette loi mais demande que selon les règlements, la troisième lecture soit remise à une séance ultérieure.

Drainage des terres

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution, relative au bill 3 accordant un crédit additionnel de \$3,000,000 pour le drainage des terres.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Vachon (Wolfe)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pour travaux de drainage, en outre des sommes déjà votées à ces fins, un montant de \$3,000,000 pour être employé conformément à la loi favorisant le drainage des terres (9 George VI, chapitre 34).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui a manqué à la province pour le drainage des terres, jusqu'ici, c'est un plan d'ensemble. L'Union nationale veut remédier à cet état de chose. Voilà le motif de la présentation de ce projet de loi, qui indique de quelle façon le montant sera dépensé.

M. Godbout (L'Islet): Nous savons tous que le drainage des terres est absolument nécessaire dans la province, mais le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) aurait pu d'ailleurs inclure tout simplement ce montant dans son budget, au lieu de le placer dans une loi et de présenter une législation spéciale. L'effet eût été exactement le même et on aurait évité des frais considérables, tout en épargnant le temps de la Chambre. Le principe du bill est excellent et le gouvernement ne dépensera jamais assez d'argent pour le drainage, si les travaux son faits suivant un plan d'ensemble bien définis.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le bill est nécessaire justement pour permettre au gouvernement de procéder suivant des plans d'ensemble. Nous voulons savoir où nous allons.

M. Godbout (L'Islet): L'Assemblée législative se doit de donner aux cultivateurs cette aide importante. Je demande au ministre d'intensifier, dans toute la mesure du possible, les travaux de drainage partout mais des travaux bien faits.

Quand nous avons commencé cette politique du drainage, en 1939, nous avons procédé sur une petite échelle mais, de 1939 à 1944, nous avons intensifié notre programme et nous avons entrepris le drainage de plusieurs grands cours d'eau. C'est pourquoi le gouvernement libéral avait organisé le

département du drainage pour préparer les plans et étudier les projets.

Par son travail, l'Office du drainage a rendu d'immenses services. Il a évité bien des chicanes et bien des procès coûteux et les travaux ont progressé plus rapidement. Le drainage augmente la productivité des terres. C'est pourquoi il est important de procéder rationnellement et que le gouvernement nomme quelqu'un qui en soit chargé.

Combien d'argent reste-t-il des sommes votées dans ce but par la Chambre?

L'honorable M. Barré (Rouville): Depuis trois ans, la Chambre a voté \$3,000,000 au moyen de lois et \$750,000 dans le budget. Presque tout le montant a été dépensé, sauf peut-être \$200,000²⁴. Nous avons commencé des travaux pour un montant plus considérable, mais il est entendu dans les contrats que si, l'argent n'est pas voté, les travaux seront arrêtés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les élections approchent, allez-vous recommencer, dans mon comté, les travaux de drainage de la grande rivière du Loup suspendu en 1944?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous ne faisons pas des travaux seulement à l'approche des élections. Nous ferons les travaux les plus pressants et les plus utiles. Nous allons continuer ce que nous avons commencé et nous allons en entreprendre d'autres sans s'occuper de la couleur politique du député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous faisons du drainage sans nous occuper de la couleur politique du député, qui représente le comté. Vous avez un exemple, dans Châteauguay.

M. Godbout (L'Islet): Nous attendons des élections provinciales avant que soient dépensés les \$3,000,000 pour le drainage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand les voulez-vous les élections?

M. Godbout (L'Islet): Le plus tôt possible.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'Office provincial du drainage, créé sous l'administration libérale, ajoute-il, a pu faire des bonnes choses, mais, dans mon opinion, cet organisme n'était pas nécessaire. Depuis deux ans, dans Rouville, nous n'avons plus recours à l'Office du drainage parce que cet Office avait rendu des décisions trop bêtes et

ridicules. Il a été aboli et tout va bien maintenant. Ça marche quand même, les travaux sont faits et il n'y a pas plus de chicanes²⁵ et de procès qu'auparavant.

M. Godbout (L'Islet): L'Office a enlevé bien des sujets de plainte et des travaux considérables ont été exécutés sous la direction d'un ingénieur compétent. L'Office du drainage avait les meilleurs ingénieurs disponibles. Mais ils ont été remerciés de leurs services par le gouvernement actuel.

M. Chaloult (Québec) insiste sur la nécessité d'une politique de drainage. C'est une question d'importance primordiale. Le bill parle de \$3,000,000 et, pour ma part, j'en voterais volontiers le double, dit-il, si le gouvernement pense avoir besoin de plus d'argent. Nous perdons 20 % de notre sol cultivable parce que les terres ne sont pas suffisamment drainées. Dans le passé, on a fait beaucoup de politique avec cette question de sorte que 25 % des argents votés ont été dépensés en pure perte, sans profit véritable. On a procédé dans le passé sans plan, pour des fins électorales, drainant des petits ruisseaux sans importance, et laissant de côté de gros cours d'eau.

J'attire l'attention du gouvernement sur les besoins particuliers de l'Abitibi. Il demande, dit-il, au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de faire des travaux de drainage. Cela presse plus qu'ailleurs, cette région se trouve située sur la hauteur des terres à la source des rivières et l'égouttement y est plus difficile qu'ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette région relève du ministère de la Colonisation.

M. Choquette (Shefford) et M. Marler (Westmount-Saint-Georges) prennent part au débat.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Greffes de notaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant la cession et la transmission des greffes de notaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le notariat est une profession extrêmement importante. Autrefois, il y avait trois piliers dans notre société: le curé, le médecin et le notaire. La profession du notaire est importante, notamment, parce qu'elle caractérise bien notre mentalité spéciale, et nous serons toujours prêts à permettre au notariat de prendre son essor.

Ce bill met fin à un état de choses vétuste selon lequel la cession ou la transmission d'un greffe de notaire doit être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec le consentement de la Chambre des notaires après rapport du procureur général et du secrétaire de la province. Dorénavant, la Chambre des notaires aura juridiction complète en la matière.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) prend part au débat pour clarifier la situation lorsque de telles actions sont menées.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des constituts

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains

districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ventes à tempérament

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant l'article 1561b du Code civil concernant les ventes à tempérament soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ducharme (Laviolette)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1561b du Code civil, édicté par loi 11 George VI, chapitre 73, est modifié en remplaçant, dans les quatre dernières lignes du cinquième alinéa, les mots "réduction correspondant, pour la partie du terme à laquelle il renonce, à 9 % l'an du versement fait ou du solde acquitté" par les mots "remise de la majoration prévue par l'article 1561d et effectivement exigée par le vendeur, dans la proportion du montant payé avant échéance et du délai auquel renonce l'acheteur."

M. Bienvenue (Bellechasse), M. Dumoulin (Montmorency) et M. Marler (Westmount-Saint-

Georges) exposent que l'amendement n'est pas clair et risque d'être mal compris par les marchands.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à en ajourner l'étude afin de préparer une meilleure rédaction.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Projets de loi:

Protection des arbres et Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant la loi de la protection des arbres et la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but de clarifier la situation actuelle en reconnaissant à la Régie le droit de faire couper des arbres, lorsque la requête est présentée par une personne ou une corporation qui exploite une entreprise de production ou de distribution d'énergie électrique.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

Modes et formalités de l'enregistrement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 intitulé: Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a pour but de généraliser l'enregistrement par dépôt, déjà permis dans certains cas, par une loi de l'an dernier. Cette loi de l'an dernier avait apporté d'excellents résultats en simplifiant de beaucoup les formalités d'enregistrement. C'est pourquoi on a décidé d'étendre le nouveau procédé. Par le bill, on n'aura plus besoin de transcrire les actes, mais tout simplement de déposer au Bureau de l'enregistrement une copie de l'acte. Ce bill a été recommandé, entre autres, par M. le notaire T. Brassard, registrateur à Montréal, et le notaire Aurèle Leclerc, registrateur à Québec.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les bureaux d'enregistrement ne seront plus que des bureaux de classification.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va être des bureaux d'enregistrement classifiés. Il y a lieu de faire des réformes et des rajustements au bureau d'enregistrement de Montréal.

M. Bienvenue (Bellechasse): La nouvelle méthode est sans doute plus rapide, mais elle sera plus coûteuse pour les clients, puisqu'il faudra désormais produire deux copies des actes à enregistrer. Il demande au procureur général (l'honorable M. Duplessis) de diminuer les frais d'enregistrement de façon à mieux protéger le public.

M. Dumoulin (Montmorency), M. Marler (Westmount-Saint-Georges), M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) interviennent dans le débat²⁶.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a étudié le bill 17 et qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne à mardi matin.

Des députés de l'opposition s'objectent à cette proposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se rend à la demande des membres l'opposition.

Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain à 3 heures

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1948, à la page 3, M. Duplessis aurait plutôt dit \$4,000 ou \$5,000.

2. *La Patrie* du 24 janvier 1948, à la page 32, indique que M. Mathewson est intervenu car le chef de l'opposition était absent.

3. *The Montreal Daily Star* du 23 janvier 1948, à la page 6, rapporte que quelques instants après, M. Duplessis et plusieurs des ses collègues quittent la Chambre et M. Dumoulin fait son discours devant une Chambre à moitié vide. Le quotidien poursuit en faisant le commentaire suivant: "Il est évident que les libéraux ont l'intention de faire intervenir plusieurs orateurs aujourd'hui et possiblement demain."

4. *La Presse* du 23 janvier 1948, à la page 3, souligne que M. William Morin, qui avait proposé l'ajournement à la séance précédente, est absent. Il perd ainsi son droit de parole.

5. Contrairement à l'ensemble des journaux, *Le Soleil* du 24 janvier 1948, à la page 23, indique que les mines de l'Ungava ont été cédées à des étrangers pour \$5,000 par année.

6. Il s'agit de Robert Kent Rowley, voir la note 11 de la séance du 20 janvier 1948.

7. Madeleine Parent est une organisatrice syndicale née à Montréal en 1918. Elle se consacre à l'organisation des travailleurs non syndiqués pour les Ouvriers unis du textile d'Amérique (OUTA) aux côtés de Kent Rowley. En 1946, elle participe aux grèves de la Dominion Textile à Montréal et Valleyfield pour la reconnaissance syndicale qui se terminent par une victoire des OUTA. En 1947, après un procès de trois mois, elle est inculpée de conspiration séditeuse. Elle est acquittée en 1954 lors d'un nouveau procès. En 1952, à la suite d'une fausse accusation de communisme, elle est expulsée des OUTA en compagnie Kent Rowley. La même année avec Rowley, elle fonde le Syndicat canadien des ouvriers du textile et de la chimie et la Confédération des syndicats canadiens en 1969. Elle dirige quelques grèves au cours des années 1970 dont la grève de Purtex en 1979.

8. Selon le *Montréal-Matin* du 24 janvier 1948, à la page 3, le discours de M. Dumoulin a duré une heure.

9. Il s'agit de Bernard Bissonnette député libéral dans L'Assomption de 1939 à 1942; de Pierre-Émile Côté, ministre de la Voirie dans les cabinets Taschereau et Godbout en 1936, ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries de 1939 à 1942 dans le cabinet Godbout; de Wilfrid Girouard, procureur général de 1939 à 1942 sous Godbout; de Hector Perrier, secrétaire de la province 1940 à 1944 dans le cabinet Godbout; et de Edgar Rochette, ministre du Travail de la Chasse et des pêcheries dans les cabinets Taschereau et Godbout en 1936 et ministre du Travail et des Mines de 1939 à 1944 dans le cabinet Godbout.

10. M. Tardif parle de Télesphore-Damien Bouchard. Il est ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce dans le cabinet Taschereau de 1935

à 1936, puis ministre des Affaires municipales et ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Godbout en 1936. Il occupe le poste de chef de l'opposition officielle de 1936 à 1939. De nouveau ministre dans le cabinet Godbout, il est titulaire des portefeuilles du ministère des Travaux publics (1939 à 1942) et du ministère de la Voirie de 1939 à 1944.

11. À propos de cette énumération des lois du gouvernement de l'Union nationale par M. Tardif, *Le Canada* du 24 janvier 1948, à la page 2, écrit le commentaire suivant: "Il donne lecture de la liste des lois adoptées depuis quatre ans, en faisant un commentaire humoristique sur la plupart des bills de l'Union nationale, comme si la législation était une chose dont on peut rire pendant une heure."

12. Chiffre de *L'Écho de Frontenac* du 5 février 1948, à la page 2: 1489.

13. Chiffre de *L'Écho de Frontenac* du 5 février 1948, à la page 2: 6445.

14. *The Gazette* du 24 janvier 1948, à la page 2, explique cette scène de cette façon: "[...] the Liberal members broke into applause at the mention of Mr. Saint-Laurent's name."

15. Selon *The Gazette* du 24 janvier 1948, à la page 2, M. Marler aurait dit: "over \$43,000,000".

16. Alors que *L'Action catholique* du 24 janvier 1948, à la page 18, indique ces montants concernant les travaux sur les axes principaux de Montréal, *La Presse* du même jour, à la page 18, mentionne une cinquantaine de millions de dollars.

17. M. Lacombe a été député libéral fédéral du comté de Laval-Deux-Montagnes de 1925 à 1930 et de 1935 à 1940. Il a siégé comme libéral indépendant de 1940 à 1945 puis comme indépendant à partir de 1945. Il a démissionné en novembre 1948. Il s'est opposé à l'engagement du Canada lors de la Seconde Guerre mondiale. Ses prises de position contre le gouvernement King lui ont attiré les foudres du Parti libéral qui a cherché à l'écarter en lui opposant un candidat officiel lors des élections fédérales de 1940. Il s'est prononcé contre la conscription. Lors des élections de 1945, il a été appuyé par Paul Sauvé contre un adversaire libéral.

18. Voir la note 7.

19. Selon *L'Action catholique* du 24 janvier 1948, à la page 3, la motion est adoptée à 5 h 30. D'après *La Presse* du même jour, à la page 18, la motion est adoptée à 5 h 50. Le *Montréal-Matin* du 24 janvier 1948, à la page 3, *L'Événement*, à la page 3, *Le Soleil*, à la page 24, et *Le Devoir*, à la page 3, du même jour indiquent qu'il est 5 h 40 au moment de l'adoption de la motion. Le *Montréal-Matin*, quotidien ministériel, commente de la manière suivante la fin du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône: Après avoir insisté pour prolonger le débat sur l'adresse pendant toute une semaine en faisant parler une vingtaine de ses partisans qui n'ont fait que répéter les mêmes discours, l'honorable Adélard Godbout a laissé voter cette motion de remerciements au lieutenant-gouverneur sans y apporter le traditionnel amendement de non-confiance dans le gouvernement. [...] L'adresse a été votée à l'unanimité de la Chambre, comme il convient par courtoisie pour le représentant du roi".

20. Selon *Le Devoir* du 24 janvier 1948, à la page 3, le chef de l'opposition choisi le bill no 7. De son côté, *La Patrie* du 24 janvier 1948, à la page 32, expliquent les libéraux ne firent pas de choix et que M. Duplessis a choisi le bill 7.

21. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 24 janvier 1948, à la page 3, souligne que le M. Duplessis a soulevé plusieurs points d'ordre lors des interventions de M. Casgrain mais n'indique pas à quels moments précisément. Par contre, les informations données par *The Gazette* du même jour, à la page 2, portent à croire que ce point d'ordre de M. Duplessis est bien survenu à cet endroit lors de la discussion.

22. Voir la note précédente.

23. D'après *L'Événement* du 24 janvier 1948, à la page 3, cette discussion a duré une vingtaine de minutes.

24. Alors que *L'Action catholique* du 24 janvier 1948, à la page 3, cite ce montant, le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 1, indique qu'il s'agit d'environ \$250,000, tandis que, *Le Soleil* du même jour, à la page 3, écrit que le M. Barré a répondu qu'il reste encore \$750,000.

25. Cette affirmation de M. Barré est rapportée par *Le Soleil* du 24 janvier 1948, à la page 3, tandis que *L'Action catholique*, à la page 3, et *La Patrie* du même jour, à la page 59, écrivent que le ministre de

l'Agriculture a dit qu'il y a moins de chicanes qu'auparavant.

26. *L'Action catholique* du 24 janvier 1948, à la page 19, souligne que ce point est discuté pendant quelques minutes.

Première séance du mardi 27 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Lachine

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée. Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte de LaSalle

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville LaSalle demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée. Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:
- de la ville LaSalle demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Morris Rosenberg

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Morris Rosenberg, demandant

l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Morris Rosenberg, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Isidore Morgulis

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Isidore Morgulis, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée. Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:
- de Isidore Morgulis, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Matane

M. Pelletier (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Pelletier), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée. Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale du village de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en ville sous le nom de ville de Saint-Eustache, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation municipale du village de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en ville sous le nom de ville de Saint-Eustache.

**Charte
de Plage-Laval**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Admissions à l'Institut
des comptables agréés**

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Philippe Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec, est que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Philippe Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Marc Légaré

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Marc Légaré, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Marc Légaré, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Roland Bertrand

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Roland Bertrand, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Roland Bertrand, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Rouyn

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Lesage), que

l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);
- de Charles Poirier, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Jolicoeur);
- de la corporation du village de Cadillac, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Cadillac (M. Lesage);
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion à son territoire de certaines terres (M. Johnson);
- de la ville de Prévile, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de détacher certains immeubles de ladite ville (M. Johnson);
- de Rolande Lancôt *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joël Lancôt (M. Johnson);
- de Jules Gingras *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville un certain territoire, sous le nom de Lac-Saint-Joseph-Est (M. Jolicoeur);
- de Bruno St-Georges *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Guy Brodeur *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Albert Boulet, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Jolicoeur);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de former une société de secours mutuels pour ses membres (M. Jolicoeur);

- de Edward Dillon, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);

- de Arthur Gignac *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson).

Projets de loi:

Prêts aux cultivateurs

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Protection des arbres et Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant la loi de la protection des arbres et la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ventes à tempérament

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 12 modifiant l'article 1561*b* du Code civil concernant les ventes à tempérament.

En comité:

Présidence de M. Ducharme (Laviolette)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1561*b* du Code civil, édicté par loi 11 George VI, chapitre 73, est modifié en remplaçant, dans les quatre dernières lignes du cinquième alinéa, les mots "réduction correspondant, pour la partie du terme à laquelle il renonce, à 9 % l'an du versement fait ou du solde acquitté" par les mots "remise de la majoration prévue par l'article 1561*d* et effectivement exigée par le vendeur, dans la proportion du montant payé avant échéance et du délai auquel renonce l'acheteur."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il avait été question d'en corriger la rédaction, mais après plusieurs consultations, j'en suis venu à la conclusion qu'on ne pouvait pas améliorer la perfection.

L'article est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)

propose que le bill 12 modifiant l'article 1561*b* du Code civil concernant les ventes à tempérament soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Modes et formalités de l'enregistrement

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 11 concernant le mode et les formalités de l'enregistrement.

En comité:

Présidence de M. Ducharme (Laviolette)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) fait des observations et suggère que des amendements soient apportés à la rédaction anglaise, pour la faire concorder avec le texte français¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

serait heureux, dit-il, si cette mesure forçait les compagnies à passer tous leurs contrats devant notaire. L'objet de la loi est de diminuer les dépenses des contribuables et de donner de la stabilité aux actes sous enseigne privé.

M. Bienvenue (Bellechasse) prend part à la discussion.

Le comité étudie les versions française et anglaise des articles 15, 19 et 40 qui se lisent comme suit:

"15. Les articles 2129*a*, 2129*b* et 2129*c* dudit Code, édictés par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 72, sont remplacés par les articles suivants:

"2129*a*. Le dépôt d'un plan fait au bureau d'enregistrement en vertu d'une loi qui l'exige constitue un enregistrement de ce plan et est traité comme tel.

"Cette disposition ne comprend pas les dépôts de plans visés par les articles 2166 à 2176*c* et par la loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320).

"2129*b*. Les avis et déclarations mentionnés dans les articles 2098, 2131 et 2172 peuvent être donnés au registrateur pour les intéressés par toute personne quelconque, parente ou non. Ils peuvent l'être aussi par les femmes mariées, les interdits et les mineurs eux-mêmes."

15. Articles 2129*a*, 2129*b* and 2129*c* of the said Code, enacted by section 27 of the act 11 George VI, chapter 72, are replaced by the following articles:

"2129*a*. The deposit of the plan in the registry office in virtue of an act requiring it is considered as a registration of such plan and treated as such.

This provision does not include deposits of plans contemplated in articles 2166 to 2176*c* and in the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320)

"2129*b*. Notices and declarations mentioned in article 2098, 2131 and 2172 may be given to the registrar for the interested persons by any person whatever being a relative or not. They may also be given by married women, interdicted persons and minors themselves."

La version anglaise de l'article 15, paragraphe 2129*a* est modifiée pour remplacer les mots "an act" par les mots "a statute" ainsi que le paragraphe 2129*b* pour ajouter le mot "The" avant le mot "Notices".

L'amendement est adopté.

"19. L'article 2133 dudit Code, modifié par l'article 2 de la loi 5 George V, chapitre 75, et abrogé par l'article 29 de la loi 11 George VI, chapitre 72, est réédité comme suit:

"2133. Pour obtenir l'enregistrement par dépôt d'un acte authentique autre qu'un acte notarié en brevet, il faut en présenter deux extraits ou deux copies authentiques. Lorsqu'il s'agit d'un acte notarié en brevet ou d'un document sous seing privé, l'original doit être présenté en double.

"Le document sous seing privé doit être préalablement prouvé de la même manière qu'un bordereau."

"19. Article 2133 of the said Code, amended by section 2 of the act 5 George V, chapter 75 and repealed by section 29 of the act 11 George VI, chapter 72, is reenacted as follows:

"2133. Registration by deposit of an authentic deed other than a deed en brevet may be obtained upon the production of two authentic copies or extracts. In the case of a notarial deed en brevet or of a private writing, the original must be produced in duplicate.

"If the document be a private writing, it must be proved in the manner prescribed with respect to memorial."

La version anglaise de l'article 19 est modifiée pour ajouter le mot "previously" avant le mot "proved".

L'amendement est adopté.

"40. Dans toute loi, proclamation, arrêté en conseil ou autre document, les mots

"*a*) "par transcription", "au long" ou toute autre expression comportant le même sens et se rapportant à l'enregistrement d'un titre ou d'un document désigneront, à l'avenir, l'enregistrement par dépôt prévu par les articles 2131 à 2135 du Code civil;

"*b*) "par inscription" désigneront, à l'avenir, l'enregistrement par bordereau prévu aux articles 2136 à 2147 du Code civil."

"40. In any act, proclamation, order in council or other document, the words

"*a*. "at length", "by memorial" or any other expression implying the same meaning or relating to the registration of a title or of a document shall henceforth designate the registration by deposit provided for by articles 2131 to 2135 of the Civil Code;

"*b*. "by memorial" shall henceforth designate the registration by memorial provided for by articles 2136 to 2147 of the Civil Code."

La version anglaise de l'article 40, paragraphe *b* est modifiée pour retirer les mots "by memorial" et pour substituer le mot "having" au mot "implying".

L'amendement est adopté.

Les articles 15, 19 et 40 ainsi amendés sont adoptés.

Les articles 1 à 14, 16 à 18, 20 à 39, 41 et 42 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 11 concernant le mode et les formalités de l'enregistrement soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tramways de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, que le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai averti ce matin l'opposition officielle que cette mesure serait présentée dans l'après-midi. Il s'agit de faire face à une situation urgente. C'est un projet de loi à la fois très important et très urgent, car il a pour objet de remédier à une situation inquiétante qui peut affecter considérablement la population de Montréal.

C'est pourquoi, je demande aux députés de procéder avec diligence, car il y va du sort d'une partie imposante de la province la population de Montréal et des villes avoisinantes affectées directement par le changement de taux que la Compagnie des tramways veut effectuer. Celle-ci est sur le point de vendre ses billets 3 pour 25 cents.

C'est une histoire vraiment extraordinaire que toute cette affaire du tramway. Elle remonte à un contrat qui date de 1918. Le gouvernement d'alors, le gouvernement Gouin, appuyé par la majorité des députés de la Chambre, a décidé d'imposer un contrat à la ville de Montréal et autres municipalités desservies par le tramway.

Ce contrat est fort drôle. C'est un simulacre de contrat qui ne fut jamais soumis aux autorités des corporations municipales intéressées. Ce contrat n'en était pas un, puisqu'au lieu de constituer une entente entre les parties, il a été arrêté par une commission de cinq membres. Cette Commission, nommée par le gouvernement, ne comprenait aucun représentant des municipalités. Elle a préparé un acte que le parti au pouvoir a décidé de considérer comme un contrat.

Il s'agissait, pourtant, d'un service public très important, indispensable même à la vie de la métropole. Car on sait que le tramway et l'autobus, au prix qu'ils coûtent, jouent un rôle considérable dans une ville comme Montréal pour le transport de la population, spécialement la population ouvrière, et pour relier entre elles les différentes parties de l'île de Montréal. Il est bien important que les ouvriers puissent se rendre à leur travail. Ce service fait partie intégrante de la vie quotidienne de la population.

Jamais, donc, la cité de Montréal et les autres municipalités n'ont été consultées sur la nature et de la composition de la Commission nommée pour décider de l'ensemble du problème. Le gouvernement provincial du temps a ignoré les citoyens de Montréal. Il a décidé de passer sur le dos

des représentants de la ville et il a nommé cette Commission. Elle était composée du sénateur Joseph-Philippe-Baby Casgrain, du sénateur Charles-Philippe Beaubien, de M. Charles Laurendeau, avocat en chef de Montréal, de M. Alphonse Verville, député, élu pour s'occuper d'affaires fédérales et qui s'occupait d'affaires municipales, et de M. Archibald Stevenson, comptable.

La Commission était alors chargée de préparer pour la cité de Montréal et la Compagnie des tramways, un projet qui déterminait les conditions de circulation et les taux des billets de tramways.

Je me demande pourquoi on a appelé cela un contrat. Ce n'était pas ce qu'on est convenu d'appeler un contrat, dont l'essence même est d'être la résultante d'une entente conclue entre deux parties qui font affaires ensemble. Au lieu de cela, ce document a été établi par une commission et la ville de Montréal n'a jamais comparu à cet acte.

Nous avons donc vu, en l'occurrence, une commission passer, de sa propre autorité et arbitrairement, ce simulacre de contrat au nom de la cité de Montréal et au nom des municipalités. Ces messieurs ont été constitués en autorités pour représenter les citoyens de Montréal et des municipalités environnantes de l'île de Montréal qui, de ce fait, ont été interdits.

On s'est présenté devant la Législature et le parti au pouvoir, par sa majorité, a décidé de considérer le document en question comme un contrat. Une loi fut adoptée qui sanctionnait l'arbitraire après avoir interdit les citoyens de Montréal. On disait en définitive à ces derniers qu'ils n'avaient rien à faire dans cette affaire. Et on ajoute que si la ville n'est pas satisfaite, elle pourra se plaindre en logeant un appel devant la Régie des services publics.

Les délibérations de la première Commission ont entraîné la création d'une autre commission: la Commission des tramways de Montréal. Elle a été chargée de surveiller l'application de ce prétendu contrat. Les membres ont été nommés encore une fois sans consultation après des autorités de la ville, investis des pouvoirs de décider des tarifs et des conditions du système de transport de Montréal et des municipalités environnantes. Les membres de la Régie, comme ceux de la Commission des tramways, étaient nommés par le gouvernement. Il n'y avait aucun représentant des municipalités dans ces deux organismes. Donc, ni la cité de Montréal ni ses représentants n'ont comparu au contrat et aucun d'entre eux n'a participé à la nomination d'un organisme chargé d'interpréter ce supposé contrat.

La Compagnie des tramways, en se servant de la Commission des tramways, qui ne représente ni Montréal ni les autres municipalités suburbaines, se prépare maintenant à augmenter ses taux de transport, d'un tiers environ, en portant le prix des billets de 4 pour 25 cents à 3 pour 25 cents.

Normalement, si la ville de Montréal ou les autres municipalités intéressées veulent se plaindre de cette décision, elles doivent en appeler devant la Régie provinciale des transports et communications qui a remplacé la Régie des services publics. Mais nous disons dans notre loi que cette question des tarifs doit être décidée et réglée par un organisme représentatif et démocratique offrant toutes les garanties possibles de compétence et d'impartialité nécessaires en l'occurrence.

C'est pourquoi la loi constitue un comité d'arbitrage composé de trois membres. Comme premier arbitre, il y aura un représentant des corps municipaux intéressés, nommé par la Commission métropolitaine, laquelle représente le mieux toutes les municipalités de l'île de Montréal et fait écho à leurs désirs. Le deuxième arbitre sera nommé par l'autre partie, c'est-à-dire par la Compagnie des tramways. Et enfin, le troisième arbitre, au sens de la loi, sera le juge en chef de la Cour des Magistrats de la province, un tribunal provincial.

Le juge en chef Ferdinand Roy est l'un de nos juristes les plus distingués, dont tous reconnaissent l'intégrité proverbiale, l'impartialité, la compétence et la culture légendaire. S'il refuse, il nommera lui-même un autre juge d'une cour provinciale pour le remplacer. La loi, fait à signaler, donne un caractère judiciaire aux décisions rendues par ce tribunal, parce que la question n'est pas une affaire qui ressort du gouvernement de la province. Le gouvernement n'a aucun contrôle sur ce tribunal.

À l'inverse de ce qui se passait sous les anciens gouvernements qui faisaient main basse sur l'autonomie de Montréal, à propos de cette question, et ne tenaient aucun compte des droits des parties en cause, nous tenons compte des droits des municipalités. Notre loi consacre la représentation des municipalités ainsi que celle des autres parties intéressées. Nous ne voulons pas répéter l'iniquité commise en 1918 par le Parti libéral qui a imposé à l'île de Montréal un pseudo-contrat sans qu'aucun conseil municipal n'ait été consulté au préalable.

Donc, pour la première fois dans l'histoire de la province, les municipalités seront représentées et auront leur mot à dire dans un comité d'enquête parfaitement indépendant constitué, afin d'étudier l'administration des affaires de la Montreal

Tramways et appelé à prendre des décisions sur cette question.

Deux principaux effets résultent de la loi du gouvernement. Premièrement, le dossier serait traité adéquatement par l'organisme le mieux approprié de la manière la plus logique. Deuxièmement, la loi aura pour but, entre autres, de suspendre, pendant toute la durée des diverses étapes des procédures d'arbitrage, l'application de toute décision de la Commission des tramways d'augmenter les taux.

En vertu de ce qu'on appelle le contrat, et suivant l'interprétation de quelques juristes, on semblait croire, en certains milieux, que la Commission des tramways avait le pouvoir de mettre en vigueur immédiatement tous les nouveaux taux qu'elle pouvait décréter même si un appel était déposé contre lui. Il ne pourra y avoir de hausse des taux de la Compagnie, lesquels seront prochainement annoncés, avant qu'une décision finale n'ait été rendue par les trois arbitres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le sursis avant la pendaison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'est pas intéressé dans la pendaison; il lui manque un élément essentiel: une tête. À ce stade de la discussion, il n'est pas question d'augmenter le prix des billets, ni de discuter des conditions à imposer au service lui-même. Tous ces points seront étudiés et établis par l'organisme qui sera créé conformément à cette mesure.

Lors de l'étude du bill en comité plénier, nous présenterons des amendements à la mesure pour clarifier encore davantage le texte, fixer la procédure à suivre et les détails devant le comité d'arbitrage. Nous allons accorder au président du comité d'arbitrage, qui sera le magistrat en chef ou son représentant, une juridiction exclusive, définitive et sans appel sur les questions de droit. Sur les questions de fait, la décision de la majorité prévaudra et il n'y aura pas d'appel non plus.

L'un des amendements stipulera aussi, que l'appel au comité d'arbitrage pourra être porté par toute partie en cause, par toute corporation municipale intéressée ou dont la population est affectée par cette décision, et par la Compagnie des tramways de Montréal. Il est dit encore, dans les amendements, que le comité d'arbitrage ne sera lié par aucune ordonnance ou décision ou rapport relatifs à la question des tramways pour les fins de la décision sur l'appel.

De plus, de par la loi, nous accordons aux arbitres les plus amples pouvoirs d'enquête sur toute la situation du tramway à Montréal. Ils auront accès aux dossiers et archives de la compagnie et pourront examiner tous ses livres de compte, bilans, statistiques et autres documents. En vertu d'un autre amendement, nous disons que les arbitres feront, pendant le cours de l'instance en appel, une étude soignée sur tout l'ensemble du problème des tramways de Montréal, en vue d'un règlement approprié, juste et définitif de cette question. Le public montréalais accueillera sans doute cette nouvelle avec une vive satisfaction. Ils feront au lieutenant-gouverneur en conseil rapport de leurs constatations et suggestions qui leur plaira à ce sujet, en même temps qu'ils rendront leur décision ou dans les délais que pourra fixer le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nous disons aussi que les taxes mentionnées à l'article 92 du contrat ne comprennent pas l'attribution qui en a été faite par les organismes précédents. Ces taxes là ne comprennent pas les impôts ou taxes payables par la compagnie sur ses revenus, ses profits ou ses surplus de bénéfices. Le nouveau comité d'arbitrage que nous créons avec ce projet de loi aura l'autorité de changer, de modifier ou de mettre de côté toutes les décisions précédentes de la Commission métropolitaine ou de la Régie provinciale des transports et des communications sur tous les sujets relatifs à l'interprétation et sur la question de l'application des tarifs, en respectant les taxes payées par la Compagnie et les dividendes de 6 % versés à ces actionnaires.

En vertu de l'ancien contrat, actuellement il y a quelque chose qui ne marche pas. Les actionnaires ont la garantie de recevoir au moins 6 % d'intérêt, et ce, sans compter d'autres profits. On faisait payer par les consommateurs les taxes sur les profits. Ce régime-là est fini! Nous ferons payer les taxes par ceux qui font des profits, par la Compagnie et non plus par les usagers du tramway de Montréal. Il y a urgence d'adopter cette loi et de la faire sanctionner sans causer d'injustices à qui que ce soit. Nous, nous voulons protéger les citoyens de Montréal, nous allons régler le problème du tramway de Montréal!

(Applaudissements à droite)

M. Godbout (L'Islet): Il ne fait pas de doute que le projet en discussion est en effet d'une importance considérable. Mais il n'est pas nécessaire de remonter à 1918 pour savoir si la Commission nommée était bien choisie. Personne ici n'a participé à la législation qui a sanctionné le contrat. Ni le premier ministre ni moi-même n'avons participé à

cette affaire du tramway. À ce moment-là, nous n'étions pas dans la vie publique de la province. Néanmoins, le premier ministre prétend que la ville de Montréal et les contribuables n'étaient pas représentés lors de la passation du contrat du tramway en 1918.

Je ferai tout de même remarquer qu'il suffit cependant de lire les noms des commissaires du comité qui a préparé le contrat de la Commission des tramways pour constater qu'il n'y avait que des citoyens de la métropole, dont l'avocat en chef de la cité de Montréal, M. Laurendeau. Les autres membres, le sénateur Beaubien, M. Verville et M. Stevenson étaient tous des citoyens importants de Montréal et aussi intéressés au bien-être de leur ville et de leurs concitoyens. Il était évident pour tous les citoyens que ceux-ci et la ville de Montréal étaient tous très bien représentés à cette Commission, comme celle d'aujourd'hui dont les membres n'ont pas été nommés par la ville ou par la Commission métropolitaine, mais par le gouvernement.

Il n'y eut pas de discussion en Chambre, dans ce temps-là, et le comité qui avait été formé était certainement beaucoup plus démocratique et représentatif que les commissions formées par le gouvernement actuel pour administrer les affaires et prendre l'autonomie des commissions scolaires de Montréal et de Québec et d'autres organismes.

J'affirme donc que la ville de Montréal était convenablement représentée par les membres de la Commission. Il ne va pas s'engager à dire, dit-il, si le contrat actuel rend justice à la ville de Montréal et à sa population. Il est porté à croire, à la lumière des faits que, pendant toute la durée du contrat, la population de Montréal ne s'est pas plainte ouvertement; le contrat était donc satisfaisant. Normalement, ce serait la conclusion de tout observateur désintéressé. Est-ce que ceci veut dire qu'aucun changement ne devrait être fait compte tenu de la situation actuelle? Certainement pas. Le plus qu'on peut dire, c'est que le contrat ne répond pas aux besoins actuels.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si les taux doivent être augmentés. La Compagnie des tramways demande à la Commission des tramways d'approuver une augmentation de tarifs. Dans l'affirmative, on devrait normalement en appeler à la Régie des transports et des communications de la province de la décision de la commission, si on ne s'entend pas sur l'opportunité d'augmenter le prix des billets. La Régie est formée d'experts, nommés par le premier ministre, qui ont une grande expérience de toutes ces questions de transports.

Tout le monde veut voir cette affaire se régler au plus tôt. Pourquoi une commission spéciale d'arbitrage? Je ne vois pas pourquoi on enlèverait à cette Régie² sa juridiction en la matière pour la confier à un tribunal nouveau qui, malgré toute la bonne volonté, ne connaîtra rien au problème. Tout nouveau comité d'arbitrage sera nécessairement sans expérience, ne sera pas familier avec le dossier et retardera sans aucun doute de plusieurs mois toute possibilité de résoudre la controverse actuelle, alors que la question est très urgente.

La Régie actuelle est le seul organisme tout indiqué par la loi, par la logique et par les circonstances pour entendre l'appel de la décision de la Commission et pour régler la situation des taux de tramways à Montréal, même si le premier ministre affirme que la Régie a trop d'ouvrage à faire. Ses membres connaissent d'avance la question. C'est dans la sphère normale de leurs activités.

Non, même avec toutes les garanties d'impartialité que lui donne le gouvernement, cette loi et la nomination d'un comité spécial, pour étudier la question, constituent simplement une mesure dilatoire en prévision, peut-être, de certains événements qui s'en viennent, et que je redoute. Le gouvernement ne veut pas prendre les responsabilités qui lui incombent dans cette affaire. Le gouvernement veut délibérément retarder les choses pendant un certain temps et éviter le plus longtemps possible d'avoir à prendre la décision ferme qui s'impose.

Et cette décision qui s'impose, de suite, consiste à ne pas laisser augmenter les taux, à Montréal. Même si la Régie des transports devait retarder à rendre son jugement, le gouvernement pourrait attendre sa décision finale. Il n'y aurait pas d'objection à forcer la Compagnie des tramways à attendre, surtout à cause du service qu'elle donne actuellement aux citoyens de la métropole. Il y a un autre aspect de la question, et qui est le plus important.

J'affirme de plus que si la question des taux n'est pas réglée, c'est la faute du premier ministre et du gouvernement. C'est lui qui est partiellement responsable de la demande d'augmentation faite par la compagnie, parce qu'il est co-propriétaire, par l'Hydro-Québec, de 50 %³ des actions de la Compagnie des tramways de Montréal avec la Shawinigan Power. Le gouvernement peut, s'il le veut, solutionner la question. Il pourrait certainement empêcher une augmentation des taux du tramway dans la métropole.

Car, le gouvernement provincial, par l'entremise de l'Hydro-Québec, que nous avons créée,

fournit de l'électricité à la Compagnie des tramways. S'il diminuait les taux d'électricité exigés à Montréal par l'Hydro, au lieu de s'emparer des profits de celle-ci pour augmenter le revenu provincial comme on le fait, la Compagnie n'aurait pas besoin de hausser le prix des billets.

Nous avons fait un premier pas en cette voie en donnant à Montréal, par la création de l'Hydro, suite à la nationalisation de la Montreal, Light, Heat & Power, un service sans aucun profit pour distribuer l'électricité au prix coûtant. Nous avons mis entre les mains du gouvernement tous les moyens pour régler ce problème sans augmentation de taux. Si l'on s'en était tenu au principe premier de l'Hydro, telle que nous l'avions instituée, en redonnant tous les profits qu'elle fait dans la métropole aux consommateurs sous forme de réductions de taux, la Montreal Tramways ne songerait pas à réclamer une hausse du prix du passage à bord de ses voitures et des ses autobus.

(Applaudissements à gauche)

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!⁴

M. Godbout (L'Islet): Je dis que le principe du bill que pose le gouvernement est faux. Le comité d'arbitrage ne pourra jamais solutionner la question. Mais sur cette question de souveraine importance, le gouvernement, comme toujours, rejette ses responsabilités sur le dos des autres en proposant une mesure dilatoire qui lui permettra de passer une période qu'il craint. C'est une loi de camouflage proposée à la veille des élections dans un but électoral; elle ne règle rien. Et une chose est certaine: le comité d'arbitrage ne rendra pas de décision avant les élections générales provinciales. Après les élections, la décision du comité d'arbitrage du gouvernement sera finalement prise, une fois de plus, à l'avantage des gros intérêts.

Ce qui est nécessaire pour résoudre le problème c'est une plus grande coopération entre les municipalités, la Compagnie et le public en général, dans le but d'étudier l'ensemble du problème en incluant les services municipaux. Le gouvernement devrait plutôt étudier la question de la municipalisation du tramway, dans l'intérêt de toutes les municipalités de l'île de Montréal, réclamée par des corps publics. Dans certaines villes, on a municipalisé le service des tramways avec de bons résultats. Avec des taux raisonnables pour l'électricité, par l'Hydro, il y a moyen d'organiser la municipalisation des tramways à Montréal sur une base avantageuse pour les usagers du tramway. Cette

formule aurait pour effet d'accorder dans la métropole des taux de transport beaucoup plus avantageux et pour la municipalité et pour les contribuables.

Après les élections, nous serons au pouvoir. Et c'est nous qui, bientôt, la réglerons, cette question du tramway sans augmentation des taux pour la population à Montréal. Nous rétablirons la situation et nous forcerons l'Hydro à diminuer les taux de l'électricité à Montréal. Nous avons établi l'Hydro comme industrie sans profit. Nous reviendrons à ce système et nous réglerons la question du tramway à l'avantage du peuple.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Pour bien comprendre la situation du tramway à Montréal, pour comprendre que les Montréalais paient trop cher pour un service trop mauvais, il faut non seulement remonter à 1918, année où a été adopté le fameux contrat du tramway, mais il faut remonter jusqu'à 1911, à l'époque même où s'est constituée la Montreal Tramways Company.

Cette année-là, la Montreal Street Railway et ses filiales se sont vendues dans des conditions telles que les mêmes personnes figuraient comme acheteurs et comme vendeurs et que la capitalisation de la nouvelle compagnie a été soufflée de \$18,440,000. Par suite de combines d'ordre financier, des capitalistes se sont arrangés, suivant les spécialistes qui ont étudié la question, pour que l'actif de la nouvelle compagnie soit supérieur de 50 % à l'actif global de toutes les compagnies qu'ils venaient d'acheter. Voilà la base du contrat draconien qui régit la ville de Montréal et les usagers du tramway depuis 1918.

Le contrat de 1918 a été la légalisation des combines financières et du mouillage de fonds effectué en 1911 avec le capital de la compagnie. Il s'est agi de stabiliser toutes ces injustices déjà relatées. La Compagnie des tramways a alors obtenu que la ville de Montréal reçoive une redevance annuelle fixe de \$500,000 et qu'elle n'ait aucun droit de contrôle ni de regard sur la Compagnie ou sur ses livres.

Avant la signature du contrat de 1918, la redevance de la ville de Montréal était au premier rang des obligations de la Compagnie. Aujourd'hui, même la redevance annuelle de \$500,000 n'est pas payée. En vertu du contrat, elle ne devait être payée qu'en sixième lieu, loin en arrière d'un revenu annuel de 6 % que la compagnie a été forcée d'assurer à ses actionnaires et payé sur un capital

fictif, soufflé de la moitié au moins. À cause de cette répartition injuste, qui faisait passer Montréal en sixième lieu, on a payé à Ottawa pendant plusieurs années des excédents de bénéfices alors qu'on ne soldait pas la redevance de \$500,000 qu'on devait à Montréal. On se trouve en face de cette anomalie qu'une compagnie qui paie des taxes considérables sur les surplus de profits ne paie pas sa redevance à la ville de Montréal.

Pour faire sanctionner la surcapitalisation, on a procédé à l'évaluation la plus fantastique qui soit, au dire de comptables experts. Non seulement a-t-on évalué le matériel en usage à 100 % du prix de remplacement par du matériel neuf, mais on a ajouté un autre 22 %, absolument arbitraire, à cette évaluation déjà exagérée. Le 6 % des actionnaires était donc calculé non pas sur le véritable actif de la compagnie, mais sur la valeur fictive à 122 % du prix de remplacement par du matériel neuf. C'est ainsi que des vieux tramways, sans roues, que l'on avait remisés ici ou là, ont été évalués à 122 % de leur valeur. Bien plus, la compagnie a fait inclure dans son inventaire 100 tramways qu'elle avait commandés et qui ne lui avaient pas encore été livrés, de sorte que, depuis 30 ans, les citoyens de Montréal paient 6 % d'intérêt chaque année sur 100 tramways qui n'existaient même pas lors de la ratification du contrat.

Bref, on s'est arrangé pour que figure à l'inventaire la valeur de remplacement à neuf du matériel et on a décidé que les Montréalais devraient payer 6 % avant même que la ville de Montréal n'ait été payée de sa redevance de \$500,000, qui avait été spécifiquement prévue pour l'usage des rues de la ville. C'est à croire que la ville de Montréal a été créée pour la Compagnie des tramways...

Non seulement le prix des billets ne devrait pas augmenter, mais il devrait diminuer. La population de Montréal, celle qui doit prendre le tramway matin et soir pour aller au travail et en revenir, paie actuellement des montants excessifs, pour le service donné, à une compagnie qui l'a exploitée, au profit d'une poignée d'actionnaires de la Shawinigan Power et de la Montreal Light & Power, d'où par exemple les protestations de la Ligue ouvrière catholique, qui sait ce que ça représente pour le budget d'une famille ouvrière!

Le comité d'arbitrage que va nommer le gouvernement pourrait être supérieur à la Régie des transports et des communications, mais pas tel qu'il sera formé par le bill actuellement à l'étude. En effet, la Régie des transports, doit servir de tribunal d'appel des décisions de la Commission des

tramways. Mais elle reste assujettie au fameux contrat de 1918 et son rôle se limite à décider si oui ou non les clauses du contrat existant ont été respectées.

Je n'approuve pas la commission d'arbitrage proposée, car telle que formée, elle n'aura pas plus de pouvoirs. Et j'estime que ce serait fausser les choses et atteindre à des conclusions mauvaises si on ne chargeait pas la commission d'arbitrage que l'on forme de faire enfin la lumière, toute la lumière, sur l'ensemble du problème du tramway, sur le contrat de 1918 et sur les antécédents de la compagnie.

Le premier ministre avait raison tantôt de dénoncer le contrat de 1918. Mais il doit noter que le comité d'arbitrage qu'il nous demande de former reste assujetti à ce contrat. Or, l'article 16*m* du bill dit que: "les arbitres, en décidant l'appel, peuvent infirmer, modifier ou confirmer la décision de la Commission des tramways de Montréal et rendre toute décision que, dans leur opinion, cette Commission aurait dû rendre." En somme, il pose la question suivante à ses arbitres: "En vertu du contrat actuel, y a-t-il lieu de rendre une autre décision que celle rendue par la Commission des tramways de Montréal?" Tout ce que les arbitres pourront répondre, à part certains rajustements, c'est: "en vertu du contrat, nous devons nous rallier à la décision de la Commission des tramways." Est-ce qu'on n'indique pas par là que le comité d'arbitrage doit, tout comme la Commission elle-même, juger d'après le contrat?

Il faudrait donner aux arbitres des pouvoirs beaucoup plus étendus. Cela permettrait de faire des petites découvertes tout à fait intéressantes sur les réserves de la Compagnie, et notamment un item, les "prêts à demande", qui s'engraissent depuis avant 1940 et en est à \$4,725,000. Comment une compagnie de transport, qui n'a pas les moyens de payer ses redevances à la cité, a suffisamment d'argent pour faire des opérations de banque? C'est ridicule et probablement abusif, mais là n'est pas pourtant le plus important.

Il est donc essentiel de donner des pouvoirs bien plus grands aux arbitres, pour que ne se répète pas l'histoire de cette enquête que l'on a ordonnée en 1937 et qui n'a encore rien donné. Il est vrai qu'en 1940 on a déposé un premier rapport au comité du tramway; mais il n'y avait absolument rien dedans. En 1941 un autre rapport préliminaire, un peu plus volumineux, a été déposé, mais il ne contenait pas grand-chose et rien de l'inventaire annoncé en 1940. Je me demande pourquoi ordonner des enquêtes parlementaires qui ne mènent nulle part, faire des inventaires qui ne sont jamais publiés et déposer des

rapports préliminaires qui ne sont jamais suivis de rapports définitifs. Cela laisse dans le public l'impression que de graves choses sont cachées.

Le comité d'arbitrage du gouvernement ne pourra jamais faire de bon travail et laver la compagnie, s'il n'a pas le droit de conclure en marge du contrat et de faire porter l'enquête sur le contrat lui-même. C'est dans le contrat que réside l'absurdité de la situation. C'est en effet tout à fait absurde qu'une compagnie qui se plaint qu'elle paye trop d'impôts et de taxes sur les surplus de profits depuis plusieurs années déclare en même temps un déficit.

Tout le mal vient du fameux 6 % qu'il nous faut payer sur la surcapitalisation. Cette année, nous fêterons le 30^e anniversaire du contrat de 1918. Le 30^e anniversaire d'un acte cynique qui a servi à authentifier un monument de la plus grande iniquité capitaliste; 30 ans de bourrage de crâne et de pillage des poches des Montréalais! Il y a bien la sainteté des contrats, mais celui qui régit le tramway est inique et la Compagnie ne l'a observé que dans la mesure où il lui accordait son 6 % de rente. Et ce contrat n'a pas été suivi. La Compagnie a été la première à le violer, puisque les usagers du tramway devaient être traités comme des êtres humains et ils sont traités comme de simples bestiaux.

Tous les gouvernements municipaux de Montréal jusqu'ici ont été extrêmement timides à l'égard de la Compagnie des tramways. Elle s'est arrangée pour ne pas payer la ville \$500,000 par année. Cette même clause de 6 % lui permettra d'obtenir les augmentations qu'elle réclame, en dépit des arbitres du gouvernement. Si le comité d'arbitrage ne peut pas aller au fond de la question, si l'on ne met pas fin à un contrat qui a déjà trop duré, les arbitres seront forcés de décider dans le même sens que la Commission des tramways et de décréter une augmentation de taux qui ne sera pas favorable aux usagers.

Il est essentiel que l'on fasse la lumière sur la question financière et de connaître la valeur réelle des biens de la Compagnie. Cela sera impossible avec les pouvoirs donnés au comité d'arbitrage. Il est lié d'avance au contrat de 1918. On le force à rendre un jugement truqué, sur un rapport truqué. Le peuple ne sait pas quelle est la valeur réelle des biens de la compagnie. Quand on aura enlevé "l'eau" dans la capitalisation de la Montreal Tramways, alors on pourra exiger que la population de Montréal paie un prix raisonnable pour un service raisonnable. Si l'on diminue cette valeur de moitié, le 6 % des actionnaires va diminuer de moitié aussi et l'on pourra peut-être baisser le prix des billets à 5 ou 6 pour 25 cents au lieu de l'augmenter.

Le comité d'arbitrage devrait être chargé d'étudier toute la structure financière de la compagnie. Autrement, les gens continueront de payer trop cher pour un service infâme. Le gouvernement ne va pas assez loin avec sa loi, il ne donne pas assez de pouvoirs aux arbitres. Si les enquêteurs n'ont pas ce pouvoir, on aura, dans certains milieux, l'impression d'être en face d'une loi de camouflage. Le gouvernement devrait donner aux enquêteurs la latitude de faire de la lumière sur l'ensemble de la question. Le comité proposé n'est pas ce que désirent les gens de Montréal.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Par le biais du projet de loi, le gouvernement actuel cherche à confier à d'autres administrations la responsabilité de trouver une solution au problème qui pourrait être réglé facilement si ce n'était pas des prochaines élections générales provinciales. C'est un ballon d'essai du gouvernement de l'Union nationale. Il a l'intention de nommer une commission d'arbitrage pour s'en faire une arme politique jusqu'après les élections seulement.

Le premier ministre a parlé de M. Alphonse Verville, un bon député ouvrier. Il n'a pas parlé du premier ministre de 1939 à 1944, qui a donné à sa province les moyens de prévenir des coups comme la hausse des taux du tramway. Vous verrez que demain dans *Le Devoir* on écrira que le député de Montréal-Mercier a aussi parlé⁵.

Le gouvernement devrait suivre l'opinion du maire Houde de Montréal, qui a réclamé la municipalisation, et ordonner l'expropriation de la compagnie par la ville. Le gouvernement devrait aider la ville de Montréal à municipaliser. Le bill n'en dit pas un mot, mais il dit que les arbitres seront payés par la Commission des tramways. On s'en doutait. La loi proposée par le gouvernement est antidémocratique, elle n'est qu'un camouflage additionnel. Le projet de loi représente une loi abusive suspendue au-dessus de la tête des résidents de la métropole, comme l'épée de Damoclès.

En expliquant la mesure, le premier ministre a parlé de l'administration de 1918 sans tenir compte de l'administration municipale de Montréal et il n'a pas pris en considération les conditions qui existaient à Montréal à la même époque. Le premier ministre n'est pas autorisé à décider si la Commission des tramways de la métropole n'a pas le droit de monter le prix des billets. Le gouvernement a-t-il le droit de prendre le public par surprise et de s'immiscer arbitrairement dans les affaires municipales de Montréal? En 1944, notre vaillant chef a nationalisé

la Montreal Power pour aider les citoyens de Montréal, mais le premier ministre actuel leur enlève chaque année une partie de leur autonomie.

Si le gouvernement veut aider la population de Montréal, au lieu de lui faire payer 6 % d'intérêt sur l'actif global, il devrait retirer cette mesure et fournir à la Compagnie l'aide nécessaire pour qu'elle remplace par des autobus les reliques du passé actuellement en service comme la chose s'est faite à Québec, grâce à l'initiative du maire Lucien Borne. Dans cette ville, une bonne administration a valu aux citoyens une amélioration considérable dans le système du transport en commun et dans les conditions de son trafic routier. En ce sens, il a certainement pris Montréal de vitesse. Dans l'est de Montréal, on nous donne des voitures avec des roues carrées et dans Westmount, les voitures sont confortables.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
On va vous en poser des roues.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le père du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'avait pas peur, lui, de revendiquer pour Montréal. Le peuple de Montréal veut autre chose que cette mesure. Il attend les élections pour protéger ses intérêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si nous avions suivi votre loi, les taux seraient augmentés.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Si vous aviez laissé l'Hydro telle qu'instituée par notre chef, il ne serait pas question d'augmentation⁶.

(Applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval): La population de Montréal attendait la décision de la Compagnie des tramways d'augmenter ses tarifs. Elle voulait avoir la preuve de la nécessité d'une telle mesure pour exprimer son avis et réclamer un traitement juste. Les citoyens de Montréal ont été surpris que la Commission des tramways ait soumis des chiffres comptables qui ne justifient pas l'augmentation des taux. On aurait dû soumettre la question aux citoyens de Montréal. Il était en effet opportun de fournir aux citoyens de considérer différentes formes de règlement pour éviter une augmentation. Mais malheureusement, on a annoncé soudainement qu'une autorité tranchait la question par un bill qui ne touche pas du tout le fond du problème.

Le gouvernement a empêché les parties concernées de décider elles-même si la demande de la Compagnie était justifiée ou non. Le premier ministre veut nommer une commission d'arbitres pour mettre de côté le rouage qui devait régler cette question. Le problème est d'une telle complexité qu'il aurait dû être étudié par les organismes actuels, avant d'être soumis à l'attention d'un organisme nouvellement formé et sans expérience. Cette mesure a été jugée arbitraire à Montréal et elle ne règle aucunement le problème du tramway.

Il s'oppose au principe du bill parce que la mesure ne protège pas l'intérêt des citoyens. Le chef de l'opposition en a suggéré une qui se révèle adéquate, dit-il, une solution des plus rapides et des plus sûres, pour démontrer à la population de Montréal que l'opposition est sérieuse. J'ai été heureux d'entendre le chef de l'opposition dire qu'il n'y aura pas d'augmentation de taux, indépendamment de ce que décidera la commission d'arbitres que crée le gouvernement. C'est une belle assurance pour la population.

En imposant une taxe additionnelle de trois cents par gallon de gasoline, le gouvernement augmente de \$90,000 par an les charges de la Compagnie des tramways. L'Hydro-Québec a été créée pour venir en aide à l'industrie de Montréal. Y a-t-il une industrie plus importante que le tramway? Pour régler la situation, on devrait diminuer les taux de l'électricité. Après la déclaration du chef de l'opposition, nous pouvons dire à la population de Montréal que la question sera réglée sans augmentation de taux.

Pour régler le problème du transport à Montréal, il faut tenir compte des services d'autobus, en opération dans les banlieues, qui se développe beaucoup par suite de la construction prospère à Montréal. La ville de Pointe-aux-Trembles a annexé la municipalité de Laval et on charge encore trois cents de plus pour passer dans Laval en tramways. Il faudrait mettre fin à cette injustice.

C'est pourquoi les intérêts des citoyens de Montréal ne sont pas entièrement protégés par cette mesure. Le moins que l'on pourrait faire, ce serait d'étendre les pouvoirs de la commission d'arbitrage et on devrait utiliser les services de la Régie des transports et d'autres commissions connexes pour étudier la question.

Dans cette lutte, le gouvernement devrait appuyer le conseil municipal de Montréal et donner une preuve qu'il respecte véritablement son autonomie, que les municipalités sont libres de leurs actes dans cette province. Montréal a à sa tête un

maire qui comprend les intérêts de ses administrés. Il est assisté par un bon conseil exécutif.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Êtes-vous capable de faire respecter le contrat du tramway?

M. Leduc (Laval): C'est la question que se posent les citoyens. Quand les citoyens de Montréal liront le discours du chef de l'opposition, ils diront: "Nous pouvons espérer avoir justice." Ils seront heureux qu'il y ait à la tête du Parti libéral un homme qui peut régler la question de façon pratique.

(Applaudissements à gauche)

M. Ross (Montréal-Verdun): Verdun est une ville importante. C'est la troisième ville de la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est Trois-Rivières!

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai vu les plus récentes statistiques. Verdun est la deuxième ville de la région métropolitaine. Elle a une population de 75,018, Trois-Rivières, 46,350. C'est pourquoi la question du tramway et une heureuse solution de ce problème l'intéressent de façon toute particulière.

Il propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Roberge), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Ministre des Mines,
rapport 1946-1947**

L'honorable M. Robinson (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1947. (Document de la session no 8)

**Chemins de fer,
rapport 1946**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1946. (Document de la session no 9)

**Chemins de fer,
états et statistiques 1946**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1946. (Document de la session no 10)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 27 janvier 1948**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Titres de propriété
en Gaspésie**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie.

Ce projet de loi a pour but de remédier à l'incertitude qui existe dans la péninsule à l'égard de certains titres de propriété. Il autorise le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) à faire dresser des plans et livres de renvoi révisés pour tout territoire qu'il désigne dans les districts électoraux de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Îles-de-la-Madeleine. Les documents seront pendant une période de 12 mois à la disposition des intéressés qui voudront les consulter. Après quoi le ministre émettra un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre de propriété, s'il y a contestation, le ministre tentera de concilier les parties en vue d'une entente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Usine
de Chandler**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 concernant l'usine de Chandler.

Par la loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler, le montant des taxes municipales payables sur les biens de la compagnie était fixé à \$12,800 pour une période de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 1938. L'objet du bill est d'augmenter cette taxe à \$17,000 pour une période de cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 1948.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cité de Montréal

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant la cité de Montréal.

Ce bill permet à la ville de Montréal de payer, à même son revenu réel de l'exercice courant, les augmentations décrétées par les sentences arbitrales du 25 et du 27 octobre 1947.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Titres de propriété
en Gaspésie**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie.

Adopté.

**Tramways
de Montréal**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) rappelle l'importance de la ville dont il représente les intérêts à l'Assemblée législative de Québec. C'est la troisième

ville de la province, et la deuxième en importance de toute la région métropolitaine. C'est pourquoi la question du tramway et une heureuse solution de ce problème l'intéressent de façon toute particulière.

Trois aspects, dit-il, attirent particulièrement son attention sur la question en cours: ce qui a amené le gouvernement à proposer sa loi, ce qui existe à Verdun actuellement et le sentiment présent de la population de son comté sur cette affaire. La population de mon comté s'intéresse au problème, dit-il, car elle utilise tous les jours les services de la Montreal Tramways, un service extrêmement pauvre à tous les points de vue. La Montreal Tramway a donné à Verdun un service absolument intolérable et elle a toujours gardé envers cette ville une attitude hautaine et désagréable.

Il (M. Ross) énumère les différents services qui existent dans son comté, les retards sans nombre qu'on fait subir, tous les jours, aux usagers des tramways et la façon dont la compagnie elle-même a refusé toutes les demandes si légitimes de la cité de Verdun. La Montreal Tramways, poursuit-il, a toujours refusé de collaborer avec les autorités municipales de Verdun pour améliorer ses services locaux, de voir à l'entretien des rues qu'empruntent ses autobus, ainsi qu'au déneigement l'hiver. Verdun devait payer à même ses fonds le coût de l'entretien des véhicules de la compagnie en circulation. La compagnie a fait un usage tellement abusif de nos rues que bientôt la ville de Verdun sera obligée de dépenser \$600,000 pour la seule réfection du pavage de l'avenue Verdun⁷.

Avec un pareil service que subit depuis des années la population de Verdun, il est inutile d'ajouter que la décision prise par la Compagnie d'augmenter ses tarifs a été accueillie par un tollé général. La population a pensé qu'on voulait se moquer d'elle avec cette augmentation de tarifs parce qu'elle ne croit pas que la situation actuelle puisse justifier pareille augmentation. Chez lui, explique-t-il, les gens veulent avoir une action prompte de la part du gouvernement de la province. Au lieu de cela, tout ce qu'on a fait, ça a été d'annoncer un bill pour retarder l'éventualité d'une hausse de tarifs.

Les contribuables de Verdun et de Montréal rejettent la mesure actuelle que suggère le gouvernement, parce que la proposition d'un comité d'arbitrage ne règlera rien et ne constitue qu'une mesure dilatoire. Le bill du gouvernement est une mesure d'électoratisme et d'opportunisme politique qui sent les élections et qui est bien dans la tradition de l'Union nationale.

Si cela pressait tant de régler cette affaire, la Régie des transports est la mieux placée pour rendre

une décision sur la question des tramways de Montréal. Elle est mieux en mesure de procéder aussi vite que n'importe quel autre tribunal. La Régie des transports pouvait laisser là ses autres causes et procéder tout de suite dans celle du tramway. Seulement, il y avait danger d'avoir une décision avant les élections.

En confiant à un nouvel organisme, autre que la Régie des transports, la solution du problème, le gouvernement est sûr qu'aucune décision ne sera prise avant les élections provinciales. La mesure empêche les municipalités métropolitaines de Montréal d'obtenir un jugement immédiat de la Compagnie et de ceux qui l'exploitent. La nouvelle commission enlèvera à la ville de Verdun le droit de faire appel aux autorités appropriées pour les mauvais services de la Compagnie. Le gouvernement, comme César, s'en lave les mains!⁸

(Rires)

Le chef de l'opposition a suggéré d'étudier la question de la municipalisation du tramway sur un plan métropolitain. J'approuve cette suggestion. Je suis en bonne compagnie puisque ce que l'on veut chez moi, c'est une solution définitive et immédiate. Ce que Son Honneur le maire de Verdun, M. Edward Wilson, et tous les échevins du conseil municipal de Verdun veulent, de même que toute la population, c'est la municipalisation, le plus tôt possible, de tout le système sur un plan métropolitain.

Je représente l'opinion de toute la population de Verdun, sans distinction. Le 13 janvier dernier, le conseil de ville de Verdun, s'est prononcé à l'unanimité sur une résolution en faveur de cette mesure. La ville de Verdun a toujours favorisé la municipalisation du service du tramway en sachant que l'Assemblée législative, le gouvernement et ses organismes compétents devraient collaborer pour trouver une solution au problème. Mais la municipalisation n'est possible qu'avec la coopération et avec l'aide du gouvernement provincial. Pour en payer les frais, le gouvernement devrait réduire le prix de l'électricité qu'il vend à la Compagnie des tramways et remettre à la ville et aux municipalités trois cents par gallon de gazoline vendu dans l'Île de Montréal⁹.

(Applaudissements à gauche)

Une voix ministérielle: À l'ordre!

M. Ross (Montréal-Verdun): M. l'Orateur, c'est à vous de dire si un député est dans l'ordre et non mes collègues d'en face qui refusent d'entendre la vérité.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je soulève un point d'ordre. Nous discutons le principe du bill qui est la création d'un arbitrage. Il n'est pas question de municipalisation et de taxes.

(Applaudissements à droite)

Des députés de l'opposition protestent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): C'est le premier ministre qui a parlé des droits des municipalités et des taxes.

(Applaudissements à gauche)

M. Ross (Montréal-Verdun): Le raisonnement du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) est trop simpliste. Nous avons le droit de discuter tous les moyens de régler le problème du tramway.

(Applaudissements à gauche)

Des députés ministériels crient.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) doit s'en tenir au principe du bill. Qu'il continue son discours en ne traitant que de la question.

M. Ross (Montréal-Verdun): Je me conforme à votre décision, M. l'Orateur, mais je dis que la population de la région de métropolitaine en général et la population de Verdun en particulier ne seront pas satisfaites de cette mesure dilatoire. Tous les citoyens réclament autre chose que du camouflage et du bluff en face des graves problèmes de l'heure.

(Applaudissements à gauche)

Des voix ministérielles se font entendre.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le chef de l'opposition a indiqué au gouvernement les moyens à prendre pour régler le problème du tramway. Le gouvernement ne veut pas l'écouter. Eh bien, même si le gouvernement ne veut pas résoudre ce problème du tramway, il sera résolu quand même dans un avenir rapproché. C'est le Parti libéral qui règlera ce problème dès cet été, car bientôt le peuple du Québec aura reporté au pouvoir le Parti libéral sous la direction de son chef distingué, le chef de l'opposition. Le retour au pouvoir du Parti libéral, c'est la grâce que je souhaite à ma province.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec) ne veut pas se prononcer catégoriquement sur le principe du bill,

car il n'a pas eu le temps d'étudier à fond la question des tramways de Montréal. Le jugement qu'il porte en ce moment, explique-t-il, est nécessairement superficiel. Cependant il est en faveur de la loi. Elle tend à réprimer, dit-il, les abus des monopoles, car elle a pour objet de suspendre la décision de la Commission des tramways d'augmenter le prix des billets, en vue de soumettre le cas à un comité d'arbitrage que la loi crée. Il croit que la solution répond au désir de la population de Montréal. Le gouvernement devrait modifier sa loi et faire une enquête sur les abus de la Montréal Tramway, afin de punir les coupables.

Il est en faveur de la création d'un comité d'arbitrage spécial pour remplacer la Régie des transports. En ce qui le concerne, il a deux motifs pour se méfier de la Régie des transports. Le premier est que, dans le passé, dit-il, elle a généralement, sinon toujours, rendu des décisions favorables aux puissants monopoles. En second lieu, elle possède des pouvoirs semi-judiciaires et semi-administratifs, et comme il s'agit d'une question bien spéciale, il est bon qu'un comité spécialement formé à cette fin étudie la question. Il s'agit non pas de juger les commissaires eux-mêmes, dont la bonne foi n'est pas mise en doute, mais un organisme qui est très près du gouvernement.

Le comité d'arbitrage aura deux buts principaux: réviser la décision de la Commission des tramways et faire une enquête sur la détermination des taux qui n'affectera pas les prix. Il ressort de ce double pouvoir que les arbitres doivent déterminer les tarifs à fixer, simplement sur la révision de la décision rendue en vertu du contrat telle qu'elle existe depuis 1918. Selon certains experts, ce contrat est basé sur une surcapitalisation de la Compagnie de \$18,000,000. Il y a lieu de croire que la décision rendue par le comité ne sera pas sensiblement différente de celle que pourrait rendre la Commission des tramways. Les Montréalais ont lieu d'y craindre une injustice.

Je voterai donc pour le principe du bill en deuxième lecture, en espérant que le gouvernement l'amendera en comité plénier pour donner plus de pouvoirs aux arbitres. Il veut qu'on établisse la valeur exacte de la compagnie, pour en éliminer le capital fictif évalué à \$18,000,000. Mais je voterai contre le projet de loi, lors de sa troisième lecture, si le gouvernement n'y inclut pas un amendement autorisant le comité d'arbitrage à mener une enquête générale complète sur la Compagnie des tramways, à partir de la date de sa fondation, en 1911, avant que ne soit décidé quoi que ce soit. Autrement, c'est illusoire.

Une deuxième conclusion qui s'impose, c'est que le seul moyen efficace de régler le problème, après une enquête approfondie, c'est la municipalisation du tramway. Elle devient inévitable dans certains cas, pour mâter les monopoles. Il cite le cas de Toronto comme exemple. Le cas présent est typique, ajoute-t-il. Le communisme est le résultat de l'exploitation des foules. Si les tarifs étaient plus abordables dans les tramways de Montréal, chaque ouvrier aurait pu, depuis 1920, économiser une somme de \$2,000 à \$2,500. Si cet abus n'avait pas existé, on verrait moins de taudis et moins de rancœur dans notre population.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) explique le contrat de 1918. Dès 1917, dit-il, la capitalisation du tramway a été révisée par des experts d'une intégrité indiscutable. L'évaluation de Montreal Tramways a été faite d'une manière normale et, d'année en année, son administration a fait l'objet d'un contrôle normal. Cette mesure ministérielle est un moyen dilatoire qui n'apportera aucune solution véritable au problème. Il ne sert à rien de créer un nouvel organisme si ses décisions doivent être fondées sur les mêmes facteurs. Le projet de loi accorde simplement aux trois arbitres une tâche qui aurait pu très bien être faite par la Commission des transports et des communications. Ces enquêteurs doivent statuer sur une décision non encore rendue. La Commission métropolitaine ne devrait pas choisir un des arbitres du gouvernement, car elle est loin de représenter toutes les municipalités intéressées de l'île de Montréal. Le gouvernement a oublié qu'un certain nombre des municipalités de la région de Montréal ne font pas partie de la Commission et que, par conséquent, elles ne seront pas représentées au nouveau comité d'arbitrage.

Le projet de loi cherche simplement à gagner du temps avec la situation et ceci est un peu en relation avec les prochaines élections générales. La mesure n'a pas pour but de régler le problème du tramway mais de retarder l'augmentation des tarifs. Elle n'apportera aucun changement à la situation. Les délais que va provoquer le bill semblent conçus en vue d'attendre les prochaines élections provinciales.

Les autobus de la compagnie circulent sur des rues entretenues par les contribuables municipaux et, mentionne-t-il, le gouvernement provincial retire à lui seul tout l'impôt de 11 cents le gallon sur la gazoline. Mais à Toronto, dit-il, les usagers du tramway n'ont pas de taxes à payer ni de frais de location ni de frais de déneigement. Selon lui, le gouvernement aurait dû déposer une loi pour

s'occuper de la question fondamentale, à savoir si les usagers du tramway devraient payer pour des services qu'ils ne reçoivent pas. Le gouvernement aurait dû courageusement proposer une législation qui aurait réglé fondamentalement le problème du tramway qui est un problème financier. Le bill ne résout aucunement le problème du tramway à Montréal.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Le bill ne garantit aucunement qu'il n'y aura pas de hausse des prix du tramway. Il n'y a rien dans ses dispositions pour protéger le peuple. Celui-ci demande de la sécurité. Les citoyens sont en droit d'attendre et d'exiger que les services publics soient conduits de façon juste et satisfaisante. Les services publics ne doivent non pas servir à l'accumulation des profits de quelques millionnaires ni à enrichir personne, mais servir à l'accommodation de tout le monde, surtout les humbles qui en sont les principaux usagers.

Le gouvernement crée un tribunal d'appel avant même que le jugement de la Commission des tramways ne soit rendu. Le gouvernement est lui-même intéressé dans les profits de l'entreprise du tramway. Il contrôle la majorité des actions, 66 % dit-on, avec la Compagnie Shawinigan. Ce n'est pas à lui à prendre une décision. Si les taux sont augmentés, le gouvernement y trouvera une source de richesse pour lui et les usagers paieront. C'est une nouvelle taxe que l'ont met sur le dos des contribuables. Le bill n'apporte aucune solution au problème. Le peuple a raison de demander à l'opposition de lutter pour empêcher cette injustice. Le bill a pour effet de remettre un verdict inévitable de la part des arbitres. C'est pour cela que je me suis levé ce soir¹⁰.

(Applaudissements à gauche)

C'est pourquoi je propose appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Cette Chambre refuse d'approuver le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal, parce qu'il n'aura pas pour effet d'empêcher l'augmentation des tarifs du transport et ne réglera en aucune manière le problème du tramway dans la région métropolitaine."

M. Bienvenue (Bellechasse): Par ce bill, le gouvernement veut créer l'impression qu'il va régler le problème du tramway, mais en réalité, on ne change absolument rien à la situation. On n'apporte

aucun remède et le bill 25 ne comporte rien qui soit de nature à améliorer quoi que ce soit. Cette loi constitue un nouveau contrôle supplémentaire et inutile du gouvernement dans un domaine qui, compte tenu des circonstances actuelles, ne le concerne absolument pas. Il n'y a qu'une seule solution, c'est d'attendre la décision de la Commission des tramways, puis, si la décision n'est pas acceptable, d'en appeler à la Régie. L'appel que l'on crée n'est pas meilleur que le recours à la Régie des transports, qui était déjà dans nos lois.

Le gouvernement défranchise la Régie, car le public a confiance en elle. La Régie est l'organisme le plus qualifié pour décider des augmentations de tarifs, elle se compose d'experts. Le premier ministre lui-même devrait avoir confiance parce que c'est lui qui a nommé le président et la plupart des membres de la Régie. Le gouvernement prouve qu'il n'a pas confiance en ces experts en leur retirant leur autorité¹¹.

Il souligne (M. Bienvenue) en réplique au premier ministre que les gens qu'il a nommés comme faisant partie de la Commission étaient membres d'une commission nommée par la ville de Montréal pour rédiger le contrat avec la Montreal Tramways.

Mais ce qui est plus grave, ce qu'il y a de plus mauvais dans ce bill du gouvernement, c'est qu'on enlève, pour obtenir justice, tant à la compagnie qu'à la ville, et aux citoyens, tout recours à la Cour d'appel, composée de trois juges. La loi 8 George V qui, en outre, reproduit le contrat passé en 1918 leur accordait ce recours. C'est un accroc à notre système judiciaire et à la souveraineté des tribunaux.

Le bill fait un nouvel accroc au principe du respect des contrats. Il viole le contrat de la Montreal Tramways. Un contrat qui n'a jamais été attaqué devant les tribunaux qui, seuls, ont le droit de toucher à un pareil document. L'inviolabilité des contrats est chose sacrée et le gouvernement devrait donner le bon exemple du respect des contrats. Quand cela fait son affaire, le premier ministre parle du respect des contrats et aujourd'hui, d'un trait de plume, il supprime le droit de porter la cause des usagers en déchirant le contrat, qui n'expire qu'en 1953. Il ne veut pas que l'on touche au contrat de 1867.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On ne peut pas comparer les deux.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est un mauvais précédent de s'attaquer aux contrats et ce bill, comme d'autres, démontre la tendance du gouvernement à remplacer les tribunaux par des commissions, pour

mieux arriver à ses fins. Il enlève aux tribunaux normalement constitués leur juridiction, au profit d'un comité d'arbitrage sans expérience¹².

On dépouille graduellement nos juges et nos tribunaux de leurs fonctions normales. Pourquoi toujours instituer des commissions à côté des tribunaux ou d'un organisme déjà existant, comme la Régie des transports? Pour placer des amis. C'est créer un précédent dangereux et faire encourir des dépenses inutiles à la province. Qui va payer en définitive pour toutes les commissions, pour tous ces frais? L'argent va sortir de la poche des contribuables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas la poche, le portefeuille.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a des distinctions subtiles, mais c'est le contribuable qui va payer. Le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir, il n'était pas partie à ce contrat. Pourquoi intervenir?

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Pour protéger le monde à Montréal.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le monde sait se protéger à Montréal des fois.
(Applaudissements à gauche)

Des députés de l'opposition rient.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je voterai contre la loi et pour l'amendement, parce que cette mesure ministérielle n'apporte aucune protection, aucune garantie d'amélioration à la population de Montréal. Pourquoi le gouvernement intervient-il sans raison valable pour substituer à un organisme compétent comme la Régie des transports, tribunal dont il a lui-même nommé les membres, par un tribunal d'arbitrage spécial qui n'a pas de pouvoirs plus considérables que le précédent et qui n'est pas réellement nécessaire.

L'attitude du gouvernement est très cocasse, il est lui-même intéressé à l'augmentation des taux de la Montreal Tramways puisque, par l'entremise de l'Hydro-Québec, il possède une bonne partie du capital de la compagnie, dont il détient une tranche considérable d'actions. C'est lui qui vend l'électricité à la compagnie.

Le premier ministre veut faire passer cette loi à la vapeur. Le parti ministériel a fait une loi qu'il a été obligé d'amender avant même de la soumettre à la Chambre, et les députés de l'opposition n'ont reçu

copies des amendements que deux heures avant l'ouverture de la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés ont eu tout le temps voulu pour étudier le projet et les amendements.

M. Hamel (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, j'affirme que le projet ne hâtera rien et ne fera que prolonger les délais. L'article 16 du bill prévoit un délai considérable avant le règlement du problème qu'il traite. Ce n'est pas une loi pour aider à régler la question, mais pour la reporter à plus tard. Il s'agit pourtant d'un problème vital pour la métropole du Canada. Le gouvernement néglige de consulter les autorités capables de contrôler les chiffres fournis par la compagnie. Il se prive ainsi d'un moyen possible d'entente, en vue d'améliorer le service sans augmenter les taux. De cette façon, on ne protège pas les droits de la population de Montréal, en regard des sacrifices qu'elle a consentis à cette grande corporation. (Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) déclare qu'il ne votera pas en faveur de l'amendement parce qu'il considère que les arguments des libéraux sont contradictoires et parce qu'il appuie le principe du bill, bien qu'il pense qu'il ne va pas assez loin. Il voudrait que l'on accorde plus de pouvoir aux arbitres.

M. Côté (Rouyn-Noranda) s'oppose à la loi. Elle est mauvaise dans son principe, dit-il. Pourquoi ne nous occupons-nous pas du cœur du problème pour le régler définitivement, au lieu de prendre des détours inutiles comme dans le cas de la législation qui est présentement devant la Chambre? Que la Chambre prenne ses responsabilités, au lieu de porter cela sur une commission. On a peur d'attaquer de front le problème. Si on veut réellement régler la question du tramway, on devrait municipaliser ce service et donner tous les pouvoirs à la Commission métropolitaine. On a municipalisé l'Hydro parce qu'à Montréal, on ne pouvait plus endurer la compagnie en question. On devrait faire de même du tramway.

M. Lemieux (Beauharnois): Le bill qu'on est à étudier est-il vraiment nécessaire? Est-ce que le comité d'arbitrage est vraiment nécessaire? Pourquoi déroger à la loi générale en évitant de soumettre à la Régie des transports l'affaire du tramway et ainsi mettre en doute les compétences de cette dernière et en particulier son impartialité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux que la question soit posée directement afin de répéter pour la vingtième fois que nous voulons que ce comité soit impartial et indépendant du gouvernement, dont il n'aura nommé aucun des membres. Pour une fois que nous donnons une preuve d'impartialité, que peut-on nous demander de plus?

La Régie des transports a trop d'ouvrage pour s'occuper de la question du tramway. Elle a devant elle déjà au moins 2,000 à 3,000 causes en suspens, et elle ne pouvait consacrer le temps nécessaire à cette importante question. Nous sommes désireux que la question des tramways ne soit pas retardée indûment. Nous voulons aussi qu'elle soit réglée sans considérations de partis. L'an dernier, l'opposition ne faisait que critiquer la Régie et son président.

M. Lemieux (Beauharnois) remercie le premier ministre d'avoir donné ces renseignements. Il se prononce en faveur du principe du bill¹³.

M. Leduc (Laval): Toute nouvelle augmentation aux tarifs de transport à Montréal constituera une nouvelle taxe supplémentaire injustifiée imposée aux contribuables de la métropole déjà accablés de taxes. Il faudrait de la part du gouvernement l'assurance que les taxes vont diminuer. Si le gouvernement abandonnait sa taxe additionnelle de trois cents le gallon sur la gazoline, la Compagnie des tramways n'aurait peut-être pas besoin d'augmenter ses tarifs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval (M. Leduc) est hors d'ordre. Il ne s'agit que de décider du principe de la création d'un comité d'arbitrage¹⁴.

M. Leduc (Laval) a le droit, répond-il, de faire ces déclarations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque c'est comme ça, je vais déclarer hors d'ordre l'amendement parce qu'il est négatif et, partant, contraire aux règlements de cette Chambre. Il est irrégulier parce qu'il contrevient aux dispositions de l'article 173 du Règlement qui prescrit que la motion sur laquelle il est proposé ne prenne pas une forme négative. Le règlement de cette Chambre défend de présenter un amendement négatif. Il n'y a rien de plus négatif que cet amendement. Je l'ai toléré jusqu'à présent, mais devant l'attitude de l'opposition,

je demande qu'il soit déclaré hors d'ordre. Je ne voulais pas le faire, mais j'en ai assez de perdre du temps.

M. Godbout (L'Islet): Vous aurez sans doute de la difficulté à comprendre l'interprétation que donne le premier ministre de cet amendement. Il n'est certainement pas négatif, mais au contraire, il n'affirme pas assez clairement, et avec raison, que c'est plutôt le bill lui-même qui est absolument négatif, puisqu'il ne règle rien. C'est tout ce que dit l'amendement de l'opposition. Ce que nous voulons, c'est une loi qui ne soit pas une tactique électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un nouveau point d'ordre. On ne peut discuter la loi, dit-il, mais seulement la régularité ou l'irrégularité de l'amendement.

M. Godbout (L'Islet): Je ne vois pas où est le point d'ordre. J'affirme que notre amendement réclame de l'action. Nous voulons, nous, une mesure qui règle le problème à Montréal. L'amendement ne fait que réclamer de la part du gouvernement une action positive dans le dossier afin d'éliminer l'insatisfaction qui règne actuellement à Montréal. Que le gouvernement nettoie la question du tramway. C'est tout ce que nous voulons. D'ailleurs, l'amendement du député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guérin) est en discussion depuis une heure. Il a été proposé à 9 h 30 et une heure et quart plus tard, le premier ministre en demande tout à coup le rejet en retenant qu'il est négatif. Je ne vois pas pourquoi le premier ministre voudrait le faire déclarer hors d'ordre après tant de temps.

Des députés discutent le point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis surpris de l'attitude du premier ministre. Quand il était dans l'opposition, il a fréquemment présenté des amendements de cette nature. Au lieu d'avoir demandé un point d'ordre immédiatement, comme il aurait dû le faire, le premier ministre n'a rien fait jusqu'à tout récemment lorsqu'il a décidé de présenter ses objections, qui ne sont pas fondées, dans le but d'empêcher l'opposition de continuer le débat plus longtemps, comme il réalise maintenant qu'elle veut le faire. Le premier ministre s'est emporté et il s'est dit que: "si nous continuons à parler, il ferait déclarer l'amendement hors d'ordre." Ah!... je sais bien, que si le premier ministre veut faire déclarer cet amendement hors d'ordre, il sera déclaré hors d'ordre.

M. l'Orateur: L'honorable député doit retirer ses dernières paroles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lesquelles?

M. l'Orateur: Si le député ne sait pas ce qu'il a dit, qu'il retire en bloc¹⁵.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire mes paroles et je veux par là donner au premier ministre un exemple du respect de l'autorité. Mais je savais très bien ce que je disais. Je remercie l'Orateur d'avoir donné l'exemple du respect des privilèges des députés.

M. l'Orateur: Si l'honorable député ne comprend pas la portée de ce qu'il a dit, je n'insiste pas. Mais après avoir entendu les arguments présentés par plusieurs membres de la Chambre, je considère que l'amendement contrevient spécialement aux dispositions des articles 148 et 173 du Règlement qui prohibent toute motion faite dans la forme négative. Je déclare l'amendement, en conséquence, irrégulier et le rejette comme tel.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Robidoux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 28 janvier 1948, à la page 13, précise que M. Marler, étant notaire, a été le principal critique de l'opposition dans l'étude de ce projet de loi.

2. Alors que l'ensemble des journaux indique que M. Godbout fait allusion à la Régie des transports et des communications, *La Patrie* du 28 janvier 1948, à la page 5, au contraire, écrit que le chef de l'opposition parle de la Commission des tramways de Montréal.

3. Alors que l'ensemble des journaux indiquent 50 % des actions, *Le Canada* du 28 janvier 1948, à la page 1, et *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 11, écrivent qu'il s'agirait plutôt de 51 % des actions.

4. *Le Montréal-Matin* du 28 janvier 1948, à la page 3, explique que ce rappel à l'ordre survient parce que l'on juge que le chef de l'opposition fait dévier le débat vers la constitution de l'Hydro-Québec.

5. Voici comment *Le Devoir* du 28 janvier 1948, à la page 10, rapporte les propos prononcés par M. Francoeur: "Le député de Montréal-Mercier a été l'orateur suivant. Pendant son discours il a dit: "Vous verrez que demain dans *Le Devoir* on écrira que le député de Montréal-Mercier a aussi parlé". ...M. Francoeur est exaucé!" *Le Devoir* n'ajoute rien de plus.

6. Selon le *Montréal-Matin* du 28 janvier 1948, à la page 17, le député de Montréal-Mercier est souvent rappelé à l'ordre parce qu'il parle à côté de la question.

7. *Le Canada* du 28 janvier 1948, à la page 2, écrit que M. Ross continue son discours sur un ton très élevé qui enthousiasme la gauche.

8. Voici comment *Le Devoir* du 28 janvier 1948, à la page 1, rapporte cet incident: "Un député nous a fait passer une fort agréable minute, hier soir, quand il s'est écrié, après une violente critique du bill: "Le gouvernement, comme "César", s'en lave les mains!!!!".

9. Alors que *L'Événement* du 28 janvier 1948, à la page 11 rapporte ces propos de M. Ross, *Le Canada* du même jour, à la page 2, indique que le député de Montréal-Verdun aurait plutôt dit que le gouvernement devrait laisser tomber les trois cents additionnels qu'il retire de chaque gallon de gazoline.

10. *Le Canada* du 28 janvier 1948, à la page 2, souligne que M. Guerin a parlé en français pour être compris de tous ses collègues.

11. *Le Devoir* du 28 janvier 1948, à la page 1, ne dit pas explicitement que ces paroles ont été prononcées par M. Bienvenue, mais selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 13, le député de Bellechasse a expliqué que le nouveau tribunal d'appel constitue même un certificat de non-confiance à l'égard de la Régie.

12. *Le Devoir* du 28 janvier 1948, à la page 1, ne dit pas clairement quel député a prononcé ces paroles. Il explique des libéraux ont prononcé cette phrase. M. Bienvenue n'est pas le seul à s'être exprimé ainsi, mais compte tenu de l'ensemble de son intervention, il est possible qu'il en soit l'auteur.

13. D'après *L'Événement* du 28 janvier 1948, à la page 11, M. Lemieux aurait déclaré que le bill est mauvais dans son principe alors que *Le Devoir* du même jour, à la page 10, rapporte le contraire.

14. *Le Canada* du 28 janvier 1948, à la page 2, indique qu'il est 10 h 45 lors de cette intervention de M. Duplessis. Selon *Le Devoir* du même jour, à la page 3, le premier ministre, qui se dirige alors vers la coulisse, revient à son siège lorsqu'il entend les propos du député de Laval (M. Leduc) et il soulève le point d'ordre.

15. Dans *La Tribune* du 28 janvier 1942, à la page 1, on donne cette version: "Si le député ne sait pas ce qu'il dit, il n'a rien à retirer."

Première séance du mercredi 28 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Institut des Filles Réparatrices
du Divin Cœur**

M. Gatien (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur, inc., demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur, inc., demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gatien);
- de la ville LaSalle demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gatien);
- de Morris Rosenberg, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de Isidore Morgulis, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Johnson);
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Pelletier, Gaspé-Nord);

- de la corporation municipale du village de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en ville sous le nom de ville de Saint-Eustache (M. Blanchard);

- de la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gatien);

- de Philippe Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Bellemare);

- de Marc Légaré, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Bellemare);

- de Roland Bertrand, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec (M. Bellemare);

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Larivière).

Rapport des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 109 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen;

- bill 101 concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel;

- bill 121 concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier;

- bill 137 concernant le Club Saint-Denis;

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance;

- bill 117 modifiant la loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.

Votre comité a aussi examiné le bill 108 constituant en corporation les Chevaliers de Colomb

du conseil Maisonneuve (no 1787), et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre: Loi constituant en corporation les Chevaliers de Colomb du conseil Maisonneuve (no 1787) soit changé en celui de loi constituant en corporation les Chevaliers de Maisonneuve.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Cost and Management Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec" (La Société des comptables en administration industrielle de Québec);

- de St. Andrew's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Roderick B. Masson *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson;

- de Joseph McAbbee, demandant l'adoption d'une loi remplaçant une substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee;

- de Jean-Georges Péloquin, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il soit admis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Gerald W. Birks *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corps politique et les incorporant sous le nom de Sir George Williams College;

- de la ville de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Association des mesureurs de bois

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession de Joseph Masson

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ratification de résolutions

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Annexion de lots à Durham-Sud

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ratification de résolutions et de contrat

M. Larivière (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**La Société
Saint-André de Montréal**

M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 concernant St. Andrew's Society of Montreal)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sillery**

M. Samson (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jean-Georges Péloquin

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Onésime McAbbee

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Hull**

M. Larivière (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie

E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Jacques-Cartier**

M. Joyal (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de l'Institut de gestion
industrielle et commerciale**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sir George Williams
College**

M. Rennie (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
des bicycles**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant la propriété des bicycles.

Les propriétaires de bicyclettes sont au nombre de d'environ 150,00 dans la province et près de 3,000 d'entre eux se font voler leurs vélos chaque année. Par ce bill, il sera interdit d'oblitérer, défigurer ou enlever le numéro de série ou autre marque d'identification apposée par le manufacturier sur un bicycle. Nul ne pourra acheter, vendre, échanger ou démolir un bicycle, dont le numéro de série aura été oblitéré.

Toute personne qui fait le commerce de bicyclettes usagées devra tenir un registre pour y inscrire l'inscription du bicycle, une description de l'article faisant l'objet de la transaction, le numéro de série, et toute autre marque d'identification y apparaissant, la date de la transaction, le nom et l'adresse de la personne avec laquelle la transaction a été faite.

La police aura le droit de visiter en tout temps les lieux où il se vend des bicycles et d'inspecter les bicycles qui s'y trouvent ainsi que le registre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:

Réintégration des anciens tuberculeux

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Robidoux), que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir, dans les centres urbains, des bureaux spéciaux de réintégration dans l'industrie ou le commerce des tuberculeux guéris.

Il y a là un problème social d'autant plus angoissant et urgent que c'est encore la province de Québec qui a le triste record de compter, proportionnellement à sa population, le plus grand nombre de tuberculeux. C'est un problème vital pour le Québec et il faut y faire face en dehors de toute considération politique.

Je me demande si l'on ne devrait pas amender la loi de façon à établir un véritable système de réhabilitation des tuberculeux. La loi de l'an dernier accordant un crédit de \$10,000,000, pour permettre au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) d'intensifier la lutte contre la tuberculose, pourrait servir à régler cette question de réhabilitation des tuberculeux guéris. Les dépenses que ferait le gouvernement dans ce domaine constitueraient en réalité un excellent placement.

Un ex-malade est souvent un ouvrier très consciencieux, qui a acquis de nouvelles connaissances dans son métier ou sa profession. Malheureusement, son séjour dans un hôpital le rend suspect. On lui refuse souvent son ancien emploi. S'il en obtient un nouveau, ses compagnons éprouvent des craintes à travailler avec lui et se plaignent au patron. Le moral du patient a une grande répercussion sur l'issue de la lutte contre la maladie. Il faut bien soigner le moral du tuberculeux guéri, si l'on veut que l'amélioration de son état se continue. Se voir refuser du travail parce qu'on a passé quelques années dans un sanatorium n'est pas de nature à aider le moral de ces malheureux.

Dans un congrès, aux États-Unis, on a déclaré que la victoire contre la tuberculose dépend en grande partie de la réhabilitation et du moral des

poitrinaires qui sont guéris. L'homme qui se sait guéri et qui se voit refuser un emploi rémunérateur peut-il profiter réellement de sa guérison et en faire profiter les siens? Souvent, la panique s'empare de lui et s'il n'est pas encouragé, il retombe et il doit bientôt reprendre le chemin du sanatorium.

La réhabilitation des tuberculeux guéris n'est pas chose facile. Il y a toute une éducation à faire d'une part auprès des patrons et d'autre part dans les unions ouvrières. Cette éducation ne se fera que par une grande campagne de propagande intense dont le gouvernement devrait se charger pour rendre efficace la réhabilitation des anciens tuberculeux, parce que c'est un problème social de première grandeur. Il ne sera pas résolu en une année, mais il faudra probablement une décade.

Les patrons devraient reprendre leurs anciens employés à leur sortie du sanatorium et leur confier, si c'est nécessaire, des emplois plus faciles. Les unions ouvrières devraient aussi faciliter la rentrée dans leurs rangs d'anciens confrères qui ont été frappés de tuberculose. On doit travailler à trouver à ces malades guéris des occupations qui leur conviennent. Il y a avantage à se montrer humain, socialement humain. C'est une question de justice à l'égard des tuberculeux et de leurs familles. En aidant ces malheureux, nous aidons la famille et toute la société humaine.

Il signale l'ouverture, par le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), de la Clinique de réhabilitation des accidentés, à Montréal. Il loue cette initiative. Il se demande si on ne pourrait pas y greffer une clinique de réhabilitation pour les tuberculeux guéris. Il suggère la création des organismes de réhabilitation dans les centres ruraux. Je demande donc, poursuit-il, que l'on entreprenne une campagne systématique de propagande pour rendre plus efficaces¹ les organismes de réhabilitation et que l'on crée des bureaux de placement qui s'occuperaient seulement des anciens tuberculeux, ce qui s'impose tout particulièrement dans les centres urbains. Ils pourraient émettre des certificats de guérison complète aux anciens tuberculeux, de façon que ces derniers soient admis à retourner dans leurs anciennes situations ou au sein de la société.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette)² félicite et remercie le député de Québec-Centre d'avoir présenté cette motion très intéressante et très à point. Elle nous permet, dit-il, de soumettre à la Chambre et à la province tout entière le travail accompli, depuis

un an, par notre gouvernement en faveur de la prévention de la tuberculose et de la réhabilitation. Le gouvernement actuel s'est rendu compte que la tuberculose est un fléau national et il a été le premier à prendre toutes les mesures qui s'imposaient, par le biais du ministère de la Santé et d'autres ministères de l'administration, pour la combattre dans la province.

Avant cela, rien n'avait été fait. L'an dernier la Législature de la province a voté, et mis à la disposition du ministère de la Santé, \$10,000,000 pour la construction de sanatoriums, pour le traitement et la prévention de la tuberculose en général. De cette somme, un montant \$8,600,000³ est déjà engagé et sera dépensé d'ici le 1^{er} septembre 1948 pour l'agrandissement des sanatoriums actuels ou pour la construction de nouveaux établissements du genre dans toutes les régions de la province.

On a augmenté comme suit le nombre de lits dans certains sanatoriums existants: Cartierville 300 lits, Mont-Joli 200 lits et l'hôpital Cooke à Trois-Rivières 150 lits. Soit donc 650 lits additionnels dans ces sanatoriums. D'autre part, les travaux, que le gouvernement est à effectuer pour construire de nouveaux sanatoriums, augmenteront encore de 1,265 lits le nombre de lits à la disposition des tuberculeux. Ces nouveaux sanatoriums sont: Gaspé 250 lits, Sainte-Germaine 265 lits, Macamic 250 lits et Rosemont 500 lits. Cela fera donc un grand total de 1915⁴ lits additionnels à la disposition des tuberculeux avant l'automne prochain.

Voilà comment l'Union nationale combat la tuberculose. Si l'on songe que le gouvernement paye 100 %⁵ des frais d'hospitalisation des tuberculeux, c'est un montant de plus de \$12,000,000⁶ que l'on aura dépensés pour les fins de la lutte à la peste blanche au cours de l'année fiscale actuelle. Et ce, tant en ce qui concerne l'aménagement de nouveaux lits que pour le traitement de cette maladie. Le gouvernement de Québec fait un effort extrêmement considérable pour combattre la tuberculose.

Le gouvernement veut la réhabilitation des victimes de toutes les maladies et de tous les malades de façon générale au même titre que les accidentés du travail. Le 31 décembre 1947, 4,001 victimes d'accidents de travail recevaient une indemnité et un salaire grâce à la Clinique de réhabilitation de Montréal qui leur a permis de se trouver un emploi. Avant l'institution de cette clinique les victimes d'accidents ne recevaient qu'une compensation.

Il y a trois mois déjà, le ministère du Travail a ouvert à Montréal une Clinique de réhabilitation pour les tuberculeux et un bureau de placement pour

les tuberculeux guéris. Tous les journaux de la métropole, en signalant l'établissement de cette clinique, ont dit que c'était le premier service du genre en Amérique du Nord. Cette initiative a déjà reçu l'approbation générale dans la métropole. Ce bureau rend des services signalés. C'est à la demande de l'Association de la Croix de Lorraine, qui s'occupe de la réhabilitation des tuberculeux guéris, sous la surveillance de la Ligue antituberculeuse, que cette clinique a vu le jour.

Le bureau de placement pour les anciens tuberculeux est dirigé par une personne recommandée par cette association. C'est le ministre sans portefeuille (l'honorable M. Delisle) et député de Montréal-Saint-Henri, qui a formulé auprès du ministère du Travail, sections spéciales pour les tuberculeux, les demandes de ces deux organismes. Si le gouvernement n'a ouvert qu'un seul bureau de placement, c'est qu'il n'a reçu qu'une seule demande en ce sens de la Croix de Lorraine et de la Ligue antituberculeuse. Si nous en recevons d'autres, nous les étudierons et nous verrons s'il n'y a lieu d'incorporer à nos bureaux de placement provinciaux un organisme de réhabilitation.

M. Charles Monat, président de la Ligue antituberculeuse, a écrit au gouvernement pour le féliciter de cette initiative qui, a-t-il dit, est un complément indispensable dans la lutte contre la tuberculose. L'Association de la Croix de Lorraine était formée au début de 12 tuberculeux guéris. Elle compte maintenant 1,200 membres. Il est souvent difficile pour les tuberculeux guéris de retourner à leur emploi ou de se trouver du travail. Ils deviennent pour ainsi dire un objet de frayeur pour leurs camarades.

Les anciens tuberculeux sont allés trouver des spécialistes afin de leur demander des certificats attestant leur guérison. Grâce au travail de l'Association de la Croix de Lorraine, ils peuvent maintenant obtenir des certificats spéciaux prouvant hors de tout doute qu'ils sont parfaitement guéris. Ils éprouvaient encore des difficultés que leur a permis de résoudre la Clinique de réhabilitation en leur fournissant les moyens de se trouver des emplois qui ne soient pas au-dessus de leurs forces. C'est à quoi le gouvernement entend travailler de toutes ses forces.

Par conséquent, dans le domaine de la réhabilitation des malades guéris, le gouvernement est allé au devant des désirs exprimés par le député de Québec-Centre (M. Morin). Notre clinique de réhabilitation est acclamée aujourd'hui comme la première du genre en Amérique. Si, de l'avis de la Ligue antituberculeuse et de la l'Association de la

Croix de Lorraine, l'expérience faite à Montréal s'avère efficace et concluante, le gouvernement établira dans ses divers bureaux de placement des sections spéciales pour les tuberculeux.

(Applaudissements à droite)

M. Robidoux (Richelieu) félicite le député de Québec-Centre (M. Morin) de l'intérêt qu'il porte à notre capital humain. Nous habitons une belle province, notre petit peuple est resté, moralement et spirituellement, un des plus beaux du monde. Il passe pour un modèle dans le monde entier. Ce n'est malheureusement pas le cas lorsqu'il s'agit de sa santé physique, il est au-dessous de la ligne où il devrait être. Le résultat des examens militaires a prouvé que l'état général de santé des Canadiens français est inférieur à la moyenne. Il n'est pas question qu'au sujet d'un tel désastre comme la tuberculose, la province de Québec se trouve dans une situation moins que gratifiante. Les statistiques le prouvent irréfutablement. Cette constatation devrait mettre en branle toutes les bonnes volontés, sans distinction de parti, pour sauvegarder notre capital humain, d'autant plus précieux que nous ne recevons l'apport d'aucune immigration saine. Nous devons nous lever pour redonner à notre jeunesse un héritage auquel elle a droit⁷.

La tuberculose nous a fait beaucoup de mal et il convient de faire des sacrifices pour mettre un terme à ce fléau. Dans une question d'aussi grande importance que le problème de la tuberculose, il faut faire l'union sacrée de tous les partis. Ce n'est pas un sujet politique, mais un sujet qui demande l'effort de tous les gens conscients de leur responsabilité envers leur race et leur pays. Il ne faut pas faire de capital politique avec le problème de la santé, pas plus que dans le domaine de l'éducation, et le gouvernement tente de se faire du capital politique avec le travail qui a été fait.

Il n'y a aucun doute que tous les gouvernements du Québec, actuels et passés, ont fait autant que leurs ressources le permettaient pour combattre la T.B. et d'autres maladies. Cependant, avec le temps et la bonne volonté, les années suivantes leur ont permis d'avancer progressivement. Il y a 25 ans⁸, on ne pouvait pas demander aux gouvernements de faire ce qu'il peut faire aujourd'hui d'abord parce que les revenus étaient insuffisants et que les administrations publiques ne pouvaient faire plus, ensuite parce que l'opinion publique n'était pas préparée. La mentalité est mieux préparée à une lutte efficace par les bonnes volontés que le succès couronnera.

L'éducation dans la province dans ce domaine s'est d'ailleurs faite au Parlement, à l'école,

comme dans les unités sanitaires, une création du Parti libéral.

(Applaudissements à gauche)

Il a fait beaucoup pour améliorer les conditions de santé au Québec, mais la cure n'est pas suffisante. Il convient d'accentuer leur œuvre réparatrice. Les moyens pour prévenir une épidémie de la maladie sont encore plus importants.

Les tuberculeux guéris ne doivent pas devenir un passif pour la société. Tant mieux si le gouvernement a créé un service de réhabilitation à Montréal. Nous devons donner une attention spéciale à la métropole. Un bureau de réhabilitation, à Montréal, ce n'est pas suffisant. Il y a des tuberculeux dans toutes les régions de la province. La question prime la voirie, le drainage. Que le gouvernement prenne les moyens d'enrayer les ravages de la tuberculose; qu'avec l'appui de l'opposition entière, il agisse dans le sens de la motion du député de Québec-Centre (M. Morin). Il est temps, dit-il, que l'unanimité d'effort se fasse devant un problème aussi urgent!

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec) appuie la motion du député de Québec-Centre (M. Morin). Il y a dans mon comté, dit-il, deux hôpitaux pour tuberculeux: l'hôpital Laval et le sanatorium du Lac-Édouard. Le dernier vivote actuellement et aurait besoin d'agrandissement. Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire avec ce sanatorium qui a été partiellement détruit dans un incendie il y a deux ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette institution est appelée à disparaître. On va l'ôter de là et la transférer ailleurs.

(Mouvements divers)

M. Chaloult (Québec): Il y a des médecins qui croient que cet hôpital est très utile, car on y maintient une atmosphère de gaieté qui aide les malades.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le meilleur moyen de guérir les tuberculeux, c'est de maintenir chez eux un bon moral, et il faut pour cela construire des hôpitaux pas trop éloignés, où les membres de leurs familles peuvent facilement leur rendre visite.

M. Chaloult (Québec): Est-il vraiment opportun de transporter ailleurs le sanatorium du

Lac-Édouard? Il y a des opinions divergentes sur le sujet de l'opportunité des visites aux malades pour hâter leur guérison. Il y en a qui pensent qu'il vaut mieux éviter la multiplication des visites trop fréquentes dans les sanatoriums.

Il félicite le gouvernement de l'effort louable qu'il fait pour enrayer le fléau de la tuberculose dont la province de Québec détient le record au Canada. Il espère que le gouvernement, qui s'est déjà engagé dans la bonne voie, continuera d'améliorer la situation.

Le problème de la réhabilitation est aussi très important, dit-il, et le député de Québec-Centre (M. Morin) a raison d'insister sur l'importance du moral chez les ex-tuberculeux. Et cette réhabilitation s'impose partout. Le gouvernement dépense beaucoup, mais il peut dépenser encore davantage pour la préservation de notre capital humain. Il regrette que l'on ne discute pas plus souvent des problèmes de la santé à l'Assemblée législative.

M. Leduc (Laval) félicite le député de Québec-Centre (M. Morin). Il félicite le gouvernement d'avoir commencé à Montréal l'œuvre que lui suggère le représentant de Québec-Centre pour toute la province. Le combat contre cette maladie n'est pas un problème provincial, mais un problème national qui devrait être considéré par tous les gouvernements comme tel. Le gouvernement fédéral a-t-il soumis aux provinces un vaste plan pour régler le problème de la santé? Dans ce domaine, les provinces devraient coopérer avec le fédéral sans vaine crainte pour leur autonomie.

Il regrette qu'en certains milieux, dit-il, on refuse d'accepter les offres du fédéral, par crainte de violer la Constitution. Les provinces ont moins de répugnance à accepter l'argent du gouvernement d'Ottawa pour combattre les maladies chez les animaux. Elles ne craignent pas de coopérer avec le fédéral quand il s'agit de la protection des plantes. Elles ne craignent pas non plus de coopérer avec Ottawa dans les questions de commerce. Pourquoi pas coopérer quand il s'agit de la santé des êtres humains?

Le gouvernement ne fait pas son devoir en ne participant pas à un effort généralisé dans tout le pays contre la tuberculose. L'administration actuelle, parce qu'elle ne voulait pas accepter le remaniement fiscal d'Ottawa, sous prétexte que l'autonomie du Québec serait en péril, est en train de priver la population du Québec de tous les avantages d'un programme de santé national et d'une législation sociale bien établie proposés par le fédéral pour

lutter contre ce fléau national. Nous devrions laisser de côté les partisaneries politiques sur ce point et traiter la question sur le plan national.

Ce qui a fait le plus pour combattre la tuberculose chez nous, c'est le chèque des allocations familiales qui arrive tous les mois dans les foyers. La réception de ces allocations est le meilleur antidote contre la tuberculose, et il constitue déjà l'un des meilleurs moyens de réhabilitation.

(Applaudissements à gauche)

L'allocation familiale permet aux parents d'acheter du lait pour leurs enfants. Un laitier me disait que les allocations avaient augmenté la consommation du lait. La question d'argent intervient toujours et, malgré la meilleure volonté du gouvernement, ses efforts seront stériles s'il n'a pas les fonds nécessaires pour régler le problème angoissant de la tuberculose sous tous ses aspects.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le problème est grave. Le Québec devrait faire une campagne encore plus grande pour combattre la tuberculose, parce que cette province en a souffert tellement plus que les autres provinces du Canada et parce qu'elle compte beaucoup plus de victimes que partout ailleurs. Le gouvernement a une raison de plus de s'occuper de la tuberculose parce qu'il s'agit d'une maladie contagieuse et, dans le cas présent, de la réintégration d'anciens contagieux guéris dans un commerce ou une industrie. Souvent il arrive aux hommes qui s'occupent de politique de voir entrer dans leurs bureaux des poitrinaires guéris qui ne peuvent pas trouver à gagner leur vie. C'est un drame poignant.

La société n'a pas toujours été juste pour les personnes qui ont été victimes de maladies. Souvent elles ont été malades à causes d'un manque de soin. Il admet, dit-il, que le gouvernement a fait du travail dans le domaine de la prévention de la tuberculose. C'est une excellente chose de bâtir des hôpitaux qui nous donneront 1,655 lits de plus, mais cela ne s'applique pas à la situation que signale le député de Québec-Centre (M. Morin). Le ministre n'a pas répondu au vœu de la motion, qui réclame la réhabilitation des malades guéris.

Il invite le premier ministre à se rendre à la demande du député de Québec-Centre. Le problème peut être résolu dans un esprit de justice et de charité, dit-il. Il faut donner espoir aux malades guéris et donner confiance au public pour qu'il leur assure de l'emploi. Un bureau de placement est-il suffisant devant l'attitude méfiante des gens? Je ne le crois

pas. Il faudrait quelque chose d'additionnel un organisme nouveau pour délimiter ce que peut accomplir le patient et pour lui faire regagner la confiance de l'employeur. Ce qu'il faut, c'est donner aux tuberculeux guéris le moyen de gagner leur vie, pourvu que les médecins indiquent aux politiciens quelles sont les fonctions que ces convalescents peuvent remplir sans préjudice pour eux-mêmes ou pour leur famille.

J'ai entendu avec regret le premier ministre dire que l'on va fermer l'hôpital du Lac-Édouard. La plupart des médecins ne sont pas de son avis au sujet des visites aux tuberculeux. Bon nombre de médecins pensent que l'institution au Lac-Édouard, avec son air pur et ses autres avantages représente un emplacement idéal pour un sanatorium pour les tuberculeux. Pour autant qu'il le sache, la majorité des médecins ne pensent pas qu'il faille abandonner le sanatorium qui s'y trouve actuellement. J'espère que l'on ne fera pas un changement inspiré par la politique. La disparition de ce sanatorium serait regrettable car on croyait que la partie détruite par le feu serait reconstruite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) n'a pas participé jusqu'à présent au débat qui se déroule actuellement à la Chambre, dit-il. Je n'ai pas dit que le sanatorium au Lac-Édouard allait disparaître mais qu'il n'est pas question que le gouvernement fasse des travaux d'agrandissement ou d'expansion au bâtiment actuel. Et aucune décision n'a été prise à ce sujet.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Étant donné que l'aile principale, la plus grosse de l'édifice, a été détruite par les flammes, il pense d'une façon générale que la déclaration du premier ministre signifie la même chose. J'espère que le sanatorium du Lac-Édouard ne disparaîtra pas mais qu'il sera agrandi. Tous les sujets relatifs à la santé devraient être considérés à l'extérieur de tous les partis politiques.

(Applaudissements à gauche)

M. Vachon (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), que le débat soit maintenant ajourné⁹.

Adopté.

Bibliothèques dans les hôpitaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invite le député de Québec-Centre (M. Morin) à

parler de la motion relative aux bibliothèques dans les hôpitaux.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Roberge), que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial accorde aux hôpitaux de la province des subventions spéciales pour leur permettre d'organiser des bibliothèques dont les livres pourront servir à l'instruction et à la saine récréation des malades.

Les bibliothèques ne sont pas plus nombreuses qu'il faut à Québec et dans la province. À Québec, dans mon comté, il y a deux bibliothèques, celle de l'Université Laval et celle de l'Institut canadien. Les bibliothécaires se plaignent du peu d'intérêt du public. Notre peuple ne lit pas suffisamment. Il lit de moins en moins surtout depuis l'invention et la publication de ces *Digest*¹⁰ à grand tirage qui sont à la littérature ce que les ersatz ou les substituts sont à la cuisine. Pour redonner au public le goût de la lecture, il faut lui faire comprendre que le meilleur moyen de s'instruire, c'est encore de lire de beaux livres bien faits. Il s'élève contre la vogue trop considérable que connaissent certaines revues importées, qui ne servent que des histoires légères, plus ou moins morales.

L'Institut canadien fait un magnifique travail dans la ville de Québec. Par sa bibliothèque ouverte au public, cet organisme fait beaucoup pour répandre le culte des beaux livres et le goût de la culture. Il a ouvert des bibliothèques juvéniles dans les quartiers ouvriers. L'œuvre accomplie par l'Institut canadien donne déjà de beaux résultats. Si l'enfant prend goût à la lecture, il le gardera toute sa vie. Il exprime le vœu, ajoute-t-il, que le public profite dans une plus large mesure des bibliothèques comme celle de l'Institut canadien de Québec. Malheureusement, ses ressources sont trop limitées. L'Institut n'est pas riche et j'invite le gouvernement à le subventionner le plus généreusement possible, du moins pour lui aider à faire sa publicité.

C'est le devoir du gouvernement de faire pour les malades, dans les hôpitaux, ce qu'on fait pour les enfants et les jeunes filles. Dans nos hôpitaux, il y a peu de bibliothèques. Les malades de nos hôpitaux, surtout ceux qui y passent d'assez longues périodes, ne peuvent obtenir les livres qu'ils voudraient lire. Ils devraient pouvoir se récréer et se confier à ce compagnon incontournable qu'est un livre. Bien des malades pourraient prendre à l'hôpital le goût de l'étude et de la culture si l'on mettait à leur disposition des livres utiles et bien faits.

Nos bibliothèques publiques ne sont pas en mesure de se faire connaître suffisamment et

d'étendre leurs services aux hôpitaux. Si le gouvernement subventionnait plus généreusement ces bibliothèques, elles pourraient accomplir une œuvre encore plus considérable, une œuvre absolument nécessaire. L'idée de cette motion m'est venue en visitant un jeune rural, fils d'un de mes clients, qui faisait un séjour assez prolongé à l'hôpital. Il s'intéressait à l'apiculture et voulait avoir un livre sur les abeilles. On n'en avait pas. J'espère que le gouvernement donnera suite à ma motion.

(Applaudissements à gauche)

M. Roberge (Lotbinière) demande la parole¹¹.

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté), que la Chambre passe maintenant à l'item de l'ordre du jour qui se lit comme suit:

M. Morin. - Motion: - Que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir un système d'allocations familiales spéciales pour les tuberculeux durant leur traitement et le chômage qui en est d'ordinaire la conséquence.

Des voix de l'opposition: Bâillon!

Des députés de l'opposition s'objectent à cette procédure dont l'effet est de supprimer tout discours ultérieur sur la question des bibliothèques.

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur, le député de Lotbinière (M. Roberge), qui est toujours intéressant et que nous aimons entendre, s'est levé avant le député de Maskinongé (M. Caron) et je sou mets qu'il a la parole. Il a des observations intéressantes à faire à ce sujet.

M. l'Orateur: La motion du député de Maskinongé (M. Caron) est devant la Chambre. Est-ce le désir de la Chambre de l'adopter?

Des voix de l'opposition: Vote, vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais,

Larivière, Larochelle, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Pelletier, (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 33.

Ainsi, la motion est adoptée.

La motion en délibération concernant les bibliothèques dans les hôpitaux est alors écartée.

Des députés de l'opposition protestent¹².

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le bâillon n'est pas fort.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Vexé) Nous voulions discuter la motion qui concerne les allocations familiales du député de Québec-Centre (M. Morin), mais puisque nos amis de la gauche ne sont pas satisfaits et s'y opposent, nous allons passer à l'article numéro 8, la quatrième motion du député de Québec-Centre (M. Morin).

Des députés de l'opposition: C'est le bâillon!

M. Godbout (L'Islet): La Chambre vient de décider par un vote de passer à l'item 7 de l'ordre du jour concernant les allocations aux familles des tuberculeux. J'espère au moins que le premier ministre va respecter la volonté de la Chambre. Le premier ministre ne peut pas sauter les points de l'ordre du jour comme bon lui semble; la troisième motion a éventuellement été reprise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux respecter le vœu de la minorité¹³.

(Rires à gauche)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a pas le droit de changer d'idée après avoir fait voter une motion par sa majorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Alors, nous allons passer à la motion contre laquelle les membres de la gauche viennent de

voter. Étudions donc la troisième motion du député de Québec-Centre (M. Morin)¹⁴. (Rires à droite)

Allocations familiales pour tuberculeux

M. Morin (Québec-Centre): (Applaudissements à gauche) L'attitude du gouvernement me fait penser au mot d'André Chénier: "Tel qui rit aujourd'hui, demain pleurera"¹⁵. Le bâillon a toujours étouffé son auteur¹⁶.

Des députés de l'opposition applaudissent.

Des voix: À l'ordre.

M. Morin (Québec-Centre) propose appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir un système d'allocations familiales spéciales pour les tuberculeux durant leur traitement et le chômage qui en est d'ordinaire la conséquence.

Il faut trouver une solution à cet autre problème social, si nous ne voulons pas que d'autres la trouvent à notre place.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'ajourner le débat.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté¹⁷.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars;
- bill 3 accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres;
- bill 11 concernant le mode et les formalités de l'enregistrement;

- bill 12 modifiant l'article 1561*b* du Code civil concernant les ventes à tempérament;
- bill 14 concernant la loi de la protection des arbres et la Régie provinciale de l'électricité;
- bill 17 concernant la cession et la transmission des greffes de notaire;
- bill 18 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Conseil législatif

15 janvier 1948

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Conseil législatif

28 janvier 1948

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Delagrave, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Renaud, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et demie ce soir.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹⁸.

Deuxième séance du 28 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Magog

M. Bergeron (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte de Dorion

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Rennie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Raymond Labrèche

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de J.-J.-P. Hamel et de M.-F.-P. Hamel

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit ainsi:

"1. L'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel, par Lucien Larocque et Berthe Williams, son épouse, le 14 octobre 1945 est validé et légalisé à compter de cette date et lesdits Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel sont considérés comme les fils et fille adoptifs desdits Lucien Larocque et Berthe Williams, jouissant depuis cette date de tous les droits et privilèges accordés par la loi

de l'adoption, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 324 et ses modifications)."

M. Godbout (L'Islet): C'est le devoir naturel et le droit inaliénable¹⁹ du père de garder et d'éduquer ses enfants. Pour aller à l'encontre de ce principe, il faut avoir des raisons très graves, qui n'existent pas dans le cas présent.

M. Bienvenue (Bellechasse): Cette loi consacre un principe faux en soustrayant deux enfants à la puissance paternelle.

M. Drouin (Abitibi-Est): Le projet de loi va à l'encontre du droit naturel qui donne au père le soin de son enfant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) comprend très bien, dit-il, qu'avec sa disposition que personne n'aurait voulu l'adopter lorsqu'il était enfant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le père ne peut pas renoncer à la puissance paternelle, ça répugne à la nature. Cette adoption en marge de la loi générale consacrerait un mauvais principe. Les époux qui sont prêts à les recevoir n'ont pas d'enfants, mais ils sont encore jeunes et peuvent peut-être en avoir un jour. Les enfants adoptifs seront alors considérés comme des étrangers, avec tous les inconvénients que cela comporte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de ce bill est de légaliser l'adoption d'un couple de jumeaux, le frère et la sœur, âgés de six ans, dont les parents adoptifs les ont pris à leur charge en les retirant d'une institution il y a deux ans. La loi donne un foyer à deux enfants qui étaient à l'hospice et qui n'avaient pas de parents pour les choyer. La mère est morte peu de temps après la naissance des enfants, qui furent placés dans une institution de Saint-Hyacinthe. D'ailleurs, le père consent à cette adoption et renonce à ses enfants. Il l'a même fait à toutes fins pratiques depuis deux ans déjà. Il s'est remarié depuis, il élève une seconde famille. Ces enfants ont besoin d'un foyer normal et il est juste de les laisser définitivement à cette famille qui est prête à les accepter.

M. Drouin (Abitibi-Est): Démagogie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne ne veut adopter le député d'Abitibi-Est.

M. Godbout (L'Islet): Pour protéger ces enfants, la Législature ne doit pas déshonorer et détruire, par une loi, la réputation de leur père.

M. Bernard (Drummond): Les parents qui ont recueilli les enfants et qui veulent les adopter sont des gens honorables et d'excellents citoyens de Drummondville. Pourquoi faire tout ce tapage?

M. Godbout (L'Islet): Nous ne faisons aucun tapage. Nous discutons posément. Nous défendons un principe excessivement sérieux qui est de ne pas enlever à un père l'autorité que lui donne la loi.

M. Dumoulin (Montmorency): Ce bill met de côté un principe intangible qui veut que l'on ne puisse jamais abdiquer la puissance paternelle. Le gouvernement donne un mauvais exemple et les mauvais exemples sont suivis beaucoup plus facilement que les bons.

M. Roberge (Lotbinière): L'adoption légale de ces deux enfants ne peut-être accordée parce que le père vit encore. C'est consacrer un mauvais principe et créer un précédent dangereux qui sera embarrassant dans l'avenir. L'Assemblée législative sera inondée de bills de cette nature si le projet de loi est voté.

M. Choquette (Montmagny): En 1923, le gouvernement, après consultation avec les autorités religieuses, a adopté une loi générale de l'adoption. Le principe fondamental de cette loi²⁰ c'est que jamais il ne peut y avoir adoption tant que les parents vivent et sont sains d'esprit. La seule exception prévue est en faveur des grands-parents du conjoint décédé. Le gouvernement passe outre à la loi générale d'adoption. Si le cas qui nous occupe actuellement avait été acceptable en moral et juste, on l'aurait prévu et il serait permis par la loi générale de 1923.

Il n'y a pas une Législature au monde qui voudrait prendre la responsabilité de rompre le lien moral qui unit le père au fils et le fils au père. C'est contraire à toutes les stipulations du Code civil de la province et des doctrines religieuses et des opinions sociales de sa population. En permettant l'adoption dont il est ici question, le père perdra tous les droits que lui donne le code civil et il n'aurait plus aucune obligation envers ses enfants. On n'enlève même aux enfants l'obligation d'honorer et respecter l'auteur de leurs jours²¹. Les enfants ainsi adoptés seront considérés comme ayant toujours été les enfants de ceux qui les auront adoptés.

Dans le cas actuel, a-t-on consulté les enfants? Ou, s'ils sont trop jeunes pour exprimer leur avis, a-t-on réuni un conseil de famille pour les consulter sur l'attitude de leur père? Ces enfants ont-ils des ascendants qui peuvent les prendre à leur charge? C'est la loi la plus immorale qui n'ait jamais été soumise à l'Assemblée législative de Québec.

M. Drouin (Abitibi-Est): La loi d'adoption pose comme principe que les enfants adoptés ne doivent pas savoir que leurs parents adoptifs ne sont pas leurs véritables parents. Comment pouvons-nous approuver ce bill quand les enfants ont un père? Le fait de mentionner dans le projet de loi que le père a renoncé à ses enfants noircit l'image du père et des enfants et est une dérogation au principe de la loi sur l'adoption. Le bill prive définitivement le père de l'occasion de reconnaître son erreur et de se racheter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On fait du pathos en disant que c'est un précédent. Il y a eu de très nombreux cas semblables d'adoption dans nos Statuts, sous les régimes libéraux.

M. Choquette (Montmagny): Donnez-nous des exemples.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec des volumes des Statuts en main). C'est vraiment illogique que les Libéraux s'opposent au projet de loi en se basant sur le droit naturel lorsque dans le passé, particulièrement en 1942 et en 1944, ces purs, ces défenseurs de grands principes ont adopté des lois analogues à celle qui est présentée à la Chambre.

En 1942, les Libéraux étaient au pouvoir et ils ont adopté une loi permettant à une tante non mariée d'adopter un enfant parce que, comme le stipulait la loi de 1942, le père avait délibérément omis ou négligé de voir au bien-être de l'enfant depuis sa naissance et que la mère était décédée. Dans ce dernier cas, dit-il, la loi sanctionnait l'adoption d'un enfant mineur, alors que le père vivait encore. Où donc étaient les droits naturels du père en 1942?

Il lit la loi 6 George VI, chapitre 113, "loi décrétant l'adoption de l'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid par dame Lucie Florence Riegler": 1. L'enfant mineur Joseph-Cyrille Reid sera à l'avenir l'enfant adoptif de dame Lucie Florence Riegler, jouira de tous les droits et privilèges accordés à un enfant adoptif en vertu de la loi d'adoption et portera les noms de Mark Gerald

Riegler, et les registres de l'état civil de la province de Québec devront être corrigés en conséquence.

2. La présente loi d'adoption devra être inscrite dans les registres de l'état civil contenant l'acte de naissance dudit enfant adopté, conformément à l'article 76 du Code civil.

M. Drouin (Abitibi-Est): J'ai devant moi le bill dont parle le premier ministre. Il y est dit que l'enfant est illégitime et que le nom du père est fictif car il est inconnu, alors les cas ne sont pas comparables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, la loi dénigre le père. Le Code civil à la main, les députés de l'opposition nous demandent de respecter les droits du père. Or, c'est le père qui demande à la Législature de laisser la famille requérante adopter ses enfants. Les enfants ont été recueillis dans une institution, il y a deux ans et demi, par les parents adoptifs qui en ont pris soin depuis et ils veulent les garder.

Si leurs parents adoptifs n'étaient pas catholiques, ou s'ils avaient mauvaise réputation, je me rendrais aux objections de l'opposition, mais tel n'est pas le cas, au contraire. Les parents sont en excellente posture financière et ils possèdent une très grande réputation.

Le père, qui s'est remarié, a donné son consentement écrit devant notaire. Il faut se placer au point de vue de l'intérêt des enfants. Si le père s'en désintéresse, ne vaut-il pas mieux les confier à des gens qui veulent en prendre soin et leur donner un véritable foyer? Si nous n'adoptons pas ce bill, ces enfants seront livrés à l'hospice.

(Applaudissements à droite)

Des voix de l'opposition: Soyez sérieux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition manque de sentiment naturel et humanitaire. Pourquoi l'opposition fait-elle de la petite politique sur le dos de deux pauvres petits enfants de cinq ou de six ans?

Des députés de l'opposition lancent des cris de désapprobation.

Des voix de l'opposition: Démagogie!

Des voix ministérielles: Petite politique!

Des voix: À l'ordre!

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut faire des mots d'esprit, injurier ses adversaires. Malgré ses méthodes de discussion, nous ne dévierons pas de la ligne de conduite adoptée par l'opposition dans la discussion de ce bill. Il s'agit du principe le plus important de notre Code civil. Sans réflexion, le premier ministre dit: "Le père est consentant à abandonner ses enfants." Même si le père est consentant à donner ses enfants, a-t-il le droit de les abandonner? Est-ce un sentiment que la Législature doit approuver? Est-ce un principe à encourager et à sanctionner par une loi de la Législature?

Notre Code civil n'accorde pas aux parents le droit d'abandonner leurs enfants pour se libérer de leurs responsabilités. C'est la principale chose que ferait la présente mesure, si elle était adoptée. Si nous votons et adoptons ce bill, ce serait encourager les pères à venir porter sur le seuil de la Législature les enfants dont ils n'ont pas le cœur d'assurer la vie et l'éducation. Le premier ministre ne devrait pas mettre de côté des principes aussi graves.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition nie-t-il avoir mis dans les Statuts de 1942 et 1944 des lois semblables.

M. Godbout (L'Islet): Oui. Nous ne dévierons pas du principe. Notre loi de protection de l'enfance n'a pas permis aux enfants de renier leurs parents et nous avons laissé la chance au père de se racheter. Ces enfants sont livrés aux hospices par leur père dit encore le premier ministre. Les enfants ne souffriront pas dans nos hospices et dans deux ans, peut-être avant cela, le père sera en mesure de les reprendre et ils retourneront auprès de l'auteur de leurs jours. Nous n'avons pas le droit d'enlever à deux enfants le nom de leur père. Si les parents adoptifs veulent en prendre soin, qu'on leur laisse mais donnons au père la chance de se racheter. Plus tard, peut-être seront-ils le soutien de leur père.

Les projets de loi mentionnés comportent des différences importantes, toutefois, et disent le contraire. Les cas n'étaient pas du tout semblables. Dans un des cas cités par le premier ministre, l'enfant, élevé par la sœur de sa mère depuis l'âge de trois mois, est venu nous demander à 18 ans d'être adopté par sa mère adoptive...

Des députés ministériels crient et font du tumulte.

M. Godbout (L'Islet): Dans l'autre cas, le gouvernement libéral n'a pas enlevé son nom à un

enfant illégitime, car il n'en avait pas. Les projets de loi précédents ont peut être faits dans des circonstances qui justifiaient leur adoption. Cependant, même si une législation fautive a été adoptée dans le passé, il n'y a aucune raison pour que ces erreurs doivent se répéter.

M. Chaloult (Québec): Il y a lieu de ne pas passionner le débat, car d'une part le bill du gouvernement est incontestablement sympathique, et d'autre part, les objections de l'opposition me paraissent sérieuses. La question de morale étant en jeu, n'y aurait-il pas lieu de renvoyer le bill au comité des bills publics pour plus ample étude? On devrait nous laisser le temps de consulter les autorités compétentes sur l'aspect moral de la question? Nous pourrions alors nous prononcer avec beaucoup plus de certitude.

M. Plourde (Arthabaska): (Tourné vers la droite) Le mariage est une union sacrée dont le fruit n'est pas l'Union nationale.

Des députés ministériels font du tumulte.

M. Leduc (Laval) s'intéresse à l'adoption des enfants. Il croit que la loi d'adoption devrait être plus généreuse. Il se dit favorable au bill.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai écouté attentivement les divers arguments apportés de part et d'autre. Le premier point sur lequel je veux insister c'est que ce ne doit pas être un mouvement de sensibilité qui décide de la question. De plus, le problème touche de très près au droit et au devoir moral, car il s'agit en dernier ressort de savoir si on peut renoncer à la puissance paternelle. Les précédents qu'a invoqués le premier ministre ne prouvent rien, si ce n'est qu'ils affaiblissent sensiblement la position de ceux qui les ont posés.

Je me rallie à la suggestion du député de Québec (M. Chaloult) de renvoyer le bill au comité des bills publics pour que nous ayons le temps de faire enquête, car nous touchons à l'institution la plus sacrée qui soit, à la famille. Je voudrais m'informer davantage avant de voter.

Il me semble, d'autre part, qu'il y a analogie entre le problème soumis à notre attention et le divorce. Je dis bien analogie et le divorce. Je dis bien analogie et non pas similitude. Il n'est évidemment pas question ici de l'aspect religieux du mariage, du fait que, pour un catholique, le mariage est un sacrement, mais du point de vue du droit naturel. Il

pourrait sembler dans certains cas, à la lumière de la stricte sensibilité, que le divorce soit justifiable.

Il y a des cas pitoyables où certains conjoints, par exemple, sont liés jusqu'à leur mort à une personne dégradée ou encore aliénée. Au point de vue sensibilité humaine le divorce paraîtrait justifié, mais il ne faut pas y songer, car ce serait ouvrir la porte à tous les abus. Sommes-nous en présence d'un cas analogue? La morale est rigide et quels que soient les mouvements du cœur, on ne saurait y porter atteinte.

M. Lemieux (Beauharnois): Il admet, dit-il, que la loi constitue un danger. N'y aurait-il pas moyen, pour le gouvernement et l'opposition, de trouver un terrain d'entente? Il suggère que l'étude du bill soit ajournée pour permettre au comité des bills publics de consulter des moralistes et d'étudier la question plus à fond. Il suggère la formation d'un comité spécial de la Chambre qui étudierait à fond toutes les demandes d'adoption en marge de la loi générale au mérite avant de les soumettre à la Législature de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste²².

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 du bill sont adoptés après division.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Des députés demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Pelletier

(Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois²³.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Sir George-Étienne Cartier

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Montrant les banquettes ministérielles) Quel dommage qu'un si grand homme d'État ait laissé de si petits héritiers politiques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La politique n'a pas appauvri Sir George²⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sir Wilfrid Laurier était un parfait honnête homme, et lorsqu'il est mort il a laissé une fortune de \$400,000. M. King, lui, vaut actuellement au moins \$750,000.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Club Saint-Denis

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant le Club Saint-Denis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Les sœurs de l'Espérance

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Donation d'Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chevaliers de Maisonneuve

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 constituant en corporation les Chevaliers de Maisonneuve.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association des mesureurs de bois

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général

Succession de Joseph Masson

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ratification de résolutions

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 ratifiant certaines résolutions

du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ratification de résolutions et de contrat

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Société Saint-André de Montréal

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant St. Andrews Society of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Jean-Georges Péloquin

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Onésime McAbbee

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sir George Williams College

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Annexion de lots à Durham-Sud

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sillery

M. Samson (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hull

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Jacques-Cartier

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Allocations familiales pour tuberculeux

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Québec-Centre (M. Morin) proposant que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir un système d'allocations familiales spéciales pour les tuberculeux durant leur traitement et le chômage qui en est d'ordinaire la conséquence.

M. Morin (Québec-Centre): La motion a pour but de protéger les malades et leurs familles. Les tuberculeux sont souvent obligés de passer plusieurs mois et même plusieurs années au sanatorium. Souvent, des malades pauvres refusent de se soumettre à un traitement sérieux parce qu'ils n'ont pas le moyen de cesser de travailler. Ils doivent continuer de peiner coûte que coûte pour faire vivre leur famille. Ainsi, bien des tuberculeux guérissables se sont acheminés vers la mort en contaminant les gens au contact desquels ils vivaient. Y a-t-il quelque chose de plus tragique que la contamination d'une famille par son chef trop pauvre pour se soumettre à un traitement?

Le seul remède pour combattre avec efficacité la tuberculose, c'est de garantir la sécurité matérielle de la famille du tuberculeux au moyen d'allocations familiales qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. Autrement, il n'y a rien à faire parce que le moral des tuberculeux n'est généralement pas bon. Un

pareil système existe en Colombie-Canadienne indépendamment des allocations fédérales. Une allocation spéciale est payée par le gouvernement provincial aux tuberculeux en traitement, soit \$27.50 par mois aux célibataires, \$40 par mois aux personnes mariées et \$7.50 par mois, par enfant. On en arrive ainsi à fournir au malade la quiétude d'esprit nécessaire à son rétablissement. Ce serait une grande œuvre sociale à réaliser. De 1926 à 1944, 55,172 personnes ont succombé à la tuberculose dans la province de Québec. Le nombre des victimes continue d'augmenter d'année en année.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné²⁵.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Demain, on étudiera le bill du tramway de Montréal. Il faut qu'il passe! Il propose l'ajournement.

Adopté.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Alors que *La Presse* du 29 janvier 1948, à la page 23, écrit que M. Morin a utilisé le mot "efficaces", *L'Action catholique* du même jour, à la page 11, de son côté indique que le député de Québec-Centre a plutôt prononcé le mot "effectifs".

2. Selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 6, M. Barrette prend la parole en l'absence du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) retenu en dehors de la Chambre par la maladie.

3. Alors que l'ensemble des journaux rapportent ce montant, *Le Soleil* du 29 janvier 1948, à la page 11, écrit qu'il s'agit plutôt de \$8,700,000.

4. Alors que le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 6, rapporte qu'il s'agit de 1915 lits

additionnels, *L'Action catholique*, à la page 3, *Le Canada*, à la page 3, et *Le Soleil*, à la page 11, et *The Quebec Chronicle Telegraph* du même jour, à la page 10, font plutôt état de 1,655 lits additionnels.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 6, il s'agit de 85 % des frais et non 100 % comme le rapporte *L'Action catholique*, à la page 3, *Le Canada*, à la page 3, *La Patrie*, à la page 4, *Le Soleil*, à la page 11, et *The Quebec Chronicle Telegraph* du même jour, à la page 10.

6. Contrairement à l'ensemble des journaux qui rapportent la somme de \$12,000,000, *The Montreal Daily Star* du 29 janvier 1948, à la page 15, donne le montant de \$13,000,000.

7. *Le Canada* du 29 janvier 1948, à la page 3, écrit que M. Robidoux parlait "d'une voix chaude, vibrante, avec cette éloquence qui rappelle Arthur Cardin, son ami."

8. D'après *Le Soleil* du 29 janvier 1948, à la page 11, M. Robidoux aurait dit il y a 20 ans et non il y a 25 ans comme le rapporte *Le Canada* du même jour, à la page 3.

9. Le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 5, souligne que ce débat a duré une heure et demie.

10. On publiait depuis 1947 une édition française du *Sélection du Reader's Digest*.

11. Voici comment *Le Canada* du 29 janvier 1948, à la page 3, explique cette interruption: "Le député de Québec-Centre (M. Morin) avait prononcé son discours quand M. Guy Roberge s'est levé pour prendre la parole. Aussitôt, M. Germain Caron bondit de son siège et proposa que la Chambre passe à l'ordre du jour suivant, impliquant que les bibliothèques, les livres, l'instruction et la saine récréation des malades n'intéressent pas l'Union nationale." *The Quebec Chronicle Telegraph* du même jour, à la page 10, explique que MM. Roberge et Caron se sont levés en même temps mais que l'Orateur a vu le député de Maskinongé (M. Caron) en premier. Il lui donne la parole. De son côté, le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, écrit que des indices permettaient de croire que l'opposition prolongerait ce débat.

12. *L'Action catholique* du 29 janvier 1948, à la page 5, rapporte que les députés libéraux manifestèrent bruyamment.

13. *Le Canada* du 29 janvier 1948, à la page 3, commente que M. Duplessis est pris à son piège.

14. *L'Action catholique* du 29 janvier 1948, à la page 21, écrit que M. Duplessis a prononcé cette réplique sur un ton ironique. De son côté, *Le Canada* du même jour, à la page 3, explique que le premier ministre se ravise en prononçant ces paroles. Le quotidien de l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 5, rapporte de la manière suivante cette partie de l'incident: "Les libéraux aux abois se sont mis à protester. Le premier ministre leur a laissé le temps de réaliser leur méprise et de se remettre de leur stupéfaction. Puis, bon prince, il a consenti à revenir à l'étude de la motion relative aux allocations familiales pour les tuberculeux, que l'opposition ne semblait pas vouloir discuter." Il souligne également que, tout au long de cet incident, des rires ironiques se font entendre à droite.

15. Le député cite de mémoire la fameuse phrase de Chénier; voici la citation exacte: "Et tel pleure aujourd'hui qui sourira demain."

16. *La Patrie* du 29 janvier 1948, à la page 4, commente cette intervention de M. Morin: "Ce n'est sûrement pas le côté le moins paradoxal de l'incident qu'un député, prié par la Chambre de prononcer un troisième discours dans la même séance, protestât contre le bâillon."

17. D'après *La Presse* du 29 janvier 1948, à la page 23, il est 6 heures. *Le Canada* du même jour, à la page 3, explique de la manière suivante l'ajournement de ce débat: "Il est 5 h 30 et à la suggestion du premier ministre, M. Morin ajourne le débat, comme s'il était 6 heures."

18. Voir la note précédente.

19. Selon *La Patrie* du 29 janvier 1948, à la page 4, M. Godbout aurait fait référence au droit inaliénable, alors que *Le Devoir* du même jour, à la page 1, indique qu'il aurait plutôt parlé du droit naturel.

20. *Le Devoir* du 29 janvier 1948, à la page 3, rapporte cette version des propos de M. Choquette, alors que *Le Canada* du même jour, à la page 2, écrit celle-ci: "l'un de ses principes généraux." Il s'agit de la loi 14 George V, chapitre 75, "Loi concernant l'adoption".

21. Contrairement à ce que rapporte *Le Canada*, à la page 2, et *L'Événement*, à la page 13, du 29 janvier

1948, *Le Devoir* du même jour, à la page 3, souligne que M. Choquette a plutôt prononcé cette phrase: "ils ne devront ni honneur, ni respect à l'auteur de leurs jours".

22. Selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 20, ce débat s'est terminé à 10 h 15 et il a duré une heure et demie. Le quotidien de Montréal souligne également que les galeries étaient bondées de visiteurs. D'après *Le Devoir* du même jour, à la page 1, le débat a duré plus de 2 heures. Il ajoute que ce débat a pris à certains moments l'aspect d'une véritable guerre entre le gouvernement et l'opposition libérale. Il souligne que plusieurs points d'ordre ont été soulevés.

23. Le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1948, à la page 2, souligne que M. Leduc n'était pas présent en Chambre au moment du vote. Il rapporte également que MM. Chaloult et Laurendeau, présents à leur fauteuil, n'ont pas voté. Sur ce point, *Le Devoir* du même jour, à la page 3, apporte la précision suivante: "MM. Chaloult et Laurendeau conformément à l'attitude qu'ils avaient prise en affirmant qu'ils n'avaient pas les données suffisantes pour porter un jugement définitif, se sont abstenus de voter." *La Patrie* du même jour, à la page 4, écrit que MM. Lemieux et Bergeron sortirent de la Chambre pour ne pas voter.

24. *La Patrie* du 29 janvier 1948, à la page 4, mentionne que la valeur de la succession est de \$234,395 dont \$114,000 en immeubles.

25. *L'Événement* du 29 janvier 1948, à la page 1, rapporte que M. Morin a commencé son discours à 10 h 40.

Première séance du jeudi 29 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Guaranty Trust Company of Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre ledit Guaranty Trust of Canada et Capital Trust Corporation, Limited;
- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie des tramways de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'honorable Élie Beauregard *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Centre médical de Montréal;
- de Bruno St-Georges *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- de la corporation de la ville de Thetford-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 120 concernant la succession Douglas Watson Ogilvie.

Projets de loi:

Succession de
Douglas Watson Ogilvie

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant la succession Douglas Watson Ogilvie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Guaranty Trust
Company of Canada

M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association de bienfaisance
des pompiers de Montréal

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Compagnie
des tramways de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Arvida

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Centre médical de Montréal

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 constituant en corporation le Centre médical de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bruno St-Georges et
Paul-Émile Carrier**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges, Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a, cette année, une épidémie de bills émanant de personnes qui veulent se faire admettre dans l'Institut des comptables sans examen. C'est ridicule de voir autant de bills, surtout lorsque l'on a accordé une charte il y a déjà deux ou trois ans, pour créer une corporation fermée. Si la corporation des comptables veut se nommer plus de membres, elle n'a qu'à faire amender sa charte au lieu de présenter à chaque session une quinzaine ou une vingtaine de bills particuliers. Il demande à l'Orateur de refuser l'introduction de ce bill. Les pétitionnaires sont en retard, dit-il.

M. l'Orateur se rend à la demande du premier ministre.

M. Hamel (Saint-Sauveur) demande au premier ministre de s'occuper personnellement du cas présent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y verra.

La motion est rejetée.

Tramways de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 27 janvier courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Dumoulin (Montmorency): Il existe à Montréal un problème du tramway, pas de doute là-dessus, et il y agite l'opinion publique depuis de nombreuses années. Au point de vue pratique la situation est la suivante.

D'une part, les usagers de Montréal protestent contre l'insuffisance du service, sa lenteur, le délabrement d'une trop grande partie du matériel, et réclament une amélioration radicale dans le service du tramway. Les contribuables prétendent que la compagnie s'intéresse beaucoup plus à l'accumulation des profits qu'à bien desservir la population, prétention que la compagnie ne cesse de nier.

D'autre part, à ces plaintes généralisées, la compagnie oppose, par une manière de réponse, qu'elle ne peut rien changer à la situation sans augmenter ses taux à trois billets pour 25 cents. Voilà les conditions du débat. Une solution est urgente et s'impose.

Que suggère le gouvernement? Pour résoudre ce problème, il propose l'établissement d'un comité d'arbitrage, composé de trois membres, comme tribunal d'appel de toute décision de la Commission des tramways et pour faire enquête. Est-ce bien là un remède efficace? Non, car le bill numéro 25 ne pourra que retarder considérablement la solution d'un problème urgent, en remplaçant par des personnes sans expérience une Régie formée de gens expérimentés, d'experts.

Les arbitres que veut nommer le gouvernement, quel que soit leur zèle et leur compétence dans d'autres domaines, auront besoin d'un temps précieux pendant lequel ils devront assimiler les données essentielles d'une affaire aussi entortillée. Quant à laisser cette enquête à la Régie provinciale des transports et communications, je n'y suis pas très favorable; elle est trop prise ailleurs pour apporter une étude appropriée à la question du tramway.

Même après l'adoption du projet de loi, après la mise sur pied du comité d'arbitrage conformément aux dispositions du projet de loi, et après que ce comité ait accompli son travail, non seulement la situation du transport à Montréal n'aura pas changé, mais elle sera encore pire parce que le problème aura été aggravé et la solution retardée par cette loi inutile.

Pourtant la solution à la question du tramway doit être cherchée ailleurs que dans la tenue de nouvelles enquêtes prolongées, conduites par une nouvelle commission nommée par le gouvernement, dont les rapports souvent complexes, ne sont jamais appliqués. Cette enquête ne sera qu'une aggravation du problème.

D'ailleurs, la sentence arbitrale ne pourrait recommander que l'une des deux solutions: augmenter le prix des billets, ce qui provoquerait alors un mécontentement général et un véritable soulèvement chez les innombrables clients de la compagnie; ou maintenir les taux actuels, et alors, ce sera la compagnie qui criera famine et ne fera aucune amélioration au service. Quelle que soit la décision des arbitres, la crise subsistera.

Il faudrait aujourd'hui recourir à une méthode plus énergique, plus rapide, plus satisfaisante que celle d'une enquête. La vraie solution du problème, dans les circonstances, ne peut résider que dans la municipalisation de tout le service. L'étude d'un projet de municipalisation serait plus utile que le bill présenté.

La municipalisation est-elle possible de façon pratique? Jetons d'abord un coup d'œil rapide sur les affaires de la compagnie au 31 décembre 1946, date du dernier bilan. La Compagnie avait un actif de \$60,317,521, moins une dette courante de \$5,585,345, laissant un actif net de \$54,732,176¹.

Contre cela, il y aurait des obligations dans le public pour un montant de \$40,847,400² dont \$14,800,000 de la première hypothèque et \$26,047,400³ de la deuxième hypothèque; 70,000 actions d'une parité de \$100 au montant de \$7,000,000, mais actuellement cotées à \$34. Le prix de ces actions a passé de \$210 en 1928 à \$34, le 27 janvier 1948.

Depuis 1940, aucun dividende sur les actions n'a été payé par la Montreal Tramways. D'après le service officiel du *Financial Post*, au 31 décembre 1946, contre chaque \$1,000 d'obligations de première hypothèque, il y aurait une valeur de garantie ou équité de \$3,493; contre chaque \$1,000 de la deuxième hypothèque, il y aurait une valeur de garantie de \$1,484. Contre chaque action d'une parité de \$100, une valeur de \$179.92.

Bilan

Actif de la Compagnie	\$60,317,521
Moins : Dette courante de	<u>\$ 5,585,345</u>
Laissant un actif de	\$54,732,176

Obligations et actions

Première hypothèque, 1953, 3 %.....	\$14,800,000
Deuxième Hypothèque, 1955, 5 %....	<u>\$26,047,400</u>
Total des obligations	\$40,847,400

Actions

70,000 d'une parité de \$100.....	\$7,000,000
-----------------------------------	-------------

Pas si mal que ça la Compagnie. Si ces chiffres sont vrais, la Compagnie n'est pas si malade! Celle-ci est loin d'être dans une position financière difficile et elle est loin d'être à la dernière extrémité. Elle n'a pas besoin de respiration artificielle. Mais, les actions n'étant cotées actuellement qu'à \$34, pourquoi la Commission métropolitaine n'échangerait-elle pas ses propres débetures à 3 % contre \$41,000,000 d'obligations des tramways, et ne rachèterait-elle pas, sur une base de \$75, soit au coût de \$5,250,000, les 70,000 actions actuellement en circulation?

La Commission métropolitaine de Montréal pourrait exproprier l'actif de la Compagnie des tramways et pourrait la municipaliser pour un peu plus de \$46,000,000, si on pouvait se débarrasser de l'influence de la ville de Montréal et de celle de l'Union nationale. Cette dernière craint de se mettre à dos une puissante compagnie. La Commission métropolitaine posséderait un actif matériel qui, soustrait aux exigences de la politique, constituerait une richesse de première valeur. Il faut remettre aux usagers de Montréal l'entière administration du tramway.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Lizotte), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre refuse d'approuver le bill 25 intitulé: loi relative à la question des tramways de Montréal, parce qu'il propose des moyens dilatoires, inappropriés et inefficaces à la solution des problèmes du transport en commun dans la région métropolitaine."

M. Lizotte (Kamouraska): Le bill à l'étude soulève une question intéressant au plus haut point toutes les classes de la société montréalaise, mais particulièrement la classe pauvre. Il s'agit surtout d'une question de principe. Par cette mesure dilatoire le gouvernement de l'Union nationale n'a pas,

apparemment, l'intention de rendre justice aux usagers du tramway de Montréal. Le gouvernement nomme trop de commissions et de comités d'arbitrages; toute l'affaire se résume à une question de commission. Il préfère les calmants, les soporifiques et les endormitoires aux gestes précis et aux actes décisifs.

Il a nommé de nombreux comités d'études qui n'étudient pas, un office de l'électrification qui n'électrifie pas, à part la Commission des liqueurs qui fait des affaires d'or publiquement et aussi privément. Est-ce que le gouvernement de l'Union nationale va continuer indéfiniment à nommer des commissions et des comités pour régler des problèmes ressortissant aux tribunaux ou aux organismes régulièrement constitués à cette intention? Ce n'est plus le gouvernement de l'Union nationale que nous avons devant nous, c'est le gouvernement des commissions.

Je sou mets respectueusement - il faut avoir du respect pour ceux qui s'en vont - que le premier ministre et le gouvernement ont tort de nommer un comité d'arbitrage pour enlever sa juridiction à la Régie des transports. Ce qui revient à donner un vote de non-confiance à la Régie dont le gouvernement a lui-même nommé les membres. Le premier ministre lui-même a jeté du discrédit sur cet organisme en déclarant la semaine dernière qu'il avait voulu nommer un tribunal d'arbitrage impartial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que je voulais un tribunal représentatif pour la ville de Montréal, ce que n'est pas la Régie qui comprend des membres nommés par le gouvernement, et un tribunal qui procède rapidement à l'étude de la question du tramway. La Régie elle-même n'a pas le temps d'étudier la question du tramway à son mérite, parce qu'elle est surchargée de travail.

M. Lizotte (Kamouraska): Le bill 25 prévoit la nomination du juge en chef de la Cour de magistrat de la province, le juge Ferdinand Roy, comme président du comité d'arbitrage. Je ne crois pas que le juge accepte; il sera pris dans un tel dédale financier qu'il ne pourra en sortir. Le nouveau comité d'enquête n'a pas sa raison d'être et le gouvernement aurait du confier cette tâche à la Régie des transports et des communications qui est toute désignée pour ce travail. Il explique la raison de la Régie des transports et définit sa juridiction: la surveillance et le contrôle des entreprises publiques de transport.

La Régie des transports est trop occupée pour juger cette affaire, d'après le chef du gouvernement. Parmi ses quelques 3,000⁴ causes, la Régie doit se prononcer sur des questions insignifiantes, dont les trois-quarts devraient être soumises à un organisme spécial ou devraient être réglées par des inspecteurs.

Le gouvernement devrait soulager la Régie des petits problèmes locaux de transport par autobus ou par auto-neige, pour lui permettre de s'occuper des causes importantes. C'est la Régie qui, d'après la loi, est naturellement chargée d'étudier le problème d'une manière objective et selon ses mérites réels.

Il est vrai que les mauvaises langues disent que ce tribunal prend ses ordres du gouvernement; que pour avoir des permis, il faut avoir des avocats amis du gouvernement. Je ne veux pas le croire.

Des députés de l'opposition rient et applaudissent.

M. Lizotte (Kamouraska): Mais cela nuit à la bonne réputation de la province. Le gouvernement veut tout simplement gagner du temps, ce qui est l'éternel jeu de l'Union nationale, et endormir la population, l'opinion publique en attendant des événements qui, j'espère, se tiendront prochainement. Heureusement, ajoute-t-il, nous aurons des élections.

Il rappelle une loi votée par l'Union nationale et sanctionnée le 20 mai 1937 pour la formation d'un comité chargé d'étudier la question des transports dans la métropole⁵, la structure financière, les taux de la compagnie des tramways de Montréal. Il n'en est rien résulté, dit-il. La loi est restée inopérante. Nous n'avons jamais eu de nouvelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette commission, dont M. Beaulieu c.r. a été le directeur, a été décapitée lorsque le gouvernement Godbout a accédé au pouvoir.

M. Lizotte (Kamouraska): Le gouvernement devrait régler le problème par un bill. Le gouvernement devrait tracer une ligne de conduite à la Compagnie des tramways et lui défendre de monter les taux. Il devrait décréter que les taux ne seront pas augmentés. Il est devenu propriétaire de la Compagnie des tramways, et même en perdant ses actions, il devrait réduire les taux au lieu de les augmenter. Je répète que ce bill est une mesure dilatoire, et c'est pourquoi je seconde l'amendement proposé par le député de Montmorency (M. Dumoulin).

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'un projet de loi que même les gens de la gauche trouvent important, d'une question qu'ils jugent également urgente. Et cependant, qu'avons-nous constaté depuis deux jours? Le projet de loi a fait l'objet d'un débat sans que l'on soit assuré de son adoption. L'argumentation des membres de la gauche fait songer à une réplique en miniature de la tour de Babel. Et je devrais plutôt dire remplacée ici par une tour de babillement, un labyrinthe de contradictions. L'opposition se laisse emporter dans un dédale d'illogismes. Nous avons entendu ces gens-là se répondre, se répéter et se contredire les uns les autres, avec un massacre complet de la vérité. Ce sont des experts en écrasement parfait du bon sens.

Le député de Bellechasse (M. Bienvenue) dit qu'il ne faut pas toucher au contrat, c'est sacré pendant que d'autres députés libéraux, y compris le chef de l'opposition affirment qu'il faut déchirer le contrat ou le changer. Le chef de l'opposition et certains députés disent qu'il faut avoir recours à la Régie des transports, alors que le député de Montmorency (M. Dumoulin), lui, soutient qu'il ne faut pas avoir recours à la Régie. Certains trouvent qu'on ne devrait pas confier le problème à une commission parce qu'il y a déjà trop de commissions dans la province; d'autres disent que le problème devrait être référé à la Commission des transports. Le député de Kamouraska (M. Lizotte), charmant garçon, trouve que le gouvernement a tort de nommer un comité d'arbitrage dans lequel la ville de Montréal sera représentée.

Nos honorables amis d'en face, M. l'Orateur, ont pris 30 ans avant de s'apercevoir que la ville de Montréal n'était pas représentée par ses autorités en 1918, et que par conséquent le prétendu contrat de 1918 n'est pas un contrat et que Montréal n'y est pas lié juridiquement parce que son conseil municipal n'a jamais été consulté et n'y a jamais été partie. Pour le chef de l'opposition, les représentants de la ville, ce ne sont pas les représentants des citoyens, mais ce sont les avocats, les députés, les sénateurs libéraux et autres amis du parti qui ont composé la Commission, imposée à la ville en 1918, Commission au sein de laquelle Montréal n'était pas représentée.

En 1918, le gouvernement d'alors passe sur le dos des représentants de Montréal et nomme une Commission formée des sénateurs Beaubien et Casgrain, du député Alphonse Verville, de messieurs Charles Laurendeau et Stevenson qui passent avec la Montréal Tramways un contrat pour fixer le taux des

passages. C'est une imposition arbitraire faite par une fameuse commission de politiciens libéraux de cinq membres, nommée sur le dos de la ville de Montréal et des autres municipalités dont elle violait l'autonomie.

Cette Commission ne représentait pas la ville et le conseil municipal ne pouvait se plaindre que devant la Régie des services publics. Le gouvernement libéral d'alors savait si bien qu'elle violait l'autonomie qu'il en a fait une loi. La ville de Montréal a souffert pendant 30 ans de la Commission des tramways de Montréal et du contrat-loi qu'on lui a imposé en 1918 et qui doit prendre fin en 1953.

Nos adversaires s'opposent à la formation d'un comité d'arbitrage libre d'intrusion gouvernementale et voudraient absolument que l'appel de la décision de la Commission des tramways de Montréal soit portée à la Régie provinciale des transports et des communications et non à mon comité d'arbitrage parce que, celle-ci étant liée par la loi votée en 1918, ils espèrent une hausse du prix des billets que le Parti libéral pourrait exploiter contre l'Union nationale, lors des prochaines élections provinciales. Voilà l'une des raisons secrètes qui les poussent à combattre ma loi. C'est le calcul électoral et non l'intérêt des citoyens de Montréal.

Les libéraux ont un autre motif de s'opposer à un comité d'arbitrage auquel je confère le pouvoir de faire une enquête complète sur toutes les affaires de la Compagnie de tramway. Ils préfèrent laisser le problème du tramway sous la juridiction de la Régie provinciale des transports, qui n'a pas les pouvoirs d'enquêter sur les opérations financières et l'administration de la Montreal tramways, parce qu'ils ont peur d'un comité d'arbitrage qui aura toute l'autorité nécessaire pour aller au fond des choses et pourrait découvrir les transactions de leurs amis qui ont fait de l'argent avec le tramway au détriment des citoyens de Montréal. Voilà pourquoi ils s'opposent avec une telle fureur à mon comité d'arbitrage et à une enquête!

Sous mon premier gouvernement, j'ai voulu enquêter sur les affaires du tramway. J'ai nommé une Commission composée de gens probes et sérieux. Mais en 1939, dès son retour au pouvoir, le Parti libéral qui est le père de tous les trusts qui exploitent la province de Québec a renvoyé chez eux les commissaires. Plus tard, lorsque le gouvernement libéral a présenté le bill de la Montreal Light, Heat, il a eu soin de ne pas toucher au tramway afin de protéger ses amis, les amis libéraux du chef de

l'opposition qui se sont enrichis en spéculant sur les parts du tramway. Eux qui sont responsables de quatre augmentations du prix des billets en 26 ans, alors qu'il n'y en a pas eu une seule sous l'Union nationale, ne voulaient pas améliorer le sort des usagers du tramway; ils voulaient que les citoyens de Montréal paient pour que leurs amis s'enrichissent.

D'après la gauche, la loi qui régit la Compagnie des tramways de Montréal offrirait des lacunes. Les libéraux affirment que le contrat de la Montreal Tramways est mauvais. C'est pourtant un gouvernement libéral qui l'a adopté. Or, depuis cette date, les libéraux ont été au pouvoir pendant 23 ans sur 30, et cependant, ils ne se sont pas aperçus de ce qu'il y avait de mauvais dans le contrat du tramway. Ils ne se sont pas aperçus que cette loi ne protégeait pas la ville de Montréal. Ils n'ont rien fait pour améliorer une loi dont ils réalisent aujourd'hui les lacunes.

Bien plus, tout ce que le chef de l'opposition a fait ici, c'est de donner un petit coup d'encensoir aux auteurs de la loi de 1918 et de dire que le gouvernement d'alors a bien fait de défranchiser les citoyens de Montréal en ne nommant pas le maire ou un échevin du temps dans la Commission qui a préparé le prétendu contrat. C'est une Commission que l'on a nommée en décapitant le maire et les échevins, et le chef de l'opposition approuve cela. Il trouve que la ville de Montréal était bien représentée parce que son avocat en chef faisait partie de la Commission.

M. Godbout (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce que j'ai déclaré, c'est que contrairement aux affirmations du premier ministre, la ville de Montréal était représentée dans la Commission de 1918 par ses meilleurs citoyens et, entre autres, par l'avocat en chef de la ville de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela confirme ce que j'ai dit. Pour le chef de l'opposition, le meilleur représentant des citoyens de Montréal, c'est l'avocat de la ville. Comme vous le voyez, le chef de l'opposition s'identifie avec le contrat de 1918 et approuve la disqualification du maire et des échevins de Montréal.

Les députés de l'opposition ne s'entendent même pas sur ce qu'ils veulent dire. On nous reproche de former une commission, alors même que c'est justement une commission, nommée par le Parti libéral, qui a préparé le contrat de 1918. On parle de municipalisation, mais les uns veulent une municipalisation complète, les autres une municipalisation mitigée.

Les gens d'en face critiquent le comité d'arbitrage que nous voulons former et qui comprendra un représentant de la ville de Montréal. J'aime mieux la formation d'un comité qui comprend le juge en chef de la Cour des magistrats, et où la ville de Montréal sera dûment représentée pour la première fois dans l'histoire du tramway que le comité de 1918 qui ignorait la ville de Montréal et ne renfermait que les créatures du gouvernement. Ce comité a interdit les administrateurs de Montréal pour imposer à la ville un contrat dont elle ne voulait pas.

D'aucuns parlent de municipalisation. Mais comment se fait-il que les libéraux n'ont jamais avant aujourd'hui songé à la municipalisation. Mais c'était le temps de municipaliser en 1918^o.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Êtes-vous pour ou contre la municipalisation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant les 24 ans durant lesquels ils ont été au pouvoir, ces gens pouvaient faire quelques chose. Qu'est-ce que ces gens-là ont fait? Rien. De la démagogie, pas autre chose. Et tous les abus dont Montréal a souffert sont la conséquence des organismes créés par les régimes libéraux. D'ailleurs, les membres de la gauche ne s'entendent pas entre eux-mêmes sur la municipalisation. Les uns veulent une municipalisation mitigée, d'autres favorisent une municipalisation élargie par l'entremise de la Commission métropolitaine, tandis que d'autres préconisent l'intervention de la Régie des transports pour municipaliser, d'autres encore ne veulent pas de municipalisation du tout.

Nous avons pris la seule attitude qui était raisonnable dans les circonstances. Personne, en cette Chambre, ne peut formuler avec certitude une opinion fondée sur les transactions financières de la Compagnie des tramways ni même sur un contrat de cette importance en vigueur depuis 30 ans. Le problème est trop compliqué. Nous n'avons ici ni le temps ni les facilités nécessaires pour examiner la question à fond. La loi que nous proposons permettra au comité d'arbitrage de faire la lumière sur toutes les affaires du tramway depuis le commencement.

L'enquête du comité que nous nommons sera complète. Le comité pourra scruter les livres de la compagnie, faire des recherches dans les archives, examiner tous les documents, visiter ses bureaux, afin de faire la lumière sur ses transactions. Il pourra étudier toute l'histoire de la compagnie, aller au fond des choses. Le comité d'arbitrage va faire une enquête à fond sur toutes les affaires du tramway, depuis le commencement.

(Pointant du doigt les députés de l'opposition) C'est justement parce que la loi donne ce pouvoir d'aller au fond des choses que ces gens là ont peur d'une enquête. L'opposition a peur d'un examen de la compagnie, parce que nous savons que certains de leurs amis n'ont pas la conscience tranquille. Ils ont peur de ce que nous allons trouver, c'est la raison de l'opposition à la mesure présentée à la Chambre.

Ils multiplient les discours pour empêcher le comité d'arbitrage et d'enquête d'aller au fond des choses et de révéler quels sont ceux qui se sont enrichis dans les manipulations financières du tramway de Montréal. Ils craignent de voir examiner les livres de la compagnie parce qu'ils ont peur que l'enquête ne fasse la lumière sur des transactions et des spéculations au cours desquelles leurs amis ont fait des milliers de piastres au détriment des citoyens de Montréal. Car, je suis certain que plusieurs de leurs amis et de leurs chefs, en achetant les débetures de la Compagnie, ont réalisé des milliers de dollars de bénéfices, alors même qu'ils n'avaient pas la bouche assez grande pour dénoncer cette compagnie. Ils ont peur que nous découvriions tout cela. Si le comité d'arbitrage juge que la municipalisation s'avère le moyen de régler le problème, nous recommandons la municipalisation.

Voilà le pourquoi d'une série de discours qui visent à retarder une loi qui donne justice à Montréal et qui révèlent les manipulations financières de leurs amis libéraux. S'ils avaient la conscience tranquille, ils ne s'opposeraient pas à la tenue d'une enquête complète. On va ouvrir les livres de la compagnie et ils sont pris de peur. Nous, nous n'avons pas peur. Et ce sera la première fois dans l'histoire que l'examen des affaires du tramway sera fait par un comité sur lequel le gouvernement n'aura aucun contrôle et dans lequel il n'aura aucun représentant.

Je comprends qu'ils aient peur. Ils veulent que les taux soient augmentés dans Montréal pour aider leurs amis qui sont intéressés à la compagnie. Nos amis d'en face voudraient tuer la loi quand ils savent qu'elle empêche toute augmentation de taux tant que l'appel ne sera pas décidé. Ils sont tellement attachés au tramway qu'ils ne veulent pas que nous empêchions une augmentation des tarifs. Les gens d'en face sont tellement attachés à leurs amis qui ont fait de l'argent avec la Compagnie du tramway qu'ils ont peur que nous empêchions l'augmentation du prix des billets. Ils sont contre une loi qui protège les citoyens. Avec la loi que nous proposons, les tarifs ne pourront être augmentés tout de suite. Si ça ne fait pas l'affaire de l'opposition que l'on empêche toute

augmentation de taux, ça fait l'affaire du public. C'est là le vœu des citoyens de Montréal.

En 1937, le premier gouvernement de l'Union nationale avait nommé une Commission chargée de faire enquête sur les affaires de la Compagnie du tramway à Montréal. Si notre Commission d'enquête sur le tramway, dirigée par Emery Beaulieu, c.r. de Montréal, n'a pas pu terminer son travail, c'est parce qu'elle a été décapitée par le gouvernement libéral qui a placé là ses amis pour paralyser le travail de ceux que nous avons nommés. Cette Commission était sur le point de soumettre le résultat de ses recherches lorsqu'en 1940, après l'avènement du régime libéral, elle fut destituée et remplacée par une autre Commission à la tête de laquelle se trouvait un autre sénateur libéral, M. Élie Beaugregard, charmant garçon aussi, mais rien n'a été fait.

À l'heure actuelle, l'opposition n'a qu'un but, qu'un désir: tâcher de protéger ses amis, ses anciens chefs qui sont responsables du gâchis et de la mauvaise administration des affaires de la Compagnie du tramway. L'opposition veut empêcher l'enquête, parce qu'ils ont peur de cette dernière. Ils ne veulent pas que le peuple de Montréal soit protégé contre une augmentation des tarifs. Pour tuer le temps et empêcher la loi de passer, ils prononcent des discours.

Le principe de la loi, c'est de nommer un comité d'arbitrage absolument indépendant du gouvernement, un comité démocratique dans lequel la ville de Montréal sera représentée. Ce comité aura le pouvoir d'examiner les livres de compte, les bilans, les statistiques, les chèques, les billets, toutes les transactions financières de la Compagnie. Nous voulons que la lumière soit faite là-dessus.

Il promet qu'il aura des amendements à présenter lorsque la mesure sera devant le comité plénier. Le comité d'arbitrage, dit-il, nous donnera des renseignements et des éclaircissements, et si après une enquête approfondie de toute la question la municipalisation du tramway à Montréal, s'avère avantageuse pour la région métropolitaine et comme le meilleur moyen, de régler la situation, nous serons les premiers à recommander la municipalisation.

Des députés de l'opposition applaudissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'on dit que l'Hydro-Québec et le gouvernement sont propriétaires des actions de la Compagnie des tramways et qu'Hydro-Québec appuie en sourdine et est en arrière de la menace d'une augmentation des tarifs, c'est absolument inexact. Nos amis d'en face avaient tellement peur des gros actionnaires de la

Compagnie des tramways qu'en présentant leur bill relatif à l'expropriation de la Montreal, Light, Heat and Power, ils n'ont pas touché aux intérêts de la Compagnie des tramways. L'ancien gouvernement n'a pas touché à un iota des actions que possédait la compagnie dans le tramway. C'est vrai que l'Hydro détient 27 % des actions. Nous, nous avons acheté toutes les actions que possédait la Montreal Power⁷. L'Hydro-Québec est actuellement propriétaire de 27 % des parts de la Montreal Tramways. Ces actions, nous les tenons à la disposition du public et de la ville de Montréal pour l'aider à municipaliser le tramway, le cas échéant, si c'est la décision à prendre éventuellement à ce sujet.

(Regardant vers les banquettes de l'opposition)
J'ai devant moi les amis des protecteurs de la Compagnie du tramway, de ceux qui ont manipulé les finances de la compagnie et se sont enrichis par leurs spéculations sur les affaires de celle-ci. Ils ont peur d'une enquête. Nous ne pouvons remplacer les directeurs et les représentants nommés par la Montreal Power pour représenter ses intérêts dans la Montreal Tramways, comme MM. J. S. Norris et Sévère Godin, par exemple, parce que le chef de l'opposition et le gouvernement qu'il dirigeait les ont laissés en fonction en ne touchant pas à ces parts lors de l'expropriation de la Montreal Power.

On craint que le gouvernement ne retarde la solution du problème avec son projet de loi. Même si notre commission retarde le règlement de la question, ce serait déjà une grande amélioration parce que nous empêcherons tout de même les usagers de payer une augmentation de 33 % pendant des mois et peut-être même pendant un an ou deux. Sans notre loi, les tarifs seraient augmentés immédiatement. Les taux ne pourront pas être augmentés tant que le problème ne sera pas résolu.

Mais nos amis d'en face veulent que les gens de Montréal paient tout de suite. En voilà de beaux pour régler la question du tramway. Eux qui en 23 ans de régime libéral n'ont rien fait, combien y a-t-il eu d'augmentations de taux? Il y a eu trois ou quatre augmentations de tarifs à Montréal. Sous notre régime, il n'y en a jamais eu d'augmentation de taux et il n'y en aura pas.

Dix ou quinze députés de l'autre côté de la Chambre ont parlé au cours de longues séances, pour retarder la passation de la loi et tâcher de retarder une enquête qui va mettre à jour les manigances et les manipulations financières de leurs amis. Tout ce que nos amis d'en face veulent, c'est de nuire à l'Union nationale. Mais, messieurs les libéraux, vous êtes trop petits.

M. Godbout (L'Islet): Quand on sait combien le premier ministre est habile à se tirer des situations difficiles, on peut apprécier par son malaise actuel que le gouvernement doit être joliment embarrassé par la situation qu'il a créée avec sa loi. Le premier ministre est bien mal pris pour recourir à la catégorie d'arguments qu'il vient d'employer. Il affirme que nous aurions permis, sous notre administration, des manipulations dans la structure financière de la Montreal Tramways.

Le premier ministre sait fort bien que ce n'est pas sous notre administration que des millions ont été faits en manipulant les parts de la Montreal Light, Heat and Power et du tramway, mais sous la sienne. La province entière sait que c'est sous le couvert de son administration à lui, soit de 1936 à 1939, que les amis de l'Union nationale sont devenus millionnaires par les transactions de l'Hydro-Québec.

En faisant cette déclaration, le premier ministre lui-même a montré à la province la juste mesure de sa taille, c'est-à-dire très petite.

(Applaudissements à gauche)

Il affirme que la loi va permettre de faire la lumière, de nettoyer toute cette affaire de la Montreal Tramways. Et c'est le même homme qui, en 1937, faisait approuver par la Législature une loi par laquelle il nommait une Commission qui devait faire une enquête complète sur toutes les opérations de cette compagnie et lui donnait carte blanche pour fouiller dans les livres de celle-ci.

Il est resté au pouvoir jusqu'en 1939 et cette législation n'a pas avancé. Il n'a pas bougé un doigt. On a négligé de faire la lumière sur le tramway de Montréal. La commission Beaugrand qui a succédé à la sienne, en 1941, ne pouvait pas faire l'évaluation du matériel de la Compagnie pour une raison bien simple: c'est que nous étions en guerre et qu'il y avait de l'inflation. Ce qui aurait conduit à des résultats désastreux. Cela eut fait l'affaire de la Compagnie des tramways. C'eût été tomber dans le piège où le gouvernement actuel est en train de se faufiler.

Le premier ministre est tombé dans le panneau que nous avions su éviter. Il passe aujourd'hui le présent bill qui n'est qu'une mesure de camouflage, une mesure dilatoire pour donner au gouvernement le temps de faire les élections qui s'en viennent avant de se rendre à la volonté de ses amis les trustards, les magnats financiers de la Montreal Tramways Company.

Le gouvernement pourrait avec ses parts aider la ville de Montréal à municipaliser le tramway. Il préfère proposer une loi de camouflage, d'électoratisme. Le premier ministre admet que l'augmentation de taux sera suspendue grâce à cette loi pendant un an

ou deux peut-être. Qu'il ne se trompe pas, le problème sera réglé bien avant cette date par le gouvernement libéral qui dirigera la province après les prochaines élections, gouvernement que j'aurais l'honneur de présider, si Dieu me prête vie encore quelques mois. Il protégera, dit-il, la population de Montréal contre toute augmentation et il peut être capable d'assurer une réduction du tarif, pas pour une ou plusieurs années, mais pour tout le temps.

(Applaudissements à gauche)

Lorsque nous serons de retour au pouvoir, nous réglerons cette question du tramway parce que le gouvernement du Québec se doit de protéger la population et de permettre le progrès de la région métropolitaine. Nous verrons dans l'avenir à assurer à cette région, qui constitue le centre industriel de la province, le cœur de notre vie économique, le mode de communications qu'elle doit avoir.

Le gouvernement, qui possède le réseau d'électricité de Montréal, a actuellement tout en main pour régler ce problème. Le gouvernement est propriétaire d'une grande partie de la Compagnie des tramways et il lui vend de l'électricité. Nous avons fait le premier pas, dans le règlement du problème, quand nous avons nationalisé⁸ la Montreal Light and Power, en donnant à l'Hydro. Nous ferons encore le second, en donnant à la région métropolitaine, par la municipalisation, cet important service public qu'est le tramway.

La population de Montréal peut dormir tranquille dans l'espoir que nous prendrons soin de ses problèmes de façon à donner à la région métropolitaine tous les services dont elle a besoin. Nous allons continuer l'œuvre que nous avons commencée, afin de maintenir la ville de Montréal à la tête des grandes villes de la Confédération.

Ce n'est pas la situation de 1918 que nous avons à régler, mais celle d'aujourd'hui qui n'est pas la même. La Compagnie donne aux citoyens de Montréal un service qui n'est pas raisonnable, un service incomplet, inadéquat. Et elle menace la population d'une augmentation de taux. Le Parti libéral sera au pouvoir au cours de cette année et le problème du tramway de Montréal, c'est nous qui allons le régler sans augmentation des taux, et ce ne sont pas des paroles en l'air. Il ne va sombrer dans les limites d'un comportement illogique et de vitupérations personnelles tenues par le premier ministre. Le sujet était d'une telle importance qu'il devait être protégé de tout abus personnel.

(Applaudissements à gauche)

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cette mesure est une tentative lâche du

gouvernement actuel pour ne pas assumer ses responsabilités et pour retarder la résolution du problème le plus urgent de la ville et de la région métropolitaine de Montréal. Le premier ministre a affirmé que le comité d'enquête serait indépendant et impartial. Le premier ministre veut nommer son propre juge. En vertu du principe de ce bill, chaque fois qu'un homme a un procès, il pourrait nommer son propre juge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons une commission représentative, démocratique et impartiale, dans laquelle les municipalités seront représentées.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Mon honorable ami parle tout le temps pour se donner du courage. Les membres de la Commission métropolitaine ne sont pas indépendants et tout ce que ce comité d'enquête veut dire, c'est que le gouvernement le crée pour se débarrasser de sa responsabilité. C'est beaucoup plus important pour la population de Montréal d'obtenir une solution rapide au problème du transport, que ce soit par la création d'un métro, d'axes routiers ou d'autres méthodes modernes utilisées ailleurs, car bientôt, et surtout quand les automobiles seront plus nombreuses, il n'y aura plus moyen de voyager dans les rues de la ville. Cela prend trois-quarts d'heure pour se rendre en tramway du centre ville à Notre-Dame-de-Grâce, mon comté. Ce n'est pas raisonnable. Tout le problème du trafic est à régler et le premier ministre ne pense qu'aux élections qui auront lieu en mai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mon honorable ami de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce veut des élections?

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Oui le plus tôt possible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député veut des élections en mai, que lui et ses amis cessent de parler et nous laissent passer nos lois et nous allons arranger cela.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Est-ce une promesse?⁹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous, ce ne sont pas des promesses que nous faisons, ce sont des réalisations.

(Applaudissements à droite)

Des députés de l'opposition rient.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre décidera tout seul. On dit de lui ce qu'on disait de M. Bennett quand il était seul: "Il tient un caucus conservateur."

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
On disait ça de Laurier.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Contrairement à ce que prétend le premier ministre, la population actuelle de Montréal actuelle n'est pas tellement intéressée de savoir si c'est vrai que l'organisation ou la réorganisation de la Montreal Tramways Company a donné lieu à certains abus ou certaines conjectures. Ce qui est fait est fait. La population de Montréal a toutefois hâte de savoir si le prix des billets de la Montreal Tramways Company va rester le même ou s'il allait même diminuer.

Le gouvernement n'a pas le courage de ses actes. Le bill est une loi de camouflage. Les partis politiques ne devraient pas jouer avec le problème de la Montreal Tramways. C'était au-dessus des tactiques électorales mesquines. Si le gouvernement pouvait seulement comprendre ce fait, il n'aurait pas à nommer une commission d'amis pour retarder la solution au problème jusqu'après les élections provinciales générales, mais il aurait ses propres experts choisis parmi ses ministres ou parmi la fonction publique qui seraient chargés d'enquêter et de faire un rapport à la demande de la compagnie. Le cabinet composé de 14 ministres à \$12,000 et 7 ministres à \$8,000 devrait régler ce problème lui-même.

En raison des présentes conditions intolérables, personne nie que le système de transport de Montréal a besoin d'être amélioré sans plus tarder, que ce soit par tramway ou par autobus, mais tout le monde juge qu'il est inutile d'avoir une commission nommée pour enquêter les conditions connues de tous pour résoudre le problème d'ici peu. Bien qu'il n'ait rien contre les arbitres qui seront nommés au comité d'arbitrage, incluant le juge en chef Ferdinand Roy, il ne peut toutefois endosser l'opinion qu'ils seront impartiaux. J'espère que le gouvernement ne nommera pas une commission comme celle de 1937. On ne veut pas voir se répéter cette farce.

D'autant plus que c'est un mauvais principe d'ignorer un organisme légalement et formellement constitué, tel que la Régie des transports. Que le gouvernement retire le bill, et nous retirerons notre amendement.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Un comité d'arbitrage ayant les pouvoirs nécessaires pour se dégager du contrat de 1918 est incontestablement supérieur à la Régie des transports qui est liée à ce contrat. Il fera confiance au tribunal d'arbitrage si le gouvernement donne aux arbitres le pouvoir de pousser leur enquête jusqu'en 1918. Beaucoup de personnes sont sceptiques au sujet des enquêtes gouvernementales, dit-il. Il ne s'étonne pas du scepticisme de l'opposition à l'égard des enquêtes, si l'on se base sur les précédents de certaines d'entre elles. Le gouvernement actuel, dit-il, et le précédent en ont organisé et aucune d'elles n'a donné de résultats appréciables.

Il a aussi été question de municipalisation et je reconnais qu'elle a donné de bons résultats à Toronto. Je favorise ce projet, en principe, mais à certaines conditions, dont celle de faire un inventaire exact de ce que la ville de Montréal devra payer. Et que le contrat de 1918 ne serve pas de base à la valeur des biens de la compagnie.

Le chef de l'opposition a donné un argument qui m'a frappé. L'ancien premier ministre a déclaré tantôt qu'il a dû interrompre l'enquête de 1941. On n'a pas voulu évaluer le tramway à cause de l'inflation. On aurait surévalué. Le chef de l'opposition peut-il me dire alors comment il peut proposer la municipalisation cette année, alors que l'inflation est à son plus haut niveau? De quelle façon procéderait-il pour établir ce inventaire? N'y a-t-il pas danger que l'on surévalue le tramway à cause de l'inflation?

M. Godbout (L'Islet): Non, cette municipalisation est possible en dépit de l'inflation. Il y a un moyen, c'est de décréter dans une loi, comme celle que nous avons faite pour l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power, que la base du paiement sera celle du capital réellement investi. La loi a établi le capital équitablement investi et payé et conditionnait l'évaluation à la valeur de ce capital.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): N'aurait-il pas été possible d'appliquer le même principe pour l'enquête de 1941, au lieu de l'interrompre? On affirme dans certains milieux que la compagnie serait prête à se faire municipaliser à son prix. Aussi longtemps que l'on décidera de faire tout commencer au contrat de 1918, on aboutira à des conclusions fausses¹⁰.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):
Lorsque le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) faisait partie du conseil municipal de Montréal, il essayait de servir les intérêts de la population. Je me souviens que je secondais ses

motions au conseil de ville. Malheureusement, il s'est gâté dans le cabinet et l'Union nationale. J'espérais le féliciter aujourd'hui ainsi que ses collègues les représentants de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté) et de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle), comme je félicite le chef de l'opposition de sa ferme attitude. Au lieu de défendre les ouvriers, ces trois ex-échevins ont préféré suivre leur chef. Je les invite à s'unir à l'opposition pour défendre la cause des ouvriers exploités par la Montreal Tramways qui est, comme le cabinet, un "one-man-car".

(Applaudissements à gauche)

Mes électeurs de Montréal-Jeanne-Mance, le plus beau comté de la province, parce que c'est une division d'ouvriers, m'ont demandé de dire au premier ministre que la Compagnie des tramways devrait être expropriée, car depuis 1932, elle exploite la population de la métropole, plus particulièrement les classes ouvrières de Montréal.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi avez-vous voté...

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté) me laisse parler. Au conseil municipal de Montréal, il ne parlait pas souvent et en particulier des tavernes.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): En 1941, pourquoi avez-vous refusé à Montréal le droit de regarder dans les livres du tramway?

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté) a la mémoire bien courte. J'ai voté pour une résolution du conseil municipal demandant ce droit pour Montréal. Qu'a fait le premier ministre lorsque la cité est venue devant la Législature pour obtenir ce droit? La Compagnie des tramways devait \$2,000,000 à la cité. Il a dit: "Je ne suis pas pour ruiner les obligataires". Il n'a fait payer que \$250,000 sur \$2,000,000. Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté), qui n'était pas ministre, a dû trouver que son chef était un peu fort pour la compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai fait payer \$1,250,000 à la cité de Montréal par le Tramway.

(Applaudissements à droite)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Mon chef a fait payer \$500,000 pendant sept ans. Total:

\$3,500,000 et vous prétendez être contre les grosses compagnies.

(Applaudissements à gauche)

Le chef de l'opposition a pris le contrôle de la Montreal Power au nom de la province et il prendra le contrôle de la Compagnie des tramways. Il veut que l'on procède dans le cas du tramway comme le gouvernement libéral a procédé dans celui de l'Hydro. Si le premier ministre avait présenté un bill pour la municipalisation, dit-il, j'aurais voté pour.

La compagnie s'est enrichie aux dépens des citoyens. Elle s'est emparée de nos rues et elle ne veut même plus les entretenir. Lorsque la cité de Verdun a demandé que la compagnie entretienne ses rues, le premier ministre a encore été avec la compagnie, comme le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté), qui a bien changé depuis qu'il habite Outremont.

(Rires à droite)

Il aime mieux les contrats que les ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur prie le député de Montréal-Jeanne-Mance de parler du bill.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis aussi bon catholique que le premier ministre. Je suis contre le communisme. Mais en nommant sans cesse des commissions à Montréal, le premier ministre encourage le communisme.

(Applaudissements à gauche)

L'an dernier, on a nommé entre autres une commission des Cités-Jardins. Les intéressés m'ont prié de demander ce qui est advenu de cette commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il n'est pas question de ça dans le bill.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): La Compagnie des tramways a déclaré un déficit de \$4,493,000 pour son dernier exercice. Le premier ministre doit le savoir. L'honorable Henry Lemaître Auger, son ancien collègue, qui est membre de la Commission des tramways, lui apporte des rapports très souvent à Québec. En examinant les déficits déclarés par la Compagnie et les dettes qu'elle a contractées à l'égard de Montréal, le gouvernement aurait dû la prendre à son propre piège. Puisque la compagnie est en déficit à ce point, elle est pratiquement en faillite. Le premier ministre aurait

dû la déclarer en faillite pour la municipaliser ensuite au bénéfice des ouvriers.

Devant les rapports falsifiés de la Compagnie et les mensonges du gouvernement de l'Union nationale, je ne puis accepter ce bill. La votation du bill 25 contribuera à créer le communisme dans la province¹¹. Si le premier ministre veut prévenir le communisme, qu'il retire ce bill, qu'il ait le courage du chef de l'opposition, qu'il nomme un curateur à la Compagnie et qu'il l'exproprie.

À son avis, dit-il, la valeur de la Compagnie du tramway de Montréal se chiffre à pas plus de \$30,000,000¹². Il n'y a qu'un moyen pour favoriser la classe ouvrière, c'est de municipaliser le tramway. M. l'Orateur, je termine...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Encore, encore!

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): M. l'Orateur à la suite d'une indisposition qui m'a retenu loin de mes devoirs récemment, je dois ménager mes forces. Je pensais que les députés ministériels ne m'interrompraient pas lorsque je défends les intérêts des citoyens de Montréal, des ouvriers de Montréal.

(Applaudissements à gauche)

En 1936, j'étais au Stadium lorsque le premier ministre a parlé. Il y a tellement promis de régler le problème du tramway que j'ai eu un moment un penchant vers lui. Mais il n'a jamais voulu régler ce problème. Aujourd'hui, les députés de la droite m'interrompent quand je rappelle le passé de leur parti.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), qui vient de m'interrompre, prétend aimer les ouvriers. Qu'il vienne à Montréal avec tous ses collègues, ministres et députés. Ces messieurs verront ce que les ouvriers de Montréal pensent de ce bill et des ministres qui portent des diamants de milliers de piastres aux doigts...¹³

Des députés de l'opposition applaudissent.

Des voix ministérielles se font entendre.

M. Leduc (Laval): Ce projet de loi ne va pas régler le problème des tramways à Montréal en aucune façon, mais il est vrai que la solution au problème des tramways est une priorité. Il faut trouver une solution rapide, définitive et permanente, entre autres choses et ceci comprend le problème du métro. Un grand nombre de compagnies, qui ont l'intention d'établir de nouvelles industries à

Montréal, veulent savoir où elles iront et à quoi s'attendre. Elles désirent que le problème du transport soit réglé en premier.

La population de Montréal sera heureuse de savoir que le chef du Parti libéral engage son parti pour régler le problème des tramways d'une manière définitive et aussi pour assurer qu'il n'y aura pas d'augmentations tarifaires. Le chef de l'opposition a dit que le problème du tramway serait réglé comme le problème de l'Hydro l'a été par le Parti libéral. L'avenir démontrera que l'homme qui a vu clair, qui a vu loin dans l'affaire de l'Hydro c'est le chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

Il a procédé à la nationalisation de l'électricité avec un doigté admirable et il est tout désigné pour régler dans son ensemble le grand problème du transport en commun. Nous allons régler ce dossier, sans qu'il y ait d'augmentation des tarifs et nous allons corriger les anomalies du contrat actuel. Tous les passagers devraient être égaux et ils devraient tous pouvoir se prévaloir d'un tarif uniforme, pour que l'expansion de certains districts de l'île de Montréal ne soit pas retardée par des tarifs hors murs pour certain secteur. Une telle politique aiderait au développement de ces zones, comme pour Montréal-Nord par exemple.

Après ce débat, nous rencontrerons avec plaisir les citoyens de Montréal parce que nous avons obtenu de notre chef l'assurance que les taux du tramway ne seront pas augmentés. Nous allons expliquer le dossier aux gens de Montréal et ils vont comprendre. Je vais leur dire que tout en voulant préserver l'autonomie de la province, il n'y a aucune raison pour ne pas traiter avec le gouvernement central, le gouvernement du Canada.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 29 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Guaranty Trust
Company of Canada**

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association de bienfaisance
des pompiers de Montréal**

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie
des tramways de Lévis**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Centre médical
de Montréal**

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 constituant en corporation le Centre médical de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Arvida

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Tramways de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur l'amendement du représentant de Montmorency (M. Dumoulin) à la motion du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants: "Cette Chambre refuse d'approuver le bill 25 intitulé: Loi relative à la question des tramways de Montréal, parce qu'il propose des moyens dilatoires, inappropriés et inefficaces à la solution des problèmes du transport en commun dans la région métropolitaine."

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre a tenu dans son deuxième discours sur la question, la même attitude qu'il affichait lors de sa première intervention dans le débat. Cette fois-ci comme la première, le premier ministre a fait une charge à fond de train contre les rédacteurs du contrat de la Montreal Tramways de 1918. Le premier ministre présente un bill mais rien dans celui-ci ne touche au contrat. Au contraire, le bill tend à confirmer ce contrat, car la loi du gouvernement nomme des arbitres qui auront le seul pouvoir d'appliquer la lettre du dit contrat. Elle donne le droit aux arbitres de le lire, sans permettre de le changer si c'est nécessaire. Il y a contradiction dans ces attitudes.

Montréal va perdre des points face à Toronto et la ville sera en retard sur le plan industriel si la situation du transport dans la métropole du Canada, un problème qui nous intéresse tous, n'est pas réglé d'une manière satisfaisante et le plus rapidement possible. Toronto menace actuellement de supplanter Montréal sur la situation du tramway.

En effet, en prenant comme base 1,000,000 de passagers par jour, si on accorde l'augmentation

des tarifs demandée par la compagnie montréalaise, chose très probable, cela veut dire une somme \$7,000,000 à \$8,000,000 par année que les usagers de Montréal paieront de plus qu'à Toronto.

Si le présent bill est adopté, la population de Montréal souffrira d'un préjudice annuel comparativement à Toronto. Ce sera un handicap à la production et au commerce de la métropole, et une atteinte à chaque famille ouvrière. L'augmentation des taux aurait pour effet de faire payer à un ouvrier, simplement pour les fins de son travail, un montant d'environ \$25 de plus que présentement par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est ce que nous voulons empêcher par notre loi.

M. Hamel (Saint-Sauveur) prie le gouvernement de régler le problème immédiatement avec les moyens dont il dispose. Rien ne sert de rappeler le passé. Le devoir qui incombe actuellement au gouvernement c'est de régler le problème qui lui a été posé. C'est le présent qui doit intéresser le gouvernement. Si le gouvernement refuse de s'occuper du problème correctement, aux prochaines élections, Montréal sera à 100 % pour le Parti libéral au lieu de l'être à 80 %. Il ne devrait pas y avoir de politique dans ce problème.

(Applaudissements à gauche)

M. Mercier petit-fils (Châteauguay): La Compagnie de tramway de Montréal cherche à augmenter ses revenus au détriment des pauvres et de la classe ouvrière de la métropole. Le gouvernement a tous les pouvoirs nécessaires pour régler le problème qui fait l'objet de la discussion de la Chambre aujourd'hui, mais le premier ministre préfère différer la question en nommant des commissions. Le gouvernement brusque trop les choses. Le gouvernement veut nommer trois arbitres qui feront son affaire. Les études des arbitres dureront des mois. Cela ne fera que prolonger le mal et rien ne sera décidé avant les élections. Il avait promis un règlement rapide du problème des tramways, une solution qui ne serait pas un prétexte à des tirades politiques de la part du gouvernement.

Le peuple de Montréal voudrait que la question soit réglée tout de suite, dit-il. Mais elle le sera après les élections, tel que le chef de l'opposition l'a dit. Il (M. Mercier) propose au premier ministre de réunir son Conseil des ministres et de régler la question comme il l'a fait ces jours derniers pour le drapeau. Il pense que le gouvernement devrait verser le produit de

l'augmentation de trois sous de la taxe de l'essence pour aider le système de transport de Montréal. Il reproche au premier ministre de faire de la petite politique avec une bonne action passée.

M. Drouin (Québec-Est): Le projet de loi est une esquivé électorale. Le gouvernement n'a pas besoin d'une commission pour se renseigner sur les affaires de la Compagnie des tramways. Le problème est assez simple, c'était uniquement un problème de comptabilité. Des comptables pourraient tout aussi facilement établir le bilan de la compagnie et à meilleur marché. Le gouvernement a des comptables. En regardant les chiffres, ils pourraient rapidement déterminer si les tarifs du tramway devraient être augmentés ou non et ce serait un moyen plus rapide que de nommer un comité d'enquête.

Le gouvernement a d'ailleurs le rapport en main et il sait très bien que les tarifs actuels devront être augmentés au détriment de la population de Montréal. C'est au gouvernement de décider des moyens à prendre pour régler la question mais, comme le démontre si bien le projet de loi, il manque de courage pour se prononcer à la veille des élections et pour dire à la population de Montréal ce qu'il compte réellement faire à ce sujet.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Les libéraux ne s'entendent pas dans leurs critiques. Les députés de l'opposition ne veulent pas voir augmenter le prix des billets du tramway, mais la situation actuelle est la conséquence des faveurs qu'ils ont accordées à leurs amis. Tous les députés libéraux, depuis quatre séances passent leur temps à dire qu'ils ne veulent pas d'enquête sur le tramway. Tous leurs discours se résument à dire qu'il est inutile de remonter à 1918. Mais deux promettent la municipalisation, d'autres demandent la remise de l'étude du bill; ceux-ci disent que la compagnie a les fonds nécessaires et n'a pas besoin d'augmenter les tarifs; ceux-là sont d'avis, au contraire que l'augmentation des tarifs est inévitable.

Enfin, on a dit que c'est le Parti libéral qui règlera la question. Il (M. Côté) s'en prend particulièrement au député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Je me demande à quoi tout cela nous mène. Il n'y a que des discours et des discours. Nous avons eu des heures et des heures de parlote qui n'ont abouti qu'à une promesse solennelle du chef de l'opposition. Il a promis de municipaliser. C'est lui, nous dit-il, qui règlera la question. Mais comme nous sommes habitués aux promesses

solennelles du chef de l'opposition! La population s'y connaît en fait de promesses et de serments du chef du Parti libéral.

Mais tout de suite après, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) fait un aveu en disant: "Nous ne connaissons pas la situation et les données du problème." Mais ils se disent quand même capables, par oubli ou distraction, peut-être de le régler¹⁴.

D'autre part, le premier ministre, qui ne fait pas de vaines promesses comme notre honorable ami de l'autre côté (M. Godbout) répond essentiellement par son projet de loi au vœu de la population de Montréal, qui ne veut pas que le prix des billets soit augmenté, et en formant un comité d'arbitrage chargé d'étudier et de régler tout le problème. Il (M. Côté) ridiculise les barbotements inutiles du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) qui a affirmé entre autres choses que l'adoption du projet de loi mènera au communisme à Montréal.

Qu'est-ce que le Parti libéral a fait pour protéger les ouvriers, dont on parle aujourd'hui, avec des trémolos dans la voix? L'Union nationale protège l'ouvrier par des faits, mais les libéraux ne les protègent qu'en parole. L'acte que l'Union nationale vient de poser sauve beaucoup d'argent aux citoyens de Montréal et des environs, économise des millions aux clients du tramway.

Toutes les différentes augmentations tarifaires des dernières années ont eu lieu lorsque les libéraux étaient au pouvoir. Depuis 1918, le prix des billets des tramways a été augmenté trois ou quatre fois à Montréal. N'est-ce pas étrange que, par le biais d'une coïncidence, l'opposition affirme avoir toujours protégé les travailleurs et leurs intérêts, mais protège en même temps ses amis politiques? Le contrat de 1918 a été imposé par le gouvernement libéral du temps. C'était à prendre ou à laisser. C'était leur manière à eux d'aider les ouvriers.

Il (M. Côté) évoque la période de 1934 à 1939 alors que, échevin de Montréal, il s'est occupé de la question du tramway et a été délégué par le conseil municipal auprès du premier ministre du temps, afin de le mettre au courant de la situation. C'est à la suite de cet entretien, dit-il, que le gouvernement de l'Union nationale a nommé, en 1937, une Commission compétente qui a travaillé pendant deux ans à une enquête sur les affaires de la Compagnie de tramway et dont j'ai fait partie comme représentant de Montréal.

Mais au début de 1940, pas longtemps après que les libéraux aient accédé au pouvoir, les commissaires ont été destitués. Les libéraux ont

forcé les membres de la commission d'enquête à démissionner.

Le chef de l'opposition a dit, cet après-midi, que nous n'avions pas été destitués. Je pourrais lui montrer une lettre qu'il m'a écrite, en 1940, et dans laquelle il me disait que, si nous ne démissionnions pas, un arrêté ministériel serait adopté pour nous jeter dehors. Le Parti libéral a nommé, en 1940, une Commission présidée par un sénateur libéral pour les remplacer et il a donné à ses membres, des sénateurs et des échevins, des salaires de \$6,000 et \$8,000 par année à ne rien faire. Ces gens-là ont mis au panier nos rapports et toute la documentation accumulée par leurs prédécesseurs. Cette commission a siégé à peine deux fois et n'a soumis aucun rapport. Et ce sont les ouvriers qui payaient. En 1941, sous un régime libéral, celui du chef de l'opposition, les représentants de la ville de Montréal ont demandé d'avoir accès aux livres de la Compagnie de tramway mais le droit leur a été refusé.

Il ne comprend pas, dit-il, l'idée du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) que l'inflation peut affecter l'évaluation. Le chef de l'opposition disait cet après-midi que si les enquêteurs n'ont rien fait et que sa commission d'enquête n'a pu fixer la valeur réelle de la Compagnie, c'est à cause de la guerre. La guerre, pour le chef de l'opposition c'était tout. En dehors de cela, il n'y avait pas d'ouvriers pas de jeunes gens. Est-ce que la guerre change la valeur des choses? Il me semble que, quand une paire de bottes cirée ou non vaut 50 cents, elle vaut toujours 50 cents, que l'on soit ou non en temps de guerre.

La situation est devenue intenable. Pour répondre au vœu des Montréalais, le premier ministre présente un projet de loi qui constitue un comité chargé de faire la lumière sur la situation. Le supposé contrat de 1918 n'était pas un contrat mais une imposition. Il remercie le premier ministre de la présentation de ce bill. Les députés libéraux sont opposés à cette mesure, dit-il, parce qu'ils ont peur de l'enquête que l'on veut instituer. Ils ne veulent pas de notre loi parce que le Parti libéral a été le véritable protecteur des trusts et, en particulier, de la Compagnie du tramway. Cette mesure est trop populaire pour eux. Ils n'en veulent pas. Une enquête complète par les arbitres, cela les effraie. J'irai même plus loin...

M. Choquette (Montmagny): Que le ministre n'aille pas pas trop loin.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le député de Montmagny (M. Choquette) peut se

rassurer, je ne sortirai pas de la Chambre. Il montre comment le Parti libéral et ses amis ont aidé la Compagnie en lui permettant de faire sa finance comme elle lui convenait. Il accuse le Parti libéral d'avoir permis à la Compagnie de payer ses taxes à même ses revenus bruts, faisant ainsi payer les citoyens de Montréal deux fois.

La Compagnie diminuait ses revenus bruts de pourcentage, dit-il, pour la dépréciation, les accidents, l'administration, etc., pour cacher ses bénéfices. Ceux qui crient le plus fort, aujourd'hui et qui lèvent les bras au ciel dans de grands gestes sont ceux-là même qui gardaient le silence quand on laissait la compagnie commettre tous les abus qu'ils lui reprochent maintenant.

Le principe du bill est bon. Comme représentant de la ville de Montréal en cette Chambre, j'ai reçu des centaines et des centaines de lettres de la part de citoyens qui demandent de remercier le premier ministre de nous donner un comité d'arbitrage où enfin la ville sera représentée et qui nous permettra de connaître la véritable situation. Grâce à cette loi nous allons enfin savoir où nous allons. De plus, le premier ministre nous a donné sa parole qu'il n'y aurait pas d'augmentation du prix des billets à Montréal tant que durera l'enquête. C'est tout ce que la population demande. La population peut se fier à la parole du premier ministre quand il dit que le prix des billets ne sera pas augmenté. On sait qu'il respect toujours sa parole.

M. Plourde (Arthabaska): Oui, il avait promis d'abolir la taxe de vente.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y avait une taxe de vente sur l'esprit du député d'Arthabaska, cela ne rapporterait pas beaucoup.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les gens de Montréal peuvent en être assurés. Ils disent au chef de l'opposition et à ses amis: "Halte-là, vous n'irez pas plus loin." Cette loi de l'Union nationale, c'est celle que les Montréalais veulent. La population de Montréal ne veut pas tout saccager. Montréal ne veut pas de municipalisation à la légère et n'en voudra que lorsque cela sera nécessaire.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): On vient d'entendre le plus petit violon de l'orchestre ministériel.

Des députés rient.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'orateur précédent tente dans un discours ridicule et

incohérent de cacher sans succès la position ridicule du gouvernement qui nous présente aujourd'hui cette loi inutile. La Commission du tramway a approuvé une augmentation du prix du tramway dans un rapport signé par un ancien ministre de l'Union nationale.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Pas vrai!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le rapport est signé Henry Lemaître Auger.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Il n'est pas président.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Il a signé président intérimaire. Le premier ministre n'a pas confiance à son ancien ministre de la Colonisation qui est membre de la Commission du tramway. Ce sont donc les amis du gouvernement qui veulent augmenter les taux.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je déclare que M. Auger est contre l'augmentation des taux du tramway, alors que M. le juge Victor Cusson et M. Lindsay, les deux autres membres de la Commission, sont pour une augmentation.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) rappelle qu'il s'est toujours prononcé pour la municipalisation de ces services publics, et cela, au bénéfice des ouvriers et des petits employés de la métropole déjà surchargés de taxes. Les libéraux n'ont pas du tout peur d'une enquête, comme on le dit du côté de la droite. Nous ne craignons pas plus une enquête dans l'affaire des tramways, que le premier ministre craint une enquête sur la morale, à Montréal. C'est le gouvernement qui a peur de régler le problème dans cette matière et qui se retranche derrière des mesures dilatoires comme le bill 25.

Le gouvernement se désintéresse totalement des intérêts de la population de Montréal. Il pourrait régler la question sans besoin de législation comme celle qui nous est présentée actuellement. Cette loi n'a qu'un but, retarder le règlement de cette importante question pour donner une chance au gouvernement de faire ses élections en laissant croire qu'il n'y aura jamais d'augmentation des taux.

Pourquoi le gouvernement, qui est au pouvoir depuis quatre ans, n'a-t-il pas changé ce contrat du tramway s'il est si mauvais qu'on le prétend du côté de la droite? Notre chef, lui, ne craint pas de mettre à

la raison les trusts. C'est mon chef qui a municipalisé l'Hydro pour donner ce service public au peuple de la province et plus particulièrement de Montréal, cela en dépit des amis des trusts du temps. C'est encore le chef de l'opposition qui bientôt, lorsqu'il sera reporté au pouvoir par le peuple, donnera à la population de Montréal la municipalisation du tramway. Le peuple sait à quoi s'en tenir sur la sincérité du gouvernement et de ses promesses.

M. Roberge (Lotbinière) avertit l'Orateur suppléant (M. Johnson) que le gouvernement est à poser un instrument mystérieux derrière le trône présidentiel¹⁵. Rappelez-vous la conspiration des poudres au parlement de Westminster¹⁶, dit-il. Chaque fois que vous occupez le fauteuil, comme je suis votre ami, j'éprouve des craintes.

Quel est le véritable but du projet de loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but du bill est d'empêcher une hausse des taux pendant les procédures de l'arbitrage.

M. Roberge (Lotbinière): Le premier ministre a lui-même admis le caractère dilatoire de cette mesure lorsqu'il a déclaré qu'il s'agit d'une procédure pour retarder toute augmentation des taux jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise.

Le premier ministre a lui-même admis le caractère dilatoire de cette mesure lorsqu'il a déclaré que le bill empêcherait toute augmentation jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que j'ai dit, c'est qu'il n'y aurait pas d'augmentation de taux des billets de tramways à Montréal sous l'Union nationale, tant que le comité d'arbitrage, proposé par le bill 25, ne se sera pas prononcé sur le fond du débat et n'aura pas rendu un jugement complet et final sur la question des tarifs et soumis son rapport.

M. Roberge (Lotbinière): Donc, cela confirme ce que l'opposition répète depuis le début du débat. Ce bill est une procédure purement dilatoire de nature à retarder l'application des taux plus élevés, selon le premier ministre lui-même. C'est justement la raison pour laquelle l'opposition s'oppose à l'adoption de la loi. C'est la raison de l'amendement présenté par le député de Montmorency (M. Dumoulin). Il n'est pas besoin de nommer une commission d'enquête car, avec ce projet de loi, il n'y a que deux choses qui peuvent arriver; soit le maintien des taux actuels, soit l'augmentation telle que recommandée

par la Commission du tramway. La seule chose à faire, c'est de prendre les moyens pour arrêter une augmentation. Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) a aussi fait une autre admission en disant que le gouvernement n'aurait recours à la municipalisation que si c'est nécessaire.

On se moque de la population de Montréal avec ce projet. Celle-ci ne veut pas d'enquête sur les affaires de la Compagnie. Pourquoi le gouvernement n'a pas présenté une loi de municipalisation? Je n'ai pas étudié la situation financière de la Montreal Tramways Company ni le contrat, mais ce que je veux souligner ici, c'est ce qu'on ne semble pas comprendre du côté de la droite. Le transport urbain est réellement un service public, tout aussi bien que la police, les services d'incendie et d'aqueduc.

Dans une ville de la grandeur de Montréal, le service du transport devait être considéré comme un service public, mais le gouvernement commet l'erreur d'essayer de considérer le système de transport comme un service privé, ce qu'il n'est pas et ne sera jamais. C'est inadmissible. C'est ce qui distingue la position de l'opposition de celle du gouvernement. La question n'est pas celle d'une compagnie privée qui augmente ses tarifs, mais bien de savoir si on a affaire à un service public.

D'autres villes ont réalisé la nature publique d'un système de transport. La ville de New York paye plus de \$55,000,000 à \$60,000,000 de déficit chaque année pour maintenir à 5 cents le prix des billets de métro. Elle le fait parce que c'est un service public. Ici, le gouvernement s'organise pour faire payer plus cher aux usagers.

Il (M. Roberge) ne veut pas que Montréal ait à payer un déficit si important ni que Montréal ait une si lourde charge. Il ne faut pas traiter la question comme s'il s'agissait seulement d'une affaire entre la ville de Montréal et une compagnie ordinaire. Il ne voit aucune raison, dit-il, pour voter en faveur du projet de loi présenté à la Chambre.

M. Choquette (Montmagny): Je ne sors de la Chambre que lorsqu'on m'applique le bâillon¹⁷.

(Applaudissements à gauche)

Les ministériels, dont le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté), nous accusent, nous les libéraux, d'être des trustards. Mais qui est-ce qui a nationalisé la Montreal Light, Heat and Power, si ce n'est pas nous? C'est toujours le Parti libéral du Québec qui a assujéti les trusts dans la province. Les amis des trusts, dans cette Chambre, ne sont pas du côté de ceux qui ont nationalisé l'électricité, mais du côté ministériel, M. l'Orateur.

L'honorable M. Barrette (Joliette), l'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) et l'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulèvent un point d'ordre. Le député doit s'en tenir au bill, disent-ils.

M. Choquette (Montmagny): Je réponds au gouvernement et je suis heureux d'entendre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot). J'espère que nous l'entendrons plus souvent quand nous discuterons ses estimés.

(Applaudissements à gauche, mouvements divers à droite)

M. l'Orateur suppléant (M. Johnson) invite le député de Montmagny à revenir au sujet en discussion.

M. Choquette (Montmagny): Par la Commission de 1937, on avait tous les moyens voulus pour faire une enquête approfondie, mais le secrétaire provincial a siégé avec cette Commission pendant deux ans et demi et on n'a même jamais fait de rapport. Le seul écho que nous ayons eu de leur travail, c'a été des comptes de dépenses. Si l'augmentation des taux était accordée, ceci voudrait dire une augmentation annuelle d'environ \$8,000,000. Au temps où nous étions au pouvoir, la Compagnie n'a pas pensé de demander des augmentations de taux. Chose étrange, c'est sous le règne de l'Union nationale que la Compagnie a choisi de formuler sa demande d'augmentation de taux, croyant avoir plus de succès que sous un gouvernement libéral.

À qui appartient la Compagnie des tramways? Le gouvernement de Québec, par l'entremise de l'Hydro-Québec, est le plus gros actionnaire et le propriétaire de la Compagnie des tramways de Montréal et c'est lui qui demande l'augmentation des taux. En effet, la Commission hydroélectrique de la province et les intérêts de la Shawinigan détiennent 20,000 actions de la Compagnie des tramways, sur un total de 70,000, soit 27 % des actions. Depuis que le gouvernement du chef de l'opposition a nationalisé l'électricité, ces 20,000 actions, qui appartenaient à la Montreal Power, appartiennent à l'Hydro devenue un département du gouvernement.

Qui a formulé la demande d'augmentation des taux? Les directeurs de la Compagnie qui sont les mandataires des actionnaires, les mandataires du gouvernement. Avec les 30,000 des 70,000 actions qu'il reste parmi le grand public, je dis donc au gouvernement de l'Union nationale, que c'est lui, à titre de principal actionnaire de la Compagnie, qui se trouve à réclamer une augmentation. C'est sa compagnie qui demande les augmentations de

salaires et c'est sa compagnie qui aurait pu s'objecter à telles augmentations.

J'affirme que le gouvernement a, par conséquent, comme actionnaire important en raison des actions détenues à 27 % par l'Hydro, les pouvoirs d'empêcher l'augmentation des taux.

Le gouvernement est mal venu de nommer une commission qui peut décider de permettre l'augmentation. Point n'est besoin de loi dans ces circonstances pour éviter une augmentation de taux à la population de Montréal. Si le gouvernement n'est pas content de la décision des directeurs, il peut convoquer une assemblée des actionnaires pour bloquer les augmentations et les obliger à retirer leur demande et décréter même qu'il n'y aurait pas de demandes d'augmentation. Mais au lieu de ça, rien n'a été fait malheureusement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puéril et enfantin!

M. Choquette (Montmagny): Oui, pour le premier ministre qui est incapable de discuter de choses sérieuses quand il présente une mauvaise loi. Le premier ministre a dit que le gouvernement ne voulait pas une augmentation des tarifs. Le gouvernement n'est pas sincère et le premier ministre ne l'est pas lorsqu'il déclare que sa loi vise à prévenir une augmentation des tarifs. Cette loi n'est que du camouflage électoral. La population de Montréal ne veut pas d'enquête sur les affaires de la compagnie, elle demande que les taux ne soient pas augmentés, et c'est ce que nous pouvons leur accorder; mais cette loi fait le contraire.

C'est le gouvernement qui demande l'augmentation, il est donc mal placé pour nommer une commission qui peut décider de permettre l'augmentation. Si le gouvernement voulait réellement empêcher cette augmentation des taux des tramways, il ne ferait pas adopter une loi qui peut permettre cette augmentation. En nommant un comité d'arbitrage, on rend l'augmentation possible. Il, dit-il, a proposé une loi décrétant qu'il n'y aura pas d'augmentation, défendant purement et simplement à la Montreal Tramways d'augmenter le prix de ses billets.

Le premier ministre dit que nous allons municipaliser le système au besoin. Si le gouvernement est sincère, pourquoi ne fait-il pas une loi interdisant à la compagnie d'augmenter ses taux, ou une loi faisant la municipalisation au lieu de faire des promesses? On sait ce que valent ses promesses. En 1936, le premier ministre avait promis aux citoyens de Montréal de régler la question du tramway et il

répéta la promesse en 1944. Il fait des promesses et la population de Montréal ne peut avoir confiance en ses promesses. Je ne suis pas capable de croire dans les promesses d'un gouvernement qui a promis solennellement d'abolir la taxe de vente et qui n'en a rien fait.

On voudrait nous faire porter la responsabilité d'une loi qui remonte à 30 ans. Le premier ministre a parlé du contrat de 1918 et nous en tient responsables. Il est vrai que cette loi a été passée sous un régime libéral, mais le premier ministre a soin de ne pas ajouter que ce contrat a été adopté unanimement par la Chambre en 1918 et que l'opposition conservatrice du temps l'a endossé.

Les conservateurs qui siégeaient dans l'opposition ont voté avec les partisans du gouvernement. Le Parti conservateur a approuvé toute cette affaire dont nous ne sommes pas responsables. Et ces gens là étaient membres du parti tory dont le premier ministre a été élu chef en 1933, et dont il n'a jamais résigné. Voilà la sincérité de ces gens-là. Les ministériels d'aujourd'hui doivent être accusés de complicité en cette affaire.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre parti n'était même pas né à ce moment.

Une voix ministérielle: Parlez-nous donc de la conscription.

M. Choquette (Montmagny): Vous en avez parlé en 1945 et vous avez été balayés dans la province parce que le peuple n'a pas confiance en vous. Il a confiance dans le Parti libéral et il vous le prouvera avant longtemps.

Le gouvernement de l'Union nationale est encore responsable de cette demande d'augmentation de taux du fait que l'an dernier, il a adopté une loi, la loi 11 George VI imposant une taxe d'un pour cent sur les revenus bruts des compagnies de tramways. Le gouvernement accusait pourtant un surplus de \$10,000,000. Nous avons protesté en disant alors que cette taxe retomberait sur les usagers. C'est ce que le gouvernement est en train de faire aujourd'hui. La compagnie demande une hausse de tarifs pour faire payer par les usagers les taxes imposées par l'Union nationale.

Autre cause de la demande d'augmentation, l'accaparement des profits de l'Hydro par le gouvernement. Cette façon de procéder empêche une diminution de taux. Si le gouvernement avait réduit les taux d'électricité à Montréal au lieu d'accaparer

les profits de l'Hydro, les frais de la Compagnie de tramways seraient moins considérables. D'ailleurs, l'Hydro, qui fournit l'électricité à la Montreal Tramways, n'a qu'à réduire ses taux pour empêcher la hausse du prix des billets.

Non seulement, l'Hydro est le plus gros actionnaire de la Compagnie du tramway mais celle-ci est son plus gros client. Nous avons dit aussi qu'en empêchant l'Hydro-Québec de diminuer les taux de l'électricité, le gouvernement nuirait à l'industrie. C'est ce qui arrive. Au gouvernement d'agir dans l'intérêt de la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont moins élevés à Montréal qu'à Toronto. Les taux de l'Hydro-Ontario sont plus élevés que ceux de l'Hydro-Québec.

M. Choquette (Montmagny): Ce n'est pas une raison pour maintenir dans Montréal ces taux qui font augmenter le prix du tramway. Il parle ensuite de l'ancienne Régie des services publics qui était divisée en deux régies, celui du transport et des communications et celui de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur dit au député de Montmagny d'éviter les digressions et de ne pas parler de la Régie de l'électricité.

M. Choquette (Montmagny): L'honorable chef de l'opposition a admirablement défini l'attitude du Parti libéral. Pourquoi, en créant un comité d'arbitrage, le gouvernement de l'Union nationale méprise-t-il un organisme existant, comme, par exemple, la Régie des transports et communications? Le gouvernement crée sans cesse des lois d'exceptions et de nouveaux tribunaux spéciaux, ce qui occasionne des dépenses et dépouille de leur juridiction normale les organismes existants.

Cette fois-ci, il crée un arbitrage inutile qui va entraîner une dépense d'au moins \$100,000, probablement davantage, à la province, tout simplement pour retarder l'augmentation des taux d'une compagnie de tramway dont il est propriétaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. Choquette (Montmagny): Toujours le veto!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montmagny (M. Choquette) est hors d'ordre pour deux raisons: d'abord parce que dans le bill, il ne s'agit pas de savoir s'il y a trop de commissions, et ensuite parce que le député paraît s'attaquer à des lois qui sont en force.

M. Choquette (Montmagny): Je ne critique pas les lois; je demande seulement au gouvernement d'appliquer ses propres lois.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montmagny¹⁸.

M. Choquette (Montmagny): Ce gouvernement ne va pas régler le problème des tramways, mais ce problème sera réglé par le chef de l'opposition par le biais de la municipalisation lorsque le chef du Parti libéral accédera au pouvoir. Le Parti libéral municipalisera le tramway, si c'est nécessaire, pour régler cette question une fois pour toutes à l'avantage du peuple de Montréal. La population de Montréal n'a plus confiance envers ce gouvernement et les résultats des dernières élections municipales à Montréal le prouvent¹⁹. (Applaudissements à gauche)

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce projet de loi propose un moyen inopportun, non approprié et inefficace pour résoudre le problème du transport à Montréal. Ce projet de loi ne parle pas des taxes qui doivent être payées à même les revenus. Les frais en électricité sont considérables selon lui. Il se réfère au contrat de 1918.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné²⁰.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin*, à la page 3, et *The Gazette* du 30 janvier 1948, à la page 3, rapportent cette somme.

De son côté *L'Action catholique* du même jour, à la page 19, indique qu'il s'agit de \$64,732,176. *Le Canada*, à la page 1, et *La Patrie*, à la page 4 de la même journée, mentionnent le montant de \$54,000,000.

2. *Le Soleil*, à la page 14 et *The Gazette* du 30 janvier 1948, à la page 3 rapportent ce montant, alors que *L'Action catholique* du même jour, à la page 19, indique qu'il s'agit de \$41,000,000. De son côté, *Le Canada* du même jour, à la page 1, écrit le montant de \$40,000,000.

3. Alors que *Le Soleil* du 30 janvier 1948, à la page 14, indique que M. Dumoulin a prononcé les montants de \$14,800,000 et \$26,047,000, *Le Canada* du même jour, à la page 1, rapporte les sommes de \$14,000,000 et de \$26,000,000.

4. Alors que *L'Action catholique* du 30 janvier 1948, à la page 19, mentionne 3,000 causes, *Le Canada* du même jour, à la page 2, fait plutôt état de 2,000 causes.

5. Il s'agit de la loi 1 George VI, chapitre 104, "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal".

6. Selon *L'Action catholique* du 30 janvier 1948, à la page 19, c'est ainsi que le premier ministre s'est exprimé. D'après le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, il aurait plutôt dit: "C'était facile de municipaliser en 1918."

7. Le *Montréal-Matin* du 30 janvier 1948, à la page 7, a une version légèrement différente de celle rapportée par *L'Action catholique* du même jour, à la page 19. Elle se lit comme suit: "Nous, nous avons acheté toutes les actions de la Montreal Power plus 27 % des parts de la Compagnie du tramway."

8. Alors que l'ensemble des journaux donne des indications voulant que les députés du Parti libéral utilisent le verbe nationaliser lorsqu'ils parlent de l'Hydro, *La Patrie* du 30 janvier 1948, à la page 4, rapporte que le chef de l'opposition et ses collègues emploient plutôt le verbe "étatiser".

9. D'après *La Patrie* du 30 janvier 1948, à la page 4, contrairement à ce que rapporte *Le Canada* du même jour, à la page 2, cette question a été posée par M. Godbout.

10. Dans *Le Devoir* du 30 janvier 1948, à la page 1, André Laurendeau a publié un billet exprimant sa

piètre impression du niveau de ce débat sous le titre "Deux nègres ne font pas un blanc".

11. Au sujet de cette remarque de M. Dubreuil, *Le Devoir* du 30 janvier 1948, à la page 10, écrit: " Cela, au moins, c'est un argument nouveau!"

12. Au sujet de cette phrase de M. Dubreuil, le quotidien de l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 30 janvier 1948, à la page 3, donne les explications suivantes: "M. J.-Émile Dubreuil ne partage pas l'avis de M. Dumoulin quant au coût de la municipalisation et le contredit."

13. *Le Canada* du 30 janvier 1948, à la page 3, écrit que les derniers mots de M. Dubreuil se sont perdus dans les applaudissements prolongés à gauche et les mouvements divers à droite. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, commente de la manière suivante l'intervention du représentant de Montréal-Jeanne-Mance: "M. J.-Émile Dubreuil a prononcé ensuite son deuxième discours depuis qu'il a été élu. Il se contente d'habitude d'interrompre les orateurs. Hier, il s'est lancé dans une harangue marquée de grands gestes et d'éclats de voix tonitruants pour réclamer, lui aussi, la municipalisation du tramway."

14. Alors que le *Montréal-Matin* du 30 janvier 1948, à la page 2, rapporte cette version des propos de M. Côté, *L'Action catholique* du même jour, à la page 19, rapporte celle-ci: " Nos amis d'en face admettent qu'ils ne connaissent pas les données du problème, mais ils promettent quand même solennellement, sans oubli et sans distraction."

15. *Le Canada* du 31 janvier 1948, à la page 12, écrit que le député de Lotbinière faisait sans doute allusion à l'installation du dictaphone que le gouvernement est à la veille de terminer. Pour en savoir plus sur ce dictaphone voir les séances du 20 janvier et du 3 février.

16. Complot formé en 1605 à Londres par des catholiques afin de faire sauter le Parlement et de tuer le roi Jacques 1^{er}. Le complot échoua à la suite de l'arrestation de l'un des complices, Guy Fawkes.

17. Selon *Le Canada* du 31 janvier 1948, à la page 12, M. Choquette réplique ainsi à la boutade de M. Côté prononcée un peu plus tôt et fait référence à ses expulsions de la Chambre en 1947. Lors de cette session le député de Montmagny a été nommé et expulsé de l'Assemblée législative le 21 mars 1947

et le 8 mai 1947. Dans ce dernier cas, il lui a été interdit de revenir à la Chambre pour une période de 8 jours mais la session prenait fin deux jours plus tard.

18. *L'Événement* du 30 janvier 1948, à la page 11, souligne que M. Taché est revenu à son siège.

19. *Le Canada* du 30 janvier 1948, à la page 2, commente de la manière suivante la fin du discours de M. Choquette: "Le député de Montmagny reprend son siège et on sent une détente générale à droite."

20. *The Quebec Chronicle Telegraph* du 30 janvier 1948, à la page 4, souligne M. Marler a parlé environ cinq minutes avant de proposer l'ajournement du débat.

Première séance du vendredi 30 janvier 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Tramways de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 29 janvier courant, sur l'amendement du représentant de Montmorency (M. Dumoulin) à la motion du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants: "cette Chambre refuse d'approuver le bill 25 intitulé: Loi relative à la question des tramways de Montréal, parce qu'il propose des moyens dilatoires, inappropriés et inefficaces à la solution des problèmes du transport en commun dans la région métropolitaine."

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le taux de 6 % que nous payons actuellement sur le capital de la Montreal Tramways n'avait rien d'exagéré en 1918. En effet ce taux fixé au moment de la passation du contrat comme justes intérêts sur les argents investis dans la compagnie Montreal Tramways, pour les actionnaires de la compagnie, était un taux plutôt raisonnable. Il ne faut pas s'étonner que le contrat de 1918 ait accordé ce dividende de 6 % aux actionnaires du tramway, car, à cette époque, le gouvernement fédéral payait 5½ % sur ses emprunts exempts d'impôts sur le revenu. Mais ce taux d'intérêt est maintenant exorbitant.

En vertu de cette clause, la compagnie retire \$3,500,000 par année sur son capital investi de \$50,000,000. Le contrat entre la compagnie et la ville a toujours été respecté et il faut tout simplement en venir à des conditions plus en conformité avec la situation actuelle, ce qui ne nécessite aucunement l'adoption d'une législation particulière à cette fin. La loi actuelle, que l'on nous soumet, ne touche nullement aux taux de l'intérêt.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Depuis quand la ville de Montréal n'a rien reçu de la compagnie? Et quel montant lui est-il dû à date?

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): La ville prétend que c'est \$4,000,000. D'autres soutiennent qu'il s'agit d'une somme inférieure à ce chiffre. Mais il ne faut pas oublier que les montants payés à la cité par la compagnie représentent une somme assez considérable.

La Commission des tramways de Montréal a toute l'autorité pour contrôler les activités de la compagnie d'année en année. Personne ne doute de l'honnêteté de ses membres. Il ne voit donc aucune raison, dit-il, de ne pas confier la demande d'augmentation du prix des billets à la Commission des tramways de Montréal, conformément aux termes du contrat de 1918. Si la Commission des tramways rend une décision en faveur de l'augmentation, il sera possible d'interjeter appel devant la Commission des transports et des communications plutôt que devant une cour d'arbitrage spéciale établie par l'Assemblée législative.

On a dit que la Commission des transports et des communications est trop occupée pour entendre les appels et que le comité d'arbitrage créé offre une meilleure garantie aux citoyens de Montréal parce qu'ils y seront représentés. Mais sur le comité d'arbitrage, la ville de Montréal ne sera pas représentée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il y aura un membre nommé par la Commission métropolitaine.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Sur les 14 membres de la Commission métropolitaine, dit-il, il n'y en a que huit nommés par Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais huit membres sur 14, c'est la majorité.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne peut pas voir comment le nouveau comité, où les parties intéressées seront représentées, offrira une meilleure garantie d'impartialité que la Commission des tramways de Montréal ou de la Commission des transports et des communications. Même si les conditions établies dans le contrat de 1918 ne s'appliquent peut-être pas aux circonstances actuelles,

comme prévu, il n'y a pas de raison pour affirmer qu'il est impossible d'obtenir les changements à l'entente par le biais des voies habituelles.

Si par le biais de l'hydro, le gouvernement offrait de meilleures conditions pour l'électricité vendue à la compagnie et si la taxe sur l'essence n'était pas imposée à ce service public, ceci aiderait à garder le prix des billets au taux actuel. Si la compagnie n'était obligée, selon le contrat, à payer un tribut annuel de \$500,000 à la ville de Montréal, pour l'usage des rues, ou payer pour les services de déneigement, ceci aussi aiderait à conserver le prix du billet à un faible taux. Le temps est venu pour les citoyens de Montréal, dit-il, de décider s'ils vont continuer de payer cette somme, car en définitive ce sont eux qui paient ce loyer par le biais de la compagnie.

Au lieu de la rigidité et les menaces, la coopération aiderait beaucoup plus à améliorer les services et les conditions financières que les frais inconsiderés imputés à la compagnie et à ceux qui l'exploitent. La Compagnie des tramways, d'après son dernier rapport aurait, au cours de 1948, l'intention de payer à la cité de Montréal \$1,000,000 sur les arrérages qu'elle doit à cette dernière. Il faudra acheter de nouveaux tramways et de nouveaux autobus, qu'il a été pratiquement impossible de remplacer durant la période de la guerre. Ce bill aggrave la situation au lieu de l'améliorer.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il n'y a pas d'autre moyen de régler cette situation que de présenter cette loi. Autrement, si rien n'est fait, c'est la hausse des taux à brève échéance. L'opposition veut bloquer le bill tout simplement pour des fins politiques. Personne ne semble connaître la question du tramway à Montréal, pas même le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), parce qu'il déclare "ne pouvoir porter un jugement". Pourquoi, dit-on, ne pas régler la question? Parce que personne ne connaît à fond le problème et qu'il nous faut une enquête pour connaître exactement la situation. C'est justement cela que veut le gouvernement. Nous voulons nous renseigner avant d'agir, de poser des actes.

Le gouvernement ne pouvait pas régler la question tout de suite sans étudier la question. L'opposition n'est pas renseignée sur la question et ne possède pas toutes les données qui peuvent lui permettre de porter un jugement, et cependant elle est prête à porter un jugement. Le premier ministre, qui est plus renseigné que quiconque sur cette affaire, estime, néanmoins, qu'il est nécessaire de

faire effectuer une enquête par des spécialistes pour que la question soit bien approfondie. Pour protéger les citoyens de Montréal, le premier ministre a décidé d'agir tout de suite dans le sens indiqué par le projet de loi. Ne trouve-t-on pas que c'est là l'attitude d'un homme qui sait prendre ses responsabilités? Ainsi, une commission indépendante du gouvernement aura ce devoir et l'enquête sera complète avant qu'on décide d'autoriser l'augmentation.

En 1940, les libéraux ont remplacé par leurs amis les commissaires que l'Union nationale avait nommés, en 1937, afin de faire enquête sur la question du tramway de Montréal. La Commission nommée par l'Union nationale, en 1937, a fait un travail d'environ deux ans et était sur le point de soumettre un rapport¹ lorsqu'elle a été destituée. Elle a permis à la ville de Montréal de se faire payer \$1,250,000 par la compagnie. Cette commission d'enquête a coûté en tout et partout au Trésor public de la province un montant de \$13,700.32, selon les *Procès-verbaux* mêmes de l'Assemblée législative, dont \$6,800² pour les salaires et le reste pour les dépenses. Les commissaires ont été payés comme suit: M. L.-E. Beaulieu, c.r. \$2,000, MM. W. S. Lea, J. Archambault, J.-Alfred Bernier et Omer Côté, \$1,200 chacun.

La Commission nommée plus tard par l'administration libérale, de 1939 à 1944, a coûté en tout \$103,805.05, dont \$93,000 pour les salaires des commissaires nommés pour remplacer les autres et ils n'ont même pas fait de rapport. Cependant, selon l'aveu même du chef de l'opposition, ces commissaires n'ont absolument rien fait parce qu'on était en temps de guerre. Depuis quand l'état de guerre empêche-t-il l'évaluation des biens d'une compagnie?

Le président, le sénateur Élie Beauregard, a reçu \$21,000, et les autres commissaires MM. C.-J. Arcand, ex-ministre battu aux élections, E. Bélanger, H. Girouard et C. G. Wallace, \$18,000 chacun durant ce temps. On traitait bien ses amis. Et ce sont ces gens qui ont donné la vie à ce trust qu'ils prétendent vouloir démolir, trust organisé et dirigé par leurs amis qui viennent aujourd'hui nous adresser des reproches en prétendant qu'ils veulent prendre la défense de l'ouvrier! Quelle farce, M. l'Orateur!

C'est sous les régimes libéraux que toutes les augmentations de tarifs ont été faites, à Montréal. Ces régimes n'ont pas été capables, d'autre part, de forcer la compagnie à payer ce qu'elle devait à la ville. Il fallu l'intervention de l'Union nationale pour obliger la compagnie à rembourser \$1,200,000 à la ville de Montréal. C'est encore sous l'Union nationale que les ouvriers obtiendront justice.

L'opposition n'a pas manqué une occasion de critiquer la Régie des transports. Si le premier ministre avait confié l'enquête à cet organisme, les députés libéraux se seraient insurgés contre ce choix en disant que la Régie est un organisme contrôlé par le gouvernement. Le premier ministre a préféré charger du règlement de la situation un comité spécial composé du juge en chef de la province ou son représentant, d'un représentant de la ville de Montréal et d'un autre de la Compagnie des tramways. Voilà un tribunal vraiment représentatif, qui vaut au premier ministre les louanges de tous les Montréalais, en ce moment.

Mais l'ennemi numéro un de l'opposition, c'est le gouvernement de l'Union nationale. Voilà la raison de tout le débat auquel la gauche nous a soumis depuis quelques jours. Et la meilleure preuve que la mesure du premier ministre est une loi populaire, qu'elle est bonne, nous la trouvons dans l'acharnement avec lequel l'opposition l'a combattu. Les hommes sérieux sont absolument satisfaits de la façon avec laquelle le gouvernement veut régler la question.

Nous ne voulons pas d'augmentation des tarifs ni actuellement ni tant que durera l'enquête et jusqu'à ce que le comité ait rendu une décision finale et complète. Les libéraux, qui suggéraient cette semaine au gouvernement du Québec de remettre à la ville de Montréal 3 cents du gallon de gazoline pour régler la question du tramway et éviter une hausse des taux, n'ont pas demandé au gouvernement d'Ottawa de remettre à la Compagnie de tramways les \$4,000,000 qu'elle a payés pour son impôt sur le revenu. Durant le temps de la guerre, la compagnie ne payait rien à la cité de Montréal mais, par exemple, elle versait des millions à Ottawa.

Au lieu de conseiller au gouvernement et à la ville de Montréal de renoncer à toutes sortes de choses pour empêcher que la compagnie ne demande une augmentation de taux, les membres de l'opposition devraient demander à leurs amis d'Ottawa de rembourser à Montréal ce que la compagnie a versé en impôt alors que pendant cinq ans la redevance annuelle à la ville de Montréal n'a pas été payé.

La Compagnie des tramways a payé à Ottawa en impôt sur le revenu, à même ses profits, une somme de \$4,000,000 et elle a mis de côté \$2,700,000 pour faire d'autres versements. Cela fait donc un montant total de \$6,700,000.

Pourquoi cet acharnement du Trésor fédéral à percevoir des impôts de guerre soldés en définitive par les usagers du tramways? Si les libéraux demandaient à Ottawa de remettre cet argent, il n'y

aurait pas lieu pour la Commission des tramways de demander une augmentation du prix des billets et la question serait vite réglée.

Que les membres de l'opposition demandent donc à leurs amis d'Ottawa de faire cadeau de ce montant à la compagnie, au lieu de toujours insister pour que ce soit la province qui consente des sacrifices. Que les libéraux demandent au gouvernement fédéral pourquoi il ne dispense pas la Montreal Tramway, si c'est une compagnie d'utilité publique, des impôts sur le revenu. Ils ont fait de semblables faveurs à d'autres compagnies, alors pourquoi pas au tramway? Les membres de l'opposition ne sont pas contents parce que la province ne réduit pas la taxe sur la gazoline que la compagnie paie pour ses autobus. Mais cette taxe est bien petite à comparer du montant que la compagnie pourrait recevoir d'Ottawa afin de réduire ses taux.

L'opposition fait l'impossible pour bloquer le projet de loi, mais celui-ci constitue le seul moyen d'empêcher toute augmentation de tarif avant que la décision finale ne soit prise. Il promet, comme le premier ministre, qu'il n'y aura pas de hausse des taux durant l'enquête, dit-il. Si le comité d'arbitrage recommande une augmentation des tarifs, le gouvernement aura alors en main tous les renseignements voulus pour intervenir en pleine connaissance de cause.

Il verra à faire le nécessaire, précise-t-il, pour régler le problème dans l'intérêt de l'ouvrier. Le premier ministre n'a pas craint de prendre les moyens pour empêcher l'augmentation immédiate des taux de tramway. Les ouvriers de Montréal pourront constater ensuite que leurs meilleurs amis sont encore ceux qui les aident et les protègent en actes et non en paroles.

M. Chalout (Québec) s'excuse de participer de nouveau au débat, mais on en a élargi singulièrement le cadre depuis sa dernière intervention, ce qui le justifie de parler de nouveau sur ce sujet. La Régie des transports n'offre pas les garanties nécessaires pour faire l'enquête, dit-il. Elle n'a pas la compétence pour juger la question des tramways. Le public n'a pas confiance dans la Régie des transports et communications parce qu'il est arrivé à ce corps de rendre des décisions politiques. Que l'on note bien que je parle ici des anciennes régies.

On ne doit donc pas blâmer le gouvernement de nommer des arbitres pour cette affaire des tramways. Je ne comprends donc pas l'attitude de l'opposition. Il félicite, dit-il, le gouvernement de nommer des arbitres et de promettre une enquête impartiale et complète. Est-ce que cette loi permet

une enquête complète et impartiale? Là est toute la question³. Les arbitres devraient avoir le pouvoir de réviser le pseudo contrat de 1918 qui a servi de base à la décision de la Commission du tramway. Le premier ministre a raison lorsqu'il affirme que le contrat du tramway est violé à sa base même. Il ne faudrait donc pas que la décision des arbitres soit basée sur ce contrat.

De là l'importance que l'enquête soit menée à fond et qu'elle couvre toutes les affaires du tramway depuis 1911 pour voir si c'est bien vrai qu'il y a eu une surcapitalisation de \$18,000,000. Si le gouvernement n'amende pas sa loi, rien de constructif ne sortira de tout cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comité dont la formation est prévue par la loi à l'étude aura toute autorité pour faire enquête. Je l'ai dit et je le répète, l'enquête sur la Montreal Tramway sera complète. Cependant l'enquête portera sur tous les agissements de la compagnie depuis sa formation en 1911. Je veux savoir pourquoi cette Compagnie, avec l'assentiment des échevins libéraux, a fait payer par la ville de Montréal son impôt sur le revenu. Je l'ai déjà obligée, sous ma première administration, à restituer \$1,200,000 d'arrérage au Trésor municipal.

Je veux maintenant savoir pourquoi une compagnie, qui prétend n'avoir pas assez d'argent pour payer à Montréal le redevance annuelle de \$500,000, qu'elle lui doit pour l'usage de ses rues, a versé durant le même laps de temps au gouvernement fédéral \$5,000,000 d'impôt sur ses profits. Cela n'a pas de sens et nous allons réprimer les abus d'un régime qui a exploité le pouvoir pendant 40 ans.

En outre, si le comité d'arbitrage en vient à la conclusion que la municipalisation s'avère le meilleur moyen de régler ce problème, et si la ville de Montréal la réclame, non seulement je ne m'opposerai pas à la municipalisation, mais j'aiderai Montréal à municipaliser. De plus, le gouvernement est prêt pour aider à la municipalisation à faire cadeau à la ville de Montréal, et à la nouvelle organisation municipalisée, des 27 % de parts que la province, par l'Hydro, détient dans la Montreal Tramway. Et pour ce qui a trait à une augmentation de taux pour les usagers, il n'y en a pas eu sous le présent gouvernement et il n'y en aura pas sous notre régime.

(Applaudissements)

M. Godbout (L'Islet): La loi n'est qu'un camouflage des intentions du gouvernement qui pourrait tout de suite, s'il le voulait, régler le problème. On ne veut que gagner du temps avant les élections.

C'est une simple mesure dilatoire qui ne changera rien et ne réglera absolument rien. La promesse du premier ministre ne rime à rien puisque la municipalisation du tramway à Montréal sera faite sous un régime libéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai un droit de réplique. Mais pour donner un exemple à l'opposition, je ne m'en prévaudrai point.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 33.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse⁴.

Le bill 25 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier le bill 25.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement a décidé de modifier son bill.

Le comité étudie le paragraphe 16*b* de l'article 1 qui se lit comme suit:

"16*b*. L'appel peut être porté par toute corporation municipale intéressée dans la décision et par la Compagnie des tramways de Montréal.

"Si l'appel est porté par une corporation municipale, elle doit en donner avis, par ministère d'huissier, dans les quinze jours de la décision qui en fait l'objet, à la Commission métropolitaine de Montréal et à la compagnie; s'il est porté par la compagnie, celle-ci doit en donner avis, de la même manière et dans le même délai, à la Commission métropolitaine de Montréal."

Il propose, dit-il, que le paragraphe 16*b* de l'article 1 soit amendé comme suit:

"16*b*. L'appel peut être porté par toute partie en cause, par toute corporation municipale intéressée ou dont la population est affectée par cette décision, et par la Compagnie des tramways de Montréal.

"Si l'appel est porté par une partie en cause autre que la compagnie ou par une corporation municipale, l'appelante doit en donner avis à la Commission métropolitaine de Montréal et à la compagnie; s'il est porté par cette dernière, elle doit en donner avis à la Commission métropolitaine de Montréal.

"Cet avis doit, dans chaque cas, être signifié par ministère d'huissier, dans les trente jours de la signification qui a été faite de la décision en vertu de l'article 11 ou dans les cas où cette signification n'a pas lieu, dans les vingt jours de la date où l'appelante a connu cette décision.

"L'avis prévu par le présent article équivaut à une inscription en appel de la décision devant les arbitres qui seront nommés pour l'entendre. Il devra être déposé, avec le procès-verbal de sa signification, entre les mains du secrétaire des arbitres aussitôt que possible après sa nomination, mais l'appel ne sera pas invalidé ni déserté du fait du retard ou du défaut de tel dépôt."

Nous élargissons ainsi considérablement le droit d'appel.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que les élections auront lieu lorsque le comité d'arbitrage sera prêt à rendre sa décision?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Après les élections, il ne restera pas beaucoup de libéraux, ici, en Chambre. Les élections auront lieu

en temps opportun. Quant à la date, elle sera arrêté par le gouvernement et non par l'opposition.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quand le comité d'arbitrage va-t-il commencer à siéger?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le comité d'arbitrage va certainement procéder dans son enquête avec toute la diligence possible. Si on avait inséré dans le bill un article pour dire que les arbitres vont siéger tel ou tel jour, on m'aurait accusé d'être un dictateur.

M. Bienvenue (Bellechasse): Cependant rien, dans le texte, ne dit à quel moment le comité va se mettre à l'ouvrage. Il n'y a rien dans la loi qui presse les arbitres d'agir au plus tôt et qui fixe une date pour la présentation de leur rapport. Le premier ministre a voulu hâter les procédures en affirmant qu'il y avait urgence. S'il y a urgence à passer cette loi, il devrait y avoir urgence à avoir le rapport des arbitres. D'après le texte actuel, ils peuvent attendre au mois d'octobre, s'ils veulent, pour tenir leur première séance. Que l'on modifie ce texte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas possible. Le député devrait bien savoir que nous ne sommes pas pour dicter aux arbitres une ligne de conduite dès le départ. On peut s'attendre à ce que le représentant de Montréal dans le comité soit intéressé à ce que le comité commence à siéger le plus vite possible⁵. M. J.-O. Asselin, président du comité exécutif de la ville de Montréal, qui est un libéral, s'est déclaré fort satisfait de la teneur de notre bill.

Il y aura une enquête absolument complète, elle est instituée pour retarder la hausse des prix. Des recommandations et des suggestions nous seront faites. Si dans son rapport le comité d'arbitrage en vient à la conclusion que la municipalisation du service du tramway est le moyen le plus pratique et le plus sûr de régler la question et qu'elle est utile et avantageuse, nous aiderons la ville de Montréal ou la région métropolitaine à le faire en donnant les parts que nous détenons par l'Hydro-Québec dans la Montreal Tramways.

C'est vrai que nous possédons 20,000 actions de la compagnie, représentant 27 % des actions totales. Le gouvernement contribuera au succès de la municipalisation, car il est disposé à offrir gratuitement à la ville de Montréal les 20,000 parts que l'Hydro-Québec possède dans la compagnie de tramway, en ce qui concerne le service du transport.

(Applaudissements à droite. Sourires narquois à gauche)

M. Choquette (Montmagny): Des promesses!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait une revue des ramifications financières de la compagnie avec d'autres compagnies. La Shawinigan Power et la Montreal Power ont été créées et mises au monde par des amis de l'opposition actuelle, dit-il. Quand on peut obtenir, dans la pyramide des actions depuis 40 ou 50 ans, une amélioration de 50 %, je dis que c'est une amélioration merveilleuse.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 16b de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 16c de l'article 1 qui se lit comme suit:

"Si l'une d'elles néglige de nommer son arbitre et d'en donner avis conformément à l'alinéa précédent, l'autre peut demander au magistrat de district en chef de faire la nomination à la place de la partie en défaut. Cette requête doit être signifiée par huissier à cette dernière, avec un avis d'au moins huit jours de la date de sa présentation. Si la partie en défaut laisse écouler ce délai sans nommer son arbitre, le magistrat de district en chef le nomme alors lui-même, dans les huit jours suivant la date fixée pour la présentation de la requête, à moins que pour des raisons sérieuses il ne juge à propos d'accorder à la partie en défaut un délai additionnel, qui ne doit pas excéder huit jours."

La première phrase du deuxième alinéa est amendée en remplaçant le mot "et" après les mots "son arbitre" par "ou".

L'amendement est adopté.

Le deuxième alinéa du paragraphe 16c de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 16g de l'article 1 qui se lit comme suit:

"16g. La Commission des tramways de Montréal et la Compagnie des tramways de Montréal doivent donner aux arbitres et à leur secrétaire libre accès à tous leurs livres de compte, bilan, statistiques, archives et documents."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les arbitres auront accès à tous les livres de la Compagnie.

M. Chaloult (Québec): Je suis très heureux des paroles du premier ministre concernant la

municipalisation et le don des parts au public. Mais la loi est mal rédigée, les termes en sont confus et peu clairs. Elle ne dit pas un mot de la municipalisation et elle n'autorise qu'une enquête incomplète. Sans une bonne enquête, pas de municipalisation possible. Il faudrait que les arbitres aient le pouvoir de remonter dans leur enquête jusqu'en 1911 et même de réviser le contrat de 1918. Sans cet amendement, nous n'aboutirons à rien du tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas nous demander la lune.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) se déclare satisfait des paroles du premier ministre concernant la municipalisation. Les arbitres n'ont pas suffisamment de pouvoirs et ils devraient être capables de remonter à l'origine de la compagnie, soit à 1911, et non pas seulement à la date du contrat de 1918. Sans cet amendement, nous n'aboutirons à rien du tout⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une satisfaction verbale que vous voulez. Ça va être simple, je vais vous donner satisfaction. Bien que le texte de notre loi soit clair, je suis prêt, afin de calmer toutes les appréhensions, à apporter immédiatement un autre amendement qui stipulera que l'enquête pourra remonter jusqu'en 1911, c'est-à-dire aux origines de la compagnie.

Il propose que le paragraphe 16g de l'article 1 soit amendé en y ajoutant à la fin du paragraphe les mots: "et cela depuis 1911 à date."

M. Chaloult (Québec) se lève.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ne soyez pas ridicule, j'espère.

M. Hamel (Saint-Sauveur): (Souriant) Ça ne changera rien du tout.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le maire de Montréal a fait admettre au président de l'exécutif que si on municipalisait, il n'y aurait pas d'augmentation de taux.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il faut amender la loi dans ses conclusions pour arriver à la municipalisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne sommes pas pour forcer les arbitres à municipaliser. On ne peut donner au comité le

pouvoir de municipaliser le service du tramway. Croire le contraire serait puéril et ridicule. Le gouvernement sera prêt à accorder la municipalisation, mais encore faudra-t-il que la ville de Montréal la demande. C'est à la cité de décider. On ne peut pas imposer la municipalisation à la ville si elle n'en veut pas.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Si on change un article pour faire remonter l'enquête à 1911, il faut changer les conclusions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors nous allons enlever 1911.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le bill enlève le recours à la Cour d'appel. C'est une grave erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Accordez vos violons. Vous voulez que ça aille vite et si on va jusqu'en Cour d'appel, ça va prendre du temps⁷.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je note que l'on supprime un droit aux citoyens de Montréal et que c'est une très grave erreur.

M. Chaloult (Québec): J'insiste sur une enquête complète.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des excessifs des deux côtés. Nous prenons le chemin entre les deux.

M. Chaloult (Québec): C'est la politique d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La différence, c'est que nous marchons droit et qu'ils marchent croche.

M. Choquette (Montmagny): Tartuffe disait cela.

M. Dumoulin (Montmorency): Tartuffe n'est pas mort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un de vos cousins? Mon honorable ami le député de Montmorency est plus Fridolin⁸ que Tartuffe.

M. Dumoulin (Montmorency): J'aime autant être le Fridolin de l'opposition que la Bella Ouellette⁹ de l'Union nationale.

M. Godbout (L'Islet): La promesse du premier ministre de donner les 20,000 actions du tramway que la province possède, ainsi que toutes ses promesses, comme la phraséologie de son bill, ne signifient rien. Ce n'est pas le gouvernement actuel qui donnera à la cité de Montréal le privilège de municipaliser son tramway, mais le gouvernement du Parti libéral.
(Applaudissements à gauche)

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 16g de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 16i de l'article 1 qui se lit comme suit:

"16i. Les arbitres siègent au palais de justice à Montréal et leurs archives sont déposées et conservées au greffe de la Cour de magistrat de cet endroit."

Le paragraphe est amendé en ajoutant à la fin la phrase suivante: "Ils procèdent comme si l'instance avait originé devant eux."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 16i de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que le comité rapporte progrès.

Le comité ajourne ses travaux à 3 heures.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 30 janvier 1948**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession de
J. Normandeau et T. Deleigne**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Rennie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de The Montreal Tent and Tarpaulin Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de feu Joseph Normandeau et Thérèse Deleigne, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de The Montreal Tent and Tarpaulin Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de feu Joseph Normandeau et Thérèse Deleigne.

Projets de loi:**Bruno St-Georges et
Paul-Émile Carrier**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Rennie), que la décision de cette Chambre, en date du 29 janvier 1948, rejetant la motion suivante:

"Qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges, Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec soit rescindée.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 relatif à l'admission

de Bruno St-Georges, Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tramways de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie le paragraphe 16*m* de l'article 1 qui se lit comme suit:

"16*m*. Les arbitres, en décidant l'appel, peuvent infirmer, modifier ou confirmer la décision de la Commission des tramways de Montréal et rendre toute décision que, dans leur opinion, cette commission aurait dû rendre."

Le paragraphe 16*m* est amendé comme suit:

"16*m* Les questions de droit sont décidées par le président des arbitres et les questions de fait à la majorité de ces derniers.

"Le président des arbitres et ceux-ci ne sont liés par aucune ordonnance, décision ou rapport relatifs à des matières ayant directement ou indirectement quelque relation avec la question qui leur est soumise et ils peuvent, pour les fins de la décision sur l'appel, rendre en dernier ressort, sur ces matières, le président quant aux questions de droit et les arbitres quant aux questions de fait, toute ordonnance ou décision qui, dans leur opinion, aurait dû être rendue.

"Les arbitres, en décidant l'appel, peuvent infirmer, modifier ou confirmer la décision de la Commission des tramways de Montréal et rendre toute décision que, dans leur opinion, cette commission aurait dû rendre."

M. Chaloult (Québec): Le bill ne va pas assez loin à son gré, dit-il, et en conséquence il se verra obligé de voter contre en troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous prendrons dès la prochaine session toutes les mesures nécessaires pour remédier aux abus, selon les suggestions que pourront proposer les membres du comité d'arbitrage et d'enquête qui sera formé par

la présente loi. Le comité va commencer par étudier la structure financière de la Compagnie des tramways de Montréal depuis sa formation en 1911, et s'il découvre des abus, des injustices, nous prendrons les moyens qui s'imposeront pour y remédier. Nous n'attendons pas. Dès que nous aurons en main un rapport, préliminaire ou final, nous indiquant des injustices à réparer, nous agirons; car nous soignerons la maladie à mesure que les maux nous seront indiqués et que les remèdes nous seront suggérés.

Il fait observer que, sans le projet de loi qu'il présente, les nouveaux tarifs que veut charger la Commission pourraient entrer en vigueur immédiatement, indépendamment de tout appel de cette décision. Comme cette augmentation représente pour les citoyens de Montréal une augmentation d'environ \$3,000,000 par année, dit-il, c'est déjà une amélioration importante qu'apporte le projet de loi en empêchant l'augmentation des taux tant que le comité d'arbitrage n'aura pas rendu sa décision finale.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Si ce que nous dit le premier ministre était dans la loi, ce serait bien. Mais ça n'y est pas. On donne aux arbitres le pouvoir de rendre toute décision que, dans leur opinion, la Commission des tramways aurait dû rendre. En laissant cette disposition dans le bill, on lie le comité d'arbitrage au contrat de 1918, puisque la Commission des tramways y est elle-même liée.

M. Chaloult (Québec) et M. Laurendeau (Montréal-Laurier) veulent que le gouvernement donne aux arbitres le pouvoir et le droit de décider en marge du contrat de 1918.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Supposons que les arbitres décident que l'augmentation est justifiée et que, d'autre part, ils présentent un rapport à l'effet que la capitalisation qui est à la base du contrat de 1918 est soufflé de moitié; quelle contradiction! Il faudrait leur permettre de procéder sans se soucier du contrat, si nécessaire.

Supposons aussi que les enquêteurs décident en faveur de l'augmentation et que leur rapport soit incriminant pour la compagnie. Les nouveaux taux vont prendre effet et le rapport pourra être envoyé aux oubliettes. Tant que la loi n'aura pas été amendée, il y aura danger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le gouvernement pourrait-il aller plus loin dans le règlement de la question du tramway? On ne peut ordonner la tenue d'une enquête et anticiper sur

la décision qui sera rendue par les arbitres. On ne peut prévoir d'avance que les arbitres vont décider telle ou telle chose. Nous devons donner à la population la certitude de l'équité, tempérée par le bon sens et l'humanité.

Dans le prétendu contrat de 1918, qui est plus une imposition, on ne parle pas du tout des usagers du tramway. Il n'y a aucune clause qui les concerne, mais, par exemple, on a pris la précaution de garantir des dividendes de 6¼ % aux actionnaires. Est-ce juste? Je ne dis pas que le contrat ne doit pas être révisé.

Nous nommons un comité pour faire des recommandations à ce sujet. Nous attendons pour cela les recommandations du comité. Il ne serait pas juste de demander aux arbitres de rendre une décision avant d'avoir fait enquête. Toute cette affaire ne peut être réglée en quelques semaines, voire même en quelques mois.

Le projet de loi va aussi loin que possible pour le moment. Le projet de loi que nous présentons a un double but bien défini. Le comité d'arbitrage aura deux choses absolument distinctes à faire. En premier lieu, il s'agit de siéger pour faire une étude du problème de l'augmentation des tarifs et décider de la demande d'augmentation de taux formulée par la compagnie.

En second lieu, nous voulons que le comité d'arbitrage fasse une étude complète de la question du tramway et une enquête sur toute la structure financière de la compagnie et nous soumette ensuite ses recommandations ainsi que des suggestions quant aux remèdes à apporter pour la solution de la question du tramway. La composition du comité d'arbitrage prévu par le projet de loi assure une enquête entièrement impartiale.

Je ne considère pas juste la décision de la Commission des tramways de Montréal d'augmenter le prix des billets. Raisonnablement, pour le moment, on ne peut aller plus loin que d'ordonner une enquête, il me semble.

Au sujet des taux, on ne peut pas demander au comité d'arbitrage de mettre de côté la loi par laquelle la Législature a approuvé le contrat de 1918. Il se peut que le comité demande que telle ou telle clause du prétendu contrat de 1918 soit biffée, qu'il recommande la municipalisation par la ville ou la Commission métropolitaine. Il n'est pas raisonnable d'anticiper sur la décision qui sera prise à ce sujet.

Le contrat de la Montreal Tramways est une loi. On ne peut donner à tout comité d'arbitrage, peu importe sa composition, le droit de modifier toute loi votée par les membres de l'Assemblée législative. On n'a jamais entendu dire qu'un comité d'arbitrage peut

amender une loi. Seuls les membres de l'Assemblée législative ont le pouvoir d'amender toute loi qu'ils ont eux-mêmes votée antérieurement et il serait antidémocratique de déléguer de tels pouvoirs.

Cette prérogative n'est dévolue qu'aux représentants du peuple et ce serait la violer que d'accorder pareil pouvoir à des arbitres¹⁰. Un comité d'arbitrage ne peut pas légiférer, dépouiller les députés de leurs prérogatives. Mais il peut suspendre sa décision sur les taux tant qu'un remède final n'aura pas été apporté à la situation. Les arbitres étudieront la question, nous ferons rapport et nous déciderons ensuite à la lumière de leur enquête et de leurs suggestions.

Bref, le bill actuel est le premier projet de loi du genre réellement efficace. Et ce n'est que le commencement, il possède des dents et va produire des résultats. La Commission que nous avons nommée en 1937 avait fait des rapports préliminaires oraux et écrits mais les libéraux les ont changés.

Pour ce qui est de l'enquête, on ne peut pas non plus permettre aux arbitres de se substituer aux législateurs et à la ville de Montréal pour décider par exemple de municipaliser le tramway. Ils feront des suggestions et le gouvernement les appliquera. Si le comité d'arbitrage recommande la municipalisation, nous donnerons absolument pour rien à la ville de Montréal ou à la Commission métropolitaine, selon le cas, pour en assurer le succès, les actions que possède Hydro-Québec dans le tramway de Montréal, en ce qui concerne le service du transport. Elles représentent 27 % de toutes les actions de la Compagnie des tramways.

(Regardant les députés de Québec (M. Chaloult) et de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) N'est-ce pas là une immense amélioration sur ce qui existait auparavant? Pourquoi s'accrocher aux étoiles qui sont trop près de la lune? Le Seigneur est descendu du paradis pour montrer aux humains qu'il faut avoir les pieds sur la terre.

À l'heure qu'il est, il est impossible pour un gouvernement provincial d'aller plus loin. Quand le comité aura révélé, avec son enquête, ce que je crois qu'il va révéler, le gouvernement appliquera les remèdes qui s'imposent. Il faut faire attention, en appliquant un remède à un malade de ne pas le tuer avec le remède. On parle d'élection. Ce n'est pas une loi électorale. Il n'y a rien qui dit que nous en aurons cette année et rien qui dit non plus que nous n'en aurons pas. Nous avons été élus pour cinq ans.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre parle-t-il pour le dictaphone qui, paraît-il, est installé enfin aujourd'hui¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ne nie pas la rumeur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La Commission nommée par l'Union nationale en 1937 pour faire enquête sur la question des tramways de Montréal n'a apporté aucun résultat; elle s'est nommée un secrétaire et s'est arrêtée là. La Commission nommée par les libéraux en 1939 a soumis un rapport volumineux, mais M. Beaugregard a démissionné en déclarant qu'il ne pouvait établir l'actif physique de la compagnie, la guerre l'en empêchant. Et nous avons fait payer les frais par la Compagnie de tramways.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est donc le peuple qui a payé. Il est injuste de prétendre, comme l'a fait l'opposition, que la Commission nommée en 1937 pour procéder à une enquête sur la question du tramway n'a rien fait. De 1936 à 1939, nous étions pris avec le chômage. Elle s'est mise au travail en 1938 et, après les élections de 1939, elle a été destituée. Mais dans ce court laps de temps, elle a fait quelque chose.

N'aurait-elle réussi qu'à obliger la compagnie à remettre \$1,250,000 à la ville de Montréal, alors que la compagnie n'avait pas donné un centin sous les régimes libéraux, que ce serait déjà beaucoup. La Commission d'enquête, nommée par les libéraux en 1940, n'a pu rien faire à cause de la guerre, de l'aveu même du chef de l'opposition. Et actuellement notre loi constitue une amélioration considérable.

M. Godbout (L'Islet): Pourquoi le premier ministre ne dit-il pas que c'est le peuple qui a payé la somme de \$1,200,000 qu'il a imposée en taxes à la compagnie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre voulait vraiment empêcher l'augmentation des taux, il aurait passé une loi pour autoriser la ville de Montréal à municipaliser le tramway.

(Applaudissements à gauche)

L'Union nationale est en retard de 11 ans. Pourquoi n'a-t-il pas repris en 1944 sa loi de 1937? Il n'a rien fait. Avait-il peur de compromettre ses amis? Avait-il des accointances avec la compagnie? Cette loi est du camouflage, de la poudre aux yeux, une manœuvre électorale. Tout ce que le premier ministre veut, c'est retarder l'affaire et faire ses élections en disant qu'il a empêché l'augmentation des taux. L'enquête sur la situation du tramway, vous ne la ferez pas plus en 1948 que vous ne l'avez faite de 1936 à 1939 et de 1944 à ce jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulions connaître les faits d'abord. Pouvons-nous humainement faire plus? Le gouvernement ne peut faire plus. Toute la question réside dans l'intégrité et la compétence des arbitres. La Commission rendra sa décision quand elle voudra. Et le comité d'arbitrage n'est nullement obligé de décider d'abord la question des taux. Il peut même, s'il le juge à propos, suspendre indéfiniment sa décision au sujet de l'augmentation des taux en attendant le résultat de son enquête et jusqu'à ce que nous ayons réglé définitivement le problème et qu'un remède final ait été appliqué. C'est même probable qu'ils le feront. Cette loi corrige une iniquité évidente et le gouvernement ne peut faire plus.

M. Godbout (L'Islet): (Applaudissements à gauche) Le premier ministre lève les bras en l'air et il demande ce qu'il peut faire de plus. Or, par ce bill, il ne fait absolument rien pour régler la question, mais il en retarde, au contraire, la solution.

Il n'y a pas de raison pour que la mesure soit devant la Chambre, parce que tout le problème relatif au tramway de Montréal pourrait être réglé sans délai à la lumière de l'étude et des recommandations faites par les deux commissions précédentes, une qui a été nommée par le gouvernement de Duplessis en 1937 et l'autre par mon gouvernement en 1941. Ces rapports étaient entre les mains de l'administration.

Pourquoi le gouvernement n'a pas utilisé l'actuelle Commission des transports et des communications? Le nouveau comité d'arbitrage qui est établi selon la loi sera appelé à enquêter, étudier et faire un rapport sur exactement le même problème que celui de la Commission actuelle, si seulement on permettait à cette Commission de faire le travail pour lequel elle a été créée au départ. Le gouvernement crée un comité d'arbitrage qui est lié d'avance et dont nous connaissons la décision avant même qu'il la rende, puisqu'il devra juger d'après les mêmes données que la Commission des tramways. Le bill dit que le comité d'arbitrage devra rendre la décision que la Commission aurait dû rendre. Or, la Commission des tramways va rendre sa décision non pas d'après ce bill, mais d'après le contrat de 1918¹².

La législation en discussion devant nous est inutile, n'a aucune signification et elle ne produira aucun autre effet quelconque. Le présent projet de loi devant la Chambre n'est qu'une forme de camouflage pour permettre au gouvernement de ne prendre ses responsabilités face au problème qu'après les élections. Elle retardera tout simplement l'échéance de l'augmentation des taux dans le but d'essayer de

permettre au gouvernement de passer au travers de la période électorale avec le moins de problème possible. C'est tout ce que le gouvernement fait avec sa loi.

Le premier ministre se vante d'avoir fait payer \$1,250,000 à la Compagnie des tramways. Qui a payé la somme sinon les usagers du tramway? Nous ne nous vantons pas de faire payer à telle ou telle compagnie telle ou telle somme, ce qui est une politique insensée pour un gouvernement qui se respecte. Le premier ministre avait déjà promis de mettre à la raison le trust de l'électricité qu'il traitait avec rage dans l'opposition et auquel il n'a jamais voulu toucher. Par une mesure courageuse, c'est nous qui l'avons mis à la raison en créant Hydro. Et dans un avenir très rapproché, ce sera encore nous, du Parti libéral, qui réglerons la question du tramway sans augmenter les taux au bénéfice de la population de Montréal.

Le peuple de la province sait qu'il y a moins d'écart entre les promesses et les réalisations des libéraux qu'entre les promesses et les réalisations de l'Union nationale. Celui-ci ne lui offre que des promesses électorales. Le peuple a confiance que la question sera réglée plus rapidement par les libéraux. Le premier ministre a toujours négligé de remplir ses promesses, telle celle relative à l'abolition de la taxe de vente. Lorsque son gouvernement sera au pouvoir, dit-il, il va faire en sorte que la population de Montréal soit protégée contre les coûts élevés du transport, soit par la municipalisation ou par un autre moyen. Je répète, une dernière fois, que le comité d'arbitrage devra décider comme la Commission des tramways, en se basant sur le contrat de 1918 et non sur le bill qui ne vaut rien.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi prévoit que le comité d'arbitrage aura la pleine autorité pour aller au fond des choses. Lorsqu'il se rapportera au gouvernement, ses recommandations seront communiquées à l'Assemblée législative, qui va alors agir conformément aux droits et aux intérêts de la population de Montréal. Si dans le cours de l'enquête, le comité d'arbitrage en vient à la conclusion qu'il y a eu des abus et des injustices, nous n'attendrons pas à la prochaine session pour y remédier.

Dès que nous aurons un rapport, serait-ce même avant la fin de l'enquête, nous prendrons les moyens d'agir suivant les recommandations du comité. Nous appliquerons les remèdes aux maux à mesure qu'ils nous seront signalés, sans attendre le jugement final.

M. Chaloult (Québec) critique à nouveau l'amendement qui détermine les pouvoirs des arbitres. Ces pouvoirs ne sont pas assez considérables, à son avis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le comité a des pouvoirs comme on n'en a jamais accordé à des organismes du même genre. En empêchant l'augmentation des tarifs, par le projet de loi, le gouvernement sauve \$2,000,000 par année aux citoyens de Montréal. Il se peut que toute la question des taux puisse être indéfiniment suspendue. On ne sait ce qui peut se produire¹³.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 16*m* de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 16*o* de l'article 1 qui se lit comme suit:

"16*o*. La décision de la Commission des tramways de Montréal, dans toute affaire susceptible d'appel devant les arbitres, ne devient exécutoire que soixante jours après avoir été rendue. Si elle est effectivement portée en appel, son exécution reste suspendue pendant tout le cours des procédures devant les arbitres et jusqu'à la décision finale de ces derniers; cette décision des arbitres est définitive et sans appel, tant sur les questions de droit que sur les questions de fait, elle est exécutoire dans les trente jours de sa date."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La décision du président des arbitres, sur les questions de droit, et celle des arbitres sur les questions de fait, seront définitives et sans appel.

Le paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"16*o*. La décision de la Commission des tramways de Montréal, dans toute affaire susceptible d'appel devant les arbitres, ne devient exécutoire que soixante jours après avoir été rendue. Si elle est effectivement portée en appel, son exécution reste suspendue pendant tout le cours des procédures devant les arbitres et jusqu'à la décision finale de ces derniers, laquelle devient exécutoire trente jours après sa date.

"La décision du président des arbitres sur les questions de droit et celle des arbitres sur les questions de fait sont définitives et sans appel."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 16*o* de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité propose un nouvel article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite cédule est de plus modifiée en y ajoutant, à la fin du paragraphe 1 de l'article 92, intitulé *Frais d'exploitation et taxes*, l'alinéa suivant:

"Le mot *"taxes"*, dans le présent paragraphe 1, ne doit pas être interprété comme incluant ou ayant déjà inclus les impôts ou taxes payables par la compagnie sur ses revenus, ses profits ou ses surplus de bénéfices.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'un des points auquel le gouvernement veut remédier immédiatement par cette loi, c'est de faire payer les taxes par les actionnaires au lieu de les laisser payer par la Compagnie. Le gouvernement prend ainsi des mesures pour empêcher la Compagnie de faire payer par ses clients ce qu'elle verse à Ottawa en impôt. Il tient, dit-il, une information à l'effet que la Compagnie a payé en impôts à Ottawa une somme de \$5,000,000, laquelle aurait été supportée par les usagers, alors qu'elle aurait dû l'avoir été par les actionnaires. On a fait payer par les passagers du tramway la taxe sur le profit des actionnaires, dit-il. Des actionnaires qui reçoivent plus que 6 % d'intérêt devraient au moins payer leurs propres taxes à Ottawa et non les faire payer par les usagers du tramway. Si cela se faisait sous les régimes libéraux, ça ne se fera plus sous le régime de l'Union nationale.

Je dis que cela est une iniquité à laquelle nous allons remédier immédiatement, et avec un effet rétroactif. Nous n'endurerons pas cela. Nous ferons payer ceux qui font des profits et à qui ont à garantir 6 1/2 % de dividendes. S'il arrive que d'autres révélations nous sont faites au cours de l'enquête, nous y verrons immédiatement. L'examen des livres de la compagnie, un inventaire complet, l'audition des témoins et des experts, tout cela va permettre aux municipalités concernées et à la Législature de régler le problème définitivement. Nous jetons, en ce moment, les bases d'une solution qui va bénéficier à toutes les municipalités.

Le résultat de cet amendement, c'est que le comité d'arbitrage ne sera pas lié par les dispositions du contrat de 1918 ni par les interprétations qui en ont été faites subséquemment et grâce auxquelles le gouvernement fédéral percevait un impôt sur les profits bruts, alors que la Compagnie prétendait ne pas pouvoir payer sa redevance annuelle de \$500,000 à la ville de Montréal. Il signale la correction importante que son projet de loi fait au prétendu

contrat. Celui-ci permet à la compagnie, dit-il, de payer près de \$5,000,000 à Ottawa à même ses profits et vient dire ensuite à la ville de Montréal qu'elle n'a pas d'argent et est obligée de hausser ses tarifs.

La métropole a perdu de ce fait près de \$4,000,000 depuis 1940. Ce sont les contribuables de Montréal qui se sont trouvés à payer l'impôt fédéral pour la compagnie. C'est une chose qui n'a pas de bon sens et nous disons tout de suite que le comité d'arbitrage pourra mettre ça de côté.

Le nouvel article 2 est adopté.

Et, en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le comité propose un nouvel article 3, qui se lit comme suit:

"3. Les arbitres nommés pour entendre le premier appel formé en vertu de la présente loi feront, pendant le cours de l'instance en appel, une étude soigneuse de la question des tramways de Montréal, en vue d'un règlement approprié, juste et définitif de cette question et feront au lieutenant-gouverneur en conseil rapport de leurs constatations et suggestions à ce sujet, en même temps qu'ils rendront leur décision ou dans le délai que pourra fixer le lieutenant-gouverneur en conseil."

Le nouvel article 3 est adopté.

Et en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le nouvel article 3 est modifié pour ajouter après les mots "tramways de Montréal" les mots "depuis 1911".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La présente loi a son effet depuis le 2 janvier 1948."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi sera considéré en vigueur depuis le 15 novembre 1947.

L'article 4 est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. La présente loi a son effet depuis le 15 novembre 1947."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) demande le vote. Le bill n'aura de toute façon pas d'effet.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 33.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill 25 est, en conséquence, lu une troisième fois¹⁴.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cité de Montréal

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28

concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure pour permettre à la ville de Montréal de prévoir un revenu possible, au moment de la préparation de son budget annuel, le revenu provenant d'une augmentation de l'évaluation dans le relevé cadastral qui est déposé à chaque année le 1^{er} décembre et qui sert pour l'année financière à partir duquel le budget est préparé, et, deuxièmement, pour permettre à la métropole de payer, à même son revenu réel de l'année financière en cours, les augmentations de salaires décrétées par les sentences arbitrales des 25 et 27 octobre 1947 rendues en faveur des employés municipaux de la ville de Montréal.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le bill du gouvernement vient à la suite des suggestions et demandes au conseil municipal de la métropole. J'ai voté en faveur de la demande faite par le conseil municipal de Montréal au gouvernement qui y donne suite par le bill à l'étude.

Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté), qui n'avait pas encore subi sa défaite comme conseiller, a voté avec moi et comme il nous promettait de voir son chef à ce sujet, je lui ai conseillé de demander au premier ministre de rembourser à la cité les \$3,000,000 que lui doit la province.

M. l'Orateur: L'honorable député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) ne peut parler de toutes les affaires financières de Montréal.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le bill a pour but de permettre au Conseil municipal de Montréal de payer plus convenablement ses employés. La demande a été faite à la Législature par l'ancien conseil exécutif dont faisait partie l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) qui a été un bon administrateur de la cité.

(Applaudissements à gauche)

J'invite tous les membres de cette Chambre à adopter ce bill à l'unanimité.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Petite industrie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 6 pour stabiliser la petite industrie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Goudreau (Richmond)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Terres et Forêts à concéder aux petits industriels, pour leurs exploitations forestières, des terres boisées du domaine de la couronne, au prix minimum de cinq cents dollars le mille carré et autres conditions qu'il jugera opportun de fixer.

2. Que la superficie du domaine concédé ne devra pas dépasser six cents milles carrés en tout, ni cinquante milles carrés par concessionnaire.

3. Que, en plus des conditions spéciales décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la rente foncière, les primes de transfert et les droits de coupe prescrits par la loi et les règlements des bois et forêts et par les modifications qui pourront y être apportées seront exigibles des

détenteurs des concessions forestières octroyées en vertu de ladite loi.

4. Que les octrois de concessions forestières faits sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions auront le même effet que s'ils résultaient d'une vente à l'enchère faite conformément à l'article 98 de la loi des terres et forêts.

5. Que, en sus des autres conditions décrétées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les bois coupés sur les concessions forestières octroyées sous son empire devront être ouvrés dans la province et ne pourront être exportés à l'état brut sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

M. Godbout (L'Islet): Excellente pensée, mais le projet est basé sur un mauvais principe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi vise à étendre les concessions de bois dur aux petites industries. Ceci représente une étape vers la décentralisation de l'industrie. La petite industrie a besoin de sécurité et de stabilité; ce bill a pour objet de lui donner l'une et l'autre.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il est entendu qu'il faut supporter et protéger la petite industrie mais la mesure ministérielle est trop imprécise, elle donne au ministre un blanc-seing qui peut inciter au favoritisme. Il aurait été préférable de faire des inventaires et de soumettre chaque demande à la Chambre. La loi des terres et forêts se trouve mise de côté et confiée au gré du gouvernement.

Il met le gouvernement en garde, dit-il, contre la dilapidation de nos ressources naturelles. Nous sommes rendus au point de saturation dans les concessions forestières. Avec ce nouveau système irrégulier, bientôt, on va dilapider ce qui reste de forêts dans les endroits accessibles. Sans compter que cette loi touche 13 petites industries qui ne sont pas désignées dans le projet. Pourquoi met-on de côté la loi générale? Ce n'est pas une loi générale mais une loi arbitraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on voulait se conformer à la loi générale, on n'aurait pas besoin de la loi à l'étude. La loi générale, en principe, ne vaut rien dans le cas qui nous occupe. Quant aux ventes à l'enchère, faites selon l'article 98, c'est le gouvernement qui en impose les conditions, et si la compagnie favorisée n'a pas la meilleure enchère, celle-ci peut être annulée. La loi actuelle comporte plus de publicité et assure plus de stabilité.

Les concessions se limiteront à une superficie maximum de 50 milles carrés et le total de la superficie que le projet de loi concédera sera de 600 milles carrés à un prix de pas moins de \$500 du mille carré. Quant à l'inventaire, nous l'avons commencé et il se continuera. Il existe des limites de bois franc non utilisé par les compagnies exploitant le bois mou et nous les mettrons à la disposition de 50 à 52 petits industriels de toute la province. Et nous fixons un prix minimum, ce qui n'existe pas dans les ventes à l'enchère. Quant à la défense d'exportation, elle vise à assurer le manufacturage dans la province, à l'avantage de notre population.

M. Drouin (Abitibi-Est): La loi aidera-t-elle les compagnies de mines qui ont besoin de bois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela aidera surtout les manufactures de portes et châssis.

M. Godbout (L'Islet): Le but de la loi est excellent, mais le principe du bill est excessivement mauvais parce qu'il donne trop de latitude aux membres du parti au pouvoir. Le gouvernement se donne toute autorité pour décider à qui, à quelles conditions et pour quel montant les terrains seront concédés. Quand j'étais à l'administration, les compagnies nous ont demandé des privilèges semblables. Mon gouvernement a refusé de faire des échanges avec les grandes et petites compagnies.

Sauf dans certains cas concrets où la chose s'imposait, nous avons fait faire des inventaires forestiers avant de consentir à certains échanges et nous avons présenté à la Chambre des législations qui ne pouvaient soulever aucune critique. Quand ces mesures furent soumises à la Chambre, les députés savaient exactement sur quoi ils votaient.

Les concessions seront accordées sur une base individuelle par l'Assemblée législative au lieu de l'être par décret comme le projet de loi le prévoit. Je pense bien que le premier ministre voudrait faire comme les amis de l'Union nationale que je vois pillant nos réserves cantonales de presque tous les comtés de la province. Dans le comté même du ministre des Terres et Forêts, des réserves cantonales ont été complètement épuisées depuis trois ans. Je voudrais qu'on me nomme un comté où les réserves cantonales n'ont pas été dévastées?

M. Larivière (Témiscamingue): Le mien.

M. Godbout (L'Islet): Vous aurez un diplôme d'honneur.

M. Larivière (Témiscamingue): Je n'en veux pas un rouge.

(Mouvements divers)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le chef de l'opposition est mal renseigné, puisque mon ministère n'a pas permis l'exploitation d'une seule réserve cantonale. Il n'a jamais donné un permis de coupe sur les réserves cantonales, sauf s'il s'agit de bois brûlé, renversé ou malade, et cela, pour l'usage personnel de ceux qui sont dans le besoin.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre est mal renseigné. J'ai vu des réserves cantonales totalement ruinées dans mon propre comté depuis trois ans. Elles ont été pillées sans justification. Les députés ont le droit de savoir quelles concessions ils approuvent. Il y a des échanges justifiables, mais la Chambre doit les connaître dans tous les détails. Qu'est-ce une petite industrie au sens du bill?

C'est un statut qui sera déterminé par une loi du prochain gouvernement libéral. Le gouvernement ne doit pas se mettre en danger de laisser l'exploitation des ressources forestières de notre province à des amis. Il demande au premier ministre, dit-il, de donner plus de précisions à la Chambre sur ses intentions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement étudie les moyens à prendre pour forcer les grandes compagnies à acheter le bois des colons.

M. Bienvenue (Bellechasse): Cinquante milles carrés, c'est comme d'ici à Sainte-Anne de la Pérade. Est-ce raisonnable de donner cela à un seul individu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une industrie peut avoir besoin de cela.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pas une petite industrie. Une concession de 50 milles carrés ne concerne plus, à mon point de vue, une petite industrie mais une grande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas une grande industrie ne voudrait de 50 milles carrés, surtout quand la coupe est faite selon les possibilités de renouvellement. Dans cette condition, peu de bois peut être coupé.

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement ne devrait pas avoir le droit de permettre l'exportation

du bois vendu à ces industries. La loi devrait prohiber toute exportation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas une seule province n'était aussi opposée à l'exportation que la province de Québec parce qu'il n'est pas juste que nos voisins du sud bénéficient du manufacturage de notre bois, sauf dans ces cas spécifiques où il recevrait de triples avantages en retour. Il peut y avoir des cas exceptionnels.

M. Hamel (Saint-Sauveur) demande que les arrêtés ministériels passés en vertu de ce bill soient déposés devant la Chambre à l'ouverture de la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte de mettre dans la loi un *proviso*.

Est ajouté, avant l'article 8, l'article suivant:

8. Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés à l'Assemblée législative dans les quinze premiers jours de la session suivante.

Adopté.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à la stabilisation de la petite industrie, désapprouve les résolutions relatives au bill 6 intitulé: Loi pour stabiliser la petite industrie, parce que lesdites résolutions prêtent au favoritisme politique et ouvrent la porte à tous les abus.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 30.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions relatives au bill 6 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à la stabilisation de la petite industrie, désapprouve le bill 6 intitulé: Loi pour stabiliser la petite industrie, parce que ledit bill est inefficace, qu'il prête au favoritisme politique et ouvre la porte à tous les abus."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout,

Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 30.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte après division¹⁵.

Indemnisation des jurés et témoins

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 pour indemniser les jurés et les témoins aux enquêtes des coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose du consentement unanime, que la Chambre,

lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30¹⁶.

NOTES

1. Contrairement à ce qu'indique le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1948, à la page 6, *La Presse* du même jour, à la page 43, souligne que M. Beaulieu a dit que la commission avait remis un rapport.

2. Alors que *La Presse* du 31 janvier 1948, à la page 43, mentionne le montant de \$6,800, le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 6, rapporte le montant de \$6,000.

3. D'après *L'Événement* du 31 janvier 1948, à la page 12, M. Chaloult a lu cette phrase.

4. Selon *Le Devoir* du 30 janvier 1948, à la page 3, il est 12 h 15 lorsque le bill 25 est lu une deuxième fois.

5. *L'Événement* du 31 janvier 1948, à la page 12, souligne que l'argument de M. Bienvenue n'impressionne pas le premier ministre.

6. *Le Devoir* du 31 janvier 1948, à la page 3 souligne que M. Chaloult et M. Laurendeau ont utilisé cet argument à tour de rôle.

7. *Le Canada* du 31 1948 janvier, à la page 2, explique que M. Duplessis s'exprime sur le ton d'un chef d'orchestre très ennuyé d'avoir du fil à retordre.

8. Le personnage créé à la radio en 1937 par le comédien et auteur dramatique Gratien Gélinas.

Fridolin est un adolescent montréalais naïf et débrouillard, tendre et cynique qui par ses monologues commente l'actualité politique, sociale et culturelle de l'époque. Il est le personnage principal de la revue annuelle *Les Fridolinades* (1938-1946).

9. Agnès Isabelle Ouellette, dit Bella Ouellette (1885-1945). Actrice née à Montréal. Elle a fait carrière à Montréal et à Québec. Elle a joué autant dans des pièces dramatiques que dans des pièces comiques dont des revues annuelles. Elle a interprété quelques pièces écrites par Gratien Gélinas. Pour plus d'informations consulter: Raoul Lery, "Madame Bella Ouellette", *Canada qui chante*, juin 1928, vol. 2 n° 6, page 2 et André Versailles, "Bella Ouellette", *Radiomonde*, 8 juin 1940, vol. 2, n°31, pages 11, 17 et 18.

10. Le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1948, à la page 3, souligne que M. Duplessis fait cette remarque à l'intention de M. Chaloult et M. Laurendeau.

11. *Le Canada* du 31 janvier 1948, à la page 2, donne le commentaire suivant concernant cette intervention de M. Casgrain: "La rumeur, en effet, a couru qu'on a posé, la nuit précédente, l'instrument de propagande; on peut du reste voir le micro sur le pupitre du premier ministre." Pour connaître le début de cette affaire, consulter la séance du 20 janvier 1948.

12. Le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1948, à la page 3, rapporte que cette interprétation fait sourire M. Duplessis.

13. Contrairement à ce que rapporte l'ensemble des journaux, *La Patrie* du 31 janvier 1948, à la page 33, indique que les échanges précédents n'ont pas eu lieu au moment de l'étude du paragraphe 16m de l'article 1, mais lors de l'ajout de l'article 3.

14. D'après *Le Devoir* du 31 janvier 1948, à la page 1, il est 4 h 20 au moment de la troisième lecture.

15. D'après le *Quebec Chronicle Telegraph* du 31 janvier 1948, à la page 3, la Chambre se serait formée en comité plénier, après la deuxième lecture du bill 6. Durant ledit comité plénier, les articles du bill ont, semble-t-il, été étudiés et discutés article par article. Or, dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1948, vol. LXXXIII, pp. 98 à 102, il n'est aucunement fait mention de la formation de la Chambre en comité plénier pour étudier le bill 6 article par article. Puisque la source officielle demeure celle des *Journaux de l'Assemblée législative*, la formation en comité plénier n'est pas retenue à cette étape de la procédure parlementaire.

16. Selon *Le Soleil* du 31 janvier 1948, à la page 3, la Chambre s'est ajournée à 5 h 15.

Première séance du mardi 3 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ratification de règlements et contrats
pour Montréal-Est

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Dépôt de documents:

Ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture, 1947. (Document de la session no 11)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à trois heures de l'après-midi.
Adopté.

La séance est levée.

Deuxième séance du 3 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Georges-Alidor Boulet et
Roger Boulet

M. Ducharme (Lavolette) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de The International Society of Commerce Limited, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de The International Society of Commerce Limited.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 130 concernant la Société Saint-André de Montréal;

- bill 114 interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc.

Et, avec des amendements:

- bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson

Le comité fait aussi rapport que le bill 106 de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, a été référé à votre honorable Chambre pour considération.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Emprunts des
corporations scolaires**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 relatif aux emprunts temporaires de certaines corporations scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**École d'agriculture
de La Ferme, Abitibi**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 relatif à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société
Saint-Georges de Québec**

M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 modifiant l'acte pour incorporer la Société Saint-Georges de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget supplémentaire
1947-1948**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 3 février 1948
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Questions de privilège:**Installation d'un dictaphone
à l'Assemblée**

M. Godbout (L'Islet): Mon intervention a pour but de revendiquer la protection des privilèges de tous les députés de l'Assemblée législative, dans leur ensemble, sans distinction. M. l'Orateur, à la fin de mon discours une motion sera présentée.

Dans le bureau du premier ministre, on me dit qu'il y aurait un appareil pour enregistrer toutes ou une partie des délibérations de l'Assemblée législative. Les députés ont remarqué sur le pupitre du premier ministre un instrument qu'on appelle dictaphone dont le rôle probable est d'enregistrer les discours et les débats, soit pour une personne et un parti, soit pour tous les députés. Il convient donc que le premier ministre nous dise ce dont il s'agit, car à la base même de la justice parlementaire et des libertés de la députation, dans un pays démocratique, on trouve l'égalité du droit de parole.

Cette liberté comporte les mêmes privilèges pour tous les membres d'une même Chambre. En cette Chambre les députés doivent donc avoir la même liberté de parole et ont droit aux mêmes privilèges. L'installation d'un appareil dictaphone sur le bureau d'un député viole les droits de la Chambre en plaçant les autres membres de l'Assemblée sur un pied d'inégalité.

Jusqu'ici, dans notre province, pour rapporter les délibérations et extérioriser les débats de l'Assemblée législative, nous avions la grande presse de Québec et de la province. Il n'a aucune objection, dit-il, à ce que l'on rapporte tous les débats comme le font les journaux représentés ici par le plus beau groupe de courriéristes parlementaires que l'on puisse désirer. Point n'est besoin de cette machine pour rapporter les débats, dit-il, la presse remplit à merveille son devoir dans ce domaine. Elle rapporte les débats avec une impartialité et une exactitude qui lui font honneur. Je pense sincèrement qu'elle est aussi indépendante, dans ses rapports, que celle de n'importe quel autre pays.

Je ne connais nulle part ailleurs aucun groupe de courriéristes parlementaires qui ne se donne plus

de peine à reproduire avec autant d'exactitude ce qui est dit ici, parfois rapidement et en toute hâte et qui remplisse mieux son devoir que celui qui occupe la Galerie de la presse en cette Chambre. Je tiens ainsi à rendre cet hommage public à la Galerie de la presse. Devant la presse, tous les députés de cette Chambre sont égaux et je voudrais que cette égalité demeure.

Si le dictaphone que le premier ministre a fait installer dans son bureau n'enregistre que pour lui ou pour un groupe, il n'y a plus d'égalité, car cela lui donne devant la province une position avantageuse accordée à aucun autre député. Le premier ministre n'a pas plus droit qu'un autre à ce traitement de faveur aux frais de la province. Nous avons été témoins, la semaine dernière, et ce n'est pas la première fois, de débats au cours desquels le premier ministre a changé d'idée entre le début et la fin d'un débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition parle, mais qu'il reste au moins dans les limites du sujet qu'il a attaqué et qui est déjà hors d'ordre. Les remarques du chef de l'opposition sont hors d'ordre, d'abord parce que le chef de l'opposition rappelle des débats antérieurs, - on ne peut faire allusion à un débat antérieur, - ensuite parce qu'il soulève un débat contentieux sans qu'une motion ait été présentée à la Chambre. Le chef de l'opposition a droit de présenter une motion, mais il ne doit pas donner prise à un débat avant que cette motion ne soit présentée.

M. Godbout (L'Islet): J'ai le droit d'expliquer ma motion. J'ai annoncé dès le début de mon intervention que je présenterais une motion à la suite de mon discours, et que mes remarques ne sont que préliminaires à ma motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas ici d'une question de privilège. L'essence même de la question de privilège est d'être présentée de manière à ne pas soulever de débat. Le député doit se contenter d'exposer les faits. Je demande, M. l'Orateur, qu'il y ait adjudication sur mon point d'ordre. En vertu de l'article 195, je crois que toutes ces remarques sont hors d'ordre et que le chef de l'opposition n'a d'ailleurs pas le droit de présenter une motion à ce stade-ci de la procédure sans en donner un avis au préalable. Il n'a pas donné d'avis. Il faut un avis. Pour ma part, je n'ai pas d'objection à ce qu'on parle de cet instrument, mais sans soulever de débat.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'a pas le droit de dire que ma motion est hors d'ordre. M. l'Orateur, par cette motion, mon seul but est d'établir comment les privilèges des députés de cette Chambre sont violés par cet instrument.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il y a deux sortes de questions de privilège. Celle dans laquelle le député se borne à réclamer et celle où il conclut par une motion. La première ne peut soulever de débat, mais la deuxième le peut. L'article 195 des règlements dit clairement que "tout député qui soulève une question de privilège peut conclure par une motion ou se borner à réclamer"; il n'est donc pas nécessaire de donner un avis de motion préalable. Et le paragraphe 2 de l'article ajoute: "S'il se borne à réclamer, ses paroles ne doivent se référer à aucun sujet qui prête à discussion, et nul débat ne peut s'ensuivre". Or, le chef de l'opposition a dit qu'il présenterait une motion; donc, ce paragraphe 2 ne s'applique pas ici.

M. l'Orateur: Les remarques sur les questions de privilège doivent être exposées brièvement et de manière non contentieuse, et ne jamais soulever de débat. Que le chef de l'opposition, pour se conformer aux règlements, expose ses prétentions d'une façon brève.

M. Godbout (L'Islet): Mes remarques seraient déjà terminées si le premier ministre ne m'avait pas interrompu. Le dictaphone pourra donner au premier ministre l'occasion de s'accorder le crédit de discours qu'il aura prononcés en dehors de la Chambre et que l'on présentera comme ayant fait partie des débats de la Législature.

Si le dictaphone n'a pour but apparent d'enregistrer les discours que d'un seul député ou du premier ministre, c'est une iniquité pour tous les autres membres de cette Chambre, car les dépenses ont été payées à même les deniers de la province. On n'a pas le droit, au frais de la province, de donner un avantage à un parti. Si, d'autre part, l'appareil dans le bureau du premier ministre a pour but d'enregistrer toutes les délibérations de la Chambre, ceci constitue une injustice et ce serait encore pire, car c'est mettre entre les mains d'une organisation de parti une arme qui pourra servir au désavantage de plusieurs.

Ce sera la plus grande violation parlementaire du privilège des députés qu'on n'aura encore jamais vue dans un pays démocratique que de placer entre les mains de l'organisateur politique d'un parti l'enregistrement des débats d'une Chambre. Ce

dernier peut ensuite faire reproduire à l'extérieur de la Chambre nos délibérations, en leur donnant, si on veut, une toute autre signification en les faisant apparaître sous un faux jour, ou en modifier la couleur à volonté en tronquant ces débats.

Il serait inique que cet appareil installé au frais de la province serve à reproduire des parties de discours, séparées de leurs contextes, pour mettre un député en mauvaise posture. Une telle installation, si elle est jugée nécessaire ou judicieuse, devrait être mise à la disposition de tous les députés de la Chambre et certainement pas à l'usage exclusif d'un seul député de l'Assemblée législative parce que son parti est au pouvoir. J'espère que le premier ministre ne persistera pas dans son dessein. Je réclame justice égale pour tous les députés.

C'est en violant, comme cela, les règles élémentaires de la justice dans les institutions parlementaires qu'on fait perdre au peuple le respect de ces institutions, au bénéfice des dictatures, du communisme et que l'on donnera raison à ceux qui voudraient tuer la démocratie.

(Applaudissements à gauche)

Nous ne devons pas poser un principe comme celui-là.

Je réclame que l'on nous dise s'il existe réellement un appareil pour enregistrer les discours. Qu'on nous dise ce qu'est cet appareil et quel est son but. Nous voulons savoir ce qui en est de cette affaire. Et s'il existe, s'il a été posé là pour l'usage d'un seul parti, qu'il disparaisse dans l'intérêt et le bon renom de la province, et aussi pour la tranquillité de la conscience du premier ministre.

Je propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que cette Chambre exprime l'avis:

Que l'installation dans l'enceinte de l'Assemblée d'un dictaphone, contrôlé par un membre du gouvernement et réservé à l'usage exclusif d'un député, viole les droits de la Chambre prise comme corps, en plaçant les membres de celle-ci sur un pied d'inégalité.

Des députés ministériels font un chahut¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Toute cette discussion est absolument illégale et la motion du chef de l'opposition ne tient pas debout. Elle démontre qu'il n'a évidemment pas grand-chose à dire, car il vient de se livrer à son massacre habituel de la vérité en marge des règlements. Depuis 21 ans que je suis dans cette Chambre, c'est la première fois qu'un débat semblable est soulevé. Au

sujet de quoi? D'un dictaphone. Parce que, si je m'en tiens aux paroles du chef de l'opposition, on aurait placé un dictaphone dans mon pupitre pour enregistrer ce que je dis; je ne le sais pas, ce n'est pas moi qui l'ai mis là. En quoi cela contrevient-il aux règlements de la Chambre? Un tel dictaphone n'enfreint pas les droits et les prérogatives des députés de la Chambre.

On pourrait se plaindre si le dictaphone faisait du bruit, interrompait les orateurs, ou troublait de quelque façon la paix de la Chambre, mais tel n'est pas le cas. Est-ce que le chef de l'opposition dit que le dictaphone fait du bruit en Chambre, de façon à empêcher les députés de parler ou de s'entendre parler? Est-ce qu'il dit que ça interrompt la discussion? Est-ce qu'il dit que cela enfreint les règlements? Cela empêche-t-il l'Orateur de la Chambre de maintenir l'ordre? Pas du tout. Il dit: "Le premier ministre a un dictaphone et je n'en ai pas. Donc, le premier ministre ne devrait pas en avoir." Le chef de l'opposition voudrait-il en avoir un?

Un dictaphone, c'est un instrument qui enregistre les paroles de celui qui parle dedans. Pourquoi avoir peur d'un appareil qui rapporte exactement les paroles? Il n'y a rien dans les règlements qui empêche un député d'avoir dans son pupitre un dictaphone. Du moment que l'appareil ne fasse pas de bruit et ne dérange personne, à condition que les décisions de l'Orateur soient respectées, et n'interfère pas avec les délibérations et avec le travail de l'Assemblée, personne ne peut objecter. L'opposition s'en plaint. Rien n'empêche les autres députés d'en faire poser dans leurs pupitres, si le cœur leur en dit.

Le chef de l'opposition prétend qu'il y a un instrument dans mon bureau payé par le gouvernement. Ces gens d'en face parlent d'espionnage. Et ce sont eux qui se mettent le nez dans les pupitres des autres. Les députés de l'opposition ne se gênent pas pour venir écornifler dans mon bureau pour voir si l'appareil y a été installé, mais je ne m'en plains pas. Ce sont les députés de l'opposition qui violent la liberté de parole en allant écornifler dans les pupitres des membres du gouvernement. Est-ce que les députés du gouvernement vont fouiller dans les pupitres de ceux de la gauche? C'est de la dernière inconvenance.

Pour ma part ce n'est pas dans ma nature. Je ne vais pas voir ce qu'il y a dans le bureau du chef de l'opposition. C'est une besogne à laquelle je n'aurais jamais songé à me prêter. Il faut qu'un parti soit rendu bien bas pour parler de dictaphone et écornifler dans nos pupitres. Il va falloir que le Parti libéral ajoute un autre article à son programme: l'article du dictaphone et de l'écorniflage.

En prenant pour acquis les paroles du chef de l'opposition que j'ai un dictaphone sur mon pupitre, il doit s'en réjouir. S'il est vrai qu'un dictaphone peut faire du mal à ceux qui s'en servent, on devrait être content de savoir que mes paroles seront bien rapportées. Il est temps que les débats soient fidèlement rapportés.

Et s'il est vrai qu'un tel dictaphone existe, il est absolument inexact pour employer un langage parlementaire, de prétendre que cet appareil a été payé par la province.

Ce qui est vrai, c'est que les amis du chef de l'opposition, ceux qu'il a toujours supportés, ont tenté par tous les moyens d'étouffer la liberté de parole ici, en cette province. Ce sont ces gens du Parti libéral qui parlent de prérogatives, eux qui, ici et en dehors de la Chambre, ont toujours pris tous les moyens pendant des années et des années pour tenter d'étouffer la voix des représentants du peuple. Ce qui est vrai, c'est que le parti de mon honorable ami, le chef de l'opposition, a empêché les délibérations de la Chambre d'être connues au dehors.

La vérité, c'est que le chef de l'opposition a toujours tenté d'empêcher le public d'être renseigné. Le Parti libéral, et le chef de l'opposition, lui-même, pendant des années, se sont servi de l'argent du peuple pour donner annuellement jusqu'à \$300,000 aux journaux du gouvernement d'alors pour faire chanter ses louanges.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre, M. l'Orateur! S'il y a une justice, elle doit être la même pour tout le monde. Le premier ministre est absolument hors d'ordre.

M. l'Orateur: Le premier ministre ne fait que répondre au chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont bien là les gens qui veulent étouffer la liberté de parole à la radio qui portent des accusations. Qu'il y ait un dictaphone, en Chambre, qui ne coûte pas un sou à la province, quel mal y a-t-il à cela? Il n'y a pas de mal à avoir un dictaphone qui rapporte les paroles sans faire de bruit. Le dictaphone ce n'est pas l'affaire de l'opposition. Ce qui est mal, c'est de se servir de la radio comme les libéraux s'en servaient lors des dernières élections pour étouffer la liberté de parole.

M. Godbout (L'Islet): Mais c'est en dehors de la Chambre. Vous m'avez empêché tout à l'heure de faire la preuve de ce que je voulais démontrer. Non seulement le premier ministre est-il en dehors

de la question, mais il en est rendu à parler de choses étrangères à la Chambre. J'espère qu'il va être rappelé à l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre, le premier ministre doit s'en tenir à la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons la majorité dans cette Chambre et ce sont les députés de l'opposition qui voudraient mener? On n'empêche pas de parler les députés de l'opposition. Lors des élections de 1944, ces gens-là et le chef de l'opposition d'aujourd'hui avaient fait installer, sur la Terrasse près du Château, un haut-parleur qui empêchait les gens de dormir.

M. Godbout (L'Islet): Je demande que le premier ministre soit rappelé à l'ordre et qu'il s'en tienne au sujet de la motion. Qu'il nous dise ce qu'il veut faire avec cet appareil.

M. l'Orateur: Le premier ministre répond au chef de l'opposition, mais je crois que l'on devrait s'en tenir à la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on ne veut pas que je parle, je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion. Je sou mets que celle-ci est irrégulière pour trois raisons. Premièrement qu'elle affirme des faits qui ne sont ni vrais ni exacts; deuxièmement, parce qu'elle est présentée au mauvais moment et à un stade non prévu par les règlements de la Chambre. De plus, je dis qu'on n'a pas le droit de retarder le travail de la Chambre et que, si on a des motions à présenter, on doit les faire précéder d'un avis préalable au *Feuilleton*, au moins une journée avant d'être présentée, comme toutes les motions de fond.

Je propose qu'elle soit rejetée. Il y a 33 députés libéraux dans cette Chambre. S'il fallait les suivre, ils feraient 33 écorniflages dans les bureaux de 33 députés et proposeraient ensuite 33 motions. Nous n'en finirions plus. En conséquence, il soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion alléguant:

1° qu'elle est irrégulière parce qu'elle énonce des faits qui ne sont pas conformes à la vérité;

2° qu'elle est présentée à un stade de la procédure qui ne convient pas, puisque sa discussion empêcherait la considération par la Chambre des lois inscrites au *Feuilleton*;

3° parce qu'elle n'est pas annoncée, alors qu'elle aurait dû l'être, étant une motion de fond.

Une voix de l'opposition: Est-ce que le dictaphone fonctionne en ce moment?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mieux que la gauche.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'a pas le droit de soulever un point d'ordre pour couper à une discussion parce qu'il se voit dans l'embarras. Il n'a pas le droit de faire sur une motion toute la discussion qu'il veut, pour prétendre ensuite que la motion est irrégulière. Il n'y a rien dans les règlements qui s'oppose à ce qu'une motion soit présentée à ce stade de la discussion. Les règlements prévoient qu'une motion fasse suite à une question de privilège. Le débat est permis. Il proteste, dit-il, contre cette manière d'étouffer une discussion sur une dérogation aux lois élémentaires de la démocratie.

M. Chaloult (Québec): Le chef de l'opposition a raison. Le point d'ordre du premier ministre est arrivé trop tard. Peut-être a-t-il raison sur le fond de la question, mais la motion a été proposée, discutée et les autres députés ont le droit de se prononcer. En plus d'une question de droit, il y a une question d'équité qui se pose. En maintenant le point d'ordre, M. l'Orateur, vous allez tous nous empêcher de parler. Il faut donner justice à tous les députés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a raison, il s'agit d'une motion de fond, telle que définie à l'article 141 des règlements. Elle doit être précédée d'un avis d'une journée au *Feuilleton*. Il cite l'article 141 des règlements: "Sauf les exceptions prévues au Règlement, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a des exceptions à cette règle et le privilège en est précisément une, comme l'a expliqué le député de Bellechasse (M. Bienvenue). En vertu des règlements, une question de privilège peut être soulevée en tout temps, sauf pendant un vote. Il cite l'article 114, paragraphe 2 des règlements: "Immédiatement après l'expédition des affaires courante et avant que la Chambre entame les affaires du jour, un député peut: soulever une question de privilège; donner des explications personnelles, soit pour relever l'inexactitude du compte rendu d'un de ses discours, soit pour nier des accusations portées contre lui dans une publication, soit pour rétablir le sens de remarques qu'il a faites précédemment, qui

ont été mal comprises et qu'il n'a pas eu l'occasion d'expliquer; attirer l'attention du gouvernement sur le retard à déposer des documents demandés, à répondre à des questions inscrites au *Feuilleton*, ainsi que sur l'état incomplet de dossiers déposés, demander ou donner des renseignements au sujet de la conduite des travaux de la Chambre ou au sujet de quelque autre affaire d'intérêt public"; et l'article 198, paragraphe 1: "Sauf les cas prévus à l'article 154, une motion concernant quelque privilège de la Chambre ou d'un député peut toujours, excepté au cours d'un vote, être faite si elle se rapporte à une violation de privilège qui vient d'être commise et qui requiert l'action immédiate de la Chambre".

Cette fois il s'agit du privilège de tous les députés. C'est un privilège collectif. Dans ce cas, il n'était pas nécessaire de donner un avis; c'est un cas d'exception.

Il n'existe pas de *Hansard* à l'Assemblée législative. Que diraient les partisans de l'Union nationale si le système *Hansard* était instauré en cette Chambre pour l'usage exclusif des députés libéraux? Que dirait-on s'il y avait dans cette Chambre un *Hansard* payé par la province pour ne rapporter que les discours du premier ministre? La population serait unanime à protester. C'est exactement ce que le premier ministre fait. Personne n'a le droit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Le député de Rivière-du-Loup discute du fond de la question.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis dans l'ordre, puisqu'il s'agit des privilèges des députés et je dis pourquoi. Si le premier ministre a le droit d'avoir un dictaphone aux frais de la province, j'ai moi aussi le droit d'en avoir un.

M. l'Orateur rappelle le député de Rivière-du-Loup à l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) J'explique que...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre! Un article élémentaire des règlements veut qu'on respecte les décisions de l'Orateur. Il est défendu de critiquer ou de discuter une décision de l'Orateur. Pour le bon renom de cette Chambre, nous devrions nous en tenir à cela. Voilà trois fois que le député de Rivière-du-Loup est rappelé à l'ordre. Je demanderais à l'Orateur de faire un exemple.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas discuté, ni critiqué, mais simplement expliqué.

L'article 141 dit "sauf exception" et ici, nous sommes sur un cas d'exception. L'article 195 permet de soulever une question de privilège n'importe quand.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait une heure que la Chambre perd sur une question d'écorniflage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre veut éviter et mettre fin au débat par son point d'ordre parce qu'il n'a pas le beau rôle dans cette affaire.

M. l'Orateur: Conformément à une décision que j'ai rendue l'an dernier, l'Orateur a le droit de mettre fin à une discussion quand il considère qu'il est suffisamment éclairé sur le sujet. Je suis maintenant assez renseigné sur ce sujet. Je déclare le débat clos et je prends le point d'ordre du premier ministre en délibéré.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): C'est ça, le bâillon!

M. l'Orateur: Je demande à l'honorable député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) de retirer ses paroles.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Puis-je expliquer que...²

M. l'Orateur: Je demande à l'honorable député de Vaudreuil-Soulanges de retirer immédiatement ses paroles.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Si cela blesse le gouvernement, très bien, je les retire. Je retire, par respect pour le Président, les paroles qui ont pu le blesser³.

(Applaudissements à gauche)

Projets de loi:

Petite industrie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le bill est trop général, rien n'est spécifié dans la loi. On ne définit pas ce qu'on entend par petits industriels. Le gouvernement sera autorisé à concéder des terres boisées et n'importe quoi, n'importe où, n'importe quand, à n'importe qui. On devrait nous dire quelles industries ont besoin de bois ainsi que les noms des personnes et des compagnies à qui l'on veut concéder des terres boisées, et aussi où sont les limites disponibles où l'on veut faire de telles concessions. Nous n'avons aucune donnée précise. C'est une loi d'exception comme plusieurs lois présentées par l'Union nationale.

Le gouvernement veut encore mettre de côté la loi des terres et forêts. Il n'est plus question de procéder par enchères publiques. Le bill met de côté cette obligation contenue dans la loi générale. Bien plus, on diminue le prix de \$700 à \$500 par mille carré. Il permet au gouvernement surtout de mettre de côté la compétition et de faire des faveurs aux amis. On devrait au moins nous dire à qui l'on veut faire ces faveurs. Autrement, on tombe dans l'arbitraire. Le domaine public n'est plus protégé. Nous sommes rendus à un point de saturation dans l'exploitation de nos ressources naturelles et le gouvernement devrait changer sa politique.

Afin d'empêcher le gouvernement de dilapider les forêts en violant la loi, je propose donc, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin)⁴, en amendement à la proposition pour troisième lecture que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: le bill 6 intitulé: "Loi pour stabiliser la petite industrie", soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender:

a) pour définir l'expression "petite industrie";

b) pour indiquer quelles seront les personnes ou corporations qui bénéficieront des avantages de cette loi.

M. Dansereau (Argenteuil): C'est un sujet qui m'est familier et je voudrais signaler les besoins de notre région. Les grosses compagnies ne sont pas les seules à vouloir améliorer leur situation. Beaucoup de petites industries se sont développées pendant la guerre qui ont besoin de bois franc pour survivre.

Ce sont là des industries qui sont nôtres, qu'il faut encourager. Et elles ont besoin d'une certaine sécurité qu'elles n'ont pas si elles sont obligées de se soumettre aux exigences des grosses compagnies pour s'alimenter en matières premières.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) se trouve en face d'un problème assez difficile à régler, celui de fournir du bois franc à certaines industries. La coupe du bois franc doit être accélérée à certains endroits parce que des maladies causent la perte de fortes quantités de bois. Je suis en faveur du principe de la mesure, mais je crois que l'évolution de notre petite industrie réclame du ministre des Terres et Forêts, dont je salue le retour à la Chambre, d'y aller prudemment et d'étudier à fond le problème d'alimenter en bois dur plusieurs industries modernes⁵. Par ailleurs, il est dangereux de donner au gouvernement un pouvoir discrétionnaire dans l'octroi des limites de bois franc. Il souhaite, dit-il, que l'on applique la présente loi avec justice et dans le meilleur intérêt de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si les grands propriétaires des grandes industries d'exportation forestière ont droit à des faveurs de coupe de bois, ont des concessions forestières et ont accès aux ressources de la province, pourquoi les petites compagnies n'en auraient-elles pas, elles aussi? Pourquoi les petites industries en seraient-elles exclues? Ça me paraît illogique qu'on refuse aux petites industries l'accès aux ressources naturelles, sans compter que ces petites industries sont nécessaires dans l'économie de notre province et que bien des localités ne pourraient survivre sans elles. Les petits industriels ont autant droit que les gros industriels à posséder leurs limites à bois.

Or, la loi générale ne nous permet pas de donner aux petits qui en ont besoin ce que l'on accorde aux grands. C'est pour remédier à cette lacune et cet abus que nous présentons le bill. Les petits ont des droits sur les terres de la couronne, tout comme les puissants. C'est le but du bill et cette loi est claire. La loi a pour but d'accorder aux petits industriels les concessions forestières dont ils ont besoin. Cette mesure permet au gouvernement de concéder aux petits industriels, pour leurs exploitations forestières, des terres boisées du domaine de la couronne, au prix minimum de \$500 le mille carré et aux autres conditions qu'il juge opportun de fixer. La superficie du domaine concédé ne doit pas dépasser 600 milles carrés en tout, ni 50 milles carrés par concessionnaire.

Nous voulons encourager la petite industrie. Il y a des moulins à scie, des manufactures de portes et châssis, des manufactures de meubles, de balais, etc. qui ont besoin de bois pour survivre. La loi actuelle est franche. Nous voulons empêcher la violation de loi et l'hypocrisie. Nous y allons

franchement. Aujourd'hui la petite industrie ne peut pas obtenir de bois sans en demander à la grande industrie qui lui en vend à des prix exorbitants. Avant le présent bill, il était impossible à un propriétaire d'un petit moulin à scie de savoir de quoi demain serait fait pour lui. Cette loi lui assurera la sécurité et la stabilité.

Actuellement, on ne pourrait leur concéder que des permis de coupe extraordinaires et annuels de 150,000 pieds cubes. Ce n'est pas suffisant. Ces petites industries sont obligées d'acheter leur bois des grosses compagnies, qui le leur font payer les yeux de la tête. Nous voulons leur donner, dans les limites de leurs besoins, un accès aux terres de la couronne. Nous leur donnons donc des limites à bois. Le député libéral d'Argenteuil (M. Dansereau) m'en a demandé des limites. Je suis certain qu'il va vouloir se prévaloir des avantages de la présente loi.

Et qu'on ne vienne pas dire que le bill crée une autorisation générale et imprécise. Il y a des limites précises dans la loi. Les concessionnaires devront payer, en plus du minimum de \$500 le mille carré, la rente foncière, les primes de transfert et les droits de coupe. Et ils seront soumis aux règlements généraux concernant la protection des forêts.

Quant aux noms qu'on voudrait voir mentionner dans la loi, ce serait absurde de le faire. Il faudrait tout d'abord mentionner le propre nom du député d'Argenteuil (M. Dansereau) qui a besoin de limites à bois. Nous donnerons les limites à ceux qui en ont le plus besoin tout simplement et dont les activités sont les plus utiles à la province. Cette loi a été réclamée par la petite industrie et par toute la population. Elle répond à un besoin.

M. Bienvenue (Bellechasse): À entendre le premier ministre, on croirait qu'il veut aider la petite industrie, mais quand on lit son bill, on s'aperçoit tout de suite que cette loi va tout simplement permettre au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) de concéder 600 milles carrés de forêts de bois franc, par lot de 50 milles carrés, à 12 industriels favorisés. Il est vrai qu'on restreint l'étendue totale qui pourra être concédée et ce que pourra obtenir chaque concessionnaire, mais ces industries peuvent à elles seules emporter tout le morceau, alors qu'il y en a des centaines et des centaines dans la province. Où se trouvent dans la loi ces limites dont parle le premier ministre?

Le point faible de cette loi, c'est qu'elle ne donne pas la définition claire de ce qu'est une petite industrie. Où trouve-t-on dans le bill quelque chose qui défende à un gros industriel de se prévaloir de la

loi? On ne définit rien. Rien n'empêche les grands industriels de profiter de cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas une grande industrie qui pourrait fonctionner avec 50 milles carrés.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais ces grosses industries ont déjà des limites. Une petite addition de 50 milles carrés, ce n'est pas banal. Ça représente un mille de largeur sur la distance qui sépare Québec de Sainte-Anne-de-la-Pérade. C'est du bois, beaucoup de bois. C'est trop pour les besoins d'une petite industrie. Cette loi se présente sous des dehors souriants, mais elle servira surtout à accommoder des amis du gouvernement.

On pourrait l'appeler "Loi pour stabiliser une partie du patronage de l'Union nationale". Je félicite le député de Saint-Sauveur (M. Hamel), ancien ministre des Terres et Forêts, de son amendement. Il est nécessaire que l'on définisse ce que c'est qu'une petite industrie.

M. Choquette (Montmagny): Une acre de terre boisée peut donner 10 cordes de bois ou 85 pieds cubes. Un mille carré donne 6,400 acres⁶ ou 544,000 pieds cubes⁷. Cinquante milles carrés que l'on veut concéder à 12 personnes, cela veut dire 27,200,000 pieds cubes de bois franc ou de bois de pulpe pour une seule petite industrie ou pour une personne. C'est considérable. Voilà la vraie signification de la loi.

Le gouvernement n'a pas besoin d'une loi spéciale pour accommoder les petits industriels. Nous avons déjà la loi générale des terres qui s'applique aux grandes et petites industries. En vertu de cette loi les petits industriels peuvent obtenir 150,000 pieds carrés ou 300,000 si leur industrie le demande.

Elle autorise l'émission de permis spéciaux d'un an à de petites industries pour un tiers de mille carré. Le permis peut être porté à deux tiers de mille carré. Il est renouvelable, au bout de 12 mois. Elle suffisait à alimenter la petite industrie qui avait besoin de bois. Mais pour l'Union nationale, à la veille des élections, ce n'était pas suffisant. Il fallait concéder 50 milles carrés. Le gouvernement veut avoir le droit de donner des concessions non plus de deux tiers de mille mais de 50 milles carrés, tout d'un coup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas sérieux, 50 milles carrés, ce n'est pas pour un an.

M. Choquette (Montmagny): Je n'ai pas dit cela. Mais on accorde 50 milles carrés tout d'un

coup. Le gouvernement actuel ne demande pas de soumissions pour accorder des droits de coupe. La présente loi en est une d'exception. Une loi d'exception est toujours excessivement dangereuse, surtout entre les mains du gouvernement actuel. Pourquoi le gouvernement fait-il toujours des lois d'exception? Surtout à l'expiration du terme du gouvernement qui ne sera pas renouvelé.

Il pourrait simplement se servir de la loi générale pour donner, sans enchère, des permis spéciaux pour 12 mois. 600 milles carrés, sur une largeur d'un mille, c'est long comme de Halifax à Montréal. La Chambre doit considérer ce bill avec attention, avec suspicion. On supprime les enchères, le maximum de 12 mois. La loi générale ne concède pas le fonds de terres tandis que la loi actuelle n'accorde plus un permis de coupe mais vend le fonds de terres à l'industriel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voyons!

M. Choquette (Montmagny): L'article 1 dit: "Les terres de la couronne sont concédées." À la veille des élections, on veut mettre les favoris à l'abri d'un changement de gouvernement que l'on prévoit.

(Applaudissements à gauche)

On met une arme dangereuse entre les mains du gouvernement à la veille des élections. Puis, qui va décider qu'un homme est un petit industriel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand j'étais petit, à deux ans, je ne le savais pas, mais je le sais aujourd'hui.

M. Choquette (Montmagny): C'est par des réponses comme celle-là qu'on apporte des solutions aux problèmes sérieux. Qui va décider de la grosseur de l'industrie? Sont-ce les organisateurs? C'est le gouvernement qui va lui-même décider s'il s'agit d'un petit ou d'un gros industriel. Un fabricant de microphones est-il considéré comme un petit industriel pour le gouvernement?

(Rires et applaudissements à gauche)

Il me paraît que c'est surtout un bill de petite industrie électorale. Et je crois bien que plusieurs organisateurs politiques de l'Union nationale deviendront, à la veille des élections, de petits industriels avec cette mesure. La population est inquiétée depuis qu'elle a entendu le premier ministre dire dans une élection partielle: "Voulez-vous des ponts, des écoles? Votez pour nous!"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre! Le député de Montmagny (M. Choquette)
n'a pas le droit...

M. Choquette (Montmagny): Qui empêchera
le premier ministre et les organisateurs dans une
campagne électorale de dire aux électeurs: "Si vous
voulez devenir de petits industriels, votez pour
l'Union nationale."

(Applaudissements à gauche)

De plus, un autre défaut du bill, c'est
qu'aucune clause ne protège les réserves cantonales.
Comme on ne définit rien, le gouvernement pourra
faire ses largesses à même les limites réservées aux
cultivateurs et aux colons pour leurs bâtiments de
ferme. J'ai des raisons particulières d'avoir des
appréhensions. J'ai vu dans le comté de Montmagny
trois réserves cantonales pillées. Et je ne crains pas
de dire qu'à la façon dont ces réserves ont été vidées
de leur bois, que ce pillage constitue un vol public, et
ceci, en faveur d'amis politiques de l'Union
nationale.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)
demande la permission de répondre aussitôt.

M. l'Orateur: Le député de Montmagny
permettra-t-il une réponse?

M. Choquette (Montmagny): Non!⁸ Le ministre
des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) étant
ici, je lui dirai qu'il s'agit des réserves cantonales de
Saint-Paul, Saint-Fabien et Sainte-Lucie. Cette
mesure présente des dangers sérieux. Heureusement
que le peuple de la province peut se rassurer parce
que le règne du régime du favoritisme et du
gaspillage achève. Le Parti libéral rétablira l'ordre,
l'honnêteté, la justice et la propriété dans la
province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur demande au député de
Montmagny de s'en tenir au bill à l'étude.

M. Choquette (Montmagny) promet de revenir
sur ce sujet des réserves cantonales.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je
suis renversé des arguments invoqués par nos amis
de la gauche. On veut faire croire que le
gouvernement présente cette loi dans un but

particulier alors qu'il n'a en vu que l'intérêt général.
Nous voulons protéger les droits de la province en
contrôlant les coupes. Si les possibilités de pousse
sont de 50,000 pieds cubes, alors nous limiterons le
droit de coupe à 50,000 pieds cubes.

Si le présent bill s'écarte de la procédure
habituelle des enchères publiques, c'est précisément
pour protéger les petits contre les gros. Toutes les
plus belles limites à bois de la province ont été
données par des anciens gouvernements libéraux aux
grosses compagnies. Elles ont été données, non pas
vendues, parce qu'à cette époque, dans certains cas,
elles ont été cédées à raison de \$2 le mille carré. Par
la loi actuelle, nous exigeons un minimum de
\$500 par mille carré. Les grosses compagnies font
payer aux petites trois ou quatre droits de coupe.
Nous voulons aider, non pas au gros, mais au petit.

La loi dont a parlé le député de Montmagny
prévoit la vente aux enchères. Il est évident que si
l'on oblige les petites industries à se soumettre à la
procédure des enchères publiques, elles ne pourront
pas concurrencer les grosses compagnies. Quand un
petit industriel et un gros se présentent à une même
enchère, quelle chance pensez-vous que peut avoir le
petit de l'emporter? C'est lui que nous voulons
protéger. C'est justement la raison d'être de ce bill.
Nous voulons leur donner une chance. Et il ne faut
pas oublier, je suis sûr que l'honorable député
d'Argenteuil approuve la présente loi.

M. Dansereau (Argenteuil): J'ai dit que j'en
approuvais le principe seulement. Tout le monde est
pour le principe.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
L'an dernier, de plus, le département des Terres et
Forêts a été juste pour le député d'Argenteuil. Nous
lui avons accordé un droit de coupe, et ce, à sa
propre demande. Cela prouve qu'il n'y a pas de
favoritisme dans l'administration du ministère. Nous
ne voulons pas d'enchères publiques pour ces petites
concessions précisément parce que les petits
industriels ne pourront obtenir de droits de coupe.
Nous voulons protéger les petits contre les gros pour
que ces derniers ne mangent pas les petits.

L'ancien ministre des Terres et Forêts, le
député de Saint-Sauveur (M. Hamel), demande
qu'on étudie davantage avant de voter le bill et le
député d'Argenteuil (M. Dansereau), qui s'y connaît
en la matière, dit que la loi va nous obliger à de
longues études. Pourquoi le député de Montmagny
(M. Choquette) a-t-il tant d'objection à la loi? S'il y a
eu des coupes illégales dans les réserves cantonales,

ce fut bien de 1939 à 1944 et je serai heureux d'en reparler. J'espère que les députés de la gauche vont finir par comprendre la situation et approuver notre loi.

(Applaudissements à droite)

M. Lawn (Pontiac): Le gouvernement fait un ballon politique avec les ressources naturelles de la province. Le public devrait savoir où vont les richesses naturelles de la province. Dans mon comté, il y a eu une transaction entachée de favoritisme. La population est indignée et cette loi va permettre encore plus de favoritisme. En vertu de la province et en vertu de ce bill, on va tout décider à huis clos dans le secret du cabinet ministériel⁹.

(Applaudissements à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement ignore dans le nouveau bill la loi des terres et forêts. Il (M. Francoeur) s'objecte aux pouvoirs trop étendus que l'on donne au ministre. C'est un jeu de cache-cache, dit-il. J'avais bien raison de dire que l'orchestre du gouvernement a des instruments qui ne s'accordent pas. Le gouvernement ne veut pas donner les noms de ceux qui vont bénéficier de cette loi. On ne veut pas présenter de noms ni de demandes d'octrois de concessions aux députés. Sous prétexte de décentralisation, on ne devrait pas nuire aux industries des villes. C'est encore une loi de favoritisme.

Il ne veut pas demander de soumission, dit-il. Je ne parlerai pas de la Voirie, mais depuis quatre ans, dans quel département demande-t-on des soumissions? Le gouvernement a eu une politique neutre en matière de colonisation, d'agriculture et de terres et forêts depuis quatre ans. Cette loi en est une de préparation électorale. Dans l'orchestre on n'entend que la grosse caisse électorale du premier ministre.

(Rires et applaudissements à gauche)

M. Sylvestre (Berthier): Personne ne pourrait s'opposer à la loi proposée si sa rédaction n'était pas en contradiction avec son énoncé. Ce n'est pas une loi pour aider la petite industrie, mais tout simplement une petite loi pour aider les amis du gouvernement.

(Rires et applaudissements à gauche)

Si le gouvernement est sincère, je me demande comment il résiste à une demande aussi juste que celle de l'amendement du député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Pourquoi le gouvernement n'accepte-t-il pas de définir le terme petite industrie? On saurait ainsi à quoi s'en tenir. En effet, en dépit

de l'intégrité du premier ministre et du ministre des Terres et Forêts, si le gouvernement ne se protège pas lui-même contre sa propre loi, il glissera dans les abus à cause de la mauvaise foi de certains organisateurs de paroisse ou de région.

Dans mon comté, les moulins à scie de Saint-Michel-des-Saints et de Saint-Zénon, ont été bien mal servis depuis que l'Union nationale est au pouvoir. À Saint-Zénon, paroisse de mon comté, on a formé une coopérative forestière qui a demandé au gouvernement un permis de coupe de bois, 1,000,000 de pieds cubes à partager entre 50 coopérateurs. Le gouvernement a refusé. La coopérative forestière n'a obtenu qu'à la dernière minute, et après que les conditions furent devenues défavorables, l'octroi d'une coupe de 1,000,000 de pieds de bois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Cette déclaration est absolument fausse, nous lui avons accordé la demande qu'elle nous a faite.

M. Sylvestre (Berthier): Oui, après avoir accordé à une compagnie le droit de faire de gros chantiers sur les terrains que la coopérative réclamait, le ministre a fini par céder, mais il était bien tard et les 50 coopérateurs souffrent de ce retard.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La coopérative avait demandé au député d'intervenir auprès d'une compagnie pour obtenir un permis de coupe. Ce n'est qu'après l'échec de cette tentative que les propriétaires sont venus me voir à mon bureau, il y a 15 jours à peine. Ils ont déjà leur permis de coupe depuis deux jours, et plus considérable qu'ils ne l'avaient demandé. Et ce, sans l'aide du député de Berthier.

M. Godbout (L'Islet): La coopérative de Saint-Zénon a obtenu son permis il y a quatre semaines.

M. Sylvestre (Berthier): La coopérative de Saint-Zénon a commencé ses démarches il y a quatre mois auprès du ministre du Travail qui n'a pas voulu intervenir. Le ministre des Terres et Forêts dit que je n'ai fait aucune intervention. J'ai indiqué aux coopérateurs les moyens à prendre et ils ont réussi.

M. Leduc (Laval): Nous sommes tous en faveur du développement de la petite industrie. Des comités ont été formés dans les Chambres de Commerce des jeunes pour la promouvoir. Ce qui est

dommageable, dans ce bill, c'est que tous les citoyens de la province ne seront pas traités avec la même justice. Tous ne bénéficieront pas également de ses avantages. L'égalité de tous devant la loi devrait être respectée.

Il y aura favoritisme pour les amis du gouvernement. Si une demande est faite, elle sera refusée si le premier ministre s'y oppose. Cette loi ne favorise pas les jeunes. Ces derniers y sont opposés parce que seuls les amis du gouvernement peuvent obtenir des réserves forestières. Les jeunes de ma province détestent ce mode de gouvernement qui ne favorise que les amis du régime au pouvoir. Nous n'avons plus de gouvernement pour la province mais pour un parti politique. Les citoyens veulent un gouvernement provincial et non pas un gouvernement de parti. C'est pourquoi nous aurons un changement de gouvernement aux prochaines élections.

(Applaudissements à gauche)

Ce bill va décourager des initiatives très heureuses. Dans les discours patriotiques, on ne parle que de liberté. Avec cette loi, il n'y aura plus de liberté. Je ne suis pas contre l'aide à l'industrie mais je ne puis accepter que seuls les amis du premier ministre puissent obtenir des faveurs. Qu'importe la couleur politique d'un homme qui veut fabriquer des meubles. Les meubles ne seront pas moins artistiques parce qu'ils ne sont pas faits par un partisan de l'Union nationale. Nous allons décourager la jeunesse de chez nous avec de pareilles lois comme on l'a découragée en Allemagne. La révolte des jeunes grandit chaque fois que l'on met dans nos Statuts une loi de favoritisme ou d'exception. Si l'on veut la paix et la prospérité dans la province, il faut placer tous les citoyens sur un pied d'égalité.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumoulin (Montmorency): L'échange de paroles entre le ministre des Terres et Forêts et le député de Berthier montre combien l'opposition a raison de combattre cette mesure. Pour obtenir un permis, il faut être de l'Union nationale.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le député de Berthier (M. Sylvestre) a demandé à une compagnie un permis pour une coopérative et la compagnie a refusé.

M. Sylvestre (Berthier): Ce n'est pas ce qui est arrivé. Je le répète, j'ai indiqué à la coopérative les moyens à prendre pour obtenir un permis. Elle a réussi, mais ce permis lui a été accordé en retard à

cause de la négligence du gouvernement et la coopérative a souffert de ce retard.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumoulin (Montmorency): Le bill n'est pas meilleur pour la petite industrie que le bill du tramway du premier ministre pour la région métropolitaine.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 3 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi des syndicats coopératifs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École d'agriculture La Ferme, Abitibi

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 relatif à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bruno St-Georges et
Paul-Émile Carrier**

M. Johnson père (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin, d'un permis de pratiquer comme comptables publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**La Société
Saint-André de Montréal**

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant La Société Saint-André de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Testament
de J.-A. Leblanc**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
de Joseph Masson**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Association
des mesureurs de bois**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le comité se lève.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut créer une corporation et il y a des objections nombreuses de la part de gens qui se croient lésés.

Nous considérons que la question n'est pas mûre. Mieux vaut attendre à la prochaine session. Cela empêcherait une foule de gens de gagner leur vie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Qu'est-ce qu'en pense le député de Champlain (M. Bellemare)?

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Il pense que le député de Rivière-du-Loup va faire une belle mort aux prochaines élections.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand auront lieu les élections?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je déclarais, ce soir, que les élections auront lieu dans un mois, les députés de l'opposition seraient au désespoir.

M. Godbout (L'Islet): Des élections faites-en au plus tôt. Ça presse, comme disait autrefois un homme célèbre¹⁰.

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

Petite industrie

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné au cours de la séance précédente, sur l'amendement du représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) à la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 6 pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "le bill 6 intitulé: "Loi pour stabiliser la petite industrie", soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender:

- a) pour définir l'expression "petite industrie";
- b) pour indiquer quelles seront les personnes ou corporations qui bénéficieront des avantages de cette loi.

M. Morin (Québec-Centre)¹¹: Le principe de la loi est bon, mais il est mal appliqué. Le gouvernement de l'Union nationale a déjà fait tant de mal avec de bons principes que l'on ne peut plus prendre de chances. C'est le cas avec le bill 6. Il y a le principe de la liberté humaine pour lequel des hommes se sont battus et sont morts; de plus, lors de la Révolution française, des hommes ont été décapités au nom de la liberté.

La modalité de la présente loi constitue le plus bel exemple de sanction gouvernementale de la dilapidation de notre domaine forestier. Si nous nous occupons de reboisement, je crois que nos forêts constitueraient encore pour des siècles à venir une richesse nationale. L'exploitation rationnelle de nos forêts est actuellement l'industrie par excellence pour l'embauchage et les revenus dans la province de

Québec. Elle est plus importante que l'exploitation de nos mines, au point de vue économique. Il (M. Morin) parle des divers aspects des différentes petites industries de la province.

Je m'oppose à cette loi, dit-il, car elle n'est pas d'application générale, elle prête au favoritisme en donnant trop de pouvoirs au ministre des Terres et Forêts. Les mesures tout en étant logiques en principe permettent au gouvernement de brandir son autorité à ceux qui voudraient profiter des lois, mais qui n'ont pas obtenu de faveurs auprès des organisateurs de l'Union nationale. La loi ne définit pas ce qu'elle entend par petite industrie. Pourquoi ne pas dire que le projet de loi est une loi qui vise à établir la stabilité des favoris du gouvernement?

Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, par accident en 1944, ce parti a gouverné pour le bénéfice de petits groupes au sein des rangs de l'Union nationale. Je regrette que les lois de l'Union nationale mettent toujours les ministres, peu importe qui ils sont, quels que soient leur allégeance et le portefeuille qu'ils détiennent, dans une situation où ils peuvent choisir entre leur devoir envers la province et le bien général, d'une part, et le bien d'un petit groupe et leur désir de plaire à leurs amis, d'autre part. Il accuse, dit-il, le gouvernement de l'Union nationale de conduire la province de Québec au totalitarisme par une loi favorisant la dilapidation de nos forêts.

Loin de lui d'insinuer quoi que ce soit contre les ministres et certainement pas contre le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) qui est un honnête homme, mais cette mesure le place dans une situation tentante. C'est un mauvais principe que de placer le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) dans une position où il devra choisir entre son devoir et ses amis.

(Applaudissements à gauche)

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 24.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron...

Des députés de l'opposition murmurent et désapprouvent.

Des voix ministérielles: Vous faites maintenant preuve de bon sens¹².

Contre: ... Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Labbé, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse¹³.

Le bill 6 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure qui a pour objet d'autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder à une dizaine d'industries, dont les noms sont inscrits dans le texte du bill, des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne, à un prix qui ne doit pas être inférieur à \$500 le mille carré et à toutes conditions qu'il jugera avantageuses et équitables pour la province et qu'il déterminera. Et chacune de ces compagnies n'aura droit qu'à la superficie mentionnée également dans le bill en regard de son nom. En vertu de la loi votée il y a deux ans, les arrêtés ministériels passés dans les deux ans seraient réputés faire partie de la loi. L'amendement apporté aujourd'hui prolonge ce délai de deux ans.

M. Hamel (Saint-Sauveur) déplore qu'on ne produise rien devant la Chambre pour démontrer que les transactions projetées sont à l'avantage de la province. Le principe de cette mesure est dangereux, dit-il, parce que le gouvernement demande à la Chambre d'autoriser des transactions sur lesquelles elle n'est pas suffisamment renseignée. Les intérêts de la province sont menacés dans cet échange. Il reproche au gouvernement de ne pas donner à la

Chambre des renseignements suffisants sur la transaction. Nous ne savons pas si les demandes des compagnies sont justifiées. Il est possible que toutes les compagnies mentionnées dans le bill aient réellement besoin de nouvelles concessions, mais il est également possible que l'on verse dans la spéculation.

Nous n'avons aucun inventaire devant nous pour en juger. Nous ne savons pas si on a fait l'inventaire de ces forêts et des limites que l'on veut concéder, comme la loi l'exige. Il y a une valeur de plusieurs millions qui est engagée dans ce bill. Comment pouvons-nous juger? Comme toujours, le gouvernement procède de façon arbitraire. Il a décidé, apparemment, de mettre de côté et d'abolir les lois existantes de la province et dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'une procédure extraordinaire que je qualifierais de scandaleuse.

(Applaudissements à gauche)

Le domaine public devient la chose du gouvernement. C'est une procédure qui aurait scandalisé tout le monde, y compris le premier ministre il y a deux ans. Mais depuis quatre ans, il y a eu tellement d'abus de ce côté qu'on ne s'en étonne plus. C'est une mauvaise affaire que d'autoriser ainsi le gouvernement à faire ce qu'il veut du domaine public et je m'y objecte de toutes mes forces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne crois pas que le député de Saint-Sauveur ait réellement saisi la portée et le sens de ce bill. Il ne paraît pas se rendre compte que le bill actuel ne fait que reproduire la loi de 1946, sauf en ce qui concerne les changements cités plus haut. La loi de 1946 mentionne les mêmes transactions et les mêmes compagnies, sauf qu'il y a ici 125 milles carrés de plus, pour leur permettre de stabiliser leurs opérations forestières, et une compagnie a été ajoutée aux territoires et elle est maintenant prévue pour les ententes d'échanges mutuelles des zones forestières déjà en place comme résultat de la législation en vigueur. Nous prolongeons de deux ans le délai dans lequel les arrêtés ministériels auront force de loi.

Dans le passé, notre politique forestière a manqué d'orientation. Jusqu'en 1936 des compagnies qui avaient des moulins à Trois-Rivières, par exemple, avaient des concessions sur des terres boisées en face de l'île d'Anticosti tandis que des compagnies situées sur la Côte-Nord coupaient des bois sur des lots dans la région des Trois-Rivières. C'était un non-sens. Les limites étant ainsi très mal réparties, le transport du bois coûtait énormément cher. Ce qui entraînait un coût de production très élevé et des salaires trop bas.

En 1946, le gouvernement de l'Union nationale a remédié à cet état de choses en faisant voter une loi autorisant une réallocation des limites boisées des usines qui y coupent du bois, c'est-à-dire un échange de lots entre les compagnies rapprochant les limites des moulins. Cette politique a eu pour effet de diminuer le coût de production et d'augmenter les salaires des milliers d'ouvriers employés dans les moulins à papier.

Depuis que cette loi a été votée, le gouvernement a fait procéder à un inventaire de nos ressources forestières qui a démontré la situation sérieuse dans laquelle se trouvent les fabriques de papiers, sous le rapport de leur approvisionnement de bois. Seules les compagnies Saint-Lawrence Paper et Lake Saint-John Power and Paper sont maintenant en possession des limites mentionnées dans la loi de 1946. Si nous n'avons pas encore procédé pour les autres, c'est qu'en faisant l'inventaire de nos ressources forestières, nous avons constaté un gâchis extraordinaire. À part trois compagnies, les corporations forestières n'ont du bois que pour deux ans.

On ne peut pas tolérer que l'industrie forestière soit stagnante dans la province de Québec, car c'est là notre industrie de base. L'industrie du papier est aussi une des plus stables de la province et elle rapporte des profits dans tous les domaines. Un moulin qui cesse de fonctionner, cela veut dire des milliers d'ouvriers qui perdent leur gagne-pain et des régions entières dans la détresse. Et au rythme actuel, nous allons au désastre.

Pour remédier à la situation désastreuse dans laquelle on se trouverait si les fabriques de pulpe et de papier venaient à manquer de bois, il faut absolument prendre les moyens nécessaires afin de donner la stabilité à l'une de nos industries les plus importantes et les plus permanentes. En stabilisant l'industrie forestière, on assurera du même coup de l'ouvrage à un grand nombre de travailleurs et un marché à l'un des plus importants produits de la province de Québec. Le gouvernement veut diminuer le coût de production en rapprochant les limites des moulins et augmenter par le fait même le salaire de l'ouvrier.

Nos exportations de bois aux États-Unis, qui absorbent 70 % de la production, contribuent à augmenter le chiffre de nos exportations et à maintenir la valeur du dollar canadien sur le plus grand marché du monde. La loi actuelle ne fait que prolonger les délais déterminés par une loi de 1946. Les concessions forestières seront accordées aux compagnies qui sont en état de mieux aider la population ouvrière de tel ou tel endroit, selon le cas. Les compagnies se battent pour avoir des concessions.

Voilà. C'est pourquoi nous demandons à la Chambre d'approuver le projet de loi du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) parce qu'il permettra au gouvernement d'assurer l'essor et la stabilité de cette industrie par un programme d'exploitation forestière de longue haleine et rationnel. Pour cela, il faut effectuer des échanges et leur donner la stabilité législative. Le bill n'a pas d'autre but que celui-là.

M. Godbout (L'Islet): À entendre le premier ministre, on croirait qu'il s'agit d'une loi pour permettre l'exploitation de nos forêts. Ce n'est pas du tout la question. Tout le monde veut que nos forêts soient exploitées le plus économiquement possible, mais aussi tout le monde voudrait que nous sachions ce que la province concède aux compagnies.

Le premier ministre semble avoir découvert depuis une couple d'années seulement que nos ressources naturelles devaient être exploitées. Je l'entends encore ahurir la Chambre avec les \$484,000,000 d'hypothèques que l'on permettait aux compagnies, selon lui, de prendre sur les terres de la couronne. Je me demande combien de ces hypothèques sont disparues sous son administration. Est-ce qu'au contraire il ne veut pas en ajouter de nouvelles?

J'admets que mon parti n'était pas contre le principe du projet de loi, mais bien en faveur. Nous voulons tous, comme le gouvernement, que nos ressources forestières soient exploitées au bénéfice de la province et nous comprenons très bien que des réserves sont actuellement mal réparties et mal situées, trop loin d'une industrie. Tout cela ne nous justifie pas de concéder à l'aveuglette des ressources importantes. Nous ne sommes pas contre une réallocation pour que les limites soient placées plus près des moulins. Mais ce que nous disons, c'est que le gouvernement devrait venir devant la Chambre avec des projets concrets, indiquant les réserves que l'on se propose de donner et celles que l'on entend recevoir en échange et quelle en est la valeur, d'un côté comme de l'autre.

Ce bill constitue un autre mandat en blanc pour le gouvernement. C'est cela que nous ne voulons pas. Présentement, les membres de l'Assemblée législative doivent approuver la législation à l'égard des concessions sans avoir suffisamment de renseignements. Je n'aime pas à disposer des biens de la province sans savoir ce que je donne. Où sont les réserves que l'on veut donner? Quel en est le boisement? Nous ne savons rien. Tout ce que nous demandons, c'est que le gouvernement nous dise seulement quels échanges sont actuellement impliqués

ou prévus pour que nous sachions ce que cette mesure concède et par conséquent, ce sur quoi nous devons voter.

On n'a pas le droit de soumettre aux députés un contrat dont on ne connaît pas les détails, ni la Chambre d'autoriser un marché dont elle ne connaît pas le premier élément. Aucun député à la Chambre, tant du côté du gouvernement que du côté de l'opposition, ne peut voter intelligemment et consciemment sur le projet de loi présenté à la Chambre s'il n'a pas assez d'information. Il est important de savoir sur quoi nous votons.

Il y a deux ans, quand ce projet d'échanges fut présenté à la Chambre, le principal argument du premier ministre c'était que cela pressait énormément, que les compagnies avaient besoin de bois, qu'il ne fallait pas paralyser l'industrie. Cependant, depuis deux ans, il n'y a eu qu'un échange fait par le gouvernement. Il n'y a donc pas de presse et le gouvernement devrait prendre le temps de se renseigner sur la valeur des limites de forêt qu'il veut concéder. On pourrait nous donner des renseignements si le gouvernement avait fait les enquêtes nécessaires. Depuis deux ans, on a eu le temps de faire des inventaires.

Les forêts sont le bien du peuple de cette province et c'est notre devoir de les sauvegarder et de les protéger. Ce projet de loi est essentiellement mauvais. Quand j'étais à la tête de l'administration, de 1940 à 1944, nous avons fait des échanges, nous aussi, avec les compagnies afin que leurs concessions soient plus rapprochées des usines à papier et à pulpe. Mais, chaque fois, nous avons présenté à la Chambre des projets complets et concrets, en donnant aux députés les renseignements exacts sur la valeur de ce que nous concédions.

Les experts nous disent que nous sommes menacés d'une pénurie de bois. Raison de plus de nous renseigner et de ne trafiquer de nos biens seulement qu'après avoir appris ce que l'on va échanger, quelle est la situation et la valeur des concessions que l'on fait. Le gouvernement le voudrait mais nous ne céderons pas les forêts de la province à l'aveuglette. Le premier ministre devrait retirer cette loi et ordonner la tenue des enquêtes nécessaires.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec): La loi peut être bonne, mais je n'ai pas les renseignements nécessaires pour juger à bon escient de la question. Je ne sais pas si cette loi est opportune et si les échanges proposés sont bons ou non. Il peut être opportun de faire des concessions à certaines

compagnies, dit-il, mais encore faudrait-il nous prouver que c'est opportun. Dans ces conditions, je crois que la seule attitude sage, c'est de m'abstenir de voter, de porter un jugement sur des transactions que je ne connais pas.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) se prononce contre la mesure. Car avec une semblable loi, dit-il, le gouvernement centralise toutes les ressources forestières du Québec entre les mains des grandes compagnies. Il proteste contre le prix élevé du papier.

M. Leduc (Laval) s'oppose au bill parce que la loi soumise ne prévoit pas que le ministre doive faire rapport au Parlement, qui a le droit d'être renseigné sur ces sortes de transactions. La province s'attend à un rapport du gouvernement sur toute cette question des échanges forestiers. C'est un vaste problème dont dépend notre avenir économique. Le principal défaut du gouvernement actuel, c'est de refuser au peuple les renseignements auxquels il a droit.

M. Drouin (Abitibi-Est) qualifie la loi de bill d'élection. Cependant, dit-il, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) passe pour un bon garçon en Abitibi. La façon dont la province dispose de ses limites à bois est arriérée. Si on voulait renseigner les députés, il serait facile de le faire aujourd'hui avec les moyens modernes dont on dispose. Grâce surtout à la photographie aérienne, il est très facile de se rendre compte de la valeur approximative d'une limite forestière, avant de l'octroyer.

Certains terrains à bois ont une telle valeur qu'un homme du comté de Bellechasse a vendu, dans l'Abitibi, des droits de coupe au prix de \$2,500 pour un lot de cent acres. Et ces terrains étaient situés à 30 milles du chemin de fer, sans aucun moyen de communications. Or, le même homme les rachète à \$5 de plus par acre, pour les revendre avec profit. On devrait tout d'abord faire un relevé de nos richesses forestières avant de les octroyer aux compagnies. Si le gouvernement nommait une commission indépendante de la politique, pour faire un relevé des richesses forestières de la province et l'inventaire des limites à bois, comme la chose s'est pratiquée en Ontario, la province en bénéficierait énormément.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Goudreau (Richmond)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder, aux industries énumérées au présent article, des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne, au prix, qui ne doit pas être inférieur à cinq dollars du mille carré, et à toutes conditions qu'il jugera équitables et avantageuses pour la province et qu'il déterminera.

"Ces permis de coupe renouvelables seront limités à des territoires ne devant pas excéder en totalité, dans chaque cas, la superficie mentionnée en regard du nom de chacune de ces industries, énumérées dans le tableau suivant:

1.	D'Auteuil Lumber Company Limited.....	75 milles carrés
2.	Dominion Shuttle Company Limited.....	75 milles carrés
3.	Donnacona Paper Company Limited.....	400 milles carrés
4.	Donohue Brothers Limited.....	80 milles carrés
5.	Gaspesia Sulphite Company Limited.....	300 milles carrés
6.	Lake Saint John Power & Paper Company Limited.....	200 milles carrés
7.	Sainte Anne Power Company et Sainte Anne Paper Company Limited.....	300 milles carrés
8.	Saint Lawrence Paper Mills Company Limited.....	250 milles carrés
9.	Saint-Raymond Paper Limited.....	100 milles carrés
10.	Price Brother & Company Limited.....	100 milles carrés

M. Choquette (Montmagny): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas donné dans le texte de loi, la description des limites que l'on veut concéder aux différentes compagnies?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La chose est impossible à préciser, à cause des conditions particulières de l'industrie. Dans certains cas, quatre ou cinq compagnies veulent avoir les mêmes limites. Le ministre veut obtenir la permission de décider lui-même des concessions à faire.

M. Choquette (Montmagny) n'est pas satisfait de la réponse du premier ministre. Les compagnies ont dû spécifier ce qu'elles voulaient, dit-il. Il serait important que le gouvernement prenne une décision entre les diverses demandes, pour les soumettre ensuite à la Chambre, afin que les députés sachent sur quoi ils votent. La Chambre a autant le droit que le ministre de savoir de quelle façon l'attribution sera faite. Il (M. Choquette) cite des cas d'échanges survenus sous la présente administration. Sur quoi s'est-on basé pour les effectuer demande-t-il?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agissait d'échanges entre des compagnies dont l'évaluation était faite. Je demande à l'honorable député de Saint-Sauveur si, durant son terme d'office, il était en mesure de donner un inventaire des limites de la province.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Des estimés et des inventaires ont été faits sur au moins 4,000 ou 5,000 milles, et le département possède des inventaires dans la grande majorité des cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition critiquait dans l'après-midi la loi de la petite industrie parce que le gouvernement ne disait pas à qui on va concéder des forêts; elle exigeait des noms et des chiffres sur le bill. Ce soir elle n'est pas encore satisfaite alors que les noms des concessionnaires sont dans le bill.

Une voix de l'opposition: Si le bill donne les noms, le gouvernement ne dit pas quelles forêts il donne aux compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1945, presque toutes les compagnies de bois sont venues voir le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) pour se plaindre qu'elles n'avaient pas assez de bois pour le besoin des

moulins. Dans certains cas, un arrêt partiel des activités est probable. Le problème est sous enquête. Après vérification, nous avons constaté que la position énoncée par les compagnies était correcte et véridique. Sauf dans trois cas, toutes les grandes fabriques de papiers de la province manqueront de bois pour fonctionner plus de deux ou trois ans au rythme actuel, à moins qu'on y prenne garde. Les trois compagnies qui font exception sont la Consolidated Paper, la Canadian International Paper et la Price Brothers.

Je me demande si les gens réalisent le désastre qui est imminent. Actuellement, la Donnacona Paper ne pourra continuer ses activités plus de trois ans sans fermer une partie de son moulin, si on ne lui accorde pas de limites forestières. Elle serait également dans l'impossibilité de varier sa production, en choisissant parmi l'un de 1,500 dérivés du bois. La même situation existe pour la Sainte-Anne Power, la Donohue Brothers et d'autres.

Nous avons passé une loi d'urgence en 1946, mais nous voulons présentement agir avec plus de précaution. Si mon gouvernement n'avait pas accordé de limites à la Canada Paper, dans Richmond, le moulin de Windsor Mills serait aujourd'hui fermé, alors qu'il a maintenant une production nouvelle. Le bill couvre le cas du moulin de Port-Alfred. Actuellement ce moulin est dans une situation qui peut le forcer de cesser ses activités, si le gouvernement ne lui donne pas de limites forestières, ce qui serait un désastre pour la population environnante.

M. Godbout (L'Islet): On a là un exemple de la façon de discuter du premier ministre. Le premier ministre vient de parler d'une question que l'opposition ne met pas en doute du tout. Personne ne veut refuser au gouvernement le droit de faire des échanges. L'opposition admet que le gouvernement doit autoriser des échanges de limites, à l'avantage de la population et du gouvernement. Ce que l'opposition veut, c'est de savoir exactement la valeur des concessions, à quel endroit elles sont situées, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement libéral de 1939 a octroyé pour rien des limites du Parc national à John Murdock.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre a l'audace de nous mettre sur le dos la transaction dont il est responsable au sujet de John Murdock. C'est le gouvernement libéral qui a passé l'ordre en conseil du chef de l'Union nationale qui, avant de perdre le pouvoir en 1939, avait conclu une entente avec

M. Murdock pour l'ouverture du Parc national du mont Orford. Le premier ministre va-t-il nier cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Godbout (L'Islet): Allez-vous nier que l'ordre en conseil a été passé à votre demande, pour respecter la parole que vous aviez donnée à M. Murdock, avant votre départ. Je devais respecter la parole de mon prédécesseur parce qu'il était alors le premier ministre de ma province. Le premier ministre actuel n'a pas toujours agi comme moi.

La résolution est adoptée sur division.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 5 est agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) insiste pour que la troisième lecture de la mesure soit remise jusqu'à la prochaine séance de la Chambre.

Produits agricoles saisonniers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but de trouver les moyens d'étendre aux douze mois de l'année la production des fermes de la province de Québec. Le bill 13 autorise le ministre de l'Agriculture à dépenser \$25,000 par année pour payer les salaires et les dépenses d'un comité de deux ou trois personnes qui étudiera les méthodes et les techniques modernes les plus économiques et les plus pratiques pour faciliter et répandre la culture des produits du sol, au moyen de serres chaudes et autres procédés spéciaux analogues, de conserver ceux-ci par la réfrigération et d'établir dans la province le meilleur système de conservation de ces produits alimentaires de caractère saisonnier.

M. Godbout (L'Islet): Ceci impliquera des dépenses inutiles. Encore une commission! Le ministre nous propose la nomination d'une commission. C'est une dépense inutile. Ce bill sera inoffensif si le gouvernement n'impose pas aux contribuables les frais d'une nouvelle commission. Point n'est besoin de ces nouveaux commissaires, car le ministre, à même son budget, peut engager tous les employés dont il croit avoir besoin pour faire les études prévues par ce bill.

D'ailleurs cette enquête est déjà commencée dans le département de l'Agriculture, et le seul but du bill, c'est de créer une nouvelle commission. Pourtant la province en a bien assez de ces commissions inutiles. Les cultivateurs ne demandent pas des commissions de la part du ministère de l'Agriculture, mais plus d'action, plus de recherches, plus de méthodes et une meilleure utilisation des agronomes.

(Applaudissements à gauche)

Le personnel du ministère de l'Agriculture est mieux en mesure que quiconque de faire ce travail et on a tort de créer une autre commission en marge des services établis. On a laissé le département se désorganiser et 125 des meilleurs employés ont été forcés de partir parce qu'ils n'étaient pas suffisamment encouragés. Certains d'entre eux ne seront pas remplacés avant 15 ans. Cette commission nouvelle sera une nouvelle cause de désorganisation dans le ministère.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se dit surpris de voir le ministre de l'Agriculture présenter semblable mesure. Le premier ministre a fait des promesses à la province. Il devait réduire le nombre des commissions. Il ne cesse de les multiplier après les avoir tant dénoncées. Cela permet au gouvernement de faire croire à l'électorat qu'il fait quelque chose alors qu'il ne fait rien.

Toutes les lois qu'il nous présente sont des lois de camouflage pour jeter de la poudre aux yeux ou pour aider des amis. Le gouvernement ne fait que de la petite politique. Le bill actuel a dû être imposé au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) par le premier ministre, qui comme Staline, est un dictateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Staline, c'est un rouge, moi, je ne suis pas un rouge.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cette commission n'est pas nécessaire. C'est un truc pour placer des amis. Le premier ministre aurait dû présenter à la Chambre ses bills sur le logement. La question est urgente. Le gouvernement préfère attendre et nommer des commissions.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) critique les dépenses inutiles. Ce serait beaucoup mieux pour le ministre de l'Agriculture d'organiser des frigidaires, dit-il, et certains centres pour conserver nos produits, plutôt que de créer des commissions.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Choquette), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 4 février 1948, à la page 2, explique que les députés ministériels font un chahut

de tous les diables. Mais ils se taisent quand M. Duplessis se lève.

2. *The Gazette* du 4 février 1948, à la page 1, explique que M. Sabourin semble être surpris par le fait que l'Orateur puisse avoir entendu son commentaire.

3. Le *Montréal-Matin* du 4 février 1948, à la page 3, indique qu'il est 4 heures lorsque le débat prend fin. Voici comment la *Gazette* du même jour, à la page 1, décrit cet incident: "Si ce cri avait été lancé par l'un des douze autres députés du Parti libéral, on n'aurait pensé rien d'anormal à ce sujet, mais provenant d'un député qui est en Chambre depuis neuf sessions et qui n'a jamais pris plus de neuf minutes lors de ses discours, cela a eu l'effet d'une bombe."

4. Selon *Le Soleil* du 4 février 1948, à la page 3, c'est M. Georges-Étienne Dansereau, député d'Argenteuil, qui appuyé M. Hamel. Les *Journaux de l'Assemblée législative du Québec*, vol. LXXXIII, 1948, page 107 rapportent que c'est M. Morin qui a appuyé M. Hamel.

5. Alors que *La Patrie* du 4 février 1948, à la page 2, rapporte que M. Dansereau a parlé de plusieurs industries modernes, *L'Événement*, à la page 13, et *Le Soleil* du même jour, à la page 8, rapportent qu'il aurait plutôt dit l'industrie moyenne.

6. Alors que *Le Devoir* du 4 février 1948, à la page 2 rapporte que M. Choquette aurait parlé de 6,400 acres, *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne de son côté qu'il s'agit de 6,400 cordes de bois.

7. Ce chiffre est rapporté par *Le Devoir* du 4 février 1948, à la page 2, mais de son côté *Le Canada* du même jour, à la page 2, mentionne le chiffre de 450,000 pieds cubes.

8. Le *Montréal-Matin*, quotidien montréalais de l'Union nationale, du 4 février 1948, à la page 3, explique que cette intervention de M. Bourque était motivée par son intention de mettre sous les yeux de M. Choquette le volumineux dossier des coupes illégales sous le régime libéral de 1939 à 1944.

9. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 4 février 1948, à la page 3, rapporte que M. Lawn a fait son discours en anglais.

10. Ce petit échange entre MM. Casgrain, Duplessis et Godbout au sujet des élections est rapporté par *La*

Patrie du 4 février 1948, à la page 2. Le journal montréalais indique que ces paroles ont été prononcées au cours de la soirée, mais ne précise pas lors de quelle discussion. Nous les plaçons ici, puisque M. Casgrain intervient dans ce débat et que M. Tardif fait une allusion aux prochaines élections.

11. *L'Événement* du 4 février 1948, à la page 13, explique que M. Dumoulin était absent au moment de la reprise du débat. C'est M. Morin qui a poursuivi la discussion.

12. Ovila Bergeron, député de Stanstead a été élu en 1944 sous les couleurs du Bloc populaire canadien. *Le Soleil* du 3 février 1948, à la page 9, rapporte qu'il a annoncé à Magog, le 2 février 1948, sa démission du Bloc populaire et de ses fonctions de directeur national du même parti. M. Bergeron a terminé son mandat à titre de député indépendant.

13. D'après *L'Événement* du 4 février 1948, à la page 13, M. Dansereau n'a pas voté.

Première séance du mercredi 4 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills prises en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec;

- bill 174 constituant en corporation le Centre médical de Montréal;

- bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney;

- bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément;

- bill 116 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal (The Montreal City and District Savings Bank), demandant l'adoption d'une loi

confirmant et ratifiant son droit de propriété sur certains lots;

- de Joseph Healy *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec. (The College of Naturopaths of the Province of Quebec);

- de Rolande Lanctôt *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Joël Lanctôt;

- de Guy Brodeur *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de l'honorable Léon-Mercier Gouin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation sous le nom de "Comité au Canada de la maison des étudiants canadiens à Paris";

- de Roland Bertrand, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Jean-M. Côté et Lucien Lambert, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec, à les admettre comme membres dudit institut;

- de Lawrence Henry Melville *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation un certain territoire détaché de la ville de Châteauguay et qui sera connu sous le nom de "Châteauguay Heights";

- de Raymond Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Conseil général du Barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat;

- de la ville de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de François-d'Assise Vanier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation ecclésiastique et politique;

- de la corporation de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett King;

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Décisions de l'Orateur:

Dictaphone à l'Assemblée

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'Orateur de la Chambre en est-il venu à une décision sur le point

d'ordre soulevé par le premier ministre sur la question de privilège soulevée hier par le chef de l'opposition au sujet d'un dictaphone installé dans le pupitre du premier ministre?

M. l'Orateur: Je rendrai ma décision aussitôt que possible.

Projets de loi:

La Banque d'Épargne de Montréal

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 confirmant le droit de propriété de La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Naturopathes

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Longueuil

M. Joyal (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Annexion à Black Lake

M. Vachon (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Église canadienne de la Pentecôte

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 constituant l'Église canadienne de la Pentecôte comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Châteauguay Heights

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Comité de la Maison des étudiants canadiens à Paris

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Succession de Joël Lancôt

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant la succession de Joël Lancôt.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

**G. Brodeur, A. Villeneuve
et G. Hébert**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 relatif à l'admission de Guy Brodeur, Arthur Villeneuve et Guy Hébert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Succession de Mary Everett

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Roland Bertrand

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant l'admission de Roland Bertrand comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Jean-M. Côté et Lucien Lambert

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Raymond Maher

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 autorisant le

Conseil général du Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Maher à l'étude de la profession d'avocat, avec effet rétroactif au 1er juillet 1946)

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Lois des différends ouvriers

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi des différends ouvriers de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la loi du Barreau

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi médicale de Québec

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget des dépenses
1948-1949**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 4 février 1948
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Questions et réponses:

Colonisation de l'Abitibi

M. Chaloult (Québec): 1. a) Combien de nouvelles paroisses ont-elles été fondées dans l'Abitibi depuis le 8 août 1944? b) Quel est le nom de chacune d'elles?

2. Combien de nouveaux colons ont-ils été établis dans l'Abitibi depuis le 8 août 1947?

3. a) Combien de pionniers mécaniques (bulldozers) ont-il été mis à la disposition des colons de l'Abitibi depuis le 1er septembre 1946? b) Combien dans chaque paroisse?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. a) et b):

En 1945, le ministère de la Colonisation a pris les dispositions requises en vue de fonder des colonies nouvelles dans les cantons suivants, pour lesquels la classification, l'inventaire et les plans ont été préparés:

- Lavergne;
- Chazel, partie nord;
- Deshoues, Miniac, Béarn et Castagnier (pour ces 4 cantons, il s'agissait de colonies nouvelles dans les parties non encore organisées);
- Despinassy (projet pour deux colonies);
- Guyenne, Berry et Launay (projet à même les parties non organisées de ces cantons);
- Vassal, Despinassy et Lamorandière (projet à même les parties non-organisées de ces trois cantons);
- Varsan et Senneville (pour compléter une paroisse à peine ouverte);
- Piedmont et Senneville (en vue de faire une paroisse dans la partie sud de Fiedmond et la partie nord de Senneville).

En 1946 et 1947, l'ouverture et le gravelage de chemins de pénétration et de chemins de rangs ont été faits dans tous ces cantons.

Le choix du nom d'une paroisse est de la compétence des autorités diocésaines, de même que la décision d'assurer les services culturels. Nous savons que les colons peuvent compter sur ces services religieux dès leur arrivée dans les nouvelles

colonies, soit par l'entremise d'un missionnaire, d'un desservant et, plus tard, par celle d'un prêtre résidant alors que la paroisse est définitivement et officiellement fondée et que nous en sommes informés par les autorités diocésaines.

En septembre 1944, nous avons constaté qu'aucun chemin n'avait été préparé pour l'ouverture de nouvelles colonies en Abitibi. Pendant que nous nous occupons d'en faire construire en Abitibi, nous avons vu en même temps à développer la colonisation ailleurs.

Pour ce qui est du nombre des paroisses fondées soit en Abitibi ou ailleurs, le ministère de la Colonisation n'est pas en mesure de répondre exactement à cette question - l'érection des missions et des paroisses relevant de l'épiscopat. Cependant, depuis le 8 août 1944, le ministère a collaboré à l'érection de 26 nouvelles chapelles à la demande des évêques concernés dans les différents diocèses érigés en notre province.

2. En 1947, le service de l'établissement a pourvu à 2,212 établissements nouveaux dans les différentes régions de colonisation de la province, dont 435 en Abitibi jusqu'au 8 août 1947, et 446 en Abitibi après le 8 août 1947. De plus, 456 cas sont actuellement sous procédure d'étude ou font l'objet d'enquêtes de la part des missionnaires-colonisateurs.

3. a) et b)

Au cours de l'année 1946, 27 béliers mécaniques (bulldozers) ont été mis à la disposition des colons dans les comtés d'Abitibi-Est et Ouest. En 1947, ce chiffre fut porté à 48, et ce, comparativement à 15 pour 1942, 14 pour 1943, 15 pour 1944 et 17 pour 1945.

Toutes les paroisses de colonisation ont été inscrites sur notre programme de travaux mécanisés et, en vertu de ce programme - lorsque le travail prévu dans une paroisse doit se poursuivre jusqu'à la fin de la saison - le tracteur commence dans la paroisse voisine dès le printemps suivant. Par suite de cette politique et bien que nous n'ayons pu compiler à date tous les rapports du travail fait en 1947, nous avons calculé qu'il s'est fait 30,090 acres d'essouchement, soit le double de ce qu'il s'est fait en 1946, et environ 11,000 acres de plus que durant la meilleure année précédente alors que le travail était d'exécution, plus rapide puisque l'essouchement à faire se trouvait dans la partie la plus accessible du lot du colon.

M. Godbout (L'Islet): Le sujet est d'une telle importance qu'il aurait dû être traité par le ministre responsable du ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur admet le point d'ordre.

Propriété des bicyclettes

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant la propriété des bicyclettes soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but d'assurer et de faciliter le retour à leurs propriétaires de bicyclettes volées. On admet qu'il se commet, dans la province de Québec, environ 3,000 vols de bicyclettes chaque année. Si l'on considère que ces bicyclettes appartiennent à des petits salariés, messagers d'établissements de commerce, pour la plupart gagnant leur vie avec leur véhicule, on comprend que ces vols constituent pour eux une grande perte. C'est là une législation qui s'impose, car une pareille loi assurera une plus grande protection à tous les propriétaires de bicyclettes dans la province. La police provinciale n'a réussi qu'à en retracer environ 50 %, et le temps est venu de soutenir ses efforts et compléter son travail.

Le bill a pour objet d'interdire d'oblitérer, défigurer ou enlever le numéro de série ou autre marque d'identification apposée par le manufacturier sur un bicycle ou une bicyclette. Une autre clause défend tout achat, vente, échange ou démolition de bicyclette dont le numéro de série ou autre identification du manufacturier aura été ainsi défiguré. Enfin, tout commerçant de bicycle doit entrer dans un registre spécialement tenu à cette fin tout achat, échange, vente ou autre transaction se rapportant à des bicyclettes usagées fait dans son magasin. Il doit aussi y inscrire un certain nombre de renseignements spécifiques qui permettront la découverte de toute bicyclette volée et le mettre à la disposition de la police quand celle-ci le demandera.

Toute personne qui contrevient à une disposition de cette loi commettra une infraction passible d'une amende de pas moins de \$10 mais de pas plus de \$100, en outre des frais ou d'un emprisonnement de huit à trente jours, à défaut de paiement de l'amende. Cette mesure sera accueillie avec grande satisfaction par tous les propriétaires de bicyclettes dans la province. Cette loi rendra possible la récupération de 80 % à 90 % des bicyclettes volées dans la province.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Johnson (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société

Saint-Georges de Québec

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant l'Acte pour incorporer la Société Saint-Georges de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. French (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

École des arts graphiques

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que cette Chambre prie le gouvernement d'établir à Québec une école des arts graphiques afin d'aider par là l'industrie de l'imprimerie.

Cette motion a pour objet de solliciter l'établissement, dans la ville de Québec, d'une école

des arts graphiques. Une telle école s'impose à Québec, comme elle s'imposait à Montréal. Il sied à Québec, en sa qualité de principale ville française d'Amérique, de centre et foyer de la culture française en Amérique du Nord, de posséder une école des arts graphiques.

Les arts graphiques, représentés par la photographie, mais surtout par l'imprimerie et l'art de la reliure qui lui est complémentaire, comptent parmi les industries les plus importantes. Les arts graphiques occupant le sixième rang, au point de vue économique, mais le deuxième rang au point de vue des services qu'ils rendent à l'humanité. Le Canada français compte de plus en plus d'historiens et de savants, et prend une importance croissante dans le domaine économique. Notre province a besoin d'excellents techniciens en imprimerie et reliure, capables d'imprimer et de mettre en relief les œuvres de nos littérateurs et historiens.

C'est par l'imprimerie et la reliure que la civilisation a progressé dans le monde. Il fait un historique de l'imprimerie et de la reliure depuis leurs origines. L'art de la reliure complète celui de l'imprimerie. Il y a, à Montréal, une école des arts graphiques qui existe depuis quelques années et rend des services signalés aux jeunes. On devrait donner le même avantage à Québec. Mais il ne suffit pas de créer des écoles spécialisées; encore faut-il s'appliquer également à faire un recrutement sélectif des candidats à ces écoles, de choisir ceux qui sont en mesure de devenir les meilleurs techniciens, si on veut faire un succès de cette affaire et former des compétences.

L'apprenti-imprimeur ou l'apprenti-reliure devrait, après quelques mois d'apprentissage, pouvoir montrer, non seulement son habileté, mais une véritable passion pour son travail. Le Canada français ne prendra son essor que dans la mesure où l'entraînement des élèves de nos écoles spécialisées sera plus poussé.

M. Fleury (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que la motion en discussion soit amendée en ajoutant après le mot "Québec", dans la deuxième ligne de ladite motion, les mots "aussitôt que raisonnablement possible".

M. Dumoulin (Montmorency): Selon lui, après les arguments invoqués par son collègue de Québec-Centre (M. Morin), personne ne peut raisonnablement s'y opposer. Il exprime son étonnement de voir le député de Nicolet proposer un amendement de cette nature. L'amendement est absolument inutile, dit-il. Il est important que le gouvernement établisse une école des arts graphiques

à Québec. Il suggère que soit nommé à la direction de l'école un relieur bien connu de notre ville, Québec, et qui est maître en son métier. Il suggère que le gouvernement crée cette école tout de suite et lui confie, pour l'encourager, la reliure du rapport de l'enquête que le premier ministre accordera sans doute sur les grills et les clubs de nuit de Montréal et la reliure des *Comptes publics* qui devraient être reliés en chagrin noir.

L'amendement est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est adoptée.

Pensions de vieillesse

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait amender la loi des pensions de vieillesse, afin que les personnes nécessiteuses, âgées de 65 ans, puissent bénéficier des avantages de cette loi.

Dès 1924, un gouvernement libéral a voulu, à Ottawa, faire voter et inscrire cette loi des pensions de vieillesse dans les Statuts du Canada. Mais à cette époque les sénateurs conservateurs étaient en majorité au Sénat. Ils ont combattu cette législation sociale et le projet de loi fut défait. Trois ans plus tard, en 1927, M. King revint de nouveau à la charge et cette fois le bill fut adopté par les deux Chambres¹. Dans notre province, cette mesure fut reçue avec enthousiasme par les uns et avec appréhension par les autres.

La province de Québec ne voulut pas se prévaloir immédiatement de l'offre fédérale. Il (M. Hamel) rappelle les débats de l'Assemblée législative. Finalement, dit-il, tous durent céder aux pressions populaires, car de partout on réclamait la loi, et faire bénéficier les vieillards du Québec de la loi fédérale. En 1936, le gouvernement Taschereau passait la loi² et acceptait de collaborer avec le gouvernement d'Ottawa, les provinces étant appelées à contribuer financièrement au paiement des pensions aux vieux. Le gouvernement ayant été battu aux urnes quelques mois plus tard, la loi fut mise en pratique en 1936 par l'Union nationale. Pour une fois, le gouvernement de l'Union nationale collabora avec Ottawa et l'appliqua à son arrivée au pouvoir en 1936.

C'est aux descendants des sénateurs toriens qui ont retardé l'adoption de cette loi sociale que je fais appel.

(Applaudissements à gauche)

Sans doute, dans la vie, il ne faut pas faire payer par les économes les erreurs des imprévoyants. Mais celui qui a de lourdes charges de famille et de petits revenus peut-il être traité d'imprévoyant? La chance, cette injustice qu'il faut savoir se faire pardonner, ne doit-elle pas apporter avec les succès qu'elle détermine la largeur de vue et la bonté qui nous indiquent qu'il faut en partager les fruits avec ceux qui ne l'ont pas connue? Que la Chambre adopte cette motion pour poser un geste qui démontre l'importance que nous donnons au capital humain!

L'ère est aux lois sociales et le gouvernement provincial devrait songer sérieusement à accorder des pensions aux personnes qui ont atteint l'âge de 65 ans. En raison du coût de la vie plus élevé, la pension de sécurité de la vieillesse devrait être modifiée, en collaboration avec le gouvernement fédéral, pour permettre aux pensionnés de recevoir leur pension à 65 ans au lieu de 70. Ce changement est le plus nécessaire, lorsqu'on réalise le cas où un homme a droit à une pension et que lui et sa conjointe, si cette dernière est trop jeune pour recevoir une pension, doivent vivre avec la somme de \$30 par mois, ce qui est visiblement insuffisant pour deux personnes. Les hommes de 65 ans ne peuvent trouver d'ouvrage nulle part et bon nombre d'entre eux sont dans le besoin. Dans les grandes compagnies, on a précédé le gouvernement et on fixe maintenant à 65 ans l'âge de la retraite des employés. Les exigences des employeurs et les progrès modernes exercent une telle pression sur l'être humain que l'ouvrier est plus usé aujourd'hui à 65 ans qu'il ne l'était à 70 ans au début du siècle.

En abaissant à 65 ans l'âge de la pension aux vieillards nécessiteux, leur nombre augmenterait d'environ 24,000. Il y en a environ 57,000 dans la province qui ont 70 ans et plus et qui bénéficient de la loi. La province ne serait appelée qu'à verser entre \$7,000,000 et \$8,000,000 de plus annuellement.

On rétorquera peut-être que la province n'a pas les moyens nécessaires en argent pour payer des pensions à partir de 65 ans mais, en 1935, lors de l'institution de la loi chez nous, le budget de la province n'était que de \$35,000,000, alors qu'aujourd'hui il est presque rendu à \$150,000,000. Avec les présents budgets provinciaux, Québec est capable de payer un surplus de \$7,000,000 à \$8,000,000 annuellement à nos vieillards. Le gouvernement pourrait s'entendre avec Ottawa sur ce sujet et il n'aurait à payer que 25 % du coût de ces pensions, le gouvernement fédéral en payant les trois-quarts. Ce serait là, entre autres, un moyen de combattre le communisme. Une mesure dans ce sens

ferait disparaître l'aigreur dont résulte le communisme.

M. Bienvenue (Bellechasse) est heureux d'appuyer la motion parce qu'elle est d'actualité, qu'elle s'impose même. Il souligne la grande importance de cette mesure sociale. Il ne suffit pas de se montrer sympathique aux vieillards, dit-il. Nous voulons faire penser au gouvernement qu'il existe des vieillards nécessiteux dans la province et qu'il devrait faire davantage pour eux. L'opposition aura le mérite d'avoir invité le gouvernement à accomplir une belle action en faveur de nos gens âgés de 65 ans et plus.

Cette assistance sociale dont parle la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) est une mesure sociale qui relève bien en effet de la juridiction des provinces. Il est d'abord du domaine provincial de s'occuper du sort des vieillards. Pour s'en convaincre, nous n'avons qu'à consulter le Code civil et la Constitution. Toutes les lois sociales sont du ressort des provinces. Il cite le Code civil à cet effet.

Quelle objection le gouvernement pourrait avoir à s'entendre avec Ottawa à ce sujet? De quoi nous plaindriions-nous? Il est vrai qu'Ottawa a envahi le domaine social réservé aux provinces. Ottawa vient au secours des gens que nous n'aidons pas. Le fédéral intervient, dans certains cas, mais seulement lorsque certains gouvernements provinciaux n'ont pas fait ou ne font pas le devoir qui leur incombe. Les gouvernements provinciaux ont négligé de donner des mesures réclamées. C'est le cas du gouvernement en face de nous.

Il nous annonce qu'il va dépenser \$141,000,000. Il a les moyens de payer un quart des pensions aux nécessiteux de 65 ans. Le fédéral est prêt à payer les trois-quarts. Depuis 10 ans, les vieillards de la province ont reçu un total de \$113,000,000. De cette somme, le gouvernement libéral d'Ottawa a payé \$85,500,000 et la province \$28,500,000. Le gouvernement a les fonds nécessaires pour payer l'augmentation de pension et il est de son devoir de se montrer plus généreux envers les vieillards nécessiteux âgés de 65 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec un sourire) Le député de Bellechasse plaide comme s'il voulait être nommé juge par Ottawa. Veut-il être juge?

M. Bienvenue (Bellechasse): Je défends la cause des nécessiteux. Je fais mon devoir. Et si par surcroît je suis nommé juge, je ferai mon devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député de Bellechasse accepterait d'être nommé juge par Ottawa?

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le premier ministre a des tuyaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, j'ai entendu dire que le député de Bellechasse avait plus de chance d'être nommé que le député de Montmagny (M. Choquette).

M. Bienvenue (Bellechasse): (Souriant) Dans un cas comme dans l'autre, ce serait une bonne nomination.

(Rires et applaudissements à gauche)

Le premier ministre reproche au fédéral d'empiéter sur les droits des provinces. Lorsqu'il s'occupera de questions sociales, le fédéral n'empiètera pas. Si le gouvernement provincial ne se montre pas généreux, le fédéral le sera et on criera encore à la violation de l'autonomie. Les vieillards préfèrent recevoir \$100 par année d'Ottawa que de ne rien recevoir de Québec. Celui qui est pauvre et a besoin d'argent préfère recevoir une pension que des beaux discours du gouvernement provincial. Ça c'est de l'autonomie pratique.

M. Choquette (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que tous les mots après le premier mot "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec apprécie l'augmentation des pensions accordée par le gouvernement actuel, aux vieux et aux vieilles de la province, et se déclare favorable à la mise en application d'un système de pensions de vieillesse qui conviendrait à notre province et qui rendrait pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles de la province et qui sont âgés de 65 ans et plus."

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre a dit dans les élections partielles que c'est son gouvernement qui avait donné les pensions de vieillesse. C'est faux. Les pensions de vieillesse sont l'œuvre des libéraux et une entente fédérale-provinciale sur les lois sociales s'impose.

Cet amendement n'offre aucun avantage aux vieux et aux vieilles de la province de Québec. Ils aiment mieux de l'argent que des paroles et des phrases. Le gouvernement évite d'aborder la question de front et refuse de rendre justice à la

population. Cet amendement n'a pas d'autre but que de cacher les véritables intentions du gouvernement et de nous empêcher de discuter les faits.

Il (M. Francoeur) reproche au premier ministre d'avoir oublié ses engagements envers la population dans la campagne de Bagot. La pension s'impose pour les vieux de 65 ans, proclame-t-il.

M. Chaloult (Québec) félicite le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de n'avoir pas fait de démagogie avec cette question. Tout le monde, dit-il, désire que les pensions de vieillesse soient payées à partir de 65 ans, mais est-ce possible financièrement? C'est là la question, toute cette affaire des pensions se résume à une question d'argent.

Les libéraux qui demandent une pareille pension auraient pu la voter pendant qu'ils étaient au pouvoir. On est même en droit de se demander ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir. Il serait bon que les partis politiques qui font de telles réclamations prennent des engagements. Est-ce réalisable avec le budget de la province? Je ne le sais pas. À mon avis il faudrait que de telles mesures sociales soient financées par ceux qui exploitent nos ressources naturelles et que l'on fasse payer davantage ceux qui ont de l'argent.

L'amendement a pour objet d'empêcher le vote sur la motion et il aura pour effet de refuser les pensions. Étant favorable au principe de la pension à 65 ans, je voterai contre l'amendement.

M. Morin (Québec-Centre) se prononce en faveur de la motion. La loi de pension de vieillesse a été votée par le gouvernement libéral d'Ottawa, dit-il. Pourquoi le gouvernement de Québec cherche à s'en attribuer le mérite? Le gouvernement de Québec n'a pas de raison de s'opposer au paiement de la pension à 65 ans, surtout quand le budget de la province est rendu à \$150,000,000 par année. Il ne faut pas oublier que le coût de la vie augmente pour les vieux comme pour les jeunes.

Les pensions de vieillesse coûtent actuellement \$48,000,000 au Trésor fédéral et \$17,000,000 seulement aux provinces. Pourquoi le gouvernement n'augmenterait-il pas les pensions lui-même, puisque le fédéral est prêt à payer 75 % des pensions aux nécessiteux de 65 ans. En Colombie, le gouvernement provincial paie \$35 de pension de vieillesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus de millionnaires en Colombie que dans Québec, toutes proportions gardées.

M. Morin (Québec-Centre): Des provinces comme l'Ontario et la Colombie ont pris sur elles de porter la pension à \$40 et Québec devrait en faire autant à même son budget. Dans Québec, le provincial laisse faire le fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! On devrait réaliser que la population du Québec paie entre \$5,000 et \$6,000 par jour de session. Puisqu'on veut payer des pensions à tous ceux qui ont 65 ans, que l'on commence donc par cesser le gaspillage de l'argent du peuple qui se fait ici, ainsi que les débats indûment prolongés et les discours en dehors du sujet. Si le peuple de la province était témoin de la perte de temps de la Chambre par des redites et des remarques en dehors du sujet en discussion, dont l'opposition libérale nous donne l'exemple, je me demande ce qui arriverait à nos honorables amis d'en face.

M. Morin (Québec-Centre): Quelle différence entre le député de Trois-Rivières dans l'opposition et au pouvoir!

(Applaudissements à gauche)

En prenant de pareilles attitudes, le premier ministre hâte son retour dans l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Dans les circonstances actuelles, je suis favorable au paiement de la pension de vieillesse à 65 ans. Voilà pourquoi je devrai voter contre l'amendement du gouvernement, car celui-ci a pour objet d'empêcher le vote sur la motion et parce qu'il est de nature à empêcher cette mesure de justice sociale. Il ne voudrait pas, dit-il, que l'on fasse de la démagogie avec cette question de pensions de vieillesse.

Il y a actuellement dans l'industrie, poursuit-il, une tendance à considérer un homme de 50 ans comme fini. Le problème de la main-d'œuvre âgée se pose de plus en plus gravement à mesure que la longévité augmente. Dès l'âge de 45 et 50 ans, un homme commence à avoir de la difficulté à trouver de l'emploi. Je trouve dans les statistiques de la *Gazette du Travail* des chiffres éloquentes à ce sujet. En novembre 1945, les chômeurs de plus de 45 ans formaient plus de 15 % du nombre total des chômeurs. En 1947, cette proportion était de 28 %. En face de la longévité accrue, il faut augmenter la période de gain du travailleur. Il faut donc que le gouvernement soit prévoyant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le

droit de parler des chômeurs de 45 ans quand le texte même de la motion limite le débat aux pensions pour les gens de 65 ans. Quand on parle en dehors des règlements et qu'on répète toujours la même chose, on gaspille inutilement l'argent du peuple qui pourrait précisément être employé à payer des pensions aux vieux et aux vieilles.

M. l'Orateur: Si le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ne fait qu'une allusion aux gens de 45 ans, très bien; autrement il devra s'en tenir au texte de la motion.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La tendance industrielle est de mettre de côté les hommes qui sont encore capables de travailler, sous prétexte qu'ils ont perdu de la rapidité. On oublie qu'ils ont acquis beaucoup de jugement et une précieuse expérience. Si on ne fait pas en sorte que les hommes soient employés dans l'industrie après 45 ans, l'État devra intervenir. Il demande, dit-il, au ministère du Travail qu'un effort de publicité soit fait pour tenter de faire disparaître cette fausse notion, qui nuit considérablement aux travailleurs d'âge mûr, et de faire de la propagande en faveur d'une meilleure utilisation de la main-d'œuvre âgée.

Au sujet du financement des pensions aux vieux, on a tort de parler d'argent en l'opposant à la notion d'autonomie. Ottawa perçoit dans notre province des montants considérables et il est injuste de dire qu'il nous donne de l'argent quand il ne fait que nous remettre ce qu'il a pris ici. C'est une fausseté de la part de l'opposition de toujours parler des largesses d'Ottawa quand il les fait avec notre argent qui provient des payeurs de taxes de la province.

M. Sylvestre (Berthier) appuie la motion. Il se dit surpris de l'amendement du député de Shefford (M. Choquette). L'amendement n'est qu'une procédure dilatoire, dit-il, et il doit être rejeté.

L'homme qui a usé sa santé dans le travail et qui a servi la société jusqu'à 65 ans a contribué dans une grande mesure à faire des millionnaires. Il a le droit de recevoir une compensation, puisqu'il a été un facteur essentiel à la prospérité des autres. S'il n'y avait pas de pauvres gens, il n'y aurait pas de millionnaires. Ce sont les pauvres qui aident à édifier les fortunes. L'État a donc le devoir de leur donner des pensions convenables.

La province de Québec, province chrétienne, devrait donner à tout le reste du pays l'exemple de la charité chrétienne. Le gouvernement devrait prendre

quelques-uns des millions de son budget pour augmenter les pensions. Le premier ministre aurait là une belle occasion de consacrer le principe de l'autonomie dont il parle sans cesse.

Des rumeurs circulent dans la province au sujet des énormes ristournes payées à la caisse électorale de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Bondissant) demande à l'Orateur de rappeler le député de Berthier à l'ordre. Il est pénible de constater, dit-il, que ce sont souvent des avocats qui donnent le plus facilement l'exemple de la violation des règlements. Le député de Berthier est un avocat distingué. Il connaît les règlements. Qu'il s'en tienne à la motion.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Il ne parle que de la grosse caisse.

M. Sylvestre (Berthier): Eh bien, M. l'Orateur, le gouvernement ne fait pas son devoir.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement devrait purifier l'atmosphère politique. Si le premier ministre, comme il l'a promis, économisait en demandant des soumissions pour ses contrats, il aurait l'argent nécessaire à l'augmentation des pensions.

(Applaudissements à gauche)

M. Choquette (Montmagny) se prononce en faveur de la motion. J'ai été surpris d'entendre le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) dire que, dans les élections partielles du comté de Bagot, le premier ministre et d'autres orateurs de l'Union nationale auraient affirmé que c'est le gouvernement de l'Union nationale qui a donné à la province les pensions de vieillesse. Ce n'est pas l'Union nationale qui a passé la loi des pensions de vieillesse, et il serait bon de déterminer, une fois pour toutes, qui a donné au peuple les pensions de vieillesse³.

(Applaudissements à gauche)

Des députés ministériels murmurent et lancent des cris.

M. Choquette (Montmagny): J'ai ici les Statuts du Canada de 1927, chapitre 156⁴. Cette loi a-t-elle donc été passée par un gouvernement tory ou par un gouvernement libéral? C'est un gouvernement libéral qui a créé la loi des pensions de vieillesse à Ottawa. Elle a été passée par le gouvernement de M. King, qui est encore premier ministre du Canada.

(Applaudissements à gauche)

Je demande donc la permission de déposer ces Statuts sur la table du greffier de la Chambre, de façon à ce que les députés de l'Union nationale, apparemment ignorants sur cette question, puissent renseigner leurs électeurs d'une façon plus honnête. C'est un autre gouvernement libéral qui a mis la loi en vigueur dans la province de Québec en collaboration avec le gouvernement fédéral.

Pour compléter la loi fédérale, il fallait une loi provinciale concurrente, dont le député de Frontenac (l'honorable M. Tardif) ne pourra trouver le texte dans *l'Almanach du peuple*. Qui donc a passé la première loi provinciale pour aider les vieillards? J'ai ici les Statuts de la province, Édouard VIII, chapitre 1 et je lis: "Lois concernant les pensions de vieillesse". Cette loi a été passée par le gouvernement de l'honorable M. Taschereau en 1936.

Des députés ministériels font du bruit⁵.

M. Choquette (Montmagny): M. l'Orateur, je vous prierais de faire cesser les croassements de ces batraciens pendant que nous prononçons nos discours.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Choquette (Montmagny): D'ailleurs comme toutes les grandes lois sociales, comme les allocations familiales, comme l'assurance-chômage, cette loi est une loi libérale. C'est également un gouvernement libéral qui a instauré les lois sur le travail et l'aide sociale dans la province, malgré les efforts de certains chefs de l'Union nationale pour empêcher la promulgation de cette loi. Dorénavant, lorsqu'un membre de l'Union nationale viendra ensuite affirmer que c'est le gouvernement Duplessis qui a passé la loi des pensions de vieillesse, je dirai, M. l'Orateur, qu'il aura menti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le député de Montmagny (M. Choquette) n'a pas le droit d'utiliser un tel langage et il devrait respecter la Chambre et les règles de bienséance de base.

Des députés de l'opposition: Hitler! Dictateur! Soviet!

M. Choquette (Montmagny): Le premier ministre n'a pas le droit de traiter un collègue de cette manière. S'il y a un homme qui a enfreint les

règles de base de bienséance et le respect des règlements de la Chambre, l'Orateur ne devrait pas aller bien loin pour le trouver.

M. Choquette (Montmagny) félicite le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) d'avoir présenté sa motion. Il est toujours à l'avant poste quand il s'agit de défendre les droits des ouvriers, des déshérités et pour aider les humbles en général. Lorsqu'il reprendra bientôt son poste dans le gouvernement libéral, il continuera. La motion est très claire, elle réclame des pensions à 65 ans pour les personnes nécessiteuses. Le gouvernement a fait proposer un amendement à la motion par le député de Shefford.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nommez-le!

M. Choquette (Montmagny): Je savais que le premier ministre ignorait ses députés, mais je ne savais pas qu'il ignorait leurs noms.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est un Choquette qui a du bon sens.

M. Choquette (Montmagny): Ce n'est pas en étant de l'Union nationale qu'il le prouve. J'ai confiance qu'il viendra vers nous s'il veut rester à droite du président après les élections. Mais je reviens à la motion. L'amendement ne signifie rien. Il ne contient que des mots obscurs pour déclarer que l'on est favorable à la pension et que l'on veut rendre justice aux vieillards. C'est un exemple typique du style nébuleux de l'Union nationale qui ne règle rien, ne précise rien et nous laisse toujours dans l'incertitude et le vague. Le premier ministre avait pourtant promis de rendre justice aux fonctionnaires et, cependant, leurs salaires ont été baissés depuis qu'il a pris le pouvoir.

Il participe au débat, dit-il, parce qu'un de ses électeurs lui a écrit: "J'ai 70 ans, ma femme en a 65 et elle ne peut retirer une pension. Je dois soutenir trois personnes avec \$30 par mois. Aide-nous." Le député de Québec (M. Chaloult) a demandé pourquoi les libéraux n'ont-ils pas augmenté la pension il y a quatre ans? Parce que le coût de la vie n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Lorsque le Parti libéral reviendra au pouvoir, dans quelques mois, nous passerons la législation nécessaire pour augmenter les pensions aux vieux et nous les donnerons à 65 ans. Je fais cette déclaration avec l'approbation de mon chef.

(Applaudissements à gauche)

Il y a deux moyens de financer les pensions pour les augmenter et obtenir cette amélioration: en faisant payer toute l'augmentation par la province ou encore faire financer les pensions en partie par Ottawa en faisant une entente. Mais pour cela il nous faudrait un gouvernement capable de s'entendre avec le fédéral. Un gouvernement qui ferait des propositions, ou des contre-propositions. Ottawa nous a fait des propositions. Le manque de compréhension entre le Québec et le fédéral va entraver la modification à la réglementation de la pension de vieillesse. Le peuple commence à être fatigué de cette querelle systématique et stérile avec le pouvoir central. Il commence à être privé d'avantages appréciables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Bondissant) soulève un point d'ordre. Le député de Montmagny (M. Choquette) défie l'Orateur, dit-il. M. l'Orateur, les règlements de la Chambre doivent être observés et surtout par les avocats. Le député de Montmagny enfreint les règlements de la Chambre et, de plus, il se conduit d'une manière indigne de sa profession.

Le député de Montmagny s'éloigne du sujet. Il est hors d'ordre depuis longtemps et il agit ainsi volontairement et sciemment. La question des relations fédérales-provinciales est sur l'ordre du jour, le député n'a pas le droit d'anticiper sur ce débat. Il est temps d'affirmer l'autorité de l'Orateur et que le député de Montmagny sache qu'il faut respecter les règlements de la Chambre. Le député de Montmagny n'a pas le droit de se moquer continuellement des règlements de la Chambre et je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

(Applaudissements à droite)

M. Choquette (Montmagny): M. l'Orateur, je proteste contre les paroles du premier ministre. Il revient à l'Orateur de réglementer le débat selon les règles de la Chambre, et non pas au chef du gouvernement. Le premier ministre peut soulever un point d'ordre, mais c'est vous qui devez décider si je suis dans l'ordre, oui ou non.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre n'a pas le droit de parler comme il le fait d'un membre de cette Chambre. Il n'a pas le droit de dire que je ne respecte pas les règlements de cette Législature. Je n'ai pas dans mon pupitre, au mépris de toute décence parlementaire, un dictaphone. Je n'ai pas recours aux méthodes de dictateur soviétique.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: Un point d'ordre a été soulevé. Il rappelle à l'ordre le député de Montmagny. Le député de Montmagny sait qu'il transgresse délibérément les règles de la Chambre.

M. Choquette (Montmagny) M. l'Orateur. Il est 6 heures, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), l'ajournement du débat.

(Applaudissements à gauche)

Adopté. Le débat est ajourné.

Des députés manifestent⁷.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Des voix: Hitler n'est pas mort!⁸

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Ratification de résolutions

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Goudreau (Richmond)

Le comité étudie l'article 1 du bill qui se lit comme suit:

"1. Les résolutions suivantes, savoir:

"La résolution du conseil municipal de la ville de Beauharnois, district de Beauharnois, adoptée le 21 avril 1947 (annexe A de la présente loi), fixant l'évaluation pour fins d'imposition municipale de la propriété immobilière imposable de Dominion Alkali & Chemical Company Limited dans les limites de ladite municipalité pour servir à des fins industrielles et pour une période de dix années à partir de l'entrée en production d'une usine de produits chimiques à construire en tout ou en partie dans les limites de ladite municipalité, tel qu'exposé au préambule de la présente loi;

"La résolution des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de Beauharnois adoptée le 22 avril 1947 (annexe B de la présente loi) fixant l'évaluation pour fins d'imposition scolaire de la propriété immobilière imposable de Dominion Alkali & Chemical Company Limited dans les limites de cette municipalité pour servir à des fins industrielles et pour une période de dix années à partir de l'entrée en production d'une usine de produits chimiques à construire en tout ou en partie dans les limites de ladite municipalité et dans la juridiction de ladite commission scolaire, tel qu'exposé au préambule de la présente loi;

"La résolution du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, district de Beauharnois, adoptée le 25 avril 1947 (annexe C de la présente loi), fixant l'évaluation pour fins d'imposition municipale de la propriété immobilière de Dominion Alkali & Chemical Company Limited dans les limites de cette municipalité pour servir à des fins industrielles et pour une période de dix années à partir de l'entrée en production d'une usine de produits chimiques à construire en tout ou en partie dans les limites de cette municipalité, tel qu'exposé au préambule de la présente loi;

"La résolution des commissions d'écoles de la paroisse de Saint-Clément, district de Beauharnois, adoptée le 22 avril 1947 (annexe D de la présente loi), fixant l'évaluation pour fins d'imposition scolaire de la propriété immobilière imposable de Dominion Alkali & Chemical Company Limited dans les limites de la juridiction de cette commission scolaire, pour servir à des fins industrielles et pour une période de dix années à partir de l'entrée en

production d'une usine de produits chimiques à construire en tout ou en partie dans les limites de la municipalité du village de Lac-Saint-Jean, tel qu'exposé au préambule de la présente loi; tous les termes, dispositions et stipulations desdites résolutions sont en même temps par les présentes ratifiés, confirmés et rendus obligatoires; ils avantageront et lieront ledit conseil municipal de la ville de Beauharnois, district de Beauharnois, lesdits commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, et ledit conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, district de Beauharnois, et lesdits commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément, district de Beauharnois, et ladite Dominion Alkali & Chemical Company Limited, les successeurs et les ayants droit de chacun."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'accorder des commutations de taxes à une compagnie qui veut s'établir à Beauharnois. Sans l'adoption du projet de loi à l'étude, la compagnie va aller s'installer dans la ville de Windsor, Ontario, qui lui a offert les mêmes avantages. Beauharnois et la province de Québec perdraient ainsi un facteur très important de prospérité. Les corporations scolaires et municipales de Beauharnois n'ont fait qu'accorder à la compagnie les avantages que lui offrait la ville de Windsor, en Ontario, afin de l'attirer chez elle.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) reproche au chef du gouvernement de violer les promesses qu'il faisait lorsqu'il était dans l'opposition. Avant 1936, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), lorsqu'il était chef de l'opposition, s'était toujours objecté aux commutations ou exemptions de taxes. Il cite un discours prononcé autrefois par le premier ministre contre les commutations de taxes pour les compagnies.

Le premier ministre change d'attitude depuis qu'il gouverne la province, dit-il. Le chef du gouvernement vient défendre aujourd'hui ce qu'il condamnait hier. Et il emploie précisément les arguments qu'il combattait autrefois. Comment les chefs politiques peuvent-ils maintenir le respect dû à l'autorité s'ils manquent ainsi d'une façon aussi flagrante à leurs engagements d'honneur? N'est-ce pas le plus sûr moyen de favoriser la semence communiste? Chaque fois que le premier ministre viole ainsi une de ses promesses, il travaille à

l'avancement du communisme. Il n'est pas prouvé que la compagnie n'irait pas s'établir à Beauharnois, sans ces avantages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas suivre celui qui vient de parler, car il l'a fait à l'encontre des règlements de la Chambre et il s'est borné à faire de la déclamation.

Le député de Rivière-du-Loup a dit que je me suis déjà plaint qu'il y avait autrefois trop de commutations et d'exemptions de taxes, que les grosses compagnies menaient le gouvernement d'alors. Oui, c'est vrai, mais je n'ai aucunement changé d'attitude sur le sujet. Dans le passé j'ai protesté parce que l'on accordait des commutations de taxes à des vieilles compagnies.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il n'y avait pas une seule grosse compagnie qui ne bénéficiait pas d'une exemption de taxe. Mais il ne s'agissait pas de nouvelles compagnies dont il fallait aider les débuts. Il s'agissait plutôt de vieilles entreprises établies depuis longtemps, auxquelles les libéraux accordaient des exemptions de taxes pour des périodes allant jusqu'à 25, 30, 40 ou 50 ans. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'une industrie nouvelle, qui demande un avantage particulier pour une brève période, afin de pouvoir s'organiser en un temps où la machinerie coûte extrêmement cher. Il ne s'agit pas d'une exemption de taxes mais d'un rajustement de taxes pour une période de dix ans.⁹

Sous le régime Godbout, les libéraux avaient fait inscrire dans les Statuts une loi générale¹⁰ qui accordait aux corporations municipales et scolaires le pouvoir d'accorder des commutations et des exemptions de taxes en bloc par simple résolution et quand elles le voulaient. C'était un mandat en blanc. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons rayé cette loi générale des Statuts et fait ainsi disparaître un pouvoir qui prêtait à des abus criants.

Sous les régimes libéraux, les compagnies d'électricité ne payaient même pas de taxes pour les lignes de transmission qu'elles possédaient et qui traversaient les municipalités dans les régions rurales. C'est ainsi que la Shawinigan Power ne payait aucune taxe pour les fins de distribution qui traversaient les paroisses de la région du Saint-Maurice.

Le chef de l'opposition était au pouvoir à ce moment. Quand les corporations municipales voulaient faire payer la Shawinigan, celle-ci contestait le rôle d'évaluation et comme, dans nos campagnes, le rôle d'évaluation est basé sur la valeur réelle, il tombait. Nous avons fait cesser ce régime.

C'est l'Union nationale qui a passé la loi qui oblige les grandes compagnies d'électricité à payer des taxes pour leurs lignes de transmission aux corporations scolaires et municipales. Et depuis que nous avons passé cette loi, les villages, les paroisses rurales les corporations scolaires reçoivent des revenus additionnels en taxes pour un montant qui représente plus de \$1,000,000 par année. Et je pourrais multiplier les exemples des abus que nous avons réprimés.

Il faut aujourd'hui, de toute nécessité, encourager le développement industriel de la province de Québec. Il n'y a pas une province dans la Confédération, pas un État américain de la république voisine ou sud-américain, pas un pays au monde qui puisse, à l'heure actuelle, se vanter de bénéficier d'un essor industriel comparable à celui que connaît la province de Québec depuis 1945. Le développement industriel de la province est tel que ces nouvelles industries payent à elles seules au moins \$25,000,000 à \$30,000,000 par année en salaires aux ouvriers, tandis qu'il fait profiter les corporations municipales et scolaires de centaines et de centaines de mille dollars par année en taxes.

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) dira que c'est grâce à la Providence. Tant mieux si la province possède un gouvernement qui a la Providence avec lui. Sous le règne de nos amis, il n'y avait rien de tel et l'on sait comment ils gavaient les compagnies.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, notre province connaît le plus merveilleux développement industriel de toute son histoire et il faut encourager ce développement intensif des plus avantageux pour le Québec. Le projet de loi qui provoque, ainsi, l'ire de l'opposition contribuera à la prospérité de la ville de Beauharnois et de toute la province. Mais si nous voulons avoir des industries, il nous faut tenir compte des divers facteurs en jeu. Il faut se rendre compte que les conditions actuelles diffèrent de celles d'il y a cinq ou dix ans, parce que la machinerie est rare et dispendieuse. La construction coûte extrêmement cher. Les compagnies qui veulent établir une industrie nouvelle ont besoin d'encouragement.

Sans la loi, il n'y aurait pas d'usine, donc pas de taxes du tout. Si l'industrie en question ne s'établit pas à Beauharnois, la ville sera privée d'un surplus de salaire, de revenus et de population. La compagnie veut dépenser \$500,000 au début. Ce n'est pas une très grosse industrie, mais c'est un bon projet dont le comté de Beauharnois a besoin et qui de plus contribuera à la stabilité économique de la

province. Nous aurions pu faire des démarches pour que cette compagnie s'installe dans un autre comté. Vous savez, M. le président, que Beauharnois n'est pas représenté par un homme de l'Union nationale. Mais nous avons l'esprit large¹¹. C'est un projet dont Beauharnois et la province seront fiers.

M. Godbout (L'Islet): Le chef du gouvernement s'est donné bien du mal pour défendre un très mauvais principe. Sa seule défense, est de reprocher aux libéraux d'avoir passé autrefois une loi générale pour permettre les commutations en mettant toutes les municipalités sur un pied d'égalité. Voyons ce qu'elle vaut.

La loi générale dont le chef de l'Union nationale a parlé existait depuis longtemps. À cette époque, il y a 40 ans, la situation industrielle de la province n'était pas alors ce qu'elle est aujourd'hui. Il fallait que le Québec prenne des mesures extraordinaires pour attirer des industries et faire concurrence surtout à l'Ontario qui offrait des avantages bien nombreux et souvent bien supérieurs. L'Ontario avait son Hydro qui lui permettait de vendre l'électricité à meilleur marché. Pour concurrencer cet attrait, pour aider les municipalités du Québec à tenir le coup contre l'Hydro d'Ontario, Québec avait une loi générale qui mettait toutes les municipalités sur le même pied au point de vue des commutations de taxes.

Si le premier ministre veut accorder des commutations de taxes, qu'il fasse une loi générale. Cette loi devrait de nouveau exister pour rétablir la concurrence libre entre les municipalités. Aujourd'hui, on crée des barrières individuelles de péage qui ne concurrencent aucunement l'Ontario. Les lois particulières, comme celles que l'on propose dressent les municipalités les unes contre les autres. Et ces lois imposent des barrières de péages que les grosses compagnies connaissent bien et dont elles connaissent le secret de la clé pour faire tourner la serrure. Dans le passé, on n'accordait à peu près jamais de commutations pour fins scolaires. C'était un domaine considéré comme sacré. C'est le contraire aujourd'hui et on dépouille les commissions scolaires.

Le premier ministre n'a pas le droit, pour établir des barrières de péage au profit de sa caisse électorale, d'accorder des exemptions par des lois spéciales. Il érige sa caisse électorale sur les difficultés dans lesquelles on place les municipalités en les privant de leurs revenus.

Le développement industriel extraordinaire que connaît actuellement la province n'est pas dû à l'Union nationale mais aux régimes qui ont précédé

celui qui dirige actuellement la province et aux développements électriques qui se sont faits durant les années de guerre. Le premier ministre l'a lui-même reconnu et admis tout récemment dans une entrevue aux journaux. Pourtant, il a combattu lui-même ces développements électriques, en nous traitant même de traîtres à la province à cette époque. Les industries ne viennent pas s'établir dans la province parce que nous leur accordons des exemptions de taxes, mais pour nos ressources; elles sont assurées d'y trouver de l'électricité en quantité tandis que, dans l'Ontario, on en manque.

Si aujourd'hui Québec a de l'électricité à offrir, c'est que, durant la guerre, mon gouvernement a été prévoyant. Nous avons rendu possible ce développement industriel en permettant, pendant la guerre, des développements hydroélectriques contre lesquels le premier ministre d'aujourd'hui s'est élevé avec la dernière violence. L'ère de prospérité dont jouit la province n'est pas due à l'Union nationale, mais à l'état de choses découlant de la guerre. Durant le conflit, quand le Parti libéral voulait faire des développements électriques, l'opposition s'y objectait en disant qu'après la guerre nous aurions des millions de chevaux-vapeur inutilisés.

Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), de la place que j'occupe aujourd'hui, me traitait de traître à ma province parce que je pensais à l'avenir. Si la province connaît sa prospérité actuelle, c'est que les libéraux ont prévu l'avenir, c'est que nous avons de l'électricité en masse quand la province d'Ontario en manque. C'est cela la vérité sur les développements industriels de notre province.

Le premier ministre se vante du fait que les compagnies paient \$1,000,000 de taxes pour leurs lignes de transmission. Nous, dans un seul geste, en expropriant la Montreal Light, Heat and Power, nous avons donné \$13,000,000 à \$14,000,000 de revenus par année à la population de Montréal et une réduction de taux de 20 %¹².

(Applaudissements à gauche)

Celui qui s'est opposé à cette mesure, c'est celui qui est premier ministre pour quelque temps encore et qui avait promis de combattre les trusts. Voilà ce qui nous amène les industries.

Par la richesse de ses ressources naturelles, la stabilité et la qualité de sa main-d'œuvre, parmi lesquels il n'y a pas de communistes, la province de Québec a des appâts beaucoup plus considérables à offrir que les commutations de taxes que l'on fait payer par les municipalités, pour attirer l'industrie. Et ce dont elle a besoin, ce sont de petites industries

diversifiées. Ces petites industries viendront chez nous si une concurrence libre et loyale existe entre les municipalités.

Ce qui est mauvais dans le projet soumis, c'est qu'il fait valoir le principe de donner à quelques municipalités des moyens spéciaux refusés aux autres pour attirer l'industrie. Ne craignons pas que les industries aillent ailleurs. Les industries ne viennent pas pour une simple réduction de taxes municipales. Elles viennent au Québec, non pas en raison du gouvernement de Duplessis, mais pour nos richesses, la valeur et la stabilité de notre classe ouvrière, de nos lois, parce qu'ils ont trouvé de meilleures conditions pour fabriquer et distribuer leurs produits. et dans une certaine mesure pour la stabilité de nos administrations.

(Applaudissements à gauche)¹³

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Si la province voisine manque d'électricité, c'est que la nationalisation est une faillite. L'Hydro d'Ontario a échoué parce qu'elle n'a pas prévu les développements actuels. Pourquoi avez-vous créé un Hydro dans Québec?

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

Le chef de l'opposition a parlé de l'Hydro d'Ontario, mais pendant 30 ans, les libéraux ont oublié de suivre l'exemple de l'Hydro de l'Ontario, exemple qu'ils se vantent aujourd'hui d'avoir suivi pendant la guerre. Le développement industriel du Québec n'est pas la conséquence de l'Hydro, ni de la guerre, puisque toutes les provinces en ont fait la même expérience et ont connu la même conscription volontaire.

Les hommes d'affaires du monde entier, sachant qu'ils ne peuvent plus placer de capitaux en Europe, bouleversée et dévastée par la guerre, ont les yeux tournés vers l'Amérique. Ils ne veulent plus reconstruire leurs industries en Europe à cause de la menace constante qui y plane. Ils viennent en Amérique et c'est de préférence vers le Canada et particulièrement vers la province de Québec qu'ils se dirigent.

Ils savent que chez nous il y a de la stabilité, des garanties, que les mêmes lois s'appliquent à tout le monde, que le gouvernement a un chef qui a une parole et qui la tient, qu'on n'endure pas les communistes et ceux qui veulent semer le désordre comme semblent vouloir les encourager le chef de l'opposition et son parti. Le Parti libéral n'est pas aussi actif qu'il le devrait dans ses efforts pour maîtriser le communisme dans la province. L'attitude du chef de l'opposition est de nature à l'encourager.

M. Godbout (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) n'a pas le droit de dire que le chef de l'opposition et son parti encouragent les désordres ou favorisent le communisme dans la province.

Le Parti libéral n'a aucune leçon à prendre du gouvernement à ce sujet. Le Parti libéral n'utilise pas le communisme comme arme électorale. Son opinion sur le communisme n'a pas besoin d'être répétée parce que les gens savent quoi penser au sujet des deux partis à cet égard. Le Parti libéral est irrémédiablement opposé au communisme, mais nous entendons être anticommunistes en actes, et non pas seulement en paroles, comme le fait le gouvernement actuel, comme le fait le premier ministre qui favorise le communisme en créant partout de l'injustice sociale, et qui fait tout en vue d'emplir sa caisse électorale.

Les industries ne viennent pas au Québec à cause de l'Union nationale ou de ses méthodes draconiennes pour traiter avec les travailleurs en temps de grève, mais parce qu'elles savent que les gens respectent les lois et qu'ils sont de bons travailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition peut soulever un point d'ordre, mais non faire un nouveau discours. Les communistes n'ont-ils pas recommandé à leurs amis de voter pour le chef de l'opposition?

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut abuser de sa force numérique, mais on ne répètera pas ici que le Parti libéral est en faveur du communisme. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) n'a pas le droit de nous accuser de favoriser le communisme. Nous y sommes plus opposés que le premier ministre, qui traite de communistes les meilleurs citoyens de la province. Ceux qui favorisent le communisme, ce sont ceux qui favorisent les gros et qui créent l'injustice sociale en vue de se créer une caisse électorale.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): J'ai dit et je répète que les attitudes du chef de l'opposition et de son parti sont de nature à encourager le communisme.

Des députés de l'opposition protestent à haute voix.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) fait une remarque.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Hier encore, un ancien chef du CIO¹⁴, M. Jacques Casgrain, le propre cousin du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), disait devant le tribunal qu'il y a des communistes dans la province et même qu'il y avait du communisme sous certaines grèves, comme celle des salaisons, que défendait le Parti libéral. Des chefs communistes veulent mener les unions ouvrières. Comment, ensuite, le chef de l'opposition peut-il dire qu'il n'y a pas de communistes dans la province?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) prétend que je suis communiste moi-même?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je prétends que le Parti libéral a tort de dire que les industries viennent s'établir dans la province parce qu'elles n'auront à payer que de bas salaires. Pendant des années, le Parti libéral a tenté de faire venir des industries dans la province en disant que les salaires étaient bas et que nous avions une main-d'œuvre d'esclaves¹⁵. On donnait alors les ressources naturelles de la province à des millionnaires étrangers. Voilà l'œuvre du Parti libéral.

Aujourd'hui, il nous faut profiter des occasions qui se présentent, même s'il faut accorder certains avantages particuliers. Les industries viennent chez nous parce que nous avons quelque chose à leur offrir. Elles y trouvent de la stabilité, des garanties, un gouvernement qui a un chef qui a une parole et qui tient sa parole. Un chef qui ne change pas d'idées tous les jours. C'est ça qui fait mal à l'opposition.

Sous notre administration, les industriels vont où ils veulent et ils s'installent chez nous parce que nous avons instauré une politique de justice sociale. L'industrie que le bill favorise ne demande que ce qu'elle peut avoir dans une autre province. Nous n'avons pas le droit de ne pas nous intéresser à cette industrie sérieuse qui vient s'établir chez nous. Nous devons lui donner autant de chance que lui en donnerait une autre ville dans l'Ontario. Pourquoi ne pas donner à une industrie désireuse de venir s'implanter chez nous les avantages que lui offre une ville de l'Ontario?

M. Chalout (Québec): Ce débat laisse songeur et mélancolique. Il y a 12 ans que je siége en cette Chambre et chaque année, j'ai eu l'occasion de m'élever vigoureusement contre les commutations de taxes. Chaque année, j'ai entendu le gouvernement

formuler les mêmes arguments en faveur des commutations, et l'opposition, les mêmes arguments à l'encontre des commutations. Et quand l'opposition devient le gouvernement, elle prend à son compte ce qu'elle dénonçait la veille, pour être dénoncée à son tour par ceux qui défendaient auparavant les commutations.

J'admetts qu'il peut y avoir des cas exceptionnels. Mais ce que j'ai contre les commutations de taxes, c'est que, dans le passé, les commutations ont toujours été accordées aux gros pour les favoriser au détriment des petits et des misérables. Ce qu'on donnait aux riches, on le faisait payer par les humbles. C'est pour cela, nous de l'Union nationale, que nous protestions en 1935 et en 1936, que nous avons combattu les commutations de taxes. Moi, je n'ai pas changé d'idée. Je pense encore de la même façon. J'y suis encore opposé sous n'importe quel régime. Je ne suis pas pour changer d'idée après avoir combattu les exemptions de taxes pendant 15 ans.

Voyons un peu quels arguments on emploie pour motiver les commutations.

Premier argument: on nous dit que les compagnies s'en iraient ailleurs. J'ai tellement entendu ça depuis 12 ans que je n'y crois plus et que j'en suis dégoûté. C'est du vil chantage. Les industries viennent ici parce que nous leur offrons des avantages et que ça fait leur affaire. Nous avons des ressources naturelles et une main-d'œuvre à bon marché.

Le deuxième argument, c'est le consentement des municipalités. C'est vrai qu'elles consentent. Mais nous connaissons assez la politique pour savoir comment ce consentement s'obtient. Il y a telle chose que la caisse électorale. Tout le monde me comprend.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'objecte à ce qu'on dise que les conseillers municipaux ne sont pas honnêtes. Je ne conçois pas qu'un homme comme le député de Québec (M. Chaloult) laisse entendre que les membres des conseils municipaux et des commissions scolaires ne sont pas honnêtes. Un député qui prétend défendre sa race ne devrait pas passer son temps à insinuer que les maires, les conseillers et les commissaires d'écoles sont malhonnêtes.

M. Chaloult (Québec): Qu'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai jamais rien dit qui soit de nature à créer cette impression. Je n'ai mis en doute l'honnêteté de personne. J'ai dit qu'il y avait une caisse électorale dans tous les organismes politiques et que cette caisse était alimentée par

quelqu'un. Je n'ai mis en doute l'honnêteté de personne.

Un troisième argument qu'on nous apporte, c'est celui des bons salaires que vont payer les compagnies aux ouvriers. Mais je ne vois rien dans la loi qui impose une sanction? Et quelle est l'échelle de salaires? Y a-t-il une échelle de salaires dans le bill? C'est illusoire. C'est de la poudre aux yeux.

Quatrième argument: on nous parle du développement industriel du Québec. Eh bien! Moi, ça ne m'emballa pas du tout le développement en ce sens. Si on me parlait de développement agricole, de colonisation, très bien, c'est important. Mais pourquoi le développement industriel? Pour qu'il y ait plus de petits Canadiens français travaillant à petits salaires et qu'ils soient toujours commandés par des étrangers? Pour que nos ressources naturelles soient exploitées contre nous? Pour que nous continuions à ne posséder qu'un quart des ressources naturelles quand nous sommes plus des quatre-vingtièmes de la population? Je crois que nous devrions faire plus de colonisation que d'industrie afin de garder le Canadien français sur la terre.

Cinquième argument: on nous apporte encore que le Parti libéral a fait la même chose. Ça ne me touche pas. On a incontestablement raison, mais qu'est-ce que ça prouve? On a demandé de renverser les libéraux; mais à quoi bon, si l'on fait la même chose aujourd'hui? En quoi cela nous justifie-t-il d'agir comme ceux que l'on a blâmés la veille?

Je regrette d'avoir parlé sur un ton amer. J'aurais préféré n'avoir pas à blâmer le gouvernement, surtout à la veille des élections. Ça m'est pénible, mais ce sont mes convictions et ce serait une lâcheté que de me taire. Il promet, dit-il, de voter contre le bill¹⁶.

M. Bienvenue (Bellechasse): À entendre le débat, on croirait qu'il s'agit d'un bill du gouvernement, mais je constate qu'il s'agit d'un bill privé. Je suis surpris de voir le premier ministre se lever pour défendre une compagnie qui demande des commutations de taxes. Le premier ministre se comporte envers le bill comme s'il s'agissait d'un bill public, alors qu'il s'agit d'un bill privé. Il trouve étrange, dit-il, que ce soit le premier ministre et non le député de Bagot (M. Johnson) qui défende un bill inscrit au nom de ce dernier.

Je me demande pourquoi le premier ministre prend un si grand intérêt à la mesure et le défend avec tant d'ardeur. Il semble considérer la chose comme une question de confiance et se faire le

champion d'une compagnie dont le nom est pompeux, et qui est sûrement une grosse compagnie.

Si la mesure est bonne, pourquoi le gouvernement n'adopte-t-il pas une loi générale pour accorder des commutations de taxes aux petites industries? Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) prétend que les industriels européens jettent un œil d'envie sur la province de Québec et que, depuis 1945, les industries viennent de partout dans Québec à cause du gouvernement de l'Union nationale. Si les Européens sont bien disposés envers nous, s'ils ont confiance dans nos lois, c'est parce qu'ils ont été témoins de ce qu'il s'est fait chez nous avant 1945, c'est-à-dire sous un gouvernement libéral. Le Parti libéral a été au pouvoir longtemps dans Québec et la bonne réputation de la province s'est étendue au loin dans le monde entier. Il attribue, dit-il, l'essor industriel dont jouit la province à la saine administration ouvrière du gouvernement précédent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La situation a été énoncée clairement, et tous les gens de bonne foi l'avaient sûrement comprise. Je n'aurais pas repris la parole, si je ne me voyais obligé de dénoncer les paroles que vient de prononcer le député de Bellechasse. Il y a dans celles-ci ce que j'appellerais, hors de la Chambre, une petite canaillerie, mais qu'à l'intérieur je dois traiter de petite perfidie.

Le député de Bellechasse vient d'insinuer que le premier ministre semble intéressé à défendre le bill et l'on sait ce que cela signifie. Le député insinue que le premier ministre avait plus d'intérêt à présenter ce bill que le député de Bagot. Je dirai au député de Bellechasse que durant ma carrière d'avocat, je n'ai jamais plaidé pour les grosses compagnies. J'ai toujours, au contraire, plaidé contre les compagnies et mes adversaires étaient presque toujours des avocats rouges. Et dans toute ma carrière politique, je cherche l'intérêt de la province.

Si je présente ce projet de loi, c'est parce que je suis de ceux qui assistent à toutes les séances de la Chambre et des comités, et qui étudient tous les bills de A à Z. C'est ce que le chef de l'opposition, quand il était premier ministre, n'a jamais fait, et c'est son affaire. Mais si je me suis levé, c'est parce que je suis président du comité des bills publics où le bill a été étudié.

J'ai eu l'occasion, ce matin, de discuter le bill qui nous occupe en ce moment. C'est à ce titre que j'ai expliqué la mesure, et parce que le député de Bagot (M. Johnson), parrain de la législation, avait dû s'absenter et que je connaissais la question.

Je suis convaincu que c'est un excellent bill. Le projet de loi en question est juste, et c'est un projet logique qui favorise et aide une partie importante du vaste développement industriel du Québec, et il permettra à Beauharnois d'avoir une nouvelle industrie importante, alors qu'autrement l'industrie pourrait s'établir en Ontario dans la région de Windsor. Il s'agit d'une mesure demandée et voulue par les représentants de la municipalité intéressée. Je suis encore convaincu que les représentants des municipalités et des commissions scolaires sont dignes de confiance.

L'Union nationale n'a en vue que l'intérêt des municipalités. Je respecte l'opinion de ceux qui sont contre les commutations de taxes, mais je ne partage pas et ne respecte pas l'opinion de ceux qui jettent de la boue sur ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, jugent à propos de poser des actes administratifs. Pour tous les gens de bonne foi, l'intégrité du gouvernement et de tous ses membres est incontestable.

M. Leduc (Laval) se prononce contre les commutations de taxes et s'oppose au bill qui prête flanc à une concurrence déloyale entre certaines municipalités de la province. À son avis, il n'est pas juste d'accorder ces faveurs à cette compagnie. Le député de Québec (M. Chaloult) a tort, dit-il, de considérer que les Canadiens français ne sont bons qu'à la campagne. Il y a du bon monde partout chez nous. La province de Québec a perdu une partie de sa population dans le passé parce qu'elle était incapable de nourrir ses enfants. Ils ont émigré aux États-Unis.

M. Dumoulin (Montmorency) se prononce contre les commutations de taxes et s'oppose au bill. J'espère que le premier ministre se souvient des déclarations qu'il a faites dans l'opposition contre les commutations de taxes.

M. Johnson (Bagot): Ce projet de loi a pour but de ratifier les ententes conclues entre les corporations municipales et scolaires de Beauharnois, du village du Lac Saint-Louis et de la paroisse de Saint-Clément, d'une part, et la Dominion Alkali and Chemical Company. Il s'agit de permettre l'établissement d'une nouvelle usine de produits chimiques dans la ville de Beauharnois. Les ententes ont pour but de fixer pour une période de 10 ans la valeur d'imposition des futures propriétés de la compagnie Dominion Alkali and Chemical de la façon suivante: \$20,000 pour chacune des deux premières années suivant le commencement de la production; de \$50,000

pour les troisième, quatrième et cinquième années; et de \$75,000 pour les cinq années subséquentes.

Le gouvernement a aboli la loi générale des exemptions de taxes pour éviter les abus, se réservant le droit d'intervenir dans les cas particuliers, quand la chose paraît raisonnable. En ce qui concerne l'industrie de Beauharnois, celle-ci avait à choisir entre Beauharnois, à cause de certains avantages d'énergie électrique, et Windsor, où se trouvent les matières de base de son manufacturage, le calcium. Les membres des commissions scolaires, des communautés culturelles et des conseils municipaux de Beauharnois et du village de Saint-Louis ont alors offert des dédommagements à la compagnie, pour combler ce désavantage et obtenir l'installation de l'industrie, d'où le bill. Il faut aider cette industrie si nous ne voulons pas qu'elle s'en aille dans l'Ontario.

La Législature a le devoir d'accorder certains privilèges pour assurer la prospérité de certaines localités, tout comme le gouvernement fédéral a prévu certaines exemptions sur la taxation des surplus de bénéfices, pour favoriser certaines industries. Nous permettons aux municipalités de Beauharnois et de Saint-Louis de faire en petit ce que le fédéral fait en grand, et que j'approuve, en exemptant des industries de la taxe sur les excédents de profits¹⁷. Il assure la Chambre, ajoute-t-il, qu'il n'y a rien de caché au sujet de la transaction.

Il réitère sa confiance en son chef. À l'Union nationale, dit-il, nous avons un chef qui connaît à fond tous les problèmes. Si nous ne nous levons pas à tout propos, c'est que nous avons un chef qui n'a pas besoin autour de lui de dix acolytes pour compléter sa pensée et pour expliquer les lois comme le fait le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

M. Hamel (Saint-Sauveur) voit dans cette loi d'exception un principe faux, parce que le gouvernement n'indique pas dans le bill dans quelle proportion la manufacture en question est dévaluée. C'est de plus un mauvais moyen de combattre le communisme, dit-il, que de favoriser les grosses compagnies, au détriment des petits payeurs de taxes.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) s'élève contre le bill dont il juge les principes faux. Lorsque l'Union nationale était dans l'opposition, le parti a dénigré tout ce qui ressemblait à une commutation de taxes. Maintenant que ce parti est au pouvoir, c'est tout à fait le contraire.

La commutation de taxes en question est un cas de favoritisme inutile pour des riches et des

intérêts importants qui n'en ont pas de besoin. Ce sont les contribuables de Beauharnois qui vont payer les violons et il serait préférable de passer une loi générale uniforme qui placerait toutes les municipalités du Québec sur le même pied d'égalité afin que tout le monde puisse en profiter sur des bases identiques.

(Sur un ton amusé) Il soupçonne le député de Bagot (M. Johnson) de vouloir succéder à son chef. Il lui reconnaît du talent. Comment se fait-il que le premier ministre le laisse parler ainsi en pleine Chambre? Il appelle le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) le mahatma de l'Union nationale.

C'est notre devoir en tant que députés de nous opposer contre les projets de loi comme celui-ci, que nous considérons comme étant mauvais et j'avertis le premier ministre que nous sommes prêts à faire notre travail jusqu'au mois de juillet, au besoin¹⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Puisque c'est comme ça, pour qu'il n'y ait pas d'erreurs, je tiens à avertir immédiatement l'opposition que, si le bill ne passe pas, si les choses ne s'améliorent pas, la Chambre siégera vendredi soir, samedi toute la journée jusqu'à 11 heures¹⁹, de même que lundi prochain toute la journée à partir de 11 heures²⁰.

(Applaudissements à gauche et à droite)²¹

M. Morin (Québec-Centre): Vous avez là, M. le président, la preuve tangible du totalitarisme dictatorial du chef du gouvernement. Nous allons siéger tant que le premier ministre le voudra.

Des députés ministériels: Farceur, farceur, c'est votre troisième discours aujourd'hui!

M. Morin (Québec-Centre): J'en ferai dix si je veux et le juge à propos. Nous sommes supposément dans un pays libre où les gens sont supposés avoir le droit de jouir de la liberté d'expression, mais lorsque nous nous levons pour parler à cette Chambre, comme nous avons le droit légitime de le faire, le premier ministre nous menace de nous garder en retenue. Le premier ministre veut nous traiter comme des enfants d'école du cinquième rang, à qui on dit qu'ils n'auront pas d'images et de médailles s'ils n'agissent pas comme on leur dit et ne donnent pas satisfaction au maître. Si le premier ministre n'est pas satisfait, qu'il résigne. Je le regretterai pour lui, parce que j'ai de l'estime pour lui.

Des députés ministériels: Parlez-nous du bill.

M. Morin (Québec-Centre): S'il faut siéger, nous siégerons 24 heures par jour s'il le faut. Nous avons de l'endurance. Nous avons plus de résistance que le premier ministre ne l'estime et nous sommes prêts à siéger même le dimanche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous verrons cela en temps et lieu. Il demande à tous les députés de revenir au bill. Après le temps déjà perdu par la Chambre, dit-il, nous siégerons à l'avenir tous les samedis jusqu'à 1 heure et tous les lundis jusqu'à la fin de la session, soit six jours par semaine.

M. Morin (Québec-Centre): Cela nous laisse parfaitement froids.

Des députés ministériels: Parlez-nous donc du bill²².

M. Morin (Québec-Centre): Dictature!

M. le président rappelle à l'ordre le député de Québec-Centre (M. Morin).

Un député ministériel: Au bill, au bill.

M. Morin (Québec-Centre): J'en parlerai tant que je voudrai et quand je voudrai! On ne nous en imposera pas avec des manières de dictateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là une provocation au président du comité plénier. M. le président, je vous demande de rappeler le député de Québec-Centre à l'ordre, de lever le comité et de faire rapport des paroles du représentant de Québec-Centre à l'Orateur qui décidera si le député doit retirer ses paroles.

Des députés de l'opposition demandent que l'on fasse un rapport écrit²³.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous faire rapport que lors de la discussion en comité sur le bill 110, j'ai rappelé plusieurs fois à

l'ordre le député de Québec-Centre (M. Morin), lui demandant de s'en tenir au sujet du bill. Il a refusé d'obtempérer à ma demande et a même déclaré: "J'en parlerai quand je le voudrai."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) met en doute la nature du rapport verbal du président qu'il n'a pas été capable d'entendre. Le rapport écrit tel que préparé concernant les paroles du député de Québec-Centre (M. Morin) est inexact. Nous contestons ce rapport parce qu'il est faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut contester ce rapport.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, on peut le contester.

Des députés de l'opposition font un peu de chahut.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je désire contester le rapport, il est faux.

M. l'Orateur: Je rappelle le député de Rivière-du-Loup à l'ordre. Que le député prenne son siège.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) refuse. (Il reste debout)

M. l'Orateur: Je nomme M. Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup²⁴.

Des députés crient et protestent.

M. l'Orateur: J'ai assisté à la scène. Pendant une demi-heure le député de Québec-Centre (M. Morin) a parlé en dehors de la question. Précédemment le député de Québec (M. Chaloult) avait parlé pendant dix minutes en dehors de la question. Je demande à tous les députés de s'en tenir au sujet en discussion. Il rappelle les principaux règlements qui régissent les discussions en comité. Si le député de Québec-Centre (M. Morin) veut retirer ses dernières paroles, et rester à l'ordre en discutant seulement du sujet présenté à la Chambre et en respectant les règles de la Chambre, je permettrai que l'on continue le débat.

Des députés crient et s'interpellent.

M. Morin (Québec-Centre): Je suis prêt à retirer mes paroles et m'en tiendrai à la discussion du bill. Mais je ne faisais que répondre au premier ministre. Il dit qu'il parlera à la reprise du débat sur le bill²⁵.

La Chambre reprend ses délibérations en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Goudreau (Richmond)

M. le président: Le comité poursuit l'étude de l'article 1 du bill.

M. Morin (Québec-Centre): Le bill en question, répète-t-il, est un mauvais principe parce qu'il ne donne pas à la Chambre l'opportunité de se prononcer en connaissance de cause²⁶.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Il s'agit de la loi fédérale 17 George V, chapitre 35: "Loi concernant les pensions de vieillesse".

2. Il s'agit de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 1: "Loi concernant les pensions de vieillesse" sanctionnée le 10 juin 1936. La question des pensions de vieillesse

a fait l'objet de nombreux débats à l'Assemblée législative de 1927 à 1936.

3. *Le Soleil* du 5 février 1948, à la page 16, écrit que M. Choquette est l'un des députés de la Chambre qui parlent le plus lentement. Il ajoute que chaque mot qu'il prononce a toute sa valeur.

4. Il s'agit des Statuts refondus du Canada, 1927, chapitre 156: "Loi concernant les pensions de vieillesse".

5. *Le Canada* du 5 février 1948, à la page 3, explique que M. Choquette arrête brusquement son discours. Le tumulte causé par les députés de la droite augmente à mesure qu'il parle. *Le Soleil* du même jour, à la page 16, ajoute qu'en plus des chuchotements, on entend des bruits insolites.

6. *Le Soleil* du 5 février 1948, à la page 16, rapporte que ces paroles soulèvent tout un émoi dans la Chambre. Pour plus de détails au sujet du dictaphone, voir les séances du 20 janvier et du 3 février 1948.

7. *Le Montreal Daily Star* du 5 février 1948, à la page 8, rapporte que des cris se font entendre des deux côtés de la Chambre jusqu'à l'ajournement de la séance. *Le Canada* du même jour, à la page 3, explique de son côté qu'on sent une tension à droite où l'on n'ose plus crier.

8. *Le Soleil* 5 février 1948, à la page 16, mentionne que pendant que l'Orateur se prépare à quitter le fauteuil, on entend du côté de la gauche des députés qui crient: "Hitler n'est pas mort".

9. Dans *Le Nouvelliste* du 5 février 1948, à la page 10, on dit plutôt 5 ans.

10. Il s'agit de la loi 4 George VI, chapitre 48: "Loi modifiant la loi des exemptions de taxes municipales".

11. André Laurendeau, qui tient une chronique dans *Le Devoir*, écrit dans l'édition du 5 février 1948, à la page 1, au sujet de cette déclaration qu'il a prise mot à mot: "Ce qui revient à dire: pour avoir osé élire notre ami Albert Lemieux, les gens de Beauharnois risquaient d'être privés, non seulement de ponts et de routes - ce qui déjà est inique - mais encore d'industries nouvelles, si le gouvernement n'avait l'esprit large. Cela signifie qu'on peut songer à dire

aux industriels: "Ce comté n'a pas élu notre homme, il est impur, n'y touchez pas". Tout de même!!!"

12. Selon *L'Action catholique* du 5 février 1948, à la page 11, il s'agit de 22 % et non de 20 % comme le rapporte *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2.

13. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, souligne que le discours de M. Godbout a soulevé des applaudissements jusque dans les galeries.

14. Il s'agit du Congress of Industrial Organizations, un syndicat américain issu d'une scission au sein de l'American Federation of Labour (A.F.L.). Les deux syndicats se sont réunis sous une seule organisation en 1955 formant ainsi l'American Federation of Labour-Congress of Industrial Organizations (A.F.L.-C.I.O.).

15. Contrairement au *Montréal-Matin* du 5 février 1948, à la page 2, *Le Soleil* du même jour, à la page 5, donne à ce passage une tournure un peu différente: "Les industries ont été attirées ici, sous les régimes libéraux, par les salaires parce que pendant des années on a fait des ouvriers de Québec de véritables esclaves".

16. À propos de ce discours de M. Chaloult, André Laurendeau, dans sa chronique du *Devoir* du 5 février 1948, à la page 1, écrit que le député de Québec s'est exprimé avec une éloquence chaleureuse et agressive.

17. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, écrit ironiquement que M. Johnson a droit à une motion spéciale, il est le premier député de l'Union nationale à approuver le fédéral.

18. *L'Action catholique* du 5 février 1948, à la page 11, rapporte que le discours de M. Francœur a duré une demi-heure.

19. Contrairement à ce que rapporte *L'Action catholique* du 5 février 1948, à la page 11, *Le Soleil* du même jour, à la page 5, indique que M. Duplessis a dit que la Chambre va siéger samedi matin jusqu'à 1 heure.

20. *La Patrie* du 5 février 1948, à la page 5, mentionne que M. Duplessis s'est levé dès que le représentant de Québec-Centre (M. Morin) se leva pour prendre la parole. *La Patrie* indique également qu'il est 10 h 40 lors de cette intervention du premier

ministre. *Le Devoir* du même jour, à la page 2, écrit qu'il est plutôt 10 h 45. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, souligne de son côté qu'il est 9 h 45 lorsque M. Duplessis se lève pour prendre la parole.

21. Dans *Le Devoir* du 5 février 1948, à la page 1 André Laurendeau explique, dans sa chronique, que les deux camps applaudissent comme pour se défier. *Le Quebec Chronicle Telegraph* du même jour, à la page 3, souligne que les députés tapaient avec le couvercle de leur pupitre.

22. *Le Devoir* du 5 février 1948, à la page 2, écrit que dix, quinze fois, vingt fois, les ministériels ont demandé à M. Morin de parler du bill.

23. *La Patrie* du 5 février 1948, à la page 5, explique que M. Goudreau prépare donc un rapport écrit comme le veulent les règlements.

24. *La Patrie* du 5 février 1948 p. 5 écrit que M. Casgrain doit reprendre son siège et que son droit de parole est suspendu pour le reste de la séance. Le quotidien de Montréal ajoute que, bien que nommé, le représentant de Rivière-du-Loup ne quitta pas la Chambre, parce qu'une motion d'expulsion ne fut pas prononcée contre lui. *L'Événement* du même jour, à la page 13, signale que ce rappel à l'ordre cause un certain froid. Cette décision de l'Orateur ne figure pas dans les *Journaux de l'Assemblée législative de Québec*, vol. LXXXIII, 1948, alors que tous les journaux rapportent cet incident. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, indique que l'incident n'a pas été rapporté au procès-verbal. *Le Quebec Chronicle Telegraph* du 5 février 1948, à la page 3, explique que les députés faisaient tellement de bruit que les correspondants parlementaires, du fond de la Chambre, ont eu du mal à entendre les échanges entre M. Casgrain, M. Duplessis et l'Orateur. Le correspondant de *The Gazette* explique, dans l'édition de la même journée, à la page 2, qu'il était difficile de déterminer si le député de Rivière-du-Loup avait été blâmé ou non. Après la séance, l'Orateur a confirmé qu'il avait nommé M. Casgrain.

25. Le correspondant du *Devoir* du 5 février 1948, à la page 2 écrit le commentaire suivant au sujet de cet incident: "Il aurait fallu la télévision pour que nos lecteurs aient une idée quelque peu juste de l'atmosphère dans laquelle s'est déroulé cet incident. Les députés gesticulaient, criaient, s'interpellaient à qui mieux mieux. Par moment, on se serait cru dans une vaste classe de collège... quand le professeur n'y est pas!"

26. À propos de ce débat, André Laurendeau écrit dans sa chronique du journal *Le Devoir* de l'édition du 5 février 1948, à la page 1: "Le communisme, le ciel, l'électricité, la terre et l'enfer sont appelés à la barre pour témoigner en faveur de cette commutation. C'était presque aussi fort que d'atténuer, comme dans le discours du trône, la crise du logement par le drainage des terres".

Séance du jeudi 5 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee;

- bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada;

- bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Le comité fait aussi rapport que le bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, a été référé à votre honorable Chambre pour considération.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Wolfe Mendelzys *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de Charles Poirier, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de la ville de Préville, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de détacher certains immeubles de ladite ville;

- de Albert Boulet, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Edward Dillon, demandant l'adoption d'une loi l'admettant comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Arthur Gignac *et al.*, demandant l'adoption d'une loi, les admettant comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Morris Rosenberg, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Isidore Morgulis, demandant l'adoption d'une loi à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Philippe Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Marc Légaré, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine de Montréal.

Projets de loi:

Rouyn

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Lesage), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Albert Boulet

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 relatif à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Edward Dillon

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatién), que

l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 relatif à l'admission de Edward Dillon comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Prévile

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 constituant en corporation la ville de Prévile.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Morris Rosenberg

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 relatif à l'admission de Morris Rosenberg comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Cossette), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Marc Légaré

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 relatif à l'admission de Marc Légaré comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Admissions à l'Institut des comptables agréés

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 concernant certaines admissions de membres à l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charles Poirier

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Commission métropolitaine

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Isidore Morgulis

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 relatif à l'admission de Isidore Morgulis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Admissions à l'Institut des comptables agréés

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 relatif à

l'admission de Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier, comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Directives de l'Orateur:

Respect du Règlement

M. l'Orateur: Il est incontestable que le respect de l'ordre et des règlements de la Chambre sont nécessaires pour sauvegarder le bon renom de notre province et de sa Législature.

À cause de certaines violations des règlements de la Chambre qui se répètent malheureusement trop souvent, je crois qu'il est à propos de rappeler aux honorables députés de cette Chambre certains articles des règlements que tous doivent connaître d'ailleurs, lesdits règlements adoptés en 1941. Tous les députés doivent respecter tous les règlements en tout temps.

1° L'article 64 veut que, quand l'Orateur se lève, tout député doit s'asseoir, même s'il a la parole; et tant que l'Orateur est debout, tous les députés doivent rester assis.

2° En vertu de l'article 67 des règlements, l'Orateur doit signaler toute violation de l'ordre ou du Règlement, sans attendre qu'elle lui soit signalée. L'Orateur, de plus, en droit parlementaire, dès qu'il est suffisamment éclairé pour rendre sa décision ou pour prendre en délibéré avec connaissance de cause toute question à lui soumise, peut mettre fin à une discussion sur un point d'ordre. Ceci est admis par toutes les autorités parlementaires des mieux reconnues au pays.

3° En vertu de l'article 71, une fois que l'Orateur a rendu sa décision, il n'est pas permis de la critiquer, mais on peut en appeler de la décision de l'Orateur à la Chambre elle-même.

4° En vertu des articles 255 et 273, il est défendu de s'écarter de la question dont la Chambre est saisie. Il est, par conséquent, absolument irrégulier de persister à parler en dehors de la question soumise à la Chambre.

5° De plus, il est défendu d'imputer des motifs à ceux qui ont proposé une mesure. Ceci est absolument contraire aux règlements. Pour ne donner qu'un exemple: en 1944, l'honorable M. Bruce, député de Toronto à la Chambre des communes, critiquant le projet de loi des allocations familiales, alléguait que cette mesure constituait un pot-de-vin.

Le très honorable M. Mackenzie King demanda à l'honorable M. Bruce de rétracter ses paroles. L'honorable M. Bruce ayant refusé de le faire, il fut nommé par l'Orateur et, sur motion du très honorable M. Mackenzie King, fut expulsé de la Chambre¹.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable Orateur de la Chambre a pris une question en délibéré, en vue de rendre une décision aussitôt que possible. Quand prendra fin le délibéré du président concernant le point d'ordre soulevé contre ma motion concernant l'installation d'un dictaphone sur le bureau du premier ministre?² J'estime qu'un trop long délai constituerait une injustice pour les députés.

M. l'Orateur: Il a été très occupé, dit-il. Dans un avenir rapproché. La question soumise exige une attention considérable et nous siégeons de 3 heures à 6 heures l'après-midi et de 8 heures à 11 heures dans la soirée, ce qui laisse peu de temps libre. Je rendrai ma décision dès que la chose sera possible.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Pourquoi la majorité des bills privés sont-ils référés au comité des bills publics, où il n'y a que 18 membres? Les règlements ne sont pas observés...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Un député n'a pas le droit d'anticiper sur la décision des comités. Il est défendu de faire allusion aux délibérations d'un comité s'il n'y a pas de rapport de ce comité devant la Chambre. (Indiquant à l'Orateur l'ordre du jour à appeler) 19. Questions lues et répondues.

Questions et réponses:

Compagnie des tramways de Montréal

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): 1. L'enquête sur la Compagnie des tramways de Montréal (menée en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 104, telle qu'amendée par la loi 3 George VI, chapitre 105), a-t-elle donné lieu à un rapport définitif, autre que les deux rapports préliminaires de 1940 et de 1941?

2. L'inventaire annoncé par le premier de ces rapports préliminaires, a-t-il été produit et publié?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. et 2. Non.

Magistrats de district et juges des sessions

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Combien y avait-il de magistrats de district dans la province le 1^{er} septembre 1944?

2. Combien y en avait-il au 1^{er} février 1948?

3. Combien y avait-il de juges des sessions dans la province le 1^{er} septembre 1944?

4. Combien y en avait-il au 1^{er} février 1948?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. 25.

2. Afin de remédier à l'accumulation des affaires judiciaires dans le district de Montréal et pour répondre aux besoins de l'administration de la justice, une Cour de magistrat, composée de cinq juges, fut instituée; pour répondre aux besoins de l'administration de la justice dans le district de Saint-François, un magistrat additionnel fut nommé; 31.

3. 15.

4. En vertu d'une loi qui date de nombreuses années et pour répondre aux besoins de l'administration de la justice, la Cour des sessions de la paix a été autorisée à siéger dans plusieurs districts de la province, autres que ceux de Montréal et de Québec. À la date mentionnée il y avait 21 juges des sessions.

M. Godbout (L'Islet): Je proteste contre cette façon de répondre aux interpellations. Les réponses doivent être objectives et ne pas donner lieu à des discours, ce qui est contraire aux règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Défendu de provoquer un débat sur une interpellation.

Des députés de l'opposition protestent.

M. l'Orateur: Ce n'est pas moi qui ai fait les règlements. Les questions inscrites à l'ordre du jour, pas plus que les réponses qu'on y fait, ne doivent soulever de débat.

Demande et dépôt de documents:

Concessions forestières

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tout arrêté ministériel adopté depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 20 janvier 1948, concernant toute vente, tout octroi, tout échange ou transport de concessions forestières.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 12)

Concessions et échanges forestiers (Loi 10 George VI, chapitre 25)

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tout arrêté ministériel adopté en vertu de la loi 10 George VI, chapitre 25.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document. (Document de la session no 13)

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Produits agricoles saisonniers

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 3 février 1948, sur la motion du représentant de Rouville (l'honorable M. Barré) proposant que le bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) explique la nature de la mesure qui permettra au gouvernement d'organiser une production plus profitable et une meilleure distribution de certains produits agricoles.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) s'attaque au principe du projet de loi parce qu'il ne propose rien de constructif. Après trois ans d'étude, dit-il, on en est encore à créer une commission d'étude sur la question. C'est une mesure tardive et je voudrais savoir quels salaires seront payés au président de la commission et aux nouveaux commissaires.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) ferait mieux de demander la réouverture de nos agences commerciales à l'étranger pour conquérir des marchés pour les produits agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) et l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre! Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) s'éloigne du sujet. Il parle de l'écoulement des produits agricoles au lieu de s'en tenir au principe du bill. Il est défendu de parler d'autre chose que du principe du bill en deuxième lecture³.

M. Godbout (L'Islet): Nous voulons faire des discussions rapides, mais nous ne le pourrons pas si l'on soulève à tout moment des points d'ordre. Sans compter qu'il est parfaitement dans l'ordre de parler ici d'agences commerciales, puisque le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) demande des entrepôts frigorifiques pour conserver les produits en vue de les vendre sur le marché. Car, si on veut conserver les produits saisonniers, ce n'est pas pour les jeter, mais pour les vendre. La conservation diffère, selon qu'il s'agisse des marchés domestiques ou étrangers. Cela découle du principe même du bill, ou il ne veut absolument rien dire. Le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) ne prétendra toujours pas que les cultivateurs de son comté cultivent des choux pour leur seul plaisir; ils veulent des marchés pour tous leurs produits.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: Il s'agit d'une commission d'étude sur l'opportunité de construire des serres chaudes et des entrepôts frigorifiques, et non pas de l'écoulement des produits. Que les députés n'aillent pas aussi loin dans leurs discussions. Il y a moyen de s'en tenir strictement au principe, comme le veulent les règlements.

M. Roberge (Lotbinière): La question intéresse au plus haut point le comté que j'ai l'honneur de représenter. Il n'y a pas de discussion possible sur le principe qu'il nous faut des marchés et sur la nécessité de construire des entrepôts frigorifiques pour les produits saisonniers. Il y a lieu d'avoir une

politique généreuse sur la construction d'entrepôts, mais aussi d'avoir des doutes sur l'opportunité et la nécessité de la nomination d'une commission pour étudier la question. Je me demande pourquoi le ministre de l'Agriculture va chercher des commissaires au dehors quand il a dans son ministère des collaborateurs compétents.

Si le ministre de l'Agriculture voulait vraiment aider les maraîchers à produire et à distribuer leurs produits d'une manière plus économique, il aurait demandé aux agents de son ministère, des experts en la matière, de le faire sans frais supplémentaires à la province. Le ministre peut trouver facilement dans son département des officiers qui peuvent faire cette enquête et le renseigner ensuite exactement. Les filières du département de l'Agriculture contiennent déjà tous les renseignements nécessaires pour régler ce problème.

(Applaudissements à gauche)

Au lieu de dépenser \$25,000 pour des amis, on devrait demander la collaboration du gouvernement fédéral qui accorde un subside de 30 % aux cultivateurs qui veulent construire un entrepôt frigorifique pour conserver les produits saisonniers. Pourquoi le gouvernement provincial ne collabore-t-il pas avec le plan du département fédéral de l'Agriculture, qui prévoit des prêts en cette matière, pour aider les cultivateurs-maraîchers en contribuant lui aussi de 30 %?

Une loi du gouvernement pourrait compléter celui-ci et offrir des prêts à tant pour cent sur une période de X années, ce qui serait plus efficace. Dans le comté de Lotbinière, on se réjouirait de la collaboration plus étroite des deux ministères de l'Agriculture d'Ottawa et de Québec, qui vaudrait mieux que cette loi.

(Applaudissements à gauche)

M. Sylvestre (Berthier): Le gouvernement a mis bien des grands principes dans le titre et le préambule du projet de loi, mais tout finit par la formation d'une commission. Cela n'aura qu'un résultat; permettre au gouvernement de donner \$25,000 à trois ou quatre de ses amis. Le bill n'est que du camouflage. Je trouve déplorable qu'on fasse perdre le temps de la Chambre avec des législations aussi vides. (Souriant) C'est la montagne qui enfante une souris.

Au lieu de nous demander \$25,000 pour placer des amis, que le gouvernement donne des centaines de mille dollars non pas à des commissaires, mais aux cultivateurs pour se

construire des serres-chaudes, des entrepôts. Et je propose en amendement à la motion pour la deuxième lecture, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient, retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable à une meilleure organisation de la mise sur le marché des produits agricoles périssables, désapprouve le bill 13 intitulé: Loi concernant les produits agricoles saisonniers, parce qu'il propose la formation d'un organisme coûteux et inutile, attendu que le ministre de l'Agriculture possède déjà tous les moyens d'atteindre les objets proposés dans ledit bill".

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! L'amendement est hors d'ordre pour les trois raisons principales suivantes:

1° Il est rédigé dans un style pamphlet électoral, contrairement aux dispositions de l'article 150 du Règlement;

2° Il ne relève pas du bill, dans lequel il est question de conservation et non pas de mise sur le marché des produits agricoles périssables;

3° Il ne peut être présenté avant la fin de la deuxième lecture parce qu'il contrevient à l'article 558 du Règlement⁴.

Des députés de l'opposition: Baillon!

M. Godbout (L'Islet): Objection incompréhensible. Il proteste contre cette interprétation des règlements. La conservation, dit-il, et la mise sur le marché sont deux aspects d'un même problème. La commission d'enquête est inutile. C'est une troisième roue aux bicycles du député de Bagot (M. Johnson)⁵.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre et rejette l'amendement parce que rédigé en un style pamphlétaire et parce qu'il est défendu d'amender un bill à la deuxième lecture. Il doit être lu deux fois avant d'être amendé, dit-il.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 29.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill.

M. Leduc (Laval): Cette question m'intéresse particulièrement parce que l'île Jésus, qui est située dans mon comté, a la réputation d'être le potager de la province. Elle alimente les marchés de Montréal, avec son voisin, le comté de Deux-Montagnes⁶. Laval est vivement intéressé, mais le bill est inutile. Il s'inspire d'un bon principe, mais c'est une mesure dilatoire. Les cultivateurs sont plus pressés que le gouvernement. Des études? Il y en a dans toutes les universités du continent. On les a au ministère de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture a dans son département tous les experts nécessaires pour bien le conseiller. Inutile de recommencer à étudier. Il faut agir.

Il suggère au gouvernement de définir sans tarder, parce qu'il y a urgence, une politique concrète et effective sur l'aide à donner aux maraîchers. Tous les cultivateurs de mon comté seraient heureux, dit-il, si le gouvernement proposait une loi qui accorderait des subsides, comme le fédéral en donne.

Les restrictions sur les importations américaines rendent plus urgente que jamais l'adoption de mesures propres à aider les cultivateurs dans la production des primeurs. Il nous faudrait une politique nette et concrète sur ce problème, et l'on ne nous apporte qu'une commission.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement s'applique à apporter à la Chambre des mesures

inutiles qui tendent à retarder les travaux de la session. Le bill est inutile puisque ses conclusions sont connues depuis longtemps. On n'a pas besoin d'une commission pour savoir comment se construit une serre et comment s'installent les appareils de chauffage et de réfrigération. Il y a des experts sur la production des produits saisonniers au ministère de l'Agriculture et les maisons de commerce ont des services techniques qui sont disposés à fournir tous les renseignements désirés. La commission que l'on va nommer retardera la solution d'un problème urgent. Il craint, dit-il, que le gouvernement ne soit forcé de nommer une commission pour classer les commissions.

Le député de Lotbinière (M. Roberge) a trouvé la vraie formule. Mettons le bill de côté et que le ministre collabore avec son collègue du fédéral en accordant un subside lui-même pour la construction d'entrepôts. L'union sacrée pour aider les cultivateurs tout de suite. Pas besoin d'une loi pour cela. Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

(Applaudissements à gauche)

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 29.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 52.

Ainsi, l'amendement est rejeté

M. Drouin (Abitibi-Est): Le ministre est bien intentionné, mais il ne prend pas le bon moyen

d'arriver à ses fins. Le bill est trop vague et une commission ne donnera aucun résultat précis. Cette commission nouvelle n'est qu'un prétexte nouveau à favoriser des amis et à des dépenses de voyage. Que le ministre de l'Agriculture coopère avec l'UCC⁷, avec les coopératives, les agronomes qui connaissent le problème à fond. Pourquoi nommer des commissaires quand les officiers du ministère sont là aux côtés du ministre? Il réclame la mise en application immédiate d'un programme de construction d'entrepôts frigorifiques. Donnons les \$25,000 et davantage aux cultivateurs, dit-il.

(Applaudissements à gauche)

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne) dénonce le bill. Le gouvernement veut créer une autre commission qui s'ajoutera à tant d'autres, dit-il. Quels sont ces experts à qui on veut donner \$25,000? Des amis du gouvernement, suivant l'habitude? Il n'y a rien de pratique dans tout cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce débat a déjà été trop long. Les membres de la gauche ont fait un débat rempli de répétitions intentionnelles regrettables à n'en plus finir. Le débat a été caractérisé par l'admission, par ceux là même qui nous critiquent, que la politique du ministère de l'Agriculture, qui consiste à encourager la conservation des produits agricoles, mérite d'être encouragée. Nous avons donc, en cette Chambre, des gens qui se prétendent sérieux et qui, d'une part, disent que nous avons raison d'aller de l'avant, qu'il est bon d'encourager la conservation des produits agricoles et d'en étendre la production sur une période plus longue et, de l'autre, prolongent inutilement les débats et gaspillent un temps qui aurait pu être employé utilement à d'autre chose. Pourquoi tant critiquer si nous avons raison?

L'opposition a provoqué une perte de temps en faisant parler sur le bill des députés qui ne sont nullement renseignés sur la question. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) s'imaginerait avoir une science générale, tout connaître, comme si ses connaissances étaient universelles, mais il parle sur tous les sujets avec une égale insouciance et une égale ignorance. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) s'est cru capable de donner des leçons en matière d'agriculture. Celui qui gaspille un temps précieux, gaspille l'argent de la province. Il commet un acte équivalant à celui d'un voleur qui s'empare de l'argent qui ne lui appartient pas afin de le dépenser à son bon plaisir.

(Applaudissements à droite)

M. Choquette (Montmagny): Le ministre de l'Agriculture parle-t-il de l'Union nationale?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le bill a été mis à l'étude dès mardi soir dernier et on a vu en ce moment des députés libéraux se lever pour parler en dehors de la question et tuer le temps. Les discours des députés libéraux ont démontré surtout que ce qui les intéresse, que la question primordiale pour eux, ce sont les élections. Le chef de l'opposition parle d'élections...

Un député de l'opposition: Il n'y en aura pas?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je croyais que le député de Richelieu avait guéri ses collègues.

M. Robidoux (Richelieu): Je ne traite que les gens qui sont malades.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): Le chef de l'opposition dit que mon département est désorganisé. Il m'a accusé d'avoir renvoyé des hommes. J'ai renvoyé moins d'employés que mon prédécesseur. Pendant les trois premiers mois de l'administration libérale, en 1939, il y a eu 40 démissions et renvois au ministère de l'Agriculture, tandis que pendant les quatre premiers mois de l'administration de l'Union nationale, en 1944, il y a eu en tout seulement cinq démissions et renvois.

Un député de l'opposition: Remontez donc un peu plus loin.

L'honorable M. Barré (Rouville): Très bien, très bien. J'ai ici des chiffres qui démontrent que pendant les quatre premiers mois de l'année 1940, sous le régime du chef de l'opposition, il y a eu 37 autres démissions et renvois, au ministère de l'Agriculture, tandis que, pour toute la première année de la présente administration, il y a eu en tout 37 démissions et renvois, soit moins que pendant quatre mois de régime libéral.

Et ce sont ces gens qui nous accusent d'avoir tout changé au ministère de l'Agriculture. On y retrouve, au contraire les mêmes chefs, les mêmes têtes et les mêmes compétences qu'en 1940, avec la seule différence que les quelques favoris du régime libéral, qui occupaient des positions fantômes et recevaient des gros salaires à ne rien faire, ont disparu et nous ont permis de sauver un fort montant à la province.

On me reproche de ne pas collaborer avec le fédéral. C'est ainsi que le gouvernement de la province a demandé la collaboration du gouvernement fédéral pour la construction d'entrepôts un peu partout dans les centres agricoles notamment à Saint-Damase, à Victoriaville et dans Dorchester. Malheureusement, dans certains cas où il doit coopérer avec le provincial, le gouvernement fédéral se fait tirer l'oreille quand il s'agit de verser les octrois qu'il a promis.

Bien que j'aie appris à faire des couches chaudes avant le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et de Mercier (M. Francoeur), je n'ai pas la prétention - c'est une faiblesse - de tout savoir et tout connaître. Ce qui est vrai aujourd'hui ne l'était pas quand j'étais jeune. Il y en a qui ont la science infuse. Moi, j'ai besoin de renseignements. C'est pourquoi je veux être conseillé par des personnes compétentes, qui auront, pour les aider dans leurs études, tous les pouvoirs d'une commission d'enquête pour mener une enquête fouillée.

La commission dont il est question sera formée de spécialistes qui auront des pouvoirs plus étendus que n'en ont les employés du ministère. Ils pourront aller partout, interroger tous ceux qu'ils croiront susceptible de leur donner des renseignements et fournir ensuite au ministère tous les éclaircissements nécessaires et le renseigner sur la mise en pratique de systèmes modernes et économiques de culture. Il n'y a pas de progrès possible sans le recours aux méthodes scientifiques de recherches et de travail. L'agriculture comme toutes les autres sciences doit aller de l'avant et confier son progrès à l'étude et au travail.

Nous voulons une classe agricole bien renseignée sur les méthodes modernes de culture et de conservation des produits, capable de connaître ce qui lui convient pour acheter en connaissance de cause, et qui trouve sa subsistance tout en faisant son travail mais qui soit indépendante. Il ne faut pas que les cultivateurs se laissent influencer par les grosses compagnies et les manufacturiers de produits aratoires.

Ce que nous voulons, c'est donner aux cultivateurs un service de renseignements indépendant de la finance, des manufacturiers et de l'influence des compagnies ou des coopératives de vendeurs dont le premier intérêt est de vendre ce qui fait leur affaire sans se préoccuper des besoins du cultivateur, tandis que le souci principal des cultivateurs doit être de produire le plus économiquement possible. C'est pour cela que nous avons présenté cette loi.

Il, (M. Barré) fait des compliments aux députés d'Abitibi-Est (M. Drouin), de Laval (M. Leduc) et de Saint-Sauveur (M. Hamel) et cite des extraits de leurs discours⁸.

Si l'opposition était logique, elle éviterait de parler de l'industrie de la betterave à sucre, qui coûte deux fois plus cher à la province que les travaux de drainage, cent fois plus utiles aux cultivateurs. C'est une entreprise prématurée, si elle est née dans le désastre et si elle coûte, chaque année des millions et des millions de dollars à la province, c'est parce qu'on a procédé à l'aveuglette, sans renseignements préalables et sans étude. Les libéraux ont peut-être organisé cette industrie pour décourager la culture de la betterave, et favoriser le trust du sucre.

Conscient qu'il y a une foule de choses que je ne connais pas, ce que je demande comme ministre de l'Agriculture conscient de ses responsabilités, c'est qu'avant de dépenser des milliers de piastres, on connaisse d'abord les meilleures techniques en rapport avec la question discutée. Je demande donc à la Chambre de voter sans autres délais cette loi parce que j'ai besoin des conseils de cette commission.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Laissez parler le ministre!⁹

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après division.

Le bill 13 est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, à

même le fonds consolidé du revenu, pour les fins de la loi concernant les produits agricoles saisonniers, qui accompagne la présente résolution, une somme n'excédant pas vingt-cinq mille dollars.

Adopté

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon un ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. le président: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut confier, à un comité de deux ou trois personnes qu'il nomme et dont il détermine la rémunération, l'étude des techniques modernes de culture et de conservation des produits alimentaires de caractère saisonnier."

M. Godbout (L'Islet): Je veux poser une question au ministre de l'Agriculture. Est-ce que le ministre n'aurait pas le droit, sans l'autorisation demandée par la présente loi, de choisir un ou deux ou trois employés de son ministère ou d'en nommer pour leur confier les études qu'il veut faire faire par une commission.

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui, j'en ai certainement le droit, mais en lisant l'article 3 du bill, le chef de l'opposition verra que les employés du département n'auraient pas les pouvoirs prévus par notre projet de loi.

M. Godbout (L'Islet): C'est ce que je voulais savoir. La réponse du ministre de l'Agriculture justifie l'attitude de l'opposition. Nous ne nous opposons pas à ce qu'on fasse quelque chose pour les produits agricoles; c'est ce que nous réclamons depuis toujours. Nous sommes en faveur des

recherches, c'est ce qui presse en agriculture. Mais au ministère de l'Agriculture, on n'en fait plus depuis quatre ans. Les enquêtes que l'on propose sont commencées depuis longtemps, et nous sommes en retard dans ce domaine. Nous n'avons pas besoin de cette loi inutile pour jeter de la poudre aux yeux.

Ce qui presse, c'est d'aider les cultivateurs à améliorer leurs cultures pour qu'ils puissent concurrencer avec succès leurs confrères des autres pays. Nous voulons que le département assiste et guide les cultivateurs, en utilisant les agronomes préposés à cette besogne. Nous sommes en retard à cause du manque de prévoyance du gouvernement. C'est une loi de camouflage pour placer des amis politiques. Heureusement tout cela changera bientôt (Applaudissements à gauche)

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division¹⁰.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

La Banque d'Épargne de Montréal

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 confirmant le droit de propriété de La Banque d'Épargne de la cité

et du district de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Naturopathes

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Annexion à Black Lake

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Église canadienne de la Pentecôte

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 constituant l'Église canadienne de la Pentecôte comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Châteauguay Heights

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Comité de la Maison des étudiants canadiens à Paris

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Joël Lancôt

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la succession de Joël Lancôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**G. Brodeur, A. Villeneuve
et G. Hébert**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 relatif à l'admission de Guy Brodeur, Arthur Villeneuve et Guy Hébert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Mary Everett

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Roland Bertrand

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Jean-M. Côté et Lucien Lambert

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Raymond Maher

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond

Maher à l'étude du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Longueuil

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions et réponses:**Scierie-école à Duchesnay**

M. Sylvestre (Berthier): 1. Le gouvernement de la province a-t-il accordé un contrat pour la construction d'une scierie-école à Duchesnay?

2. Dans l'affirmative: a) Quel était l'estimé de cette construction? b) À qui tel contrat fut-il accordé et pour quel montant? c) Des soumissions avaient-elles été demandées?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. Oui.

2. a) \$40,000; b) Le contrat fut accordé à M. Donat Gariépy, de Québec, pour un montant de \$39,980; c) Des soumissions ont été demandées le 14 avril 1947 à 6 soumissionnaires de la région de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin, à onze heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40¹¹.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 6 février 1948, à la page 3, écrit que l'Orateur fait allusion aux incidents survenus dans la soirée précédente. Voir la séance du 4 février.
2. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, désigne le dictaphone comme étant un instrument de propagande dans l'enceinte de l'Assemblée législative. Voir les séances du 20 janvier et du 3 février.
3. *L'Action catholique* du 6 février 1948, à la page 19, écrit que les honorables Paul Sauvé et Laurent Barré ont soulevé des points d'ordre à trois reprises lors de l'intervention de M. Francoeur.
4. D'après *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, M. Duplessis n'a jamais invoqué ce règlement.
5. M. Godbout fait référence au bill 201 concernant la propriété des bicycles présenté par M. Johnson et voté en troisième lecture lors de la séance du 4 février.
6. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, souligne que le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) a quitté la Chambre et qu'on l'entoure dans les corridors pour le féliciter de sa nomination au grade de brigadier de la 10^e brigade d'infanterie de réserve.
7. Il s'agit de l'Union catholique des cultivateurs fondée en 1924.
8. La version que donne *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, de ce passage est nettement teintée de partisanerie: "Le ministre essaie de cajoler les député d'Abitibi-Est (M. Drouin), de Laval (M. Leduc), de Saint-Sauveur (M. Hamel): il cite des extraits de leurs discours mais tout de travers".
9. *Le Canada* du 6 février 1948, à la page 2, explique que M. Casgrain prononce cette phrase parce qu'il a cru entendre le premier ministre dire à M. Barré: "C'est assez".
10. *Le Soleil* du 6 février 1948, à la page 3, souligne qu'il est 5 h 30 lorsque le bill est lu une troisième fois.
11. À propos de l'ajournement, André Laurendeau écrit le commentaire suivant dans sa chronique du *Devoir* du 6 février 1948, à la page 1: "Ce congé de toute une soirée, le premier de la session, permettait aux journalistes d'assister à un dîner en leur honneur. Ici, une réflexion s'impose. Que trente députés, cinq ministres ou le chef même du gouvernement (admirez la judicieuse progression) doivent s'absenter, la Chambre peut siéger quand même. Mais que les journalistes manquent: alors rien ne va plus, on ajourne. Sans la presse, pas de session, sans galerie, pas de discours. La Tribune de la presse est l'oxygène des parlements modernes".

Première séance du vendredi 6 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de La Survivance, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 128 et la constituant en corporation;
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Projets de loi:

**Loi constituant en corporation
La Survivance**

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Bernard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de La Survivance.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de LaSalle

M. Gatién (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Gatién (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Dorion

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatién), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les délais sont expirés et le gouvernement ne permettra plus de présenter des bills privés à l'Assemblée législative à partir d'aujourd'hui.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) proteste contre le fait que les bills sont référés généralement au comité des bills publics au lieu de l'être au comité des bills privés, comme l'an dernier et les ans précédents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le privilège de la Chambre de renvoyer les bills au comité qu'elle désigne.

Décisions de l'Orateur:

**M. Casgrain,
député de Rivière-du-Loup**

M. Godbout (L'Islet): Le compte rendu de la séance de mercredi soir ne mentionne pas la mesure disciplinaire qui a toutefois été mentionnée dans les journaux.

M. l'Orateur: J'ai nommé Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup et l'incident est clos.

Questions et réponses:**Achat
d'avions**

M. Godbout (L'Islet): 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il acheté des avions depuis le 1^{er} septembre 1945?

2. Dans l'affirmative: a) Combien? b) De qui?

3. Quel a été le prix d'achat pour chacun de ces avions?

4. Quel a été le coût d'opération de tels avions à date?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Oui.

2. a) Un; b) Curtiss-Reid Flying Serv. Ltd., Montréal.

3. \$7,168,44.

4. Le coût d'opération de cet avion se chiffre à date à \$1,383.48 pour près de 14,000 milles parcourus, soit \$0.10 du mille, comparativement à \$0.65 du mille qui était chargé au département par les compagnies de transport aérien. Le coût de notre transport par voie des airs est donc six fois moins élevé qu'il ne l'était alors que nous étions obligés d'avoir recours à des avions loués.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

La clause 1 est modifiée en biffant, dans la septième ligne de l'article 16g", à la page 3, les mots "à date".

**Tramways
de Montréal.**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 25 relatif à la question des tramways de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 28 concernant la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme articles 3 et 4:

"3. La cité est autorisée à décréter, par résolution de son conseil, sur rapport du Comité exécutif, que les propriétés, terrains et autres immeubles appartenant à la Jeunesse étudiante catholique Inc., à Jewish Peretz Schools et à Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch sont exempts de la contribution foncière annuelle, mais cette exemption ne s'applique pas à la taxe d'école ni à la taxe d'eau, non plus qu'aux taxes d'améliorations locales, ni aux taxes spéciales. Cette exemption quant à la Jeunesse étudiante catholique Inc., et à Jewish Peretz Schools s'appliquera à compter du 1^{er} mai 1941 et quant à Yeshivoh Tomche Tmimim Lubavitch à compter du 1^{er} mai 1946".

"4. Les actes et résolutions suivants auxquels la cité de Montréal est partie sont déclarés valides et légaux:

a) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing Limited, daté du 7 mars 1946, par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération du prix d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain situés dans les quartiers Ahuntsic, Mercier, Montcalm, Notre-Dame-de-Grâce, Saint-Jean et Saint-Paul et tous ceux lui appartenant et qui seront offerts par le comité exécutif et jugés acceptables par Sa Majesté et la Société Wartime Housing s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés cinq cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a fournis à ce sujet, et à effectuer tous les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

b) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing Limited, daté du 5 juin 1946, modifiant la convention sous seing privé passée entre la cité de Montréal et sa Majesté le roi et Wartime Housing Limited, datée du 7 mars 1946: a. en permettant à la compagnie de construire des sous-sols à un faible pourcentage de ces maisons; b. en permettant de fixer le loyer de 54 maisons Faircraft de quatre chambres dans le quartier Saint-Paul à \$32 par mois

par maison et permettant de fixer le loyer entre \$22 à \$37 pour toutes les autres maisons avec un sous-sol; c. en remplaçant les chiffres et mot "400 feet" où ils apparaissent dans la description de la partie du lot originaire (65) paroisse de Montréal, avenue Clanranald (côté est) quartier Notre-Dame de Grâce, apparaissant en premier lieu à la page 13 de l'annexe A de ladite convention par les chiffres et mot "320 feet"; d. en remplaçant les chiffres et mot "80 feet" où ils apparaissent dans la description de la partie du lot originaire soixante-cinq (65) paroisse de Montréal, avenue Clanranald (côté ouest) quartier Notre-Dame-de-Grâce, apparaissant en deuxième lieu à la page 13 de ladite convention par les chiffres et mot "160 feet";

c) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing Limited daté le 4 novembre 1946 par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération du prix d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain situés dans le quartier Mercier et qui seront offerts par le comité exécutif et jugées acceptables par Sa Majesté et la Société Wartime Housing s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés deux cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a fournis à ce sujet, et à effectuer tous les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

d) Acte de convention sous seing privé entre la cité de Montréal et Sa Majesté le roi et Wartime Housing Limited, daté du 10 juin 1947, par laquelle convention la cité s'engage à transférer à Sa Majesté, à certaines conditions y stipulées et en considération d'un dollar pour chaque terrain ou partie de terrain, certains terrains ou parties de terrain du quartier Rosemont qui lui appartiennent et qui seront offerts par le comité exécutif et la Société Wartime Housing Limited s'engageant à ses frais et dépens d'ériger sur les terrains ci-dessus mentionnés deux cents maisons conformes aux plans et devis qu'elle a fournis à ce sujet et à effectuer les raccordements aux conduites d'eau et aux égouts municipaux;

e) Résolution du conseil municipal de Montréal, en date du 22 octobre 1946, autorisant le paiement aux trois fonds de pension, soit: le fonds de la Commission du fonds de pension, le fonds de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police, le fonds de l'Association de bienfaisance des pompiers, des sommes requises pour couvrir les contributions des employés qui ont servi dans les forces de Sa Majesté et qui ont repris ou reprendront leur emploi, et ce, pourvu que d'ici au 1^{er} janvier

1950, ces employés ou leurs ayants droit ne puissent en aucun cas être remboursés des montants ainsi payés pour eux par la ville, lesquels devront rester à l'actif des fonds concernés, et d'autoriser en conséquence le remboursement aux employés municipaux qui ont servi dans les forces de Sa Majesté et qui ont repris emploi, des contributions qu'ils ont déjà versées à leur fonds de pension respectif pour leur période d'absence;

f) Résolution du conseil, en date du 27 octobre 1947, recommandant qu'une annuité de \$1,190.97 soit payée à Me Charles Barnes, ancien assistant-directeur du service de la police, sa vie durant, à compter du 1^{er} septembre 1947, et d'imputer la somme requise pour le paiement de cette annuité pour l'exercice courant sur les crédits votés au chapitre XXVII: Pensions - a) Pensions et annuités."

2. L'article 3 devient article 5.

Projets de loi:

Cité de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 28 concernant la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 pour stabiliser la petite industrie;
- bill 16 pour indemniser les jurés et les témoins aux enquêtes des coroners.

Subsides:

Budget supplémentaire 1947-1948

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité¹:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Commission de l'industrie laitière - dépenses diverses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Office du crédit agricole du Québec - traitements (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Pisciculture, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Amélioration des conditions de pêche, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Subvention aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert Sa Majesté pour: - "Écoles normales

(Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté: - "Dépenses diverses (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à sa Majesté pour: - "Aide à la recherche des mines, traitements, gages compris (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Assistance

aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Subventions, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Construction d'entrepôts et d'une École moyenne des pêcheries, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Sûreté provinciale - traitements (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Sûreté provinciale - Dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Asiles d'aliénés, traitements compris (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Maladies vénériennes, traitements compris (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Fonds de l'assistance publique, traitements compris (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas six mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage et frais de bureau (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Imprimeur du Roi (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "École des hautes études commerciales, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Enseignement postsecondaire (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "École supérieure de commerce (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-trois mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Octrois et subventions (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service forestier, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Pépinière de Berthier, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Enseignement forestier, gages compris (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quatorze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Solde de pension spéciale à M. Henri Laureys, ex-directeur de l'École des hautes études commerciales, Montréal (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Frais de perception - Bureau du revenu (Trésor)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Service civil extérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: - "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver, traitements et gages compris (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1948.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1947-1948

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité²:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1948, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$2,916,224.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet que tout le budget supplémentaire pourra être discuté pendant la session en même temps que le budget de 1948-1949.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) est modifié en remplaçant, dans les premières et deuxième lignes du paragraphe e, les mots "des services publics" par les mots "provincial de l'électricité"."

M. Hamel (Saint-Sauveur): Qu'est-ce que l'Office a fait depuis trois ans?

L'honorable M. Barré (Rouville): Depuis que la loi sur l'électrification rurale a été adoptée en 1945, les coopératives ont donné d'excellents résultats. À la fin d'octobre 1947, grâce aux coopératives d'électricité fondées dans la province, en vertu de la loi de l'électrification rurale³, il y avait 819 milles de lignes vivantes, c'est-à-dire de lignes porteuses d'énergie électrique, en opération dans les districts ruraux, et 281⁴ milles de lignes finies et prêtes à être mises en opération.

À la même date, il y avait également 320 milles de lignes en construction. À la fin d'octobre, les coopératives, créées avec l'aide du gouvernement, desservaient 4,368 nouveaux clients. Les compagnies d'électricité ont été obligées de baisser sensiblement leurs taux depuis l'établissement de ces coopératives.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien de milles de lignes de transmission ont été construites depuis 1945 en vertu de la loi de l'électrification rurale?

L'honorable M. Barré (Rouville): La création des coopératives a déclenché, dans la province, tout un mouvement qui a incité les compagnies à faire elles-mêmes de l'électrification rurale. En 1943, dernière année de l'administration libérale, les six principales compagnies d'électricité ont demandé à la Régie provinciale de l'électricité des permis pour seulement trois milles de longueur en lignes rurales, tandis qu'en 1946, après l'entrée en vigueur de la loi de l'électrification rurale, elles ont demandé des permis et en ont érigé sur un parcours de plus de 1,700 milles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):⁵ Les coopératives ont électrifié spécialement la Gaspésie, le Témiscamingue, le comté de Rouville, le comté de Dorchester, de Frontenac, de la Beauce, de Saint-Jean et de Champlain. L'électrification se fait à des conditions plus avantageuses qu'avant. Sous l'ancien régime, avec un projet qui est resté en plan, on offrait l'électricité

à raison de \$2 par mois alors que le gouvernement actuel a réussi à baisser les taux à \$1, par mois. Je sais pertinemment que, depuis la formation des coopératives, l'électrification, dans les municipalités rurales, se fait à des taux pour le moins aussi bas, quand ils ne sont pas plus bas, que ceux de l'Hydro de l'Ontario.

Depuis 1945, le nombre de cultivateurs qui profitent de l'électrification rurale se chiffre par milliers. De plus, les compagnies ne font plus comme sous les régimes libéraux. Dans les années passées, avant la loi de l'électrification rurale, les compagnies d'électricité, sous l'œil bienveillant du gouvernement libéral, électrifiaient les villages, choisissaient les parties les plus payantes d'un rang ou d'une paroisse et laissaient le reste de côté. En somme, parce que ce n'était pas assez payant, elles écrémaient. Maintenant, elles n'écèrent plus.

Depuis 1946, l'électricité est fournie dans tous les coins de nos municipalités rurales, sans aucune distinction. Aujourd'hui on peut dire, à part la Southern Canada, que la plupart des grosses compagnies d'électricité coopèrent pleinement avec l'Office à notre programme d'électrification rurale qui se fait à meilleur marché. Les taux sont réduits. La seule exception va bientôt entendre raison.

M. Godbout (L'Islet): Comme d'habitude le gouvernement de l'Union nationale se vante, même des choses qu'il n'a pas accomplies. Le premier ministre et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) essaient de prendre à leur crédit ce qu'ont fait les libéraux avant eux. Dire qu'en 1943, il ne s'est fait que trois milles de lignes rurales, c'est une inexactitude considérable.

Si, pendant la guerre, il ne s'est pas fait d'électrification rurale, c'est que les compagnies n'avaient pas de fil et de matériel; mais ce sont les libéraux qui ont fait abaisser les taux. Ce sont les libéraux qui ont présidé à la formation de l'Hydro. La loi de l'Hydro autorisait une dépense de \$11,000,000 pour cette fin. La pénurie de matériel a entravé les efforts tentés. On aurait pu alors fonder 70 nouvelles coopératives, que rien de plus n'aurait été fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on manquait de matériel, pourquoi le gouvernement d'alors a-t-il vendu le matériel qu'il possédait en Abitibi? Pourquoi le gouvernement a-t-il vendu ce matériel justement à la compagnie contre laquelle nous voulions faire concurrence?

M. Godbout (L'Islet): C'est justement parce que le matériel manquait partout. Il ne fallait pas

laisser ce matériel inactif. Nous l'avons vendu précisément à une compagnie qui en avait besoin, parce qu'elle pouvait l'utiliser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le chef de l'opposition peut nier avoir vendu le matériel que l'Union nationale avait acheté pour électrifier l'Abitibi et le Témiscamingue, à la compagnie à laquelle nous voulons faire concurrence?

M. Godbout (L'Islet): À qui pouvions-nous le vendre? Si nous l'avons vendu à la compagnie, c'est que seule la compagnie pouvait l'utiliser. Qui pouvait mieux l'utiliser qu'une compagnie d'électricité qui était en mesure d'offrir des taux plus bas.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:
1. Que l'article 12 de ladite loi modifié par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 30, soit de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa du paragraphe d par le suivant:

"d) Consentir des prêts aux coopératives d'électricité jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de la valeur, telle qu'établie par l'Office, des biens affectés à leur garantie, si la densité moyenne des usagers de la coopérative concernée est de six par mille de réseau ou plus et, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-cinq pour cent de cette valeur, lorsque cette densité est inférieure à six par mille de réseau; ces prêts sont garantis par hypothèques sur les immeubles des coopératives et par privilèges sur les biens meubles faisant partie de leur installation électrique."

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 12, le suivant:

"12a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine,

"a) autoriser l'Office à construire, acquérir, louer, posséder, maintenir, administrer et exploiter des barrages, chutes, rapides et pouvoirs hydrauliques, des usines, établissements et centrales électriques, des lignes de transmission, des lignes de distribution ainsi que toutes machineries et accessoires s'y rapportant;

"b) placer des poteaux, fils, conduits, transformateurs et autres appareils, dans, à travers, au-dessus et au-dessous de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, suivant entente avec les corporations municipales intéressées ou, à défaut d'entente, aux conditions fixées par la Régie;

"c) faire les travaux prévus au paragraphe b du présent article sur les propriétés privées moyennant indemnité; si les parties intéressées ne s'entendent pas sur le montant de l'indemnité, elle est déterminée par la Régie."

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division. Les résolutions relatives au bill 22 sont agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 22 modifiant la loi

pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 22.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) est modifié en remplaçant, dans les premières et deuxième lignes du paragraphe e, les mots "des services publics" par les mots "provincial de l'électricité"."

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement s'attribue le mérite de l'électrification rurale et de la diminution des taux. Mais la vérité est que c'est nous qui avons réalisé cela. Nous avons créé l'Hydro-Québec qui a fait une heureuse concurrence aux compagnies et fait baisser les taux. Le gouvernement libéral n'a pas eu peur de mettre à la raison, en l'expropriant, une compagnie qui abusait de ses clients.

Contrairement à ce que prétend le premier ministre, les taux n'ont pas baissé sous l'Union nationale. Au contraire, en certains endroits, les taux sont maintenant quatre fois plus élevés. Dans la Beauce, actuellement, les lignes sont vendues aux compagnies d'électricité parce que les compagnies offrent le service à des taux de \$2 et \$2.50 par mois.

La preuve que la concurrence de l'Hydro a été effective, c'est que les cultivateurs ont manifesté plus d'intérêt. L'Hydro est une compagnie provinciale qui a droit de faire affaire dans toute la province de Québec. Si les compagnies font preuve de plus de bonne volonté et de zèle pour faire de l'électrification dans les campagnes, c'est à cause de l'Hydro-Québec. Le premier ministre dit que les taux chargés par les compagnies, dans les campagnes, sont aussi bas que ceux de l'Hydro de l'Ontario. Je dirai qu'ils sont même plus bas grâce au gouvernement libéral.

En ce qui concerne les coopératives, le système institué par l'Union nationale est défectueux parce qu'il met de lourdes responsabilités sur le dos des cultivateurs qu'ils ne sont pas capables d'épauler

sans risquer la faillite. Le gouvernement leur fait payer des taux plus élevés. Notre loi d'électrification rurale permettait la création de coopératives non pour faire payer les cultivateurs, mais pour être intermédiaire entre les compagnies et les cultivateurs pour électrifier les campagnes et donner un service dont l'Hydro fixait les taux.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement actuel a imposé aux coopératives agricoles une tâche formidable, puisqu'elles sont forcées d'accroître les lignes dans des régions non rentables, alors que les compagnies gardent pour elles-mêmes les villages et les centres plus gros. Le gouvernement détruit petit à petit l'œuvre libérale.

M. Chaloult (Québec): Les taux de l'électricité sont trop élevés sous le régime actuel. On devrait travailler à la diminution des taux industriels. C'est ce qui importe le plus. À cause de nos taux élevés pour l'industrie, les industriels vont s'établir dans la province d'Ontario. L'Hydro d'Ontario a des taux inférieurs et attire ainsi plus d'industries.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les taux industriels de l'électricité sont trop élevés. Ils ont augmenté, à Montréal depuis 1945, depuis l'avènement au pouvoir de l'Union nationale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les compagnies d'électricité étaient bien disposées à faire de l'électrification rurale pendant la guerre, mais elles manquaient de matériel. Ce n'était pas la faute du gouvernement si la Quebec Power avait trop de lignes en construction et si nous manquions de matériel. L'électrification dans Kamouraska et Témiscouata, n'est pas due à l'Union nationale, mais au gouvernement libéral. L'électrification de ces comtés avait été décidée en 1944 pour se faire en 1945. La loi du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) ne veut rien dire et elle n'est pas dans l'intérêt des cultivateurs.

M. Sylvestre (Berthier) s'exprime dans le même sens que les autres députés de l'opposition.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Quelle somme le gouvernement a-t-il avancée jusqu'à présent aux coopératives d'électricité en vertu de la loi de 1945?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a avancé jusqu'à présent \$1,200,000 aux coopératives d'électricité en vertu de la loi de

1945. Cette loi permet au gouvernement de prêter jusqu'à 75 % de la valeur des lignes construites et du matériel utilisé par les coopératives. Le bill à l'étude porte à 85 % la proportion que pourra prêter le gouvernement lorsque la densité moyenne des usagers de la coopération sera de moins de six par mille.

M. Leduc (Laval): Si l'électrification rurale a peu progressé sous l'administration libérale, pendant la guerre, c'est dû à la rareté du matériel. Il a fallu faire des sacrifices pour appuyer ceux qui se battaient. Il fallait garder le matériel pour sauver la vie de nos soldats outre-mer.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est temps de mettre de côté pareilles affirmations. Les soldats qui sont morts outre-mer et ceux qui sont revenus ont eu un fardeau assez lourd à porter sans qu'on leur mette encore sur le dos toutes les saloperies faites au pays pendant le conflit et pendant leur absence! Trop de gens se sont prononcés pendant la guerre en disant à la population qu'il fallait consentir des sacrifices pendant qu'ils encaissaient, eux, de gros profits dans leurs poches.

Il est temps que le député de Laval (M. Leduc) cesse de commercialiser son patriotisme; de s'engraisser au dépens de ceux qui ont porté le fardeau et les armes, de cesser de salir la mémoire de ceux qui sont morts à la guerre; de rire à la face de ceux qui sont revenus! L'exactitude de ce que j'avance est établie par l'*Annuaire statistique du Canada*. Si l'on consulte le rapport de l'auditeur général du Canada, on constate qu'il a fallu exiger de gens comme ces grands patriotes, qui demandaient à la population de faire ces sacrifices, le remboursement de \$500,000,000 d'impôts faits avec des contrats de guerre. Au nom de ceux qui sont allés à la guerre, comme moi, je proteste contre cette exploitation. Il est indigne, pour un député de cette Chambre, de tenir les propos comme ceux du député de Laval. Une telle attitude n'est digne que d'un profiteur de guerre.

M. Leduc (Laval): Le député de Deux-Montagnes ne devrait pas parler ainsi. Il y a des gens autour de lui qui se sont efforcés d'amoindrir notre effort de guerre. Ceux qui, comme le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, se sont battus outre-mer ont sûrement fait leur devoir. Mais ceux qui sont restés ici avaient aussi un devoir à remplir. Et ça prenait dans la province de Québec beaucoup de courage pour suivre les directives du regretté cardinal Villeneuve.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cardinal Villeneuve n'a jamais conseillé à personne de faire des profits exorbitants avec des contrats de guerre.

M. Leduc (Laval): Je ne sais si on veut faire allusion au député de Laval en parlant de contrat de guerre. Si ces paroles s'adressent au député de Laval, le premier ministre se trompe. Je n'ai eu aucun contrat de guerre. Je n'ai fait qu'exercer mon métier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval a réalisé au-delà de \$150,000 avec les travaux de guerre. Pendant ce temps le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse se battait outre-mer. Il se méritait le grade de brigadier-général pendant que le député de Laval faisait généralement des profits en construisant des aéroports. On attendait les Allemands à Chicoutimi. On a construit là un aéroport de \$1,000,000 qu'on a vendu ensuite pour \$15,000.

M. Leduc (Laval): Le premier ministre est mal renseigné une fois de plus. Je n'ai jamais fait \$150,000 de profits et je n'ai jamais eu de contrats de guerre. J'ai présidé, en ma qualité d'ingénieur civil, à la construction de trois aéroports en suivant le tarif ordinaire des ingénieurs et ça ne s'est certainement pas monté à \$150,000. En cinq ans, cela ne m'a pas rapporté \$50,000. Je regrette d'être obligé de rappeler cela au premier ministre. Les gens du Québec ont fait leur devoir. Le *Messenger du Sacré-Cœur* exalte même le travail de nos soldats.

M. Poulin (Beauce) s'intéresse particulièrement à l'électrification rurale. L'Union nationale a mis les compagnies à la raison, dit-il. Dans la Beauce, précédemment, sous le régime libéral, on avait construit en quatre ans deux milles de lignes de transmission; nous en avons plus de 200 milles aujourd'hui. Les coopératives d'électricité ont donc permis aux cultivateurs de s'organiser et d'obtenir des résultats quand les compagnies ne voulaient pas marcher. Celles-ci se sont décidées à marcher parce que les cultivateurs se sont organisés en coopératives pour les faire marcher.

(Applaudissements à droite)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) souligne l'immense satisfaction avec laquelle il a entendu la mise au point du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et le félicite de la force avec laquelle il l'a faite.

Les libéraux tentent de faire exactement ce qu'ils reprochent au premier ministre au sujet de la betterave à sucre, dit-il. Ils veulent tuer les coopératives d'électricité. La loi de l'électrification rurale n'est pas parfaite, mais elle me paraît bonne. En formant des coopératives on a réussi, en certaines régions, à obtenir des compagnies un changement d'attitude. La loi a rendu des services signalés, particulièrement en forçant les compagnies à fournir leur électricité à des taux plus bas et à desservir plus de gens. Les compagnies ont pris la loi en plus sérieuse considération que l'opposition libérale⁷.

M. Godbout (L'Islet): Nous aussi, nous sommes pour la coopération et nous l'avons prouvé. Le Parti libéral a toujours été en faveur des coopératives, mais dans des circonstances où elles peuvent opérer efficacement et rendre de véritables services aux cultivateurs. Le meilleur moyen de décourager la coopération c'est d'en faire là où on est certain d'arriver à un insuccès. Mon honorable amis le député de Beauce (M. Poulin) admettra que les cultivateurs de son comté ne pourront pas profiter des coopératives d'électricité.

M. Poulin (Beauce): Peut-être dans certains cas.

M. Godbout (L'Islet): Avec notre politique, ce sont les compagnies qui prenaient les responsabilités; avec la politique de l'Union nationale, ce sont les cultivateurs qui doivent les prendre. Nous avons fait baisser les taux des compagnies à la campagne, ce que le gouvernement actuel n'a pas fait, même quand la guerre a été finie.

(Applaudissements à gauche)

M. Poulin (Beauce): Pourquoi les compagnies n'ont-elles pas électrifié les campagnes en 1944?

M. Godbout (L'Islet): Parce qu'elles manquaient de matériel pendant la guerre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pourquoi ne l'ont-elles pas fait en 1938?

M. Godbout (L'Islet): Vous étiez au pouvoir. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) a la mémoire courte, puisqu'il ne se souvient pas que son parti était au pouvoir il y a 10 ans. Le gouvernement aurait dû appliquer notre loi de l'Hydro, qui assurait l'électrification rurale sans responsabilités injustes pour les cultivateurs.

La loi de l'Hydro permettait aux cultivateurs de s'organiser en coopérative. Le Parti libéral a forcé les compagnies, qui font de l'argent en ville, à couvrir aussi la campagne, où elles n'en font pas. Le Parti libéral a également forcé les compagnies à établir une sorte de compensation et à diminuer leurs taux à la campagne. Nous avons créé l'Hydro pour mettre une compagnie à la raison et pour donner un avertissement aux autres. Le gouvernement doit forcer les compagnies à tout faire, s'il leur laisse le meilleur de nos ressources entre les mains. Point n'est besoin de forcer le cultivateur à s'endetter pour obtenir de l'électricité.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): Pendant la guerre, il y en avait du matériel, mais il fallait payer pour. Que les compagnies fassent de l'argent, ça ne me fait rien. Mais je ne veux pas qu'elles étouffent les cultivateurs.

Les coopératives étant récentes et les compagnies vieilles, celles-ci sont prêtes à faire le travail d'électrification, tandis que les coopératives ne le sont pas. Quand les compagnies veulent, nous leur disons: "Vous allez prendre tout le réseau ou rien." Et en général elles acceptent. C'est là la force des coopératives.

Il y a dans le monde deux sortes de malfaisants: ceux qui découragent ceux qui travaillent et ceux qui excitent des appétits qu'ils savent impossible à satisfaire. Je n'ai jamais dit aux cultivateurs qu'ils auraient l'électricité pour rien. Les cultivateurs ne sont pas des révolutionnaires et ils sont disposés à payer pour les services rendus. Les libéraux font le double jeu. Nous ne cherchons pas de haine contre les compagnies d'électricité. Ce que nous voulons, c'est du service. La Southern Canada Power a été forcée d'agir, notamment à Saint-Jean-Baptiste de Rouville, et à Saint-Paul-d'Abbotsford, comté de Shefford.

Autrefois, on faisait des compliments aux coopératives, aujourd'hui on les aide. Le bill ne demande qu'une chose, c'est la permission d'avancer davantage aux cultivateurs organisés en coopérative. Notre loi n'est pas parfaite, mais elle constitue un bon commencement et les résultats que nous avons obtenus nous indiquent que nous sommes dans la bonne voie.

L'argument de la pénurie du matériel pendant la guerre n'en est pas un, puisqu'en 1942 son propre fils demanda à la Southern Power d'établir une ligne pour relier son domicile, et la compagnie, dit-il, lui demanda \$1,000, soit une contribution de \$100 par

client et un tarif minimum de \$3 par mois. La ligne fut construite et ce n'est qu'après la formation d'une coopérative d'électricité que l'on put forcer la compagnie à restituer le dépôt de \$100 exigé de chaque client. Dans le comté de Rouville même, les agents d'une compagnie, avec la complicité d'organiseurs libéraux, ont essayé d'empêcher la formation d'une coopérative d'électricité à l'Ange-Gardien, mais celle-ci a été créée quand même et elle a fait baisser le tarif mensuel de \$3.65 à \$3.25 dans plusieurs rangs et de \$2.25 dans le rang le plus difficile à servir.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Les gens de l'Union nationale appuyaient les trusts quand les libéraux tentaient de les mater. En 1944, le Parti libéral s'est attaqué au plus gros des monopoles. La loi de l'Hydro a fait bouger des compagnies d'électricité qui ne voulaient pas, auparavant, faire de l'électrification rurale. La leçon a été bonne parce que, depuis ce temps-là, les compagnies ont fait plus de 3,000 milles de lignes desservant plus de 40,000 personnes.

L'électrification rurale n'est pas due à la loi d'électrification par voie de coopératives de l'Union nationale, mais bien à la loi libérale de l'Hydro, votée en 1944. Construire des lignes électriques n'est pas l'œuvre des coopérateurs, mais bien l'œuvre plutôt du gouvernement. La création de l'Hydro a été la grande réforme dans le domaine de l'électricité. C'est notre œuvre.

(Applaudissements à gauche)

Nous sommes tous en faveur de fournir de l'électricité à tous, mais nous différons d'opinion sur le moyen à prendre. La coopérative pour les cultivateurs est un excellent principe, mais la charge est trop lourde pour eux. La mission de l'Hydro était de surveiller la distribution du courant dans les campagnes et de mettre \$10,000,000 à la disposition des cultivateurs, à 2 %, pour l'électrification rurale et pour le prolongement des lignes et \$1,000,000 pour les entrées de courant dans les maisons. Cette loi avait également pour effet de mettre les compagnies en garde contre les abus. L'Hydro portait le risque tandis qu'aujourd'hui les cultivateurs doivent se charger de tout.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 6 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 13 concernant les produits agricoles saisonniers.

Retour d'un journaliste à la Tribune de la presse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) salue le retour à la galerie des journalistes de M. Calixte Dumas, de l'*Action catholique*. Je suis heureux de constater, dit-il, que grâce à sa vitalité, aux bons soins de son épouse, à nos vœux et à nos prières, il est maintenant revenu au poste, en meilleure santé que jamais et qu'il est prêt à reprendre sa besogne avec une nouvelle ardeur. Je suis sûr d'interpréter les sentiments de tous les membres de la Chambre en exprimant à son endroit les meilleurs vœux de tous.

M. Godbout (L'Islet) seconde de tout cœur les remarques du premier ministre. Il transmet ses meilleurs vœux pour un prompt rétablissement et un retour complet à la vie normale⁸.

Projets de loi:

Électrification rurale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) est modifié en remplaçant, dans les premières et deuxième lignes du paragraphe *e*, les mots "des services publics" par les mots "provincial de l'électricité"."

M. Hamel (Saint-Sauveur): Notre loi de 1944 était sûrement meilleure que la loi d'électrification actuelle. La loi de l'Hydro favorisait davantage les cultivateurs, parce qu'elle permettait au gouvernement d'employer les profits réalisés par les compagnies dans les villes à faire l'électrification dans les campagnes.

La construction des lignes a été inexistante de 1940 à 1945, à cause de la guerre dans laquelle nous avons été engagés. Dès que les compagnies ont eu du matériel, elles ont construit des lignes et aujourd'hui, elles ont 30,000 clients ruraux de plus. C'est une conséquence de notre loi de 1944.

(Applaudissements à gauche)

Quant à la vente du matériel à laquelle le premier ministre a fait allusion, il s'agissait de fil pour lignes à haut voltage, inutilisable dans une campagne, dit-il. Ce à quoi nous nous objections, c'est de forcer les cultivateurs à construire des lignes coûteuses pour soulager les compagnies d'une partie de leur commerce qui n'est pas payant. La loi de 1944 était beaucoup plus avantageuse pour les cultivateurs que celle-ci, même avec un amendement⁹.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les versions française et anglaise de l'article 2 qui se lit comme suit:

"[2. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la 10 George VI, chapitre 30, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa du paragraphe *d* par le suivant:

"*d*) Consentir des prêts aux coopératives d'électricité jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur, telle qu'établie par l'Office, des biens affectés à leur garantie, si la densité moyenne des usagers de la coopérative concernée est de six par mille de réseau ou plus et, jusqu'à concurrence de 85 % de cette valeur, lorsque cette densité est inférieure à six par mille de réseau; ces prêts sont garantis par hypothèques sur les immeubles des coopératives et par privilège sur les biens meubles faisant partie de leur installation électrique.]]"

"[2. Section 12 of the said act, amended by section 2 of the act 10 George VI, chapter 30, is again amended by replacing the first sub-paragraph of paragraph *d* by the following:

"*d*) To make loans to electricity cooperatives, up to 75 % of the value, as established by the Bureau, of the property affected to secure the same, if the average density of users of cooperative concerned is of six per network or more and up to 85 % of this value, when such density of network is below six per mile of network; such loans to be secured by hypothec on the immoveables of the cooperatives and by privilege on the moveable property forming part of their electric installation.]]"

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) exprime son opposition à la disposition du projet de loi que l'Office d'électrification rurale créé par la loi de 1945 doit recevoir les pouvoirs pour établir et exploiter les systèmes d'électricité alors que la Commission hydroélectrique du Québec est déjà autorisée à faire ce travail. La loi du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) n'atteint pas le but de l'Hydro qui était de pousser autant que possible les campagnes dans la voie de l'électrification rurale. Cette loi est mauvaise dans son principe, parce que le gouvernement n'atteindra pas son but. Dans les rangs où ce nombre n'existe pas les cultivateurs devront former des coopératives indépendantes et supporter des charges supplémentaires.

L'Office de l'électrification rurale a coûté \$400,000 en frais d'administration de 1945 à 1946; c'est cher. L'Hydro possède déjà des techniciens et des avantages multiples que ne peuvent posséder les coopératives.

La version anglaise de l'article 2 est modifiée pour ajouter le "mile" entre le mot "per" et "network"; et pour retirer les mots "of network" avant les mots "is bellow".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"[[3. Ladite loi est modifié en y ajoutant, après l'article 12, le suivant:

"12a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine,

"a) autoriser l'Office à construire, acquérir, louer, posséder, maintenir, administrer et exploiter des barrages, chutes, rapides et pouvoirs hydrauliques, des usines, établissements et centrales électriques, des lignes de transmission, des lignes de distribution ainsi que toutes machineries et accessoires s'y rapportant;

"b) placer des poteaux, fils, conduits, transformateurs et autres appareils, dans, à travers, au-dessus, et au-dessous de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, suivant entente avec les corporations municipales intéressées ou, à défaut d'entente, aux conditions fixées par la Régie;

"c) faire les travaux prévus au paragraphe b du présent article sur les propriétés privées moyennant indemnité; si les parties intéressées ne s'entendent pas sur le montant de l'indemnité, elle est déterminée par la Régie.]]"

M. Godbout (L'Islet): Cette mesure confirme mes appréhensions de 1945. L'Office devient de plus en plus une doublure de l'Hydro-Québec. Il est absolument inutile et désavantageux de créer dans la province, à côté de l'Hydro, qui poursuit le même but avec un personnel et des moyens techniques plus avantageux, un Office d'électrification à même les fonds de la province. D'abord parce que les coopératives ne peuvent pas donner aux cultivateurs le service aux mêmes taux que les compagnies; puis, parce que les coopératives ne peuvent pas augmenter leurs lignes au rythme des compagnies; et, de plus, parce que les coopératives devront payer plus cher leur service. Nous avons maintenant deux hydros, deux commissions hydroélectriques dans la province, tout simplement parce que le gouvernement a voulu saboter notre œuvre de 1944. L'Hydro-Québec, qui est un organisme d'État, est le corps tout désigné pour faire de l'électrification rurale, étant pourvu d'ingénieurs spéciaux et compétents.

Après avoir affirmé que la coopérative est un organisme pour sauver la classe agricole, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) avoue que les taux n'ont pas baissé. Je ne dis pas que les coopératives ne sont pas efficaces, je dis qu'elles ne peuvent pas donner un service économique. Les coopératives qui s'établissent sous des conditions à des prix et à des taux élevés vont simplement compromettre l'avenir du mouvement coopératif de la province qui pourrait être utile. Les compagnies se trouvent dans une meilleure position pour transmettre l'électricité aux régions rurales et les taux demandés par les coopératives sont appelés à augmenter. Le ministre admettra que les taux des compagnies sont moins élevés que ceux des coopératives.

En second lieu, j'affirme que les coopératives d'électricité, depuis qu'elles existent, n'ont pas électrifié le quart de ce qu'ont électrifié les compagnies depuis la fin de la guerre pour atteindre les cultivateurs. Les premières n'ont pas fait de miracles. Les cultivateurs vont payer l'électricité plus cher. Par conséquent, la politique de l'Union nationale est défectueuse.

On nous dit que les coopératives ont forcé les compagnies à faire une distribution plus générale. Le ministre de l'Agriculture a une belle imagination, mais les chiffres sont beaucoup plus éloquentes que l'imagination. Rien ne prouve que c'est la compétition des coopératives qui a effrayé les compagnies et les a fait agir. Ce ne sont pas les coopératives qui ont fait marcher les compagnies. Prenons un exemple. Y a-t-il deux organismes plus semblables qu'une compagnie d'électricité et la compagnie du téléphone Bell? Si oui, pourquoi les lignes de téléphone, dans Québec et le district, ont-elles augmenté si considérablement depuis la guerre? La compagnie de téléphone Bell n'a pas de coopératives pour la concurrencer. Et cependant, regardons ses statistiques.

En 1945, la Compagnie Bell avait 35,157 téléphones dans la ville de Québec et 40,073 dans le district de Québec. En 1947, sans la concurrence des coopératives, elle en a 43,196¹⁰ à Québec et 50,157 dans le district. C'est une augmentation de 25 % due à l'abondance du matériel d'après-guerre et à la nécessité du développement du commerce. Les progrès réalisés ces dernières années dans le domaine de l'électrification rurale ne sont pas la conséquence de la loi de 1945. Dans le domaine de l'électricité comme dans celui du téléphone, il était impossible d'obtenir du matériel pendant la guerre, alors que depuis la fin du conflit, on peut s'en procurer en abondance. Cela explique aussi que, durant le conflit,

les gouvernements n'ont pu rien faire dans le domaine de l'électrification rurale.

Il demande au gouvernement de protéger la coopération. Car la plus grande cause de dommage, dit-il, à cette forme d'action économique est un mouvement coopératif mal bâti, imposé à des gens qui n'en veulent pas et qui découragent les autres par leur échec. L'argent pour payer le service de l'électrification par les campagnes, les cultivateurs eux-mêmes savent où ils l'ont pris. La province de Québec, a retiré plus de \$300,000,000 en allocations du fédéral depuis quelques années, afin de rendre sa vie économique plus intéressante, et la plus grande cause de retard est la création de ces sortes de coopératives.

En somme, cette loi a pour but de créer une nouvelle commission de l'hydro à côté de celle qui existe déjà. L'Hydro permettait la coopération et assurait des taux plus bas que ne peuvent en offrir actuellement les coopératives, et les endroits qui restent à électrifier sont les moins avantageux. Je suis pour les coopératives mais quand elles sont profitables aux cultivateurs. Les coopératives ne vivront que si elles peuvent compter sur elles-mêmes, si on leur donne des conditions normales. Depuis 25 ans, les plus grandes ennemies de la coopération ont été les coopératives organisées dans des conditions anormales, et des coopératives mal constituées ont retardé le développement de la coopération. Le principe qu'il faut aider les coopératives existantes est excellent, mais le principe du bill est mauvais, parce qu'il crée une dépense absolument inutile.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): La loi a été faite pour le bien général. Les coopératives formées ne peuvent vivre et les prêts qui leur sont consentis visent précisément à leur aider à se maintenir. Nous donnons à l'Office le pouvoir de construire des barrages parce que la nécessité peut se présenter et que les coopératives ne pourraient pas toujours le faire.

L'affirme au chef de l'opposition, sans crainte d'être contredit, que tant que nos amis d'en face ont eu la responsabilité de l'administration, les cultivateurs ont été privés d'électricité. Tout a changé en trois ans. De l'autre côté, on fait des promesses; de ce côté-ci, on fait des réalisations, des œuvres, des faits. Avant 1944, avant la loi d'électrification rurale, dans le comté de Rouville, il n'y avait pas 5 % des cultivateurs qui pouvaient avoir le service électrique. Aujourd'hui, après trois ans, grâce à cette loi, les rôles sont renversés et il y a

moins de 5 % d'entre eux qui ne peuvent pas obtenir l'électricité.

Et quand je me rends compte de tous ces bienfaits de notre législation de l'électrification rurale, je me dis que c'est fait, et que c'est nous qui l'avons fait. Ce sont là des réalisations de l'Union nationale et non des effets de l'imagination. On ne peut nous reprocher de ne pas avoir tout fait, en trois ans. Nous avons fait quelque chose, et nous allons continuer. On dira ce que l'on voudra. Si les gens ont maintenant l'électricité, ce n'est pas dû aux libéraux, mais à l'Union nationale.

Je ne m'occupe pas de la loi du chef de l'opposition mais des résultats. Les coopératives ont fait presque autant que les compagnies. Il ne s'agit pas de savoir ce que l'opposition voudrait ou ce qu'elle a promis, il s'agit d'agir. Dans Iberville, dans la Beauce et presque partout, les compagnies électriques ont offert de construire des lignes rurales. Auparavant, non seulement les compagnies refusaient de le faire, mais elles imposaient des conditions inacceptables. En trois ans, la concurrence des coopératives d'électricité a obligé les compagnies à baisser leurs taux dans les régions rurales de 30 % à 40 %¹¹.

L'opposition libérale prend tous les moyens de paralyser cette œuvre de salut pour la classe agricole en tâchant de décourager les coopérateurs et d'empêcher la formation de coopératives. Il a déjà été révélé que des agents libéraux sont allés jusqu'à renverser des poteaux installés pour soutenir les lignes de distributions.

Je répète que les coopératives sont jeunes, qu'elles ne disposent pas des facilités des compagnies, et c'est pourquoi nous voulons leur donner une chance. Les coopératives d'électricité sont un instrument que l'on met entre les mains des cultivateurs. Nous n'avons pas imposé les coopératives mais nous leur avons fourni l'outil pour travailler. Ceux qui veulent s'en servir, qu'ils s'en servent.

M. Choquette (Montmagny): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) peut-il dire à la Chambre combien de coopératives d'électricité ont établi leur propre système dans la province?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je puis citer au député de Montmagny Gaspé-Sud et le Saguenay. La coopérative de Gaspé-Sud produit elle-même l'électricité qu'elle fournit à 22 paroisses du comté, sur une distance de près de 200 milles. Il existe aussi une autre coopérative très agissante qui possède son propre pouvoir près du Havre-Saint-Pierre.

M. Choquette (Montmagny): Ça fait deux. Je veux avoir des chiffres pour toute la province. Je voudrais savoir du ministre de l'Agriculture combien de coopératives produisent et vendent elles-mêmes leur électricité?

L'honorable M. Barré (Rouville): En octobre 1947, il y avait 15 coopératives qui produisaient leur propre énergie électrique et qui avaient établi des lignes vivantes; quatre autres avaient des lignes en construction dont le système est à la veille de fonctionner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des prêts pour une valeur de \$1,200,000 ont été garantis aux coopératives.

M. Choquette (Montmagny): Combien de coopératives ont-elles été formées, dans la province, en vertu de la loi de l'électrification rurale?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas le chiffre exact devant moi, je ne veux pas donner un chiffre approximatif. Je ne voudrais pas que la Chambre soit mal informée par ma réponse à la question d'un avocat retors qui s'en servirait, ensuite, pour présenter la situation sous un faux jour.

M. Choquette (Montmagny): La question est posée par un représentant du peuple qui veut connaître la vérité.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas le chiffre. Il est à l'Office.

M. Choquette (Montmagny): Le ministre de l'Agriculture administre la loi. Il ne peut ignorer cela. Est-ce 1,000?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a actuellement dans la province 19 coopératives d'électricité qui en comprennent plusieurs dizaines d'autres. Il est difficile de donner un nombre exact de coopératives parce que plusieurs se sont fusionnées en une seule. De sorte que certaines coopératives sont aujourd'hui constituées par le groupement de sept ou huit. Il y a aussi nombre de coopératives qui ont été formées, qui n'ont pas bâti de lignes et qui ont trouvé plus avantageux de transiger avec les compagnies. Même, dans leur cas, la loi a été grandement avantageuse. Elle a donné

aux cultivateurs une nouvelle force une arme précieuse contre les compagnies.

La loi de 1945 a fourni aux cultivateurs une arme efficace pour leur permettre de négocier avantageusement avec les compagnies, de sorte qu'il ne faut pas apprécier les résultats de la loi de 1945 simplement par les réalisations des coopératives elles-mêmes, mais aussi par l'effort plus grand obtenu de l'entreprise privée au moyen d'une concurrence efficace.

M. Choquette (Montmagny): Est-ce 2,000? Que le ministre nous donne un chiffre approximatif.

L'honorable M. Barré (Rouville): Avec un homme comme le député de Montmagny, je ne me risque pas à donner un chiffre à peu près.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Des coopératives ont même sauvé des compagnies.

M. Poulin (Beauce): Deux coopératives ont été formées dans la Beauce et par la suite les compagnies, prises de peur devant les coopératives, ont approché les cultivateurs. Elles ont consenti à donner l'électricité à des taux avantageux et leur ont offert d'électrifier elles-mêmes. Les coopératives de Beauce-Nord et Sud ont quand même subsisté. Elles font les installations intérieures et elles rendent de grands services en fournissant aux cultivateurs le matériel et les accessoires électriques aux prix de gros.

M. Choquette (Montmagny): Une autre question. Combien de coopératives ont-elles été formées dans le comté de Montmagny?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montmagny devrait savoir ce qui se passe dans son comté. Il essaie d'embarrasser un cultivateur. Il est clair qu'il cherche surtout à créer des difficultés au gouvernement. Le député ne devrait pas demander au député de Rouville (l'honorable M. Barré) ce qui se passe dans Montmagny. Il n'y a que ça qui l'intéresse. Ça ne l'intéresse pas de savoir...

M. Choquette (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre devrait savoir qu'il doit prendre son siège quand un député se lève et a la parole. Je prierais le premier ministre d'observer les règlements et de s'asseoir. Je ne demande pas un discours du premier ministre, mais une réponse du ministre de l'Agriculture. J'ai le droit

d'avoir une réponse à ma question. Je sais très bien ce qui se passe dans mon comté, mais au cas où je ne serais pas assez renseigné, je voudrais savoir du ministre de l'Agriculture si des coopératives ont été formées chez nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est clair que le député de Montmagny veut faire de l'obstruction. Il retarde la passation d'une loi nécessaire. L'Union nationale donne l'électricité et le député de Montmagny donne de l'obstruction.

M. Choquette (Montmagny): Réponse de mauvaise foi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il doit y avoir, actuellement, environ une centaine de coopératives, dans la province, sans tenir compte de toutes celles qui, une fois formées, se sont fusionnées. Ce calcul approximatif ne donne pas l'image réelle de la situation parce que très souvent, 5, 10 ou 15 coopératives se sont unies pour n'en former qu'une seule. Ce qui compte, c'est que les coopératives puissent faire face aux compagnies et les forcer à électrifier partout. Depuis la loi d'électrification rurale de 1945, il y a au moins 20,000 agriculteurs du Québec qui ont maintenant l'électricité dans leurs fermes et qui n'en avaient pas avant 1945. En Gaspésie, depuis 1945, 22 paroisses sont électrifiées. Les cultivateurs se sont unis et ils ont maintenant une arme pour faire face aux compagnies.

M. Choquette (Montmagny): Ce qui compte, c'est la réponse du ministre de l'Agriculture. Seulement 15 coopératives ont été mises en opération depuis 1945 dans toute la province. Je ne connais pas de coopératives dans Montmagny. Le ministre peut-il me dire s'il y en a?

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, Montmagny c'est trop loin de Rouville et je ne puis lui donner les renseignements qu'il demande.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés¹².

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ratification de résolutions

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Association de bienfaisance
des pompiers de Montréal**

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Interior Decorators Society of Quebec

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centre médical de Montréal

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 constituant en corporation le Centre médical de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Messieurs Élie Beauregard, sénateur, Roméo Boucher, médecin, d'Outremont et J.-A. Leclerc, administrateur, de Montréal, sont, par les présentes, constitués en corporation, avec toutes autres personnes qui en deviendront par la suite actionnaires, sous le nom de Centre Médical de Montréal."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le centre médical de Montréal sera créé à l'aide de fonds privés selon l'orientation générale de la fameuse clinique Mayo à Rochester au Minnesota.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 11, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ratifications de résolutions et de contrat

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. le Président: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La résolution de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, passée le premier du jour de décembre, 1947, déterminant, pour fins municipales, l'évaluation des propriétés immobilières taxables nécessaires ou se rapportant à l'industrie de Commercial Alcohols Limited, dans la municipalité, durant une période de dix ans de la mise en opération de sa distillerie et de son usine, à la somme de \$150,000 pour les premières cinq années, et à \$160,000 pour la sixième année, et à \$170,000 pour la septième année, et à \$180,000 pour la huitième année, et à \$190,000 pour la neuvième année, et \$200,000 pour la dixième année; et la résolution de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, passée le troisième jour de décembre, 1947, déterminant, pour fins scolaires, l'évaluation des propriétés immobilières taxables nécessaires ou se rapportant à l'industrie de ladite Commercial Alcohols Limited dans ladite municipalité, durant une période de dix ans de la mise en opération de sa

distillerie et de son usine, à la somme de \$150,000 pour les premières cinq années, et à \$160,000 pour la sixième année, et à \$170,000 pour la septième année, et à \$180,000 pour la huitième année, et à \$190,000 pour la neuvième année, et \$200,000 pour la dixième année; et le contrat passé le dix-septième jour de décembre, 1947, entre ladite ville de Gatineau et la dite Commercial Alcohols Limited avec les termes, dispositions et stipulations des dites résolutions et dudit contrat et de l'intervention de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, (Annexes A, B et C) sont par les présentes ratifiés, confirmés et rendus obligatoires et s'appliqueront au bénéfice de et lieront ladite ville de Gatineau et la dite Commission scolaire respectivement et ladite Commercial Alcohols Limited, ainsi que les successeurs et ayants cause de chacun avec les amendements ci-après:

"a) Pour les fins scolaires, l'évaluation sera de \$160,000 au lieu de \$150,000, pour les cinq premières années;

"b) Ces évaluations spéciales sont subordonnées au fonctionnement régulier et normal de l'industrie et au paiement de salaires justes et équitables et à l'établissement et au maintien de bonnes conditions de travail."

M. Godbout (L'Islet) s'oppose au projet de loi parce qu'il préserve un mauvais principe, les commutations de taxe, qui ont été condamnées tout à tour par les deux partis. Les deux ont commis une erreur dans le passé. Ce n'est pas une raison pour que le présent gouvernement ait recours aux mêmes erreurs. Le projet de loi implique le principe de commutation de taxe qui ne peut que mettre en compétition les cités et les villes de la province pour les industries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La convention fiscale a reçu l'approbation des contribuables de Gatineau et la nouvelle industrie va utiliser les déchets autrefois jetés dans la rivière Gatineau.

M. Chaloult (Québec) proteste.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Larivière (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Chaloult (Québec) et **M. Godbout (L'Islet)** demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament d'Arthur-J. Grubert

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Onésime McAbbee

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Guaranty Trust Company of Canada

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. French (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie des tramways de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. le président: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le nom de la compagnie, La Compagnie des tramways de Lévis (Lévis Tramways Company), est changé en celui de la Compagnie de transport de Lévis (Levis Transport Company)."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne des explications. La compagnie va devenir la propriété des employés dans une proportion de 85 %. Enfin, un des directeurs est l'honorable sénateur Cyrille Vaillancourt.

M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Il fallait donc le dire tout de suite.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 21 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rouyn

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Albert Boulet

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 relatif à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Edward Dillon

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 relatif à l'admission de Edward Dillon comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Prévile

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 constituant en corporation la ville de Prévile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Morris Rosenberg

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 relatif à l'admission de Morris Rosenberg comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Marc Légaré

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 relatif à l'admission de Marc Légaré comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Admissions à l'Institut des comptables agréés

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 concernant certaines admissions de membres à l'Institut des comptables

agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charles Poirier

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Isidore Morgulis

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 relatif à l'admission de Isidore Morgulis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Admissions à l'Institut des comptables agréés

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 relatif à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier, et l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi constituant en corporation La Survivance

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de LaSalle

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorion

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la ville de Dorion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté deux messages, dont le premier se lit comme suit:

Conseil législatif

6 février 1948

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 34 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Le deuxième message se lit comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 22 modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif^{d3}.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant des prêts aux cultivateurs pour une somme additionnelle de cinq millions de dollars;

3 Loi accordant un crédit additionnel de trois millions de dollars pour le drainage des terres;

5 Loi concernant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

6 Loi pour stabiliser la petite industrie;

11 Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement;

12 Loi modifiant l'article 1561*b* du Code civil concernant les ventes à tempérament;

13 Loi concernant les produits agricoles saisonniers;

14 Loi concernant la loi de la protection des arbres et la Régie provinciale de l'électricité;

16 Loi pour indemniser les jurés et les témoins aux enquêtes des coroners;

17 Loi concernant la cession et la transmission des greffes de notaire;

18 Loi modifiant la loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux;

22 Loi modifiant la loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise des coopératives d'électricité;

25 Loi relative à la question des tramways de Montréal;

28 Loi concernant la cité de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

34 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à onze heures du matin¹⁴.

M. Drouin (Abitibi-Est): Le premier ministre nous annonce à tout propos que la Chambre siégera le samedi, de sorte que nous ne faisons pas de réservation sur le chemin de fer. Pourquoi change-t-il d'idée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ma part, je suis prêt à siéger samedi et lundi, mais personne n'a insisté¹⁵.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Les journaux ne donnent pas le nom du député qui a présidé ce comité.

2. Voir la note 1.

3. Il s'agit de la loi 9 George VI, chapitre 48: "Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité" sanctionnée le 24 mai 1945. Cette loi a été modifiée par la loi 10 George VI, chapitre 30: "Loi modifiant la loi de l'électrification rurale" sanctionnée le 17 avril 1946.

4. *Le Canada* du 7 février 1948, à la page 3, cite le chiffre de 285 au lieu de 281 rapporté par *La Patrie* du même jour, à la page 40.

5. Selon l'organe montréalais du Parti libéral, *Le Canada* du 7 février 1948, à la page 3, M. Duplessis intervient parce que personne n'a l'air de comprendre les explications de M. Barré.

6. Selon *Le Soleil* du 7 février 1948, à la page 3, cette intervention de M. Godbout a eu lieu lors du comité plénier sur les résolutions.

7. Dans sa chronique publiée dans *Le Devoir* du 9 février 1948, à la page 1, André Laurendeau écrit ce qui suit au sujet de la loi de M. Barré: "Celle-ci n'est pas complète. Elle a le tort de bannir les coopératives des villages et des petites villes. Dans telle région de la province, une petite ville pourrait former, avec son arrière-pays rural, un système de distribution et même de production; au lieu que laissés à eux-mêmes, les rangs éloignés présentent des difficultés quasi-insolubles. Le législateur devrait faire un pas de plus, et permettre à ces unités de se constituer - faute de quoi la loi perdra vite son efficacité et ne rendra au cultivateur qu'un demi service. Néanmoins l'Office est une réalisation indiscutable. Au lieu de la combattre, il faut demander qu'on étende les pouvoirs des coopératives".

8. *L'Action catholique* du 7 février 1948, à la page 20, explique que M. Dumas était retenu chez lui depuis quelques semaines par la maladie. *Le quotidien* de la ville de Québec écrit que cette intervention de MM. Duplessis et Godbout a eu lieu durant l'après-midi sans indiquer précisément à quel moment. *Le Montréal-Matin* du 7 février 1948, à la page 3, souligne que c'est un fait assez rare, sinon unique en son genre, de voir un journaliste recevoir, de la tribune des chroniqueurs parlementaires, un témoignage aussi unanime d'amitié de la Chambre des députés.

9. D'après *Le Soleil* du 7 février 1948, à la page 3, cette intervention de M. Hamel, ainsi que celles des députés qui suivent, a eu lieu lors de la troisième lecture du bill.

10. Alors que *L'Action catholique* du 7 février 1948, à la page 20, rapporte ce chiffre, *L'Événement* du même jour, à la page 11, cite celui de 43,016.

11. *L'Action catholique* du 7 février 1948, à la page 20, présente une version différente de ce même passage rapporté par le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, et *L'Événement*, à la page 11: "le service d'électricité a augmenté de 30 % à 40 % dans Québec, grâce à la concurrence des coopératives d'électricité." *The Gazette* du 7 février 1948, à la page 16, rapporte que la concurrence des coopératives a obligé les compagnies à réduire leur taux de 40 % à 50 %.

12. *L'Événement* du 7 février 1948, à la page 1, indique que la discussion de l'après-midi en comité plénier a duré plus d'une heure.

13. *La Presse* du 7 février 1948, à la page 45, écrit qu'il est 4 h 30 lorsque les députés se rendent à la Chambre haute.

14. Selon *Le Devoir* du 7 février 1948, à la page 3, M. Duplessis fait cette motion à 5 h 30.

15. *L'Action catholique* du 7 février 1948, à la page 20, écrit que c'est dans une atmosphère de cordialité et de bonne humeur que la Chambre s'est ajournée à mardi, après une semaine bien remplie et fertile en incidents.

Première séance du mardi 10 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à trois heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée¹.

Deuxième séance du 10 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Assurance-vie Desjardins

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom L'Assurance-vie Desjardins, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom L'Assurance-vie Desjardins (M. Langlais).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 concernant la succession de Joël Lancôt;

- bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College;

- bill 173 constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris.

Et, sans amendement, le bill 147 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Maher à l'étude du droit.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 182 constituant l'Eglise canadienne de la Pentecôte comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du village de Cadillac, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Cadillac;

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion à son territoire de certaines terres;

- de Jules Gingras *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville, un certain territoire, sous le nom de Lac-Saint-Joseph-Est;

- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la corporation municipale du village de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant en ville sous le nom de ville de Saint-Eustache;
- de la ville de Plage-Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Société des Filles Consolatrices du Divin Cœur Inc., demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de former une société de secours mutuels pour ses membres;
- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de cité de Noranda;
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Noranda

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur

M. Gatien (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que

l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Cadillac

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 relatif à la constitution en corporation de la ville de Cadillac.

Adopté.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Magog

M. Bergeron (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Lac-Saint-Joseph-Est

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le

bill 185 constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph-Est.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

La Prospérité

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 constituant en corporation La Prospérité, société de secours mutuels.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Annexion à Pointe-Claire

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Plage-Laval

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Ratification de règlements et contrats pour Montréal-Est

M. Caron (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlements et contrats.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Matane

M. Pelletier (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine

(M. Langlais), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Chasse et pêche

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette mesure autorise le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour déterminer et exécuter un programme rationnel de conservation et de développement des ressources de la province en matière de chasse et de pêche. Pour les fins de cette loi, le gouvernement est autorisé à dépenser \$60,000 par année pendant cinq ans pour effectuer un inventaire de ces richesses qui comptent parmi nos plus précieuses et trouver les moyens pour assurer la préservation et aider à la conservation du gibier et du poisson. Le gouvernement actuel est le premier à prendre cette initiative.

Il n'y a jamais eu d'inventaire de fait à ce sujet. Nous voulons remédier à cet état de choses. C'est encore une mesure progressive de l'Union nationale, car parmi les richesses nationales dont la providence nous a gratifiés, la chasse et la pêche comptent parmi les plus importantes.

Le gouvernement pourra retenir et rémunérer les services de spécialistes pour établir un tel programme et notamment pour trouver des remèdes appropriés aux problèmes résultant de l'industrialisation, de la construction de barrages et de la pollution des eaux; faire l'inventaire biologique des lacs et rivières en vue d'en améliorer les conditions et le rendement; étudier systématiquement les pêcheries du fleuve et du golfe Saint-Laurent en vue d'appliquer à leur exploitation les méthodes de pêche les plus modernes et les plus aptes à procurer aux pêcheurs le maximum possible de bénéfices; organiser et maintenir des établissements de pisciculture; établir et aménager, sur les terres de la couronne et ailleurs, des réserves de chasse et de pêche et acquérir pour ces fins, de gré à gré ou par expropriation, des terrains qui se prêtent particulièrement à l'organisation de ces réserves; adopter toute mesure propre à favoriser, dans les forêts du domaine public, l'accroissement du gibier et des animaux à fourrure; prendre toutes autres mesures et exécuter tous autres travaux requis pour l'exécution du programme prévu

par l'article 1; conclure avec des gouvernements, universités, organismes et corps publics, corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il juge avantageuse pour la préparation et l'exécution de ce programme. Cette somme de \$300,000 devra être dépensée en cinq ans, au régime de \$60,000 par année.

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement va s'apercevoir aux prochaines élections qu'il y a moins de poisson qu'il ne le pense dans la province!
(Applaudissements à gauche)²

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(En riant) Les dernières élections ont pourtant eu pour résultat de débarrasser la province du gibier. Le peuple en a assez du gibier libéral.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.
Adopté.

Questions et réponses:

Bruno Lafleur

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): 1. M. Bruno Lafleur, journaliste, a-t-il un emploi à la Commission des liqueurs ou dans tout autre service sous la juridiction du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative:

- a) Quelles sont ses fonctions?
- b) Quel est son salaire?
- c) À quelle date a-t-il été nommé à ces fonctions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. et 2. Oui.
a) Publiciste;
b) \$60 par semaine;
c) Le 5 septembre 1945.

Albert Sylvain

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): 1. M. Albert Sylvain, de Québec, occupe-t-il un emploi à la Commission des liqueurs ou dans tout autre service sous la juridiction du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative:

- a) Quelles sont ses fonctions?
- b) Quel est son salaire?
- c) À quelle date a-t-il été nommé à ces fonctions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. et 2. Oui.
a) Officier spécial pour les relations ouvrières;
b) \$60 par semaine;
c) Le 9 octobre 1944.

Employés à la Commission des Liqueurs

M. Ducharme (Laviolette): 1. Sous le gouvernement précédent, du 1^{er} janvier 1940 au 30 août 1944, la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé quelque chose aux personnes ci-après, savoir:

- MM. Elzéar Létourneau, 245, Grande-Allée, Québec;
M.-Étienne Dussault, 54, rue Fraser, Lévis;
Eusèbe Roberge, Laurierville, comté Mégantic;
Willie Bégin, 47, rue Lachevrotière, Québec;
Victor Mercier, 167, rue Crémazie, Québec;
Willie Landry, Chandler, P. Q.;
J.-Elzéar Dufour, 121, avenue Cartier, Chicoutimi;
Rodrigue Bergeron, 72, rue Signaï, Québec;
Atchez Pitt, 910, rue Wolfe, Trois-Rivières;
Philippe Lanctôt, 335, blvd Charest, Québec;
Albert Boisvert, Loretteville, P. Q.;
Henri Brochu, 33, rue Fraser, Lévis;
L.-A. Plamondon, 111, côte de la Montagne, Québec;
Gaston Plamondon, 1, rue de Bienville, Québec;
Joseph Dufour, Saint-Moïse, comté Matapédia?
2. Dans l'affirmative :
- a) Pendant combien de temps et quel montant dans chaque cas?
 - b) Quelles étaient alors les fonctions de ces personnes à la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. Et 2. Oui.
a)
MM. Elzéar Létourneau, 245, Grande-Allée, Québec, \$50.00 par semaine, du 3 février 1940 au 11 août 1944;

M.-Étienne Dussault, 54, rue Fraser, Lévis,
\$50.00 par semaine, du 15 février 1940 au
24 décembre 1943;

Eusèbe Roberge, Laurierville, comté
Mégantic, \$50.00 par semaine, du 23 février
1940 au 11 août 1944;

Willie Bégin, 47, rue Lachevrotière, Québec,
\$20.00 par semaine, du 20 février 1942 au
10 mars 1944;

Victor Mercier, 167, rue Crémazie, Québec,
\$40.00 par semaine, du 2 février 1940 au
11 août 1944;

Willie Landry, Chandler, P. Q., \$40.00 par
semaine, du 2 février 1940 au 11 août 1944;

J.-Elzéar Dufour, 121, avenue Cartier,
Chicoutimi, \$50.00 par semaine, du
2 février 1940 au 11 août 1944;

Rodrigue Bergeron, 72, rue Signaï, Québec,
\$45.00 par semaine, du 4 avril 1941 au
11 août 1944;

Atchez Pitt, 910, rue Wolfe, Trois-Rivières,
\$60.00 par semaine, du 26 janvier 1940 au
11 août 1944;

Philippe Lancôt, 335, blvd Charest, Québec,
\$30.00 par semaine, du 20 février 1942 au
11 août 1944;

Albert Boisvert, Loretteville, P. Q., \$27.50
par semaine, du 7 janvier 1944 au 11 août
1944

Henri Brochu, 33, rue Fraser, Lévis, \$30.00
par semaine, du 25 février 1944 au 26 mai
1944;

L.-A. Plamondon, 111, côte de la Montagne,
Québec, \$20.00 par semaine, du 17 mars
1944 au 11 août 1944;

Gaston Plamondon, 1, rue de Bienville,
Québec, \$30.00 par semaine, du 6 juin 1944
au 11 août 1944;

Joseph Dufour, Saint-Moïse, comté
Matapédia, \$3,500.00 par année, du
1^{er} juillet 1944 au 15 octobre 1944;

- b) Il apparaît aux archives de la Commission des
liqueurs que les fonctions des personnes
ci-dessus consistaient à recevoir et à
encaisser leurs chèques.

Commission des liqueurs, licences dans Champlain

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Au cours
de chacune des années 1944-1945, 1945-1946, 1946-
1947, 1947-1948, combien la Commission des
liqueurs de Québec a-t-elle émis, dans les limites de

la ville du Cap-de-la-Madeleine, de licences pour la
vente de la bière et des liqueurs alcooliques:

- a) Dans les tavernes?
- b) Dans les grills?
- c) Dans les restaurants?
- d) Dans les hôtels?

2. Pour chacune desdites années, combien de
licences d'hôtels de villégiature (licences de touristes)
ont-elles été émises par ladite Commission:

- a) Dans la ville du Cap-de-la-Madeleine?
- b) Dans les autres municipalités du comté de
Champlain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

	1944- 45	1945- 46	1946- 47	1947- 48
1. a) Tavernes	aucune	aucune	aucune	aucune
b) Grills	"	"	"	"
c) Restaurant	"	"	"	"
d) Hôtels	"	"	"	"
2. a) et b) Aucune				

Commission des liqueurs, licences dans Rivière-de-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Au
cours de chacune des années 1944-1945, 1945-1946,
1946-1947, 1947-1948, combien la Commission des
liqueurs de Québec a-t-elle émis, dans les limites de
la cité de Rivière-du-Loup, de licences pour la vente
de la bière et des liqueurs alcooliques:

- a) Dans les tavernes?
- b) Dans les grills?
- c) Dans les restaurants?
- d) Dans les hôtels?

2. Pour chacune desdites années, combien de
licences d'hôtels de villégiature (licences de touristes)
ont-elles été émises par ladite Commission:

- a) Dans la cité de Rivière-du-Loup?
- b) Dans les autres municipalités du comté de
Rivière-du-Loup?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

	1944- 1945	1945- 1946	1946- 1947	1947- 1948
1. a) Tavernes....	aucune	aucune	aucune	aucune
b) Grills.....	"	"	"	"
c) Restaurant .	"	"	"	"
d) Hôtels et auberge ..	5	6	6	6

2. a) Aucune licence d'hôtels de villégiature émise pour chacune des dites années dans la cité de Rivière-du-Loup.
- b) Pointe
Riv.-du-
Loup..... 1 2 2 2
- Trois-
Pistoles... 2 2 2 4
- Cacouna..... ... 1 1 1
- Isle-Verte... 1 1

**Commission des liqueurs,
licences émises au Québec en 1947**

M. Dumoulin (Montmorency): 1. Combien de licences, pour la vente de la bière, et des liqueurs alcooliques dans les tavernes, grills, restaurants et hôtels, la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle émises dans la province, du 1^{er} janvier 1947 au 31 décembre 1947?

2. Combien de telles licences furent émises, durant la même période:

- a) Dans la ville de Montréal?
b) Dans la ville d'Outremont?
c) Dans la ville de Westmount?

- d) Dans la ville de Verdun?
e) Dans la ville de Lachine?
f) Dans la ville de Québec?
g) Dans la ville des Trois-Rivières?
h) Dans la ville de Hull?
i) Dans la ville de Sherbrooke?
j) Dans la ville de Shawinigan?
k) Dans la ville de Grand'Mère?
l) Dans la ville de Saint-Jean?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quant à la Commission des liqueurs, le district de Montréal comprend 51 comtés, dont la cité de Montréal; et le district de Québec comprend les autres comtés de la province, dont la cité de Québec.

Pour les 51 comtés du district de Montréal:

1. Tavernes 459 dont 75 exploitées dans les

hôtels

Cafés (Grills) 91

Restaurants 44

Hôtels 342

(Voir tableau ci-dessous)

Pour les 51 comtés du district de Montréal :

1. Tavernes 459 dont 75 exploitées dans les hôtels
Cafés
(Grills)..... 91
Restaurants 44
Hôtels 342

	<i>Tavernes</i>	<i>Cafés</i>	<i>Restaurants</i>	<i>Hôtels</i>
2. Montréal	315	87	33	21
	(dont 13 dans hôtels, 1 dans restaurant, 4 dans cafés)			
Outremont .....	...	...	...	...
Westmount .....	...	...	...	...
Verdun.....	...	...	...	...
Lachine.....	9	3	...	...
Trois-Rivières.....	19	...	8	7
	(dont 5 dans hôtels)			
Hull.....	19	1	...	6
	(dont 5 dans hôtels)			
Sherbrooke	13	...	...	13
	(dont 13 dans hôtels)			
Saint-Jean	8	...	...	5
	(dont 5 dans hôtels)			

Quant au district de Québec :

1. et 2. Hôtels..... 121 dont 9 dans la cité de Québec, 6 à Shawinigan et 6 à Grand'Mère
Tavernes 106 dont 62 dans la cité de Québec, 15 à Shawinigan et 9 à Grand'Mère
Restaurants 37 dont 33 dans la cité de Québec, 3 à Shawinigan et 1 à Grand'Mère.

**Bénéficiaires de pensions et d'allocations
dans Rivière-du-Loup**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Quels sont, dans le comté de Rivière-du-Loup, les noms, prénoms et adresses des bénéficiaires:

- a) De pensions de vieillesse?
- b) De pensions d'aveugles?
- c) D'allocations aux mères nécessiteuses?

2. Quel était le montant payé au 1^{er} février 1948 à chacun desdits bénéficiaires?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il serait contraire à une sage coutume et à l'intérêt public de répondre à cette question.

Édouard Leduc

M. Sylvestre (Berthier): 1. M. Édouard Leduc, de Saint-Clet, comté de Vaudreuil-Soulanges, occupe-t-il un emploi à la Commission des liqueurs ou dans tout autre service sous la juridiction du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative:

- a) Quelles sont ses fonctions?
- b) Quel est son salaire?
- c) À quelle date a-t-il été nommé à ces fonctions?

d) Est-il encore en fonction actuellement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
1. et 2. Oui.

a) Employé au bureau des saisies de la Commission des liqueurs à Montréal;

b) \$215.16 par mois;

c) Le 16 octobre 1944;

d) Oui.

**Commission du Service civil,
Commission de reclassification,
voyages des membres**

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Quels sont les membres et officiers de la Commission du service civil et de la Commission de reclassification du service civil qui ont fait des voyages en dehors de la province depuis le 1^{er} janvier 1946 jusqu'au 29 janvier inclusivement?

2. Dans quel but ces voyages ont-ils été faits?

3. À quelles dates ces voyages ont-ils été faits?

4. Combien a coûté, dans chaque cas, chacun de ces voyages?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les membres et officiers de la Commission du service civil et de la Commission de reclassification du service civil jouissent de leur pleine liberté et peuvent voyager où ils désirent. Le gouvernement ignore les voyages qu'ils ont faits et pour lesquels ils ont payé de leurs propres deniers.

Projets de loi:

**Amélioration
des ponts publics**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Si dans l'histoire, on a l'habitude de représenter les grands rois et les hommes d'État les plus marquants comme de grands réalisateurs, à notre époque, on peut dire également que les bons gouvernements et les bons chefs sont toujours de bons constructeurs. Par ce projet de loi qu'il m'invite à présenter à l'approbation de la Chambre, le chef du gouvernement démontre, une fois de plus, son désir constant de favoriser le développement de notre vie économique tout en assurant une protection efficace à la population qui le désigne, avec raison d'ailleurs, comme le plus grand bâtisseur de sa province³.

La mesure prévoit que le gouvernement sera autorisé à dépenser, pour les trois prochaines années, en plus du budget régulier consacré à cette fin, une somme de \$5,000,000 pour la construction et la réfection des ponts publics. Il s'agit d'une législation d'un très grand intérêt pour toute la population du Québec.

Le problème de la construction et de l'entretien des ponts a pris une importance considérable en ces dernières années où la circulation routière a considérablement augmenté dans la province. Nous devons y apporter aujourd'hui une attention toute spéciale si nous voulons éviter à la province et à la population des conséquences désastreuses. Il est devenu nécessaire d'encourager et de faciliter le trafic touristique. La sécurité et la stabilité sont les deux conditions premières d'un trafic sécuritaire dans le pays.

Il commente sur l'importance, à cause, dit-il, de la circulation sur nos grandes routes, d'assurer que des ponts soient pourvus pour répondre à ces besoins,

tout en protégeant le peuple contre les abus qui pourraient en découler. Il est absolument nécessaire pour assurer la continuité de la circulation et procurer au public voyageur la sécurité à laquelle il a droit, d'adopter des moyens additionnels qui permettent de faire face à cette situation anormale et des plus inquiétantes. Cette situation, la province le sait, l'Union nationale ne l'a pas créée; mais elle en a hérité. Mais nous en poursuivons résolument la solution.

Il ne peut plus être question de mettre en danger la circulation normale en tolérant des charpentes branlantes, qui peuvent résulter en des catastrophes. Avec le courage et la vision de son chef, l'Union nationale s'est attaquée résolument à la tâche immense de rebâtir les ponts défectueux ou insuffisants de la province. C'est pourquoi nous avons vu rapidement disparaître⁴ de nos diverses régions de disgracieux et branlants échafaudages de ferrailles ou de vieilles constructions en bois de sécurité douteuse qui marquaient un peu partout le souvenir de l'ancienne administration. On a vu surgir à leur place de puissantes structures métalliques, modernes ou d'élégantes et solides travées de béton armé basées sur les techniques les plus avancées du génie civil et qui sont de véritables ornements de nos villes, villages et campagnes.

Hélas! Malgré tout ce qui a été accompli par le présent gouvernement, il reste encore bien des améliorations à apporter à notre système de ponts. Nous avons encore dans la province de Québec plus de 4,000⁵ ponts de bois, absolument désuets, trop étroits, souvent mal alignés, dont la solidité précaire diminue d'année en année. Ils furent surtout bâtis au temps des voitures à traction animale ou au début de la circulation par automobile ou camion qui a remplacé dans une très large mesure, ce mode de transport. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, ils devront être reconstruits dès que possible pour répondre aux exigences modernes du trafic intense, rapide et lourd.

L'idéal serait sans doute d'entreprendre la reconstruction de tous ces ponts, mais cela est irréalisable, car il est impossible de tout faire en même temps. Si on voulait reconstruire tous ces ponts, il faudrait dès le début envisager d'un seul coup une dépense de \$150,000,000⁶. De plus, même avec ces millions, il serait impossible de le faire, vu le manque de techniciens que pareille entreprise demanderait et la rareté des matériaux. Le gouvernement de l'Union nationale veut procéder sûrement, par étapes, selon des plans définis.

En trois ans, de 1940 à 1943, 20 ponts seulement ont été construits par le gouvernement

libéral dont trois seulement payés entièrement par le ministère des Travaux publics et 17 par des municipalités. En trois années du régime de l'Union nationale, soit de 1944 à 1947, nous avons construit 325 ponts, dont 300 ont été entièrement payés par le gouvernement de la province. C'est dire que pendant que le gouvernement Godbout construisait et payait entièrement un pont, nous du gouvernement de l'Union nationale, nous construisions et en payions entièrement cent. À ce rythme d'un pont par année, il faudrait 4,000 ans au régime libéral pour satisfaire aux besoins actuels.

De 1940 à 1943, le gouvernement Godbout avait dépensé \$700,000 pour les ponts tandis que plus de \$9,400,000⁷ ont été dépensés aux mêmes fins par les gouvernements actuels depuis 1944. De plus si l'on tient compte de l'amélioration en plus de la construction, nous arrivons aux chiffres suivants: \$817,000⁸ de dépensés en tout, durant trois ans, sous le régime libéral, tandis que l'Union nationale a dépensé à ces mêmes fins de construction et d'entretien des ponts, de 1944 à 1947, une somme globale de \$12,230,000, soit 15 fois plus.

Dès mon arrivée à la gouverne des affaires du ministère des Travaux publics, en 1944, j'ai fait entreprendre un inventaire et un examen de la situation des ponts par toute la province. Et comme la politique du chef de l'Union nationale n'est pas celle du laisser-aller ni du laisser-faire, mais plutôt d'une action constructive, nous avons dans bien des cas couru au plus pressé et fait subir à des centaines de ponts les réparations qui s'imposaient pour en prolonger la durée et protéger ainsi les voyageurs, mais il reste encore fort à faire.

Il existe dans les dossiers du ministère des Travaux publics une liste de grands ponts dont le coût de construction varie de \$50,000 à plusieurs millions de dollars totalisant une dépense d'environ \$30,000,000. Des plans sont actuellement faits pour la reconstruction de plusieurs grands ponts, ces travaux devront être exécutés d'ici à quelques années. De plus, il ne se passe pas de semaine sans que nous ne recevions une trentaine de demandes pressantes des municipalités pour des constructions de ponts. Et même avec un maximum de rendement, il s'écoulera plusieurs années avant que l'on puisse contrôler la situation et revenir à un programme normal d'exécution basé sur des probabilités assez exactes.

Mais pourquoi cette dépense de \$5,000,000 en dehors des budgets ordinaires du département? C'est pour mener rondement l'exécution de son plan d'ensemble, en tenant compte des accidents imprévisibles et en procédant avec une souplesse que

ne comportent pas toujours les budgets annuels, que le gouvernement présente cette mesure⁹. Il est naturellement impossible de prévoir dans l'élaboration d'un programme de construction les sommes qu'exigeront les travaux à entreprendre dans le cours d'une année, surtout si l'on pense qu'il y a toujours, chaque année, des accidents imprévisibles qui peuvent survenir entraînant parfois des dépenses immédiates considérables de plusieurs centaines de milliers de dollars. Des ponts s'écroulent, d'autres sont incendiés ici et là dans la province. Il faut les remplacer immédiatement, bien que ces dépenses n'aient pas été, va sans dire, prévues dans le budget régulier. Il cite de nombreux cas de ponts incendiés dans le cours de l'année et qu'il a fallu relever aussitôt.

À première vue, dit-il, d'après les saines méthodes administratives, un programme de réparation et de construction de ponts devrait être basé sur des faits et des plans précis auquel on devrait ajouter une somme déterminée pour tenir compte des imprévus. Mais à cause des conditions exceptionnelles et par trop incertaines de nos ponts, il est impossible d'agir ainsi. Un programme de réparation et de construction de ponts ne peut être préparé plusieurs mois à l'avance et être basé sur des faits précis, car il ne peut tenir compte, de tout ce qui peut survenir à nos ponts dans le cours de l'année qui suit. Qu'un pont s'écroule, cela peut tout aussi bien représenter une dépense \$1,000,000 que \$10,000,000, selon le cas.

S'il fallait ajouter au budget des ponts des sommes très considérables pour faire face aux dépenses imprévues, on nous accuserait de gonfler indûment le budget et de ne pas présenter à la Chambre un franc exposé de la situation. D'autre part, la difficulté d'obtenir des matériaux entraîne très souvent des retards dans l'exécution des travaux, ce qui nous oblige à reporter au budget de l'année suivante les montants votés pour des dépenses prévues pour l'année en cours, de sorte que nous sommes privés de sommes importantes pour la réalisation de nouveaux projets. Tous ces faits justifient l'adoption de l'important projet de loi que nous présentons actuellement. Il voit donc dans la législation qu'il présente, dit-il, une mesure des plus efficaces et espère que la Chambre l'adoptera unanimement vu qu'il s'agit de l'intérêt public bien compris.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se déclare heureux que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) ait enfin l'occasion et la

permission de parler. Mais lorsque le ministre des Travaux publics a la permission de parler, il en profite pour faire de la petite politique. Tout le monde dans cette province est en faveur de l'amélioration de la voirie et des ponts. Il est évident, qu'il y a par toute la province de vieux ponts qui ne répondent pas aux besoins actuels.

Il n'est pas un homme de bonne foi qui puisse reprocher aux libéraux de n'avoir pas construit des ponts en fer il y a 25 ou 30 ans. Mais peut-on crier à l'incurie des gouvernements libéraux parce que des ponts métalliques n'ont pas été construits partout¹⁰? C'est faire de la petite politique que de dire que c'est la faute des libéraux si des ponts en fer bâtis il y a 25 ans ne suffisent plus à la circulation moderne. Il n'y a que le ministre des Travaux publics pour trouver ça.

La politique de la construction du pont était connue à Québec bien avant que les gens aient entendu parler de l'Union nationale et de son gouvernement. La politique des ponts de fer a été inaugurée dans la province par un grand homme d'État, Honoré Mercier, qui a été persécuté par les prédécesseurs des députés du gouvernement actuel mais dont le mérite est universellement reconnu aujourd'hui par tous les partis. La politique a été discontinuée et abandonnée de 1892 à 1897, alors que trois premiers ministres conservateurs se sont succédé à la tête de l'administration. Elle a été reprise ensuite sous les autres administrations libérales des Marchand, Parent, Gouin, Taschereau et Godbout selon les ressources de l'administration de l'époque. Presque tous les grands ponts construits dans la province l'ont été sous des régimes libéraux. Telle est la vérité.

(Applaudissements à gauche)

Je doute de l'exactitude des chiffres donnés par le ministre des Travaux publics, ils sont bien loin de la réalité, vu que le ministre a omis volontairement de tenir compte des ponts qui ont été construits par les municipalités avec des contributions généreuses de 60 % à 90 %¹¹ accordés par l'ancienne administration libérale. Sous l'administration du Parti libéral, la construction d'un pont n'était pas utilisée comme jeu politique. Quand le gouvernement d'alors donnait des octrois c'étaient les municipalités qui demandaient les soumissions et donnaient les contrats. Aujourd'hui, le gouvernement donne lui-même les contrats sans soumissions, tandis que sous notre administration nous laissons aux municipalités le soin de diriger leurs propres affaires de construction de ponts.

Si moins de ponts ont été construits entre 1939 et 1943, il ne faut pas oublier que nous étions en guerre. Le ministre des Travaux publics devrait

avoir le bon sens de reconnaître que les matériaux étaient réquisitionnés et que le budget de la province atteignait à peine \$89,000,000¹² cependant que l'Union nationale en a un de \$150,000,000¹³.

Le ministre des Travaux publics n'a pas parlé des ponts construits par les municipalités avec des octrois du gouvernement de l'Union nationale et dont les contrats ont été accordés sans soumission. Le ministre estime avoir dépensé en tout \$12,000,000 pour les ponts. Si, durant les trois ans, dont il a parlé, il avait demandé des soumissions publiques par la voix des journaux, il aurait peut-être dépensé seulement \$6,000,000 au lieu de \$12,000,000, pour le même nombre de ponts. Il aurait épargné \$6,000,000 et il aurait bâti plus de ponts. La province y aurait gagné considérablement.

Quant au projet de loi actuel, il est inutile du fait qu'on n'aurait qu'à inclure les \$5,000,000 demandés dans le budget régulier du ministre. Sans quoi les budgets sont indéfiniment extensibles, et vous empêchez les députés de discuter les subsides dans le détail¹⁴. Cette loi a pour but d'amoindrir le contrôle des députés. Il s'agit là encore d'une loi d'électoratisme, rien de plus. Le but de la loi est de donner, à l'aube d'une autre élection provinciale générale, une autre somme de \$5,000,000 au gouvernement pour bâtir des ponts électoraux. La loi actuelle permettra le chantage politique. Ceci signifie que le ministre, les députés, les candidats peuvent dire à une municipalité, si vous voulez une subvention à 75 % ou même à 100 % du coût d'un nouveau pont et l'entretien de vos ponts, vous pouvez l'obtenir si vous votez pour le candidat de l'Union nationale. Voici l'essence même du bill et il n'a aucun autre objectif.

Le ministre des Travaux publics n'a pas repris la politique libérale d'entretenir et construire tous les ponts dans la province. L'absence des soumissions dans les travaux publics coûte des sommes énormes à la population. C'est pour cela que les communautés religieuses refusent les octrois du gouvernement parce qu'elles sont obligées de se soumettre à des conditions qui les ruineraient. La loi dit qu'il n'y aura pas de péage sur ces ponts. Mais c'est le gouvernement de mon chef qui a aboli tous les péages sur les ponts dans la province. Puis si le gouvernement a pu dépenser \$12,000,000 pour les ponts, il le doit à ses augmentations de taxes, au lieu d'avoir diminué celles-ci, comme il l'avait promis dans le cas de la taxe de vente.

L'Union nationale aura beau présenter des lois électorales durant cette session, même avec des lois de cette nature, l'Union nationale ne réussira pas

à garder le pouvoir. Le gouvernement n'échappera pas au châtimeur qu'il mérite pour avoir, au mépris de ses promesses, donné tous ses contrats sans soumissions.

(Applaudissements à gauche)

M. Lawn (Pontiac) appuie les paroles du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). C'est le Parti libéral qui a construit le réseau routier de la province avec un budget de \$30,000,000 seulement par année. Aujourd'hui, le budget est de \$150,000,000 et les contribuables de Pontiac qui paient des taxes comme les autres ne reçoivent rien en retour pour leur voirie locale. Il réclame depuis longtemps, dit-il, la construction de divers ponts dans son comté et on lui répond que les libéraux ont été 30 ans au pouvoir et ils auraient dû le faire eux-mêmes. C'est une mauvaise réponse. Le Parti libéral a construit le réseau routier de la province avec un budget de \$30,000,000 par année.

Aujourd'hui, les budgets sont de \$150,000,000. Les contribuables de Pontiac payent comme les autres 11 cents de taxes sur chaque gallon de gazoline et ils ont le droit de réclamer en retour des services adéquats. Le comté de Pontiac est particulièrement mal servi en ce qui concerne les routes et les ponts. Il réclame, entre autres choses, dit-il, la construction d'un pont sur l'Outaouais pour relier Pontiac à Pembroke, Ontario. La province voisine est prête à coopérer à la construction d'un tel pont provincial.

Le ministre des Travaux publics a fait des promesses qu'il n'a pas tenues aux citoyens de Pontiac, seulement parce qu'ils avaient élu un député libéral. Cette loi est entachée d'électoratisme et par elle on veut empêcher le contribuable de voter librement.

M. Choquette (Montmagny): Le projet de loi soumis et le discours du ministre des Travaux publics sont bien dans l'esprit de la journée. C'est aujourd'hui le Mardi Gras, la fête officielle de l'Union nationale. C'est le jour des mascarades et, pour la circonstance, le gouvernement nous présente un bill de camouflage.

(Applaudissements à gauche)

Tous les articles de cette mesure, sauf le chiffre de \$5,000,000, se trouvent déjà dans la loi générale des Travaux publics. C'est une réédition des autres lois. Le ministre possède tous les pouvoirs qu'il se fait donner par une loi spéciale. La disposition concernant les péages est la reproduction exacte de la loi libérale qui a aboli les péages sur tous les ponts provinciaux.

Quant aux \$5,000,000, on n'avait qu'à les mettre dans la loi générale des travaux publics et dans le prochain budget du ministère des Travaux publics. Pourquoi ne pas suivre la loi générale et inscrire dans le budget les \$5,000,000 que le ministre des Travaux publics nous demande? Parce que s'il procédait régulièrement, il serait obligé de nous dire quels ponts il avait l'intention de construire, à quels endroits et à quels prix. Si on ne l'a pas fait, c'est afin d'enlever aux représentants du peuple le contrôle des dépenses publiques. Cette dépense de \$5,000,000 est en marge des principes constitutionnels. Je dis que cette loi et cette affaire de \$5,000,000 sont suspectes.

Nous avons raison de nous opposer à cette loi, car elle fait partie d'un système vicieux, érigé par un gouvernement centralisateur qui tend à empêcher les législateurs élus par le peuple de contrôler la dépense des deniers publics. Le bill ouvre la porte aux pires abus, à la veille d'une consultation populaire, étant donné que cette somme sera employée à la construction de ponts que le gouvernement jugera bon de construire à son choix. En un mot, c'est bien une loi de l'Union nationale.

Depuis quatre ans le gouvernement viole sciemment les lois de la province, en particulier la loi du département des Travaux publics, en ne demandant pas de soumission pour la construction des ponts. L'article 8 de cette loi oblige le ministre à demander des soumissions publiques par la voix des journaux pour tous les contrats, excepté dans les cas d'urgence. Depuis quatre ans, cet article de la loi, qui s'applique au premier ministre et à ses collègues, est systématiquement, sciemment et délibérément violé par le gouvernement de l'Union nationale. Si le ministre des Travaux publics a accordé 300 contrats de ponts, c'est un aveu de 300 violations de la loi qui régit les citoyens. Il a violé la loi 300 fois, car il ne demande jamais de soumission.

(Applaudissements à gauche)

Sous les régimes libéraux, on demandait des soumissions en règle générale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez-nous donc du palais de justice de Québec. Vous n'en avez pas demandé pour le Palais de justice.

M. Choquette (Montmagny): J'ai dit: "en règle générale, nous en demandions". Mais s'il y a eu des violations de la loi dans le passé, je n'en suis pas responsable. Je n'étais pas député dans le temps. Voici 300 contrats donnés en quatre ans en marge de la loi. C'est vraiment remarquable que le premier

ministre actuel, lorsqu'il était à l'opposition, a fortement condamné les cas lorsque les administrations libérales ont donné des contrats publics sans faire d'appels d'offres. Le premier ministre est doublement coupable de les imiter aujourd'hui. Quand on se souvient des déclarations du premier ministre en 1937! Il promettait de sauver \$2,000,000 en demandant des soumissions.

Il rappelle la déclaration du premier ministre à Baie-du-Febvre et ses dénonciations faites à la Chambre. Cependant, dit-il, le premier ministre est lui-même devenu un protagoniste d'une politique qui n'a jamais fait appel à des soumissions; son gouvernement admet avoir construit 300 ponts sans avoir fait d'appels d'offres. C'est le même homme qui a donné dans son propre comté un contrat de \$4,000,000 pour la construction d'un pont à Trois-Rivières sans demander de soumissions, en violation des lois de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Montmagny vienne parler de ce pont aux citoyens de Trois-Rivières.

M. Choquette (Montmagny): Avec plaisir.

Et si le premier ministre veut venir se présenter dans Montmagny, aux prochaines élections, il est le bienvenu. Il ne reviendra pas en cette Chambre et il retournera à Trois-Rivières plus vite qu'il ne sera venu.

(Applaudissements à gauche)

Un contrat de \$3,800,000 a été accordé à un entrepreneur de Toronto, M. Francheschini, pour la construction de la route de Chicoutimi. Il relève le cas du pont de Saint-Henri de Mascouche, comté de l'Assomption pour lequel les libéraux avaient demandé des soumissions en 1936. La plus haute de ces soumissions était de \$23,762, dit-il. L'Union nationale le construisit quelques mois après au coût de \$60,896. Ce qui était une exception dans le passé est devenue une règle générale sous l'Union nationale.

Les demandes de soumissions sont obligatoires partout dans les administrations publiques démocratiques. Le législateur ne veut pas que les hommes publics soient placés entre leur intérêt personnel et l'intérêt public. Et quand cette règle est systématiquement violée, tout le monde sait ce qu'il en coûte des millions au Trésor public, quel est le but de ce système et à quels abus injustifiables il conduit.

Le gouvernement actuel est le premier qui ait l'audace de présenter une loi pour légaliser un système qui prête à tous les abus et tous les vols.

Toutes les petites administrations des conseils municipaux, commissions scolaires et autres sont obligées, par la loi, de demander des soumissions pour un contrat de \$150 et plus. En vertu de quel droit le gouvernement de l'Union nationale, qui ne pêche pas par excès de scrupule et qui joue dans les millions, serait-il exempté de la loi?

(Applaudissements à gauche)

C'est la danse des millions qui recommence. C'est une politique indéfendable. Il n'est pas surprenant que le gouvernement actuel éprouve le besoin de parler sans cesse de communisme et d'autonomie, c'est pour masquer les abus de son administration. La France a eu sa journée des dupes, nous avons ici la journée des masques, grâce à ceux qui ont cédé pour une bouchée de pain les plus grandes richesses du monde.

L'autonomie et le communisme, voilà, les deux masques de l'Union nationale. Le gouvernement ne réussira pas à masquer l'odieux de cette loi, pas plus que le don aux étrangers de nos richesses de l'Ungava.

(Applaudissements à gauche)

Des députés ministériels protestent.

M. Choquette (Montmagny): Les masques vont tomber bientôt. Le peuple va nettoyer les écuries d'Augias et remettre au pouvoir un homme qui fera régner dans la province l'ordre, la propreté, la justice et la liberté.

(Applaudissements à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Cette loi est un bill de camouflage. Le gouvernement accorde des contrats pour la construction de ponts sans demander de soumissions. L'administration du ministre des Travaux publics constitue une infamie. Il nous demande \$5,000,000 pour de nouveaux contrats sans soumissions.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) n'a pas le droit d'employer cette expression.

M. l'Orateur suppléant¹⁵: Le député de Montréal-Mercier doit retirer l'expression infamie.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je retire infamie et je dirai que cela fait partie d'un système infâme.

(Applaudissements à gauche)

C'est là une loi électorale. On veut s'organiser pour donner de gros contrats à la veille des élections. L'Union nationale s'est hissée au pouvoir en promettant qu'elle demanderait des soumissions pour les contrats publics. Au lieu de cela, on va chercher les entrepreneurs dans la province voisine.

M. l'Orateur suppléant rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier parce qu'il tente de parler d'autres choses que le bill en discussion. Je rappelle à l'ordre le député pour la troisième et dernière fois, dit-il.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Si le gouvernement avait demandé des soumissions pour les ponts, on aurait épargné au moins 20 % sur \$12,000,000. Le gouvernement va-t-il demander des soumissions publiques à l'avenir?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Des soumissions sont toujours demandées et les contrats sont accordés dans le meilleur intérêt du gouvernement et de la province.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) réclame du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) des soumissions publiques lors de l'octroi des contrats.

M. Dumoulin (Montmorency): Je trouve que cette loi est à la fois très bonne et mauvaise. Elle est bonne pour la cause et la caisse électorale de l'Union nationale, mais mauvaise pour les intérêts de la province, car on va dépenser ces argents pour les élections. Pourquoi venir demander le pouvoir spécial de dépenser \$5,000,000 d'ici à trois ans, quand le gouvernement possède dans la loi générale tout le pouvoir nécessaire pour dépenser tout cet argent?

Le gouvernement demande un tel pouvoir pour fins de cabale, pour pratiquer l'influence indue. Trop souvent on prend ainsi l'argent de la province pour servir des fins inavouables. Le système de soustraire aux députés le contrôle de la dépense et de la législation pour des fins inavouables inquiète les citoyens. Il y a trois ou quatre ans, pareille mesure aurait soulevé moins de désapprobation. À la veille des élections, elle créera une très mauvaise impression.

Cette mesure est inutile et étrange, et elle fait le pendant à d'autres lois semblables soumises à cette Chambre par le gouvernement. Le pont est une

création du génie civil pour faire passer d'une rive à une autre. Le régime ne veut en somme que construire des ponts qui le feront passer plus facilement d'une élection à l'autre.

(Applaudissements à gauche)

M. Roberge (Lotbinière): Je veux m'arrêter qu'à un aspect de cette grave question. Le ministre des Travaux publics représente à la Chambre un comté qui porte un grand nom, celui de Papineau. Il rappelle la mémoire d'un homme qui a provoqué les troubles de 1837-1838 pour obtenir le contrôle des subsides. C'est précisément pour obtenir l'abolition de lois comme celle que l'on présente que Louis-Joseph Papineau a lancé un mouvement qui a conduit nos pères à la révolte. Ils ont obtenu le contrôle des dépenses publiques par les représentants du peuple.

(Applaudissements à gauche)

De quoi se plaignaient Papineau et les patriotes? Du fait que les deniers publics étaient dépensés au gré du Conseil exécutif du temps. Que ce Conseil exécutif soit présidé par un gouvernement nommé par le Colonial Office de Londres ou le premier ministre actuel, le système est le même et condamnable.

(Applaudissements à gauche)

Depuis que je siége en cette Chambre, je constate que le gouvernement actuel a une tendance à revenir aux pratiques que les luttes constitutionnelles d'autrefois ont abolies. Ce montant de \$5,000,000 sera dépensé au gré du Conseil exécutif.

La plupart des comtés de la province ont besoin de ponts pour des centaines de mille dollars, y compris le mien. Mais si le ministre des Travaux publics veut dépenser \$5,000,000, il doit faire enregistrer dans son budget régulier les montants qu'il entend dépenser et non pas faire de loi spéciale à cet effet. Par ce projet, le gouvernement enlève ainsi aux députés une de leurs principales prérogatives, celle de contrôler à l'avance la dépense de l'argent public.

(Applaudissements à gauche)

J'objecte donc à cette loi.

M. Godbout (L'Islet): L'Union nationale a pris l'habitude constante de mettre devant la Chambre des chiffres qui sont faux.

(Applaudissements à gauche)

Les chiffres du ministre des Travaux publics sont entièrement erronés, ils n'étaient pas justes et ils ont été donnés délibérément pour laisser une fausse impression à la population du Québec. Voyons sa

façon de procéder. Le ministre a comparé la construction des ponts sous les libéraux et sous l'Union nationale, mais aucune comparaison ne peut être faite avec les chiffres de l'Union nationale, parce que, lorsque nous étions au pouvoir, c'étaient les municipalités du Québec qui donnaient elles-mêmes les contrats pour les ponts qui les intéressaient, et tout ce que le gouvernement faisait, c'était de contribuer monétairement aux subventions promises.

C'est une sottise, pour ne pas dire plus, de la part du ministre des Travaux publics d'affirmer que seulement 20 ponts ont été construits sous le régime Libéral, de 1939 à 1944, lorsqu'il sait très bien que pendant ces années-là des centaines de ponts ont été construits par les municipalités du Québec avec la coopération financière du gouvernement. Ces ponts n'apparaissent pas dans la liste des ponts construits par la province parce que, quand les municipalités fournissaient leur part, c'étaient elles qui demandaient les soumissions et accordaient les contrats. Or, le ministre ne fait pas mention de ces ponts dans sa liste. Je voudrais que la province se rende compte de cette méthode injuste et contraire à la vérité.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'ai dit que, sous votre régime, 20 ponts ont été construits, dont 17 avec le concours des municipalités et seulement trois entièrement par le gouvernement, de 1940 à 1943.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre des Travaux publics se rend ridicule devant toute la Chambre en disant qu'en trois ans nous avons construit 20 ponts dans la province. Nous avons construit 10 fois plus de ponts que cela. Dans le propre comté du ministre, nous en avons construits et réparés plus de 20 lorsque nous étions au pouvoir.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Vous en avez construits deux et ils sont à terre.

M. Godbout (L'Islet): Avec des chiffres tels que ceux que produit le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), on trompe sciemment la population. Je n'aimerais pas me mettre dans la position du ministre qui s'est rendu ridicule en trompant effrontément la population.

La différence entre les deux gouvernements c'est que, sous le régime libéral quand une municipalité contribuait, nous respections son autonomie et c'est elle qui accordait les contrats après avoir demandé des soumissions.

Sous l'administration libérale, les municipalités cotisantes choisissaient leur entrepreneur par soumission et étaient responsables des travaux. La politique du gouvernement libéral a été de travailler avec les municipalités concernées. Elles avaient le droit de s'occuper de leurs propres affaires, même au sujet de la construction de ponts locaux, sans être obligées par les entrepreneurs du gouvernement à payer les prix demandés par ce dernier, et avec l'assurance qu'ils seraient construits et qu'elles allaient obtenir du gouvernement une subvention de 75 % à 100 % du coût des ponts, sans conditions les liant aux entreprises.

Sous le gouvernement d'Union nationale, la situation n'est pas du tout la même. C'est le gouvernement qui demande les soumissions pour la construction et la réparation des ponts au détriment du Trésor public, mais en fait, il n'en demande pas. Si un pont doit être construit, les municipalités ne sont pas consultées; le ministre des Travaux publics prend la responsabilité de déterminer lui-même l'endroit où le pont sera bâti. Il en résulte que les seules municipalités qui en auront sont celles qui seront en faveur des candidats du gouvernement et de leurs politiques et qui se soumettront au choix d'un entrepreneur favorisé par le gouvernement.

Le gouvernement actuel demande aux municipalités de payer une cotisation plus élevée pour la construction du pont que si les municipalités avaient construit leurs ponts d'elles-mêmes. Quand le gouvernement fait mine d'aider les municipalités, il les surcharge. Nous en avons eu la preuve dans L'Islet où une municipalité voulait un pont. Le gouvernement a offert d'accorder une contribution de 75 % et il demandait à la municipalité une contribution de \$300. Mais c'est lui qui construisait et il chargeait \$1,200. Cela paraissait une belle contribution. Le maire a fait exécuter lui-même les travaux. L'entreprise a coûté \$225¹⁶, c'est-à-dire moins que la contribution de 25 % que le gouvernement laissait à la municipalité, en se faisant passer pour très généreux.

C'est ce qui se passe partout. Sous le présent gouvernement, on ne favorise que les amis du régime. Ces sommes qu'on nous demande de voter en dehors du budget seront gaspillées dans une proportion de 50 % au bénéfice des amis du régime et pour la caisse électorale. Le gouvernement fait construire les ponts lui-même afin de donner les contrats à ses amis, et on garde toujours la faculté d'accepter ou de refuser. On veut pouvoir dire: "Votez mercredi pour le gouvernement et vous aurez les ponts que vous demandez." Une telle politique est néfaste.

Le gouvernement devrait avoir une politique définie pour les octrois de tous les départements, pour éliminer tout favoritisme politique dans ce domaine. Il devrait adopter la politique que nous avons inaugurée au printemps de 1944 et en vertu de laquelle le gouvernement paie la construction de tous les ponts situés sur des routes entretenues par le ministère de la Voirie. Quand nous serons revenus au pouvoir, dans quelques mois, nous construirons et réparerons tous les ponts entretenus par la voirie de la province, et ce, sans qu'il n'en coûte rien aux municipalités. Nous prendrons tous ces ponts à la charge de la province.

De cette manière, nous allons faire économiser aux municipalités de l'argent et, bien sûr, nous n'allons pas octroyer de contrats publics sans d'abord faire d'appels d'offres. C'est le seul moyen de redonner aux municipalités la justice à laquelle elles ont droit. C'est généralement dans les contrées les plus éloignées du fleuve et des centres, dans les contrées souvent les moins riches, qu'il y a plus de ponts à construire. La politique actuelle de l'Union nationale est injuste pour la province et le peuple québécois ne l'approuve pas. Le premier ministre et son cabinet s'en rendront compte aux prochaines élections.

(Applaudissements à gauche)

Je propose donc en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à l'amélioration des ponts publics dans la province, désapprouve le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province, parce que ledit bill ne soumet pas les dépenses projetées au contrôle des représentants du peuple, prête au favoritisme politique et ouvre la porte à tous les abus."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas la meilleure façon de respecter la vérité que de ne jamais s'en servir. Il ne peut pas comprendre, dit-il, le manque de logique de l'opposition libérale. Ils s'opposent aux dépenses de deniers publics sans qu'elles ne soient approuvées par la Législature. Ce que nous discutons présentement n'est pas un ordre en conseil, mais une loi. Par cette loi, le gouvernement prend soin de demander d'abord à la Chambre l'autorisation de dépenser \$5,000,000 pour la construction et l'entretien de ponts dans la province. Comment peut-on mieux reconnaître et respecter, par

conséquent, les droits et les prérogatives des représentants du peuple?

Et quand j'entends ces jeunes blancs-becs, du côté de la gauche faire des allusions historiques, ou plutôt simplement hystériques aux prérogatives de la Chambre, je me demande vraiment si leur place est bien en Chambre¹⁷. Je me demande comment ils peuvent ne pas se rendre compte de la portée d'une loi. C'est justement respecter les droits et prérogatives des représentants du peuple que de leur présenter une loi pour leur demander une autorisation.

Et de plus, la loi dit que, conformément à la politique de l'Union nationale, il n'y aura pas de péage sur les futurs ponts. Sous l'Union nationale, il n'y a jamais eu de péage, sur les ponts, tandis que nos amis d'en face ont fait voter une loi pour abolir les péages, et cependant les péages se sont multipliés sous leur administration. Ces gens-là ont peur de voter contre la loi. Ils savent que le peuple demande cette politique bienfaisante. Alors, ils prennent des moyens détournés afin d'induire le peuple en erreur. Les libéraux proposent un amendement qui leur permettra de voter contre notre loi en ayant l'air de voter en faveur. Ils tentent de tromper le peuple, en présentant un amendement, mais le peuple les connaît.

Avec une voix suave et des phrases mélodieuses et une figure angélique, le chef de l'opposition se scandalise de cette dépense de \$5,000,000 en dehors du budget. Il en oublie le temps où il était lui-même au pouvoir; il oublie ses réalisations diaboliques d'autrefois. Il trouve effrayant que nous demandons de voter \$5,000,000 dans une loi plutôt que dans le budget. Il nous dit: "mettez donc cela dans le budget." Quel farceur!

L'opposition libérale a été mal avisée, en effet, pour essayer d'alléguer que le gouvernement cherchait l'approbation générale pour dépenser \$5,000,000 indépendamment de la volonté de l'Assemblée législative, et que cette somme pourrait et allait fort probablement être dépensée à des fins politiques. De telles prétentions sont des plus ridicules, lorsque l'on considère que le chef de l'opposition, alors qu'il était ministre dans le gouvernement libéral, a voté pour une loi qui autorisait le ministre de la Voirie à dépenser \$17,000,000 en apparence pour les routes, sans demander de soumissions et tout à fait au-delà du contrôle des députés de la Chambre. Dans ce temps-là, \$17,000,000 c'était bien; aujourd'hui, \$5,000,000, il trouve ça mal.

M. Choquette (Montmagny): Quelle est cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montmagny avoue son ignorance en posant cette question. Ce n'est pas tout. En 1925, ces mêmes libéraux, qui se plaignent que le gouvernement fasse voter un montant spécial de \$5,000,000 pour la réfection de nos ponts, ont fait voter une loi particulière par la Chambre pour leur permettre d'emprunter et de dépenser, pour des travaux de leur politique de voirie, non pas \$5,000,000, mais \$40,000,000, auxquels ils ont ajouté, subséquemment, par amendement un autre montant de \$1,500,000. Ça fait \$41,500,000 sous leur régime. Et tout cela en dehors du budget. S'il y a du danger quand il s'agit de \$5,000,000, ce devrait être pire avec \$40,000,000 et ils se scandalisent aujourd'hui de \$5,000,000¹⁸.

C'est bien le temps de parler, aujourd'hui, pour ces gens à la vertu farouche. Prenant des allures virginales pour mieux cacher leurs turpitudes, ils se déguisent en vierges et ils ont l'audace de parler de fonds électoraux. Dès qu'on parle de millions, c'est curieux, ils pensent tout de suite aux fonds électoraux. Ils se rappellent leurs gloires passées, la période où ils y allaient à pleines mains dans les contrats. Ils parlent de fonds électoraux à propos de \$5,000,000, mais combien avez-vous retiré, vous autres, en fonds électoraux quand il s'agissait de \$41,500,000 pour la voirie? Combien en avez-vous retiré avec \$17,000,000 pour la voirie? Combien en avez-vous retiré quand il s'agissait du plan Vautrin pour la colonisation au coût de \$10,000,000¹⁹ et dont on n'a plus retrouvé la trace que dans les culottes de golf du ministre? Fonds électoraux! Nos amis d'en face me font penser à ces enfants qui crient quand on leur a enlevé leur suçon.

Lors de l'élection partielle de Beauce, les libéraux ont envoyé un homme haut placé dire aux contracteurs qui faisaient des travaux de guerre que, s'ils ne souscrivaient pas à la caisse électorale du beau-frère de M. Saint-Laurent, (M. Henri Renault), ils perdraient tous leurs contrats. Ils ont réussi à soutirer une somme additionnelle de plus de \$100,000 à même les contrats de guerre pour l'élection de la Beauce.

M. Drouin (Abitibi-Est): Le premier ministre est hors d'ordre. Il parle de choses fédérales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vois que le député d'Abitibi-Est n'a pas eu sa part.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je proteste! Je suis un honnête homme!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je prends donc pour acquis qu'il a eu sa part.

À l'heure actuelle, nous voulons remédier à une situation difficile. Dans le passé, nous avons souffert d'un manque d'orientation politique. Sous le régime libéral, il n'y avait pas de plan d'ensemble pour la voirie et les travaux publics. L'industrie forestière a manqué d'orientation. On distribuait les réserves au petit bonheur. Des compagnies, qui avaient leurs usines dans la région de la Mauricie, par exemple, possédaient leurs réserves dans l'île d'Anticosti, et celles du Lac-Saint-Jean devaient se procurer leur bois à des distances qui n'étaient pas raisonnables. Avec le résultat que la province a subi un retard dans la marche du progrès, qu'il y a eu des perturbations économiques.

La différence avec ce régime, c'est que ce dernier a l'intention de procéder avec méthode. Nous voulons maintenant procéder suivant un plan d'ensemble pour remédier à cette carence. Et le moyen d'y arriver, c'est de demander aux représentants du peuple l'autorisation de dépenser une somme de \$5,000,000 répartie sur une période de trois ans. C'est pourquoi nous nous adressons aux représentants du peuple pour avoir l'autorisation de faire des travaux sans être limités à une période de 8 ou de 12 mois.

Je demande aux députés à ma gauche d'arrêter leurs présentes tactiques. Je demande aux libéraux de cesser de faire des insinuations et de salir des gens qui sont plus propres qu'eux et s'ils ont des accusations à formuler qu'ils aient le courage de les faire. Je leur dis que s'ils veulent la bataille, nous sommes prêts à les rencontrer sur n'importe quel terrain qu'ils désirent. Mais nous n'endurerons pas les injures des sépulcres blanchis, de ces gens qui ont encore les mains toutes sales même après avoir perdu le pouvoir depuis quatre ans.

Nous sommes prêts à discuter les lois, à entendre et à étudier les suggestions raisonnables de la gauche, à accepter et à incorporer même des amendements qui pourraient améliorer les lois pour que le peuple puisse bénéficier de la meilleure législation et administration possible. Mais nous ne sommes pas prêts à nous laisser injurier, et de la façon qui commence à se dessiner en Chambre.

Encore une fois, je dis à ces gens-là, face à face et les yeux dans les yeux, que nous sommes prêts à les rencontrer sur n'importe quel terrain, mais je préviens le peuple et la Chambre qu'ils vont entendre des pleurs et des gémissements. Mais je vous assure qu'ils ne parviendront point de notre côté²⁰.

(Applaudissements à droite)

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 10 février 1948**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Loi des
valeurs mobilières**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 modifiant la loi des valeurs mobilières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Amélioration
des ponts publics**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur l'amendement du représentant de L'Islet (M. Godbout) à la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à l'amélioration des ponts publics dans la province, désapprouve le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province, parce que ledit bill ne

soumet pas les dépenses projetées au contrôle des représentants du peuple, prête au favoritisme politique et ouvre la porte à tous les abus."

M. Bienvenue (Bellechasse): Nous ne nous attendions pas à un discours aussi violent de la part du premier ministre. Je ne comprends pas cette tempête subite. Nous avons le droit de nous plaindre, ce me semble, lorsque la loi des demandes de soumissions n'est pas respectée. Quel mal y a-t-il à ce que l'opposition demande au gouvernement de tenir ses promesses? L'Union nationale n'avait-elle pas promis de toujours demander des soumissions? Nous sommes loin des beaux discours d'autrefois, en 1935 et en 1936, au sujet des soumissions publiques. Le premier ministre s'engageait alors à épargner à la province de \$3,000,000 à \$4,000,000 par année simplement en demandant des soumissions! Le premier ministre ne parle plus comme cela et ses promesses ne comptent plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La politique de soumissions est une politique d'hypocrisie qui n'empêche pas un gouvernement de donner les contrats à qui il veut. Dans 90 % des cas, le plus bas soumissionnaire est celui qui, en fin de compte, coûte le plus cher à cause des extras.

M. Bienvenue (Bellechasse): Alors, si c'est une bonne politique de ne pas demander de soumissions, comment qualifier ceux qui ont dénoncé cette politique avec virulence et qui ont fait la promesse solennelle d'en demander, des soumissions, et qu'ils épargneraient ainsi à la province de \$3,000,000 à \$4,000,000? Si c'est une politique hypocrite que de demander des soumissions, pourquoi s'être engagé à adopter cette politique? Aujourd'hui, l'attitude du gouvernement est totalement différente. Le premier ministre demande peut-être des soumissions par lettres aux contracteurs, mais nous ne voyons pas d'annonce dans les journaux, comme le demande la loi générale. C'est peut-être ce qui est arrivé pour le pont de \$4,000,000 ou \$5,000,000 construit à Trois-Rivières?²¹ Nous sommes loin du temps où l'on disait que la concurrence était nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit dans le passé et je répète que la politique de soumission est une politique d'hypocrites qui n'empêche pas le gouvernement de donner le contrat à qui il veut. Sous le régime libéral, tous les contrats étaient donnés à une dizaine de contracteurs qui se

sont enrichis aux dépens de la province et son devenus millionnaires. Sous les libéraux, on s'arrangeait pour mentionner dans les devis un matériel que seul vendait l'ami qu'on voulait favoriser. Quant à nous, nous prendrons les meilleurs moyens pour que les contrats coûtent le moins cher possible et soient accordés aux meilleures conditions possibles pour la province. D'ailleurs, nous en demandons des soumissions. La compagnie Dufresne exécute les travaux pour le compte du gouvernement, à une ristourne de 5 %.

M. Bienvenue (Bellechasse): Sous l'Union nationale, il y avait 18 ponts de péage, mais pas un seul n'a été aboli de 1936 à 1939, et le seul plan d'ensemble que désire le gouvernement, c'est celui des fonds électoraux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce qu'il serait possible d'avoir un pont entre le premier ministre et le très honorable Louis Saint-Laurent?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne coûtait pas cher, des peanuts, seulement \$180,000,000.

M. Lizotte (Kamouraska): Il s'agit d'un bill absolument anodin, inutile et insignifiant. C'est l'habitude de l'Union nationale de voter des lois spéciales pour contourner les lois générales, afin d'éviter le contrôle des deniers publics. On veut tout simplement empêcher le contrôle des députés sur les détails des contrats pour la construction de ponts. Si le premier ministre a pris si rapidement la mouche, c'est qu'il y avait quelque chose dans cette accusation des fonds électoraux.

Il y a dans Kamouraska une foule de petits ponts qui sont dans un état déplorable parce que le gouvernement actuel a négligé de les entretenir. Mes électeurs sont, pourtant, intéressés. Il réclame, dit-il, des améliorations au pont de Rivière-Ouelle, construit en 1890, qui n'a pas subi de réparation depuis trois ans et demi, et au pont de Saint-Pacôme, qui est pratiquement disloqué.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ceci explique que les \$5,000,000 sont bien nécessaires.

M. Lizotte (Kamouraska): Oui, ils sont nécessaires, mais j'aimerais mieux les voir dans le budget régulier au lieu de faire voter une loi spéciale.

On veut faire de cette loi une machine électorale. C'est là le danger. Cinq millions de dollars

ne sont pas suffisants pour la province. D'ailleurs, on dit que le pont de Trois-Rivières coûte à lui seul près de \$5,000,000. C'est autant que ce qu'on veut faire dans le reste de la province. Le premier ministre sépare "fifty fifty" avec le reste de la province.

M. Chaloult (Québec): Si Kamouraska avait élu un député indépendant, il aurait reçu davantage. Le comté de Québec a reçu le double que s'il avait élu un libéral.

Il relève une remarque du premier ministre. En effet, dit-il, au point de vue pratique, je ne vois pas quelle différence il peut y avoir à voter \$5,000,000 par une loi spéciale ou à inclure ce montant dans le budget régulier. Mes bons amis de la gauche prétendent qu'ils ne peuvent discuter la dépense dans le détail. Pour la discussion dans le détail qu'on fait généralement, je soumets que cela ne change pas grand-chose. Le bill est d'ailleurs de peu d'importance pour justifier un si long débat. Par ailleurs, dans un projet de loi comme celui-ci, je vois l'avantage et je trouve bonne l'intention du gouvernement d'établir un plan d'ensemble. Je voterai pour le bill.

On a parlé de patronage. Les deux partis se renvoient la balle. Qui a raison? Probablement les deux côtés à la fois. Mais je me demande quelle impression l'électeur en tirera demain en lisant les journaux. Quelle idée le lecteur doit se faire de notre démocratie et de notre parlementarisme?

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Le gouvernement dépense l'argent des contribuables sans consulter les députés. Le bill en discussion constitue un blanc-seing. Aucun homme d'affaires sérieux ne voudrait signer un tel chèque en blanc. Si le gouvernement passe de telles mesures pour alourdir le budget sans que cela ne paraisse, ce n'est pas franc envers le peuple.

M. Drouin (Québec-Est) est favorable à la construction de nouveaux ponts, mais il s'oppose à la méthode recommandée par ce bill. D'après l'*Annuaire statistique*, dit-il, il s'est construit 210 ponts de 1939 à 1945 dans la province. Il cite les statistiques du ministère du Commerce et de l'Industrie pour dire qu'il fut construit par le gouvernement libéral 53 ponts en 1939-1940, 23 ponts en 1940-1941. On est loin des 20 ponts dont parle le ministre, dit-il. Qui a raison? Les documents officiels ou le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Le gouvernement fait des comparaisons entre des années de paix et des années de guerre, des années de crise et de prospérité.

M. Leduc (Laval) s'élève contre l'arbitraire de la mesure parce qu'il accorde au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs discrétionnaires. Tout converge vers un seul homme. Il s'oppose au système qui veut qu'un chef de gouvernement puisse agir à sa guise. Avec le présent bill, dit-il, le gouvernement ne sera plus tenu de demander des soumissions. Cela entraînera de graves abus. On est à constituer une caste autour de l'Union nationale.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les contrats pour construction de ponts sont donnés après une demande de soumissions vérifiées par les ingénieurs du département qui voient à ce que les contrats aillent aux plus bas soumissionnaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval (M. Leduc) a reçu plus de \$100,000 de contrats d'Ottawa.

M. Leduc (Laval): Le chef du gouvernement doit prendre ma parole lorsque je dis que je n'ai jamais eu de contrats de guerre. Je n'ai pas touché \$150,000 d'Ottawa en contrats de guerre, durant la guerre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons! C'est un fait. Le *Hansard* d'Ottawa, un document officiel, consigne une réponse du gouvernement fédéral, à la suite d'une question qui a été posée aux Communes, qui établit que le député de Laval a reçu au-delà de \$100,000 pour la construction d'aéroports et des contrats de guerre.

M. Leduc (Laval): Le premier ministre serait-il assez homme pour reconnaître son erreur si je lui prouve sous peu que cela n'est pas vrai, qu'il a tort?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai rien à reconnaître, je parle d'un document officiel. Ce n'est pas moi qui ai retiré.

M. Leduc (Laval): C'est beau de vouloir détruire un homme. Le premier ministre peut faire des blagues, mais j'ai toujours gagné honorablement ma vie je me tiendrai toujours debout, en dépit des attaques les plus basses²².

Le système de soumission est préférable à tout autre. Dans l'obtention des contrats gouvernementaux, tous doivent être traités sur le même pied.

M. Sylvestre (Berthier): L'on demande à la Chambre de voter \$5,000,000 à l'aveuglette. Le

projet de loi est antidémocratique et il ne protège ni le peuple ni le gouvernement puisque ce sont les organisateurs politiques qui devront dire comment cette somme de \$5,000,000 sera dépensée. Ce sont les organisateurs politiques qui bénéficient d'une loi comme celle-ci. Il fait un parallèle entre les lois spéciales votées pour la voirie et la loi en discussion.

Un député ministériel: À l'ordre!

M. l'Orateur demande au député de Berthier (M. Sylvestre) de s'en tenir aux ponts.

M. Sylvestre (Berthier): Dans le passé aucune espèce de rapport n'a été fait concernant les lois spéciales et aucun gouvernement démocratique ne saurait faire passer un projet comme celui-là. Le gouvernement pourra faire ce qu'il voudra avec \$5,000,000 et c'est le peuple qui paie.

Comme représentants du peuple, les députés ont le droit et le devoir d'exercer un contrôle sur les dépenses publiques et, avec le présent bill, nous ne pourrions contrôler la dépense des \$5,000,000 en question.

Dans une assemblée tenue à Sainte-Edwidge, lors des dernières élections partielles dans le comté de Compton, le ministre des Travaux publics aurait dit aux électeurs que s'ils votaient pour le candidat de l'Union nationale, le gouvernement paierait 100 % du pont Ladouceur, sinon la municipalité devrait le construire seule.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) (Bondissant) soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais prononcé de telles paroles, dit-il, et je demande que le député de Berthier soit forcé de se rétracter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'Orateur fasse retirer ces paroles au député de Berthier (M. Sylvestre).

M. l'Orateur demande au député de Berthier (M. Sylvestre) de retirer ses paroles.

M. Sylvestre (Berthier): Il s'agissait d'une assemblée contradictoire à laquelle il participait.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le député de Berthier doit prendre ma parole.

M. Drouin (Abitibi-Est): La parole du député de Berthier vaut celle du ministre des Travaux publics.

M. Caron (Maskinongé): Le député de Berthier doit prendre la parole du ministre des Travaux publics. J'assistais à l'assemblée de Sainte-Edwidge et le ministre n'a jamais prononcé les paroles qu'on lui impute. Ces paroles, c'est moi qui les ai prononcées et je dois ajouter que j'ai été vertement réprimandé par mes chefs.

M. Sylvestre (Berthier): Si le député de Maskinongé (M. Caron) veut prendre la responsabilité de telles paroles et permettre au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) d'en sortir, je n'ai pas d'objection à en décharger le ministre, je retire ce que je lui ai dit. Le projet de loi à l'étude permettra justement de faire au peuple des discours comme celui qu'a prononcé le député de Maskinongé.

M. l'Orateur met l'amendement aux voix.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) réclame la parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de se lever pour continuer le débat alors que l'Orateur est déjà debout.

Des députés de l'opposition réclament le droit de parole pour le député de Vaudreuil-Soulanges.

M. l'Orateur: J'ai soumis l'amendement à la Chambre et le débat est clos sur l'amendement. Que le député de Vaudreuil-Soulanges prenne son siège.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Bâillon! Bâillon! Bâillon!

Des députés de l'opposition protestent.

M. l'Orateur: Le député de Vaudreuil-Soulanges aura sûrement d'autres occasions pour s'exprimer. Qu'on appelle les députés.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 24.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque,

Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):

Quatre-vingt-dix pour cent²³ des ponts de la province de Québec ont été construits par des gouvernements libéraux. Dans mon comté, les libéraux en ont construit 33 et l'Union nationale, deux seulement.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) est profondément injuste envers ses prédécesseurs en disant que c'est lui qui a tout fait. C'est injuste et inexact.

Avec les \$5,000,000 que la Chambre va lui donner, le ministre va-t-il construire le pont Valleyfield-Soulanges?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) garde le silence.

M. Sabourin: Avec les \$5,000,000 que le Chambre va lui donner, le ministre va-t-il construire le pont Valleyfield-Soulanges?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) garde le silence²⁴.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill 10 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. Roberge (Lotbinière): Où en sont rendues les négociations avec Ottawa au sujet de la voie carrossable du pont de Québec?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Elles sont très avancées. Une partie des argents provenant des \$5,000,000 pourra être employée à construire une deuxième voie carrossable sur le pont de Québec, si les pourparlers en cours sont fructueux.

M. Roberge (Lotbinière) veut des précisions.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il n'est pas d'intérêt public de révéler maintenant ce qui se passe.

M. Godbout (L'Islet): Ce serait là la première fois, sous un gouvernement responsable, qu'un ministre refuse de donner des réponses que les représentants du peuple ont le droit d'avoir. Nous avons le droit de savoir ce qui se passe. L'attitude du gouvernement est inconcevable. Le ministre des Travaux publics a parlé d'une deuxième voie carrossable sur le pont de Québec. Nous avons droit de savoir quelle entente il a faite avec Ottawa à ce sujet. Nous craignons, quand il ira à Ottawa, qu'il y laisse notre autonomie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition veut faire de l'obstruction avec le bill en discussion. Nous ne voulons pas dépenser l'argent du peuple à mauvais escient. Les questions du représentant de Lotbinière (M. Roberge) sont hors d'ordre. D'après les règlements, ces questions ne peuvent être posées et ne peuvent pas être répondues à ce stade-ci de la procédure, parce qu'en comité plénier, alors qu'on étudie le projet de loi article par article, on ne doit étudier que la rédaction de la loi. On ne peut suggérer des modifications au texte des articles, sans changer la substance. On n'a pas le loisir de l'amender à ce stage de la procédure.

M. Godbout (L'Islet): La prétention du premier ministre est absurde. Qu'est-ce que nous venons faire ici, si nous ne pouvons amender un bill en comité? En comité plénier, c'est le temps ou jamais de demander des explications.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Nous discutons actuellement d'une dépense de \$5,000,000; c'est important. Le premier ministre a déclaré cet après-midi qu'il n'y avait aucune différence dans le processus d'adoption entre une loi spéciale de crédit et le budget. S'il est indifférent de faire voter une loi spéciale ou d'inclure dans le budget le montant à dépenser, il faudrait au moins savoir à quel stage des procédures poser des questions pour obtenir des détails.

Au cours de l'après-midi, le premier ministre a dit qu'il n'aurait aucune objection aux questions. Je constate que les députés veulent poser des questions. Je demande alors au premier ministre quand doit-on les poser, les questions, si ce n'est pas en deuxième lecture ni en comité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement répondra à des questions raisonnables et raisonnées lorsque la Chambre étudiera en comité plénier la résolution mettant \$5,000,000 à la disposition de la loi que nous adoptons actuellement. On pourra poser des questions sur les projets du gouvernement.

M. Godbout (L'Islet): Les résolutions ne parlent pas d'ententes avec Ottawa; ils ne parlent que de la dépense de \$5,000,000. Le peuple a le droit de savoir, par l'intermédiaire de ses représentants, comment cet argent sera dépensé.

Des députés de l'opposition: Il ne sera pas question de voter en bloc un montant de \$5,000,000.

M. Bienvenue (Bellechasse): L'article 548 des règlements de la Chambre dit:

"Quand un bill public a pour objet direct et principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelques subventions en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou parties de quelque somme due à la couronne, la concession de quelques biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été

recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre." Il trouve étrange, ajoute-t-il, que les résolutions du bill n'aient pas été soumises avant la deuxième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) cite l'article 3 du bill qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Travaux publics à conclure avec des gouvernements, des organismes et corps publics, corporations, sociétés et personnes, toute entente qu'il juge opportune pour l'exécution de la présente loi.

"Lorsqu'une entente concerne une corporation municipale, celle-ci nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale possède tous les pouvoirs nécessaires pour la conclure et l'exécuter."

Le gouvernement ne donne pas sur le bill les renseignements suffisants. Si c'est le bâillon qu'on veut, qu'on le dise! Si c'est un rideau de fer qu'on veut faire tomber sur la Chambre, qu'on le dise. Le premier ministre semble avoir bien peur de répondre aux questions.

N'est-ce pas plutôt parce que le premier ministre ne veut pas admettre qu'il a enfin négocié une entente avec Ottawa? Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) voudrait fournir des renseignements, mais le premier ministre ne veut pas. Il empêche son ministre de parler. Il lui fait signe de se lever et il se lève. Il lui fait signe de s'asseoir et il s'assoit. Il est étrange qu'on nous refuse ces renseignements. Nous avons droit à ces renseignements et c'est en comité plénier que nous pouvons les demander.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a dit que c'était un petit bill de rien et l'opposition l'a discuté toute la journée.

M. Roberge (Lotbinière): Qu'est-ce que sa va être quand ce sera un gros bill?

(Rires à gauche)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La Chambre ajourne ses travaux afin de permettre aux députés membres du comité des bills publics de siéger.

2. *Le Canada* du 11 février 1948, à la page 3, écrit que les applaudissements éclatent jusque dans les galeries.

3. *Le Canada* du 11 février 1948, à la page 3, écrit le commentaire suivant à propos de cette remarque de M. Lorrain: "Devinant que cette affaire va attirer des épines à son chef, le ministre des Travaux publics commence par jeter des fleurs aux pieds de M. Duplessis, avec cette modeste dédicace: Au grand bâtisseur aux larges visions."

4. *L'Action catholique* du 11 février 1948, à la page 11, rapporte une version différente de ce passage: "on a vu disparaître peu à peu".

5. Alors que l'ensemble des journaux citent ce chiffre, le *Quebec Chronicle Telegraph* du 11 février 1948, à la page 2, rapporte celui de 400.

6. *L'Événement* du 11 février 1948, à la page 1, mentionne le montant de \$250,000,000.

7. Alors que l'ensemble des journaux rapportent cette somme, *Le Devoir* du 11 février 1948, à la page 10, cite de son côté le montant de \$9,000,000.

8. *La Patrie* du 11 février 1948, à la page 17 rapporte le montant de \$812,000 alors que *La Presse* du même jour, à la page 8, écrit qu'il s'agit de \$817,000.

9. Dans sa chronique publiée dans *Le Devoir* du 11 février 1948, à la page 1, André Laurendeau écrit le commentaire suivant à propos des plans d'ensemble: "Des "plans d'ensemble"? J'y ai mordu, j'y crois de moins en moins. On nous en a parlé à propos de colonisation et de voirie, de santé publique et de traverses à niveaux. À l'usage, on constate que le hasard continue d'être le grand maître: on procède suivant l'impression du moment. Il ne semble pas y avoir plus de plan d'ensemble que sur ma main."

10. *La Presse* du 11 février 1948, à la page 8, présente une version différente de celle retenue et qui ne peut logiquement s'insérer dans les propos de M. Casgrain: "on ne peut crier à l'incurie des gouvernements d'il y a 25 ans à l'effet qu'ils n'ont pas construit de ponts métalliques, puisqu'à cette époque, ça n'existait pas."

11. Alors que *L'Action catholique* du 11 février 1948, à la page 11, donne ces pourcentages, le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 18, rapporte ceux de 75 et 100 %

12. Alors que *La Patrie* du 11 février 1948, à la page 2, et *Le Soleil* du même jour, à la page 7, rapportent ce montant, *L'Action catholique* de la même journée, à la page 11, cite la somme de \$80,000,000. Pour obtenir les chiffres officiels, consulter l'*Annuaire statistique* du Québec de 1950, à la page 245.

13. Au sujet de ce montant, *Le Soleil* du 11 février 1948, à la page 7, mentionne celui de \$180,000,000 alors que *La Patrie* du même jour, à la page 2, rapporte celui de \$150,000,000. Pour obtenir les chiffres officiels, consulter l'*Annuaire statistique* du Québec de 1950, à la page 245.

14. Cette phrase est rapportée par André Laurendeau dans sa chronique publiée dans *Le Devoir* du 11 février 1948, à la page 1. M. Laurendeau dit qu'elle a été prononcée par un député libéral sans plus de précision.

15. M. Johnson (Bagot) est au fauteuil.

16. À ce montant cité par *Le Canada* du 11 février 1948, à la page 2, *Le Soleil* du même jour, à la page 7, oppose celui de \$226.

17. Dans son édition du 12 février 1948 en page 4, l'organe montréalais du Parti libéral, *Le Canada*,

écrit dans un éditorial le commentaire suivant au sujet de cette réplique de M. Duplessis: "Le député de Lotbinière (M. Roberge), qui exerce une vigilance toute particulière sur les manœuvres du gouvernement d'Union nationale contre le contrôle constitutionnel des dépenses par les représentants du peuple, a dit de dures vérités à M. Duplessis à ce sujet. Le premier ministre n'a pas trouvé d'autre réponse que celle de s'en prendre à la jeunesse et à la vigueur d'esprit de M. Roberge. C'est un argument "de vieillard malfaisant."

18. *La Patrie* du 11 février 1948, à la page 2, donne une autre version de ce passage: "De plus, les libéraux d'avant 1936, soit en 1932, se sont faits autoriser à dépenser, dans une autre circonstance, \$42,000,000 même pour la voirie".

19. Alors que *L'Action catholique* du 11 février 1948, à la page 11, rapporte ce montant, le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, fait mention de \$19,000,000.

20. Le *Montréal-Matin* du 11 février, à la page 3, souligne que M. Duplessis a commencé son discours à 5 h 40.

21. Dans cette version, rapportée par *L'Événement* du 11 février 1948, à la page 11, M. Bienvenue semble prudent dans son affirmation, alors que dans la version du quotidien *Le Soleil* du même jour, à la page 7, le député de Bellechasse est plus catégorique: "Le premier ministre a accordé sans soumission, sur simple lettre, un contrat pour un gros pont à Trois-Rivières."

22. Pour avoir plus d'informations au sujet de cet échange entre M. Duplessis et M. Leduc, le lecteur peut consulter la séance du 6 février 1948.

23. *Le Canada* du 11 février 1948, à la page 2 écrit qu'il s'agit de 99 %.

24. Cette scène est rapportée par *Le Canada* du 11 février 1948, à la page 2. L'organe du Parti libéral écrit que tous les yeux se tournent vers M. Lorrain. Le ministre des Travaux publics ne répond pas. M. Sabourin pose de nouveau la question. Nouveau silence ministériel.

Première séance du mercredi 11 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

J.-C. Lafond et P.-É. Filion

M. Jonhson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Jean Charbonneau

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean Charbonneau, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean Charbonneau, demandant l'adoption d'une loi relative à son admission comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 180 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;

- bill 168 modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie;

- bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights.

Le comité fait aussi rapport que le bill 115 constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec a été référé à votre honorable Chambre pour considération.

Le rapport est adopté.

Décisions de l'Orateur:

Dictaphone à l'Assemblée

M. l'Orateur: À une séance antérieure¹ l'honorable chef de l'opposition, lorsque les affaires du jour furent appelées, c'est-à-dire dès le début de la séance de la Chambre, a déclaré vouloir soulever une question de privilège et, après son discours, il a présenté une motion ainsi conçue:

"Que l'installation, dans l'enceinte de l'Assemblée, d'un dictaphone, contrôlé par un membre du gouvernement et réservé à l'usage exclusif d'un député, viole les droits de la Chambre prise comme corps, en plaçant les membres de celle-ci sur un pied d'inégalité."

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre à l'encontre de cette motion. Il a allégué: "que même si les faits invoqués par l'honorable chef de l'opposition étaient vrais, ce qu'il n'admet pas, il ne saurait être question de violation de privilège puisque ni les droits, ni la sécurité, ni la liberté des députés ne sont en cause."

Il a ajouté que le procédé adopté par l'honorable chef de l'opposition, s'il était reconnu, pourrait être invoqué par tous les autres députés de la Chambre et aurait, en conséquence, l'effet de paralyser tout le travail parlementaire.

J'ai étudié la question avec beaucoup de soin et j'en arrive aux conclusions suivantes:

L'article 193, qui a trait au privilège invoqué par l'honorable chef de l'opposition, est ainsi conçu:

"Est réputée question de privilège, toute question qui concerne les droits de la Chambre prise comme corps, sa sécurité, sa dignité ou la liberté de ses délibérations ou qui concerne les droits, la sécurité, la conduite ou l'honneur des députés considérés individuellement mais en leur qualité de membres de cette Chambre."

À mon avis, il serait puéril de prétendre que l'on viole les droits et les privilèges de la Chambre ou des députés, lorsqu'un député s'accorde certaines commodités qui ne portent pas atteinte aux droits, à la sécurité et à la liberté de la Chambre ou de ses membres.

L'honorable chef de l'opposition n'allègue pas et ne semble pas pouvoir alléguer que ce dont il se plaint, et dont l'existence n'est pas prouvée, nuit aux délibérations de la Chambre, soit en causant du bruit, soit en interrompant le travail de la Chambre, soit en empêchant les députés de parler et de donner leur opinion sur tous les sujets.

Pour ces motifs la question de l'honorable chef de l'opposition ne peut être considérée comme une question de privilège. L'on comprendra sans doute qu'admettre comme question de privilège des faits qui n'en constituent pas, retarderait trop souvent la passation des lois et l'adoption du budget qui sont les fins principales de tout système parlementaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est-il surpris de la décision de l'Orateur?

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 26.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Demandes de documents:

Salaires et fonctions de femmes fonctionnaires

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels sont, pour chacun des départements, commissions, offices, régies de l'administration provinciale, les noms et prénoms des personnes du sexe féminin qui reçoivent un salaire annuel supérieur à \$1,800?

2. Quel est le salaire de chacune desdites employées et quelles sont leurs fonctions respectives?

3. Quelles sont celles qui, en plus de leur salaire annuel et du boni de vie chère, ont retiré, au cours de l'année 1947, des gratifications ou allocations supplémentaires, et quel montant dans chaque cas?

Adopté.

Projets de loi:

Loi du Barreau

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Caron (Maskinongé) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi médicale de Québec

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Canal et usine hydroélectrique de Beauharnois

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 janvier 1948 inclusivement, relativement à l'exécution de travaux d'agrandissement au canal et à l'usine hydroélectrique de Beauharnois:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et Hydro-Québec, aucun de ses membres ou officiers;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations;

c) entre l'Hydro-Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations.

- une copie de tous contrats relatifs à l'exécution des travaux ci-dessus, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

- une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 janvier 1948 inclusivement, en rapport avec l'exécution desdits travaux.

Adopté.

Permis de coupe spéciaux

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste des permis de coupe spéciaux émis au cours

de l'année de calendrier 1947, en vertu de l'article 99 de la loi concernant les terres et forêts publiques, indiquant le nom du bénéficiaire, la quantité autorisée, l'endroit où de tels permis de coupe ont été accordés, et le montant de droits de coupe exigés.

Adopté.

Travaux de drainage

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des contrats d'entreprises intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

a) dans les comtés de Laprairie, Napierville, Châteauguay, Huntingdon, Drummond, Richmond, Wolfe, Nicolet, Mégantic, Lotbinière et Beauharnois, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1112 du 9 juillet 1947;

b) dans les comtés de Missisquoi et Iberville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1190 du 24 juillet 1947;

c) dans les comtés de Lévis, Bagot et Chambly, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1474 du 9 septembre 1947.

Adopté.

Cartier Construction Company (Route 54)

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique du rapport de l'ingénieur en chef du ministère de la Voirie, en date du 13 novembre 1946, relativement aux chemins qui donnent accès aux bancs de gravier utilisés par la Cartier Construction Company pour les travaux de son contrat sur la route numéro 54.

Adopté.

Route Québec-Laterrière-Chicoutimi

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le ministère de la Voirie, depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 28 janvier 1948 inclusivement, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Motions des députés:

Pensions de vieillesse

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 4 février 1948, sur l'amendement du représentant de Shefford (M. Choquette) à la motion du représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) proposant que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait amender la loi des pensions de vieillesse, afin que les personnes nécessiteuses, âgées de 65 ans, puissent bénéficier des avantages de cette loi.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier mot "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec apprécie l'augmentation des pensions accordées par le gouvernement actuel aux vieux et vieilles de la province et se déclare favorable à la mise en application du système de pensions de vieillesse qui conviendrait à notre province et qui rendrait pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles de la province qui sont âgés de 65 ans et plus."

M. Ross (Montréal-Verdun)²: Il s'agit là d'une déclaration de principe à la mode de l'Union nationale, bien vague et bien nébuleuse. Je crains fort qu'elle n'apporte pas grand soulagement à la détresse des personnes nécessiteuses de 65 à 70 ans qu'on veut secourir par la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel). La solution du problème, elle réside plutôt, à mon avis, dans la suggestion faite par l'honorable député de Saint-Sauveur dans sa motion principale, à l'effet "que le gouvernement provincial devrait amender la loi des pensions de vieillesse, afin que les personnes nécessiteuses, âgées de 65 ans, puissent bénéficier des avantages de cette loi". Mieux vaudrait amender la loi et donner effectivement la pension.

Nous avons, M. l'Orateur, une loi provinciale concernant les pensions de vieillesse, édictée au chapitre 1 du Statut 1 Édouard VIII, première session, et sanctionnée le 10 juin 1936, sous un gouvernement libéral évidemment. Le gouvernement provincial actuel devrait, à mon avis, présenter maintenant une législation destinée à amender cette loi dans le sens indiqué à la motion principale de l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Hamel), afin d'en faire bénéficier les personnes nécessiteuses âgées de 65 ans et plus. Quel serait le déboursé que devrait effectuer le Trésor provincial pour la mise en

application de cette législation sociale éminemment bienfaisante?

Nous trouvons au rapport intitulé *Mémoires du Dominion et des Provinces et Délibérations de la Conférence Plénière*, à la page 109, au Tableau II, qu'on prévoit devoir se trouver dans la province de Québec en 1948 quelque 24,330 personnes nécessiteuses âgées de 65 à 70 ans, qui pourraient bénéficier de l'amendement suggéré par le député de Saint-Sauveur. Quant au déboursé total que le Trésor provincial encourrait avec le projet du député de Saint-Sauveur, il s'élèverait, pour 1948, à quelque \$8,800,000 par année, à raison de \$30 par mois, par personne.

Ça ne prendrait qu'une faible partie des revenus considérables de la Commission des liqueurs, qui se sont chiffrés pour l'exercice fiscal clos le 31 mars 1947, aux items licences, permis, redevances et comptes de commerce, à \$29,715,051.10, pour payer ce surplus de pension aux vieux et aux vieilles de 65 à 70 ans. Cette commission a été instituée par les libéraux comme compléments à une autre grande loi libérale, celle de l'assistance publique.

(Applaudissements à gauche)

Un pareil déboursé n'occuperait que peu de place dans un budget de \$141,990,457 tel que prévu pour l'exercice fiscal se terminant le 31 mars 1949? Si le gouvernement provincial trouve trop élevé la somme de quelque \$8,800,000, alors qu'il se hâte de conclure une entente avec Ottawa sur l'assistance à apporter aux personnes nécessiteuses âgées de 65 à 70 ans. Le gouvernement fédéral, conformément à la proposition formelle, a déjà annoncé qu'il était prêt à payer la moitié du coût de pareilles pensions aux vieillards de 65 ans et plus. Cela aurait pour effet de faire baisser, pour l'année 1948, la part du Québec à quelque \$4,400,000.

Le gouvernement provincial devrait donc, à mon avis, amender la loi provinciale des pensions de vieillesse, et voter les argentés nécessaires afin que les personnes nécessiteuses, âgées de 65 à 70 ans, puissent bénéficier des avantages de cette loi, en attendant de conclure, dans le plus bref délai, une entente avec le gouvernement central sur l'assistance à apporter à ces personnes.

De nos jours, ils sont de plus en plus nombreux les vieillards des deux sexes de 65 ans à 70 ans qui ne peuvent plus gagner eux-mêmes leur vie et qui ne peuvent compter sur leurs proches pour assurer leur subsistance. Regardons les nécessiteux autour de nous, observons la vie actuelle, et nous comprendrons cela. Dans notre siècle de la vitesse,

du progrès scientifique, de la machinerie, l'emploi cesse à 65 ans. Les compagnies ferroviaires, les entreprises industrielles et commerciales mettent leurs employés âgés de 65 ans à la retraite. C'est tragique que des milliers de travailleurs soient congédiés à l'âge de 65 ans et qu'ils doivent attendre cinq ans avant de pouvoir recevoir leur pension de vieillesse. Quand l'emploi cesse, quand la possibilité de gagner cesse, je suis de ceux qui croient, en saine doctrine sociale, que l'État doit intervenir.

Nous n'avons pas le droit de régler le cas des personnes nécessiteuses de 65 à 70 ans en proclamant que c'est leur faute si elles n'ont pas économisé l'argent nécessaire au soulagement de leur vieillesse. C'est d'abord inexact dans la majeure partie des cas et toujours contraire à la charité. M. l'Orateur, parce que la motion de l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Hamel) contribuerait à instaurer dans la province de Québec une plus large mesure de justice sociale, de charité sociale, je suis absolument et totalement favorable à cette motion. Il demande à la Chambre d'écarter l'amendement nébuleux du député de Shefford (M. Choquette) et de voter la généreuse motion du député de Saint-Sauveur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Lorsque le débat a été amorcé, la semaine dernière, le député de Montmagny (M. Choquette) a parlé de telle façon que je me demande si la Chambre ne doit pas se réjouir de son absence. Le discours prononcé mercredi par le député de Montmagny était rempli d'inexactitudes, il a torturé les faits. Il a servi à la Chambre l'histoire romancée des pensions de vieillesse. Il (M. Sauvé) relève quelques propos du député de Montmagny.

Ce dernier, dit-il, et les libéraux ont placé le débat sur le terrain exclusivement électoral en dépit du fait que cette question intéresse au plus haut point les vieux et les vieilles de chez nous. Pour nos amis d'en face, la question des pensions a toujours été une occasion de verser dans le pur électoralisme. Alors que les pensions payées par le fédéral étaient appliquées dans toutes les provinces sauf la nôtre, en aucun moment nous n'avons vu ces gens se pencher sur les vieillards. Les libéraux deviennent sympathiques au sort des vieux et des vieilles seulement lorsqu'ils y voient un intérêt électoral à la veille des élections.

La loi des pensions de vieillesse est une loi fédérale votée en 1927, sous le gouvernement King, et laissant les provinces libres de se prévaloir de cette législation. Elle décrétrait que dans les provinces où

les gouvernements décideraient, par une loi concurrente, de se prévaloir des avantages de la loi fédérale, les pensions seraient payées à parts égales par la province et le fédéral, c'est-à-dire 50 % pour chaque partie. En 1931, le gouvernement Bennett amendait la loi afin de porter à 75 % la contribution d'Ottawa.

Mais de 1927 à 1936, soit pendant neuf ans, nos amis d'en face, qui étaient au pouvoir à Québec, ont toujours refusé de profiter de cette loi. Les libéraux ont, en toutes circonstances, manifesté par leurs discours et leurs actes le sentiment que, pour eux, la question des pensions était une question électorale. Ils ont clairement démontré que le sort des vieillards ne les préoccupait pas. Nous avons entendu le premier ministre d'alors, M. Taschereau, chef du leader actuel de l'opposition, affirmer que les vieillards de chez nous devaient se contenter de la charité publique, qui était assez bonne pour eux. Des motions consignées dans les *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative attestent leur sentiment à ce sujet.

Pendant ce temps là, le fédéral a versé un montant de \$93,000,000 aux vieillards des autres provinces. Et comme nous payions environ le tiers des taxes perçues par Ottawa, la contribution de la province de Québec sur ce montant a été de \$31,000,000. En d'autres termes la province de Québec pendant neuf ans a payé \$31,000,000 aux vieux et aux vieilles des autres provinces, tandis que les vieillards de chez nous devaient se contenter de la charité publique, à cause de l'inertie des libéraux. D'après les officiers de la Commission des pensions de vieillesse, les vieux et les vieilles de la province de Québec ont perdu un montant de \$45,000,000 en pensions parce que, de 1927 à 1936, la province n'a pas voulu contribuer à l'application de la loi fédérale.

Le député de Montmagny (M. Choquette) a intentionnellement dénaturé les faits lorsqu'il a dit que les pensions de vieillesse ont été appliquées par un régime libéral provincial dans le Québec. Les libéraux disent que ce sont eux qui ont passé la loi de 1936. La loi provinciale des pensions fut sanctionnée le 10 juin 1936. Le député de Montmagny (M. Choquette) s'est bien gardé de le mentionner. Qui ne se souvient des événements d'alors, du climat qui baignait la Chambre et de l'atmosphère qui régnait alors dans notre monde politique quand cette loi a été sanctionnée? Ce jour-là, un grand caucus libéral précédait la débâcle qui se produisit le lendemain, 11 juin.

Écrasé sous les dénonciations de l'enquête des comptes publics, ils devaient quitter

ignominieusement le pouvoir. Mais à la toute dernière minute, avant de s'en aller, les libéraux se sont rendus aux demandes pressantes du chef de l'opposition d'alors, le premier ministre et chef de l'Union nationale d'aujourd'hui. Ils se sont imaginés qu'ils réussiraient peut-être à faire oublier leur inqualifiable incurie en se cramponnant à une loi fédérale. Voilà pourquoi ils faisaient sanctionner le même jour une loi qui appliquait la loi fédérale dans la province.

Ils ont été forcés de voter la loi par la crainte de l'enquête des comptes publics. Encore une fois, ils ne l'ont fait que pour souci électoral, tentant à la dernière extrémité de sauver un régime décrépît. Ils l'ont fait sanctionner dans la crainte et la peur de l'électorat. Mais même avec cela, ils n'ont posé aucun geste pour la mettre en exécution. Aucun chèque n'a été payé par le gouvernement. Les premiers chèques aux vieux, en vertu de la loi des pensions de vieillesse, ont été payés le 1^{er} novembre 1936 par le gouvernement de l'honorable premier ministre, c'est-à-dire moins de trois mois après l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Ce sont là des faits incontestables. Et il faut avoir du cynisme pour essayer de faire croire à la population que ce sont les libéraux qui ont donné les pensions aux vieux et aux vieilles de chez nous. C'est donc là une œuvre de l'Union nationale.

Et lorsqu'en 1939 les libéraux reprirent le pouvoir, ils ont fait preuve pour une fois de constance et de logique dans leurs idées. En reprenant le pouvoir, ils maintenaient leur attitude hostile d'antan aux vieillards. Ils se sont empressés de diminuer le nombre des pensionnaires et de réduire le chiffre de la pension qu'on payait alors aux vieillards. Le ministre qui avait juridiction sur les pensions, aujourd'hui le juge Edgard Rochette, ordonna la tenue d'une enquête, après quoi il annonça que le montant des pensions serait réduit. Il donnait comme motif de sa décision que les vieillards s'étaient parjurés en faisant leur demande. Non contents de leur geste mesquin, ces gens-là lançaient à la figure de nos vieux et de nos vieilles l'insulte et le déshonneur!

Dès le mois de février 1940, la réduction des pensions était décidée. Et en l'espace de dix mois, cette année-là, les pensions étaient réduites d'un montant total de \$104,000 par mois. En l'espace de cinq ans, c'est-à-dire de 1939 à 1944, les libéraux ont fait perdre aux vieux et aux vieilles de la province un montant total de \$2,594,570³.

Voilà comment se conduisaient et comprenaient leur devoir pour les vieillards de chez

nous ceux qui se proclament hypocritement aujourd'hui les champions des pensions de vieillesse! Leur attitude actuelle n'est que la confirmation de leur attitude passée.

Il est vrai qu'à la conférence fédérale-provinciale d'Ottawa, le gouvernement fédéral a offert de réduire à 65 ans l'âge des pensionnaires et de payer des pensions aux nécessiteux de 65 à 70 ans à condition que les provinces en paient 50 %. Nous avons refusé évidemment pour deux grandes raisons.

(Applaudissements à droite)

Le fédéral a posé deux conditions inacceptables, soit que les provinces consentent à imposer chez elles une capitation de \$15⁴ par personne et une augmentation de 5 % dans l'impôt sur le revenu. La province de Québec et d'autres provinces se sont élevées contre ces deux propositions qui démontraient que l'intention du fédéral d'abaisser l'âge des pensionnaires n'était qu'un trompe l'œil. L'opinion du Québec a prévalu à la conférence et les pensionnaires de toutes les provinces en ont profité. La législation est restée uniforme à 70 ans dans toutes les provinces.

La motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) n'est pas exécutoire. Le gouvernement n'a pas le pouvoir d'amender une loi. Ce n'est pas le pouvoir exécutif, mais le pouvoir législatif, c'est-à-dire les Chambres, qui seul peut faire et modifier une loi. Et surtout, ni la Législature ni le gouvernement de la province de Québec ne peuvent amender la loi fédérale des pensions de vieillesse en décidant que les pensions seront payées aux personnes de 65 ans, même pas pour faire plaisir aux députés libéraux qui ont hâte de faire tout leur possible pour aider les personnes âgées et impuissantes, pour des fins électorales.

La loi fédérale stipule que les pensions seront payées à l'âge de 70 ans, et cela s'applique à toutes les provinces. Voilà pourquoi la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) ne peut-être acceptée; c'est qu'elle exprime le vœu que la province amende la loi afin d'abaisser à 65 ans l'âge des pensionnaires. Par contre, l'amendement du député de Shefford (M. Choquette) reprend le vœu exprimé dans la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) en le rendant exécutoire. L'amendement demande que l'Assemblée législative se déclare favorable à la mise en application d'un système de pensions qui rendrait pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles de 65 ans.

Voilà une expression d'opinion acceptable et qui doit être consolante pour les personnes âgées de la province. Et, de plus, l'amendement tient compte

d'un fait notoire, c'est que, depuis 1944, nous avons augmenté les pensions des vieillards. La pension est maintenant de \$30 par mois.

L'un des partis, celui de gauche, s'est toujours désintéressé du sort des vieillards et a saboté la législation de 1936 qui leur accordait une pension; l'autre, celui de droite, a été le premier à leur rendre justice et n'a négligé aucune occasion d'élargir les cadres de la loi pour que nos vieux et nos vieilles soient traités plus généreusement, encore. L'attitude passée de l'Union nationale est un sûr garant que les vieillards recevront encore du gouvernement actuel toute la mesure d'équité et de générosité à laquelle ils ont droit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le discours du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) me désappointe fort et a désappointé bien des vieux. Quand j'ai vu qu'il se levait sur cette question, j'ai pensé qu'il allait nous annoncer la décision du gouvernement de donner les pensions à partir de 65 ans. Il ne l'a pas fait. Je réalise maintenant que les vieillards n'auront jamais la pension à 65 ans tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir. Il faudra que cet ennemi, le gouvernement fédéral, change sa loi.

Ce sont les libéraux qui ont donné les pensions aux vieux, le 10 juin 1936, le gouvernement libéral était encore au pouvoir à Québec. J'admets que M. Taschereau, qui a laissé sa marque dans notre histoire et pour lequel j'ai toujours eu et pour qui j'ai encore beaucoup d'admiration, ne comprenait pas la nécessité des lois sociales comme nous les comprenons aujourd'hui. Il était probablement d'un autre âge, tout comme le premier ministre actuel. Car le premier ministre a été contre les pensions de vieillesse et contre les lois sociales jusqu'à ce qu'il ait été contraint d'accepter le programme de son ancien allié, M. Paul Gouin, de l'Action libérale nationale.

Ce n'est que pressé par son ambition politique qu'il a fini par accepter ce programme qui prévoyait la pension de vieillesse. Il y était tellement opposé que son ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) le dénonçait. Dans une lettre écrite par le ministre à M. Camillien Houde le 17 septembre 1933, celui-ci disait que le premier ministre n'avait pas le sens social et qu'il se servait de son autorité pour s'opposer à ces mesures. C'est donc sous la pression de l'électorat qu'il a changé d'attitude.

Mais depuis ce temps-là, dit-il, les tenants de l'Union nationale ne cessent de faire de la politique avec la loi des pensions de vieillesse. Ces gens-là n'ont pas fait une élection sans faire semblant de s'apitoyer sur le sort des vieillards.

Les libéraux avaient déjà organisé en 1936 le mécanisme nécessaire au paiement des pensions. Dès le début de l'été, des vérificateurs avaient été envoyés dans la province pour dresser la liste des vieillards qui méritaient une pension. Quand le premier ministre a pris le pouvoir au mois d'août 1936, il s'est empressé de mettre les vérificateurs dehors et de refuser de les payer.

Le premier ministre devrait donner à la Chambre une démonstration. Je suppose que le député de Dorchester (l'honorable M. Bégin) est l'ingénieur du son, les députés de la droite sont tous des suiveurs et le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) est le bruiteur⁵.

Je voudrais que tous les vieux et les vieilles de la province aient vu la Chambre la semaine dernière lorsque nous avons réclamé des pensions à partir de 65 ans. Ils auraient vu que toutes les banquettes ministérielles étaient vides et qu'on ne s'occupe pas d'eux. On n'en s'en occupera qu'aux prochaines élections. Le premier ministre rit, mais il aura des sanglots dans la voix pour dire aux vieux combien il les aime durant la prochaine campagne électorale.

Tout le monde sait que le gouvernement ne peut pas amender une loi. Ce n'est pas ce que réclame le député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Ce qu'il demande, c'est que le gouvernement soumette aux Chambres une loi provinciale qui affirmerait l'autonomie du Québec et qui accorderait le paiement des pensions aux vieux à partir de 65 ans. Les vieux de chez nous ont droit aux mêmes avantages que ceux des autres provinces. Mais depuis le discours du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, nous sommes renseignés. Nous savons maintenant que les vieux de 65 à 70 ans n'auront pas de pensions, car une telle loi ne sera jamais adoptée par le gouvernement actuel.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a dit que, pendant neuf ans, le gouvernement libéral a privé la province de \$39,000,000 de pensions de vieillesse. Combien de millions le premier ministre enlève-t-il à sa province en refusant de s'entendre convenablement avec le fédéral? Les électeurs sont fatigués de ce régime de terreur et de tyrannie et le peuple attend avec anxiété l'heure de la délivrance. L'électorat commence à voir clair, il se rend compte que l'autonomie n'est qu'un vain mot pour capter des votes. L'autonomie du premier ministre, c'est une manifestation de haine contre le gouvernement fédéral, une machine électorale pour tenter de renverser M. King et M. Saint-Laurent.

(Applaudissements à gauche)

Que les vieux ne perdent pas confiance parce que l'heure de la délivrance approche. Dans quelques mois, nous serons au pouvoir et c'est le chef de l'opposition qui donnera à sa province la pension de vieillesse à 65 ans.

(Applaudissements à gauche)

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Il est très important d'augmenter les années de pension en diminuant l'âge de 70 à 65 ans, comme le demande la motion de l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Les vieux ont droit à cette amélioration de leur sort. Une pension, ce n'est pas de la charité. Celui qui a bien servi sa province ou son pays y a droit. Le désespoir guette les pauvres gens qui souffrent et que nous devons soulager.

Depuis 25 ans, le machinisme a considérablement modifié notre mode de vie. Un excellent homme de métier, au début du présent siècle, peut avoir de la difficulté à gagner sa vie, aujourd'hui. À 65 ans un homme ne peut plus trouver de travail à faire et s'il n'a pas de pension, il est voué à la misère et au désespoir. Il appuie fortement la motion, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! C'est une loi fédérale et nous n'avons pas le droit de faire un long débat sur les pensions.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Les menaces ne nous effraient pas, nous les libéraux. Nous ne cesserons de réclamer tant que le gouvernement ne rendra justice aux vieux.

(Applaudissements à gauche)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le ministre des jeunes (l'honorable M. Sauvé) n'est pas sincère pour les vieux. L'Union nationale n'est jamais sincère. De 1936 à 1939, et avant les élections générales provinciales, les inspecteurs des pensions de vieillesse de l'Union nationale en ont fait des belles à Montréal et mes anciens collègues du conseil municipal de Montréal savent ce qui s'est passé. Le gouvernement ne l'Union nationale a offert des pensions à une foule de gens qui n'y avaient pas droit.

On parcourait nos divisions électorales et les enquêteurs nommés par le gouvernement ont fait faire de fausses déclarations à des vieux et vieilles de mon comté pour qu'ils obtiennent les pensions de vieillesse.

Ainsi, par exemple, on faisait signer des déclarations même à des gens à l'aise, à des personnes qui possédaient des propriétés de \$2,000 et qui n'avaient pas le droit de toucher ces pensions,

à l'effet qu'elles ne possédaient rien. On leur disait: "Faites serment, votez pour l'Union nationale et vous aurez une pension." C'est ainsi qu'il a été payé indûment des sommes à des gens qui n'avaient pas besoin de pensions de vieillesse.

Des députés ministériels protestent.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle), qui était conseiller municipal, doit se rappeler tout cela, peut-il nier mon affirmation? Je regrette qu'il s'éloigne de la Chambre.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Je reviens tout de suite.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le total des pensions a diminué sous le régime libéral, parce qu'en 1940, la Commission des pensions a voulu s'en tenir à la loi, et il s'est trouvé des gens de chez nous qui furent mal pris, de par la faute des enquêteurs de l'Union nationale qui les avaient incités à signer de fausses déclarations. Ils ont dû plus tard remettre les sommes qu'ils avaient touchées indûment par la faute des enquêteurs de l'Union nationale.

Il appuie fortement la motion de son collègue de Saint-Sauveur (M. Hamel), car il est en faveur qu'une pension soit payée à tous les citoyens à partir de 65 ans. Le gouvernement devrait légiférer dans ce sens, dit-il, car ce serait là une œuvre de justice sociale. À Montréal, il existe présentement une tendance au chômage et il est plus urgent que jamais de s'occuper des vieux et des vieilles. À Montréal, les grandes corporations et le gouvernement provincial s'entendent pour ne pas donner de travail aux hommes âgés. La Fédération des œuvres de charité est obligée d'augmenter son objectif. Au nom de la métropole du Canada, je demande à la Chambre de voter à l'unanimité cette motion.

Le gouvernement s'est servi de la question des pensions de vieillesse pour faire de la politique. Il est temps, M. l'Orateur, qu'on mette l'autonomie provinciale de côté pour s'occuper d'œuvres sociales au bénéfice de la population⁶. Que le premier ministre fasse un petit sacrifice et cesse de parler d'autonomie électorale. Si le chef de l'Union nationale mettait de côté ses chicanes avec le pouvoir central, il serait facile d'améliorer le sort des vieux et vieilles, et Ottawa passerait une loi pour diminuer l'âge des pensions à 65 ans.

(Applaudissements à gauche)

M. Roberge (Lotbinière): Je m'attendais à ce que le gouvernement, à la suite de son amendement, dise quel système de pensions conviendrait à la province. Si le gouvernement de l'Union nationale ne peut à brève échéance s'entendre avec Ottawa et n'est pas prêt à conclure une entente, il devrait au moins amender la loi des pensions de vieillesse et lui-même payer des pensions, de façon à faire bénéficier des allocations ceux qui ont atteint l'âge de 65 ans. Le gouvernement devrait trouver moyen d'appliquer une partie de son revenu de \$150,000,000 à améliorer le sort des vieillards nécessairement des villes et surtout des campagnes.

La chose a été faite en certains cas. Le ministère de la Colonisation reconnaît le principe de paiement des pensions pour les vieillards de moins de 70 ans, pour les inciter à demeurer à la campagne, et en pays neufs, dans leur famille. Le même principe devrait être accepté partout. Il demande de modifier la loi provinciale dans ce sens, dit-il.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a rien révélé des projets du gouvernement et il n'a pas éclairé la Chambre. Le fédéral a offert aux provinces de payer des pensions aux nécessiteux dès l'âge de 65 ans. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse le reconnaît aujourd'hui, mais il ajoute: "Nous ne pouvons pas pour deux raisons graves." Le fédéral a offert plus qu'une collaboration pour les pensions de vieillesse.

Le premier ministre d'Ontario (M. Drew) a soulevé une question de privilège à la conférence d'Ottawa, lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, prétendant qu'on voulait imposer une taxe de capitation. Le fédéral n'a jamais songé à imposer une taxe pour payer la pension aux vieillards.

M. Brooke Claxton (ministre de la Santé et du Bien-être social fédéral) a nié qu'il fut question d'obliger les provinces à imposer une capitation spéciale pour aider Ottawa à financer son programme de sécurité sociale. Il a dit qu'il ne pouvait être question que de taxe sur le revenu mais pour un plan complet de sécurité sociale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si mon honorable ami (M. Casgrain) le permet, j'affirme sans crainte d'être contredit qu'au moment où les autorités fédérales proposaient de réduire les taxes, elles parlaient d'imposer une taxe spéciale sur le revenu de 5 % qui devait rapporter \$175,000,000 par année. Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le rapport des séances secrètes de la conférence fédérale-provinciale. Je lui dirai que M. Claxton m'a

parlé de fixer même pour les provinces une capitation de \$10 par tête pour rencontrer leurs dépenses. Je lui ai répondu que Québec n'accepterait jamais cela. Je me suis opposé à ce système.

M. Roberge (Lotbinière): Le premier ministre a peut-être dit cela à M. Claxton, mais ce n'est pas dans le rapport officiel de la conférence. Le rapport dit absolument le contraire de ce qu'affirme le premier ministre. M. Claxton a nié avoir parlé de taxe de capitation. Pour être honnête, je reconnais que dans les délibérations, il a été question de modalités de taxes, mais il n'était pas question d'une taxe spéciale pour payer \$20,000,000 de pensions. Il s'agissait d'un plan général de sécurité sociale et non pas uniquement pour les pensions de vieillesse. À ce moment, on a parlé d'appliquer à cette mesure une partie de l'impôt sur le revenu. Mais nous voulons des pensions pour les nécessiteux à 65 ans. Inutile d'imposer 5 % du revenu pour payer les pensions de vieillesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les propositions du fédéral formaient un tout et ne pouvaient être changées.

M. Roberge (Lotbinière): Les propositions ont cependant été modifiées plusieurs fois. Je vais poser une question au premier ministre, une question claire et directe. Supposons que le fédéral, au cours de la présente session, décidait d'amender sa loi des pensions de vieillesse, de façon que l'allocation soit payée aux vieux et aux vieilles de 65 ans, à condition que les provinces souscrivent 50 % aux nouvelles pensions, que ferait le gouvernement de Québec? Est-il prêt à collaborer et à payer l'autre 50 %?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement fédéral fait adopter à la présente session parlementaire une loi pour donner la pension de vieillesse à 65 ans et s'il est disposé à payer 50 % du coût des pensions pour les vieillards nécessairement de 65 à 70 ans qui ont maintenant droit à recevoir une telle pension, dans ce cas le Québec sera prêt à adopter une loi similaire ici dans le but d'être en mesure de faire la même chose. Le gouvernement provincial collaborera⁷ et paiera avec grand plaisir l'autre 50 % pour les faire bénéficier de l'allocation, pourvu que les droits de la province soient sauvegardés.

(Applaudissements à droite)

M. Roberge (Lotbinière): C'est un gros point de gagné pour les vieux. Si la loi fédérale n'est pas amendée, la province ne fera rien? Mais en

attendant, il me semble qu'avec un budget de \$150,000,000, le gouvernement provincial a les moyens de venir en aide aux vieillards nécessiteux âgés de moins de 70 ans qui en ont besoin non seulement dans les villes mais surtout dans nos campagnes.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Le député de Lotbinière admettra que les pensionnaires qui ont été coupés de la liste de 1939 à 1944 l'ont été par les enquêteurs.

M. Roberge (Lotbinière): De 1939 à 1944, j'ai exercé la profession de journaliste, puis celle d'avocat, et je ne puis répondre à cette étrange question.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Le député de Lotbinière veut-il dire que lorsqu'il était journaliste, il était mal informé?

M. Roberge (Lotbinière): Je n'avais pas mission de suivre les enquêteurs.

M. Robidoux (Richelieu) n'est pas contre l'augmentation des pensions de vieillesse, mais d'après lui, il est encore plus important de réduire l'âge des bénéficiaires que d'augmenter le chiffre de la pension. Il favorise le système de pensions à l'âge de 65 ans. Un homme qui a peiné toute sa vie, dit-il, a droit à l'aide de son gouvernement quand il arrive à l'âge de 65 ans. La pension à cet âge est une récompense bien méritée. Il est devenu presque impossible à un homme de 65 ans de se placer.

Il fait un éloge des ouvriers de Sorel et des cultivateurs de son comté. C'est leur vœu, dit-il, que j'exprime en souhaitant que le gouvernement se rende au désir de la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) et donne la pension à 65 ans. Ceux qui connaissent l'histoire de leur pays savent que la loi des pensions de vieillesse est une loi libérale. Après l'engagement que vient de prendre le premier ministre, j'espère que le gouvernement s'entendra avec le fédéral au moins sur ce point.

(Applaudissements à gauche)

Trop souvent, dit-il, les époux qui ont vécu, peiné et passé ensemble une vie de bonheur sont séparés sur leurs vieux jours quand ils entrent à l'hospice. On ne devrait pas séparer ces couples.

M. Drouin (Québec-Est) approuve la motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Les gens de

65 ans sont rejetés par l'industrie au moment où ils ont encore une famille à faire vivre et des charges à supporter. La motion propose une loi provinciale et une telle loi ne peut être introduite en Chambre que par un membre du gouvernement, car un député ne peut pas présenter de loi comportant une dépense de deniers publics. C'est la raison pour laquelle la motion du député de Saint-Sauveur demande au gouvernement de présenter cette loi. Le gouvernement emploie un moyen dilatoire pour faire un enterrement de première classe à la proposition du député de Saint-Sauveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Québec-Est (M. Drouin) d'ajourner pour permettre aux ministres d'assister à une séance du Conseil exécutif.

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous en avons assez d'entendre des discours plats. Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et quart ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45⁸.

Deuxième séance du 11 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Succession de Joël Lanctôt

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 118 concernant la succession de Joël Lanctôt.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sir George Williams College

M. Rennie (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Rennie (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Comité de la Maison des étudiants canadiens à Paris

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Raymond Maher

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Maher à l'étude du droit.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Mary Everett

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi constituant en corporation La Survivance

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Châteauguay Heights

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Naturopathes

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

Commission métropolitaine

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 178 accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué.

La Commission Métropolitaine de Montréal demandait un amendement à sa charte pour créer un comité comptant des représentants de toutes les municipalités de l'île de Montréal pour étudier la possibilité de centraliser certains services publics métropolitains, tels que les départements de santé, du feu et de l'aqueduc, qui sont présentement exploités par chaque municipalité.

Comme la Commission métropolitaine est un organisme important, dont la constitution et les activités soulèvent de nombreux problèmes, étant donné aussi que la question du tramway, qui intéresse la Commission métropolitaine, sera soumise à un tribunal d'arbitrage et que nous avons beaucoup d'ouvrage à cette session-ci, nous avons cru à propos de ne pas considérer ce bill cette année. Nous donnerons ainsi le temps aux promoteurs et à tous les intéressés d'étudier plus à fond les amendements à la charte.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Charte de Noranda

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cadillac

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 relatif à la constitution

en corporation de la ville de Cadillac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Lac-Saint-Joseph-Est

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Prospérité

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 constituant en corporation La Prospérité, société de secours mutuels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ratification de règlement et contrat pour Montréal-Est

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Matane

M. Pelletier (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Bergeron (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à Pointe-Claire

M. Johnson père (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Plage-Laval

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Église canadienne de la Pentecôte

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 182 constituant l'Église canadienne de la Pentecôte comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec, ayant été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés

leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Motions des députés:

Pensions de vieillesse

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné à la séance précédente, sur l'amendement du représentant de Shefford (M. Choquette) à la motion du représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) proposant que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait amender la loi des pensions de vieillesse, afin que les personnes nécessiteuses, âgées de 65 ans, puissent bénéficier des avantages de cette loi.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier mot "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec apprécie l'augmentation des pensions accordées par le gouvernement actuel aux vieux et vieilles de la province et se déclare favorable à la mise en application du système de pensions de vieillesse qui conviendrait à notre province et qui rendrait pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles de la province qui sont âgés de 65 ans et plus."

M. Drouin (Québec-Est) cite une partie de la chronique l'"Opinion Libre" publiée dans *Le Soleil* par M. Eugène L'Heureux qui écrit que, si les vieillards nécessiteux n'ont pas encore de pension à 65 ans, c'est parce que le gouvernement de Québec ne veut pas s'entendre avec le gouvernement d'Ottawa.

Il faut, dit-il, une amélioration dans la pensions de vieillesse en abaissant de 70 à 65 ans l'âge auquel on peut recevoir le recours de l'État.

M. Côté (Rouyn-Noranda) approuve la motion du représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) et réclame le paiement des pensions à 65 ans. L'amendement ne comporte rien de pratique, dit-il, et n'aidera pas à la solution du problème.

M. Lemieux (Beauharnois) demande au gouvernement de se montrer favorable à cette amélioration sociale que constitue le paiement de la pension à 65 ans. Il demande au premier ministre d'accepter la motion Hamel ou de poser un geste qui

en appliquera l'essentiel. Il y a moyen de s'entendre avec Ottawa, dit-il.

Si la Législature ne peut pas amender la loi fédérale, il y a une chose qu'elle peut faire immédiatement; c'est adopter une loi provinciale pour compléter l'autre en versant des pensions aux personnes âgées de 65 à 70 ans. La motion du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) me semble plus impérative, plus positive que l'amendement du député de Shefford (M. Choquette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Beauharnois (M. Lemieux) réalise donc que la motion principale n'est pas exécutoire.

M. Lemieux (Beauharnois): Mais l'amendement l'est-il davantage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Certainement. Par cet amendement, la Chambre se prononce en faveur d'un système de pensions à 65 ans conforme aux droits de la province, ce à quoi personne ne peut s'objecter. La motion ne parle que des vieillards nécessiteux tandis que l'amendement parle des vieillards sans distinction, sans spécifier les personnes miséreuses ou dans le besoin. Notre amendement contient beaucoup plus et est donc plus large que la motion. Les députés qui voteront contre l'amendement se prononceront contre le paiement de pensions dès l'âge de 65 ans.

M. Lemieux (Beauharnois): Dois-je comprendre qu'advenant l'adoption de l'amendement, le gouvernement va présenter une loi tout de suite après pour établir la pension à 65 ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'amendement constitue une demande de la Chambre au gouvernement. Le moyen de demander une mesure, c'est de voter l'amendement qui exprime l'opinion de la population du Québec et je ne vois pas comment la Chambre pourrait aller plus loin.

M. Lemieux (Beauharnois): Si le premier ministre promettait de passer une loi immédiatement, je voterais certainement l'amendement.

Des députés de l'opposition: Ne prenez pas de chance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous avez plus de garanties avec un gouvernement qui a payé les pensions de vieillesse trois mois après

être arrivé au pouvoir qu'avec un gouvernement qui a été neuf ans sans les payer.

M. Hamel (Saint-Sauveur) relève les principaux arguments qui ont été apportés au cours de la discussion. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a fait valoir aucune objection sérieuse à la motion, dit-il. On s'est contenté de critiquer les anciennes administrations. De telles allusions au passé reviennent trop souvent.

Je ne peux accepter l'amendement incomplet du député de Shefford (M. Choquette) qui ne veut rien dire et qui n'offre rien aux vieux tandis que ma motion a pour but de leur donner des pensions à 65 ans. L'amendement n'a qu'un but: empêcher le paiement des pensions à 65 ans, sous le prétexte que le gouvernement n'aurait pas le moyen de supporter ce surcroît de dépenses.

La situation a changé dans le pays depuis 15 ans et il est nécessaire aujourd'hui de poser des actes qui n'étaient peut-être pas nécessaires du tout à ce moment-là. C'est le cas des pensions pour les citoyens de 65 à 70 ans qui sont dans le besoin. Un député de la métropole a dit que 25 % des nécessiteux qui se présentent à l'assistance publique, à Montréal, sont des gens de 65 à 70 ans. Cela prouve qu'il y a lieu de faire quelque chose. Les libéraux donneront cette amélioration dès qu'ils reviendront au pouvoir⁹.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 26.

Les députés ministériels applaudissent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement jubile mais les vieux pleurent.

Ainsi, l'amendement est adopté et la motion se lit maintenant comme suit:

Que l'Assemblée législative de Québec apprécie l'augmentation des pensions accordées par le gouvernement actuel aux vieux et vieilles de la province et se déclare favorable à la mise en application du système de pensions de vieillesse qui conviendrait à notre province et qui rendrait pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles de la province qui sont âgés de 65 ans et plus.

Questions et réponses:

Dépenses de voirie publique

M. Dansereau (Argenteuil): En vertu de la loi 9 George VI, 1945, chapitre 37, intitulée: Loi concernant l'amélioration de la voirie publique et autorisant le gouvernement à dépenser \$30,000,000, combien le gouvernement avait-il dépensé au 15 janvier 1948?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): \$11,212,950.26.

Coût des routes Elgin et Saint-Pamphile-Saint-Adalbert (no 24)

M. Godbout (L'Islet): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il dépensé du 1^{er} avril au 31 mai 1947:

a) Pour l'ouverture de la route Elgin dans le comté de L'Islet?

b) Pour l'ouverture de la route no 24, reliant Saint-Pamphile à Saint-Adalbert?

2. À quelles personnes ou entrepreneurs ces sommes furent-elles payées, et quel est le montant payé dans chaque cas?

3. Quels furent, dans chaque cas, les dates et le nombre d'heures de travail accompli, chaque jour, pour chacune de ces dites personnes ou entrepreneurs, et quel fut le tarif à l'heure?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. a) \$534.50; b) \$120.

2. et 3. Route Elgin: Pour travail avec un petit tracteur Caterpillar R.D.4: payé à Rock River Lumber Company: \$102.50 pour 10 heures le 25 avril et 10½ heures le 26 avril 1947, à \$5 l'heure. Pour travail avec un gros tracteur Caterpillar R.D.7: payé à Gérard Lemelin: \$296.00 pour 8 heures le

24 avril, 15 heures le 25 avril et 14 heures le 26 avril 1947, à \$8 l'heure. Pour travail avec un gros tracteur International T.D.14: payé à J.-H. Blanchet: \$136 pour 10 heures le premier mai et 7 heures le 2 mai 1947, à \$8 l'heure.

Route no 24: Pour travail avec un gros tracteur Caterpillar R.D.7: payé à Gérard Lemelin \$120 pour 5 heures le 9 mai, et 10 heures le 10 mai 1947, à \$8 l'heure.

Contrats avec Cartier Construction Company

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Cartier Construction Company, depuis le 1er mars 1947, en plus de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi?

2. Dans l'affirmation, énumérer ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quels conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non.

Contrats avec Québec Paving Company

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Québec Paving Company, depuis le 1^{er} mars 1947?

2. Dans l'affirmative, énumérez ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quelles conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non.

Contrats avec Frontenac Construction Company

M. Francoeur (Montréal-Mercier): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Frontenac Construction Company, depuis le 1^{er} mars 1947?

2. Dans l'affirmative, énumérer ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quelles conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non.

Régent Côté

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Régent Côté a-t-il travaillé à l'entrepôt frigorifique de la rivière Trois-Pistoles?

2. Si oui, à quelle date a-t-il été engagé et est-il encore à l'emploi du gouvernement?

3. Quelles étaient ses fonctions, et quel salaire recevait-il?

4. Si M. Côté n'est plus à l'emploi du gouvernement, à quelle date a-t-il été remercié de ses services?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Oui.

2. 1^{er} mai 1947.

3. a) Assistant-mécanicien; b) \$90 par mois.

4. Le 1^{er} novembre 1947, il a discontinué son travail parce que ce travail n'est pas nécessaire pendant les mois d'hiver.

Motions des députés:**Salaires
des employés civils**

M. Chaloult (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement accorde immédiatement à ses employés, tant de l'intérieur que de l'extérieur, un traitement proportionnel à leurs obligations, à leur compétence et à leur travail.

Je veux plaider d'une façon très objective la cause des pauvres et sous payés fonctionnaires provinciaux, qui vivent avec la peur constante de perdre leur emploi. J'ai, à quelques reprises, traité ce sujet. Cette année, je l'ai étudié davantage. Je ne puis faire de patronage, mais je crois de mon devoir d'intervenir en faveur des fonctionnaires qui sont très nombreux dans mon comté.

Je n'ai pas l'intention de traiter la question au point de vue politique. Je formulerai des critiques parfois assez vives, mais je ne vise à atteindre ni le gouvernement actuel ni ceux qui l'ont précédé. Je m'en prends plutôt à un système qui est mauvais. Je veux donc traiter la question avec objectivité.

Les fonctionnaires, à cause de leur position spéciale, ne jouissent pas de la protection dont profitent d'autres classes de la société. C'est ainsi qu'ils ne possèdent pas le droit de grève. En vertu d'une loi de 1944¹⁰, on leur a interdit le droit de grève et l'affiliation aux unions syndicales. Cela les met dans une position gênante pour discuter de salaires et de conditions de travail avec leurs supérieurs.

On leur reconnaît leur droit à l'arbitrage, mais les arbitres sont formés de membres de la Commission du service civil. Il y en avait trois au début. Il y en a un aujourd'hui, ce qui est inadéquat. On peut donc dire que l'arbitrage n'est pas efficace.

Il est très difficile de se procurer des renseignements exacts sur la situation des fonctionnaires. Cependant, j'ai pu obtenir des renseignements dans un rapport préparé par la CTCC¹¹, dans une enquête faite dans *Le Devoir* par M. Pierre Laporte et dans diverses autres sources. Le fonctionnaire n'est pas libre. La plupart des fonctionnaires sont sous l'empire de la crainte; plusieurs m'ont fourni des renseignements en secret et j'ai même reçu de nombreuses lettres anonymes. Cela révèle un état d'esprit qui manifeste une espèce de contrainte. La défense de leur cause est, partant, difficile.

Il annonce qu'il parlera de la situation des fonctionnaires; des conséquences de la situation faite aux fonctionnaires et de quatre raisons de réclamer une augmentation pour les fonctionnaires. Légalement, dit-il, le traitement des fonctionnaires est encore basé sur une classification et une échelle de salaire qui datent de 1925¹², qui sont périmées.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est absolument faux. J'ai procédé moi-même à une classification au ministère du Travail. Deux cent mille dollars d'augmentation ont été accordés dans la seule année 1947, soit 240 augmentations de salaires.

M. Chaloult (Québec): Je ne nie pas cela. Je dis que le traitement est légalement basé sur la classification de 1925. Et si ça fait plaisir au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), je dirai en plus que l'Union nationale a fait des augmentations généreuses de salaires aux fonctionnaires. J'en parlerai plus loin.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est pas question de faire plaisir, mais de dire la vérité.

M. Chaloult (Québec): Qu'on me laisse au moins le temps de poser mes prémisses. En 1943¹³, on a passé une loi établissant la Commission du service civil.

Cette Commission était chargée de modifier la classification, mais la loi stipulait qu'en attendant, c'était la loi de 1925 qui serait appliquée.

Quand l'Union nationale a pris le pouvoir, elle a passé, en 1945, une loi pour modifier la loi établissant une Commission du service civil¹⁴. Cette loi prévoit qu'un comité sera formé pour réviser la classification et établir une échelle de salaires. On a nommé les membres de ce comité, MM. Laforce, Dionne et Wheelan, mais en attendant, c'était encore la loi de 1925 qui était en vigueur. Que se passe-t-il en pratique?

En pratique, il est très difficile d'obtenir des renseignements. D'après ce que j'ai pu savoir et d'après des enquêtes qui ont été faites, il semblerait très probable, sinon certain, que la moitié environ des 12,500 fonctionnaires, et 2,500 ouvriers payés par la province, ont reçu des augmentations et qu'ils ne sont donc plus sur l'échelle de 1925. Mais il faut également conclure que l'autre moitié des fonctionnaires, plus de 6,000, reçoivent un salaire généralement conforme aux tarifs et à l'arrêté ministériel de 1925 qui est périmé. On pourra me contredire. Je sollicite des renseignements.

J'ai dit qu'il y avait eu des augmentations. Les libéraux d'abord puis l'Union nationale ont accordé de généreuses augmentations de traitement. Elles ont été individuelles et par groupes. Dans certains cas, ces augmentations sont basées sur la compétence et le travail. Dans d'autres cas, les plus fréquents, malheureusement, ces augmentations ont été le fruit d'influences politiques. Les plaintes sont très nombreuses chez les fonctionnaires à ce propos.

On a favorisé des amis politiques à l'encontre de la compétence. Ceci s'est produit sous tous les régimes. Je veux garder la question hors de la politique. Quel est le sort des petits, des modestes, des humbles, de ceux qui n'ont pas l'avantage de connaître un ministre, un haut-fonctionnaire ou un organisateur politique? C'est leur cause que je veux plaider, celle des oubliés, qui font un travail consciencieux et efficace et qui ne sont pas rémunérés comme ils le méritent.

D'après une enquête faite par la CTCC en 1944, au 31 mars, 2,624¹⁵ employés, dans 24 services internes, recevaient un salaire moyen de \$1,759 par année. Sur cela, 27 %, soit 723 fonctionnaires, avaient des salaires de \$2,000 et plus, soit une moyenne de \$2,940; tandis que 72 %, soit 1,901 fonctionnaires, retiraient un salaire de moins de \$2,000, ce qui équivalait à un salaire moyen de \$1,302. Or, comme en 1944 il en coûtait \$1,820 par année à une famille moyenne de cinq enfants pour vivre, ces employés de la province recevaient \$500 de moins que le strict nécessaire.

Actuellement, selon l'enquête faite par M. Laporte dans *Le Devoir*, le salaire moyen serait de \$1,300. Mais pour arriver à ces chiffres, l'enquêteur exclut cependant certains gros salaires tels que ceux des sous-ministres, les chefs et sous-chefs de services, deux des employés qui ont été augmentés depuis 1946 et les favoris du régime qui ont reçu des augmentations.

En dépit des augmentations données aux fonctionnaires par le gouvernement libéral de 1939 à 1944 et par le gouvernement actuel, depuis 1944, les traitements, dans une grande partie des cas, surtout en ce qui concerne les fonctionnaires des palais de justice, par exemple, sont bien inférieurs au coût actuel de la vie. Donc le gouvernement devrait y voir dans un avenir rapproché.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) convient, dit-il, que les conditions des employés de la fonction publique peuvent être améliorées, mais le revenu du gouvernement doit être pris en considération. Le représentant de Québec (M. Chaloult)

sait-il que depuis 1944, depuis le retour de l'Union nationale au pouvoir, les salaires ont été considérablement augmentés? Nous avons augmenté les salaires des employés de la province d'au moins \$2,000,000 par année.

M. Chaloult (Québec): Je prends les renseignements que j'ai pu me procurer. Ces renseignements attestent que 75 % des fonctionnaires ne reçoivent encore qu'un salaire de \$1,500 à \$1,600¹⁶ par année, et je crois me montrer généreux; ils ne peuvent pas vivre avec des salaires si peu élevés en ces jours où le coût de la vie est si élevé. Nous sommes encore loin du strict nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-être, mais mon honorable ami devrait considérer aussi que les fonctionnaires de la province ont bien des avantages dont ils ne jouissaient pas auparavant et qu'ils ne trouveraient pas ailleurs. Le député de Québec (M. Chaloult) devrait tenir compte des pensions des fonctionnaires, des pensions à la veuve et des heures de travail. De plus, lorsque le gouvernement est entré en fonction, seulement 4,000 employés étaient couverts par une assurance gratuite, les primes étaient entièrement payées par le gouvernement et maintenant, l'ensemble des 12,000 employés sont protégés par des polices d'assurance. Le gouvernement a aussi incorporé le boni de vie chère dans le salaire, augmentant de ce fait les pensions. En décembre 1947, nous avons donné \$85,000 en portant le cadeau de Noël de \$3 à \$10.

M. Chaloult (Québec): Des pensions pour les veuves, c'est beau, mais avant de mourir, il faut tout de même bien vivre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plusieurs fonctionnaires ont reçu des offres alléchantes et ont préféré rester ici. C'est commode une pension. Moi je suis premier ministre et je n'en ai point de pension. Je connais mon honorable ami et je sais qu'il a assez de cœur que, s'il pouvait laisser \$1,000,000 à sa femme et à ses enfants, il serait heureux.

M. Chaloult (Québec): Je comprends que la sécurité est une grande chose, mais je veux vivre d'abord. Tout le monde doit admettre que les salaires des fonctionnaires, d'une façon générale, sont incontestablement trop bas. Surtout si on considère que le coût de la vie a pratiquement doublé depuis 1939. Cela veut dire que le salaire de ceux qui n'ont

pas reçu d'augmentation se trouve diminué de moitié. Il faut un équilibre entre le salaire et les besoins normaux de la vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas perdre de vue que la province paie actuellement en salaires aux employés civils annuellement environ \$32,000,000. Mais il y a l'impôt fédéral sur le revenu. Une grande partie des salaires est absorbée par le fisc fédéral. Le représentant de Québec sait-il que c'est surtout Ottawa qui profite des augmentations? Je ne veux pas ruiner la province pour favoriser Ottawa.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas l'intention de m'aventurer sur ce terrain. Je ne veux pas faire de politique avec cette question. J'attire spécialement l'attention du gouvernement sur les salaires payés aux fonctionnaires dans les palais de justice, particulièrement ceux de Québec et de Montréal, ainsi que sur les salaires payés dans les Conseils de l'instruction publique. Un grand nombre de fonctionnaires n'ont pas reçu d'augmentation et leur situation est intolérable. D'après mes informations, au Conseil de l'instruction publique, les fonctionnaires de langue française n'auraient pas reçu une augmentation correspondante à celle des fonctionnaires de langue anglaise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est inexact.

M. Chaloult (Québec): Les conséquences de cette situation sont d'après un rapport de 1946 de l'ancien président de l'Association des employés civils, M. J.-M. Delfosse, que les fonctionnaires ont diminué considérablement leurs épargnes et se sont endettés de façon alarmante, soit aux caisses populaires, soit envers des personnes qui les exploitent sans vergogne. Pareille situation nous a fait également perdre de nombreuses compétences au gouvernement. Combien d'ingénieurs, de techniciens d'expérience ont abandonné leur emploi parce qu'ils ne pouvaient gagner un salaire susceptible de les faire vivre?

Et malheureusement, plusieurs sont passés à l'emploi de grandes compagnies, souvent au service de l'étranger, qui les paient bien. Il faut ensuite songer au rendement; celui des fonctionnaires qui restent se trouve diminué. Un homme qui est aux prises avec des difficultés financières n'a pas la tranquillité d'esprit nécessaire pour faire un travail efficace. Croyez-vous qu'un fonctionnaire aura de

l'ambition, qu'il voudra se spécialiser s'il est mal payé? Il cite de nombreux exemples dont les agronomes. Des gens essentiels à l'agriculture et qui sont mal payés, dit-il.

L'honorable M. Barré (Rouville): Mon honorable ami sait-il qu'en 1944, les agronomes retiraient des salaires de \$1,200 par année? Je puis citer des noms. Depuis 1944, nous avons donné des augmentations qui se chiffrent à \$35,000¹⁷ par année. Nous avons fixé un minimum de \$1,600 pour l'apprenti qui sort des écoles d'agriculture, un minimum de \$2,200 pour les agronomes de comté et un minimum de \$2,600 à \$3,000 pour les autres. L'administration actuelle a plus protégé les agronomes qu'aucune autre administration.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas voulu formuler de critiques à l'endroit du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Je sais qu'il a accordé des augmentations. Je répète que ce n'est pas les partis que je critique, mais un système. Mais cela confirme ma thèse que les employés compétents ne sont pas suffisamment payés. Il s'agit de savoir si le salaire des agronomes correspond à la compétence et aux exigences familiales. On m'a dit que depuis les deux ou trois dernières années, sur 455¹⁸ agronomes du département d'Agriculture, 125 ont quitté le service de la province. Cela me paraît énorme.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les agronomes qui ont quitté le ministère de l'Agriculture sont ceux dont nous pouvions nous dispenser. Ils avaient de la valeur, mais pas pour nous. Nous avons pris les moyens d'augmenter ceux que nous avons gardés.

M. Chaloult (Québec): Alors le ministère de l'Agriculture n'en avait pas besoin?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a plus d'agronomes au service du gouvernement de la province de Québec qu'il n'y en a au service de tous les autres gouvernements du pays.

M. Godbout (L'Islet): C'est inexact. Les agronomes ont rendu des services inestimables à l'agriculture et le gouvernement a tort de les traiter ainsi. Ils ont fait réaliser plus de progrès ici qu'ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le gouvernement libéral avait eu de la vision, il les aurait fait installer sur des terres.

M. Godbout (L'Islet): C'est ce que nous avons fait dans les centres de colonisation. Nous en avons établi sur des terres en Abitibi et le premier ministre actuel, qui siègeait à la place que j'occupe, a été le premier à nous critiquer.

M. Chaloult (Québec) énumère quatre raisons qui l'incitent à demander des augmentations dans le traitement des fonctionnaires. C'est d'abord une question de justice sociale et, si le gouvernement invite les industriels à payer des salaires raisonnables et justes, il doit donner l'exemple¹⁹. Le gouvernement, qui a 12,500 personnes à son emploi, a le même devoir. Un patron quel qu'il soit, doit donner des salaires proportionnés à la valeur du travail fourni et aux besoins de ses employés. L'ouvrier a le droit de vivre, de se loger, de manger.

D'après les encycliques, un juste salaire, un salaire familial, consiste à donner un salaire suffisant, en raison du travail fourni, mais aussi un salaire qui se rapproche le plus possible des besoins de l'ouvrier. Dans un grand nombre de cas, les fonctionnaires n'ont pas ce salaire familial. L'homme qui est sans cesse dans l'inquiétude de ne pouvoir faire vivre convenablement sa famille n'a pas la tranquillité nécessaire pour accomplir son travail.

Il faut les augmenter aussi pour assurer l'efficacité de l'administration. Les fonctionnaires jouent un rôle important dans une province, dans un pays. Ils doivent être compétents. En leur payant de meilleurs salaires, ils seraient plus encouragés et donneraient un meilleur rendement. Un homme mal payé ne fournit pas le rendement que l'on est en droit d'attendre. Nous devons prendre les moyens d'avoir l'efficacité dans l'administration.

Nous nous vantons de faire partie d'un gouvernement français, catholique, d'une administration modèle. À nous alors de donner le bon exemple dans ce domaine important. Est-ce que les traitements que nous donnons permettent à la province les meilleurs hommes? Un ministre ne peut tout connaître. Il compte sur ses conseillers.

Ce système est trop lent à disparaître et il force les fonctionnaires compétents et essentiels à la bonne administration de la province à quitter leur emploi pour chercher dans l'industrie privée et dans le service civil fédéral des positions rémunératrices. Une telle situation est très préjudiciable à la cause de l'autonomie. Si nous voulons conserver notre autonomie, il nous faut des compétences pour faire face aux fonctionnaires du pouvoir central, car, dans l'ensemble, Ottawa a des fonctionnaires remarquables et très compétents. Nous pouvons nous plaindre que la

Commission du service civil fédéral est peut-être dirigée contre les Canadiens français dans un but inavoué d'assimilation, mais il faut admettre qu'elle est efficace, même si elle désire notre disparition comme groupe ethnique.

Ottawa compte de hauts fonctionnaires intelligents et tenaces qui ont sans cesse tendance à tout centraliser. Qu'avons-nous pour lutter contre ces gens-là? Ils sont entourés de bons spécialistes. C'est donc notre devoir de faire face à ces fonctionnaires centralisateurs et de leur faire face avec des fonctionnaires qualifiés, compétents et de payer des salaires qui nous permettent d'avoir les meilleurs. Je ne veux pas déprécier ceux que nous avons ici, nous avons aussi des compétents, mais nous n'en avons pas assez. Et les payons-nous assez? Sommes-nous suffisamment organisés pour résister aux empiètements? Les ministres ont-ils tous les conseillers techniques compétents dont ils ont besoin?

Il leur faut de toute nécessité des hommes stables. Si nous y mettons le salaire, nous les aurons. C'est la cause de l'autonomie qui est en jeu et, pour que nous gagnions cette bataille essentielle, il nous faut la crème des fonctionnaires. La province devrait compter à son service les meilleurs hommes dans tous les domaines. Il nous faut des hauts fonctionnaires bien payés. Le moyen d'y parvenir, c'est de leur offrir des traitements convenables. Qui va blâmer un père de famille, obligé de pourvoir aux siens, d'abandonner un traitement de \$4,000 pour accepter les \$10,000 que lui offre une compagnie? Il y va de notre prestige au point de vue du patriotisme.

La dernière raison, c'est que le témoignage du premier ministre peut être invoqué en faveur des augmentations. Je sais que le premier ministre pense comme moi pour ce qui est du traitement des fonctionnaires. Dans un discours prononcé en 1946, il a déclaré aux employés civils qu'il est évident qu'à l'heure actuelle un grand nombre de salaires, sinon tous, devaient être révisés et modifiés. Il ajoutait que, pour cette raison, un comité avait été formé. Une révision s'impose. Il est grand temps que quelque chose soit fait.

Il y a trop d'employés, dit-on. Si c'est vrai, qu'on en congédie. Je sais que tout le monde veut "une job" au Parlement. La vocation du peuple canadien-français n'est pas d'avoir "une job" au Parlement. Des centaines, dit-on aussi, retirent des chèques et ne mettent pas les pieds au parlement. Ceux-là, on peut les congédier. On prétend également que, dans le fonctionnarisme, il y a des incompetents.

Paraît-il, des ministres, des députés, des curés interviendraient pour faire placer un homme qui n'a

pas réussi à se placer ailleurs. Il y a trop de recommandations politiques. Les bons employés souffrent du fait que la province doit payer tous ces gens. Il ne faut pas oublier que le gouvernement ce n'est pas un hôpital ni une Saint-Vincent-de-Paul. Les incompetents nuisent aux compétents. On ne peut héberger les premiers au détriment des seconds.

On dira encore que les fonctionnaires font une belle vie. Qu'on exige d'eux plus de travail, si l'on veut, mais qu'on paye ceux qui font le travail. Il ne faut pas les habituer à la paresse. Je suis du principe du premier ministre que, dans la vie, il faut travailler. Tous les employés sérieux accepteront ce principe. Il ne faut pas encourager notre peuple à la paresse. On dit aussi qu'il y a des sténodactylos dont le charme et la grâce tiennent lieu de compétence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça n'arrive pas de notre temps.

M. Chaloult (Québec): La classification des employés ne va pas assez vite. Il y a déjà trois ans et demi que ce travail est commencé et il n'y a pas de rapport. La classification pourrait durer pendant des années avant de donner des résultats. Une conclusion s'impose; en attendant, on devrait accorder une augmentation de salaire générale à tout le groupe des employés qui n'ont que de petits salaires. Cela pourrait intéresser environ 6,000 employés civils qui n'ont pas été augmentés depuis 1925. On devrait aussi leur permettre de s'affilier aux syndicats nationaux. Que le gouvernement révise la loi interdisant l'affiliation à des unions ouvrières aux employés civils.

Le premier ministre s'est montré chic au début de la session en donnant à la province un drapeau que le peuple réclamait. J'espère qu'il se montrera maintenant encore plus chic, qu'il se rendra aux désirs légitimes de 15,000 fonctionnaires qui réclament des augmentations substantielles en faisant un geste généreux pour eux²⁰.

M. Morin (Québec-Centre) appuie la motion. En 1938, dit-il, lors de la convention libérale, les délégués ont adopté une motion concluant à la création d'une Commission du service civil. Le chef du Parti libéral a rempli cette promesse en 1943, mais malheureusement l'Union nationale a saboté cette œuvre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Québec-Centre (M. Morin) d'ajourner le débat.

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. C'était à la deuxième séance du 3 février 1948.
2. *Le Canada* du 12 février 1948, à la page 3, écrit que M. Choquette étant retenu en dehors de la Chambre, c'est le député de Montréal-Verdun (M. Ross) qui continue le débat sur la motion.
3. Alors que *L'Action catholique* du 12 février 1948, à la page 3, ainsi que le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, citent ce montant, *La Patrie* du même jour, à la page 4, rapporte celui de \$2,594,578. De leur côté *L'Événement*, à la page 7, et *Le Soleil*, à la page 14, de la même journée écrivent la somme de \$2,594,560.
4. Alors que *L'Action catholique* du 12 février 1948, à la page 19, et *La Presse* du même jour, à la page 14, écrivent qu'il s'agit d'une capitation de \$15, le *Montréal-Matin* de la même journée, à la page 5, rapporte qu'il s'agit d'une capitation de 10 %. De son côté *Le Devoir* du même jour, à la page 6, dit qu'il s'agit d'une capitation de \$10.
5. M. Casgrain fait référence au dictaphone qui se trouverait dans le pupitre de M. Duplessis. Voir les séances du 20 janvier et du 3 février ainsi que le début de cette séance.
6. Voici ce que André Laurendeau écrivait dans sa chronique publiée dans *Le Devoir* du 12 février 1948, à la page 1, à propos de cette phrase de M. Dubreuil: "Les libéraux livrent rarement le fond de leur pensée avec une pareille naïveté."

7. *Le Canada* du 12 février 1948, à la page 3, rapporte de cette façon les propos du premier ministre, alors que, d'après *La Presse* du même jour, à la page 14, M. Duplessis aurait dit: "nous nous engageons à payer".

8. Selon *L'Événement* du 12 février 1948, à la page 7, et *Le Soleil* du même jour, à la page 14, la séance est ajournée à 5 h 30 et non à 5 h 45 comme le rapporte *L'Action catholique* de la même journée, à la page 19.

9. D'après *Le Soleil* du 12 février 1948, à la page 3, le débat s'est terminé à 9 h 30.

10. Voir la loi 8 George VI, chapitre 31: "Loi concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi."

11. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

12. Il s'agit de la loi 15 George V, chapitre 18: "Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province."

13. Il s'agit de la loi 7 George VI, chapitre 9: "Loi instituant une commission du service civil."

14. Voir la loi 9 George VI, chapitre 16: "Loi modifiant la loi du service civil."

15. *L'Action catholique* du 12 février 1948, à la page 7, cite le chiffre de 2,634.

16. *The Gazette* du 12 février 1948, à la page 12, rapporte le montant de \$1,700.

17. *The Gazette* du 12 février 1948, à la page 12, cite le montant de \$25,000.

18. *The Gazette* du 12 février 1948, à la page 12, mentionne le chiffre de 450.

19. Dans sa chronique publiée dans *Le Devoir* du 12 février 1948, à la page 1, André Laurendeau écrit le commentaire suivant concernant les paroles de M. Chaloult: "Dans le cas qui nous occupe, l'État est patron. À ce titre, il doit justice à ses employés, comme n'importe quel employeur. Sinon, de quelle autorité l'imposerait-il aux autres?"

20. *La Patrie* du 12 février 1948, à la page 5, note que le discours de M. Chaloult a duré environ

une heure 20 minutes. Selon le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 5, le député de Québec a plutôt parlé pendant deux heures. *L'Action catholique* du même jour, à la page 7, souligne que M. Chaloult a prolongé son discours au-delà de la limite réglementaire d'une heure avec l'assentiment unanime de la Chambre.

Première séance du jeudi 12 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**La Société des missionnaires
du Cœur Eucharistique**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de sœur Julienne du Rosaire et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de sœur Julienne du Rosaire et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique.

Projets de loi:**La Société des missionnaires
du Cœur Eucharistique**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 constituant en corporation La Société des Missionnaires du Cœur Eucharistique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

J.-C. Lafond et P.-É. Filion

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 relatif à

l'admission de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion comme membres de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Jean Charbonneau

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 relatif à l'admission de Jean Charbonneau, comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Assurance-vie Desjardins

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 138 constituant en corporation la ville de Préville;

- bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale;

- bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association;

- bill 200 modifiant la loi médicale de Québec.

Votre comité recommande de prolonger, au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels,

prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Préville

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 constituant en corporation la ville de Préville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi médicale de Québec

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'Assurance-vie Desjardins;

- de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- de Jean Charbonneau, demandant l'adoption d'une loi relative à son administration comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Votre comité recommande de prolonger, au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Amélioration des ponts publics

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province¹.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, dans le cours des trois années suivant l'entrée en vigueur de ladite loi, une somme n'excédant pas \$5,000,000.

Nous avons déjà dans nos dossiers des plans complets touchant l'exécution des travaux les plus urgents au coût de \$30,000,000. Nous entendons procéder rondement et systématiquement, sans nous laisser arrêter par aucun obstacle prévu ou imprévu. C'est pourquoi nous demandons à la Chambre d'autoriser cette dépense de \$5,000,000 en plus des crédits ordinaires alloués à la construction et à la

préparation des ponts. Nous pourrions ainsi procéder avec une souplesse que ne comportent pas toujours les budgets annuels. Quoi qu'il advienne, les travaux seront poursuivis avec célérité d'une année à l'autre.

C'est là une législation des plus importantes pour la province et la population. Lorsque l'administration libérale a laissé les rênes du pouvoir, il y avait dans la province 4,000 ponts à reconstruire. En trois ans nous en avons construit 325, dont 300 payés entièrement par le gouvernement sans l'aide des municipalités. Dans la période correspondante de 1940 à 1943, l'administration libérale n'en avait construit que 20, dont 3 seulement à la charge exclusive de la province.

La plupart de nos 4,000 ponts ont besoin d'être refaits ou améliorés. Le budget régulier ne suffit pas à entreprendre ces travaux de premier plan sur une vaste échelle. Il y va de l'intérêt général de la province que ces travaux soient incessamment entrepris dans un grand nombre de cas. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, des centaines de ponts ont été construits par le gouvernement, travaux entièrement payés par la province. Le gouvernement veut faire encore davantage et c'est pourquoi, cette législation spéciale est soumise à la Chambre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) peut-il donner des explications sur le plan d'ensemble dont il avait parlé pour la construction de ponts au coût de \$5,000,000 en quatre ans?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La moitié de la somme sera consacrée à l'élargissement de la voie carrossable du pont de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et **M. Roberge (Lotbinière):** Où en sont rendues les négociations entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet de cet élargissement projeté de la voie carrossable du pont de Québec?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il s'agit là d'un vaste projet destiné à améliorer les moyens de communication entre les deux rives du Saint-Laurent. Ce projet d'amélioration de la circulation aux abords et sur le pont de Québec est un problème très important qui exige une attention immédiate. La voie carrossable actuelle du pont de Québec, de 15 pieds et 2 pouces de largeur, fut construite en 1929 pour supporter une charge de 10 tonnes. Elle est fort détériorée et affaiblie et ne répond plus aux exigences du trafic lourd. Elle doit être renouvelée.

Son étroitesse est d'autant plus ennuyeuse qu'elle a deux-tiers de mille de longueur. Durant l'hiver, sa largeur est encore diminuée par la glace qui s'accumule de chaque côté. Inutile de souligner que cet état de choses soulève depuis longtemps des protestations. De plus, la circulation y est réglementée par des gardiens en faction jour et nuit. Ils se tiennent en communication par interphones pour empêcher deux gros véhicules de s'engager sur le pont, en sens contraire, car ils ne pourraient pas se rencontrer. L'un doit attendre que l'autre soit passé pour continuer sa route. S'ils se suivent, ils ne peuvent se doubler.

Une voiture à traction animale, chargée en largeur, ne peut être dépassée par un gros camion ou un autobus qui doivent alors la suivre sur une distance de deux-tiers de mille à la lenteur du pas du cheval, d'où congestion de la circulation des deux côtés du pont. On comprend facilement les retards, inconvénients et désavantages qui en résultent.

Par ailleurs, le pont Garneau, qui enjambe la rivière Chaudière, qui se déverse dans le Saint-Laurent à cet endroit, est aussi trop étroit. Il est situé entre une côte assez raide et une courbe très prononcée. Il a été construit en 1890 pour le trafic du temps et n'offre plus la sécurité voulue. Il est même très dangereux. Il est urgent de le remplacer, vu la faiblesse de sa structure. S'il s'écroulait, ce serait un véritable désastre parce qu'il serait impossible de construire un pont temporaire à cet endroit, à cause de l'escarpement des berges de la Chaudière et du régime des eaux à cet endroit. Le coût d'un pont temporaire serait prohibitif. La circulation intense qui se fait sur ce pont serait en quelque sorte paralysée pour longtemps. Rebâtir un pont à cet endroit serait coûteux et prendrait beaucoup de temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le pont nommé en l'honneur de Némèse Garneau.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais non, l'honorable Pierre Garneau!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai voulu parler du meilleur des deux².

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Pour faciliter la circulation sur le pont de Québec, les honorables T.-D. Bouchard et Cardin entamèrent des pourparlers avec Ottawa pour obtenir la permission d'employer l'espace inutilisé d'une voie ferrée qui n'a

jamais servi, afin d'élargir la voie charretière ou de construire deux voies à sens unique. Ce projet ne comportait pas d'améliorations importantes aux approches du pont. Leurs interventions furent infructueuses.

Les négociations furent reprises par le gouvernement actuel avec Ottawa, sous la pression de corps publics et d'organisations, et avec l'assentiment enthousiaste du premier ministre, pour obtenir la permission d'utiliser la deuxième voie ferrée dans le but non seulement d'améliorer la circulation sur le pont de Québec et de reconstruire le pont Garneau, mais aussi de profiter de l'occasion pour réaliser un projet de grande envergure, à la suggestion du député de Lévis (l'honorable M. Larochelle) et à la demande de la population des comtés environnants.

Nous avons préparé à ce sujet un projet digne du gouvernement comme des populations intéressées des rives nord et sud du Saint-Laurent, et susceptible de mettre en relief les beautés naturelles remarquables de la Vieille Capitale et de ses environs qui contribuera à l'embellissement de Québec. Le problème fut étudié sous tous ses aspects et des plans furent préparés par les ingénieurs du ministère des Travaux publics.

Les travaux s'étendront du chemin Saint-Louis, face au pont, du côté de Québec jusqu'à l'embouchure du remblai de l'ancienne voie des chemins de fer nationaux pour aboutir à la route Lévis-Charny, du côté sud. Ils comprendront: 1. Du côté de Québec, une voie d'approche de 2,689 pieds de longueur avec un viaduc dominant l'ancien embranchement Champlain du CNR³. 2. L'élargissement et la construction de la voie charretière du pont de Québec, d'une longueur de 3,240 pieds. 3. L'approche du côté sud aura une longueur de 2,100 pieds, qui nécessitera des élargissements considérables et des coupés de roc. 4. La construction d'un pont de 840 pieds de longueur, sur la rivière Chaudière, à côté du pont du chemin de fer, pour remplacer le pont Garneau, avec travaux d'approches.

Les nouvelles constructions sont plus larges, plus droites, plus simples, meilleures et plus modernes sous tous les points. Pour tout cela, il nous faut l'autorisation du Canadien National. Nous avons à ce sujet entrepris des négociations avec lui. Voilà donc deux projets importants qu'il faut envisager sérieusement et qui représentent la dépense considérable de \$2,500,000.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Tout ce que dit le ministre des Travaux publics (l'honorable

M. Lorrain) n'est pas nouveau, le premier ministre en a parlé dans une récente conférence de presse. Ça ne répond pas à ma question. Y a-t-il entente avec le fédéral au sujet du coût des travaux ou le gouvernement provincial va-t-il tout payer?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui, nous avons une entente avec le gouvernement fédéral et le chemin de fer. Les négociations entreprises avec les autorités du CNR ont abouti à un accord sur le principe du projet soumis par le ministère des Travaux publics. Il ne reste plus à fixer que certains détails techniques. Le CNR a consenti à mettre sa voie non utilisée à la disposition de la province. Les négociations se poursuivent sur les détails techniques du projet. L'entente est actuellement soumise pour approbation à la Commission fédérale des transports. Voilà encore une preuve que le premier ministre et son gouvernement sont toujours prêts à s'entendre avec les gens du fédéral quand cette entente est basée sur la franchise et la justice et conforme aux intérêts bien compris de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) corrobore les remarques du ministre des Travaux publics. Le député de Papineau est le meilleur ministre des Travaux publics que la province n'ait jamais eu. Quand il est possible et désirable de s'entendre et de collaborer, nous le faisons avec plaisir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais qui va payer?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La province payera tout; le fédéral ne contribuera rien.

M. Roberge (Lotbinière): Y a-t-il une entente actuellement entre le gouvernement de Québec et le chemin de fer Canadien National?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Certainement.

M. Roberge (Lotbinière): Le ministre des Travaux publics affirme-t-il qu'il ne reste plus qu'à obtenir la sanction de la Commission des chemins de fer avant de commencer les travaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a longtemps que les conditions de la circulation laissent à désirer entre Québec et Lévis. Il y a des années que la population de la rive sud demande des améliorations à la circulation sur le pont de Québec.

La voie est trop petite. Elle congestionne le trafic. Le temps est venu d'y remédier. Le gouvernement a entamé des négociations avec le CNR qui n'ont d'abord abouti à rien, mais mon collègue le ministre des Travaux publics a entrepris de nouvelles démarches qui sont à la veille d'aboutir. Après plusieurs entrevues, le CNR a accepté de permettre de doubler la voie carrossable.

Mais ce n'est pas tout. Du côté sud, il faut percer le roc, à l'approche du pont, et refaire le pont Garneau de façon à communiquer directement avec tous les grands chemins. La même chose du côté de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les travaux seront-ils entrepris prochainement?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous sommes prêts à entreprendre les travaux. Il ne reste que quelques détails à régler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quels détails?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce sont des détails techniques surtout. Il reste par exemple à établir le coût du loyer que nous paierons. Actuellement, la province paie \$6,000, par année au fédéral comme contribution à l'entretien du pont de Québec. Mais le CNR nous demande d'assumer le coût entier de l'entretien du pont. Nous sommes à doubler nos frais pour obtenir une voie double. Nous trouvons que c'est trop. Nous voulons payer en proportion de la largeur du pont que nous allons utiliser, mais il n'est pas certain si le montant supplémentaire sera payé.

M. Dumoulin (Montmorency): Quel est le coût prévu du nouveau pont sur la rivière Chaudière?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La structure qui remplacera le pont Garneau coûtera \$1,500,000. Et l'on prévoit une dépense de \$1,000,000 pour l'élargissement de la voie carrossable du pont de Québec et la construction de nouvelles approches.

M. Godbout (L'Islet): Quelle sorte d'accommodation auront les automobilistes sur le pont de Québec, proprement dit, après les travaux? Fera-t-on deux voies à sens unique ou seulement une voie en passant par-dessus le garde-fou?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le CNR est en faveur de deux voies à sens unique, mais le gouvernement favorise plutôt le projet d'élargir la

voie actuelle en la construisant à la hauteur des gardes-fous, de façon à éviter aux automobilistes les inconvénients qu'ils trouveraient à suivre des voitures à traction animale dans les voies à sens unique.

Il est plus pratique de faire la voie charretière sur le pont de Québec au-dessus du parapet et aura probablement une largeur de 15 pieds. Ce qui va donner une largeur de 30 pieds. Autrement, il y aurait une voie de 15 pieds et une autre de 11 pieds seulement, à moins que nous y ajoutions l'espace réservé aux piétons, ce qui donnerait deux voies de 15 pieds. La seconde route va réellement aider à décongestionner le trafic. Il reste naturellement des détails techniques à préciser.

M. Roberge (Lotbinière) veut une déclaration plus précise au sujet de l'entente avec le CNR et il demande des précisions sur les projets du gouvernement quant à la construction de ponts dans les autres parties de la province.

M. Lemieux (Beauharnois): Le pont de Valleyfield sera-t-il compris dans le plan d'ensemble? Il demande si les travaux vont commencer cette année.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je puis dire au député que nous faisons une étude très sérieuse de la question.

M. Lemieux (Beauharnois): On m'a fait la même réponse l'année dernière et même on m'avait promis que les travaux commenceraient au printemps. Rien n'a été fait. Dois-je comprendre que vous affecterez une partie de \$5,000,000 pour l'année courante au pont de Valleyfield.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le plan comprendra-t-il les trois ponts de Rivière-du-Loup?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Avec ces dépenses de \$1,000,000 et de \$1,500,000, ce projet représente \$2,500,000. Il reste une somme de \$2,500,000 à dépenser. Il reste à établir où ira l'autre moitié des \$5,000,000 que demande le bill. Le gouvernement peut-il nous dire si elle servira à un commencement de plan d'ensemble pour la construction des grands ponts?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui et on envisage une dépense de \$30,000,000 pour cela. Ceci va nécessiter près de \$150,000,000 pour régler tout le problème des ponts de la province. Nous allons d'abord résoudre le problème des grands

ponts: Valleyfield, Saint-Jean, Québec, et nous ferons les réparations qui s'imposent ailleurs.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Est-ce que nous pouvons conclure que le plan d'ensemble n'est pas encore au point?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond de manière hésitante⁴.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a peur de faire des appels d'offres et d'économiser dans la construction des ponts, parce que les amis politiques seraient ainsi privés d'affaires intéressantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque vous traitez avec un programme complet de construction et de réparation de ponts, vous ne pouvez pas fonctionner sur une base annuelle, en raison du type et de la dimension du travail impliqué. Ce programme ne représente qu'un début, il va prendre au moins trois ans et nous devons travailler sur une telle base. La moitié de l'argent sera utilisée pour élargir le pont de Québec et pour étudier de nouvelles approches de construction, parce que ce pont n'est pas efficace.

Nous avons actuellement à considérer la dépense de \$5,000,000 pour les ponts. La province de Québec est six fois plus grande que l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse ensemble, et cela représente une quantité énorme de travaux à faire. Le gouvernement fera d'abord les travaux les plus urgents, puis les travaux nécessaires et, en dernier lieu, les travaux utiles. Il y a d'abord ceux de la région de Québec.

Le plan d'ensemble comprend aussi la construction d'un nouveau pont entre Saint-Jean et Iberville, sur le Richelieu, au coût de \$600,000⁵ et on est à en faire les plans. La reconstruction du pont de Saint-Jean presse parce que la structure actuelle, porte d'entrée des États-Unis, est devenue trop étroite et la route de Saint-Jean est l'une des plus fréquentées de la province.

Au nombre des travaux que le gouvernement considère comme urgents, il y a la construction d'un pont sur le Saint-Laurent entre Valleyfield, dans le comté de Beauharnois et Côteau-Landing, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges. Il y a aussi des réparations urgentes à faire en plusieurs autres endroits de la province.

M. Godbout (L'Islet): À Saint-Jean d'Iberville, on a fait des réparations considérables. À mon sens,

le pont est maintenant assez solide et assez large et il répond aux besoins actuels. Il me semble que si le gouvernement avait un véritable plan d'ensemble, il songerait d'abord à reconstruire le pont Victoria, à Montréal, qui est devenu excessivement dangereux. La circulation y est très dense et elle est souvent embarrassée et impossible à certaines heures du jour. Il s'agit de desservir la métropole du Canada.

La congestion sur le pont Victoria rend aussi nécessaire la construction d'un nouveau pont reliant Montréal à la Rive-Sud, qui sera situé entre les ponts Jacques-Cartier et Victoria près de Saint-Lambert. Les plans pour un tel pont ont été préparés depuis longtemps par une association dirigée par l'honorable T.-D. Bouchard, l'honorable conseiller législatif Georges-A. Simard et les maires des nombreuses municipalités, qui ont étudié le sujet pendant plusieurs années et aussi celui de libérer le pont Victoria du péage. Les plans ont été publiés. Le gouvernement devrait au moins mettre le projet à l'étude. Il devrait étudier le moyen de régler ce problème.

Je comprends qu'il faudrait y mettre quelques millions, mais les travaux bénéficieraient au centre le plus peuplé de la province. Dans un programme de construction de pont à long terme, comme annoncé par le gouvernement, on devrait considérer tous les aspects du problème. Vaut-il mieux construire un viaduc ou une voie souterraine? On devrait étudier la question tout de suite. Il croit, dit-il, que la construction d'un autre pont à Montréal devrait être incluse.

Il est vrai que le pont de Valleyfield est important; c'est un de ceux que nous avons décidé de construire.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement se trouve seulement au début d'un énorme projet de construction de ponts, entraînant une dépense de \$150,000,000.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) est surpris d'entendre le chef de l'opposition dire que la construction d'un nouveau pont ne presse pas, à Saint-Jean.

Il y a quelques années, le chef de l'opposition et son principal lieutenant, le sénateur Bouchard, sont venus parler à Saint-Jean, à 24 heures d'intervalle. Tous deux se sont accordés pour dire qu'il fallait un nouveau pont, à Saint-Jean. Mais ils ont différé d'opinion sur un point important. M. Bouchard a dit aux citoyens de Saint-Jean que s'ils voulaient un pont, ce serait un pont avec péage et la population ne veut pas avoir de ponts à péage. Le chef de l'opposition, lui, a promis un pont libre de péage. La

population de Saint-Jean, constatant qu'ils se contredisaient, ne les a pas crus et a voté contre eux.

Le ministère de la Voirie a terminé la nouvelle route allant d'Iberville jusqu'à la frontière et le pont actuel sur le Richelieu, reliant Saint-Jean à Iberville est vraiment inadéquat pour contenir le trafic, car il ne faut pas oublier qu'il s'agit de l'entrée principale en provenance des États-Unis. Le gouvernement Godbout a versé \$200,000 à \$250,000 pour la réfection du pont actuel au lieu d'en bâtir un nouveau. Le pont de Saint-Jean est trop étroit et dangereux. Il est si étroit qu'un autobus et un camion n'y peuvent se rencontrer.

On ne s'en rendra compte qu'en pleine saison du tourisme, car tous les Américains qui viennent dans la province passent dessus. Le pont actuel ne répond plus aux exigences de l'heure. Le temps est donc venu de relier la frontière américaine à la métropole du Canada par un nouveau pont moderne que toute la population de cette région réclame.

Il remercie le premier ministre d'avoir annoncé que les plans sont à se faire. Montréal a assez de ponts, dit-il.

M. Godbout (L'Islet): Je crois que le pont de Saint-Jean est encore bon. Il est solide et suffisant pour la circulation présente. Plus tard, il sera peut-être opportun de l'élargir, mais rien ne presse. On peut ajourner l'exécution de ce projet à 10 ou 15 ans. D'ailleurs, si le gouvernement songe à reconstruire le pont de Saint-Jean, pourquoi a-t-il laissé ériger une nouvelle bâtisse tout juste en ligne avec le pont qu'il faudra exproprier à bon prix aux frais de la province?

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): C'est le conseil municipal de Saint-Jean qui est responsable de ça.

M. Godbout (L'Islet): Le conseil municipal de Saint-Jean n'a pas pris les précautions nécessaires pour exproprier les terrains qui serviront aux approches du futur pont. On attend peut-être qu'une construction s'élève sur ces terrains pour l'acheter, ensuite, et le faire payer par la province.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le chef de l'opposition veut injurier le conseil municipal de Saint-Jean. Il (l'honorable M. Beaulieu) a l'assurance que la question de l'achat des terrains sera réglée dès que tous les détails techniques concernés seront connus. La route Saint-

Jean-Laprairie sera élargie et le ministère de la Voirie est à préparer les plans nécessaires à l'exécution de ces travaux.

M. Godbout (L'Islet): Veut-on recommencer à Saint-Jean ce qui est arrivé à Trois-Rivières, où le gouvernement a laissé construire une grosse bâtisse sur le site du nouveau pont? On me dit que cela coûtera plus de \$80,000⁶ pour l'exproprier et la déplacer. Le gouvernement aurait dû s'entendre avec le conseil. C'est à lui de s'entendre avec les conseils municipaux afin de pas permettre ces choses-là.

M. Bellemare (Champlain): La bâtisse date de 1943.

M. Godbout (L'Islet): Le député de Champlain (M. Bellemare) sait que j'ai dit la vérité.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le chef de l'opposition ne sait donc pas qu'actuellement le pont de Saint-Jean est un pont municipal? Et ce n'est pas notre faute si on a construit une bâtisse à côté. L'érection d'une bâtisse à cet endroit a été permise par la municipalité et non par le gouvernement.

M. Godbout (L'Islet): Alors pourquoi l'inclure dans le programme de construction du gouvernement? Pourquoi le premier ministre annonce-t-il la construction d'un pont nouveau? A-t-il des arrangements spéciaux avec le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien ne nous empêche de construire un nouveau pont provincial à côté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ça ne nous empêche pas de bâtir un pont provincial sur un autre site et qui correspondra plus aux besoins de la population et de la circulation à cet endroit.

M. Godbout (L'Islet): En ce cas, c'est la province qui paiera l'expropriation. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas empêché cette construction à Saint-Jean? Le pont de Québec est pressant, mais le problème le plus aigu, c'est celui du pont Victoria.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le chef de l'opposition est bien mal venu de critiquer et de réclamer ce que le Parti libéral, pendant 45 ans de pouvoir, n'a pu faire. Ce n'est pas la faute de l'Union nationale si le pont Victoria est trop étroit. L'Union

nationale a construit le pont de Charlemagne, celui du boulevard Pie-IX. Le chef de l'opposition dit qu'il faut veiller aux intérêts de la province et qu'il faut construire des ponts là où il y a plus de population. Mes amis d'en face appartiennent à un parti qui a pourtant construit le pont de l'Île d'Orléans qui dessert une population de 3,500 âmes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En comptant les bébés...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Et qui a coûté \$3,500,000. Ce n'est pas nous qui l'avons construit. Les assises de ce pont ont été faites en sable et il nous a fallu dépenser presque \$1,000,000 pour les réparer.

M. Dumoulin (Montmorency): Le ministre des Travaux publics veut-il démolir le pont de l'Île d'Orléans? Hésiterait-il à le construire, si c'était nécessaire?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ah! Non, je n'ai pas dit ça.

M. Lizotte (Kamouraska): Combien coûtera le pont de Saint-Jean?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Environ \$600,000.

M. Lizotte (Kamouraska): Deux millions cinq cent mille dollars pour les ponts de Québec et Garneau; \$600,000 pour le pont de Saint-Jean. Il ne reste plus que \$1,900,000 sur les \$5,000,000 pour le plan d'ensemble.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce n'est que le commencement du plan d'ensemble.

Des députés de l'opposition rient.

M. Choquette (Montmagny): Mais pourquoi les travaux projetés de \$5,000,000 ne sont-ils pas inscrits dans le budget régulier, comme le veut la Constitution?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas droit de recommencer la discussion⁷.

M. Choquette (Montmagny): Je n'accepte pas cette réponse. Je demande pourquoi on ne respecte pas la Constitution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'exécution d'un plan d'ensemble n'est pas possible avec un crédit budgétaire qui doit être dépensé en une année. Pour l'exécution d'un plan d'ensemble, il faut un pouvoir continu tandis que les estimations budgétaires ne donnent pas cette continuité. Le budget donne un pouvoir annuel, mensuel même. Des lois spéciales sont nécessaires quand on veut exécuter des travaux qui durent plus d'un an. Autrement, il faut attendre après le budget de la nouvelle année avant de compléter les travaux.

M. Choquette (Montmagny): La réponse du premier ministre ne justifie pas la présentation de ce bill. Si le premier ministre n'a pas d'autres réponses, nous savons à quoi nous en tenir sur la sincérité du gouvernement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) réclame qu'on demande des soumissions avant d'accorder les contrats.

La résolution est adoptée sur division.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 10 est agréée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill 10 soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet): C'est une mesure absolument inutile. Le gouvernement n'a pas besoin de cette législation pour construire les ponts qu'il veut dans la province. On n'a qu'à mettre dans le

budget régulier tous les montants nécessaires à la réalisation des projets du gouvernement. De plus, c'est un système néfaste que faire voter des lois spéciales qui permettent au gouvernement de dépenser des millions sur plusieurs années quand, où et comme il le veut. Cette procédure enlève aux députés l'avantage de surveiller les dépenses du ministère.

L'œuvre que le gouvernement a en vue, c'est les élections provinciales. Il nous demande de soustraire au contrôle des Chambres les \$5,000,000 qu'il veut dépenser. Telle que la loi est organisée, le gouvernement peut dépenser toute cette somme de \$5,000,000 en un mois et dans un seul comté s'il le juge à propos. Ce procédé n'est pas juste pour la population de Québec et les électeurs apprécieront en temps et lieu la manière d'agir du gouvernement.

Avec l'argent qu'il a, le gouvernement actuel devrait revenir au système libéral de prendre à charge la construction et l'entretien de tous les ponts situés sur des routes entretenues par le ministère de la Voirie dans la province. C'est souvent dans les municipalités les plus pauvres qu'on trouve les ponts les plus dispendieux⁸. Le Parti libéral avait instauré, en 1944, une politique en vertu de laquelle tous les ponts situés sur les routes de la voirie devaient être mis entièrement à la charge du gouvernement. Si le principe est bon pour la voirie, il l'est pour les Travaux publics. Nous reprendrons cette politique quand nous serons au pouvoir.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain): Que cette Chambre refuse d'approuver le bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province, parce que le seul moyen efficace de régler cette question serait pour le gouvernement de prendre à sa charge la construction et l'entretien de tous les ponts publics situés sur des routes entretenues par la voirie.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier parce qu'il ne découle pas directement de la loi ou de la résolution qu'il prétend amender, et ce, contrairement à l'article 172 du Règlement. Il n'y est pas question de l'entretien des ponts dans la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On est à la troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que l'opposition réécrive l'amendement et suggère d'attendre que ce soit fait avant de poursuivre le débat.

Des députés de l'opposition refusent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) maintient son point d'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre, étant d'opinion que l'amendement ne se rapporte pas directement au sujet du bill qu'il prétend amender, comme l'exige l'article 172 du Règlement, et il le déclare illégal et irrégulier.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 48.

Contre: MM. Bergeron, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la troisième lecture.

M. Choquette (Montmagny): J'ai dit au cours de ce débat que le gouvernement violait l'article 8 de la loi du département des Travaux publics qui oblige le ministre à demander des soumissions publiques avant l'octroi des contrats, sauf dans les cas d'urgence. Le premier ministre a dit que les soumissions, c'était une politique hypocrite. Oui, quand on administre la loi de façon hypocrite.

Si ces \$5,000,000 avaient été mis dans le budget, le gouvernement aurait été tenu de se

conformer à la loi. D'après l'article 8 de la loi des travaux publics, le gouvernement est tenu de demander des soumissions publiques avant d'accorder un contrat. Cette obligation, le gouvernement ne s'y est jamais conformé. Ce n'est pas demander des soumissions publiques que d'envoyer des lettres confidentielles aux amis du régime.

En ne reproduisant pas l'article 8 dans le bill actuel, le gouvernement exprime son intention de continuer à ne pas demander de soumissions publiques. C'est une invitation à l'imprévoyance, au favoritisme et à la dilapidation des deniers publics. On passe une loi spéciale pour se soustraire à la loi générale et parce qu'on veut dépenser ces millions comme on l'entendra.

Pour ces raisons, je propose donc, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 10 intitulé: Loi relative à l'amélioration des ponts publics dans la province soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à ce que tous les contrats pour la construction de ponts soient précédés de demande de soumissions publiques dans les journaux, conformément à l'article 8 de la loi des travaux publics."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier comme contraire aux dispositions des articles 548 et 793 du Règlement, qui prescrivent l'adoption préalable d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur à toute dépense d'argent et à toutes modifications d'une résolution déjà recommandée et adoptée par la Chambre.

Cet amendement est irrégulier parce qu'un député n'a pas le droit de proposer l'amendement d'un bill de crédits. Seul le lieutenant-gouverneur en conseil peut amender un tel bill.

M. Choquette (Montmagny): Si l'amendement contient un principe de saine administration, pourquoi ne pas l'accepter de consentement unanime de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La procédure découle de la Constitution. Nous ne pouvons pas mettre de côté la Constitution. Ce serait un acte discourtois à l'égard du lieutenant-gouverneur.

(Mouvements divers à gauche et dans les galeries)

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre donne souvent l'exemple de discussions futiles. Celui-ci est un de ses meilleurs. Il faut ce consentement quand l'amendement change le montant ou la nature des appropriations, mais tel n'est pas le cas de l'amendement du député de Montmagny (M. Choquette). L'amendement ne demande pas que l'on dépense plus d'argent mais qu'on en économise.

Il ne fait que proposer que la dépense de \$5,000,000 soit faite suivant la loi. Il ne touche pas à la dépense elle-même mais aux modalités. Le premier ministre refuse délibérément de protéger les intérêts de la province et renie toutes ses promesses. Nous demandons qu'on protège les intérêts de la province dans cette dépense de \$5,000,000.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Québec-Est): L'approbation du lieutenant-gouverneur n'est nécessaire que lorsqu'un bill impose une charge nouvelle au peuple.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre dit qu'il a peur qu'en amendement le bill nous allons insulter le lieutenant-gouverneur au point qu'il va démissionner et quitter Spencer Wood. Non, il a peur d'être obligé de demander des soumissions. L'amendement n'impose pas de charge nouvelle mais incite le gouvernement à économiser.

M. Dumoulin (Montmorency): Si la Chambre n'a plus le droit d'amender un bill, nous perdons notre temps. Nous demandons le respect de la loi, c'est tout.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) prend part au débat.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'amendement est dans l'ordre. Il cite l'article 793 des règlements de la Chambre: "1. Aucune proposition portant directement soit affectation de deniers publics, soit imposition de charges nouvelles ou additionnelles, soit extension de l'incidence d'un impôt proposé ou existant sur le peuple, ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours.

"2. Toutefois, la proposition exprimant une opinion abstraite relativement à quelque dépense de deniers publics, à quelques travaux publics ou à quelque impôt d'intérêt général n'a pas besoin d'être préalablement recommandée par le lieutenant-gouverneur.

"3. De même, il peut être proposé, sans la recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, de substituer un autre impôt à celui qui est prévu dans un projet à l'étude, à condition que le nouvel impôt ne porte pas extension de l'incidence de l'impôt prévu et que le produit du nouvel impôt ne doive pas être supérieur à celui de l'impôt prévu.

"4. Lorsqu'un bill ou un projet de résolution a pour objet de réduire un impôt existant, il peut également être proposé, sans la recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, de diminuer cette réduction ou de reculer la date de son entrée en vigueur."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Prétentions non sérieuses.

(Mouvements divers à gauche)

On ne saurait changer le montant des appropriations ou y mettre des conditions. Si nous voulons changer ce bill, il faut retourner auprès du lieutenant-gouverneur et obtenir sa permission.

(Mouvements divers à gauche et à droite)

M. Choquette (Montmagny): Nous demandons que les ponts coûtent moins cher nous suggérons un moyen d'économiser des millions à la province.

M. l'Orateur, après avoir entendu les opinions émises par plusieurs membres de la Chambre, déclare qu'il s'agit sans aucun doute d'un bill de finance, comme l'ont admis les députés des deux côtés de la Chambre. Un bill comportant une dépense de deniers publics ne peut pas être amendé par un député. La modification suggérée par l'amendement, en exigeant des soumissions publiques dans les journaux, constitue une charge nouvelle, ce qui ne peut se faire que sur l'initiative d'un ministre de la couronne et sur résolution préalable recommandée par le lieutenant-gouverneur. L'amendement modifie la substance du bill, il est, en conséquence, rejeté comme irrégulier⁹.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis,

Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 48.

Contre: MM. Bergeron, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion proposant que le bill 10 soit maintenant lu une troisième fois est adoptée, après division. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École d'agriculture de La Ferme, Abitibi

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 32 relatif à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, le mot "cinq" par le mot "dix".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 relatif à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill porte de \$15,000 à \$30,000 la subvention à l'école d'agriculture de La Ferme en Abitibi. L'an dernier, on a voté la première subvention payable en cinq ans. La seconde sera payable durant les cinq années suivantes.

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur, quand le gouvernement fait quelque chose de mal, je n'hésite pas à le lui dire. Mais si par hasard il présente une bonne mesure, je n'hésite pas non plus à le féliciter. Je suis d'autant plus heureux de la présentation de ce bill pour prolonger durant cinq ans la subvention à une école d'agriculture de l'Abitibi que bientôt, c'est un gouvernement libéral qui la versera à cette institution.

(Applaudissements à gauche)

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des syndicats coopératifs

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi des syndicats coopératifs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pensions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

La mesure assure aux employés du service extérieur les mêmes avantages que ceux du service intérieur. Un employé civil qui a servi durant la guerre peut faire compter dans ses années de service les ans qu'il a passés au service de son pays.

Le bill règle le cas des anciens fonctionnaires fédéraux passés maintenant au service de la province. Les années qu'ils ont passées dans le service civil fédéral compteront pour leur pension à Québec, moyennant la retenue sur leur salaire exigée par la loi.

Auparavant, pour obtenir une pension, un fonctionnaire devait avoir contribué au moins 15 ans. S'il obtient cette pension avant la fin de cette période de 15 ans, une retenue pour fins de contribution à la pension doit être continuée jusqu'à l'expiration de cette période. À l'avenir, ces retenues seront basées sur le salaire moyen qui constitue d'ailleurs la base de la pension.

Dorénavant, le paiement de la demi-pension à la veuve et aux enfants commencera à compter du jour où cesse le traitement du fonctionnaire décédé.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 19 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes du premier alinéa, les mots: "À partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un fonctionnaire ou d'un employé public" par les mots: "À partir du jour que cesse le paiement du traitement d'un fonctionnaire ou employé public"."

L'honorable M. Gagnon (Matane): En vertu de l'article 3, le paiement de la pension ou de la demi-pension à la veuve ou aux enfants, selon le cas, sera fait à compter du jour que cesse le paiement du traitement du fonctionnaire décédé.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que l'article 7 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, le temps pendant lequel le service d'un fonctionnaire ou d'un employé a été interrompu par suite de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés au cours d'une guerre est compté sans contribution, sauf pour les fins de l'article 3."

Adopté.

2. Que l'article 17 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"17. Nul fonctionnaire ou employé public n'a droit au montant entier de sa pension s'il n'a subi des retenues pendant quinze années. Si la pension devient payable avant l'expiration de cette période, une retenue calculée d'après le traitement moyen sur lequel la pension est basée sera déduite chaque mois du montant de la pension jusqu'à ce que les quinze années de retenues soient révolues."

Adopté.

3. Que l'article 19 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes du premier alinéa, les mots "À partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un fonctionnaire ou d'un employé public" par les mots "À partir du jour que cesse le paiement du traitement d'un fonctionnaire ou employé public".

Adopté.

4. Que l'article 32 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 17, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la neuvième ligne, le nombre "1946" par le nombre "1949".

Adopté.

5. Que l'article 52 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, les retenues faites sur les traitements des fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Commission des liqueurs de Québec sont versées au trésorier de la province et portées au crédit de ces commissions respectivement, dans un compte spécial tenu pour chacune d'elles. Ces fonds répondent du paiement des pensions et des remboursements dus aux fonctionnaires et employés de chacune de ces commissions."

Adopté.

6. Que l'article 53 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par le suivant:

"53. Nul fonctionnaire n'a droit au montant entier de sa pension s'il n'a subi des retenues pendant quinze années. Si la pension devient payable avant

l'expiration de cette période, une retenue calculée d'après le traitement moyen sur lequel la pension est basée sera déduite chaque mois du montant de la pension jusqu'à ce que les quinze années de retenues soient révolues."

Adopté.

7. Que l'article 56 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots: "À partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un fonctionnaire" par les mots: "À partir du jour que cesse le paiement du traitement d'un fonctionnaire".

Adopté.

8. Que l'article 63 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, si les pensions et les remboursements dus aux fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum et de la Commission des liqueurs de Québec, ne peuvent pas être entièrement acquittés à même les fonds visés au troisième alinéa de l'article 52, ces commissions doivent, sur présentation d'un état annuel, acquitter le solde de ces pensions et remboursements."

Adopté.

9. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 10 et par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 9, soit de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "donnant", dans la cinquième ligne, les mots "avant le premier janvier 1949 et, par la suite,".

Adopté.

10. Que l'article 69 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 8 de la loi 7 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, le nombre "1944" par le nombre "1949".

Adopté.

11. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le nombre "1946" par le nombre "1949";

b) en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Toute personne qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province, a

été fonctionnaire d'un autre gouvernement canadien pendant au moins vingt-cinq ans peut faire compter, pour fins de pensions, en tout ou en partie, ses années de service audit gouvernement, en suivant les formalités et en accomplissant les prescriptions du présent article. Dans le présent cas ne seront comptées que les années de service antérieures pour lesquelles le remboursement des retenues pour pension, effectué par ledit gouvernement canadien à ladite personne, a été intégralement remis au trésorier de la province pour être versé au fonds consolidé du revenu."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi des pensions.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"[[11. L'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié

"a) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le nombre "1946" par le nombre "1949";

"b) en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Toute personne qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province, a été fonctionnaire d'un autre gouvernement canadien pendant au moins vingt-cinq ans peut faire compter, pour fins de pensions, en tout ou en partie, ses années de service audit gouvernement, en suivant les formalités et en accomplissant les prescriptions du présent article. Dans le présent cas ne seront comptées que les années de service antérieures pour lesquelles

le remboursement des retenues pour pension, effectué par ledit gouvernement canadien à ladite personne, a été intégralement remis au trésorier de la province pour être versé au fonds consolidé du revenu."]]

M. Godbout (L'Islet): Les deux gouvernements devraient s'entendre pour que dans les échanges d'employés les contributions aux fonds de pension de l'un ou l'autre soient créditées à l'employé. Ainsi un employé, qui quitterait un ministère pour travailler dans un autre, ne perdrait pas les bénéfices de sa pension.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a raison.

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Office de l'électrification rurale, rapport 1947

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office de l'électrification rurale, pour l'année 1947. (Document de la session no 14)

Projets de loi:

Titres de propriété en Gaspésie

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 relatif aux titres

de propriété dans la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

On sait qu'il n'y a pas de cadastre en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. La loi autorise le département des Terres et Forêts à donner un avis aux citoyens de cette région d'avoir à produire leurs titres ou leurs prétentions à des titres, dans un délai d'un an. Après cette date, s'il n'y a pas de contestation, ils deviendront propriétaires incommutables; sinon, s'il y a des protestations, on devra s'adresser aux tribunaux. L'exécution de la loi coûtera environ \$20,000 cette année et, par la suite, la dépense sera prévue au budget.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le gouvernement libéral avait formé, dès 1943, un comité spécial pour étudier cette question et faire le travail préliminaire.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau¹⁰.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront

payées à même le fonds consolidé du revenu pour l'année financière courante et, par la suite, à même les deniers votés annuellement pour ces fins par la Législature.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) demande que la loi entre en vigueur le jour de sa sanction, et non sur proclamation, afin de prévenir des retards à son application.

L'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Usine de Chandler

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 concernant l'usine de Chandler soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette compagnie, qui a rouvert ses portes en 1937, fonctionne maintenant à pleine capacité. En vertu de ce bill, la compagnie Gaspesia Sulphite devra payer annuellement en taxes municipales \$17,000 au lieu de \$12,800, pour une période de cinq ans, à compter du premier janvier 1948.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mon gouvernement qui a assuré la réouverture des usines de Chandler. La Gaspesia Sulphite procure en même temps, à elle seule, à la population le tiers des revenus de toute la péninsule gaspésienne.

M. Choquette (Montmagny): Pourquoi, si la compagnie est si prospère, elle ne paye pas au complet ses taxes municipales et scolaires? Si l'évaluation des biens de la compagnie est d'environ \$1,000,000, le plein montant des taxes s'élèverait à environ \$30,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le moulin doit valoir environ \$1,000,000 et s'il payait le montant total des taxes, il devrait probablement payer \$30,000. Mais, nous avons forcé la compagnie à payer \$17,000 au lieu de \$12,800 et il ne faut pas perdre de vue que cette compagnie a contribué de diverses façons au développement de la ville. C'est ainsi qu'elle a construit un aqueduc, établi un système de protection contre l'incendie, payé une partie de la dette scolaire et municipale qui se chiffrait à \$100,000 et elle a contribué à la construction de l'église paroissiale. Elle a augmenté les salaires de 175 %.

M. Choquette (Montmagny): Le gouvernement a accordé des faveurs considérables à cette compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle ne pouvait faire d'opérations sans avoir de concessions forestières.

M. Choquette (Montmagny): Après avoir dénoncé les trusts, le gouvernement est devenu leur meilleur ami. Il protège évidemment les trusts et les grandes corporations.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, rapport 1946-1947

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année finissant le 31 mars 1947. (Document de la session no 15)

Cautionnements du gouvernement

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par certains employés publics (huissiers compris) du gouvernement de la province de Québec, produit conformément aux dispositions de la section IV du chapitre 10 des Statuts refondus de Québec (1941). (Document de la session no 16)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et demie ce soir.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi des valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure réduit de deux à un an le délai pendant lequel on peut poursuivre pour faire rescinder une transaction qui a pour objet des valeurs mobilières. Le délai de deux ans prescrit jusqu'ici a été jugé trop long.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Emprunts des corporations scolaires

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 relatif aux

emprunts temporaires de certaines corporations scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Les commissions scolaires catholiques et protestantes n'ont pas le pouvoir de contracter des emprunts temporaires. Le bill accorde à la Commission municipale de Québec le droit d'autoriser les commissions scolaires catholiques et protestantes de la ville et de l'Île de Montréal, relevant de l'autorité de la Commission municipale, de contracter des avances provisoires selon les termes et la durée qu'elle peut déterminer.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lois des différends ouvriers

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi des différends ouvriers de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

On sait qu'avant l'arbitrage, il y a des négociations. Si les négociations sont rompues, il y a tentative de conciliation, puis les parties sont appelées à l'arbitrage. Assez souvent, le ministre du Travail demande aux parties de s'engager à accepter l'arbitrage, mais on retardait à choisir les arbitres parce qu'il n'y avait pas de délais de fixés. Le Conseil supérieur du travail a étudié cette question et nous a recommandé de passer cette loi, afin de diminuer les causes de mécontentement. Les unions ouvrières elles-mêmes ont demandé ces amendements. Il m'a été présenté, à juste titre, que les comités d'arbitrage tardaient à faire leur travail et à rendre leurs décisions; par conséquent, ces délais rendaient les travailleurs impatients.

Cette mesure a pour objet de fixer des délais légaux plus courts dans les cas de conciliation et d'assurer une nomination plus rapide des conciliateurs. Il s'agit de rendre plus expéditives les procédures de conciliation et d'arbitrage; autrement les relations patronales-ouvrières en souffrent. Il est donc nécessaire de déterminer un délai pour la nomination des arbitres. La mesure contribuera à éliminer les retards et à faire prévaloir la bonne foi de la part des deux parties.

Désormais, la nomination des conciliateurs se fera dans un délai de six jours. Jusqu'ici, la loi ne prévoyait aucun délai. D'autre part, employés et patrons devront à l'avenir choisir leur arbitre respectif dans les dix jours de la demande du ministre, alors que sous l'ancienne loi, les délais étaient indéfinis. Les deux premiers arbitres ont cinq jours au lieu de dix pour s'entendre sur le choix du président du comité d'arbitrage. Le ministre du Travail aura le droit de nommer le troisième membre du comité d'arbitrage, lorsque les deux premiers ne lui font pas de suggestions à ce sujet dans le délai prescrit.

De plus, les arbitres devront procéder à l'instruction du différend et rendre leur sentence avec toute la diligence possible, mais dans un délai maximum de trois mois, à compter de la nomination du dernier arbitre à moins que, pour des raisons spéciales, le ministre du Travail n'étende le délai. L'absence de délais fixés a contribué, souvent, à accentuer le mécontentement entre les deux parties, lors d'un conflit industriel, et retardé la solution du différend.

Le projet de loi vise à donner satisfaction aux plaintes justifiées. Avant de présenter cette loi, je l'ai soumise au Conseil supérieur du travail et il en a approuvé l'essence. Depuis, la CTCC¹¹, par son président général et son secrétaire¹², l'a également approuvé et a même adressé de chaleureuses félicitations au premier ministre et à moi-même d'avoir une fois de plus donné à l'ouvrier les lois qu'il réclame. Une fois de plus, le gouvernement de l'Union nationale prouve que lorsque les revendications ouvrières sont faites dans l'ordre et le calme, elles reçoivent toujours ainsi un accueil sympathique et elles donnent de bons résultats.

Au cours de 1947, des journaux ont écrit à maintes reprises que le gouvernement se préparait à passer une loi antiouvrière. Ce n'est pas vrai. Nous avons répondu que ce n'était pas là l'intention du gouvernement et que notre passé, en matière de législation ouvrière, garantissait le présent. La réponse du gouvernement à ces rumeurs, c'est le

bill 31, qui est présenté à la demande des ouvriers et endossé par les patrons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Auparavant, un comité d'arbitrage pouvait prendre tout le temps qu'il voulait; certains prenaient jusqu'à un an, pour rendre une décision sur un conflit de travail et, dans le passé, des travailleurs impatients ont causé de nombreuses grèves qui ont perturbé le lieu de travail.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il y a lieu d'approuver les amendements apportés par le bill 31. Ces modifications, dit-il, sont de nature à améliorer la loi des différends ouvriers votée en 1941 sous l'administration libérale et qui a donné d'excellents résultats. Cette loi en était une de conciliation et de bonne entente. Il s'agissait de trouver la meilleure méthode de régler les conflits ouvriers. Il y avait lieu, cependant, d'y apporter, à un peu plus tard, certaines modifications, de la mettre à date, en somme de hâter la procédure. C'est ce que fait le gouvernement. On nous dit c'est la réponse du gouvernement à ceux qui l'ont critiqué. Il faut plus que cela. On n'a fait que coucher dans un texte des améliorations considérées comme raisonnables par tout le monde. Mais cette loi ne peut constituer toute la politique ouvrière du gouvernement et la province est en droit d'attendre beaucoup plus. J'espère que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) nous apportera d'ici la fin de la session quelque chose de plus concret, quelque chose qui expliquera de façon plus précise ce qu'il entend faire pour la masse du peuple.

Il était désappointé que le gouvernement n'ait pas cru bon d'introduire un code du travail complet pour la province. Il espérait qu'il soit possible d'établir un code du travail complet pour la province. Il nous faudrait une législation plus complète, dit-il, et je crains qu'il faille attendre les élections pour l'obtenir. En attendant un meilleur gouvernement, nous nous contenterons pour quelques mois du bill 31.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est là une bonne mesure. Il y a lieu de féliciter le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour la présentation du présent bill. J'ai eu l'occasion de suivre les progrès de quelques grèves l'automne dernier et j'ai constaté que beaucoup d'employeurs abusaient de l'élasticité de la loi actuelle des relations ouvrières. L'une des principales causes de conflits ouvriers, c'est la lenteur de l'arbitrage.

Des contrats d'une durée d'un an étaient déjà en vigueur depuis six mois et les sentences arbitrales

s'y rapportant n'avaient pas encore été rendues. Les conflits se prolongent ainsi pendant des mois et les ouvriers se lassent. Dans certains milieux, ils en viennent parfois à la conclusion, erronée selon moi, qu'il ne vaut guère la peine de recourir à l'arbitrage et d'entrer dans la filière interminable des négociations et, qu'après tout, la légalité ne donne pas grand-chose. Ça a été l'une des causes de certaines grèves.

La réforme proposée par le bill 31 est nécessaire. À mon sens, les amendements que l'on apporte sont excellents. J'espère que le ministre du Travail donnera pareillement suite à certaines autres demandes des ouvriers¹³.

M. Chaloult (Québec) félicite le gouvernement de présenter le bill.

M. Côté (Rouyn-Noranda) félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de son bill. Le projet est bon, dit-il, c'est un pas dans la bonne direction, mais il ne va pas assez loin. À son avis, il devrait y avoir moyen de raccourcir encore les délais. Il formule des suggestions, qui pourraient selon lui améliorer la législation. Il dit que tout en étant probablement le plus sévère des critiques des politiques du travail de l'administration Duplessis, il trouve cependant que l'amendement est logique et qu'il sera bien accepté par tous les syndicats et il est aussi heureux de remercier le gouvernement en leur nom.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cette loi amènera les parties à respecter les lois ouvrières. La nouvelle limite de temps agira comme une période de réflexion après laquelle les deux parties pourront mieux accepter les conclusions du comité d'arbitrage.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement a déjà trop retardé pour apporter les amendements contenus dans le bill. Dès la fin de la guerre, dit-il, le gouvernement aurait dû fixer un délai pour les sentences¹⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si nous avons trop tardé, que le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) cesse de parler, afin que nous puissions adopter la loi au plus tôt.

M. Lemieux (Beauharnois) félicite le ministre du Travail et le gouvernement de leur initiative. La population ouvrière qu'il représente s'en réjouira certainement. La réduction des délais fera disparaître certains mécontentements, dit-il. Il a constaté à

Valleyfield, dans son comté, qui fut le théâtre d'une grève retentissante, que les délais trop longs pour les procédures de conciliation et d'arbitrage contribuaient à aggraver le mécontentement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les versions française et anglaise de l'article 2 qui se lisent comme suit:

"2. L'article 17 de ladite loi est modifié en ajoutant après le mot "doit", dans la quatrième ligne du second alinéa, les mots ", avec toute la diligence possible, mais dans un délais n'excédant pas dix jours,"."

"2. Section 17 of the said act is amended by adding after the word "shall" in the fourth ligne of the second paragraph thereof, the words ", with all possible dispatch, but without a delay not exceeding ten days,"."

La version anglaise est amendée pour remplacer le mot "without" par le mot "within".

L'amendement est adopté

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 54, est de nouveau modifié:

"a) en ajoutant après le mot "canadiens", dans la quatrième ligne du paragraphe 1, le mot "majeurs";

"b) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le ministre nomme comme membres du conseil d'arbitrage la personne qui lui est suggérée, dans les dix jours de sa demande, par les employés parties au différend et la personne qui lui est suggérée, dans le même délai, par le patron également partie au différend. Le ministre peut

désigner d'office et nommer une personne pour agir comme membre du conseil d'arbitrage lorsque la partie intéressée ne lui a pas fait de suggestion dans le délai prescrit.

"Les deux membres nommés en vertu de l'alinéa précédent doivent, dans les cinq jours de leur nomination ou, s'ils ont été nommés à des dates différentes, dans les cinq jours de la dernière nomination, suggérer au ministre une personne impartiale et compétente pour agir comme troisième membre et président du conseil d'arbitrage.";

"c) en ajoutant après le mot "nomme" dans la deuxième ligne du paragraphe 3, les mots "membres et"."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il faut que le ministre du Travail intervienne et que l'influence du gouvernement se fasse sentir en plusieurs cas, afin que nos lois ouvrières soient respectées, que les conflits ne se prolongent pas et pour assurer leurs règlements.

Il signale plusieurs cas où il a personnellement servi de médiateur¹⁵. Il est convaincu que le bill qu'il présente empêchera des conflits souvent attribuables au mécontentement que provoquait la longueur des procédures.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Ne serait-il pas possible de rédiger les lois de façon plus claire? Elles sont faites seulement pour les avocats. On devrait les rédiger de façon à ce que tous les intéressés les comprennent. Il demande au gouvernement de reproduire en entier les articles qui sont amendés pour mettre la loi à la portée des ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il fallait procéder de cette manière, le volume des Statuts aurait des proportions colossales.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Des brochures sont distribuées aux ouvriers pour expliquer les lois qui les intéressent.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"25. Le conseil d'arbitrage doit procéder à l'instruction du différend et rendre sa sentence avec toute la diligence possible, mais au plus tard dans les trois mois de la date de la nomination de son président.

"Si le conseil d'arbitrage le lui demande, en raison de la nature et des circonstances particulières du différend, le ministre peut accorder, s'il le juge dans l'intérêt de la justice et des parties, un délai supplémentaire qui ne doit pas excéder le délai suggéré par le conseil d'arbitrage.

"La sentence est écrite et signée par la majorité des membres du conseil; elle doit être remise au ministre du Travail, qui la dépose dans les archives de son département."

M. Choquette (Montmagny): Que se produira-t-il si l'on ne peut réussir à procéder à l'arbitrage dans le délai de trois mois? Est-ce qu'il y aura une sanction dans les cas où les arbitres n'observeraient pas la nouvelle loi? Il regrette qu'aucune sanction ne soit prévue pour les cas où les délais ne seraient pas respectés. La loi est incomplète, dit-il.

L'honorable M. Barrette (Joliette) reconnaît qu'il est arrivé des cas où les arbitres ne procédaient pas, comme l'a dit le député de Montmagny, et qu'il a fallu nommer de nouveaux arbitres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a mauvaise volonté quelque part, si les arbitres ne peuvent ou ne veulent régler le problème dans le délai de trois mois, ils perdront toute autorité et ils seront révoqués. Le droit de grève deviendra alors légal dans le délai de quatorze jours.

M. Choquette (Montmagny): Pourquoi ne pas le dire dans la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas nécessaire.

M. Choquette (Montmagny) insiste pour qu'il soit dit dans la loi que si les arbitres n'ont pas procédé dans trois mois, les ouvriers auront le droit de se mettre en grève.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas nécessaire.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Si l'on nomme un deuxième conseil d'arbitrage, le délai sera-t-il encore de trois mois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y aura pas de nouveau conseil d'arbitrage, sauf si

toutes les parties y consentent. Nous voulons des procédures de bonne foi.

M. Drouin (Abitibi-Est): Les intéressés devraient pouvoir aller consulter les dossiers au ministère du Travail où ils seront déposés en vertu de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas nécessaire.

M. Drouin (Abitibi-Est): Il m'est arrivé de vouloir consulter des dossiers dans certains ministères et on m'en a refusé l'accès.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans quel ministère?

M. Drouin (Abitibi-Est): Au ministère des Terres et Forêts.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois¹⁶.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Chasse et pêche

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser, pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas \$60,000 par année, pendant une période de cinq ans et que la partie non dépensée, au cours d'une année quelconque, de ladite somme de \$60,000 puisse être employée aux mêmes fins pendant les années subséquentes de ladite période de cinq ans.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 36 est agréée.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi autorise le gouvernement à dépenser \$300,000, soit \$60,000 par année pendant cinq ans pour prendre les mesures nécessaires pour faire l'inventaire précis de nos ressources de poissons et de gibier, et permettra au gouvernement de déterminer et exécuter un programme rationnel de conservation et de développement des ressources de la province en matière de chasse et de pêche.

M. Bienvenue (Bellechasse) souscrit pleinement au projet de loi. Mais cette loi est parfaitement inutile parce que les pouvoirs demandés se trouvent déjà dans la loi sur la chasse et la pêche et que le personnel spécialisé que l'on demande pour élaborer les programmes existe lui aussi. Il n'y a aucune raison pour cette mesure. Le ministre des Pêcheries

(l'honorable M. Pouliot) possède déjà tous les moyens d'action qu'il veut obtenir pour faire faire le travail sans loi spéciale. Il n'a qu'à faire appliquer plus rigoureusement les lois existantes.

Le ministre a un ministère dont les employés sont dévoués et prêts à formuler des suggestions; il n'a qu'à leur demander des rapports. Si l'argent est nécessaire, il n'a qu'à inclure les montants nécessaires dans son budget.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ce que nous devons faire, c'est établir et mettre en application un plan d'ensemble complet dans le domaine et qui sera très utile. La chasse et la pêche sont un sujet de convoitise pour bien de gens. Il importe de prendre des mesures énergiques pour protéger nos richesses dans ce domaine. Le gouvernement ne demande pas l'autorité, mais les moyens d'exécuter son projet.

Nous voulons assurer la durabilité de notre richesse en poisson et en gibier dans les intérêts de notre population, non pas pour aujourd'hui, mais pour l'avenir, aussi loin que nous pouvons le prévoir. Il est important de protéger notre gibier et notre poisson pour les générations futures. Ce projet ne peut pas être fait du jour au lendemain, ni avec un ou deux spécialistes, parce qu'il faudra parcourir toute la province pour s'assurer que les moyens sont offerts pour protéger ces ressources naturelles. Cette année, nous voulons faire l'inventaire de ce que nous avons. Ce plan de protection ne peut être mis en pratique parce qu'honnêtement le gouvernement ne sait pas comment il va coûter.

Il y a eu des cas de contamination de poissons dans diverses régions de la province, y compris dans le fleuve Saint-Laurent et il faut bien de déterminer les causes d'une telle contamination qui tue une grande quantité de poissons. Il faut par exemple savoir ce qui était fait dans les autres provinces et aux États-Unis à ce sujet. Nous devons trouver les causes de la pollution de nos cours d'eau et déterminer ce qu'il faut faire pour arrêter cette pollution. Il sera nécessaire d'envoyer nos meilleurs jeunes hommes de la province dans les autres provinces et ailleurs, particulièrement dans l'État de Washington pour apprendre de l'expérience vécue dans ces autres places, car il n'y a pas dans la province suffisamment d'experts. Il faut faire des enquêtes.

Il faut également éduquer les gens. C'est bien d'appliquer des lois, c'est nécessaire, mais il demeure qu'il est important d'éduquer les gens pour qu'ils respectent les lois. Ce sont précisément toutes

les associations de chasse et pêche qui recommandent un plan quinquennal. Il est également nécessaire de prendre les moyens pour éduquer les gardes-chasse et les gardes-pêche au sujet des dernières méthodes utilisées ailleurs.

Les libéraux durant les 45 ans qu'ils ont été au pouvoir n'ont rien fait ou à peu près pour la conservation de notre faune et de nos poissons.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La loi est inutile, elle sanctionne le gaspillage d'une somme de \$60,000. Il demande des précisions sur le projet du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot). Il vaudrait mieux employer l'argent demandé par le bill, dit-il, à engager des inspecteurs supplémentaires pour faire respecter les lois existantes au lieu de présenter un projet de loi qui vise à faire croire aux gens qu'un miracle est possible. Les gardes-chasse ne sont pas assez nombreux et reçoivent des salaires trop minces.

Le ministre des Pêcheries a-t-il des résultats à offrir pour les sommes dépensées depuis deux ans?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) est toujours prêt à entendre des suggestions et les membres de l'opposition sont toujours les bienvenus à son ministère et il lui fera plaisir d'écouter leurs suggestions et de les adopter si c'est possible.

Il parle des nombreuses expériences faites à Sainte-Adèle et ailleurs. Avec de la poudre d'iris, on a débarrassé certains lacs des espèces indésirables qui y vivaient, dit-il. On a ensuite ensemencé ces lacs et on y trouve aujourd'hui de la truite de trois et quatre livres. On songe à faire de même au lac aux Écorces, dans le Parc national. Le département va apporter de grandes améliorations qui s'imposent à la pisciculture de Saint-Faustin, dans le comté de Terrebonne. Il sera fait des travaux importants à la pisciculture de Tadoussac.

M. Bienvenue (Bellechasse): Plus nous écoutons le ministre des Pêcheries, moins nous trouvons ce projet de loi utile. Qu'on applique les lois existantes. Il y a dans celles-ci tout ce qu'il faut pour inventorier sur la faune et sur les poissons. On a déjà tout le mécanisme voulu pour arriver à ces fins. Le ministre a l'air de croire que rien n'a été fait avant lui. Pourtant, ses sous-ministres, MM. Richard et Labrie étaient là avant lui et il les a gardés. Le ministre nous dit ce qui a été fait ici et là et il nous raconte son histoire comme s'il avait accompli des gestes de générosité envers les gens, au lieu d'essayer simplement de faire ce qu'il est supposé de faire.

Je pense justement que c'est aujourd'hui le 50^e anniversaire de naissance de mon collègue, le député de Montmorency (M. Dumoulin) et je voudrais lui offrir mes félicitations et mes meilleurs vœux.

Les députés applaudissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve singulier que mon honorable ami pense à l'anniversaire de son collègue en discutant de poisson et de gibier.

Des députés ministériels rient.

M. l'Orateur: Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais)¹⁷.

Des députés de l'opposition: Parle! Parle!

M. Choquette (Montmagny): Tous les députés ont le privilège d'exercer leur droit de parole à la Chambre.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. À ces fins, le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

"a) retenir et rémunérer les services de spécialistes pour établir un tel programme et notamment pour trouver des remèdes appropriés aux problèmes résultants de l'industrialisation, de la construction de barrages et de la pollution des eaux;

"b) faire l'inventaire biologique des lacs et rivières en vue d'en améliorer les conditions et le rendement;

"c) faire une étude systématique des pêcheries du fleuve et du golfe Saint-Laurent en vue d'appliquer à leur exploitation les méthodes de pêche les plus modernes et les plus aptes à procurer aux pêcheurs le maximum possible de bénéfices;

"d) organiser et maintenir des établissements de pisciculture;

"e) établir et aménager, sur les terres de la couronne et ailleurs, des réserves de chasse et de pêche et acquérir pour ces fins, de gré à gré ou par expropriation, des terrains qui se prêtent particulièrement à l'organisation de ces réserves;

"f) adopter toute mesure propre à favoriser, dans les forêts du domaine public, l'accroissement du gibier et des animaux à fourrure;

"g) prendre toutes autres mesures et exécuter tous autres travaux requis pour l'exécution du programme prévu par l'article 1;

"h) conclure avec des gouvernements, universités, organismes et corps publics, corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il juge avantageuse pour la préparation et l'exécution de ce programme."

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) félicite le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) d'avoir présenté cette loi. La mesure va permettre, dit-il, de faire des études spéciales dans le domaine des pêcheries maritimes. Il y a là d'importants problèmes à résoudre. Celui du homard est primordial. La loi rend un grand service aux pêcheurs de homards du Québec. La Côte-Nord est dépeuplée de homard.

Le homard diminue également sur la côte de Gaspé. Aux Îles-de-la-Madeleine, les prises ont diminué de 50 % l'an dernier. Le département devrait s'occuper du homard qui a des tendances à quitter les lagunes des Îles-de-la-Madeleine pour s'en aller ailleurs. Le homard quitte les rives canadiennes pour s'en aller à Boston.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas surprenant avec l'Union nationale au pouvoir.

Des députés de l'opposition rient.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il faut à tout prix que nous trouvions le moyen de protéger cette richesse, une source de revenu pour mes électeurs. Il faudra aussi étudier la question des marchés. J'ai étudié la question il y a quelques années avec le sous-ministre des pêcheries à Ottawa.

Des députés de l'opposition: À Ottawa!
(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait signe à M. Langlais de reprendre son siège.

M. Choquette (Montmagny): Les députés des deux côtés de la Chambre ont droit de parler.

M. Hamel (Saint-Sauveur) demande des précisions sur les projets du ministre et suggère que la loi sanctionne le gaspillage d'une somme de \$60,000.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les députés de l'opposition voudraient que nous ayons recours à leur science infuse. Nous préférons consulter les gens qui s'y connaissent. Les sous-ministres ne font pas de politique à Ottawa. Actuellement, le homard pris aux Îles-de-la-Madeleine nous est revendu après avoir passé par les marchés de Boston et de Montréal.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le homard, est-ce que ça se pêche à la ligne?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Peut-être serait-il avantageux d'établir des viviers le long du Saint-Laurent. Nous pourrions ainsi obtenir nos produits sur place. Les consommateurs paieraient moins cher et les producteurs seraient mieux rémunérés.

Il faudrait aussi préparer des cartes de pêche. Le bill va permettre d'élucider toutes ces questions et permettra aussi aux Îles-de-la-Madeleine de régler la situation du homard qui se détériore dans la région et il pourra permettre toutes les améliorations possibles. C'est une mesure nécessaire et j'en félicite le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot).

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 13 février 1948, à la page 3, souligne qu'il est 3 h 15 lorsque débute l'étude des résolutions en comité plénier.

2. Dans un commentaire partisan, *Le Canada* du 13 février 1948, à la page 3, écrit que M. Duplessis essaye de corriger son erreur. Pierre Garneau (1823-1905) est un député conservateur de l'Assemblée législative élu pour la première fois lors d'une élection partielle en 1873. Il occupe le poste de ministre de l'Agriculture et des Travaux publics (1874-1876) et celui de ministre des Terres de la couronne (1876-1878) dans le cabinet Boucher de Boucherville. En 1886, il se rallie au Parti national. Nommé conseiller législatif en 1887, il entre dans le cabinet Mercier à titre de ministre des Terres de la couronne (1887-1888), puis il devient ministre des Travaux publics (1888-1891). Il démissionne du Conseil législatif en 1904. Son neveu, Némèse Garneau (1847-1937), siège à l'Assemblée législative de 1897 jusqu'à sa nomination comme conseiller législatif en 1901. Il occupe cette fonction jusqu'à son décès. En 1905, Simon-Napoléon Parent l'a nommé ministre de l'Agriculture.

3. Canadian National Railway.

4. Cette information est prise dans *Le Canada* du 13 février 1948, à la page 3. Le quotidien libéral écrit que le ministre est hésitant et que le premier ministre lui enlève la parole.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 13 février 1948, à la page 5, c'est M. Lorrain qui aurait annoncé les coûts reliés à la construction du pont de Saint-Jean.

6. Selon *L'Action catholique* du 13 février 1948, à la page 13, il s'agit de \$90,000.

7. Dans un nouveau commentaire empreint de partisannerie, *Le Canada* du 13 février 1948, à la page 2, explique que M. Duplessis est nerveux.

8. *Le Canada* du 13 février 1948, à la page 2, rapporte une version différente de ce passage: "Ce sont les municipalités les plus pauvres qui souvent sont chargées des ponts les plus coûteux."

9. Selon le *Montréal-Matin* du 13 février 1948, à la page 3, le débat a duré deux heures.

10. Le comité a adopté les huit premiers articles du projet de loi.

11. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

12. Il s'agit, respectivement, de Gérard Picard et André Roy.

13. Dans un éditorial publié dans *Le Devoir* du 10 février 1948, à la page 1, André Laurendeau donne également son opinion à propos du bill 31.

14. D'après le *Montréal-Matin* du 13 février 1948, à la page 1, M. Francoeur a parlé pendant environ dix minutes.

15. La version du *Montréal-Matin* du 13 février 1948, à la page 2, de ce passage est teintée de partisanerie: "Le ministre signale plusieurs cas où sa médiation personnelle a été couronnée du plus entier succès."

16. *Le Devoir* du 13 février 1948, à la page 1, écrit qu'en une heure, l'affaire était enlevée.

17. *Le Canada* du 13 février 1948, à la page 2, explique que sur un signe du premier ministre M. Langlais a repris son siège.

Première séance du vendredi 13 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**La Société des missionnaires
du Cœur Eucharistique**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

J.-C. Lafond et P.-É. Filion

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 relatif à l'admission de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion comme membres de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Jean Charbonneau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 relatif à l'admission de Jean Charbonneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Assurance-vie
Desjardins**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Chasse
et pêche**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"[[3. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à dépenser, pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas \$60,000 par année, pendant une période de cinq ans.

"La partie non dépensée au cours d'une année quelconque, de ladite somme de soixante mille dollars puisse être employée aux mêmes fins pendant les années subséquentes de ladite période de cinq ans.]]"

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des détails sur le plan quinquennal prévu dans le bill. Le travail peut être fait avec les sommes votées dans les budgets annuels.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ceci ne fonctionnera pas. Par exemple, s'il verse \$10,000 au budget de l'année prochaine pour des études sur les truites, l'année prochaine il ne pourra pas utiliser cette somme pour étudier les problèmes relatifs à l'original ou au chevreuil.

Nous voulons procéder suivant un système bien défini et d'après les avis des meilleurs experts. Il s'agit d'établir une fois pour toutes un véritable plan d'ensemble, une politique de conservation et de développement adaptée aux besoins de notre province.

À Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, il y a un lac, où il y avait plusieurs sortes de poissons. Il y a trois ans, on a fait mourir tout ce poisson par un acide spécial. Plus tard on y a placé de la truite. Et aujourd'hui, on peut y prendre de la truite de trois ou quatre livres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) doute de l'énoncé du ministre au sujet du succès obtenu à Sainte-Adèle quant au repeuplement de la truite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'aime pas interrompre ces histoires de pêche, je suggère que le sujet est sérieux. Les associations de chasse et pêche et d'autres qui ont mené des études neutres sur les problèmes du poisson et du gibier ont recommandé l'élaboration d'un plan d'ensemble pendant un certain nombre d'années et c'est seulement par une loi comme celle qui est proposée que ceci peut être fait. Il est nécessaire de connaître les réserves en poisson et en gibier de la province et de connaître ce qu'il faut faire pour les préserver et pour favoriser leur accroissement.

Ces ressources attirent un grand nombre de touristes dans la province et elles constituent un actif important pour cette dernière. L'étude ne peut être effectuée en fonction des postes budgétaires. Il se peut que l'étude d'un aspect particulier de la question révèle la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et alors il sera hors de question d'attendre que l'Assemblée vote un poste pour couvrir les frais. La seule solution est de procéder avec un plan d'ensemble et la Chambre est appelée à verser \$300,000 sur une période de cinq ans.

Il est d'avis, dit-il, qu'une publicité devrait montrer à quel point il est indispensable de conserver et d'accroître ces ressources pour que tout le monde se rende compte de cette réalité. Les chimistes devraient faire des enquêtes pour déterminer les meilleurs moyens que les compagnies doivent prendre pour prévenir la pollution de l'eau. Il y a eu beaucoup de pollution à Gaspé, près de Trois-Rivières et ailleurs. Une grande quantité de poissons sont morts à cause de la pollution. Il était impossible de prévoir les conséquences des différentes dépenses de ce programme; c'est pourquoi le projet de loi a été proposé. La mesure constitue le seul moyen de réaliser les réformes que l'on veut faire dans le domaine des pêcheries.

En faisant une enquête et un inventaire de ce qui existe, on trouvera naturellement des situations qui demanderont des solutions rapides, d'où le besoin d'un budget additionnel pour remédier à la situation. Il est temps d'ailleurs que cet inventaire de nos richesses poissonnières se fasse. De plus, à même ce montant de \$60,000, nous allons faire une campagne de propagande par toute la province. Tout cela fait partie d'un plan que nous voulons réaliser systématiquement.

Le ministère engagera des experts pour faire le travail et l'opposition n'a pas à craindre des activités politiques, car les experts n'ont pas d'opinion politique. Les gens coopéreront par le biais d'un plan d'ensemble. Dans la province, il y a des gens d'une grande perspicacité qui font du bon travail. Ils ont suggéré une étude générale et la mesure actuelle applique l'idée suggérée au gouvernement.

Nous voulons procéder graduellement, nous voulons organiser et nous voulons que les gens sachent que la somme de \$300,000 a été attribuée à ce problème.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) s'étonne de ce qu'on procède par une loi spéciale. Il ne voit pas l'utilité d'une telle loi. Ce n'est pas comme un plan d'ensemble pour des ponts, quelque chose qui serait stable pendant une certaine période. Il voudrait que l'on place plutôt les argentés demandés dans le budget régulier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela est impossible, parce qu'il s'agit de dépenses imprévues. Les montants votés dans les budgets annuels doivent être dépensés dans une période de douze mois. On ne peut fixer à l'avance ce que peuvent coûter les préparatifs d'un plan d'ensemble. Ce qui n'est pas dépensé à la fin de l'exercice financier retombe dans le Trésor et doit être voté de nouveau à une session. Avec un budget qu'il faut faire voter chaque année, on ne peut préparer de plans que pour un an d'avance. Tandis qu'avec une loi comportant une autorisation de cinq ans, on peut dresser des plans pour cinq ans d'avance.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Mais le gouvernement est au pouvoir depuis quatre ans, il aurait pu penser à ce plan d'ensemble avant aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mieux après quatre ans qu'après 40 ans de pouvoir.

M. Lemieux (Beauharnois) est d'opinion que la loi est excellente. Il croit aux idées qu'elle contient. Il approuve entièrement la mesure et votera en sa faveur.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) demande que l'on adopte le bill sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! Non! Vote! Vote!

M. l'Orateur: Que l'on appelle les députés.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chalout, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 50.

Contre: MM. Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Kirkland, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des paroisses
et des fabriques**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des paroisses et des fabriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a pour but d'exiger la production, avec la requête demandant la reconnaissance civile du décret canonique, d'un plan et de la description du territoire concerné.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pouvoirs spéciaux
pour la crise du logement**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 23 janvier courant, sur la motion du représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault) proposant que le bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le problème de l'habitation est un problème urgent qui a une très grande portée et qui demande une solution immédiate. Le bill en discussion n'apportera aucune solution à un problème de nature provinciale, pour ne rien dire de plus, mais il représentera un obstacle à la solution et encouragera les éléments subversifs.

Cette question intéresse non seulement les hommes publics mais les sociologues et les autorités religieuses. Dans une lettre pastorale, l'archevêque de Montréal, Son Excellence monseigneur Joseph Charbonneau¹, a révélé qu'il manque 70.000 logements dans la métropole. Par conséquent, il y a danger physique et moral pour la population, obstacle à la création de nouveaux foyers. Cette pénurie de logements est un terrain propice à la propagation d'idées subversives que craint tant le premier ministre. Selon

la récente lettre pastorale de monseigneur Charbonneau, le problème de l'habitation est municipal, provincial et national, et toutes les autorités devraient collaborer pour remédier à la situation. Mais le problème du logement relève néanmoins exclusivement de l'autorité provinciale où l'autonomie n'est pas en jeu², puisque Ottawa ne veut pas s'en mêler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pourquoi?³

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis surpris qu'on me demande pourquoi. Parce que sa solution relève des provinces, que c'est un problème de droit civil, que l'autonomie est en cause, sérieusement cette fois. Les grands autonomistes en paroles, à la manière du premier ministre, se soucient peu de l'autonomie provinciale quand il s'agit du logement. Ils ne veulent pas accepter leurs responsabilités quand surgit une question un peu difficile.

Je répète que le problème du logement doit être réglé par le provincial. Ce bill va-t-il aider à le solutionner? Je dis non. Dès 1935, et en 1936, mon honorable ami faisait de cette question un des articles les plus importants de son programme. Il promettait de faire disparaître les taudis, de donner des logements salubres au peuple. Il y a 13 ans de cela et il n'a rien fait. Aujourd'hui, en 1948, à la veille des élections, il fait un geste.

Ce n'est pas en imposant aux municipalités des fardeaux qu'elles ne peuvent porter, que le premier ministre en arrivera à une solution. Il est étrange que le gouvernement se décharge par ce bill de ses responsabilités sur les municipalités. La loi en question met des responsabilités trop grandes sur le dos des municipalités. Celles-ci ne peuvent pas les assumer entièrement parce qu'elles ont déjà des charges trop lourdes. Un grand nombre d'entre elles prient actuellement le gouvernement de leur remettre une partie des taxes provinciales, notamment celle de la gazoline.

Le gouvernement ne règle pas le problème. Il s'en libère en chargeant les municipalités. Il leur dit: "Si vous avez des lots vacants, vendez-les pour \$1 à ceux qui veulent se construire des maisons; bâtissez les services d'aqueduc, etc.; réduisez de 50 % pour 30 ans l'évaluation municipale." La loi projetée sera inefficace et inutile. Cette loi aura pour effet de faire porter aux municipalités des fardeaux nouveaux qui sont au-delà de leurs forces. Nous avons l'exemple du passé pour le prouver.

En 1925, le gouvernement fédéral avait passé une loi qui mettait \$25,000,000 à la disposition des provinces pour favoriser la construction des

logements ouvriers. Québec s'en est prévalu. La Législature a passé une loi pour autoriser les municipalités à emprunter du provincial l'argent que prêtait le fédéral, au provincial. Mais la loi a été à peu près inopérante. Très peu de logements ont été construits en vertu de cette loi et la plupart des municipalités ont perdu de l'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Entre la loi fédérale que cite mon honorable ami et la présente loi, il y a une énorme différence. Dans le cas présent, les municipalités n'assument pas un sou d'intérêt.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En 1944, le gouvernement Godbout a fait adopter à son tour une loi du logement pour permettre des commutations de taxes, en faveur des logements ouvriers, jusqu'à concurrence de 70 %. Cette loi, non plus n'a pas donné les résultats attendus. Pourquoi alors répéter les mêmes erreurs? Il ne sert à rien d'édicter des lois dont personne ne se servira. Aujourd'hui, avec ses lois sur le logement, le premier ministre veut tout simplement jeter de la poudre aux yeux de l'électorat. Cette mesure, c'est encore du camouflage, pas autre chose.

(Applaudissements à gauche)

En 1944, le premier ministre, alors chef de l'opposition, s'était fortement opposé à la loi libérale, accusant le gouvernement de ne rien donner aux municipalités. Il disait qu'elle privait les municipalités d'une partie de leur revenu. Pourquoi présenter à son tour, aujourd'hui, une loi analogue? Fait-elle autre chose? C'est encore le cas, la loi actuelle permet aux municipalités de refuser une partie de leurs revenus, c'est tout.

La loi sera inopérante parce que les municipalités ne voudront pas profiter d'une loi qui leur ravira des revenus intéressants. Si les municipalités s'en prévalent, elles se plongeront davantage encore dans les dettes. Elles accorderont des commutations de taxes et elles devront vendre le terrain pour \$1. La loi permettra aux municipalités de construire des aqueducs, des systèmes d'égouts, de donner des programmes gratuits, de mettre à niveau le terrain, d'aider et de répartir les coûts sur l'ensemble de la communauté, non pas à ceux qui en bénéficient.

Cela va donner lieu à du favoritisme et le gouvernement pourra favoriser certaines municipalités. Le premier ministre, qui s'ingère dans tous les conseils municipaux, les commissions scolaires et même l'élection des marguilliers, veut favoriser ses amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne m'occupe pas des conseils municipaux, tel que le prétend le député de Rivière-du-Loup et je ne me suis jamais occupé d'élections municipales nulle part dans la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre devrait alors défendre à ses amis de s'en occuper. Avertissez-les de se tenir tranquilles. Cette loi ouvre la porte au favoritisme. Apparemment, le mot d'ordre est donné partout. L'Union nationale doit s'emparer des conseils municipaux, des corporations scolaires et même des charges de marguillier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mon honorable ami ne devrait pas parler comme il le fait. Qu'il regarde autour de lui. Son adversaire politique a été élu par acclamation maire de Rivière-du-Loup. Ce n'était pas l'Union nationale, mais le peuple qui parlait.

La Commission municipale aura le contrôle des activités des municipalités.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne pense pas que c'est une protection. La seule façon d'aider la situation de l'habitation c'est d'avoir un système de crédit urbain basé sur le système du crédit agricole. Le seul moyen de résoudre efficacement le problème, ce serait que le gouvernement provincial s'entende avec le gouvernement fédéral, tout en gardant à Québec, son autonomie, comme le disait le premier ministre lui-même en 1944 et comme le demande Mgr Charbonneau. Il faudrait nécessairement que la loi soit administrée par la province.

Le problème c'est que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas l'intention de collaborer avec Ottawa qui a annoncé son intention d'aider les provinces si elles le demandent. Le gouvernement fédéral voudrait aider, bien que le problème du logement ne soit que provincial, comme l'a énoncé un ministre du fédéral. Cependant, il n'y a pas de raison pour que la province ne puisse pas recevoir de l'aide d'Ottawa. De plus, l'autonomie de la province ne sera pas en danger étant donné qu'il a été clairement dit que l'habitation est une affaire provinciale.

Mais il n'y aura aucune collaboration avec le gouvernement fédéral qui est prêt à aider, parce que le premier ministre s'est mis en guerre contre le premier ministre King et le ministre des Affaires étrangères, le très honorable Louis Saint-Laurent. Le premier ministre cherche plus à saboter la

réputation de M. King et de M. Saint-Laurent, et à travailler à leur chute que de chercher des solutions aux problèmes de la population du Québec. C'est pour cette raison que le gouvernement provincial n'est pas parvenu à un accord avec le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Point d'ordre! Le député de Rivière-du-Loup ne doit pas anticiper sur les autres bills inscrits au *Feuilleton* dont l'un comporte la question d'entente avec le fédéral.

M. Chaloult (Québec): M. l'Orateur, n'y aurait-il pas moyen d'étudier ensemble, sur la deuxième lecture, les quatre projets de loi du gouvernement relatifs au problème du logement? Cela faciliterait le travail et empêcherait les répétitions.

M. Dumoulin (Montmorency) appuie cette suggestion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si l'opposition vise à soulever un débat général sur le problème de l'habitation, je n'ai pas d'objection. J'ai mûrement réfléchi à l'opportunité de permettre ce débat général, mais si au moins j'avais l'assurance qu'une fois que la Chambre aura disposé de l'un des projets de loi, elle adoptera aussi tous les autres, vu que le principe général aura été discuté! Cela ne me semble pas possible. Nous nous exposerions à faire tout le débat et à le recommencer ensuite sur l'adoption de chaque bill.

M. Choquette (Montmagny): Les quatre bills qui ont trait à la crise du logement sont connexes. Il est impossible de faire une discussion intelligente de la question sans référer d'un bill à l'autre. Je crois que l'on devrait permettre cette discussion générale.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quand on est de bonne foi, on peut facilement discuter de chacun des bills.

M. Choquette (Montmagny): Ce n'est pas le trésorier provincial qui peut donner des exemples de bonne foi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y aurait des avantages à cela, mais rien dans la procédure ne peut permettre l'étude conjointe de ces bills. On doit s'en tenir aux conclusions de chaque mesure. Les trois autres projets de loi concernant le

problème du logement concernent, il est vrai, un problème unique mais comportent tout de même des aspects particuliers. L'un a trait aux pouvoirs des municipalités, l'autre aux prêts que peuvent consentir les caisses populaires, et le troisième à une enquête générale sur le sujet. Nous avons d'importantes modifications à présenter la semaine prochaine lorsqu'ils viendront en comité plénier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement n'a jamais rien fait depuis quatre ans dans le domaine logement. C'est une question exclusivement provinciale et l'autonomie de la province de Québec n'est pas du tout en danger. C'est un bill inefficace parce que les municipalités ont des charges trop lourdes à supporter maintenant pour en accepter d'autres.

Le seul moyen, à son avis, de régler le problème du logement, c'est de demander l'aide du gouvernement fédéral. Seule la coopération du gouvernement central pourra améliorer les choses, dit-il. Les moyens pris par le gouvernement pour régler la crise du logement sont nuls. Ces lois sont inefficaces parce qu'il manque 70,000 logis dans la seule ville de Montréal. Ces lois sont à base d'électoratisme et elles sont du camouflage. Le projet de loi 7 n'aidera d'aucune façon la cause de l'habitation, mais il servira d'écran au refus du gouvernement de l'Union nationale d'aider la population des villes à se sortir d'une situation difficile.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Quel est le but du bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est de venir en aide aux municipalités.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'aurais aimé pouvoir discuter du problème du logement dans son entier, mais comme je suis limité par le texte du bill 7, je vais m'en tenir le plus strictement possible aux règlements.

Ce n'est pas la première fois que j'ai l'occasion de parler de ce problème. À diverses reprises déjà, par motion ou autrement, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur cette crise qui s'aggrave chaque jour, d'année en année.

Je veux affirmer que si chacune des quatre lois qu'on propose à notre intention n'avait pour résultat que de permettre la construction de 2, de 10, de 15 ou de 26 logis, j'y serai favorable, car ce serait autant de pris. Même si je vois dans cette législation des déficiences assez graves, le bill est une goutte

d'eau dans l'océan; j'y suis dans son ensemble favorable et je voterai en faveur.

Le problème du logement est spécialement grave dans les villes, surtout dans la métropole du Canada. Il manque 70,000 maisons à Montréal. Il manque des logements pour les nouveaux foyers. Chaque année, il faudrait construire environ 10,000 logements nouveaux. L'an dernier, il y a eu environ 10,000 mariages à Montréal et comme il ne s'y est construit que 4,000 maisons, le déficit a été de 6,000 logements. Cela risque de continuer indéfiniment si les pouvoirs publics n'y voient pas. Il est temps que le gouvernement s'intéresse au problème.

Il faut non seulement considérer ce problème dans son aspect foyers nouveaux, mais également comme moyen de régler la situation du logement et de permettre à nos gens de se loger chez eux. Citant le pape Pie XII, il fait remarquer que la famille a droit à un espace vital. C'est le désir le plus cher au cœur de tout homme d'avoir son foyer, dit-il. C'est justice sociale que de l'aider à se le procurer et c'est aussi la meilleure garantie qui soit de stabilité. Ceux qui ne font que trembler devant le communisme devraient plutôt orienter leur frayeur de ce côté, car la multiplication de la propriété, c'est la meilleure façon de déraciner la mauvaise herbe du communisme. La propriété multipliée est une garantie sociale.

Au moins une des lois relatives au problème du logement, celle qui concerne une enquête, aurait pu être présentée dès 1944. Mais mieux vaut tard que jamais, et je suis infiniment heureux de constater que le gouvernement de Québec s'intéresse au problème du logement et qu'il présente des lois pour y apporter une solution. Mais ce qui me frappe surtout dans la législation qui nous est actuellement soumise, c'est de voir le gouvernement tenter de régler le problème sur le dos des municipalités. Il semble vouloir passer à d'autres les responsabilités du problème. En définitive, le gouvernement pratique sa générosité aux dépens des cités et villes de la province.

Néanmoins, je dois déclarer que je suis satisfait des bills du gouvernement. Dans l'ensemble, l'intention du gouvernement est bonne. Il est vrai que les municipalités pourront se servir de la présente loi si elles le veulent. Bon nombre d'entre elles ne sont pas dans une situation financière pour se prévaloir du bill 7. Mais reste à savoir si les municipalités pourront en bénéficier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Montréal, par exemple, il y a quelque mille terrains...

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cinquante mille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a au moins 50,000 terrains vacants qui appartiennent à la ville et ne rapportent rien à la municipalité. Il n'y aurait donc pas objection à les vendre pour \$1 chacun.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Mais les municipalités pourront-elles venir en aide?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les municipalités capables de venir en aide pour la construction des logements sont nombreuses. Il y a par exemple des villes comme Québec, Trois-Rivières, Saint-Jean, Sherbrooke, Sorel, pour ne nommer que celles-là, qui possèdent également des terrains vacants qu'elles pourront mettre à la disposition de ceux qui voudront se construire.

D'ailleurs grâce à la loi qui permettra de disposer des terrains moyennant un prix nominal de \$1, les municipalités retireront ensuite des taxes sur au moins 50 % de la valeur réelle des maisons que l'on construira, sans compter les autres activités que les constructions amèneront. À Montréal, ainsi, l'on pourra construire au moins 10,000 nouveaux logements.

On a l'exemple de l'Hydro qui a pu, depuis la loi de l'an dernier, construire pour ses employés au-delà de 100 maisons.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je me réjouis de ce que le gouvernement s'occupe du problème; de ce que le gouvernement reconnaisse que c'est un problème de son ressort. Mais je ne crois pas que cette loi permette la construction de milliers de maisons, comme on semble le croire. Ne serait-il pas possible d'accorder des délais plus longs que huit mois aux coopératives d'habitation, de façon à leur permettre de mieux bénéficier de la loi?

Même si l'efficacité de la loi est douteuse, même si elle ne permettrait de construire que 10 ou 20 maisons, même si le gouvernement est généreux aux dépens des autres, le principe du projet a du bon et je voterai en faveur⁴.

M. Lemieux (Beauharnois) appuie le bill.

M. Bergeron (Stanstead) appuie le bill.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On a oublié quelque chose d'essentiel, c'est-à-dire la sagesse de coopérer avec Ottawa.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 février 1948**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Pouvoirs spéciaux
pour la crise du logement**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault) proposant que le bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Ce qui me frappe moi, c'est qu'on ne voit venir aucune contribution provinciale au règlement du problème. La loi imposera aux municipalités un fardeau dont le gouvernement devrait s'occuper en réalité. Les municipalités ne pourront supporter le poids de ces responsabilités. Au lieu de grever les municipalités de nouvelles charges, le gouvernement devrait leur accorder un crédit annuel, de façon qu'elles sachent exactement ce qu'elles pourront payer pour aider à la construction de nouveaux logements.

D'après le titre et le préambule du bill, cette loi a pour but de permettre aux corporations municipales de remédier à la situation du logement. Le bill 7 n'accorde aux municipalités que des charges nouvelles. Il leur accorde cinq pouvoirs: 1) celui de vendre des lots au prix de \$1 l'unité; 2) celui de niveler ces lots en payant les dépenses à

même leurs fonds généraux; 3) celui de faire les améliorations locales telles que les égouts, les trottoirs, les pavages; 4) de réduire de 50 % l'évaluation municipale, pour une période de 30 ans, et 5) de contribuer à un fonds de réduction de l'intérêt.

Il n'approuve pas, dit-il, les réductions des taxes parce que le coût des services municipaux va augmenter avec l'augmentation du nombre des nouvelles habitations qui reçoivent de l'aide, tandis que les revenus provenant des taxes n'iront pas de pair avec les dépenses. La réduction mettra en danger les finances déjà fort ébranlées de plusieurs municipalités. Le fardeau augmente proportionnellement sur les municipalités en raison des avantages versés aux nouveaux propriétaires. Il est donc évident qu'à mesure que va augmenter le nombre des logements, les dépenses des municipalités vont également augmenter. Je n'aime pas du tout cette perspective.

Il reconnaît, poursuit-il, la responsabilité municipale mais ne pense pas que la part la plus grosse devrait être imposée aux municipalités sans que la province ne fasse aucune contribution importante. Ce n'est pas le rôle des municipalités de porter la plus grande part des dépenses dans ce domaine parce que le gouvernement provincial a plus de revenus que les villes et les municipalités. Cette politique est exercée depuis trop longtemps, en ne prenant pas en considération les conditions économiques du domaine municipal. Je ne suis pas surpris de voir le peu d'intérêt que le gouvernement porte à cette question. Il met tout sur le dos des municipalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les municipalités ne seront pas obligées de se prévaloir de cette loi. Il ne s'agit point d'obligation mais bien d'autorisation dans la loi. Seulement ceux qui désirent utiliser cette provision le feront. La deuxième clause qui fournit le nivelage des lots et la gratuité des plans est importante. Les municipalités ont l'équipement pour effectuer le nivelage à une somme nominale et elles ont déjà plusieurs plans intéressants. Ceci représentera une importante économie en temps et en argent pour le simple constructeur de maison. M. Joseph-Omer Asselin⁵ approuve le projet à Montréal.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

M. Asselin a droit à son opinion et j'ai droit à la mienne.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement veut garder ses gros revenus et faire payer les municipalités.

Il cite des statistiques qui démontrent le besoin d'une solution immédiate à la crise du

logement, et non pas d'une loi inutile de peu d'importance. De 1925 à 1931, dit-il, il y a eu 45,551 mariages et on a bâti seulement 41,487 maisons nouvelles. Dans les huit années suivantes, de 1932 à 1939, inclusivement, le nombre des mariages fut de 60,602, pendant qu'on ne construisait que 7,728 logements. De 1940 à 1947, il y a eu 76,343 mariages et on n'a construit que 23,459 logements neufs.

Depuis dix ans, il ne s'est construit à Montréal que des habitations dispendieuses pour l'usage exclusif des gens fortunés. Le recensement de 1941 a révélé que 64 % des loyers étaient de \$24 par mois. Aujourd'hui, on bâtit des maisons dans les quartiers ouvriers et le loyer le plus bas pour les logements de quatre pièces et demie sont de \$45 par mois; cinq pièces, \$50 et \$60 par mois; et il y en a seulement quelques-uns à ce prix-là.

Aucun logement n'a été bâti pour les grosses familles à faible revenu. Les seuls logements à bon marché qui ont été érigés en ces dernières années l'ont été par la Wartime Housing Corporation. Dans la ville de Montréal, 2,000 logements ont été construits par cette corporation de la couronne. Mais les maisons à loyer modique construites par la Wartime Housing Corporation n'ont pas contribué à remédier à la pénurie de logements à Montréal et à soulager les souffrances des grosses familles à faible revenu. Les Montréalais qui gagnent \$36 par semaine ont besoin de logements à bon marché. Ce sont eux qui sont affectés par le problème du logement. Le projet à l'étude ne leur offre aucun secours.

(Applaudissements à gauche)

Si on veut encourager la construction de logements nouveaux, il faut donner un crédit annuel à valoir contre les taxes normales et ordinaires, de façon à ce que les municipalités sachent exactement ce qu'elles vont être appelées à payer pour aider à la construction de nouveaux logements.

M. l'Orateur (M. Johnson): Le temps de l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est expiré.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Il me reste encore quelques minutes mais j'en ai dit assez.

(Applaudissements à gauche)

M. Choquette (Montmagny): Le gouvernement présente une loi inopérante, inefficace et inutile. Le titre lui-même du bill constitue un aveu du

gouvernement. Cette loi indique tout de même que le gouvernement reconnaît l'existence d'une crise du logement dans notre province et qu'il faut s'en occuper. Depuis deux ans, il feignait d'ignorer pareille situation. Il ne s'en est aperçu qu'aujourd'hui. L'approche des élections l'oblige à sortir de son inertie.

La principale cause de la pénurie d'habitations dans la province réside dans le fait que l'immense majorité de ceux qui veulent se construire une maison n'ont pas le capital initial. Il existe des lois du logement, le gouvernement fédéral a pris les devants dans ce domaine. Ce sont des lois libérales comme les pensions de vieillesse, le prêt agricole...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre, à l'ordre!

M. l'Orateur: L'honorable député de Montmagny (M. Choquette) doit s'en tenir au bill.

M. Choquette (Montmagny): Les mesures pour aider actuellement l'habitation sont des mesures libérales et non de l'Union nationale. Le Parti libéral a été le pionnier dans le domaine des mesures sociales, il a passé des lois pour favoriser le logement en 1914 et 1919. En 1944, le gouvernement Godbout passait une loi pour autoriser les sociétés de prêts à avancer jusqu'à 90 % du coût de la construction aux gens qui voulaient construire. C'est ainsi que sur un montant de \$6,000, le gouvernement prêtait \$5,500, soit 90 %. Mais pour l'emprunteur qui voulait se faire construire, il fallait trouver d'abord les 10 % qui manquent, c'est-à-dire un capital de \$600, puis le montant nécessaire à l'achat d'un terrain de \$200 à \$400. La masse n'était pas capable de se procurer ce capital initial.

Ce qui manque à la masse pour devenir propriétaire, c'est précisément ce terrain et la somme variant de \$800 à \$1,000 qu'il faut pour payer 100 % des travaux de construction. Le seul remède serait l'établissement d'un système de crédit urbain pour combler la différence entre le 90 % garanti par le gouvernement fédéral et le 100 % qui manque à la masse désireuse de devenir propriétaire.

Je conviens qu'il y aurait évidemment des risques dans cette formule. Ce serait la deuxième hypothèque, mais il faudra un jour qu'un gouvernement ait le courage de le prendre. Autrement, nos familles nombreuses devront aller s'abriter sur le pavé de la route de Chicoutimi ou sur le ciment du pont de Trois-Rivières.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ou ils pourraient aussi aller sur un lot de colonisation.

M. Choquette (Montmagny): Oui, mais c'est moins payant que la route de Chicoutimi.

Je suggère que le gouvernement provincial tente d'obtenir une entente avec le gouvernement fédéral pour partager le risque. Ce serait la meilleure solution à ce problème. Mais pour cela, il faut un crédit urbain, un crédit ouvrier. Il y a l'exemple des hypothèques de Trois-Rivières. En 1908, un incendie a ravagé Trois-Rivières, comme un incendie ravagera bientôt l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement provincial de Sir Lomer Gouin a autorisé la cité de Trois-Rivières à prêter de l'argent aux sinistrés pour se reconstruire en stipulant que l'hypothèque garantissant que le prêt ne serait pas purgée par le décret (vente par le shérif), ainsi que le veut l'article 781 du Code de procédure civile. Cela aidait au maintien du propriétaire dans sa maison.

La loi proposée met toutes les obligations sur le dos des municipalités. La loi imposera aux municipalités des charges nombreuses et très lourdes qu'elles ne sont pas en état de supporter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre. Ce bill donne des pouvoirs aux municipalités.

M. Choquette (Montmagny): J'allais dire que le gouvernement se décharge de ses obligations, mais je n'insiste pas.

Pour régler le problème qu'est-ce que le gouvernement offre? Il autorise les municipalités à vendre des terrains à \$1, mais il faudrait qu'elles aient des lots vacants pour les céder à ceux qui voudront se construire. La plupart des petites villes n'en ont pas. À Montmagny, je n'en connais pas. Mon honorable ami de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a dit qu'il n'y en a pas non plus dans sa ville. Les villes qui ne disposent pas de terrains convenables devront donc en acheter ou procéder par voie d'expropriation pour pouvoir revendre ces terrains à \$1 et les doter d'aqueducs et d'égouts.

Quelles sont les municipalités dont les finances sont assez solides pour leur permettre de se lancer dans pareille affaire? Il faudra qu'elles empruntent; pour emprunter, il leur faut faudra l'autorisation de la Commission municipale.

Il y a d'autres obstacles. Ce qui manque, c'est de l'argent et le gouvernement n'en prête pas. Si le gouvernement n'a pas le courage de nous présenter une loi pour remédier à la crise du logement qu'il cède sa place à un autre.

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. l'Orateur: L'honorable député de Montmagny (M. Choquette) doit s'en tenir au bill.

M. Choquette (Montmagny): Mais, c'est ce que je fais, M. l'Orateur. La loi oblige les municipalités à donner pour rien les services municipaux aux constructeurs et elle réduit de 50 % leur évaluation municipale pour 30 ans. Mais alors qui paiera pour les services municipaux? Les contribuables. D'après la présente loi, ce sont les autres propriétaires qui vont payer pour ceux qui vont construire et qui bénéficieront d'une commutation de taxes pendant 30 ans. Et pour qui paieront-ils? Pour les riches qui auront profité de la loi, qui ne peut profiter qu'aux riches.

(Applaudissements à gauche et mouvements divers à droite)

Dans une municipalité, selon le bill, il y aura deux sortes de contribuables, soit ceux qui paieront 100 % de taxes et ceux qui ne paieront que 50 %. En vertu de la loi, un homme riche pourra acheter un terrain à \$1, bénéficier d'une évaluation réduite de 50 %, pendant cinq ans, ne rien payer pour l'aqueduc, les égouts, les trottoirs et construire une maison à logements multiples. En pareil cas, c'est encore la masse du peuple qui paiera pour les avantages dont bénéficiera cet homme riche. C'est dire que le bill ne règle nullement la crise du logement. Celle-ci ne se règle pas par des discours et des déclamations sur l'autonomie.

Le gouvernement n'a jamais rien fait pour régler la crise du logement, il a toujours refusé de faire son devoir. Pendant trois sessions consécutives, nous avons attiré l'attention du premier ministre sur cette crise. Nous lui avons rappelé ses promesses. Il nous parlait de communisme. Nous lui avons dit que le communisme ne se combattait pas par des discours mais par des mesures sociales.

Le premier ministre a attendu à la veille des élections pour apporter un simulacre de bill. Le gouvernement n'a pas pensé à la plus grande de nos richesses, celle de nos familles nombreuses. Pendant trois ans, le premier ministre a préféré mettre le capital argent au-dessus du capital humain. Il a préféré donner de gros contrats.

M. l'Orateur: Ces incidents n'ont rien à faire avec le bill.

M. Choquette (Montmagny): Je veux simplement démontrer que le gouvernement n'a pas fait son devoir.

Cette loi ne règle rien, c'est tellement vrai que le gouvernement a inscrit au *Feuilleton* un autre projet de loi pour faire une enquête sur le problème du logement. Le gouvernement vient trop tard avec une loi inefficace. Le peuple va bientôt remettre les rênes du pouvoir à ceux qui sont ses véritables amis, à ceux qui sont capables de régler le problème du logement comme ils ont réglé d'autres problèmes sociaux dans le domaine fédéral et dans le domaine provincial, par l'institution des pensions de vieillesse, des allocations familiales, de l'assurance-chômage. C'est le Parti libéral qui réglera le problème du logement, puisque l'Union nationale en est incapable.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec) rend d'abord hommage au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) qui a pris l'initiative d'exposer devant la Chambre cette importante question du logement. Au cours des trois dernières sessions, dit-il, le représentant de Montréal-Laurier a insisté sur l'urgence de régler ce problème. Il faut lui en reconnaître le mérite, car ses efforts ont enfin décidé le gouvernement à agir. Il est intéressant de constater que le gouvernement de Québec ait reconnu ses propres responsabilités en ce domaine et qu'il ait pris position sur la question de l'autonomie et ainsi donné acte à ses principes. Je l'en félicite, car j'estime que c'est essentiellement sa responsabilité en vertu de la Constitution.

Mais ça ne veut pas dire que ceux qui ont posé le problème et qui sont la cause de la situation actuelle n'ont pas leur part de responsabilité et ne doivent pas contribuer financièrement à la régler. Ceci n'exclut donc pas la responsabilité d'Ottawa en matière des logements, car il ne faut pas oublier que c'est lui en réalité, le grand responsable de la crise présente du logement.

Il faut aussi reconnaître au premier ministre, le mérite de s'être rendu aux désirs du député de Montréal-Laurier et aux représentations qui lui ont été faites par la population en ce domaine. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que le chef de l'Union nationale pose des gestes de grande portée en se rendant aux instances de la population au sujet d'un grave problème. Ses attitudes sont démocratiques. Il félicite, dit-il, le premier ministre d'accepter ainsi les conseils des députés de la gauche, méthode que pratiquait naguère avec profit, Sir Lomer Gouin.

La question intéresse d'une façon toute spéciale mes électeurs de Saint-Grégoire de Montmorency. Les corporations municipale et scolaire de l'endroit, le syndicat national catholique et les organisations

paroissiales se sont réunis, ont étudié le message au cours de plusieurs séances, puis ont fait part de leurs conclusions à leur député. Dans l'ensemble, ils approuvent la législation du gouvernement sur le logement. C'est donc leur point de vue que j'exprime en même temps que le mien.

J'admets avec le député de Montmagny (M. Choquette) que le titre de la loi à l'étude est ambitieux. C'est ce qui a frappé mon excellent ami de Montmagny. Mais le titre, ce n'est pas la loi.

M. Choquette (Montmagny): C'est le masque de la loi.

M. Chaloult (Québec): C'est le titre de la loi. Je suis indulgent à l'endroit du gouvernement qui donne des titres ronflants à ses lois à la veille des élections. Il n'est pas le seul gouvernement à procéder ainsi. Que ceux qui n'ont pas péché lui jettent la première pierre. Le député de Montmagny dit que le projet ne réglera rien. C'est substantiellement vrai, mais je crois qu'il n'a pas non plus la prétention de régler grand-chose. C'est une loi accessoire, la moins importante des quatre qui nous sont présentées.

Quelle est la situation? À Montréal, 15 % seulement des gens possèdent leur propre maison, tandis qu'à Toronto, la proportion est, je crois, de 50 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 70 %.

M. Chaloult (Québec): La marge en est d'autant plus considérable. Et si nous envisageons le problème du point de vue canadien-français, nous pouvons facilement admettre qu'il n'y a pas 15 % des nôtres qui possèdent leurs maisons. On pourrait même dire que 10 %, tout au plus, de la population canadienne-française de Montréal, prise séparément, est propriétaire.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): 8.7 %.

M. Chaloult (Québec): Bon. Le problème est donc extrêmement grave. Et il est plus grave pour les ouvriers que pour le reste de la population. Il n'y a pas 4 % des ouvriers qui sont propriétaires de la maison qu'ils habitent dans la province.

On voit les conséquences funestes de cet état de choses: subsistances des taudis à Montréal, des maisons surpeuplées, développement de la tuberculose, propagation du vice, des idées subversives, limitation des naissances, tous les maux et désordres sociaux que l'on déplore aujourd'hui. Je ne m'étendrai pas sur les causes du mal.

Pour trouver la cause du problème, il faudrait remonter aux deux guerres auxquelles nous avons ridiculeusement (sic) participé; il faudrait parler des milliards, des folies inconcevables dont nous nous sommes rendus coupables, de la désertion des campagnes accentuée par notre participation à des guerres impérialistes, défaut de tous les gouvernements des 50 dernières années à présenter un véritable programme de colonisation, etc.

Ce projet me paraît excellent en principe. Il comporte une commutation de taxes jusqu'à concurrence de 50 %. Je suis ordinairement opposé aux commutations de taxes, mais comme ici, c'est un problème d'intérêt public et que c'est en faveur des petits, cette fois, je n'y suis pas opposé. Les municipalités pourront vendre des terrains à un prix nominal, soit à \$1 et il n'y a pas de mal à cela. Quant aux travaux d'égouts et de nivelage, les municipalités ne sont pas tenues de les faire et si elles vont au-delà de leurs moyens, ce ne sera pas la faute du gouvernement.

Ce projet de loi ne peut pas régler seul le problème du logement, mais il est de nature à en faciliter partiellement la solution. Je voterai en faveur. Il faut le considérer dans l'ensemble avec les autres bills qui nous permettront d'étudier plus tard le fond de la question. Il se réserve le droit, dit-il, de parler plus longuement du problème lorsque les autres projets de loi seront étudiés.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): C'est à Montréal que le problème du logement est le plus aigu. J'espère que nos collègues de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté), de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté), de Maisonneuve (M. Gâtien), de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) vont se lever et nous aider à obtenir une véritable loi du logement.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ah! oui, ils vont parler.
(Rires à gauche)

Un député de l'opposition: Non, ils ne parleront pas.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): On aurait dû s'attaquer à ce problème il y a trois ans. Le 17 septembre 1947, à Drummondville, à une réunion de la Ligue des propriétaires, le premier ministre disait: "Nous devons avoir la ténacité des bons." Mais les bons, ils sont de ce côté de la Chambre, car la loi proposée ne ressemble pas aux promesses du premier ministre. Il avait dû se dire à Drummondville: "Je vais parler et je penserai

ensuite". Il a promis qu'il n'y aurait plus d'emprunts municipaux sans référendum. "Il est inutile de créer de nouveaux propriétaires en ruinant les anciens", a dit le premier ministre au congrès de Drummondville. C'est exactement ce qu'il propose aujourd'hui par cette loi. Le gouvernement prétend créer de nouveaux propriétaires à la charge des municipalités.

"Il faut un plan d'ensemble", disait encore le premier ministre. Il nous a proposé un plan d'ensemble pour les poissons ce matin. Il s'est plaint des ouvriers...

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre est encore imbu des mêmes idées et il est encore contre le crédit urbain. Notre chef nous permet de donner librement nos opinions personnelles. Pour moi, j'étais à Drummondville où je représentais mon chef. En son nom et au mien, j'ai réclamé un crédit urbain. Si le crédit agricole provincial a rendu de bien grands services à la classe agricole de notre province, pourquoi le crédit urbain ne serait-il pas un succès? Le gouvernement devrait faire un effort. Il a de gros budgets, qu'il fasse donc un beau geste!

Apparemment, le gouvernement n'a pas l'intention de prendre ses responsabilités et de trouver une solution pratique à la question du logement. On nous offre un bill qui fait faire toutes les dépenses par les municipalités. Montréal contribue pourtant aux revenus du gouvernement de Québec. À tel point que les gens réclament une province de Montréal. Je ne suis pas pour cela mais je veux un crédit urbain. Si le gouvernement avait un bon plan d'ensemble, il pourrait se construire à Montréal et ailleurs des propriétés au coût de \$3,500 à \$4,000.

À ce prix là, nos ouvriers et ceux qui gagnent de petits salaires pourraient espérer devenir propriétaires de leur propre maison. Ce serait faire une excellente œuvre que d'encourager ces gens à se construire si on leur donnait réellement l'opportunité de le faire grâce à un plan d'ensemble, mais pas avec un bill comme celui du gouvernement. Ce projet de loi est inutile. Cette mesure est comme un cataplasme sur une jambe de bois, ce n'est que du camouflage politique.

Je crois qu'il est possible de faire construire des maisons de \$3,500. Ce plan d'ensemble, il consisterait dans la formation d'un centre de coopératives qui verrait à intéresser les ouvriers dans la construction de leurs propres maisons. Il suffirait de faire travailler les ouvriers le soir, pendant l'été.

(Applaudissements à gauche)

M. Ross (Montréal-Verdun) s'élève contre la mesure proposée. Le bill fera assumer aux municipalités des fardeaux trop lourds qui sont d'ailleurs du ressort du gouvernement même, dit-il.

Toute ma pensée et mon opinion sur le bill 7 sont résumées dans l'amendement que j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil). Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants;

"Cette Chambre, tout en admettant que les corporations municipales sont intéressées au règlement du problème de l'habitation dans leur territoire respectif, refuse d'approuver le bill 7 intitulé: Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement, parce qu'il fait assumer aux municipalités une grande part des responsabilités qui incombent au gouvernement provincial dans la solution de la crise du logement, leur impose des charges trop lourdes et leur fait encourir des risques trop onéreux."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 25.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Johnson, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 45.

Ainsi, l'amendement est rejeté

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill 7 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour ne pas retarder les travaux, je n'ai pas exercé mon droit de réplique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas votre bill, c'est celui du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un bill du gouvernement. Nous sommes solidaires.

Un député de l'opposition: Vous tomberez ensemble.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Toute corporation peut aussi, pour fins d'impositions foncières municipales, réduire à 50 % de sa valeur réelle, pour une période de 25 ans à compter de son érection, l'évaluation de toute habitation nouvelle.

"Dans le cas d'une habitation nouvelle érigée en remplacement d'un taudis ou d'une autre maison insalubre, l'évaluation prévue par l'alinéa précédent, si elle excède celle qui portait sur le taudis ou la maison insalubre, peut être réduite au niveau de cette dernière.

"Toutefois, lorsqu'une habitation nouvelle contient plus de logis que la maison remplacée, l'évaluation des logis supplémentaires, sur la base de 50 % de leur valeur réelle, est ajoutée à l'évaluation prévue par l'alinéa précédent, pour former l'évaluation totale de l'habitation nouvelle, ou celle-ci est évaluée sur la base uniforme de 50 % de sa valeur réelle, selon le mode le plus avantageux pour son propriétaire."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'article 4 soit modifié en remplaçant "25" par "30".

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté

Les articles 5 à 18, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 après l'avoir amendé.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet) propose la remise de la troisième lecture à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'y objecte. Il demande l'adoption immédiate en troisième lecture étant donné qu'on en a déjà discuté tous les aspects.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et **M. Godbout (L'Islet)** refusent. Ils insistent pour la remise de la troisième lecture à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce cas-là, nous allons siéger ce soir.

Il appelle la motion du député de Québec (M. Chaloult) relative au traitement des employés civils.

M. Chaloult (Québec) n'est pas prêt à discuter de la motion, déclare-t-il. Il n'a pas la documentation nécessaire pour développer son sujet comme il le désire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) relative à la formation d'un comité parlementaire des relations industrielles.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) déclare qu'il n'est pas prêt à discuter de la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle la motion du député de Québec-Centre (M. Morin), motion au *Feuilleton* du 13 février 1948.

M. Morin (Québec-Centre) déclare qu'il n'est pas prêt à discuter de la motion.

(Le chef de l'opposition consulte ses collègues)

M. Godbout (L'Islet): C'est très bien nous allons adopter le bill en troisième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Johnson, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 25.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel;

- bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance;

- bill 109 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen;

- bill 114 interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc;

- bill 117 modifiant la loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille;

- bill 120 concernant la succession Douglas Watson Ogilvie;

- bill 121 concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier;

- bill 130 concernant La Société Saint-André de Montréal;

- bill 137 concernant le Club Saint-Denis;

- bill 201 concernant la propriété des bicycles.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson, avec l'amendement suivant qu'il a prie d'agréer:

L'article est modifié en biffant, dans les première et deuxième lignes, les mots:

"Nonobstant les dispositions de l'article précédent."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 108 constituant en corporation les Chevaliers de Maisonneuve, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en remplaçant, à la page 2:

a) le troisième paragraphe qui commence par les mots "Attendu qu'ils désirent" et qui finit par les mots "(Statuts refondus, 1941, chapitre 276)";

b) le quatrième paragraphe qui commence par les mots "Attendu que pour que soient confirmés" et qui finit par les mots "de la présente loi";

c) le cinquième paragraphe qui commence par les mots "Attendu que pour que les requérants" et qui finit par les mots "d'une loi spéciale", par le paragraphe suivant:

"Attendu qu'ils demandent d'être constitués en corporation avec pouvoir de succéder aux Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (no 1787) dans l'exercice de leurs droits légaux et dans l'accomplissement de leurs obligations;"

Projets de loi:

Succession de Joseph Masson

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 107 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Chevaliers
de Maisonneuve**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 108 constituant en corporation les Chevaliers de Maisonneuve.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande aux députés d'être au parlement mardi matin pour les séances de comités.

Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

complémentaire la chronique rédigée par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et publiée dans *Le Devoir* du 14 février 1948, à la page 1.

5. Il s'agit du président du comité exécutif de la ville de Montréal.

NOTES

1. Une copie de cette lettre a été publiée dans *Le Devoir* du 19 janvier 1948, à la page 3.

2. Le passage de *L'Événement* du 14 février 1948, à la page 1: "l'autonomie n'est pas en jeu", devrait possiblement se lire: "l'autonomie n'est pas un enjeu"; ce qui rendrait le propos du député plus logique dans le contexte du débat.

3. Seul *Le Canada* du 14 février 1948, à la page 3, attribue explicitement cette intervention à M. Duplessis. Les autres journaux font mention d'un député ministériel.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1948, à la page 3, cette intervention de M. Laurendeau a eu lieu lors de la séance de l'après-midi après le discours de M. Marler. Le lecteur curieux pourra consulter à titre

Première séance du mardi 17 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à trois heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée¹.

Deuxième séance du 17 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 135 constituant en corporation La Prospérité, société de secours mutuels;
- bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache;
- bill 187 constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur;

Et, sans amendement, le bill 166 autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires.

Projets de loi:

Amélioration des conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bellemarre (Champlain)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu qu'il convient de prendre des mesures pour remédier autant que raisonnablement possible à la crise du logement;

Attendu qu'il y a lieu de faciliter l'accès à la propriété immobilière et d'en favoriser la décentralisation;

En conséquence,

1. Que dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a) "caisse populaire" désigne tout syndicat coopératif de crédit dénommé "caisse populaire Desjardins", toute fédération de tels syndicats et tout groupement de telles fédérations;

b) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à logis unique ou multiples, à l'exclusion des conciergeries et maisons de rapport, construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 15 janvier 1953;

c) "logis" signifie une demeure familiale d'au moins cinq pièces;

d) "Office" désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

e) "société de prêts" ou "société" signifie une compagnie de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance ayant son siège social dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des prêts de construction pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

3. Que, sous réserve du paragraphe b de la résolution 2, les caisses populaires et les sociétés de prêts soient autorisées à prêter jusqu'à concurrence de cent pour cent du coût de toute habitation nouvelle; toutefois, lorsque le coût excède la valeur réelle de la construction, tel que déterminée par la caisse populaire ou la société qui fait le prêt, celui-ci doit être réduit au niveau de cette valeur.

Ces prêts pourront être faits pour une période n'excédant pas trente ans.

4. Que toute habitation nouvelle doit, pour bénéficier des avantages de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène, de plans et devis approuvés par la corporation municipale dans le territoire de laquelle elle est située et des règlements municipaux de construction, sauf, quant à ces derniers, dérogation autorisée par ladite corporation.

5. Que, à peine de nullité, nul immeuble bénéficiant de quelqu'un des avantages prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne pourra, sans l'autorisation expresse de l'Office, être aliéné ou loué hors de la famille, sauf, dans le cas d'une habitation à logis multiples, le droit du

propriétaire de les louer à l'exception d'un, qui doit être réservé à son usage et à celui de sa famille.

6. Que l'Office du crédit agricole du Québec soit chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Il pourra, en son nom, faire toutes conventions, prendre tous engagements et effectuer toutes prestations prévues par ladite loi.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la demande de l'Office, autoriser le trésorier de la province à lui verser, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour rencontrer les obligations contractées par l'Office sous l'empire de ladite loi.

8. Que l'Office devra soumettre au trésorier de la province, le 31 décembre de chaque année, un rapport détaillé des obligations contractées et des montants versés en vertu de ladite loi et lui fournir tout autre renseignement qu'il croira utile.

9. Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme totale n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars.

10. Que, à la recommandation de l'Office, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire à un syndicat coopératif ou société coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à et effectivement occupée par l'emprunteur et sa famille, ou s'il s'agit d'une maison de plus d'un logement, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à et effectivement occupé par l'emprunteur et sa famille.

Lorsque le prêt excèdera six mille dollars, dans le cas d'une maison à logement unique, ou un montant équivalant à plus de six mille dollars pour un premier logement et quatre mille dollars pour chaque logement additionnel, dans le cas d'une maison de plus d'un logement, l'intérêt qui pourra être payé en vertu de l'alinéa précédent sera basé sur un capital n'excédant pas, selon le cas, les montants mentionnés au paragraphe b de la résolution 2.

La présente résolution ne s'appliquera pas aux intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

On va étudier en comité les résolutions relatives au bill 8. Cela facilitera la discussion, d'autant plus que les résolutions reproduisent toutes

les dispositions du projet de loi à l'étude article par article. Nous les étudierons une par une. Une fois que toutes les clauses auront été discutées en détail, j'espère qu'on n'y reviendra pas lors de l'étude du bill lui-même. On ne devrait faire qu'une seule discussion, pour la loi et les résolutions, ce qui signifierait un passage rapide du projet de loi à la seconde lecture et à la troisième lecture².

Le comité étudie la première résolution qui se lit comme suit:

1. Que dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a) "caisse populaire" désigne tout syndicat coopératif de crédit dénommé "caisse populaire Desjardins", toute fédération de tels syndicats et tout groupement de telles fédérations;

b) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à logis unique ou multiples, à l'exclusion des conciergeries et maisons de rapport, construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 15 janvier 1953;

c) "logis" signifie une demeure familiale d'au moins cinq pièces;

d) "Office" désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

e) "société de prêts" ou "société" signifie une compagnie de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance ayant son siège social dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des prêts de construction pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je veux d'abord féliciter le gouvernement d'avoir défini le mot "logis" de façon à comprendre une demeure familiale d'au moins cinq pièces. Mais d'autre part, j'aimerais savoir s'il existe une définition juridique du mot "conciergerie"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un terme bien connu.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): N'y a-t-il pas une certaine contradiction entre la clause qui exclut les conciergeries et les maisons de rapport et celle qui permet d'ajouter au logis primitif un nombre indéterminé d'autres logis? Donner un deuxième logis au propriétaire, c'est bien mais si la loi ne fixe aucune limitation quant au nombre des autres logis, je crains bien qu'il n'y ait danger de

spéculation. Un homme qui aurait un certain capital à placer pourrait obtenir en vertu du bill 8, \$6,000 pour un premier logis et \$4,000 pour les suivants. On en arrive ainsi à un prêt de \$18,000 pour une maison de quatre logis et il n'y a pas de limite. S'il veut en construire six, il pourra obtenir \$26,000. Une maison de quatre logements peut être une maison de rapport. Est-ce qu'indirectement, on ne permet pas ainsi d'appliquer la loi à des conciergeries et à des maisons de rapport? Est-ce qu'on ne permet pas la spéculation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill 8 a pour but de répondre à un besoin des plus urgents en encourageant sur une grande échelle la construction de maisons unifamiliales dans la province. Nous voulons remédier à la crise du logement en fournissant le plus de logements possible, dans les circonstances actuelles, aux familles qui en ont besoin. La mesure va permettre à ceux qui désirent être admis dans cette catégorie d'emprunter les sommes suffisantes pour couvrir le coût de la maison.

Je crois que la méthode la plus pratique est celle qui a été appliquée par la coopérative d'habitation de la paroisse de Sainte-Marguerite des Trois-Rivières où des maisons sont sorties de terre en peu de temps. Depuis 1941, sous la direction d'un curé intelligent, on a construit là en pleine crise, avec l'aide des caisses populaires, et grâce à l'effort constant de ceux qui sont propriétaires aujourd'hui, plus de 40 maisons. C'est la formule moderne du système ancien de la corvée, qui est la coopération mise en pratique.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Combien y a-t-il de logis dans ces maisons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Chaque maison comprend deux logements. Le but de la mesure est de donner aux gens la possibilité de se loger, non pas de créer des sources de revenu aux gens. Nous voulons que chaque citoyen soit propriétaire de sa maison, mais il peut arriver que le propriétaire préfère posséder en même temps un autre logis. Car pour le début du moins, il est bon que le nouveau propriétaire puisse compter sur un revenu pour l'aider à rencontrer ses obligations, les taxes et les remboursements. Plus tard, après un certain nombre d'années, il pourra prendre toute sa maison pour lui et sa famille. C'est pour cela que nous permettons les maisons à logis multiples.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Cela n'est pas trois ni quatre ni six.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition ne devrait pas s'opposer au présent bill. Tout cela est subordonné à la loi. Le but de celle-ci n'est pas d'encourager ou de faciliter la spéculation, mais plutôt de donner un logis à une famille. Si, pour donner un logis à une famille, il est nécessaire d'en ajouter un ou deux autres, on le fera, mais dans les conditions spécifiées par la loi.

Autant que possible, nous voulons un système calqué sur celui de la coopérative de Sainte-Marguerite. À Trois-Rivières, ce fut un succès, et il est possible de le recommencer ailleurs. Deux logis par maison, ça me paraît la formule la plus pratique. Mais il peut arriver des cas où il soit plus pratique d'en ajouter d'autres, bien que, dans l'esprit de la loi, les maisons de trois et quatre logements doivent être l'exception. Il ne faut pas restreindre la loi pour lui enlever son efficacité. Notre loi veut prévoir ce cas.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'idéal ne serait-il pas de fournir un foyer à une famille?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut se placer au point de vue pratique. Le but général de notre loi est de favoriser l'accès à la propriété, et le plus grand nombre de gens, je crois, sont intéressés à devenir propriétaires, mais il ne faut pas oublier la nécessité de l'effort personnel. L'idéal, c'est de mettre en pratique la vieille théorie: Aide-toi et le Ciel t'aidera!

Qu'on remarque cette autre particularité, c'est qu'à la base de notre législation, il y a la coopération, l'effort personnel. Je ne connais pas de formule plus féconde que celle de la coopération. Elle est basée sur le travail personnel, sur le respect de la dignité humaine, l'ambition et le sens des responsabilités. Le but de la loi, répète-t-il, est de calquer en quelque sorte le système qui a produit de si merveilleux résultats à Trois-Rivières, par la coopération, le sens de la responsabilité et le respect de la dignité humaine.

Grâce à la Coopérative Sainte-Marguerite, cette paroisse est en train de devenir l'un des endroits les plus intéressants chez nous. On cherche à le mettre en usage ailleurs. Mais nous ne voulons pas avec notre loi créer un système de maisons à revenus, mais faciliter l'accès à la propriété. Nous allons nous en tenir à ce plan tant que nous n'en aurons pas trouvé un meilleur.

Mais nous tentons actuellement une première expérience. Il ne faut pas une législation trop sévère, car il n'est peut-être pas prudent de fermer trop de portes. Nous croyons que c'est la meilleure loi du

genre au Canada, la plus efficace jamais présentée pour réussir, et nous croyons que le plan de Sainte-Marguerite est le meilleur dans les circonstances. Si plus tard dans la pratique, on trouve un autre système qui s'avère meilleur et qu'il faut amender la loi nous l'amenderons. Nous sommes ouverts, mais pour le moment, il nous faut une certaine latitude.

Notre principe c'est une maison d'au plus deux logements. On veut permettre au nouveau propriétaire de se bâtir une maison avec un logement pour lui et un autre logement pour louer, ce qui l'aidera à rencontrer ses obligations au début. Plus tard, le propriétaire pourra utiliser lui-même les deux logements s'il en a besoin.

Il cite de nouveau le cas de Sainte-Marguerite de Cortone. Le curé, dit-il, a lui-même prêché l'exemple, construisant des blocs avec ses coopérateurs, non pas des blocs de destruction et de désagrégation. (Souriant)³ On a remis à la mode, en l'adaptant, le système de la corvée. Grâce à la coopération, 40 maisons ont été construites, sous la direction d'un curé dévoué qui a su travailler lui-même.

Aujourd'hui, les maisons des coopérateurs de Sainte-Marguerite valent beaucoup plus que ce qu'elles ont coûté en réalité, parce que les gens y ont apporté leur effort personnel. C'est le plan que je trouve le plus recommandable, parce qu'il est à base de coopération, de respect de la dignité humaine et d'effort personnel.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La présente loi, telle que rédigée, prête à un danger de spéculation parce qu'elle ne restreint pas à deux logements les maisons qui peuvent être construites en vertu de cette loi. Les gens qui construiront des maisons de quatre ou six logements emprunteront de l'argent à 5 %, le gouvernement payant 3 % de l'intérêt, c'est-à-dire que le public sera exposé à payer pour des spéculateurs.

Il serait infiniment mieux que le texte de la loi prévoie une limite maximum de deux logis, pour éviter tout danger de spéculation contraire à l'esprit de la loi. Car c'est à nous de délimiter les pouvoirs de l'Office du crédit agricole. Je réclame des maisons avec un maximum de deux logis précisément pour me conformer à l'expérience très méritoire de Trois-Rivières, dont a parlé le premier ministre. À mon sens, la méthode de Trois-Rivières s'est avérée excellente. Il connaît très bien l'œuvre de la Coopérative Sainte-Marguerite de Cortone et du curé Chamberland, et il admire ce mouvement. Je suis favorable au système des corvées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi actuelle est la plus progressive et la plus efficace de toutes les lois et elle vise à couvrir même certains cas d'exception, découlant de circonstances particulières, cas qui ne pourraient pas être réglés par une loi trop rigide. C'est pourquoi elle permet la construction de maisons de deux, trois et même quatre logements.

Le projet de loi sera une exception plutôt qu'une règle générale concernant l'investissement avec du capital externe dans les entreprises du Québec, mais le gouvernement croit que les compagnies du Québec devraient être celles qui collaborent à trouver une solution aux problèmes sociaux de la province comme le logement. Le principe de la loi est de favoriser la maison à deux logements. Le député de Laurier voit un danger de spéculation dans le projet de loi tel que rédigé, parce qu'il permet la construction de maisons à plusieurs logements.

N'oublions pas, d'ailleurs, que la loi comporte elle-même des limitations. La loi dit que les caisses populaires et les sociétés de prêts pourront prêter une somme ne dépassant pas \$6,000 dans le cas d'une maison à logis unique et un montant ne dépassant pas \$6,000 pour le premier logis dans le cas d'une maison à logis multiples et de \$4,000 par logis additionnel. Les sommes respectives étaient de \$5,000 et de \$3,000. La loi ne s'appliquera pas aux maisons à appartements et aux habitations collectives. Elle ne vise pas à encourager la construction de maisons à appartements, parce que cette catégorie implique un revenu.

Il y est dit en toutes lettres que la loi n'est pas faite pour les conciergeries, pour les maisons de rapport, pour la spéculation. C'est l'esprit de la loi. On veut permettre la construction de maisons à deux logements pour aider aux nouveaux petits propriétaires à se faire des revenus suffisants pour rembourser convenablement leurs emprunts. Mais il se peut que des propriétaires trouvent qu'il leur faut deux logements additionnels pour leur permettre de faire leurs remboursements.

Les caisses populaires, qui sont les principales sociétés de prêts considérées dans la loi, sont en elles-mêmes une garantie contre la spéculation. Les autres sociétés de placement qui feront les prêts vont être obligées de se conformer à l'esprit de la loi. De plus, une autre protection, la loi sera administrée par l'Office du crédit agricole, qui a fait ses preuves. Les prêts devront être approuvés par l'Office. C'est une garantie additionnelle que l'esprit de la loi sera scrupuleusement observé.

Nous voulons tout de même et avec raison, on en conviendra, que la garantie du gouvernement pour couvrir les intérêts des prêts soit protégée. L'Office a de l'expérience en la matière. Qu'on se rappelle qu'il n'a perdu que \$150 sur des prêts de \$60,000,000 aux cultivateurs. Enfin, il y a le lieutenant-gouverneur en conseil qui est autorisé à fournir \$3,500,000 et devra le faire, aussi, en respectant l'esprit de la loi.

M. Chaloult (Québec): Il ne s'agit pas ici d'apprécier les intentions du premier ministre, elles sont très bonnes, mais il s'agit plutôt de déterminer si le texte de la loi est un reflet fidèle de ses intentions. Des spécialistes m'ont dit, par exemple, qu'en certains cas, le montant de \$4,000 alloué pour chaque logement supplémentaire peut paraître trop élevé et disproportionné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'autres spécialistes m'ont dit le contraire. J'ai pleine confiance aux caisses populaires pour appliquer la loi conformément à son esprit. L'Office du crédit agricole, les caisses populaires, et même le gouvernement au besoin interviendront s'il le faut pour empêcher la spéculation, danger que le député de Québec redoute.

M. Chaloult (Québec) et M. Laurendeau (Montréal-Laurier) félicitent le gouvernement d'avoir restreint aux compagnies de prêt qui ont leur siège social dans la province de Québec les bénéfices de cette loi.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) ne pense pas que le style des maisons devrait être limité et s'oppose à l'exclusion des maisons contenant des appartements, des structures autorisées par la loi. À Montréal, il y a plusieurs personnes qui ne veulent pas être propriétaires, mais qui veulent avoir une maison pour y habiter; ce type de maison est généralement favorisé et s'adapte à leurs besoins. Il n'aime pas le terme maison à appartements, parce que ce type de bâtiment et les immeubles d'habitation sont les deux catégories exclues. En excluant les maisons de rapport et de conciergerie, on empêche certainement la construction de maisons de quatre logements à Montréal.

De plus, si le but de la loi est d'encourager un mouvement de construction de nouveaux logis, pourquoi le gouvernement veut-il limiter considérablement le nombre des prêteurs en décrétant que seules pourront faire des prêts des

sociétés de placement qui ont leur siège social dans la province de Québec? Il n'est pas bon d'exclure les compagnies qui n'ont pas leur siège social dans la province de Québec, mais qui opèrent dans notre province et en retirent des sommes considérables d'argent.

Si des compagnies d'assurance des autres provinces veulent participer au mouvement, pourquoi les en empêcher? Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement refuse aux compagnies étrangères la permission de profiter de cette loi. Si on veut réellement aider à construire des maisons, il faut donner cette permission à tout le monde. Il me semble qu'on ne doit pas les empêcher d'aider à l'exécution de cette loi, de placer dans la province les sommes considérables d'argent qu'elles en ont retiré.

Il y a des compagnies d'assurance qui ont leur siège social en Ontario ou aux États-Unis et qui font beaucoup d'affaires en notre province. Ces compagnies perçoivent des millions en primes des citoyens de la province. Pourquoi ne pas leur permettre de placer dans le Québec cet argent provenant du Québec? Pourquoi les empêcher de nous aider? Elles ont d'ailleurs déjà assez contribué, dans la province, à la construction, comme par exemple à Montréal en 1935.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour ce qui est des sociétés qui pourront prêter des argents aux personnes qui voudront se construire, elles devront avoir leur siège social dans notre province et ce pour le motif que l'argent de Québec doit servir dans la province de Québec. Rien, dans la loi, n'empêche ces compagnies de prêter aux citoyens et aux industries du Québec. Toutefois, vu qu'il s'agit de nos gens, nous prétendons que, dans l'établissement de notre plan, préférence doit être donnée aux compagnies de la province. Il est sain et convenable d'associer avant tout à l'application d'un plan de rénovation sociale, engageant des deniers publics, les maisons qui sont incorporées suivant les lois de notre province.

Il me semble, que les \$3,500,000 que le gouvernement est prêt à payer en intérêt doivent profiter d'abord aux gens et à des institutions de la province de Québec. Elles doivent être les premières à bénéficier des \$3,500,000 que le gouvernement met à leur disposition. Il est alors juste que notre province bénéficie des transactions qui seront effectuées en vertu du bill 8 et que notre argent reste dans le Québec.

(Applaudissements à droite)

Nous ne fermons pas la porte aux autres compagnies qui veulent faire des placements chez nous.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Plusieurs compagnies d'assurances qui n'ont pas leur siège social dans la province, mais faisant affaires et payant taxes chez nous, et qui ont déjà perçu des millions chez nous, sont prêtes à prêter une partie de cet argent aux citoyens de notre province. On leur ferme la porte de la province. Je crois qu'il ne faut pas limiter le nombre des prêteurs.

M. Godbout (L'Islet): Le point de vue du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est important. On ne devrait pas ainsi limiter les prêts. Cette exclusion n'aidera pas le mouvement. Il n'y a plus de limite lorsqu'il est question d'argent. Non seulement le gouvernement ne devrait pas restreindre aux compagnies à siège social dans la province les charges qu'impose cette loi; mais il devrait aller jusqu'à modifier la loi générale des assurances pour forcer les compagnies à siège social en dehors de la province à prêter dans notre province les millions qu'elles viennent recueillir. Cela se fait dans les autres provinces et dans les États américains.

Je crois que l'une des grandes faiblesses de notre système économique vient en bonne partie de ce que nous contrôlons mal les compagnies étrangères. Nous laissons une trop grande liberté aux sociétés d'assurances. J'ai en tête une loi limitatrice des prêts à l'étranger, au lieu de limiter les prêts dans notre province. Plusieurs compagnies qui n'ont pas leur siège social dans la province ont drainé notre argent à million chaque année pour le prêter dans des industries situées ailleurs. Au lieu de limiter leur pouvoir de nous prêter, nous devrions les forcer à nous prêter davantage pour l'habitation. Les compagnies d'assurance sont les plus grandes puissances financières du pays. Et chez nous, elles ont libre jeu. Elles peuvent sortir autant de capitaux qu'elles le veulent.

De plus, il n'est pas sage de se fier seulement aux caisses populaires parce qu'elles ne peuvent pas prêter beaucoup en application de cette loi. Ce qu'elles pourront prêter est insignifiant comparativement aux besoins de la situation. Les caisses populaires ont déjà prêté une très forte partie des sommes dont elles peuvent disposer. Si j'étais directeur des caisses populaires, je leur conseillerais de ne pas participer à l'application de la présente loi, surtout telle qu'elle est rédigée, car ce serait dangereux. D'ici quelques années, les comptes bancaires de ces personnes vont

se retrouver dans une situation critique en raison de cette nouvelle action de leur part.

Dans bien des cas, les caisses populaires ont dépassé le maximum de leurs prêts, une trop grande partie de leur capital est engagé, immobilisé. On leur conseille de conserver plus de réserves d'actif liquide pour leurs sociétaires. Dans un avenir prochain, les caisses populaires seront peut-être obligées de disposer de leur avoir en faveur de leurs sociétaires. S'il y avait une crise économique, les caisses populaires se trouveraient dans une position très difficile. On ne peut les exposer à ce danger très sérieux. L'amendement ajoute certaines sociétés de prêt, mais c'est encore trop limité.

Il est important d'augmenter le nombre des propriétaires, de mettre sous les pieds des citoyens quelque chose qui les attache à un coin de terre. On a un grand besoin de maisons, mais le problème n'est pas de fournir des maisons unifamiliales à de petits investisseurs qui sont prêts à essayer cette loi. Au lieu de rétrécir le pouvoir de prêter, le gouvernement devrait l'élargir en forçant les compagnies d'assurance à prêter dans Québec une partie de leurs argents. Ce qui presse le plus, ce n'est pas tant de donner aux gens la propriété, que de leur donner des logements. Ce que l'on a de besoin avant tout, dans les villes généralement plus grandes, c'est des maisons, un toit pour les milliers de personnes qui étaient pratiquement sans-abri aujourd'hui.

L'essentiel, c'est de bâtir des logis, de mettre des toits sur la tête de ceux qui n'en ont pas. Prenons donc les moyens d'y arriver. Et on n'y réussira pas en défendant aux compagnies d'assurances qui ont leur siège social en dehors de la province de prêter aux constructeurs. D'où la nécessité d'assurer des prêts de toutes les compagnies et de toutes les organisations décidées à investir selon les termes d'une législation adéquate. Pourquoi limiter les prêts et risquer ainsi de rendre la loi inefficace?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris d'entendre le chef de l'opposition. Une loi pour forcer les compagnies d'assurances à placer leurs capitaux et à prêter plus d'argent dans la province serait absolument inopérante et inexécutoire. C'est ridicule. Aucune loi de la sorte ne pourra être adoptée et si jamais il y en avait une, elle ne tiendrait pas debout deux minutes. D'ailleurs point n'est besoin d'aller en dehors de la province, car les compagnies à charte provinciale ont des millions à prêter.

Les caisses populaires, organismes de coopération par excellence, dont le gouvernement a voulu consacrer l'importance dans sa loi, ont

actuellement un actif de \$75,000,000 à \$80,000,000 qu'ils n'avaient pas avant. Elles sont, de toutes les sociétés du genre, certes les plus prospères dans la province et ces organisations sont les meilleures, les plus logiques et les mieux appropriées pour prêter de l'argent conformément à la législation, comme cela se fait essentiellement sur une base de coopération.

C'est parce qu'on lui a représenté que les caisses populaires ne pouvaient rendre tous les services qu'on en attend que le gouvernement a décidé de leur adjoindre les autres sociétés de prêts ou de placements. Les compagnies qui pourront prêter en vertu de la présente loi sont nombreuses. Depuis 1945, grâce au trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), nous avons dans le Québec des compagnies d'assurances qui sont très prospères et font de gros chiffres d'affaires. Depuis 1945, les compagnies d'assurances de notre province ont multiplié leur actif quatre ou cinq cents fois; il a augmenté de centaines de millions. Aujourd'hui nos compagnies d'assurances sont en mesure de faire des prêts considérables. Nous voulons leur en donner l'occasion et l'avantage et mettre ce succès en relief.

Nous voulons éviter aussi qu'Ottawa empiète sur les droits des provinces en matière d'assurances. Le gouvernement fédéral garde encore sur les compagnies d'assurances un contrôle auquel il n'a pas droit. Le Conseil privé a décidé à trois reprises que les provinces ont juridiction exclusive dans le domaine des assurances, mais Ottawa laisse ces jugements de côté. Le fédéral garde toujours cette emprise qui empire les choses. Les régimes politiques fédéraux empiètent depuis longtemps dans le domaine provincial en matière d'assurance.

La meilleure garantie que la loi sera exécutée selon son esprit, ce sont les caisses populaires et les compagnies de prêts à charte provinciale qui nous la donnent.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne partage pas l'opinion de l'opposition libérale. Je félicite le gouvernement; il a eu raison et il a été extrêmement sage de préciser que seules les caisses populaires et les sociétés d'assurance ayant une charte provinciale pourront faire des prêts et de bénéficier de la remise de 3 % sur l'intérêt que paiera le gouvernement en vertu de cette loi. Il s'agit ici d'une loi spéciale, financée en partie à même les deniers du peuple, et il faut que ce soit les citoyens de la province qui en profitent.

Les prêts à 5 % sont assez rares de nos jours; que nos compagnies puissent en profiter avant les autres. L'expansion de nos compagnies de prêts et

d'assurances leur assure une puissance financière qui a son importance. Ces sociétés sont parfaitement capables de répondre aux demandes provenant du bill 8. C'est donc sagesse et justice de décider que seules les compagnies du Québec pourront participer à l'application de la loi.

Le chef de l'opposition a raison cependant de dire que les caisses populaires ne sont pas capables de prêter. Leur actif est de \$116,000,000 et elles ont prêté \$52,000,000 sur hypothèque. Si nos autres institutions devenaient incapables, on pourrait aller en dehors de la province plus tard.

M. Chaloult (Québec): Je veux aussi me dissocier de l'attitude des libéraux et féliciter le gouvernement d'avoir restreint aux compagnies de prêts de la province de Québec les bénéfices de cette loi par laquelle le gouvernement s'engage à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant 2 % sur tous les prêts consentis pour la construction d'habitations nouvelles. Vu l'expansion de nos propres compagnies d'assurances et de finance, il importe de les encourager d'abord. À l'heure actuelle, elles sont parfaitement capables de répondre aux demandes de ceux qui voudront profiter de la loi.

Si on passait une loi semblable à Toronto, on ne permettrait pas à nos voisins de venir emprunter chez nous.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Il est regrettable que les quatre projets de loi ne soient pas discutés ensemble.

La crise du logement est dans son état aigu dans la métropole. Il manque 70,000 logements et, chaque année, de 10,000 à 15,000 de plus. C'est dire que depuis les trois ans que le gouvernement est au pouvoir, il aurait dû s'occuper de cette affaire avant aujourd'hui. Et c'est tout particulièrement la classe ouvrière qui en souffre, celle de mon comté plus spécialement, qui est un comté où se trouvent un grand nombre d'ouvriers qui aimeraient avoir les facilités de se loger. On a réglé le problème rural; on devrait aborder avec plus de réalisme la crise du logement.

Je ne suis pas contre les lois du logement, même si *Le Devoir* prétend que je le suis. Je suis tout simplement contre les lois présentées actuellement par le gouvernement. Car sa mesure ne signifiera pas de nouveaux logements pour ceux qui en ont un pressant besoin. Les ouvriers savent que leur sort ne sera nullement réglé avec une semblable législation. Un montant de \$3,500,000 comme garantie d'intérêts de prêts à être consentis par les caisses populaires, ça ne représente pas grand-chose surtout si on considère

que les caisses populaires et les autres organismes de prêts ne consentiront jamais à prêter 100 % de la valeur de la nouvelle construction. C'est de la poudre aux yeux que l'on veut jeter avec cette loi.

Je voudrais préconiser encore une fois un crédit urbain puisque la loi à l'étude n'aura aucune efficacité. Le seul plan raisonnable, si réellement le gouvernement veut faire quelque chose de bien, ce serait de créer dès le début un fonds de \$10,000,000 administré par un organisme composé de représentants de la ville de Montréal et du gouvernement qui, lui, verrait à administrer sagement et réellement dans l'intérêt de ceux que l'on veut aider à se construire des habitations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas le moment de parler du crédit urbain.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Et on devrait intéresser les ouvriers dans la construction de leurs habitations en les invitant à les construire eux-mêmes et en les payant à l'échelle des salaires qu'ils ont l'habitude de recevoir dans leurs métiers, salaires qu'on appliquerait pour payer l'habitation. C'est le seul moyen de faire œuvre durable et de régler la crise du logement, si on veut réellement la régler.

M. Lemieux (Beauharnois): Le gouvernement sait-il combien les caisses populaires peuvent prêter en vertu de cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous ne le savons pas. Nous n'avons nullement l'intention de créer des embarras aux caisses populaires. Nous ne voulons pas intervenir dans leur autonomie. Mais je suis en mesure d'affirmer que ces institutions de crédit vont pouvoir prêter beaucoup plus que les gens sont portés à le croire. Nous avons voulu précisément reconnaître le travail accompli par les caisses populaires.

On m'a accusé injustement, dans certains milieux, d'intrusion dans l'administration des caisses, de vouloir m'emparer des caisses populaires. Il y a des gens qui ont tenté d'emprunter sans droit \$100,000 des caisses populaires, par exemple. S'ils ne réussissent pas, ils se fâchent et ils m'accusent ensuite d'intrusion.

Ils se sont adressé à d'autres sociétés, aux Artisans⁴ par exemple qui viennent de faire un prêt au journal *Le Devoir* pour lui permettre de payer les salaires de ses employés. Nous voulons aider les caisses populaires et nous croyons qu'elles retireront des bénéfices considérables de cette loi.

M. Choquette (Montmagny): Ce projet ne peut aider l'ouvrier, car ce qui lui manque, c'est le capital initial. Aucune des institutions ou sociétés mentionnées dans le bill ne peut ou ne voudra prêter à 100 %. L'ouvrier ne pourra trouver le capital dont il a besoin pour combler la différence. Par conséquent la loi sera inefficace.

Il y a des compagnies de fiducie, de prêts et de finance pour la construction d'habitations qui ne pourront pas prêter aux citoyens de la province parce que la loi met une condition à leur coopération: celle qui exige que toute compagnie de prêt obtienne une autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Il se plaint, dit-il, de la restriction imposée par la loi en soumettant les prêts à l'approbation de l'Office du crédit agricole. Il y a là un danger de discrimination et d'abus.

L'exclusion des prêteurs qui n'ont pas leur bureau-chef dans la province est susceptible de causer bien des ennuis. Il n'y a pas seulement une exclusion, il y en a deux. On exclut les compagnies des autres provinces et on exclut les compagnies de notre province qui n'obtiendront pas l'autorisation particulière du gouvernement. Ce sont les compagnies qui ne seront pas amies du gouvernement ou qui ne voudront pas passer par le canal ordinaire.

Si le gouvernement présente une loi pour faciliter les possibilités d'emprunt, pourquoi limite-t-il ces facilités d'emprunt? Pourquoi alors refuser aux compagnies qui font affaires dans la province de Québec le privilège qu'on accorde à d'autres? Ces exclusions sont injustes et regrettables pour les emprunteurs, car plus il y aurait de prêteurs, plus les citoyens auraient de chance.

Le gouvernement refuse de faire appel aux compagnies qui ne sont pas de la province, mais il ne se gêne pas, lui, pour confier à des contracteurs de Toronto d'importants contrats de voirie. Il n'hésite pas à emprunter de l'argent à l'étranger; en 1939, il a emprunté \$30,000,000 à New York.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! À l'ordre! M. le président. Si le député de Montmagny ne se soumet pas au règlement, faites rapport, si nécessaire, à l'Orateur à moins qu'il cesse d'introduire des sujets inutiles dans la discussion

M. le président: Je demande au député de Montmagny (M. Choquette) de s'en tenir au bill et à la clause en discussion.

M. Choquette (Montmagny): J'ai dit ce que j'avais à dire. Le gouvernement ne devrait pas avoir

de scrupule à permettre que l'on emprunte de compagnies faisant affaires dans la province de Québec. Il s'agit d'une loi pour faciliter les prêts. Je soumets que le gouvernement devrait étendre les facilités de prêts au lieu de les circonscrire.

M. Drouin (Abitibi-Est): Que l'on spécifie dans la loi quelles sont les sociétés qui pourront prêter.

M. Dumoulin (Montmorency): Toutes compagnies de prêts qui voudront faire affaire sous l'empire de la nouvelle législation ne pourront le faire à moins d'être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. On a tort de ne pas demander la collaboration de toutes les institutions.

M. Choquette (Montmagny): Quelles sont les sociétés qui pourront prêter avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil? Quelles sont celles qui seraient susceptibles d'être refusées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est ridicule.

M. Choquette (Montmagny): C'est le bill qui est ridicule.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons baptiser un enfant avant de savoir si c'est un garçon ou une fille. Le gouvernement est intéressé à ce qu'il y ait le plus grand nombre de prêts possible; s'imaginer-t-on qu'il va s'ingénier à les réduire? Nous voulons que tous ceux qui désirent prêter puissent le faire. Nous ne sommes pas intéressés à empêcher les prêts, mais nous voulons avec raison que les \$3,500,000 que nous engageons dans l'affaire soient protégés.

Nous avons ajouté cet article pour protéger ce montant avec lequel le gouvernement paiera le 3 %. Nous ne voulons pas qu'une compagnie qui n'offre pas les garanties raisonnables, et pour l'emprunteur et pour le gouvernement, profite de cet argent. Nous voulons empêcher les compagnies non solvables de faire des affaires. Toutes les sociétés honnêtes et solvables offrant des garanties seront les bienvenues, du moment qu'elles auront leur bureau-chef dans la province.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais quelle autorité va faire le choix des compagnies?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que ce sera l'Office du crédit, le ministre, l'actuaire ou encore, le surintendant des Assurances.

M. Choquette (Montmagny): Je veux savoir dans quel cas une société se verra refuser l'autorisation de prêter. Quelle norme le gouvernement va-t-il établir? Sur quoi se basera-t-il pour refuser ou accepter?

(Silence à droite)

Le premier ministre ne veut pas me donner de réponse. Le peuple comprendra et lui répondra quand le temps sera venu!

M. Morin (Québec-Centre): Quelle objection y a-t-il à dire dans la loi que les compagnies étrangères faisant affaire dans notre province pourront prêter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que le problème est provincial et qu'il s'agit d'une organisation essentiellement provinciale. Sans exclure les capitaux étrangers, qui sont toujours les bienvenus, nous voulons souligner le fait que l'argent de Québec doit bénéficier à Québec et que ce sont les compagnies ayant leur siège social dans Québec qui doivent d'abord bénéficier de la garantie de \$3,500,000.

M. Drouin (Abitibi-Est): La mesure est discriminatoire en ce sens qu'elle empêchera toute compagnie qui n'a pas son siège dans la province de Québec de construire des maisons dans la province. Dans le Nord-Ouest québécois, nous avons plusieurs compagnies ayant siège en Ontario, notamment la Compagnie Hill, Clarke & Francis, de Haileybury, qui financent et construisent des maisons. La compagnie que j'ai nommée en a bâti un grand nombre dans les centres miniers, dont ceux dans mon comté. Cette loi va entraver leurs travaux, car la compagnie ne pourra en bénéficier.

Une voix de l'opposition: Écoutez! Écoutez!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Que mon honorable ami réfléchisse pendant cinq minutes et il aura la réponse.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je comprends que le trésorier provincial veut dire que la compagnie en question n'aura qu'à s'incorporer dans la province de Québec. Va-t-elle s'incorporer sans savoir si le lieutenant-gouverneur en conseil lui accordera le droit de prêter? En somme, le gouvernement rétablit le tristement fameux bill 5, qui obligeait les compagnies à s'incorporer dans Québec et a chassé de nombreuses industries minières de notre province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien n'empêchera une compagnie d'Ontario de construire une maison. Si un citoyen de notre province veut l'acheter, il pourra emprunter d'une caisse populaire.

M. Drouin (Abitibi-Est): Très bien, mais que le gouvernement mette toutes les compagnies de finance sur le même pied. Qu'il respecte leur autonomie au lieu de les obliger à avoir un permis spécial.

M. Drouin (Québec-Est): Il ne faut pas mettre les compagnies sous la férule du gouvernement, car c'est ce qui arrivera si on approuve la clause voulant que ce soit le lieutenant-gouverneur en conseil qui distribue les permis de prêts aux compagnies provinciales. Il demande à son tour, dit-il, de mettre toutes les compagnies sur le même pied et d'empêcher ainsi le contrôle politique que veut établir le gouvernement.

M. Morin (Québec-Centre): Pourquoi ne pas permettre aux petits prêteurs, qui ont rendu de grands services dans le passé, de bénéficier des avantages de la loi et de prêter sans la permission du cabinet?

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre a dit que la province allait donner \$3,500,000 pour payer les intérêts. Ce n'est pas suffisant pour régler le problème. Le bill actuel est une mesure détournée pour ne pas favoriser le logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! Faites rapport à l'Orateur.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Vous en avez parlé trois fois de vos \$3,500,000. Pour donner à Montréal les 70,000 logements qui lui manquent, il faudrait dépenser au moins \$420,000,000. Le gouvernement offre zéro. Le montant de \$3,500,000 n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan! Comme disent les ouvriers, les lois de l'Union nationale sont inopérantes. Il s'agit d'une loi électorale.

La résolution 1 est adoptée.

Le comité étudie la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant

deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Godbout (L'Islet): Voici la résolution la plus importante de tout le projet de loi. Cet article n'est que de la poudre aux yeux. L'article 2 rend absolument inefficace et inapplicable la loi que le gouvernement présente. Le projet de loi en question est tout à fait inutile et il est même dangereux, parce que le gouvernement n'encourage pas et n'aide pas les caisses d'épargne populaires. Qu'est-ce que le gouvernement offre sous forme d'assistance aux compagnies de prêt? Il permet simplement aux compagnies de prêter. Si le gouvernement ne veut pas de logement, il présente la loi pour cela.

En voici les faiblesses: premièrement, le gouvernement ne garantit pas un sou de l'argent qu'il fait prêter par les caisses populaires et autres institutions exclusivement québécoises. Il ne s'engage qu'à garantir et à rembourser une partie de l'intérêt.

Les caisses populaires ne peuvent pas prêter plus et cette loi ne les aide pas, mais leur nuit. Les caisses populaires dépassent le millier et rendent d'immenses services. Elles ont été fondées pour rendre des services, mais en vertu du présent projet de loi, elles ne pourront prêter de façon considérable. Elles ne peuvent plus prêter beaucoup d'argent sur des maisons, car elles n'ont pas l'argent liquide pour agir ainsi. La proportion de leur capital immobilisé est déjà considérable par rapport à leur capital entier. Les prêts qu'elles feront en vertu de cette loi seront plus risqués que ceux qu'elles ont faits dans le passé.

Le gouvernement ne les aide aucunement à supporter un fardeau plus lourd que celui qu'elles supportent dans les prêts qu'elles font actuellement.

Il leur demande de faire œuvre sociale, mais il ne les aide pas. La loi met les caisses populaires en péril. On leur offre le même taux d'intérêt que pour les autres transactions. On les met dans une situation odieuse. À cause de leurs ressources limitées, si elles aident à la construction de logements, elles ne pourront plus aider leurs sociétaires.

En limitant le nombre des sociétés de prêt, le gouvernement diminue l'efficacité que pourrait avoir la loi. On laisse aux prêteurs la responsabilité du capital. En ne protégeant pas les groupes de prêteurs, le gouvernement ne les encourage pas à prêter. Les prêts aux pêcheurs, les prêts aux colons étaient des prêts à court terme, permettant de réaliser un bénéfice immédiat et on ne peut les assimiler aux prêts pour l'habitation.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a dit qu'il serait en faveur de la loi, même si elle ne devait assurer la construction que d'une seule maison, mais je me demande si elle pourra assurer la construction d'une seule maison. Si j'étais président des caisses populaires, il n'y a rien que je craindrais autant que cette loi. Je ne pourrais conseiller un prêt aussi risqué. Les caisses ne devraient prêter qu'avec la garantie du gouvernement. Pour bâtir une maison de \$5,000, les caisses ne pourraient prêter que \$3,000. Où l'ouvrier trouverait-il les \$2,000 qui lui manqueraient?

On laisse aux caisses populaires tout l'odieux du refus qu'elles devront opposer aux nombreuses demandes d'emprunts qu'elles recevront, parce qu'elles ne pourront pas rencontrer les milliers de demandes qu'on leur fera, en vertu de ce projet de loi du gouvernement une fois qu'il sera adopté. Elles déçoindront leurs membres. Il y aura des frictions et des défections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons faire augmenter le nombre des membres des caisses populaires, parce que les emprunteurs vont devenir des membres.

M. Godbout (L'Islet): Au contraire, la loi va faire diminuer les membres des caisses populaires. Si c'était un adversaire des caisses populaires qui avait préparé le bill, il ne l'aurait pas préparé autrement.

M. Chaloult (Québec): Le chef de l'opposition exprime-t-il l'opinion des caisses populaires?

M. Godbout (L'Islet): Je parle en mon nom personnel. J'exprime ma propre opinion. Si j'étais directeur des caisses populaires, je ne craindrais rien

autant que le présent bill. On a enlevé un peu l'odieux de la loi en élargissant les facilités de prêt, mais les caisses devront encore faire des prêts risqués.

Je suis d'avis que cette loi ne nous vaudra pas cinq logis de plus par année. Cette loi ne fera pas bâtir une seule maison d'ouvrier. La résolution nous montre la portée de la loi. Le remède que l'on prétend vouloir apporter à la crise du logement sera nul, car avec une pareille loi, on ne pourra augmenter le nombre de propriétaires.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition fait de la petite politique au lieu d'aider à régler le problème du logement. Il cherche à décourager à la fois le prêteur et l'emprunteur dans un but partisan. Il n'a certainement pas rendu service aux caisses populaires en disant qu'elles ne pourront pas permettre la construction de plus d'une maison.

Je proteste contre cette attitude du chef de l'opposition qui s'attaque indirectement aux caisses populaires et à leurs réalisations. Il nie l'œuvre des caisses populaires dans le peuple canadien-français. Bien plus, le chef de l'opposition a discrédité nos sociétés d'assurances. Pourquoi douter de leur solvabilité, de la solvabilité des institutions canadiennes-françaises?

À Trois-Rivières seulement, une seule caisse a prêté pour la construction de 40 maisons. Affirmer simplement par considération partisane que les compagnies d'assurances et les sociétés de placement du Québec ne pourront rien faire ou presque rien, c'est discréditer les institutions canadiennes-françaises. C'est malheureux que l'opposition en soit rendue à discréditer nos institutions. Je ne voudrais pas que quelqu'un dans la province de Québec doute un seul instant de la solvabilité de nos institutions canadiennes-françaises. Je ne voudrais pas que leur œuvre soit diminuée par des paroles extravagantes et irréfléchies.

Le rôle d'un homme conscient de ses responsabilités n'est pas de déprécier nos institutions, mais de les aider. Au lieu de nous faire des suggestions pour améliorer la loi, l'opposition veut seulement décourager, déprécier et détruire nos institutions les plus fiables. Je la laisse à sa besogne. Quant à nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous voulons bâtir, construire et améliorer, en utilisant des lois responsables comme celle-ci tout en excluant de nos discussions la mesquinerie, la partisanerie, les partis politiques, tels qu'affichés par nos adversaires.

Notre loi n'est peut-être pas parfaite, mais elle va produire des résultats forts importants. Elle va faire faire un pas de géant. L'étape actuellement franchie par le gouvernement se fait définitivement dans la bonne direction. Cette législation va aider considérablement à traverser les difficultés du jour. La situation du logement sera considérablement améliorée. C'est la plus efficace et la plus féconde qui n'ait jamais été présentée en ce domaine. Même sans législation, les coopératives d'habitation ont déjà beaucoup réalisé. Grâce à notre loi, les activités et les réalisations des coopératives d'habitation vont être décuplées, car elles auront \$3,500,000 à leur disposition.

M. Choquette (Montmagny): Le dictaphone marche?⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas oublier que le futur propriétaire aura en partant tout ce qu'il faut. Les prêts peuvent s'élever jusqu'à 100 % des coûts de la construction. La corporation municipale donne le terrain pour rien, fait le nivellement, fournit les plans, donne les services publics et une réduction fiscale de 50 % pendant des années. De plus, nous payons 3 % des 5 % d'intérêt. Tout cela va produire une valeur totale qui dépassera le coût de la construction sur lequel le prêt sera fait. Qu'on trouve une législation qui avance autant les choses. J'ai confiance en la population de chez nous. Je sais que les ouvriers veulent s'aider, qu'ils favorisent la coopération. Le devoir de l'opposition, c'est de s'élever au-dessus des mesquines contingences de la petite politique partisane et de considérer le problème sur un plan plus élevé.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre nous donne encore un exemple de sa façon de discuter. Je n'ai pas attaqué du tout les caisses populaires, ni le gouvernement, ni même le parti au pouvoir. Je m'en suis tenu au principe. Ce qui m'intéresse, c'est l'avenir de la province. C'est mon droit et mon devoir de dire ce que je pense de la situation.

Je connais les caisses populaires et leur œuvre. J'ai plus de respect pour elles que le premier ministre qui essaie de les contrôler. Quand j'étais au pouvoir, je les ai soutenues et aidées au lieu d'essayer de les contrôler. C'est pour cela qu'elles se sont développées. C'est parce que je respecte leur œuvre et c'est pour les aider que je m'oppose de toutes mes forces au présent projet de loi qui les place dans une situation périlleuse. Je dis simplement que les caisses sont allées aussi loin qu'elles peuvent aller et

qu'elles ne pourront pas se servir de la loi actuellement à l'étude.

Cette loi est dangereuse pour les caisses populaires et pour les petites sociétés de prêts. Le gouvernement au lieu de prendre ses responsabilités, les passe à d'autres. Il n'assume aucun risque. Il permet aux caisses populaires et autres sociétés de placement de prêter jusqu'à 100 % de la valeur, mais il ne garantit rien lui-même. Or, les caisses populaires ne peuvent pas, sans compromettre gravement leur avenir, assumer de tels risques. Elles ont déjà pris tous les risques raisonnables en aidant ceux qui offraient des garanties suffisantes. On ne peut pas raisonnablement leur demander d'aller plus loin. C'est le gouvernement qui devrait prendre tous les risques puisqu'il s'agit d'un problème essentiellement social.

Ce n'est pas par des déclamations qu'on va aider nos institutions canadiennes-françaises. Nous avons raison d'en être fiers, mais n'allons pas compromettre l'avenir en les plaçant dans des situations périlleuses. Le logement, c'est une œuvre sociale à laquelle le gouvernement doit apporter autre chose que le concours des autres. Le gouvernement ne prend aucune responsabilité par cette loi. Il les fait prendre aux autres. Ce qui empêche la construction de logements, c'est que les gens n'ont pas l'argent nécessaire pour le départ. Et le projet de loi actuel ne corrige aucunement cette situation.

Le premier ministre change d'idée bien rapidement. Autrefois, quand j'étais au pouvoir, mon gouvernement a présenté une loi à peu près semblable pour procurer des prêts à court terme aux colons et aux pêcheurs par l'entremise des caisses populaires⁶. Le premier ministre actuel et ses collègues ont fait une violente sortie et ont combattu la loi en disant qu'elle était injuste pour les caisses populaires. Ils disaient que je donnais une bride aux caisses populaires en les obligeant à s'acheter un cheval.

Aujourd'hui, le premier ministre prétend sauver la province avec une loi semblable. Je crois encore que la loi actuelle est bonne, mais elle ne sauvera pas la province. Ce que je pense de la présente loi, les caisses populaires le pensent. Le gouvernement veut prêter à 30 ans sans assumer une seule responsabilité. Nous avons des institutions financières dont nous sommes fiers. Ne mettons pas leur avenir en péril.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il se construira certainement des maisons en vertu de cette loi, mais je me demande si elles le seront par ceux qui en ont le plus besoin? J'en doute très fort parce que des milliers de travailleurs, malgré leurs

nombreuses années de travail, n'ont pas été capables d'économiser les quelques centaines de dollars nécessaires pour compléter l'emprunt des caisses populaires ou des compagnies. Et je touche ici à ce que je considère comme le vice essentiel de la loi.

J'ai reçu depuis quelques jours plusieurs lettres de particuliers, et des gens m'ont téléphoné en fin de semaine. Ils semblaient sous l'impression que le gouvernement mettait un certain capital à la disposition de ceux qui veulent construire des maisons et devenir propriétaires. Un capital ou, tout au moins, une garantie. Or, il suffit de lire la loi pour se rendre compte que le gouvernement ne paie pas un sou, il ne fournit ni capital ni garantie. Il permet aux sociétés de prêter à leur risque 100 % de la valeur, mais il n'en garantit absolument rien. Il n'offre aucune garantie aux prêteurs comme l'a dit le chef de l'opposition. Tout le monde espérait qu'il donnerait enfin le crédit urbain. Il n'en est rien.

J'espérais qu'après les pressions faites par la JOC⁷, la LOC⁸, les syndicats catholiques, *Le Devoir*, et par d'autres, le gouvernement amenderait davantage sa loi. En somme le gouvernement dit aux caisses et aux sociétés de placement: "Prêtez à 100 % si vous le voulez, mais si vous perdez de l'argent, vous serez les seules à en perdre." On sait que les caisses administrent l'épargne des petites gens. Elles ne pourront donc jamais prêter à 100 % de la valeur sur hypothèque comme le permet la loi. À pis aller, elles prêteront à 60 %. Si elles sont sages, elles ne pourront faire plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) fait du terrain donné à l'ouvrier pour rien, des travaux de nivellement pour rien? C'est dire qu'il aura plus de \$500, plutôt près de \$2,000.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Encore là, les municipalités peuvent le faire. Mais elles n'y sont pas obligées. Elles n'en ont pas toutes le moyen. Il y a même des municipalités où il n'y a pas de terrains à vendre.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Demandes de documents:**Exportation d'énergie
électrique en Ontario**

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} septembre 1946 jusqu'à date, relativement à l'exportation d'énergie électrique de la province de Québec à la province d'Ontario.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 17 février 1948**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:**Office du crédit agricole,
rapport 1947**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'année 1947. (Document de la session no 17)

Projets de loi:**La Prospérité**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 constituant en

corporation La Prospérité, société de secours mutuels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Eustache

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Institut des Filles Réparatrices
du Divin Cœur**

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Black Lake

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Naturopathes

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que le bill 115 constituant en corporation les naturopathes de la province de Québec, ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit⁹:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que:

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Les petits employés et les ouvriers n'ont pas les sommes nécessaires à leur disposition pour bénéficier de la loi. Même pour les ouvriers ou les petits salariés qui possèdent \$500 d'épargne, ce qui est déjà une situation qui dépasse l'ordinaire, la loi ne pourra être très utile, car il existera un grand écart entre ce qu'ils pourront emprunter et ce qu'il en coûte pour construire. S'ils veulent se bâtir, ils s'en vont à la caisse populaire et demandent qu'on leur prête \$5,500. On leur répondra: "Impossible! Trop grand risque."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous lui donnons le terrain pour rien.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Les municipalités peuvent le donner, si elles l'ont, mais elles ne l'ont pas donné encore. Sur une maison de \$6,000, une caisse leur prêterait 60 %, soit \$3,600. Cela fait \$4,100. Où prendra-t-il le reste? Prêter à 100 %, avec l'inflation actuelle surtout, c'est un risque que ne peuvent pas prendre ceux qui administrent les épargnes populaires.

Le cas le plus fréquent, c'est celui de l'homme qui n'a pas de capital initial. D'une façon générale, les petits salariés n'ont même pas \$500 de côté. Ce sont eux qui ont le plus besoin de la loi et la loi ne les aide pas. Où pourront-ils trouver ce capital? Pourront-ils le trouver en deuxième hypothèque? Ce n'est pas probable. Les caisses populaires étant autorisées à prêter 10 % mais ne pouvant pas le faire, il est possible qu'une partie de la mauvaise humeur de ces hommes non satisfaits se porte sur les caisses.

Il tient son témoignage des enquêtes faites par la CTCC¹⁰, la LOC, la JOC et le Front Ouvrier. Ceux-ci affirment, dit-il, en connaissance de cause,

que les ouvriers n'ont pas à leur disposition le montant initial nécessaire pour entreprendre la construction d'habitation. La loi actuelle ne peut donc pas servir pour la majorité d'entre eux.

Deux groupes seulement pourront se prévaloir de la loi. D'abord, les ouvriers qui sont érigés en coopérative et qui peuvent faire de leurs bras une partie de la construction des maisons. Car alors, la valeur réelle sera plus grande que le coût. Mais l'expérience a prouvé que de tels exemples, qui sont exceptionnels et admirables, sont rares par définition. Il est impossible de les généraliser, surtout dans les grandes villes. À Sainte-Marguerite, aux Trois-Rivières, où une bonne partie de la population se connaît, c'est réalisable, mais dans des villes comme Québec ou Montréal, plusieurs facteurs, dont les distances, le manque de relations entre concitoyens, militent contre la réalisation de ces projets. Ces réalisations seront donc restreintes.

En second lieu, la loi aidera ceux qui ont déjà de côté quelques billets de mille. Si ceux-là veulent se bâtir des maisons familiales, leur cas est extrêmement sympathique et c'est bien de les aider. Mais ils ont déjà la loi fédérale pour les aider. Ils ont déjà les moyens de se construire. D'autre part, bon nombre de gens voudront considérer l'affaire comme un placement, grâce au fait que la loi permet de bâtir plusieurs logements. Ils se construiront des maisons de 3, 4 ou 6 logements, tout en se tenant dans les limites de la loi et en ne construisant pas des maisons d'appartements. Il n'y a peut-être pas de mal à cela, mais pour faire un placement, il n'est pas nécessaire d'obtenir 3 % d'intérêt de l'État. Il serait anormal que l'État aide les gens qui ont de l'argent à en faire davantage quand il n'aide pas ceux qui en manquent à se procurer une habitation. C'est là le vice essentiel de la loi, l'absence d'une garantie de logement familial.

Le gouvernement devrait garantir les prêts d'une façon ou de l'autre, car la situation exige une garantie du gouvernement. On pourrait procéder par des prêts directs de l'État, comme pour le crédit agricole. L'avantage de ce système est d'ordre financier. Comme le gouvernement peut emprunter à 3 %, il pourrait prêter à 2 % et n'aurait à déboursier que la différence de 1 % et ne donnerait ainsi que 1 % d'intérêt. Il pourrait aussi garantir dans une proportion plus ou moins grande les prêts faits par les caisses populaires ou autres sociétés de placement. La marge de risque considérée par les compagnies de prêts est habituellement d'environ 40 %. Le gouvernement pourrait garantir jusqu'à concurrence de 40 % du coût au lieu de garantir seulement la différence entre 2 % et 5 % des intérêts.

On aurait pu y parvenir à moins de frais en articulant la loi provinciale à la loi fédérale. On connaît mes convictions autonomistes, mais on me permettra de regretter que nous soyons en présence de deux lois, sur un même problème. Cela comporte d'assez graves inconvénients. C'est une collaboration que l'on devrait favoriser et préparer pour empêcher les désavantages de la coexistence de deux lois qui se nuisent l'une l'autre. La loi fédérale des logements ne peut être appliquée pour plusieurs motifs.

Il y aurait une troisième façon de procéder. Le gouvernement pourrait enfin créer un fonds spécial pour faire le réescompte des hypothèques supportées par les caisses populaires et les sociétés de placement. Cette suggestion a été faite dans *Le Devoir* par M. Gérard Filion et reprise ensuite par d'autres. C'est la suggestion la plus sage et j'espère encore que le gouvernement voudra la suivre. Autrement, sans ces amendements, je crois que dans 90 % des cas, la loi risque de jouer à faux et de ne pas aider ceux qui en ont le plus besoin.

Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas à sa charge la responsabilité qu'il veut laisser aux autres? Je ne veux pas toutefois que l'on se méprenne sur mon attitude. Je suis quand même pour le principe du bill parce qu'il y a là tout de même un sérieux encouragement à la construction. La loi dût-elle ne favoriser la construction que de cinq maisons dans la province que je serais en faveur. Elle permettra à un certain nombre d'accéder à la propriété. Cela ne m'empêche toutefois pas de réclamer des améliorations qui me paraissent de première importance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi va aussi loin qu'il est possible dans le moment. L'article 2 permet au gouvernement de garantir jusqu'à concurrence de \$3,500,000 une partie appréciable des prêts que pourront consentir les caisses populaires et les autres sociétés de prêts à ceux qui voudront construire des logements. Nous administrons l'argent du peuple nous aussi.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) dit qu'il y a de l'inflation, qu'il n'est pas raisonnable d'imposer des risques et qu'il ne faut pas y engloutir l'argent des épargnants. Si le danger d'inflation existe pour les caisses populaires, comme le prétend le député de Laurier, le même risque s'offre au gouvernement et nous avons raison de nous montrer prudents. C'est justement à cause des dangers que court la grande épargne populaire que nous ne pouvons pas prendre de risque sur le dos de la province.

Voilà pourquoi nous ne voulons pas, nous qui administrons les fonds publics, c'est-à-dire la grande épargne populaire, nous lancer dans une politique définie d'une manière générale avant d'avoir procédé à une enquête approfondie de la question, ce à quoi pourvoit le bill 9 qui sera étudié plus tard. C'est pour cela que nous ne voulons pas nous engager les yeux fermés dans des labyrinthes de dépenses qui pourraient être ruineuses. Nous sommes allés aussi loin que nous le pouvions dans les circonstances.

La loi actuelle ne règlera probablement pas tout le problème du logement encore, mais elle va aider considérablement à alléger ce problème que nous voulons solutionner, mais en enquêtant d'abord sur les possibilités d'avoir des matériaux, de réduire le coût de ces matériaux, d'avoir des lots, etc. La loi présentée aide à atteindre le but proposé qui est de donner des logements à l'ouvrier. Il faut éviter de perdre les sommes qui seront prêtées par les caisses populaires parce que ce serait au détriment de l'épargne populaire.

Les quatre projets de loi que le gouvernement vient de soumettre aux Chambres sur la question du logement ne doivent pas être considérés comme une politique définitive en la matière, mais simplement comme des moyens d'alléger les inconvénients énormes qui découlent de la crise actuelle, que nous voulons régler, en attendant une enquête approfondie et complète qui portera sur l'ensemble du problème.

Le gouvernement ne peut actuellement pas apporter de solution définitive au problème, en raison de la nature complexe de la situation. Il y a eu la guerre, l'imposition du fédéral, le manque de matériaux, ce qui a créé en grande partie la pénurie de marchandises destinées au logement, particulièrement dans les grands centres.

Le gouvernement Godbout avait fait voter une loi de crédit agricole aux colons dont les modalités étaient les mêmes que celles de la loi de l'habitation qui est à l'étude. Le prêt agricole n'est pas du tout la même question. Il est établi sur des propriétés qui existent, sur des terres. Le crédit urbain, à cause de la cosmopolitité et de l'immensité des centres urbains, n'offre pas les mêmes garanties que le crédit agricole. Un prêt urbain s'adresserait à une population immense et disséminée par toute la province. Le crédit agricole n'offre pas le même cas. Il est bâti sur des terres qui existent, une population stable.

Le crédit urbain ferait peut-être perdre à la province les \$65,000,000 que l'Office du prêt agricole a prêtés pour garder et établir les cultivateurs sur les terres. Car il ajouterait aux attraits

des villes et pourrait peut-être inciter les ruraux à désertir les terres. Il ne faut pas créer une situation qui rendrait le mirage des villes plus attirant qu'il ne l'est aujourd'hui. C'est sur tout ce problème qu'il faut faire porter l'enquête avant l'adoption d'une politique définitive.

Il faut courir au plus pressé. En attendant, nous donnons des avantages très nombreux qui n'existaient pas auparavant. Cette loi permet aux ouvriers d'acheter un terrain à \$1, de le faire niveler pour rien par la municipalité et d'obtenir des plans gratuitement. Une partie de son intérêt lui sera payé. La municipalité consent également une exemption de taxes de 50 % pendant 30 ans. Les ouvriers ne paieront que 2 % d'intérêt puisque le gouvernement paiera la balance, soit 3 %.

Peut-on dire raisonnablement que ce n'est pas-là une amélioration considérable? Est-il un homme en cette Chambre ou dans la province qui possède les données nécessaires pour préconiser un règlement définitif de toute la question de l'habitation? Si, comme on le veut, le gouvernement allait garantir 40 % du prêt, on s'aventurerait sur un terrain dangereux, on procéderait à l'aveuglette. Il est absolument nécessaire que le problème soit d'abord et avant tout étudié sous toutes ses formes.

Il faut savoir d'abord combien cela va coûter au Trésor public, comment nous pourrions avoir des matériaux de construction et à quel prix. Car il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un problème qui comporte des dépenses de centaines de millions. S'il y a des pertes, c'est la grande épargne populaire qui va les solder. Il est donc important de procéder avec sagesse.

Je sais que les gens de Montréal sont aussi capables de réussir et de s'aider que ceux de Trois-Rivières. Serait-il juste d'aider d'abord ceux qui ne veulent pas s'aider et de faire payer cela par ceux qui veulent s'aider? C'est facile, quand on n'a pas la responsabilité de l'administration, de faire des plans, de bâtir des maisons sur des bouts de papier. C'est moins facile, quand on a la responsabilité de dépenser l'argent du peuple au bénéfice du peuple.

La politique du gouvernement fédéral d'établir des industries de guerre a déraciné bien des gens. Ces industries ont drainé la population des campagnes vers les villes durant la guerre, ce qui a aggravé la crise du logement et compliqué la situation. La loi fédérale du logement n'est pas adéquate, et les programmes d'habitations salubres, qui ont été des gouffres financiers, ont presque ruiné les gens et les villes. C'est pour cela qu'il faut savoir où nous allons.

Autant d'angles du problème qu'il faudra étudier. Le gouvernement de Québec veut y aller plus sûrement. Nous sommes prêts à aller aux limites, mais il nous faut l'opinion d'un comité d'experts. C'est pour cela que nous allons présenter demain une autre loi pour créer un comité d'enquête composé de personnes et chargé d'examiner toute la question, d'inventorier toutes les possibilités. Dans un an, à la prochaine session, aussitôt que nous aurons le rapport de cette commission d'enquête, nous présenterons un autre projet de loi qui nous semblera le plus raisonnable pour régler de la meilleure façon possible le problème du logement dans le plus court délai possible.

Les députés d'en face disent qu'il n'y a pas d'argent. Nous pourrions faire une entente avec Ottawa pour aider le problème du logement. Peut-être, mais nous ne pouvons attendre cela. Sans vouloir critiquer la politique de guerre d'Ottawa, il constate cependant, dit-il, que cette politique a causé bien des perturbations, à cause de migrations massives de population auxquelles elle a donné lieu. Le gouvernement fédéral a aussi ses responsabilités, il est juste qu'il contribue.

La population de Montréal tout autant que celle de Trois-Rivières, peut faire preuve de coopération. Tous les plans d'habitation des gouvernements jusqu'ici se sont avérés une ruine pour l'État comme pour les propriétaires des maisons construites en vertu de ces plans.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):
Parlez-nous de la taxe de vente...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il serait possible de demander au gouvernement fédéral de se rendre à l'invitation des évêques à l'effet de réduire l'impôt sur le revenu. En octobre, l'assemblée épiscopale catholique romaine du Québec a demandé de porter les exemptions d'impôt à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les gens mariés. Le ministre des Affaires extérieures, M. Saint-Laurent a répondu que, si le fédéral se rendait à la suggestion des évêques, cela laisserait aux citoyens une somme de \$220,000,000 par année. Avec ces \$220,000,000 que le fédéral rendrait à Québec, nous pourrions bâtir des maisons.

Des députés de l'opposition lui demandent d'abolir la taxe de vente, du moins à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a dénaturé les faits en disant

que l'Union nationale a voté, en 1944, contre une loi libérale accordant un crédit de \$50,000 aux colons, par l'entremise des caisses populaires pour favoriser l'exploitation de leurs lots. Cette loi ouvrait la porte au favoritisme et permettait au gouvernement de fixer le taux d'intérêt qu'il voulait et de choisir ceux à qui le prêt devait aller. C'est pour cette raison que l'opposition du temps s'est objectée au bill.

M. Godbout (L'Islet): Je l'ai déclaré cet après-midi, nous avons institué un crédit aux colons pour leur permettre d'emprunter de petites sommes à court terme par l'entremise des caisses populaires. Le premier ministre, qui siégeait à la place que j'occupe aujourd'hui, a proposé un amendement, condamnant notre loi en disant qu'elle était inefficace, inadéquate, et injuste pour les colons, ouvrait la porte au favoritisme politique et était préjudiciable et nuisible aux caisses populaires.

Si cette loi était si mauvaise, pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas abolie depuis quatre ans? Au contraire, vous avez continué à prêter aux colons. Aujourd'hui, vous l'appliquez à un problème tout différent, un problème de millions.

Le premier ministre a dit que le fédéral aurait pu, en réduisant l'impôt sur le revenu, assurer \$220,000,000 à la province pour bâtir des logements. Pourquoi le gouvernement ne regarde-t-il pas dans son propre champ avant de regarder dans le champ des autres? Pourquoi n'enlève-t-il pas d'abord la taxe de vente qu'il avait promis de faire disparaître?

Le premier ministre affirme que le gouvernement va engendrer une dépense de centaines de millions. Vous manquez d'argent? Si vous voulez coopérer avec les autorités fédérales à la réduction des taxes, elles offrent à la province de Québec \$300,000,000 en cinq ans en vertu d'une entente fiscale. Il est temps de les accepter. Pourquoi n'acceptez-vous pas le plan? Les autres provinces ont accepté ce plan pour lequel Québec paye comme les autres sans en bénéficier. Le gouvernement aurait l'argent nécessaire à la construction de maisons.

Qu'on ne fasse pas régler le problème par les municipalités, qui en ont assez lourd à porter, ni par les caisses populaires, qui ont déjà suffisamment à faire. Pourtant le gouvernement préfère jeter le fardeau du problème du logement sur les caisses populaires, que nous devons prémunir contre les dangers de l'avenir. La loi que nous présente le gouvernement ne vaut rien. Elle met en danger le crédit des caisses populaires en leur faisant porter tous les risques. Celles-ci ne pourront pas se rendre aux demandes qu'on leur fera et elles se rendront

ainsi odieuses à la population et à leurs membres. La loi leur fera perdre des clients dans toutes les paroisses.

La mesure sera inopérante en particulier pour les personnes vivant dans les villes qui ne peuvent pas fournir l'argent supplémentaire pour compléter le coût de la maison au-delà de 75 % à 80 % du prêt accordé par les compagnies. L'ouvrier n'a pas suffisamment d'argent pour se prévaloir de la loi actuelle. Le travailleur a besoin d'au moins \$2,000 pour commencer son projet de maison et cette loi ne l'aide pas à obtenir cet argent.

La loi fédérale sur le logement ne prête pas suffisamment. Nous avons fait quelque chose pour la compléter. Nous avons, par une législation de 1944, porté de 80 % à 90 % le montant du prêt fédéral, la province garantissant le dernier 10 %. La loi permet ainsi à un citoyen d'emprunter 90 % du coût de construction d'une maison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça ne valait rien. Personne n'a voulu s'en prévaloir parce que le gouvernement provincial a refusé d'en faire valoir les bons effets.

M. Godbout (L'Islet): Parce que vous ne l'avez pas fait valoir. Le problème du logement concerne le fédéral, le provincial et les municipalités. Ce n'est pas là un problème sur lequel il est permis de faire de la petite politique en rejetant les responsabilités sur tout le monde. Si le gouvernement coopérait avec les municipalités, au lieu de rejeter sur elles le fardeau, et s'il coopérait avec le gouvernement fédéral, la loi pourrait être opérante, mais pas telle qu'elle est actuellement. Les municipalités d'ailleurs ne peuvent faire de libéralité à personne à moins d'en faire porter le poids sur tous les contribuables.

Si le gouvernement n'a pas d'argent pour avancer une partie du capital, qu'il aille chercher à Ottawa la part des argents distribués qui revient à la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Les autres provinces y vont pour trouver les moyens de se relever de la crise de l'après-guerre que nous passons actuellement.

Voilà quatre ans que le gouvernement actuel est au pouvoir et il n'a encore rien fait pour régler la crise du logement. Le gouvernement n'a pas songé avant aujourd'hui à faire enquête sur la situation et arrive maintenant avec une loi dont la portée est absolument nulle, qui ne donnera rien et qui n'apportera rien aux contribuables, et qui constitue un

danger pour les caisses populaires. Le gouvernement aurait dû y réfléchir avant de faire ses propositions. Il ne connaît même pas les conditions existantes. Au contraire il veut nommer une commission qui fera enquête à ce sujet et qui se rapportera au gouvernement avec les recommandations adéquates.

Depuis quatre ans, les autorités religieuses et civiles lui ont parlé des mauvais effets des taudis et lui ont représenté que la crise du logement favorisait la propagation des doctrines subversives. Cependant, le premier ministre nous présentera, demain, une autre loi pour le faire autoriser à étudier le problème du logement et, ce soir, il nous dit de son projet: "C'est la meilleure loi possible." La question peut donner lieu à une législation définitive. C'est un problème qui a été assez discuté et assez étudié depuis quatre ans dans la province pour qu'on ne vienne pas nous demander par une autre loi la permission de l'étudier. La législation n'est pas efficace. Cependant l'opposition votera pour une bonne loi si le gouvernement en présente une de la sorte.

Le logement est un problème urgent et sérieux, particulièrement d'un point de vue chrétien. Le premier ministre ne connaît pas bien l'histoire. Qu'il me cite un tyran ou un homme bien intentionné qui ait étouffé une doctrine bonne ou mauvaise - une seule - par la force! Il n'y a qu'une chose pour prévenir les doctrines subversives, c'est de donner au peuple la justice sociale et il n'y en a pas dans la loi qu'il nous présente. Il faut des lois efficaces dans le domaine social pour combattre la menace communiste. Le gouvernement ne propose qu'une loi électorale.

L'honorable M. Gagnon (Matane) relève l'allusion faite par le chef de l'opposition au sujet de la loi à court terme, pour aider les colons, passée en 1944. Il lit la loi 8 George VI, chapitre 23: "Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot": 1. La loi du département de la colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) est modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"16. Un fonds annuel de \$50,000 est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de

l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs, ou des unions ou fédérations de tels syndicats des conventions à cette fin.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

Si le chef de l'opposition avait lu l'article 17 de la loi elle-même, dit-il, au lieu de lire la motion relative à cette loi, il se serait rendu compte que le premier ministre avait alors raison de dire qu'elle ouvrait la porte au favoritisme. Cette loi spécifiait que c'était le lieutenant-gouverneur en conseil qui déterminait les personnes devant en bénéficier ainsi que le taux des prêts.

Le chef de l'opposition nous dit: "Vous devriez abolir la taxe de vente." Qui a établi la taxe de vente? C'est le régime du chef de l'opposition qui a imposé la taxe de vente. Ce sont les libéraux qui ont empêché le gouvernement actuel de la rappeler, car le chef de l'opposition avait ses amis au Conseil législatif pour empêcher une telle abolition en 1945.

Le chef de l'opposition dit encore: "Vous devriez faire une entente avec Ottawa." Il en a conclu une entente avec Ottawa et nous savons quelle entente. Lorsque le chef de l'opposition était à la tête du gouvernement, il a cédé tous nos droits de taxation sur le revenu et les successions pour un médiocre montant de \$20,000,000. Depuis que le premier ministre actuel a pris la direction des affaires, Ottawa, devant un homme qui se tient debout, a porté son offre à \$63,000,000.

Le grand obstacle à la construction, c'est le manque de matériaux. Et ceci est dû à Ottawa. Si le chef de l'opposition veut réellement aider les ouvriers et s'il a quelque influence auprès de ses amis d'Ottawa, qu'il s'en serve, lui qui se disait prêt à aller cirer les bottes de nos soldats outre-mer, pour faire lever les restrictions sur les matériaux de construction et ainsi faire arrêter la hausse du coût des matériaux.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): En demandant certaines garanties, je me sens en bonne compagnie sur ce terrain. La LOC, la JOC, les syndicats catholiques, la CTCC, *L'Action catholique* m'ont précédé sur ce terrain. Ils ont exprimé des opinions absolument identiques aux miennes, après des enquêtes très sérieuses. Si je suis un démagogue, comme dit le premier ministre, je ne suis pas le seul. Il s'objecte à ce terme, dit-il, et proclame sa sincérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre les gens de mauvaise foi.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) insiste sur le fait que les municipalités auront le pouvoir de céder le terrain pour \$1, de réduire l'évaluation à 50 %, de construire des aqueducs et des égouts, mais que rien ne les y oblige.

Il n'y a qu'une catégorie qui souffre de la crise, ce sont les ouvriers qui n'ont pas \$500 pour se bâtir. On leur offre une loi d'une portée nulle. Si le gouvernement était sincère, il garantirait 40 % du prêt, les compagnies d'assurances, les sociétés de prêt et les caisses populaires prêteraient 60 % et l'ouvrier pourrait se bâtir un logement.

Le premier ministre a fait une déclaration dangereuse quand il a dit qu'il y avait danger de dépeupler les campagnes et qu'on ne devrait pas accorder trop d'avantages aux gens des villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre, je n'ai pas dit cela. Seuls des gens de mauvaise foi peuvent parler de la sorte. Je vais répéter mes paroles pour ceux qui sont de mauvaise foi.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je soulève un point d'ordre. Voilà deux fois déjà que le premier ministre m'accuse d'être de mauvaise foi. Je proteste et je lui demande de retirer ces paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai parlé de personne en particulier. Je dis qu'une des premières conditions de la bonne foi, c'est de se renseigner sur les problèmes avant de les discuter. J'ai dit qu'il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas admettre que cette loi était une amélioration. Quant aux gens de nos campagnes, j'ai dit qu'il ne fallait pas créer une situation de nature à rendre les villes plus attrayantes, à encourager l'exode des campagnes et à empêcher ces dernières de bénéficier des avantages du prêt agricole et ainsi mettre en danger les \$65,000,000 prêtés par le crédit agricole.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) demeure à Montréal, déclare-t-il, et connaît la situation. Le problème de Montréal, dit-il, qui a une population de 1,300,000 habitants ne peut-être celui d'une ville moyenne. Je puis dire au premier ministre qu'il n'a pas à craindre que cette loi incite les cultivateurs à immigrer dans les villes. Il n'y a pas de danger; pas de danger dans une ville où il manque 70,000 logements; pas de danger dans une ville où le surpeuplement des logements est de 64 % en général et de 94 % dans l'Est. Je ne vois aucun danger de créer ce mirage dont parle le premier ministre. Le

danger, et ce qui est inacceptable, c'est d'obliger les gens des villes à vivre dans les conditions dans lesquelles ils vivent actuellement.

Je ne tiens pas le gouvernement actuel seul responsable de la situation. Elle a été créée par une inaction de 25, 30 et 40 ans. Cette situation, qui fait que les gens vivent dans des conditions qui sont inhumaines, fait à l'État provincial un devoir impérieux d'y remédier le plus tôt possible. Mais ce que je ne comprends pas, c'est qu'un gouvernement ait attendu à la quatrième session pour se renseigner. Le gouvernement parle d'une enquête sur le logement? Pourquoi a-t-il attendu quatre ans avant de lancer son enquête? Il y a dans cela quelque chose de profondément ridicule.

S'il faut aujourd'hui que les pouvoirs publics prennent un risque, c'est parce que les gouvernements précédents nous ont plongés dans la situation actuelle. Le premier ministre semble tout attribuer à la guerre. La crise du logement date d'avant cela. Elle a été amenée petit à petit au point culminant où elle en est aujourd'hui. On aurait pu faire beaucoup pour prévenir la crise du logement si l'on avait commencé lors de la dernière crise économique. De 1932 à 1939, il y a eu environ 60,000 mariages à Montréal et l'on n'a construit que 7,000 maisons. Pendant cette période-là, il y avait de la main-d'œuvre, il y avait des matériaux et l'on n'a rien fait. Au lieu de payer des pitances de secours directs aux ouvriers, il eût été préférable de les employer à combattre la crise du logement. Il eût été possible alors de guérir le mal.

Quand on est au courant du gâchis actuel dans le domaine du logement, quand on voit des familles vivre dans des réduits infects, quand on y voit des dizaines de personnes s'entasser dans des maisons d'une exiguïté lamentable, quand on lit le rapport de la LOC, on est écoeuré de notre civilisation et on a pitié de notre pauvre christianisme. Il faut un remède pour éviter les perturbations sociales. Les mesures policières pourront avoir leur efficacité, mais elles n'empêcheront pas et elles ne nous préserveront pas des excès.

C'est pour cela qu'à mon avis l'État doit aujourd'hui prendre un risque pour régler le problème du logement. En ne prenant pas de risques économiques et financiers, on prend un risque social. Si nous ne prenons pas le risque de perdre quelques millions, on prend le risque d'avoir la révolution. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les sociologues les plus éminents.

Le premier ministre a parlé du dégrèvement d'impôt demandé par les évêques? Je lui rappelle qu'il a été question de deux choses à cette occasion:

des impôts sur le revenu et du logement. Si le gouvernement d'Ottawa doit s'occuper des réductions d'impôts sur le revenu, c'est au gouvernement de Québec à voir au problème du logement¹¹. Laissons Ottawa s'occuper des impôts et occupons-nous du logement.

M. Chaloult (Québec) s'est rendu, dit-il, dans les milieux ouvriers pour savoir ce qu'on pensait de la loi et il n'a entendu personne se plaindre des prêts par l'entremise des caisses populaires. Si la loi était dangereuse pour les caisses, pourquoi les caisses ne le diraient-elles pas? Les directeurs et gérants n'ont exprimé aucune crainte à ce sujet. Le premier ministre a clarifié la situation en disant que sa loi ne réglait pas le problème. Il dit: "Nous ferons une enquête et ensuite nous réglerons le problème."

Il est urgent de régler ce problème. En parlant ainsi, il se fait l'écho des ouvriers de Saint-Grégoire et de Saint-Louis-de-Courville qu'il a rencontrés tout spécialement. Le besoin de logement se fait particulièrement sentir à Saint-Grégoire, dit-il, où le travail à l'usine prédispose déjà à la tuberculose. Les ouvriers de mon comté réclament des logements, mais leur grande objection, c'est la mise de fonds initiale pour se construire. Ils n'ont pas les centaines de dollars qu'il faut. Par suite des bas salaires d'autrefois, la plupart n'ont fait aucune économie, et ils ne sont pas à blâmer.

Je suis d'opinion qu'il est illusoire de penser que les caisses pourront prêter à 100 %. Le maximum sera de 60 % à 70 % de la valeur de la construction. L'ouvrier devra trouver \$2,000 à \$2,500. C'est dire que les ouvriers qui n'ont pas le capital initial, de loin la très grande majorité, ne pourront donc pas profiter de la loi. À peine 1 % des ouvriers pourra bénéficier de la présente loi.

Mes électeurs m'ont fait les suggestions suivantes: et remarquez bien que les ouvriers de Saint-Grégoire n'ont aucune hostilité contre le gouvernement, surtout après le règlement de la grève du textile.

1. Que le gouvernement avance lui-même l'argent avec les risques que cela comporte.

2. Qu'il accorde une garantie partielle des prêts qu'il permet aux caisses populaires de faire pour la construction de logements. C'est ainsi qu'une garantie de 25 % leur paraîtrait raisonnable. Sans cela, la loi sera inopérante.

Les nouveaux propriétaires ne manqueront pas de faire des améliorations à leurs maisons, ce qui leur donnera une plus-value et réduira le risque de la garantie du gouvernement.

Le gouvernement veut être prudent, mais la prudence n'exclut pas l'action. L'enquête qu'il propose pourra être longue et le mal ira encore en s'aggravant.

J'aimerais que l'opposition libérale prenne attitude et nous dise ce qu'elle ferait, si, par hasard, elle était au pouvoir prochainement. Les libéraux garantiront-ils 40 %?

L'honorable M. Barré (Rouville): La ville exerce certainement un attrait pour les gens de la campagne, quelle que soit la situation du logement, puisqu'en dépit des familles nombreuses, à la campagne, nous n'avons pas de main-d'œuvre. Nous devons en importer d'ailleurs pour remplacer les fils de cultivateurs. Il y a un exode continu vers les villes.

On dit qu'il faut fournir des logements aux gens des villes, à n'importe quel risque. Je crois qu'il est mal d'exciter les appétits. Le devoir d'un homme public ce n'est donc pas d'augmenter cet exode en excitant des appétits, mais de faire l'éducation du peuple pour bien lui apprendre que chacun doit faire son devoir.

Nous voulons la paix sociale, mais le gouvernement ne doit pas tout payer. Il est faux de croire que, pour protéger la paix sociale, le gouvernement doit prêter 100 % pour qu'un individu se bâtisse et s'achète un ménage par-dessus le marché. Il est illusoire et c'est une grave erreur de faire croire aux ouvriers que le gouvernement, qu'il soit fédéral, provincial ou municipal, doit tout faire et tout payer pour eux et qu'eux n'ont rien à faire. Ce serait l'abîme. Le gouvernement serait impuissant à rencontrer ses obligations. Tout le monde doit contribuer à sa juste part de l'effort et des coûts pour que le tout soit un succès.

Pour le prêt agricole, ce fut un succès, parce qu'on a posé des conditions. On n'a jamais dit aux cultivateurs: "Vous aurez tout et vous ne ferez rien." Si on avait dit aux cultivateurs qu'ils auraient le crédit agricole à n'importe quelle condition, c'eût été un désastre. Avec le prêt agricole, nous ne prêtons qu'à 66 % et dans certains cas spéciaux, à 75 %. Il en est de même pour les ouvriers. Il faut poser des conditions avec une loi sur le logement, car fournir des logements à n'importe quelle condition, ce serait aller au désastre. Encore une fois, chacun doit faire sa part. Le gouvernement fait sa part, les caisses populaires feront leur part. Que celui qui veut se bâtir fasse sa part.

Le bill laisse liberté absolue aux caisses populaires. Il se contente de limiter le taux à 5 %. Si

le gouvernement offrait une garantie de 10 %, 15 % ou 25 %, il serait justifiable de s'ingérer dans l'administration des caisses populaires. Je m'opposerais énergiquement au bill si le gouvernement devait entamer l'autonomie des caisses populaires. Votons la loi au plus vite.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

L'efficacité de cette loi, comme de la loi fédérale du logement, souffrira du fait qu'il en coûte très cher dans la province de Québec pour réaliser la garantie hypothécaire. Il en coûte jusqu'à \$475 de frais pour faire vendre par le shérif une propriété de \$5,000, alors qu'il n'en coûte que \$125 en Ontario. À son avis, dit-il, il faudrait simplifier les procédures pour la réalisation de la garantie hypothécaire et abolir la taxe provinciale sur les ventes par le shérif. La garantie aurait ainsi plus d'efficacité, ce qui inciterait les sociétés de placement à prêter une plus grande proportion de la valeur de la maison.

Il déplore que le gouvernement ne garantisse rien du capital. La loi, dit-il, autorise le gouvernement à "garantir et solder" la portion de l'intérêt qui dépasse 2 %. Cette rédaction est obscure. Veut-on dire que le gouvernement qui paye une portion de l'intérêt est subrogé aux droits du prêteur? Est-ce un cadeau que l'on fait?

Si c'est un cadeau, pourquoi ne pas le dire clairement? La loi est mal faite. Le projet n'a pas été étudié suffisamment. C'est une mesure électorale très difficile d'application. Il n'y a aucun avantage.

Ce qu'il faudrait garantir, ce n'est pas l'intérêt, mais la partie risquée du capital, celle qui dépasse 60 % de la valeur. Autrement, la loi sera inefficace, inopérante et inutile, sauf pour les personnes qui veulent obtenir du gouvernement quelque chose pour rien, comme pour les prêts qui s'élèvent à 100 % du prix de la construction. Mais la loi ne donnera aux futurs propriétaires que des prêts de 60 % du coût réel des immeubles. À Montréal les prêts à 60 % sont très populaires et la population est disposée à s'en prévaloir sans demander l'aide du gouvernement. Or il existe actuellement plusieurs compagnies qui consentent des prêts. Les compagnies et sociétés préféreront prêter 60 % d'une maison suivant la loi générale plutôt que suivant la loi à l'étude, qui ne règlera rien du tout.

M. Ross (Montréal-Verdun) prend part au débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que l'on ajourne le débat.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La Chambre ajourne immédiatement ses travaux afin de permettre aux députés membres du comité permanent des bills publics de siéger.

2. Les journaux ne s'entendent pas sur la chronologie des propos tenus par les députés lors du débat sur l'amélioration des conditions de l'habitation au cours de la deuxième et de la troisième séance.

3. *Le Nouvelliste* du 18 février 1948, à la page 13, rapporte que le premier ministre fait une allusion destinée au député de Laurier, ancien chef du Bloc populaire.

4. Il s'agit de la Société des Artisans canadiens-français.

5. Pour avoir une explication à propos de cette allusion, voir les séances du 20 janvier, du 3 février et du 11 février 1948.

6. Il s'agit de la loi 8 George VI, chapitre 23: "Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot".

7. Jeunesse ouvrière catholique.

8. Ligue ouvrière catholique.

9. Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, il s'agit de référer à la séance précédente de ce jour.

10. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

11. Selon *Le Devoir* du 18 février 1948, à la page 1, le discours de M. Laurendeau a duré une heure.

Première séance du mercredi 18 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 145 confirmant le droit de propriété de La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Projets de loi:

Charte
de Québec

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est malheureux que, chaque année, la ville de Québec soit toujours en retard avec ses bills. J'espère qu'on procédera avec plus de diligence à la prochaine

session. Que le député de Québec-Est (M. Drouin) voie à ce que la chose ne se répète pas.

M. Drouin (Québec-Est) promet de faire ce qui dépend de lui pour que le vœu du premier ministre se réalise.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Questions et réponses:

Achat de systèmes
de comptabilité Powers

M. Dupré (Verchères): Combien le gouvernement de la province a-t-il déboursé, pour achat de machines Powers, depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 janvier 1948, pour les divers départements, offices, régies, commissions, etc., de l'administration provinciale?

Quelle était la balance due sur tels achats, le 16 janvier 1948?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le but et avec l'effet de réaliser d'importantes économies et améliorations dont bénéficie la province, le gouvernement a acheté quatre excellents systèmes de compilation mécanique au coût de \$332,965.12, entièrement payés. Ce prix d'achat sera en grande partie remboursé à même les économies dont profitera la province à la suite de l'achat des systèmes de comptabilité en question; de fait, auparavant, les systèmes de compilation mécanique ont été loués et la province a payé, comme prix de location, \$194,000 pour trois systèmes seulement, alors qu'il en existe actuellement un de plus.

Frais de voyage de la
Commission du service civil
et du Comité de reclassification du service civil

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Quels sont les membres et officiers de la Commission du service civil et de la Commission de reclassification du service civil qui ont fait des voyages, aux frais du gouvernement, en dehors de la province depuis le 1^{er} janvier 1946 jusqu'au 29 janvier 1948 inclusivement?

2. Dans quel but ces voyages ont-ils été faits?
 3. À quelles dates ces voyages ont-ils été faits?
 4. Combien a coûté, dans chaque cas, chacun de ces voyages?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. M. Will J. Whelan, membre du comité de reclassification du service civil; M. J.-A. Vézina, secrétaire de la Commission du service civil; MM. Jean-Paul Ducharme et René Côté, employés à la Commission du service civil.

2. Ces voyages ont été faits dans l'intérêt public afin d'obtenir des renseignements et des informations utiles à l'établissement d'une classification du service civil et d'une échelle de salaires appropriés et justes.

3. et 4.

M. Will J. Whelan

New York:	
19 au 26 octobre 1946.....	\$ 91.44
Toronto:	
3 au 9 mai 1947.....	89.45
Dallas:	
12 au 25 novembre 1947.....	427.22

M. J.-A. Vézina

New York:	
19 au 26 octobre 1946.....	235.93
(y compris frais de transport de M. Whelan)	
Toronto:	
3 au 8 mai 1947.....	98.59
Dallas :	
12 au 25 novembre 1947.....	404.01

M. Jean-Paul Ducharme

Chicago:	
4 au 15 septembre 1946.....	220.80
Régina:	
7 au 31 janvier 1947.....	391.49
Washington:	
6 au 31 mars 1947.....	465.54
11 au 26 avril 1947.....	317.94

M. René Côté

Chicago:	
4 au 15 septembre 1946.....	218.60
Régina:	
7 au 31 janvier 1947.....	384.25

Washington:

6 au 30 mars 1947.....	448.53
11 au 26 avril 1947.....	309.70

J.-Napoléon Gingras

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement a-t-il nommé un monsieur J.-Napoléon Gingras, de Sherbrooke, comme juge de paix, et, dans l'affirmative, qui a recommandé sa nomination?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, aux fins de recevoir le serment seulement; sa nomination a été recommandée par l'honorable J. S. Bourque.

Projets de loi:

**La Société
Saint-André de Montréal**

M. French (Compton) propose, du consentement unanime, que le bill 130 concernant La Société Saint-André de Montréal, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Motions des députés:

**Salaires
des employés civils**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 11 février courant, sur la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement accorde immédiatement à ses employés, tant de l'intérieur que de l'extérieur, un traitement proportionnel à leurs obligations, à leur compétence et à leur travail.

M. Morin (Québec-Centre): Le gouvernement de mon chef (l'honorable M. Godbout) a rendu justice aux fonctionnaires en créant une Commission du service civil, composée de trois membres, en vertu de la loi de 1943 dans l'appréciation de la compétence des employés de la province. L'article 11

de la loi du service civil définit les attributions des fonctionnaires de la Commission du service civil: "La Commission a pour fonctions: 1° de vérifier l'aptitude des candidats à l'admission, à la permutation et à l'avancement dans le service civil; 2° de faire, de sa propre initiative, enquête et rapport sur le fonctionnement de la présente loi, l'observance, de ses dispositions et de ses règlements d'exécution; 3° de faire, à la demande du chef d'un département, enquête et rapport sur ses fonctionnaires ou sur toute affaire se rattachant au département; 4° de faire enquête et rapport sur l'organisation actuelle ou projetée de toute partie du service civil et sur tout changement suggéré dans cette organisation; 5° de suggérer les mesures voulues pour transférer des fonctionnaires d'une division du service civil dans laquelle leurs services ne sont plus requis à une autre division où l'on peut les utiliser; 6° de s'acquitter des autres devoirs que lui assigne le lieutenant-gouverneur en conseil."

Le gouvernement libéral d'alors avait étudié à fond les meilleurs systèmes de commissions du service civil établis dans les autres pays avant de présenter sa loi de façon à éviter chez nous les écueils rencontrés ailleurs. Le principal écueil de toute commission du service civil, c'est l'influence politique. On avait voulu faire œuvre sérieuse et durable afin de placer notre fonctionnarisme dans les meilleures conditions possibles pour qu'il puisse, en toute liberté d'esprit et en l'absence de toute ingérence politique, faire son travail dans les meilleurs intérêts de la province.

C'est pour cela qu'on avait donné aux commissaires une indépendance absolue, une indépendance assimilable à celle des juges. Aujourd'hui, malheureusement, tout a été chambardé. Avec l'arrivée au pouvoir du régime actuel, cette Commission s'est vue remerciée de ses services.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. La motion du député de Québec (M. Chaloult) porte sur les salaires des fonctionnaires et non pas sur la Commission du service civil.

M. Morin (Québec-Centre): La motion demande pour les fonctionnaires "un traitement proportionnel à leurs obligations, à leur compétence et à leur travail". Nous sommes à rechercher les meilleurs moyens de donner aux fonctionnaires provinciaux des salaires proportionnés à leur compétence et aux services qu'ils rendent. On ne peut pas étudier cette question à fond sans parler du

seul organisme qui soit capable d'assurer la compétence des fonctionnaires et de les placer dans des conditions telles qu'ils puissent rendre les meilleurs services possibles! La province n'aura un bon fonctionnarisme qu'à la condition d'avoir une véritable Commission du service civil.

M. l'Orateur: L'essence de la motion est une augmentation de salaires. Elle prend pour acquis qu'ils sont compétents.

M. Morin (Québec-Centre): Témoin de la façon dont les employés sont traités, je prends la liberté de dire aux jeunes: fuyez le service civil provincial! Actuellement, il n'existe aucun barème pour fixer les salaires suivant la compétence. À tel point que le fonctionnarisme, tel qu'il est, n'est pas un avenir. Nous avons essayé d'organiser le service civil, mais le gouvernement actuel travaille à désorganiser le système établi en 1943 et tout le travail fait par l'ancienne administration.

(Applaudissements à gauche)

On n'a aucun plan, aucun système pour régir les promotions. On laisse moisir toute leur vie dans un coin des gens qui ont beaucoup de talent et de personnalité simplement parce qu'on ne s'est pas donné la peine de se rendre compte de leur valeur. La province améliorera son fonctionnement en se servant d'un organisme qui établira leur compétence et fixera leurs salaires proportionnellement à leurs aptitudes. Je rappelle que le meilleur moyen de juger de la compétence, moyen que nous avons pris par notre loi de 1943, c'est de faire subir des examens aux aspirants, puis aux fonctionnaires qui demandent de l'avancement. Le fonctionnarisme dans la province sera compétent que dans la mesure où il y aura une échelle de compétence, des standards d'examens, et une échelle de salaires en conséquence.

Il préconise donc l'examen académique, et non des examens spécialisés, pour ceux qui veulent être admis dans le service civil provincial. Il faudrait procéder par examens écrits et oraux touchant non seulement la compétence du candidat sur un sujet donné, dit-il, mais aussi sa culture générale, le coefficient de sa personnalité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève de nouveau un point d'ordre. Il n'est pas du tout question de la Commission du service civil dans la motion mais des augmentations de salaire aux employés civils. Qu'on avertisse le député de Québec-Centre une fois pour toutes et qu'on applique la loi et les règlements.

M. Morin (Québec-Centre): La Commission assurait des compétences, mais elle a été sabotée par le gouvernement actuel. Au lieu de la saboter, le gouvernement devrait l'encourager, la perfectionner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre se moque sciemment des règlements de la Chambre qui l'obligent à discuter de la motion et non pas hors sujet. S'il continue à parler en marge des règlements en défiant les décisions de l'Orateur, je devrai demander des sanctions. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Les députés ont droit d'étudier, en rapport avec la motion, la question de la compétence des employés civils. Il est impossible de parler de traitement adéquat dans le service civil sans parler de l'efficacité du service civil lui-même et du seul organisme capable d'assurer cette efficacité. Les salaires et la compétence sont connexes, ce sont des questions inséparables. Le seul moyen d'obtenir des augmentations, c'est par la Commission, même si elle n'a qu'un membre.

M. Choquette (Montmagny): Il faut parler de l'autorité qui décide les augmentations et en vertu de la loi, l'autorité, c'est la Commission du service civil qui doit décider. D'après la loi de 1943, la Commission peut modifier la rémunération dans le service civil.

M. Dumoulin (Montmorency): Pour décider si des augmentations de salaires sont nécessaires il faut évidemment discuter la façon dont on établit la compétence d'un employé. On ne peut pas séparer les deux questions.

M. l'Orateur: Le député de Québec-Centre est hors d'ordre. La motion n'a pas trait à la Commission et je demande au député de ne pas en parler. On peut faire, en passant, une allusion à la Commission du service civil, mais on n'a pas le droit, sur une motion traitant exclusivement des salaires, de faire une attaque à fond de train contre la Commission. Si l'on veut se plaindre de la Commission telle qu'elle fonctionne présentement, on n'a qu'à inscrire une motion à ce sujet au *Feuilleton*.

M. Morin (Québec-Centre) reprend l'explication de son point de vue.

M. l'Orateur: Ma décision est rendue! Les termes de la motion ne peuvent justifier aucun débat

concernant la Commission du service civil. Que le député de Québec-Centre (M. Morin) ne parle que des augmentations de salaires!

M. Morin (Québec-Centre): J'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 28.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

M. Morin (Québec-Centre): (Applaudissements à gauche) Pour rendre le fonctionnaire satisfait et compétent, il n'y a pas de meilleur moyen que d'augmenter son salaire, de le payer suivant sa compétence et son travail. Rendons-le compétent afin de lui permettre d'accomplir sa tâche loyalement, dans l'intérêt de la province. Si l'on paye les fonctionnaires conformément aux données de la stricte justice distributive, tout le monde y gagnera en définitive, puisque les employés de l'État sont les serveurs du public. Ce sera servir la communauté. Et lorsque je parle des fonctionnaires, je parle de la Sûreté provinciale.

En 1945, le gouvernement a créé un comité de trois membres pour faire une reclassification du service civil. C'était un pléonasme législatif, puisque la Commission du service civil avait déjà le pouvoir de faire cette classification. Mais, jusqu'ici, je ne vois aucun résultat tangible. C'est d'autant plus injuste que les fonctionnaires n'ont pas le droit de faire la grève.

Ils n'ont même pas le droit de s'affilier à un syndicat. Je suis d'accord avec le député de Québec (M. Chaloult) pour déclamer que si on empêche l'employé civil de faire la grève, qu'on lui rende au moins justice d'une autre façon en augmentant son salaire.

Un député: Ça ne relève pas de la motion 55.

M. Morin (Québec-Centre): Je veux dire que l'Union nationale a volé les fonctionnaires du seul recours qui leur était permis, le recours à la Commission du service civil. Ils pouvaient auparavant soumettre leurs difficultés à une Commission de trois membres. Aujourd'hui, il n'y a plus que M. Laforce de la Commission du service civil. C'est le temps de dire que la force prime le droit.

Les petits fonctionnaires des cours de justice se plaignent qu'ils ont de véritables salaires de famine qui ne leur permettent pas de vivre eux-mêmes et encore moins de faire vivre leurs familles. Le coût de la vie augmente constamment et le salaire reste d'une fixité déconcertante. De 1944 à 1947, d'après mes calculs, la moyenne des salaires a augmenté de \$1,302 à \$1,306.

Soixante-douze pour cent des fonctionnaires gagnent moins de \$2,000 par année et pour cette catégorie, l'augmentation annuelle moyenne depuis 1944 n'a été que de \$60 par année. Il n'y a pas d'équilibre du tout entre le budget de l'employé civil et le coût de la vie. Il n'existe présentement aucun plan d'ensemble.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): À la prison de Bordeaux, les gardiens ont \$1,400 et \$100 de plus par année. Même chose pour la police¹.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ceux qui sont amis de l'Union nationale seulement.

M. Morin (Québec-Centre): Seuls les favorisés ont reçu des augmentations. Et il y a des injustices comme au département de l'Instruction publique où les augmentations ne sont pas données suivant le travail accompli par les employés. À l'Instruction publique, on a donné \$21,000 à 17 amis. Les inspecteurs catholiques reçoivent \$3,000 au maximum quand les inspecteurs protestants reçoivent \$4,000. Je donne ça pour ce que ça vaut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne vaut pas grand-chose.

M. Morin (Québec-Centre): Ce qui vient des fonctionnaires ne vaut jamais grand-chose pour le premier ministre.

(Applaudissements à gauche)²

M. l'Orateur: Le temps de l'honorable député de Québec-Centre (M. Morin) est expiré.

M. Morin (Québec-Centre): Au nom des employés civils, il demande le paiement de pensions plus généreuses à ceux qui sont à leur retraite et qui sont forcés de vivre maigrement à cause la pension qui reste fixe quand le coût de la vie augmente.

Je réclame le rétablissement de la Commission du service civil avec trois membres et une enquête sérieuse, voire même une enquête royale sérieuse par un juge de la Cour supérieure sur toute l'affaire du service civil dans la province pour faire déterminer une fois pour toutes, par des hommes placés au-dessus de la mêlée, où nous en sommes et déterminer une classification logique qui serve de base à une échelle de salaires convenable.

En attendant, qu'on accorde des augmentations substantielles et générales de salaires, suivant un plan d'ensemble qui comprendrait les fonctionnaires retraités, afin de donner aux employés des conditions meilleures, des salaires supérieurs et le droit de s'organiser en syndicat.

(Applaudissements à gauche)

M. Godbout (L'Islet): La cause du service civil est une de celles qui me tient le plus à cœur. La question est très importante parce qu'en raison des coûts de la vie, les fonctionnaires se trouvent dans une position intenable. À l'exemple du proposeur de la motion, le député de Québec (M. Chaloult), je n'entends pas traiter cette question du point de vue de la partisanerie politique.

(Applaudissements à gauche)

La province a besoin d'un service civil bien traité et bien rémunéré. Pour que le service civil soit efficace, il faut assurer sa compétence, son indépendance des partis politiques dans sa fonction, sa stabilité et une rémunération convenable. La compétence est essentielle, car autrement, si nos fonctionnaires ne sont pas compétents et indépendants, nous risquons que l'intérêt de la province ne soit pas sauvegardé. S'ils ne sont pas stables dans leur fonction, ils diront non pas ce qui est l'intérêt de la province dans un problème qui surgit mais ce que le ministre veut qu'ils disent. Enfin, s'ils sont mal rémunérés, ils s'en iront servir des intérêts particuliers.

Nous voulions que le fonctionnaire provincial soit sûr de sa situation tant qu'il ferait son devoir. Voilà pourquoi nous avons créé en 1943 une Commission du service civil qui rencontrait toutes ces conditions. (Le premier ministre sourit) Nous avons choisi de bons commissaires et ceux-ci devaient garder une parfaite indépendance. Nous avons prévu que les commissaires ne pourraient être démis de leurs fonctions que par un vote majoritaire des deux Chambres, tout comme l'auditeur de la province. La commission de la fonction publique avait l'intention d'être entièrement indépendante, afin d'administrer d'une manière neutre à l'égard de la classification des fonctionnaires nommés par diverses administrations. Les commissaires devaient assurer la parfaite indépendance des fonctionnaires.

On dit que la Commission du service fédéral abusait de ses fonctions. Le service fédéral a en effet permis une mauvaise répartition des fonctions selon les régions et les groupes ethniques. Nous avons évité cet écueil en limitant les pouvoirs de la nôtre qui ne faisait que la liste d'éligibilité après examens. Cette Commission n'avait pas les pouvoirs de nommer des employés, mais de faire des recommandations au cabinet qui devait, lui, prendre ses responsabilités. Aucune destitution ne pouvait se faire sans enquête. Tous les gouvernements - je n'exclus pas le mien - ont commis des erreurs sur ce point dans le passé.

Le barème de 1925 ne convient plus du tout et la Commission du service civil a été établie par le gouvernement libéral pour faire une classification nouvelle et aussi pour déterminer de nouveaux barèmes de salaires. La Commission avait aussi pour but de voir tout de suite aux petits salaires qui étaient insuffisants. Si elle n'a pris naissance qu'en 1943, c'est qu'il a fallu auparavant étudier les divers systèmes fonctionnant ailleurs et tâcher d'en tirer un organisme qui répondait véritablement aux besoins. Je demande au gouvernement de rétablir la Commission du service civil. Qu'il la reconstitue impartialement et je la respecterai.

En 1943, le coût de la vie avait déjà augmenté sensiblement. Le gouvernement libéral voulut aller au plus pressé. Il fallait d'abord donner du pain. La commission a présenté les recommandations d'augmentations de salaires temporaires en attendant que l'étude approfondie sur la question de la classification et du salaire soit entreprise. Dès 1943, ces augmentations de salaires se sont chiffrées, avec le boni de vie chère, à \$1,400,000 et à \$1,500,000 en 1944. Au 1^{er} janvier 1944, sous notre gouvernement plus de 5,377³

employés ont effectivement reçu des bonus et des augmentations qui variaient de \$100 à \$500 par année en attendant la préparation d'une échelle de salaire permanente selon la compétence et le poste occupé au sein du service. La plupart de ces augmentations ont été supprimées par le gouvernement actuel à son arrivée au pouvoir.

Un montant de \$2,000,000 fut voté le 1^{er} avril 1944 pour assurer le paiement des nouvelles augmentations. À la fin de l'année, on ne proposait donc pas de recourir aux mandats spéciaux. Si le montant ne fut pas suffisant, c'est qu'il avait été impossible de prévoir toutes les recommandations de la Commission du service civil lors de la préparation du budget. Les demandes dépassèrent de plus de \$300,000 le montant du budget. Notre intention était d'abord d'épuiser le montant déterminé par le Parlement, puis de recourir aux mandats spéciaux pour couvrir la différence, chose qui ne pouvait être faite avant.

Cette Commission avait commencé à donner de bons résultats, mais le gouvernement actuel l'a abolie dès son arrivée au pouvoir. Encore une fois, malheureusement, les augmentations de \$150, \$200 et \$250 que nous avions accordées à ceux qui en avaient le plus besoin leur furent enlevées par l'Union nationale. Il s'agissait d'augmentations pour les tirer de difficultés financières, en attendant une classification définitive.

M. Chaloult (Québec): Quelle norme a-t-on adoptée pour fixer les augmentations?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les couleurs politiques de celui qui les recevait⁴.

M. Godbout (L'Islet): J'ai ici même la réponse toute prête. Ces augmentations favorisaient plus de 5,000 employés sans distinction de couleur politique. (En brandissant de grandes feuilles de papier) Je puis produire la liste complète de 100 % des employés du département que j'administrerais, celui de l'Agriculture. On peut consulter ces chiffres.

On se rendra compte en les consultant que les employés engagés par mon gouvernement ont été augmentés de 29 %; les employés engagés par l'administration libérale précédente ont reçu une augmentation de 30 %; tandis que les employés engagés par le premier gouvernement de mon ami d'en face ont reçu des augmentations de 36 %⁵. Les employés nommés par l'Union nationale recevaient alors des augmentations de 7 % plus élevées que celles des employés nommés par mon propre gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Tout le monde peut consulter les listes. Que le député de Québec (M. Chaloult) les regarde. Les dates d'engagement sont là.

M. Chaloult (Québec): (Consultant les documents) Ces feuilles indiquent que des employés de l'Union nationale ont subi, au contraire, une diminution de salaire.

M. Godbout (L'Islet): Je déplore profondément l'acte du gouvernement en face de nous qui a supprimé les augmentations de \$300,000 qui devaient être payées à partir de novembre 1944 sous prétexte de manque de fonds, alors qu'il eût été facile de passer un mandat spécial. Nous avions demandé aussi à la Commission de rétablir d'abord les augmentations statutaires que l'on ne payait plus depuis la crise de 1931, mais surtout de régler et de réparer, dans chaque département, les injustices les plus criantes. Au ministère de l'Agriculture, un comité spécial du Trésor a fait une enquête séparée. Nous n'avons pas changé une seule des recommandations qui ont été faites par ce comité. Que se passe-t-il aujourd'hui? Il y a des agronomes qui gagnent encore \$1,500. L'un d'eux, nommé par vous (M. Duplessis), que nous avons augmenté à \$1,800, vous l'avez réduit à \$1,500.

Il revient sur la nécessité de la stabilité, de l'indépendance, de la permanence et de la compétence pour les employés civils. Les commissaires du service civil, dit-il, ne pouvaient être démis que par un vote des deux Chambres. Ils étaient au-dessus du gouvernement. Du gouvernement que je présidais.

(Applaudissements à gauche)

Ils ont été forcés de démissionner. Il déplore, dit-il, que le gouvernement actuel ait saboté la Commission du service civil. Il l'a à toutes fins pratiques abolie.

Il dénonce la collusion du premier ministre avec la Commission du citoyen sans âge qu'est le président de la Commission du service civil, M. Laforce. Quand nous reprendrons le pouvoir, nous rétablirons la Commission du service civil. Mais il restera toujours dans la pensée des employés civils que leur situation n'est pas stable et ils resteront malheureusement avec la crainte qu'un autre gouvernement n'abolisse de nouveau la Commission.

Les employés civils, dit-il, en particulier les techniciens, ne reçoivent que les deux tiers du salaire payé à l'extérieur, dans d'autres institutions, pour des emplois analogues. Cela favorise, dans une très large mesure, le départ des compétences. Plusieurs employés ont quitté le service lorsque leur formation s'est améliorée, parce qu'il y avait de meilleures conditions de travail ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ont des pensions, une petite assurance à leur mort.

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas une compensation qui leur permet de vivre. Il nous faut des compétences, des compétences plus grandes que celles que nous avons actuellement. Qu'on ne me fasse pas dire que nos fonctionnaires ne sont pas compétents. D'une façon générale, les employés sont compétents mais ils ne sont pas payés.

Qu'on paye d'abord les petits salariés, mais qu'on paye convenablement les compétences, les employés supérieurs qui ont des charges sociales très lourdes. Si on écoutait les experts d'Ottawa, spécialement en agriculture, il n'y aurait rien à faire dans le Québec, aucune culture spécialisée qui pourrait être payante chez nous. Et nous n'avons aucun spécialiste capable de leur répondre. Il nous en faut.

Le gouvernement ne devrait pas hésiter à rémunérer convenablement des experts, surtout dans les emplois où ils agissent comme conseillers des ministres. Tout le monde admettra que lorsque la signature du ministre représente une transaction de \$1,000,000, il importe que ses experts soient des compétences, des hommes de caractère au-dessus de tout soupçon et qu'ils aient un salaire en conséquence. Je ne vais pas être scandalisé si des hommes compétents sont engagés à n'importe quel prix pour les ministères comme celui des Mines ou de l'Agriculture. L'augmentation du coût de la vie a été formidable. Il y a des milliers d'employés qui auraient des augmentations si la commission avait fonctionné. Il reste, dit-il, en faveur des augmentations aux petits salariés, car bien des employés mal payés, qui ne peuvent vivre avec leur salaire, font des négoes à côté, souvent aux dépens du gouvernement.

Le gouvernement me reprochait d'avoir mis ses amis dehors et placé mes propres partisans. Depuis qu'il est au pouvoir, il a mis nos amis dehors pour placer les siens. Cependant, qu'il rétablisse la Commission du service civil et je la respecterai en reprenant le pouvoir. J'avais proposé au premier ministre, chef de l'opposition dans le temps, de choisir lui-même un des trois commissaires. Preuve que je voulais une commission indépendante.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition ait détourné le débat de la motion du député de Québec (M. Chaloult), bien définie pourtant, pour parler de la Commission du service civil. Je me verrai dans

l'obligation de rétablir certains faits d'abord. La Commission du service civil fut créée juste à la veille des élections par un gouvernement mourant. Le chef de l'opposition a déclaré qu'il a établi une Commission du service civil non partisane et qui devait donner de la stabilité aux employés. Le gouvernement de mon honorable ami a été au pouvoir pendant cinq ans. C'est le second gouvernement depuis la Confédération à rester au pouvoir cinq ans.

L'autre était un gouvernement conservateur qui n'est jamais revenu au pouvoir, comme ce sera le cas pour le chef de l'opposition et ses amis. Donc, mon honorable ami a eu plus de temps que quiconque pour donner aux employés civils la permanence et la stabilité qu'il préconise aujourd'hui. Ce n'est qu'à la fin de son règne en 1943, quelques mois avant de sombrer, qu'il a pensé à créer sa commission, mais après avoir destitué un grand nombre d'employés nommés par l'Union nationale. Il nous demandait de consacrer une injustice et une politique de destitution en bloc, ce que nous ne pouvions pas faire.

La loi est encore dans les Statuts. Mon honorable ami prétend qu'il a créé une commission pour établir la stabilité du service civil et qu'il lui a donné des garanties d'impartialité et d'indépendance des partis politiques. Le chef de l'opposition a dit que, lorsque la Commission a été créée, il a nommé trois commissaires compétents. C'étaient des créatures politiques. Il a nommé comme président de la Commission M. Aimé Lafontaine, avocat de Montréal. Je le connais. Nous avons été à l'université ensemble. C'est un charmant garçon mais c'est un organisateur politique, un partisan enragé du Parti libéral et membre du Club de Réforme.

Des députés de l'opposition applaudissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lafontaine, c'est l'organisateur des procédures électorales frauduleuses dans le comté de Saint-Jean et un partisan aveugle. Il a été l'avocat dans la contestation d'une élection dans Saint-Jean. Il fallait bien, du reste, être un partisan aveugle pour appuyer le chef de l'opposition. Et le chef de l'opposition nous parle de Commission du service civil impartiale.

Le deuxième commissaire, M. Marc Boyer, ingénieur, est un parfait honnête homme qui connaît son affaire. Il est bien qualifié et compétent. Le seul qualifié, probablement, dans la Commission. Quant au troisième, c'est un homme que le trésorier

provincial du temps a rencontré pendant ses séjours sur les grèves de Métis Beach pendant la belle saison. C'est un ami du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), qui ne connaissait rien du tout.

(Mouvements divers à gauche)

Nous avons détruit le mythe de cette Commission impartiale.

À l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, en 1944, les membres de cette Commission partisane ont démissionné. Le chef de l'opposition a dit que le président a été forcé de démissionner. (Le chef de l'opposition sourit) Il ne devrait pas donner l'impression que M. Lafontaine est parti parce qu'il est peureux.

Des députés de l'opposition rient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lafontaine a démissionné parce qu'il a réalisé que son utilité était disparue, puisqu'il avait été nommé pour faire l'affaire des rouges.

Le chef de l'opposition dit qu'il a augmenté les salaires. C'est bien osé de parler d'augmentations de salaires accordées aux fonctionnaires. Pendant cinq ans, le gouvernement de mon honorable ami n'a rien fait du tout. D'ailleurs, le chef de l'opposition et ses amis n'avaient pas beaucoup d'ouvrage à faire car tous leurs ordres leur venaient d'ailleurs.

Il aurait eu amplement le temps de s'occuper du sort des fonctionnaires, mais ce n'est qu'à la dernière minute, à la veille des élections, en 1944, pour jeter de la poudre aux yeux, que le chef de l'opposition a passé un arrêté ministériel à l'effet d'accorder des augmentations de salaires. Ce qui est arrivé, c'est que le chef de l'opposition et son parti ont donné la fausse impression aux fonctionnaires qu'ils auraient des augmentations quand, en réalité, le gouvernement d'alors savait qu'il n'y aurait pas assez d'argent dans le budget pour les payer.

M. Godbout (L'Islet): J'ai expliqué que nous avions voté un montant approximatif. Le premier ministre veut-il répondre à cette question? Du 1^{er} avril 1944 jusqu'à l'arrivée au pouvoir de mon honorable ami, au mois d'août, les employés civils ont-ils reçu l'augmentation de salaire que nous avions décrétée? Le premier ministre ne peut nier que les salaires ont été augmentés et qu'il a supprimé les augmentations sept mois plus tard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question n'est pas dangereuse. Les augmentations

apparentes de salaires avaient été accordées, à la veille des élections, pour la période de l'été et le gouvernement d'alors savait qu'il n'avait pas assez d'argent pour les payer durant toute l'année. Vous aviez assez d'argent pour payer quatre mois mais pas plus. D'ailleurs, à notre arrivée au pouvoir, en août 1944, nous avons constaté que la caisse était vide, comme d'habitude, et que nous ne pouvions payer les employés.

Et les 5,377⁶ employés qui devaient bénéficier de ces augmentations étaient pour la plupart des amis du régime, moins de la moitié des employés civils de la province. M. Lafontaine m'a dit, à moi-même, que les listes qu'il avait préparées étaient incomplètes, faites à la vapeur, à la veille des élections. Ça pressait...

M. Godbout (L'Islet): La liste était naturellement incomplète, mais elle avait été commencée en septembre 1943.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que ça fait mal au chef de l'opposition. Il commence même à bégayer. Je dis que les listes avaient été faites dans un but électoral, alors que le gouvernement libéral savait qu'il n'y avait pas d'argent pour payer. Cela me fait penser à un employé des postes de Trois-Rivières pour lequel on avait fait des souscriptions à l'occasion de son mariage. Les uns lui donnaient, \$1, d'autres \$2 et d'autres \$3⁷, mais toujours sur papier. Le moment de la présentation arrivé, on lui remit la liste des souscriptions. Pas d'argent. Mon honorable ami a passé un arrêté ministériel, mais il n'y avait pas d'argent.

Que dit la motion? Elle demande à la Chambre de payer des salaires selon le travail des fonctionnaires. Tout le monde admet et tous les députés conviendront qu'une grande partie du personnel du service civil n'est pas payé comme il devrait l'être. Cependant, cela est le fait d'une situation complexe qui s'est créée sous 45 ans de régime libéral dans la province dont 40 années successives. Les libéraux se prétendent, aujourd'hui, les protecteurs des fonctionnaires de la province quand, en réalité, ils n'ont fait que continuer les abus de leurs auteurs politiques qui ont aggravé le problème pendant 45 ans sur 50.

(Mouvements divers à gauche)

Le problème ne peut être réglé du jour au lendemain. Qu'avons-nous fait? Il y a d'autres problèmes d'une urgence réelle.

(Mouvements divers à gauche)

Je dis cela pour montrer la complexité du problème.

En 1931, un gouvernement libéral, dont faisait partie le chef de l'opposition, a mis de côté les augmentations de salaires auxquelles les employés civils avaient droit d'après la loi, et cela, à une époque particulièrement difficile.

En 1944, le gouvernement s'est attelé à la tâche et au nombre des problèmes dont il a hérités, il y a celui des salaires des employés civils. Ces employés, à bien des points de vue, sont dans une situation privilégiée dont l'importance n'est pas assez appréciée. Ils ont la pension de retraite et une pension est accordée à la veuve. Il en coûte des millions au Trésor public et les contributions fournies par les employés ne représentent qu'une infime partie des montants payés.

De plus, il y avait, quand nous sommes arrivés au pouvoir, 4,000 employés qui bénéficiaient d'une police d'assurance groupe payée par l'État. L'assurance est de \$1,000 pour les gens mariés et de \$500 pour les célibataires. Nous avons étendu cet avantage à 12,000 employés. C'est encore là une grande amélioration. Jusqu'à présent, le gouvernement a amélioré le salaire de tous les employés dont les cas ont fait l'objet d'une enquête.

Nous avons déjà réglé un grand nombre de cas et nous voulons solutionner le problème de façon équitable dans les plus brefs délais possibles, mais il nous faut obtenir tous les renseignements nécessaires. Nous avons ensuite commencé à augmenter tous les salaires, en vertu d'une nouvelle classification, à la Commission du salaire minimum, à la Commission des accidents du travail, à la police provinciale, aux prisons de Montréal, de Québec et d'ailleurs, à la Commission des pensions de vieillesse et des allocations aux mères nécessiteuses, ainsi que dans tous les services techniques de la province. Nous avons augmenté les salaires des sous-ministres, les salaires des inspecteurs d'écoles ruraux et urbains.

Nous allons augmenter très prochainement, avec effet rétroactif, les salaires des professeurs d'écoles normales. Si le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) était ici, il réfuterait certainement les assertions inexacts faites au sujet des salaires payés au département de l'Instruction publique. Le secrétaire de la province aurait pu donner plus de précisions à ce sujet et répondre à certaines assertions du député de Québec-Centre (M. Morin). Il est actuellement au chevet de son père mourant. Au département du secrétariat provincial, il y a eu des augmentations qui se chiffrent à des milliers et des milliers de dollars. Pour ne citer qu'un

exemple, nous avons donné une augmentation de \$700 à un employé qui était là depuis 25 ans qui remplissait une fonction très importante et qui ne recevait que \$1,000 par année.

Nous nous sommes efforcés de régler aussi vite que possible tous les cas que nous pouvions régler. Nous avons réglé le cas de milliers de fonctionnaires. Nous avons constitué un comité de classification de trois membres qui comprend l'ancien président des employés civils, M. Charles Dionne, un homme très estimable, ainsi que M. Ernest Laforce, un homme honnête, commissaire du service civil entre autres, qui a fait honneur à sa race et qui fait honneur à la position qu'il détient.

À mesure que le comité de classification nous fournissait les renseignements voulus dans une catégorie donnée, nous augmentions les salaires. C'est un problème plus difficile à régler qu'on ne pense. Nous voulons régler tous les cas le plus rapidement possible, mais il est nécessaire auparavant d'obtenir tous les renseignements et c'est là un problème difficile. Nous ne voulons pas priver les fonctionnaires de leur situation sans avoir étudié leur cas à fond. Il faut étudier tous les cas, voir à ne pas commettre d'injustice, posséder une vue d'ensemble.

Nous avons présentement à l'étude d'autres projets d'augmentations des salaires et de classification des employés qui se réaliseront bientôt. La question de la rétribution insuffisante des employés du gouvernement fait l'objet d'une enquête et elle sera réglée dans un avenir prochain lorsque l'énorme tâche qu'est l'enquête sera terminée et justice sera rendue pour tous. Les membres du comité de classification sont allés voir ce qui se passe ailleurs, prendre des renseignements, étudier les systèmes en vigueur aux États-Unis et au Canada. Ils participent à la conférence de l'Association de la fonction publique qui se déroule au Texas au sujet de leur enquête sur la position des employés du gouvernement.

Aussitôt que le travail de classification sera terminé, nous en viendrons à une solution définitive. Je veux assurer le député de Québec de la volonté bien arrêtée du gouvernement de régler ce problème comme tous les autres d'ailleurs. Mais il ne s'agit pas simplement de déterminer les fonctions et les salaires. Il faut savoir aussi quel est le personnel dont nous avons besoin. Il est un fait reconnu qu'il y a actuellement plusieurs milliers de personnes dont les services ne sont pas nécessaires. Ils sont de trop et inutiles. Ce sont de braves gens et nous ne voulons pas tous les mettre à pied. Il faut faire preuve d'humanité dans bien des circonstances. Nous ne

sommes pas capables de changer du jour au lendemain une situation qui s'est aggravée pendant 50 ans.

En plus de tous les avantages que j'ai mentionnés, nous avons accordé, depuis 1944, des augmentations annuelles de près de \$2,000,000 à 12,000 fonctionnaires. Nous nous occuperons du problème des autres dans le plus bref délai possible. On admettra qu'il y a eu une immense amélioration depuis que nous sommes au pouvoir. Ce n'est pas complet, ce n'est pas parfait, mais nous nous acheminons rapidement vers un règlement définitif qui sera juste et équitable. Nous devons administrer avec l'argent que nous avons. Nous trouverons une solution dans un avenir rapproché. C'est depuis que l'Union nationale est au pouvoir que le sort des fonctionnaires a été amélioré.

Pour bien montrer que c'est notre désir de régler le problème du traitement des employés civils, nous allons voter avec plaisir pour la motion du député de Québec (M. Chaloult).

(Applaudissements à droite)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Nous assistons actuellement à un débat classique sur le sort des fonctionnaires. Depuis 1945, le même débat se répète chaque année avec bien peu de variantes et sans résultat appréciable pour les employés de la province. Le chef de l'opposition, comme par les années passées, s'est porté à la défense des fonctionnaires et de sa Commission du service civil. Le premier ministre a attaqué la façon dont a été appliquée la loi du service civil. Ce qui me frappe, c'est qu'une fois ces débats terminés, la situation reste toujours la même et on recommence l'année suivante.

Je n'ai plus aucune confiance parce qu'en trois ans de pouvoir le gouvernement aurait pu régler la question. Il est évident qu'il est plus facile de parler du sort des fonctionnaires que régler leur cas. Il est clair que c'est un problème extrêmement complexe que celui de 15,000 employés. Mais qu'on cesse de nous parler de la classification. Quand le gouvernement a été élu, en 1944, il était normal qu'il voulût se renseigner. Mais les mêmes arguments sont revenus en 1946, en 1947 et encore cette année, en 1948. Ces arguments répétés perdent singulièrement de leur efficacité.

Comme l'a fait il y a une semaine le député de Québec (M. Chaloult), il (M. Laurendeau) n'attaque pas le gouvernement actuel, mais bien le système qui a permis que les fonctionnaires soient toujours mal traités.

Ce qui me paraît le plus absurde dans tout cela, c'est que la base des échelles de salaires soit encore celle de 1925. Il y a eu des augmentations, sans doute, tout le monde l'a admis, mais le principal grief que les fonctionnaires font au gouvernement et que mon ami Laporte a signalé, c'est que ces augmentations ont été accordées sans ordre et d'une manière arbitraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument inexact!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le chef de l'opposition a signalé les injustices du système. La moyenne des salaires est entre \$1,300 et \$1,400. Les fonctionnaires provinciaux seraient heureux de travailler pour le fédéral ou la cité de Montréal parce que c'est la province qui paie le moins.

Prenez le cas des employés civils de Montréal. Ils étaient déjà moins bien payés que les employés municipaux et ceux-ci viennent d'obtenir une augmentation substantielle à la suite d'un arbitrage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'on tient compte du travail supplémentaire? Si un employé travaille 1 minute de plus que 8 heures, on le paie \$1 de l'heure.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): À l'enregistrement, on paie encore des salaires de \$50 par mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Savez-vous ce qu'ils font? Ils regardent faire les autres.

(Mouvements divers)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): *L'Action catholique* dit aujourd'hui: "La charité ne dispense pas de la justice."

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Dans mon département, il n'y a pas de salaire en bas de \$100 par mois.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans mon département également, il n'y a pas de salaire en bas de \$100 par mois.

M. Morin (Québec-Centre): Et les femmes de peine?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est pas des employés civils. Même les gardiens de portes. On a un gardien de porte et un autre pour ouvrir la porte au gardien de porte.

(Rires à droite)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) rappelle l'importance du fonctionnarisme dans l'administration de la province. Il nous faut, dit-il, pour des motifs d'autonomie, être en mesure de faire concurrence aux fonctionnaires centralisateurs d'Ottawa. L'État québécois se trouve en concurrence avec l'État fédéral sur bien des points. En conséquence, si nous voulons que l'État provincial s'impose et que la population se tourne vers lui et non vers l'État fédéral, il faut qu'il s'y trouve d'autant plus de compétences et qu'il ait des services bien organisés, car il y a entre les gouvernements des batailles de prestige. La compétence des ministres québécois ne suffit pas; il faut que les fonctionnaires de notre province, surtout ceux qui travaillent dans des domaines concurrents avec ceux d'Ottawa, soient nettement supérieurs.

Sur une partie du problème, au moins tout le monde semble d'accord. Les fonctionnaires ne sont pas assez payés dans certains ministères; ces cas semblent assez rares, mais dans certains autres, tel n'est pas le cas. D'une façon générale, les "collets blancs" ne reçoivent pas le traitement auquel ils ont droit. Le rôle du fonctionnaire est beaucoup plus important que jadis. Devant les empiétements d'Ottawa, l'État québécois doit s'affirmer par un surcroît de compétence. Et l'État vaut surtout par ses fonctionnaires. Il faut assurer dans le service civil provincial la persistance d'une volonté autonomiste pour contre-balancer la persistance de la volonté centralisatrice dans le fonctionnarisme canadien.

On a parlé d'augmentation. On a augmenté les policiers.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On n'est pas pour augmenter les bandits.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) prend-il les employés du secrétariat pour des bandits? Ils n'ont pas été augmentés.

Le premier ministre dit qu'il va augmenter les salaires des professeurs d'écoles normales. Il avait fait la même déclaration l'an dernier mais rien n'a encore été changé. Certains professeurs d'écoles normales reçoivent des salaires inférieurs à ceux

d'instituteurs d'écoles primaires, ce qui est anormal, puisque ce sont les premiers qui sont chargés de former les autres.

Il propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:

Permis de coupe spéciaux

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1948, pour la production d'une liste des permis de coupe spéciaux émis au cours de l'année de calendrier 1947, en vertu de l'article 99 de la loi concernant les terres et forêts publiques, indiquant le nom du bénéficiaire, la quantité autorisée, l'endroit où de tels permis de coupe ont été accordés et le montant de droits de coupe exigés. (Document de la session no 18)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 modifiant la loi des paroisses et des fabriques;
- bill 27 concernant l'usine de Chandler;
- bill 29 relatif aux emprunts temporaires de certaines corporations scolaires;
- bill 32 relatif à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi;
- bill 38 modifiant la loi des valeurs mobilières;
- bill 116 modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;
- bill 203 modifiant la loi du Barreau.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la

Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes, à la page 4, les mots "(annexe A de la présente loi)";

b) en biffant, dans la quatrième ligne, à la page 5, les mots "(annexe B de la présente loi)";

c) en biffant, dans la vingtième ligne, à la page 5, les mots "(annexe C de la présente loi)";

d) en biffant, dans la trente-quatrième ligne, à la page 5, les mots "(annexe D de la présente loi)".

Et les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols, Limited, dans lequel contrat est intervenue, ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Sainte-Jean-Vianney, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les deuxième et troisième lignes, à la page 4, les mots "(Annexes A, B et C)".

Et les annexes "A", "B" et "C" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 202 modifiant l'Acte pour incorporer la Société Saint-Georges de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié en remplaçant le paragraphe "b" par le suivant:

"b) en y retranchant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots, "pourvu toujours, qu'aucun tel règlement, soit qu'il soit fait avant, soit qu'il soit fait après la passation du présent acte, n'imposera aucune pénalité ou forfaiture d'une somme excédant un louis cinq chelins".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 200 modifiant la loi médicale de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe "a", immédiatement après les mots "bachelier ès arts", le mot "(général)";

b) en insérant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe "a", immédiatement après les mots "ès sciences", le mot "(général)".

2. L'article 13 est modifié en insérant dans la troisième ligne, immédiatement après les mots "aspirants à l'étude" les mots "autres que ceux mentionnés aux sous-pragraphe a) et c) du paragraphe 2 de l'article 30".

Projets de loi:

Ratification de résolutions

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 110 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ratifications de résolutions et de contrat

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 124 ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société Saint-Georges de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 202 modifiant l'Acte pour incorporer la Société Saint-Georges de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi médicale de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 modifiant la loi médicale de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et demie ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 18 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Jean-Georges Pélouquin

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Pélouquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec

M. Bernard (Drummond) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Bernard (Drummond) propose que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Assurance-vie Desjardins

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions des députés:

Salaires des employés civils

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement accorde immédiatement à ses employés, tant de l'intérieur que de l'extérieur, un traitement proportionnel à leurs obligations, à leur compétence et à leur travail.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'État, c'est le pouvoir souverain, mais c'est aussi un employeur, un patron qui doit donner justice à ceux qu'il emploie. L'État demande aux patrons d'être justes, mais en privant ses employés de justes salaires, est-ce qu'il n'ignore pas sa propre prédication? L'État doit faire, en tant que patron, ce qu'il prêche aux autres employeurs. Il doit être le premier à pratiquer et à donner l'exemple de la justice sociale.

L'État à juste titre, prive ses employés du droit de grève, mais n'est-ce pas une raison de plus pour les bien payer? On a dit que les fonctionnaires bénéficient d'un certain nombre d'avantages. Sans doute ont-ils droit à une pension. Mais l'espoir d'une pension ne dispense pas de la nécessité de vivre. Une pension, c'est en quelque sorte de l'argent qu'on met de côté. Beaucoup de fonctionnaires s'endettent, faute de salaires suffisants, pour vivre. Que dire d'un homme qui s'endetterait pour économiser? Le minimum exigé par la justice, c'est le salaire vital. On doit accorder des augmentations de salaires générales à nos employés civils.

On dit qu'il y a un certain nombre de fonctionnaires inutiles. Je l'admets. J'affirme qu'au-dessus du devoir de charité, il y a le devoir de justice. L'État n'est pas une Saint-Vincent-de-Paul. Mais ça ne dispense pas le gouvernement d'être juste pour ceux qui travaillent. Qu'on supprime les fonctions des employés civils qui ne travaillent pas et qu'on paye raisonnablement les autres. Il est donc nécessaire que le gouvernement reconnaisse aux fonctionnaires le droit à l'affiliation syndicale. Il doit aussi accorder des augmentations de salaires à ceux qui n'en ont pas reçu.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): C'est le chef de l'opposition qui, le premier, a donné une Commission de service civil à la province et qui a voulu améliorer ainsi le sort des petits fonctionnaires. Malheureusement, le gouvernement libéral d'alors n'a pas eu le temps de mettre toutes ses réformes à exécution. Sous l'administration du chef de l'opposition, il s'est fait quelque chose pour augmenter dans le département du procureur général, entre autres, pour les employés de prisons, les policiers, les employés des greffes de la paix. Le régime actuel a détruit l'œuvre commencée en remerciant la Commission du service civil de ses services et il n'y a eu aucune augmentation.

Les fonctionnaires à Montréal, ceux du greffe de la paix, de la Cour juvénile, de la prison commune, etc., ne reçoivent pas de salaires suffisants pour leur permettre de vivre décemment. De plus, les fonctionnaires nommés sous le gouvernement libéral se voient mis de côté lorsqu'il s'agit d'augmentations, tandis que les nouveaux fonctionnaires, nommés par le gouvernement actuel, reçoivent des salaires de beaucoup supérieurs aux autres. On devrait traiter les fonctionnaires avec plus de justice. Je fais un appel en faveur des fonctionnaires oubliés par le gouvernement afin qu'on les traite avec plus de sympathie.

La police provinciale n'est pas payée comme elle devrait l'être, vu les risques qu'elle doit assumer et les responsabilités dont elle a la charge. Les policiers municipaux sont beaucoup mieux traités que les policiers provinciaux. Entre les salaires de la police municipale de Montréal et la police de la province, il y a une différence de 40 %. C'est un non-sens de voir des policiers de la province à \$1,200 par année, quand ceux de la métropole débutent avec \$1,600 par année. C'est la même chose qui sévit dans beaucoup de bureaux de l'administration provinciale. Au greffe, les fonctionnaires libéraux touchent \$1,000, tandis que les amis du gouvernement reçoivent \$1,500.

C'est une situation qui devrait changer et tous les fonctionnaires devraient être traités avec justice. Le gouvernement devrait donner aux fonctionnaires, en général, les augmentations qui s'imposent. Que le premier ministre donne donc un salaire convenable aux employés civils. Si le gouvernement n'a pas d'argent, il peut en prendre à la colonisation. Dans ce département, il y a un budget, mais pas de colons.

J'espère que la motion portera des fruits. Dans l'opposition, le premier ministre défendait le capital humain. Aujourd'hui, il est dans les hauteurs et le sort des fonctionnaires ne l'intéresse plus. Qu'il descende donc un peu.

(Applaudissements à gauche et rires à droite)

Vous pouvez rire les ministériels. Vous ne rirez pas après les prochaines élections. Le peuple jugera. On dit que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est le seul qui donne des conseils à son chef. Qu'il lui dise donc de s'intéresser aux misères des employés.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je n'avais pas l'intention de prendre part au débat. Comme plusieurs orateurs ont parlé de moyennes de salaires, je crois devoir m'engager à leur suite sur ce terrain pour rétablir les faits. Il est temps de donner des renseignements à la gauche. Les employés civils sont satisfaits de leur sort parce que, depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, la moyenne des salaires a été augmentée d'une façon substantielle.

Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) a affirmé que la moyenne des salaires, au ministère du Travail, était de \$1,300 à \$1,400. C'est absolument inexact. Si cette situation, dont nos amis d'en face se plaignent, existait avant 1944, elle a été complètement changée depuis que l'Union nationale est au pouvoir. La moyenne des salaires depuis quatre ans a augmenté de \$400 à \$500 pour chaque employé.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Ça ne se voit pas dans les *Compte publics*.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ça doit être caché dans les dépenses diverses.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai ici des chiffres irréfutables qui démontrent que la moyenne des salaires, au ministère du Travail, était de \$1,546.55 au mois de juillet 1944 mais qu'elle a été portée à \$1,867.63⁸ en juillet 1947. Et l'on voudra bien remarquer que, pour préparer cette moyenne, nous avons omis les salaires au-dessus de \$3,500⁹ par année. Si on tenait compte de tous ces salaires, la moyenne générale, au ministère du Travail, passerait à \$2,100¹⁰ pour chaque employé, chose qui ne s'est jamais vue auparavant. Je crois que l'on peut appeler cela un salaire convenable.

Dans tous les départements, ce n'est pas le salaire, mais la fonction qui a été augmentée et, par conséquent, tous les employés ont été augmentés. Il produit des chiffres concernant les augmentations de salaires dans chacun des services de son département. À la fin de 1947, dit-il, la moyenne était la suivante: service intérieur, \$1,580.65; conciliation et arbitrage, \$1,730.55; inspection, \$1,798.50; placement, \$1,557.05; mécaniciens de machines fixes, \$1,960.00; mécaniciens en tuyauterie, \$2,377.67; examinateurs électriques, \$1,944.80; accidents de travail, \$1,842; salaire minimum y compris relations ouvrières, \$2,033.56. Ce qui fait une moyenne à la fin de décembre 1947 de \$1,889.21, comparée à \$1,546.55 à la fin de juillet 1944.

Dans tous les départements, on s'est appliqué non pas tant à augmenter les salaires eux-mêmes qu'à accroître l'importance des fonctions. Par conséquent, tous les fonctionnaires ont obtenu une augmentation.

Des salaires de \$600, il n'y en a plus dans le service civil. Nos amis d'en face savent qu'il y en avait autrefois. Sous le régime du chef de l'opposition, des employés masculins entraient à \$800 et des employés féminins à \$600. D'après les renseignements qu'on m'a fournis, l'ancien premier ministre libéral, après avoir pris le pouvoir en 1939¹¹, a donné ordre de ne pas payer des salaires de plus de \$1,200 par année aux employés féminins.

M. Godbout (L'Islet): Ceci n'est pas exact. Aucun salaire n'a été diminué. Comme mon honorable ami doit se le rappeler, nous nous trouvions alors à une période difficile pour les hommes. Nous avons voulu faire une différence entre le salaire des femmes et celui des hommes afin

de protéger les pères de famille. Mais jamais cependant nous n'avons fixé à \$1,200 le salaire des employés féminins.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Mes informations proviennent de bonne source. Tous les sous-ministres et chefs de départements connaissent le cas. Ils m'ont affirmé que des ordres avaient été donnés dès 1939 pour qu'on ne paie pas plus que \$1,200 par an aux employés féminins. Ils jugeront.

Des députés de l'opposition font du tumulte¹².

L'honorable M. Barrette (Joliette): Depuis 1944, les augmentations de salaires payées annuellement dans le service civil se chiffrent entre \$1,500,000 et \$2,000,000¹³. Et j'ajouterais qu'il n'y a pas eu de déplacements comme sous le régime libéral de 1939 à 1944. À l'avènement du régime libéral, 60 % des employés du ministère du Travail ont été déplacés, destitués ou forcés de démissionner. Ceux qui sont restés ont vu leur salaire réduit à \$1,300 et \$1,400¹⁴ par année.

L'opposition fait perdre le temps de la Chambre par des répétitions. Les employés le savent qu'ils sont bien traités sous le régime de l'Union nationale. Personne ne pourra contester le fait que la moyenne des salaires qui était de \$1,546.50 en 1944, est présentement de \$1,889.21¹⁵, et cela, en éliminant les gros salaires. On admettra que c'est déjà très convenable. Cette situation est la même dans tous les ministères.

De toute façon, depuis quatre ans, nous avons fait dix fois plus que nous en face. Les employés civils sont satisfaits de leur sort et de ce que nous avons fait pour eux, ils le reconnaissent. La preuve c'est qu'ils voteront contre le député de Québec-Centre (M. Morin) aux prochaines élections.

M. Dumoulin (Montmorency): (Sourire ironique) Je suis heureux d'apprendre que les employés civils, s'il faut en croire le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), sont parmi les gens les mieux payés de la province. D'après le premier ministre et son ministre du Travail, les employés ont de l'argent plein la poche des autres.

S'il n'a pas de chiffres pour contredire le ministre du Travail sur les détails, il pourra certainement aisément le contredire sur un ensemble de faits. Si, dit-il, les employés civils sont les enfants chéris du Trésor, comme le dit le ministre du Travail, pourquoi sont-ils aussi mécontents qu'ils le sont actuellement? Comment se fait-il que leurs griefs soient rendus dans le public?

Le premier ministre a déclaré cet après-midi que l'ancien président de la Commission du service civil, M. Aimé Lafontaine était un partisan aveugle du Parti libéral. Comment a-t-il été remplacé? Celui que le premier ministre a nommé pour le remplacer, un M. Laforce, un partisan qui n'est même pas capable, avec toute sa perspicacité, de lire son certificat de naissance. Les commissaires ont été forcés de démissionner parce qu'on leur a supprimé traitement et bureaux. Il regrette, dit-il, que l'Union nationale ait jugé bon de détruire la Commission du service civil et de saboter les privilèges de ses membres.

En Angleterre, les examens des "High Schools" sont même soumis à la Commission du service civil pour usage subséquent au besoin. Dans les autres dominions, il y a des commissions du service civil qui relèvent du gouvernement. Aux États-Unis, le fonctionnarisme public est géré par un organisme qui a réussi à assurer la permanence des employés du gouvernement.

L'an dernier, le gouvernement actuel a fait distribuer des formules ridicules aux employés civils pour s'enquérir de leur situation, mais on les a retirées. Si le chef de l'opposition, comme le prétend le chef du gouvernement, n'a rien fait pour les employés civils avant 1944, pourquoi lui-même attend-il à la veille des élections pour dire aux fonctionnaires: "Nous nous occupons de votre cas." Si le premier ministre fait comme il a fait pour ses promesses de 1944 et de 1946, je crains que les fonctionnaires n'aient pas grand résultat.

Si un gouvernement, quel qu'il soit, veut améliorer le sort des employés civils, s'il veut tenter de résoudre le problème, il n'y a pas d'autre moyen que de créer une commission indépendante comme l'a fait le chef de l'opposition. Autrement, ça ne vaudra rien.

Commentant l'augmentation de salaires dont a parlé le ministre du Travail, il dit qu'il ne faut pas oublier que les prix de gros ont monté de 85 %, de 1939 à 1947, le coût de la vie de 40 %, de 1940 à 1947 et les salaires de 54 %, de 1939 à 1946. Les salaires des employés civils, dit-il, auraient dû se ressentir de cette courbe ascendante. Il espère que le gouvernement mettra fin à son régime d'inaction et s'occupera de ce problème administratif pressant.

M. Choquette (Montmagny): Les fonctionnaires n'ont pas eu justice sous l'Union nationale. Leur cas mérite l'attention immédiate de tous les membres de cette Chambre. Sans les fonctionnaires publics, les 21 ministres du gouvernement seraient impuissants à

administrer la province. Ces fonctionnaires ont droit à la sécurité et à un traitement équitable. C'est un problème social. Le Parti libéral a été le premier à s'occuper des problèmes sociaux en cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre!

M. l'Orateur: L'honorable député de Montmagny doit s'en tenir à la motion.

M. Choquette (Montmagny): Le Parti libéral s'est penché sur le problème social qu'est la situation des fonctionnaires. Le Parti libéral est le seul à comprendre les problèmes sociaux et il a donné aux fonctionnaires la sécurité. C'est la Commission du service civil, instituée par le Parti libéral qui est chargée de fixer les salaires des fonctionnaires.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Choquette (Montmagny): Comme il n'y a plus de Commission de service civil qui fonctionne régulièrement, il ne peut y avoir d'augmentation de salaire puisque, d'après la loi, c'est la Commission qui décide.

(Applaudissements à gauche et tumulte à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre! Il faut que le député de Montmagny s'en tienne aux règlements, comme les autres, et ne discute que sur la motion en discussion.

M. l'Orateur: À l'ordre! La motion est au sujet des salaires.

M. Choquette (Montmagny): Je ne parle pas de la Commission, mais de l'absence d'une commission comme celle que nous avons créée en 1943, et je dis que cette absence est cause de ce que les salaires des employés civils n'aient pas été augmentés. C'était la seule autorité qui pouvait modifier la classification et la rémunération des fonctionnaires.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de débattre la motion en discussion. Le député de Montmagny s'ingénie à violer le Règlement en parlant de sujets qui ne relèvent pas de la question débattue et spécialement en se référant à la Commission du service civil. La Chambre a maintenu cet après-midi la décision de

l'Orateur à l'effet qu'on ne peut discuter de la Commission du service civil. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre. S'il ne veut pas se conformer à la décision de l'Orateur, je demande qu'on lui impose les sanctions prévues en pareils cas.

M. Choquette (Montmagny): Mais allons donc, M. le brigadier, ne faites pas de menaces. Il s'agit d'un point nouveau, puisqu'il parle non pas de l'existence, mais de la non-existence d'une commission.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je soulève un point d'ordre. Aucun député n'a le droit d'interpeller un député dans cette Chambre si ce n'est en le nommant par le nom de son comté. Un député doit parler d'un collègue à la troisième personne et sans parler de ses titres. Si j'ai des titres autres que celui de député, je ne les dois pas à des faveurs politiques. Ils m'ont été donnés par un autre gouvernement et ils n'ont rien à voir avec le travail de cette Chambre.

M. Choquette (Montmagny): C'est pour cela que c'est un gouvernement libéral qui vous l'a donné. Il a été question dans le discours du premier ministre de la Commission du service civil. Le premier ministre s'est même permis d'accuser M. Lafontaine, un ancien président de la Commission. Je disais donc que l'absence d'une commission qui fonctionne empêche toute augmentation de salaire pour les employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, le député de Montmagny persiste à parler de la Commission. Il est hors d'ordre; qu'on le rappelle à l'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre devrait être le premier à donner l'exemple et à suivre les règlements qu'il veut imposer aux autres membres de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Point d'ordre. Le chef de l'opposition a le droit de parler sur le point d'ordre, mais n'a pas le droit, sur le point d'ordre, d'accuser ou d'attaquer la conduite d'un autre membre de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans le passé le député de Montmagny a déjà été nommé et expulsé de la Chambre à plusieurs reprises...

M. Choquette (Montmagny): Point d'ordre. On n'a pas le droit de revenir sur le passé. Si j'ai été expulsé, c'est par la majorité de la Chambre. Pas un seul député libéral et pas un seul indépendant n'a concouru dans la décision. Je n'ai jamais été nommé par un député libéral ou indépendant, mais par un gouvernement de tyrans.

(Applaudissements à gauche et cris à droite)

M. l'Orateur: Je demande aux députés de ne pas revenir sur des choses du passé. Je crois que les actes passés ne peuvent faire l'objet d'une discussion ni d'une allusion.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montmagny, en homme de loi, devrait connaître les règlements et donner l'exemple du respect de la loi. Mais le député s'ingénie à affirmer des choses qui ne sont pas corroborées par les faits et à violer les règlements. Il persiste malgré vos décisions nombreuses à parler d'un sujet qui n'est pas en cause, à parler de la non-existence d'une commission que la Cour d'appel a reconnue existante.

M. Choquette (Montmagny): Ah! Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au nom du décorum qui doit être maintenu en Chambre, pour la dignité de celle-ci et la bonne réputation de la Législature, je demande que les règlements soient suivis. Je demande que le député de Montmagny soit rappelé à l'ordre.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, vous ne pouvez pas savoir jusqu'à quel point nous serions heureux, de ce côté-ci de la Chambre, si le premier ministre décidait enfin une fois pour toutes de respecter le décorum de la Chambre et d'observer lui-même les règlements.

M. l'Orateur: On s'éloigne du premier point d'ordre. Après avoir entendu les arguments de quelques députés, je suis suffisamment éclairé, et pour sauver du temps, je suis prêt à rendre ma décision. Je rappelle au député de Montmagny (M. Choquette) qu'il s'agit d'une motion proposant des augmentations de salaires pour les fonctionnaires. Il n'est nullement question de la Commission du service civil ou de décider si des actes passés quant à cette Commission sont justifiables ou non. Pour la dernière fois, je demande à l'honorable député de

Montmagny de s'en tenir aux règlements et à la motion. Qu'on ne s'écarte pas de la question des traitements des fonctionnaires civils.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Tardif, Trudel, Vachon, 44.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Robidoux, Ross, Sabourin, 27¹⁶.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

M. Choquette (Montmagny): Le Parti libéral a donné à l'employé civil la sécurité et une certaine mesure de justice que le gouvernement actuel a été incapable de lui procurer. Le gouvernement du Parti libéral a fait l'impossible pour satisfaire aux justes revendications des fonctionnaires. Il a été généreux pour les fonctionnaires en 1941, 1942 et 1943 dans les divers départements. En 1943, boni de la vie chère, \$1,500,000 en allocation et augmentations. En 1944, augmentations de \$2,300,000 et augmentations statutaires à 8,000 employés gagnant moins de \$2,000. L'Union nationale prend le pouvoir. Je ne sais si c'est à cause du vote pour le Canada. Le gouvernement a enlevé aux employés civils les augmentations qui leur avaient été accordées en 1944 par le gouvernement libéral.

De certains comtés, les salaires sont diminués. Le 18 octobre 1945, l'Union nationale nomme une commission de classification des salaires qui se superpose à toutes les autres. Les trois

membres de cette commission, MM. J.-E. Laforce, W. J. Whelan et Charles Dionne reçoivent des salaires de \$3,600 par année depuis deux ans et ils n'ont pas encore fait de rapport. Aucune augmentation n'a été accordée à la masse des employés civils.

En 1945-1946, le premier ministre promet des augmentations en demandant aux employés de souscrire aux emprunts de la Victoire. Les employés se montrent généreux, mais lui ne rachète pas sa promesse. Pas surprenant que plus de 600 fonctionnaires se réunissent à Montréal pour protester contre la façon dont on les traite. L'Association des employés civils a fait démarches par-dessus démarches et leur journal, *Contact*, réclame. Rien ne se fait.

L'an dernier, on fait voter \$1,500,000. Cet argent est donné à des amis ou à des employés qui voulaient partir. J'affirme qu'il y a au moins 7,000 fonctionnaires qui n'ont reçu aucune augmentation de salaires depuis 1944, alors que le coût de la vie a haussé de 50 % depuis 1945. J'affirme en outre que le salaire des fonctionnaires a même été diminué. En 1946 le gouvernement a fondu avec le traitement les allocations de vie chère que le gouvernement libéral leur avait accordées et sur lesquelles aucune retenue n'était faite précédemment pour le fonds de pension. La retenue de 5 % est prise aujourd'hui sur tout le montant.

M. Bellemare (Champlain): Et l'impôt sur le revenu?

M. Choquette (Montmagny): Il a été diminué. Ottawa diminue les impôts pendant que vous les augmentez.

(Applaudissements à gauche)

Des assistants-protonotaires mariés qui ne recevaient que \$2,462¹⁷ en 1944 ne reçoivent plus que \$2,452.90 sous l'Union nationale parce que l'on a fondu boni et salaire. Ces petits salariés reçoivent maintenant \$9.10 de moins qu'autrefois. Les assistants-greffiers de la Cour du recorder de la ville de Québec reçoivent \$3,875 pendant que les assistants-protonotaires ont cette diminution de salaire. Est-ce tolérable? La situation est la même à Montréal.

J'entendais l'autre jour à la radio - pas au poste clandestin du premier ministre¹⁸ - j'entendais à la radio le ministre du Travail dire que l'Union nationale a fait monter les salaires des ouvriers de \$56,000,000 dans la province. Ces augmentations, le gouvernement n'en a pas payé un sou. Elles ont été obtenues par le Conseil national du travail, un organisme fédéral, une institution libérale, et par les

ouvriers grâce aux contrats collectifs, une œuvre libérale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. Pas question de cela dans la motion.

M. Choquette (Montmagny): Les conventions collectives n'intéressent pas mon honorable ami?

M. l'Orateur: (Ignorant le point d'ordre) L'honorable député de Montmagny (M. Choquette) n'a plus qu'un quart d'heure.

M. Choquette (Montmagny): Et quand il s'agit de payer ses propres employés, le gouvernement est, dans toute la province de Québec, le patron qui paye le plus mal ses employés. Le gouvernement est probablement le seul patron dans tout le pays qui a réussi à diminuer les salaires de ses employés. C'est une honte contre laquelle je proteste.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est faux.

M. Choquette (Montmagny): Allez demander aux employés du palais de justice demain matin et ils vous diront que c'est vrai. Ce même gouvernement accuse des surplus de \$10,000,000 par année. C'est une honte! Pendant ce temps, Ottawa a voté \$25,000,000 d'augmentation à ses employés. Pas surprenant que l'on proteste à Montréal. Le gouvernement augmente les salaires des membres du conseil d'administration des employés civils pour paralyser leur action.

Que les fonctionnaires se rassurent. Il est possible que le gouvernement annonce des augmentations à la veille des élections, mais ce sera la peur du châtiement qui le fera agir. Ce sera parce que les députés libéraux et indépendants auront forcé la main au gouvernement. Ces augmentations seront insuffisantes, j'en suis sûr, mais bientôt, lorsque nous reprendrons le pouvoir, nous rendrons justice aux bons serviteurs de la province. Nous verrons à leur accorder le rajustement nécessaire. C'est un gouvernement libéral qui leur donnera justice et assurera la sécurité dans leur traitement.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Québec-Est): Que le gouvernement abandonne toute considération de parti et ait une bonne pensée pour les fonctionnaires. Les employés civils constituent la classe probablement la plus maltraitée de la province. Ils sont bien mal payés pour leurs services. Des membres de la police des

liqueurs ne reçoivent que \$1,200, \$1,400 et \$1,600 par année. C'est une honte que d'exposer ces hommes à la tentation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ils avaient \$1,000 sous votre gouvernement.

M. Drouin (Québec-Est): Ça ne vous excuse en aucune façon. Il n'y a pas de raison pour qu'en plein temps de prospérité, le gouvernement ne fasse rien pour régler ce problème.

Il propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que le débat soit maintenant ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le débat sur cette question s'est déjà prolongé pendant trois séances. Nous avons dit que nous étions prêts à voter la motion et les députés continuent de faire de l'obstruction. Si l'on passe toutes les journées des députés sur la même motion, qu'on ne se plaigne pas ensuite si nous n'avons pas le temps d'étudier toutes les motions inscrites au *Feuilleton* d'ici la fin de la session. Nous n'avons que le mercredi pour discuter ces motions. Si on veut passer deux séances sur une simple motion, il sera impossible de toutes les étudier.

M. Godbout (L'Islet): Si les discussions paraissent si substantielles le mercredi, c'est que tous les autres jours de la semaine, il n'y a rien sur la table. Le gouvernement n'a rien à présenter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Combien y a-t-il de lois au *Feuilleton*? Nous avons 24 projets de loi depuis le début.

M. Godbout (L'Islet): Vingt-quatre, dont il n'y en a pas deux qui signifient quelque chose. La discussion se prolonge sur les motions intéressantes et le premier ministre n'a pas besoin de s'en surprendre parce que toutes les lois apportées jusqu'à date par le gouvernement ne sont pas de nature à améliorer d'un iota la situation de la province. Le gouvernement n'a pas de législations très importantes et on aura le temps de tout discuter les motions inscrites au *Feuilleton*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ceux qui veulent parler parleront. Quant à nous, nous allons travailler. Il menace les députés de faire siéger la Chambre la fin de semaine si nécessaire¹⁹.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, écrit que le député s'exprime timidement.
2. *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, note que le public des galeries à l'air enchanté.
3. *L'Action catholique* du 19 février 1948, à la page 9, rapporte qu'il s'agit plutôt de 5,319 employés.
4. *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, souligne en commentaire que M. Duplessis est nerveux lorsqu'il lance cette réplique.
5. *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, a une version différente de ce passage: "29 % des employés augmentés avaient été nommés par mon gouvernement; 30 % par des gouvernements libéraux qui m'avaient précédé; 36 % par le premier gouvernement de l'Union nationale."
6. Selon *L'Action catholique* du 19 février 1948, à la page 9, il s'agit de 5,500 personnes, alors que le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, mentionne le chiffre de 5,300 personnes.
7. D'après *L'Action catholique* du 19 février 1948, à la page 9, les montants sont les suivants: \$1,000, \$2,000 et \$3,000.
8. D'après *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, il s'agit de \$1,856.
9. *L'Action catholique* du 19 février 1948, à la page 11, rapporte le montant de \$3,000.
10. Le *Montréal-Matin* du 19 février 1948, à la page 1, cite la somme de \$2,600.
11. D'après *Le Devoir* du 19 février 1948, à la page 12, il s'agit plutôt de 1936 lorsque M. Godbout a succédé à M. Louis-Alexandre Taschereau.

12. Le quotidien de l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 19 février 1948, à la page 1, note que l'opposition fait du tapage pour empêcher M. Barrette de pousser plus loin ses précisions, afin de l'obliger à accepter le démenti du chef de l'opposition.

13. *Le Canada* du 19 février 1948, à la page 2, mentionne la somme de \$2,500,000.

14. *Le Soleil* du 19 février 1948, à la page 11, rapporte que M. Barrette a parlé d'une moyenne de salaire de \$1,200 à \$1,500.

15. Selon *La Presse* du 19 février 1948, à la page 11, il s'agit de \$1,869.63.

16. *Le Soleil* du 19 février 1948, à la page 11, note que Ovila Bergeron, René Chaloult, et Albert Lemieux étaient absents pendant le temps du vote.

17. Selon *L'Action catholique* du 19 février 1948, à la page 11, il s'agit de \$2,582.

18. M. Choquette doit sans doute faire référence à la loi 9 George VI, chapitre 56: *Loi autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion*. Cette loi créant Radio-Québec est sanctionnée le 20 avril 1945, mais ce n'est que le 22 février 1968 que le premier ministre Daniel Johnson annonce sa mise sur pied.

19. Dans sa chronique du *Devoir* du 20 février 1948, à la page 10, André Laurendeau termine son texte de la manière suivante: "La séance finit en tempête, sur de nouvelles menaces de siéger en fin de semaine..."

Première séance du jeudi 19 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet, demandant l'adoption d'une loi relative à leur admission comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 112 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Projets de loi:

**Georges-Alidor Boulet
et Roger Boulet**

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que

l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 10 relatif à l'amélioration des ponts publics dans la province.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 143 remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee;

- bill 147 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Maher à l'étude du droit;

- bill 173 constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris;

- bill 174 constituant en corporation le Centre médical de Montréal;

- bill 180 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième, troisième et quatrième lignes, les mots: "Le lieutenant-gouverneur en

conseil lance ensuite une proclamation indiquant les bureaux où les plans et livres de renvoi sont déposés;" par les mots suivants:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil lance ensuite une proclamation fixant la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi révisés, indiquant les bureaux où ces plans et livres de renvoi sont déposés;".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en ajoutant, dans la dernière ligne du paragraphe "a", immédiatement après les mots "à leur place", les mots suivants:

", pourvu toutefois que l'usage du terrain pour un cimetière soit en conformité des lois concernant les cimetières, ce qui ne devra pas avoir pour effet de soustraire la corporation aux règlements d'aucune municipalité où s'exerceront ses pouvoirs."

Projets de loi:

Titres de propriété en Gaspésie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 26 relatif aux titres de propriété dans la Gaspésie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du 17 février, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu qu'il convient de prendre des mesures pour remédier autant que raisonnablement possible à la crise du logement;

Attendu qu'il y a lieu de faciliter l'accès à la propriété immobilière et d'en favoriser la décentralisation;

En conséquence,

1. Que dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a) "caisse populaire" désigne tout syndicat coopératif de crédit dénommé "caisse populaire Desjardins", toute fédération de tels syndicats et tout groupement de telles fédérations;

b) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à logis unique ou multiples, à l'exclusion des conciergeries et maisons de rapport, construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 15 janvier 1953;

c) "logis" signifie une demeure familiale d'au moins cinq pièces;

d) "Office" désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

e) "société de prêts" ou "société" signifie une compagnie de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance ayant son siège social dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des prêts de construction pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

3. Que, sous réserve du paragraphe *b* de la résolution 2, les caisses populaires et les sociétés de prêts soient autorisées à prêter jusqu'à concurrence de cent pour cent du coût de toute habitation nouvelle; toutefois, lorsque le coût excède la valeur réelle de la construction, tel que déterminée par la caisse populaire ou la société qui fait le prêt, celui-ci doit être réduit au niveau de cette valeur.

Ces prêts pourront être faits pour une période n'excédant pas trente ans.

4. Que toute habitation nouvelle doit, pour bénéficier des avantages de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène, de plans et devis approuvés par la corporation municipale dans le territoire de laquelle elle est située et des règlements municipaux de construction, sauf, quant à ces derniers, dérogation autorisée par ladite corporation.

5. Que, à peine de nullité, nul immeuble bénéficiant de quelque'un des avantages prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne pourra, sans l'autorisation expresse de l'Office, être aliéné ou loué hors de la famille, sauf, dans le cas d'une habitation à logis multiples, le droit du propriétaire de les louer à l'exception d'un, qui doit être réservé à son usage et à celui de sa famille.

6. Que l'Office du crédit agricole du Québec soit chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Il pourra, en son nom, faire toutes conventions, prendre tous engagements et effectuer toutes prestations prévues par ladite loi.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la demande de l'Office, autoriser le trésorier de la province à lui verser, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour rencontrer les obligations contractées par l'Office sous l'empire de ladite loi.

8. Que l'Office devra soumettre au trésorier de la province, le 31 décembre de chaque année, un rapport détaillé des obligations contractées et des montants versés en vertu de ladite loi et lui fournir tout autre renseignement qu'il croira utile.

9. Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme totale n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars.

10. Que, à la recommandation de l'Office, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire à un syndicat coopératif ou société coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à et effectivement occupée par l'emprunteur et sa famille, ou s'il s'agit d'une maison de plus d'un logement, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à et effectivement occupé par l'emprunteur et sa famille.

Lorsque le prêt excédera six mille dollars, dans le cas d'une maison à logement unique, ou un montant équivalant à plus de six mille dollars pour un premier logement et quatre mille dollars pour chaque logement additionnel, dans le cas d'une maison de plus d'un logement, l'intérêt qui pourra être payé en vertu de l'alinéa précédent sera basé sur un capital n'excédant pas, selon le cas, les montants mentionnés au paragraphe *b* de la résolution 2.

La présente résolution ne s'appliquera pas aux intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le problème du logement et sa solution intéressent au plus haut

point la ville de Verdun que j'ai l'honneur de représenter depuis quatre ans en cette Chambre. Après un développement prodigieux, probablement unique dans l'histoire du pays, cette ville compte aujourd'hui une population de 75,450 âmes. Les statistiques les plus récentes puisées aux meilleures sources, indiquent que, pour répondre aux besoins les plus urgents, il faudrait à Verdun tout au moins 750¹ logements nouveaux.

Le bill 8 intitulé loi pour améliorer les conditions de l'habitation, dont le premier ministre lui-même est le parrain, apportera-t-il une solution à notre problème du logement? Cette loi sera, en autant que la cité de Verdun est concernée, absolument inefficace et inopérante.

Un citoyen de notre cité voudrait-il se construire ou se faire construire une habitation à logis unique? Le montant du prêt qu'il pourra obtenir ne devra pas dépasser, d'après la présente loi amendée, \$6,000. Mais il n'obtiendra pas un prêt de \$6,000. Les caisses populaires, les sociétés de prêts et de placements sont bien autorisées à prêter jusqu'à concurrence de 100 % du coût de l'habitation nouvelle. Aucune caisse populaire, ni société de prêts ne consentiront à prêter 100 % du coût de la construction malgré que la loi le leur permette.

La législation du gouvernement ne réglera absolument rien; elle sera inopérante et inefficace, au moins en ce qui concerne la ville de Verdun, parce que le gouvernement provincial ne garantit aucunement le capital du prêt consenti, mais seulement la portion de l'intérêt excédant 2 %. Le prêt ne dépassera pas beaucoup 60 % du maximum autorisé. Les caisses populaires, les sociétés de prêts et de placements n'ayant comme seule garantie du capital de leur prêt qu'une première hypothèque sur l'habitation à construire et sachant fort bien que, par suite du coût prohibitif de la main-d'œuvre et des matériaux, la maison construite n'aura en temps normal qu'une valeur réelle beaucoup moins élevée que son coût de construction en 1948, et devant assumer elles-mêmes tous les risques, ne prêteront pas beaucoup plus que \$3,000 sur une habitation à logis unique, soit 60 % du maximum autorisé. Et qui peut dire sérieusement qu'on peut construire même un logis modeste avec cette somme?

Les familles à revenus modestes seront incapables de trouver le montant initial qu'il leur faudrait déboursier. Un citoyen de Verdun pourra-t-il avec un montant de \$3,600, s'acheter un terrain et se construire ou se faire construire une habitation à logis unique, si modeste qu'elle soit, en conformité des lois et règlements d'hygiène, de plans et devis

approuvés par la corporation municipale, et des règlements municipaux de construction? Absolument pas! À l'heure actuelle, pour une habitation à logement unique un peu convenable, il faut déboursier au moins \$7,000 ou \$8,000.

Voudra-t-on, à Verdun, pour répondre aux besoins les plus urgents et loger convenablement le plus de gens possible, construire ou faire construire une habitation à deux, quatre ou six logis? Le montant des prêts qu'on pourra obtenir ne devra pas dépasser, d'après la présente loi amendée, \$10,000, \$18,000 ou \$26,000 respectivement. Mais les caisses populaires, les sociétés de prêts et de placement, pour les raisons que j'ai déjà mentionnées, ne prêteront pas beaucoup plus que 60 % du maximum autorisé, soit \$6,000, \$10,800 ou \$15,600 respectivement.

Le problème sera le même pour les maisons à logis multiples. Pourra-t-on avec \$6,000 faire construire une habitation à deux logis, alors que le coût de construction d'une pareille habitation est, à l'heure actuelle, d'environ \$12,000. Il ne pourra emprunter que \$7,200. Pourra-t-on avec \$10,800 construire ou faire construire une habitation à quatre logis, alors que le coût de construction d'une pareille habitation est à l'heure actuelle, d'environ \$21,000?² Avec \$15,600, construire une habitation à six logis, alors que le coût de construction d'une pareille habitation est à l'heure actuelle, d'environ \$28,000? Absolument pas!

Les caisses populaires et les sociétés de prêts s'en tiendront à la même échelle de prêts quand il s'agira de construire des maisons à 2, 4 ou 6 logements, de sorte qu'il sera impossible avec cette mesure de régler le problème du logement. La présente loi sera donc, en autant que la cité de Verdun est concernée, absolument inefficace et elle restera inopérante.

(Applaudissements à gauche)

Par ailleurs, M. l'Orateur, le problème le plus urgent aujourd'hui, ce n'est pas tant de multiplier les propriétaires que de loger les gens convenablement et à bon marché. La population des grands centres urbains, comme Verdun, demande qu'on mette à sa disposition des logis à loyer modique. Et quand je dis loyer modique, M. l'Orateur, je dis un loyer ne devant pas dépasser \$25 par mois. Pour l'immense majorité de la population urbaine, c'est le maximum du loyer payable.

Si l'on veut multiplier les logis à prix modiques, la solution, dans ce sens, du problème n'est possible que dans la mise en application d'un plan fédéral-provincial-municipal, avec la coopération active des institutions financières, des entreprises de

construction, des fournisseurs de matériaux et de la main-d'œuvre spécialisée. C'est la solution qui s'impose dans les grands centres urbains; c'est la solution que je réclame au nom de toute la population de la cité de Verdun que j'ai l'honneur de représenter.

(Applaudissements à gauche)

M. Lizotte (Kamouraska): La présente loi ne donne qu'un seul et unique avantage, c'est le paiement de 3 % de l'intérêt que l'emprunteur devra déboursier pour se construire un logis. Le gouvernement est autorisé à payer l'excédent de 2 % d'intérêt sur l'argent que le constructeur empruntera. Or, cet avantage sera illusoire, parce qu'il est soumis à une condition. C'est que l'emprunteur puisse emprunter suffisamment. Celui qui voudra se construire ne pourra trouver de prêteurs. Pas de prêts, pas de cadeau de 3 %.

Il faudrait organiser un système pour que l'ouvrier de moyens modestes puisse emprunter, mais il ne pourra jamais le faire en vertu de cette loi. Car les caisses populaires sont administrées par des hommes d'affaires. Ni les caisses populaires ni les institutions financières ne prêteront 100 % de la valeur des maisons. Et les caisses populaires ne prêteront que si elles ont l'argent disponible et les garanties nécessaires. Comme le gouvernement ne garantit rien, c'est l'emprunteur qui devra fournir toutes les garanties.

Le premier ministre présente une loi pour instituer une enquête "parce que le gouvernement ne veut pas procéder à l'aveuglette". Alors, pourquoi veut-il que les caisses populaires prêtent à l'aveuglette? Pas une caisse populaire ne prêterait plus de 60 % de la valeur des maisons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les caisses populaires ont prêté à Trois-Rivières.

M. Lizotte (Kamouraska): Dans mon comté aussi. À Sainte-Anne-de-la-Pocatière, la caisse populaire a financé la construction de 20 maisons. Mais elle a prêté 60 % de la valeur seulement et a exigé un endosseur par-dessus le marché. Impossible pour les caisses d'agir autrement puisqu'elles administrent l'argent des épargnants qui économisent pour les mauvais jours. Elles n'ont pas l'argent nécessaire pour les entreprises risquées.

Quand le gouvernement trouve trop risqué de prêter lui-même ou de garantir le prêt, comment peut-on exiger des caisses qu'elles prêtent à 100 % de la valeur? Si le gouvernement ne veut pas prêter lui-même ou garantir une partie du prêt fait par

d'autres, il donne par le fait même le coup de mort à sa loi actuelle. C'est donc dire que celle-ci est inutile, inefficace et insignifiante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait deux jours que les membres de l'opposition disent aux caisses populaires de ne pas prêter. Nous, du gouvernement, nous offrons aux caisses \$3,500,000.

M. Lizotte (Kamouraska): Le gouvernement est sorti d'une léthargie de trois ans où il n'a rien fait. Il nous annonce, à la veille des élections, une commission pour étudier le problème. Il aurait dû étudier avant de présenter cette loi. C'est comme un étudiant qui se présenterait à ses examens en promettant d'étudier après, il risque fort de bloquer. Ce bill est une voie d'évitement à la veille des élections.

Je représente un comté rural qui a 25,000 âmes et où il manque au moins 500 logements. Le problème était à la fois rural et urbain. La Sun Life ne prêterait pas chez nous. Il ne reste que les caisses populaires et elles ne prêteront pas dans les conditions fixées par la loi. Le problème, qui est provincial, est urgent. C'est le gouvernement qui devrait le régler.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec): Depuis le début, l'opposition libérale s'est contentée de critiquer le projet de loi. Chaque jour, le Parti libéral se dit assuré de reprendre le pouvoir dans quelques mois et de régler lui-même le problème. J'ai posé une question qui n'a pas reçu de réponse. Le Parti libéral voudrait-il nous dire de quelle manière il envisage le problème?

Je voudrais savoir quelle sera sa politique s'il est élu aux prochaines élections. Critiquer est facile, encore que ce puisse être parfois un devoir, mais proposer un remède concret, voilà qui est plus difficile.

J'aimerais savoir qu'est-ce qu'il suggère à la place des caisses populaires. Le Parti libéral serait-il disposé à garantir aux ouvriers une partie de l'argent dont ils auraient besoin pour se construire des logements? Veut-on que le gouvernement prête directement? La population est intéressée à savoir, il me semble, de quelle manière le Parti libéral, une fois revenu au pouvoir, résoudrait le problème à son tour.

M. Leduc (Laval): Il y a de grands terrains vacants situés dans les paroisses de banlieue de Montréal, des endroits où il n'y a pas de caisses

populaires. Il y a déjà un mouvement de construction, mais le coût en est si élevé que les prêts de \$6,000 accordés par les bureaux de financement pour des habitations unifamiliales de cinq pièces, tel que le recommande le projet de loi du gouvernement, ne couvriront pas les frais de construction à Montréal.

Il sera très difficile de pouvoir se procurer des terrains, à Montréal, parce que la ville n'a presque plus de terrains libres à vendre dans les endroits où il y a des services publics.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Il en reste.

M. Leduc (Laval): Très peu. La ville réalise en moyenne \$300 par terrain. Alors qu'il y a une forte demande, comment peut-on lui demander de sacrifier ses terrains pour \$1?

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a exposé la situation à Montréal d'une façon admirable. Pour les gens, ce qu'il faut, ce n'est pas tant une garantie des intérêts à payer sur un emprunt, qu'un fonds d'amortissement pour suppléer au manque de capital initial du petit salarié. Si on veut aider à la construction de logements, on doit créer un fonds d'amortissement de 15 % à 20 % payé par le gouvernement de la province. Voilà ce que les jeunes demandent et c'est à cette seule condition qu'ils pourront obtenir des prêts.

À Ahuntsic, on a voulu bâtir pour \$5,500 mais cela coûte \$8,500. Le problème du logement est pressant, mais le bill 8 ne donne pas suite aux espérances de la population. Avec les montants prévus au bill, il n'est pas possible de construire une maison convenable et solide. La mesure ne donne aucune chance de succès.

(Applaudissements à gauche)

M. Bienvenue (Bellechasse): Pour régler la crise du logement, il faut autre chose que les lois actuellement devant la Chambre. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il entend régler le problème du logement, mais en fait, il ne règle rien. Tout ce qu'il y a dans les résolutions, c'est une demande aux caisses populaires de régler le problème pour le gouvernement. Celui-ci se contente de déclarer aux caisses populaires: "Il y a un problème du logement, réglez-le."

À examiner les résolutions de près, on déchant vite. Cette loi n'est pas un remède efficace. Par son projet de loi, le gouvernement cherche à éviter ses responsabilités en les rejetant sur les épaules des caisses populaires et des sociétés de

prêts. La loi n'est qu'un mirage. Ce n'est que du patinage de fantaisie autour de la crise du logement.

(Rires à gauche)

Ça paraît bien, c'est gentil, élégant, agréable à l'œil, mais ça ne donne rien à ceux qui ont besoin de logements. On limite même le nombre des prêteurs.

La résolution dit que le gouvernement peut garantir l'excédent de 2 % d'intérêt. Et que veulent dire les mots "garantir et solder" à propos du 3 %? Cela veut dire que le gouvernement n'assume aucune obligation. Il ne s'engage qu'à garantir et à solder 3 %. Le Code civil définit le rôle de caution. En langage légal le garant s'engage à payer la dette de l'emprunteur si celui-ci ne paye pas. Et si le garant paye à la place du débiteur, il est subrogé aux droits du créancier. Alors, si l'emprunteur est capable de payer tout l'intérêt, paiera-t-il?

Le gouvernement peut invoquer le Code pour ne pas payer l'excédent d'intérêt. Est-ce que le gouvernement qui paiera 3 % de l'intérêt entend conserver son recours contre le petit propriétaire solvable qui n'aura pas payé totalement sa dette et les intérêts? Bref, le gouvernement paraît faire un geste généreux, mais, en examinant bien le texte de ce projet de loi, on constate que nos amis d'en face ne s'engagent à rien du tout et qu'il n'y a rien dans ce projet.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous assistons, depuis trois jours, à la séance de 3 heures sur les résolutions de ce bill. Ce projet de loi comporte dix résolutions et nous n'en sommes encore qu'à la deuxième après deux jours de discussion. Il n'y a pas de mal à ce que les lois soient sérieusement étudiées, mais il y a du mal à ce que les répétitions se continuent, à ce que le temps se perde en palabres inutiles et en dissertations sophistiquées. C'est coûteux pour le peuple ces répétitions qui se continuent.

Les membres de l'opposition disent que la loi est inutile, insignifiante, qu'elle ne rime à rien, et cependant chacun d'eux parle une demi-heure pour dire cela. Si la loi ne vaut rien, s'il n'y a rien dans celle-ci, pourquoi tant en parler? Pourquoi le chef de l'opposition et le député de Bellechasse (M. Bienvenue), l'un des prétendants à sa succession, nous reprochent-ils d'empêcher les compagnies étrangères d'en bénéficier et de prêter?

Mais prêter quoi? Ce ne veut rien dire d'après eux! Que de contradictions! Pourquoi font-ils preuve de tant de sollicitude à l'égard des compagnies étrangères, pourquoi parlent-ils avec des accents

pathétiques? Ce ne semble pas très logique ni patriotique de demander que les compagnies étrangères puissent prêter.

Je ne crains pas d'affirmer, et que l'on remarque bien ce que je dis là, que notre loi aura pour effet de permettre la construction de centaines et de centaines de maisons. Je serai même tenté de parler de milliers de nouvelles maisons qui vont s'élever, dans un avenir rapproché, dans tous les coins de la province. Et cela grâce aux avantages que nous offrons, grâce au fait que les corporations municipales pourront vendre les terrains \$1, que les travaux de nivellement seront faits gratuitement, que les plans de l'habitation ne coûteront rien à ceux qui se construisent et que les gens bénéficieront d'une exemption de taxes de 50 % pendant 30 ans.

Le projet de loi présenté devant la Chambre prévoit des dépenses de \$3,500,000 en paiement des 3 % d'intérêt imputés sur les prêts accordés par les caisses populaires et autres établissements de crédit de la province pour que les futurs propriétaires puissent emprunter à 2 %. Il n'y a aucun motif pour qu'aucune autre subvention ne soit accordée pour le paiement des intérêts d'une année à l'autre.

Le projet de loi offre présentement 300 % plus d'avantages que ceux offerts par la Coopérative d'habitation de Sainte-Marguerite, à Trois-Rivières, qui a bâti 40 nouvelles maisons. Si on a pu construire 40 maisons confortables à Trois-Rivières sans aucun de ces avantages, sans l'aide de qui que ce soit pratiquement, combien ne pourra-t-on pas en construire avec une pareille législation? Les caisses populaires ont prêté à Trois-Rivières et elles n'ont rien perdu. Elles prêteront encore et ne perdront rien.

Pourquoi? Qu'y a-t-il aux Trois-Rivières? Il y a des gens qui veulent s'aider et il y a un curé admirable, M. le chanoine L.-J. Chamberland, curé de Sainte-Marguerite, un curé qui fait la gloire du clergé, qui donne l'exemple du travail, de la solidarité et de la cohésion pour diriger leurs efforts et qui contribue à la réalisation d'une œuvre qui fait honneur au clergé. Pourquoi les gens d'ailleurs, avec les avantages que nous leur offrons maintenant, avec l'aide du gouvernement et des municipalités, ne seraient-ils pas capables d'en faire autant que ce que nous avons fait chez nous?

Je ne crois pas aux appels démagogiques de ceux qui réclament l'institution d'un crédit urbain sans étude préalable de toute la situation. Je m'oppose au crédit urbain parce que l'idée est démesurée, trop onéreuse, trop risquée et trop dangereuse. Si la province se lançait dans l'application d'un système de prêt urbain sans étude

préalable, cela coûterait peut-être au moins \$1,000,000,000 au Trésor public. La province n'est pas en mesure de supporter ce fardeau. Que devons-nous faire avant d'entreprendre une tâche aussi colossale? Les gens consciencieux prennent les renseignements voulus avant de procéder.

Il nous faut d'abord savoir s'il est à propos que le gouvernement garantisse tout le prêt. Mais il est possible qu'il soit nécessaire de garantir certains prêts. Nous devons donc étudier le problème. Il faut savoir où nous allons et où cela peut nous mener. Comment peut-on nous reprocher de prendre des renseignements avant d'engager la province sur un pareil terrain?

Nous n'avons pas le droit de procéder à la hâte et de risquer la ruine de ceux qui ont gagné leur maison par leur travail et la ruine des cultivateurs, car en somme, ce n'est pas notre argent, mais bien l'argent du peuple que nous administrons. Il peut être nécessaire en certaines circonstances de garantir des emprunts, mais nous n'avons pas le droit, quand nous administrons l'argent du peuple, de nous lancer dans une entreprise de cette envergure avant d'avoir procédé à une enquête complète et sans posséder les renseignements nécessaires.

Autrement, nous pourrions plonger aveuglément la province dans un gouffre d'où elle ne pourrait peut-être pas sortir. Car, nous n'avons pas le droit de ruiner les contribuables honnêtes et les vieux propriétaires qui ont déjà gagné le prix de leurs maisons pour en créer de nouveaux. Ce serait manquer à notre devoir que d'imposer une hypothèque sur les fermes et les terres de nos cultivateurs et de leur jeter sur le dos des dettes qui les ruineraient et hâteraient la désertion des campagnes.

Qu'est-ce que nous faisons, en attendant les résultats d'une enquête complète? Nous donnons des moyens d'action à ceux qui veulent s'aider car tout le monde est obligé de travailler. Si les gens veulent s'entraider et travailler, exercer leurs droits et respecter leurs obligations, comme cela s'est fait à Trois-Rivières, nous voulons les aider. Nous leur fournissons les moyens de se construire une maison à des conditions raisonnables que nos pères n'ont jamais eues.

(Applaudissements à droite)

Après tout, n'avons-nous pas recueilli en héritage une accumulation d'abus et de faits dont nous ne sommes pas responsables et que nous ne pouvons pas régler du jour au lendemain.

Je regrette de constater qu'au lieu de collaborer à l'application de cette œuvre, l'opposition nous

répond avec de l'obstruction, elle a recours à des procédés dilatoires à des imputations de motifs erronés, à des répétitions et à des déclarations dont le seul but est de chercher à décourager les caisses populaires et les emprunteurs ainsi que les sociétés de prêts. Est-ce cela de la véritable coopération de la part d'hommes qui ont le sens de leurs responsabilités? Les membres de l'opposition n'ont fait aucune suggestion pratique. S'ils avaient fait des suggestions applicables, le gouvernement aurait été prêt à les considérer et même à les incorporer dans la loi. Mais ils préfèrent se perdre en critiques stériles.

Il soulignera, en temps et lieu, les négligences des régimes précédents, dit-il. Pour le moment, il veut se consacrer à la recherche de la solution du problème actuel, qui est tellement colossal que pas un homme de cœur ne pourrait essayer de le résoudre avant de posséder les renseignements suffisants.

Le problème est à notre porte. Nous voulons le résoudre de la meilleure façon possible. Je ne crains pas d'affirmer que la loi actuelle du logement est la plus efficace, la plus progressive et la meilleure de toutes les lois du logement du pays. Nous aurons, grâce à cette loi des centaines de nouvelles maisons dans la province.

Nous n'avons pas la prétention de résoudre tout le problème avec le bill 8, le titre même du bill ne l'affirme pas, car le problème est très aigu. Mais la loi apporte une solution raisonnable et appropriée dans les circonstances à un immense problème. Et ce n'est que le commencement. Ceux qui veulent examiner froidement ce projet de loi et comprendre leur devoir, ne peuvent faire autrement que réaliser que c'est le meilleur remède que l'on puisse trouver, dans le moment, aux abus que nous déplorons tous.

Avant de trouver un remède définitif, le gouvernement apporte un palliatif qui rendra des services signalés à la population, si les gens veulent travailler, se mettre ensemble, comme cela s'est fait aux Trois-Rivières, au moins jusqu'à ce que la situation du logement au Québec soit étudiée dans son ensemble et documentée avec exactitude. À la prochaine session ou lorsque le gouvernement aura obtenu l'information nécessaire contenue dans un rapport à cet effet, il pourra alors, réitère-t-il, développer les lois actuelles sur le logement ou, au besoin, adopter une nouvelle loi.

On nous fait un reproche de ce que nous présentons cette loi à la veille des élections. D'abord, qui nous dit qu'il y aura des élections cette année? Et puis, même s'il doit y en avoir, il est entendu que nous serons maintenant au pouvoir. De plus, même s'il y a des élections, ceci n'enlève

nullement le mérite de la loi. Les élections peuvent-elles être un obstacle à la présentation d'une loi qui tend à venir en aide au règlement d'un grave problème? C'est à la suite de longues études et de multiples entrevues que nous la présentons. Si l'opposition veut continuer à parler, libre à elle. Mais ce n'est pas avec des paroles que les maisons se bâtissent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ni avec des lois comme celle-ci.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On verra ça. Il faut multiplier les constructions, non les arguties. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une coopération raisonnable de la part des pouvoirs publics.

Il n'y a pas un homme de cœur, conscient de ses responsabilités, qui serait prêt à ruiner le crédit de la province pour des années et des années à venir. Il manquerait à son devoir celui qui, pour des avantages électoraux, poserait un geste de cette nature. On parle de mettre des millions à la disposition d'une garantie gouvernementale et nous répondons qu'il ne faut pas s'engager sur ce terrain sans une étude approfondie de la question. On ne règle pas une situation en creusant un abîme pour en remplir un autre.

Si nous voulions jouer à l'électoratisme, il serait facile, pour nous, de présenter un autre projet de loi pour créer un crédit urbain, de faire de la démagogie avec un projet qui porterait un titre ronflant, parler de millions et de milliards, mais nous ne voulons pas jouer à la démagogie. Nous avons le courage de parler franchement. Les idées démagogiques n'ont jamais produit rien de solide, si ce n'est des ruines.

Je pourrais même me dispenser de dire les vérités que j'ai le courage de dire aujourd'hui, parce que je réalise qu'en les disant, je rends service à ma race et à ma province. Il faut avoir le courage de sauvegarder notre jeunesse contre l'emprise des idées démagogiques qui ne peuvent qu'accumuler les ruines.

Il est temps, à mon avis, que la province de Québec s'arrête pour réfléchir et qu'elle réalise la situation et se retourne avec orgueil et fierté vers son passé pour s'inspirer des leçons de travail, de courage et d'énergie. Je représente un comté urbain et je ne crains pas de dire que le progrès et la prospérité véritables des villes devraient être étayés sur les coutumes et les traditions dont les campagnes nous donnent l'exemple.

Les traditions et les coutumes de travail, de l'amour de l'effort individuel, de la solidité du jugement et des réalisations et du sens des responsabilités dans le respect de l'autorité. Tout cela est fondé sur le sens commun qui nous enseigne que nous devons nous entraider et qu'il n'y a pas de gouvernement au monde, quel qu'il soit, capable de remplacer l'effort individuel, le travail de tous ceux qui doivent travailler.

Ceux qui n'ont pas la responsabilité de l'administration et qui se permettent de mettre de côté ces vérités fondamentales montrent qu'ils se souviennent peu de leur devoir, qu'ils n'en sont pas soucieux et rendent un bien mauvais service à leur province de même qu'à leur race.

(Applaudissements à droite)

Nous aimons notre province, nous voulons lui conserver ses traditions de courage, de travail d'énergie, de volonté qui ont fait sa fierté et sa force et constituent sa gloire la plus pure et la meilleure.

Il demande à l'opposition de cesser ses discours stériles. L'heure n'est plus aux critiques destructives, dit-il, mais aux suggestions constructives et réalisables. Il ne sert à rien de s'accrocher aux étoiles, car c'est trop près de la lune.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre vient de faire un excellent et immense effort pour défendre une législation qu'il sait être mauvaise. Il détourne la question. Le premier ministre vient de nous dire que nous devrions suggérer des amendements et qu'il les intercalerait dans la loi, s'ils étaient acceptables. Nous lui en avons faits, il a refusé de les incorporer dans la loi en disant, il y a quatre jours, que ce serait un affront au lieutenant-gouverneur. Il nous avertissait alors que nous ne pouvions proposer d'amendements, parce que les résolutions avaient été soumises au lieutenant-gouverneur. Puis le premier ministre a fait des déclarations pour montrer son courage. Voyons quelle est la mesure de ce courage.

S'il est vrai, comme nous dit le premier ministre, qu'il faudrait \$1,000,000,000 pour un prêt urbain capable de régler le problème du logement, c'est signe qu'il admet qu'il existe un problème de l'habitation de grande envergure. Si ce problème a une telle ampleur, ce n'est pas une raison pour le mettre de côté. Ce problème est également d'une extrême urgence et ce n'est pas en regardant seulement vers le passé que nous le réglerons, mais en envisageant le présent et en tournant résolument nos regards vers l'avenir. Le problème est sérieux et il ne faut pas lui tourner le dos.

Depuis le commencement de la discussion, le premier ministre dit que les libéraux ne font pas de suggestions. Il nous accuse de faire des critiques stériles. Mais, depuis le commencement, l'opposition a indiqué à plusieurs reprises les faiblesses de la loi. Les libéraux disent au premier ministre en quoi sa loi est mauvaise, pourquoi elle sera inopérante. Nous lui avons dit que personne ne pourra en bénéficier. L'une des grandes faiblesses de la loi, c'est de faire porter par les municipalités, les caisses populaires et les sociétés de prêts les responsabilités qui incombent au gouvernement.

C'est la responsabilité du gouvernement, qu'il peut et devrait assumer, et on a tort de jeter tout le fardeau sur ces organismes car on met la vie des caisses populaires en danger. Nous voulons la coopération avec les caisses populaires, mais ce que nous ne voulons pas, c'est jeter les responsabilités du gouvernement sur le dos des caisses populaires qui ont rendu de grands services. Nous ne voulons pas exposer dans cette entreprise risquée la vie de ces organismes éminemment nécessaires, qui appartiennent à de braves gens économes.

"Nous ne sommes pas pour ruiner les vieux propriétaires pour en faire des nouveaux", dit encore le chef du gouvernement. Mais c'est exactement ce qu'il fait dans cette loi. Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités, qu'il garantisse une partie des prêts, pour favoriser ceux qui n'ont pas le capital initial ou qu'il donne un crédit gouvernemental à l'habitation à la province. La seule façon de résoudre le problème du logement dans la province de Québec, c'est l'établissement d'un crédit urbain. Comme le crédit agricole a résolu le problème des cultivateurs, ainsi le crédit urbain résoudra-t-il la question épineuse du logement.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement pourrait ainsi prêter lui-même. Autrement, jamais la loi n'aura d'efficacité quelconque. Il y a plus de danger à courir en voulant échapper aux responsabilités de la résolution du problème du logement qu'il n'y en a à prendre le risque de le résoudre.

De plus, le premier ministre a parlé de la coopération qui a permis de construire 40 maisons à Trois-Rivières. Le gouvernement devrait mettre en pratique ces principes qui ont donné de si bons résultats. Les caisses populaires ont prêté de l'argent mais on a compté dans la valeur de la maison le travail gratuit des propriétaires et des parents et de leurs amis. Il revient au gouvernement provincial d'assumer la responsabilité, de prêter l'argent et de courir le risque. Le gouvernement peut sans difficulté

prêter jusqu'à 60 %. des sommes nécessaires à la construction de maisons individuelles; et en prenant en considération et en incluant la valeur réelle du travail des futurs propriétaires, il pourrait augmenter son crédit. Et ainsi celui qui construit devrait pouvoir emprunter non pas 60 % mais 80 % à 90 % de sa construction. Il calcule, dit-il, que le travail des particuliers qui construisent des maisons représentera une participation additionnelle de 30 % aux coûts de la construction, laissant 10 % du financement entre les mains des particuliers eux-mêmes.

Ceux que le gouvernement aidera ne sont pas ceux qui ont besoin de son aide. Avec la loi à l'étude, l'ouvrier qui n'a pas de capital initial ne pourra se faire construire une maison, tandis que celui qui possède \$50,000 aura toute la latitude possible pour se prévaloir de la loi, acheter un terrain pour \$1, le faire niveler par la municipalité, obtenir gratuitement les services d'eau et d'égoût, construire une maison et bénéficier d'une commutation de taxes. Le gouvernement devrait mettre une limite à la situation financière de ceux qui se prévaudront des lois sur l'habitation.

On ne devrait pas prêter aux gens qui gagnent de \$4,000 à \$5,000. Il suggère, dit-il, qu'un examen des ressources soit appliqué à toutes les personnes voulant se prévaloir du prêt résidentiel pour que les prestations soient remises aux personnes nécessiteuses. Il importe aussi de faire une différence entre l'aide à accorder à un père de famille de trois ou quatre enfants et à celui qui a sept, huit, dix et douze enfants et a besoin de secours plus substantiels. Dans Québec, il faut une politique familiale. C'est cela qui nous sauvera.

Je voudrais que tous les Canadiens soient propriétaires. Mais ouvrons les yeux à la réalité, c'est une impossibilité. Nous ne pouvons inciter toute la population à construire. Il faut cependant - et le plus rapidement possible - des logements pour les gens de moyens modestes et ceux qui sont sans toit. Il faudrait que les trois corps législatifs, le fédéral, le provincial et le municipal soient invités à coopérer pour résoudre un des plus grands problèmes de l'heure. On peut proposer cela au gouvernement actuel.

Ne disons pas à ceux qui souffrent de la crise du logement: votre problème est insoluble. Sauve qui peut! Le premier ministre ne devrait jamais dire à la population que ce problème est insoluble. Le premier ministre dit que le problème est trop aigu et qu'il faut lui tourner le dos. Mais alors que sera-t-il dans quelques années? Est-ce que c'est cela que nous allons laisser à nos enfants?

Est-ce parce que le problème est trop vaste, trop urgent, que le gouvernement en retarde la solution définitive? Le gouvernement ne devrait pas laisser à la génération qui suivra un problème qu'il a peur de résoudre, parce qu'il date de trop loin. Il faut s'attaquer au problème tout de suite, s'en prendre à la racine du mal, par des moyens efficaces.

C'est la responsabilité du gouvernement; qu'il la prenne et courre lui-même les risques en prêtant de l'argent à ceux qui veulent construire, en comptant comme valeur le travail que les propriétaires et ses amis fourniront; faire une distinction entre les familles peu nombreuses et nombreuses - le problème n'est pas le même; assurer un crédit gouvernemental.

C'est le seul moyen d'encourager les jeunes. On dira: le gouvernement prendrait trop de responsabilités. Je crains davantage la responsabilité de laisser dans nos villes des gens sans abri que de celle d'une contribution pratique du gouvernement.

Nous continuerons de vivre en paix dans Québec aussi longtemps que les gouvernements ne passeront pas les responsabilités aux générations futures, une jeunesse à laquelle on dit que ses problèmes sont sans issue. L'habitation familiale adéquate est la meilleure police de garantie que l'on puisse acheter pour demain. Demain ne sera bon que si l'on cesse de jeter sur les épaules de la génération de demain les problèmes que la génération actuelle doit régler elle-même.

Les œuvres sociales sont nécessaires pour préparer l'avenir et conserver la santé morale de la population. Pour une œuvre sociale de cette envergure, et pour les accomplir dans un domaine comme celui de l'habitation, il ne faut pas hésiter devant une dépense d'argent. Un gouvernement digne de ce nom doit y aller de ses deniers pour arrêter les progrès d'un mal qui dure depuis déjà trop longtemps. La loi du premier ministre est inutile.

Bientôt au pouvoir, nous réaliserons cette œuvre sociale et d'autres auxquelles nos adversaires ne veulent rien comprendre. Le Parti libéral verra à adopter une solution définitive. On ne sauvera pas le capital humain en disant: le problème du logement est insoluble. Ce n'est pas le salut que j'offre à la jeunesse de ma province.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le discours du chef de l'opposition est un dédale de sophismes. Il demande à la population de le reporter au pouvoir afin qu'il puisse donner à la jeunesse les organismes dont elle a besoin. Il dit: "Mettez-moi au

pouvoir et je donnerai à ma province un crédit de l'habitation." Et c'est au moment où le gouvernement présente la première tentative réellement sérieuse pour régler le problème du logement, au moment où il se lance dans une aventure dont certaines autorités lui ont indiqué le danger, que le chef de l'opposition lance son appel démagogique.

On juge de la valeur des promesses d'un homme à la lumière de celles qu'il a respectées. Pour juger de sa sincérité, il faut considérer sa vie politique, ses attitudes passées, ses activités et ses réalisations, surtout lorsqu'il était au pouvoir. Je trouve que la conduite du chef de l'opposition est contradictoire. Quand j'entends le chef de l'opposition promettre un crédit urbain je trouve ça ridicule.

(Mouvements divers à gauche)

Pourquoi n'a-t-il pas réglé le problème du travailleur des champs? Durant sa vie politique, il a constamment refusé un crédit agricole aux travailleurs des champs, lui qui était particulièrement chargé de les protéger, en dépit des promesses répétées de son parti. Il a favorisé l'exode des campagnes au lieu d'aider le cultivateur à rester sur sa terre en le faisant bénéficier d'un crédit rural. Le chef de l'opposition a combattu la loi du crédit agricole et, une fois au pouvoir, il a saboté le système. Le travailleur des villes ne peut compter pour lui donner un crédit sur l'homme qui refusait d'accorder les mêmes avantages au travailleur des champs.

Il est admis que les mesures présentées ne sont pas parfaites, qu'elles n'apportent pas une solution définitive au problème. Comme l'a dit le premier ministre, si l'enquête annoncée démontre qu'il faut aller plus loin et garantir les prêts, le gouvernement n'hésitera pas à le faire. Il y aura même une autre législation permettant d'étudier le problème plus à fond. Le gouvernement ne tente pas de passer à d'autres ses responsabilités. Il n'a pas eu peur de les prendre. Le gouvernement verra d'ici 12 mois si la loi est efficace. Demain, si on constate qu'il faut l'améliorer, le gouvernement y verra.

Il n'y a pas à attendre de crédit de la part de ceux qui ont fait des promesses et qui l'ont toujours refusé. Le peuple attend du crédit de ceux qui lui en ont donné dans le passé. Or c'est l'Union nationale qui a institué le crédit agricole.

(Applaudissements à droite)

Le présent gouvernement a réglé la crise du travailleur des champs et il réglera aussi celle du travailleur des villes. Ce dernier peut s'attendre à la même part de justice du gouvernement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce qui me frappe le plus, c'est que le premier ministre lui-même estime qu'en vertu de la présente loi, on pourra construire des centaines et des centaines de maisons.

Dans l'ampleur du problème du logement, qu'est-ce que peuvent représenter quelques centaines de maisons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et peut-être des milliers, ai-je ajouté!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je crois que c'est la première expression qui est la bonne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et si nous en construisons 2,000?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce sera encore mieux. J'admets qu'on ne peut construire du jour au lendemain des milliers de maisons. La présente loi couvre une période de cinq ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons donc!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): De 1948 à 1953. En admettant qu'on construirait 2,000 maisons, cela ferait 400 maisons par année. Je ne crois pas que la loi puisse construire autant de maisons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Prévoir pour cinq ans, c'est tout ce qu'un homme peut faire. Nous votons \$3,500,000 cette année, mais s'ils ne suffisent pas, nous en voterons d'autres. Rien n'empêche que nous doublions ou triplions ce montant l'an prochain ou au cours des sessions successives.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Lors de la publication des bills, bien des gens ont été sous l'impression que le gouvernement mettait en jeu un montant très considérable. D'après des calculs que j'ai fait faire par des experts en chiffres, le gouvernement met une somme de \$8,000,000 à la disposition des prêteurs pour une période de 30 ans.

Le gouvernement met une somme de \$3,500,000 à la disposition des prêteurs, sous forme d'intérêt. Ces intérêts seront répartis sur une période de 30 ans. Or, si on fait le calcul du capital que peut représenter un pareil intérêt, sur une période de 30 ans, on arrive à un chiffre d'environ \$8,000,000 de

capital. Le gouvernement autorise donc les prêteurs à s'engager jusqu'à concurrence de \$8,000,000 environ. À \$8,000 par maison, cela représente un maximum de 1,000 maisons, ce qui ne constitue qu'un bien mince apport à la solution du problème du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) jongle de façon étrange avec les chiffres. Quels sont les noms de ses experts?

Rien ne nous dit que l'emprunteur ne paiera pas par anticipation. Cela s'est vu fréquemment au prêt agricole. Nous tentons une expérience sur un terrain solide. Encore une fois, je répète que \$3,500,000 c'est pour un an. Avec les années, si l'expérience est concluante, le gouvernement pourra augmenter les argents engagés dans l'entreprise. Il ne faut pas fendre les cheveux en quatre. Avec le crédit agricole, nous avons commencé avec \$10,000,000 et, aujourd'hui, nous sommes rendus à \$60,000,000. Aurait-on pu justifier que la Chambre refuse de voter la loi sur les crédits agricoles en 1936 parce que seulement \$10,000,000 ont été mentionnés?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je soutiens qu'au point de vue comptabilité, le montant de \$3,500,000 ne représente qu'un capital d'environ \$8,000,000, de quoi bâtir 1,000 maisons réparties dans toute la province d'ici cinq ans, mais ce sera tout.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): 17 à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sans experts, je suis convaincu que dans bien des cas, les caisses populaires prêteront à 100 %. Hier, nous leur avons donné le pouvoir de faire de l'assurance³. Elles pourront prendre une assurance sur un emprunteur et augmenter sa garantie. Les Artisans⁴ nous ont demandé le privilège de pouvoir bénéficier de la loi.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ils ne prêteront pas 100 %. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) ne veut pas d'un crédit urbain. C'est un placement social pourtant. La loi votée cette année ne représente qu'un capital d'environ \$8,000,000 pour cinq ans et elle ne permettra pas de construire plus d'un millier de maisons.

Le gouvernement ne peut pas prendre de responsabilités sur le dos des contribuables; bien! mais il y a des risques qu'il doit prendre pour en

éviter de plus graves. D'ailleurs le risque qu'il prend avec le bill 8 est assez mince. Pour me servir d'une expression employée par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, l'aventure n'est pas si dangereuse que cela. Le gouvernement n'avancera que \$150,000⁵ par an, pendant 30 ans, sur un budget de \$150,000,000, l'objet en cause mériterait une plus grande aventure. Si la loi est appliquée, elle n'aura donné qu'un millier de maisons dans cinq ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas juste. J'ai dit à plusieurs reprises que nous pourrions augmenter le montant l'an prochain et les années consécutives.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le second point, c'est que non seulement la loi ne donnera que peu de maisons, mais que si le gouvernement continue à ne pas vouloir donner de garanties aux prêteurs, ce ne sont pas ceux qui ont besoin de maisons qui en bénéficieront. La loi ne protège pas ceux qui en ont le plus de besoin.

À Montréal seulement, il manque 70,000 logements. Le premier ministre a parlé de milliard pour un programme provincial de crédit urbain pour les habitations. Il n'est venu à personne l'idée de se lancer dans une dépense de \$1,000,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On dit que Montréal a besoin de 70,000 logements. À un coût de \$6,000 chacun, ce qui représentera une somme d'environ \$420,000,000 pour Montréal seulement! Ce montant devra être ajouté aux coûts supplémentaires pour Québec, pour les diverses autres villes et pour le reste des régions rurales de la province.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le gouvernement a pris près de quatre ans pour reconnaître le problème. Maintenant que le problème du logement est abordé, il nous parle d'une enquête. Nous aurons de la barbe quand il proposera une solution véritable, s'il reste au pouvoir. Si j'étais en face d'un gouvernement libéral, je dénoncerais cette façon de procéder et je ferais les mêmes reproches.

Dans sa péroraison, le premier ministre a parlé de nos coutumes et de nos traditions, qu'il importe de conserver. Il a déclaré qu'il faut en revenir aux traditions de nos campagnes. C'est vrai que la campagne constitue un réservoir de forces vives pour notre nationalité, mais il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle seulement une personne sur quatre dans notre province réside à la campagne.

Aujourd'hui plus des trois-quarts de la population demeurent dans les agglomérations urbaines. Par conséquent, la substance humaine se trouve là. Et c'est là qu'existe et que sévit la crise du logement, tout particulièrement à Montréal. Croyez-vous que le genre de maisons qu'on trouve dans les villes soit favorable au maintien de nos coutumes et de nos traditions?

La tradition la plus pure dans Québec, c'est encore la famille. Or, il n'y a pas de famille sans foyer, et il n'y a pas de foyer sans maison. Nous travaillons pour nos traditions et nos coutumes en demandant que les gens des villes soient traités comme des être humains. Qu'on fasse davantage pour régler le problème du logement qui est à la base de notre survivance, celui de donner des foyers convenables à nos familles.

Il reste en faveur du projet de loi, mais il espère encore que le gouvernement y apportera des amendements nécessaires.

M. Lemieux (Beauharnois): Depuis trois ans déjà, je réclame de la part du gouvernement des lois pour résoudre le problème du logement et de l'habitation. Voilà cette année que l'on soumet à notre étude une série de lois qui ont trait à ce problème. Je me réjouis du geste posé par le gouvernement, bien que je sois convaincu que cette législation ne sera pas du tout suffisante pour résoudre le problème de façon définitive.

Je crois tout de même que le bill 8 apportera certaines améliorations et qu'il aidera des ouvriers à devenir propriétaires de leurs maisons. Le bill n'est pas parfait, c'est un commencement. Le gouvernement devrait garantir une partie du capital prêté en vertu du bill 8, ce qui donnerait à cette loi toute son efficacité. Il se déclare heureux d'accepter le principe de la mesure. Dans les conditions actuelles, dit-il, il vaut mieux accepter 25 % même si on réclame 100 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami sait-il que l'Hydro construit 15 à 20 maisons à Beauharnois pour ses employés?

M. Lemieux (Beauharnois): Oui, et je m'en réjouis. Cette réalisation a donné un toit à des gens qui en avaient extrêmement besoin. Il votera en faveur du projet de loi. Il ne peut raisonnablement voter contre.

M. Chaloult (Québec) remercie le chef de l'opposition d'avoir répondu à la première question en préconisant la création d'un crédit urbain

gouvernemental dans une proportion de 60 % à 90 %. Je voudrais maintenant savoir jusqu'à quel point le chef de l'opposition serait disposé à engager le crédit de l'État par cette mesure quand il sera au pouvoir. Irait-il jusqu'à \$50,000,000, \$100,000,000? Et quels moyens prendrait-il pour atténuer les dangers de l'ingérence politique et du paternalisme d'État?

M. Morin (Québec-Centre): Le premier ministre reproche aux députés de l'opposition de faire des discussions stériles. Comme une simple traversée de la gauche à la droite a changé le premier ministre! En 1944, quand il était chef de l'opposition, nous avons présenté une loi pour encourager la construction d'habitations⁶ et il a fait perdre le temps de la Chambre par ses discours et par les amendements de ses partisans. Il a fait proposer trois amendements, le premier par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), le second par le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), le troisième par un autre collègue, ministre aujourd'hui, pour condamner notre législation comme inefficace et injuste pour les intéressés. On peut dire cela de la loi à l'étude, qui est une nouvelle manifestation de la maladie gouvernementale des commissions.

Il donne lecture de ces amendements à la loi de 1944: Le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) proposait, "par voie d'amendement, secondé par le député de Papineau (M. Lorrain): Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec considère que la somme de \$1,000,000, mentionnée à la résolution relative au bill no 53 intitulé: "Loi pour encourager la construction de maisons d'habitation", est insuffisante, et elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai additionnel, les mesures appropriées, efficaces et justes pour que les intéressés obtiennent pleine justice."

Le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) proposait, "par voie d'amendement, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot): Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur de l'adoption immédiate de toutes les mesures justes et efficaces capables de régler la crise du logement et les problèmes qui s'y rattachent, mais elle déclare que le bill no 53 intitulé: "Loi pour encourager la construction de maisons d'habitation", néglige de répondre aux besoins de la population à ce sujet et manque de l'efficacité et de la justice nécessaires en l'occurrence."

Le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) proposait aussi, "par voie d'amendement, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot): Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur de l'adoption immédiate de toutes les mesures justes et efficaces capables de régler la crise du logement et les problèmes qui s'y rattachent, mais elle déclare que le bill no 53 intitulé: "Loi pour encourager la construction de maisons d'habitation", néglige de répondre aux besoins de la population à ce sujet et manque de l'efficacité et de la justice nécessaires en l'occurrence."

La rédaction en est à peu près identique et le premier ministre, dans ce temps-là, ne semblait pas avoir la même horreur des répétitions. Il y a eu un débat sur chaque amendement et le gouvernement d'alors n'a pas cherché à empêcher l'opposition de faire son devoir.

Le bill à l'étude n'est que la suite logique des feintes, parades et diversions de l'Union nationale. Il n'est pas fait pour les petits. C'est une loi faite pour les gens qui ont de l'argent. La loi ne sera avantageuse que pour ceux qui ont déjà du capital. Pour les petits, il n'y a que de bonnes intentions du gouvernement. Et on ne se loge pas avec des intentions.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et quart ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 19 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Matane

M. Pelletier (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Pelletier (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sillery

M. Samson (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Samson (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Alain-François de Bellefeuille

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 autorisant le Barreau de la

province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Mandat spécial, arrêté en conseil no 1263

M. Godbout (L'Islet): Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec, en vertu du mandat spécial, arrêté en conseil numéro 1263, en date du 7 août 1947:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$10,000 mentionnée dans ledit arrêté en conseil?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il payé ce montant de \$10,000?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. et 2. Rien n'a été dépensé à ce sujet. Aucun contrat n'a été passé.

La Banque d'Épargne de Montréal

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, du consentement unanime, que le bill 145 confirmant le droit de propriété de La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs

de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Les sœurs de l'Espérance

M. Gatién (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que le bill 103 refondant la charte des sœurs de l'Espérance, ayant pour objet la propagation d'un culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du 17 février⁷.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que:

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou

sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Morin (Québec-Centre): Qu'on le veuille ou non, que ça coûte cher ou que ça ne coûte pas cher, il va falloir faire quelque chose pour procurer des logis aux petits. Il faudrait, pour ceux-ci des habitations familiales et un crédit de nature à leur permettre de devenir propriétaire. Le crédit urbain servirait non seulement à donner des logements, mais contribuerait à combattre le chômage, qui viendra peut-être un jour. Un système de crédit urbain serait sans doute une entreprise de grande envergure, mais le crédit agricole paraissait à plusieurs, autrefois, une chose irréalisable. Cependant, ça été un succès. Pourquoi n'en serait-il pas de même d'un crédit qui permettrait à nos ouvriers aux petits salaires d'avoir leurs maisons bien à eux?

La désertion des campagnes n'est pas due seulement à l'attraction des villes, mais à la vie peu intéressante et peu rémunératrice que les jeunes fils de cultivateurs vivent dans certains cas. Il ne faut pas se river au passé. Nos ancêtres ont vécu dans leur temps: voyons, nous, l'avenir, et opposons des réalisations aux idées subversives qui nous assaillent. Si le gouvernement veut prévenir ces idées subversives, prévenir le mécontentement dans les classes populaires, empêcher ces doctrines de prendre racine chez nous, il va falloir modifier quelque peu nos concepts. Il faut avoir recours à des mesures que l'on jugeait socialistes autrefois et qui sont devenues avec l'évolution des idées et les enseignements pontificaux de la justice sociale.

Le gouvernement devra peut-être subventionner des entreprises qui permettront à leurs travailleurs d'obtenir leurs propres maisons. Le crédit urbain est nécessaire. C'est une façon pratique de combattre le communisme. Le seul moyen de combattre le communisme est l'action sociale et les réalisations sociales favorables à ceux qui n'ont aucune chance de devenir propriétaire de leur maison.

L'Angleterre n'a pas hésité à se lancer dans une grande entreprise de construction d'habitations. Elle y a engagé des centaines de millions et ne s'en porte pas plus mal. Au contraire, elle y a trouvé un véritable renouveau économique. Car la construction est l'entreprise par excellence. Elle engage tous les métiers et donne un grand essor à toutes les activités commerciales et industrielles. Sans compter que la propriété exalte et élargit la personnalité. Elle constitue un ancrage contre les remous économiques et idéologiques. L'ouvrier ne saurait avoir sa part de

bonheur humain sans un abri convenable. Je suis convaincu que par une étroite coopération de toutes les autorités, on pourrait résoudre dès maintenant la crise du logement au bénéfice des petits.

M. Chaloult (Québec) lit un télégramme, qu'il vient de recevoir, dans lequel le syndicat national du textile de Saint-Grégoire-de-Montmorency désapprouve la loi du logement parce qu'elle ne réglerait pas le problème. Le syndicat exprime le regret que le gouvernement ne garantisse pas tous les prêts pour les habitations familiales. Les syndicats catholiques de Saint-Grégoire-de-Montmorency déclarent que l'absence de toute garantie gouvernementale rend la loi inefficace.

J'ai lieu de croire, dit-il, que c'est là l'opinion de tous les syndicats nationaux et de tous les citoyens de la province. J'ai lieu de croire que c'est l'opinion de la Ligue ouvrière catholique, de la JOC⁸ et je suis sûr que le Front Ouvrier nous apportera demain un témoignage complet à ce sujet. Au moment où la Chambre délibère, il y a une grande assemblée au Palais Montcalm de représentants de groupements ouvriers intéressés à la construction de logements et qui étudient le problème.

J'insiste pour que le gouvernement se rende à toutes ces demandes, améliore sa législation ou donne au moins une satisfaction partielle aux travailleurs et ajoute une forme de garantie aux prêts, tel que le prévoit la mesure. Autrement, pour ma part, je devrai voter contre le bill en troisième lecture. J'en approuverai tout de même le principe en deuxième lecture.

M. Dansereau (Argenteuil): Il y a deux catégories de gens à aider. Ceux qui aspirent à devenir propriétaires et ceux qui pour une raison ou pour une autre ne peuvent accéder à la propriété, mais qui ont besoin d'un logement convenable. À la deuxième catégorie, la loi n'offre rien. Aux autres, elle offre un mirage. Elle leur donne l'illusion qu'ils pourront accéder à la petite propriété, mais somme toute, elle ne leur fournit aucun moyen pratique pour l'obtenir. C'est le gouvernement et non les caisses populaires qui devrait prendre la responsabilité d'un vrai programme d'habitation.

Le gouvernement ne devrait pas compter uniquement sur les autres pour assurer des logements à ceux qui en ont besoin. C'est une erreur de placer le fardeau sur le dos des caisses populaires qui ont déjà leurs problèmes et dont il ne faut pas compromettre la haute mission et l'économie par une législation préparée sans soin, sans souci de l'intérêt général.

Il est regrettable que le gouvernement arrive aussi tard avec une loi si inefficace. Elle ne va pas assez loin. Le gouvernement n'en fait pas assez pour ceux qui ont besoin d'habitations et qui méritent le plus de la société, les ouvriers. Il devrait en faire davantage. Il espère, dit-il, que le gouvernement libéral prochain sera en mesure d'établir un crédit urbain.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre prononce des discours d'une incohérence soutenue. Il va mourir dans l'impénitence finale des promesses qu'il a faites⁹.

Les unions ouvrières s'élèvent contre le bill parce qu'on sait, en ces milieux, que la loi ne contribuera aucunement à régler la crise du logement. On ne bâtit pas des maisons avec des bills ou des lois. À Montréal la situation est particulièrement tragique et le gouvernement aurait dû proposer autre chose qu'un mirage à la population. Je regrette que le premier ministre n'ait pas eu le courage de présenter une loi sur laquelle on puisse fonder des espérances. Des protestations sont mêmes venues de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine. On s'attendait à mieux que cela. En quatre ans, le gouvernement n'a absolument rien fait pour régler la situation et il arrive avec une mesure de façade, en toute dernière heure, à la veille des élections.

Il est temps de faire quelque chose de positif pour la jeunesse. Le bill 8 est une loi inutile qui ne pourra que jeter de la poudre aux yeux. La loi à l'étude est condamnée dans le propre comté du premier ministre. La Ligue ouvrière catholique de Trois-Rivières et du Cap a télégraphié au député de ce comté pour exprimer son regret de la décision impitoyable du gouvernement de refuser un crédit de l'habitation. Il (M. Francoeur) cite un article de journal qui relatait une réunion tenue hier au cours de laquelle on regrette que le gouvernement n'accorde aucune garantie sur le capital.

Dans l'après-midi, le premier ministre a dit qu'un prêt urbain coûterait peut-être \$1,000,000,000. L'argent du peuple doit servir au peuple!

M. Bellemare (Champlain): Parlez donc des milliards.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je vais vous en parler des milliards puisqu'on m'entraîne sur ce terrain. Les milliards, c'était pour garder au député de Champlain (M. Bellemare) le droit d'exprimer son opinion en cette Chambre, mais ses électeurs ne pensaient pas qu'il l'exprimerait de cette

façon. Si les milliards n'étaient pas bons pendant la guerre, ils sont certainement bons aujourd'hui pour construire des logements pour les ouvriers. Ces milliards ont servi la cause du pays et de notre province, en nous valant la liberté et un travail rémunérateur partout.

M. Bellemare (Champlain): Vous n'êtes qu'un pauvre bouffon!

Des députés de l'opposition réclament que le député de Champlain retire ses paroles.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): (S'avance jusqu'à la bordure de l'allée centrale de la Chambre et lève le bras. Je ne permettrai pas au député de Champlain d'injurier le député de Montréal-Mercier. Personne ici ne va me traiter de pauvre bouffon. Je demande que le député de Champlain (M. Bellemare) soit rappelé à l'ordre et retire ce mot injurieux.

M. le président: Que le député de Montréal-Mercier parle d'un fauteuil.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) répond qu'il a le droit de se tenir où il est. (Il avance jusqu'au milieu de la Chambre)¹⁰

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Mercier n'a pas le droit de le faire.

M. le président: À l'ordre! Je demande au député de Montréal-Mercier d'aller reprendre son siège et de s'asseoir.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je reprendrai mon siège quand je voudrai. (Bruits et mouvements parmi les députés.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le président rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier. Comme il ne s'assoit pas quand vous parlez, faites rapport à l'Orateur. Il a été hors sujet plusieurs fois depuis qu'il a commencé à faire ses remarques.

(Le député de Montréal-Mercier retourne à son siège.)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Champlain n'a pas le droit d'injurier un collègue. Il a traité le député de Montréal-Mercier de bouffon. Je lui demande de se rétracter.

Le député de Montréal-Mercier réclame ses droits et le premier ministre veut demander à l'Orateur de le nommer. Il (M. Francoeur) n'a pas enfreint les règlements qui s'appliquent autant pour les députés de la droite que pour ceux de la gauche. L'opposition a l'intention d'être respectée en cette Chambre.

M. Godbout (L'Islet): On vous demande de faire rapport, M. le président. Rapport de l'injure lancée à un de nos collègues estimés. Je vous demande d'obliger le député de Champlain à retirer sa parole injurieuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): répète sa demande au président du comité de faire part de ses conclusions sur le comité et sur l'incident à l'Orateur.

Des députés de l'opposition protestent.

(De nombreux points d'ordre sont soulevés. Plusieurs députés veulent parler à la fois.)

M. le président: À l'ordre! Je suis suffisamment éclairé au sujet de la discussion.

M. Godbout (L'Islet): Je vais en appeler à l'Orateur de la Chambre de votre décision si vous insistez pour la suivre.

(Tous les libéraux se lèvent. Le président ignore cette intervention et continue la rédaction de son rapport à l'Orateur.)

M. Drouin (Abitibi-Est): Nous n'avons pas de justice dans cette Chambre!

M. Plourde (Arthabaska): L'injustice est flagrante!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je vous ai demandé de faire rapport à l'Orateur. D'un autre côté, si le député de Champlain a prononcé les paroles offensantes qu'on lui attribue pour le député de Montréal-Mercier, il n'a pas le droit de le faire. Je lui demande de retirer ses paroles.

M. Bellemare (Champlain): Je retire ce que j'ai dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous demande, M. le président, de faire rapport à l'Orateur que le député de Montréal-Mercier

(M. Francoeur) a persisté à parler en dehors de la question, qu'il a refusé de reprendre son siège quand il en avait reçu l'ordre et qu'il a refusé de s'asseoir quand le président était debout.

M. Godbout (L'Islet): J'en ai appelé à la Chambre de la décision du président du comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Mercier a eu une conduite désordonnée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Une conduite désordonnée? En s'avancant d'un pupitre vis-à-vis d'un député ministériel qui l'avait insulté?

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Il fait également rapport que le député de Champlain (M. Bellemare) a utilisé l'expression de bouffon envers le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) et qu'il (le président) a demandé au député de Montréal-Mercier de prendre son siège et le député a refusé de le faire, en disant qu'il retournerait à son siège quand il le voudrait.

M. l'Orateur: Je comprends qu'il y a deux incidents qui se sont produits. Le premier, celui causé par le député de Champlain (M. Bellemare) qui n'aurait pas dû employer l'expression antiparlementaire de bouffon envers le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), est réglé, puisqu'il a retiré ses paroles malheureuses.

Quant au second, le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) était naturellement offensé et après s'être avancé d'une rangée, il a refusé d'écouter le président. Lorsque la Chambre est en séance en comité plénier, un député n'est pas obligé de parler de son siège, mais il doit parler d'un siège et non dans une allée devant les bureaux. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) n'aurait pas dû s'avancer au premier pupitre comme il l'a fait. C'était déplacé. Je considère aussi cet incident clos.

(Applaudissements à gauche)

Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) doit observer cette règle à l'avenir. (M. Francoeur acquiesce d'un signe de tête.) Si le député de

Montréal-Mercier veut bien continuer à parler d'un fauteuil, il peut continuer à le faire.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je disais donc que le gouvernement devrait donner quelque chose de plus substantiel à l'ouvrier et donner suite aux annonces publiées dans les journaux à l'effet que l'Union nationale donne à sa province. Les syndicats sont prêts à travailler après les heures de travail sur les habitations et, avec l'heure avancée au printemps prochain, ils pourront mettre beaucoup d'heures de travail dans une semaine. Il croit, dit-il, que l'idée devrait les encourager.

Il demande au gouvernement de prendre les mesures énergiques qu'il faut pour assurer des abris convenables à de pauvres familles de Montréal qui vivent dans des fonds de cours. Personne ne comprend l'attitude du premier ministre sur cette question. Si on veut que nous respections les règlements, la droite devra commencer par les respecter elle-même.

C'est un gouvernement d'endormitoire national que nous avons devant nous. Il est temps de faire quelque chose de positif. Le seul plan qui aurait chance de succès serait un plan coopératif où l'ouvrier serait intéressé à bâtir lui-même sa maison. Le crédit urbain et une vraie loi de l'habitation, cela nous sera donné par mon chef bientôt quand nous reprendrons le pouvoir. (Montrant le premier ministre) Faites quelque chose avant de mourir! Car le jugement de la population sera sévère aux prochaines élections.

M. Bellemare (Champlain) félicite le gouvernement de son projet de loi, que la majorité des travailleurs de la province accueillera, et le remercie d'avoir pensé à la classe ouvrière. Fils d'ouvrier et ouvrier moi-même, dit-il, j'ai toujours vécu la vie de l'ouvrier. Je veux protester contre les insinuations de la gauche sur l'honnêteté et la facilité de rembourser les prêts qu'on consentira aux ouvriers pour les aider à se construire des maisons.

La gauche passe sont temps à pérorer et chanter les louanges du Parti libéral qui pourtant n'a rien fait pour régler la situation quand il en avait l'opportunité. Ces gens-là que nous continuons d'entendre pérorer et chanter les louanges du Parti libéral, sont les mêmes qui en 1936, en cette même

Chambre, ont critiqué le crédit agricole que mon chef voulait donner aux cultivateurs, en disant, dans le temps, que ce serait une faillite que d'aider les cultivateurs, car ceux-ci ne paieraient pas. Ils nous disaient: "Les cultivateurs de la province ne sont pas solvables et vous ne devriez pas leur donner le crédit agricole." Ils ont alors voté neuf fois contre cette loi salvatrice du crédit agricole qui fait tant de bien dans notre province et qui a sauvé la classe agricole chez nous.

Je constate qu'aujourd'hui, c'est la même chose. Mon chef veut donner une loi d'habitation à ses concitoyens et les libéraux s'objectent à une mesure destinée à faire tant de bien. Ils reprennent aujourd'hui le même refrain, ils viennent encore nous dire que les ouvriers sont des gens non solvables qui ne pourront profiter de notre loi du logement, et qu'on ne devrait pas passer une telle mesure de justice sociale.

Et bien je proteste au nom de mes confrères ouvriers, et en mon nom personnel contre ces affirmations à l'endroit des ouvriers de chez nous. Les ouvriers de chez nous sont des braves gens qui ont toujours su faire honneur à leurs obligations. À Trois-Rivières, les coopérateurs viennent de donner à la province tout entière un exemple magnifique de la solvabilité des ouvriers et une preuve de ce que peut accomplir le labeur constant lorsque, sous la direction d'un prêtre dévoué, le chanoine Chamberland, ils ont fait surgir de terre 40 maisons qui font en ce moment l'orgueil de notre région. Voilà ce que sont les ouvriers de chez nous.

Les répétitions innombrables des députés de la gauche constituent une farce lamentable, à l'heure où la Chambre devrait passer à l'action et adopter une législation véritablement familiale, sociale et nationale. Il est regrettable que l'opposition fasse une obstruction systématique à une loi si manifestement bonne. Partout ailleurs dans la province, grâce à une législation aussi bienfaisante que celle que la Chambre est à étudier, nos ouvriers pourront enfin accéder à la petite propriété.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a dit que, si le gouvernement ne dépense pas une somme formidable pour bâtir des logements, on assistera à des perturbations sociales. Et bien non! Nous n'avons rien à craindre de ce côté, de ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons pas de fauteurs de désordre, de gens qui crient chaque jour à la révolution. J'ai confiance à mes frères ouvriers. Ils n'écoutent pas la propagande qu'essayent de faire les esprits communistes. Mais je sais, aussi, que si nous n'avons pas eu le premier ministre actuel pour revendiquer les droits des ouvriers et les défendre

contre leurs ennemis, nous aurions peut-être subi ces perturbations sociales inspirées par les communistes¹¹. Grâce à Dieu, nous avons à notre tête un homme d'État qui a su comprendre les aspirations ouvrières.

Les ouvriers sont honnêtes et travailleurs. Ils veulent s'aider. À la base de leurs activités, ils mettent le travail et la coopération. La loi qu'on nous offre est étayée sur la même base et j'en félicite le gouvernement. Elle donne de grands avantages. Trois pour cent d'intérêt pendant 30 ans, c'est presque la valeur de la mise de fonds. S'il faut se faire coopérateur pour en profiter, nous nous ferons coopérateurs.

Le bill 8 est réellement une loi familiale et sociale qui assurera des logis aux petites familles et les tirera d'inquiétude. Cette politique de logement a le gage assuré du succès parce qu'elle est fondée sur le travail et la collaboration. C'est une politique familiale qui diffère totalement de celle des libéraux qui divisaient les familles durant la guerre, en envoyant leurs chefs travailler dans tous les coins du Canada.

Des ouvriers de mon comté m'ont demandé ce que l'opposition ferait de la loi du logement. Je leur ai répondu que les gens de la gauche se contenteraient de faire de l'obstruction parce qu'ils ne savent faire autre chose. La province de Québec se souviendra de ses réels bienfaiteurs et les ouvriers de la province tiendront un rude compte au Parti libéral de n'avoir pas collaboré avec le premier ministre, qui se penche sur la classe ouvrière, pour lui donner ce qu'elle réclame depuis si longtemps.

Il (M. Bellemare) cite les avantages de la loi à l'étude et la qualifie de beau geste. Elle répond à ce que les ouvriers de chez nous attendent: des réalisateurs et des réalisations. Il fait l'éloge du premier ministre qui lui apparaît comme un sauveur qui s'est levé pour protéger l'ouvrier et le cultivateur par une loi éclairée. Je suis heureux de féliciter mon chef qui a su donner aux ouvriers ce qu'ils attendent depuis 40 ans. La loi qui est devant nous est une qui passera à l'histoire, tout comme la loi du crédit agricole.

Des députés de l'opposition rient.

M. Bellemare (Champlain): Riez bien maintenant, mais vous ne rirez pas longtemps! Les ouvriers de chez nous s'attendaient à autre chose que vos paroles incohérentes.

Des maisons surgiront nombreuses dans toute la province grâce à cette loi. Nous nous ferons coopérateurs s'il le faut pour en construire et profiter de cette loi. Le chef de l'opposition croit qu'aucune maison ne sera construite. Il n'en est pas à sa première

prophétie. Il a déjà prédit qu'avec la loi de l'électrification rurale, pas une ferme ne serait électrifiée, mais on en compte au moins 4,574 aujourd'hui, comme l'a dit l'autre jour l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le chef de l'opposition a prédit que le crédit agricole ne donnerait rien, mais le gouvernement déjà prête aux cultivateurs \$65,000,000 en vertu de cette loi. Le 3 % d'intérêt que paiera le gouvernement en vertu de la loi de l'aide à l'habitation, c'est quasiment la mise de fonds nécessaire à l'ouvrier pour construire une maison convenable. Demain les ouvriers rendront hommage au chef de l'Union nationale de leur avoir donné la politique sociale et familiale qu'ils réclamaient depuis 40 ans.

(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): La loi n'est qu'un ballon qui va crever au premier contact de la réalité. Loin d'aider les ouvriers, la loi actuelle les attaque. C'est contre cela que je proteste au nom des ouvriers de mon comté et d'ailleurs. Le prêt agricole s'est avéré une excellente chose. Pourquoi le gouvernement ne serait-il pas aussi libéral envers la classe ouvrière qu'il l'a été envers la classe agricole? Qu'il garantisse au moins une partie du capital! \$3,500,000, est-ce là tout l'effort que l'on peut donner en faveur des populations ouvrières?

Il est illusoire de prétendre que les municipalités vont vendre \$1 des terrains qui valent jusqu'à \$500. De plus, le gouvernement choisit le moment où les prix sont gonflés, où le coût de la vie est le plus élevé, pour dire aux ouvriers de se bâtir. La loi est un danger pour les ouvriers parce que, s'ils construisent actuellement, alors qu'il y a déjà des indices de dégonflement des prix, ils perdront considérablement. Il y a déjà d'ailleurs une vague de protestations, de la part des ouvriers, qui déferle.

L'honorable M. Barré (Rouville) remercie les libéraux d'avoir enfin reconnu que le crédit agricole était une excellente chose et qu'il produit d'excellents résultats. Il trouve toutefois étrange que les libéraux aient pris tant de temps à le reconnaître. Ils ne voulaient pas d'un crédit agricole, dit-il. Ils l'ont toujours combattu. Il a fallu l'Union nationale pour l'accorder aux ouvriers de la terre. Le crédit agricole contre lequel les libéraux ont lutté pendant tant d'années et qu'ils approuvent aujourd'hui n'a jamais prêté à 100 %. La loi de l'habitation sera un succès.

Il (l'honorable M. Barré) nie les insinuations à l'effet que l'on fait charité aux fermiers. Les cultivateurs ont payé et paient leurs emprunts, plus

les intérêts parce qu'ils sont honnêtes. Je crois que tout le peuple est honnête. Mais les citoyens ne doivent pas se fier constamment sur les gouvernements. Il faut que chacun fasse sa part, qu'il travaille, qu'il économise, qu'il prenne ses responsabilités. Il demande que l'on mette un terme à l'idée démoralisatrice que tout doit venir du gouvernement et que le gouvernement doit payer à 100 %. J'ai peur de la prédication de ceux qui réclament 100 % de l'État.

Nos adversaires par les discours qu'ils font présentement sur le logement font de l'excellent travail pour nous pour les prochaines élections. Les libéraux parlent toujours d'élections. Ils ont une peur si malade des élections que ça les empêche de raisonner. Il demande au chef de l'opposition et au député de Québec (M. Chaloult) d'accorder leurs violons. Le premier, dit-il, met toujours la responsabilité sur les municipalités et les sociétés de prêts, tandis que le second trouve qu'il n'y a pas assez de coopération entre le gouvernement et ces organismes.

Si le gouvernement demande aux municipalités de faire leur part, il leur fournit en même temps l'occasion d'améliorer sensiblement leur situation. Nous ne demandons aucun sacrifice aux municipalités, en leur permettant de vendre des terrains vacants à \$1. Elles recevront des revenus sur ces mêmes terrains, qui ne leur rapportaient rien jusqu'à maintenant. Au crédit agricole, on a procédé par étapes et on n'a pas donné \$65,000,000 du premier coup. Le crédit agricole n'a jamais prêté à 100 %.

M. Drouin (Abitibi-Est) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. D'après *La Presse* du 20 février 1948, à la page 14, il s'agit de 800 logements.

2. Dans *Le Messager* du 26 février 1948, à la page 8, on rapporte \$20,000.

3. Voir la séance du 18 février 1948. Il s'agit du bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins.

4. Il s'agit de la Société des Artisans canadiens-français.

5. Selon *Le Devoir* du 20 février 1948, à la page 2, il s'agit de \$100,000.

6. Il s'agit de la loi 8 George VI, chapitre 38: Loi pour encourager la construction de maisons d'habitation.

7. Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, on peut référer à la première séance de ce jour.

8. Jeunesse ouvrière catholique.

9. *L'Action catholique* du 20 février 1948, à la page 10, note que le ton du discours de M. Francoeur provoque des rires et des chuchotements.

10. *La Patrie* du 20 février 1948, à la page 2, écrit que M. Francoeur est rendu près de la table du président du comité plénier et qu'il semble vouloir prendre la direction du pupitre de M. Bellemare.

11. Une ligne typographique a été omise dans le *Montréal-Matin* du 20 février 1948, à la page 2. Nous la restaurons ici, selon la logique de la phrase.

Première séance du vendredi 20 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1948, pour la production d'une copie du ou des contrats d'entreprises intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

a) dans les comtés de Laprairie, Napierville, Châteauguay, Huntingdon, Drummond, Richmond, Wolfe, Nicolet, Mégantic, Lotbinière et Beauharnois, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1112, du 9 juillet 1947;

b) dans les comtés de Missisquoi et Iberville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1190, du 24 juillet 1947;

c) dans les comtés de Lévis, Bagot et Chambly, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1474, du 9 septembre 1947. (Document de la session no 19)

Canal et usine
hydroélectrique de Beauharnois

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 11 février 1948, demandant la production des documents suivants:

- une copie de tous télégrammes, correspondance, etc., échangés depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 janvier 1948 inclusivement, relativement à l'exécution de travaux d'agrandissement au canal et à l'usine hydroélectrique de Beauharnois:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et Hydro-Québec, aucun de ses membres ou officiers;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations;

c) entre l'Hydro-Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations.

- une copie de tous contrats relatifs à l'exécution des travaux ci-dessus, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

- une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} janvier 1947 jusqu'au 15 janvier 1948 inclusivement, en rapport avec l'exécution desdits travaux. (Document de la session no 20)

Questions et réponses:

Enregistrement des tracteurs de ferme

M. Godbout (L'Islet): Combien le gouvernement de la province a-t-il perçu en honoraires d'enregistrement sur les tracteurs de ferme: *a)* en 1944-1945? *b)* en 1945-1946? *c)* en 1946-1947? *d)* en 1947-1948?

L'honorable M. Gagnon (Matane): *a)* en 1944, \$1.00 pour chacun des 1,645 tracteurs enregistrés;

b) en 1945, \$1 pour chacun des 2,434 tracteurs enregistrés;

c) en 1946, \$1 pour chacun des 3,272 tracteurs enregistrés;

d) en 1947, le gouvernement actuel a décidé de libérer les cultivateurs de ces obligations et, en conséquence, depuis 1947, les cultivateurs ne paient rien à ce sujet.

Contrats pour travaux routiers
dans Terrebonne

M. Drouin (Québec-Est): 1. Des contrats pour la construction ou la réparation de ponts, de routes ou chemins ont-ils été accordés, dans le comté de Terrebonne, par le ministère de la Colonisation, pour chacune des années 1945, 1946 et 1947?

2. Dans quelles municipalités ces travaux ont-ils été effectués?

3. À quel particulier, firme, compagnie ont-ils été accordés?

4. Quelles ont été les conditions du contrat original, et quel fut le prix total à la fin de l'entreprise?

5. Des soumissions ont-elles été demandées pour chacun de ces contrats ou travaux; quels furent les soumissionnaires et le prix de chacune des soumissions?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1, 2, 3, 4, 5. Aucun contrat pour la construction ou la réparation de ponts, de routes ou chemins n'a été accordé par le ministère de la Colonisation dans le comté de Terrebonne au cours des années 1945, 1946 et 1947.

Contrats accordés à B. & G. Printing

M. Robidoux (Richelieu): 1. À combien s'élève le montant total des contrats d'annonces et de publicité ainsi que des contrats d'impression, accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} février 1948, à la B. & G. Printing, Registered, de Sherbrooke?

2. Quels sont les noms et prénoms des directeurs et du gérant de cette firme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Rien.

2. Le gouvernement ne possède pas d'information à ce sujet.

Projets de loi:

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du mardi le 17 février courant, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu qu'il convient de prendre des mesures pour remédier autant que raisonnablement possible à la crise du logement;

Attendu qu'il y a lieu de faciliter l'accès à la propriété immobilière et d'en favoriser la décentralisation;

En conséquence,

1. Que dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a) "caisse populaire" désigne tout syndicat coopératif de crédit dénommé "caisse populaire Desjardins", toute fédération de tels syndicats et tout groupement de telles fédérations;

b) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à logis unique ou multiples, à l'exclusion des conciergeries et maisons de rapport, construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 15 janvier 1953;

c) "logis" signifie une demeure familiale d'au moins cinq pièces;

d) "Office" désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

e) "société de prêts" ou "société" signifie une compagnie de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance ayant son siège social dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des prêts de construction pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

3. Que, sous réserve du paragraphe b de la résolution 2, les caisses populaires et les sociétés de

prêts soient autorisées à prêter jusqu'à concurrence de cent pour cent du coût de toute habitation nouvelle; toutefois, lorsque le coût excède la valeur réelle de la construction, tel que déterminée par la caisse populaire ou la société qui fait le prêt, celui-ci doit être réduit au niveau de cette valeur.

Ces prêts pourront être faits pour une période n'excédant pas trente ans.

4. Que toute habitation nouvelle doit, pour bénéficier des avantages de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène, de plans et devis approuvés par la corporation municipale dans le territoire de laquelle elle est située et des règlements municipaux de construction, sauf, quant à ces derniers, dérogation autorisée par ladite corporation.

5. Que, à peine de nullité, nul immeuble bénéficiant de quelque un des avantages prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne pourra, sans l'autorisation expresse de l'Office, être aliéné ou loué hors de la famille, sauf, dans le cas d'une habitation à logis multiples, le droit du propriétaire de les louer à l'exception d'un, qui doit être réservé à son usage et à celui de sa famille.

6. Que l'Office du crédit agricole du Québec soit chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Il pourra, en son nom, faire toutes conventions, prendre tous engagements et effectuer toutes prestations prévues par ladite loi.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la demande de l'Office, autoriser le trésorier de la province à lui verser, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour rencontrer les obligations contractées par l'Office sous l'empire de ladite loi.

8. Que l'Office devra soumettre au trésorier de la province, le 31 décembre de chaque année, un rapport détaillé des obligations contractées et des montants versés en vertu de ladite loi et lui fournir tout autre renseignement qu'il croira utile.

9. Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme totale n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars.

10. Que, à la recommandation de l'Office, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire à un syndicat coopératif ou société coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une

maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à et effectivement occupée par l'emprunteur et sa famille, ou s'il s'agit d'une maison de plus d'un logement, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à et effectivement occupé par l'emprunteur et sa famille.

Lorsque le prêt excédera six mille dollars, dans le cas d'une maison à logement unique, ou un montant équivalant à plus de six mille dollars pour un premier logement et quatre mille dollars pour chaque logement additionnel, dans le cas d'une maison de plus d'un logement, l'intérêt qui pourra être payé en vertu de l'alinéa précédent sera basé sur un capital n'excédant pas, selon le cas, les montants mentionnés au paragraphe *b* de la résolution 2.

La présente résolution ne s'appliquera pas aux intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Drouin (Abitibi-Est) reproche au gouvernement de ne pas avoir étudié à fond. Les amendements apportés au bill jusqu'ici, dit-il, sont le résultat des suggestions de l'opposition. Laissez les caisses populaires tranquilles! Il a fallu des années pour que les caisses puissent en arriver à des réalisations. Les caisses populaires n'ont pas l'argent voulu pour prêter à long terme pour fins de

construction de logement. Il cite le cas des caisses populaires de la région d'Abitibi. Cette loi, précise-t-il, peut engager leur argent pour 30 ans. La loi du gouvernement vise à les éloigner de leur but véritable en les entraînant dans un domaine qu'elles ne connaissent pas assez et qui n'est pas de leur ressort.

De plus, les caisses populaires vont avoir besoin de tout leur argent liquide si elles veulent se lancer dans le commerce de l'assurance, comme le gouvernement les autorise à le faire. Le gouvernement par sa loi, se trouve à placer sur le dos des caisses populaires de lourdes responsabilités. Il n'a pas le droit de détourner ainsi ces belles institutions du but pour lequel elles ont été fondées.

(Applaudissements à gauche)

Après tant d'années d'efforts pour bâtir un mouvement coopératif sérieux, le gouvernement commettrait une faute grave en l'exposant à des risques aussi considérables. Nous réclamons une loi du logement, pas une loi pour embarrasser les caisses populaires.

(Applaudissements à gauche)

Le gros problème dans les grands centres urbains, c'est l'existence des taudis et la présente loi ne fait rien pour leur disparition. Le gouvernement sera tenu responsable de n'avoir pas nommé qui que ce soit pour étudier le problème avant de tenter de le résoudre.

Il faudrait \$225,000,000 pour résoudre le problème du logement d'ici cinq ou six ans. Étant donné l'importance de la question du logement, le gouvernement de Québec devrait rechercher la coopération du pouvoir central. Mais avec le gouvernement de l'Union nationale, cette coopération est impossible avec Ottawa.

L'exemple de Trois-Rivières, que le premier ministre nous a cité à plusieurs reprises, est certes digne d'éloges. Si à Trois-Rivières, une coopérative a réussi à bâtir 40 maisons, ce n'est pas à cause du premier ministre. Il n'a rien fait pour contribuer à son succès.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous viendrez dire cela à Trois-Rivières.

M. Drouin (Abitibi-Est): Ce qui s'est produit à Trois-Rivières provient du fait que la situation du logement était pire dans cette ville que n'importe où ailleurs. Les gens de Trois-Rivières ont décidé de s'aider parce que le premier ministre ne faisait rien. Il aurait dû donner moins d'octrois pour le terrain de l'exposition et pour les terrains de jeux et aider un peu plus à régler le problème du logement.

Il reproche, dit-il, au gouvernement de l'Union nationale de n'avoir rien fait pour faire profiter la province de la loi votée en 1945 par les libéraux qui constituait un fonds de \$1,000,000 pour garantir une certaine parole des prêts consentis en vertu de la loi nationale du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si votre loi de \$1,000,000 était bonne, la loi de \$3,500,000 doit être au moins trois fois meilleure.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Je suis un fondateur d'une des caisses populaires les plus florissantes de Montréal, celle de Saint-Jean Berchmans. Comme directeur de la caisse, il se dit opposé complètement à prendre les risques que fait courir le présent projet de loi aux caisses populaires. Je proteste contre ce projet de loi qui peut les ruiner. Il est bien exact que les caisses populaires ont été fondées pour venir en aide aux ouvriers. Il regrette, par contre, que le bill sur le logement soit de nature à conduire à la mort les mêmes caisses populaires. C'est un bill néfaste pour l'ouvrier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On va le "néfasser".

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Les ouvriers des villes sont aussi honnêtes que les cultivateurs. J'aurais voulu que le gouvernement ait créé pour les ouvriers un crédit urbain, comme il avait établi pour les cultivateurs un crédit agricole qui a fait tant de bien. Ce serait un grand succès. Il demande au premier ministre d'ajourner le comité s'il le faut, pour revenir avec un bill qui s'inspire du principe du crédit agricole.

Montréal a besoin d'un crédit urbain, modelé sur le crédit agricole. Les cultivateurs n'approuveront jamais un gouvernement qui a deux poids et deux mesures. Ils ont obtenu deux prêts agricoles, un du fédéral, un du provincial. Les ouvriers ont droit à un crédit gouvernemental de l'habitation. C'est la solution du problème.

(Applaudissements à gauche)

Si un crédit urbain est proposé, il votera en faveur. À Montréal, il manque, dit-il, à son avis, trop de logements. Il se demande ce que font ses anciens collègues du conseil municipal, maintenant députés ministériels, qui ne prennent aucune part au débat sur le bill à l'étude. Ce serait le temps pour eux, qui connaissent aussi bien que nous la situation difficile du logement à Montréal, de se lever comme nous et de coopérer dans le règlement de ce problème. Je

regrette de constater que le gouvernement, à Montréal, veuille faire tomber la responsabilité de la crise du logement sur la municipalité. Il me semble que Montréal a fait son devoir, de 1936 à 1940, en supportant les chômeurs.

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Je suis heureux de constater que le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil) admette que Montréal a fait son devoir. Mais, comme récompense, l'honorable M. Bouchard¹ l'a mise en tutelle.

M. Roberge (Lotbinière): Le premier ministre a prétendu qu'un crédit de l'habitation coûterait très cher et mettrait les finances de la province en danger. Je vais lui citer un exemple. La Société centrale d'hypothèque et de logement et la Wartime Housing ont prêté en 11 ans une somme de \$165,000,000 à 33,859 personnes. Sur cette somme, prêtée jusqu'au 31 décembre 1946, il n'y a eu une perte que de \$2,147. Au cours de ces 11 années, une somme de 5.05 % (sic) a été prêtée. Les statistiques du 31 décembre montrent que le nombre de prêts consentis fut de 33,859. Au 10 octobre 1947², on avait construit au-delà de 53,738 unités de logements, érigés soit avec l'argent de l'État soit avec des prêts garantis par l'État. Il s'agit ici de logements à travers le dominion.

Il y a des lois fédérales du logement, en vertu desquelles, de 1936 à date, 88,194 maisons ont été construites à même des prêts garantis ou consentis par l'État. J'admets que la loi nationale du logement instituée par Ottawa trouve difficilement son application dans notre province à cause de certaines conditions économiques.

Mais, puisque mes collègues l'ont démontré clairement, la loi à l'étude n'aidera en rien la disparition des taudis, pourquoi le gouvernement provincial ne se prévaut-il pas de la loi fédérale, qui accorde une subvention de 50 % à condition que les municipalités paient l'autre moitié, pour les faire disparaître? On présente une loi qui donne aux municipalités le pouvoir d'exproprier, mais les caisses et les sociétés de prêts ne pourront se prévaloir de cette loi pour prêter à 100 %, parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer tous les frais que la loi leur permet d'encourir.

Ce qu'il faudrait actuellement pour apporter une solution à la crise du logement, ce serait une loi provinciale du logement qui compléterait les dispositions de la loi fédérale pour les rendre applicables à la province de Québec. Le gouvernement ferait mieux de se prévaloir de la loi fédérale qui accorde, moyennant le consentement des provinces, des

subventions pour la moitié du coût d'achat et du coût de construction des taudis, du coût de nivellement, à condition que les municipalités donnent leur permission et payent l'autre moitié du coût.

La loi fédérale garantit des prêts de \$5,700 sur une maison de \$7,000. Que le gouvernement provincial se prévale de la loi fédérale et paie la moitié que doivent payer les municipalités. J'ai l'assurance qu'avec \$5,000,000, en procédant de cette façon, l'on pourrait faire disparaître tous les taudis tant à Montréal qu'à Québec.

(Applaudissements à gauche et mouvements divers à droite)

La loi fédérale garantit des prêts sur une maison: si le gouvernement provincial voulait prêter, il compléterait la loi fédérale du logement au lieu de présenter une loi dont les caisses et les sociétés de prêts ne pourront se prévaloir pour prêter à 100 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les polices d'assurance pourront servir pour garantir les prêts. J'ai l'assurance que les caisses populaires et les sociétés de prêts seront heureuses de prêter à 100 %, parce que l'intérêt de 5 % que le gouvernement leur garantit est un taux exceptionnel. Les compagnies suggèrent, supplient même le gouvernement d'insérer leurs noms dans le bill pour leur permettre de participer à l'application de cette loi.

À Montréal, j'ai l'assurance qu'avec la loi actuelle, on pourra au moins construire 1,500 logements.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais il en manque 70,000 à Montréal.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre est-il capable de me citer le nom d'une seule caisse populaire qui sera prête à consentir un prêt de 100 % en vertu de la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Je puis nommer tout de suite la caisse populaire de Trois-Rivières qui est disposée à prêter 100 %. Elle a prêté pour la construction de 40 maisons.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il faudrait pour améliorer la situation tenir compte de deux facteurs. Ce qu'il faut, ce ne sont pas seulement des logements et donner accès à la petite propriété mais aussi, et surtout, fournir des logements à un prix modéré. Et rien de tel n'est prévu dans le bill actuel. La loi ne donnera à personne un logement à prix modéré.

J'ai l'opinion d'un personnage dont le premier ministre ne niera pas l'impartialité et la

compétence. Il affirme que la grande difficulté est de trouver de l'argent et que la loi est inutile parce qu'elle ne permettra pas d'emprunter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nommez-le.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Non, mais j'envoie au premier ministre cette opinion d'expert. (M. Duplessis reçoit le document et le lit.)

Il n'y a rien dans les résolutions ou dans le bill qui apporte à l'individu des moyens additionnels d'emprunter. C'est une loi de façade, qui crée une injustice puisqu'elle garantit le paiement d'un intérêt de 3 % sur tous les prêts. À cette condition, tout le monde, même les plus fortunés, pourront s'en prévaloir. Celui qui a de l'argent pourra emprunter et faire de la spéculation, tandis que celui qui n'a pas d'argent ne sera pas plus avancé qu'auparavant.

Rien dans la loi n'oblige le constructeur à louer ses logements à bon marché. Il n'y a rien non plus dans le bill qui empêche la spéculation. L'expert conclut que la loi ne donnera aucun résultat. Les caisses populaires continueront à prêter comme auparavant avec la seule différence qu'elles recevront 3 % du gouvernement. Il est fantastique de croire qu'elles prêteront à 100 %. Il (M. Hamel) fait un calcul de comptabilité. Le gouvernement s'engage à payer 3 % d'intérêt pendant 30 ans, dit-il. Le gouvernement s'exposera à payer \$90 par \$100. Comme le montant de \$3,500,000 pour garantir le paiement des intérêts représente 90 % du capital, cela revient à dire qu'il y aura un montant d'environ \$4,000,000 à la disposition du public pour construire des maisons. Les \$3,500,000 formeront donc 90 % du grand total, et cela, pour 30 ans. Ce n'est pas fameux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce calcul est une acrobatie³. En fixant le taux d'intérêt à 5 %, nous avons rendu service aux caisses populaires. En effet, actuellement, elles ne prêtent qu'à 3½ % ou 4 % d'intérêt. Avec notre loi, elles pourront prêter à 5 %. Nous favorisons les emprunteurs en même temps; puisque le gouvernement paiera une proportion de 3 % de ce taux d'intérêt. Nous offrons ainsi aux caisses populaires pour les 12 prochains mois \$3,500,000. Notre loi est donc un encouragement aux caisses populaires de prêter.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le bill 8 est une loi qui ne rime à rien. Il est inutile et dépourvu des garanties gouvernementales qui pourraient en faire une loi efficace. Les caisses populaires n'ont pas été

consultées sur la valeur du bill et la loi va provoquer des demandes multipliées, qui forceront ces sociétés à prendre des risques dangereux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si à Trois-Rivières, on a pu sans la loi construire 40 maisons dans un seul quartier, je suis persuadé que nous en aurons maintenant, avec la présente loi, au moins 300 maisons dans un seul quartier.

Les dirigeants des caisses populaires m'ont remercié et félicité de la présentation de ce projet de loi.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je reproche au premier ministre de faire appel à la Saint-Jean-Baptiste pour justifier sa loi. Il y a 40 ans que j'entends des discours de Saint-Jean-Baptiste.

Il ne sert à rien de faire des discours de Saint-Jean-Baptiste et de dire à la province: "Soyez satisfaits d'avoir un niveau de vie inférieur au reste du Canada maintenant que vous avez un drapeau officiel."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis laisser passer sans protestations cette attaque injustifiée contre la Société Saint-Jean-Baptiste. C'est là une insulte directe de la part du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) à cette société. Je proteste aux noms de ces sociétés.

Dire que les discours qu'on y prononce ont pour but d'enseigner au peuple qu'il doit se contenter de la médiocrité maintenant qu'il a un drapeau, c'est une insulte indigne d'un député de cette Chambre.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre me prête le discours qu'il a fait hier. Je suis membre de la Société Saint-Jean-Baptiste. J'ai ma carte. Le premier ministre n'a peut-être pas eu le temps de prendre la sienne.

(Rires à gauche)

Nous nous accordons sur les principes de la société nationale.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du mardi 17 février courant⁴.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que:

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou,

selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le problème de l'habitation intéresse surtout les quartiers ouvriers comme celui que je représente.

En vantant les résultats obtenus par le crédit agricole, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) donne justement un argument additionnel en faveur d'un crédit urbain. Le crédit agricole a commencé avec \$15,000,000 pour se rendre petit à petit jusqu'à \$65,000,000. Personne ne demande au gouvernement de régler d'un coup à 100 % le problème du logement, mais pourquoi ne donnerait-on pas un commencement de crédit urbain?

Pour le moment, le gouvernement se contente de payer seulement une partie de l'intérêt. En demandant aux villes d'accorder une réduction de taxes de 50 % pendant 30 ans aux nouvelles constructions, le gouvernement les oblige à alourdir davantage le fardeau des propriétaires actuels. Tout le monde sait que les corporations municipales sont dans une situation financière très précaire. Même à 100 % de l'évaluation, le taux de la taxe augmente partout. Les villes devront donner des services aux nouveaux quartiers et ces services coûtent aujourd'hui très cher. Ce n'est pas favoriser la petite propriété que de laisser monter les taxes dans les grandes villes. Donc, la loi en discussion aura pour effet de faire augmenter les taxes dans les municipalités.

Le problème de l'habitation est insoluble disent les ministériels. C'est un problème difficile, sans doute, mais il n'est pas insoluble, et c'est blasphémer la Providence que de parler de cette façon, car elle nous a comblé de ressources. Nous avons tout ce qu'il faut pour le régler, pour le régler sans nous accrocher à la lune et le gouvernement devrait le savoir mieux que personne. J'admets que ça prendra des années pour résoudre ce problème, mais le côté pratique ne devrait pas nous échapper. Acceptons au moins le principe que nous avons des obligations envers la société dans ce domaine. Que le gouvernement reconnaisse sa responsabilité, qu'il se mette réellement à l'œuvre et nous aurons des éléments de solution.

Le gouvernement n'a pas le droit de se retrancher derrière des explications qui conviennent à un autre âge. Il est bien beau de parler des choses d'il y a 40 ans. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes en 1948, et qu'il faut régler les problèmes de 1948. En plein XX^e siècle, les pouvoirs publics

doivent travailler sérieusement à relever le niveau de vie des classes laborieuses. Nous devons progresser comme tous les peuples civilisés. Soyons larges, généreux, confiants.

(Applaudissements à gauche)

Il n'y a rien dans le bill pour aider à construire des habitations. Le gouvernement devrait donner une garantie, ce qui équivaldrait à un crédit à l'habitation. Tout ce que la loi offre aux gens modestes qui voudraient se bâtir un toit, c'est \$4,000,000 pour 30 ans. Quelle générosité! Quel sens pratique! Nous ne pouvons tout régler dit le premier ministre. Nous répondons que la loi ne règlera rien. Le Parti libéral veut sortir les masses de l'esclavage où l'ont tenu les tories, avec leurs politiques de camouflage, leurs finasseries d'antan. On a dit: "Il y a un homme de trop dans la province."

Il défie le gouvernement, dit-il, de désigner une seule association, un seul groupement qui a étudié cette loi, et qui approuve le projet tel que présenté. Ceux qui bâtiront des maisons en 1948, le feront en vertu des lois fédérales qui sont en vigueur depuis longtemps. Ce qui nous manque actuellement dans la province de Québec, c'est un gouvernement qui prenne ses responsabilités, un gouvernement qui présente autre chose que des semblants de lois. Nous l'aurons bientôt.

Tous ceux qui ont étudié la question disent que personne ne pourra bâtir en vertu de cette loi parce qu'elle n'offre ni garantie ni crédit additionnel. Celui qui ne pouvait emprunter ne pourra davantage emprunter avec la loi actuelle. Les conditions de l'habitation ne seront donc point améliorées. Si le gouvernement ne veut comprendre, le peuple, aux prochaines élections, comprendra.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Nous recevons des télégrammes au sujet de la loi du logement mais des télégrammes envoyés pendant l'étude d'une loi, ça équivalait à des lettres anonymes.

J'ai aidé à faire adopter par les ministres ce projet de loi d'aide à la construction d'habitation, comme j'ai aidé, autrefois, à faire accepter le principe du prêt agricole quand les libéraux s'y opposaient. L'opposition libérale combat aujourd'hui les lois d'aide à l'habitation comme elle a durement combattu jadis les lois de crédit agricole et d'électrification rurale. En dépit de leurs prédictions pessimistes, la loi du crédit agricole et la loi de l'électrification rurale ont été d'immenses succès. Elles ont eu une grande répercussion dans l'économie de notre province. J'ai tout lieu de croire

que la présente loi sur le logement aura des résultats aussi merveilleux.

Les lois de l'habitation sont peut-être encore plus importantes au point de vue social que les deux autres législations. Toutes les lois fondamentales du gouvernement de l'Union nationale ont réussi et la loi sur l'habitation présentée devant l'Assemblée sera accueillie dans peu de temps par les travailleurs.

Par la loi que nous présentons, nous offrons un crédit urbain à l'ouvrier comme nous avons offert un crédit agricole aux cultivateurs de la province. C'est entendu que ce n'est pas un crédit familial, mais les ouvriers n'ont jamais demandé qu'on leur bâtisse des maisons pour rien. Ce qu'ils ont demandé, c'est seulement qu'on leur permette d'obtenir de l'argent à des conditions d'intérêt faciles. C'est ce que leur offre le gouvernement.

Le crédit agricole et le crédit à l'habitation, ce n'est pas comparable au point de vue économique. Le crédit agricole représente le meilleur actif d'un cultivateur. Comparer un crédit agricole à un crédit urbain, c'est faire une discussion de primaire. Il existe une différence considérable entre le crédit agricole et le crédit ouvrier que les libéraux voudraient créer. L'agriculture est la principale industrie de la province et chaque ferme, exploitée par son propriétaire et sa famille, représente une unité de cette industrie et l'argent prêté par le gouvernement est par conséquent de l'argent prêté à l'industrie en question.

Donc le crédit agricole ne repose pas seulement sur le logement d'un homme mais sur l'industrie de toute une famille, voire de toute une génération, et sur la terre qui le fait vivre, qui a été toujours là et qui demeure. Malgré cela, même sur ces biens inamovibles, le crédit agricole ne prête que jusqu'à concurrence de 70 % de la valeur de la ferme, de la terre, des bâtiments du bétail et de l'équipement. On n'a jamais prêté plus de \$6,000 sur une ferme bien que le cultivateur fût établi sur une terre évaluée à \$15,000 ou \$20,000 et qui était peut-être, parfois, la propriété de sa famille depuis des générations.

Le crédit agricole prête sur des choses qui existent. Il a pour garantie une ferme qui existe souvent depuis des siècles et qui a été améliorée de génération en génération. La terre ne peut pas disparaître. C'est une valeur permanente. En donnant le crédit agricole aux cultivateurs, le premier ministre a posé l'un des grands gestes que l'on doive à un homme d'État canadien.

Ce n'est pas la même situation à la ville. Le crédit ouvrier que l'on réclame s'appuierait au

contraire sur des choses futures, inexistantes, comme le logement. Il pourrait survenir une crise économique qui mettrait l'ouvrier dans l'impossibilité de faire ses paiements et il serait dépossédé. L'Union nationale ne veut pas s'associer à cette œuvre dangereuse.

Quant à nos présentes mesures sur l'habitation, elles sont le complément de la législation sociale du gouvernement. On nous reproche d'avoir trop attendu pour présenter les lois sur l'habitation. Le député de Lotbinière (M. Roberge) a suggéré une entente avec Ottawa pour la construction de maisons, avec l'aide des deux gouvernements.

Le gouvernement fédéral avait l'air de vouloir prendre ses responsabilités et nous l'avons laissé faire, car c'est lui qui est en bonne partie responsable de la crise du logement. La loi fédérale du logement est une faillite complète dans le Québec. Ce n'est que devant cette faillite que nous avons décidé d'agir et de proposer des lois qui seront opérantes, comme nous avons donné à la province un drapeau parce qu'Ottawa ne voulait pas en donner au pays.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand on n'a pas de maison, on ne peut arborer de drapeau.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce ne sont pas des maisons qu'Ottawa accorde, mais bien des taudis, des maisons sans fondations, où l'eau gèle, et dans lesquelles les gens gèlent. Toutes les maisons construites par la Wartime Housing Limited dans notre province n'étaient aucunement adaptées à notre climat et furent une faillite totale qui a coûté des millions de dollars à la province et au pays. C'est le maire de Grand'Mère lui-même, un ancien candidat libéral, qui l'a dit dans un article de journal.

Je suis prêt à discuter de cette législation sur n'importe quelle tribune politique avec les députés de l'opposition.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Pas à Montréal?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Oui, à Montréal ou ailleurs.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'accepte le défi.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): J'accepte pour dimanche prochain.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'accepte aussi.

M. Choquette (Montmagny): À quel endroit à Montréal?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): N'importe où dans la province.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Au Pingouin? Je vous attendrai. Parlez-nous du Pingouin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parle pas de ça, Paul⁵.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Les ouvriers qui voudront faire leur part pourront bénéficier de la loi. Par la loi actuelle, le gouvernement est de beaucoup plus généreux pour les ouvriers que pour les agriculteurs, puisqu'il offre aux premiers au moins \$6,000 sans garantie future pour une maison unifamiliale. Le prêteur peut prêter jusqu'à ce montant et le taux, qui est habituellement accepté, sera de 5 %. Tout le monde sait que le taux d'intérêt exigé des cultivateurs est de 2½ %. Or, avec la présente loi, nous mettons à la disposition des ouvriers des prêts sur lesquels ils ne paieront que 2 % d'intérêt. Le gouvernement paiera 3 % d'intérêt, pour eux pendant 30 ans; voici un homme qui va avoir un cadeau du gouvernement de \$180 par année pour commencer.

Est-ce que nous traitons moins bien les ouvriers des villes que les cultivateurs de nos campagnes? Si l'on tient compte des autres avantages accordés, comme l'exemption des taxes municipales de 50 %, plus les améliorations locales gratuites comme les égouts, l'aqueduc, les trottoirs, le nivelage des terrains et les plans d'architectes, c'est au moins un montant de \$300 par année que nous donnons aux ouvriers pour les aider à se construire. En 20 ans, nous aurons payé toute la propriété de l'ouvrier qui aura voulu se faire construire.

Et cette loi permet de prendre en considération la garantie morale de l'emprunteur. Les prêts des compagnies d'assurances et des sociétés de placement sont donnés sur la garantie d'obligations fédérales ou provinciales qui rapportent du 3 % d'intérêt. Or, nous offrons, aujourd'hui, avec la garantie morale du gouvernement, un intérêt de 5 %. N'est-ce pas ce qu'il y a de mieux? Selon lui, dit-il, la loi devrait fonctionner de façon à permettre aux hommes de bonne foi de recevoir un prêt et il croit que la grande majorité des travailleurs québécois se retrouvera

dans cette catégorie. Il croit qu'ils vont utiliser l'argent et, dans plusieurs cas, avoir recours à leur propre travail et au travail de leurs frères, cousins, etc. pour construire leurs maisons. On pourra alors noter de façon remarquable qu'une grande partie des coûts sera compensée par le travail de construction effectué par ces hommes et leurs amis.

Avec le montant de \$3,500,000 pour solder 3 % de l'intérêt qu'il met à la disposition des gens qui veulent se construire des logements, c'est au moins 20,000 maisons que le gouvernement va aider à construire dès cette année au coût de \$120,000,000. Les caisses populaires sont prêtes à prêter \$50,000,000 pour le logement. Voilà ce que la LOC et les autres groupements ouvriers apprendront à leurs membres; voilà ce qu'ils devront leur dire.

La loi présentée devant la Chambre est soit bonne ou mauvaise. Pourquoi paralyser les travaux de la Chambre? Que l'opposition cesse de faire de l'obstruction. Si les membres de la gauche n'approuvent pas la loi et s'ils estiment qu'elle va rester inopérante, qu'ils cessent de parler et qu'ils votent contre. Ils verront la réception qu'ils vont recevoir, après cela, de la part de la population partout dans la province.

La loi va profiter aux pères de famille, pas aux vieux garçons.

Des députés rient.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il y a des vieux garçons qui bâtissent pour leur province⁶.

Des députés rient.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) ... prononce le nom de Mackenzie King...

Des députés rient.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je ne me bâtirai peut-être pas, moi. Mais j'ai plusieurs frères. Tous les membres de ma famille, de 14, se construiront des logements en vertu de la loi.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) fait des remarques.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je n'ai pas peur de mes déclarations, car les membres de ma famille sont des ouvriers honnêtes. Mes frères ne vivent pas comme le député de Montréal-Jeanne-

Mance (M. Dubreuil) des faveurs politiques, tant municipales, fédérales que provinciales, de leurs amis.

Des députés de l'opposition: Retirez ces paroles!

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) avance d'une rangée de pupitre. Je soulève un point d'ordre, dit-il. M. le président, je suis dans la politique depuis 1932 et je ne me suis pas enrichi avec la politique.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) sait très bien que ce qu'il vient de dire est faux. Je ne lui permettrai pas de m'insulter et je demande qu'il soit forcé de retirer ses paroles.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! À l'ordre! Il n'y a pas de point d'ordre dans cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) proteste et demande une décision du président sur le point d'ordre soulevé par le député de Montréal-Jeanne-Mance⁷. Que le ministre de l'Industrie et du Commerce retire ses paroles. Il n'a pas le droit...

M. le président se lève.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Asseyez-vous! Le président du comité est debout. Que le député de Rivière-du-Loup observe les règlements.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un instant, je suis debout pour discuter le point d'ordre. Que le dictateur de la province se tienne tranquille et s'assoie! J'ai la parole.

Des députés protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Je demande, M. le président, que le député de Rivière-du-Loup retire le mot "dictateur" et sans réserves.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire le mot "dictateur" sans réserve et maintenant je demande que le bienveillant premier ministre, qui laisse parler ses collègues comme ils le veulent, me

laisse parler sur le point d'ordre. Ça fait cela? Est-ce suffisant?

On a accusé le député de Montréal-Jeanne-Mance d'avoir vécu de faveurs politiques. Si je n'ai pas le droit de dire que le premier ministre est un dictateur, ce qui n'est pas une insulte, le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pas le droit de dire que le député de Jeanne-Mance s'est enrichi avec la politique. Je demande au ministre de l'Industrie et du Commerce de faire comme moi. J'ai consenti de bonne grâce à retirer mes paroles; qu'il fasse comme moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre a droit de dire que le député a retiré plus de ses électeurs municipaux et provinciaux qu'il ne leur a donné. Le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a fait que répondre aux accusations de l'opposition. Cette dernière passe son temps à attaquer. Elle doit s'attendre à des représailles.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) s'avance jusqu'à la table du greffier. Que le ministre de l'Industrie et du Commerce retire les paroles qu'il a prononcées à l'adresse du représentant de Montréal-Jeanne-Mance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nos amis de la gauche sont bien chatouilleux. Ils sont prêts à injurier tout le monde, et quand on fait quelques remarques qu'ils n'aiment pas, ils jettent de hauts cris. Il est évident que le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pas voulu dire que le député de Montréal-Jeanne-Mance s'est enrichi, car tout le monde est à même de constater sa pauvreté à tous les points de vue. Mais le ministre de l'Industrie et du Commerce a voulu dire que le député Montréal-Jeanne-Mance a plus reçu de ses électeurs provinciaux et fédéraux qu'il ne leur a donné, et c'est vrai.

(Le tumulte augmente)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) s'avance à la première rangée des pupitres le doigt tendu vers la droite. Vous n'êtes qu'un hâbleur politique! Je ne permettrai pas à des hâbleurs politiques de m'insulter en cette Chambre. Je défie le ministre de l'Industrie et du Commerce et tous ses partisans d'attaquer ma vie publique. Je suis prêt à mettre mon siège de député et mon siège de conseiller de la cité de Montréal en jeu pour lui prouver que je n'ai jamais fait un sou avec la politique.

Des députés de l'opposition acclament leur collègue.

M. le président demande au député de Montréal-Jeanne-Mance de retourner à son siège. Il le rappelle à l'ordre.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) refuse et continue de protester.

M. le président est debout mais plusieurs députés parlent à la fois.

M. l'Orateur monte alors sur le trône.

En comité plénier, il est permis à un député de parler d'un siège autre que le sien. Mais c'est une mauvaise politique que de s'avancer au milieu de la Chambre, les bras et les poings tendus pour interpeller des députés. Je demande donc à tous les députés de reprendre leur siège. Les paroles injurieuses ne peuvent être tolérées et doivent être retirées.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Je remercie l'Orateur de sa conduite de gentleman à mon égard.

M. le président (du comité plénier) revient à son siège.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) s'avance à nouveau. Je demande maintenant au ministre de l'Industrie et du Commerce de retirer les paroles qu'il a prononcées.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Si le député de Montréal-Jeanne-Mance veut se conduire en gentleman à mon égard, je consens à retirer les paroles que j'ai prononcées à son sujet.

La loi donne ce que les coopératives et la LOC ont demandé. La loi actuelle permettra aux gens de conserver leurs maisons et non aux exploiters de les leur enlever. Ce qui compte d'abord, c'est la valeur morale de l'individu. Nous avons confiance dans nos ouvriers. La loi garantira la propriété non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain. Plus tard, si une crise survenait, le gouvernement qui possèdera alors tous les renseignements sur la question, pourra garantir dans une certaine mesure les prêts, pour empêcher que les gens qui ont construit et qui ont payé durant des années ne soient dépossédés dans les périodes de chômage ou de malheur.

Si les matériaux sont rares, ce n'est pas là la faute du gouvernement de Québec mais bien du gouvernement d'Ottawa. Il détient, dit-il, une lettre des autorités d'une municipalité. Cette dernière serait prête à vendre 45 lots de 100 pieds par 50 pieds à raison de \$10 par lot, mais à la condition qu'Ottawa diminue les impôts sur les matériaux de construction.

Le gouvernement de l'Union nationale est sage d'établir un système qui tient compte de la valeur morale de l'emprunteur. C'est encore la plus solide garantie d'un prêt. Il faut penser que nous aurons peut-être d'ici à 10 ou 15 ans des années beaucoup moins prospères. Une crise économique peut éclater avant que les dettes contractées pour des constructions ne soient payées. Mais l'honnêteté, le crédit personnel sont des valeurs qui conservent toujours leur prix. J'étudie cette question du logement depuis des années et je me déclare satisfait de cette loi; elle rendra d'immenses services à ceux qui veulent travailler. Ce n'est pas un palliatif, mais une loi opérante pour tous ceux qui voudront s'aider et collaborer.

M. Choquette (Shefford) croirait manquer à son devoir s'il adoptait, relativement à la question de l'habitation, l'attitude qu'adoptèrent les libéraux sur la question du prêt agricole provincial. Pendant neuf ans, dit-il, alors que j'étais cultivateur, nous avons demandé le prêt agricole, non comme une charité, mais comme un droit. Le gouvernement libéral nous l'a toujours refusé. Je suis un cultivateur pratiquant, et non pas un "gentleman farmer" comme le chef de l'opposition. Je connais la ferme du chef de l'opposition. Quand il était ministre de l'Agriculture, sa ferme a bénéficié des deniers de la province et du pays...

M. Godbout (L'Islet): Ni pour des achats ni pour des améliorations, je n'ai bénéficié des deniers de la province sur ma ferme. Je demande que le député de Shefford retire ses paroles offensantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Shefford dit que le chef de l'opposition a bénéficié des argents de la province et du pays, sur sa ferme. Il a retiré une partie des intérêts que la province payait pour combler la différence entre le prêt agricole fédéral et le prêt provincial.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre parle sans doute pour son député. Depuis que je suis député, j'ai toujours remis à la province les 2 % que la province paie aux autres cultivateurs qui bénéficient

du prêt agricole fédéral. Je ne l'ai jamais retiré pendant que j'étais député. J'ai toujours payé la différence. Je donne un démenti catégorique au premier ministre et au député de Shefford et je leur demande de retirer leurs paroles.

(La Chambre devient rapidement tumultueuse. On s'apostrophe sur tous les tons, par dessus la table du greffier.)

M. Choquette (Shefford): Le chef de l'opposition ne m'a pas laissé terminer ma phrase, lorsqu'il s'est levé.

M. le président: Lorsque le chef de l'opposition a soulevé un point d'ordre, le député de Shefford n'avait pas terminé sa phrase. Qu'il complète sa pensée.

M. Choquette (Shefford): J'ai dit que le chef de l'opposition possédait une ferme et avait obtenu des argents de la province et du pays pour sa ferme.

M. Godbout (L'Islet): M. le président, il y a certaines déclarations qu'un gentilhomme ne peut se permettre. Il y a des limites à ce que peut dire un député en Chambre. Il y a également des limites au-delà desquelles un président de comité ne devrait pas aller ou qu'un Orateur de la Chambre ne peut laisser franchir.

Je dis qu'un président de comité ne peut laisser insulter ou attaquer un autre député dans sa réputation sans lui faire retirer ses paroles. Voilà deux fois que le député de Shefford m'insulte délibérément et le président ne le rappelle pas à l'ordre.

Vous devriez le forcer à retirer ses paroles. Il a dit que j'ai bénéficié des argents de la province. Je répète que je n'ai jamais touché un sou des argents de la province, ni en intérêts ni autrement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne peut pas dire ça. Il a retiré son indemnité parlementaire de la province. Est-il prêt à répéter qu'il n'a jamais rien retiré de la province et qu'il n'a pas bénéficié des deniers de la province? Il veut maintenant dénaturer les faits. Il a profité du 2 % que paye la province sur le prêt fédéral qu'il a obtenu pour sa ferme. Le député de Shefford a le droit de dire cela. On ne lui a pas laissé le temps de terminer sa phrase et de compléter sa pensée.

M. Godbout (L'Islet): Je regrette profondément l'attitude de petitesse que prend le premier ministre. Il me prête des paroles que je n'ai pas dites. Les indemnités parlementaires provenaient de la poche du député. Le député de Shefford m'a accusé deux fois d'avoir bénéficié des argents de la province. C'est son devoir de retirer ses paroles et c'est le devoir du président du comité de lui faire retirer ses paroles. J'insiste et j'exige que ces paroles soient retirées. Il s'agit d'une accusation injurieuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a retiré des argents de la province. Ce n'est pas injurieux. C'est la vérité.

M. Chaloult (Québec): Il n'est pas dans mes habitudes d'intervenir dans des chicanes de partis. Mais il y a des circonstances où tout homme soucieux de la dignité de la Chambre doit se prononcer et protester. J'ai entendu les paroles du député de Shefford et je trouve qu'elles sont indignes et malicieuses. Ce sont des paroles qu'un député ne devrait pas prononcer, si l'on veut sauvegarder le décorum de la Chambre. La dignité de l'Assemblée législative exigerait que ces déclarations soient retirées.

M. le président: Que le député de Shefford (M. Choquette) complète sa pensée.

M. Choquette (Montmagny): C'est indigne!

Des députés de l'opposition: C'est une honte!⁸

M. Choquette (Shefford): On me demande de retirer des paroles prétendues injurieuses. J'ai tenté de m'expliquer de mon mieux. J'ai peut-être dépassé ma pensée.

Des députés de l'opposition: Retirez vos paroles!

M. Choquette (Shefford): Je suis soucieux des règlements, comme tous les membres de l'Union nationale...

M. Choquette (Montmagny): M. le président, je demande que vous ordonniez au député de Shefford (M. Choquette) de retirer ses paroles.
(Le chahut va sans cesse grandissant.)

M. Choquette (Shefford): Je comprends que ça va faire mal. Si je n'ai pas respecté les règles de la Chambre, je suis prêt à m'y conformer. Si j'ai

prononcé des paroles injurieuses à l'adresse du chef de l'opposition, je suis prêt à les retirer. Ce que j'ai dit, je le retire, non parce que ce n'est pas vrai, mais parce que mes paroles n'étaient pas parlementaires et qu'on me le demande...

Des députés de l'opposition protestent.

M. Godbout (L'Islet): Si le député de Shefford veut descendre à la dernière lâcheté, il n'a qu'à continuer. M. le président, vous êtes le président de ce comité, j'espère encore que vous saurez donner justice à un député attaqué dans son honneur et que vous forcerez le député de Shefford à retirer ses paroles sans condition. Sinon, je me servirai de l'expression pour celui à qui elle s'applique.

M. le président: Que le chef de l'opposition retire ses paroles à l'effet que je ne donnerai pas justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Shefford (M. Choquette) n'a rien dit de malhonnête. Il n'a pas dit que le chef de l'opposition avait bénéficié des argents de la province de façon irrégulière. Il est possible que les paroles du député de Shefford ont dépassé sa pensée. Il n'a jamais voulu attaquer l'honorabilité ou l'honnêteté du député de L'Islet. Mais j'affirme cependant, et sans crainte, que le chef de l'opposition a bénéficié des argents du prêt agricole fédéral.

Je demande au député de Shefford de préciser ce qu'il a voulu dire et de déclarer qu'il n'a pas eu l'intention d'attaquer l'honorabilité du chef de l'opposition. Si le député de Shefford est allé trop loin et a dit des paroles injurieuses, je lui conseille cependant de les retirer, mais le chef de l'opposition doit aussi retirer le mot "lâcheté".

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'est pas le président du comité. C'est à vous, M. le président, à faire respecter l'ordre et à faire retirer sans condition les paroles injurieuses à mon égard du député de Shefford. Si vous ne le faites pas, je dirai à qui s'adresse le mot lâcheté, à part le député de Shefford que le premier ministre essaye de couvrir. Il fait durer cette scène odieuse. Vous-même, M. le président, l'avez laissé faire, vous l'avez laissé durer. J'insiste pour que les paroles soient retirées sans condition.

M. le président: Si le député de Shefford (M. Choquette) a prononcé ces paroles dans une intention injurieuse, je lui demande de les retirer et je demande en même temps au chef de l'opposition de

retirer le mot "lâcheté" à l'égard du député de Shefford.

M. Choquette (Shefford): Les règlements existent pour moi comme pour le chef de l'opposition. Je n'ai jamais douté de l'intégrité personnelle du député de l'Islet (M. Godbout). M. le président, je me conforme à votre demande. Je retire donc mes paroles sans conditions, mais je veux, cependant que le président demande au chef de l'opposition de retirer le mot "lâcheté" qu'il a dit tout à l'heure à mon sujet.

M. Godbout (L'Islet): Il est vrai que j'ai prononcé des paroles antiparlementaires. Le mot "lâcheté" n'est pas parlementaire. Mais comme on vient de retirer les paroles injurieuses à mon endroit, je retire mes paroles antiparlementaires.

M. Choquette (Shefford): Après avoir réglé le problème des champs, l'Union nationale entend régler celui des villes. Il parle du prêt agricole.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Shefford (M. Choquette) est hors sujet.

M. Choquette (Shefford): La discussion qui a eu lieu de la part de l'opposition n'a pas eu un caractère constructif. Les ouvriers du comté de Shefford seront heureux et attendent avec impatience la passation de la loi qui les aidera à s'assurer des foyers. Le problème du logement sera réglé par la législation de l'Union nationale. Les municipalités ne sont pas affectées défavorablement par les nouvelles lois du logement, mais on leur permet simplement de coopérer plus effectivement.

Tout le monde, dans cette Chambre connaît M. Horace Boivin. Le maire de Granby n'est pas un partisan de l'Union nationale, mais c'est un homme d'affaires. Voici le télégramme qu'il vient de m'envoyer: "Félicitations pour aide que le gouvernement donnera afin d'aider aux citoyens de Granby à se construire. Je suis des plus anxieux de coopérer afin de faire de cette loi un succès." (Signé: Horace Boivin, maire de Granby). Il mentionne le désintéressement de M. Boivin qui, quoique n'étant pas un partisan politique, offre son entière coopération. Soixante-quinze pour cent des citoyens de Granby sont des ouvriers et la loi va leur bénéficier et affecter favorablement les quelques 55 industries de sa ville.

Depuis quelques semaines, les projets de loi sur l'habitation ont suscité beaucoup d'enthousiasme à Granby, une des villes ouvrières les plus prospères de la province. Le nombre des membres de la

Coopérative d'habitation est passé de 200 à 500 membres. La Coopérative a des réunions presque tous les soirs, on parle des nouveaux projets de loi et on a hâte qu'ils soient adoptés et sanctionnés, pour que la population en bénéficie. D'ici un an, dans la ville de Granby, grâce à cette loi, une centaine de nouvelles maisons seront construites. Il félicite le premier ministre et ses collègues, dit-il, pour cette grande initiative. Comme l'Union nationale a aidé aux cultivateurs, elle prend les moyens voulus pour soulager les centres urbains et aider l'ouvrier.

M. Dumoulin (Montmorency): Les idées économiques, philosophiques ont tellement évolué que nous devons choisir entre la spoliation de richesses personnelles et l'expropriation du superflu. Il faut régler ce problème à la lumière des enseignements nouveaux. La mesure n'a pas d'analogie avec la loi du crédit agricole puisque le gouvernement ne prête pas. "Prêtez", dit le premier ministre, mais ça coûterait \$1,000,000,000. Il n'y a aucune proportion entre le problème à régler et le moyen que l'on prend pour le régler. On a consacré \$65,000,000 au crédit agricole. Le problème du logement est bien plus vaste et bien plus aigu que celui qui réglait le crédit agricole et l'on n'offre que \$3,500,000.

Le gouvernement force les municipalités à porter un fardeau que la province devrait porter. On les force en effet à acheter des terrains et à les revendre à \$1 l'unité. Quant à l'argent, le gouvernement n'en fournit pas et il invite les caisses populaires et les sociétés de prêts à le remplacer dans ce domaine. Le gouvernement se décharge de ses obligations sur le dos d'autrui. La construction est restée aujourd'hui l'apanage des gens riches et des spéculateurs. Après avoir hérité d'un problème scolaire, le gouvernement travaille à fabriquer un problème municipal.

Si le premier ministre trouve que la Wartime Housing a mal fait, c'est à lui de faire mieux. Il est facile de faire mieux quand on bénéficie de l'expérience et des erreurs des autres.

Partout, les gens protestent contre cette loi. Même à Trois-Rivières une assemblée de 500 personnes tenue sous les auspices de la Ligue ouvrière catholique de Trois-Rivières a émis l'opinion que cette loi était inutile et qu'elle ne pouvait pas aider ceux qui en ont le plus besoin et qu'elle ne fait qu'aggraver le problème. Il (M. Dumoulin) donne lecture de ces messages de protestation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une population de 50,000, dont 25,000 électeurs à Trois-Rivières.

M. Dumoulin (Montmorency): La loi ne fait qu'aggraver le problème en éveillant des espérances que l'on ne veut pas satisfaire. Il faudrait établir un système pour garantir au moins \$5,000,000 ou \$10,000,000 pour commencer. Il faudrait y faire contribuer le gouvernement fédéral. C'est là un problème qui peut être discuté indépendamment du problème général des relations fédérales-provinciales. Même si le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) n'aime pas les télégrammes, je lui cite celui du Front Ouvrier: "Si on ne veut pas de communisme qu'on donne des maisons aux ouvriers."

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça vient de Toronto.

M. Dumoulin (Montmorency): Du moment que ça vient à point. La mesure que l'on présente ne règle pratiquement rien et elle a le tort d'inviter les autres à vouloir régler pratiquement tout.
(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Québec): Je voudrais porter à la connaissance du gouvernement un message que je viens de recevoir de la Commission nationale de l'habitation. C'est l'organisation centrale qui anime dans la province depuis quelques années la lutte en faveur de l'habitation familiale qui représente un nombre d'organismes catholiques, dont la LOC et la LOCF. Elle me prie de demander au gouvernement de retarder de quelques jours l'étude de la loi du logement afin de permettre à ces associations de présenter des mémoires détaillés sur cette question.

Le télégramme, signé Adrien Malo, est ainsi rédigé: "Prière présenter demande à l'honorable premier ministre à l'effet de retarder étude bill numéro huit de quelques jours afin de permettre Commission nationale habitation et autres organismes sociaux présenter mémoire détaillé. Copie demande adressée premier ministre hier. Commission nationale habitation vous prie remettre étude du bill numéro huit à quelques jours afin qu'il soit possible vous soumettre mémoire complet sur problème de la construction d'habitations familiales et sur les risques que pourrait encourir votre gouvernement."

Je n'ai nullement l'intention de faire de l'agitation politique avec cette question, mais les esprits s'énervent et sont échauffés en certains milieux. Il y a de l'inquiétude actuellement dans les milieux ouvriers, même chez des partisans de l'Union nationale. On voudrait que le gouvernement garantisse au moins une partie des prêts. N'y aurait-il pas moyen de retarder l'étude de ce bill? Nous

n'avons les amendements au bill 8 que depuis une semaine. Peut-être a-t-on des suggestions définies à faire au gouvernement pour lui apporter certains amendements afin d'offrir des conditions plus généreuses, plus larges et plus complètes aux futurs constructeurs de maisons, afin de leur permettre d'emprunter de l'argent. Ne serait-ce pas un geste généreux d'amitié et de compréhension envers la population de la part du gouvernement que d'accepter cette suggestion et d'ajourner d'une semaine le débat sur ce projet de loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les lois que nous soumettons présentement à la Chambre, pour l'amélioration des conditions de l'habitation, constituent un ensemble. Elles ont été bien mûries et bien pesées. Nous avons conscience, nous avons même la certitude de faire pleinement notre devoir et d'aller aussi loin que nous pouvons aller dans les circonstances. La session dure depuis un mois et demi et bien des discours que nous entendons ne constituent que des répétitions. Pendant ce temps-là, le travail s'accumule.

Tous les députés auront le temps voulu pour exprimer leur opinion, mais la politique du gouvernement à ce sujet, pour cette année, est définitive et finale. Cependant, si au cours de la discussion l'opposition fait des suggestions constructives et applicables pour améliorer les modalités de la loi, nous les accepterons avec plaisir, mais en conservant la substance de la législation présentée.

Je ne suis pas prêt, comme premier ministre, à engager la province dans un gouffre de dépenses qui pourrait se chiffrer à \$1,000,000,000 avant d'avoir des renseignements que personne ne possède à l'heure actuelle sur la question. J'irai plus loin. Ceux qui - je suis convaincu que c'est la minorité - font des menaces déguisées ne prennent pas le bon moyen d'agir avec un gouvernement qui se respecte. Ils prouvent qu'ils ne méritent pas qu'on leur confie l'argent de la province.

La première condition que l'on puisse exiger, c'est bien de respecter l'autorité et de respecter les lois. Aucune tactique dilatoire ne sera permise. Il y a eu hier une assemblée à laquelle assistaient au plus 250 personnes, d'après ce qu'on m'a rapporté. Il paraît qu'on y fait des déclarations malheureuses, en vue de soulever les passions populaires. Je le regrette profondément.

Quant à la délégation qui voulait bien venir nous parler du problème, je regrette beaucoup, mais franchement, je n'ai pas le temps de la recevoir. Cela est impossible, le travail est trop considérable pendant

la session. Ce n'est pas raisonnable de nous demander cela. La délégation n'apportera certainement pas d'arguments qui ne sont déjà connus. Elle ne pourra rien nous fournir que nous ne connaissions déjà sur le problème à l'étude. Nous avons étudié la situation, nous l'avons mûrie. Le gouvernement va changer son point de vue seulement lorsque le gouvernement aura reçu d'autres renseignements de la commission d'enquête.

C'est évidemment plus facile pour un gouvernement de prendre des mesures qui plaisent à tout le monde, mais nous voulons plaire avant tout à notre conscience, qui exige que l'on tienne compte du bien général. Les quatre lois du gouvernement sur l'habitation, présentement devant l'Assemblée législative, ne seront pas retardées pour que la population les consulte. Elles seront plutôt étudiées et adoptées par la Chambre le plus rapidement possible. Tous les députés qui veulent parler pourront le faire. Ensuite, nous prendrons le vote.

Plus la session retarde, moins nous aurons d'argent pour régler les problèmes que nous avons à régler. Certains, et je veux bien croire que la plupart sont de bonne foi, prétendent que notre législation n'est pas bonne. Nous, nous prétendons qu'elle est bonne. Ce n'est pas la première fois qu'il y a divergence d'opinions. Nous avons vu des discussions analogues à propos du crédit agricole et de l'électrification rurale. Nous prétendons que nous allons aussi loin qu'un gouvernement conscient de ses responsabilités peut aller.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Que veulent dire ces déclarations du premier ministre? Les corps publics ont le droit de protester et de manifester leur opinion. Il veut lire un télégramme de protestations signé de M. Gaston Ledoux, président de la Fédération nationale du textile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) n'est pas à la Chambre, dit-il, pour télégraphier et recevoir des télégrammes. Mais finalement, il consent.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) donne lecture d'un autre télégramme: "La Fédération nationale du textile, au nom des milliers d'ouvriers qu'elle représente, est favorable au principe du bill no 8 sur le logement. Cependant, elle ne nous paraît pas acceptable dans sa forme actuelle à moins que le gouvernement favorise nettement par ce bill les habitations unifamiliales en garantissant un certain pourcentage des prêts."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je respecte l'opinion de tous ceux qui ne pensent pas

comme nous, mais je considère que notre opinion est aussi respectable que la leur. Et je dois dire que tous les groupements qui protestent sont de bonne foi, mais qu'ils ne sont pas en mesure de juger le problème, parce qu'ils ne possèdent et ils ne sont pas à même de posséder la vue d'ensemble de tous les problèmes, comme le gouvernement. Et nous avons des responsabilités que les autres n'ont pas.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Questions et réponses:

Contrats accordés à Highway Paving

M. Ross (Montréal-Verdun): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Highway Paving, depuis le 1^{er} mars 1947?

2. Dans l'affirmative, énumérer ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quels conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):
1. Oui.

2. Comté de Labelle; contrat pour \$251,656.90; travaux exécutés pour \$279,695.89; le contrat est terminé.

3. Non.

4. Répondu au no 3.

5. Ces travaux ont été exécutés à prix unitaires basés sur les estimations et les renseignements fournis par les experts du département de la Voirie, et conformément aux meilleurs intérêts de la province.

Dépenses de voirie

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel montant total le gouvernement de la province a-t-il dépensé pour la voirie depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 31 janvier 1948?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Du 1^{er} septembre 1944 au 31 mars 1945: \$12,007,844.18. Pour la période du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1947, voir les *Comptes publics*. Pour l'année financière en cours: \$37,972,961.60.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 15 est modifié:

a) en remplaçant, dans la seizième ligne, le nombre "91" par le nombre "87";

b) en remplaçant, dans la dernière ligne, le nombre "91" par le nombre "87".

2. L'article 16 est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne, le nombre "89" par le nombre "90";

b) en remplaçant, dans la septième ligne le nombre "10" par le nombre "17".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 138 constituant en corporation la ville de Préville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le nombre "1951" par le nombre "1953";

b) en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne du paragraphe "1", le nombre "1951" par le nombre "1953";

c) en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe "2", le nombre "1951" par le nombre "1953";

d) en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe "3", le nombre "1951" par le nombre "1953".

2. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le nombre "1951" par le nombre "1953".

3. L'article 11 est remplacé par le suivant:

"11. L'article 61 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Préville, par le suivant, jusqu'aux élections générales de février 1953:

"61. Si avant les élections de février 1953, la majorité des membres du conseil offrent à la fois leur démission de sorte que le conseil ne puisse plus siéger et accepter les démissions faute de quorum, les charges des démissionnaires deviennent vacantes et il est du devoir du greffier d'en informer le lieutenant-gouverneur en conseil. Celui-ci peut alors nommer un nombre suffisant de personnes pour former le quorum, lesquelles personnes restent en fonctions jusqu'aux élections générales de 1953 ou jusqu'à leur remplacement selon la présente loi."

4. L'article 12 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne, le nombre "1951" par le nombre "1953".

5. L'article 13 est remplacé par le suivant:

"13. Jusqu'aux élections générales de 1953, le deuxième alinéa de l'article 64 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Préville."

6. L'article 14 est modifié en remplaçant le mot "le", qui commence l'article, par les mots "La première partie du", et en remplaçant, dans la dernière ligne, le nombre "1951" par le nombre "1953".

7. L'article 16 est modifié en remplaçant le nombre "1951" par le nombre "1953".

8. L'article 19 est modifié:

a) en ajoutant, à la page 8, immédiatement à la suite du mot "électricité", dans la huitième ligne du paragraphe "2", les mots "ou à la vapeur";

b) en remplaçant, à la page 8, les cinq dernières lignes du paragraphe "2", par ce qui suit:

"conduits de gaz ou de vapeur, ou les trois, et de fournir à la municipalité ou au public de la municipalité ou aux deux, le gaz ou l'électricité, ou la vapeur, ou les trois à la fois, pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice";

c) en remplaçant, dans la dix-huitième ligne du paragraphe "3", à la page 8, le nombre "1951" par le nombre "1953".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 2 est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 3 est modifié en biffant dans la cinquième ligne, les mots "l'Interior Decorator Department de".

4. L'article 4 est modifié:

a) en remplaçant, à la page 4, dans la vingtième ligne du paragraphe "b", les mots "au département d'art décoratif de" par le mot "à";

b) en biffant, à la page 4, dans les vingt-huitième et vingt-neuvième lignes du paragraphe "b", les mots "le département d'art décoratif de".

5. L'article 8 est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"Agir comme décorateur-ensemblier veut dire faire, contre rémunération, des plans ou devis pour la décoration d'appartements ou donner, contre rémunération, des avis, conseils ou consultations relatifs à la décoration d'appartements."

6. L'article 10 est modifié en ajoutant, dans la dernière ligne, immédiatement après les mots "et amendements.)", les mots suivants:

"ni comme affectant ou limitant le droit que conservent ces membres, et qui se rattache à leur profession, d'accomplir contre rémunération tous travaux d'ensembles décoratifs tels que prévus par la présente loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en biffant, dans la douzième ligne, le mot "administrateurs".

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne du paragraphe "a", le mot "donation" par le mot "dation";

b) en biffant, dans la dernière ligne du paragraphe "a", les mots "des hypothèques".

3. L'article 5 est modifié en remplaçant le mot "adoption", dans la troisième ligne, par le mot "adoption".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en insérant, à la page 2, dans la cinquième ligne, immédiatement après les mots "desdites quatre", les mots "mille cinq".

2. L'article 4 est modifié:

a) en biffant, dans la huitième ligne, les mots "Cap-Rouge";

b) en remplaçant, dans la vingtième ligne, les mots "les parcours" par les mots "le territoire";

c) en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"Elle pourra cependant faire des voyages spéciaux et particuliers originant dans le territoire ci-dessus, avec la permission de la Régie des transports et communications."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 2 est modifié:

a) a, b, c, d, e, f et g, dans la version anglaise seulement;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe "d", le mot et le nombre "l'article 27" par les mots et le nombre "la section XXVII";

c) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe "d", le mot "assurer" par le mot "assumer".

Projets de loi:

Châteauguay Heights

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Prévile

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 constituant en corporation la ville de Prévile.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Interior Decorators Society of Quebec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Testament
d'Arthur-J. Grubert**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 concernant le testament d'Arthur-J. Grubert.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Compagnie
des tramways de Lévis**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Loi constituant en corporation
La Survivance**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures et demie ce soir.

M. Choquette (Montmagny): Le premier ministre sait-il que le premier ministre de l'Ontario (M. George Drew) est à Québec⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 20 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Amélioration des conditions
de l'habitation**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du mardi 17 février courant¹⁰.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution qui se lit comme suit:

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que:

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalent à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Sylvestre (Berthier): Plus on étudie la loi sur l'habitation, plus on s'aperçoit qu'elle s'avère impraticable. Les orateurs ministériels passent leur temps à dire que les libéraux ont été 40 ans au pouvoir et qu'ils auraient dû régler le problème du logement. Mais, en toute logique, on peut leur répondre que le problème ne date que depuis une douzaine d'années et que, depuis 1936, ils ont été au pouvoir sept années sur 12. Quant aux cinq années du régime libéral, elles se sont déroulées en période de guerre.

C'est donc dire que c'est l'Union nationale qui peut être tenue responsable de n'avoir rien fait pour régler la crise du logement. Elle n'a surtout rien fait pour fournir des logements aux ouvriers. Depuis son retour au pouvoir, le premier ministre ne cesse pas de parler. Il devrait agir et poser des gestes autonomistes, au lieu de se contenter de crier à l'autonomie.

Les budgets actuels sont deux fois supérieurs aux plus hauts budgets libéraux et ce serait une raison de plus de consacrer plusieurs millions au règlement du problème du logement, alors qu'on traverse une ère aussi prospère. Bien qu'il ait \$150,000,000 de revenus pour aborder un problème urgent, le premier ministre a capitulé devant la question du logement. Il ne veut pas de crédit gouvernemental à l'habitation en disant: "J'ai peur pour les finances de la province." Mais il n'a pas peur pour les finances des caisses populaires auxquelles il fait porter la responsabilité qu'il fuit.

Est-ce qu'il a pensé aux finances de la province quand il a nommé 21 ministres pour administrer le patronage politique? Quant aux risques qu'on dit ne pouvoir prendre, il est bon de rappeler que les risques de perturbation sociale qui peuvent découler de la crise du logement sont autrement graves que le risque de quelques millions pour régler le problème.

Est-ce que le premier ministre est réellement sincère lorsqu'il parle d'autonomie sur la question du logement? S'il ne veut pas coopérer avec Ottawa dans ce domaine, les taudis augmenteront dans la province. Et ainsi il n'est pas étonnant de voir des gens se mettre en tête des idées subversives. C'est le temps pour le gouvernement de poser un geste autonomiste en réglant véritablement le problème du logement qui relève de la juridiction provinciale.

Le premier ministre a peur d'entreprendre des programmes d'envergure. Ce que demandent les libéraux, c'est tout simplement de mettre en œuvre un programme d'habitations pratique, un plan qui donnera vraiment des maisons aux ouvriers de cette province. On veut que le gouvernement amende sa

loi pour la rendre pratique. À cette fin, le gouvernement devrait garantir au moins une partie du montant à emprunter, une portion de construction de chaque maison. Cette garantie du gouvernement permettrait aux caisses et sociétés de prêt d'être plus larges dans leurs prêts.

La loi présente est impraticable. Cette loi est comme une locomotive qui aurait des roues carrées. Il faut voter autre chose que des lois qui plaisent aux capitalistes.

(Applaudissements à gauche)

Lorsque le gouvernement libéral a nationalisé l'électricité, il y avait des capitalistes qui étaient contre; lorsque le gouvernement fédéral a présenté la loi des allocations familiales, il y avait des capitalistes qui étaient contre. Ces lois ont passé quand même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier doit s'en tenir à la résolution.

M. le président demande au député de Berthier de s'en tenir à la discussion du bill.

M. Sylvestre (Berthier): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a dit: "Les municipalités vont faire leur part." Il devrait savoir que les corporations municipales espéraient obtenir du gouvernement de nouvelles sources de revenus et non de nouvelles sources de dépenses. Au lieu de cela le gouvernement leur impose sans cesse des fardeaux nouveaux et accorde des commutations de taxes aux grandes compagnies.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je soulève un point d'ordre.

M. Sylvestre (Berthier): Je réponds au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qui a dit que les municipalités étaient heureuses de cette loi.

L'honorable M. Barré (Rouville): Pas dit ça. J'ai dit qu'elles seraient heureuses de vendre des terrains vacants.

M. Sylvestre (Berthier): Pour un \$1. Allons donc!

Si le premier ministre de l'Ontario (M. George Drew), qui est à Québec aujourd'hui, était député de l'Union nationale, en homme pratique, il traverserait la Chambre pour combattre le chef du gouvernement sur cette mauvaise législation en discussion. Quand le colonel Drew retournera dans sa province, il dira aux citoyens de l'Ontario:

"La province de Québec a un drapeau mais ses ouvriers n'ont pas de logements." C'est beau d'avoir un drapeau, mais il vaut mieux donner des logis aux ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Berthier parle selon les règlements, sinon qu'on le rappelle à l'ordre! Que l'on parle dans le sens du bill!

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Berthier ne comprend rien.

M. le président demande au député de Berthier de s'en tenir à la discussion du bill.

M. Sylvestre (Berthier): Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a dit: "Les télégrammes, c'est comme des lettres anonymes." Le gouvernement ne veut pas recevoir des délégations qui lui exposeraient les points faibles de sa législation; nous, les libéraux sommes ici pour représenter la population et c'est pourquoi, il est de notre devoir de dire au gouvernement en quoi sa loi sur l'habitation est mauvaise. Attention si vous n'écoutez pas la voix des ouvriers à qui cette loi est destinée, c'est dangereux.

Nous sommes prêts à endosser n'importe quel système qui rendrait la présente loi efficace et opérante. Nous sommes prêts à l'accepter, mais telle quelle, elle ne donnera aucun résultat appréciable. Si le titre faisait la loi, le projet soumis serait excellent. Mais il ne comporte rien en dehors du titre. Le premier ministre a parlé de nos traditions. Cette loi manque d'esprit chrétien, de véritable charité, qui sont des traditions chez nous. Et c'est ce qu'il faut de l'esprit chrétien. Je rappellerai à l'Union nationale l'épître de saint Paul aux Corinthiens: "Quand même vous parleriez toutes les langues des hommes, le langage des anges, si vous n'avez point la charité, vous n'êtes que des airains sonnants et des cymbales retentissantes".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En quelle année?

M. Sylvestre (Berthier): Comment! Le premier ministre ignore ça?
(Applaudissements à gauche)

M. Rennie (Huntingdon): La législation du gouvernement sur l'habitation est un grand pas en avant et apporte enfin aux ouvriers, à ceux qui n'ont

pas le capital nécessaire pour se construire, ce qu'ils attendaient pour se donner une maison. Les députés de l'opposition font en Chambre non seulement de l'obstruction, mais de la distraction et même de la destruction. L'opposition n'offre que des critiques vaines à l'encontre d'une grande loi sociale.

Si ce n'est pas la charité que de donner aux ouvriers le moyen de se construire, je ne comprends rien à la charité. Le peuple a parlé cinq fois depuis les dernières élections générales et ceux qui critiquent aujourd'hui la loi n'ont évidemment pas la confiance de la province. Il trouve pour sa part la loi excellente, dit-il. C'est faire preuve d'esprit chrétien que de vouloir aider les ouvriers à se loger.

M. Choquette (Montmagny): Le peuple a besoin d'un cheval et le gouvernement lui donne une bride. L'ouvrier a besoin d'un capital et on lui offre des intérêts. Ce ne sont pas des intérêts que réclament les gens, mais un pouvoir d'emprunt suffisant et facile, ce que la loi actuelle ne leur donne pas. Une loi est nécessaire pour aider ceux qui n'ont pas le moyen de se construire une maison. La loi que le gouvernement nous présente favorise ceux qui ont déjà les moyens de se construire et n'offre rien à ceux qui ne peuvent pas.

Le gouvernement fédéral est celui qui nous sauvera du communisme parce qu'il est le seul à comprendre quelque chose au problème social. Contrairement au gouvernement libéral d'Ottawa, le gouvernement d'Union nationale a peur de prendre ses responsabilités et de s'entendre avec les autres. Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas ses responsabilités au lieu de les passer à d'autres? C'est un gouvernement farci de torysme. Il ne veut pas s'entendre avec Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de lire un texte et de parler en dehors du sujet, dit-il. Le député de Montmagny lit son discours. Il commet ainsi une infraction voulue et réfléchie. Je demande au président du comité de l'avertir.

M. Choquette (Montmagny): Je ne lis pas mon discours. Je n'ai que des notes et je conseillerais à tous les membres de cette Chambre de prendre des notes avant de parler. Si le premier ministre faisait de même, nous entendrions peut-être moins d'âneries en Chambre. Je discute un problème social. Il faut donc en connaître quelque chose. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a lui-même déjà déclaré que le premier ministre ne comprenait rien

aux problèmes sociaux et qu'il a peu de sens social. Il cite une lettre du ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est là une déclaration mensongère et malhonnête.

M. Choquette (Montmagny): Je demande au président de forcer le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) à retirer cette expression.

Des députés discutent le point d'ordre en même temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président du comité de rappeler à l'ordre le député de Montmagny et de faire rapport à l'Orateur dès la première infraction.

M. Drouin (Québec-Est) cite l'article 285, alinéa 21 des règlements de la Chambre: "Il est interdit à tout député qui a la parole d'attaquer, directement ou indirectement, la conduite d'un membre de l'une ou l'autre Chambre, sauf en discutant une motion mettant sa conduite en question." Le premier ministre n'a pas le droit de dicter la conduite du président du comité sans présenter une motion préalable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a certainement le droit de soulever un point d'ordre quand un député lit un discours contrairement aux règlements et qu'il viole intentionnellement les règlements de la Chambre, comme c'est le cas du député de Montmagny. Je l'avertis que nous allons réclamer des sanctions contre lui.

M. Choquette (Montmagny): Le premier ministre a le droit de soulever des points d'ordre, mais il n'a pas le droit de me juger. Il n'est ni mon juge ni celui d'aucun membre de cette Chambre. Au contraire, le premier ministre devrait plutôt se considérer comme un accusé devant le tribunal du peuple. Il sait de quoi on l'accuse: d'avoir vendu la province à la Hollinger.

Des députés ministériels crient.

Des députés de l'opposition crient.

M. Godbout (L'Islet): Il y a un point d'ordre devant vous, M. le président. Le mot "mensongère" dont s'est servi tout à l'heure le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) est antiparlementaire.

J'espère que vous aurez assez de justice pour lui demander de se rétracter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de faire un rapport à l'Orateur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre va un peu vite.

M. Godbout (L'Islet), M. Drouin (Québec-Est) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup) parlent sur le point d'ordre¹¹.

M. l'Orateur au fauteuil

M. l'Orateur: Tout le désordre vient du fait que depuis le début du débat, surtout ce soir, les députés parlent de toutes sortes de choses à l'extérieur de la résolution à l'étude. Les règles de la Chambre ont été considérablement violées depuis le début de la séance. Je demande que cela cesse immédiatement, car je crois que de part et d'autre, on est allé trop loin dans les déclarations. Je demande pour la dernière fois que les députés de la Chambre observent les règles. Si on continue de s'écarter du sujet et si on ne respecte pas l'ordre, alors que la Chambre est en comité, je prendrai le fauteuil sans rapport et je nommerai le premier député qui aura violé les règlements et qui sera hors d'ordre.

M. le président: Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution.

M. Choquette (Montmagny): Je disais donc que le problème du logement est une question sociale qui ne reçoit pas du gouvernement l'attention qu'elle mérite. Il veut, dit-il, exposer comment le gouvernement fédéral a su régler les problèmes sociaux. Je pourrais citer la lettre écrite par le ministre de l'Agriculture à Camillien Houde en 1933...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) (Bondissant) demande au président du comité d'intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Bondissant) On n'a pas le droit de faire par des moyens détournés ce qu'on ne peut faire directement. Le député de Montmagny (M. Choquette) s'éloigne encore du sujet et, s'il continue dans cette voie, je demanderai au président de faire rapport à l'Orateur et de le nommer. Et je présenterai une motion pour faire expulser le député de Montmagny.

M. Choquette (Montmagny): Eh bien, moi aussi. Si le premier ministre continue de m'empêcher de parler, je vais vous demander de faire rapport à l'Orateur et de faire nommer le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis).

M. Drouin (Abitibi-Est) proteste contre les tentatives des ministres pour priver le député de Montmagny (M. Choquette) de son droit de parole.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre sert à la Chambre une mercuriale d'enfant d'école qui ne convient qu'à lui.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre en assez de ce genre d'argumentation. Le député de Montmagny (M. Choquette) viole sciemment les règlements. Il n'a pas le droit d'avoir un texte. Il attaque tout le monde et lance l'injure à tout le monde en lisant son texte.

M. Choquette (Montmagny): Je donne un démenti au brigadier-ministre des enfants. En vertu des règlements, j'ai le droit d'avoir des notes copieuses.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre! Je n'ai pas l'intention de tolérer les impertinences et les insignifiances du député de Montmagny.

M. Choquette (Montmagny): Le premier ministre a demandé tout à l'heure de faire rapport si je manquais aux règlements. Je lui répète son avertissement. S'il continue, je vous demanderai, de faire rapport à l'Orateur que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) manque aux règlements. Je proposerai ensuite une motion d'expulsion. J'espère que tous les députés seront traités sur un pied d'égalité.

Il (M. Choquette) lit un télégramme de la CTCC protestant contre la loi actuellement à l'étude. Je ne crois pas, dit-il, que les membres de cette union ouvrière soient des démagogues ou des communistes. Ce sont des gens sérieux qui se sont prononcés en connaissance de cause. Il réclame la création d'un crédit urbain dans lequel la province assumera une part raisonnable. Les ouvriers réclament ce crédit, dit-il. Il veut citer un article du *Devoir* concernant une réunion de la LOC, tenue à Saint-Jean, à propos de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulèvent un point d'ordre. Le député de Montmagny

lit, contrairement aux règles de la Chambre, un article tiré d'un journal.

M. le président: Un député ne peut citer un article de journal se rapportant au sujet en discussion, parce que cela équivaut à lire son propre discours contrairement au Règlement et contribue à prolonger irrégulièrement les débats.

M. Godbout (L'Islet) en appelle de la décision du président.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de faire un rapport à l'Orateur.

Rapport du comité plénier:

M. le président: M. l'Orateur, j'ai bien l'honneur de vous faire rapport qu'au cours du débat sur la résolution numéro 2 du bill 8, j'ai décidé qu'un député n'avait pas le droit de lire un extrait de journal qui se réfère à un débat en cours, parce que cela équivaudrait à lire son propre discours contrairement au Règlement et contribuerait à prolonger irrégulièrement les débats.

L'honorable M. Godbout en appelle à la Chambre de ma décision en comité.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Jolicoeur, Joyal, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 43.

Contre: MM. Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 27.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives

au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. le président: Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution.

M. Choquette (Montmagny): Au cours d'un forum à Saint-Jean, en mai 1947, sur la question de l'habitation, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) ne se serait-il pas prononcé en faveur d'un crédit urbain et n'aurait-il pas promis de l'appuyer en Chambre? Il cite un article de journal pour démontrer que le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est prononcé pour l'institution d'un crédit urbain.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le mot urbain n'a jamais été prononcé au cours de ce forum de 1947. J'ai seulement promis que le gouvernement trouverait la formule qui permettrait aux ouvriers d'obtenir des habitations familiales, et j'ai tenu parole en appuyant la présente loi.

M. Choquette (Montmagny): Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne s'est-il pas prononcé pour un crédit ouvrier?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): J'ai seulement promis de trouver une formule. Je dis ce que nous mentionnons plus haut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Montmagny ne continue pas à violer le Règlement.

M. Choquette (Montmagny): Que le premier ministre ne continue pas à me faire des menaces parce que je n'ai pas peur de lui.

(Applaudissements à gauche)

La loi ne permet pas aux gens qui n'ont pas les moyens de se construire des maisons. La loi favorise plutôt les gens qui ont de l'argent, au détriment des ouvriers qui paient 100 % de leurs taxes. C'est une loi pour les nouveaux riches, pour les amis de l'Union nationale.

On veut aider les amis. Il n'est pas étonnant que le ministre de l'Industrie et du Commerce ait dit cet après-midi qu'il allait conseiller à ses quatre

frères de se construire une maison en vertu de cette loi.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): J'ai dit que la loi était si bonne que mes frères, qui sont ouvriers, s'en prévaudraient. Si mon bon ami, le député de Montmagny, prend ombrage de ce que mes frères aient l'intention de se servir de cette loi, je vais leur demander de rester des locataires.

M. Choquette (Montmagny): Le député de Huntingdon (M. Rennie), dont j'admire l'éloquence, a dit que l'Union nationale avait la confiance du peuple.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On va entendre les deux dernières pages du discours.

Des députés de l'opposition: À l'ordre!

M. Choquette (Montmagny): Vous en aurez assez d'une page pour votre rhume.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais eu la confiance du peuple. Qu'il fasse des élections et il le verra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Choquette (Montmagny): J'ai droit de répondre au député de Huntingdon (M. Rennie) que vous avez fait élire en disant: "Voulez-vous des ponts, des routes, des écoles, votez pour nous."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des élections vous en aurez.

M. Godbout (L'Islet): Nous les attendons.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous voulez des élections, vous n'avez qu'à cesser de parler et on vous les donnera.
(Applaudissements à droite et à gauche)

M. Choquette (Montmagny): Nous sommes prêts. Si le premier ministre veut dissoudre les Chambres ce soir, nous allons arrêter de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, cessez de parler!

M. Choquette (Montmagny): Prenez d'abord l'engagement de dissoudre les Chambres. Quelle que

soit la date des élections, le peuple est prêt. L'heure de la délivrance approche.

Le présent gouvernement est un gouvernement fantoche. C'est un "puppet-government", comme en Roumanie et en Bulgarie, derrière le rideau de fer. Il a été élu par une minorité et il s'impose et se maintient par la force.

Très bientôt, les ouvriers du Québec auront une véritable loi du logement avec le Parti libéral, car quand sonnera l'appel au peuple, le chef de l'opposition sera reporté à la gouverne des affaires du Québec par une immense majorité et il donnera à notre province un gouvernement capable de régler les problèmes sociaux.

(Applaudissements à gauche)

M. Robidoux (Richelieu) prononce de brèves paroles sur la liberté qui a reçu quelques accrocs pendant le discours du député de Montmagny. Il réclame un crédit urbain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant qu'il ne s'étouffe, nous allons ajourner¹².

Des députés rient.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Questions et réponses:

Route Québec-Laterrière-Chicoutimi

M. Dansereau (Argenteuil): 1. À quel montant s'élève le coût des ponts et autres travaux qui ont été exécutés par le ministère des Travaux publics de la province de Québec, ou sous la direction dudit ministère, depuis le 1^{er} janvier 1945 au 15 janvier 1948, sur la nouvelle route Québec-Laterrière-Chicoutimi?

2. Quels sont les estimés pour les travaux qu'il reste à exécuter par ledit ministère sur cette route?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. \$267,893.25.

2. \$10,900.78.

Pont sur la Rivière à la Graise

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Relativement au pont en béton qui fut construit au cours de l'année 1947, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, sur la Rivière à la Graise, entre le premier rang de la paroisse de Sainte-Justine et la paroisse du Très Saint-Rédempteur:

1. Quel était le coût des estimés des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?

3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

5. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. À quel prix le contrat fut-il octroyé?

7. Quel a été le coût total desdits travaux?

8. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?

9. Ces travaux furent-ils exécutés sous la surveillance d'un ingénieur du ministère des Travaux publics?

L'honorable M. Lorrain (Papineau):

1. \$11,800.

2. Travaux exécutés à la journée.

3. 4., 5. et 6. Répondu par no 2.

7. \$10,563.54.

8. Travaux commencés le 22 septembre 1947 et terminés le 15 novembre 1947.

9. Oui. M. Francis Valiquette.

Pont sur la Petite-Rivière-Saint-Jean

M. Mercier petit-fils (Châteauguay): Relativement au pont qui a été réparé au cours de l'année 1947 sur la Petite-Rivière-Saint-Jean, à Châteauguayville, dans le comté de Châteauguay:

1. Quel était le coût des estimés des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?

3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

5. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. À quel prix le contrat fut-il octroyé?

7. Quel a été le coût total desdits travaux?

8. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?

9. Ces travaux furent-ils exécutés sous la surveillance d'un ingénieur du ministère des Travaux publics, et, dans l'affirmative, quels sont les nom et prénom de cet ingénieur?

10. Quels sont les noms et prénoms des diverses personnes qui ont été employées à ces travaux de réfection, et quel est le montant total payé à chacune de cesdites personnes?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): En autant qu'il s'agisse du pont sur la Petite-Rivière-Saint-Jean entre Saint-Joachim et ville de Lévy, comté de Châteauguay.

1. \$3,600.

2. À la journée.

3. 4., 5. et 6. Répondu par no 2.

7. \$3,598.55.

8. Les travaux ont été commencés le 30 juin 1947 et ont été complétés le 13 octobre 1947.

9. Oui. Roger Julien, i.c.

10. Moïse Lussier	\$ 721.60
Édouard Marchand	40.95
Pierre Gendron.....	399.75
Albert Auger	41.28
Alex. Auger	163.75
Paul Amyot	280.15
Aimé Auger	232.05
Ovila Marchand	9.10
Médard Dubuc	129.60
Denis Bergevin	78.30
Léo-Paul Sénécal	153.90
Gérard Sénécal.....	153.90
Gilles Gastonguay.....	129.60
Gaétan Janneau	61.20
Victor Bergevin	153.90
Siméon Auger	94.50
Alfred Couillard.....	50.40

Pont à Châteauguay

M. Mercier petit-fils (Châteauguay): Relativement au pont qui a été réparé, au cours de l'année 1947, dans le village de Châteauguay, comté de Châteauguay:

1. Quel était le coût des estimés des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?

3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

5. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. À quel prix le contrat fut-il octroyé?

7. Quel a été le coût total desdits travaux?

8. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?

9. Ces travaux furent-ils exécutés sous la surveillance d'un ingénieur du ministère des Travaux publics, et, dans l'affirmative, quels sont les nom et prénom de cet ingénieur?

10. Quels sont les noms et prénoms des diverses personnes qui ont été employés à ces travaux de réfection, et quel est le montant total payé à chacune de cesdites personnes?

L'honorable M. Lorrain (Papineau):

1. \$4,850.

2. À la journée.

3., 4., 5. et 6. Répondu par no 2.

7. \$4,966.52.

8. Les travaux ont été commencés le 12 mai 1947 et terminés le 18 juillet 1947.

9. Oui. M. Roger Julien, i.c.

10. Ferdinand Robert.....	\$ 250.00
Médard Gendron	78.30
Léopold Sénécal	347.40
Denis Bergevin	347.40
Gérard Sénécal	347.40
Victor Bergevin	424.60
Médard Dubuc.....	347.40
René Marchand	190.45
Alcide Lécuyer	142.20
Alfred Couillard	338.80
Cléophas Bélanger.....	140.40
Jean Breton.....	260.10
Émile Doray	70.20
Gilles Gastonguay	31.50

Pont sur la rivière Châteauguay

M. Mercier petit-fils (Châteauguay): Relativement au pont qui a été réparé, au cours de l'année 1947, sur la rivière Châteauguay, à Primeauville de Sainte-Martine, comté de Châteauguay:

1. Quel était le coût des estimés des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?

3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

5. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. À quel prix le contrat fut-il octroyé?

7. Quel a été le coût total desdits travaux?

8. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?

9. Ces travaux furent-ils exécutés sous la surveillance d'un ingénieur du ministère des Travaux publics, et, dans l'affirmative, quels sont les nom et prénom de cet ingénieur?

10. Quels sont les noms et prénoms des diverses personnes qui ont été employées à ces travaux de réfection, et quel est le montant total payé à chacune de cesdites personnes?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): En autant qu'il s'agisse du pont Mercier, lots 14-15, rivière Châteauguay, Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

1. \$4,200.

2. À la journée.

3., 4., 5. et 6. Répondu par no 2.

7. \$3,977.20.

8. Travaux commencés le 3 novembre 1947 et terminés le 22 janvier 1948.

9. Oui. M. Roger Julien, i.c.

10. Léo-Paul Sénécal	\$ 10.40
Gérard Sénécal	10.40
Gaétan Jeanneau	5.20
Roger Chevalier	5.20
Armand Simon	5.20
Léo Rose	19.50
Oswald Tessier	169.65
Nazaire Morand	251.10
Jacques Bonnier	154.05
Delphis Lacoste	174.85
Léopold Julien	139.10
Georges Prud'homme	180.70
Arthur Prud'homme	130.65
Laurent Montpetit	152.10
Oscar Prud'homme	151.45
Léopold Huot	102.05
René Roy	99.45
André Prud'homme	9.00
Alexandre Auger	5.00
Wilfrid Lortie	48.75

Émile Goyette..... 25.00

Roméo Brosseau..... 7.50

Demandes de documents:

Subventions et octrois pour le comté de Québec

M. Chaloult (Québec) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. a) Quelles subventions et "octrois" de voirie ont été accordés dans le comté de Québec du 25 octobre 1939 au 8 août 1944?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

2. a) Quelles subventions et "octrois" de voirie ont été accordés dans le comté de Québec du 8 août 1944 à date?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

3. a) Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec pour la construction, la réparation des écoles et autres fins éducationnelles, du 25 octobre 1939 au 8 août 1944?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

4. a) Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec pour la construction, la réparation des écoles et autres fins éducationnelles, du 8 août 1944 à date?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

5. a) Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec, du 25 octobre 1939 au 8 août 1944, pour la construction ou la réparation de salles paroissiales ou publiques?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

6. a) Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec, du 8 août 1944 à date, pour la construction et la réparation de salles paroissiales ou publiques?

b) Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre,

lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. M. Delisle fait allusion à un épisode de 1940 au cours duquel le gouvernement Godbout a présenté la loi créant la Commission municipale. Celle-ci prévoit la mise en tutelle des municipalités qui n'ont pas payé les obligations échues. Le ministre de la Voirie de l'époque, Téléphore-Damien Bouchard, a pris part à la mise en place de cette Commission. Pour plus d'informations, consulter les *Débats de l'Assemblée législative*, session 1940, ou encore, Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Tome XXXVIII, pp. 128 à 140.
2. Dans *Le Nouvelliste* du 21 février 1948, à la page 3, on écrit plutôt 31 décembre 1948.
3. Le *Montréal-Matin* du 21 février 1948, à la page 3, rapporte ces propos de la manière suivante: M. Hamel "se livre, ensuite, à ce qu'il appelle un calcul de comptabilité mais que le premier ministre qualifie d'acrobatie".
4. Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, on peut référer à la première séance de ce jour.
5. Ce passage, à propos du bar le Pingouin est tiré de Pierre Lapointe, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1960, p. 66.
6. Le quotidien d'allégeance libérale, *Le Canada* du 21 février 1948, à la page 3, explique que suite aux rires des députés, M. Beaulieu se ressaisit en s'apercevant qu'il a jeté une pierre dans le jardin de M. Duplessis.
7. *Le Soleil* du 21 février 1948, à la page 26, souligne que le président du comité plénier ne répond pas à la requête de M. Dubreuil.
8. *L'Événement* du 21 février 1948, à la page 8, explique que cette expression d'opinion du président du comité plénier soulève un tonnerre de protestations de la part des membres de la gauche. On entend des cris et des claquements de couverts des pupitres. *L'Événement* ajoute qu'il semble à ce moment que le président, qui ne dit rien, ne viendra pas à bout du chahut.
9. *Le Soleil* du 21 février 1948, à la page 1, rapporte que le premier ministre de l'Ontario, le colonel George Drew, est en visite à Québec accompagné de son épouse, de son secrétaire particulier, de E. W. Bickell, un industriel de Toronto et de l'épouse de ce dernier. *La Presse* du même jour, à la page 27, écrit que l'épouse du premier ministre ontarien, Mme Drew, a assisté à une partie de la séance sur le parquet de la Chambre. Elle est accompagnée de Mme Bickell, de Mme Onésime Gagnon et de mademoiselle Renée Gagnon, respectivement l'épouse et la fille du trésorier de la province, précise *La Patrie* du même jour, à la page 19. *Le Soleil* souligne que M. Duplessis et quelques ministres ont soupé avec M. Drew au Café du Parlement entre la séance de l'après-midi et celle du soir.
10. Voir note 4.
11. Selon *Le Nouvelliste* du 21 février 1948, à la page 3, les députés parlent pendant que "le président continue la rédaction de son rapport sans se soucier de ce qui se fait".
12. Le *Montréal-Matin* du 21 février 1948, à la page 2, souligne que M. Robidoux venait de commencer une grande envolée.

Première séance du mardi 24 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à trois heures cet après-midi.
Adopté.

La séance est levée¹.

Deuxième séance du 24 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 134 relatif à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Le comité fait aussi rapport que les bills suivants ont été référés à votre honorable Chambre pour considération:

- bill 148 relatif à l'admission de Morris Rosenberg comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 160 relatif à l'admission de Marc Légaré comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 136 relatif à l'admission de Edward Dillon comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 125 relatif à l'admission de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion comme membres de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec;

- bill 126 relatif à l'admission de Jean Charbonneau, comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 144 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine;

- bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Projets de loi:

Milan

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 érigeant la municipalité de Milan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant le Code municipal.

Le bill permet aux municipalités de réglementer l'usage des embarcations à moteur sur les eaux, de tout lac dont le diamètre, dans sa plus grande étendue, n'excède pas cinq milles, sur les bords duquel sont situés une colonie de vacances ou un établissement pour malades ou infirmes, ou qui est utilisé pour fins de récréation pour des enfants ou des organisations de jeunesse, ou autour duquel se trouvent des maisons de repos ou de villégiature.

Le conseil pourra déterminer la vitesse permise pour de telles embarcations sur ces lacs, décréter l'emploi de lumières et d'avertisseurs, et prescrire toute autre mesure opportune pour prévenir les accidents et assurer la sécurité et le confort sur les eaux.

Le bill permet aussi de porter de \$5,000 à \$12,000 la somme qu'une corporation municipale peut emprunter pour l'achat d'appareils contre les incendies, sans l'approbation des électeurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des dentistes

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Amélioration des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), à la deuxième séance du mardi 17 avril courant, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu qu'il convient de prendre des mesures pour remédier autant que raisonnablement possible à la crise du logement;

Attendu qu'il y a lieu de faciliter l'accès à la propriété immobilière et d'en favoriser la décentralisation;

En conséquence,

1. Que dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

a) "caisse populaire" désigne tout syndicat coopératif de crédit dénommé "caisse populaire Desjardins", toute fédération de tels syndicats et tout groupement de telles fédérations;

b) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à logis unique ou multiples, à l'exclusion des conciergeries et maisons de rapport, construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 15 janvier 1953;

c) "logis" signifie une demeure familiale d'au moins cinq pièces;

d) "Office" désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

e) "société de prêts" ou "société" signifie une compagnie de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance ayant son siège social dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des prêts de construction pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

3. Que, sous réserve du paragraphe b de la résolution 2, les caisses populaires et les sociétés de prêts soient autorisées à prêter jusqu'à concurrence de cent pour cent du coût de toute habitation nouvelle; toutefois, lorsque le coût excède la valeur réelle de la construction, tel que déterminée par la caisse populaire ou la société qui fait le prêt, celui-ci doit être réduit au niveau de cette valeur.

Ces prêts pourront être faits pour une période n'excédant pas trente ans.

4. Que toute habitation nouvelle doit, pour bénéficier des avantages de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène, de plans et devis approuvés par la corporation municipale dans le territoire de laquelle elle est située et des règlements municipaux de construction, sauf, quant à ces derniers, dérogation autorisée par ladite corporation.

5. Que, à peine de nullité, nul immeuble bénéficiant de quelqu'un des avantages prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne pourra, sans l'autorisation expresse de l'Office, être aliéné ou loué hors de la famille, sauf, dans le cas d'une habitation à logis multiples, le droit du propriétaire de les louer à l'exception d'un, qui doit être réservé à son usage et à celui de sa famille.

6. Que l'Office du crédit agricole du Québec soit chargé de l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Il pourra, en son nom, faire toutes conventions, prendre tous engagements et effectuer toutes prestations prévues par ladite loi.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la demande de l'Office, autoriser le trésorier de la province à lui verser, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour rencontrer les obligations contractées par l'Office sous l'empire de ladite loi.

8. Que l'Office devra soumettre au trésorier de la province, le 31 décembre de chaque année, un rapport détaillé des obligations contractées et des montants versés en vertu de ladite loi et lui fournir tout autre renseignement qu'il croira utile.

9. Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme totale n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars.

10. Que, à la recommandation de l'Office, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire à un syndicat coopératif ou société coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à et effectivement occupée par l'emprunteur et sa famille, ou s'il s'agit d'une maison de plus d'un logement, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à et effectivement occupé par l'emprunteur et sa famille.

Lorsque le prêt excèdera six mille dollars, dans le cas d'une maison à logement unique, ou un montant équivalant à plus de six mille dollars pour un premier logement et quatre mille dollars pour chaque logement additionnel, dans le cas d'une maison de plus d'un logement, l'intérêt qui pourra être payé en vertu de l'alinéa précédent sera basé sur un capital n'excédant pas, selon le cas, les montants mentionnés au paragraphe b de la résolution 2.

La présente résolution ne s'appliquera pas aux intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Le comité poursuit l'étude de la deuxième résolution.

2. Que le gouvernement soit autorisé à garantir et à solder la portion de l'intérêt excédant deux pour cent sur tous prêts consentis, pour la construction d'habitations nouvelles, par une caisse populaire, ou une société de prêts, soit à des particuliers, soit à des syndicats ou sociétés coopératifs de construction, pourvu que

a) le taux de l'intérêt n'excède pas cinq pour cent par année sur chaque prêt;

b) le montant du prêt ne dépasse pas, dans le cas d'une habitation à logis unique, six mille dollars, ni, dans le cas d'une habitation à logis multiples, un montant équivalant à six mille dollars pour un premier logis et quatre mille dollars par logis additionnel;

c) ces habitations nouvelles soient construites pour l'usage de l'emprunteur et de sa famille ou, selon le cas, des membres de tels syndicats ou sociétés de construction et de leur famille; ou, dans l'un et l'autre cas, avec un logis à cet usage s'il s'agit d'habitations à logis multiples.

M. Robidoux (Richelieu): Le problème du logement est des plus aigus. C'est un problème familial, un problème social, un problème moral, qui relève de l'autorité provinciale.

La loi sur le logement, telle que proposée, n'apporte pas un remède efficace à la crise du logement et elle ne donnera pas satisfaction à la population. Cette législation a créé une grande déception dans la province. Ce n'est pas des centaines, mais des milliers de maisons qu'il faudrait bâtir. Quelques centaines de maisons ne seront pas suffisantes. Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités au lieu de les passer aux autres.

Il regrette, dit-il, que le gouvernement ne modifie pas sa présente loi de façon à permettre à ceux qui en ont le plus besoin de se construire des logements convenables. Cette situation changera avec le retour des libéraux et du chef de l'opposition au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Applaudissements à droite) Nous sommes au 24 février et la session est ouverte depuis le 14 janvier. Il y a donc un mois et demi que la résolution à l'étude a été déposée devant la Chambre dans ses grandes lignes. Les modifications apportées plus tard n'ont rien changé à la substance de la loi. Elles ont porté de \$5,000 à \$6,000 le montant qui pourra être prêté pour une maison à logement unique; de \$3,000 à \$4,000 le montant qui pourra être prêté pour chaque logis additionnel; de 25 à 30 ans le délai accordé pour le remboursement; et de \$3,000,000 à \$3,500,000 la somme mise à la disposition du gouvernement pour aider les caisses populaires et autres sociétés de placement à prêter. Le gouvernement prend à sa charge une partie de l'intérêt sur les prêts. Il élargit le cercle des prêteurs afin que les futurs propriétaires aient toutes les facilités de se financer.

La Chambre a donc devant elle depuis un mois et demi une législation qui concerne un

problème urgent. Mais, depuis l'introduction des résolutions, l'opposition a parlé du sujet de manière exhaustive. Au lieu de passer à l'action, comme les membres de la droite, les membres de l'opposition disent, redisent, répètent et répètent à l'infini les mêmes arguments qui ne tiennent pas debout, et ce, depuis une semaine et paralysent les bons effets de la loi. Pendant ce temps-là, le problème ne se règle pas. La solution en est retardée par les procédés d'obstruction de l'opposition.

Son gouvernement, dit-il, a été un des premiers à s'intéresser à l'habitation familiale. Pendant la guerre, le gouvernement libéral d'Ottawa avait centralisé tous les pouvoirs. Il avait monopolisé les ressources et ne laissait pas grand-chose aux provinces. Le logement alors était considéré comme une entreprise fédérale. Le bois, le fer, le ciment, le verre, la peinture, les clous, tout était contrôlé par M. Howe, ministre de la reconstruction qui semblait bien plus intéressé à expédier nos matériaux de l'autre côté que de les accumuler pour construire des logements pour notre population.

Tout à coup, on s'est mis à répandre la nouvelle que la construction de logements à bon marché dépendait des provinces. Nous avons été les premiers à préparer une législation d'envergure pour apporter un remède à cette situation qui n'est pas nouvelle.

Pendant les cinq années de son règne, le chef de l'opposition et son gouvernement auraient dû s'occuper de la solution de ce problème du logement à bon marché. Le chef de l'opposition a laissé M. Howe construire des maisonnettes préfabriquées ou des maisons de grands prix. Les vieilles maisons transformées en chambrées passaient vite dans la liste des taudis.

Aujourd'hui, une grande partie de la population du Québec n'ont pas de maisons pour abriter les familles nombreuses. Les maisons ne se bâtissent pas avec des paroles. On n'apporte pas de solution à une entreprise comme celle-là en faisant de l'obstruction.

En face d'une situation aussi sérieuse que celle qui existe dans le domaine du logement, le devoir du gouvernement, c'est d'agir et celui de l'opposition est de collaborer avec le gouvernement pour régler le problème et non pas de perdre du temps et de s'ingénier à créer des difficultés. Dans un problème de cette envergure, la partisanerie étroite devrait céder le pas à la compréhension et à la coopération. Si nos amis n'appuient pas ces projets, qu'ils votent contre, mais qu'ils cessent de faire ces expériences. Nous voulons aider, par tous les moyens à notre disposition, à trouver la meilleure solution.

Au cours du débat, certains membres de l'opposition ont reproché à l'Union nationale d'être en retard. Même si c'était vrai, on oublie sans doute le dicton populaire qui dit: "mieux vaut tard que jamais." Et d'ailleurs, nous ne sommes pas en retard. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1936, il y avait une crise de chômage énorme. À ce moment-là, la crise du logement existait déjà et avait été aggravée par la crise du chômage et l'exode des cultivateurs vers les villes, à cause du marasme dans lequel se trouvait l'agriculture, ce qui avait grossi le nombre des chômeurs.

Le premier devoir du gouvernement d'alors, c'était aller au plus pressant. Notre devoir était donc de donner de la stabilité à la classe agricole, de faire cesser l'hémorragie de nos campagnes, qui compliquait de beaucoup le problème du logement dans les villes, et diminuer ainsi le nombre de ceux qui manquaient de logis. C'est ce que nous avons fait. Nous nous sommes d'abord occupés des cultivateurs et des fils de cultivateurs, afin qu'ils puissent rester sur la ferme. Le crédit agricole a été institué et c'est lui qui a sauvé la situation. Il a maintenu les cultivateurs sur la terre.

Nous avons aidé d'une façon permanente à la solution du problème du logement parce que nous avons donné aux cultivateurs un élément indispensable. C'était là un moyen de ne pas augmenter cette crise. Sans cela les campagnes auraient été désertées en plus grande partie, car les cultivateurs ne voyaient d'espoir nulle part et les fils de cultivateurs se décourageaient. Nous avons été au plus pressé. Nous avons sauvé l'agriculture et les cultivateurs.

Nous avons été au pouvoir durant trois ans et voilà ce que nous avons fait. Nos adversaires nous accusent de n'avoir rien fait. De 1939 à 1944, nos amis d'en face ont été au pouvoir pendant cinq ans et qu'ont-ils fait pour régler la crise du logement ou le problème des taudis? Rien. Moins que rien. C'est sous leur régime que la crise du logement s'est aggravée et que le problème des taudis est devenu de plus en plus difficile à régler.

Pendant que le gouvernement de Québec se croisait les bras, le gouvernement d'Ottawa envoyait au-delà des mers nos matériaux de construction, déplaçaient les travailleurs. Ottawa a créé la crise du logement en établissant pendant la guerre des restrictions de toutes sortes, en multipliant les rationnements sans raisonnement dans les métiers du bâtiment, de sorte que le nombre de gens sans abris a augmenté. Bref, il créait une situation à peu près inextricable que les libéraux de Québec auraient dû

tenter d'empêcher, puisque leurs amis étaient au pouvoir à Ottawa. Pendant ce temps-là, le nombre des gens sans maison s'est multiplié, les taudis se sont généralisés et cinq ans d'inaction ont rendu le problème extrêmement compliqué.

Nous avons repris le pouvoir en 1944 et les problèmes à régler étaient aussi nombreux qu'immenses. À ce moment-là, il y avait encore des restrictions nombreuses et Ottawa continuait d'exporter nos matériaux. Pendant cinq ans il ne construisait pas ici, mais en pays étrangers. Nous n'avions pas de contrôle sur une telle situation. Nous nous sommes attaqués à des problèmes très urgents, comme ceux des salaires, des finances scolaires, de la voirie, de la tuberculose, des hôpitaux, de l'électrification rurale, de la colonisation, du drainage pour augmenter notre domaine cultivable et de bien d'autres encore.

Des esprits forts ont souri dernièrement quand nous avons déclaré que notre législation de drainage des terres contribuait à régler le problème du logement. On se demande comment cette question peut aider à régler le problème du logement. Chaque fois que nous contribuons à garder nos cultivateurs à la campagne, nous avons la conviction de travailler à la solution de ce problème. Le drainage améliore et augmente la superficie de nos terres arables, et en ce sens, il contribue à garder nos cultivateurs attachés à leurs fermes et prévient leur exode vers les villes.

Pendant ce temps-là les autorités fédérales ne cessaient de dire qu'elles régleraient la crise du logement. M. Howe donnait des entrevues de presse et promettait à bouche-que-veux-tu qu'Ottawa construirait jusqu'à 200,000 maisons dans le pays. Je ne veux point critiquer. Quand ce problème dépend en grande partie du gouvernement fédéral, on ne peut pas aujourd'hui nous reprocher d'avoir attendu les faits et gestes d'Ottawa dans la solution de ce problème. C'était notre droit et notre devoir d'attendre ce qu'Ottawa ferait.

La province de Québec a laissé à Ottawa le temps nécessaire pour agir et environ une centaine de maisons ont été bâties. Tout ce que le gouvernement fédéral a pu faire pour régler la crise du logement, ça été de donner aux ouvriers de chez nous quelques maisons sans solage, des maisons préfabriquées qui ne conviennent pas à notre province. Ce n'est pas la maison que nous rêvons pour nos ouvriers! Ce sont des maisons solides qu'il nous faut. Nous voulons donner aux gens des maisons convenables, non des maisons du genre de celles construites par Ottawa.

Au milieu de problèmes immenses, et malgré la besogne qu'il avait, le gouvernement de l'Union

nationale a commencé à étudier la situation. Et quand nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'espoir du côté des réalisations d'Ottawa et lorsqu'il a abandonné le domaine, le gouvernement de l'Union nationale s'est porté volontaire à pied levé. Nous avons, aussitôt qu'humainement possible, posé des actes et après mûre réflexion, il a fait déposer le projet de loi sur l'habitation que nous étudions actuellement. Il n'est pas parfait, mais il propose une solution partielle au problème. En moins de quatre ans, le gouvernement actuel aura plus fait avec les quatre lois qu'il présente actuellement que ses adversaires en l'espace de 40 ans.

On sait que, pendant la guerre, les autorités fédérales ont provoqué des migrations de population considérables. Elles ont déraciné de la terre les fils de cultivateurs pour les amener dans les centres urbains. Les libéraux ont bâti des villes-champignons qui sont aujourd'hui des villes mortes. La crise s'en est trouvée aggravée, une fois la guerre finie, parce qu'on a construit ces usines sans plan d'ensemble, aux endroits les moins propices, comme dans la savane Bouchard à Sainte-Thérèse de Terrebonne. Ces villes-champignons resteront comme le monument d'inertie et d'imprévoyance élevé aux autorités fédérales. Ce n'est pas le rôle de la province de prendre l'argent du peuple québécois pour s'occuper du logement et ainsi remplir les obligations des autorités fédérales.

Aujourd'hui, par nos lois, les corporations municipales pourront vendre les terrains à \$1, faire le nivellement, donner les plans gratuitement, installer le système d'égout et d'aqueduc et accorder des commutations de taxes de 50 % pendant 30 ans. Nous accordons les facilités d'obtenir des argents pour se construire. Nous présentons une loi qui met \$3,500,000 à la disposition du gouvernement afin de faire les expériences nécessaires et pour payer la différence entre 2 % et 5 % d'intérêt, pour que ceux qui veulent se construire n'aient que 2 % d'intérêt à payer sur leur emprunt.

Pendant ce temps, nous allons continuer les consultations. Nous allons faire des expériences. Nous allons, tous ensemble, rendre compte des avantages et des désavantages de tels et tels projets. Que pouvons-nous raisonnablement faire de plus? Que voulez-vous que nous fassions de plus? Cependant, le principe du gouvernement de l'Union nationale, c'est d'aider ceux qui veulent s'aider. Il faut travailler pour gagner sa vie.

En utilisant cette somme avec profit, plusieurs vont bénéficier de ces expériences. Nous allons voir s'élever des milliers de maisons

familiales. Nous allons connaître les sources d'approvisionnements de matériaux; nous allons également être à même de connaître les réserves de main-d'œuvre disponible au pays de Québec. Ce qu'il faut, c'est, avec les ressources financières, l'effort en commun de milliers de personnes qui veulent travailler à trouver une solution au problème du logement. Au lieu de critiquer pour tuer le temps, pratiquons l'entraide, la coopération comme les ouvriers de la petite paroisse de Sainte-Marguerite de Trois-Rivières.

À Trois-Rivières, 40 maisons ont été bâties dans la paroisse Sainte-Marguerite sans les avantages du bill 8. Avec la loi, entre 50 et 60 autres maisons vont se construire et les caisses populaires se sont engagées, grâce à la loi, à prêter \$250,000. Les matériaux et la main-d'œuvre coûtent cher, mais avec de la coopération et de l'effort personnel, il y a moyen de remédier à cet état de choses. Il est temps que nous réalisions la nécessité du travail.

Nous ne sommes pas ici pour faire de la démagogie. Il n'y a pas d'électoratisme dans notre législation, mais une démarche claire et courageuse vers une solution au problème. Nous pourrions facilement présenter un projet de loi avec beaucoup d'éclat et de promesses, avec des titres ronflants et prévoir des dépenses fantastiques. Mais nous présentons une loi réaliste qui comporte une dépense que la province a le moyen de faire.

Le projet de loi actuel est le seul réaliste que la province puisse présenter dans le moment. Nous ne pouvons aller au-delà de cela, car nous n'avons pas le droit d'engager le présent et de sacrifier l'avenir en légiférant sans savoir exactement où nous allons. On dit que les matériaux coûtent cher. Le moyen de remédier à cela, c'est par la coopération et le travail. Il faut travailler pour réussir.

Le projet de loi est à l'étude depuis une semaine et devrait être voté maintenant. La loi est sur l'ordre du jour depuis un mois et demi et nous avons reçu de nombreux témoignages de félicitations de la part des autorités municipales de plusieurs villes et de plusieurs associations. Les autorités municipales de Montréal, où le problème est le plus urgent, sont satisfaites de la loi. M. J.-O. Asselin, président du comité exécutif de la ville, dans une lettre, me déclare que notre loi sur le logement va considérablement aider la population de la métropole où le problème du logement est excessivement aigu. Cette ville possède 50,000 terrains dont elle peut disposer.

Nous avons reçu aussi des félicitations de la LOC et de la ville de Sherbrooke. On a parlé l'autre jour de la Commission nationale de l'habitation. J'ai

ici une lettre de cet organisme qu'on avait déjà citée mais partiellement. On demande au gouvernement de garantir une partie des prêts, mais on nous dit que, dans l'ensemble, la loi à l'étude offre de très grands avantages et qu'on en est vivement reconnaissant au gouvernement. La lettre ajoute que ce serait nier l'évidence que de nier les très grands avantages offerts par le projet de loi. Il lit ces paragraphes: "Votre projet de loi offre de très grands avantages dont nous sommes très reconnaissants. Vouloir nier les très grands avantages de votre projet de loi serait vouloir nier l'évidence. Nous nous en gardons bien. Nous voulons vous en féliciter sincèrement."

Que veut-on de plus? Nos lois constituent un avantage incalculable. Alors, pourquoi en retarder l'adoption? Pourquoi l'opposition, qui n'a rien fait pendant cinq ans pour tenter de résoudre le problème, au lieu de parler et multiplier les méthodes d'obstruction, ne laisse-t-elle pas passer la loi pour nous permettre de passer à l'action? Pourquoi veut-elle nous empêcher de fournir ces avantages à ceux qui veulent bâtir des maisons? Si l'opposition ne l'aime pas, qu'elle vote contre et laisse le gouvernement travailler.

La loi n'est pas parfaite. Elle ne vise pas à régler le problème, mais elle apporte des améliorations énormes. Une commission, qui sera instituée en vertu d'une autre loi, va faire enquête dans l'intervalle, et si elle trouve qu'il y a de meilleurs moyens de résoudre la crise et que la province peut faire plus encore, le gouvernement n'hésitera pas à le faire. S'il faut apporter des améliorations, le gouvernement y verra dès la prochaine session. Nous le ferons avec plaisir en temps opportun.

Mais dans le moment, le gouvernement n'a pas le droit de plonger la province dans un gouffre de dépenses impliquant des milliards de dollars quand les notions exactes de la situation échappent à tout le monde et sans connaître les meilleurs moyens d'action. Le peuple de Québec est conscient de ses obligations.

Les gens de chez nous ne demandent pas la charité, mais le moyen de s'aider les uns les autres, comme ceux de Sainte-Marguerite. Mais à l'heure actuelle, si nous voulions aller plus loin que ce que demande la loi, nous ne ferions qu'un "bluff" électoral ou une folie. Même si le gouvernement accepte les suggestions de l'opposition, il n'y a pas assez de matériaux et de main-d'œuvre disponibles pour faire davantage. Ça va prendre tout ce que nous avons pour réaliser ce que la loi autorise.

Je demande de nouveau à l'opposition de cesser de parler. Si la loi ne les satisfait pas, qu'ils votent contre et laissent le gouvernement bâtir des

maisons. Nous, nous allons bâtir les maisons en utilisant toutes les possibilités de l'heure. Dans l'intervalle, nous aurons obtenu tous les renseignements nécessaires pour aller plus loin si les possibilités s'avèrent plus grandes. Et l'an prochain, nous aurons des chiffres pour démontrer que sur cette question comme sur celle du crédit agricole et de l'électrification rurale, les membres de la gauche auront été des prophètes de malheur. On pourra constater qu'un gouvernement de réalisateurs a mis en application une loi propre à aider tous les ouvriers et les cultivateurs qui veulent s'aider.

(Applaudissements à droite)

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre se plaint des trop nombreux discours de l'opposition, celui qu'il vient de faire ne donnera pas une ombre d'espoir d'améliorer la situation. Il nous reproche de faire de l'obstruction à l'encontre d'un projet qui de son propre aveu ne règle pas le problème. La gauche ne fait pas d'obstruction. Nous avons voulu tout simplement démontrer au gouvernement l'inanité absolue de la législation à l'étude. Nous avons établi que, sous sa forme actuelle, la loi n'aura absolument aucun résultat. Et en même temps, nous avons permis à toutes les parties intéressées d'obtenir des renseignements sur la loi et nous avons permis à une foule de personnes d'envoyer leurs protestations au gouvernement.

Nous avons permis aux organismes sociaux et patriotiques qui s'intéressent à cette question de faire connaître leur opinion. Or, cette opinion, elle est unanime. On s'accorde à dire que la législation du gouvernement sera d'une inefficacité totale. La loi ne donne pas aux sociétés de prêt les garanties nécessaires pour qu'elles puissent engager l'argent de leurs membres. Elle ne donne rien à ceux qui ont rien; elle favorise ceux qui ont déjà les moyens de se construire sans la loi. La loi sera inefficace parce que le gouvernement ne fait pas le seul pas qui aurait pu la rendre efficace: garantir une partie du capital à prêter ou prêter directement lui-même ce capital en confiant des fonds à un organisme créé à cette fin. La loi prête au favoritisme.

À ces arguments et aux suggestions utiles qu'on lui fait, le premier ministre répond comme d'habitude par des vantardises et par des attaques contre le fédéral. Le gouvernement rejette ses responsabilités sur Ottawa. Le problème du logement ne relève pas du fédéral. Ce problème est essentiellement un problème provincial et c'est la responsabilité du gouvernement de Québec de le solutionner pour la province de Québec. Tant que le gouvernement de cette province n'aura pas décidé de porter cette responsabilité, il aura manqué à son devoir à l'égard de la population.

Que le premier ministre cesse donc de s'attaquer au pouvoir central. Il a l'audace de reprocher à Ottawa l'effort de guerre qu'il a fait pour sauver notre patrie. Le premier ministre accuse le fédéral d'avoir envoyé nos matériaux à l'étranger. Le gouvernement King n'a fait que son devoir. Au cours de la dernière guerre, Ottawa a fait tout ce qui était possible et nécessaire pour défendre votre patrie! (En montrant du doigt le premier ministre) De toutes les nations du monde, le Canada est le pays qui a fait le plus grand effort de guerre fait par une nation démocratique pour sauver notre civilisation.

Ottawa a réussi à coopérer avec les autres nations sans débalancer notre économie nationale. Cherchez parmi toutes les nations du monde, alors que la civilisation était aux prises avec la barbarie, un pays qui a fait un effort plus grand que le nôtre et qui soit passé à travers comme nous l'avons fait tout en se préparant pour l'après-guerre. Grâce à Ottawa, le Canada est aujourd'hui dans une situation unique au monde quand on la compare à celle des autres nations. Cherchez un autre pays qui est sorti de la guerre dans une situation avantageuse, avec une plus grande prospérité et une plus grande mesure de paix sociale, d'ordre et de stabilité. Nous avons répondu à des appels auxquels nous ne pouvions rester sourds.

Je suis surpris et je regrette d'entendre le premier ministre d'une province canadienne dénigrer encore le gouvernement de son pays et tenter de diminuer le rôle qu'a joué celui-ci dans une guerre pour la défense des droits de notre religion. Non seulement nous avons fait notre effort maximum pendant la guerre, mais le Canada continue encore aujourd'hui à aider les populations appauvries d'Europe, conformément aux principes fondamentaux de ma religion et de celle du premier ministre.

C'est le devoir de ceux qui sont richement vêtus d'aider à vêtir ceux qui manquent de vêtements et de donner à ceux qui sont nus. C'est à ceux qui ont l'abondance et qui sont grassement nourris de donner à manger à ceux qui ont faim, lorsque nous sommes en mesure de le faire. C'est à ceux qui sont logés convenablement de courir au secours de ceux qui sont sans abri. C'est à nous de préparer l'avenir et de sauvegarder la paix.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Le chef de l'opposition est tellement énervé que le voici rendu à parler de vêtements. Ça n'a rien à faire avec les maisons. Il n'est pas question de vêtements dans le bill mais de logements. J'ai dit et je répète qu'Ottawa a envoyé de l'autre côté nos

matériaux de construction et compliqué le problème avec des restrictions de toutes sortes.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Godbout (L'Islet): Je ne suis pas surpris de la méthode du premier ministre, elle est habituelle chez lui. Voici un point d'ordre qui n'en est pas un. Je dis que nous avons aidé à vêtir et à nourrir les autres parce que la Providence nous a donné davantage.

Le Canada a fait tout son devoir pendant la guerre. Celle-ci étant terminée, certaines responsabilités que l'on reproche à Ottawa d'avoir portées dans un état d'urgence nationale sont redevenues nôtres aujourd'hui. Tout ce qui était de la juridiction des provinces leur a été intégralement rendu.

Alors, le problème du logement présenté devant la Chambre est incontestablement de nature provinciale. Aussi longtemps que la Chambre n'aura pas reconnu cette vérité absolue, rien ne pourra être fait de façon pratique pour régler la situation. Et ce problème du logement est le plus urgent de tous les problèmes provinciaux que nous ayons à régler et il doit être résolu dans les plus brefs délais, si les autorités veulent prévenir la propagation du communisme, engendré par la misère et de mauvaises conditions sociales.

Déjà en 1936, ce problème existait de l'aveu même du premier ministre. Et l'Union nationale a été au pouvoir pendant trois ans sans le régler. Elle n'a rien fait pour supprimer les taudis. Pendant la guerre, mon gouvernement n'a pu toucher au problème; tout le monde sait qu'il n'y avait ni matériel, ni main-d'œuvre.

Pendant la guerre, il a été nécessaire de ralentir la construction de maisons, car il était plus important de gagner la guerre et qu'en tout temps ce devait être notre priorité, même si la construction de maisons devait en être limitée ou freinée. Maintenant que la paix est rétablie, c'est à nous de la sauvegarder.

S'il y a un problème dont la solution est essentielle à la paix sociale, c'est bien celui du logement et de la disparition des taudis. Les lois sociales actuelles sont une police d'assurance pour l'avenir. Nos gens ont l'esprit et le cœur à la bonne place, mais si on en fait des miséreux, ils prêteront peut-être l'oreille aux doctrines subversives qui viennent de Russie. C'est ce qu'il faut empêcher. Nous craignons tous que des doctrines subversives ne prennent racine chez nous. Le moyen d'empêcher cela, c'est de donner un minimum de confort à nos familles, de donner partout la justice sociale.

Voici que le premier ministre et le gouvernement de l'Union nationale, après trois ou quatre années

d'administration, n'ont encore rien fait; ils nous proposent aujourd'hui comme solution l'étude du problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vous avez été cinq ans au pouvoir sans rien faire.

M. Godbout (L'Islet): Nous avons été cinq ans au pouvoir et nous n'avons pas peur de nos réalisations. Nous n'avons pas fait de discours, mais nous avons jeté les bases d'œuvres sociales qui ont été abandonnées parce que le gouvernement actuel ne comprend rien aux problèmes sociaux et que ça n'intéresse pas le premier ministre. Vous restez attaché aux principes conservateurs et au vieil esprit conservateur, comme vous l'avez toujours été. Quand le problème du logement devient tellement aigu le premier ministre nous supplie de mettre fin à la discussion en disant que ça presse et il nous offre une commission d'enquête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il n'est pas question de commission d'enquête dans cette loi-ci.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre en a parlé et je ne fais que le suivre sur son propre terrain. Je dis que le temps n'est plus aux enquêtes, mais aux réalisations. Le gouvernement devrait, soit par un prêt direct, soit par une garantie d'une partie du prêt, apporter une solution véritable à ce problème. Le gouvernement devrait donner à la province un crédit ouvrier pour que le travailleur soit sur le même pied que le cultivateur qui a le crédit agricole pour l'aider. Je dis qu'il faut que le gouvernement accorde un crédit pour permettre la construction d'habitations familiales et de logements.

Il y a deux questions à résoudre: l'une concerne l'habitation familiale et la multiplication du nombre des propriétaires, et l'autre a trait au logement proprement dit qui est le plus pressant. La première est la plus importante au point de vue des répercussions sociales. Il faut créer des propriétaires dans toute la mesure du possible si nous voulons augmenter les chances de stabilité de notre avenir. C'est le problème primordial, mais ce n'est pas le plus considérable.

La construction de maisons ou d'autres constructions similaires est également urgente et nécessaire. Il ne faut pas non plus oublier ces centaines de familles dans les villes, qui, pour diverses raisons, ne veulent pas devenir propriétaires et ne pourront jamais le devenir. Ils ont tout de même

besoin de logements. Il existe présentement des conditions qu'on ne saurait tolérer plus longtemps. On voit quatre ou cinq familles entassées dans des maisons de trois ou quatre pièces. Dans ce domaine, le gouvernement provincial devrait forcer le gouvernement fédéral à intervenir et à lui accorder sa collaboration pour solutionner cet immense problème.

Plus que cela. Le problème devrait être solutionné par les trois pouvoirs à la fois: fédéral, provincial et municipal. Le gouvernement qui a eu la responsabilité de la guerre a dans une certaine mesure la responsabilité de la crise du logement.

Le premier problème, celui des habitations familiales, est essentiellement provincial. Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités et mettre lui-même les crédits nécessaires à la disposition d'un organisme pour que ceux qui en ont le plus besoin puissent se construire des maisons. Le second problème, celui qui concerne la multiplication des logements, doit être résolu en collaboration. Le projet de loi à l'étude offre 3 % d'intérêt à ceux qui ont déjà le moyen de se construire. Il n'aide pas ceux qui ont véritablement besoin d'être aidés. Il n'aide pas ceux à qui manque la mise de fonds initiale. Les caisses populaires ne pourront jamais, sans une garantie du gouvernement, prêter à 100 % de la valeur.

Cette loi devrait comporter des limitations quant aux moyens financiers de ceux qui pourront en profiter de façon à empêcher les abus. Autrement, on pourra faire profiter du 3 % d'intérêt des personnes qui n'ont pas besoin de cette aide, si elles sont des amies du gouvernement. Un effort doit être fait pour que les terrains ne soient pas vendus à des amis politiques. Sinon, des riches pourront se prévaloir des commutations de taxes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les conseils municipaux sont honnêtes.

M. Godbout (L'Islet): J'ai bien plus confiance à l'honnêteté des conseils municipaux qu'à celle du gouvernement. C'est peut-être pour cette raison que le gouvernement insiste pour passer son problème aux conseils municipaux. Les municipalités de la province de Québec sont déjà chargées de fardeaux trop lourds. Si l'on veut que le nombre de propriétaires s'accroisse, il ne faut pas écraser les propriétaires actuels. La loi devrait aussi faire une distinction entre les grandes et les petites familles. Le problème du logement est plus lourd pour celui qui a dix enfants que pour celui qui n'en a pas. La loi ne fait aucune distinction, on prête à tout le monde aux mêmes conditions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans les grandes familles, les enfants peuvent aider le père à bâtir. Le père va ainsi bénéficier de l'aide de ses enfants.

M. Godbout (L'Islet): C'est une belle solution!

Le seul avantage des familles nombreuses, ce qui leur permettra de survivre, réside présentement dans les allocations familiales données par le fédéral et que le premier ministre a combattues.

L'idéal, c'est évidemment l'habitation familiale. Mais pour une foule de gens, le gros problème, c'est tout simplement d'obtenir un logement. Il manque 70,000 logis à Montréal. Il en manque partout ailleurs. Les conditions de l'habitation sont absolument intolérables.

Devant un problème de pareille envergure on devrait mettre de côté toute partisanerie politique et inviter les trois gouvernements à la fois, (fédéral, provincial et municipal), à collaborer à sa solution définitive. Nous avons actuellement trois ou quatre lois fédérales sur le logement. Aucune n'est complète. Au lieu de faire une autre loi incomplète qui aura le même défaut que la loi fédérale, et n'aidera pas ceux que nous voulons aider, parce qu'ils n'ont pas le montant initial voulu, le gouvernement provincial devrait compléter la législation fédérale ou s'entendre avec Ottawa.

Pourquoi ne pas demander une loi basique provinciale à laquelle contribuerait le fédéral? Je comprend que la tâche est immense, mais que l'on pose au moins les premiers jalons. Une entente est toujours possible entre gens de bonne volonté. Que le gouvernement de Québec garde son autorité en matière de logement en faisant une réglementation qui tienne compte de nos traditions et de nos besoins; mais qu'il obtienne l'aide d'Ottawa pour fournir le capital nécessaire à ceux qui n'en ont pas pour la mise de fonds initiale. Par la présente loi, ceux qui n'ont rien n'obtiennent rien.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le discours du chef de l'opposition n'est qu'un tissu de contradictions. Il fait de longues phrases pour cacher l'inertie de son administration de 1939 à 1944. Il a fait entendre des accents de frénésie partisane, pour défendre Ottawa quand le premier ministre a dit que le fédéral a la responsabilité de régler le problème du logement. Puis le chef de l'opposition a parlé de l'effort fait par notre pays lors de la dernière guerre, avec partisanerie. Il a dit que notre pays avait fait le plus grand effort parmi les nations démocratiques. Il a prétendu que le Canada

avait sauvé la civilisation chrétienne. Nous entendons la même chanson depuis sept ans.

Nos amis d'en face se parent de l'effort de guerre des autres pour cacher leur incurie, alors qu'ils étaient à la tête de l'administration. Ils se gargarisent avec notre effort de guerre. En réalité, qu'ont-ils fait? Rien du tout. L'effort de guerre des gens de l'opposition libérale, ça été de ne rien faire. Ils se sont contentés de téléphoner à Ottawa de temps à autre pour prendre des ordres et de se rendre dans la capitale fédérale pour abandonner quelques-uns de nos pouvoirs les plus précieux et pour leur livrer notre province. L'effort de guerre des libéraux s'est limité à cinq années d'inertie, qui ont valu au régime du chef de l'opposition un juste châtimement.

Quand le chef de l'opposition dit que notre effort de guerre n'a pas débalancé la position économique du pays, je me demande s'il faut trouver cela comique ou tragique. Pas débalancée notre économie? Qu'il se réveille! Le chef de l'opposition est-il réellement au courant de la situation actuelle de notre économie? Il n'est pas au courant de la hausse du coût de la vie? Il ne sait pas que nous sommes présentement en conflit avec les États-Unis et l'Amérique du Sud? Il ne sait pas que notre balance commerciale est extrêmement défavorable avec nos voisins du sud?

Même après la guerre et en raison de l'effort de guerre du Canada, le pays fait face à une grande crise économique et, depuis trois ans, nous vivons encore sous le coup de nombreuses ordonnances qui ont un effet destructeur sur l'effort de reconstruction du pays.

Le chef de l'opposition dit encore que l'effort de guerre du Canada a été considérable. L'effort de guerre, (il se tourne vers le chef de l'opposition) oui!, parlons de l'effort de guerre. Voulez-vous savoir exactement ma pensée? Je dirai que notre effort de guerre a été épouvantable. Ceux qui ont sonné le cri d'alarme pendant la guerre, qui ont dit que l'on nous menait à la ruine avaient parfaitement raison. Les événements ont démontré qu'ils avaient raison. Mais ils ont été traités de traîtres.

Dans d'autres pays, on dit actuellement que notre effort de guerre a été irraisonné au point de vue commercial. La semaine dernière, des hommes d'État de Washington nous avisaient que l'effort de guerre du Canada avait été démesuré par rapport à ses ressources, qu'il compromettrait son l'économie. Les financiers américains doivent nous mettre en garde contre notre économie déséquilibrée. Notre effort de guerre n'a pas été seulement démesuré au point de vue économique. Notre contribution en hommes et

en sang a aussi été démesurée et presque criminelle. Il est temps qu'on appelle les choses par leurs noms.

Il est temps que quelqu'un ait le courage de dire la vérité au sujet de l'effort de guerre. Je n'ai pas d'hésitation à dire qu'il était disproportionné aux ressources d'un pays de 9,000,000 d'habitants. Oui, cet effort a été disproportionné en hommes et en sang. Nos troupes ont souvent été lancées dans des entreprises et des attaques désastreuses. Garder cinq divisions de guerre, hommes et équipement au front, c'était disproportionné à notre force, c'est ce qu'on peut qualifier d'effort criminel. La situation actuelle l'indique d'une manière concluante.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition soutient que le problème de l'habitation est provincial et il (M. Godbout) déclare du même souffle qu'il ne peut être réglé que par une entente entre le fédéral, le provincial et le municipal. Lors de la dernière guerre, les directeurs de la guerre du gouvernement d'Ottawa ont construit des usines de munition dans des endroits inappropriés comme Bouchard et Saint-Paul-l'Ermitte. Les fils des agriculteurs ont été encouragés à quitter leur ferme, puis ensuite, après la guerre, d'aller vers les villes. Voilà, la véritable cause des neuf dixièmes du problème.

En faisant son envolée sur l'effort de guerre, le chef de l'opposition a oublié des affirmations précédentes pour déclarer que les maisons seront construites par ceux qui en ont le moins besoin. Cette mesure aidera à résoudre une partie du problème. S'il y a une crise du logement et que 5,000 maisons pouvant loger cinq personnes sont bâties, 25,000 personnes auront été logées.

Notre population est probablement plus à l'abri que bien d'autres des idées subversives, mais elle n'est pas complètement protégée, quand des hommes publics, perdant le sens de leurs responsabilités et dans l'espoir de capter des votes, font appel aux appétits du peuple et créent pour lui des chimères. Ces gens-là, plus encore que les agents du communisme, sont responsables des courants d'idées subversives.

Revenant à l'entente suggérée par le chef de l'opposition, je condamne toute entente avec Ottawa au sujet du logement. La province n'a jamais rien gagné à discuter avec Ottawa et à conclure des ententes avec le pouvoir central. Le gouvernement central nous demande de lui donner tout ce que nous avons en nous laissant espérer des miettes pour demain. Cela équivalait à dire à Ottawa: "Donnez-nous ce que vous avez et nous tâcherons de vous en remettre une parcelle." Nous ne voulons pas de pareilles ententes.

Sous le gouvernement actuel, aucune parcelle de nos droits n'a été abandonnée. Québec garde ses prérogatives. Le gouvernement va faire son possible pour trouver la meilleure solution au problème du logement; il offre une solution équitable. Et quand nous serons de retour au pouvoir, l'année prochaine ou plus tard, s'il y a lieu d'apporter des améliorations, après une enquête sérieuse, nous serons encore là pour le faire.

M. Chaloult (Québec): J'ai connu un temps où l'on me reprochait d'intervenir dans les problèmes fédéraux. Je ne serai certainement pas le seul aujourd'hui. Le premier ministre a dit une vérité opportune en déclarant qu'Ottawa a exporté à l'étranger nos matériaux de construction et compliqué ainsi la crise du logement. On a parlé de folies de guerre, de milliards, de favoritisme susceptible d'aggraver la pénurie de matériaux et que plusieurs organismes ont fait les mêmes constatations.

J'ai écouté le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) avec intérêt et sympathie. On ne peut l'accuser de nationalisme effréné, lui. Et pourtant, il a déclaré que notre effort de guerre était démesuré et presque criminel.

Je félicite le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse de son intervention. Il a le courage d'exprimer ses convictions. Il n'a pas manqué de mesure. Il ne se croit pas tenu à la même mesure. On parle de guerre pour la chrétienté. J'espère que notre expérience de la dernière guerre nous aura convaincus que les guerres d'idées, les guerres pour sauver la civilisation et la chrétienté n'existent pas. Elles n'ont jamais existé. Les guerres ont toujours été des guerres d'intérêts, et c'est vrai de toutes les guerres de l'histoire, même au temps des croisades.

Le Canada a probablement fait le plus grand effort de guerre de tous les peuples, mais c'est le pays qui avait le moins d'intérêts dans la dernière guerre. Je réponds alors au chef de l'opposition que nous avons, par le fait même, fait aussi la plus grande folie. Nous avons été les plus fous de tous.

(Mouvements divers)

On nous demandait alors de faire la guerre pour abattre le nazisme, nous l'avons anéanti, mais voilà que nous n'avons contribué qu'à répandre le communisme dans le monde. Nous avons donné une aide disproportionnée à la Russie et nous en subissons les conséquences. Nous avons plongé le monde dans le chaos sans rien y gagner. La situation est pire qu'elle était en 1939. C'est la conséquence de notre sottise. Y a-t-il encore véritablement des gens qui croient encore que, par notre effort de guerre, nous

avons sauvé la chrétienté et la civilisation? Des chefs militaires américains affirment eux-mêmes que notre effort de guerre n'a servi à rien.

Si on veut avoir une opinion sur notre effort de guerre, qu'on interroge le peuple qui ploie en ce moment sous le fardeau des taxes. Demandez-lui ce qu'il pense de notre effort de guerre et de toutes les prodigalités dont nous avons été coupables pendant cette malheureuse époque.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mon honorable ami, le député de Québec (M. Chalout), peut-il me dire s'il approuve certaines paroles du cardinal Villeneuve sur les motifs de guerre?

M. Chalout (Québec): J'ignore les paroles prononcées par le cardinal Villeneuve. Dans le domaine politique, j'ai coutume d'avoir des opinions et des idées personnelles, et je ne me crois pas obligé d'accepter celles de qui que ce soit.

Le premier ministre a donné lecture d'une partie d'une lettre de la Commission nationale du logement félicitant le gouvernement. Cette lettre, dont j'ai copie, parle d'autre chose. Elle réclame du gouvernement une garantie du capital. Sur le bill 8, je n'ai pas changé d'idée: je crains que le projet de loi n'aide pas la classe ouvrière à se trouver une maison. L'obstacle infranchissable reste le défaut de garantie pour celui qui n'a pas les moyens de payer un capital initial. En fin de semaine, j'ai rencontré mes électeurs de Saint-Grégoire et ils m'ont demandé de m'opposer et de voter contre la loi si le gouvernement ne donne pas au moins une garantie de 25 % sur le capital.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il faut faire un effort direct dans les villes pour résoudre le problème du logement, parce que ce problème existe par lui-même dans les villes. Il n'est pas suffisant de procéder par des méthodes indirectes comme le crédit agricole ou le drainage des terres.

On nous a reproché d'exciter des appétits que l'on ne peut pas assouvir. L'appétit de devenir propriétaire existe dans le cœur de chaque homme et ceux qui y font écho ne font pas de la démagogie, mais travaillent plutôt à l'avènement d'un meilleur ordre social.

Le premier ministre affirme qu'il a attendu pour voir ce que ferait Ottawa avant d'agir. C'est une assez pauvre façon d'être autonomiste que d'agir de la sorte. C'est vrai que la politique de guerre a créé des problèmes aux provinces, mais ce n'est pas une raison pour abandonner nos pouvoirs à Ottawa. Au

nom de l'autonomie, on ne doit pas remettre la solution de cette question aux mains des centralisateurs d'Ottawa, mais plutôt exiger du gouvernement fédéral une compensation pour le tort qu'il nous a causé. Cela s'impose. Cela s'impose d'autant plus que le fédéral s'obstine à exercer des pouvoirs fiscaux qui appartiennent aux provinces.

S'il se construit un millier ou deux milliers de maisons, elles ne seront certainement pas pour ceux qui en ont le plus besoin. La loi va surtout aider ceux qui n'ont pas besoin d'aide, et l'ouvrier qui n'a pas un peu de capital ne profitera pas du tout de la présente loi.

Comme l'a dit le député de Québec (M. Chalout), il reste un obstacle infranchissable. Si la garantie n'est pas obtenue, il sera impossible de multiplier le nombre des propriétaires. L'ouvrier ne demande pas que tout lui arrive rôti dans le bec, mais il veut qu'on règle ses problèmes par des moyens justes et normaux.

Le premier ministre a fait appel à la coopération en disant que le gouvernement est prêt à aider ceux qui veulent s'aider. Veut-il insinuer que les coopératives d'habitations ne veulent pas s'aider? Je crois que c'est injuste de laisser planer ce doute sur nos sociétés coopératives.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a fait une envolée en dehors de la question. Je ne sais si le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a consulté, avant de parler comme il l'a fait aujourd'hui, le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), le député de Compton (M. French) et député de Huntingdon (M. Rennie). En déclarant que notre effort de guerre a été criminel, je ne crois pas que le brigadier-ministre honore l'uniforme de l'armée canadienne qu'il porte.

Quant au discours du premier ministre, il constitue le plus grand abandon de l'autonomie provinciale dont nous avons été témoins. Le premier ministre s'est rendu coupable du plus formidable abandon, du plus formel aussi, de notre autonomie, dont il se dit le champion, entre les mains du gouvernement d'Ottawa. Le problème du logement est de juridiction exclusive provinciale, et il doit être réglé par Québec, avec ou sans le concours d'Ottawa. Le premier ministre est un grand autonomiste en paroles.

Mais les gens diront: "L'autonomie c'est bon pour faire des discours et servir le parti, mais non quand il s'agit de payer des pensions de vieillesse et de bâtir des logements." Le premier ministre rejette sur Ottawa la responsabilité de cette crise en disant:

"C'est un problème fédéral, qu'Ottawa le règle." L'autonomie du premier ministre est une autonomie de "hustings", une autonomie pour gagner des votes.

Ce qui va arriver, c'est qu'à l'avenir les gens, en entendant parler d'autonomie, vont lever les épaules et se dire que c'est bon seulement pour augmenter de trois sous la taxe sur la gazoline et pour augmenter la taxe des corporations, que cela ne veut rien dire quand il s'agit de diminuer à 65 ans l'âge de la pension de vieillesse et pour construire des logements. L'autonomie de l'Union nationale jette un cri de guerre contre le gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre².

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le public aura raison de dire au premier ministre: "Votre autonomie, c'est un cri de haine contre le gouvernement d'Ottawa que vous essayez d'abattre."

(Applaudissements à gauche)

Des députés ministériels protestent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le problème du logement existait dès 1936 et l'Union nationale en avait fait alors un article de son programme. Cependant, l'Union nationale n'a rien fait pour le régler. Pas même la nomination d'une commission d'étude. Le premier ministre lui-même dit aujourd'hui que sa loi est un palliatif, c'est-à-dire une piqûre de morphine pour soulager la douleur du peuple. Déjà, l'effet de la piqûre est passé et la douleur revient. Le peuple se rend compte de sa situation.

Le premier ministre parle de disette de matériaux. Si cela est vrai, pourquoi passer quatre lois sur le logement? C'est rire du peuple. Les lois de gouvernement sur le logement n'ont pas pour effet de venir en aide aux petits, aux moins fortunés. Quand il s'agit des petits et des pauvres ouvriers, le gouvernement a peur de risquer ses millions, mais il ne craint pas de dépenser de \$30,000,000 à \$40,000,000 pour des entrepreneurs étrangers sur la route de Chicoutimi, et pour garnir la caisse électorale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À l'ordre! Je soulève un point d'ordre. Le député est en dehors du sujet. Il s'amuse aux dépens de la Chambre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a l'air de moins s'amuser que moi. Le premier ministre a peur de

donner un crédit à l'habitation parce que les petits, les ouvriers ne rapportent rien à la caisse électorale.

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) précise, dit-il, que ce qu'il a dit lui-même, c'est que le fédéral en multipliant les rationnements et les restrictions sans arrêt et en créant des villes-champignons a aggravé la crise du logement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lors des élections de 1944, sur tous les "hustings", le premier ministre et les ministres ont dénoncé les restrictions et les rationnements, disant que dès le retour de l'Union nationale au pouvoir, elles seraient abolies. Le premier ministre a déclaré que s'il avait été au pouvoir durant la période de guerre, il n'aurait pas permis la création des restrictions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (De retour à son siège) J'ai dit que le chef actuel de l'opposition était le Charlie McCarthy³ du fédéral et que si nous avions eu un premier ministre capable de se tenir debout, un grand nombre de restrictions n'auraient jamais existé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle restriction le premier ministre a-t-il fait abolir par Ottawa depuis son retour au pouvoir? Aucune. Le fédéral a aboli les restrictions quand il a jugé opportun de le faire.

Le problème du logement est exclusivement de juridiction provinciale et cependant, le grand autonomiste de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) dit à Ottawa: "Ce problème vous appartient, tâchez de le régler." Il faut coopérer avec Ottawa mais la coopération ne se fait pas à coups de poing.

S'il s'est construit des maisons à Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, soit exactement 40, ceci n'est pas dû aux lois actuelles du gouvernement, puisqu'elles ont été érigées avant la présentation des bills actuels. Le premier ministre et sa loi n'ont rien fait pour la réalisation de cette belle œuvre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai aidé à la construction des 40 maisons. Je pourrais répéter les félicitations que m'a adressées à Trois-Rivières même M. le chanoine L.-J. Chamberland. (Souriant) Il a béni le ciel et la Providence d'avoir un premier ministre et un député tel que moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il vous a félicité parce qu'il sait qu'avec le premier ministre actuel, il vaut mieux user de compliments.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se répondent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre cite les lettres de félicitations qu'il a lui-même, ou par l'entremise de ses ministres ou ses partisans, sollicitées, mais il ne parle pas des protestations de la JOC de la LOC, de vétérans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au sujet des vétérans, est-ce que le gouvernement d'Ottawa a assez de cœur pour avoir soin des vétérans? Ça le regarde.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le problème relève exclusivement de la juridiction provinciale. Mais le grand autonomiste de Québec, celui qui dit qu'il ne sacrifiera aucun de nos droits, renvoie l'enfant à Ottawa.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ottawa n'a pas mis le feu à la maison. Il a laissé la maison prospérer⁴.

Est-il vrai que le journal de l'Union nationale, *Le Moraliste*, était imprimé sur les mêmes presses que le journal communiste *Combat*? Le portrait du premier ministre regardait celui du dictateur de Staline dans cette imprimerie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça faisait un rouge puis un national. Ça pouvait pas marcher ensemble.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) échangent plusieurs propos⁵.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement ne veut pas construire d'habitation pour les petits. Le gouvernement n'encourage que les puissants, les gros contracteurs, les entrepreneurs, ceux qui remplissent sa caisse électorale. Mais le peuple aura son mot à dire. Il démontrera que le vote d'un ouvrier vaut le vote d'un millionnaire.

La résolution 2 est adoptée.

Les résolutions 3 à 9 sont adoptées.

Le comité étudie la dixième résolution qui se lit comme suit:

10. Que, à la recommandation de l'Office, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire à un syndicat coopératif ou société coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à et effectivement occupée par l'emprunteur et sa famille, ou s'il s'agit d'une maison de plus d'un logement, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à et effectivement occupé par l'emprunteur et sa famille.

Lorsque le prêt excédera six mille dollars, dans le cas d'une maison à logement unique, ou un montant équivalant à plus de six mille dollars pour un premier logement et quatre mille dollars pour chaque logement additionnel, dans le cas d'une maison de plus d'un logement, l'intérêt qui pourra être payé en vertu de l'alinéa précédent sera basé sur un capital n'excédant pas, selon le cas, les montants mentionnés au paragraphe *b* de la résolution 2.

La présente résolution ne s'appliquera pas aux intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

M. Bienvenue (Bellechasse): Que faut-il entendre par le mot garantir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est bien claire. Sur tous les prêts consentis à 5 % et recommandés par l'Office du crédit agricole, le gouvernement paiera 3 % d'intérêt. Et on fera bénéficier des avantages de la loi les gens de Québec d'abord.

M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que les étrangers qui vivent chez nous, qui se sont conformés à nos lois et qui voudront se prévaloir de la mesure sur le logement pourront recevoir les bénéfices de la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle du logement est pour les Canadiens de la province de Québec d'abord et pour les gens méritants.

La charité bien ordonnée commande de s'intéresser d'abord à ceux qui furent les pionniers chez nous. Nous devons prendre soin des nôtres tout d'abord. Il faut s'occuper des fils des pionniers avant les autres.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Vous allez d'abord penser à vos amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À tous les gens intelligents. Mais nous ne regarderons pas à la couleur politique, dès qu'il s'agira de répondre à des besoins réels.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Moi, du moins, j'ai pu me marier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il se trouve des femmes qui sont prêtes à tous les sacrifices.

On m'assure que nombre de gens ont déjà demandé des terrains à la ville de Montréal pour bénéficier de la loi. Je suis convaincu que la loi va avoir des résultats très considérables. L'opposition va être obligée de faire amende honorable, même l'opposition officieuse, à qui je pardonne de grand cœur parce que son intention était bonne.

La résolution 10 est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx)⁶, que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, tout en se déclarant favorable à la solution rapide du problème de l'habitation familiale, désapprouve les résolutions relatives au bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation, parce qu'elles sont inefficaces, font porter de trop lourdes charges et encourir trop de risques aux organismes de prêts et particulièrement aux caisses populaires."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré,

Fillion, Francœur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 27.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicœur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions relatives au bill 8 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'adopter le bill en deuxième lecture.

M. Godbout (L'Islet) refuse.

Dépôt de documents:

Exportation d'énergie électrique vers l'Ontario

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 17 février courant, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} septembre 1946 jusqu'à date, relativement à l'exportation d'énergie électrique de la province de Québec à la province d'Ontario. (Document de la session no 21)

Questions et réponses:

Pont sur la rivière Saint-Maurice

M. Francœur (Montréal-Mercier): 1. Quel a été le coût total de la construction du pont sur la rivière Saint-Maurice, y compris les approches, entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine?

2. À combien s'est élevé le coût total des expropriations et quels sont les montants que le gouvernement a déboursés à cette fin?

3. À quelles personnes, sociétés, ou entreprises lesdits montants pour expropriations ont-ils été payés?

4. Le gouvernement a-t-il vendu ou donné les anciens ponts sur la rivière Saint-Maurice entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine, et à qui?

5. Si ces ponts ont été vendus, pour quel montant?

L'honorable M. Lorrain (Papineau):

1. \$2,305,584,53.

2. \$247,224.91.

3. Massicotte & Careau, Itée; MM. L.-P. Simard, Maurice Boisvert, Dr Pierre LaHaye, Jean-Baptiste Martel, Fernando Robert, André Sirois, Alide Isabelle; La Commission scolaire Cap-de-la-Madeleine; Mme McHenry.

4. Non.

5. Répondu par no 4.

Demande et dépôt de documents:

Mandat spécial, arrêté en conseil no 1937

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec, en vertu du mandat spécial, arrêté en conseil numéro 1937, en date du 27 novembre 1947:

1. À qui le département des Travaux publics de la province a payé la somme de \$1,500,000 mise à sa disposition, en vertu dudit mandat spécial.

2. À quelle date chacun desdits montants a été payé.

3. Quel montant a été payé dans chaque cas.
Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 22)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 24 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures⁷.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Déblaiement du terrain au lac Dozois

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): 1. Le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec ont-ils accordé un contrat pour le serpage du terrain qui doit être inondé au lac Dozois par la construction d'un barrage?

2. Dans l'affirmative:

a) À qui ce contrat a-t-il été accordé?

b) Pour combien d'acres?

c) Quel prix unitaire a été chargé?

d) Quels droits de coupe l'entrepreneur doit-il payer?

e) Des soumissions ont-elles été demandées?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Afin de développer considérablement le premier Hydro provincial, établi en 1937, de favoriser l'électrification rurale et de répondre aux besoins du commerce et de l'industrie dans le nord de la province, le gouvernement a accordé un contrat pour le nettoyage et le déblaiement du terrain et pour l'utilisation des produits forestiers sur un territoire d'une étendue approximative de 3,736.19 acres.

En conséquence, un contrat a été accordé à la Compagnie de Construction Laviolette, limitée, et à John Murdock, entrepreneurs, au prix de \$105.00 l'acre, à la charge pour ces derniers de payer à la province \$1.35 la corde en droits de coupe. Des soumissions publiques n'ont pas été demandées par les journaux à ce sujet, mais le département intéressé a pris tous les renseignements nécessaires pour que la fixation des conditions de ce contrat soit conforme, comme elle l'est, aux meilleurs intérêts de la province.

Questions et réponses:**Commission hydroélectrique de Québec,
Évaluation de l'actif de compagnies**

M. Sylvestre (Berthier): Combien la Commission hydroélectrique de Québec a-t-elle payé, du 1^{er} avril 1946 au 1^{er} février 1948, à M. Baldwin ainsi qu'aux autres experts américains chargés d'évaluer l'actif de la Montreal Light, Heat & Power, de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, et de la Montreal Island Power Company?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Afin de sauvegarder entièrement les intérêts de la province dans les procédures en expropriation des compagnies mentionnées à la question, procédures dont la valeur en litige se chiffrait à plus de \$150,000,000, la Commission hydroélectrique de Québec a requis les services d'experts jouissant d'une réputation internationale.

Il a été payé, pour frais d'expertise et dépenses de voyage:

a) à la firme Burns 7 McDonnell Engineering Co., une somme de \$53,575.85;

b) à C. Beverley Benson, une somme de \$5,920.67;

c) à Hine, Goldthwaite and Mylott, une somme de \$5,010.09.

Projets de loi:**Charte de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jean-M. Côté et Lucien Lambert

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jean-Georges Péloquin

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Albert Boulet

M. Jolicœur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 relatif à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Jolicœur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Morris Rosenberg, Marc Légaré, Edward Dillon, J.-C. Lafond et P.-É. Filion, Jean Charbonneau

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier les bills suivants:

- bill 148 relatif à l'admission de Morris Rosenberg comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 160 relatif à l'admission de Marc Légaré comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 136 relatif à l'admission de Edward Dillon comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 125 relatif à l'admission de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion comme membres de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec;

- bill 126 relatif à l'admission de Jean Charbonneau, comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec⁸.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

Amélioration des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

Il ne s'agit pas d'une solution définitive, mais d'une tentative heureuse de solution. Le gouvernement n'a pas la prétention de vouloir résoudre l'ensemble du problème de l'habitation. On ne peut régler du jour au lendemain un problème qui n'a fait que s'aggraver avec les années et que l'incurie des régimes précédents a énormément compliqué.

Mais tel quel, le bill 8 comporte les éléments essentiels qui apporteront un remède efficace à une situation tragique. Par surcroît, il est le point de départ d'une politique à laquelle on devra bientôt une solution définitive du problème⁹. Tout a été dit sur cette question et, pour donner l'exemple, il n'ajoutera rien aux remarques qu'il a faites lors de l'étude des résolutions.

M. Francœur (Montréal-Mercier): J'ai gardé une bonne opinion de ce qu'a fait outre-mer le ministre du Bien-Être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), mais je me permets de mépriser les déclarations qu'il a faites cet après-midi en Chambre.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier. La discussion doit porter

exclusivement sur le principe du bill et le député de Montréal-Mercier n'a pas le droit de faire allusion aux débats précédents.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Je veux dire au gouvernement que sa législation commence à créer de l'inquiétude à Montréal. Le peuple de Montréal veut des logements et la loi ne lui donne absolument rien. Ce n'est pas avec les 40 logements de Trois-Rivières qu'on va compenser pour les 70,000 logements qui manquent à Montréal. Cette loi ne tient aucun compte des besoins de la morale et de l'hygiène.

Les directeurs des caisses populaires de mon comté m'ont déclaré que jamais, en dépit de toutes les lois, elles ne pourront consentir à prêter 100 % sur une construction neuve. Pas une caisse populaire ne pourra prêter sur la foi de ce projet de loi.

Le gouvernement a créé un crédit agricole provincial qui a prêté \$65,000,000 aux cultivateurs. Nous en sommes très heureux. Mais en refusant aujourd'hui de créer un crédit à l'habitation pour les ouvriers des villes, il va diviser deux classes de la société qui ont toujours été unies dans notre province. Avec cette loi, on n'arrive qu'à soulever la population ouvrière contre la population agricole.

Je demande au premier ministre de réfléchir avant de faire voter définitivement cette loi. Si le gouvernement ne l'amende pas, si le gouvernement continue avec ses déclarations et continue aussi à violer ses promesses, il provoquera une révolution dans la province de Québec.

C'est assez de dresser la classe ouvrière contre la classe agricole. L'Union nationale veut-elle une révolution des ouvriers contre les cultivateurs? Je veux pour les ouvriers les mêmes avantages que pour la classe agricole.

Le premier ministre et ses collègues ne respectent pas leurs engagements. Le premier ministre a promis autrefois de donner à la province un crédit urbain. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) n'a pas tenu son engagement de faire adopter un bill de crédit urbain. Pour ma part, j'ai passé la journée de dimanche à attendre en vain le téléphone du ministre qui devait venir me rencontrer devant la population de Montréal pour discuter publiquement le bill du logement. Est-ce que le ministre avait peur de me rencontrer?

M. Chaloult (Québec) est en faveur d'une loi de l'habitation. Il votera pour la deuxième lecture, parce qu'alors seul le principe du projet de loi est en

jeu. Et le principe, dit-il, me paraît être de prêter jusqu'à \$6,000 à 2 %, sur une maison à logement unique, le gouvernement payant la différence de 3 %. Il approuve ce principe. Mais en troisième lecture, c'est le texte même que nous jugeons.

J'estime que le texte du projet de loi ne va pas assez loin parce qu'il ne comporte aucune garantie gouvernementale d'une partie du capital. C'est pourquoi je voterai contre la troisième lecture à moins que le gouvernement ne donne des garanties à celui qui n'a pas le capital initial pour pouvoir emprunter.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le projet de loi ne représente pas même un commencement de règlement du problème de logement. Les caisses populaires n'ont pas l'actif liquide voulu pour prêter suivant les prescriptions de la loi. Avec le crédit agricole, les cultivateurs empruntent directement l'argent de la province, mais avec le bill 8, les ouvriers ne recevront qu'une portion de l'intérêt des prêts qu'ils pourront obtenir. C'est une attitude discriminatoire à l'égard des ouvriers.

Dans toute l'histoire de la Législature, jamais, à mon avis, une loi provinciale n'a apporté autant de déception au peuple. L'opposition a suggéré les moyens de l'améliorer. Le gouvernement refuse. Il refuse de donner aux ouvriers des villes les mêmes avantages qu'aux cultivateurs. Le gouvernement devrait traiter les ouvriers comme il traite les cultivateurs en leur fournissant le capital nécessaire. Les ouvriers des villes n'ont-ils pas autant de droits que les cultivateurs des campagnes?

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Nous avons donné aux cultivateurs et nous offrons aux ouvriers \$2,750 en intérêts.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les cultivateurs ont reçu \$65,000,000; ils ont été bien traités, mais les ouvriers ne recevront rien. Les cultivateurs ont obtenu le capital et un bas intérêt et je m'en réjouis. Mais aux ouvriers, le gouvernement dit: "Aidez-vous, le ciel vous aidera."

Demandez à vos voisins de vous fournir du bois, de la pierre, du mortier et construisez vos maisons avec eux." Voilà la politique de logement du gouvernement. Pendant ce temps, le gouvernement se croisera les bras en disant: "Nous avons réglé le problème du logement".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est Ottawa qui a mis le feu à la maison. Qu'il règle ses problèmes.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si Ottawa avait proposé un moyen de régler lui-même le problème du logement dans la province, le premier ministre crierait: "Au feu, au voleur!" Tout cela au nom de l'autonomie. Ottawa a une loi du logement. Si le fédéral peut aider, comme l'a suggéré le chef de l'opposition, que le premier ministre fasse des propositions. Si le gouvernement veut avoir la coopération d'Ottawa pour régler le problème du logement, il devrait la demander. Mais qu'il n'y aille pas armé d'un bâton ou avec des gants de boxe d'une main et un revolver de l'autre. Il ne voit rien dans le bill qui dit que le gouvernement viendra à la rescousse des caisses populaires si elles font faillite.

Cette loi ne fera pas bâtir 100 maisons en plus de celles qui se seraient construites quand même. C'est un bill d'habitation qui ne bâtit rien. La loi est décevante comme en font foi des centaines de télégrammes de protestations contre le bill. Le gouvernement dit que les gens doivent s'aider eux-mêmes: ils vont s'aider aux prochaines élections en votant contre le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu des centaines de messages et lettres d'approbation. On conviendra que nous refusions d'être embarqués sans une enquête sérieuse dans des projets qui pourraient coûter un milliard de dollars et plus. La Commission de l'habitation m'a écrit que notre loi offrait de grands avantages.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est tout ce qu'elle dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission voudrait que nous donnions une garantie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ah! Ah! Montrez-nous donc la lettre!

M. Bienvenue (Bellechasse) lit la lettre. Le premier ministre m'a interrompu, mais il n'a pas eu le temps de lire toute la lettre qui dit: "En dépit des avantages de votre loi, un homme sans capital ne pourra pas se bâtir." Et plus loin: "Les deux seules coopératives qui ont réussi le doivent à de très généreux personnages qui ont assuré la garantie des prêts." Le premier ministre a dit: "On ne bâtit pas des maisons avec des discours." Ni avec du papier non plus.

Il faut de l'argent pour se bâtir et le gouvernement n'en offre pas. Je demande que les

ouvriers des villes aient les mêmes avantages que les cultivateurs. Je suis heureux que la classe agricole bénéficie de deux prêts, l'un fédéral, l'autre provincial. Mais la classe ouvrière a ses droits aussi et le gouvernement n'a pas le droit de les ignorer.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Le prêt fédéral ne prête pas dans les quartiers ouvriers de Montréal. Notre loi actuelle va changer tout cela en faveur de la classe ouvrière vers laquelle se penche le gouvernement de l'Union nationale.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le bill 8 ne favorise pas les ouvriers des villes. Ils ne peuvent pas emprunter un seul sou quand les cultivateurs peuvent obtenir jusqu'à 65 %. Le gouvernement américain prend des mesures pour bâtir 10,000,000 de maisons en dix ans. À Québec, tout ce que fait le gouvernement, c'est payer 3 % d'intérêt. Sans la garantie du gouvernement pour une partie du capital, il n'y a rien à faire.

Le gouvernement a donné \$65,000,000 au crédit agricole pour tâcher de retenir nos cultivateurs à la campagne, mais pour faire coucher dehors les gens des villes, il ne dépense que \$3,500,000. Comme résultat: le jour du prochain scrutin, les ouvriers des villes organiseront une corvée contre l'Union nationale.

M. Leduc (Laval): Un des grands obstacles à la construction de maisons, c'est que la construction elle-même coûte trop cher. Les matériaux de construction se vendent trop cher. L'an dernier il s'est construit 70,000 maisons dans la province¹⁰ sans la loi du premier ministre, qui n'en fera pas construire de nouvelles. Au cours de la présente année, il devrait s'en construire 100,000 sans l'aide du gouvernement. À mon avis, la loi telle que présentée est non seulement inefficace, mais condamnable.

M. Morin (Québec-Centre) relève une déclaration faite au cours de la journée par le premier ministre. Tous les Canadiens ont des droits égaux à l'égard de la loi, dit-il. Cette loi est un miroir aux alouettes. Elle démolit les espoirs que son titre a fait naître. Il réclame la même mesure de justice pour les ouvriers. Les cultivateurs ont trop d'estime pour les ouvriers, dit-il, pour ne pas leur souhaiter les mêmes avantages. La présente loi ne donne rien, pas même

un prix de consolation à l'ouvrier et au petit fonctionnaire.

On devrait s'attaquer au problème du taudis dans les villes et la loi devrait permettre des prêts pour ces travaux et leur reconditionnement.

Je proteste contre cette clause qui permet au gouvernement, à volonté, de refuser de payer l'intérêt sur tel ou tel prêt. Pourquoi faut-il l'autorisation préalable du gouvernement pour obtenir le bénéfice de la loi? Cela ouvre la porte au favoritisme. C'est antidémocratique.

M. Godbout (L'Islet): D'une façon générale, les lois de l'Union nationale ne sont bonnes que dans le titre. Celle de l'habitation pose en principe que la responsabilité gouvernementale devra porter sur les municipalités, les caisses populaires et autres sociétés de prêts. Les caisses populaires n'ont pas besoin de l'autorisation du gouvernement pour prêter de l'argent à un particulier qui veut se construire une maison. Ce qui constitue le principe de la loi, c'est l'abandon, par le gouvernement, de ses propres responsabilités pour les rejeter sur les petites sociétés de prêts. La loi fait porter à d'autres qu'au gouvernement le fardeau du règlement du problème.

Celui que la loi devrait avoir pour objet d'aider ne peut bénéficier de cette loi. On a eu raison de dire que ceux qui bénéficieraient de l'intérêt à 2 % sont ceux qui n'en ont pas besoin. La loi ne bénéficiera qu'à ceux qui n'ont pas besoin d'argent.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable à l'amélioration des conditions de l'habitation, refuse d'approuver le bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation, parce qu'il rejette sur les caisses populaires et les sociétés de prêts les risques que le gouvernement devrait encourir lui-même dans la mise en application de la loi."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francœur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 27.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicœur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 49.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le crédit agricole a été bon pour les cultivateurs, pourquoi un crédit ouvrier ne serait-il pas bon dans les villes?

Il propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable à l'amélioration des conditions de l'habitation, refuse d'approuver le bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation, parce que le seul moyen efficace de résoudre le problème de l'habitation familiale serait, pour le gouvernement, de garantir lui-même aux organismes de prêt un certain pourcentage du capital nécessaire à la mise en application de ladite loi."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francœur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 31.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis,

Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudeau, Johnson, Jolicœur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Thuot, Trudel, Vachon. 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à sa prochaine séance.

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi de la curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Ministre des Travaux publics, rapport 1946-1947

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1947. (Document de la session no 23)

Questions et réponses:

Contrats avec Montcalm Construction Company

M. Ross (Montréal-Verdun): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Montcalm Construction Company, depuis le 1^{er} mars 1947?

2. Dans l'affirmative, énumérer ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quels conditions et termes ces contrats ont été accordés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Oui.

2. Comté de Québec; contrat pour \$177,113.20; travaux exécutés du 31 décembre 1947; \$50,661.68; travaux restant à faire: \$126,351.52.

Comté de Bellechasse; contrat pour \$131,564.72; travaux exécutés au 31 décembre 1947: \$155,839.27; travaux restant à faire: \$7,865.

3. Non.

4. Répondu au no 3.

5. Ces travaux sont exécutés à prix unitaires basés sur les estimations et les renseignements fournis par les experts du département de la Voirie, et conformément aux meilleurs intérêts de la province.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) et deux de mes collègues représenteront le gouvernement demain aux obsèques du père du secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté), le regretté M. J.-A. Côté.

Il déplore les tactiques viles d'un journal qui devrait au moins respecter les cadavres¹¹.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La Chambre ajourne immédiatement ses travaux afin de permettre aux députés membres du comité des bills publics et du comité des bills privés de siéger.

2. *L'Action catholique* du 25 février 1948, à la page 10, souligne que le premier ministre est absent momentanément.

3. Edgar Bergen, (1903-1978), comédien américain; le plus populaire ventriloquiste dans l'histoire des arts et spectacles; sa marionnette la plus connue est certainement Charlie McCarthy. Ils ont participé à une émission de radio très populaire de 1937-1957 et ont également participé à plusieurs films. Pour en savoir plus sur Bergen et McCarthy, voir "Bergen, Edgar", dans *Current Biography, Who's News and Why*, New York, The H. W. Wilson Company, 1945, pages 42 à 45.

4. Le journaliste du *Nouvelliste* du 25 février 1948, à la page 9, rapporte: "On fait ici allusion aux revenus de la province qui s'élèvent à \$150,000,000."

5. Le journaliste de *L'Action catholique* du 25 février 1948, à la page 11, écrit: "Une vigoureuse passe d'armes s'engage entre le premier ministre et le député de Rivière-du-Loup. Elle se poursuit cependant sans animosité et intéresse vivement toute

la Chambre. On s'écarte beaucoup du problème de l'habitation."

6. *L'Action catholique* du 25 février 1948, à la page 11, et *Le Soleil* du même jour, à la page 12, soulignent que c'est le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui appuie la motion de M. Godbout.

7. Selon *L'Action catholique* du 25 février 1948, à la page 11, la séance s'ouvre à 8 h 30.

8. Concernant cette pratique d'étudier plusieurs bills privés lors d'un comité plénier, voir l'article 641 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*.

9. Ces propos de M. Duplessis sont rapportés seulement par le *Montréal-Matin* du 25 février 1948, à la page 2.

10. D'après *L'Action catholique* du 25 février 1948, à la page 11, il faut lire "dans le pays".

11. Le *Montréal-Matin* du 25 février 1948, à la page 2, explique que M. Duplessis fait allusion à un article publié samedi le 21 février 1948 par le quotidien libéral *Le Canada*. Ce dernier, selon le *Montréal-Matin*, a écrit que le secrétaire de la province était absent de la Chambre le 20 février 1948 parce qu'il était en désaccord avec le premier ministre. Le quotidien de l'Union nationale précise que cela est faux, car M. Côté était au chevet de son père mourant. Or, l'article du *Canada* intitulé "Pourquoi M. Omer Côté n'y était pas", et publié dans son édition du 21 février 1948, à la page 2, concerne l'absence de M. Côté à un banquet de la Société des éditeurs canadiens qu'il devait présider. Selon *Le Canada*, M. Côté ne s'est pas présenté à ce banquet parce que c'était l'anniversaire d'un plagiat qu'il a fait sur les ondes de CKAC où il avait lu un texte publié plutôt dans un journal dont l'auteur était M. Robert Charbonneau. *Le Canada* suggère que M. Côté a peut-être eu des scrupules à s'asseoir aux côtés de M. Charbonneau.

Séance du mercredi 25 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Votre comité a examiné le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges, Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre soit changé en celui de loi relative à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier, comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde et Blaise-P. Lincourt d'un permis de pratiquer comme comptables publics pour une période de deux ans.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 relatif à l'admission d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay.

Votre comité fait aussi rapport que les bills suivants ont été référés à votre honorable Chambre pour considération:

- bill 181 relatif à l'admission de Isidore Morgulis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 111 relatif à l'admission de Guy Brodeur, Arthur Villeneuve et Guy Hébert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog;

- bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Projets de loi:

**Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier,
Antoni Carboneau;**

**Mariage de M.-E. Labrecque et de G. Couillard
de l'Épinay,**

**Charles Poirier, charte de Sherbrooke,
charte de Magog, charte de Plage-Laval**

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin d'un permis de pratiquer comme comptables publics pour une période de deux ans;

- bill 102 relatif à l'admission d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay;

- bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog;
- bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie lesdits bills séparément, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 170, 102, 105, 163, 122, 189 et 127 sans les amender.

Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde et Blaise-P. Lincourt d'un permis de pratiquer comme comptables publics pour une période de deux ans soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Antoni Carboneau

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 102 relatif à l'admission d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mariage de M.-E. Labrecque et de G. Couillard de l'Épinay

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charles Poirier

M. Jolicœur (Bonaventure) propose que le bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Magog

M. Bergeron (Stanstead) propose que le bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Plage-Laval

M. Gatien (Maisonnette) propose que le bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

G. Brodeur, A. Villeneuve et G. Hébert; Isidore Morgulis

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 111 relatif à l'admission de Guy Brodeur, Arthur Villeneuve et Guy Hébert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 181 relatif à l'admission de Isidore Morgulis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

En comité:

Présidence de M. Caron

Le comité se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

Association des mesureurs de bois

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que le bill 106 de l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des dentistes

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:

Salaires des employés civils

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 18 février courant, sur la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement accorde immédiatement à ses employés, tant de l'intérieur que de l'extérieur, un traitement proportionnel à leurs obligations, à leur compétence et à leur travail.

M. Drouin (Québec-Est): Tout le monde admet l'insuffisance des salaires du service civil de la province. Une foule de fonctionnaires, pères de familles nombreuses, ne peuvent pas donner à leurs femmes et enfants le confort auquel ils ont droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Est (M. Drouin) sait-il que le salaire moyen de tous les fonctionnaires du gouvernement est présentement de \$1,889 par année?

M. Drouin (Québec-Est): Quand on a un budget de \$150,000,000 par année et qu'on refuse \$65,000,000 d'Ottawa, c'est pas suffisant. Le gouvernement de Québec ne peut prétexter son incapacité de payer ses fonctionnaires en disant qu'il n'a pas d'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Trésor provincial retire déjà \$55,000,000¹ par année des impôts en échange desquels on nous offre \$65,000,000. Il ne peut donc être question d'un refus de \$65,000,000.

M. Drouin (Québec-Est): Il reste tout de même que la masse des petits employés retire moins de \$1,800 par année. C'est là qu'est le mal. Il y en a qui sont très bien traités, tandis qu'il y en a trop qui sont en bas de la moyenne. C'est dire qu'ils sont incapables, dans les circonstances actuelles, de faire vivre raisonnablement leurs familles. Tant que les fonctionnaires ne pourront pas assurer la subsistance de leurs familles, nous réclamerons. Il demande au premier ministre, dit-il, d'augmenter les salaires des employés de la police des liqueurs.

Il est regrettable que le gouvernement ait aboli la Commission du service civil avec cette sauvagerie politique qui fait une différence entre les bleus et les rouges dans le service civil. Il invite les partis, ajoute-t-il, à sortir la politique de la question du service civil.

M. Hamel (Saint-Sauveur) souligne l'importance de la position que tient le service civil dans l'administration de la province. Malgré cela, dit-il, les employés n'ont pas les traitements auxquels ils ont droit. Il faut que ce traitement soit juste et équitable. Ce qui est étrange, c'est que les fonctionnaires qui sont dans le service depuis deux ou trois ans reçoivent de plus gros traitements que ceux qui ont blanchi sous le harnais. Est-ce juste? Favoritisme!

Il attire l'attention du gouvernement sur deux catégories spéciales d'employés. Les ministres ont besoin de collaborateurs compétents, dit-il, des experts qui sont appelés à les conseiller dans l'élaboration de leur politique. Ces gens-là ont de très lourdes responsabilités. Et actuellement, ils sont sur un pied d'infériorité vis-à-vis des personnes avec lesquelles ils sont appelés à transiger quotidiennement. Il est important que nous ayons les meilleurs

hommes dans tous les départements pour seconder les ministres.

Pour cela, il ne faut pas s'opposer aux gros salaires, quand il y a compétence et valeur. Nous n'y arriverons qu'en les payant convenablement et en leur donnant la sécurité. L'industrie privée paye beaucoup mieux ses techniciens, avec le résultat que ceux du gouvernement sont tentés d'accepter ailleurs des situations plus rémunératrices.

La moyenne des salaires ne signifie pas grand-chose. Il y a d'excellents employés qui n'ont que \$1,400, \$1,500 et \$1,800 de salaire annuel. Ce n'est pas suffisant. La politique intervient et elle fait du tort aux employés. On devrait leur donner plus de sécurité et les mettre à l'abri de l'ingérence politique. Il y a déjà eu des tentatives louables de l'éliminer.

Je regrette que cela n'ait pas réussi parce que, aujourd'hui, il y a de la politique dans tout. On devrait surtout ne pas obliger les employés à participer aux campagnes électorales. Dans des élections partielles, j'ai rencontré des fonctionnaires qui participaient aux campagnes politiques du gouvernement dans les comtés. J'en ai même rencontré un de très compétent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui ça?

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je ne donnerai pas de nom à la Chambre, mais je suis prêt à le donner au premier ministre. Il faut que cela cesse. Je veux que cela cesse. Agir ainsi, c'est les détourner de leurs devoirs et les exposer à des représailles. C'est les priver d'une sécurité nécessaire. Il est injuste que les fonctionnaires fassent de la politique, injuste pour eux-mêmes et injuste pour le bon renom de la province.

Je veux en terminant faire appel au bon cœur du premier ministre en faveur des petits employés. Quatre-vingt-dix pour cent des emplois au parlement sont justifiés. Quand on fait travailler quelqu'un, qu'on le paye raisonnablement. Certaines catégories de fonctionnaires dans les échelons supérieurs ont eu des augmentations, selon l'énoncé du premier ministre, la semaine dernière.

Mais des augmentations immédiates s'imposent pour la masse des employés civils, dont le salaire est de \$1,400 à \$1,800 par année. Ils sont toujours en attente d'une augmentation correspondante au coût de la vie, afin de leur permettre de donner à leurs femmes et à leurs enfants le confort auquel ils ont droit. Est-ce qu'on a le droit de laisser les employés de l'État gagner \$3 et \$4 par jour, quand on paie 65 cents de l'heure aux journaliers et \$3 et \$4 par jour aux personnes qui font le ménage dans les maisons?

Il plaide la cause des femmes de journée qui partent de chez elles aux petites heures du matin, travaillent six jours par semaine à raison de deux ou trois heures par jour et qui ne retirent actuellement que \$5, \$6 ou \$7 par semaine. C'est manifestement insuffisant, dit-il. C'est une situation qu'on ne peut plus tolérer. Je demande au premier ministre de donner un meilleur salaire à ces femmes de ménage. J'espère que mon appel ne restera pas sans réponse.

(Applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval): Je m'intéresse particulièrement au sort des fonctionnaires. La moyenne que l'on calcule en comptant les gros salaires ou ne comptant que les salaires de moins de \$3,000, cela ne veut rien dire. C'est une fiction et chaque cas devient un cas particulier. Ce qui compte, c'est le salaire que chaque fonctionnaire reçoit.

Je suis en faveur d'une augmentation substantielle pour les petits aussi bien pour les techniciens qui ont des responsabilités plus grandes. La classification devrait se faire suivant les fonctions plutôt que selon les départements afin de donner justice à tous. Je recommande au gouvernement de donner égalité de traitement pour l'égalité de compétence. Tous, petits salariés comme techniciens, ont droit à des salaires plus équitables.

Au départ d'un employé démissionnaire, on devrait se faire un devoir de toujours lui remettre ce qu'il a versé au fonds de pension. Cet argent lui appartient et il est injuste de le lui enlever sous un prétexte quelconque.

M. Chaloult (Québec): La Chambre est unanime à reconnaître que les fonctionnaires ne sont pas suffisamment payés. Il se dit très heureux de constater que la Chambre est également unanime à appuyer sa motion. Il souhaite que le gouvernement donne suite au vœu exprimé en accordant sans délai une augmentation considérable à tous ceux qui le méritent.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

Immigration dans la Beauce, au Québec et au Canada

M. Chaloult (Québec) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

Chambre une copie de toute correspondance échangée du 1^{er} janvier au 1^{er} février 1948, entre le gouvernement provincial ou un de ses ministres et le gouvernement fédéral, un de ses ministres ou quelque fonctionnaire supérieur, relativement à l'immigration dans la Beauce, la province de Québec et le Canada en général.

On me dira que le problème de l'immigration relève constitutionnellement du fédéral, mais il a une incidence provinciale telle et il a une si grande importance pour notre peuple que je me crois justifié d'en parler dans ce Parlement provincial. La survivance et la croissance du peuple canadien-français dépendent en très grande partie de la solution qu'on apportera à ce problème de l'immigration. Il divise son discours en cinq parties: a) historique de la question; b) statistiques de l'immigration au Canada jusqu'à 1947; c) buts de cette immigration; d) l'injustice qu'elle constitue à l'égard de la population française du Canada; et e) conséquences de l'immigration.

Je veux faire débiter cet historique en 1896, alors que M. Wilfrid Laurier est devenu premier ministre du Canada. L'immigration méthodique a commencé sous le gouvernement Laurier et c'est sous Laurier que la politique visant à noyer l'élément canadien-français a commencé. On a alors lancé au pays un grand mouvement d'immigration. La politique d'immigration du gouvernement fédéral a été une politique d'assimilation aux dépens des Canadiens français.

C'est M. Clifford Sifton qui a été chargé d'organiser cette immigration. M. Sifton, francophobe reconnu, ancien procureur général de l'Alberta et responsable des lois spoliatrices de nos compatriotes; Sifton que l'on surnommait "le petit Napoléon de l'Ouest", avait un but bien précis: assurer la majorité des britanniques et nous faire disparaître comme groupe ethnique. Il était aussi authentiquement "mange-canayen" que son prédécesseur, George Brown.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il recevait \$10 par immigrant.

M. Chaloult (Québec): Je croyais que c'était \$5. Chose certaine, c'est qu'il y a eu des scandales et qu'il a été forcé de démissionner du cabinet Laurier, à propos justement de cette affaire d'immigration. N'empêche que Laurier a cherché à le repêcher sans succès par la suite. Le but avoué était une immigration massive dans l'Ouest, qui était alors peuplé en majorité par des métis et des Canadiens

français. Il fallait faire échec à cette majorité latine. Sifton organisa une immigration intense dans l'Ouest: une immigration juive, britannique et étrangère. Toute immigration française, belge ou simplement latine était strictement bannie, il fallait empêcher systématiquement leur entrée au Canada.

La ville de Montréal a alors été inondée de juifs et ce fut la création du comté de Saint-Louis dans la métropole du Canada, le comté qui a élu le premier député communiste au pays. Si on trouve aujourd'hui dans Montréal une population inassimilable, c'est dû directement à Clifford Sifton qui a amené chez nous et en Ontario des éléments indésirables, des éléments de désordre. Dans l'Ouest le même M. Sifton nous a amené des Ukrainiens, des Polonais, des Doukhobors et des repris de justice. Cette politique d'immigration a apporté au Canada tout ce qu'il y avait de moins bien parmi les rats de quais de Londres. À certains, on offrait le choix entre la prison ou le départ pour le Canada.

En même temps, on empêchait les Canadiens français de se diriger vers l'Ouest en leur imposant des tarifs prohibitifs pour leur transport, alors que l'on facilitait l'entrée dans l'ouest des étrangers. C'était presque les forcer à partir pour les États-Unis. Mais on faisait venir des indésirables à frais exorbitants. Il était plus facile, à ce moment, de venir de Pologne au Canada. De toute évidence, on voulait empêcher l'accès de cette région aux Canadiens français. Comme quoi Clifford Sifton a démontré que George Brown et lui furent probablement les deux hommes qui ont cherché le plus à minimiser l'influence des Canadiens français.

Sous l'autorité de qui cette politique a-t-elle été appliquée? Qui l'a le plus encouragée, patronnée et protégée? Un pseudo Canadien français, nul autre que Wilfrid Laurier², qui n'était Français que de nom. Il ne perdait jamais une occasion de dire qu'il était "British to the core", ce qui veut dire en français, "Britannique jusqu'au trognon". Il écrivait à Mme Lavergne, la mère d'Armand Lavergne, exclusivement en anglais. Il ne manquait jamais de prendre un petit accent anglais quand il parlait en français, parce que cela faisait plus chic. Il chercha constamment à se faire pardonner d'être Canadien français.

Plusieurs, dont Henri Bourassa, protestaient contre la politique d'immigration de Sifton destinée à noyer les Canadiens français. On disait à Laurier: "Vous ne tenez pas compte des opinions de la province de Québec." Et Laurier répondait: "La province de Québec n'a pas d'opinion, elle n'a que des sentiments."

C'était vrai dans un certain sens. Ce fut la même chose sous Laurier qui abandonna les Canadiens français relativement à la question des écoles au Manitoba, et qui a établi un précédent en participant aux guerres de l'Empire en envoyant des troupes en Afrique du Sud.

C'est qu'en dépit de tout le mal qu'il nous faisait, la province de Québec l'adulait et l'applaudissait parce qu'il était Canadien français. Nos gens croyaient réellement que Laurier au pouvoir, c'était la revanche des plaines d'Abraham. N'est-il pas à propos de souligner ces faits, quelques désagréables qu'ils puissent être, surtout à l'heure où l'on fait miroiter à nos yeux la montée possible d'un second Wilfrid Laurier qui, comme son prédécesseur, n'aura, lui aussi, de Canadien français qu'une partie de son nom?³

Quel a été le résultat de cette politique? De 1851 à 1944, l'élément canadien-français au Canada a perdu du terrain plutôt que d'en gagner. De 1851 à 1941, cette politique a favorisé l'entrée au Canada de 6,700,000 immigrants. Pendant le même temps, 6,300,000 Canadiens émigraient aux États-Unis. C'est donc dire qu'en l'espace de 90 ans, les millions et les millions dépensés pour l'immigration n'ont donné au Canada que 400,000 citoyens. Nous avons dépensé des sommes exorbitantes sans avantage pour le Canada. Cela revient à dire que pour garder chez nous 400,000 immigrants, nous avons dépensé des sommes folles.

L'immigration britannique a continué sous le gouvernement de Sir Robert Borden. Pendant cette longue période, tous les gouvernements canadiens ont fait leur part en encourageant l'immigration intensive des sujets britanniques au Canada et ils n'ont rien fait pour empêcher l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis. Mais en laissant partir les Canadiens français pour les États-Unis et en les remplaçant par des Britanniques, on a obtenu un résultat: c'est que les Français sont partout en minorité en Amérique du Nord.

Du gouvernement de Laurier au gouvernement actuel, tous les gouvernements canadiens ont suivi la même politique. On tente à Ottawa de répéter la campagne de 1896 parce qu'on a découvert, en analysant le recensement de 1941 que, si l'accroissement naturel de la population canadienne-française se continuait au rythme normal, les Canadiens français deviendraient la majorité vers 1971. Je ne veux pas dire la majorité absolue, mais la majorité sur les éléments anglais, irlandais et écossais combinés. Nous constituerions le groupe ethnique le plus considérable. Cette constatation a fortement ému nos

compatriotes anglais. Voilà pourquoi l'Angleterre s'en inquiète.

C'est alors que l'on a immédiatement organisé une autre campagne d'immigration à outrance, comme celle du gouvernement Borden, après la guerre. On a dénoncé la menace française et on a réclamé une immigration intense. Les revues, les journaux, les chefs anglais ont parlé de la menace de la domination française. On a vu des articles publiés sous des titres tels que "Menace française au Canada".

Le doux M. B. X. Sandwell a lancé en 1942 le cri d'alarme dans le *Saturday Evening Post*, il a dit: "Keep Canada British." Stephen Leacock a protesté contre l'augmentation de l'influence canadienne-française au pays. C'est de Londres qu'est parti le mouvement et l'on a organisé le fameux plan impérial destiné à enrayer les progrès du peuple canadien-français.

Le peuple britannique dans sa sagesse et son droit s'est parfaitement rendu compte de la décadence de l'Empire britannique, décadence dont il faut se réjouir dans l'intérêt de l'humanité en général; ce qui ne sourit guère à l'Angleterre. Après la guerre, après avoir vu l'Inde, la Birmanie et Ceyland devenir des États autonomes, et après avoir perdu l'Égypte et la Palestine, Londres a décidé de contrebalancer ses pertes en consolidant ses positions et en s'organisant solidement ailleurs, notamment en Afrique et au Canada.

Londres a décidé de garder le Canada dans l'Empire en y maintenant une majorité britannique. En septembre 1947, M. Caldwell, ancien premier ministre de l'Australie, est venu au Canada et il a déclaré, les larmes aux yeux, que l'Angleterre a trop de monde, qu'il y a un surplus de 12,000,000 de personnes et qu'ils devaient être distribués dans le dominion britannique. Il nous dit qu'il nous faut courir au secours de la "mother-country" et recevoir le surplus de sa population. Et l'on a mis à exécution un plan minutieux et détaillé.

Des ministres canadiens comme MM. Howe, Gardiner, Mackenzie et autres ont fait écho à ces revendications. M. Howe⁴ est même allé à Londres, où il a été finement reçu et choyé. De retour au pays, il a dit qu'il nous faudrait recevoir, en 1947, 60,000 immigrants au Canada. Ses espoirs ont été dépassés puisque nous en avons eu 64,000. Il a ajouté qu'il en faudrait le double en 1948.

Quelques mois plus tard, c'était le tour de M. Gardiner, le très honorable M. Gardiner⁵ d'aller faire, lui aussi, une petite promenade en Angleterre et il a été reçu très finement à son tour. Il est revenu

en disant qu'il faudrait doubler la population du Canada en 25 ans.

M. Keenleyside a dit, qu'il faut conserver au Canada un pourcentage maximum de Britanniques. Le sénateur Ian Mackenzie a réitéré son sentiment lors d'un discours à Montréal. Des premiers ministres provinciaux, notamment, MM. Drew et Manning, sont allés en Angleterre et ils ont organisé à Londres une immigration exclusivement britannique.

Le gouvernement canadien a promis de faire de l'immigration modérée. Même promesse que pour la guerre et mêmes résultats. Conformément au plan Howe, il est entré 64,000 immigrants au Canada en 1947, dont 38,000⁶ des Îles britanniques, 9,000 des États-Unis, 5,000 du nord de l'Europe, 3,000 de la Hollande...

M. Larivière (Témiscamingue): Combien de Palestine?

M. Chaloult (Québec): Les statistiques officielles mentionnent 10,000 des autres pays. Je crois bien que parmi ceux-là, nous avons plusieurs frères en Jésus-Christ qui étaient juifs. On ne le dit pas parce qu'on craint les protestations. Mais il n'y a pas un seul immigrant français ou latin. Rien ne nous laisse croire qu'il est entré au pays un seul Français, un seul Wallon, un seul Belge, un seul Italien. Tous ces immigrants viennent des pays britanniques, protestants ou sympathisant.

Huit mille de ces immigrants sont venus dans la province de Québec. Il y a eu progression dans l'immigration, il faut remarquer l'accélération du mouvement. En décembre 1946, il est entré 3,900 immigrants au pays. En décembre 1947, il en est entré 7,500. La proportion britannique de cette immigration de 1947 avait aussi augmenté de 75 %. M. Humphrey Mitchell a dit qu'il faudrait doubler cette immigration en 1948 et augmenter la proportion de l'immigration britannique.

Notre survivance nationale est en jeu devant cette immigration raciste et impérialiste que poursuit Ottawa. Quels sont les buts de cette immigration? Le but de l'immigration poursuivi par le fédéral est que le Canada demeure britannique. On veut garder jalousement la proportion de Britannique au Canada et même l'augmenter si possible, pour que notre pays reste dans l'orbite de l'empire anglais.

L'immigration est dirigée contre la survivance française. Cette tactique n'a pour but que d'empêcher les Canadiens français de jouir du fruit de l'accroissement normal de leur population. Le

gouvernement fédéral cherche la mort et la disparition de l'élément canadien-français.

Et, comme preuve, ce fut un tollé, dans une certaine presse du reste du pays quand M. Ludger Dionne, député de Beauce, fit venir à Saint-Georges de Beauce, pour ses usines, 100 Polonaises catholiques. Les journaux anglais ont protesté dans le temps. On a trouvé cela scandaleux et on a dénoncé M. Dionne. Il y a eu un débat en Chambre à Ottawa.

Mais quand M. Drew (premier ministre de l'Ontario) partit peu après pour l'Europe pour faire venir à son tour des immigrants britanniques et protestants, ce fut un concert d'éloges dans les mêmes journaux et dans tout le Canada. Ottawa s'est empressé de mettre des avions à sa disposition pour accélérer le rythme de l'immigration anglaise.

Que le premier ministre de notre province, par ailleurs, aille en Europe pour organiser une immigration française, belge ou suisse, comme la Chambre de commerce de Montréal lui suggère, et il y aura une tempête de protestations au pays, ce sera presque la guerre civile. Mais qu'il se rende à Londres pour obtenir des immigrants, on le proclamera le plus grand premier ministre que n'ait jamais produit le Québec.

Il y a trois catégories d'immigrants: les Britanniques, à qui les portes sont ouvertes toutes grandes; les "displaced persons", qui entrent assez facilement; et les autres, à qui l'on suscite toutes sortes d'obstacles. Les Français sont dans cette troisième catégorie. Il y a une discrimination contre les immigrants français. Il faut cinq ans de séjour à un Français pour devenir citoyen canadien, mais le séjour n'est que d'un an dans le cas de tout sujet britannique. Mais il y a pire.

On a deux poids et deux mesures pour les visas. Les visas et les droits de séjour au pays sont faciles à obtenir quand il s'agit de faire venir un communiste, un communiste ou un juif. Et quand il faut faire prolonger le visa de ces derniers, c'est chose très facile. Pour un Français catholique, c'est difficile d'obtenir un droit de séjour dans la province et quand il faut prolonger son visa, cela devient une entreprise à peu près impossible. Il n'y a pas de place ici pour les Français, les Belges, les Suisses et les catholiques; il y en a pour les communistes et les juifs.

C'est scandaleux de voir avec quelle facilité les communistes et les communistes entrent au Canada. J'affirme même qu'il y a, chez nous, de très honnêtes gens, des éléments très recommandables qui ne peuvent obtenir des visas permanents, tandis que des éléments douteux et des éléments de

désordre les obtiennent très facilement. Telle est l'application de nos droits.

Cette politique d'immigration britannique agit contre les intérêts de l'Angleterre et contre ceux du Canada. M. Churchill lui-même s'oppose au départ des Britanniques pour aller vivre dans d'autres pays du Commonwealth. M. Churchill a dit que son pays ne peut se permettre d'immigration. Cette immigration est aussi contre les intérêts de la province, étant donné surtout la situation du logement. C'est une aberration de faire venir dans la province de Québec 80,000 immigrants alors qu'il manque, dans la seule ville de Montréal, plus de 70,000 logements pour loger la population actuelle.

C'est une politique insensée, dirigée contre les Canadiens français qui fait partie d'un plan soigneusement organisé. Sur les 8,000 immigrants reçus l'an dernier dans la province de Québec, un bon nombre sont allés à Montréal. Si des éléments étrangers continuent à prendre la place des Canadiens au Canada, les Canadiens vont partir vers les États-Unis. Alors, avant de faire venir des étrangers, il faudrait songer à garder chez nous nos gens, au lieu de les laisser émigrer aux États-Unis.

L'immigration telle qu'on la pratique est de nature à nuire à l'unité nationale des deux seuls peuples qui ont ici des droits constitutionnels égaux. C'est une politique dirigée contre les Canadiens français et leur accroissement numérique. Officiellement, ce n'est pas la politique du Canada.

C'est une politique préparée par Londres et approuvée par le gouvernement fédéral qui se dit l'ami des Canadiens français. On veut que les gens des quais de Londres viennent prendre la place de nos vétérans. La Constitution est un pacte et vouloir noyer l'une des deux races, c'est injuste et inconstitutionnel. On devrait faire venir des immigrants dans la proportion du nombre des deux groupes.

M. Larivière (Témiscamingue): Le député de Québec (M. Chaloult) ne pense-t-il pas que si M. Saint-Laurent devient premier ministre, il pourra régler la question?

M. Chaloult (Québec): J'espère avoir l'occasion de parler de ce que nous a valu dans le passé la présence d'un Canadien français au poste de premier ministre du Canada. C'est avec tristesse que l'on constate que les plus forts mouvements d'immigration se sont organisés alors qu'un Canadien français dirigeait les destinées du pays. C'est sous Laurier que nous avons eu l'immigration dont je me plains.

Les Canadiens français n'ont jamais été prospères lorsque les leaders étaient canadiens-français, comparativement à lorsque d'autres étaient en poste. Par exemple, les Acadiens du Nouveau-Brunswick ont été misérables lorsque Peter Venoit a été premier ministre du Nouveau-Brunswick, mais ils ont été prospères lorsque M. Baxter a été le premier ministre et c'est la même chose pour l'Île-du-Prince-Édouard.

En principe, je suis favorable à l'ascension de l'un des nôtres à ces hautes fonctions, mais cela nous a coûté si cher dans le passé. Si, au moins, nous pouvions y avoir un Canadien français fier de ses origines et déterminé à défendre les siens. Or, nous avons eu si peu d'hommes qui aient été fiers d'être Canadien français et qui aient su se tenir debout. Quand il s'agit d'un homme qui veut se faire pardonner d'être Canadien français, cela ne donne pas grand-chose, sauf la gloire et des prunes.

Je crains fortement et ne souhaite plus qu'un Canadien français de nom seulement soit à la tête de l'administration. J'aurai l'occasion de parler du très honorable Louis Saint-Laurent qui cherche constamment à se faire pardonner d'être un Canadien français dans le souci d'obtenir le leadership de son pays.

C'est notoirement injuste de n'inviter que des Britanniques. Seuls les Canadiens d'origine française ont des droits égaux à ceux des Anglais sur cette terre canadienne et on n'a pas le droit de faire venir des immigrants qui ne sont assimilables que par un des deux groupes ethniques. Les juifs n'ont pas les mêmes droits. On dira que notre Saint-Père le pape a reconnu que les peuples doivent avoir l'espace vital et que l'archevêque de Montréal (Mgr Joseph Charbonneau) a recommandé l'immigration dans une certaine mesure, mais ce doit être une immigration sélective.

Ni Monseigneur l'archevêque de Montréal ni le pape n'ont recommandé une immigration raciste. Car c'est dans l'intérêt de l'Église d'avoir des immigrants français et catholiques. Dans l'histoire du complot soviétique au Canada, il a été prouvé que 90 % des personnes qui y étaient impliquées étaient des étrangers.

C'est injuste et je me demande, parfois, si nous avons des députés pour nous représenter à Ottawa. Mais que font donc nos moutons rouges? Pourquoi sont-ils à Ottawa? Je ne voudrais pas généraliser, mais il faut constater que plusieurs de nos représentants, là-bas, ne réagissent pas beaucoup. Ils sont payés, ils se contentent de courber l'échine; ils sont rouges!

À mon sens, nous devrions protester auprès des autorités d'Ottawa pour enrayer cette immigration britannique. Cette politique d'immigration est injuste pour nous; elle a pour but de noyer la population canadienne-française au Canada. J'ai inscrit une motion pour production de documents, mais j'aurais dû inscrire une motion de blâme et de protestation contre Ottawa. Si je ne l'ai pas fait, c'est afin de ne pas embarrasser nos amis de l'opposition libérale en les plaçant dans une situation où ils auraient été obligés de rejeter une motion pour ne pas avoir à voter contre leurs amis d'Ottawa.

Il faudrait étudier la suggestion faite par la Chambre de commerce de Montréal d'organiser une immigration française, bien que je ne veuille pas me prononcer sur cette question. C'est notre devoir d'augmenter notre population par des moyens naturels. Si d'autres veulent limiter la famille par des méthodes contraceptives, c'est leur affaire. Quant à nous, nous suivons les lois de la nature. S'ils sont contre nos méthodes, ils devraient faire la même chose. Au lieu de s'appliquer à élever des chiens, faites qu'ils élèvent des enfants.

Les allocations familiales sont un moyen de favoriser ceux qui ont des enfants et, par le fait même, de faire échec à l'immigration. Mais, il faut des allocations familiales qui ne sont pas dirigées contre les familles nombreuses. On devrait protester contre le taux décroissant des allocations familiales qui, en définitive, sont également dirigées contre les Canadiens français. Le Canada est le seul pays au monde qui ait établi le taux décroissant. Il faudrait qu'on établisse un taux croissant.

Pour les familles nombreuses, il préconise, dit-il, le dégrèvement d'impôts et l'allègement des taxes injustes qui pèsent sur la population. Il faudrait que les salaires de tous les célibataires ne soient pas imposables jusqu'à \$1,500 et que ceux des gens mariés ne le soient pas jusqu'à \$3,000. Pourquoi avons-nous envoyé tant de moutons rouges à Ottawa?

Il faut enrayer l'immigration des nôtres aux États-Unis. Le moyen le plus efficace et le plus adéquat de se garantir contre l'immigration, c'est la colonisation. Il faudrait que le gouvernement provincial organise un fort mouvement de colonisation et qu'il se rende compte de la gravité de la situation. Que le gouvernement n'épargne rien pour assurer l'établissement des fils de cultivateurs dans les campagnes.

Il faudrait aussi songer à la formation immédiate d'un front antilibéral dans le Québec, avant les prochaines élections fédérales pour faire la lutte au gouvernement d'Ottawa et à sa politique

d'immigration afin d'assurer la survivance des Canadiens français.

J'ai lu le compte rendu d'un discours de M. Saint-Laurent où celui-ci dit que le gouvernement de Québec a une singulière manière de traiter Ottawa comme un gouvernement ennemi. Je réponds que ce n'est pas Québec qui traite Ottawa comme un gouvernement ennemi! J'affirme, au contraire, que c'est plutôt Ottawa qui traite Québec comme un gouvernement ennemi.

Ottawa ne cesse d'avoir une politique pour Londres et contre le Québec. Nous avons une politique pour Londres dans tous les domaines. Préférence scandaleuse sur tous les marchés. Ottawa agit contre Québec en prodiguant les dons de milliards et les prêts sans intérêts à l'étranger, en cherchant à s'emparer de notre autonomie, en faisant de l'immigration intense.

La minorité est mal traitée. Nous sommes restreints dans nos droits dans tous les domaines. Ottawa n'a rien fait, n'a pas levé le petit doigt, pour régler la situation scolaire scandaleuse que l'on faisait à nos compatriotes dans les autres provinces du dominion. Ottawa nous a promis une guerre modérée et il a trahi sa parole.

Le Parti libéral nous avait promis pendant 25 ans qu'il n'y aurait plus de conscription, et en dépit des engagements, c'est lui qui nous a donné la conscription la plus totale, la plus brutale et la plus hypocrite qui soit.

Le Parti libéral nous a également maltraités en fermant systématiquement aux nôtres les portes du fonctionnarisme fédéral. Les Canadiens français ne sont pas représentés d'une manière proportionnelle au sein de la fonction publique fédérale. Malgré tous nos députés rouges à Ottawa, M. Mackenzie King, depuis un an, n'a donné qu'un seul sous-ministre canadien-français sur 21. Nous serons satisfaits quand nous aurons notre part, soit 33 %.

Et voilà, cela vous démontre comment vous a traité le Parti libéral, ami des Canadiens français. M. King, qui vient dans Québec nous parler de façon suave de son amour pour la culture française, nous a toujours maltraités, et ironie des choses, c'est à la province de Québec qu'il doit sa fortune politique. Et en dépit de cela, nous continuons à rester rouges! Comme Laurier avait raison: "La province de Québec n'a pas d'opinion mais seulement des sentiments."

Malheureusement, nous avons une tradition libérale et elle est difficile à faire disparaître. Nous ne pouvons blâmer les Canadiens français d'être rouges; il n'y a pas d'autres choses que le Parti libéral. On prétend en certains milieux que le Parti

libéral est notre ami. Aucun parti fédéral n'est notre ami. Le Parti libéral n'est pas mieux que les autres. Mais ce qui le distingue des autres, c'est qu'il est simplement plus habile, plus hypocrite et plus dangereux.

Je voudrais une union de tous les tories, de tous les membres de l'Union nationale, du Bloc populaire, du Crédit social, ainsi que les indépendants et tous les éléments libres, même ces bons amis libéraux de l'opposition provinciale, pour combattre ce parti de malheur pour la province de Québec. Si personne ne prend l'initiative d'un tel mouvement politique, il appartiendra à l'Union nationale de le prendre.

Nous sommes en face de deux forces, à l'heure actuelle. Il y a le Parti libéral fédéral, je ne parle pas, évidemment, du Parti libéral provincial, et l'Union nationale. Si cette dernière prétend défendre les intérêts de nos compatriotes et de la province, il lui appartient de réunir tous les bons éléments nécessaires pour faire cette lutte. Ça peut prendre deux ans.

Il faut faire vite, le temps presse, car notre survivance est en jeu. Il faut commencer tout de suite; si nous attendons quelques mois, il sera trop tard. Les élections peuvent être brusquées et il faut un mouvement d'ensemble. J'invite tous les éléments antilibéraux à prendre part à la grande bataille de notre survivance; autrement, ça sera la fin de l'union nationale⁷.

La motion est adoptée.

Taxes à payer par Standish Hall, Gatineau Country Club, Club Avalon

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

- une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 28 janvier 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le Standish Hall, de Hull:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit Standish Hall ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull.

- une copie de tous états de comptes, réclamations, etc., relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement.

Aussi, une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} décembre 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le Gatineau Country Club, dans la municipalité de Hull-Sud, comté de Gatineau:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit Gatineau Country Club ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull-Sud;

- une copie de tous états de comptes, réclamations, etc., relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement.

Et aussi, une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} février 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le club Avalon, chemin de Chelsea, municipalité de Hull-Sud, comté de Gatineau:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit club Avalon ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull-Sud;

- une copie de tous états de comptes, réclamations, etc., relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement.

La motion est adoptée.

Taxes à payer par Standish Hall

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 28 janvier 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le Standish Hall, de Hull.

Adopté.

Motions des députés:**Comité des
relations industrielles**

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose que cette Chambre exprime le vœu que soit formé, dès cette session, un comité parlementaire des relations industrielles, où les employés et employeurs pourront exprimer leurs vues avant l'adoption de toute législation ouvrière.

Il existe actuellement divers comités parlementaires, dont un comité des chemins de fer, qui entendent les parties intéressées dans diverses législations, qui font enquête, pour pouvoir ensuite se prononcer plus facilement.

Je crois que, dans les circonstances présentes, un comité parlementaire du même genre devrait être formé pour étudier les relations industrielles, c'est-à-dire les projets de loi qui intéressent employeurs et employés.

C'est à l'heure actuelle une des questions les plus épineuses qui soient, d'autant plus que le droit en cette matière est en voie de formation, que ses limites ne sont pas encore déterminées et que les faits évoluent chaque jour.

Donc rien n'empêche que nous ayons aussi un comité parlementaire des relations industrielles. Le but d'un tel comité serait d'éclairer le législateur et de permettre aux intéressés de se faire entendre.

La chose est non seulement utile mais nécessaire afin de permettre aux employeurs et aux employés de plaider directement les causes qui les intéressent devant les législateurs. Ces derniers, d'autre part, seraient mieux éclairés sur les questions ouvrières et pourraient faire des lois qui rendraient justice aux parties en cause.

Quels moyens les ouvriers ont-ils présentement de faire valoir leur point de vue? La plupart des unions ouvrières sont représentées dans le Conseil supérieur du travail. Quand on veut amender une loi ouvrière ou créer de la nouvelle législation, il est de coutume de soumettre à ce Conseil les grandes lignes des lois nouvelles, les idées générales qui vont présider, aux amendements ou à la nouvelle loi.

Une fois soumis, l'avant projet revient au ministre du Travail, qui en transmet la substance à ses collègues du Conseil des ministres, puis à l'Assemblée législative. Il est souvent modifié et les ouvriers n'ont plus aucun moyen direct de s'exprimer, puisqu'en Chambre, ils n'ont pas le droit d'être représentés de façon officielle.

Comme second moyen, les intéressés peuvent envoyer un mémoire sur l'ensemble de la question ouvrière au Conseil des ministres, comme le font annuellement certaines unions ouvrières; faire parvenir au législateur un cahier de revendications.

Je soutiens que ces moyens sont notoirement insuffisants. Mieux vaudrait un comité parlementaire des relations industrielles, car il permettrait aux intéressés de se faire entendre. Cette demande a-t-elle quelque chose de révolutionnaire? Non. De semblables comités existent dans les autres Parlements, notamment à Ottawa, à Washington, en France et dans la plupart des autres pays démocratiques.

Un des grands avantages de ces comités, c'est celui d'empêcher tout gouvernement de passer en vitesse une législation qui pourrait être dangereuse pour le monde du travail. Si on veut respecter les institutions parlementaires, si on veut que les députés aient toute la science nécessaire à leur rôle de législateur, il faut les renseigner pour qu'ils puissent voter ensuite en connaissance de cause sur la législation industrielle.

Tous les chefs ouvriers de toutes les grandes associations ouvrières s'entendent pour réclamer la création d'un tel comité et pour obtenir le droit de rencontrer directement ceux qui font les lois. Il cite en particulier l'opinion qu'exprimait la CTCC dans son mémoire du 17 décembre 1947. J'espère que cette réclamation sera étudiée comme elle le mérite.

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Prix des produits laitiers

M. Sylvestre (Berthier) propose que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens qui relèvent de sa juridiction pour stabiliser les prix des produits laitiers à des niveaux qui permettent aux producteurs moyens de les vendre avec profit et aux consommateurs de se les procurer à des prix raisonnables.

La situation du cultivateur de notre province n'est pas si belle que le premier ministre veut le laisser croire. Le gouvernement fédéral a aidé l'industrie laitière pendant la guerre parce que, durant cette période, les provinces ont convenu que le fédéral pouvait s'introduire dans un domaine de juridiction provinciale.

Même si l'industrie laitière n'est pas payante, elle est essentielle au bon fonctionnement de l'établissement agricole du cultivateur qui s'occupe exclusivement d'agriculture. Celui-ci en a besoin pour lui donner du travail dans les saisons mortes, pour disposer de sa récolte, pour faciliter l'élevage, pour apporter des payes régulières de beurre ou de fromage et pour assurer l'alimentation de sa famille. C'est donc dire que cette industrie laitière est nécessaire au cultivateur, même si elle est déficitaire.

On nous répondra que les cultivateurs ont fait des profits pendant la guerre. Cela est peut-être vrai. Mais cela est dû au fait que le fédéral a bien fait les choses et que les cultivateurs en ont profité. Si, à cause de l'excellente administration des libéraux d'Ottawa et avec les subsides fédéraux du temps de la guerre, les cultivateurs ont pu réaliser quelques profits, ils les ont employés utilement à payer de vieilles hypothèques et à rétablir leur crédit.

Le premier ministre aime à parler de la stabilité du cultivateur, mais il ne doit pas se prendre au sérieux. Le cultivateur affronte constamment des risques de toutes sortes. L'agriculture est toujours exposée à des dangers, à la merci des éléments, la grêle, la gelée, les épidémies, les inondations, manque de récoltes, etc. Ce n'est pas précisément de la sécurité. Le comté de Berthier a souffert de l'inondation.

Les graines de semence ont manqué. Lorsque, l'an dernier, le gouvernement provincial a émis un mandat spécial de \$1,500,000 pour acheter des graines de semence destinées à aider la classe agricole, les cultivateurs se sont réjouis. Mais la politique de grains de semence de l'Union nationale a été une déception générale. Quand les cultivateurs ont constaté qu'au lieu de les aider, le gouvernement se faisait commerçant et vendait les graines de semence au-dessus du prix du marché, ils ont été grandement déçus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas question de semence, mais de produits laitiers.

M. Sylvestre (Berthier): La prochaine fois que le premier ministre parlera d'autre chose que le sujet d'une motion, je le ferai rappeler à l'ordre. La stabilité du cultivateur est fondée sur sa capacité de privations, sur son éloignement voulu de confort. On ne peut compter indéfiniment sur les vertus d'endurance du cultivateur. Celui-ci a commencé à lire et à écouter la radio. On ne pourra pas toujours lui conter des peurs. Le gouvernement ne jouera plus

sur l'endurance des cultivateurs, qui savent qu'il y a des gens plus ou moins sympathiques à leur cause dans le gouvernement de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre! À l'ordre! Je demande à M. l'Orateur de demander au député de Berthier de s'en tenir à sa motion.

M. Godbout (L'Islet): Le député de Berthier est en train d'établir des raisons pour lesquelles il faut stabiliser les prix des produits laitiers. Du côté libéral, on tâche de toujours être dans la raison.

M. Sylvestre (Berthier): S'il n'y a pas assez de stabilité dans les campagnes, cela dépend en grande partie de la situation déficitaire de l'industrie laitière. C'est pourquoi l'on voit les campagnes désertées.

Le gouvernement ne devrait pas laisser les cultivateurs opérer à perte. Si l'industrie laitière n'est pas payante, le fils de cultivateur délaissera la terre et c'est aussi la raison pour laquelle on ne trouve plus de colons.

Les fils de cultivateurs ne songent plus à s'établir sur des terres. Ils préfèrent les salaires offerts par l'industrie. Si on ne donne pas au cultivateur les moyens de rester sur sa ferme, on augmente l'exode vers les villes. On augmentera également le chômage dans les grandes agglomérations.

Je demande qu'on ne laisse pas le consommateur fixer les prix.

M. l'Orateur: Il y a beaucoup de bruit dans la Chambre. Je demanderais aux députés d'écouter.

M. Sylvestre (Berthier): M. l'Orateur, je dirai aux cultivateurs l'intérêt que vous avez porté à leur sort.

Quel est le moyen de stabiliser les prix des produits laitiers? Il y a un remède à la situation. Accorder des primes provinciales pour remplacer les subsides fédéraux du temps de la guerre. Pendant la guerre, le gouvernement fédéral a payé \$17,100,000 en primes aux producteurs de lait de la province de Québec, rien que dans l'année 1944, pour encourager la production du beurre, du fromage, du lait, etc. Est-ce là l'attitude d'un gouvernement ennemi? Cette politique du gouvernement libéral d'Ottawa, elle a été suivie par un autre gouvernement libéral, celui du chef de l'opposition.

De son côté, le gouvernement du chef de l'opposition a institué une prime sur le fromage qui a

donné aux cultivateurs les sommes suivantes: 1941-1942; \$731,642; 1942-1943, \$1,102,278; 1943-1944, \$719,000; 1944, \$1,028,114. Pendant quelques années, le gouvernement King et le gouvernement Godbout ont aidé chacun de leur côté. À partir de ce temps, les cultivateurs n'ont rien reçu parce que l'Union nationale a pris le pouvoir ensuite et a aboli la prime sur le fromage. Donc, depuis 1944, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas payé un seul sou.

Grâce aux subsides fédéraux et aux primes provinciales, le lait se vendait 8 cents la pinte pendant la guerre. Aujourd'hui, nous le payons 16 cents. Les consommateurs n'ont pas tous le moyen de payer le lait 16 cents la pinte et il appartient au gouvernement de combler la différence entre ce que les chefs de famille peuvent payer et ce que les cultivateurs sont en droit de recevoir.

La politique du gouvernement Godbout était tellement bonne que le gouvernement d'Ontario, dirigé par M. Drew, ami du premier ministre actuel de notre province, l'a imitée et a institué une prime sur la production du fromage afin d'aider l'industrie laitière, ce qui place nos cultivateurs sur un pied d'infériorité.

L'Ontario a payé en 1946, \$2,198,348 en primes sur le fromage aux cultivateurs, et \$1,260,084 en 1947. Les initiatives de notre chef (M. Godbout) ont été suivies par un gouvernement tory dans l'Ontario, mais l'Union nationale n'a encore rien fait.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement fait la route de Chicoutimi.

M. Sylvestre (Berthier): Le gouvernement provincial doit remplacer les subsides fédéraux du temps de guerre par des primes provinciales, afin de placer les produits laitiers à la portée du peuple de la province de Québec. Il réclame, dit-il, une loi provinciale de stabilisation des prix des produits laitiers.

La guerre est finie depuis 1945. Je ne crois pas, comme le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), que l'effort de guerre du Canada ait été presque criminel. Il a été assez fort pour aider à gagner la guerre et cela nous suffit à nous, les libéraux.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement provincial a toute son autonomie. Il ne peut crier à l'empiètement du fédéral qui l'a aidé durant toute la guerre et lui laisse le champ libre. Au gouvernement provincial d'agir maintenant.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi des pensions;
- bill 31 modifiant la loi des différends ouvriers de Québec;
- bill 33 modifiant la loi des syndicats coopératifs.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 26 février 1948, à la page 24, donne le montant de \$50,000,000.

2. Selon *The Gazette* du 26 février 1948, à la page 11, M. Chaloult n'a pas prononcé "Sir Wilfrid Laurier" une seule fois lors de son discours mais plutôt "M. Wilfrid Laurier".

3. M. Chaloult fait allusion à Louis Saint-Laurent alors pressenti comme successeur du premier ministre William Lyon Mackenzie King.

4. Clarence Decatur Howe (1886-1960), ministre de la Reconstruction et de l'Approvisionnement de 1946 à 1948 et celui de l'Industrie et du Commerce de janvier à novembre 1948 dans le gouvernement King.

5. James Garfield Gardiner (1883-1962), ministre de l'Agriculture de 1935 à 1948 dans le gouvernement King.

6. *Le Canada* du 26 février 1948, à la page 2, donne le chiffre de 37,000.

7. *Le Canada* du 26 février 1948, à la page 2, écrit qu'il y avait peu de députés à la Chambre lorsque M. Chaloult a parlé; mais selon la chronique d'André Laurendeau publiée dans *Le Devoir* du même jour, à la page 1, les galeries étaient bien garnies. *Le Canada* souligne également que le discours du représentant de Québec a été écouté du commencement à la fin dans un silence de glace, pour ne pas dire de mort. De son côté le *Montréal-Matin* de la même journée, à la page 5, écrit que M. Chaloult a parlé une heure durant, tantôt sur un ton extrêmement énergique voire brutal, tantôt avec une ironie amère. La lecture de la chronique de M. Laurendeau intitulée "Qu'est-ce que l'éloquence" donne aussi une indication du ton employé par M. Chaloult lors de son discours. À propos de ce texte, voir aussi le rectificatif publié par M. Laurendeau dans sa chronique du 27 février 1948.

Première séance du jeudi 26 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 47;

- bill 183 relatif à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier et l'Institut des comptables agréés de Québec.

Et, sans amendement, le bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique.

Le comité fait aussi rapport que le bill 162 concernant certaines admissions de membres à l'Institut des comptables agréés de Québec a été référé à votre honorable Chambre pour considération.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Charles-Eugène Frenette; Roland Bertrand,
International Society of Commerce Admissions à
l'Institut des comptables agréés, La Société des
Missionnaires du Cœur Eucharistique**

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64;

- bill 183 relatif à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier et l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 192 constituant en corporation La Société des Missionnaires du Cœur Eucharistique.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie lesdits bills séparément, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 132, 161, 188, 183, et 192 sans les amender.

Charles-Eugène Frenette

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Roland Bertrand

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Georges-Alidor Boulet
et Roger Boulet**

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Admissions à l'Institut
des comptables agréés**

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 183 relatif à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier et l'Institut des comptables agréés de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**La Société des missionnaires
du Cœur Eucharistique**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité;

- bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski;

- bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins.

Et, sans amendement, le bill suivant

- bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud.

Projets de loi:

**Beauharnois, Charte d'Arvida,
Charte de Rimouski, Annexion à Pointe-Claire,
Annexion de lots à Durham-Sud**

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 129 refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité;

- bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida;

- bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski;

- bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins;

- bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud.

Le comité étudie lesdits bills séparément, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 129, 171, 123, 177 et 119 sans les amender.

Beauharnois

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Arvida

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose que le bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Pointe-Claire

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion de lots à Durham-Sud

M. Bernard (Drummond) propose que le bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides

Crédits provisoires 1948-1949

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

L'honorable M. Gagnon (Matane) déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)¹

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$15,244,101.16, soit un sixième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 4 février 1948, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

Voies et moyens:

Crédits provisoires 1948-1949

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Gagnon (Matane) déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)²

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1949, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme n'excédant dépassant pas \$15,244,101.16.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

Projets de loi:

**Loi des subsides
No 2, 1948**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Code
de procédure civile**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la curatelle publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 45 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette législation clarifie et étend les pouvoirs du curateur public en ce qui concerne l'administration provisoire des biens des absents, des successions vacantes, des objets non réclamés, etc.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La loi va trop loin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La curatelle publique est une véritable œuvre sociale. La présente loi rend d'énormes services et empêche le pillage. C'est une mesure philanthropique qui ne rapporte rien à la province.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43

modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 3 qui entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que ce sera avant ou après le mois de juin?³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Attendez-vous quelque événement particulier pour le mois de juin? Est-ce parce que la Fédération libérale nationale d'Ottawa, qui s'est réunie récemment, a décidé de fixer les élections générales provinciales au 9 juin que vous me demandez cela? Ces gens-là sont tellement habitués à mener Québec qu'ils croient que c'est à eux de fixer la date de la dissolution des Chambres. Je puis dire à mes honorables amis de l'opposition que les élections viendront beaucoup plus vite qu'ils ne le veulent. Elles auront lieu en temps opportun.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a dit la même chose plusieurs fois avant 1939. Et les élections de 1939 sont venues beaucoup trop vite pour lui, cette année-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas du tout. Ce fut un bienfait de la Providence. C'est ce qui a permis à l'opposition de se faire connaître sous son vrai jour et au peuple de voir la différence entre un gouvernement debout et un gouvernement toujours couché.

M. Godbout (L'Islet): Le peuple s'est tellement rendu compte de la différence qu'il a hâte

comme nous aux élections. Nous ne pouvons pas nous-mêmes fixer la date des élections. Le plus tôt le premier ministre fixera la date des élections, le mieux ce sera pour l'opposition et pour le peuple. Le peuple de Québec sait tellement la différence qu'il a hâte comme nous aux élections pour avoir l'occasion de choisir entre un gouvernement qui se chicane avec tous les corps publics et une attitude de collaboration avec tous les gens de bonne foi pour le bien général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le plus rapidement les gens pourront se prononcer, le plus rapidement les gens se débarrasseront de ceux qui leur font perdre du temps. Il parle d'Ottawa.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre n'a pas assez de franchise pour l'admettre, mais le gouvernement qui a le plus cédé de droits à Ottawa, et dans les matières les plus délicates et les plus importantes, c'est celui qui est en face de nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition dit que nous nous chicanons tout le temps et que nous donnons tout. Ça ne marche pas ensemble. Nous voulons garder le chef de l'opposition le plus longtemps possible avec nous. En tout cas, je dirai en toute amitié au chef de l'opposition que je verrai à le protéger contre ceux qui veulent le remplacer. Si nous n'avons pas fait d'élections générales plus vite, c'est pour avoir le plaisir d'avoir le chef de l'opposition parmi nous quelques mois de plus.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre va-t-il consentir à redevenir chef de l'opposition?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non parce que le peuple ne voudra jamais cela. (En souriant) Il avait besoin d'une bonne opposition quand le gouvernement ne valait rien, mais maintenant que nous avons un bon gouvernement, il n'y a plus besoin d'opposition.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Milan

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 érigeant la municipalité de Milan soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne de brèves explications.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi un bill public?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien simple, il s'agit d'intérêt public.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): De l'intérêt public? Parce que le député de Frontenac y est intéressé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'intérêt du député de Frontenac coïncide avec l'intérêt public. Il fait l'éloge de son ministre.

M. Drouin (Abitibi-Est): Que l'on applique le même principe lorsque des municipalités du nord du Québec voudront s'ériger en municipalités et éviter les frais coûteux de l'incorporation.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 sans l'amender.

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Prêts d'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

La législation que nous avons maintenant l'honneur de présenter est une mesure sociale, progressive et avantageuse. Le but principal du projet de loi est d'établir des relations plus étroites et plus humaines entre les employeurs et les employés et d'assurer la stabilité de la propriété par le biais de la stabilité au travail. Cela rendra l'ouvrier plus satisfait de son travail et le patron plus heureux du rendement de ses employés.

Nous donnons aux corporations le pouvoir de prêter de l'argent à leurs employés, pour leur fournir l'avantage de se construire ou d'acquérir une maison pour eux et leur famille ou d'y faire des améliorations. Le taux de l'intérêt sur le prêt ne devra en aucun cas excéder 4 % par année. L'emprunteur pourra en tout temps effectuer des versements par anticipation et acquitter l'emprunt avant son échéance.

En vertu du bill, les compagnies sont autorisées à conclure des ententes avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental pour la création et le maintien d'un fonds d'allocations de loyer destiné à aider les petits salariés à se procurer des logis convenables, au moyen d'allocation de loyer.

La construction d'habitations répond présentement à un besoin social. Et faciliter l'accès à la propriété aux employés, c'est améliorer les conditions dans lesquelles vivent les employés. Une pareille législation s'impose parce qu'en étudiant la loi générale des compagnies, on se rend compte que cette loi, dans la majorité des cas, n'accorde pas les pouvoirs qu'on obtient avec le bill 21. Ainsi, à l'heure actuelle, les corporations qui veulent établir un système de prêts, pour aider leurs employés à se construire des maisons, n'ont généralement pas ce droit. Elles doivent le réclamer au moyen de lois spéciales présentées à la Législature. Il s'ensuit des retards et des frais additionnels. La loi qui est devant la Chambre leur donne ce pouvoir et elle clarifiera la situation.

Le gouvernement prend donc une initiative nouvelle. Il n'y a aucune loi du genre de celle qu'il présente dans nos Statuts. C'est la première loi du genre dans Québec. Dorénavant, les compagnies pourront s'entendre avec leurs employés pour favoriser l'accès à la propriété de ces derniers.

Quand les employés voudront se construire une maison, ils pourront faire peser dans le plateau de la balance, en leur faveur, le crédit, les ressources et les relations financières des compagnies.

Il y a deux ans, le gouvernement de l'Union nationale a jeté les bases de cette loi. Nous avons fait un premier pas en autorisant l'Hydro-Québec à prêter de l'argent à ses employés pour leur permettre de se construire des maisons. À l'heure actuelle, l'Hydro a prêté près de \$380,000⁴ à ses employés et 80 de ces derniers ont pu ainsi ou pourront se construire des maisons. Ce fut une initiative féconde et ce n'est que le début, car le gouvernement se propose de continuer. Cette politique s'étend pour couvrir plusieurs autres employés. Dans la région de Beauharnois, la Beauharnois Company est une filiale qui a établi la même politique, avec le résultat que 10 ou 12 maisons sont construites pour leurs employés.

C'est là un exemple que j'aimerais à voir suivre par plus d'entreprises de la province de Québec. Je ne saurais trop encourager les compagnies à aider leurs employés à se construire de façon à assurer la stabilité dans l'emploi et la stabilité dans les affaires. Cela procure une amélioration qui rend le travail plus fécond, l'ouvrier plus satisfait et le patron plus heureux.

De fait, il y a rarement quelque chose dans la nature d'un contrat qui concerne seulement les deux parties, car la plupart des contrats touchent la société en général. Cette mesure sera fructueuse et favorisera de bonnes relations entre les employés et les employeurs et qu'il y aurait en retour une amélioration des conditions sociales.

La loi est permissive. Nous ne sommes pas au paradis, mais nous pouvons faire beaucoup de choses pour améliorer les conditions. La loi assurera la stabilité de l'emploi et des affaires et apporter satisfaction à bien des gens. C'est le devoir du patron de collaborer au bonheur et au bien-être de ses employés. Nous avons confiance de rendre aux employés un service incalculable et de permettre aux compagnies de faire un excellent placement qui leur rapportera d'excellents résultats au point de vue financier, au point de vue humanitaire et au point de vue strictement social; ce sont des dividendes inestimables. Il ne pourrait être question pour une province comme la province de Québec de manquer de charité et de vision, de faire preuve d'une carence de philanthropie.

L'argent que les compagnies mettront de côté pour la mise en application de ce projet de loi constituera peut-être pour elles leur meilleur

placement. C'est notre intention d'avoir dans la province le système le meilleur et le plus juste pour assurer de meilleures relations entre employeurs et employés, entre toutes les classes de la société.

Il (l'honorable M. Duplessis) souligne l'interdépendance entre toutes les classes de la société. Toute la société est intéressée à en bénéficier, dit-il. La loi à l'étude invite les compagnies à prêter, mais elle accorde un pouvoir facultatif aux corporations. Cependant, il y a lieu de croire que les compagnies utiliseront ce pouvoir de prêter à leurs employés pour leur permettre de se construire. J'ai confiance que les chefs d'entreprises entreront librement dans le mouvement pour aider à la solution d'un problème social et à faire véritablement œuvre sociale, car la mesure se base sur la simple coopération et le gros bon sens.

Il s'agit d'une réforme sociale salubre, surtout après l'expérience concluante de l'Hydro-Québec. C'est la première législation de ce type au Canada et la première qui se conformera aux autres projets de loi sur l'habitation. Il espère que ce principe excellent recueillera l'unanimité de la Chambre.

M. Godbout (L'Islet): Je ne pense pas que la présente loi soulève beaucoup d'opposition en cette Chambre. Officiellement, l'opposition libérale ne sera pas contre l'adoption d'une telle mesure, parce qu'elle ne signifie rien et parce qu'elle ne représente rien pour l'amélioration des conditions de logement dans la province. Dans son exposé, le premier ministre a mis en lumière des principes qui ont du bon sens. Il encourage la collaboration entre les patrons et les ouvriers. Il réclame l'établissement de conditions de travail et de salaires justes et équitables; tout cela est très bien. Mais cela n'empêche pas le projet de loi de ne dire rien du tout. La loi n'apporte rien ou ne change absolument rien à la situation actuelle.

Le premier ministre peut-il nous dire qu'est-ce que son bill ajoute qui n'était pas déjà dans la loi générale? Les compagnies ont tous les pouvoirs qu'on prétend vouloir leur accorder. À l'heure actuelle, sont-elles empêchées de prêter de l'argent à leurs employés?

Après la loi si peu avantageuse que le gouvernement a présentée pour remédier à la crise du logement, je trouve ce projet de loi malheureux parce qu'il semble une plaisanterie sinistre⁵ dans les circonstances difficiles que nous traversons. Je trouve qu'on veut tout simplement rire des ouvriers qui depuis longtemps demandent au gouvernement d'aider à trouver une solution au problème du logement.

Nous avons un problème urgent à régler et on nous apporte un bill qui ne change rien et qui ne dit rien du tout. Et ce qui est plus grave, c'est que la plaisanterie est faite aux dépens de ceux qui ont besoin d'argent pour se construire une maison et que l'on doit aider.

La mesure est un autre "bluff" du gouvernement dans son effort pour que les gens ne voient pas son ineptie ou sa négligence dans le dossier du logement. Des milliers de personnes à la recherche d'un logement attendent encore un geste définitif de la part du gouvernement qui les aiderait à régler leurs difficultés actuelles.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je considère le projet de loi comme une incitation aux compagnies à encourager leurs employés à devenir propriétaires et une invitation heureuse aux compagnies à leur prêter pour se construire des logements. Mais ce projet de loi est-il nécessaire? On pourrait discuter longtemps là-dessus. Sans être nécessaire, le fait de présenter un projet de loi est de nature à inspirer réflexion aux compagnies et à les faire agir dans ce sens. L'effet pourrait être excellent. Je crois plutôt qu'il s'agit de tracer un cadre juridique nécessaire et de lancer en quelque sorte l'invitation aux compagnies. Je crois que cela est bien.

Il est d'avis, dit-il, que dans la mesure du possible, lorsque des sociétés privées peuvent trouver moyen de prendre de bonnes initiatives dans le domaine social, cela vaut encore mieux que l'intervention de l'État. L'effet pourrait être excellent. Le patron connaît ses employés. Cela peut constituer une garantie additionnelle. Nul doute que le patron peut jouer un beau rôle social. Je considère que dans l'ensemble le projet de loi est bon. Si l'on s'en rapporte à l'exemple de l'Hydro-Québec, cité par le premier ministre, il existe d'ailleurs de grandes possibilités d'action.

Je suis favorable à l'esprit de la loi, mais elle est de nature à restreindre la liberté de l'employé. L'article 7 de la loi, qui rend le prêt exigible en entier quand l'employé cesse légalement et définitivement d'être à l'emploi du prêteur, paraît très dangereux. Il faudrait que la loi prévoie un délai. Autrement on créera un paternalisme de mauvais aloi, qui pourrait prêter à du chantage.

M. l'Orateur: En deuxième lecture, on ne doit discuter que du principe du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Montréal-Laurier d'attendre

au stage (sic) du comité plénier pour entrer dans ce domaine.

Je suis surpris des déclarations du chef de l'opposition. Notre loi répond à un besoin. Nous procédons graduellement. Notre loi aidera largement à la diffusion d'un sens social qui s'avère nécessaire.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) veut dire à la Chambre quels sont ceux qui sont responsables de la création de l'Hydro.

M. l'Orateur déclare le député de Montréal-Mercier hors d'ordre.

M. Lemieux (Beauharnois): Le bill 21 constitue une invitation aux compagnies à prêter à leurs employés. Dans mon comté, l'Hydro-Québec a déjà assuré la construction de 80⁶ maisons pour ses employés et cet organisme a un programme de 90 maisons. C'est une initiative digne de mention. C'est une belle réalisation qui invitera les autres compagnies à faire de même et à remplir leurs obligations sociales. La loi permettant à l'Hydro de prêter à ses employés pour se construire aide à la solution du problème du logement. Il votera en faveur, dit-il.

M. Dumoulin (Montmorency) est aussi en faveur du principe de la loi. Cependant, dit-il, les compagnies ont déjà le pouvoir de prêter à leurs employés ce que veut leur donner ici le gouvernement. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) ne croit-il pas réellement que les compagnies ont déjà le pouvoir de consentir ces prêts à leurs employés désireux de se construire? Les compagnies sont-elles empêchées de le faire? À mon avis, ce projet de loi n'est pas nécessaire. Le gouvernement n'a pas à intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'assistant-procureur général et moi, nous avons étudié les lois régissant l'incorporation des compagnies et on en est arrivé à la conclusion que la majorité des compagnies ne possèdent pas les pouvoirs que nous leur donnons par ce projet de loi.

C'est la première fois qu'on verra une pareille loi dans les Statuts. Notre loi accorde ce pouvoir d'une façon claire et précise. Elle a pour conséquence, aussi de mettre en lumière d'une façon éclatante les avantages d'un sens social approprié et d'une collaboration désirable, les profits qui découlent de l'épargne et du travail, les liens humanitaires qui doivent exister entre les employeurs et les employés.

Nous ne la présentons pas dans un but politique mais parce qu'elle répond à un besoin. Bref, c'est une législation progressive et d'une haute portée sociale. Elle contribuera largement à la solution du problème du logement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, "compagnie", outre son sens ordinaire, désigne toute société par actions ou à fonds social et toute corporation légalement formée, quels que soient la nature et l'endroit de leur constitution, qui sont soumises à l'autorité législative de la province".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends plaisir à informer la Chambre que des Canadiens français ont été placés à des postes-clefs dans l'administration de l'Hydro-Québec, et de la compagnie Beauharnois, récemment, M. René Dupuis, de Québec, est devenu ingénieur en chef de la Beauharnois. Il est actuellement directeur de l'École de génie électrique de l'Université Laval. Un autre ingénieur canadien-français, M. Roy, a également obtenu des fonctions importantes. Depuis quatre ans, grâce à une loi qui autorisait l'Hydro-Québec à aider les fils de familles pauvres à poursuivre leurs études, des jeunes gens de nationalité canadienne-française sont devenus des techniciens distingués et commandent de bons salaires.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Quelle est la moyenne des salaires des employés qui ont bénéficié de la loi de l'Hydro, relative à la construction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas devant moi les chiffres pouvant établir cette moyenne. Ce que je sais, par exemple, c'est que ces employés avaient de bons salaires ou de mauvais salaires. De deux choses l'une, s'ils avaient de bons

salaires, ils doivent féliciter le gouvernement d'avoir développé une organisation qui paie de bons salaires. S'ils n'avaient pas de bons salaires, ils doivent féliciter l'Hydro d'être venue à leur aide.

Je connais cependant très bien le cas d'un ancien citoyen de Saint-Casimir qui a un emploi de chauffeur à l'Hydro et qui a bénéficié de la loi. Son salaire est de \$1,400⁷. L'Hydro lui a prêté \$6,000 et il s'est bâti.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La compagnie peut stipuler l'exigibilité immédiate du remboursement advenant l'un ou l'autre des cas suivants:

"a) L'expropriation forcée ou l'aliénation volontaire, sans l'autorisation du prêteur, de l'immeuble grevé du prêt et de ses accessoires;

"b) La cessation légale et définitive des services de l'emprunteur pour la compagnie".

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) s'objecte au paragraphe "b". Cette clause risque de rendre la loi paternaliste au mauvais sens du mot, dit-il. Qu'arrivera-t-il dans les cas où les employés quittent leurs postes ou sont congédiés avant d'avoir terminé de payer leur maison? Cela pourrait être très embarrassant pour un employé qui est remercié de ses services, car la loi exige un remboursement immédiat. La loi ne protège pas suffisamment l'employé qui peut être mis à la porte du jour au lendemain. Je demande qu'on accorde aux employés un délai raisonnable pour rembourser l'argent que les compagnies leur auront prêté. Si l'employé est mis à la porte, cela peut être pour incompétence ou pour bien d'autres raisons.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ça peut être même sans aucune raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne peut pas être sans raison si c'est légal. Dans de tels cas, naturellement, les employés auront à trouver l'argent pour payer les sommes dues. La loi prévoit un dédommagement seulement pour les poursuites judiciaires. Il ne pense pas qu'une compagnie consciente de ses meilleurs intérêts et de l'opinion publique priverait un homme de sa propriété sans lui donner la chance de rembourser ce qu'il doit.

Un homme pourrait même demander un prêt conformément à la loi du logement qui vient d'être votée et qui permet aux caisses populaires et aux autres institutions de prêt de lui prêter l'argent pour la construction d'une maison. Il pourrait bénéficier d'une garantie d'intérêt de 3 % de la part du gouvernement.

Mais le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) peut en parler des gens que l'on met à la porte du jour au lendemain sans raison. Il veut probablement faire allusion à ce journal sans cœur de Montréal dans le milieu duquel il vit et qui a mis à la porte honteusement des employés et des journalistes de 30 ans et 35 ans de service sans leur donner d'avis. Ils avaient aidé à bâtir ce journal⁸.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il est honteux d'entendre un premier ministre se faire l'écho de pareils ragots. C'est une fausseté indigne. Je sais que le premier ministre, qui dirige, outre son ministère, le ministère de ses collègues, aime à se mêler d'affaires qui ne le regardent pas; mais je trouve réellement qu'il dépasse les bornes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce journal sans cœur a mis à la porte, d'une manière absolument inhumaine, écœurante, sans salaire et sans pension, des employés compétents qui avaient aidé à bâtir ce journal. Il y a plus. Quand ces événements se sont produits, le rédacteur en chef du journal était malade, il était entre la vie et la mort. Un directeur du journal qui parle toujours de questions sociales aurait même dit, au sujet de ce vieil employé: "La Providence est bonne pour nous; elle liquide ceux que nous ne pouvons pas congédier."

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai honte du premier ministre. Je trouve ignoble qu'il vienne se faire ainsi à l'Assemblée législative, sur la place publique, l'écho de pareilles sornettes. Je sais qu'il n'aime pas ce journal, mais il n'a pas le droit de dire des faussetés aussi indignes.

Je sais très bien pourquoi le premier ministre tente de détourner le débat. Ce qu'il a dit ne correspond pas aux faits. S'il veut le détourner d'une clause de son bill qui n'est pas sympathique, soit, mais le ragot auquel il fait allusion est une sottise et une bassesse. J'ai lu cette blague méchante dans certaines feuilles, mais je ne croyais pas que le premier ministre s'abaisserait à la faire sienne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que veut dire le député de Montréal-Laurier en parlant de faussetés?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je parle du propos du premier ministre concernant le rédacteur en chef de ce journal et je dis que c'est une fausseté. Ce à quoi le premier ministre fait allusion est faux et ne correspond pas aux faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Je n'ai nommé personne, ni aucun journal, mais je vois que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) l'a reconnu. Il sait ce qui s'est passé et il admet que le directeur a dit cela au sujet du rédacteur en chef. Va-t-il nier que de vieux journalistes, des fondateurs, des pionniers de ce journal, ont été mis à la porte de la façon la plus inhumaine, la plus écœurante, la plus antichrétienne qui soit? On ne leur a donné ni salaire ni pension. Je le sais, ces employés sont venus me trouver pour me demander du pain.

Je répète que le rédacteur en chef étant près de la mort, un directeur du journal a dit: "La Providence est bonne pour nous; elle liquide ceux que nous ne pouvons pas congédier."

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Quel vieux procédé! Coiffer le chapeau! Comme si nous n'avions pas lu toutes ces choses dans les feuilles lâchées après nous! L'administration interne de ce journal est une affaire privée où le procureur général n'a rien à voir. Le premier ministre est en train de se mêler de choses qui ne le regardent pas. Le premier ministre n'a pas le droit de les traîner sur la place publique. Pour ne pas faire publiquement le procès des gens dont il parle, et qui sont partis, je ne lui répondrai pas.

Mais les sentiments qu'il prête sans raison à des personnes que j'estime sont absolument faux. Cela me force à répéter moi-même, encore une fois, qu'il est indigne de la part d'un premier ministre, d'un homme public, de se faire l'écho de pareilles faussetés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est indigne d'un député de dire qu'il ne fera pas le procès d'employés mis à la porte. Ce qui est indigne, c'est de refuser de donner les raisons du renvoi des employés auxquels je fais allusion.

Quant au reste, je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Il s'agit là de renvois immoraux, antichrétiens et inhumains.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a pris la place de ceux qui étaient congédiés.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je répète qu'un problème d'administration privée

demeure une chose privée et regarde la direction du journal auquel fait allusion le premier ministre. Si je ne veux pas faire le procès de ces employés, j'estime que c'est leur rendre service. Le premier ministre se rend un bien mauvais service en répétant quelque chose de faux et il rend un mauvais service aux gens dont il parle en traînant leur problème sur la place publique. Je n'ai pas l'intention d'en discuter publiquement.

Quant au propos indigne du premier ministre au sujet d'une réflexion qu'il prête à un directeur, je dis que répéter pareils racontars en Chambre, c'est renversant; c'est abominable. Le directeur n'a pas proféré les propos qu'on lui prête. Le premier ministre n'a pas l'air de se rendre compte que ce qu'il a dit est sale. Il devrait avoir la décence de ne pas s'abaisser à des saletés aussi odieuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous avez dit le mot: c'est une affaire sale. Ce qui est sale, c'est le renvoi. Oui, c'est sale ce qui a été fait dans ce journal.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne parle plus de cette affaire, je n'en dirai pas plus long pour le moment. Je n'insiste pas parce que j'entends pour ma part garder la mesure. Cette affaire me touche de si près que j'aime mieux n'en pas parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, c'est tant mieux pour vous et d'autres⁹. La dernière personne qui devrait discuter de la clause de ce projet de loi devrait être le député de Montréal-Laurier.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Quant à la clause en discussion, elle donne aux employeurs un moyen de pression et de chantage contre leurs employés. Ceci peut signifier que les employés congédiés se verraient appelés à trouver immédiatement \$3,000 ou \$4,000. Si l'employé congédié ne trouve pas d'argent immédiatement pour payer toute sa maison, il peut perdre complètement sa propriété et être jeté lui et sa famille à la rue. Quelle protection légale a-t-il alors?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'article parle de "cessation légale et définitive" de l'emploi. Ce n'est donc pas le cas d'un employé qui serait renvoyé sans raison. Aucun bon employé n'était congédié sans raison, sauf dans les cas concernant un certain journal.

La cessation légale, c'est la discontinuation des services après un avis légal. Si l'homme a fait

son devoir, ce n'est pas une cessation légale. S'il n'a pas fait son devoir ou s'il part de lui-même, il est évident qu'on ne peut forcer la compagnie à continuer à prêter. Il ne s'agit pas de prêter à tout le monde. La loi n'est pas faite pour les hommes qui sont congédiés ou qui quittent leur travail sans raison, mais pour les employés fiables qui visent à rester avec leurs employeurs et qui veulent devenir propriétaires d'une maison. La loi vise principalement à établir des relations stables entre les employeurs et les employés et d'assurer des relations humanitaires entre eux.

Il est raisonnable que l'employé rembourse parce que ce n'est pas son argent et, pendant ce temps-là, l'employé pourra s'arranger pour se refinancer. Ça ne veut pas dire qu'il devra quitter sa maison. L'employé sera complètement protégé pour conserver sa propriété s'il le veut. Donc, en vertu du bill en discussion, il sera construit beaucoup de maisons dans la province.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Un avis de 15 jours peut constituer un avis légal. Et ça ne donne pas le temps à un petit employé de trouver l'argent nécessaire pour payer d'un coup toute sa maison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette clause était dans la loi relative à l'Hydro et elle a très bien fonctionné. Elle n'a donné lieu à aucun abus. Il s'agit d'une loi facultative, ne l'oublions pas. Sans cette clause, la loi ne serait pas exécutoire. Si des compagnies prennent des injustifiables, nous y verrons.

On ne croira pas que les compagnies vont faire des prêts pour aider leurs employés et agir ainsi d'une manière si brutale. L'opinion publique se chargera de faire stopper de telles pratiques dans cette province.

Si un homme obtient un prêt de sa compagnie qu'il remboursera pendant un certain nombre d'années et qu'il quitte ensuite son travail, ce sera beaucoup plus facile pour lui d'obtenir une hypothèque pour payer son premier prêt. Plus tôt cette semaine, un projet de loi a été adopté. Il sera possible de faire une demande pour un prêt avec l'avantage d'avoir le gouvernement qui paiera les intérêts. La commission hydroélectrique a fait des arrangements financiers adéquats avec ses employés, pourquoi les autres compagnies ne le feraient pas? La loi ne retirera pas la maison de l'employé lorsqu'il quittera son emploi. Il pourrait être appelé à faire un remboursement.

M. Bienvenue (Bellechasse): Cette clause du bill ne protège pas suffisamment l'employé dans le cas de cessation légale et définitive de ses services. Que le gouvernement fixe un délai pour le remboursement, dans le cas des employés qui s'en vont. Il cite des cas où l'employé pourra être sommé de rembourser presque du jour au lendemain. Par exemple, le cas de l'ouvrier qui va s'engager ailleurs à meilleur salaire, dit-il, ou celui que la compagnie veut congédier.

Rien dans nos lois n'oblige un employeur à donner des raisons à l'employé qu'il met à la porte. Cela peut devenir un moyen de chantage dont la compagnie pourra abuser.

M. Lizotte (Kamouraska): Qu'arrivera-t-il si le débiteur meurt avant d'avoir acquitté sa dette?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sache pas qu'aucune compagnie dans la province de Québec puisse affronter l'opinion publique au point d'augmenter la misère d'une veuve à la suite d'un accident qui serait arrivé au mari. La loi prévoit toutes les protections légales possibles dans de tels cas.

M. Lizotte (Kamouraska): Qu'arriverait-il dans le cas d'une compagnie qui tomberait en faillite après avoir prêté de l'argent à ses employés? Les prêts deviendront exigibles de tout le monde. Le liquidateur, pour se conformer à la loi, devra exiger le remboursement immédiat du capital en entier parce qu'il y a eu cessation légale et définitive de l'emploi. Les employés seront ruinés¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cas de faillite sont des cas de force majeure et la clause d'exigibilité ne s'appliquera pas. La faillite n'annule pas les obligations de l'employeur et l'employé pourra continuer ses paiements.

M. Dumoulin (Montmorency) se range à l'avis du député de Kamouraska. Il se déclare en faveur d'un délai déterminé pour le remboursement dans les cas d'employés congédiés par les compagnies.

M. Morin (Québec-Centre) cite des cas où l'employé pourra être sommé de rembourser presque du jour au lendemain. Il se déclare également en faveur d'un délai déterminé pour le remboursement dans les cas d'employés congédiés par les compagnies.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je ne veux pas parler des hors-d'œuvre dont il a été question tout à l'heure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pas des hors-d'œuvre, c'est des mises à pied écœurantes.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre n'aime évidemment pas les modalités de ce journal. Le principe et la modalité de la loi sont faux. Voici une autre preuve que le gouvernement actuel veut voir disparaître les syndicats de cette province. Il déplore, dit-il, que le premier ministre ne modifie pas la loi pour protéger les ouvriers.

M. Drouin (Québec-Est): En vertu de cette loi, si un employé devient incapable de payer la balance de sa dette, même si elle est minime, il pourra perdre sa propriété. Puisque le gouvernement intervient dans les relations financières entre employeurs et employés, qu'il protège les employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'intérêt de la compagnie, c'est d'avoir le plus grand nombre possible de propriétaires parmi ses employés. Les compagnies veulent des ouvriers stables et satisfaits.

La loi actuelle va aider tout le monde. Nous allons aider au développement d'un vrai sens social et non démagogique, comme l'entendent ici certains députés.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le sens social, ce n'est pas ce qu'il y a dans cette loi.

M. Bienvenue (Bellechasse) suggère un amendement qui donnerait à l'employé congédié un délai de trois mois pour rembourser son prêt.

(La suggestion n'est pas acceptée.)

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Toute compagnie peut de plus conclure avec tout gouvernement, organisme gouvernemental, corporation publique ou privée, compagnie, société, employeur, constructeur et personne intéressée pour la création et le maintien d'un fonds d'allocations de loyer, ou d'une caisse de réduction de loyers, ou de tout autre fonds de même nature destiné à aider les petits salariés à se procurer des logis convenables, au moyen d'allocation de loyer, de paiement partiel de leur loyer ou de toute autre manière analogue.

"Toute compagnie est autorisée à verser à ce fonds les contributions financières prévues par ces ententes".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans l'article 9, la loi permet aux compagnies de faire des ententes avec d'autres gouvernements, y compris celui d'Ottawa, pour l'établissement de fonds spéciaux. Comment cela se fait-il? Le gouvernement permet des ententes avec un gouvernement ennemi. Le premier ministre commence à glisser. Si les ententes avec Ottawa sont mauvaises pour le gouvernement, elles sont mauvaises pour les compagnies et les individus.

L'article 9 est adopté.

L'article 10, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à huit heures quarante-cinq minutes ce soir pour permettre aux députés libéraux de fêter leur chef. Il faut donner une chance de le faire, dit-il, parce qu'après les prochaines élections, ce sera impossible. Ils auront perdu alors leur chef. Adopté.

La séance est levée.

Deuxième séance du 26 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Comité de la Maison des étudiants canadiens à Paris

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 173 constituant en corporation le comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris ayant pour objet d'aider la jeunesse étudiante, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction. Adopté.

Code municipal

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de l'article 189 du Code municipal, l'inspecteur agraire, a droit à 20 cents de l'heure pour la visite des lieux, ainsi que pour la conduite et la surveillance des travaux. La disposition nouvelle permet aux conseils municipaux de lui accorder, par règlement, une rémunération plus élevée, lorsqu'il le juge opportun.

L'article 2 du bill est une refonte de l'article 259 du Code municipal avec une stipulation additionnelle à l'effet que le président de l'élection doit s'assurer, avant d'accepter un bulletin de présentation, que le candidat est propriétaire d'un immeuble d'une valeur inscrite au rôle d'évaluation d'au moins \$300.

La principale clause de la loi a trait à la permission accordée aux corporations municipales:

De réglementer l'usage des embarcations à moteur sur les eaux, situées dans la municipalité, de tout lac dont le diamètre, dans sa plus grande étendue, n'excède pas cinq milles, sur les bords duquel sont situés une colonie de vacances ou un établissement pour malades ou infirmes, ou qui est utilisé pour fins de récréation pour des enfants ou des organisations de jeunesse, ou autour duquel se trouvent des maisons de repos ou de villégiature.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra, entre autres stipulations, déterminer la vitesse

permise pour de telles embarcations sur ces lacs, décréter l'emploi de silencieux, de lumières et d'avertisseurs, et prescrire toute autre mesure opportune pour prévenir les accidents et assurer la sécurité et le confort des usagers du lac;

De réglementer, restreindre à certaines zones et autoriser par permis la tenue de maisons de chambres et de maisons de pensions, et déterminer, pour les fins du règlement, le sens des termes "maisons de chambres" et "maisons de pension".

En vertu de l'article 522 du Code municipal, les corporations locales peuvent ordonner que tous les chemins, ponts et cours d'eau, à la charge des contribuables, soient faits, construits, améliorés réparés et entretenus aux frais de la corporation. La nouvelle disposition, par l'article 4, permettra aux corporations municipales d'ordonner, si elles le jugent à propos, que seul l'entretien de ces chemins, ponts et cours d'eau sera à la charge de la corporation.

Un autre article du présent bill porte de \$5,000 à \$12,000 la somme qu'une corporation municipale peut emprunter par règlement pour l'achat d'appareils contre les incendies, sans être tenue de soumettre les règlements à l'approbation des électeurs¹.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Enquête sur le problème du logement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

La paralysie du bâtiment, depuis plusieurs années, et les déplacements de la population,

particulièrement pendant la guerre, ont provoqué une crise aiguë de l'habitation dans le pays et notamment dans la province de Québec. Une enquête est absolument nécessaire et cette législation a pour but d'autoriser le gouvernement à nommer une commission d'enquête. Cet organisme gouvernemental va principalement dresser une image générale, mais exacte de la situation actuelle et éventuelle du logement dans la province, et fera rapport le plus vite possible des besoins respectifs des différentes municipalités de la province.

Cette commission s'occupera particulièrement de la crise actuelle du logement et fera son possible pour régler ce problème de la meilleure façon en faisant les recommandations appropriées, à travers la province, et suggérera des moyens de résoudre le problème de la crise du logement. La somme de \$100,000 sera votée pour payer le salaire de trois ou cinq délégués de la commission et d'une secrétaire, ainsi que le coût des enquêtes à faire.

Nous avons déjà dit tout ce que nous avons à dire sur le sujet la semaine dernière et je ne pense pas qu'il puisse y avoir d'objection sur le principe d'une enquête. Il exprime l'espoir, dit-il, que cette loi soit approuvée rapidement sans discussion.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai aucune objection au principe du bill, mais je le trouve tardif. Je veux faire remarquer que le gouvernement fait preuve de négligence en ne présentant une telle législation qu'en 1948. Le gouvernement est en retard de trois ans.

D'ailleurs, dès 1935, le premier ministre actuel s'était engagé à faire disparaître les taudis et construire des habitations salubres. Il y avait un article à cet effet dans le programme de l'Union nationale, qui avait été copié sur le programme de l'Action libérale nationale. Pourtant, l'Union nationale, de 1936 à 1939, était au pouvoir. Elle n'a rien fait pour régler le problème du logement. Sous le régime libéral, de 1939 à 1944, le chef de l'Union nationale parlait des maisons salubres. Quand l'Union nationale prit le pouvoir le 30 août 1944, la population s'attendait qu'on ferait quelque chose, selon les promesses faites. Rien non plus n'a été fait.

Mais voici qu'aujourd'hui, à la veille d'une consultation populaire, le premier ministre, sentant le terrain lui glisser sous les pieds, veut faire croire qu'il commence à solutionner le problème par la nomination d'une nouvelle commission. Quel spectacle! On présente toute une série de lois sur l'habitation, que l'on proclame les meilleurs du genre qui aient jamais été présentées dans une Législature,

puis on nous demande la permission d'étudier un problème qu'on avoue ne pas connaître!

Si l'Union nationale était sincère, si réellement elle se proposait de régler la question, elle aurait dû instituer l'enquête, mentionnée dans le bill, au moins dès 1945. Le premier ministre a souvent promis d'abolir les commissions et, depuis 1944, il en a créé une vingtaine, commissions dont on n'entendit plus parler par la suite et qui ne font même pas rapport. La mesure représente seulement une autre commission gouvernementale chargée d'obtenir de l'information qui est déjà à la disposition des autorités.

Cette enquête à la veille d'une consultation populaire n'est qu'une nouvelle mesure dilatoire. C'est une autre loi de camouflage, une loi électorale, de la poudre aux yeux, et cette commission, comme les autres, coûtera cher, ne fera pas de travail et ne donnera pas de rapport. Lorsque les libéraux seront au pouvoir, ils vont résoudre le problème du logement et la commission sera abolie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le gouvernement est inexcusable d'arriver en 1948 avec un pareil projet. Je dis que le gouvernement connaissait le problème et qu'il aurait dû agir dès la session de 1945. On nous présente une loi instituant une enquête. Chacun dans cette Chambre et ailleurs se pose la question: pourquoi le premier ministre a-t-il attendu si longtemps pour en arriver là? Si cette enquête avait été instituée il y a quatre ans, nous aurions déjà ses suggestions et aujourd'hui nous aurions peut-être un commencement de réalisations. Le gouvernement aurait dû, dès lors, agir. Ce retard est d'autant plus remarquable que la question est loin d'être nouvelle.

Pourtant le premier ministre savait que le problème du logement existait. Le premier ministre, alors qu'il était chef de l'opposition, avait lui-même soulevé le problème en 1939 et déclaré que c'était là une question provinciale qu'il fallait régler rapidement. Cette question a d'ailleurs été soulevée fréquemment en Chambre depuis 1944.

En relisant de vieux papiers, je me suis rendu compte qu'avant 1945 un député avait inscrit dans cette Chambre une motion sur "l'absence, l'insalubrité et l'insuffisance de logements". Il avait alors, en expliquant sa motion, souligné l'illogisme de dépenser des millions pour la santé, si on ne prend pas les moyens de prévenir le mal à sa source; et ce mal réside dans les conditions insalubres d'une multitude de nos habitations. Il ajoutait qu'à Montréal, il y a 5,000 logements qui sont un danger

pour la population, et que le moyen de remédier à la situation, c'est une action directe et rapide du gouvernement. Ce député disait que les lois fédérales n'avaient pas donné grand-chose de bon et qu'il mettait plutôt sa confiance dans un système coopératif semblable à celui de la Suède, par lequel tout ouvrier gagnant un salaire fixe peut devenir propriétaire d'une maison.

Il avait aussi déclaré que ce problème appartient au gouvernement provincial et que la crise du logement réclamait une action rapide et directe du gouvernement libéral. Il a dit que le problème du logement n'est pas un problème municipal, parce que les villes en ont par-dessus la tête et plein les bras.

Quel député parlait ainsi le 2 février 1944? Nul autre que le chef de l'opposition d'alors, l'actuel premier ministre.

En 1945, le gouvernement qu'il dirigeait ne pouvait donc pas plaider l'ignorance, car le chef de ce gouvernement, moins d'une année auparavant, avait su, et très justement, mettre le doigt sur le bobo. Je dis que le gouvernement savait, et qu'il aurait dû agir. C'est un écran de fumée avant les élections.

Depuis cette première session, les invitations à l'action n'ont pas fait défaut. Le 13 mars 1945, j'ai soulevé dans cette Chambre une question d'intérêt public et demandé l'intervention immédiate du gouvernement dans le problème du logement. Le même jour, j'inscrivais au *Feuilleton* de la Chambre une motion ainsi rédigée: "Que cette Chambre, devant l'urgence du problème du logement, exprime l'opinion que le gouvernement provincial s'occupe immédiatement à y apporter les solutions qui s'imposent."

Du 13 mars au 28 mars 1945, j'ai demandé à diverses reprises que la motion soit discutée. Le 28 j'ai inscrit la motion d'urgence suivante: "Que, attendu qu'une motion relative au problème du logement est inscrite au *Feuilleton* depuis le 13 mars et que ce problème est si urgent dans les grandes villes qu'il réclame l'attention immédiate de cette Chambre, - cette Chambre passe à l'ordre du jour qui se lit comme suit: "Que cette Chambre, devant l'urgence du problème du logement, exprime l'opinion que le gouvernement provincial s'occupe immédiatement à y apporter les solutions qui s'imposent."

Le premier ministre a alors répliqué qu'une autre motion était également importante, celle qui avait trait à la betteraverie de Saint-Hilaire.

On a pris le vote sur ma motion d'urgence et elle a été battue par 46 voix contre 35, les libéraux votant avec les nationalistes. Les députés de l'Union nationale, même ceux des villes, ont voté contre.

Plus tard, le 21 mai 1945, neuf jours avant la fin de la session, on a discuté ma motion, très brièvement. J'ai alors fait une étude de la situation, pressé le gouvernement d'agir en établissant une aide aux coopératives du logement et une commission provinciale du logement.

Immédiatement après, un député de l'Union nationale a fait une motion pour passer à l'affaire du jour suivant, procédure qui a eu pour effet de supprimer le débat, la réplique et le vote sur la motion du logement. La motion était littéralement atomisée.

L'année suivante, en 1946, j'ai inscrit une motion avant l'ouverture de la session et elle apparaissait comme deuxième item au *Feuilleton* du 13 février. Elle demandait que le gouvernement mette immédiatement à l'étude: l'organisation ou la subvention de recherches intensives; la mise en train d'un système convenable de crédit urbain.

Le 27 février 1946, j'ai réclamé que cette motion soit appelée suivant l'ordre du *Feuilleton*. Il s'ensuivit un débat, l'Orateur a refusé. On en a appelé de sa décision qui a été maintenue par 45 voix contre 33.

Quelques heures plus tard j'ai défendu ma motion et elle a été adoptée à l'unanimité, sans qu'un seul député ministériel n'ait dit un seul mot. Tout est retombé dans le silence.

L'an dernier, considérant que le problème s'aggravait toujours, j'ai inscrit, le 28 février, une autre motion réclamant l'établissement d'un crédit urbain convenable et d'un plan de démolition systématique et immédiat des taudis.

On constatera par le *Feuilleton* de la dernière séance de cette session, le 9 mai 1947, que cette motion n'a jamais été appelée, alors que d'autres inscrites bien plus tard l'ont été.

Le gouvernement peut-il sérieusement plaider ignorance? Je ne le crois pas.

Tous les renseignements que j'ai donnés s'appuyaient, non pas sur de vagues imaginations, mais sur des enquêtes sérieuses, faites avec grand soin. On l'a déjà dit, il manque présentement 70,000 logements à Montréal et ce déficit augmente chaque année, car on y célèbre 10,000 mariages par année, alors que l'an dernier on n'y a construit que 4,000 logements.

L'enquête de la Ligue ouvrière catholique a révélé que 45 % des logis existants sont surpeuplés dans l'ensemble de la province; que 64 % le sont dans Montréal et que cette proportion s'augmente jusqu'à 94 % dans l'est de la métropole où sont surtout les quartiers canadiens-français. Cela veut

dire que, dans l'est de Montréal, à peu près aucun logis ne répond aux exigences de l'hygiène.

La même enquête a révélé que 17 % des foyers abritent plusieurs ménages. Les parents, au lieu de retarder indéfiniment le mariage de leurs enfants, préfèrent se mettre à l'étroit et les recevoir sous leur toit. Dans 27 % des foyers, il y a des chambreurs et cela n'inclut pas les maisons de chambres. Que devient alors l'intimité familiale? Qu'on me permette aussi de signaler que dans 23 % des foyers, on utilise comme chambre à coucher la cuisine; dans 48 % des foyers, la salle à manger; et dans 57 % des foyers, le salon.

Une enquête menée dans 25 villes de la province a révélé que seulement 5.8 % des ouvriers sont propriétaires. À Montréal, cette proportion n'est que de 3.5 %. Quant au loyer mensuel moyen, il est de \$18.28 par mois chez les ouvriers et 60 % de ces loyers ne dépassent pas \$20 par mois.

On pourrait multiplier ces faits. On peut les résumer en disant qu'il existe une sorte de gâchis et que cette situation ne s'est pas produite du jour au lendemain. C'est le fruit de la légèreté des gouvernements, qui ont laissé s'établir la crise, lentement, progressivement, sans intervenir jusqu'à aujourd'hui.

Ce n'est que cette année, au cours d'une session préélectorale, que l'on nous demande une enquête. Encore une enquête. Combien en avons-nous vu partir de ces enquêtes dans le passé! Pas une seule n'est encore revenue; il y a lieu de croire qu'elles se sont perdues en route!

Quand un gouvernement veut véritablement régler un problème, quand il veut réellement agir, il fait discrètement son enquête, avec les moyens qu'il a normalement à sa disposition, et il présente ensuite une loi. C'est d'ailleurs ainsi que le gouvernement actuel a procédé au sujet du crédit agricole, de l'électrification rurale, des centres d'apprentissage et pour certaines autres questions. Mais je constate que quand un gouvernement ne veut pas agir, ne veut pas se décider, ou quand il veut retarder l'étude d'un problème, il lance une grande enquête publique.

Et qu'en reste-t-il souvent? De la fumée. Il est normal qu'un gouvernement veuille se renseigner avant d'agir, mais ce qui rend les gens sceptiques, c'est le nombre des enquêtes qui n'aboutissent à rien du tout. Et quand arrive une enquête comme celle-ci, les gens haussent les épaules.

Malgré tout et en bonne logique, comme je réclame depuis longtemps une enquête sérieuse sur la question, je voterai pour le projet de loi. Je veux que l'enquête soit faite rapidement et j'espère contre tout

espoir qu'elle apportera des résultats, car c'est un problème essentiel.

M. Chaloult (Québec): Le gros reproche que l'on peut faire à cette loi, c'est d'être tardive. Elle aurait dû être entreprise beaucoup plus tôt cette enquête.

Il rend hommage au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) pour sa ténacité. Il félicite le gouvernement qui s'est rendu aux instances du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau).

Cette enquête est nécessaire, elle s'impose, car le gouvernement admet qu'il ne possède pas les données nécessaires pour légiférer en connaissance de cause, et il a lui-même déclaré que les autres lois n'étaient qu'un acheminement vers la solution définitive du problème du logement.

Cette enquête doit être rapide, plus rapide que bien d'autres enquêtes qui ont traîné en longueur dans le passé, comme celle qui concerne la classification du service civil. Elle doit être efficace et impartiale. Pour cela, on doit nommer des gens compétents sur la commission, amis du gouvernement peut-être mais compétents. Que le gouvernement fasse désigner l'un des membres de la commission par la Commission nationale de l'habitation. Ce serait une garantie pour l'opinion publique.

Si les libéraux prennent le pouvoir, j'espère qu'ils utiliseront le rapport de l'enquête.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Avec une pareille enquête, rien ne sera fait avant les élections et même lors de la prochaine session. Le gouvernement dira que le problème a tellement d'ampleur qu'on n'a pas fini d'enquêter.

Il (M. Francœur) réclame une action rapide du gouvernement et il souhaite que l'on s'occupe d'abord du problème dans la ville de Montréal où il manque 70,000 logis. Il insiste pour un crédit urbain. Cela n'est pas de nature à être étudié par une commission, dit-il. Je crois que cette loi, loin d'aider l'Union nationale, lui nuira considérablement aux prochaines élections. Le premier ministre n'a pas tenu, depuis qu'il est au pouvoir, les promesses qu'il faisait à la province du temps qu'il était dans l'opposition.

Le premier ministre a toujours été opposé aux mesures fédérales sur le logement.

M. Marcotte (Roberval) interrompt le député de Montréal-Mercier.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Je voudrais, à ce sujet, renseigner le député de Roberval, qui passe son temps à m'interrompre.

M. Marcotte (Roberval): Moi, au moins je sais lire.

M. Francœur (Montréal-Mercier): Les familles sont mal logées, le gouvernement le sait depuis quatre ans et, à la veille de la débâcle, il présente des lois du logement. La Commission d'enquête sur le logement n'est rien autre chose qu'un "beurrage national"¹².

M. Drouin (Abitibi-Est): Tout le problème a été étudié par des experts et le gouvernement veut recommencer les études. Il n'y a rien dans la loi actuelle qui indique à quel ministère les futurs membres du comité d'enquête que l'on veut former auront à faire rapport de leurs travaux, indice additionnel que la loi n'est pas sérieuse. Il serait bon que l'on sache à qui ces gens-là vont faire rapport.

Une des choses qui m'ont frappé le plus, lorsque j'ai siégé à la première session de la présente législature, ce fut de constater que le chef actuel du gouvernement blâmait tellement le gouvernement libéral précédent d'avoir nommé quelques commissions pour procéder à des enquêtes au cours de ses cinq années de pouvoir. Le gouvernement de l'Union nationale, déclarait le premier ministre, est un gouvernement d'action et non un gouvernement de commissions. Mais dès sa première année de règne, il s'empressait de nommer, à son tour, de nombreuses commissions et d'y appeler ses amis. Bon nombre d'entre elles furent inopérantes et on n'a encore aucun rapport.

Ce sera la même chose pour cette commission-ci. Il (M. Drouin) énumère les législations adoptées par la Chambre depuis la session de 1945 pour créer des commissions d'enquête et les sommes qu'elles ont coûtées à la province. Commission pour améliorer le Code civil; Commission d'enquête sur la taxation scolaire et municipale; Commission relative à la délinquance juvénile; Commission pour enquêter sur les besoins d'aqueduc; Commission relative à la conservation des produits saisonniers; Commission d'enquête sur les tramways de Montréal.

M. l'Orateur arrête le député d'Abitibi-Est en lui faisant remarquer qu'il s'agit d'une commission d'enquête qu'il ne faut pas confondre avec les commissions permanentes.

M. Drouin (Abitibi-Est): J'en ai dit suffisamment pour montrer que le gouvernement n'a pas étudié les problèmes de la province et les fait étudier par ses amis pour dépenser de l'argent. Le

premier ministre dépasse certainement sa pensée quand il déclare que son gouvernement est un gouvernement d'action. Cette commission est un trompe l'œil.

Depuis quatre ans, le gouvernement n'a pas songé une seule seconde à étudier les problèmes de première importance et spécialement celui du logement. Le premier ministre et le gouvernement ont attendu quatre années avant de proposer une législation pour enquêter sur le problème du logement dans la province. Ce seul fait nous indique que le gouvernement n'a jamais voulu s'attaquer résolument au problème. Quant aux présentes lois sur le logement, on peut être assuré qu'elles ne changeront absolument rien à la situation.

M. Bienvenue (Bellechasse) s'étonne que le gouvernement ne vienne que de s'apercevoir qu'il existe dans le Québec une crise du logement. Le gouvernement demande, par le présent bill, de lui voter \$100,000. Le gouvernement a tout ce qu'il faut pour régler la crise du logement. Il n'est pas nécessaire de dépenser \$100,000 pour aller constater l'existence d'une crise du logement. Voilà une autre mesure dilatoire. Il suggère, dit-il, au gouvernement qu'en faisant son enquête, il pourrait examiner et utiliser le travail réalisé d'une façon similaire par divers organismes civiques, religieux et publiques, et étudier les dossiers et les notes sur la question.

Avec cet argent, on pourrait construire au moins 15 maisons à Trois-Rivières, à Rivière-du-Loup ou à Montréal. Que le gouvernement retire donc ce bill inutile et qu'il aille devant le peuple expliquer sa conduite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous y sommes allés à cinq reprises différentes et partout vos candidats ont été écrasés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi n'en faites-vous pas dans Saint-Louis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez expédié votre homme à Ottawa!

Il offre à l'opposition d'inscrire une motion au *Feuilleton* pour provoquer un débat sur l'élection de Saint-Louis.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il ne s'agit pas d'une loi d'enquête, mais plutôt d'une loi à retardement. Il n'y a rien dans la loi qui fixe aux commissaires une limite de temps pour présenter leur rapport. Le bill devrait avoir pour titre: "Loi pour

retarder le règlement d'un problème urgent." Il réclame, dit-il, des élections générales le plus tôt possible.

M. Morin (Québec-Centre): La meilleure façon de retarder la solution d'un problème, c'est de créer une commission. Si le bon Dieu avait créé une commission avant de créer le monde, il est probable que le monde ne serait pas encore créé.

J'aurais voté pour cette loi en 1944. Mais aujourd'hui, ça n'a pas de sens de commencer à étudier un problème connu. Cette loi est dilatoire et elle n'est qu'une façon d'ajourner le commencement de la solution du problème du logement. L'enquête ne donnera aucun résultat sérieux.

Pendant que la commission fera de longues études et que s'empileront les rapports, les ouvriers continueront à vivre dans des taudis et les propriétaires n'auront pas d'argent pour réparer leurs propriétés.

On fait une offense criminelle du fait de vendre des aliments impropres à l'alimentation et on laisse louer des taudis qui sont des foyers de tuberculose dans bien des cas.

Il demande au premier ministre, dit-il, de faire porter l'enquête sur les "flats", dans les villes. Les "flats" sont dans bien des cas des institutions antifamiliales. Il donne du "flat" la définition suivante: un endroit où la moitié de la famille attend le retour de l'auto avec laquelle se promène l'autre moitié. Le problème du logement est un problème qui est déjà surétudié, dit-il, et l'enquête n'a plus sa raison d'être. C'est le temps de passer à l'action.

M. Lizotte (Kamouraska): La régie fédérale des loyers en temps de guerre était une mesure antidémocratique et Ottawa l'admet. Mais sans cette mesure, le problème du logement eût été beaucoup plus grave. Les citoyens se tournent vers le gouvernement provincial. Que leur offre-t-il? Des moyens pratiques de construire des maisons? Non, une enquête. La mesure est de nature dilatoire.

Cette loi est le quatrième couplet de la complainte composée par l'Union nationale sur le problème du logement. Cette complainte a des accents de marche funèbre. C'est un mauvais signe pour les élections.

Le gouvernement aurait dû présenter une seule loi sur la question du logement au lieu de quatre. Le problème est pressant; que le gouvernement prenne les mesures nécessaires car, dans Kamouraska, il manque au moins 500 logements. Il réclame des élections immédiatement, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous sommes prêts à faire des élections. Mais que les députés de l'opposition cessent de parler.

M. Lizotte (Kamouraska): Pour pouvoir soigner un malade, il faut étudier la cause de la maladie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors une enquête sur la question du logement est nécessaire.

M. Lizotte (Kamouraska): Le problème est trop pressant pour le retarder davantage avec une enquête. Il faut une solution immédiate. Que le gouvernement prenne des mesures coûteuses, dispendieuses même s'il le faut.

Il parle des causes de la crise du logement. Parmi ces causes, dit-il, il y a l'immigration.

Des députés ministériels font des remarques.

M. Lizotte (Kamouraska): Il appartient au gouvernement de Québec de surveiller l'immigration dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Des anciens collègues du député de Kamouraska font entrer des communistes dans Québec.

M. Lizotte (Kamouraska): C'est plus facile à dire qu'à prouver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est un ministre fédéral qui les recommande.

M. Lizotte (Kamouraska): L'affirmation vient du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le ministre fédéral des postes (l'honorable Ernest Bertrand) a recommandé des chefs communistes comme étant de bons immigrants.

Des députés: Citez des noms!

M. Lizotte (Kamouraska): Pouvez-vous donner des noms?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Un M. Polinoski, l'un des organisateurs politiques de M. Bertrand. Il a signé la recommandation en affirmant qu'il connaissait le candidat alors qu'il ne le connaissait pas du tout.

M. Lizotte (Kamouraska): Le premier ministre devrait le faire cadénasser.

Il parle des autres causes de la crise du logement. Il insiste sur le nombre d'habitations devenues trop vieilles. À ce propos, il soumet que la commission d'étude devrait recommander des prêts pour la réparation des maisons devenues trop vieilles.

La pénurie des logements est également causée en partie par la rareté des matériaux, l'augmentation de la population et la multiplication des mariages. Je ne veux pas ici parler du premier ministre de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Kamouraska veut-il attaquer son chef, à Ottawa, M. King?

M. Lizotte (Kamouraska): Non, je reste dans les limites de la province de Québec; car le problème est provincial et c'est à la province à le régler. Mais M. King va peut-être se marier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, car il ne veut pas quitter son poste de premier ministre. Il a déclaré qu'il doit voyager et ne veut pas perdre sa passe de chemins de fer.

M. Lizotte (Kamouraska): Une femme, ça vaut bien autant qu'une passe de chemin de fer!
(Rires)

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Les sources ne précisent pas qui a présidé cette séance du comité.

2. Voir la note précédente.

3. *Le Soleil* du 27 février 1948, à la page 3, et *L'Événement* du même jour, à la page 1, attribuent cette question au représentant de Bellechasse (M. Bienvenue). Dans *Le Nouvelliste* du 27 février 1948, à la page 8, on rapporte que M. Bienvenue s'adresse au premier ministre plutôt au cours de la discussion sur la loi de la curatelle publique.

4. *Le Canada* du 27 février 1948, à la page 3, donne le chiffre de \$350,000.

5. *Le Canada* du 27 février 1948, à la page 3, écrit: "plaisanterie cynique".

6. Selon *L'Action catholique* du 27 février 1948, à la page 3, il faut lire "dix maisons".

7. *Le Canada* du 27 février 1948, à la page 3, rapporte le montant de \$1,600.

8. Dans *Le Nouvelliste* du 27 février 1948, à la page 10, on rapporte que le premier ministre fait allusion au journal *Le Devoir*.

9. Gérard Filion a rédigé un éditorial à propos de ce débat dans *Le Devoir* du 28 février 1948, à la page 1.

10. D'après *Le Devoir* du 27 février 1948, à la page 9, c'est le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue) qui pose cette question.

11. Selon *L'Action catholique* du 27 février 1948, à la page 3, c'est M. Duplessis qui a donné ces explications.

12. *L'Action catholique* du 27 février 1948, à la page 4, rapporte l'expression "bourrage général".

Première séance du vendredi 27 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Inspecteurs de colonisation
dans Gaspé-Nord

M. Godbout (L'Islet): 1. Quels sont les noms, prénoms et adresses des inspecteurs de colonisation dans le comté de Gaspé-Nord?

2. Quel est le salaire annuel de chacun de ces inspecteurs?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. et 2.

Bernatchez, Jean-Marie.....	Cloridorme-Ouest.....	\$ 1,200.00
Lévesque, Wilfrid.....	Saint-Joachim-de-Tourelle.....	1,100.00
Pelletier, Germain.....	Mont-Albert	1,350.00
Raymond, Michel.....	Saint-Octave-de-l'Avenir.....	800.00
Richard, Liguori	Grande-Vallée	1,350.00
St-Laurent, André-Albert	Sacré-Cœur, (Bureau de poste) ..	800.00

Frais de voyage des juges des sessions,
mandat spécial, A. C. no 2041

M. Godbout (L'Islet): Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec, en vertu du mandat spécial, arrêté en conseil numéro 2041, en date du 18 décembre 1947:

1. À qui le département du procureur général de la province a-t-il payé la somme de \$2,000 mise à sa disposition, en vertu dudit mandat spécial?

2. À quelle date chacun desdits montants a-t-il été payé?

3. Quel est le montant payé dans chaque cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Conformément à la loi se rapportant aux frais de voyage des juges des sessions, dans l'accomplissement de leurs fonctions judiciaires, il a été payé aux juges

des sessions, dont les noms figurent ci-après, les montants apparaissant après chaque nom:

M. le juge	Hermann Barrette	\$ 117.52
"	Joseph Marier	235.25
"	Laetare Roy	31.10
"	Alphonse Garon.....	19.30
"	Aimé Chassé.....	70.50
"	Édouard Langlois.....	106.30
"	Joseph Marier	242.89
"	Laetare Roy	31.50
"	Alphonse Garon.....	51.60
"	Hermann Barrette	80.70
"	Aimé Chassé.....	95.75
"	Édouard Langlois.....	92.30
"	Joseph Marier	184.43
"	Alphonse Garon.....	19.40
"	Alphonse Garon.....	32.30

Projets de loi:

Enquête sur
le problème du logement

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 26 février courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lizotte (Kamouraska): Le gouvernement devrait prendre franchement ses responsabilités et garantir tout de suite au moins une partie du capital, afin que le futur propriétaire puisse emprunter 100 % de l'argent dont il aura besoin pour se construire, tout particulièrement celui qui ne dispose pas de la mise de fonds initiale. L'une des raisons de la pénurie du logement, c'est la spéculation honteuse de certaines grandes villes, de certains gros propriétaires, dit-il, en citant le rapport compilé par la Ligue ouvrière catholique. Il faut empêcher qu'une partie de la population ne devienne des déracinés, des irresponsables et des mécontents.

Je suggère, dit-il, que le gouvernement se serve, pour cette commission d'enquête, de ses quatre ministres sans-portefeuille, qui sont bien payés déjà, de façon à éviter des frais supplémentaires à la province, et qui épargneront ainsi au gouvernement les dépenses d'une commission d'enquête. Que le gouvernement cesse

d'être un gouvernement d'étude et qu'il passe enfin à l'action, ou il sera remplacé, lors du grand examen qui approche, par un gouvernement qui fera des réalisations.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La législation de l'Union nationale sur le logement arrive tout simplement à son heure. Au cours des années précédentes, elle aurait été inutile. Les trois lois soumises à la Chambre sont le résultat d'études entreprises depuis trois ans. Depuis plusieurs jours, l'opposition les critique, puis vote en leur faveur, après s'être acharnée à en minimiser les effets. Incidemment, je remercie nos amis de la gauche de la lutte qu'ils ont déclenchée. Ils nous ont rendu service. Le résultat de cette lutte a été d'attirer l'attention du peuple, l'attention des unions ouvrières, etc., sur les lois que nous avons présentées. Actuellement, nous avons une véritable avalanche de demandes de renseignements qui nous viennent des conseils municipaux et des divers corps publics. Tous veulent profiter de nos lois.

Nous avons étudié et ces lois sont le résultat de nos études commencées depuis trois ans. Le gouvernement de l'Union nationale a étudié les meilleurs moyens à prendre. Depuis deux semaines, les membres de l'opposition ont fait quatre ou cinq douzaines de discours tous contradictoires. Ils ont critiqué nos lois pour voter en faveur ensuite. Sans s'en rendre compte, ils ont, par leur opposition et leur obstruction, rendu service en attirant l'attention du public sur nos lois. Les conseils municipaux, les unions ouvrières, les organisations de tout genre nous écrivent à tous les jours pour obtenir des renseignements et pour manifester leur volonté de profiter de notre législation.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est penché sur ce problème de la pénurie du logement dès 1944 et il a procédé graduellement. J'ai alors formé une commission destinée à étudier les moyens de répondre aux besoins de l'industrie du logement et les moyens de construire des habitations familiales. Un comité de 25 représentants des commerces, des municipalités et des universités a été formé. Ils sont reconnus par ces hommes comme étant le meilleur moyen d'aller de l'avant dans la construction de maisons domestiques partout dans la province. Les conclusions ont été qu'il était impossible de mettre à exécution un projet de construction de logements parce qu'on manquait de main-d'œuvre qualifiée et de matériaux de construction. Les grands constructeurs et les ouvriers étaient d'accord sur ce point.

La première étape a été de créer et de former des travailleurs expérimentés parce qu'on nous disait qu'on manquait tout d'abord de main-d'œuvre et ensuite de matériaux. Nous avons immédiatement institué des centres d'apprentissage avec la coopération de l'Association des constructeurs et des syndicats de la construction. Dans la seule ville de Montréal, on avait besoin de milliers de briqueteurs de plus dans ce métier de première importance. Nous avons immédiatement porté notre attention sur ce problème et mis à l'entraînement 1,000 jeunes gens pour les métiers de la construction. Ceci a donné comme résultat que, l'année dernière, 1,000 travailleurs expérimentés ont été référés à un secteur d'activité et ils occupent maintenant un bon travail. Les centres d'apprentissage sont donc d'une grande utilité pour préparer de la main-d'œuvre spécialisée, afin d'aider à la construction de logements.

Les entrepreneurs ont averti récemment le gouvernement que le vide de la main-d'œuvre, qui empêchait la réalisation de projets dans le domaine de la construction, est à peu près comblé, à l'heure actuelle. Et nous apportons notre législation. Elle vient à son heure. Les constructeurs peuvent compter sur un nombre suffisant d'ouvriers connaissant bien leurs métiers dans la construction. Cette partie du travail progresse étape par étape.

L'autre phase du programme consiste à obtenir du matériel de construction. Il semble aujourd'hui, selon l'opinion d'experts et particulièrement de J. L. E. Price, de Montréal, le meilleur dans le domaine de la construction et le plus grand constructeur d'habitations au Canada, qu'il sera maintenant possible d'entreprendre l'exécution d'un ambitieux programme avec la coopération des municipalités et des agences de prêts. M. J. L. E. Price a félicité le premier ministre de la présentation des projets de loi sur le logement. Ces lois ont été reçues avec enthousiasme partout. C'est alors que le gouvernement de l'Union nationale entreprend une nouvelle étape dans le programme qu'il s'est tracé. Il a décidé de présenter ce projet de loi, qui vient à son heure.

Le comité paritaire des métiers de la construction paiera \$200,000, en 1948 et en 1949, pour le succès du programme de construction et pour aider aux centres d'apprentissage. Les lois du logement soumises par le gouvernement font plus que répondre aux besoins.

Les unions ouvrières sont très satisfaites du fait que le gouvernement paiera 3 % sur les intérêts, elles s'attendaient à ce que le gouvernement ne paie que 2 % d'intérêt. Comme la province paiera 3 %

tandis que les ouvriers n'auront à payer que 2 %, cette décision du gouvernement a créé de l'enthousiasme.

Des comités se forment dans tous les centres de la province, dans les syndicats, les unions ouvrières, les groupements coopératifs, pour rencontrer le public dans le but d'exposer les avantages de nos lois et pour s'aboucher avec la commission d'enquête que le gouvernement va former. Le gouvernement se prépare pendant que l'opposition discute et nous bloque par ses critiques.

Je nie, dit-il, que les ouvriers sont opposés à ces lois. Si les gens de la gauche ont cité des télégrammes, dit-il, je pourrais, pour ma part, en citer par centaines. Et ces télégrammes, envoyés au nom de groupes imposants d'ouvriers, sont unanimes à féliciter le gouvernement.

Je prédis que les lois provinciales sur le logement présentées par l'Union nationale auront un effet même plus grand que celui obtenu par la loi du crédit agricole, que tout ce qui a été fait jusqu'ici. La solution de la crise du logement assurera la paix sociale et le bien-être pour les ouvriers. L'homme qui a conçu ces lois et qui les a données à sa province vient de s'élever un autre monument.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je me demande si le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est pour ou contre la loi. Si le gouvernement a formé des ouvriers spécialisés et qu'il est en mesure de construire des logements, pourquoi faire des études?

Il ne s'agit pas d'un problème ordinaire. Il s'agit d'un mal social parce qu'il s'attaque à la famille elle-même. Comment en effet la famille peut-elle apporter les réalisations qu'on est en droit d'en attendre, si le père de famille ne peut lui donner un logement convenable? On ne le règlera donc pas aussi facilement que le laisse entendre le ministre du Travail.

Les études sont de bonnes choses, mais encore faut-il en venir à quelque chose de palpable, à des résultats. Il faut deux choses: d'abord l'accès à la petite propriété, puis des logements. Aucun système économique n'a encore réussi à réaliser cet idéal, malgré que le mal existe partout. J'ai foi en notre système économique; il suffit de l'adapter aux circonstances. Il y a 25 ans, on suggérait bien des choses qu'on déclarait alors irréalisables mais qu'aujourd'hui on accomplit sans difficultés.

Des enquêtes, il y en a eu. Depuis quatre ou cinq ans, des sociologues ont exploré la question à fond. On sait que le problème existe à l'état aigu: il faut le solutionner. L'origine de la crise du logement

a été établie: ce fut d'abord la crise économique de 1930 à 1938; ce fut aussi l'exode des campagnes vers les villes et, en troisième lieu, ce fut la pénurie de matériaux de construction.

Le problème du logement se pose avec l'acuité qu'on lui connaît présentement depuis quelques années seulement. Depuis 1940, à cause d'une situation économique excellente, la situation est changée. On a un travail abondant, des salaires rémunérateurs, de nombreux jeunes gens ont contracté mariage. C'est à ce moment que la crise est devenue plus aiguë. C'est un problème d'aujourd'hui et c'est le devoir du gouvernement d'aujourd'hui de le résoudre avec les méthodes d'aujourd'hui.

La province deviendra de plus en plus industrielle et l'on ne peut forcer les gens à demeurer à la campagne. De là la nécessité d'avoir des logements plus nombreux dans les grands centres ou les villes moyennes. À Québec, plus de maisons ont été construites en 1940-1945 qu'en aucun autre temps. Le problème tire son origine surtout des conditions existantes depuis trois ou quatre ans. Dans les paroisses environnantes de la ville de Québec, depuis cinq ans, la construction a doublé. Une enquête, pourquoi? Il n'est pas besoin d'enquête pour trouver une solution immédiate. Le problème du logement est un problème brûlant qui doit être réglé immédiatement. Le temps n'est pas à l'étude. Ce qu'il faut, c'est de l'action. Que l'on commence à construire des logements.

Il y a déjà eu des enquêtes et des tentatives de règlement du problème du logement. On se souvient des maisons salubres dont les villes ont supporté tout le poids. On se souvient également des désastres financiers qu'elles ont accumulés.

Il n'y a qu'un moyen de régler le problème et c'est l'établissement d'un crédit urbain de l'État pour aider à construire des logements, afin de pallier aux effets de la crise terrible qui existe dans le domaine du logement. L'enquête que propose le gouvernement, c'est un bateau nolisé par le gouvernement pour traverser la Mer Rouge des prochaines élections. Le bateau a été construit hâtivement; il ne supportera pas la mer et l'Union nationale va sombrer avec.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Les libéraux ont tort de s'objecter à l'aide que veut donner le gouvernement aux ouvriers pour se construire. Depuis une semaine, l'opposition fait de l'obstruction pour empêcher le projet de loi de passer, mais les ouvriers s'en souviendront. L'opposition péroré depuis 24 heures pour ne rien dire. Ces répétitions se résument en deux catégories:

l'opposition dit que ces lois sont inutiles, qu'elles sont des lois électorales.

Nos amis s'encouragent en disant: Dans quelques mois, nous serons au pouvoir. Le chef de l'opposition déguste à l'avance un gâteau qui ne viendra jamais. Lorsque les élections viendront, nos amis sont mieux de s'organiser, car il y en a au moins 20 d'entre eux qui ne reviendront pas en cette Chambre. Nous serons prêts à les rencontrer, non avec des promesses, mais avec des réalisations.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) est l'un de ceux qui prétendent avoir le monopole des solutions. Il distribue les anathèmes à droite et à gauche et fend les cheveux en huit (sic). Il aide l'opposition à combattre le gouvernement.

Les adversaires du gouvernement veulent créer de la méfiance. Quand ils ne peuvent nous rencontrer en face, ils font du sabotage à l'arrière. Actuellement, ils tentent de saboter l'opinion publique. Le député de Bellechasse (M. Bienvenue) veut soulever la population des campagnes contre les villes, et la population des villes contre les campagnes. Il sert mal la classe rurale. Il ne faut pas déraciner les gens de la campagne, car l'industrie et l'agriculture doivent marcher de pair.

Il ne faut pas s'en faire avec les déclarations de l'honorable chef de l'opposition à l'effet que cette loi serait inefficace. L'honorable chef de l'opposition avait prédit autrefois que le crédit agricole serait un fiasco, que la loi de l'électrification rurale serait inopérante et que pas une seule coopérative ne serait formée, que pas une seule ferme ne serait électrifiée; les résultats très bienfaisants du crédit agricole ont prouvé que M. Godbout était un mauvais prophète; de même que les milliers de milles électriques construits depuis l'adoption de la loi de l'électrification rurale démontrent à l'évidence que l'honorable chef de l'opposition n'est pas très clairvoyant et n'a pas été très heureux dans ses prédictions, ce sera la même chose pour la loi des logements ouvriers.

Je reproche, dit-il, au chef de l'opposition de s'être prononcé en faveur de l'émigration. Parmi les causes de la crise actuelle du logement, il y a la venue des immigrants. Depuis plusieurs années, le gouvernement fédéral importe des immigrants à un rythme qu'on évalue entre 18,000 et 20,000 personnes par année¹. Et cet estimé est bien inférieur aux réalités. Et l'on m'informe que ces étrangers n'ont pas apporté avec eux leur logement en venant au pays. Je demande donc au chef de l'opposition d'inviter M. Howe à donner des ordres pour que nos nouveaux venus traversent au Canada avec leurs logements.

(Rires)

Il faut tenir compte du fait de ceux qui ont pris part à la dernière guerre. Le fédéral doit voir à loger ceux qu'il a envoyés outre-mer. Mais ce n'est pas ce qu'il fait. Nous, nous ne les abandonnerons pas! Charité bien ordonnée commence par soi-même.

L'exportation dans les pays étrangers de matériaux de construction, qui nous étaient nécessaires, est une autre cause de la crise du logement. Si les députés de l'opposition étaient sincères, ils admettraient que leurs amis d'Ottawa ont une responsabilité terrible dans la situation actuelle. Il vaut mieux aller lentement mais faire quelque chose. L'opposition doit cesser de s'opposer systématiquement. Qu'elle cesse son obstruction sournoise.

M. Dumoulin (Montmorency): Depuis quatre sessions on a soumis à la Chambre des lois nombreuses pour nommer des commissions dont la plupart n'ont jamais donné aucun signe de vie.

L'enquête sur le logement n'est pas nécessaire parce que tout le monde sait qu'il existe une crise sur le logement. Le gouvernement possède tous les renseignements pour procéder immédiatement, et ce, sans faire d'enquête. Le bill 9 n'a aucune portée pratique. Le problème du logement n'est pas aussi compliqué que cela. Une partie de la population manque de logements et de la mise d'argent initiale qu'il faut pour bâtir. C'est ça le problème, et jamais on ne le règlera par une commission. Il faut absolument que le gouvernement consente à prêter lui-même de l'argent à ceux qui veulent se construire.

M. Roberge (Lothbinière): Le gouvernement de l'Union nationale plagie tout simplement une des nombreuses enquêtes faites sur ce problème. Celui qui a rédigé le projet du gouvernement savait que de nombreuses enquêtes ont été instituées sur la crise du logement au Canada et dans notre province. Le texte du bill est la répétition de la table des matières du rapport Curtis, après une enquête commencée en 1944. La commission était composée du professeur C. A. Curtis, de l'Université Queens, son président. Quatre citoyens de notre province en faisaient partie: le professeur Higgings, chef du département de l'économie à McGill, M. Marcel Parizeau, architecte, le R.P. D'Auteuil Richard, S.J. et le professeur Walsh, de McGill.

Si le rapport Curtis ne suffit pas au gouvernement, on pourrait consulter le bilan de la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.), le rapport des professeurs de la Faculté des sciences de l'Université Laval, etc. Il ne devrait donc plus être question de

faire des recherches, mais de compiler les recherches faites. Cette compilation ne devrait pas coûter \$100,000, la somme que le gouvernement nous demande de voter pour son inutile enquête. Il y a au gouvernement des fonctionnaires, des sous-ministres compétents qui pourraient tirer de ces rapports ce qui concerne la province de Québec. Ça ne coûterait pas \$100,000.

Selon le texte de la loi, "cette commission doit notamment: c) étudier les causes de cette situation et les remèdes qui conviennent". Même si on connaît les causes, cela ne permettra pas de construire plus de logements en vertu des lois proposées. Les causes dans la province de Québec sont connues; c'est d'abord les salaires moins élevés payés dans notre province aux pères de famille. On a expédié les matériaux à l'étranger a dit le député-ministre de Frontenac (l'honorable M. Tardif). En 1946 et en 1947, pas un seul quart de baril de clous n'a été exporté du Canada et, au contraire, à cause du nombre grandissant des constructions nouvelles, l'utilisation des matériaux a plus que doublé. Les compagnies qui en fabriquent ont augmenté leur production, et on a produit, en 1947, 130 % de clous de plus qu'en 1946.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): Il y a la tôle.

M. Roberge (Lotbinière): J'arrive aux autres matériaux. Pas besoin d'une enquête pour savoir que, avant la guerre, nous importions la moitié de ce produit d'Angleterre et que nous n'en importons plus.

Il existe un monopole du ciment au Canada. Deux compagnies, la Canada Cement et la National Cement, sous une direction unique, contrôlent toute la production du ciment dans la province de Québec. Le gouvernement devrait intervenir pour qu'il y ait une production adéquate du ciment. Que le gouvernement suscite la fondation d'une autre entreprise similaire!

Un député ministériel: Ottawa ne voudra pas.

M. Roberge (Lotbinière): Le fédéral n'est jamais intervenu pour interdire la création d'une industrie dans notre province. Nous avons deux compagnies de ciment contrôlées par les mêmes intérêts.

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Ce monopole du ciment a été créé par les rouges, car les compagnies ont été fondées par eux.

M. Roberge (Lotbinière): Si elles ont été fondées par les rouges, je connais des bleus qui en profitent.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement pourrait parler au monopole du ciment, non pour entrepreneurs favoris, mais pour toute la population.

(Applaudissements à gauche)

Il n'y a pas besoin d'une enquête pour décider la disparition des taudis que tout le monde réclame depuis la fin de la guerre. On n'a qu'à étudier la loi nationale du logement qui prévoit non seulement la disparition des taudis, mais qui permet à la province de faire payer 50 % de la destruction de ces taudis par le fédéral. Par cette même loi, le fédéral s'engage en outre à payer 90 % des fonds d'une entreprise d'État qui verrait à la construction de nouveaux logements. Il lit la clause suivante du bill: "Cette commission doit notamment: h) proposer des formules de collaboration juste et équitable entre les constructeurs, les sociétés ou syndicats coopératifs, les administrations publiques et toutes personnes intéressées, pour apporter une solution définitive au problème de l'habitation".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas le principe du bill ça. L'honorable député de Lotbinière est hors d'ordre.

M. l'Orateur: L'honorable député de Lotbinière pourra parler de cela quand le bill sera étudié en comité.

M. Roberge (Lotbinière): Ne parlons pas de coopération. M. l'Orateur, je soumets qu'il n'est pas nécessaire de dépenser \$100,000 pour faire lire la loi nationale du logement et le rapport Curtis par cinq amis du gouvernement, c'est beaucoup trop cher.

M. Sylvestre (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 118 concernant la succession de Joël Lanctôt;
- bill 135 constituant en corporation La Prospérité, société de secours mutuels;
- bill 166 autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires;
- bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College;
- bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Eustache;
- bill 187 constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant, dans les vingt-cinquième et vingt-sixième lignes, les mots "ci-attaché comme annexe "A".

Et l'annexe est biffée.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en ajoutant, à la page 2, les mots "et en prix de revient", après le mot "industrielle", aux quatre endroits suivants:

1° dans le quatrième paragraphe qui commence par le mot "Ontario";

2° dans le cinquième paragraphe qui commence par le mot "Manitoba";

3° dans le neuvième paragraphe qui commence par les mots: "Sociétés du Dominion";

4° dans le dixième paragraphe qui commence par les mots: "Sociétés provinciales";

b) en biffant, dans le onzième paragraphe qui commence par les mots "Désignation des membres", le mot "enregistré".

2. L'article 1 est modifié dans la version anglaise seulement.

Projets de loi:

Guaranty Trust Company of Canada

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 104 relatif à Guaranty Trust Company of Canada.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 27 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Enquête sur le problème du logement

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sylvestre (Berthier): Le gouvernement a maintenant tous les renseignements nécessaires pour se mettre à l'œuvre, et il se défile en présentant une loi de camouflage. La mesure est une moquerie officielle frisant même la mauvaise foi à l'égard des ouvriers. Mettre de côté les rapports préparés par la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.), et autres organismes, c'est manquer de confiance aux ouvriers. Ne pas vouloir puiser aux sources que nous possédons, c'est refuser aux unions ouvrières le crédit urbain à l'habitation qui leur permettrait de se loger convenablement. De tout temps, le premier ministre s'est opposé au crédit urbain et cette loi vient sanctionner son refus de le donner à la population. Le marché de la construction est considérable. Je suis scandalisé d'entendre les gens de la droite parler de rareté de matériaux. Si les ministres et les députés de l'Union nationale avaient le courage de le faire, ils se lèveraient et diraient combien de maisons et de chalets ils ont construit et pour des montants de \$25,000 à \$30,000 et \$40,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il met le député de Berthier en demeure de donner des précisions ou de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Sylvestre (Berthier)** discutent violemment.

M. l'Orateur demande au député de Berthier de retirer les paroles prononcées.

M. Sylvestre (Berthier) retire ses paroles. Ceux qui ont voulu se construire ont trouvé, dit-il, d'une façon générale, les matériaux nécessaires. L'Union nationale n'a pas le droit de parler de pénurie de matériaux quand les riches ont réussi à se construire des maisons de plusieurs dizaines de milliers de dollars.

M. Johnson (Bagot): Pour la première fois, la Législature a reconnu officiellement l'importance de l'organisme économique-social que sont les caisses populaires. L'Union nationale est le seul gouvernement à avoir donné autant d'appui aux organismes travaillant dans un but économique-social et au système coopératif. Le travail de la Ligue ouvrière catholique est un travail splendide de relèvement des classes populaires. Mais on dénature pour des fins politiques les buts de cette organisation. Des membres de cet organisme sont loin d'être favorables à une garantie d'une partie des prêts par le gouvernement. Je pourrais citer des gens évoluant

dans ce milieu qui m'ont dit: "Si vous voulez tuer le travail d'éducation que nous avons fait, en encourageant nos membres à pratiquer l'économie, passez une loi qui donne des garanties."

Il relève plusieurs objections soulevées par des députés de la gauche. Le contrôle sur les loyers établi par Ottawa a retardé et compliqué considérablement, dans une certaine mesure, le règlement du problème du logement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Mon honorable ami peut-il me dire s'il est en faveur du contrôle sur les loyers?

M. Johnson (Bagot): Je ne suis contre aucun système bien administré, mais je dis qu'un système mal administré, comme dans le cas des loyers, est néfaste.

Certains commerçants vendent leurs matériaux sur le marché noir. Le fédéral n'a pas tenu ses promesses envers les vétérans. Il a aggravé le problème en ne bâtissant pas de logements pour ceux-ci. Sans cela, nous n'aurions pas au Québec de crise du logement.

M. Godbout (L'Islet): Le rideau tombe sur le quatrième acte, nous sommes déçus et la situation est pénible. Je déplore, dit-il, la pauvreté des législations du gouvernement pour remédier à la crise de l'habitation dans la province. Nous espérions que le gouvernement montrerait plus de sympathie pour les œuvres sociales. Désappointement complet. Mais comme nous sommes pour l'instruction gratuite et obligatoire, même si l'exécution de la loi devait coûter encore plus cher, nous allons permettre à nos amis de la droite de s'instruire sur le problème du logement.

Je ne voulais pas faire de lutte sérieuse au projet de loi, mais la situation devient embarrassante. Le gouvernement nous arrive en déclarant qu'il a étudié, qu'il est prêt à se mettre à l'œuvre et que néanmoins, il veut instituer une commission d'enquête qui va coûter \$100,000. Il s'agit d'une loi pour endormir l'électorat qui semble surtout avoir pour but de jeter une centaine de mille dollars à quelques amis. Le gouvernement n'a rien fait depuis quatre ans et il veut placer des gens auxquels il garantit la stabilité de l'emploi.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a déclaré que le gouvernement avait commencé en 1944 à s'occuper du logement, mais qu'à cette époque il y avait des obstacles. Ces obstacles sont disparus et le gouvernement veut maintenant commencer une enquête qui a déjà été faite.

Le fédéral a fait dix fois plus pour le logement, et le gouvernement de l'Union nationale n'a rien fait du tout.

Les députés de la droite prétendent qu'il ne faut pas débalancer l'équilibre entre la ville et la campagne, qu'il ne faut pas créer d'attraits particuliers dans les centres urbains, afin de ne pas inciter les campagnards à émigrer. Voici un argument qui signifie bien des choses, qui démontre le sentiment du gouvernement et son désir d'endormir l'électorat. Le premier ministre montre qu'il ne connaît évidemment pas la population de nos campagnes.

Ceux qui sont peut-être les plus intéressés au règlement de la crise du logement dans les villes, ce sont les cultivateurs. Le contentement et le bonheur des ouvriers des villes sont un gage de prospérité ainsi qu'une garantie de stabilité pour les cultivateurs. À cause de ce manque de vision, le rideau va tomber sur un drame pénible.

Je reproche, dit-il, au gouvernement de ne pas présenter une législation basique, à laquelle viendrait s'ajouter la collaboration du fédéral et l'aide des municipalités. Il naîtrait de l'espoir dans la population dont c'est le devoir du gouvernement d'assurer l'avenir. S'il y avait une coopération entre le provincial, le fédéral et les municipalités, nous pourrions avoir une loi parfaite et le problème du logement serait vite solutionné dans l'intérêt des ouvriers et de tous les citoyens. Malheureusement, le premier ministre est enlisé dans les vieux clichés des tories d'autrefois. Il ne pense qu'à donner une centaine de mille dollars à des amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous aurons tout vu et entendu. Depuis plusieurs séances, l'opposition ne cesse de répéter que la loi ne vaut rien, qu'elle est une insulte à ceux qui ont déjà fait une enquête et que la mesure sera inefficace. Cependant, les libéraux manifestent leur intention de voter pour, et le chef de l'opposition nous reproche presque de n'avoir pas prévu un montant assez considérable. Parce que nous voulons avoir les renseignements nécessaires pour apporter une solution adéquate, les députés de l'opposition parlent pendant une journée et demie pour dire ensuite: nous allons voter en faveur de la loi. Pourquoi la critiquer à ce point si vous allez voter en sa faveur? C'est ridicule!

Il relève certaines déclarations faites la veille par l'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue). Il est malheureux d'essayer de soulever les campagnes contre les villes et les villes contre les campagnes.

La collaboration devrait remplacer l'obstruction des députés de la gauche. Nous posons un acte. Nous voulons savoir. Nous allons étudier et quand nous aurons les renseignements nécessaires, nous poserons les actes qui s'imposent. Notre peuple a toujours souffert du manque d'orientation. Nous tenons à l'orienter.

Au chef de l'opposition qui m'a reproché de ne pas collaborer avec Ottawa, je réponds que, depuis que Québec a un premier ministre qui sait se tenir debout, les offres sont beaucoup plus considérables.

La loi actuelle n'est que l'application du bon sens, dit-il. Nous sommes en présence d'une crise très grave. Ottawa tente de la régler depuis 10 ans. Il n'a pas encore obtenu aucun succès. C'est que le problème est très complexe.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Une commission, composée d'au moins trois et d'au plus cinq personnes, dont un président, est instituée pour faire enquête sur le problème du logement dans la province.

"Un secrétaire peut être adjoint à cette commission.

"Les commissaires et le secrétaire sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur rémunération".

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quels sont ceux qu'il songe à nommer dans la commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement nommera des gens qui offriront des garanties de compétence et d'impartialité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Trois ou cinq?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nombre voulu, c'est le conseil des ministres qui décidera.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre jouit, paraît-il, d'une certaine influence au conseil des ministres.

Il pourrait, par exemple, recommander un membre de la Commission nationale d'habitation, un sociologue, un ouvrier, un avocat?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne l'assurance que les ouvriers seront représentés. Quant aux autres, dit-il, je ne peux rien dire avant d'avoir consulté mes collègues.

M. Chaloult (Québec): Quand les membres seront-ils nommés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de la Commission seront nommés dans le plus court délai possible.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, pour le traitement des commissaires et du secrétaire de la commission qui sera instituée en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution et leurs déboursés, une somme n'excédant pas cent mille dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement.

Adopté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 6 et 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Godbout (L'Islet): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors, je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 48.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 20.

(Rires à droite)

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 428 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 57, et par

l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 59, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 5° par le suivant:

"5° Pour prohiber les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions et autres représentations publiques; les réglementer; les permettre, sur licence, aux conditions jugées convenables;"

M. Bienvenue (Bellechasse): Il n'y a pas de raison de permettre aux municipalités d'interdire ou de fermer les théâtres. Avec la Police provinciale aux aguets et avec le soin que met la censure à faire son travail, il n'y a pas de danger que l'immoralité se glisse dans nos théâtres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La clause est abusive. Elle prête à un danger de favoritisme politique aussi bien qu'à d'autres abus.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et **M. Roberge (Lotbinière)** combattent la clause, parce qu'elle est abusive. Ils se sont prononcés en faveur de la réglementation des théâtres, mais contre le pouvoir donné aux municipalités de les prohiber. Ils voient également dans la clause un danger de favoritisme.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): La clause en question a été demandée par l'Union des municipalités, parce qu'il arrive fréquemment que des représentations condamnables sont données et que le conseil ne peut intervenir que lorsque le mal est fait. C'est aussi pour des raisons d'urbanisme, des questions de zonage, que l'Union des municipalités a demandé ces pouvoirs.

J'ai foi dans l'honnêteté des conseils municipaux qui ont rarement abusé des pouvoirs qu'on leur a donnés. D'ailleurs, nous sommes en démocratie et l'autorité municipale est censée représenter la volonté de la population. Je n'ai pas d'objection, dit-il, à ce que l'autorité municipale puisse exercer un contrôle sur les films. Il n'y a donc pas de danger qu'elles abusent de ce pouvoir, parce que le peuple y verra en temps et lieu.

Les municipalités, fait-il remarquer, veulent se protéger efficacement contre les cirques, et elles ont demandé le pouvoir de prohiber les théâtres, pour être plus sûres de leur affaire. Je signale l'importance d'interdire certaines représentations immorales avant que le mal ne soit fait. Il n'y a pas de bureau de censure dans nos petites municipalités.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) admet le droit des municipalités de régir et d'interdire les

représentations, quelles qu'elles soient. Mais il y a une différence entre les cirques et les théâtres. On ne doit pas traiter les théâtres, qui sont des immeubles, sur le même pied que les cirques ou autres représentations.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les adversaires du maire auront peu de chances d'obtenir la permission de construire un théâtre. Dans nos petites villes, le cinéma est la seule distraction. Il suffirait d'un conseil puritain pour les fermer tous.

L'article 9 est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. L'article 473 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 11 George VI, chapitre 59, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 8° par le suivant:

"Un règlement établissant un fonds de pension de retraite n'a d'effet qu'après approbation par la majorité des officiers et employés bénéficiant de ce règlement par la Commission municipale de Québec et par le surintendant des assurances."

L'article est amendé en ajoutant les mots suivants après le mot "assurances": "même si le règlement prévoit un emprunt".

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 14 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Subsides:

Budget des dépenses 1948-1949

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)²

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législative)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) va parler ce soir.

M. Bienvenue (Bellechasse): Va-t-il abolir la taxe de vente?

Adopté.

La séance est levée.

Troisième séance du 27 février 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

Discours sur le budget 1948-1949

M. l'Orateur, les siècles comme les individus connaissent, à l'approche de la cinquantaine, une orientation définitive aussi bien qu'une maturité féconde. Ne vivons-nous pas en 1948 les heures décisives du XX^e siècle dans le domaine national et international? Et si nous scrutons les annales du siècle révolu, ne sommes-nous pas émerveillés d'y constater vers 1848 une évolution marquante pour le Bas-Canada, le Québec d'aujourd'hui? Aussi, ce n'est pas par simple amour de l'histoire qu'après avoir rappelé, en 1946, le centenaire de l'autonomie financière des provinces, en 1947, celui de notre système d'instruction publique, je crois opportun de souligner cette année le centième anniversaire de la consécration définitive de la langue française au Canada.

Il ne faut pas croire que ce retour annuel sur le passé comporte un mépris du présent et une incompréhension de l'avenir. Tous les trois sont nos maîtres et inspirent, dans un juste équilibre, la politique de l'Union nationale. Cette politique prend sa source dans le respect de nos droits; elle envisage avec courage les problèmes du présent afin de préparer pour notre province l'avenir le plus heureux.

J'ai rappelé au cours des dernières années la parenté spirituelle qui existe entre les grands hommes politiques de l'Union et le chef actuel de l'Union nationale. En 1846, les chefs politiques du Bas-Canada ont conquis l'autonomie financière; en 1946, le chef de l'Union nationale a endigué le mouvement de centralisation qui menaçait d'anéantir nos droits et privilèges en matière d'impôts. En 1847, les chefs politiques du Bas-Canada ont établi un système d'enseignement qui a fait l'admiration de nombreux historiens et sociologues; en 1947, le chef de l'Union nationale, qui dans un geste magnifique avait permis, en 1937, aux Sulpiciens de continuer l'œuvre splendide commencée il y a plus de trois siècles, a soulagé les commissions scolaires du fardeau de leurs dettes, fardeau qui les empêchait de consacrer tous leurs efforts au progrès de l'éducation. En 1848, les chefs politiques du Bas-Canada, après sept années de luttes, ont fait reconnaître l'usage officiel de la langue française; en 1948, le chef de l'Union nationale contribue plus que tous ses prédécesseurs à promouvoir l'éducation, et à donner à l'enseignement universitaire un essor vigoureux, en répondant généreusement à l'appel des

universités de Montréal et de Québec. N'est-ce pas la meilleure façon pour nous d'assurer la pérennité de la langue française?

L'Acte d'Union des deux Canadas, à l'article 41, stipulait que tous les documents officiels du Parlement devaient être rédigés en langue anglaise. Il visait à étouffer le rayonnement de la civilisation française en Amérique. En 1841, le gouverneur Lord Sydenham avait remporté une première victoire parce que ses manœuvres frauduleuses avaient empêché la réélection de La Fontaine dans le comté de Terrebonne. Cependant, La Fontaine, grâce à l'appui généreux de Baldwin, réussissait la même année à se faire élire dans la circonscription de York en Ontario, au lendemain même des funérailles de Sydenham. Le grand patriote catholique et français, député d'une division électorale protestante et anglaise, revenait en 1842 prendre son siège au Parlement de l'Union, et le 13 septembre de cette année-là, au jour de l'anniversaire de la première bataille des Plaines d'Abraham, il prononçait dans la langue proscrite son premier discours devant le Parlement des deux Canadas. L'illustre homme d'État ne craignait pas de violer une loi impériale pour proclamer devant tout le pays la vitalité et la grandeur de la langue française.

"On me demande, disait-il, de prononcer dans une autre langue que ma langue maternelle le premier discours que j'ai à faire dans cette Chambre. Je me défie de mes forces à parler la langue anglaise. Mais je dois informer les honorables membres que, quand même la connaissance de la langue anglaise me serait aussi familière que celle de la langue française, je n'en ferais pas moins mon premier discours dans la langue de mes compatriotes canadiens-français, ne fût-ce que pour protester contre cette cruelle injustice de l'Acte d'Union qui tend à proscrire la langue maternelle d'une moitié de la population du Canada. Je le dois à mes compatriotes, je le dois à moi-même."

Après les élections de 1844, le jeune Chauveau et le docteur Nelson suivent l'exemple de La Fontaine: ils utilisent au Parlement la langue française. Aussi, tous les membres de l'Assemblée écoutent avec sympathie ces orateurs magnifiques qui savent leur démontrer, avec art, la beauté, la clarté et la souplesse de notre langue. Un peu plus tard, Étienne Parent réussit à faire nommer un traducteur officiel de langue française pour les documents de la Législature. C'était en somme une reconnaissance partielle du français. Les hommes politiques du Bas-Canada continuent avec ténacité de réclamer le rappel pur et simple de l'article 41 de l'Acte

d'Union. Un projet de requête au Parlement impérial est présenté, en 1845, devant la Chambre, par Denis-Benjamin Papineau et une adresse à la reine Victoria est votée unanimement, le 21 février 1845, malgré les répugnances du gouverneur Metcalfe. Dans cette adresse les députés soulignent:

"Que le Français est la langue maternelle d'une classe très nombreuse des sujets de Votre Majesté, en cette province; Que de fait, la grande masse de ceux qui composent cette classe ne parlent pas d'autre langue; Que c'est dans cette langue que la plus grande partie de leurs lois et leurs livres de jurisprudence sont écrits et que se traitent les affaires journalières qu'ils transigent entre eux; Que c'est la seule langue dans laquelle ils puissent invoquer les bénédictions du Ciel sur eux et sur tout ce qui leur est cher; Qu'une langue aussi indispensable à une aussi forte portion du peuple fidèle de Votre Majesté ne peut, dans notre opinion, être regardée comme une langue étrangère par leur Souveraine, lorsqu'ils s'en servent."

Le gouvernement impérial apporte, à la vérité, peu d'empressement à faire droit à cette requête, et trois ans plus tard, le Parlement de l'Union attend encore une réponse. C'est alors que Lord Elgin, dont les Canadiens français n'oublient pas le souvenir, fait auprès du gouvernement de Londres une énergique intervention, le 4 mai 1848:

"Je suis très désireux d'apprendre, écrit-il, que vous avez adopté les mesures nécessaires pour le rappel des dispositions qui, dans l'Acte d'Union, imposent des restrictions à l'usage de la langue française. Le retard à remplir la promesse faite, je pense, par M. Gladstone, est un des arguments dont M. Papineau se prévaut pour fomentier l'agitation. Je dois, de plus, confesser pour ma part ma conviction profonde que toutes tentatives de ce genre, pour dénationaliser les Canadiens français, sont une erreur politique. En général, elles produisent l'effet opposé à celui qu'on vise, et elles avivent la flamme des animosités et des préjugés nationaux. Supposons toutefois qu'elles seraient couronnées de succès; quel serait le résultat? Vous pourriez peut-être américaniser, mais croyez-m'en, par des moyens de cette sorte, vous n'angliciserez jamais les habitants français de cette province. Faites-leur sentir au contraire que leur religion, leurs coutumes, leurs manières de voir, leurs préjugés, si vous le voulez, sont plus considérés et plus respectés ici que partout ailleurs sur ce vaste continent, et alors, qui pourrait se risquer à affirmer que la dernière main par laquelle le drapeau britannique sera arboré sur le sol d'Amérique ne sera pas celle d'un Canadien français?"

Le 15 juin de la même année, Lord Elgin revient à la charge et il écrit dans une dépêche:

"Je suis très inquiet à ce sujet. Monsieur La Fontaine me parle constamment de la chose. Pourquoi retarde-t-on?"

Enfin, le 14 août 1848, il y aura 100 ans cette année, le Parlement impérial abroge la clause 41 de l'Acte d'Union pour laisser à la Législature du Canada-Uni le soin de légiférer en la matière, et à la session de 1849, Lord Elgin prononce le discours du trône dans les deux langues, et Denis-Benjamin Viger exprime sa joie dans ces paroles émouvantes qui reflètent toute l'allégresse de ses compatriotes:

"Que mon âme est soulagée d'entendre le discours du trône dans la langue de mes pères."

Cette victoire constitutionnelle devait permettre aux Pères de la Confédération d'insérer dans les Résolutions de Québec les fondements nécessaires à l'article 133 de la Constitution canadienne. Les Canadiens français ont été inébranlables lors de la discussion du projet de fédération parce que, durant les 25 années précédentes, ils avaient été fermes dans leurs attitudes politiques et dans leurs luttes constitutionnelles. Aussi, Sir John Macdonald pouvait dire en 1865:

"L'usage de la langue française forme l'un des principes sur lesquels devait être basée la Confédération."

C'est là en effet l'un des principes fondamentaux qui ont éclairé la conduite des hommes politiques, artisans de la Confédération canadienne. Cet article 133, remarquons-le bien, pour reprendre l'expression de Sir John Macdonald, est l'un des principes de base du pacte fédératif. Il consacre l'usage de la langue française, non seulement devant le Parlement d'Ottawa, mais aussi devant les tribunaux fédéraux, aussi bien qu'à la Législature de Québec.

Ne faut-il pas regretter profondément le fait que certains hommes politiques de la génération actuelle aient tendance, sous la poussée des idées centralisatrices, à oublier l'exemple de La Fontaine et notre glorieux passé? C'est parce que ces principes ont été oubliés qu'un parlementaire fédéral, bien connu des membres de l'opposition, a pu déclarer, le 18 juin 1946, en pleine Chambre des communes, que cet article 133 pouvait être rayé de la Constitution, sur le simple désir de la majorité de la députation fédérale:

"La question peut-elle être réglée, disait-il, sans le consentement des Législatures provinciales? Au point de vue juridique, je dis qu'elle le peut."

Cette étonnante proposition signifie que le Parlement fédéral pourrait, s'il le voulait, abolir l'usage de la langue française dans notre province. Si les membres de l'opposition ont conservé le respect du passé et possèdent encore l'amour de nos traditions, je crois sincèrement qu'ils ne doivent pas se réjouir qu'une telle déclaration ait été faite par un de leurs chefs. Sans doute vous comprenez pleinement la pénible situation où ils se trouvent.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons toujours été fiers de l'attitude prise par le chef de l'Union nationale sur nos problèmes constitutionnels. Je me rappelle en particulier le geste magnifique qu'il avait posé, lors de la conférence fédérale-provinciale de 1945, alors qu'il avait déposé devant les membres du cabinet fédéral et les premiers ministres de toutes les provinces le mémoire de la province de Québec, rédigé en langue française. Ce geste sans commentaires, plus éloquent que tous les discours, constituait une courageuse et magnifique affirmation du caractère officiel de notre langue, et répondait à l'avance d'une façon magistrale à la déclaration déconcertante de ce député fédéral auquel je viens de faire allusion.

Aussi, nous n'avons pas attendu le centenaire de la consécration officielle de la langue française pour redonner dans notre province, à notre langue, la place d'honneur qui lui revient. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons constaté que, sur les chèques et les obligations de la province de Québec, la langue française faisait figure de parent pauvre. Nous avons corrigé cette situation. Nous avons constaté que les mandats signés par le lieutenant-gouverneur étaient rédigés exclusivement en anglais. Nous avons corrigé cette situation.

Vous avez là deux attitudes bien différentes, l'une inspirée par les idées centralisatrices, l'autre par le respect de la Constitution canadienne. Le peuple de cette province les comprend parfaitement, et vous pouvez être assuré qu'il sait les apprécier à leur juste valeur. Ce droit à l'usage officiel de la langue française fait partie de notre héritage culturel, et cette reconnaissance officielle a été rendue possible, et je suis très heureux de le proclamer, grâce à la coopération généreuse d'un nombre important d'hommes politiques de langue anglaise.

Au surplus, suis-je heureux de souligner aujourd'hui un autre fait qui occupe tous les esprits, et qui nous rappelle la lutte poursuivie sous le gouvernement d'Union pour la reconnaissance officielle de la langue française. Nos compatriotes de l'Alberta combattent actuellement avec autant d'ardeur que les hommes politiques du gouvernement

d'Union, pour obtenir la reconnaissance de leurs droits essentiels dans le domaine de la radiodiffusion. Dans cette lutte, comme autrefois, je constate avec émotion et fierté que nos compatriotes ont reçu l'appui de plusieurs hommes éminents de la majorité anglaise et de journaux comme la *Gazette* et le *Canadian Register*. Permettez-moi de citer en particulier les paroles courageuses que prononçait l'an dernier, à l'Université d'Ottawa, l'assistant-trésorier de la province d'Ontario, M. Chester S. Walters:

"La possibilité pour un citoyen de penser ce qui lui plaît et de dire ce qu'il pense constitue, disait-il, un des signes distinctifs de la démocratie. Bien que je ne sois pas un citoyen de l'Alberta, je suis un citoyen du Canada, et j'espère que l'on ne m'en voudra pas d'exprimer l'opinion que Radio-Canada commettrait une faute grave, une faute entachée de sottise brutale, s'il refusait d'étendre les avantages de son réseau en Alberta à nos compatriotes canadiens-français qui y sont domiciliés, à nos compatriotes dont les ancêtres ont établi les fondements de notre civilisation canadienne par le labeur de leurs pionniers, par leurs sacrifices et par le sang qu'ils ont versé..."

Ce témoignage réconfortant nous a touchés profondément: il s'ajoute à celui de l'honorable Wilfrid Bovey, c.r., qui ne manque jamais une occasion d'endosser les légitimes revendications des Canadiens d'origine française.

Le courage de nos compatriotes de l'Ouest, qui nous rappelle celui des hommes politiques de 1848, saura comme il y a 100 ans vaincre le fanatisme. Hier, c'était le fanatisme des créatures de Sydenham; aujourd'hui, c'est le fanatisme de certains esprits arriérés et impénitents que réprouvent les véritables Canadiens soucieux d'assurer la grandeur de notre patrie.

Cet héritage splendide que nos ancêtres nous ont légué, nous ne devons pas nous contenter de le conserver intact; nous devons travailler à le faire fructifier. Les hommes politiques de cette province ont à choisir entre deux lignes de conduite, l'une qui consiste à travailler à la conservation et à l'enrichissement de cet héritage, et l'autre qui consiste à le dissiper avec prodigalité. Le peuple sait de quel côté de la Chambre se trouve le défenseur de nos droits. D'ailleurs, ces deux lignes de conduite ne traduisent-elles pas deux attitudes différentes sur le problème de l'autonomie? Nous devons conserver nos droits et nos pouvoirs de taxation, afin d'être en mesure d'assurer non seulement le progrès de l'éducation dans cette province, mais encore le

développement de notre vie économique par l'amélioration des moyens de communication, le développement de nos ressources naturelles et le progrès de l'hygiène et la santé publique. C'est parce que nous avons conservé nos droits que le gouvernement de l'Union nationale a pu, l'an dernier, régler le problème des dettes des municipalités scolaires et c'est parce que nous avons conservé nos droits que le gouvernement peut faire, cette année, en faveur de l'enseignement universitaire, un geste qui a mérité au premier ministre d'être appelé par l'éminent recteur de l'Université Laval, Mgr Ferdinand Vandry, le deuxième fondateur de l'Université.

J'ai parlé tout à l'heure de la nécessité de relier le passé, le présent et l'avenir. Depuis ma nomination au poste de trésorier de la province, j'ai pris l'habitude chaque année de résumer, dans une brève synthèse, les faits saillants de l'année financière qui a pris fin entre les deux sessions de la Législature. Je souligne ensuite les principales caractéristiques de l'année financière courante, pour donner enfin à la Chambre les raisons justificatives de nos prévisions budgétaires. Cette vue d'ensemble permettra aux contribuables une meilleure compréhension de notre situation financière.

I

Situation financière de la province

1^o - Chiffres définitifs pour l'année 1946-1947

Je me permets donc de vous rappeler les chiffres définitifs des opérations financières de l'année terminée le 31 mars 1947. Ces résultats sont contenus avec toutes les explications nécessaires dans les *Comptes publics* qui ont été déposés devant la Législature, au début de la présente session. Un bref retour en arrière nous fournira l'occasion de comparer ces chiffres définitifs, avec les prévisions soumises à la Législature au cours de la session 1946, et avec les résultats probables que j'ai communiqués à la Chambre, lors de mon discours sur le budget, le 25 mars dernier.

Les membres de la Chambre savent que les coutumes parlementaires ont entouré de maintes précautions la dépense des deniers publics. Le gouvernement doit, au premier stage du budget, soumettre à l'approbation de la Législature les crédits nécessaires à l'administration. Cependant, comme le trésorier ne peut, au cours de la session, donner les chiffres définitifs de l'année financière courante, parce que cette dernière ne se termine que le 31 mars, il doit se contenter de résultats approximatifs, et c'est là

le deuxième stage du budget. Enfin, une résolution de l'Assemblée législative, qui remonte à 1895, l'engage à publier dans la *Gazette Officielle*, avant le 1^{er} septembre de chaque année, les résultats définitifs de l'année financière précédente. Ces chiffres sont révisés par l'auditeur et l'assistant-trésorier de la province et ce sont ces chiffres que nous retrouvons ensuite dans les *Comptes publics*.

L'année 1946-1947 était la deuxième année financière complète de l'Union nationale. Elle a été marquée tout comme la première par un substantiel surplus global d'opérations et par une importante

réduction de la dette nette. Dans mon discours sur le budget, le 25 mars dernier, j'avais prévu, pour cette année 1946-1947, une diminution de dette d'au moins \$8,101,000.00. Or, les chiffres définitifs contenus dans les *Comptes publics* indiquent une diminution de \$14,496,261.81.

Voici l'état sommaire des revenus et des dépenses de l'exercice financier terminé le 31 mars 1947 aux trois stages du budget. (Voir le tableau ci-dessous)

	1 ^{er} STAGE Prévisions (28 mars 1946)	2 ^{ème} STAGE Chiffres probables (25 mars 1947)	3 ^{ème} STAGE Chiffres définitifs (31 août 1947)
Revenus.....	\$108,315,000.00	\$139,113,000.00	* \$133,405,956.15
Dépenses ordinaires	<u>99,895,650.00</u>	<u>112,861,000.00</u>	<u>106,934,126.01</u>
Surplus des revenus sur dépenses ordinaires	8,419,350.00	26,252,000.00	26,471,830.14
Dépenses imputables au capital	<u>8,070,000.00</u>	<u>25,121,000.00</u>	<u>24,287,135.93</u>
Surplus global	349,350.00	1,131,000.00	2,184,694.21

* Dans les tableaux qui accompagnaient le discours sur le budget de l'année dernière, le fonds d'éducation figurait tant aux revenus qu'aux dépenses de l'exercice 1946-47 et de l'exercice 1947-48, tandis que dans les *Comptes publics* de 1946-47, seul le résidu non utilisé du fonds au 31 mars 1947 est inclus dans les revenus, conformément à la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

Cette présentation différente n'affecte en rien le résultat des opérations, mais pour fins de comparaison entre les chiffres probables et les chiffres définitifs, il faudrait retrancher des résultats probables, tant aux revenus qu'aux dépenses, les dépenses probables du fonds d'éducation, soit la somme de \$8,000,000.

Ce tableau indique que le chiffre des revenus a été beaucoup plus élevé que celui qui avait été primitivement prévu. Deux raisons expliquent la hausse de nos revenus: d'abord la prospérité actuelle de l'industrie et du commerce et, en second lieu, une meilleure organisation de nos services de perception. Je reviendrai tout à l'heure sur ces deux facteurs qui ont profondément influencé l'état de nos revenus au cours de l'année 1947-48. Cette augmentation de revenus a permis au gouvernement d'accroître ses dépenses imputables au capital, c'est-à-dire la construction des routes et des ponts dans nos régions rurales et minières, autant de travaux d'une nature permanente qui pourront profiter à la population durant plusieurs années. Le gouvernement aurait été justifiable, pour payer ces dépenses, de recourir à l'emprunt, mais il a

cru sage de ne pas augmenter la dette de notre province. Au contraire, toutes les mesures ont été prises pour la diminuer d'une façon continue.

2^o - Considérations sur l'année financière 1947-1948

Au cours de 1947-1948, le gouvernement a repris l'exercice de ses droits de taxation, droits cédés au gouvernement fédéral en 1942, par l'administration précédente. En effet, l'entente de 1942 a pris fin le 31 mars dernier. Or, les résultats probables de cette année prouveront aux membres de la Législature que le gouvernement de l'Union nationale, sans nouvelle taxe, a continué de conserver la province dans une excellente position financière. Remarquez bien que le gouvernement,

tout en affirmant les droits de la province sur l'impôt sur le revenu des particuliers, n'a pas remis en vigueur la loi de 1940. L'ancienne administration avait établi un impôt sur le revenu des particuliers en 1940, pour le céder en 1942 au gouvernement fédéral. Il est important de plus de signaler que l'entente de 1942, entre le gouvernement d'Ottawa et le gouvernement précédent, était rédigée de façon à permettre aux gouvernements provinciaux d'établir, à son expiration, un impôt de 10 % sur le revenu des corporations. Le gouvernement actuel a fixé l'impôt à 7 % seulement.

L'année 1947-1948 est la troisième année financière complète de l'Union nationale. Les résultats probables pour cette année, qui prendra fin le 31 mars prochain, nous permettent de déclarer que cette troisième année financière se terminera, comme les deux autres, par un surplus global d'opérations et par une nouvelle diminution de la dette nette de la province. Ces résultats probables sont établis d'après les résultats définitifs des opérations financières du 1^{er} avril 1947 au 31 janvier 1948, et sur les résultats approximatifs des mois de février et mars 1948, les derniers de l'année financière. Les revenus ordinaires s'élèveront à environ \$166,980,000, tandis que les dépenses ordinaires se chiffreront à environ \$123,968,000, ce qui laisse au compte ordinaire un surplus de \$43,012,000.

De ce surplus au compte ordinaire, nous devons déduire des dépenses imputables au capital pour une somme de \$41,372,000. Nous pouvons donc conclure que l'année financière 1947-48 se terminera par un surplus global d'opérations de \$1,640,000, et par une diminution de dette nette d'environ \$8,000,000. Pour la troisième fois, en trois ans, l'Union nationale termine l'exercice financier par un surplus global d'opérations et par une diminution considérable de la dette nette. L'année 1945-46 s'était terminée avec un surplus global de \$1,790,494.55; l'année 1946-47 avec un surplus global de \$2,184,694.21, et cette année, l'année 1947-48, se terminera, je le répète, avec un surplus global de près de \$2,000,000.

Avant d'examiner de plus près la situation, me serait-il permis, comme les années dernières de soumettre deux tableaux numérotés 1 et 2, qui contiennent l'état provisoire de nos revenus et de nos dépenses.

Je tiens de plus à faire remarquer que le gouvernement verra la fin de la présente année financière avec un surplus au compte ordinaire de \$43,012,000, ce qui porte les surplus au compte ordinaire, pour les trois années complètes d'administration de l'Union nationale, à la somme de \$84,252,227.73.

Année terminée	
le 31 mars 1946	\$14,768,397.59
Année terminée	
le 31 mars 1947	26,471,830.14
Année terminée	
le 31 mars 1948	* 43,012,000.00

* Estimation

En marge de ce surplus au compte ordinaire, je soulignerai que la pratique des gouvernements provinciaux, en ce qui regarde la présentation du résultat de leurs opérations financières, n'est pas uniforme. La plupart des gouvernements provinciaux ne tiennent pas compte des dépenses imputables au capital, pour établir le surplus ou le déficit de leurs opérations. D'ailleurs, même dans notre province, jusqu'à la venue au pouvoir de l'Union nationale, en 1936, les anciennes administrations n'entraient pas dans leurs états d'opérations leurs dépenses imputables au capital.

L'Union nationale, dans le but de donner aux contribuables une image plus complète de la situation financière, a voulu tenir compte non seulement des dépenses ordinaires, mais encore des dépenses imputables au capital et des dépenses dites extraordinaires. S'il est incontestable que ces dernières dépenses permettent un pouvoir d'emprunt, le gouvernement doit néanmoins en tenir compte dans la présentation des états d'opérations. C'est donc grâce à l'Union nationale si le gouvernement de la province établit maintenant le résultat de ses opérations sous une forme globale, c'est-à-dire considère comme surplus tout montant de revenus qui excède le total de ses dépenses ordinaires et de ses dépenses imputables au capital. En d'autres termes, si nous suivions l'exemple de certains administrateurs qui nous ont précédés, nous pourrions affirmer que, durant nos trois années d'administration, nous avons enregistré un surplus total de \$84,252,227.73.

Une analyse des faits saillants de l'année financière qui s'achève nous conduit aux conclusions suivantes:

a) Le gouvernement de l'Union nationale a augmenté en 1947-48 l'actif de notre province;

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1948**

10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois

Revenus ordinaires :*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles.....	11,500,000.00
Taxe sur la gasoline.....	25,550,000.00
Droits sur les successions.....	8,850,000.00
Taxes sur les corporations.....	30,800,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	600,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	430,000.00
Taxe de vente.....	12,500,000.00
Taxe sur le tabac.....	6,150,000.00
Autres taxes.....	<u>80,000.00</u>

96,460,000.00

Trésor, bureau des assurances.....	172,000.00
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	7,800,000.00
Secrétariat de la province.....	130,000.00
Travaux publics.....	56,000.00
Travail.....	153,000.00
Chasse.....	60,000.00
Procureur général.....	<u>74,000.00</u>

104,905,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....	2,739,000.00
---	--------------

Intérêts:

Placements de fonds d'amortissement.....	2,000,000.00
Divers comptes.....	<u>1,154,000.00</u>

3,154,000.00

Commission des liqueurs de Québec:

Compte de commerce.....	19,200,000.00
<i>Moins</i> : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>

18,200,000.00

Fonds d'éducation, 10 George VI, chapitre 21, et 11 George VI, chapitre 32:

Revenus.....	19,800,000.00
Dépenses.....	<u>19,800,000.00</u>
Résidu.....	.....

Richesses naturelles:

Terres et Forêts.....	9,852,000.00
Ressources hydrauliques.....	1,450,000.00
Mines.....	1,595,700.00
Chasse.....	719,000.00
Pêcheries.....	90,000.00
Colonisation.....	<u>113,300.00</u>

13,820,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1948 (suite)**

10 mois terminés – 2 mois en cours - 12 mois

Revenus ordinaires (suite) :

Provenant d'autres sources:

Remboursement d'arrérages par le gouvernement fédéral	20,586,000.00
Honoraires, divers départements.....	1,464,000.00
Amendes, etc., divers départements.....	369,500.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,284,000.00
Divers, différents départements	<u>458,500.00</u>
	\$166,980,000.00

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1948**

10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	248,000.00	248,000.00	.....
Agriculture	9,837,000.00	9,752,000.00	85,000.00
Bien-être social et Jeunesse	16,188,000.00	15,158,000.00	1,030,000.00
Chasse	1,018,000.00	888,000.00	130,000.00
Colonisation	11,785,000.00	11,785,000.00	.....
Conseil exécutif	3,530,000.00	3,530,000.00	.....
Industrie et Commerce	1,060,000.00	1,060,000.00	.....
Instruction publique	11,162,000.00	11,162,000.00	.....
Législation.....	861,000.00	861,000.00	.....
Mines.....	1,663,000.00	863,000.00	800,000.00
Pêcheries	1,217,000.00	907,000.00	310,000.00
Procureur général	5,391,000.00	5,391,000.00	.....
Ressources hydrauliques.....	4,701,000.00	601,000.00	4,100,000.00
Santé.....	13,478,000.00	13,451,000.00	27,000.00
Secrétariat de la province	2,863,000.00	2,863,000.00	.....
Terres et Forêts	4,296,000.00	4,280,000.00	16,000.00
Travail	1,281,000.00	1,281,000.00	.....
Travaux publics.....	11,544,000.00	8,670,000.00	2,874,000.00
Trésor	2,663,000.00	2,663,000.00	.....
Voirie	<u>44,374,000.00</u>	<u>12,374,000.00</u>	<u>32,000,000.00</u>
	<u>\$149,160,000.00</u>	<u>\$107,788,000.00</u>	<u>\$41,372,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>16,180,000.00</u>	<u>16,180,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus.....		\$166,980,000.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	107,788,000.00	
Service de la dette publique	<u>16,180,000.00</u>	<u>123,968,000.00</u>
Surplus au compte ordinaire		43,012,000.00

Compte capital 41,372,000.00

Surplus global..... \$ 1,640,000.00

b) Le gouvernement de l'Union nationale n'a émis aucune nouvelle obligation sur le marché depuis plus de deux ans;

c) L'année 1947-1948 est marquée par une augmentation considérable de nos revenus;

d) Le gouvernement a consacré des sommes plus importantes que durant toutes les années précédentes à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, à la réalisation de travaux d'une nature permanente;

e) Le gouvernement a réduit la dette nette de la province, et,

f) Il a diminué le service de la dette;

g) La valeur de nos obligations se maintient à un niveau satisfaisant.

a) Augmentation de l'actif

L'Union nationale a cru sage d'utiliser la majeure partie de son surplus au compte ordinaire pour exécuter des travaux d'une nature permanente, des travaux absolument nécessaires au développement économique normal de la province. L'Union nationale a ainsi augmenté l'actif de la province sans augmenter sa dette. Le gouvernement a réussi par cette politique à neutraliser les effets nocifs de certaines négligences de l'ancienne administration libérale.

Durant les trois années complètes de l'administration financière de l'Union nationale, le gouvernement a consacré la somme de \$78,637,038.97 à des dépenses imputables au capital;

1945-1946.....	\$12,977,903.04
1946-1947.....	24,287,135.93
1947-1948.....	* <u>41,372,000.00</u>
Total.....	\$78,637,038.97

* Estimation

En d'autres termes, une somme de \$78,637,038.97 a été ajoutée par l'Union nationale à l'actif de notre province, à même ses revenus ordinaires, comparativement à une somme de \$38,879,831.65 pour la période correspondante de l'administration libérale. Ainsi, l'Union nationale a réussi à ajouter à l'actif de la province, sans nouvelle taxe, sans emprunt, en diminuant la dette, une valeur de \$40,000,000 de plus que l'administration libérale pour la même période de temps. En effet, l'administration précédente avait effectué, de 1941 à 1944, des dépenses imputables au capital pour une somme de \$38,879,831.65. Ces dépenses sont réparties comme suit:

1941-1942.....	\$17,857,224.53
1942-1943.....	11,830,995.93
1943-1944.....	<u>9,191,611.19</u>
Total.....	\$38,879,831.65

Parmi les dépenses imputables au capital, les plus importantes au cours des trois dernières années ont été effectuées par le ministère de la Voirie. Le

gouvernement a voulu doter les principales régions de notre province de voies de communication modernes.

b) Un fait sans précédent

Ces dépenses imputables au capital auraient pu être payées au moyen d'emprunts. L'Union nationale a cru préférable de ne pas augmenter la dette de la province. Au surplus, vous me permettrez de souligner un fait à mon avis sans précédent dans notre histoire financière, c'est que le gouvernement n'a pas émis de nouvelles obligations sur le marché depuis le 1^{er} février 1946, c'est-à-dire depuis un peu plus de deux ans. N'est-ce pas là une situation extrêmement enviable?

Pour bien mesurer la portée de ce résultat, je me permettrai d'ajouter que, de 1940 à 1944, le gouvernement libéral a placé des emprunts sur le marché à 16 reprises différentes. Le gouvernement de l'Union nationale depuis sa venue au pouvoir ne l'a fait que cinq fois. Aucun de ces emprunts, cependant, n'était destiné à obtenir des nouveaux deniers, puisque toutes les dépenses de l'administration, comme je l'ai prouvé précédemment, ont été payées à même nos revenus. Les nouvelles émissions d'obligations ont servi, soit à consolider une partie de la dette flottante de \$55,523,000, laissée par l'ancienne administration au 30 août 1944, soit à rembourser des emprunts à, ou avant, leur échéance, et cela, en général pour des montants inférieurs au montant de l'emprunt échu.

Le gouvernement a, de plus, remboursé d'une façon intégrale l'emprunt français de 1894 et il remboursera de la même façon, le 1^{er} mars 1948, l'emprunt de \$10,000,000 contracté en 1938. L'ancienne administration libérale a lancé de nouvelles obligations sur le marché à cinq reprises en 1940, à quatre reprises en 1941, à deux reprises en 1942, à quatre reprises en 1943 et une dernière fois en janvier 1944.

En d'autres termes, l'administration libérale a fait de nouveaux emprunts plusieurs fois chaque année, tandis que le gouvernement de l'Union nationale a passé plus de deux ans sans émettre de nouvelles obligations sur le marché. Les membres de l'opposition diront peut-être que du mois de janvier 1944 au 30 août 1944, aucun nouvel emprunt n'avait été effectué. Ces huit mois constituent la plus longue période pendant laquelle l'ancienne administration n'a pas émis de nouvelles obligations. Quelles sont les raisons qui avaient engagé le gouvernement libéral à ne pas contracter de nouveaux emprunts?

Ces raisons, nous les avons découvertes lorsque nous sommes arrivés au pouvoir au mois d'août 1944. À cette date, le montant des bons du Trésor se chiffrait à \$35,250,000, et dans ce \$35,250,000, il y avait une somme de \$9,650,000 qui couvrait une émission d'obligations émise le 15 mars 1944. Ce montant de bons du Trésor compris dans la dette flottante de \$55,523,000 révélait une administration financière déplorable et c'est là la raison pour laquelle l'administration libérale s'était abstenue d'émettre de nouvelles obligations. Si l'Union nationale n'a émis aucune nouvelle obligation sur le marché depuis plus de deux ans, c'est tout simplement parce qu'elle comprend mieux les principes d'une saine administration.

Aucune échéance d'obligations n'a été laissée en souffrance, et la prochaine échéance d'obligations sera remboursée complètement à même le fonds d'amortissement, le 1^{er} mars prochain. Cette émission d'obligations au montant de \$10,000,000 avait été contractée par le gouvernement de l'Union nationale en 1938, afin de permettre à l'Office du crédit agricole de consentir des prêts aux cultivateurs de notre province. Les cultivateurs ont fait honneur à leurs obligations d'une façon si éclatante que le gouvernement pourra rembourser intégralement cet emprunt.

c) Augmentation des revenus

Les résultats préliminaires de l'année financière 1947-48 indiquent une augmentation considérable dans les revenus de la province. Cette augmentation s'explique d'abord par le fait que le gouvernement a perçu cette année les arriérés qui lui étaient dus par le gouvernement fédéral, en vertu de l'entente de 1942. En second lieu, le gouvernement a repris l'exercice de ses impôts sur le capital et les profits des corporations, impôts qui avaient été abandonnés au gouvernement fédéral, en 1942, par l'administration précédente. En troisième lieu, le gouvernement a continué de moderniser ses méthodes de perception.

À l'heure actuelle, les experts en matière de finances publiques aux États-Unis émettent l'opinion que l'amélioration des méthodes de perception, dans le domaine de la taxation, permet à l'État de faire face à ses obligations croissantes sans nouvelles taxes. En quatrième lieu, il n'est pas déraisonnable d'attribuer l'augmentation de nos revenus à la prospérité industrielle et commerciale grandissante de notre province, prospérité due pour une large part à la politique éclairée du chef de l'Union nationale.

Le gouvernement peut ainsi poursuivre l'amélioration de son système d'éducation, de ses services sociaux, de ses voies de communication, et il peut également poursuivre le développement rationnel des richesses naturelles de la province, sans pour cela se trouver dans l'obligation d'augmenter la dette et d'imposer de nouvelles taxes. Il existe cependant d'autres facteurs qui rendent extrêmement difficile la comparaison des chiffres du présent exercice financier avec ceux des années antérieures. En effet, la hausse constante du coût de la vie et l'inflation provoquent une dévaluation constante de notre monnaie.

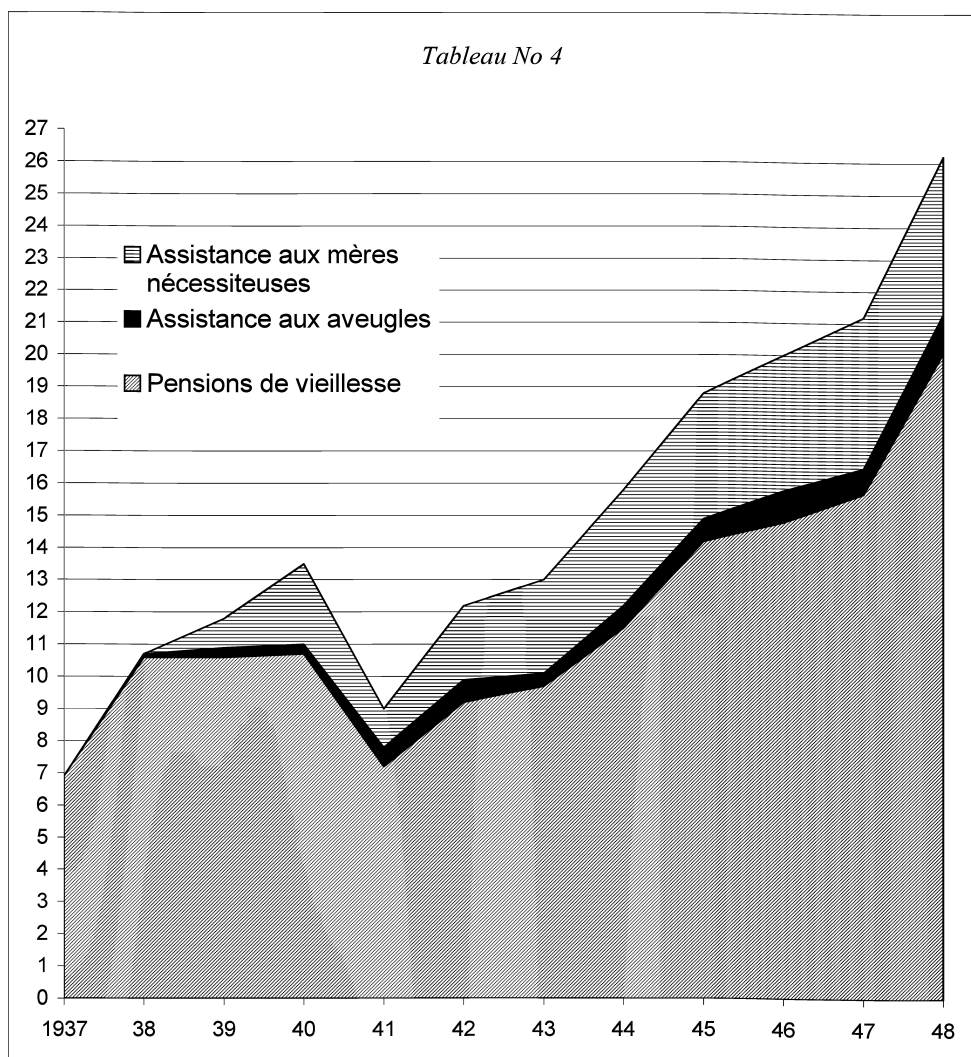
d) Augmentation des dépenses

Un examen sommaire des dépenses ordinaires nous permet de souligner que nos lois sociales, comme les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, les allocations aux mères nécessiteuses, ont permis à l'État de mettre cette année une somme de \$26,488,279.93 à la disposition des nécessiteux. L'an dernier, les nécessiteux de notre province avaient retiré, en vertu de ces mêmes lois, une somme de \$21,357,126.21. Ils ont ainsi retiré, cette année, \$5,000,000 de plus. (Voir le tableau ci-dessous)

Tableau No 3

	<i>Pensions de vieillesse</i>	<i>Assistance aux aveugles</i>	<i>Assistance aux mères nécessiteuses</i>	<i>Total</i>
30 juin 1937	\$ 6,784,593.42	.....	.....	\$ 6,784,593.42
30 juin 1938	10,539,017.28	\$ 159,843.48	\$ 523.73	10,699,384.49
30 juin 1939	10,506,847.88	363,651.73	890,697.03	11,761,196.64
30 juin 1940	10,697,423.99	413,080.99	2,400,856.20	13,511,361.18
31 mars 1941 (neuf mois)	7,246,145.55	346,914.93	1,487,820.49	9,080,880.97
31 mars 1942	9,338,294.68	491,658.16	2,413,218.23	12,243,171.07
31 mars 1943	9,734,288.48	510,163.32	2,908,882.38	13,153,334.18
31 mars 1944	11,762,225.80	607,520.37	3,381,744.36	15,751,490.53
31 mars 1945	14,254,240.67	712,388.28	3,896,022.30	18,862,651.25
31 mars 1946	14,856,574.00	763,726.78	4,446,349.16	20,066,649.94
31 mars 1947	15,727,830.14	815,519.82	4,813,776.25	21,357,126.21
31 mars 1948 (estimation)	<u>20,382,345.75</u>	<u>1,093,390.37</u>	<u>5,012,543.81</u>	<u>26,488,279.93</u>
	\$141,829,827.64	\$6,277,858.23	\$31,652,433.94	\$179,760,119.81

(Voir le *Tableau No 4* à la page suivante)



Ce graphique, basé sur le *Tableau No 3*, permet de comparer les sommes versées aux nécessiteux en vertu de ces trois lois de sécurité sociale par l'Union nationale de 1937 à 1939 et de 1944 à 1948, et par l'administration libérale de 1939 à 1944.

Il est important de souligner les principales responsabilités du gouvernement, et d'examiner quelles ont été les sommes d'argent dépensées au cours des dernières années, pour rencontrer ces obligations. Nos dépenses ont augmenté

graduellement dans le domaine de l'éducation, de la santé publique, de l'agriculture et de la colonisation, de la voirie et des travaux publics. Permettez-moi de rappeler à ce sujet les grandes lignes de la politique de l'Union nationale, et vous aurez là les raisons de

l'augmentation croissante de ces dépenses. J'ai demandé au bureau de l'auditeur de la province de me préparer un tableau me donnant les sommes totales dépensées pour ces différents objets, du 1^{er} juillet 1940 au 31 mars 1947. L'auditeur a exclu, à ma demande, les dépenses purement administratives. Les chiffres insérés aux pages qui suivent sont extraits de ces tableaux.

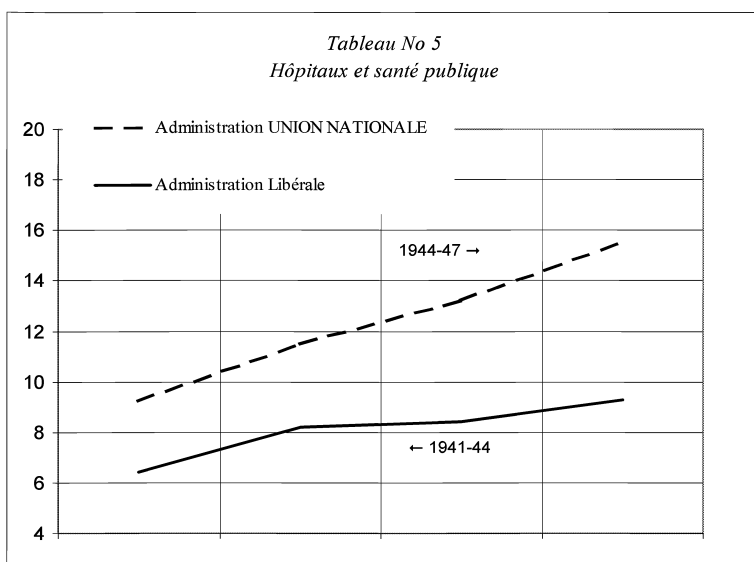
Le développement rationnel de la province exige que le gouvernement prenne un soin particulier du capital humain et qu'il accorde une place de première importance à l'éducation et à la santé publique. Ce sont là les raisons pour lesquelles le gouvernement de l'Union nationale a disposé, au cours des dernières années, de montants de plus en plus considérables, pour assurer le progrès de l'éducation aussi bien qu'une meilleure sauvegarde de la santé.

C'est ainsi qu'en 1941-42, une somme de \$8,289,156.82 était dépensée pour la santé publique, alors qu'en 1946-47, une somme deux fois plus considérable, soit \$15,575,477.87, était consacrée aux mêmes fins. Ces chiffres représentent seulement les montants qui ont été directement dépensés pour le bénéfice de la population. Il en est de même pour l'éducation. En 1942, une somme de \$9,207,479.73 était dépensée pour des fins d'éducation, alors qu'en 1947, le gouvernement consacrait aux mêmes fins \$22,107,950.49, c'est-à-dire une somme deux fois et demie plus considérable.

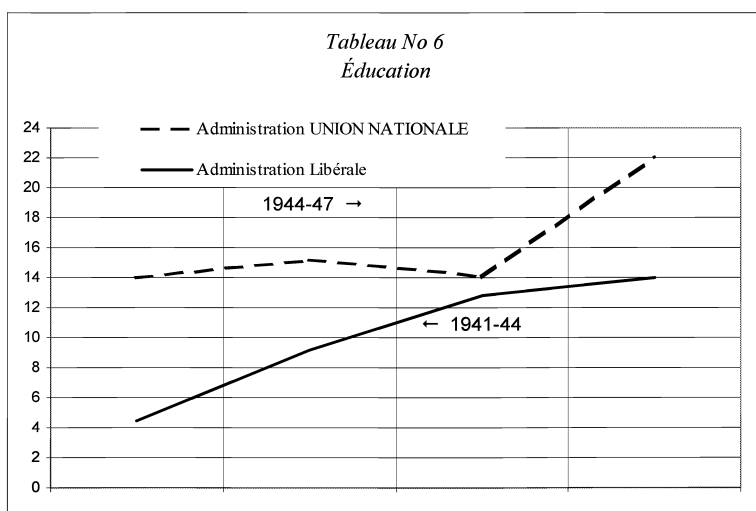
C'est ainsi que, pour l'éducation et la santé publique, la population de notre province, sous le gouvernement de l'Union nationale, a retiré, sans être dans l'obligation de payer de nouvelles taxes, pour l'année terminée le 31 mars 1947, une somme de \$37,683,428.36, soit une somme qui dépasse de plus de \$20,000,000 celle qui avait été dépensée pour les mêmes fins par l'administration libérale pour l'année terminée le 31 mars 1942. Les dépenses totales pour l'éducation et la santé publique s'étaient alors élevées à \$17,496,654.55.

(Voir les *Tableaux No 5 et No 6* aux pages suivantes)

	<i>Hôpitaux et Santé publique</i>	<i>Éducation</i>
31 mars 1941 (9 mois).....	\$6,421,997.48	\$4,581,950.90
31 mars 1942.....	8,289,156.82	9,207,497.73
31 mars 1943.....	8,424,607.59	12,846,460.47
31 mars 1944.....	9,355,391.43	14,053,157.03
31 mars 1945.....	11,632,148.90	15,252,857.34
31 mars 1946.....	13,221,711.15	14,145,022.03
31 mars 1947.....	15,575,477.87	22,107,950.49



Ce graphique est basé sur les chiffres cités à la page précédente. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses administratives.



Il convient de souligner que les chiffres qui figurent au présent tableau ne tiennent pas compte des dépenses administratives, ainsi, par exemple, des salaires des inspecteurs d'écoles et des paiements faits pour le fonds de pension des instituteurs. Si ces dépenses étaient ajoutées, on atteindrait, pour l'année terminée le 31 mars 1947, un chiffre d'environ \$24,500,000; en y ajoutant encore les dépenses couvertes par des paiements de sources extérieures, le total serait d'environ \$28,000,000.

Le gouvernement a apporté une attention spéciale au développement rationnel de nos richesses naturelles. L'administration actuelle a eu le souci, contrairement aux administrations précédentes, de développer nos ressources hydrauliques, de façon à assurer la sauvegarde des intérêts de tous les contribuables. Le gouvernement de l'Union nationale avait tenté, dès 1937, une expérience nouvelle par la construction d'un barrage sur le Rapide Sept de la rivière Outaouais. C'était la première tentative de nationalisation de l'électricité dans l'histoire de la province. L'administration libérale a eu recours à tous les expédients possibles pour essayer de faire croire à la population qu'il s'agissait d'une entreprise désastreuse.

Lors de sa venue au pouvoir, l'administration libérale, suivant l'aveu du ministre des Terres et Forêts en 1943, vendit à des compagnies privées et rivales du même district les poteaux nécessaires à la construction des lignes de distribution, ainsi qu'une grande majorité du matériel électrique. L'administration libérale avait, de plus, décidé que l'argent avancé par le fonds consolidé du revenu pour la construction de ce barrage devait porter intérêt à 4 %.

Cette décision augmentait inutilement les charges d'opération du barrage. En 1946, la loi a été amendée et il a été décidé que les deniers avancés par le gouvernement pour la construction du barrage devaient porter intérêt à 3 %. Nous sommes heureux cette année de souligner que, pour la première fois, l'opération de ce barrage a permis à la province, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1947, d'encaisser un surplus de \$35,516.74. De plus, un second surplus est prévu pour 1948. Ce qui était un déficit au cours des dernières années, à cause de l'administration libérale, devient maintenant une source de revenus pour tous les contribuables.

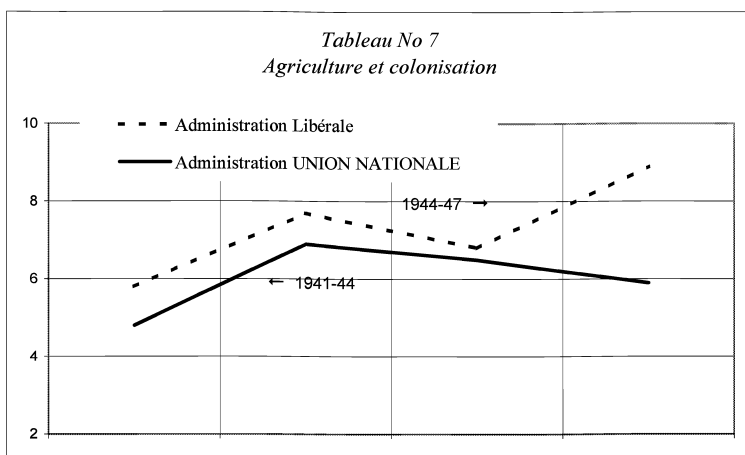
Ce barrage rend d'ailleurs de grands services à la région du Témiscamingue et de l'Abitibi, et c'est grâce à la clairvoyance de l'Union nationale si cette région ne doit pas faire face à l'heure actuelle à une disette plus grande d'électricité, comme c'est le cas dans plusieurs régions du pays.

L'Union nationale a aussi augmenté d'une façon croissante les sommes mises à la disposition de l'agriculture et de la colonisation. Nous constatons que pour l'année financière 1941-1942, l'administration précédente avait consacré une somme de \$6,900,518.58 à l'agriculture et à la colonisation, alors que pour l'année 1946-1947, une somme supérieure de \$2,000,000, soit \$8,887,827.13, a été consacrée aux mêmes fins. Il convient de répéter que des tableaux qui suivent sont omises les dépenses purement administratives.

*Agriculture et
Colonisation*

31 mars 1941 (9 mois).....	\$4,888,187.46
31 mars 1942	6,900,518.58
31 mars 1943	6,384,629.39
31 mars 1944	5,981,372.63
31 mars 1945	7,751,267.89
31 mars 1946	6,560,972.59
31 mars 1947	8,887,827.13

(Voir le *Tableau No 7* à la page suivante)



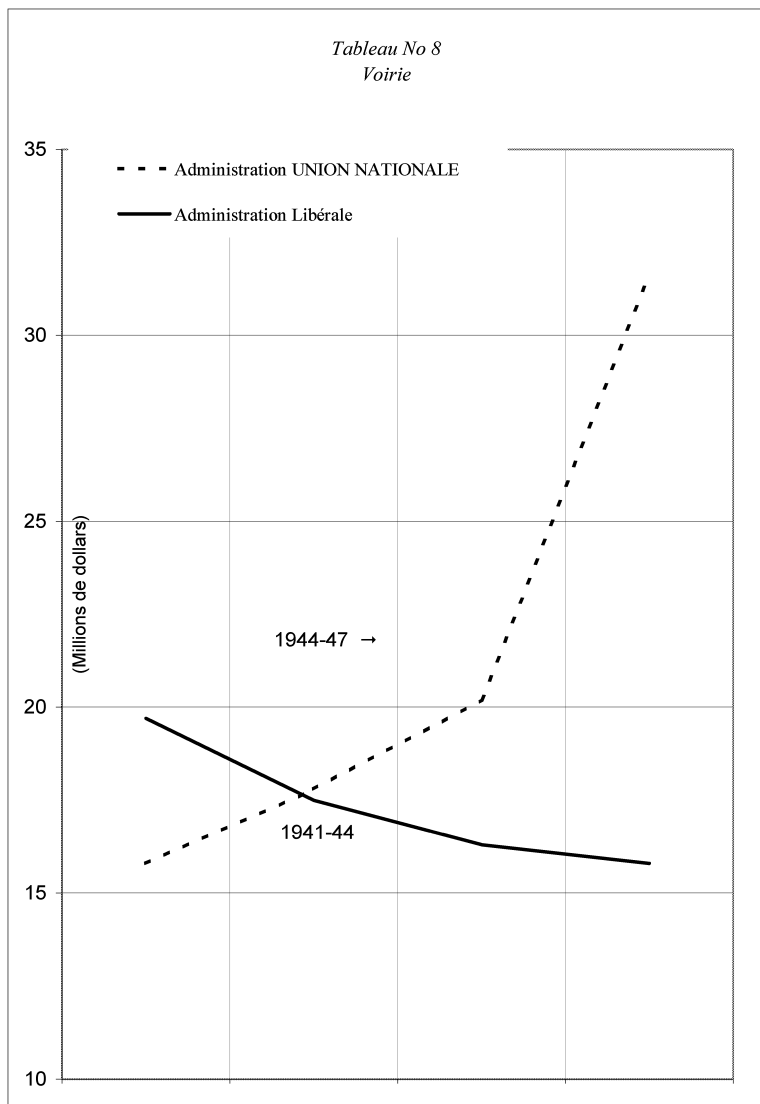
Ce graphique est basé sur les chiffres cités à la page précédente. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses administratives.

Le gouvernement de l'Union nationale a cherché de plus à doter la province d'un système de voies de communication des plus modernes. Les négligences du passé rendaient cette politique encore plus urgente. Pour atteindre cet objectif, l'Union nationale a donné une nouvelle orientation à la politique de voirie. Sous les administrations libérales, la politique de voirie ne rencontrait pas les besoins des différentes régions de notre province, mais s'inspirait de motifs purement électoraux, avec le résultat qu'après 40 années d'administration, les libéraux, après avoir dépensé des millions et des millions pour la voirie, ne pouvaient offrir à la population aucune voie moderne de communication. En 1941-1942, une somme de \$17,579,992.70 a été dépensée pour la voirie. Pour l'année 1946-1947, les dépenses de voirie se chiffraient à \$31,682,493.97. En plus de cette augmentation de \$14,102,501.27, les contribuables comprennent partout que la politique de voirie de l'Union nationale sert les intérêts des diverses régions de la province, et non les intérêts d'un parti.

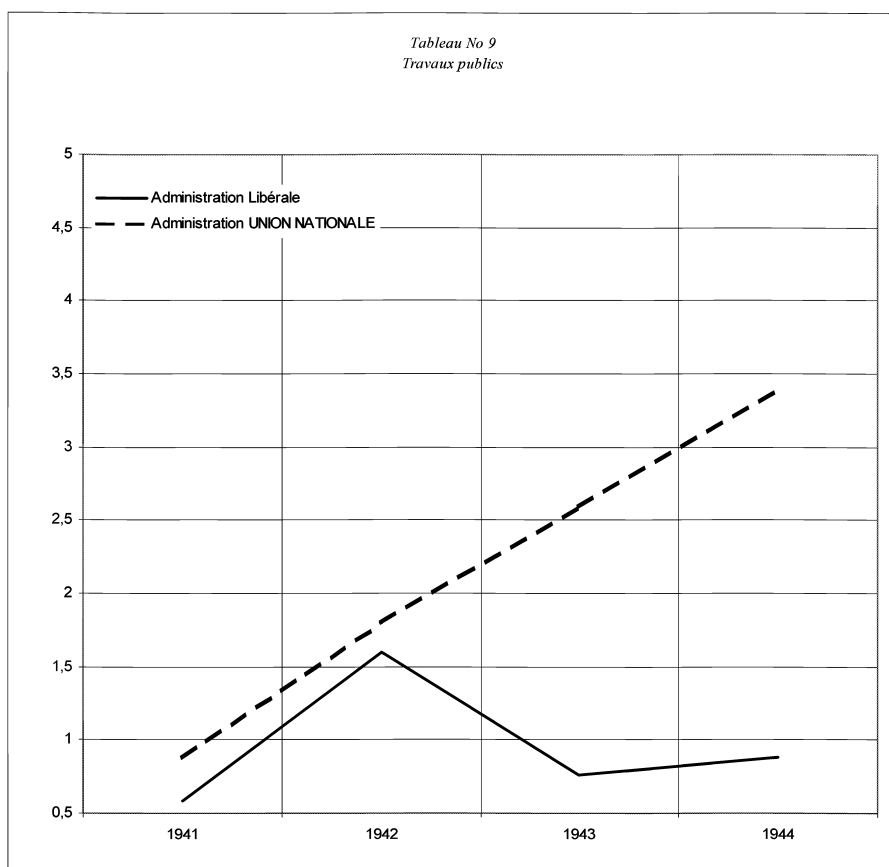
C'est ainsi que le ministère est sur le point de terminer la construction de routes très modernes comme celle de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean, celle de la Gaspésie, celle du nord de Montréal de Saint-Jovite à Mont-Laurier, et qu'il a entrepris des travaux considérables sur la route Lévis-Jackman, sur la route de La Tuque et sur celle de Montréal à Granby. Ces travaux assureront le développement de régions très importantes et dépourvues jusqu'ici de réseaux routiers convenables.

Dans le domaine des travaux publics, les mêmes constatations peuvent être faites. Le nombre de nouveaux ponts permanents est considérable. Les sommes dépensées dans la province par le ministère des Travaux publics se chiffraient pour 1941-1942 à \$1,605,065.80, alors que pour 1946-1947, elles se chiffrent à \$3,439,211.67, soit une somme qui dépasse le double de celle qui avait été dépensée par l'administration précédente. Il faut remarquer qu'au cours des années 1941, 1943 et 1944, les sommes dépensées dans la province par le ministère des Travaux publics étaient chaque année inférieures à \$1,000,000. D'ailleurs, la politique de l'administration libérale consistait à charger 50 % du coût des ponts aux municipalités. L'Union nationale, dans le but d'aider les municipalités, a pris à sa charge la construction complète de ces ponts. Remarquons, de plus, qu'aucun des ponts construits sous le régime de l'Union nationale n'est soumis au péage.

	Voirie	Travaux publics
31 mars 1941 (9 mois).....	\$19,766,584.48	\$588,056.24
31 mars 1942	17,579,992.70	1,605,065.80
31 mars 1943	16,348,451.48	768,976.29
31 mars 1944	15,848,057.23	884,764.70
31 mars 1945	17,886,351.96	1,804,389.14
31 mars 1946	20,289,840.27	2,682,795.52
31 mars 1947	31,682,493.97	3,439,211.67



Ce graphique est basé sur les chiffres cités à la page précédente. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses administratives.



Ce graphique est basé sur les chiffres cités à la page précédente. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses administratives.

Nous avons donc là une explication sommaire des dépenses du gouvernement. Ces chiffres prouvent que l'Union nationale a dépensé pour le bénéfice direct de la population de notre province, des sommes qui dépassent du double celles qui ont été consacrées aux mêmes fins par l'administration libérale. La population a profité de ces dépenses sans être dans l'obligation de payer de nouvelles taxes, et elle voit, en même temps, diminuer la dette nette de la province.

Les chiffres des dépenses probables pour l'année qui se terminera le 31 mars 1948, démontrent

une augmentation de \$34,000,000 sur les chiffres des dépenses pour l'année 1946-47. Cette augmentation sensible est le résultat des dépenses de plus en plus considérables effectuées pour l'éducation, la santé publique, l'agriculture, la colonisation, la voirie et les travaux publics.

Ces derniers chiffres ne tiennent pas compte des dépenses du fonds d'éducation, dépenses qui se chiffrent à la somme de \$8,014,291.16 pour l'année terminée le 31 mars 1947 et qui se chiffreront à près de \$20,000,000 pour l'année qui se terminera le 31 mars prochain.

e) *Réduction de la dette nette de la province*

Au 31 mars 1945, soit à la fin de la dernière année financière de l'administration libérale, la dette nette de la province, c'est-à-dire la différence entre le passif et l'actif réalisable, s'élevait à la somme de \$308,243,000. Au 31 mars 1947, après deux années d'administration de l'Union nationale, cette somme avait été réduite à \$284,915,911.19, soit une diminution de \$23,327,088.81, en l'espace de deux ans. Au 31 mars 1948, j'anticipe une nouvelle réduction de la dette d'une somme d'environ \$8,000,000, ce qui portera à plus de \$31,000,000 la diminution de la dette nette de la province, en l'espace de trois ans. Un tableau comparatif nous permettra de nous rendre compte de la diminution graduelle de la dette nette de la province, sous l'administration de l'Union nationale.

<i>La dette nette de la province (en mille dollars)</i>				<i>Dette par tête</i>	
	<i>Au 31 mars</i>				
	<i>1945</i>	<i>1946</i>	<i>1947</i>		
Dette consolidée					
nette.....	\$328,362	\$340,173	\$323,633		
Dette flottante.....	47,910	25,344	34,206		
Revenu différé.....	<u>4,519</u>	<u>4,082</u>	<u>3,243</u>		
Total du passif					
direct	380,791	370,139	361,082		
Moins :					
Actif.....	<u>72,549</u>	<u>70,726</u>	<u>76,166</u>		
Dette nette	\$308,242	\$299,413	\$284,916		

Au 31 mars 1948, j'estime que la dette nette de la province sera réduite à moins de \$277,000,000. Le gouvernement a diminué également le montant des bons du Trésor, qui sont des emprunts temporaires ou des billets promissoires signés en faveur des banques. Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, au mois d'août 1944, le montant des bons du Trésor était de \$35,250,000; au 31 mars 1948, il ne dépassera pas \$10,000,000.

Le bilan au 31 mars 1947, tel qu'il est contenu dans les *Comptes publics*, indique que le surplus consolidé de la province était de \$86,578,034.67. Si l'on réfère au bilan en date du 31 mars 1945, ce surplus du fonds consolidé n'était que de \$43,522,635.69. L'Union nationale a donc doublé le surplus du fonds

consolidé de la province, durant les deux premières années de son administration. Ce surplus sera porté à plus de \$130,000,000, au 31 mars 1948. Il aura donc triplé en trois ans. Ce seul fait prouve à lui seul toute l'étendue de l'amélioration apportée par l'Union nationale à la situation financière de la province.

Je suis heureux de vous citer, pour la seconde année consécutive, le rapport annuel de la Banque de Montréal. Ce rapport démontre que la dette par tête du gouvernement de la province de Québec est la plus basse de celles de tous les gouvernements du pays. Québec est la seule province où cette dette est inférieure à \$100. Elle est inférieure de \$15 par tête à celle de l'Île-du-Prince-Édouard qui, à l'époque de l'enquête de la commission Rowell-Sirois, possédait la dette par tête la moins élevée de toutes les provinces du pays. Voici les chiffres contenus dans le rapport de la Banque de Montréal:

	<i>Dette par tête</i>
Dominion du Canada	\$1,354
Saskatchewan.....	226
Nouveau-Brunswick	220
Alberta	172
Ontario	155
Nouvelle-Écosse	150
Colombie-Canadienne	147
Manitoba.....	122
Île-du-Prince-Édouard	113
Québec	98

D'après des statistiques fédérales figurant en partie dans le rapport de la commission Rowell-Sirois, en partie dans la documentation remise aux provinces lors de la conférence fédérale-provinciale de 1945, et en partie dans les publications du service fédéral de la statistique, la province de Québec était en 1945 la province qui consacrait le plus faible pourcentage de ses revenus ordinaires, soit 10.5 %, pour le service des intérêts sur sa dette. De plus, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1947, ce pourcentage a été réduit de plus de 3 %, pour s'établir à 7.2 %. D'après les mêmes statistiques, de 1941 à 1945, sous l'administration libérale, la province n'a jamais occupé la première place. Elle a occupé soit la deuxième, soit la troisième.

Il est important de noter aussi que notre province charge à ses dépenses ordinaires ses contributions au fonds d'amortissement. Ces contributions servent au rachat de sa dette

obligataire. Or, de toutes les provinces du pays, suivant le rapport de 1947 publié par la Banque de Montréal, le gouvernement de la province est au premier rang par l'importance de ses fonds d'amortissement. Voici le tableau des fonds d'amortissement de chaque province contenu dans le rapport de la Banque de Montréal:

Québec	\$72,098,000
Saskatchewan	28,709,000
Ontario	22,524,000
Colombie-Canadienne.....	19,364,000
Manitoba	18,756,000
Nouveau-Brunswick	18,513,000
Nouvelle-Écosse	13,208,000
Île-du-Prince-Édouard.....	2,419,000
Alberta.....	14,000

Ce tableau indique que notre province avait dans ses fonds d'amortissement la somme de \$72,098,000 au 31 mars 1946, soit plus du double que le montant des fonds d'amortissement de toute autre province. De plus, comme l'indique le bilan de la province au 31 mars 1947, les fonds d'amortissement ont augmenté encore au cours de la dernière année, et ils se totalisaient à près de \$85,000,000.

f) Diminution du service de la dette

J'ai attiré l'attention des membres de la Chambre, au cours des années dernières, sur les mesures prises par le gouvernement pour réduire le plus possible le coût du service de la dette. La diminution de la dette nette, la diminution du taux d'intérêt sur les bons du Trésor de 2 % à 1½ %, le renouvellement d'émissions d'obligations à un taux d'intérêt moindre que le taux originaire, sont autant de mesures qui nous ont permis d'atteindre ce but. Ces mesures sont la conséquence normale de la politique clairvoyante et sage du chef de l'Union nationale.

Je me permettrai de vous signaler la coopération apportée par le ministère du Trésor au Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, au cours du mois de juin dernier. Il s'agissait alors d'une émission de \$2,600,000 d'obligations garanties par la province. Cet emprunt remboursable en série durant une période de vingt-quatre ans et demi porte intérêt à des taux qui varient de 1½ % à 2¾ %. Cet emprunt coûtera au Syndicat un taux d'intérêt moyen de 2.636 %.

Grâce à cette transaction, l'intérêt sur la dette du Syndicat, qui s'élevait au début à 3 %, se trouve stabilisé à un taux extrêmement bas pour la durée de l'amortissement des taxes spéciales dues par quelque 60,000 débiteurs, en remplacement des rentes seigneuriales. Le gouvernement a contribué ainsi à diminuer le fardeau qui pesait sur de très nombreux cultivateurs à travers toute la province.

g) La valeur de nos obligations se maintient à un niveau satisfaisant

Le marché de nos obligations s'est maintenu avec fermeté. La cotation de nos obligations, dont la valeur est en fonction directe de leur rareté sur le marché, est demeurée à un niveau très élevé. Cependant, à la suite de la décision prise par le gouvernement d'Ottawa de ne plus soutenir d'une façon artificielle ses valeurs sur le marché, toutes les obligations canadiennes ont enregistré une baisse sensible. Cette chute s'explique par le très fort volume d'obligations fédérales sur le marché canadien. Cependant, les esprits les plus sérieux soutiennent que la valeur des obligations de notre province se raffermira rapidement parce que leur prix avant la chute du marché n'était pas un prix artificiel, mais un prix réel. Cette opinion est basée sur l'excellente situation financière de notre province et sur le nombre de plus en plus restreint de ses valeurs sur le marché.

Lors de mes premiers discours sur le budget, j'avais attiré l'attention des membres de la Chambre sur quatre problèmes financiers très importants laissés sans solution par l'administration libérale:

1^o - L'état déplorable des finances de la province au 30 août 1944;

2^o - Le règlement du problème financier de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated;

3^o - Le problème des dettes des commissions scolaires;

4^o - Le problème soulevé par la cession, en 1942, de nos principales sources de taxation au gouvernement fédéral, par l'ancienne administration.

Ces problèmes, l'Union nationale, grâce à l'habileté et à la clairvoyance de son chef, les a réglés à la satisfaction de tous les contribuables.

1^o - L'état déplorable des finances de la province au 30 août 1944

Je ne veux pas revenir sur la situation déplorable des finances de la province, au 30 août 1944. Permettez-moi simplement de souligner

qu'après trois années complètes d'administration financière, l'Union nationale a diminué la dette nette de la province de plus de \$30,000,000; l'Union nationale a enregistré chaque année un surplus global d'opérations; l'Union nationale a effectué des travaux publics d'une nature permanente, en l'espace de trois ans, pour une valeur de près de \$79,000,000. Ces réalisations ont été obtenues sans augmentation de dette, sans nouveaux emprunts et sans nouvelles taxes.

De plus, le gouvernement a avancé à l'Office du crédit agricole et à l'Office de l'électrification rurale, au cours de ces trois dernières années, une somme d'environ \$14,000,000, sans nouveaux emprunts. Sans nouvelles émissions, nous avons réussi à rembourser deux emprunts arrivés à échéance; nous sommes demeurés plus de deux ans en dehors du marché des obligations; nous avons réussi à équilibrer les finances de notre province, sans demander à la population de nouveaux sacrifices.

Nous ne devons pas oublier que l'administration libérale avait imposé en 1940, d'un seul coup, six nouvelles taxes. En voici l'énumération, d'après le discours sur le budget de 1940; 1° un impôt sur le revenu des particuliers; 2° une taxe sur les cigarettes; 3° une taxe sur le tabac à cigarettes; 4° une taxe sur les cigares; 5° une taxe de vente de 2 %, en plus de la taxe municipale de 2 %; et 6° une augmentation de 2½ % à 5 % dans la taxe sur les profits des corporations.

2° - Le règlement du problème financier de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated

Le problème de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated est réglé d'une façon définitive. La solution apportée respecte et les intérêts des contribuables et les droits des actionnaires. Un tribunal d'arbitrage étudie maintenant le problème de l'expropriation de la Beauharnois Light, Heat & Power Company et de la Montreal Island Power Company.

3° - Le problème des dettes des commissions scolaires

Lors de la venue au pouvoir de l'Union nationale, la situation financière de la plupart des commissions scolaires était très précaire. Le fardeau très lourd de leurs dettes paralysait le progrès de l'éducation. Seule l'Union nationale a eu le courage d'envisager ce problème épineux pour lui trouver une solution permanente. À l'heure actuelle, 768 commissions

scolaires ont profité de la loi pour assurer le progrès de l'éducation. Leurs dettes, au montant brut d'environ \$105,000,000, représentent un pourcentage qui dépasse de 96 % toutes les dettes scolaires de la province. En regard de cette somme, les commissions disposaient d'environ \$12,000,000 dans leurs fonds d'amortissement.

Afin de régler une partie de ces dettes, la Commission municipale de Québec a fait une émission d'obligations de \$63,194,200 qui s'échangent actuellement pour les anciennes obligations émises par les différentes commissions scolaires. Les échanges effectués s'élèveront au 1^{er} mars à \$58,000,000.

Jusqu'à la fin du présent exercice, la Commission municipale aura remboursé, en plus, divers emprunts des commissions au montant d'environ \$28,000,000.

Pour alléger les contribuables de ce lourd fardeau, le gouvernement n'a imposé aucune nouvelle taxe. Il a demandé aux grandes corporations des cotisations pour environ \$2,000,000, et il a ensuite utilisé la moitié des revenus provenant de la taxe de vente pour assurer le remboursement des dettes scolaires. De plus, cette loi du gouvernement de l'Union nationale a contribué à l'assainissement de la structure financière des commissions scolaires. Leurs emprunts ont été assumés par la Commission municipale et cette dernière portera toutes les charges.

4° - Le problème résultant de l'entente fédérale-provinciale de 1942

Le gouvernement provincial a repris cette année l'exercice de ses droits de taxation cédés au gouvernement fédéral en 1942. Sept provinces ont signé une entente basée sur les propositions fédérales de 1945. Pour reprendre l'expression du premier ministre de la Nouvelle-Écosse, l'honorable Angus MacDonald, ces provinces ont signé le couteau sur la gorge. Permettez-moi de rappeler la déclaration du gouvernement de la province dans le mémoire déposé par l'honorable premier ministre, lors de la conférence fédérale-provinciale de 1945; la province de Québec est toujours prête à coopérer avec le gouvernement fédéral pour clarifier et délimiter les pouvoirs de taxation des différents gouvernements, suivant l'esprit du pacte fédératif.

Le règlement des quatre problèmes, que je viens de mentionner, prouve éloquemment que l'Union nationale ne craint pas de prendre ses responsabilités. Ces règlements ont reçu l'appui

quasi-unanime de la population; ils sont une preuve nouvelle de la sagesse et de la clairvoyance du chef de l'Union nationale; ils apportent un témoignage saisissant de l'impuissance de l'ancienne administration. Le règlement de ces problèmes permet à la population de cette province de croire que le chef de l'Union nationale réussira à résoudre avec autant de sagesse les problèmes qui se posent actuellement à l'attention du gouvernement.

II

Considérations sur le budget

La politique financière du gouvernement de l'Union nationale est avant tout une politique d'équilibre et de stabilité. Dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la voirie, des travaux publics, le gouvernement est heureux d'aller de l'avant. Soucieux d'éviter de se substituer à l'initiative privée, soit dans le domaine agricole, soit dans le domaine industriel, soit dans le domaine ouvrier, il cherche par ses lois à bien servir les intérêts supérieurs des diverses classes de la société, non pas en usurpant une place qui n'est pas la sienne, mais en apportant son appui et sa coopération à ceux qui en ont besoin.

Jusqu'ici, le gouvernement a réussi à maintenir l'équilibre et la stabilité dans notre province, malgré la politique financière incohérente du gouvernement fédéral. Pour ne citer qu'un exemple de cette confusion qui semble régner dans les esprits, je me permettrai de rappeler quelques-unes des paroles prononcées le 6 août 1945, par le premier ministre du Canada, le très honorable William Lyon Mackenzie King, à l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale:

"Les propositions que le gouvernement fédéral soumet à la conférence tendent vers un niveau de vie progressif et sûr, fondé sur l'emploi rémunérateur, de ceux qui peuvent et veulent travailler, et visent à élargir, au pays et à l'étranger, les marchés de l'agriculture et d'autres industries primaires... Elles visent aussi à favoriser les occasions de développement particulier et général, et à encourager au plus haut point l'entreprise..."

Ces paroles ont été prononcées au mois d'août 1945. Le gouvernement fédéral désirait, assurait-il, garantir aux Canadiens un niveau de vie plus élevé et plus de travail pour les ouvriers. Or, le 18 novembre 1947, le ministre des Finances, l'honorable Douglas Abbott, apprenait aux Canadiens surpris qu'ils dépensaient beaucoup trop et qu'il fallait maintenant adopter un programme d'austérité.

Le gouvernement canadien mit un embargo sur un grand nombre de produits américains, imposa sur d'autres des droits de douane prohibitifs, ainsi qu'une taxe d'accise de 25 % sur un grand nombre de produits fabriqués au Canada, mais qui contenaient des pièces manufacturées aux États-Unis. Cette taxe d'accise de 25 %, il ne faut pas l'oublier, n'a pas été imposée au peuple canadien par une loi du gouvernement, mais par un simple arrêté ministériel.

Cette politique contribue à augmenter le prix d'un grand nombre de produits sur le marché canadien; elle a diminué la production de plusieurs industries et entraîné le congédiement de plusieurs centaines d'ouvriers. Citons les protestations des syndicats qui groupent les ouvriers de l'électricité. Au surplus, cette décision du gouvernement fédéral a contribué dans une large mesure à augmenter le chômage au Canada. D'après les chiffres mêmes de la Commission d'assurance-chômage, 79,849 personnes ont fait des réclamations à la Commission durant le mois de décembre 1947, comparativement à 59,086 en décembre 1946, soit une augmentation de 20,000.

Nous avons donc, à deux ans d'intervalle, des déclarations et des attitudes nettement contradictoires. Dans un cas, le gouvernement déclare vouloir élever le standard de vie des Canadiens; dans l'autre cas, il déclare que les Canadiens dépensent beaucoup trop, et que ces dépenses nécessitent l'adoption d'un programme d'austérité. Dans un cas, il se dit en faveur de l'embauchage intégral, et dans l'autre, il prend des mesures qui ont pour conséquence d'entraîner chez les ouvriers la rareté de l'emploi et le chômage. Le ministre des Finances lui-même, l'honorable Douglas Abbott, a trouvé la formule qui caractérise la politique du gouvernement fédéral. Dans sa revue annuelle de 1948, le *Monetary Times*, de Toronto, publie un article signé par le ministre des Finances et intitulé *Austerity and Prosperity - A Year of Contrasts*. Cette expression nous donne une image frappante de l'instabilité qui existe au pays et de l'incapacité du gouvernement fédéral de remettre le Canada sur le chemin de la prospérité.

De telles décisions ne font qu'augmenter la confusion et accélérer la hausse rapide du coût de la vie. Elles paralysent même la production. Nous en avons un exemple frappant dans le domaine de l'industrie minière. La politique incohérente du gouvernement fédéral à l'égard des producteurs d'or a contribué au cours de ces dernières années à diminuer d'une façon graduelle et constante la production de l'or dans notre pays et dans notre province en particulier. La population des comtés de

l'Abitibi et du Témiscamingue était pourtant justifiable de croire que l'industrie de l'or dans cette région ne serait pas entravée par l'attitude d'Ottawa sur cet important problème.

En réalité, notre économie est paralysée par notre participation exagérée à l'effort de guerre, et par le fardeau des cadeaux, des prêts sans intérêt et des crédits au montant de \$6,000,000,000 accordés par le gouvernement fédéral aux pays d'Europe. Ces cadeaux et ces crédits imposent à tous les citoyens du Canada une dette par tête de plus de \$500, et ces seuls crédits et cadeaux imposent par exemple aux citoyens de la province de Québec un fardeau plus de cinq fois plus considérable que la dette nette de leur propre province, après 80 ans de Confédération canadienne.

D'ailleurs, un article publié dans la *Gazette* du 26 février 1948 par Walter Lippman, le grand journaliste américain, décrit d'une façon saisissante toute l'aberration du gouvernement fédéral:

"En effet, il est incontestable que, homme pour homme, famille pour famille, contribuable pour contribuable, les Canadiens ont assumé une plus forte partie du fardeau de reconstruction économique que nous-mêmes. Bien que la population du Canada ne soit que 1/12 de la population américaine, que le revenu national du Canada ne s'élève qu'à 1/18 du nôtre, la contribution du Canada à la reconstruction économique de l'Europe s'établit à 1/5 de la nôtre..."

"Jusqu'ici, les Canadiens ont fait toute leur part et ils n'ont pas l'intention de refuser de continuer de la faire. La question qui se pose est simplement et seulement celle-ci: Sont-ils capables de continuer?"

"Ils ont maintenant atteint le point où ils ne peuvent plus acheter pour argent comptant, à moins qu'ils ne soient payés argent comptant pour une plus grande proportion de leurs exportations."

Ces obligations énormes prises par le gouvernement canadien, souhaitons qu'elles causent le moins d'entraves possible au développement économique des provinces, lesquelles, et spécialement celles de l'Est, ont démontré qu'elles n'ont pas besoin de la tutelle fédérale.

Ce sont du reste ces obligations exagérées qui ont empêché le gouvernement fédéral d'adopter une politique de dégrèvement des impôts. *The Letter Review* de Fort-Érié, en Ontario, publiait, il y a quelques mois, une étude comparative de l'impôt sur le revenu aux États-Unis et au Canada, et voici quel était le résultat de cette analyse. Pour un célibataire sans dépendant avec un salaire annuel de \$1,800, l'impôt canadien dépasse l'impôt américain de \$64.78. Pour un homme marié avec un dépendant et un salaire annuel de \$2,000, l'impôt canadien

dépasse l'impôt américain de \$98.08. Pour un homme marié avec deux dépendants et un salaire annuel de \$4,000, l'impôt canadien dépasse l'impôt américain de \$186.10. Pour un homme marié avec deux enfants et un salaire annuel de \$4,910, l'impôt canadien dépasse l'impôt américain de \$244.12. L'impôt canadien est inférieur à l'impôt américain seulement lorsque le revenu est de l'ordre de \$100,000 par année.

En conclusion, nous pouvons dire que, d'une façon générale, les Canadiens semblent très inquiets de l'avenir économique de leur pays. Aussi, l'attitude du marché des valeurs est très significative et les cours ont baissé sensiblement depuis le début de l'automne. Aux États-Unis, le prix des principales denrées est à la baisse et les citoyens américains paient moins cher pour la viande, le beurre, le pain. Au Canada, les experts du gouvernement fédéral ont émis l'opinion que le prix des denrées ne serait pas influencé par la baisse des prix aux États-Unis, parce que le prix d'un très grand nombre de produits est fixé indirectement dans les contrats d'approvisionnement qui lient notre pays avec les pays étrangers.

Cependant, le loyer de l'argent, qui s'était stabilisé au cours de ces dernières années, a tendance à la hausse depuis quelques mois. Le rendement des emprunts fédéraux à long terme a été porté de 2.60 % à 2.82 % depuis la fin de décembre, et le taux d'intérêt auquel ont été libellés certains récents emprunts des provinces canadiennes a augmenté de 1/4 de 1 % à 3/4 de 1 % par rapport aux taux d'émission des emprunts antérieurs. Dans l'ensemble, l'avenir apparaît donc aux citoyens canadiens chargé de points d'interrogation, et c'est à travers ces nuages, cette incertitude, cette instabilité, que le gouvernement de la province tend à placer l'équilibre, la logique et la stabilité dans notre économie.

Tout nous porte à croire que la courbe ascendante de nos revenus aura bientôt atteint son sommet. Il n'en reste pas moins que les revenus pour l'année 1948-1949 sont estimés à \$142,411,000. C'est une somme légèrement inférieure à celle des revenus pour l'année 1947-1948, si nous faisons abstraction du remboursement des arriérés dus par le gouvernement fédéral en vertu de l'entente de 1942. Le surplus au compte ordinaire s'élèvera à la somme de \$17,271,543; et à même ce surplus, le gouvernement se propose de faire des dépenses imputables au capital pour une somme de \$16,851,000; ce qui laissera un surplus global d'opérations de \$420,543, comme l'indiquent les tableaux ci-joints. (Voir le tableau à la page suivante)

Tableau No 10

Province de Québec

**Revenus ordinaires probables
pour l'exercice financier 1947-1948**

Revenus ordinaires :*Provenant de taxes:*

Trésor, bureau du revenu:		
Loi des véhicules automobiles.....	12,000,000.00	
Taxe sur la gazoline.....	25,000,000.00	
Droits sur les successions.....	8,500,000.00	
Taxes sur les corporations.....	26,300,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	500,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	425,000.00	
Taxe de vente.....	12,250,000.00	
Taxe sur le tabac.....	6,550,000.00	
Loi de l'assistance publique.....	5,900,000.00	
Autres taxes.....	<u>61,000.00</u>	
	97,486,000.00	
Trésor, bureau des assurances		
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	7,000,000.00	
Secrétariat de la province.....	104,000.00	
Travaux publics.....	55,000.00	
Travail.....	160,000.00	
Chasse.....	50,000.00	
Procureur général.....	<u>72,000.00</u>	105,066,700.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000.00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	2,200,000.00	
Divers comptes.....	<u>621,800.00</u>	2,821,800.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	17,000,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	16,000,00.00
Fonds d'éducation, 10 George VI, chapitre 21, et 11 George VI, chapitre 32:		
Revenus.....	17,500,000.00	
Dépenses.....	<u>17,500,000.00</u>	
Résidu.....	.....	.....
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts.....	8,481,000.00	
Ressources hydrauliques.....	1,674,000.00	
Mines.....	1,589,000.00	
Chasse.....	718,000.00	
Pêcheries.....	100,000.00	
Colonisation.....	<u>122,000.00</u>	12,684,000.00

**Revenus ordinaires probables
pour l'exercice financier 1947-1948 (suite)**

Revenus ordinaires (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires, divers départements.....	1,388,300.00
Amendes, etc., divers départements.....	309,500.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,100,000.00
Divers, différents départements	<u>301,700.00</u>
	\$142,411,000.00

Tableau No 11

Province de Québec

**Prévisions budgétaires - ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1948-1949**

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	303,700.00	303,700.00	.....
Agriculture	9,956,000.00	9,806,000.00	150,000.00
Bien-être social et Jeunesse	15,740,000.00	14,779,000.00	961,000.00
Chasse	1,022,600.00	882,600.00	140,000.00
Colonisation	8,195,400.00	6,745,400.00	1,450,000.00
Conseil exécutif	3,117,600.00	3,117,600.00	.....
Industrie et Commerce	1,256,600.00	1,256,600.00	.....
Instruction publique	13,785,350.00	13,785,350.00	.....
Législation.....	865,900.00	865,900.00	.....
Mines.....	2,376,500.00	1,001,500.00	1,375,000.00
Pêcheries	1,245,000.00	945,000.00	300,000.00
Procureur général	5,319,000.00	5,319,000.00	.....
Ressources hydrauliques	487,500.00	487,500.00	.....
Santé.....	18,533,250.00	18,483,250.00	50,000.00
Secrétariat de la province.....	2,837,100.00	2,837,100.00	.....
Terres et Forêts	3,534,200.00	3,534,200.00	.....
Travail	1,316,000.00	1,316,000.00	.....
Travaux publics.....	9,088,600.00	6,663,600.00	2,425,000.00
Trésor	2,951,657.00	2,951,657.00	.....
Voirie	<u>24,050,000.00</u>	<u>14,050,000.00</u>	<u>10,000,000.00</u>
	\$125,981,957.00	\$109,130,957.00	\$16,851,000.00
Service de la dette publique	16,008,500.00	16,008,500.00	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus.....		\$142,411,000.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	109,130,957.00	
Service de la dette publique	<u>16,008,500.00</u>	<u>125,139,457.00</u>
Surplus au compte ordinaire		\$ 17,271,543.00

Compte capital 16,851,000.00

Surplus global..... \$ 420,543.00

Le gouvernement a décidé pour 1948 d'insérer dans l'état de ses revenus les deniers destinés au fonds d'assistance publique. Auparavant, le budget du ministère de la Santé ne présentait qu'une image incomplète des montants réellement dépensés par le gouvernement pour la santé publique, parce que ces revenus spéciaux étaient déduits des dépenses du fonds de l'assistance publique, les dépenses ne figuraient pas ainsi pour leur plein montant au budget. Pour permettre aux contribuables d'avoir une idée plus exacte de la situation, nous avons donc décidé de traiter ces revenus comme les autres revenus de la province. L'effet de ce changement est d'augmenter les revenus et les dépenses d'environ \$6,000,000, sans pour cela augmenter les charges des contribuables. D'un autre côté, les prévisions que le gouvernement soumet à l'étude des membres de la Législature sont inspirées par le même souci du bien public que celui qui a inspiré l'administration de la province au cours de ces trois dernières années. La politique de l'Union nationale est suffisamment claire pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'exposer ici de nouveau dans tous ses détails. Nous attachons, vous le savez, une importance primordiale au problème de l'éducation et de la santé, c'est-à-dire au problème de la santé morale et physique de la population. Nous attachons une très grande importance à l'amélioration de notre réseau routier, au développement de l'agriculture et de la colonisation, au développement de nos ressources naturelles, à la nécessité d'exécuter des travaux publics d'une nature permanente.

J'ai souligné tout à l'heure que le gouvernement de l'Union nationale ne désirait

d'aucune façon se substituer à l'initiative privée, mais qu'il croit préférable, lorsque l'intérêt public l'exige, de donner un appui généreux aux diverses classes de notre société. Je me permettrai ici de rappeler quel appui le gouvernement a apporté aux deux classes les plus importantes de notre province: la classe agricole et la classe ouvrière.

1^o - Collaboration avec la classe agricole

L'agriculture a été et doit demeurer l'industrie principale de la province, et c'est la raison pour laquelle l'Union nationale a voulu apporter aux problèmes auxquels nos cultivateurs devaient faire face, une solution rapide et raisonnable.

Pour permettre aux cultivateurs de consacrer toute leur énergie à la production agricole, l'Union nationale, en 1937, a adopté une loi destinée à assurer la stabilisation financière des établissements agricoles. Ce fut la loi du crédit agricole. En 1945, le gouvernement de l'Union nationale a continué dans la même voie, et il a adopté la loi de l'électrification rurale, afin d'assurer aux cultivateurs une plus large mesure de confort dans leurs demeures, afin de leur permettre de bénéficier des avantages de la mécanisation et leur permettre également d'atteindre le même niveau de production, malgré la pénurie de la main-d'œuvre dans nos campagnes.

Le gouvernement recherche actuellement les moyens de permettre aux municipalités rurales de se construire des services d'aqueduc et des systèmes d'égout. La solution apportée, nous l'espérons, sera aussi féconde que les deux mesures précédentes. Le gouvernement a aussi activé le drainage des terres,

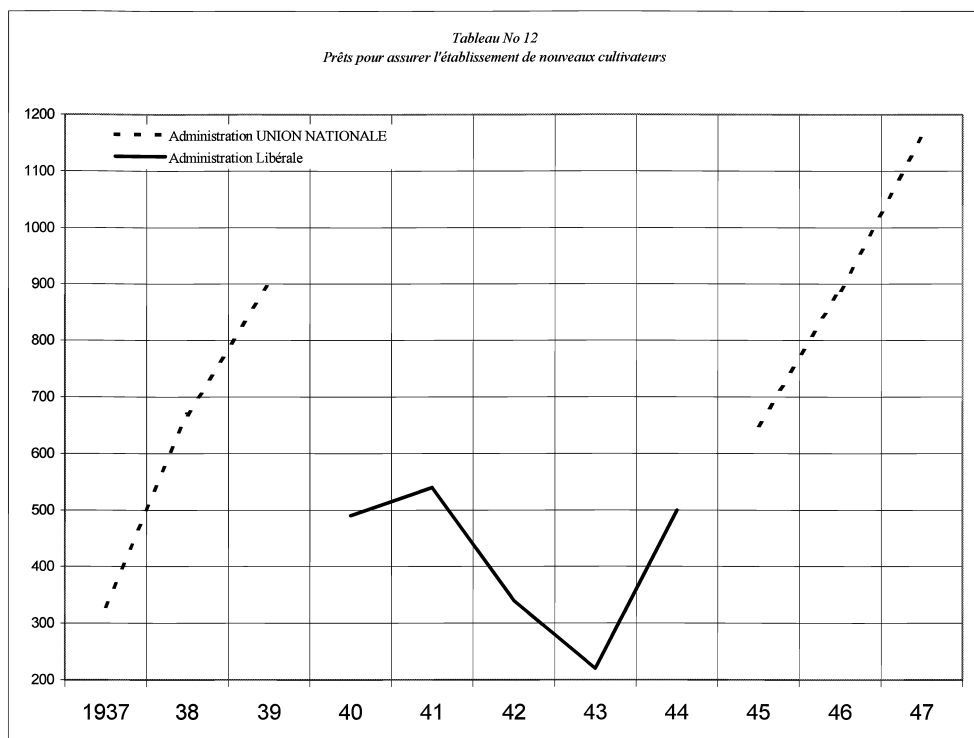
afin d'agrandir le domaine cultivable de la province et de permettre à la classe agricole de tirer de la terre tout ce qu'elle peut raisonnablement lui donner.

a) Le crédit agricole

Le crédit agricole est l'un des plus beaux titres de gloire de l'Union nationale. Du 20 mars 1937 au 31 décembre 1947, une somme de \$59,849,990 a été prêtée par l'Office aux cultivateurs de notre province. Cette somme a été distribuée à 25,797 emprunteurs. Ainsi, cette loi de 1937 a contribué à la stabilisation financière de 25,797 exploitations agricoles de notre province. Depuis 1937, 4,063 emprunteurs ont remboursé à l'Office le montant intégral de leurs prêts. L'argent obtenu a servi soit à payer des hypothèques, soit à payer des arriérés de taxes municipales et scolaires, soit à assurer la mise en opération de nouveaux établissements agricoles.

À l'heure actuelle, la majeure partie des demandes d'argent est destinée à assurer l'établissement soit de fils de cultivateurs, soit de nouveaux cultivateurs. Les demandes de prêts pour le paiement d'hypothèques diminuent chaque année, ce qui nous apporte une preuve nouvelle de la stabilité financière de l'industrie agricole. En 1947, le nombre de prêts destinés à assurer de nouveaux établissements se chiffre à 1,163. Ce nombre est beaucoup plus considérable que celui de toutes les années antérieures. Sous l'administration de l'Union nationale, le nombre de prêts pour assurer l'établissement de nouveaux cultivateurs s'est élevé à 4,609, alors que sous l'administration libérale, il ne s'est élevé qu'à 2,097.

<i>Années</i>	<i>Nombre de prêts</i>
1940.....	490
1941.....	541
1942.....	341
1943.....	224
1944.....	<u>501</u>
	2,097
1937.....	331
1938.....	671
1939.....	900
1945.....	652
1946.....	892
1947.....	<u>1,163</u>
	4,609



Ce graphique est basé sur les chiffres cités à la page précédente. Ces chiffres sont tirés du rapport officiel de l'Office du crédit agricole pour l'année 1947.

Depuis le début de ses opérations jusqu'au 31 décembre 1947, soit durant une période de 11 ans, les pertes de l'Office se sont chiffrées à \$150.02, soit $\frac{1}{4}$ de un centin par \$1,000. Ce résultat ne justifie-t-il pas pleinement la confiance que le gouvernement avait accordée aux cultivateurs? Un très grand nombre d'emprunteurs n'ont pas attendu l'échéance de leurs emprunts pour rembourser l'Office, et ils ont ainsi versé, par anticipation, une somme de \$10,350,929.27.

Me permettez-vous de comparer maintenant le travail de l'Office provincial du crédit agricole avec celui de la Commission du prêt agricole canadien, pour la même année. Le premier relève de l'autorité provinciale, et le second, de l'autorité fédérale. Suivant le rapport officiel de la Commission du prêt agricole canadien, le gouvernement fédéral a consenti, en 1947, un total

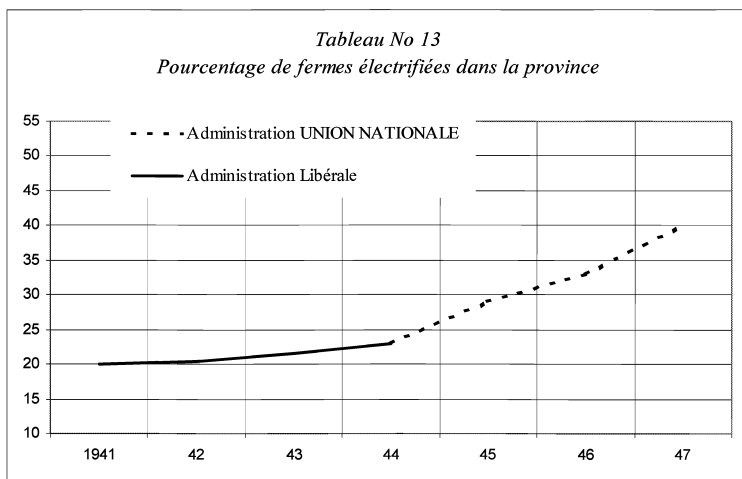
de 185 prêts à des cultivateurs de notre province, alors que le gouvernement provincial a consenti, pour la même année à nos cultivateurs, un total de 1,669 prêts. De plus, le gouvernement fédéral, toujours pour l'année 1947, et suivant le même rapport officiel, a prêté aux cultivateurs de notre province une somme totale de \$392,450, alors que le gouvernement provincial leur a prêté pendant la même période une somme de \$4,538,550.

Le nombre des cultivateurs qui ont reçu l'aide du gouvernement provincial est donc six fois plus considérable que celui de ceux qui furent aidés par le gouvernement fédéral, et la somme des deniers prêtés par le gouvernement provincial représente 12 fois celle qui a été prêtée par le gouvernement fédéral. Ne voyez-vous pas là une marque de confiance bien significative en faveur du gouvernement? Aussi sommes-nous heureux de

constater que les cultivateurs se sont chargés eux-mêmes de justifier la politique progressive de l'Union nationale. D'ailleurs, la Commission du prêt agricole canadien, organisée en 1929 par le gouvernement fédéral, comptera 20 ans d'existence l'an prochain. L'Office du crédit agricole provincial, organisé en 1937, compte à peine 10 ans d'existence. Depuis l'organisation en 1929 de la Commission du prêt agricole canadien, le gouvernement fédéral a prêté aux cultivateurs des neuf provinces du pays la somme de \$57,543,716.86, alors que le gouvernement provincial a prêté, dans une période de temps deux fois moins longue, aux seuls cultivateurs de notre province, la somme de

\$59,849,990, soit un montant qui dépasse de plus de \$2,000,000 le total des prêts du gouvernement fédéral.

Pour mesurer toute la différence qui existe entre l'action des deux gouvernements, il ne faut pas oublier que le budget fédéral est 15 fois plus considérable que le budget provincial, malgré le fait que ce budget ne contient absolument rien des avances faites par le Canada aux pays d'Europe. Les malins pourraient dire que le gouvernement fédéral prête beaucoup plus facilement aux étrangers qu'à la classe agricole de notre pays. Ces chiffres sont à eux seuls assez éloquentes pour se passer de commentaires. (Voir le tableau ci-dessous)



Ce graphique est basé sur les chiffres contenus dans le rapport officiel de l'Office de l'Électrification rurale pour l'année 1947.

b) L'électrification rurale

En 1945, le gouvernement de l'Union nationale, à peine de retour au pouvoir, a pris des mesures immédiates pour assurer l'électrification de nos campagnes. C'est le devoir du gouvernement de faire bénéficier les cultivateurs des avantages de l'électricité; ils peuvent ainsi obtenir, pour leurs demeures, un confort bien légitime, mécaniser davantage leurs exploitations agricoles et suppléer à la pénurie de la main-d'œuvre dans les centres ruraux, pénurie aggravée par la guerre et par l'attrait temporaire des industries de guerre dans les centres urbains.

L'administration précédente ne s'était nullement préoccupée du problème de l'électrification rurale. De 1941 à 1945, le nombre des fermes électrifiées dans la province était demeuré à peu près stationnaire; il se chiffrait à 20 % du nombre total des fermes.

En 1947, deux ans seulement après la mise en vigueur de la loi de l'électrification rurale, 40 % des fermes de notre province jouissaient des avantages de l'électricité; ces chiffres indiquent une augmentation de 100 %, et cette augmentation est la conséquence directe de la politique avisée de l'Union nationale.

Depuis sa formation jusqu'au 31 décembre 1947, l'Office de l'électrification rurale, avec le concours des coopératives d'électricité, a construit des lignes de distribution sur une distance de 1,096 milles. Ces nouvelles lignes ont donné le service de l'électricité à 4,498 établissements ruraux. Ces mêmes coopératives ont actuellement en construction 320 milles de lignes de distribution.

De plus, sous l'impulsion de l'Office de l'électrification rurale, avec la collaboration de la Régie de l'électricité, les compagnies privées ont construit dans la province, depuis juillet 1945, des lignes de distribution jusqu'à concurrence de 3,595 milles de longueur. Il y a actuellement 1,069 milles de lignes en construction. Ce résultat appréciable est certes, personne ne peut le nier, la conséquence de l'impulsion vigoureuse donnée à l'électrification rurale par l'Union nationale. Ai-je besoin d'ajouter que les progrès auraient été plus considérables si les coopératives avaient pu obtenir plus rapidement, et sans tracasseries et entraves constantes, tout le matériel dont elles avaient besoin.

Grâce aux coopératives d'électricité, le gouvernement permet ainsi à la classe agricole de contrôler elle-même sa vie économique. N'est-ce pas là le plus bel exemple de saine démocratie, où l'État se contente de stimuler les énergies du peuple, sans les absorber ni les étouffer? Je suis heureux de vous citer le cas de la Coopérative d'électricité du comté de Bonaventure qui, le printemps dernier, a fait l'acquisition au coût de \$325,000 de tout l'actif de la Compagnie Chaleur Bay Power. Conformément à la loi, l'Office de l'électrification rurale a facilité cette acquisition en avançant, aux membres de la coopérative, les trois quarts de cette somme. Toute la côte de la Baie-des-Chaleurs ressentira bientôt les effets de cette sage politique.

Dois-je souligner, de plus, que les projets les plus importants de l'Office ont été réalisés dans les régions les plus éloignées de la capitale et les plus négligées de notre province par les administrations libérales, soit le Témiscamingue où la ligne de 250 milles de longueur a été construite, et la Gaspésie où l'Office a construit une ligne de 165 milles de longueur?

À l'heure actuelle, l'Office de l'électrification rurale a avancé aux coopératives d'électricité un montant total de \$2,499,237.10, et sur ce montant, une somme de \$20,186.25 a déjà été remboursée. L'électrification rurale connaîtra le même progrès que le crédit agricole, et les amendements apportés à la loi, au cours de la présente session, aideront considérablement les municipalités où la densité de

la population est faible. Enfin, permettez-moi de souligner une dernière initiative de l'Office de l'électrification rurale, destinée à aider à enseigner aux cultivateurs les multiples usages de l'électricité sur la ferme: l'Office a créé un service de l'utilisation de l'électricité dont la direction a été confiée à M. Clément Monjeau, ingénieur agricole et diplômé en électrification rurale du Virginia Polytechnic Institute. Les résultats actuels obtenus par l'Office dans toute la province sont un gage indiscutable de succès pour les années futures.

c) Le drainage

Le drainage est l'une des conditions essentielles de succès dans toute exploitation agricole. Aussi, l'Union nationale, dans le but d'aider le plus possible le cultivateur de notre province, a intensifié d'année en année ses travaux de drainage. En 1947-48, le ministère de l'Agriculture consacrera à cette fin la somme de \$2,144,731.61, soit une somme pratiquement égale à celle qui avait été dépensée, pour les mêmes fins, par l'administration libérale, durant ses cinq dernières années d'administration. En 1945-46 et 47, le ministère de l'Agriculture a exécuté des travaux de drainage dans 842 cours d'eau à travers la province.

Dans la seule année 1947, les travaux de drainage ont permis de récupérer environ 60,000 acres de terre cultivable dans presque toutes les paroisses agricoles de nos centres ruraux. Cette politique, qui contribue à agrandir notre domaine cultivable, donne à la classe agricole les moyens d'obtenir plus de rendement en diminuant les efforts constants qu'exige d'elle la culture de la terre. D'ailleurs, dans cette matière comme dans les autres, le cultivateur québécois a collaboré avec le gouvernement. Le cultivateur démontre, par son activité, sa compréhension de la nécessité de l'amélioration systématique de son domaine, et il contribue plus largement par là à l'enrichissement de toute la communauté.

d) Systèmes d'aqueduc et d'égout

Le gouvernement de l'Union nationale a décidé de s'attaquer à la solution d'un quatrième problème auquel ont à faire face nos municipalités rurales; il favorisera la construction de services d'aqueduc et de systèmes d'égout. Ces projets exigeaient parfois des déboursés considérables, déboursés qui compromettaient l'équilibre financier de nos corporations municipales. À l'heure actuelle,

une commission étudie les meilleurs moyens que le gouvernement devra choisir, afin d'aider les municipalités rurales à se construire des services d'aqueduc et des systèmes d'égout. Le travail de la commission se poursuit activement et le gouvernement pourra, dans un avenir rapproché, adopter la politique appropriée, inspirée par les succès du crédit agricole, par les succès de l'électrification rurale et par les succès de la politique de drainage.

Il n'y a aucun doute que la solution apportée à ce problème aidera aussi la classe agricole et contribuera à diminuer les charges des corporations municipales. Dans ces quatre domaines, il m'est agréable de le répéter, l'État remplit son rôle véritable; il ne se substitue pas à l'individu, ni à la corporation municipale, mais il leur accorde le concours de son action efficace. Ces mesures sont essentielles au progrès de nos campagnes et, en même temps, elles contribuent indirectement à diminuer les problèmes sociaux qui se posent dans les agglomérations urbaines. En effet, si le cultivateur peut se procurer un confort légitime sur sa terre, s'il peut jouir des progrès de la mécanique, si ses redevances municipales et scolaires ne sont pas écrasantes, il lui sera possible, grâce à son esprit de travail, de s'assurer à la campagne une vie gaie, intéressante et agréable.

Si, avec le concours de l'État, nos campagnes sont ainsi graduellement transformées, moins de gens seront attirés par le mirage trompeur des villes; ils ne viendront pas y chercher la réalisation de promesses irréalisables, pour alourdir nos problèmes sociaux, pour aggraver le chômage et la crise du logement. La population de nos campagnes doit donc remercier le chef de l'Union nationale d'avoir si bien compris ses besoins et de consacrer son énergie et son talent à l'embellissement de notre vie rurale.

2° - Collaboration avec la classe ouvrière

Dans le domaine ouvrier comme dans le domaine agricole, l'Union nationale croit que les principes d'une saine démocratie exigent que les ouvriers collaborent avec leurs employeurs pour décider, dans la paix, leurs conditions de travail. L'État ne doit intervenir que dans le seul cas où les uns ou les autres ne respectent pas les prescriptions de la loi. C'est la raison pour laquelle l'Union nationale a encouragé la négociation des conventions collectives de travail. D'ailleurs, le nombre d'ouvriers protégés par les conventions collectives de travail a augmenté dans des proportions considérables sous

l'administration de l'Union nationale. En 1944, il y avait dans la province 250,000 personnes assujetties aux conventions collectives de travail. En janvier 1948, 336,000 ouvriers étaient protégés par une convention collective de travail, soit une augmentation de plus de 30 %. Pour favoriser la négociation de ces conventions collectives de travail, le gouvernement de l'Union nationale a modifié la loi des relations ouvrières, afin d'assurer le droit de négociation à un syndicat ouvrier qui groupe 51 % des employés d'une entreprise.

Le gouvernement a jugé que la clause insérée dans la loi par l'administration libérale, clause qui exigeait qu'un syndicat ouvrier groupe 60 % des employés d'une entreprise pour obtenir le droit de négociation, était contraire aux coutumes d'une saine démocratie. L'Union nationale s'est ainsi rendue au désir des syndicats ouvriers, et elle leur a donné la preuve vivante de son espoir de les voir se multiplier, de les voir entreprendre avec les employeurs des négociations susceptibles de fixer dans des conventions collectives les conditions de travail.

Me permettez-vous de rappeler que le gouvernement de l'Union nationale avait adopté dès 1937, pour la première fois dans l'histoire de la province, une loi destinée à sauvegarder les intérêts des ouvriers non protégés par les conventions collectives de travail? Dans nombre d'établissements, les ouvriers étaient dans l'obligation de travailler 75 à 80 heures par semaine, et cela, pour des salaires de famine.

Ce fut là l'origine de la loi du salaire minimum, mesure efficace de protection pour des milliers et des milliers d'ouvriers. L'an dernier, et encore pour la première fois dans l'histoire des relations ouvrières de notre province, le gouvernement a amendé la loi du salaire minimum pour garantir des vacances payées à tous les salariés assujettis aux ordonnances de la Commission. Les officiers du ministère du travail estiment que cette mesure a permis à 500,000 personnes environ de jouir, grâce à l'Union nationale, d'une semaine de vacances payée.

En 1945, les augmentations de salaire obtenues par les ouvriers de notre province se sont chiffrées à \$13,702,219.08; en 1946, à \$56,570,304.24, soit un total de \$70,272,523.32 pour les seules années 1945 et 1946, soit un montant supérieur à toutes les augmentations de salaire accordées dans l'industrie durant les cinq années de l'administration libérale. Nous ne devons pas oublier, non plus, les améliorations apportées au cours de ces dernières années à la loi des accidents du travail.

Vous avez vu l'organisation d'un institut de réhabilitation; vous avez vu le ministère du Travail apporter une attention de plus en plus grande à la médecine préventive du travail; vous avez vu le gouvernement apporter une aide pécuniaire plus importante aux victimes d'accidents et aux membres de leurs familles. Sous l'administration libérale, la veuve d'un accidenté recevait \$40 par mois, \$50 par mois lorsqu'elle avait un enfant, et \$54 lorsqu'elle en avait deux.

Sous l'administration de l'Union nationale, la veuve d'un accidenté reçoit un minimum de \$45 par mois lorsqu'elle est seule, \$55 par mois lorsqu'elle a un enfant, et \$65 lorsqu'elle a deux enfants. Rappelez-vous également qu'en 1945 la Commission des accidents du travail a majoré d'au moins \$10 par mois les indemnités payables aux petits salariés et qu'elle a fixé l'indemnité minimum d'un accident à \$15 par semaine. Toutes ces améliorations adoptées grâce à la politique généreuse de l'Union nationale donnent aux victimes d'accidents de travail ou à leurs dépendants, veuves ou enfants, environ \$700,000 de plus par année.

Ces quelques faits plus éloquentes que tous les discours, pris entre cent autres, démontrent la sollicitude de l'Union nationale pour la classe ouvrière.

Aide aux pêcheurs

Me permettez-vous également de rappeler la bienveillance du gouvernement à l'égard d'un groupe particulier de vaillants travailleurs, celui des pêcheurs. C'est grâce à l'Union nationale si les pêcheurs de l'est de la province, ceux de la Gaspésie et ceux de la Côte-Nord, ont pu conquérir leur liberté économique. C'est l'Union nationale qui, de 1936 à 1939, les a incités et aidés à utiliser la formule coopérative. C'est également l'Union nationale qui a fondé la première école supérieure de pêcheries au Canada. Vous vous rappelez sans doute qu'en 1936, à la suite des restrictions apportées par le gouvernement italien et les pays de l'Amérique du Sud sur le commerce du poisson canadien, les pêcheurs de notre province ont été dans l'obligation de transformer complètement leur industrie.

L'Italie par exemple n'acceptant plus notre poisson séché et salé, il nous fallut chercher à vendre le poisson frais. À ce moment, l'Union nationale entreprit la construction dans toute la péninsule gaspésienne et sur la Côte-Nord d'un réseau d'entrepôts frigorifiques, de fumoirs et de neigères. Cinq ou six établissements frigorifiques seulement avaient été construits par l'administration précédente.

L'Union nationale, en l'espace de trois ans, en construisit plus de cinquante. Cette politique a permis à nos pêcheurs de mettre sur le marché un produit de meilleure qualité. Elle leur a permis également, lorsqu'en 1939 éclatait la guerre, d'obtenir pour leurs produits les plus hauts prix jamais obtenus auparavant.

Durant la dernière guerre, le poisson de la province de Québec a été expédié sur les principaux marchés du monde. Aussi, ai-je raison d'affirmer que les pêcheurs de la province de Québec doivent leur libération économique au gouvernement de l'Union nationale.

Les caisses populaires

C'est encore parce que le gouvernement est désireux d'aider les classes laborieuses qu'il a accordé une sympathie généreuse aux caisses populaires de notre province, qui peuvent être considérées, suivant l'expression de Son Éminence le cardinal Villeneuve, comme "des œuvres de rédemption sociale". C'est le gouvernement de l'Union nationale qui, le premier, a accordé aux caisses populaires un octroi approprié pour leur permettre de maintenir un meilleur système d'inspection. C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a consenti aux caisses populaires, pour la première fois, un emprunt public à l'occasion du remboursement d'une émission d'obligations contractée par l'administration libérale.

Nous désirions faciliter aux petits épargnants l'achat des obligations de la province. C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a donné aux caisses populaires le droit de faire de l'assurance-vie. Aussi, suis-je heureux d'affirmer que les caisses populaires, soit dans le domaine du crédit, des coopératives et de l'électrification rurale, demain dans le domaine de l'assurance et du logement, auront grandement contribué par leur action à accroître l'activité économique des régions rurales de notre province. Et c'est parce que nous désirons une plus grande somme de bien-être parmi les classes laborieuses que nous avons accordé aux caisses populaires, cette importance dont se réjouissent les coopérateurs aussi bien que les sociologues.

Le développement industriel du Québec

C'est pour atteindre le même but que le gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour intensifier le développement industriel de notre province. Parce que le Québec possède des richesses

naturelles considérables, en particulier en ressources hydrauliques, notre province se trouve à l'heure actuelle dans une position extrêmement avantageuse. Notre population et les industriels étrangers savent que nos ouvriers sont conscients de leur rôle et de leurs responsabilités. Ils savent que nos ouvriers ne veulent pas devenir la proie des agitateurs qui veulent tout simplement les exploiter au profit de l'idéologie communiste.

Cette sage attitude de nos ouvriers est d'un secours précieux, puisqu'elle accorde au gouvernement plus de facilité pour assurer le développement industriel de notre province. Ces industries d'ailleurs leur apporteront du travail; elles permettront à la main-d'œuvre de se spécialiser, alors qu'un grand nombre de personnes pourront ainsi retirer de meilleurs salaires. Une industrie nouvelle constitue, dans notre économie, un actif qui profite indirectement à toute la population.

Malgré l'accroissement de l'activité industrielle de ces trois dernières années, plusieurs hommes d'affaires des autres provinces et des États-Unis étudient la possibilité d'opérer chez nous de nouvelles entreprises, et nous pouvons dès maintenant évaluer à plusieurs millions le capital qui sera investi dans notre province au cours des deux prochaines années. Je suis heureux de souligner que dans un bon nombre de cas, des Canadiens français doués d'initiative et de courage ont contribué pour leur part à augmenter cet actif industriel de première importance.

C'est ainsi que la valeur de la production minière a atteint cette année le chiffre record de \$111,000,000, soit une augmentation de 12 % sur l'année 1946, alors qu'elle s'était chiffrée à \$92,213,656. La production de cette année dépassera de 6 % la production de 1942, qui était jusqu'ici la plus haute de l'histoire de l'industrie minière de notre province. Le haut niveau de cette production s'expliquait cependant par les besoins de nos industries de guerre. Me permettez-vous de vous citer, de plus, à titre d'illustration, les statistiques comparatives préparées par M. George S. Mooney, co-directeur du bureau économique et touristique de la ville de Montréal.

En 1947, les constructions commerciales dans la ville de Montréal ont atteint une valeur de \$17,500,000, contre \$8,500,000 à Toronto. La valeur des constructions industrielles dans les mêmes villes se chiffre à \$79,000,000 à Montréal, contre \$375,000,000 à Toronto. Ces chiffres fournissent assurément la preuve convaincante de l'augmentation graduelle des industries dans les principaux centres de notre province.

Au surplus, la politique du chef de l'Union nationale nous rappelle sous certains aspects les caractères fondamentaux de la race française, caractères d'opiniâtreté, de courage et de foi en l'avenir, caractères qui ont permis aux pionniers du pays d'ouvrir à la civilisation les villes et les paroisses qui font aujourd'hui notre orgueil. C'est grâce à cette politique si cinq compagnies minières entreprennent actuellement l'exploration des régions du Nouveau-Québec et de la Côte-Nord. Aussi, des travaux importants se poursuivent dans la région de Chibougamau. Voilà de nouvelles régions offertes à l'exploitation minière et industrielle. Dans le domaine de la colonisation, le gouvernement est à ouvrir pour nos fils, en Abitibi, tout un pays neuf, la région du lac Matagami, et il continue d'agrandir largement le domaine cultivable de notre province.

Toutes ces considérations nous permettent d'affirmer que la province de Québec continue, avec un succès marqué, sa marche vers le progrès et la prospérité. Voilà les principaux objectifs de la politique de l'Union nationale. Ce sont ces objectifs qui ont inspiré le gouvernement dans la préparation de ses estimés budgétaires pour l'année 1948-49.

Les prévisions 1948-1949

Ces prévisions prévoient des dépenses ordinaires au montant de \$109,130,957 et des dépenses imputables au capital au montant de \$16,851,000. Si nous ajoutons à ces dépenses le service de la dette, nous obtenons un total de \$141,990,457.

Les prévisions du ministère de l'Agriculture comportent une augmentation de \$1,206,000 sur les prévisions de l'année dernière. Cette augmentation provient surtout du fait que le gouvernement a ajouté la somme de \$800,000 au budget destiné au drainage des terres.

Le budget du Bien-être social et de la Jeunesse prévoit une augmentation de \$1,705,150. Cette augmentation s'explique en bonne partie par le fait que les dépenses pour les pensions de vieillesse, l'assistance aux aveugles et aux mères nécessiteuses entraîneront un surcroît de dépenses au montant de \$1,099,000. Il ne faut pas oublier que le gouvernement provincial a réparé, en faveur des mères nécessiteuses de notre province, les injustices du système fédéral décroissant des allocations familiales. Le budget de ce ministère comprend également des sommes plus considérables pour les écoles de réforme et d'industrie. Le gouvernement veut aider à solutionner aussi rapidement que possible le problème de la délinquance juvénile.

L'augmentation la plus importante est celle que nous retrouvons à l'Instruction publique. L'an dernier, le budget prévoyait des dépenses au montant de \$4,508,020, et il stipulait qu'une somme de \$6,630,000 pouvait être prise pour l'Instruction publique, à même le fonds d'éducation. Cette année, le budget de l'Instruction publique se chiffre à \$13,785,350. Cette augmentation s'explique par le fait que des subventions plus considérables seront versées aux corporations scolaires de notre province, notamment en ce qui concerne la construction des écoles, le traitement des instituteurs et des institutrices.

Le budget du ministère de la Santé contient de son côté des prévisions pour une somme de \$18,483,250, soit un montant sans précédent dans le passé. L'an dernier, les estimés du ministère de la Santé se chiffraient à \$12,691,150. Il y a donc cette année une augmentation d'environ \$6,000,000. Pour 1948-49, les estimés budgétaires comprennent, je le répète, toutes les dépenses du fonds de l'assistance publique. Je dois souligner aussi qu'au cours de l'année 1947-48, le gouvernement a augmenté les subventions accordées pour les frais d'hospitalisation et d'entretien des indigents dans les institutions d'assistance publique. Cette augmentation a entraîné pour l'année 1947-48 une dépense additionnelle de \$518,347.22, et le gouvernement s'attend à ce que l'augmentation soit encore plus considérable cette année.

Conclusions

En conclusion, puis-je vous assurer, ainsi que les membres de la Chambre, de la satisfaction que j'ai éprouvée en vous soumettant l'analyse détaillée de la situation financière de la province, aussi bien que des explications générales en marge des prévisions budgétaires pour l'année fiscale commençant le 1^{er} avril prochain. J'ai été heureux de soumettre cet exposé, qui représente d'une façon bien imparfaite la politique pleine de sagesse et de clairvoyance du chef de l'Union nationale. Les chiffres que le trésorier communique à la Chambre ne sont en réalité que la traduction de la politique du gouvernement.

Permettez-moi maintenant de résumer les faits saillants des derniers 12 mois de notre administration.

1^o - Les revenus pour l'année 1947-48 se chiffreront à \$166,980,000, les dépenses ordinaires à \$123,968,000; il en résultera un surplus au compte ordinaire de \$43,012,000. À même ce surplus, le

gouvernement a effectué des dépenses imputables au capital pour un montant de \$41,372,000; le surplus global d'opérations sera donc de \$1,640,000;

2^o - Au cours de la prochaine année fiscale, le gouvernement estime que les revenus se chiffreront à \$142,411,000 et que les dépenses ordinaires s'élèveront à \$125,139,457; le surplus au compte ordinaire s'élèvera donc à \$17,271,543. À même ce surplus, le gouvernement se propose de faire des dépenses imputables au capital pour un montant de \$16,851,000; alors, le surplus global d'opérations atteindra la somme de \$420,543;

3^o - À même le surplus sur le compte ordinaire, l'Union nationale a fait cette année et effectuera l'an prochain d'importants travaux d'une nature permanente qui augmenteront l'actif de notre province;

4^o - Comme je vous l'ai signalé, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas émis d'obligations nouvelles sur le marché depuis le 1^{er} février 1946. Il n'a jamais, du reste, emprunté pour faire de nouvelles dépenses, depuis 1944. Le gouvernement a donc payé toutes ses dépenses à même ses revenus, sans emprunt et sans nouvelle taxe. Il a même réussi, sans emprunter, à avancer une somme de \$14,000,000 à l'Office du crédit agricole et à l'Office de l'électrification rurale;

5^o - Pour la troisième année consécutive, l'Union nationale réduira encore cette année la dette nette de la province. Pour l'année 1947-48, cette réduction se chiffrera à environ \$8,000,000. La réduction de la dette nette pour les trois années de notre administration s'élèvera à la somme totale de \$31,000,000. Pour l'année prochaine, c'est-à-dire l'année fiscale 1948-49, cette réduction sera de l'ordre de \$7,000,000;

6^o - Comme je l'avais prévu l'an dernier, dans mon discours sur le budget, le gouvernement remboursera aussi, sans nouvel emprunt, le 1^{er} mars prochain, un emprunt de \$10,000,000 contracté en 1938 pour permettre au gouvernement de faire des avances à l'Office du crédit agricole;

7^o - Suivant un rapport de la Banque de Montréal, la dette par tête de la province de Québec se chiffre à \$98. C'est le seul gouvernement du pays où la dette par tête est inférieure à \$100. La province où elle est la plus basse, après la province de Québec, est celle de l'Île-du-Prince-Édouard où la dette par tête est de \$113;

8^o - Au cours de la présente année, le gouvernement n'a imposé aucune taxe nouvelle. Tout en affirmant ses droits sur l'impôt sur le revenu, il n'a pas rétabli, comme c'était son privilège de le

faire, l'impôt sur le revenu des particuliers, établi en 1940 par l'ancienne administration. De plus, le gouvernement a contribué à diminuer le fardeau des commissions scolaires en demandant à la Commission municipale d'assumer leurs dettes. Il diminue en même temps le fardeau des corporations municipales en prenant à sa charge le coût complet de la construction des nouveaux ponts et il étudie la possibilité de continuer à diminuer ce fardeau par l'établissement d'une politique destinée à faciliter la construction de services d'aqueduc et de systèmes d'égout;

9° - Suivant une statistique fédérale, la province de Québec est actuellement la province qui, précisément à cause de la modicité de sa dette, consacre la plus petite partie de ses revenus au paiement des intérêts sur cette dette, soit au 31 mars 1947, 7,2 %. De plus, de toutes les provinces du pays, la province de Québec est celle qui possède les fonds d'amortissement les plus élevés. Ces fonds dépassent du double ceux de toute autre province;

10° - Comme je l'ai prouvé par des tableaux préparés par le bureau de l'auditeur de la province, le gouvernement favorise, sans nouvelle taxe, sans nouveaux emprunts, l'éducation, la santé publique, l'agriculture, la colonisation, la construction de routes et de ponts modernes, et il consacre à cette fin des sommes qui dépassent du double celles qui ont été dépensées pour les mêmes fins par l'administration précédente;

11° - D'après le bilan de la province, le surplus consolidé était de \$43,522,635.69 au 31 mars 1945. Au 31 mars 1948, ce surplus s'élève à une somme supérieure à \$130,000,000, c'est-à-dire qu'il aura triplé en trois ans d'administration de l'Union nationale.

Cette synthèse ne prouve-t-elle pas l'excellence de la situation financière de notre province? Au début de mon discours, j'ai soumis que la politique de l'Union nationale s'inspirait à la fois du passé, du présent et de l'avenir. Elle veut la sauvegarde de nos traditions et le respect de la Constitution canadienne. Pour atteindre cet objectif, notre province doit garder à sa tête l'homme intrépide qui la dirige actuellement.

En ces heures graves, il est le seul qui ait assez de courage, de force et de clairvoyance pour sauvegarder les droits qui nous ont été acquis, il y a 100 ans, par les grands parlementaires qui font la gloire et l'orgueil des gens de notre race, aussi bien que de nos compatriotes de langue anglaise. Si le chef de la province, en ces heures décisives, cédait nos droits essentiels, nous verrions disparaître la

Confédération canadienne, pour vivre bientôt sous un régime d'union législative.

"Ce long conflit, écrit Robert Rumilly dans son dernier volume (le 22^o) de l'*Histoire de la province de Québec*, où il s'agissait essentiellement de tenir, de ne pas se décourager et de ne pas céder, n'est lui-même qu'un épisode dans la lutte interminable menée par la race canadienne-française pour survivre au Canada. Dans cette lutte, la race française aurait succombé depuis longtemps si elle n'avait pu s'arc-bouter sur une province solidement constituée en État. On ne peut vouloir la survivance canadienne-française sans être partisan de l'autonomie provinciale."

Ce témoignage ne souligne-t-il pas d'une façon éclatante l'approbation de la politique de l'Union nationale? Aussi bien, je ne puis m'empêcher, en songeant aux mesures sociales données à la province par le gouvernement de l'Union nationale, je ne puis m'empêcher de constater que cette politique de mesure, d'équilibre et de stabilité, et qui s'inspire à la fois de nos origines catholiques, de nos origines françaises et du respect des droits des minorités, trouve un magnifique symbole dans le nouveau drapeau qui, depuis le 21 janvier, flotte sur la tour centrale de l'édifice où nous siégeons.

La croix blanche de ce drapeau qui remonte à l'époque des croisades, alors que les rois de France et d'Angleterre la placèrent sur leur drapeau respectif, nous rappelle nos origines catholiques. Le champ d'azur, couleur du ciel et de nos montagnes à la fin d'un beau jour, nous incite à regarder vers les sommets, vers l'idéal, vers l'avenir. Il symbolise notre fidélité aux leçons héroïques de notre histoire, à nos traditions les plus chères aussi bien que notre désir d'accroître l'héritage matériel et spirituel légué par nos ancêtres et que nous voulons conserver avec une précieuse ferveur pour nos descendants.

Les fleurs de lys semées aux quatre coins du champ d'azur et qui illuminaient les drapeaux des rois de France et d'Angleterre, ces fleurs de lys chères à toutes les races qui habitent notre province et qui, au temps des peuples anciens, constituaient déjà l'émouvant symbole de la renaissance et de la survivance, signifient qu'au pays de Québec "où rien ne doit mourir et rien ne doit changer", les Canadiens de langue française veulent étayer la prospérité de la patrie sur la protection intégrale des droits des minorités et la coopération des deux grandes races qui veulent assurer sa grandeur.

Voilà quelques-unes des raisons qui, au début de ce discours, m'ont suggéré le rappel du centenaire

de la consécration officielle de la langue française dans nos Parlements. J'ai été heureux, en rappelant cet événement, de songer que le droit dont je jouis présentement, en vous parlant dans la langue de mes pères, n'est en somme que le résultat du courage et de la ténacité des grands hommes politiques du gouvernement d'Union, il y a déjà 100 ans.

Je puis également assurer mes compatriotes de langue anglaise que nous sommes heureux de les voir jouir pleinement du même droit dans notre province et que, si jamais quelqu'un voulait leur contester ce droit légitime et sacré, tous nos compatriotes de langue anglaise pourraient compter sur l'appui unanime des partisans de l'Union nationale. Je puis les assurer que nous comprenons tout le bonheur qu'ils éprouvent de parler eux aussi en toute liberté, dans notre province, la langue de leurs pères.

Si j'ai rappelé avec autant de fierté cette victoire constitutionnelle du siècle révolu, dans une époque où la véritable démocratie est parfois violemment attaquée, c'est également dans le but de faire voir à la population de notre province que les hommes politiques canadiens, de l'une ou de l'autre langue, ont rendu à leurs compatriotes des services imprescriptibles.

Et c'est parce que nous tenons à conserver nos droits, c'est parce que nous chérissons nos traditions, c'est parce que nous aimons notre pays que nous appuyons avec enthousiasme la doctrine autonomiste du chef de l'Union nationale. Nous avons la conviction que la culture française est essentielle au développement culturel du Canada. Aussi, cet apport de la culture française, voulons-nous le conserver intact.

Quelles que soient les théories des centralisateurs, tous les Canadiens de langue française devraient, nonobstant les périls de l'heure, répéter ces paroles émouvantes que prononçait en 1912 l'ancien archevêque de Québec, Mgr Paul-Eugène Roy, à la clôture du premier Congrès de la langue française:

"Ô Verbe de France et Verbe de Dieu, que ma langue s'attache à mon palais si jamais elle t'oublie, ou cesse seulement de te propager et de te défendre! Messieurs, c'est le serment de mes lèvres et de mon cœur; c'est le vôtre, c'est celui du premier Congrès de la langue française au Canada. Le rocher de Québec en reçoit aujourd'hui la solennelle formule. Demain, les échos s'en répercuteront de province en province, d'État en État.

"Et tous les Canadiens français et les Acadiens du Canada et des États-Unis n'auront plus

qu'un cœur et qu'une âme pour redire avec nous: Ô cher parler de France, que ma langue s'attache à mon palais si jamais je t'oublie!..."³

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *L'Écho de Frontenac* du 4 mars 1948, à la page 7, on rapporte plutôt ceci: "Chaque année, lorsque nous recevons une trentaine de mille émigrés, c'est une trentaine de mille logis à trouver, sans compter que ces gens-là viennent souvent prendre la place des nôtres."

2. Les sources ne précisent pas si M. Caron a bel et bien présidé cette séance du comité.

3. *Le Canada* du 28 février 1948, à la page 2, souligne que M. Gagnon a parlé devant des galeries vides. Les députés ministériels ont essayé de réchauffer l'atmosphère en applaudissant le trésorier de temps en temps.

